

CONFLIT DE CIVILISATIONS — **OU** — **DIALOGUE** DE CULTURES **?**

2427

Le Recueil des Exposés et Etudes Présentés
Au cours de la Conférence Internationale Tenue
Au Caire du 10 au 12 Mars 1997 sur le thème:
" Conflit de Civilisations ou Dialogue de Cultures "

Rédaction:

Dr. Fakhry LABIB • Anhar KORRA

OSPAA PUBLICATIONS
(173)

Supervision technique:

**Hala El-Asmar
Nazli Hanafi**

Couverture et conception intérieure : **Ahmed Al-Labbad**

Exécution de la conception :

**Yousria Wahba
Hala El-Asmar**

Suivi et distribution:

Mohamed Mahdy

Exécuté et conçu par le Département de l'ordinateur de l'OSPAA

Publié sous la supervision de la Section Information de l'OSPAA

Organisation de Solidarité des Peuples d'Afrique et d'Asie (OSPAA)
89, rue Abdel Aziz el-Saoud, 115 El Malek El Saleh,
Boîte Postale 61, Le Caire, Egypte
Tel (202) 3636081, Fax: (202) 3637361
e-mail: aapso@idsc.gov.eg.

Copy Rights par OSPAA

Table des matières

Introduction	9
Discours du Dr Mourad Ghaleb, Président de l'OSPAA	13
Chapitre I	
Intervention de M.Mohammad Hassanein Heikal: Je joins ma voix à la vôtre.	22
Dr Anouar Abdel Malek: Orientation Civilisationnelle dans un nouveau monde en formation.	24
M. El Sayed Yassin: La chute des paradigmes et le défi du dialogue des cultures.	39
Dr Hassan Hanafi: Cultures, conflit ou dialogue? Des modèles alternatifs.	56
Dr Samir Amin: Les exigences d'un programme de libération de l'homme.	63
M. Mahamoud Amin Al Alem: Unicité de la civilisation et pluralité des cultures: approche théorique et générale.	90
Dr Abdel Wahab El Messiri: La fin de l'histoire et le conflit des civilisations.	99
Dr Nawal El Saadawy: Le rôle de la société élitiste dans le dialogue des cultures.	123
Pr. Jomo K. Sundaram: Conflit ou Dialogue? Quelques considérations économiques pour le nouvel âge.	138
Dr Fawziya Makhlouf: L'utilisation et l'abus du terme culture dans la formulation du Nouvel Ordre Mondial.	156
Dr Maher Al Sherif: Les deux thèses de la Fin de l'Histoire et du choc des civilisations: exposé critique.	165
Dr Anouar Moghith: La crise de l'environnement et la nécessité d'un dialogue des cultures.	179
Mr. ussayn Maalum: Equilibre et déséquilibre dans l'équation sur " la différenciation et la continuité".	188
M. Yves Grenet: Conflit de civilisations ou dialogue de cultures?	204

M. Waguih Kawtharany: Un ordre mondial en crise ou un conflit de civilisations?	209
Dr Ramon Pez Ferro: Que nous reste-t-il?	225
Dr Magdi Abdel Hafez: Rapport du rapporteur du premier thème.	227

Chapitre 2: L'Hégémonie occidentale et les particularismes culturels.

Dr Sherif Hetata: Conflit ou dialogue éloignez-vous du dollar.	237
Dr Alexander Dzassokhov: Le défi historique de l'eurasianisme contemporain.	251
M. Gustave Massiah: Quelles réponses à la mondialisation?	259
Dr Ali El Kenz: Les approches culturelles à la mondialisation et leurs limites.	267
Dr. S.K. Sahni: Un dialogue pour l'unité dans la diversité des cultures.	276
Dr Ahmed Barkawi: Vers une définition philosophique et humaine du concept de culture. Une approche méthodique.	283
Dr Magdi Abdel Hafez: "L'exception culturelle", entre les tentatives de dépassement du sous-développement et sa consécration.	291
M. Chen Jifeng: Promouvoir les échanges culturels et la coopération, favoriser la paix et le développement.	310
Dr George Labica: La situation actuelle et la nécessité d'une pensée critique: Des Humains de trop?	317
Dr Fahmeya Sharafeddin: Le dilemme du dialogue: Confusion et spécificité.	325
Dr Ronny Ambjornsson: Est et Ouest: Dans l'édification d'une identité européenne.	338
Dr Claudia Bickmann: Individualisme en opposition avec communautarisme: Contradiction ou complémentarité. Des modèles historiques de dialogue culturel.	352
Dr Kinhide Mushakoji: Hégémonie et spécificité culturelle: Une optique du Japon.	361

Dr Judit Balazs: Une sécurité changeante ou un choc de civilisations? Le monde et l'Europe.	365
Dr Massoud Daher: Le conflit des civilisations, une déclaration idéologique dans l'ère de la mondialisation américaine.	386
Dr. K.M. Khan: Le défi de la mondialisation.	399
Dr Norman Girvan: Sociétés à risques.	403
Dr Jacques Hersh: "Conflit de civilisations: Une ordonnance impérialiste: diviser pour régner".	421
M. Carl Ordnung: Expériences sur la transition entre le socialisme et le capitalisme en Allemagne de l'Est.	433
Dr Anwar Mogheith: Le rapport du rapporteur sur le deuxième thème.	437

Chapitre 3: Le monde arabe, la nation Islamique et les peuples du Tiers Monde face à l'hégémonie occidentale.

M. Mohamed Sid Ahmad: Le paradigme de Huntington et le conflit israélo-arabe.	444
Dr Tayeb Tizini: Le monde arabe face à l'hégémonie occidentale (document de travail)	449
M. Mohamad Bassiouny: Les intellectuels arabes et les cultures étrangères.	453
Dr Yousri Mostapha Abdel Meguid: Identité: une vision introspective.	461
Dr Pablo Gonzalez Casanova: La théorie de la forêt contre le néo-libéralisme et en faveur de l'Humanité.	473
Dr Anne Sofie Roald: Une recherche sur les musulmans: recherche sociale, identité, une étude sur les musulmans d'Europe avec une référence particulière sur les Islamistes arabophones.	491
Dr Mortada Sayed Amrov: Les Etats nouvellement indépendants de l'Asie Mineure et de l'Occident: Différences et coopération.	517
Dr Rizkallah Hilan: Un modèle de développement en tant que projet de développement intellectuel.	520

Dr Sayed Hussayn Ali: Paix, démocratie et justice sociale avec une référence à la Malaisie.	531
Ambassadeur Daniel Bucan: Les racines méditerranéennes comme bases possibles du dialogue entre Islam et Occident.	545
Dr Fikret Baskaya: Que faire contre le néo-libéralisme et la mondialisation économique?	551
Dr Saad Abdul Razzak Hussein: Les problèmes socio-culturels résultant de l'émigration rurale vers les villes dans le Monde Arabe.	564
Dr Bernard Founou Tchuigoua: Les conditions d'un dialogue euro-africain.	607
Mme Farida El Naqash: L' intégrisme de Huntington et de Mohamed Shaker.	621
M. Al Mustafa Al Razrazi Al Mostafa: Les conflits des civilisations et les nouvelles tendances.	628
Dr Fakhri Labib: Le rapport du rapporteur du troisième thème.	661

Chapitre 4: Vers un Nouvel Ordre Démocratique.

Dr Nematallah Ibrahim: Vers un nouvel ordre humain libre.	675
Dr Fatma Khafagy: La fin de la distinction entre les sexes dans le monde arabe.	679
Dr Kassim Ahmed: Vers un nouvel ordre humain libéral	689
M. Bakr Mahmoud Rassoul: Vers un système libérateur de l'homme.	706
Mme Corinne Kumar: Les vents du Sud: Sur le caractère universel du discours sur les Droits de l'Homme.	719
Ambassadeur Omrane El Shafei: Le développement international actuel et les Nations-Unies (abrégé)	753
Dr Georges Abi-Saab: Le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures ou extérieures des Etats.	763
M. Ahmad Sharaf: La réforme de l'Organisation des Nations-Unies indispensable pour le développement de la communauté internationale et de l'Ordre Mondial.	776

Dr Walid Abdel Nasser: Le régime des sanctions des Nations-Unies dans la période post-guerre froide.	793
Dr Maher Al Shérif: Rapport du rapporteur du quatrième thème.	805

Chapitre 5: Le Rapport final	
Le Rapport final	814

Annexes:

Des documents de travail	825
La liste des participants.	831

Introduction

Le monde traverse en ce moment une période de transition marquée par le conflit entre protagonistes internationaux, grands et petits. Les conflits et les crises y prennent différentes formes religieuses, ethniques, tribales et régionales et ce, en une période marquée par une crise économique croissante, par des dangers nucléaires et environnementaux et l'utilisation irresponsable des progrès scientifiques et technologiques. Tous ces défis, sont relevés à l'échelle mondiale, à partir de culture, d'expériences et d'intérêts différents et, souvent, contradictoires.

L'effondrement du camp socialiste et la fin du système bi-polaire ont amené un pôle unique à tenter par tous les moyens d'imposer son hégémonie sur le monde entier, et dans une conjoncture en déséquilibre où les grands Etats tentent de résoudre leurs crises aux dépens des plus petits.

Le Tiers Monde en général, et les pays Arabes en particulier, sont ceux qui subissent le plus l'impact négatif de ces pratiques, sous la forme d'embargos, d'isolement, de discrimination raciale, d'intervention et d'hégémonie politique, économique et culturelle.

Le monde avance rapidement vers le 21ème siècle. Les intellectuels et les penseurs sont préoccupés des soucis de leurs pays respectifs ainsi que par leur propre avenir. La révolution en matière de technologie, de sciences et d'information met à la disposition de ceux qui la maîtrisent des possibilités immenses. Mais fossé entre nantis et

dépourvus s'élargit à une vitesse incroyable.

Le monde entier est engagé dans un débat sur les civilisations et les cultures, sur les objectifs déclarés ou dissimulés de ces dernières et essaye de découvrir s'il y a dialogue ou choc entre civilisations.

L'OSPAA estime que le dialogue entre les cultures est nécessaire, quelles que soient leurs orientations religieuses ou philosophiques, afin de parvenir à un minimum d'accord sur les questions intellectuelles et scientifiques et afin de garantir la dignité de l'homme, ses valeurs essentielles, sa liberté et sa spécificité. Un degré minimum de légitimité internationale, de respect des droits de l'homme et des différences permettra de sauvegarder le droit des générations futures à la vie, à la sécurité et au progrès.

C'est la raison qui a amené l'OSPAA à organiser une conférence, ayant une portée internationale, marqué par les caractéristiques tant arabes qu'occidentales, afin de parvenir à une analyse scientifique et une vision politique du "choc des civilisations et du" conflit des cultures".

Le but en est d'ouvrir un dialogue constructif entre intellectuels et penseurs venus d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et de l'Occident, et des personnes concernées par les questions vitales de l'hémisphère Nord. Ce dialogue permettra de cristalliser une vision pratique de l'ordre international, des mécanismes qui sous-tendent le dialogue, et permettent la résolution des différends et des conflits, de façon à créer un environnement meilleur et de promouvoir les intérêts communs.

Cette initiative de l'OSPAA a coïncidé avec la célébration de la ville du Caire en tant que capitale culturelle pour l'année 1996, ainsi qu'avec les préparatifs du 40^e anniversaire de l'OSPAA (1958-1998).

Le Secrétariat Permanent de l'Organisation a également, invité des intellectuels éminents et des penseurs égyptiens pour les associer aux consultations et préparatifs de la Conférence. Le Comité Préparatoire se compose de:

- Dr Morad Ghaleb, Président de l'OSPAA
- M. Nouri Abdel Razzak, Secrétaire Général de l'OSPAA
- M. Kamal Bahaa El-Din, Assistant du Président de l'OSPAA
- Dr Ibrahim Saadeldin, du Forum du Tiers Monde
- M. El Sayed Yasin, Conseiller, auprès du Centre d'Etudes Politiques et Stratégiques Al-Ahram
- Dr Anwar Mogheth, Professeur de philosophie, Faculté des Lettres, Université de Helwan
- Dr Hassan Hassan Hanafy, Professeur de philosophie, Faculté

- des Lettres, Université du Caire;
- Dr Samir Amin, Directeur du Forum du Tiers Monde(Dakar)
 - Ambassadeur Omran El Shafei, ancien adjoint du ministre des Affaires Etrangères d'Egypte
 - M. Maher Khalifa, Directeur du Centre de Recherche, Programmes et Etudes du Moyen Orient,
 - M. Mohamed Sid-Ahmed, écrivain et Homme politique
 - M. Mahamoud Amin El Alem, écrivain et penseur.

Il a été décidé de nommer :

- Dr Morad Ghaleb, président de la Conférence
- M Nouri Abdel Razzak, Secrétaire Général de la Conférence
- Dr Shohrat El Alem, Coordonateur Général de la Conférence

L'information a été confiée au:

- Dr Fakhry Labib, et à
- Mme Hala El Assmar

Le Comité Préparatoire a procédé à des discussions prolongées et préparé un document de travail pour la conférence composé de quatre thèmes principaux, à savoir:

Thème I : Le dialogue des Civilisations à la veille du 21^è siècle

Thème II: L'hégémonie occidentale et les spécificités culturelles

Thème III:Le Monde Arabe et Islamique et les peuples du Tiers Monde face à l'hégémonie occidentale

Thème IV: Vers un Nouvel Ordre Mondial Libéral

Le Comité a décidé de consacrer trois séances à chaque thème, pour la présentation des papiers, les discussions et les interventions. Un rapporteur a été nommé pour chacun des thèmes, comme suit:

Thème I : Dr Mogdy Abdel Hafez

Thème II: Dr Anwar Mogeith

Thème III: Dr Ahmed Barqawi

Thème IV: Dr Maher El Sherif

Quant au document final devant être enteriné à la fin de la conférence, comme l'a expliqué M. Nouri Abdel Razzak dans son discours, le Comité a recommandé l'adoption d'une déclaration descriptive des débats. Le Comité a proposé que soit établi un comité de rédaction composé des quatre rapporteurs, ainsi que de Mme Hein Marie (Afrique du Sud), de D.K.S Jomo (Malaisie), du Dr Georges Labica (France), du Dr Jean Fargues (Suède); du Dr Gamil Mattar et du Dr Fakhry Labib du Bureau de l'information de l'OSPAA. Le Secrétaire Général, M Nouri Abdel Razzak, a été choisi rapporteur du comité de rédaction. L'adhésion audit comité étant ouverte à qui désirerait s'y joindre.

Le secrétariat technique de l'OSPAA n'a épargné aucun effort afin de bien préparer la Conférence. La coopération étroite l'unissant avec les organes suivants a grandement aidé tant à l'organisation qu'au succès de la conférence: le Ministère des Affaires Etrangères d'Egypte, le Ministère de la Culture, le Ministère du Tourisme, le Fonds pour le Tourisme et l'Environnement, le Ministère de l'Information, le journal Al Ahram, le Département chargé du Développement (Pays Bas), la Fondation Saad Al Sabah, la Division des Affaires Humanitaires (Danemark) et EgyptAir.

La Conférence a tenu ses assises du 10 au 12 mars 1997 au Caire, capitale de la République Arabe d'Egypte. Elle a été inaugurée par le Président de l'OSPAA et de la Conférence, le Dr Morad Ghaleb.

Ont participé à la Conférence plus de trois cents éminents penseurs, historiens, économistes, philosophes, sociologues, hommes de lettres et représentants d'organisations gouvernementales et non-gouvernementales, locales et internationales, venus d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des pays Arabes et Européens.

Plus de 80 études y ont été présentées. Ces exposés, ainsi que les diverses interventions, caractérisés par leur profondeur et variété, ont couvert un grand nombre de questions. Les différences de points de vue, voire même les contradictions, ont enrichi les débats et facilité un dialogue positif permettant qu'une optique commune s'en dégage et confirmant les intérêts communs.

La Conférence a été couverte d'une façon satisfaisante les médias: radio, télévision et presse, tant au niveau égyptien qu'au niveau arabe et international.

La Conférence a mené à la préparation d'un rapport final décrivant les débats et reflétant toutes les opinions. Le rapport se termine par la phrase suivante: " Notre réunion est un événement historique qui ne doit pas se terminer avec la fin des réunions. Le dialogue entamé doit continuer. Les questions débattues ne sont ni simples, ni faciles. Elles ne peuvent être conclues aujourd'hui. Nous devons poursuivre le dialogue politique et culturel si riche que nous avons entamé afin de présenter à nos peuples une vision d'avenir suivi d'un plan pour le futur".

Le brouillard était épais et c'est grâce à vous que nous espérons voir les ténèbres se dissiper pour aboutir à un avenir meilleur pour nos peuples et nations.

Le rédacteur en chef

Dr Mourad Ghaleb
Président de l'OSPAA

Discours d'ouverture*

Mesdames et Messieurs les invités,

Chers amis,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier d'avoir répondu à l'appel de l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques et de participer à ce congrès international sur le conflit des civilisations et le dialogue des cultures. Je vous souhaite de passer d'agréables moments à dialoguer et échanger vos points de vue avec cette pléiade de chercheurs et de scientifiques de renommée mondiale venus d'Amérique du Nord, d'Amérique Latine, d'Europe, d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et du Monde Arabe pour prendre part à cette rencontre aux côtés de nos chercheurs, professeurs et intellectuels égyptiens. A vous tous je tiens à exprimer ma profonde gratitude.

Mes remerciements vont aussi au comité préparatoire qui a assumé en grande partie la mise au point de cette réunion, en a défini les axes et a veillé à ce que ses participants soient représentatifs des courants, orientations et doctrines les plus divers.

Merci enfin aux organismes égyptiens, arabes et internationaux qui ont offert leur très généreuse aide matérielle, aide sans laquelle notre organisation n'aurait pu mettre sur pied un congrès international d'une telle envergure, avec autant de personnalités scientifiques venues de

*Original: Arabe. Traduit par Stephanie Dujol

tous les continents.

Chers amis,

Comme chacun le sait, l'humanité traverse actuellement une nouvelle phase de son histoire : la révolution scientifique et technologique. Notre génération a été témoin de la révolution précédente, à savoir la révolution industrielle, qui a façonné son propre ordre mondial, basé sur le capitalisme, l'accumulation des capitaux, la colonisation et le marxisme, en réaction au dit capitalisme. A présent la révolution scientifique et technologique se hâte de dessiner les traits de son nouvel ordre mondial.

Grâce aux réussites spectaculaires enregistrées dans le domaine de l'informatique et de la communication, cette révolution a pu s'engager dans la voie de la mondialisation de la planète, réduire l'écart entre le temps et l'espace et permettre aux plus forts d'exercer leur suprématie comme jamais auparavant. Jamais dans l'histoire de l'humanité le capital mondial n'a eu autant de force et de puissance, et jamais il n'a joui d'une si grande liberté : en un clin d'œil il se transporte partout où il le désire, sans que se dresse devant lui aucune frontière nationale, aucun bloc régional ni gouvernement, aucun continent, aucune mer ni aucun océan... Par le biais des écrans d'ordinateurs, le capital effectue l'ensemble de ses opérations en évitant tout obstacle. Et pourquoi pas ? A travers les frontières et les continents, 500 sociétés maîtrisent 80% de la production et 75% du commerce mondial. Ces sociétés constituent ainsi la force réelle qui domine le monde, et au service de laquelle se mobilisent les sept plus grandes puissances économiques et leurs gouvernements.

D'autre part, jamais l'on n'a assisté à une telle concentration de la fortune et du capital. Qu'il nous suffise de rappeler que 20% de la population mondiale contrôle 80% des ressources industrielles et naturelles de la planète, que 358 milliardaires possèdent une fortune supérieure à celle de 45% de la population mondiale réunie, et que 80% du produit industriel dans le monde revient aux pays nantis, lesquels dominent 84% du volume des activités commerciales mondiales et 74% des sources d'énergie.

Quant à nous, pays du Tiers-monde, notre marginalisation s'accroît à grands pas et notre identité nationale menace de se corrompre sous les assauts impétueux d'une vague qui ne connaît aucune frontière nationale et s'en prend au cœur de notre culture, notre pensée et notre mode de vie. Elle nous dicte à présent notre mode de nourriture ("Mac Donald's et les hamburgers"), d'habillement et de pensée, de même que les références de notre savoir. Elle nous impose de

restructurer notre économie dans le sens du capitalisme et de la privatisation, afin que nous nous intégrions au marché mondial et que notre mode de production se conforme aux normes de l'I.S.O., abstraction faite des avantages ou des désavantages de cette mutation.

De telles politiques ont conduit à une polarisation très nette de la richesse et de la pauvreté : la classe moyenne a en effet rapidement rejoint les rangs d'une large base populaire, avec les difficultés d'existence que l'on connaît. D'autre part en raison de ces politiques, nos sociétés font face à des réactions ardentes qui affectent en profondeur le tissu social lui-même : d'aucuns les refusent violemment et trouvent refuge dans le fondamentalisme, d'autres adoptent le terrorisme et le meurtre des innocents comme doctrine de changement et de résistance, d'autres encore s'inclinent devant ces politiques sous des prétextes masquant quelque intérêt... Cependant nombreux sont les intellectuels qui croient que la mondialisation est un fait réel et qu'il nous appartient de trouver la juste équation qui nous permettra de faire avec elle tout en parant à ses aspects négatifs et en préservant notre identité et notre culture. Nous avons besoin aujourd'hui de trois révolutions simultanées : une révolution de la culture et de la pensée, une révolution sociale et une révolution scientifique et technologique.

Chers amis,

Les sociétés des pays développés et détenteurs de la richesse scientifique et technologique ne sont pas à l'abri des souffrances des autres sociétés. Bien qu'il n'y ait pas lieu ici d'analyser ces souffrances, rappelons simplement à titre d'exemple que le chômage touche 22% de la population espagnole et 12% de la population allemande, alors que l'Allemagne est la tête de file du développement européen. Ces sociétés souffrent en outre d'une extrême concentration de la fortune, des revenus démesurés de la haute classe dirigeante et de la fusion des grandes sociétés, dans le but d'accroître leurs profits, tout ceci au détriment de l'affranchissement des ouvriers et des classes moyennes. Ainsi la précarité de l'emploi et le malaise social et familial constituent à présent le phénomène marquant de ces sociétés. Sans compter la recrudescence du crime et de la drogue, l'apparition du néo-nazisme, la montée de l'extrême droite et du fondamentalisme, etc.

Chers amis,

Ces mutations considérables ont coïncidé avec l'effondrement de l'Union Soviétique et des Etats socialistes qui suivaient son sillage, et

par suite la chute de l'ordre bipolaire qui régnait sur la planète depuis la Seconde Guerre Mondiale. Il s'en suivit un vide idéologique, tant sur les plans politique qu'économique ou social, puis très vite sont apparues des tentatives pour combler ce vide. Nous avons tous lu Fukuyama par exemple, qui voyait dans le succès définitif du néo-libéralisme "la fin de l'histoire". Mais sa théorie a fait long feu et est tombée dans l'oubli.

Quant à la tentative de Samuel Huntington, avec le "Conflit des civilisations", elle sera le sujet de notre réunion.

Je tiens ici à préciser que si le but fondamental de cette réunion est de débattre de la théorie de Huntington, elle a aussi un objectif plus large qui est de confronter nos points de vue sur les problèmes essentiels auxquels nous devons faire face au vingt et unième siècle.

Chers amis,

Cette introduction — longue, je le reconnais — m'était nécessaire pour aborder la théorie du conflit des civilisations de façon plus globale et plus objective. Je commencerai en me posant quelques questions sur la teneur de cette théorie, ses objectifs, ses motifs et ses justifications.

— Pourquoi avoir employé le terme de conflit, et plus particulièrement de conflit des civilisations ? Le but est-il d'influer sur l'opinion publique et de la convaincre que les perspectives d'affrontements et de différends pourraient s'étendre à l'ensemble de la planète, ce qui entraînerait une présence militaire américaine permanente aux quatre coins du monde ?

— Le but est-il de créer une "image de l'ennemi" afin que le terrible instrument de la guerre continue à se développer massivement et à se répandre universellement, et afin de le tenir en état d'alerte ?

— Ceci, a-t-il à voir avec la persistance, voire l'accroissement de l'influence de la corporation militaro-industrielle et de ses profits, ainsi qu'avec la justification de l'augmentation du budget de l'armement ?

— Pourquoi Huntington considère-t-il la Russie comme une civilisation indépendante du reste de la zone slave ? L'objectif est-il d'élargir l'O.T.A.N. aux Etats socialistes d'Europe Centrale pour isoler la Russie, qui représenterait un danger si elle récupérait le rôle qu'elle a perdu ?

— Que signifierait élargir le Pacte Atlantique à ces Etats ? Remplacer les systèmes, l'équipement et l'armement soviétiques par d'autres venus d'Occident et en conformité avec le pacte. Or le coût de cette

harmonisation a été évalué à 150 milliards de dollars. Inutile de préciser où irait cet argent...

— Pourquoi le Japon est-il considéré comme une unité de civilisation séparée ? Est-ce à cause de sa puissance économique ou parce qu'il est possible de trouver un compromis aux différends économiques par le biais du marchandage et des solutions intermédiaires ?

— Pourquoi l'Islam est-il abordé avec une franche hostilité ? Est-ce parce que le monde arabo-musulman est extrêmement étendu et recèle de grandes richesses, que les Musulmans sont aujourd'hui présents sur tous les continents, même à l'intérieur des Etats-Unis, et continuent à se disséminer de par le monde, ou encore parce que l'Islam a bâti un système complet, à la fois religieux et temporel, capable de contrecarrer la mondialisation et l'invasion culturelle.

— Les civilisations bouddhiste, confucianiste et hindoue ne sont pas traitées avec autant d'agressivité et de mises en garde que l'Islam et les Musulmans.

— Je ne sais pourquoi Huntington omet de mentionner que la Première et la Deuxième Guerres Mondiales, qui ont causé la perte de dizaines de millions de vies humaines, se sont produites au sein d'une seule civilisation, à savoir la civilisation occidentale...

— Que pense Monsieur Huntington de la société américaine elle-même et du fait qu'elle englobe des groupes raciaux bien distincts (Afro-Américains, Hispano-Mexicains, etc.) ? Sont-ils concernés par la théorie du conflit des civilisations et des races ?

— Huntington module sa théorie pour pouvoir rattacher l'Amérique Latine espagnole et portugaise à la civilisation occidentale. Est-il motivé en cela par sa propre conviction ou bien par des raisons ayant trait à la politique américaine ?

— Que pense Monsieur Huntington du conflit sauvage qui se déroule actuellement dans la région des Grands Lacs au centre de l'Afrique ? S'agit-il d'un conflit de civilisations ?

— Que pense-t-il également des violents conflits de l'est et de l'ouest de l'Afrique (au Soudan, en Angola...) ?

— Enfin, Huntington pense comme Fukuyama que le néo-libéralisme et la civilisation occidentale vont dominer le monde et mettre la mondialisation à leur service.

Chers amis,

A la lumière de ce qui précède, il est clair que la théorie et les idées

de Huntington ne constituent pas une analyse objective de ce que seront les conflits du XXI^{ème} siècle. Il est clair également que Huntington néglige la forte probabilité d'une évolution de l'ordre mondial, actuellement presque exclusivement dominé par les Etats-Unis, vers un ordre comportant plusieurs centres de pouvoir à l'intérieur d'une civilisation unique. Huntington se contente en fait de théoriser la politique américaine d'hégémonie et de justifier la présence militaire américaine dans le monde, ce qui revient à apporter de l'eau au moulin de la corporation militaro-industrielle et à accroître son pouvoir et ses profits. Il ne traite pas l'essence du problème dont souffrent le monde en général et le tiers-monde en particulier, du fait de la monopolisation de la richesse scientifique et technologique, de la confiscation de ses étonnantes réalisations et de l'utilisation de la mondialisation pour renforcer la domination de la majorité de l'humanité.

Qu'attendons-nous à présent de cette réunion ? Et que désirons-nous pour l'humanité au vingt et unième siècle ?

- Nous voulons un dialogue entre les cultures afin de construire un ordre mondial humain où règnent la démocratie et la justice sociale pour tous.
- Nous voulons que la révolution scientifique et technologique vise le bien-être de l'homme et aille dans le sens de sa liberté et de ses choix ; nous voulons que les fruits et les réalisations de cette révolution concernent toute l'humanité sans distinction.
- Nous voulons une mondialisation démocratique, non une mondialisation monopolisante, dominatrice, oppressive et exploiteuse.
- Nous voulons une mondialisation qui nourrisse les 800 millions d'humains souffrant de la faim (dont le tiers vit en Afrique) et le milliard et 300 millions d'humains vivant dans la misère la plus noire.
- Nous voulons cette mondialisation pour les 500 millions d'êtres qui ne reçoivent pas les soins nécessaires à leur simple survie.
- Nous la voulons pour aider les peuples du Tiers-monde à prendre part à l'évolution de la révolution scientifique et technologique, pour mettre fin à leur marginalisation et améliorer leurs performances.
- Nous voulons que les Nations Unies soient plus démocratiques, qu'elles représentent plus largement les peuples du monde, qu'elles cessent d'être l'instrument de la suprématie d'un Etat en particulier, et enfin qu'elles renoncent à pratiquer la duplicité et la sélectivité dans ses résolutions.

Chers confrères,

La différence est de taille entre le désir et sa réalisation effective. C'est à nous, peuples du Tiers-monde qu'incombe la tâche la plus essentielle, or nous n'obtiendrons jamais cet ordre mondial plus humain et plus démocratique si nous n'opérons pas un changement sur nous-même, tant sur le plan intellectuel que culturel, politique et économique. Ceci requiert une révolution totale, dans tous les domaines de l'existence, l'affranchissement de nos sociétés de tout ce qui fait obstacle au progrès et au développement, et l'instauration de la liberté, notamment la liberté de penser, afin que l'homme puisse exercer ses talents, créer et produire.

Nous croyons au dialogue des cultures, et ce en coopération avec les pays développés: nous n'appelons pas au conflit ni à la confrontation, nous sommes au contraire pour la paix et la justice et voulons vivre dans un monde où règne plus de sécurité, un monde sans armes nucléaires ni armes de destruction massive, un monde où chaque peuple voit ses droits respectés sous les auspices d'institutions internationales veillant au soutien de la paix, au désarmement et au bien-être des peuples...

A présent je vous remercie de votre aimable attention et vous souhaite d'établir un dialogue à la fois plaisant et constructif ■

CHAPITRE I

Le Dialogue des Civilisations à la Veille du 21ème Siècle

Mohammed Hassanein Heikal*

Intervention**

C'est pour moi un grand honneur de me retrouver aujourd'hui ici, sur cette tribune, dans cette première séance de cette Conférence qui traite du Conflit des civilisations.

Un conflit qui occupe à l'heure qu'il est, un espace important sur la carte des préoccupations de la pensée mondiale, avec ses divers moyens, audio-visuels et écrits.

L'Islam constitue quasiment l'élément le plus saillant dans ledit espace, puisqu'il suscite, pour une raison ou une autre, des controverses orageuses, qui semblent en grande partie injustifiées et parfois insensées, sans cause réelle en fait.

On peut constater que cet espace le plus saillant dans la carte, est couvert par la couleur rouge, à croire qu'après la fin de la guerre froide, l'émergence de l'Islam ait pris le monde au dépourvu, se substituant ainsi au communisme, comme le courant que l'on se devait contenir et restreindre.

Phénomène frappant, cette insistance toujours plus pressante dont nous sommes témoins, assimilant l'Islam au terrorisme. Des expressions chargées de parti-pris ont ensuite commencé à nous rabattre les oreilles, telle cette Islamophobie, devenue dernièrement un des mots-clé repris à l'infini par les médias étrangers, sans aucune circonspection ni le moindre sens de la responsabilité.

* Penseur et écrivain égyptien

** Original : Arabe . Traduit par Nashwa El Azhari

Le vrai problème c'est que ceci a lieu à un moment où la pensée islamique est confrontée à des défis nouveaux dans les domaines de la philosophie, des sciences et de la technologie, en sus des exigences du développement global. Parallèlement, l'ensemble des peuples et des États du monde islamique sont, sans exception presque, aux prises avec trois crises flagrantes, à savoir : une crise d'identité, de légitimité et de " référentialité ".

Je sais bien que cette Conférence s'est fixé de plus larges horizons, avec la décision de ses organisateurs de se proposer, à eux-mêmes et aux autres, la logique du dialogue des cultures, comme substitut au conflit des civilisations. Je pense toutefois que cette réunion qui se déroule au Caire, à mi-chemin entre Alger et Kaboul, dans le sens de la largeur, et entre Istanbul et Khartoum, dans celui de la longueur, se trouvera, par la force des choses, préoccupée par la question de l'Islam, soit dans le contexte du conflit des civilisations ou celui du dialogue des cultures.

Je n'entends pourtant pas exploiter cette chaire et retarder votre dialogue, préférant par contre me joindre à ceux-là qui m'ont précédé sur la tribune pour vous souhaiter la bienvenue et saluer votre Conférence au Caire ■

Dr Anouar Abdel Malek*

L'Orientation civilisationnelle dans un nouveau monde en formation**

(1) Le moment historique où se situe le problème depuis son commencement, conduit jusqu' au cœur même d'une soudaine perplexité sur la nature, le rôle et la perspective de ce qu'on appelle la " question civilisationnelle" de notre temps.

Si la catégorie même de la "civilisation" a été évitée jusqu' à un passé récent, un soudain accès de stupeur- inquiétude a atteint l'opinion publique, plus spécifiquement les cercles des intellectuels habitués à des dichotomies de pensée sociale qui ont tant duré ("gauche" et "droite"; "développé" et "sous-développé"; "centre" et "périphérie"; "conservateur" et "radical"; "réactionnaire" et "progressiste"; "religieux" et " séculaire", etc...)

Tout se passait soudainement au lendemain de l'implosion de l'ex-URSS, de la fin du système bi-polaire (occidental), et de l'avènement d'un hégémonisme mondial unipolaire. En 1989 -1991, un retentissant essai était survenu comme un choc. les "Civilisations", finalement sur le coup de projecteur, furent vouées au conflit.

(2) L'histoire indique que les "civilisations" étaient reconnues depuis les temps les plus reculés comme des constellations distinctes des formations socio-culturelles. Longtemps avant la formation de la société internationale, telle que nous la savions, depuis la fin du 15^e siècle et jusqu' à nos jours.

*Penseur et écrivain égyptien Professeur d' Université

**Original: English . Traduit par: Julien Randriamasivelo

2.1- L'histoire ancienne est formée de l'existence parallèle des plus importantes de ces constellations, principalement les empires civilisationnels de l'Egypte, de la Perse, de la Chine continentale, tandis que l'hémisphère occidentale a été témoin de l'existence des Aztèques, des Mayas et des Incas, pour ne mentionner que les formations majeures les plus connues.

2.2- Plus tard, des formations socio-culturelles de l'Europe furent unies sous l'Empire romain, jusqu'au commencement de leur déclin durant la période connue sous le nom de Moyen - Age (de l'Europe). Simultanément, quatre constellations importantes se sont fait reconnaître en dehors de la sphère limitée Romano-Européenne:

- a) La Chine, gardant sa continuité depuis sa formation, vingt-cinq siècles avant Jésus-Christ et jusqu'à ce jour;
- b) La zone centrale de l'Islam au Sud-Ouest asiatique et en Afrique du Nord, autour des caliphats arabes et du Shiah d'Iran;
- c) Le sous-continent indien avec la prédominance de la culture hindoue, tandis que le pouvoir était principalement entre les mains des dirigeants musulmans;
- d) Les Mongols asiatiques et le monde eurasiatique du règne des musulmans jusqu'à ces derniers temps;

En Europe, Rome avait réussi graduellement avec l'apparition de la christianisme catholique; quoique d'une façon plus lente en comparaison avec les quatre cercles de l'Orient?

Toutes ces constellations, reconnues comme des "Civilisations" par les historiens venus plus tard, n'avaient pas eu de contacts les unes avec les autres, exception faite d'une courte période, ou encore par hasard, jusqu'à ce que la route de la soie ait permis de créer un instrument important pour les échanges inter-civilisationnels.

A partir du 11^e siècle, la puissance montante de l'Europe avait renoncé à sa longue guerre contre l'Islam dans le monde arabe (v.b) ci-dessus). Les Croisades étaient lancées sous la prétendue bannière religieuse/ civilisationnelle, tout en étant, par essence, une séquence classique militaire destinée à piller et subjuguer et aboutissant directement à la concentration d'une "valeur ajoutée historique" entre les mains de la bourgeoisie montante.

Ces siècles avaient conduit, du 17^e siècle jusqu'à nos jours, aux vagues successives du colonialisme, de l'impérialisme classique et de l'impérialisme hégémonique. D'où la description de tous ces processus économique-militaro- politiques, accompagnée de la

propagation de l'hégémonisme culturel, avec des cas comme des guerres "civilisationnelles". De là l'émergence ces derniers temps. des ethos de "conflit" côte à côte avec des catégories de "cultures" et de "civilisations".

La question reste encore posée: pourquoi maintenant? Pourquoi cette acuité soudaine au milieu du sombre déclin vers le désespoir, dans un monde d'abondance?

a) Le facteur culturel-civilisationnel avait toujours accompagné des périodes de tensions, de changements et de transformations: le déclin de l' Egypte pharaonique, satisfaite de soi, face aux invasions venues du nord; celui de l'Empire Romain pendant la période du défi chrétien; celui de l'Islam après la disparition de la puissance montante de l'Europe; le blâme des cultures Indiennes dans le centre, le sud et le nord de l'Amérique sous le fait des invasions occidentales; la crise des empires Ottoman et Mongol. La fracture la plus récente du monde occidental, celle de la Révolution d' Octobre 1917, quand la bataille faisait rage entre Slavophiles et pro-Occidentaux, jusqu' en 1991 avec la désintégration de l' ex-URSS, la Chine jusqu' au 19^e siècle, sortait intacte des confrontations, accompagnée du Japon tandis que l'Asie du Sud-Est et du Sud avait à affronter les invasions occidentales deux siècles plus tôt.

b) Ce facteur était reconnu comme étant une lutte pour se maintenir contre les intrusions- la définition des acteurs comme étant des "nations", "cultures", "civilisations" est devenue plus tard une terminologie descriptive de l'histoire au centre des sciences humaines et sociales.

Se maintenir était donc synonyme de normalité. La normalité d'un monde défini par la centralité de l'Ouest, principalement l'Europe puis plus récemment, l'Amérique du Nord, entourée par les "autres", une frange de formations de sociétés marginalisées par l'histoire vers la périphérie. Les "autres", des zones d' empire civilisationnel passé et géo-culturel, ainsi que que la continuité de la Chine si éloignée, étant vus comme des régions très antiques et exotiques où se formait un processus étrange du domaine de l' exceptionalisme.

En un seul mot: la normalité était synonyme de maintien de la centralité, ou l'hégémonie de l'Ouest, du 15^e siècle jusqu' au milieu du 20^e siècle.

En ce qui concerne la question principale: Pourquoi maintenant? la réponse doit être trouvée dans la transformation du monde, dans les changements qui avaient eu lieu dans la centralité et l'hégémonie

prévalantes de l'Occident depuis le 15^e siècle.

4.- A ce moment, il semble tout à fait pertinent de considérer l'impact des cinq siècles de centralité et d'hégémonie occidentales sur le mouvement des idées, aussi bien que Weltanschauung (visions du monde) comme le modèle général des sciences humaines et sociales.

a) Depuis ses débuts au 18^e siècle, la société internationale, c'est-à-dire l'Europe au centre de la constellation des pays dépendants, des cultures, des nations, des formations sociales, a vu tout le monde comme une seule entité: l'"universalité" de la constellation, excluant à ce moment-là la majorité du continent asiatique, a conduit à l'émergence de l'"universalisme". D'où la définition de cet ensemble comme "civilisation" qui englobe tout, avec tous les partis et les facteurs la composant, faisant du centre une zone "normale" représentant tous les modes "universels" des êtres et des valeurs, à être acceptée par les périphéries. Dès le début cette "civilisation" posée comme principe unique était vue comme le modèle éternel et la norme pour les sociétés humaines, du passé, du présent et du futur. Aucun changement n'était accepté, exception faite des autres pour être niés ou normalisés à travers le réductionisme. L'ouvrage de Montesquieu "Comment peut-on être Persan?" exprime sincèrement cette vision, oubliant que la Perse, l'Egypte, la Chine avaient devancé le nouveau monde limité des bourgeoisies européennes pendant des dizaines de siècles.

b) Cette vision globale du monde s'était répandue dans la structuration des instruments d'investigation et d'interprétation des sociétés humaines. Ce qui était obtenu était considéré comme normal. Le groupe central des formations de sociétés était vu comme étant capable de procurer des matières premières, comme il l'était, pour interpréter toute une rangée de sociétés en terme d'universalité: le caractère sectoriel de tout le réseau de concepts et des notions était ignoré, pensant que la prétendue universalité du monde entier acquise depuis cinq siècles pourrait servir comme une base valable pour affirmer le caractère universel des théories émergentes. La nature sectorielle, européenne, puis occidentale comme centre, de toute une rangée de connaissances de grande valeur, sur les sociétés humaines, était considérée comme étant l'interprète de tout, pour être valable "universellement", comme les concepts, les lois, la substance, le travail théorique qui atoutissent à l'élaboration de domaines et approches distincts en tant que sciences humaines et sociales valables.

Le "reste" du monde pourrait être compris seulement dans le cadre de cette série d'idées. Ainsi, si le concept, disons de "nation" était considéré comme une interprétation récente des processus de combinaison des sociétés dans les principales sociétés européennes, il s'ensuivrait qu'il n'y avait pas de nations avant le commencement du temps moderne européen, sans mentionner les sociétés humaines des périphéries. Le réductionnisme était donc devenu la philosophie principale des sciences humaines et sociales: ce qui était bon pour le centre ne pourrait pas faillir être bon pour les périphéries.

5.-Alors, comme au début du 19^e siècle, la terre tremblait. La négation de l'"autre" à travers les griffes de fer du réductionnisme avait conduit à l'apparition des sociétés réduites, niées, dormantes, ou incapables de prendre action. Déjà, les premiers tremblements des 16^e siècle et 18^e siècle avaient signalé que des couches profondes étaient déjà en action, sous l'image sereine de l'hégémonie occidentale comme universalisme.

a) La réponse des sociétés marginalisées (les "périphéries", les trois continents d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine), quoique motivées directement par l'exploitation économique impitoyable de l'impérialisme, se sont mis en route et ont adopté les catégories et la terminologie de la "nation": mouvement national, parti national; mouvement ou guerre de libération nationale; souveraineté nationale, indépendance nationale, front national uni, ou encore renaissance nationale.

La libération des sociétés opprimées, vue dans ce contexte national et ethos, pré-supposait une dimension culturelle souvent considérée comme l'origine des vagues historiques de libération et de re-assertion des sociétés dans le cadre d'un modèle largement perçu dès les origines les plus anciennes - religions, continents, civilisations, ce dernier terme étant utilisé comme instrument descriptif mais non en termes essentialistes, et seulement quand la continuité, le maintien à travers le temps étaient perçus à un degré significatif, dans les coeurs et les esprits, et la tradition vivante de l'"histoire présente".

b) De l'"autre côté du pôle", les défis qui apparaissent méritent d'être identifiés. Il s'avère que la notion d'Orient" peut être considérée comme ayant une résonance plus large dans les domaines de la philosophie, de l'histoire, de la poésie romantique, de la littérature des voyages et des explorations, et à travers les documents politiques et diplomatiques. Les différences étaient considérées comme ayant appartenu aux sociétés dépendantes et subjuguées, rarement acceptées comme le résultat de la dialectique historique, des luttes

politiques, économiques et culturo-spirituelles entre les forces réelles et concrètes à travers les temps les plus récents.

Quant au 11^e siècle et, surtout depuis le 17^e siècle, les "autres", les "sauvages", les "primitifs" ou les "infidèles", avaient graduellement fusionnés avec l' "Orient", mystérieux, anormal, dangereux, "exotique" aux pensées plus éclairées. Dans chacun des cas et dans toutes les instances, c'est le monde de l'exceptionnalisme. ...

Il en découle une la tonalité générale de l'"Orientalisme", devenu progressivement le domaine des études révélatrices, de l'impérialisme culturel. D' où aussi un autre impératif consistant à garder fermement les sciences de l' homme et des sociétés, ainsi que la pensée sociale, à l'abri du processus de formation à l'oeuvre dans l'"Orient" afin de préserver leur intégrité comme étant la forme unique de la normalité, ou de la connaissance consentie? D'où enfin le réductionisme comme méthode.

Le réductionisme, expression intellectuelle de l'hégémonisme, répandu à un large degré dans la texture même des cultures dominantes, hélas façonnant simultanément les pensées et les sentiments vers une attitude adverse et hostile vis à vis des sociétés temporairement plus faibles.

c) Les luttes concrètes et réelles et la créativité ont changé le monde, du mouvement mené par Mohamed Ali en Egypte (1805) en passant par Melji Isnin au Japon (1868) à la libération de la Chine après la longue marche (1949) suivie par le Vietnam (1973). En moins de 150 ans, l'Orient, en fait tout l'ensemble des sociétés des trois continents ont conquis leur indépendance et leur souveraineté, quoique en termes extrêmement différents. Tandis qu'une grande partie des secteurs des pays précédemment indépendants sont forcés vers la marginalisation, d' autres secteurs sont en train de passer par un le processus de développement, principalement en Asie de l'Est, à des degrés correspondant aux impacts politiques sur le processus de transformation du monde.

6.- La transformation du monde , dans les périodes 1949-1973, était et demeurait perçue comme des multitudes d'approches simultanées.

a) Le déplacement graduel du centre de gravité de la croissance économique de l'Atlantique vers la zone de l'Asie et du Pacifique, centré autour de l'Asie de l'est. Un processus des plus déconcertants car les technologies avancées demeurent principalement entre les mains des majeurs centres occidentaux;

b) Quoique tempéré par le "capitalisme social", comme en Allemagne,

en France et dans la plupart des pays européens, le triomphalisme cynique des actionnaires, l'hégémonie financière des transnationales, ont donné naissance à une montée des taux de chômage, de la frustration, de l'érosion de la foi et des systèmes de valeurs. La "crise" est devenue le sentiment dominant dans les sociétés industrielles plus avancées du monde occidental. En Asie de l'Est principalement, la croissance économique historiquement non-parallèle du Japon et, celle aujourd'hui plus saisissante de la Chine, le cercle des "tigres" asiatiques et des pays nouvellement industrialisés, de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, ainsi que la façade du Pacifique dans toutes les parties de l'hémisphère américaine, ont montré que les sociétés asiatiques sont capables d'affronter les contradictions inévitables des dialectiques sociales grâce à des facteurs plus profonds, non-économiques et formateurs. L'approche de groupe centré, communautaire, la cohésion sociale, le consensus, l'élasticité de la famille, la nation, l'Etat, les spécificités culturelles accompagnées des inévitables "aggiornamenti", avaient prévalu contre toute perturbation et assuré une cohésion sociale et politique durant cette époque historique de l'apparition des principaux centres de l'Orient.

c) Donc, la scène est prête pour une contradiction maximale au niveau mondial: tandis que la puissance stratégique et les technologies avancées se trouvent encore concentrées dans le monde occidental, hégémonique. les interrogations majeures qui se posent et les modèles alternatifs pour le développement humain et social sont présentés par l'Orient, dans son large cercle, centrés autour de l'arrière-pays de l'Asie de l'Est.

L'"initiative historique", changeant clairement de cours, est perçue par les cercles occidentaux de premier plan comme représentant un défi direct pour leur avenir. Et ce défi est encore perçu plus qu'il ne l'est chez les cercles plus larges de la matrice économique, militaire et politique. D'où l'émergence de la "culture" et de la "civilisation", de la religion et des visions du monde.

Le processus de transformation du monde est envisagé comme étant une crise mondiale, la crise de l'Occident qui le mène vers son déclin.

Ainsi, la scène est apprêtée pour la confrontation qui devient une ligne inévitable de défense.

De qui? Et contre qui?

7.- A ce stade, l'introduction d'une différence entre "unités d'analyse" et "unités d'analyse et d'action" nous aide à clarifier le domaine.

7.1.- Les "unités d'analyse" dans le domaine des formations

macro-sociales- au delà des tribus, groupe ethnique, classe sociale-peuvent être considérées comme englobant les trois principales composantes suivantes:

a) "Les nations" comme étant le modèle optimal qui assure la coexistence continue des concentrations démographiques cohésives et stables;

a.i) "La nation" dans la définition plus généralement acceptée des sciences sociales modernes, autour de son centre de pouvoir social, à savoir l'Etat.

b) la "zone géo-culturelle", regroupant un groupe de nations, grâce aux média d'une, ou de quelques de langues qui servent d'instruments unissant cultures. Généralement, de tels groupes de nations se trouvent dans un espace géographique rapproché et distinct.

c) Les "civilisations" (ou moules civilisationnels, ou cercles): le cercle plus large, comme une description ultérieure des cercles principaux qui coexistent, principalement sans liens organiques ou interaction, jusqu' à l'établissement au 15^è siècle de la société internationale. Ces cercles étaient distingués et reconnus par un réseau de croyances spécifiques, des visions du temps et du monde, tournant le plus souvent autour d'une structure de concepts-clés, résultant de la "profondeur du champ de vision historique".

7.2- Les "unités d'analyse et d'action", chargés de l'identification des principaux acteurs, sujets de la dialectique historique.

C'est là précisément le domaine, explicitement, des "nations": elles seules jouissent de cette "profondeur du champ de vision historique" qui a rendu possible l'actualisation optimale des potentiels, donnant ainsi une voix à la partie cachée de l'iceberg, question d'une importance capitale pour une action significative.

La nation est la variable majeure, qui tourne autour de l'Etat national. Tandis que l' Etat peut se trouver dans des formations sociales non-nationales, dans un modèle plus faible d'une efficacité secondaire, voire marginale.

Par ailleurs, des confrontations majeures de l'histoire invoquent des cadres plus larges de référence: le religion: pendant les croisades, de même que durant les conquêtes ibériques de l'Amérique centrale et du Sud; la civilisation pendant l'apogée du colonialisme et de l'impérialisme, où la "mission civilisationnelle" de l'Europe faisant face aux barbares; ainsi que le récent "nouvel ordre international" proclamé

par le centre hégémonique unipolaire, où l'approche normative ("ordre") opère comme étant l'idéologie de l'hégémonisme.

Pour en être sûr, des labels d'identification majeurs ont et sont encore choisis pour couvrir les couches les plus profondes de l'identité et des réalisations cumulatives. Le "péril" asiatique, suivi des dangers du "intégrisme musulman", en lieu et espace du modèle changeant de l'initiative historique, et du contrôle des ressources pétrolifères du monde menacé par le nationalisme radical.

Quand tout a été dit et fait, les civilisations et les cultures ne provoquent plus de guerres, et ne concluent pas de paix. Les nations du monde, autour de leurs Etats respectifs, sont les principaux acteurs reconnus, amenant ensemble les deux cercles de la dialectique sociale : intérieur (ethnique, classe sociale) et extérieur (la politique internationale et mondiale).

Les nations demeurent néanmoins toujours influencées par les moules extérieurs de leurs cultures et civilisations respectives.

8.- Comment se développent les tensions croissantes de la conjoncture mondiale actuelle, en mutation évidente? Existe-t-il un espace quelconque pour une action significative dans le domaine où le vent du changement souffle, impétueusement, plus qu'à tout autre moment des temps passés de l'histoire de l'humanité?

Les tensions mènent aux confrontations: le conflit s'étend vers les relations internationales. Un coup d'oeil sur la panoplie avancée par l'épigone de ce mouvement..., lequel revendique le caractère non-stratégique et non-politique des nouveaux conflits d'après la fin de la guerre froide, révèle l'intention d'optimiser les tensions et les contradictions à un niveau de confrontation directe.

a) Un premier éventail des problèmes est de caractère classique, économique et politique, définis en termes nouveaux. Les réserves en eau plutôt qu'en pétrole, l'écologie, qui délimite la croissance menaçante des périphéries; les nouvelles technologies, principalement dans le domaine de l'informatique; l'extension de nouvelles maladies dangereuses, qui provoquent des pandémies de masses, côte-à-côte avec la resurgence de vieilles pathologies considérées comme disparues, ainsi que l'inefficacité croissante des thérapies existantes; l'expansion de la drogue; la menace montante des migrations massives vers les sociétés industrialisées,...etc;

Peu, sinon rien, n'est avancé pour parvenir à des solutions

significatives et limiter les dégats. En fait, la liste précitée s'ajoute à toutes les autres menaces, ainsi qu'à la panoplie des conflits traditionnels stratégiques-militaires et économiques, sans omettre la menace nucléaire.

b) Les "Droits de l'Homme" occupent le centre de la scène. C'est là précisément, que les thèses du centre, se projetant pour embrasser le monde à travers les vagues successives du réductionisme, peuvent différer de, ou entrent en collision avec, les visions des autres civilisations, cultures et spécificités nationales. L'acceptation tacite que du caractère central de l'individu dans les sociétés occidentales, ainsi du développement des bourgeoisies européennes résultant de l'éventail de possibilités offertes par la "valeur ajoutée historique" cumulative, amène les théoriciens et les politiciens de ces centres à refuser la légitimité des processus parallèles des sociétés orientales dans leurs zones géo-culturelles différentes donnant la priorité à un ensemble de groupes et de communauté, placé devant l'individualité de la vie sociale.

Une approche depourvue de confrontation insisterait sur les droits des peuples à pied d'égalité avec les droits de l'homme. La confrontation et une approche qui choisit de dénoncer le "despotisme" oriental, et reconnaît rarement les visions et les modes de vie des "autres". Un stade a été atteint où les droits de l'homme sont évoqués pour justifier l'intervention militaire, le blocus économique contre d'autres nations, les mouvements populaires et les écoles de pensée qui ont choisi de garder leur propre cours.

c) La démocratie, plutôt que la "démocratie du marché libéral" est considérée comme la norme socio-politique et éthique de toutes les sociétés. La crise de la formation des Etats socialistes en Europe mène à la négation de la possibilité du socialisme, sans parler de sa puissante affirmation dans une grande partie du globe.

d) Au nom de ce qui précède, les alliances institutionnelles militaires sont relevées à des niveaux beaucoup plus avancés de la puissance stratégique. L'OTAN, s'étend maintenant vers les frontières russes, à travers l'Asie et les zones de réserves pétrolières.

Au nom de la "civilisation", l'une et la seule et unique.

9.- Nous sommes d'avis qu'une autre voie peut être empruntée, celle du traitement non antagoniste des contradictions, qui mène à la complémentarité.

a) La "contradiction" est l'essence même. Le concept (occidental) européen de contradiction, d'Aristote à Hegel et Marx a été conçu

dans des termes antagonistes: des thèses faisant face à des anti-thèses menant de part et d'autre à la recrudescence de la tension et des synthèses qui en résultent. Depuis le début, les conflits et les guerres sont considérés comme étant la seule voie pour traiter les contradictions. Cette vision a permis à l'Occident d'ouvrir, de conquérir, de découvrir, et d'innover. C'est ce qui, par ailleurs conduit à la résolution des contradictions en 1945 par la bombe atomique, et de nos jours par des manipulations génétiques.

La tradition philosophique chinoise, du Taoïsme à la pensée de Mao Tsé Toung, a avancé que la "contradiction est l'essence de l'être"; Comme telle, elle ne peut être "surmontée" ou éliminée par la disparition de l'autre côté et/ou l'apprivoisé par force. La vie réelle concrète, dans la nature comme dans les sociétés, montre la structuration persistante de la réalité en terme de contradiction; tandis que le remodellement de l'image des relations entre les différents éléments qui composent les contradictions, le réajustement de leur rôle et impact respectifs, ouvre la voie pour cette combinaison entre continuité et changement, le maintien et la transformation, qui est de nos jours, l'empreinte évidente de l'Orient en Asie.

9.2- Depuis le début du Moyen Âge européen, face aux difficultés rencontrées pour propager la foi chrétienne dans le monde islamique, en Amérique centrale et du Sud et plus tard en Afrique et en Asie, les Jésuites proposèrent le concept de l'"inculturation": le message de la foi nouvelle, chrétienne, pourrait être compris seulement s'il accepte de suivre la nature spécifique des autres cultures, fois et peuples.

Ce progrès majeur dans la pensée européenne et mal compris, et son efficacité, de la mission de Ricci à la Chine des Ming au 16^e siècle à la "théologie de libération" demeure marginalisée.

c) Un autre pas est nécessaire pour renforcer l'appel à la reconnaissance des identités. Tel était le but de notre travail visant développer le concept de "spécificité" (1962-1970), comme l'instrument-clé pour comprendre les différences, aidant ainsi objectivement à construire le pont vers la convergence.

"L'analyse du concept de spécificité peut être entreprise à trois niveaux moments:

1.- Le niveau/moment de la définition générale, depuis les origines. Dans le but d'appréhender la spécificité d'une société donnée, on devrait chercher quel a été le modèle de l'acquis en matière de maintien de la société dans une formation nationale et socio-économique donnée à travers une étude critique de son

développement historique. Le modèle particulier de ce maintien de la société est simplement le modèle de structuration et de l'interaction des quatre facteurs-clés dans toute forme de maintien de la société: la production de la vie matérielle dans les cadres géographique et écologique (mode de production stricto sensu); la reproduction de la vie (sexualité); l'ordre social (pouvoir et Etat); la relation au temps et dimension (la limite de la vie humaine, des religions et des philosophies). Dans ce groupe, la production de la vie matérielle occupe une place décisive dans la structuration de tout le modèle de maintien, et seulement en dernière instance. En appliquant ce modèle aux différentes sociétés, nous nous trouverions dans une bonne position pour clarifier l'image générale, pour qualifier et donner la couleur, ajoutant le ton et la nuance à la première analyse entreprise sur la base des critères socio-économiques.

2.- Le niveau/moment de l'émergence des facteurs spatio-temporels à l'information consciencieuse. L'étude de la spécificité n'est pas entreprise dans le monde extérieur d'une pure épistémologie, mais dans le cadre de l'évolution concrète des sociétés données. Cette évolution met le facteur temps au premier plan; d'où l'importance majeure de la notion de la "profondeur du domaine historique". Il n'y a pas de spécificité dans une société temporaire - jamborée, mouvements estudiantins, un Etat établi artificiellement pour un but démonstratif. Parler de maintien de la société, c'est s'adresser à soi-même à la durée historique très longue qui modèle les événements, et non à leur contingentement. Aussi, on peut parler valablement de spécificité dans les vieilles formations socio-nationales, le terrain idéal pour la spécificité, et dans des formations qui n'ont pas encore atteint le niveau de l'évolution nationale stricto sensu - dans les nouvelles nations, pour employer le terme utilisé par Thomas Jefferson en parlant des Etats-Unis d'Amérique. On peut donc voir, le domaine étant vaste - l'immense majorité des nations et des peuples de notre temps. Les sciences sociales se sentiraient moins à l'aise avec le facteur "espace", car une forme de géo-politique s'est trouvée hors de faveur. Cependant, l'évolution historique des sociétés n'a pas lieu dans un espace abstrait des dialectiques de la pensée, - "Histoire" au lieu d'"histoire" - ni ne peuvent s'épanouir dans un domaine retiré de l'épistémologie.

Les sociétés-dans le cadre de leurs conditions géographiques seulement, considérées sous deux aspects: (i) l'aspect de la situation, qui permet d'appréhender l'importance de la situation de chaque société et de son statut comparé avec les autres, c'est-à-dire la géopolitique; (ii) l'aspect de la conditionalité interne, ou l'écologie, qui

indique et quantifie les ressources et les potentiels, lesquels sont tempérés en prenant en considération le facteur démographique.

3.- Le moment-dimension de la dialectique des facteurs de maintien et des facteurs de transformation, sur la base d'une action décisive du mode de production et dans le cas extrême du progrès des techniques de production. Pour démêler ce qui est maintenu de ce qui maintient (ce qui est très différent en parlant des "invariables", d'une origine tardive), distinguant chacun selon son modèle de ce qui n'était pas, mais est en train de devenir, et de ce qui est, mais ne sera pas de plus. Pour distinguer les quatre facteurs qui relient, quel que soit le poids relatif à une étape donnée de l'évolution historique.

4.- Le concept de spécificité s'applique aussi bien à la zone hégémonique qu'à la zone dépendante; où plusieurs facteurs peuvent être isolés, ce qui mérite considération, car ils constituent le cadre de structure de la spécificité au point nodal de la théorie sociale significative. Ces problèmes peuvent être divisés en deux groupes: (i) l'usage du concept de spécificité, c'est-à-dire sa pertinence dans différents types de société; (ii) la définition des zones prioritaires pour le comparativisme, utilisant le concept de spécificité comme principal instrument conceptuel.

(10) Il est maintenant possible de se frayer un chemin en partant de la "confrontation" et des "chocs" pour parvenir à la "complémentarité" - sans parler de "convergence".

a) Les conflits majeurs de notre temps et du futur prévisible sont essentiellement politico-économiques dans le sens le plus large du terme. Les modèles changeants qui émergent, centrés dans le déplacement de l'initiative historique, font percevoir la crise de l'hégémonie moderne, en Europe puis en Amérique du Nord (l'Occident), comme étant la crise du "projet civilisationnel" de l'Occident lui-même. La vision Prométhée- Faust de l'"homme comme un demiurges", maître, sans parler de créateur, du monde, menant à un productivisme prolongé, sans frontières, à la consommation, à l'hédonisme, est considérée comme menant aux confrontations, un courant montant de scénarios non soutenus, dans un monde fini, lui-même le théâtre d'une panoplie éclatante de nations, de cultures et de civilisations.

La crise du système de pouvoir est considérée comme une crise de la civilisation occidentale.

b) D'où l'avènement (d'aucuns diraient la résurgence) des dimensions culturo - civilisationnelles, comme étant le cadre le plus large dans

lequel les luttes du pouvoir ont lieu (par exemple, l'appel pour une "civilisation spirituelle chinoise")

Cette reconnaissance réaliste des modèles émergents est menée jusqu'à son acuité systémique maximale par des thèses de Huntington datant de 1993 présentées en 1996: "la croyance occidentale en l'universalité de la culture occidentale souffre de trois problèmes: elle est fausse; elle est immorale; elle est dangereuse; (...) L'impérialisme est la conséquence logique nécessaire de l'universalisme. (...) Il pourrait mener à une guerre intercivilisationnelle".

c) Afin d'éviter des confrontations majeures, il est très important d'éviter d'imposer une vision venue du centre, sans parler de volonté, sur les autres cultures et civilisations.

Plus spécifiquement: pour éviter une approche théorique, centrée sur l'essence, tout en atteignant simultanément des zones de convergence. Ces zones peuvent être considérées comme faisant partie du domaine des exigences de la survie de l'humanité sur la planète terre: d'où la primauté de l'approche normative, la tentative de localiser les problèmes communs, les préoccupations parallèles, les efforts communs pour chercher une solution viable et concrète aux problèmes et aux situations réels et concrètes. En un seul mot: il est essentiel de donner la priorité à l'approche réelle et concrète aux problèmes réels et concrète auxquels font face les sociétés réelles et concrètes, quoique en termes largement différents.

d) Cette approche peut être réalisée par la volonté des écoles normatives de pensée et d'action différentes au travail dans les différentes zones nationales, culturelles et civilisationnelles afin de confronter ces obligations, remplissant ainsi leur devoir d'intellectuels organiques, au travail dans les domaines de la formulation et de la réalisation de connaissance - politique.

Encore une fois, le rôle émergent des facteurs socio-culturels comparé à l'approche traditionnelle politico-stratégico-économique avancée depuis 1973 et, plus principalement par notre travail conjugué à l'Université des Nations-Unies durant le stage de formation de 1975 à 1985. Une approche qui n'avait pas trouvé d'écho chez Huntington ("Les peuples de toutes les civilisations devraient chercher et diffuser les valeurs, les institutions et les pratiques qu'ils ont en commun avec les peuples des autres civilisations").

e) Si tous les sujets, acteurs et histoire doivent prendre une part active dans le processus de survie, la complémentarité menant à la convergence, les deux cercles culturel et civilisationnel comprenant la

densité la plus élevée des sociétés et nations les plus vieilles - l'Orient et l'Europe; les deux dans leur connotation plus large, peuvent être considérés comme étant appelés à joindre leur action, basée sur leur riche expérience exceptionnelle dans les modèles changeants de la dialectique historique.

"La stratégie civilisationnelle" devrait accueillir les différents scénarios et initiatives, ainsi que les niveaux et le rythme changeants.

Notre désaccord a été et demeure basé sur le fait que si les différences sont reconnues, elles peuvent ouvrir la voie vers la convergence.

Notre souhait, notre décision sont et doivent nous faire croire que la lucidité combinée et le réalisme de notre humanité prévaudront contre l'esprit négatif et le nihilisme. Cette confrontation et ce conflit, s'ils sont compris, peuvent ouvrir la voie vers la complémentarité, la convergence - notre futur commun et riche vers.

une dimension civilisationnelle et une approche de transition de la crise vers, la transformation du monde pour parvenir à des défis et des promesses d'édification d'un monde nouveau■

El Sayed Yassin*

La chute des paradigmes et le défi du dialogue entre cultures**

Sous les auspices de l'UNESCO et d'autres organisations internationales et régionales, le dialogue entre cultures, une pratique ancienne, tant en temps de guerre que de paix, a pris une forme spécifique après la deuxième guerre mondiale. Entre 1949 et 1989, ce dialogue a été influencé par le climat intellectuel, socio-économique et politique prévalant au cours des quarante dernières années, et a eu lieu dans le contexte du système bipolaire international et toutes les incidences qu'il comportait.

L'année 1989 représente un vrai tournant, apportant des changements majeurs au climat politique global de la dernière décennie du siècle. Après les événements dramatiques de 1989, les conditions du dialogue entre cultures et leurs implications ont subi des transformations radicales. D'ailleurs elles vont continuer à changer non seulement comme résultat de cette conjoncture, mais aussi sous l'impact des développements ayant lieu dans les cadres philosophique et théorique de la pensée surtout du post-modernisme, de l'approfondissement de la prise de conscience mondialiste, de l'expansion du multilatéralisme et de la résurgence du nationalisme.

Le dialogue entre cultures dans le cadre d'un système bipolaire international

Le thème du "dialogue entre cultures" peut être considéré

*Penseur et écrivain égyptien Professeur d' Université

**Original: English . Traduit par: Anhar Korra

traditionnel, et a été traité sous divers angles depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. De 1949 à ce jour l'UNESCO a activement favorisé ce dialogue.

On peut suivre de près les débuts, développements et réalisations du dialogue au cours des quarante dernières années en nous référant à la remarquable étude présentée par Roland Dreyer à la conférence "Europe- Monde" tenue à Lisbonne du 8 au 10 octobre 1990.(1)

Les débats qui se sont déroulés au cours des réunions organisées sous les auspices de l'UNESCO, ont essentiellement porté sur l'objectif et la nature du dialogue, les diverses influences qui le sous-tendent et les obstacles qui l'entravent.

Les objectifs du dialogue entre cultures et le rôle qu'y joue l'UNESCO sont bien définis dans le rapport du Comité d'Experts sur les Etudes Comparées des Civilisations, qui s'est réuni au siège de l'UNESCO en novembre 1949. Le rapport souligne que:

"Le problème de la compréhension internationale est un problème de relations inter-culturelles. De ces relations une nouvelle communauté mondiale doit émerger, basée sur la compréhension et le respect mutuels. Cette communauté doit prendre la forme d'un nouvel humanisme, dans lequel l'universalisme sera atteint par la reconnaissance des valeurs communes aux différentes cultures"(2)

Dès le début, une prise de conscience de la problématique des relations entre cultures et réalités socio-économiques et politiques s'est manifestée, notamment dans la relation entre technologie et valeurs traditionnelles du Tiers-Monde. On peut évoquer trois réunions internationales importantes qui ont bénéficié de l'appui financier de l'UNESCO: La réunion intellectuelle de Sao Paolo tenue en août 1954; La Conférence Internationale de Genève de septembre 1954, dont le thème principal était "Le Nouveau Monde et l'Europe" et la Conférence Internationale de Genève de 1957 qui s'est centrée sur "L'Europe et le Monde d'aujourd'hui".

En sus de ces trois conférences importantes, citons le projet majeur de l'UNESCO qui s'est concentré entre 1957 et 1966 sur "La compréhension mutuelle des valeurs culturelles de l'Orient et de l'Occident". Le projet couvrait des thèmes multiples dont: la définition des valeurs de l'Est et de l'Ouest; le rôle des facteurs religieux dans la vie culturelle; les valeurs fondamentales des grandes cultures de l'Est et de l'Ouest; la signification de ces valeurs dans la vie personnelle; leur place dans l'art et la littérature; la transformation sociale de l'Est et son impact sur la vie culturelle; la contribution des

universités au domaine de la compréhension mutuelle entre Est et Ouest; Les traditions musicales et traditionnelles dans l'Est et l'Ouest; la création d'une littérature contemporaine dans l'Est et dans l'Ouest; les problèmes généraux qui concernent le développement des échanges culturels; les facteurs qui favorisent ou entravent les communications et la coopération et les problèmes interculturels reliés au développement des pays du Tiers-Monde après leur indépendance.

Bien qu'il soit extrêmement difficile d'évaluer tous les résultats de ce vaste projet; une conclusion capitale sur l'objectif du dialogue entre cultures doit être mise en relief. Elle est spécifiée comme suit, par le Comité Consultatif du projet de l'UNESCO lors de sa dernière reunion: "Un dialogue aux multiples partenaires a remplacé graduellement l'idée d'un simple dialogue et à l'idée limitée des valeurs culturelles s'est ajoutée la notion universelle des valeurs humaines. Le thème qui domine le projet ne doit pas se concentrer uniquement sur la compréhension des autres cultures mais sur l'importance de la signification de base des valeurs humaines en général"(3)

Cette idée a été admise pour la première fois dans la Déclaration des principes de la coopération Culturelle Internationale de 1966, devenue un des piliers de base de l'UNESCO dans le domaine de la culture. La déclaration stipule dans son article 1er:

1-Chaque culture comporte une dignité et une valeur qui doivent être respectées et maintenues.

2-A chaque peuple incombe le droit et le devoir de développer sa culture.

3-Toutes les cultures, compte tenu de la profondeur de leurs variétés, différences et influences réciproques, les unes sur les autres, sont partie intégrante du patrimoine humain.

Le concept d'universalité des valeurs, ou de culture universelle est devenu le thème central de deux réunions qui ont porté sur les dimensions culturelles des Droits de l'Homme: "La Table Ronde d'Oxford sur les droits de l'Homme" de 1965 et la Conférence de l'UNESCO tenue à Paris du 8 au 13 juillet 1968 sur les Droits culturels considérés comme Droits de l'Homme.

Ce qui précède ne représente qu'un échantillon des activités de l'UNESCO dans le domaine du dialogue entre cultures. Il faut souligner que ces activités ont été entreprises dans le contexte du système bipolaire international.

Cet exposé a pour idée de base de montrer dans quelle mesure les changements dramatiques et radicaux qui ont eu lieu en 1989, notamment la chute de l'Union Soviétique, la fin de la guerre froide, la chute des régimes autoritaires de l'Europe de l'Est, la réunification de l'Allemagne ainsi que d'autres facteurs, affecteront profondément le concept du dialogue entre cultures, ses conditions et ses modes d'application.

C'est pour la même raison que Roland Dreyer a présenté en octobre 1990 dans le cadre de la Conférence du "Monde Européen" une étude historique analytique du dialogue entre cultures sous les auspices de l'Unesco, couvrant la période de 1949 à 1989. Il a conclu son exposé en soulevant les questions fondamentales suivantes sur les conditions et l'application du dialogue.

1. Concernant les conditions du dialogue entre cultures,

- Les repercussions planétaires des changements politiques qui se sont produits en Europe Orientale favorisent-elles le dialogue culturel entre l'Europe et le Monde?
- Un dialogue d'égalité et de réciprocité entre la culture scientifique et technologique de l'Europe et "les cultures traditionnelles" du Tiers Monde est-il possible?
- Les valeurs scientifiques et technologiques sont-elles l'expression d'une culture universelle? Ne reflètent-elles pas, plutôt, une normalisation culturelle?
- Dans quelle mesure les valeurs préconisées dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, sont-elles partie intégrante de la culture universelle?

La mise en application du dialogue entre cultures

- La mise en application du dialogue entre cultures requiert-elle, une définition universellement acceptée de la "Culture"?
- Comment réconcilier l'existence de vastes entités géographiques culturelles possédant des sous-régions culturelles sans se référer à la division traditionnelle et souvent contestable entre les cultures nationales présumées.
- Les intellectuels sont-ils représentatifs du dialogue entre cultures? et dans quelle mesure "la culture populaire" peut-elle être partie du dialogue?
- Une déontologie de la communication interculturelle est-elle désirable? De quels éléments devra-t-elle être composée?

-Quelles sont les étapes concrètes qu'il faudra entreprendre pour garantir la meilleure intégration réciproque des autres valeurs culturelles?

A mon avis, toutes ces questions sont pertinentes. Néanmoins, il est plus important de se demander: "Comment décrire une communauté mondiale changeante qui affectera évidemment, les conditions et la mise à exécution du dialogue entre cultures. Le concept idéologique d'un nouvel ordre peut-il caractériser les multiples processus qui interagissent à tous les niveaux? Avons-nous besoin d'un nouveau paradigme, approprié pour nous permettre de comprendre le texte compliqué du Monde?

Le dialogue entre cultures dans un monde post-moderne

Pour décrire les conditions actuelles du monde, l'on peut dire que nous vivons une période dans laquelle les paradigmes ont été perdus. Dans l'introduction de son livre *Paradigms lost*, (Les paradigmes perdus) Vilanova commence par cette déclaration :

"La confusion et la perplexité semblent être les signes distinctifs de notre temps"(4). Sont-elles les clés qui permettent de décrire avec minutie le climat intellectuel prédominant à l'heure actuelle dans le monde ? La perplexité à laquelle il se réfère est causée par notre attachement aux paradigmes existant, édifiés sous l'impact de la modernité élaborée en Occident depuis le Siècle des Lumières. Le projet de modernité a été basé sur certaines valeurs spécifiques, les plus importantes en étant le sécularisme; la dépendance absolue à l'égard de la raison humaine qui a abouti au développement du rationalisme; l'adoption d'une conception linéaire du progrès humain et la nécessité d'une ingénierie sociale pour y parvenir en se servant essentiellement de la science et de la technologie pour ce faire.

Mais la modernité est attaquée par ceux qui estiment qu'elle a échoué en même temps que tous ses paradigmes. Nous vivons aujourd'hui une période de transition préalable au post-modernisme et basée sur des concepts différents, pour la simple raison qu'ils représentent une nouvelle optique mondiale.

Dans son récent livre: *The consequences of Modernity*(5) (Les conséquences de la Modernité), le sociologue anglais Anthony Giddens traite cette question d'une excellente manière. Il soutient que: "plusieurs arguent aujourd'hui en cette fin du 20ème siècle que nous abordons une nouvelle ère, à laquelle les sciences sociales doivent répondre à toutes les questions et qui nous transportera au delà des perspectives du Modernisme même. Une variété

éblouissante de termes a été proposée en référence à cette période de transition, dont quelques uns évoquent positivement l'émergence d'un nouveau type de système social, exemple: "la société de l'information" et "la société de consommation". La majorité suggèrent plutôt que le précédent statut des affaires est parvenu à sa clôture : post-modernité, post-modernisme, société post-industrielle, post-capitalisme, ainsi de suite.

Quelques débats tournant autour de ces questions se sont concentrés surtout sur les transformations institutionnelles, notamment celles qui soulignent que nous passons d'un système basé sur la fabrication des produits de base matériels à un autre où la préséance revient sur le plan central à l'information. Plus souvent toutefois ces controverses sont focalisées sur des questions de philosophie et d'épistémologie. C'est l'optique caractéristique de Jean François Lyotard, auteur responsable avant tout autre, d'avoir popularisé la notion de post-modernité. En en représentant le concept il souligne que la post modernité se réfère à une phase d'éloignement des tentatives terrestres et épistémologiques et d'atténuation de la foi en l'ingénierie humaine du progrès. Les conditions de la post-modernité se distinguent par une évaporation du concept "du grand narratif", de la ligne historique "super-archaïque", selon laquelle nous occupons dans l'histoire un emplacement défini ayant un passé défini et un avenir prévisible.

L'optique post-moderniste voudrait que la connaissance ait une pluralité de revendications hétérogènes de la connaissance, dans lesquels la science n'occupe pas une place privilégiée. Une réponse quasi-classique à la question posée par Lyotard essaye de démontrer "qu'une épistémologie cohérente est possible et qu'une connaissance généralisable sur la vie sociale et les modèles de développement social peut être réalisée"

La réponse riche et claire que Giddens donne du climat intellectuel actuel, sert d'approche initiale à la question majeure objet d'étude, en l'occurrence, la nature du processus profond de changement en cours dans le monde notamment dans les secteurs culturel, économique, politique, social et international.

On peut essayer de décrire brièvement les principales caractéristiques du Post-Modernisme comme Akbar Ahmad le fait. Il explique :

I - Une approche qui permette la compréhension de l'ère post-moderniste présuppose que l'on se pose des questions sur le projet de modernité ou que l'on perde toute foi y ayant trait; que l'on soit doté d'un esprit pluraliste; d'un scepticisme élevé vis à vis des

orthodoxies traditionnelles et enfin d'un rejet de toute vision du monde comme totalité universelle et de toute éventualité future de solutions finales ou de réponses complètes.

II - Le post-modernisme coexiste et coïncide avec l'âge des médias . Quoiqu'il en soit les médias constituent la dynamique centrale, le Zeitgeist, le trait distinctif du post-modernisme.

III - Le lien entre post-modernisme et résurgence ethno-religieuse ou fondamentalisme , intégrisme, doit être exploré les savants des sciences sociales et politiques.

IV - La continuité avec le passé, bien que la revendication soit apocalyptique, elle n'en demeure pas moins un des traits caractéristiques du post-modernisme.

V - Des tranches très importantes de la population vivant dans les zones urbaines et une proportion plus importante étant influencée par les idées en émanant, la métropole devient le centre du post-modernisme.

VI - Un élément de classe prévaut dans le post-modernisme et la démocratie est une pré-condition pour son épanouissement.

VII -Le post-modernisme permet, voire favorise la juxtaposition du discours ainsi qu'un éclectisme exubérant et le mélange des diverses images.

VIII- L'idée d'un langage simple semble quelquefois déplaire aux maîtres du post-modernisme en dépit de leurs présumées prétentions à l'accessibilité.(6)

Si nous devons adopter la théorie avancée par l'auteur américain Thomas Khun célèbre pour sa science de la philosophie, dans son livre "The Structure of Scientific Révolutions, nous serions obligés de déclarer que les anciens paradigmes sont tombés et que nous vivons aujourd'hui une période de crise des paradigmes, dans laquelle sévissent une bataille féroce entre les idées et un conflit entre idéologies. Nul ne peut prétendre aujourd'hui détenir un nouveau paradigme qui puisse remplacer ceux qui sont tombés. Cette situation a été analysée par André Danzin dans une optique très originale, lors d'une conférence donnée à l'occasion du 20ème anniversaire du Club de Rome.

Le titre de la conférence, à savoir "La philosophie de l'instabilité vue à travers la complexité" se passe de tout commentaire (7). Se penchant sur la crise mondiale Danzin soutient que "Ce qui est dramatique au sujet de cette crise, c'est la difficulté que nous rencontrons à la

comprendre et son manque d'intelligibilité". Nous venons en fait, de franchir un seuil et tout est désormais différent. Tout doit être vu dans le cadre d'une lumière nouvelle. Toutefois nous sommes prisonniers des images mentales qui nous apportaient dans le passé un tel confort intellectuel dans notre compréhension du Nouveau Monde."

Danzin présente un jeu complet de propositions, une nouvelle méthodologie qui permettrait de comprendre et si possible de traiter la conjoncture changeante. Elle se résume comme suit:

- 1- Respecter la complexité.
- 2- Accepter les lacunes de l'interaction.
- 3- Accepter la fin des classifications.
- 4- Adopter une perspective créative et évolutive.
- 5- Accepter le pouvoir de l'information.

Il peut sembler que le débat sur le post-modernisme est et doit continuer à être une préoccupation de l'Occident, pour la simple raison qu'il est attaché par des liens organiques à un type donné de sociétés humaines, hautement industrialisées et transformées en sociétés d'information, guidées par les valeurs occidentales de la modernité. Si tel est le cas, pourquoi devons nous, dans les pays du Tiers Monde ou dans les pays de l'Orient en général comme le Japon, nous préoccuper de ces complexités intellectuelles occidentales?

Une telle attitude vis à vis du post-modernisme, est de notre point de vue tout à fait erronée. Le post-modernisme est un concept symbolique du processus extrêmement compliqué de la chute des paradigmes, de la crise de ces derniers et des tentatives ayant pour but d'en créer des types nouveaux qui nous permettraient de mieux comprendre le texte du monde dans une conjoncture caractérisée par l'incertitude et la complexité.

Ainsi, je n'ai pas été très surpris quand je me trouvais en possession d'un nouveau livre intitulé "Le post-modernisme au Japon"⁽⁸⁾. Il me faut reconnaître néanmoins que j'ai été étonné de découvrir que le monde Islamique était à jour avec ce débat. Akbar Ahmad, éminent érudit pakistanais, conférencier à Cambridge vient de publier un livre sur le "Post-modernisme et l'Islam"⁽⁹⁾. Tout ce qui précède prouve que vivant dans un, même monde nous ne pouvons en aucune façon ni ignorer le débat intellectuel en cours en Occident, ni les transformations majeures qui se produisent un peu partout.

Globalisme, multilatéralisme et nationalisme

Dans le cadre de cette communauté mondiale changeante dans laquelle nous vivons trois processus majeurs vont déterminer les conditions, l'application et le résultat du dialogue entre cultures au cours du siècle prochain: Il s'agit du mondialisme, du multilatéralisme et du nationalisme.

Je n'ai pas l'intention, dans ce contexte, de me préoccuper des conséquences politiques de ces trois facteurs dans la vie des nations. Je vais plutôt me concentrer, par l'analyse culturelle, sur leur impact sur le dialogue entre cultures. Il semble en effet, que chacun de ces trois facteurs sous-tende l'émergence de nouveaux types de prises de conscience, tant globales que régionales, qui vont réagir avec la prise de conscience traditionnelle nationale, qui dans le monde entier est en état de crise comme le prouve le problème de la redéfinition de l'identité, bien observé au Japon et dans le monde Arabe.

Le Mondialisme

Le mondialisme, en tant que concept émerge dans la littérature actuelle des sciences sociales, comme instrument analytique servant à décrire le processus de changement en cours dans les divers domaines. Toutefois il ne s'agit pas d'un concept abstrait, c'est un processus continu qui peut être observé en se servant d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

Un consensus s'est déjà dégagé au sein des observateurs de la vie internationale selon lequel, les processus politiques, les divers événements et les activités semblent acquérir aujourd'hui une nouvelle dimension globale ou internationale. Comme Anthony McGraw l'observe: "Dans cette ère de communications rapides, c'est un lieu commun de souligner que les événements politiques et développements ayant lieu dans une partie du monde influencent directement ou indirectement le processus politique dans les communautés relativement distantes. De tels liens sont articulés d'une manière plus vivace dans les situations de crise, comme la guerre du Golfe de 1991, ou la crise des missiles de Cuba en 1961 où des événements très distants ont eu un impact puissant sur les politiques locales de bon nombre de nations et où l'action de décideurs ne dépassant pas le nombre des doigts d'une seule main ont pu avoir des conséquences mondiales."(10)

Sans entrer dans les détails qui les sous-tendent soulignant qu'il existe quatre processus fondamentaux de mondialisation, à savoir: La compétition entre super-puissances, l'innovation technologique et sa

diffusion, l'internationalisation de la production et de l'échange et la modernisation.

La question la plus importante qui se pose dans ce contexte est peut-être la suivante: Quels seront du point de vue culturel les conséquences du mondialisme?

Compte tenu de l'émergence de la société mondiale de l'information nous prévoyons l'apparition d'un nouveau type de prise de conscience, une prise de conscience, mondiale dont l'infrastructure émanerait de cette même société de l'informatique. Celle-ci comme Masuda le souligne "n'est pas uniquement un concept désirable mais un concept réaliste de la phase ultime de cette société."

Il existe trois puissants arguments à l'appui de cette thèse:

Le premier souligne que le mondialisme deviendra, l'esprit de l'époque dans la future société informatique. Il nous faut néanmoins souligner qu'il est bien enraciné dans la crise mondiale des ressources naturelles, de la destruction de l'environnement naturel, de l'expansion de la population et de la sérieuse lacune économique et culturelle qui sépare le Nord du Sud.

Le deuxième soutient que le développement du réseau d'information mondiale par l'utilisation des satellites de communication et des divers réseaux informatiques permettra de promouvoir les échanges mutuels d'information, d'approfondir la compréhension et en fin de compte d'avoir la préséance sur les autres intérêts nationaux culturels et autres.

Selon le troisième la fabrication de produits informatiques dépassera celle des denrées matérielles, en termes de valeur totale et que le système économique s'en trouvera complètement transformé passant du modèle compétitif qui recherche le profit au modèle synergiste à forte contribution sociale (11).

L'émergence d'une prise de conscience mondiale soulèvera plusieurs questions qui affecteront le dialogue entre cultures, au cours des années à venir.

La première question qui se pose est la suivante: Quelles sont les puissances qui vont essayer de dominer le processus de formulation de cette prise de conscience mondiale ?

Nous avons déjà vu que les Etats Unis d'Amérique essayent dans le cadre de leur campagne idéologique ayant pour but de promouvoir le "Nouvel Ordre Mondial" d'imposer le système des valeurs du défunt Capitalisme, comme s'il s'agissait d'un système universel des valeurs.

Les politiciens américains sont aidés dans leurs efforts par les intellectuels américains. Le cas de Fukuyama, en est un, qui représente à la perfection cette opinion.

D'autres questions découlent de cette première: Les Etats Unis vont-ils réussir à imposer leur hégémonie idéologique? Un combat devra-t-il être entrepris par les représentants des autres cultures pour essayer d'empêcher les Etats Unis de le faire? Devrons -ils regrouper toutes leurs ressources pour créer une nouvelle communauté mondiale plus humaine?

Il semble en fait, que ce soit là une tâche urgente d'une importance particulière pour assurer le dialogue entre cultures.

Le Multilatéralisme

Une des caractéristiques importantes qui ont marqué les relations internationales au cours des décennies écoulées est la tendance évidente et puissante au multilatéralisme. La création de la Communauté Européenne et toutes ses répercussions en sont un exemple représentatif.

Le multilatéralisme peut être défini comme étant "une pratique ayant pour but de coordonner les politiques nationales en groupes de trois Etats ou plus dans le cadre d'arrangements ad hoc, ou par le biais d'institutions existantes" (12).

Différentes approches au Multilatéralisme existent, Robert Cox en a énuméré quatre, à savoir: Le réalisme, l'institutionnalisme libéral, le structuralisme du système mondial et la dialectique historique (13).

L'approche la plus pertinente à l'étude du Multilatéralisme en est la quatrième: celle de la dialectique historique. En effet elle se penche sur les questions culturelles de base et son épistémologie distincte combine les aspects historique et herméneutique.

C'est cette méthodologie qui définit les structures historiques comme étant "des modèles persistants de l'activité et de la pensée humaines, qui durent pendant des périodes de temps relativement longues et sont le résultat de réponses collectives à certains problèmes communs, que ces derniers soient reliés à la satisfaction d'exigences matérielles (économiques), à l'organisation de l'infrastructure nécessaire pour la coopération et la sécurité (politiques), ou à l'explication de conditions et objectifs humains (religion et idéologie), désormais consignés dans des pratiques et des institutions devenus inter-sujeectifs pour un groupe significatif de

personnes. Ces pratiques et institutions constituent en effet l'objectif mondial de ces peuples"(14).

Le mérite de cette définition des structures historiques est dû au fait qu' elle unit d'un lien organique, les aspects économiques, politiques et culturels.

S'il nous fallait appliquer les principes et modèles du multilatéralisme sur le Japon et le Monde Arabe qu'elle en serait la résultante? Tout d'abord il semble que le dialogue entre cultures devra attendre jusqu'à ce que des structures historiques spécifiques (des cultures) puissent restructurer leur identité en lumière des principes généraux du multilatéralisme.

Une puissante tendance au régionalisme prévaut aujourd'hui. Elle est dictée par des considérations variées. Parmi les plus importantes citons, le fait que la Communauté Européenne, ayant vu le jour, l'impact du mondialisme se manifeste d'une manière quasi-générale et qu'un besoin imminent de redéfinir l'identité des peuples se fait de plus en plus sentir.

Si nous prenons le cas du Japon nous remarquons qu'il passe à l'heure actuelle du processus d'identification avec l'Ouest, déjà appliqué dans le respect du slogan édicté au 19ème siècle par l'intellectuel japonais Fukuzawa Yaukishi "Datsu -Ani-O" ou "Vers l'Europe et hors de l'Asie" à une tendance évidente à la "Re-Asianisation" du Japon. Slogan nouveau lancé par le célèbre leader Kobayashi Yotaro(15).

Cette nécessité de se redéfinir une identité et de se trouver une place importante dans le Nouvel Ordre Mondial est partie intégrante d'un sentiment de malaise qui prévaut actuellement, tout au moins dans quelques secteurs du Japon.

Nakanishi Terumasa avance trois raisons plausibles dictant ce sentiment de malaise:

1-Il est possible, estime t-il, que ce ne soit qu'une tendance naturelle des Japonais, qui ont une perspective pessimiste de l'avenir ni plus ni moins .

2-Terumasa essaye de l'interpréter , comme étant l'expression d'une préoccupation due au fait que le développement réalisé au Japon est essentiellement économique.

3- Il observe que nombreux sont les Japonais qui déclarent que le Japon devrait avoir aujourd'hui une contribution au secteur de la

sécurité qui soit à la mesure de sa puissance économique⁽¹⁶⁾.

Ce qui nous intéresse ici, c'est cette tendance favorable à la "Re-Asianisation". Il semble que la réalisation de cet objectif soit fonction de la prise de position de la jeunesse Japonaise. Comme le souligne Terumasa: "Le degré avec lequel les jeunes Japonais se familiarisent aujourd'hui avec l'Asie et apprennent à traiter les autres asiatiques comme leurs égaux est un facteur majeur pour déterminer la capacité du Japon à développer son identité asiatique. D'ailleurs celle-ci aura certainement un impact majeur sur la forme du Nouvel Ordre Mondial tant prisé" ⁽¹⁷⁾.

Pour revenir à la conjoncture dans le Monde Arabe, l'on peut soutenir que l'appel au multilatéralisme n'est pas nouveau. L'idéologie du nationalisme arabe et de son objectif déclaré de l'Unité Arabe ou Panarabisme a prédominé dans le discours politique arabe des cinquante dernières années.

L'on peut d'ailleurs affirmer, que c'est en raison de différends politiques inter-arabes et suite à la pression exercée par les Superpuissances que le projet d'Unité Arabe ne s'est pas concrétisé. Le discours y relatif a évidemment reçu un coup très sérieux comme conséquence de l'invasion irakienne du Koweït. Cet événement majeur a couvert de doutes la validité et la viabilité du Discours arabe sur l'unité.

Plus important toutefois, est le malaise prévalant à l'heure actuelle dans le monde arabe, comme conséquence de la confrontation entre les groupes extrémistes islamiques et l'Etat dans plusieurs Pays Arabes⁽¹⁸⁾. L'Algérie et l'Egypte en sont des cas typiques. Ce conflit n'est pas uniquement politique. En réalité c'est plutôt un conflit majeur d'identité arabe. La question qui se pose consiste donc à se demander: Sommes-nous en premier lieu et essentiellement des Arabes ou des Musulmans? Si nous nous considérons des Arabes, le projet politique qui doit être réalisé est l'Unité Arabe. Si, au contraire nous nous considérons essentiellement des Musulmans dans ce cas le projet politique qui doit être mis en application est l'établissement d'un Etat Islamique. Il va sans dire, que le choix de l'une ou l'autre des deux alternatives aura de sérieuses repercussions tant politiques que culturelles notamment sur le dialogue entre cultures.

Le Nationalisme

Le nationalisme représente un thème extrêmement compliqué, qui embrasse en effet un amalgame d'idées sur les races, les nations et les classes sociales. Nous sommes témoins, dans le monde

contemporain d'une résurgence du nationalisme . Fred Halliday définit le nationalisme comme étant "la force motrice des mouvements politiques nouveaux de l'Europe Orientale, tant responsable de la réunification de l'Allemagne que de la rupture de l'Union Soviétique. Les drapeaux, les langues, les symboles et les griefs longtemps réprimés ou prétendument oubliés ont, tous, été ravivés. Les noms et dénominations donnés à certains lieux sont remplacés par les noms historiques qu'ils avaient dans le passé. Les religions associées aux identités nationales gagnent de plus en plus de terrain. Des enthousiastes, enfin, de toutes les couleurs et les nuances produisent des cartes géographiques des "territoires nationaux".(19)

La résurgence du nationalisme, considérée positive tant qu'elle aide les peuples à exercer leur démocratie eu sa forme la plus complète, d'exprimer librement leurs diversités culturelles peut, par ailleurs, être la source de conflits très sérieux au sein d'un même Etat ou entre Etats. Le néo-racisme, comme le souligne Etienne Balibar est lié d'un lien organique aux expressions excessives de nationalisme.(20)

En fait la résurgence du nationalisme repose sur trois idées récurrentes, chacune d'elles étant considérée nécessaire dans le contexte politique contemporain sans reposer pour autant, sur un fondement intellectuel:

La première estime que les Nations ont existé pendant de longues périodes et qu'elles sont le produit ou le dépôt de l'histoire et qu'elles attendent d'être découvertes comme des objets réels mais ensevelis. Les peuples, les cultures, les communautés à des degrés variés de continuité et d'homogénéité ont existé depuis des siècles, cependant que les Nations qui prétendent avoir des traits communs et qui revendiquent le droit à l'autonomie représentent un phénomène assez récent, puisque le langage politique et les justifications qui ont rendu l'idée de la nation possible datent d'au moins 200 ans.

Le deuxième mythe sur le nationalisme voudrait que d'une manière ou d'une autre les nations correspondent à quelque chose de "réel": l'histoire, la tradition, la race, le langage, le territoire, la foi et dans quelques cas la loi divine. Toutes les nations ont une histoire bien que leur existence ne soit pas déterminée par l'histoire, mais par des tendances et courants récents et quelquefois très récents.

Selon le troisième mythe, nous "appartenons" tous, d'une manière ou d'une autre à une nation or les deux termes "appartenir" et "communauté" peuvent comporter plusieurs réponses erronées.(21)

La question qui se pose est donc la suivante : Quel sera l'impact du mondialisme sur le nationalisme? La réponse dépend, évidemment, de la nature même du mondialisme et des conditions qui le dicteront. S'agira-t-il d'un processus démocratique diversifié et égalitaire? ou d'un processus hégémoniste?

Si le mondialisme adopte la voie hégémoniste le danger d'intensification des expressions de nationalisme s'en suivra nécessairement. Si tel est le cas, le dialogue entre cultures passera par une crise indéniable.

Conclusions

En cette dernière étape de notre course vers le 21^{ème} siècle l'Humanité fait face à des choix variés: Il s'agit de recréer sous la bannière du Nouvel Ordre Mondial, le vieux système hégémonique ou encore créer un nouvel ordre post-hégémoniste qui devra dériver son contenu normatif d'un terrain commun au sein des traditions constituantes de la civilisation humaine.

Si tel est le cas, quel est ce "terrain commun"? Robert Cox suggère que:

"La première condition en serait la reconnaissance mutuelle des traditions distinctes de la civilisation. C'est l'étape la plus difficile surtout pour ceux qui ont partagé une perspective hégémonique commune et qui ne sont pas prêts à rechercher leur sécurité en la croyance en un ordre naturel basé, historiquement parlant, sur l'universalisation d'une seule forme de puissance en une seule forme de civilisation. La difficulté est soulignée par la façon dont les changements politiques ayant lieu en dehors de l'Occident y sont perçus et relatés. La tendance actuelle vise à tout voir selon les concepts de l'Occident et nous fait parvenir à la conclusion selon laquelle "la fin de l'histoire" est imminente et qu'elle est l'apothéose de la civilisation capitaliste occidentale. Une reconnaissance mutuelle présuppose que l'on soit prêt à essayer à comprendre les autres selon leurs propres termes."

Une deuxième condition de l'ordre post-hégémonique consisterait à dépasser le point de la reconnaissance mutuelle pour parvenir à une sorte de supra-inter subjectivité qui servirait de pont entre l'intersubjectivité distincte et séparée des différentes traditions et civilisations existantes. On peut spéculer que le terrain propice pour ce faire nécessiterait au préalable:

i- Une reconnaissance des exigences de la survie et de l'équilibre durable de l'écologie mondiale, bien que les déductions spécifiques

qui puissent en être tirées demeurent un domaine de désagrément.

ii-L'acceptation mutuelle de la nécessité de limiter le recours à la violence pour le règlement des conflits. Ceci ne veut pas nécessairement dire qu'une telle procédure éliminerait la violence politique organisée bien qu'en définitive elle haussera le coût du recours à la violence et,

iii-Un accord commun pour explorer les sources de conflit et mettre au point des procédures permettant de faire face à tout conflit éventuel et qui tiendrait en ligne de compte les perspectives normatives distinctes coexistantes"(22)■

Pour atteindre le terrain commun proposé, un rôle actif doit être joué par les représentants des différentes structures historiques du Monde et en appliquant d'une manière créative le dialogue entre cultures.

References et notes

- 1-Dreyer, R. Le dialogue des cultures : Reflexion et débats sous les auspices de l'UNESCO (1949_1989) exposé non édité présenté à la Conférence: Europe-Le monde, Lisbonne, septembre 1990. Ce même papier a été soumis au Troisième Dialogue Arabo-Japonais, organisé par le Forum pour la Pensée Arabe, à Amman Jordanie 19-20 septembre 1992. Roland Dreyer est le Secrétaire Général du Forum pour la Pensée Arabe et Directeur du Centre d'Al Ahram pour les Etudes politiques et stratégiques.
- 2- Ma traduction du texte cité de Dreyer, op. cit.
- 3- Ma traduction du texte cité de Dreyer, op. cit.
- 4- Vilanova, P., Introduction de Hartman, C. & Vilanova, P., eds. Paradigms Lost: The Post Cold War Era, (London Pluto Press, 1992), pp.3-12
- 5- Giddens, The Consequences of Modernity, (California, Stanford University Press, 1990).
- 6-Ahmed, Q.S., Postmodernism and Islam, Predicament and Promise, (London, Routledge, 1992).
- 7- Danzin A., The Philosophy of instability seen through complexity, Club of Rome, projet de texte de la conférence - inédit.
- 8- Meyoshi, M & Harootunian, H.D., eds., Postmodernism and Japan (Durkham, Duke University Press, 1989).
- 9-Ahmed, op.cit..
- 10- Mc Grew, A.G. Conceptualizing global politics, in McGrew & Lewis, P.G. et al., Global politics, Globalization and the Nation State, (London, Polity Press 1992) pp.1-30.

- 11- Masuda , Y., Vision of Global information Society , in Bannon, L., Barry U.,Holst, O., eds Information Technology: impact on the way of life ,(Dublin, Tycooly International Publishing Ltd., 1982),pp.55-58
- 12- Keohane, R.O., Multilatéralism : an agenda for research, International Journal, V.XV,No.4,Autumn,1990 pp.731-764.
- 13_ Cox R. W Perspectives on Multilatéralism, papier inédit, Programme on Multilatéralisme and the United Nations System(MUNS), The United Nations University, april, 1991.
- 14- Cox, op. cit. pp. 33-34.
- 15_ Nakanishi Terumasa, Japan's Place In The World in : Japan Echo,V;XIX, special issue,1992 , pp.2-5.
- 16- Terumasa, op. cit.
- 17- Ibid
- 18- El Azma , Secularism from a different perspective, Beirut, Centre for Arab Unity Studies, 1992. Voir également , Ghalionn, B., Le Malaise Arabe; L'Etat contre la Nation,(Paris , La Découverte, 1991).
- 19- Halliday, F. The siren of Nationalism in Hartman,C. & Vilanova, P., Paradigms Lost, op. cit. pp.34-44.
- 20- Balibar, E. Y a t-il un "Néo-racisme?", Balibar& Wallertstein, Race, Nation, Classe, Les Identités Ambigues (Paris, La Découverte,1990),pp. 27 -41.
- 21- Halliday, op. cit.
- 22- Cox, op. cit.

Dr. Hassan Hanafi*

Cultures, Conflit ou Dialogue?

Modèles Alternatifs**

I. Introduction

La culture est une entité vivante, menée par les êtres humains vivants et soumise aux mêmes lois de la vie, de la naissance, de la mort, lutte ou concorde, conflit ou dialogue. Les deux modèles alternatifs existent. Eviter les conflits ou prêcher le dialogue n'est que rhétorique. L'histoire des cultures indique quand ces deux modèles ont existé et dans quelles circonstances.

Chaque culture a deux aspects: l'un particulier, spécifique, l'autre universel. L'aspect particulier est le vecteur de l'identité propre, de l'affirmation du soi et de l'autonomie. L'aspect universel est la part commune entre le soi et l'autre, "solvitur in Ecselsis", objectif commun pour l'ensemble de l'humanité. La relation entre le particularisme et l'universalisme ressemble à celle existant entre le changeant et le permanent.

Comme la culture est l'expression d'un peuple et d'un peuple luttant pour la survie, la culture devient un pouvoir, un instrument de survie. La culture fournit une vision du monde, l'image du soi et de l'autre, le système de valeurs à adopter, les normes du comportement, les procédés justificatifs, etc...; Elle crée sa propre histoire et revitalise de par sa propre volonté, des options de mémoire, c'est pourquoi, la culture est le pouvoir. Une culture innocente demandant d'aimer son

*Professeur, Département de Philosophie - Université du Caire

**Original: English . Traduit par: Samia Tawfik

prochain et le royaume des cieux n' existe que dans les sermons religieux, nuls et formels, et non pas dans les sciences sociales. Prendre des désirs pour des réalités est une chose et la simple réalité en est une autre.

De même que l'interaction culturelle est l'expression de l'équilibre des forces entre les cultures. Le dialogue n' est non seulement fait de propos mutuels mais c'est également une dialectique entre deux partenaires. La puissance de Logos grec est la base de la relation du dialogue inter-culturel entre la philosophie grecque et l'Islam naissant. Le pouvoir de la transcendance est à l'origine de la relation inter-culturelle entre les sciences et la philosophie islamique d'une part et, d'autre part, la scolastique médiévale. Le pouvoir de convergence est à l'origine de la symbiose andalouse entre les cultures islamique, juive et chrétienne en Espagne. Le pouvoir de domination a été, et peut-être, à la base de l'interaction culturelle entre la culture européenne dans ses temps modernes et celle de l'Asie, de l'Afrique et de l' Amérique Latine depuis les "découvertes géographiques" de la capitale avec un C (majuscule) et les c (minuscules), du centre vers la périphérie. Les exemples des deux modèles alternatifs du conflit et/ou du dialogue sont nombreux. Le défi est de savoir quand chaque modèle a t'il eu lieu et dans quelles circonstances. Et si le modèle du conflit existe aujourd'hui, quels sont les voies et les moyens susceptibles de le changer en un modèle de dialogue?

II. Modèle de Conflit.

Le modèle du conflit advient quand une culture se fait Culture avec un C majuscule et toutes les autres cultures ne sont que de minuscules c. La relation entre les deux est métaphysique, la relation entre, un et le multiple est une relation ontologique, relation entre Dieu et ses créatures et même une relation éthique, entre le devoir-être et l'être. A la recherche du pouvoir une culture transcende toutes les autres et les surpasse à l' instar de Zeus sur l' Olympe. L' ordre des cultures est un ordre de valeur, l' un celui avec un C majuscule est supérieur aux autres, les c minuscules. L' un est au centre, les autres dans la périphérie.

A la suite de quoi, le processus de l' inculture a commencé. Selon le C majuscule, l' inculture signifie, faire tomber ou ajouter , faire tomber l' endogène et ajouter l' exogène, passage nécessaire du sous-développement vers le développement, de l' arriération vers le progrès, du primitivisme vers le modernisme, de la mort vers la vie. Dans l' esprit des c minuscules, l' inculture signifie la destruction des

cultures nationales des petits c, pour mettre en application la culture impériale du C majuscule. Comme la culture est l'expression de l'identité nationale, la destruction des cultures nationales est la destruction des entités nationales, des communautés et des nations.

Tel a été le cas de la culture occidentale, vis-à-vis les cultures non-occidentales en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, la suprématie de la culture de l'homme blanc sur les cultures des peuples noirs, rouges et jaunes. L'Europe se trouve au centre et les trois continents dans la périphérie. Le mouvement a commencé dès les "pseudo découvertes géographiques", le commencement du colonialisme occidental de l'ancien monde et suivi par les missions des missionnaires. La plus vaste opération de pillage a commencé pendant ce qu'on a appelé les "temps modernes" européens, le flux des richesses, de l'or et des esclaves venant de la périphérie vers le centre, la destruction de la périphérie pour la construction du centre. La culture universelle est devenue le débouché vers lequel convergent toutes les autres cultures.

Etant donné que la culture occidentale est un amalgame de plusieurs cultures auxiliaires: britannique, française, allemande, italienne, espagnole, hollandaise, portugaise, russe, etc..., chacune de ces cultures auxiliaires a joué le rôle de culture-mère. La culture française a détruit la culture arabo-islamique en Afrique du Nord, du Centre et de l'Ouest et notamment en Algérie. La culture britannique a fait de même en Inde, la hollandaise en Indonésie, la portugaise et l'espagnole en Amérique Latine, l'italienne en Ethiopie et en Somalie, la russe dans les républiques islamiques de l'Asie centrale. Toutes ont, au nom de l'Ouest, détruit les cultures endogènes, les peaux Rouges dans ce qu'on a appelé par la suite l'Amérique du Nord. Les peuples autochtones ont été soit exterminés, soit obligés de vivre dans des réserves. C'est là, l'Histoire inoubliable et notamment après l'ère de décolonisation, la décadence de la culture dans le Centre et la renaissance des cultures dans la périphérie.

Le processus de l'inculture, la destruction des c minuscules en faveur de l'hégémonie du C majuscule, se déroule à différents niveaux. La langue vient en premier lieu puis qu'elle constitue la manière d'apprendre et de communiquer, la langue endogène a été interdite par la destruction des écoles et a été remplacée par une langue nouvelle implantée par les nouveaux venus. C'est ainsi que graduellement, les nouvelles générations ont été déracinées de leur propre culture et enracinées dans la culture étrangère. L'éducation vient en second lieu. L'Histoire nationale est effacée et la France-mère ou la Russie-mère sont venues comme un substitut de l'Histoire. La

connaissance du Soi est minimisée, la connaissance de l'Autre est maximisée. Les manières et coutumes locales du Soi sont considérées comme étant folkloriques et sujets d'observation ou fossilisés dans les musées. La loi traditionnelle du Soi a mené au code civil de l'Autre. Les centres d'enseignement du centre attirent les novices de la périphérie, un enseignement à une seule voie, de l'éternel maître à l'éternel disciple. Le Centre produit et la périphérie consomme. Le C majuscule crée et le c minuscule acquiert. Le transfert de la connaissance est un processus normal de ceux qui ont, vers ceux qui n'ont pas. L'Orientalisme a pris la tête et a mis le C majuscule comme observateur et le c minuscule comme observé. Les images stéréotypées forgées par le centre sur la périphérie se multiplient et deviennent le substitut à la réalité. Le passé historique du c minuscule est oublié grâce au pouvoir des médias du Centre, et le présent est sombre. L'Histoire de l'Humanité a été écrite pour le C majuscule et par lui, comme le couronnement de toutes les cultures. L'Eurocentrisme est devenu la loi et l'ordre.

III. Le Modèle du Dialogue

Le modèle du dialogue a lieu quand toutes les cultures sont égales, les C majuscules comme les c minuscules, et encore mieux ces derniers, puisque toutes les cultures sont le produit de l'Histoire, la création des peuples est à l'image de l'homme. Comme tous les peuples sont égaux en valeur quelle que soit leur couleur, les cultures, en tant que produit de la nation, le sont aussi.

Dans les mouvements historiques, la naissance et l'effondrement des empires, et les cultures se ressemblent toutes, si la nation est naissante elle se développe sur les sequelles des autres en déclin, présente un code d'éthique plus universel vis-à-vis duquel tous les être humains- en tant qu'individus- sont égaux, que leurs nations montent ou s'effondrent. Dans le modèle du conflit, les mouvements historiques entre nations constituent des invasions, alors que dans le modèle du dialogue, leurs mouvements sont des mouvements de libération allant de l'inégalité entre les nations ou entre les dirigeants, vers l'égalité.

Dans ce cas, les caractéristiques des nations libérées ne sont pas détruites comme il en est le cas dans le modèle du conflit, mais sont consolidées et renforcées. Les us et coutumes qui ne sont pas contraires au code universel de l'éthique, sont maintenus, alors que ceux qui vont à l'encontre de ce code, disparaissent. Ces caractéristiques nouvellement perfectionnées sont similaires à l'identité individuelle ou nationale. Le code universel de l'éthique ne

déracine pas les peuples, mais au contraire, les enracine davantage. Tel a été le cas pour la propagation de l'Islam en Malaisie et en Afrique. Islamisation a signifié Malaisiation ou Africanisation.

Dans le modèle du dialogue, les relations entre les cultures ne sont pas unilatérales comme il en est le cas pour le grand C au petit c dans le modèle du conflit, mais sont plutôt multilatérales: concessions mutuelles. L'enseignement est un processus à double sens: entre deux enseignants ou deux disciples, un enrichissement mutuel et une créativité collective. L'Arabesque vient de l'Asie centrale. Cet art a existé avant l'Islam et a exprimé l'infinité dans l'art après l'Islam. L'arche romain après l'Islam est devenu l'arche arabe, c'est la représentation des palmiers.

Le modèle du dialogue a apparu clairement dans l'histoire, dans la relation entre la philosophie islamique d'une part et, d'autre part, la philosophie grecque, chrétienne et juive. La philosophie islamique a emprunté à la philosophie grecque son langage: pensée, forme, question, cause, mouvement, substance, accident, etc...et l'a utilisé pour exprimer un nouveau contenu. La logique grecque a été traduite, commentée et restructurée au sein de la théorie islamique de la connaissance. L'éthique grecque a également été réaffirmée et complétée. La philosophie islamique a fait sien l'ancien langage et lui a donné une nouvelle signification, mettant ainsi un vin nouveau dans de vieux outres. Les traducteurs arabes ont été le médium de la foi chrétienne, mais de culture arabe.

Par la suite, les philosophes juifs et chrétiens ont tiré de la philosophie islamique les nouvelles significations et les ont exprimées dans leur propre langue. Moïse a communiqué avec le Très Haut à l'instar de Mohamed. La Torah juive a été restructurée conformément à la Shari'a islamique. Le mysticisme a apparu dans le "Zohar". Le Kalam islamique a été emprunté par les intellectuels juifs Saadia Gaon, Maimonide, etc... pour prouver la véracité de la religion juive. Les philosophes chrétiens ont fait de même dans la scolastique. La transcendance, l'unité et la justice islamiques, le code universel de l'éthique, la ville vertueuse, l'âme immortelle ont été à la base du nationalisme chrétien depuis Anselm, Abélard, Thomas d'Aquin. Les sciences expérimentales islamiques ont été prises comme modèles par Duns Scot, William Ockham et Roger Bacon. Le dialogue est devenu même un genre littéraire dans le Khuzari de Jehuda Halevi. Le musulman est devenu le philosophe par excellence dans le "Dialogue entre le juif, le chrétien et un philosophe" d'Abélard.

Dans le modèle du dialogue, toutes les cultures égales peuvent

participer aux objectifs communs et partager le même code universel basé sur la raison et sur le droit de connaître, la nature et l'utilisation de ses lois, les droits de l'homme et des peuples à la liberté, à la justice sociale et au bien-être. Tous les peuples et cultures ont lutté pour l'idéal de l'édification et l'éclaircissement qui sont apparus dans la symbiose andalouse. Dans le modèle de conflit, ces idéaux sont pour le soi et non pour l'autre qui doit demeurer dans l'ignorance, la magie, la peur, l'oppression, l'exploitation et la pauvreté. Les idéaux des lumières édifiantes européennes ont été brisés sur les frontières de l'Europe, voire même sur les frontières de chaque nation européenne donnant ainsi naissance à un modèle de conflit, cependant que ceux de l'édification islamique ont dépassé les peuples et les nations pour créer un modèle de dialogue.

IV. Conclusion

Si le modèle du dialogue a existé dans le passé et le modèle du conflit prévaut davantage dans le présent, il est possible de récupérer, le modèle du dialogue par les moyens suivants:

1. Des efforts continus pour mettre un terme à la polarité entre le C majuscule au centre et le c minuscule dans la périphérie. Un dialogue entre les cultures n'est possible que si celles-ci sont égales. Tant que le dialogue se poursuit avec le complexe de supériorité de la culture du centre et le complexe d'infériorité des cultures de la périphérie, le modèle des conflits continuera à prévaloir. La multiplication des centres des cultures de valeur égale permet entre elles des relations à double sens, des concessions mutuelles et un processus d'enseignement et d'enrichissement réciproques. Chaque culture apprend ce qu'elle ignore.
2. Ceci nécessite également une part égale en historiographie. Tant que l'Europe demeure le Centre de l'Histoire où culminent toutes les cultures, le modèle des conflits continuera d'exister. Les cultures de la périphérie doivent trouver une part égale dans la rédaction de l'Histoire. L'Histoire du monde n'a pas commencé dans les Temps Modernes. Sept mille ans de culture humaine ne peuvent se réduire en un seul chapitre avant les Modernes ou leur source, si l'on considère que la culture européenne est une création nouvelle sans précédent. Dans la re-formulation de l'Histoire, la culture européenne doit être réduite à sa propre dimension pour retrouver ses frontières géographiques naturelles. Les cultures de la périphérie peuvent alors respirer et se propager pour sortir du cadre de leurs enceintes sans pression extérieure.

3. Mettre un terme aux images stéréotypées, chaque culture dans le modèle du conflit est faite pour l' autre. Il était normal que la culture du centre en tant que msbrument colonisation, défigure l'image des cultures de la périphérie celles de l'ignorance, de l'arriération, du sous-développement, de l'inflation, des dettes, de la corruption, de la dictature, de la torture, de la violation des droits de l'homme, du tribalisme, des guerres civiles, du terrorisme, de la pauvreté, des dépenses excessives, des Arabes désagréables à Londres, du Harem, de la polygamie, de la société patriarcale, du chômage, de la dépendance, en bref de l'esclavage. Il était également normal que dans le processus de décolonisation en tant qu' auto-défense pour dessiner une autre image stéréotypée du colonisé au colonisateur: le colonialisme, l'impérialisme, le sionisme, le capitalisme, l'exploitation, le monopole, le militarisme, le racisme, l'eurocentrisme, l'arrogance, le génocide, le materialisme, en bref, le maître. Depuis l'avènement de la décolonisation, quelques images sont devenues sans rapport. Une fois que les cultures deviennent égales, la gloire de chaque culture apparaît, sciences et art en Chine, mathématiques et éthique en Inde, politiques et administration en Perse, sciences et philosophie dans le monde musulman, etc...Le rôle des mass-médias est décisif. La nouvelle anthropologie culturelle et le nouvel orientalisme sont nécessaires.

L'Humanité en a eu assez du modèle des conflits. Le modèle du dialogue n' est pas loin.■

Dr. Samir Amin*

Les Exigences d'un Programme de Libération de l'Homme**

Le système économique et social moderne fait face à bon nombre de contradictions qui sont apparues depuis sa création et qu'il n'est jamais parvenu à annuler .

Bien au contraire ces contradictions se sont aggravées d'une manière graduelle et persistante parallèlement avec les réalisations enregistrées dans les divers domaines du développement. C'est là, une preuve de l'étrange souplesse qui caractérise cet ordre. Il s'est prouvé capable non seulement de s'adapter aux exigences d'un développement rapide sans précédent dans l'histoire, mais également d'innover des substituts appropriés grâce auxquels il a pu surmonter l'explosion de ces contradictions. Les crises graves qui se sont répétées au cours des deux siècles écoulés n'en sont que la conséquence naturelle. Cependant ses solutions qui n'ont pas réussi à annuler les contradictions, en ont à la longue aggravé la conflagration.

Vu des trois angles suivants, le cadre dans lequel fonctionne le cumul des capitaux est en contradiction avec les intérêts fondamentaux de l'Humanité.

1. La soumission des classes ouvrières aux exigences de la profitabilité est en contradiction avec les penchants naturels de l'homme désireux d'être maître de son destin. Ces classes ont dans

* Intellectuel Egyptien et Directeur du Forum du Tiers Monde (Dakar)

** Original: Arabe Traduit par Anhar Korra

leur lutte, fait face à des défis multiples. Dans une certaine mesure, elles sont parvenues, ne fût-ce que partiellement, à exiger une adaptation des modalités et règles de l'accumulation capitaliste à leurs intérêts, sur deux plans.

Le premier en est une distribution des fruits de ces luttes qui, individuellement ou collectivement exigeait dans quelques situations une hausse de la rentabilité du travail parallèle à la hausse de la production.

Le deuxième consiste à se servir des principes démocratiques pour élargir le cadre de leur application, pour qu'ils englobent des domaines sociaux qui n'étaient pas prévus à l'origine, le tout dans le cadre des pratiques démocratiques politiques les plus absolues.

Je présume ainsi, que les réponses démocratiques et les réformes sociales qui affrontent le système ne sont pas le produit hiérarchique de la logique de l'expansion capitaliste. Bien au contraire, ce sont des réponses qui s'imposent par opposition avec la logique de l'accumulation. Toutefois ces réalisations n'ont jamais donné lieu à des solutions définitives du problème, mais provoqué par contre, une recrudescence des contradictions d'une étape à l'autre. En fait les peuples aspirent aujourd'hui à beaucoup plus que le simple relèvement du niveau de leur vie matériellement parlant, ou qu'à un degré de respect des Droits de l'Homme. Leurs aspirations visent une véritable souveraineté sur leurs décisions sociales, en d'autres termes, une libération du concept de dépossession économique qui leur est imposé. Toutefois il est peu probable que le système capitaliste puisse survivre si l'impact de la dépossession disparaît (en effet les critères et références sur lesquelles se base la logique du rationalisme économique ne peut avoir de repercussions théoriques et pratiques que si la société subit la dépossession mentionnée).

2. Les simples règles du calcul économique sont elles mêmes, en contradiction avec les exigences de la garantie croissante de l'avenir de la vie sur terre. En effet ces règles sont établies sur une trajectoire de courte durée. Les calculs de la rentabilité n'y dépassent pas dix ou quinze ans, bien que la solution des seuls problèmes de l'environnement, requiert une approche de longue haleine.

Les solutions proposées dans le cadre de l'économie néo-classique - qui essentiellement sont des méthodes qui comptent sur le processus "d'intériorisation des coûts externes" - ne sont pas du niveau requis. Sans oublier, par ailleurs, que le développement des forces productives (qui est également un développement des forces de destruction de l'environnement) a atteint un niveau jamais égalé au

cours de l'histoire.

3. La polarisation représentée par l'antithèse opposant la richesse croissante des centres et la recrudescence de la pauvreté à la périphérie, a par ailleurs, marqué une escalade graduelle.

J'ai déjà, dans ce contexte, exposé une analyse qui montre que cette polarisation, n'est pas, la résultante de conditions spécifiques particulières à certaines parties du monde - comme le prétend l'idéologie prévalante - mais plutôt une conséquence de l'expansion capitaliste elle-même. Cette expansion repose en fait sur la mondialisation du marché des produits et des capitaux, sans que cette opération ne soit suivie d'une intégration des marchés du travail. Ces derniers demeurent fragmentés et prisonniers des cadres politiques actuels. Or le processus de polarisation a commencé assez tôt, au cours de l'ère du mercantilisme (entre 1500 et 1800), grâce à des politiques tracées à cette fin par les puissances capitalistes naissantes. Ces politiques visaient essentiellement la fragmentation des formes anciennes de dépendance reconnues dans le monde et les remplacer par un réarrangement nouveau, qui desserve mieux les intérêts mercantilistes. La polarisation a par la suite commencé son escalade et atteint un niveau désastreux au dix-neuvième siècle en raison de la perte des centres précédents.

La question qui se pose aujourd'hui est la suivante: Après la deuxième guerre mondiale quelques périphériques, se sont à leur tour engagés dans le processus d'industrialisation et ont franchi des pas importants dans le développement de leurs potentialités concurrentielles dans les marchés mondiaux. Leur évolution est-elle de nature à atténuer ne fût-ce que graduellement l'acuité du phénomène de polarisation?

Par ailleurs l'action de ce que j'ai appelé les "cinq monopoles" dont les centres sont seuls à profiter dans les conditions actuelles; n'est-elle pas de nature à revêtir la loi de la valeur mondialisée, d'une force de polarisation renouvelée, renforcée et décuplée. (les cinq monopoles étant reliés aux secteurs financiers mondialisés, à la recherche technologique, à l'acquisition des ressources naturelles, à la domination des moyens de communications et des médias et à la production des armes de destruction massive).

J'ai remarqué, d'autre part, que cette troisième contradiction, est celle qui a provoqué les réactions les plus puissantes face à l'expansion capitaliste. Toutes les révolutions socialistes qui ont eu lieu jusqu'à ce jour, sont dûes à des mouvements de refus de la part des peuples victimes de l'expansion capitaliste.

Le discours idéologique que l'on tient aujourd'hui, ignore globalement ces contradictions et leur principe même. En fait, elles ne peuvent pas, trouver de solutions sur la base des règles régissant le capitalisme. Les reconnaître reviendrait à annuler les fonctions de la dialectique mentionnée, et confirmerait le caractère historique - c'est à dire non permanent ou éternel - du système capitaliste. Il est donc indispensable, que se libèrent les idéologies du pouvoir des codes historiques, pour consacrer leurs prétentions en la pérennité du système et en comptant sur un ordre de valeurs transhistoriques.

Quelquefois, ces idéologies transhistoriques prennent des formes simplistes. A titre d'exemple Francis Fukoyama écrit "Nous sommes parvenus à la fin du chemin, dans le développement des idéologies humaines. Le modèle de la démocratie libérale occidentale représente la forme définitive du système de gouvernement" (textuellement!). L'écrivain mentionné, ne se rend pas compte combien cette prétention est arbitraire. M. Fukoyama qui se dit adepte de Hegel, semble vouloir ignorer que son professeur même, avait annoncé en son époque que la Prussie représentait le summum du développement humain et en était la forme définitive.

Fukoyama ne s'est pas demandé où réside l'erreur de méthodologie qui a mené Hegel à cette déduction. C'est ainsi que M. Fukoyama se permet d'écrire textuellement: "Il n'existe pas une seule contradiction fondamentale, qui ne puisse être résolue dans le cadre du libéralisme moderne"! sans pour autant, se donner la peine de jeter un coup d'oeil sur le monde qui l'entoure.

En effet, l'arrogance de Monsieur le fonctionnaire auprès de l'Administration Américaine lui fait oublier que l'idée de la "fin de l'Histoire", qu'il croit nouvelle est en réalité aussi ancienne que l'Humanité elle même. Les idéologies qui prédominent sont, quant à leurs principes, conservatrices, car la production de la société qu'elles revendiquent nécessitent au préalable que le régime se considère éternel. Toutes les idéologies autoritaires ont ce trait commun. A titre d'exemple les idéologies qui prévalaient au cours de l'ère des régimes collectifs ont attribué aux relations de parenté un caractère éternel, pendant les phases premières du développement de l'Humanité. L'idéologie de l'ère tributaire suivante, a ensuite consacré l'idée de "fin de l'histoire" en se basant sur la foi religieuse.

Au fond, les croyances religieuses ne se présentent-elles pas, en effet, comme offrant des réponses finales?

La religion représentait le moyen, grâce auquel, la légitimité était attribuée à l'idée de fin de l'histoire. Aujourd'hui dans cette ère

capitaliste, la référence à la légitimité sociale compte désormais sur l'efficacité économique - c'est à dire celle des lois du marché dans la forme exacerbée de l'idéologie - la dialectique qui prévaut actuellement voudrait attribuer un caractère éternel aux lois du marché aux fins de consacrer l'idée de pérennité de l'histoire.

Ni Fukuyama, ni les autres adeptes de la dialectique prévalant aujourd'hui ne se sont rendus compte, que passer de la légitimité de la référence, de la conviction religieuse à l'efficacité économique reflète une autre transformation qui a eu lieu au sein même de la structure sociale et qui a abouti à la suprématie de l'économie dans la reproduction de la société. L'économie a désormais la préséance vis à vis de la croyance religieuse et devient prédominante.

Dans le passé il était possible de décrire la société ancienne en disant que "la religion gouverne" aujourd'hui nous dirions plutôt que "l'économie règne".

Il n'est pas étonnant que M. Fukuyama prétende que le "marxisme reflète une déviation économique dans son interprétation de l'histoire". Il recherche des exemples à l'appui de sa thèse sur cette déviation, dans la méthodologie suivie par le journal financier de "Wall Street", ainsi que dans les analyses diffusées par les médias américains. Le noble Monsieur, perd de vue le fait que la déviation économique est une des caractéristiques de l'idéologie bourgeoise, et que c'est précisément le marxisme qui a déployé des efforts pour dévoiler cette déviation et la dépasser. Mais Fukuyama ne connaît rien du Marxisme, sauf ses expressions qui sont en effet communes aux autres idéologies dans leur nature économique.

J'estime que le premier pas dans une analyse scientifique des sociétés, consiste précisément à jeter des doutes sur l'optique avec laquelle une société se voit. Par conséquent, il ne serait pas sage de se contenter de l'angle de vision qui examine les sociétés selon les règles de parenté qui les rapprochent et de douter, par ailleurs, de la perspective dans laquelle la société tributaire se place en se servant de la croyance religieuse. Il est néanmoins, également important d'exprimer des doutes quant à l'optique dans laquelle la société moderne se place en se servant des lois du marché. Sur le plan international l'on soulève de nouveaux arguments et recherche de nouvelles causalités à ces optiques consécutives de dépossession.

Le discours qui prévaut atteint son paroxysme, dans une agglomération faussée de "valeurs" attribuées au Modernisme et que l'on défend comme si elles constituaient un tout indivisible. Nous retrouvons un étrange mélange qui regroupe des principes puisés

dans le système du régime politique, comme l'Etat du droit, les Droits de l'homme, les pratiques démocratiques électorales, les principes sociologiques, la liberté, l'égalité devant la loi, l'individualisme, ainsi que des principes qui régissent la vie économique, dont le respect de la propriété privée, la liberté d'action des mécanismes du marché.

Tous ces principes sont ainsi regroupés, présentés dans une seule fonction pour laisser croire qu'ils constituent une entité indivisible, émanant d'une même logique et d'en déduire que les pratiques capitalistes et démocratiques sont synonymes, bien que l'Histoire ait prouvé que le contraire est plus vrai. En effet, les réalités historiques démontrent manifestement, que les réalisations démocratiques sont la résultante de conflits sociaux qui se sont opposés à la logique du régime, et n'ont jamais été un produit naturel spontané de l'expansion capitaliste. Par conséquent séparer les éléments que les idéologies prévalantes essayent d'intégrer est une condition sine qua none, pour que l'analyse sociale ait un caractère scientifique. C'est uniquement ainsi, qu'il sera possible de définir le contenu et la signification des pratiques examinées (comme la démocratie) et en dévoiler les contradictions intrinsèques, leurs limites et les conditions nécessaires pour les dépasser.

Dans ce contexte, j'estime que le défi réel qu'affronte la société, se résume en une seule phrase signifiant la nécessité de dépasser les limites du capitalisme pour garantir la survie de l'Humanité. L'option historique qui demeure est donc la suivante: Que les conflits sociaux permettent de dépasser la logique des mécanismes et des lois du capitalisme, ou en l'absence de cette alternative, l'impact de ces mécanismes mènerait à un suicide collectif de l'Humanité et une destruction de la planète Terre.

Les régimes anciens qui ont précédé le Modernisme s'étaient étendus sur des milliers d'années avant l'épuisement de leur puissance historique potentielle. Au cours de l'ère du modernisme le processus du développement a marqué une accélération sans égale, comme si le capitalisme devait, en fin de compte, marquer une étape historique transitoire assez courte, au cours de laquelle s'est réalisée l'accumulation capitaliste. Cette dernière, à son tour a créé les conditions nécessaires pour la création d'un système social meilleur basé sur des normes rationnelles libérées des liens de dépossession économique et sur un humanisme mondial sain.

Je voudrais ainsi, souligner que le capitalisme a terminé son rôle historique positif en une période assez courte. Il n'est plus, l'instrument grâce auquel le progrès se produit même

inconsciemment de la part de la société, en dépit du fait que la légitimité du régime capitaliste et ce présumé caractère éternel que lui confèrent les déclarations veuillent consacrer ce rôle progressiste que jouent les mécanismes du marché cependant qu'en réalité ils sont devenus aujourd'hui, des obstacles sur le chemin de tout progrès. Car le progrès n'est plus le produit non défini qui est une conséquence spontanée de l'expansion capitaliste. C'est plutôt le résultat de conflits qui visent des objectifs opposés aux trois caractéristiques du capitalisme (à savoir: la dépossession économique, la destruction de l'environnement et la polarisation mondiale.)

Ainsi il me semble que l'histoire du capitalisme est formée d'étapes consécutives différentes les unes des autres. Certaines caractérisées par la domination quasi - absolue des lois de l'expansion capitaliste, suivies d'autres où des forces sociales jouissant d'un rationalisme opposé à celui du capitalisme parviennent à imposer des formes de développement plus humaines et moins nocives pour l'environnement.

Le 19^{ème} siècle appartient, au premier type d'étapes du processus d'expansion capitaliste. Les manifestations des phénomènes prolétaire et colonialiste avaient pris pendant cette période, des formes destructives et barbares. Cependant cette expansion n'a pas abouti à la prospérité croissante énoncée dans l'idéologie du système mais à deux guerres mondiales, la première et la deuxième, à des révolutions socialistes et à la libération nationale des colonies. Après la première guerre mondiale et la sortie de la Russie Soviétique du système capitaliste, le modèle libéral traditionnel est parvenu à avoir à nouveau la suprématie sur le monde, menant à un chaos plus ample et provoquant les réponses illusoires et criminelles du fascisme.

Il fallait attendre la chute de ce dernier, afin que se concrétisent dès 1945 les traits d'une nouvelle expansion basée sur un capitalisme "civilisé" imposé par les trois puissances. Les manifestations les plus évidentes en sont celles: du socialisme démocratique soviétique, des mouvements de libération nationale et de leurs modèles d'adaptation sociale. Les compromis présentés dans ces conditions ne constituaient pas un retrait global du cadre de la logique capitaliste. Je peux même prétendre que la révolution russe n'a pas complètement rompu ses relations avec les règles du rationalisme capitaliste. J'ai dit, à cet égard que cette révolution a abouti en définitive à un projet de "capitalisme sans capitalistes".

Toutefois ces trois blocs sociaux ont en effet imposé des conditions qui, à leur tour, ont tracé des limites à la recrudescence des

contradictions résultant de l'indépendance économique et de la polarisation sur le plan mondial. Néanmoins, l'efficacité de ces compromis, entre la logique capitaliste pure, d'une part, et la considération des intérêts sociaux contradictoires, d'une autre, s'est graduellement érodée, en raison des réalisations des projets communautaires établis sur leur base et non en raison de leur "échec" comme on le prétend.

La légitimité des régimes a échoué, dans la mesure où les projets y réalisés ont commencé à perdre leur ponctualité, favorisant le retour du discours arrogant du libéralisme et la proclamation réitérée de la "fin de l'Histoire". Toutefois le nouveau système qui repose sur la domination absolue du marché, a produit en très peu de temps un chaos plus général et une aggravation des contradictions dont les manifestations sont évidentes dans les formes de pauvreté et de polarisation qui sévissent sur les plans mondial et régional. Les peuples victimes des situations aussi pénibles devaient nécessairement se révolter. En effet ici et là des révoltes se sont déclarées.

Les questions qui demeurent sont les suivantes:

Le mouvement de rébellion, aboutira-t-il à la concrétisation de projets communautaires rationnels à la hauteur du défi lancé?

Quelles sont les caractéristiques des compromis sociaux adéquats susceptibles de doter ces projets de l'efficacité voulue?

Dans l'hypothèse d'un développement radical dans les conflits sociaux qui l'entourent est-il possible que le capitalisme soit ainsi annulé et que lui soit substitué un autre système ayant des traits que nous pouvons tracer au préalable ?

Je présume que ces interrogations demeurent jusqu'à ce jour sans réponse. Le défi du capitalisme représente un élément stable de l'histoire moderne tant que les trois contradictions mentionnées plus haut sont demeurées les mêmes et que le régime est resté essentiellement capitaliste. Quant aux phénomènes qui permettent à ces contradictions de se manifester, ils ont subi des changements d'une étape à l'autre et c'est dans ce sens qu'elles sont nouvelles. Par conséquent les principes autour desquels les masses ont été mobilisées pour faire face au régime, au cours de l'étape écoulée; qui ont d'ailleurs défini le contenu du socialisme historique et de l'édifice national de cette période; ont perdu leur crédibilité dans les conditions nouvelles. Quelques expressions et formules nouvelles sont

cependant immédiatement apparues pour combler le vide provoqué par la perte de crédibilité des premières. Citons cette démocratie complétée par des propos relatifs à diverses formes de solidarité collective sans classes sans nationalismes, souvent adoptée comme substitut de l'ethnie et de la religion. Ces expressions nouvelles ont acquis leur crédibilité en consacrant "le droit à la différence". Citons de même celles qui parlent des "particularismes" qui distinguent les cultures et les religions.

Les propos selon lesquels les disparités culturelles ne sont pas uniquement une réalité; ce que d'ailleurs nul ne nie; mais représentent un phénomène fondamental, en ce sens que leur caractère spécial est stable et permanent; annulent en définitive le dénominateur commun qui permet de dépasser les spécificités des cultures et de parler de l'histoire de l'Humanité en sa globalité

Toutefois ces idées n'ont rien apporté de neuf. Elles sont anciennes réitérées de tout temps et par tous les peuples. Les croyances religieuses sont basées sur le concept de "fin de l'histoire", puisqu'elles se considèrent toutes, comme des réponses sacrées, absolues et éternelles. Ainsi, pour avancer dans la pensée scientifique et former une pensée sociale progressiste il est indispensable d'affronter cette idée préconçue de stabilité et la réfuter. Le problème ne consiste donc pas à prouver que l'histoire vraie s'oppose absolument à l'idée de stabilité, puisque c'est tout à fait évident. Il s'agit plutôt de se demander quelles sont les raisons qui ont fait revivre cette idée erronée, dans des circonstances particulières, au point qu'à l'heure actuelle, elle a acquis une connotation politique dans certaines régions du monde.

Cette problématique, présente un ensemble de questions latérales et complexes dont les réponses nécessitent une théorie générale sur la culture basée sur des concepts solides et cohérents. La théorie en question doit, à son tour être nécessairement reliée aux autres aspects de l'analyse sociale. En effet les divers domaines qui constituent les réalités sociales (économie, politique, culture ...etc) influent les uns sur les autres, d'une manière indéniable.

Dans ce cadre, je présume que les théories qui veulent consacrer l'idée de la stabilité des particularismes et spécificités culturelles est trompeuse dans la mesure où elle émane de l'idée qui précède. En effet les différences y sont considérées comme étant la règle et les

ressemblances ou similitudes entre cultures comme étant l'exception ou un fait du hasard.

C'est sur cette base que les théories de la stabilité exposent le programme de leur recherche. Mais qu'arriverait-il, si nous adoptions le principe inverse, que notre hypothèse se fonde sur le fait que les ressemblances constituent la règle dans l'histoire de l'Humanité et que les différences qui ont lieu au cours du processus de développement sont partielles ou relatives? Sans oublier évidemment que l'hypothèse qui représente notre point de départ gouverne les priorités de la recherche.

Revenons aux théories relatives aux particularismes culturelles. J'estime que ces prétendues particularités, que présentent les théories en question, ne sont en fait qu'une série de facteurs naturels spontanés et superficiels. Examinons à titre d'exemple le récent et célèbre article de Huntington sur "Le conflit des cultures".

L'écrivain américain estime que les différences entre cultures représentent une caractéristique "fondamentale", puisqu'elles touchent de près les relations entre les hommes, la divinité, la nature et le pouvoir. Or cette "découverte" n'ouvre que des portes déjà ouvertes. Huntington présente la problématique culturelle comme étant synonyme de croyance religieuse et suppose d'autre part, que les thèses des diverses religions dans les questions considérées, sont différentes du point de vue qualitatif. Or en réalité l'histoire prouve que ces concepts religieux ont joui d'un degré de souplesse assez important qui a permis leur intégration dans certaines idéologies qui se sont développées dans des directions quelquefois rapprochées et dans d'autres cas éloignées, indépendamment de la structure des concepts dits culturels examinés. Ces particularismes par lesquelles on veut tout expliquer, n'expliquent en fait, rien. Le lecteur se rappelle sans doute les adeptes de l'optique culturaliste, qui il ya uniquement un demi siècle, avaient attribué le sous-développement de la Chine à sa culture confucianiste et qui sont ensuite revenus sur leur opinion et estiment aujourd'hui que le "succès" de la Chine est dû à cette même culture!

N'est-il pas également vrai et tout le monde le reconnaît qu'au cours du dixième siècle le monde islamique, était comme l'ont enregistré les historiens, beaucoup plus développé que l'Europe chrétienne au cours de la même période et présageait d'un brillant avenir?

Quelles sont donc les raisons qui ont provoqué ce revirement de la situation?

Sont - ce des circonstances reliées aux caractéristiques de la croyance religieuse ou de sa compréhension par la communauté ou à des facteurs étrangers n'ayant rien à faire avec les domaines culturels?

Quelle était la réaction de tous ces facteurs les uns vis à vis des autres?

Lequel parmi ces facteurs était la force motrice fondamentale? Si jamais il y en avait.

Les théories culturalistes sont demeurées muettes devant ces questions ,même les plus évoluées parmi elles et en leurs formes les plus banales, dont la théorie précitée de Huntington. Cette dernière se contente d'ailleurs de constater les différences et leur importance capitale et rien de plus.

Reste à se demander quelles sont les provinces culturelles examinées dans ce discours? Sont - elles définies par les différences entre les croyances religieuses, entre les langues, entre les nationalités, entre les conditions économiques?

Huntington a choisi la religion comme base de sa subdivision du monde en sept régions: L'Occident (catholique et protestante), L'Islam et le Confucianisme (Bien que le confucianisme ne soit pas une croyance religieuse), le Japon (Il semble que Huntington ne sait pas faire la distinction entre le Confucianisme et le Shintoïsme), l'Inde, le Bouddhisme, et le Christianisme orthodoxe.

Cette subdivision est dans une certaine mesure compatible avec notre monde contemporain. Huntington sépare le Japon du Confucianisme et les Chrétiens Orthodoxes des autres Chrétiens. Cette dernière distinction est-elle due au fait que la politique américaine craint l'intégration de la Russie à l'Europe, sans oublier, évidemment que M.Huntington est un fonctionnaire américain, donc au service de la CIA américaine?

Le plus étrange dans cette classification est le fait que Huntington a complètement ignoré l'existence des Africains, en dépit du fait que parmi les Africains se trouvent des Chrétiens, des Musulmans et des adeptes de religions animistes africaines et que les cultures de l'Afrique jouissent de caractéristiques communes. Cet oubli est-il significatif et reflète-t-il le racisme américain? Pourquoi a-t-il d'autre part ignoré l'Amérique Latine? Les peuples de ce continent appartiennent-ils à "l'Occident" parce que leur religion est le Christianisme?

Au cas où cette hypothèse était vraie, comment expliquer leur sous-développement?

En fait la liste des non-sens dans l'exposé de Huntington est interminable. Il est indispensable de considérer cet exercice peu amusant, comme étant une expression de troisième degré, du centralisme européen.

Ainsi, Huntington est parvenu à cette étonnante découverte selon laquelle six des sept régions ignorent "les valeurs occidentales". Or l'auteur américain regroupe sous le même titre des ensembles de valeurs divergentes, les unes reliées au capitalisme (au marché) et d'autres à la démocratie.

Mais, se demande-t-on, le marché est-il moins efficace au Japon non-occidental qu'en Amérique Latine et dans l'Afrique chrétienne?

N'est-il pas connu pour tout un chacun que les mécanismes du marché et les pratiques démocratiques sont des phénomènes nouveaux même en Occident?

Était-il possible pour un chrétien de l'Europe du Moyen - Âge de se reconnaître dans ces valeurs présumées occidentales?

Il va sans dire, que les idéologies et plus encore les religions, sont des phénomènes importants. Le reconnaître est toutefois une banalité. La difficulté réelle réside dans leur rôle historique et plus précisément au cours des diverses étapes de l'histoire, dans les divers endroits du monde et leurs relations avec les régimes sociaux en vigueur au cours de ces périodes.

Dans ce contexte nous trouvons à titre d'exemple que les religions quelque diverses qu'elle soient et telles que comprises par les peuples de l'ère tributaire qui précède le néo-capitalisme, ont joué des rôles semblables.

La méthodologie que je propose ici a pour but de dévoiler les similitudes, en dépit des particularismes indéniables.

Sur cette base nous pourrions définir les anciennes régions culturelles (tributaires), en montrer les points communs et placer leurs particularités à l'endroit approprié. Il est certain, que ces régions, ne fût-ce qu'en apparence, ont encore une présence dans le monde contemporain.

Les mécanismes de leurs actions se sont, certes, absolument transformés sous l'influence des conditions imposées par le capitalisme. Et j'insiste pour parler de capitalisme, dans ce contexte et

non d'"Occident".

L'analyse historique scientifique nous mène nécessairement à considérer que ce qui prévaut actuellement sur le plan mondial sont une culture et une civilisation essentiellement à caractère capitaliste et ne peut en aucun cas être dénommé: l'"Occident".

De même cette suprématie capitaliste est responsable de toutes les transformations qui ont eu lieu dans les autres régions du monde et qui ont vidé de leur contenu original les cultures tributaires précédentes, y compris celle de l'Occident.

C'est sur cette base que nous découvrirons les critères qui réglementent les titres exacts avec lesquels nous décrivons notre monde actuel. Il existe en effet des régions où la culture capitaliste a absolument remplacé les cultures précédentes. Ce sont en effet les régions qui forment le foyer central du capitalisme, à savoir: l'Europe et l'Amérique du nord (d'origine chrétienne) et le Japon (d'origine confucianiste). Tandis que l'expansion du capitalisme n'a pas absolument éliminé l'influence des cultures anciennes dans les zones périphériques; le capitalisme n'a pas réussi à s'en servir d'une manière globale et efficace comme il l'a fait, dans le centre.

Cette différence est-elle due aux "particularismes" dont elles jouissent, et à titre d'exemple à la capacité de résister de ces cultures non-occidentales? Ne serait-elle pas plutôt due aux formes d'expansion capitaliste qui ont produit une nouvelle discrimination fondamentale et un antagonisme évident entre le centre et les périphériques de ce système? Je penche pour la deuxième optique.

L'expansion capitaliste a provoqué l'apparition d'une nouvelle contradiction entre les ambitions idéologiques du système la proclamation de leur caractère mondial d'une part, et la réalité de la polarisation produite par cette expansion d'autre part. Cette contradiction vide les valeurs prônées par le néo-capitalisme (à savoir, l'individualisme, la démocratie, la liberté, l'égalité, la laïcité, l'Etat des droits .. etc) de tout contenu concret réel, afin de les faire paraître aux yeux des peuples victimes du système comme autant de valeurs "propres à l'Occident".

Cette contradiction est d'une nature permanente et suit de près, l'histoire de l'expansion capitaliste, depuis sa création, toutefois elle s'aggrave avec l'avancement du processus de mondialisation, pour adopter au cours des périodes de crise, semblables à la présente, des formes plus catégoriques et plus fanatiques. Face à cette terrible contradiction le régime a recours à tous les moyens possibles pour

gérer la situation en comptant sur sa méthodologie pragmatique traditionnelle.

Dans ce contexte le principe de l'exagération de la "différence" va de pair avec une cession de la part des victimes du régime de leurs ambitions en matière de démocratie, de liberté, d'égalité, d'individualisme qui sont remplacés par des "valeurs particulières" prétendument locales, qui s'avèrent le plus souvent, opposées aux premières!

Ainsi les victimes ne tardent pas à découvrir leur position de subordonnés, découverte qui permet une plus grande polarisation que n'entrave aucun obstacle de quelque sorte que ce soit.

Je peux donc présumer que la tendance dite culturaliste est au service des objectifs du colonialisme. D'ailleurs les deux discours colonialiste et culturaliste poursuivent leur cours parallèlement sans contradiction entre eux.

D'une part le premier annonce en toute arrogance que l'équation découverte par l'Occident (le colonialisme est en fait fier d'être occidental) pour une gestion de l'économie à travers le marché, la politique à travers la démocratie et la société à travers la liberté individuelle est une équation définitive, qu'il est difficile de dépasser. Ce discours ignore les multiples contradictions réelles que l'on peut remarquer un peu partout et qu'il attribue à des "forces irrationnelles" ainsi dénommées parce qu'elles refusent le rationalisme capitaliste.

Dans ce contexte les peuples non occidentaux se trouvent confrontés à deux options sans tierce alternative: Accepter "les valeurs occidentales", telles qu'elles se présentent dans le capitalisme prévalant en effet, ou s'isoler dans ses propres particularités culturelles héritées de l'histoire passée. En d'autres termes le colonialisme définit lui-même les conditions du choix afin de garantir sa victoire face à toutes les hypothèses, car l'isolement des peuples non-occidentaux dans leurs prétendues particularismes stables, les rend incapables de relever le défi du siècle.

La deuxième option rejette ainsi une troisième possibilité qui est d'ailleurs la meilleure, que les peuples de l'Orient puissent franchir l'étape du capitalisme en mettant au point des concepts militants dans les domaines de l'économie, de la politique et de la culture.

Ce discours du centralisme européen, ne donne pas de réponses aux questions que nous avons soulevées, sur la relation entre les domaines culturels et les autres secteurs de la vie sociale. Il les ignore carrément et se contente de proclamer le prétendu caractère stable

de la culture européenne et des autres cultures qu'il englobe toutes dans l'appellation "orientales".

D'autre part, le culturalisme opposé participe, ne fût-ce qu'en apparence (Il se manifeste dans le Tiers Monde sous des formes diverses, dont surtout la présumée forme religieuse du monde islamique) au discours du centralisme occidentale en adoptant une base selon laquelle les cultures ont été fondamentalement différentes au cours de l'histoire. C'est ce qui me pousse à dire et nombreux sont ceux qui sont du même avis que le culturalisme n'est qu'un "centralisme européen inversé".

Le rejet du modernisme, de la part des victimes de l'expansion capitaliste n'est pas une invitation au combat contre le capitalisme sur le terrain de ses vrais otages, car il transporte le conflit jusqu'aux cieux de l'illusion culturelle. C'est donc une option qui dessert à la perfection les objectifs de la stratégie du colonialisme. En effet pour ce dernier, il n'y a aucun mal à ce qu'un régime "islamique" ou autre gouverne un Etat, tant que ce pouvoir acceptera sa position de subordonné dans la hiérarchie capitaliste mondiale. Telle est, en effet, la place qu'occupent les régimes islamiques existant qui ont prouvé leur parfaite impuissance face aux défis du siècle, sur le terrain des otages de la compétition économique et militaire.

Cette description n'est pas uniquement vraie pour les régimes islamiques traditionnels du Golfe et du Pakistan, elle n'est pas moins vraie, pour les régimes dits révolutionnaires comme celui de l'Iran.

En fait ce dernier est passé au cours des quinze dernières années du statut d'Etat sur le point de démarrer et d'acquérir une place dans le marché de la concurrence mondiale, à l'instar de la Corée, à celui d'un pays du Quatrième Monde, incapable d'efficacité dans la production industrielle et l'exportation. Ce recul est en fait dû à l'inexistence d'un rationalisme moderne dans le traitement des questions ayant trait à l'administration intérieure et le passage du pouvoir des bureaucrates et technocrates aux hommes de religion intégristes. En d'autres termes s'assurer du maintien du pouvoir entre leurs mains a eu pour ces dirigeants la préséance par rapport aux domaines du développement et des défis du siècle. Ce régime applique une formule libérale qui n'est en rien différente de celle adoptées par les autres pays marginalisés du quatrième monde.

L'Iran s'est ainsi hâté d'adopter le principe de la privatisation, de la dévaluation de sa devise et de la réduction des dépenses consacrées aux services sociaux qu'il a réduit au niveau de la charité islamique traditionnelle etc. Cependant le régime tient à couvrir toutes ses

pratiques de légitimité islamique et considère que celui qui ose exprimer une critique ou opposition quelconque est un "mécréant"!

Par ailleurs le rejet de toute démocratie en Iran dans le cadre de son refus de tous les principes de l'Occident et les pratiques barbares y exercées ont donné l'occasion au colonialisme de lui lancer des campagnes d'une extrême violence dans les médias, créant de ce fait même, le climat propice pour une éventuelle intervention.

Le colonialisme ne trouve d'autre part, aucun inconvénient à ce que l'Afghanistan soit déchiré par des guerres civiles qui opposent des groupements brandissant tous la bannière de l'Islam qui en réalité ne visent que le pouvoir. Nous voyons ainsi que les prétendus régimes islamiques annulent de leurs programmes toutes les possibilités de développement ou de progrès et se voient obligés, bon gré mal gré, d'accepter le statut de bazar de "compradors", l'échelon le plus bas de la hiérarchie internationale.

La tendance culturaliste s'est manifestée de toute évidence dans cette approche à double options (sans considération aucune pour une troisième alternative) qui présente d'une part le "modernisme" et de l'autre l'authenticité". Le discours culturaliste ne s'est pas penché sur le contenu du modernisme contesté et s'est contenté de le considérer comme un synonyme du modernisme capitaliste actuel.

Je présume que ce concept tronqué du modernisme est la source d'un grave contresens. Emprisonner l'option dans une dualité insuffisante n'a pas sa raison d'être.

En réalité le modernisme n'a pas encore atteint la fin du chemin. Il n'aura d'ailleurs pas de fin. Le Modernisme est un Coup d'Etat idéologique et intellectuel essentiel. Il a eu lieu lorsque la société s'est considérée responsable de sa propre destinée; lorsque l'Homme a déclaré qu'il était l'artisan de sa propre histoire. Compte tenu du fait, que toutes les idéologies anciennes, pré-modernistes, tant en Orient qu'en Occident, avaient pour fondement un autre principe: à savoir qu'une force méta-sociale (ou supra-sociale) gouverne le destin de la société comme elle gouverne l'univers.

Il est ainsi évident que sous cette optique, le modernisme n'a pas de fin. Par conséquent, le refuser équivaldrait à une cessation de toute action responsable dans le processus d'édification de l'histoire.

De même l'appel à l'authenticité n'est qu'une tentative d'arrêter la marche naturelle de l'histoire, à l'étape qui précède le capitalisme et le début du Modernisme. Objectif difficile à réaliser, certes, d'autant que le choix entre modernisme et authenticité n'a pas de sens. Option qui

mènera nécessairement à une confusion entre les deux concepts, à l'acceptation du premier, c'est à dire le modernisme capitaliste et à le doter des couleurs de l'"authenticité". Il va sans dire, que c'est une acceptation implicite du "statut quo" actuel de dépendance au système capitaliste.

Face à cette thèse falsifiée, vide de sens, qui aboutira nécessairement à une crise historique, il ne reste qu'une seule option qui soit la bonne: Il s'agit d'oeuvrer pour le développement du modernisme, et non le nier ou le colorer. Les peuples qui participent au développement du modernisme marquent nécessairement un certain retard et sont marginalisés. Celui qui acceptera de sortir de l'histoire ne pourra jamais empêcher les autres d'avancer dans leur marche.

L'option offerte dans le discours culturaliste n'est qu'une invitation au gel du développement de la société, qu'il est difficile de réaliser et qui aboutit nécessairement au mensonge dans les pratiques politiques. Les régimes culturalistes sont obligés de dire une chose et d'en faire une autre.

D'une part, une de leurs fonctions réelles est la gestion des situations de crises, ce qui les mène à accepter le système capitaliste et toutes les conditions qui lui sont rattachées et d'autre part ils prétendent être indépendants ou hostiles à ce système. Dans ce contexte, l'Iran présente un exemple catégorique des contradictions entre "dire et faire". Néanmoins le peuple doit nécessairement se rendre compte de la vérité, même après une période d'illusions, avant que la souveraineté du mensonge ne prévale, et couvre tous les aspects de la vie sociale. Les masses populaires respectent, ne fût-ce qu'en apparence, les valeurs religieuses déclarées qui gouvernent le discours, tout en sachant parfaitement que les pratiques existantes sont ni plus ni moins tout simplement hypocrites.

Tout le monde est sans doute d'accord pour reconnaître que dans de telles situations les valeurs culturalistes proclamées ne sont que des rites vides de sens. Ne sait-on pas que la corruption qui prévaut en Iran, n'est pas moindre que celle qui sévit dans le pire des régimes officiellement non religieux?

Tout traitement efficace de l'histoire, présuppose que les peuples aient une optique futuriste et se libèrent des liens du passé. C'est une condition sine qua none, pour répondre aux questions que nous venons de poser et que le discours culturaliste essaye d'annuler. Les défis véritables lancés par ces questions sont les suivants:

Comment pouvons-nous lutter réellement contre la déposssession

économique?

Comment éviter les gaspillages qui sont une conséquence naturelle du capitalisme? Comment oeuvrer contre la dépossession internationale? En d'autres termes comment créer les conditions appropriées pour développer les valeurs internationales pour qu'elles dépassent les limites du capitalisme historique.

Une telle action requiert un regard critique sur "l'authenticité" et le legs culturel historique. C'est une action qui s'impose à tous, à pied d'égalité entre orientaux ou occidentaux. L'Europe, aurait elle pu innover et créer le Modernisme sans une auto-critique préalable de tout son patrimoine culturel y compris, bien sûr, sa façon de traiter les croyances religieuses? La Chine, aurait - elle pu franchir des pas importants sur la voie du progrès sans que son avant-garde intellectuelle ne critique en premier lieu, le legs confucianiste et les incidences du Maoïsme? Ce qui n'a pas empêché, dans les exemples sus-mentionnés, que l'héritage religieux, spirituel et philosophique ne soit intégré dans la nouvelle culture (chrétienne, confucianiste etc), après l'avoir absolument révolutionné et sans que cette intégration ne soit en aucun cas un retour au passé. Cette approche dans le traitement de l'authenticité et des legs du passé est tout à fait différente de l'appel des mouvements culturalistes islamiques contemporains qui annoncent clairement leur désir de revenir aux origines, aux "fondements", qu'il est interdit de critiquer. Il n'est donc pas étonnant dans ces conditions que l'expansion du culturalisme islamique soit suivie d'une détérioration des régions concernées, et d'une baisse de leur niveau dans la nouvelle hiérarchie internationale.

** ** *

Il nous faut maintenant et après avoir exposé les caractéristiques de la situation actuelle, ouvrir le débat sur les possibilités de son développement. Une méthodologie très couramment utilisée permet de mettre en lumière ces possibilités. C'est la méthode des scénarios qui consiste à recenser les forces actives qui occupent l'avant-scène du théâtre; définir ensuite les objectifs compatibles avec leur nature, puis partant de l'initiative entreprise par l'un des groupements de ces forces, suivre de près la réaction des autres.

Il va sans dire que cette procédure permet d'éclaircir toutes les potentialités de l'hypothèse. C'est donc, un exercice très utile qui accorde d'autre part au chercheur une liberté plus grande dans la compréhension des transformations qui interviennent dans les forces

sociales elles mêmes, comme conséquence de leur interaction. Or ces transformations n'influent pas uniquement sur la balance quantitative des forces mais aussi sur les objectifs visés et par conséquent sur les résultats qui en découlent.

C'est la raison pour laquelle je me servirai d'une autre méthodologie moins précise en apparence , mais apte à être utilisée plus pratiquement dans une trajectoire " transhistorique".

Dans ce contexte il est bon de:

1. Définir les objectifs visés par les forces prédominantes dans les conditions spécifiques de la période traversée de même que les moyens utilisés pour les réaliser.
2. Analyser les réactions éventuelles des forces populaires victimes de ces stratégies, sur la base de leur compréhension du défi affronté, de leurs traditions en matière de lutte, des procédures qu'elles adoptent face à de telles situations, de l'éventualité de pactes qui relieraient les forces diverses opposées à celles qui prédominent et le rejet d'autres.
3. Ouvrir un dialogue sur les stratégies populaires qui peuvent se former et qui seraient efficacement opposées au régime, tout en définissant les diverses étapes de leurs objectifs et les potentialités qu'il faut mobiliser pour les réaliser.

Je commencerai par l'érosion qui a affecté les pactes sociaux et les formes de consensus qui les avaient accompagnés au cours de la période d'expansion capitaliste qui a suivi la deuxième guerre mondiale. Sans revenir aux détails des transformations qui ont provoqué la chute des régimes examinés (l'Etat du bien-être en Occident ,le système soviétique dans l'ensemble socialiste, l'Etat nationaliste indépendant et les projets de modernisation au Tiers Monde), je peux présumer que cette évolution a fait pencher la balance des forces au profit du capital libéré de toutes les contraintes qui avaient été imposées au cours de l'étape précédente. Dans ces conditions nouvelles, les stratégies du capital avaient pour but de soumettre le monde entier aux exigences d'un projet considéré utopique en raison de son caractère unilatéral, puisqu'il visait essentiellement à imposer la logique de la rentabilité monétaire absolue sans autres considérations.

Partant de cette hypothèse, j'avais découvert dans une autre recherche que ces stratégies visent deux objectifs complémentaires, à

savoir approfondir la mondialisation économique, c'est à dire la souveraineté mondiale absolue sur le marché et sa destruction et détruire la capacité de résistance politique des Etats, des nationalismes et des peuples.

Je résume ces stratégies en deux mots: "Gérer le monde comme s'il s'agissait d'un marché". Pour y parvenir il faut au préalable fragmenter au maximum les puissances politiques, fragmentation qui deviendrait le synonyme de destruction absolue du pouvoir de l'Etat. Cet objectif s'avère évident dans la "critique de l'Etat", critique libérée de toutes considérations pour couvrir de légitimité les pratiques d'effritement entreprises. Le colonialisme voudrait ainsi faire exploser l'Etat national au profit d'autres groupements sous ou supra-nationaux, en encourageant le sentiment de solidarité ethnique ou religieuse, que cette solidarité soit réelle ou factice. La situation idéale par rapport au néo-colonialisme serait celle où le pouvoir de tous les Etats disparaît et où les Etats Unis d'Amérique acquerraient une domination exclusive sur la politique mondiale cependant que les autres puissances se verraient reléguées à des fonctions modestes reliées directement à la gestion du marché.

J'estime que ces stratégies américaines méconnaissent les droits et intérêts de tous les peuples du monde et non seulement de ceux considérés périphériques. L'Europe d'ailleurs en fait partie. Dans ce contexte soulignons que le projet de l'Union Européenne est considéré sous une optique amoindissante, qui le réduit au statut de l'administration unie d'un marché intégré et rien de plus. De même l'Europe de l'Est et du Sud-Est sont également candidates du processus de fragmentation en petits Etats impuissants (c'est là d'ailleurs, la cause de la désintégration de la Yougoslavie, de l'Union Soviétique et de la Russie). Les slogans de la démocratie et des Droits de l'Homme sont évidemment utilisés pour accorder une certaine légitimité à ces objectifs et à renforcer le pouvoir des puissances qui les parainnent, bien qu'en réalité la fragmentation vide la démocratie de son sens et contenu et la rend impuissante devant les mécanismes du marché. Est-ce là, un autre objectif visé? Peut être!

Il est évident que les propos relatifs aux particularismes sont exploités au profit du projet colonialiste américain.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le "Conflit des cultures". On sait que l'auteur de cette théorie qui ne se limite pas à reconnaître qu'il existe un conflit entre cultures mais y invite, M. Huntington est un fonctionnaire célèbre au service de la CIA américaine. Ce même

écrivain avait déjà rédigé un autre article qui avait joui d'une publicité régulière dans les médias, en dépit de ses nombreuses et évidentes faiblesses scientifiques. Il y défendait les dictatures de l'Amérique Latine, au nom de la "priorité du développement" au cours de la période des pactes conclus entre Washington et ces dictatures suite à l'escalade des mouvements de libération.

Aujourd'hui, les conditions étant propices pour détruire les potentialités de résistance des autorités au pouvoir dans la majorité des pays du monde, Huntington découvre la démocratie, qu'il prône et à laquelle il accorde la priorité avant le développement! L'écrivain américain présente ensuite un substitut qui remplacera la lutte opposant les intérêts des Etats à savoir le conflit entre cultures au nom de l'antagonisme fondamentale qui, estime-t-il est un attribut des cultures diverses. Mais nous demandons nous, pourquoi? et depuis quand? Les guerres les plus sanglantes qui ont eu lieu jusqu'à ce jour n'ont-elles pas été provoquées par des conflits émanant des mêmes zones culturelles? Entre la Grande Bretagne et la France au 18^{ème} siècle, entre l'Allemagne et d'autres pays européens au 20^{ème} siècle et entre la Chine et le Japon. Par ailleurs, si nous prenons en ligne de compte la précédente analyse sur le discours culturaliste colonialiste il s'avère évident qu'encourager les disparités et tendances culturelles est à l'heure actuelle un des outils de la stratégie américaine.

Si les événements qui ont lieu dans la conjoncture actuelle prouvent l'importance des tendances ethniques et religieuses, l'on se demande si ces tendances sont opposées à la stratégie colonialiste ou si au contraire elles lui sont plutôt utiles. En réalité l'existence de telles tendances ne signifie en aucun cas qu'elles sont un produit naturel et objectif; du simple fait que l'adjectif "naturel" est ajouté au présumé antagonisme entre cultures. Au fond ces tendances ne signifient pas non plus, que les forces qui maîtrisent leurs actions vont continuer à occuper l'avant-scène.

D'ailleurs, j'ai déjà exprimé des réserves à cet égard. L'appel lancé en faveur de l'octroi de la priorité aux particularités spécifiques des peuples n'est pas en effet une revendication naturelle. Dans la plupart des cas c'est une demande qui prend sa source dans des régimes en état de crise encore au pouvoir, ou par des groupements désireux de s'approprier le pouvoir et trouvant utile de s'abstenir de mobiliser les masses sur la base de l'intérêt des classes ou qui veulent éviter toute collision avec les exigences de la mondialisation colonialiste. Au lieu de soumettre un programme social aux lignes bien claires et

évidentes, ces groupements concentrent leurs efforts sur des objectifs différents tels: l'épuration ethnique ou l'application de ce qu'ils annoncent être les fondements des préceptes religieux. Il va sans dire que tous ces objectifs n'intéressent pas le colonialisme et n'affectent en aucune façon ses intérêts.

Il n'est donc pas étonnant que les forces politiques qui ont recours à des slogans culturalistes se manifestent surtout dans les régions du monde qui souffrent d'une crise unique ou qui sont marginalisées dans le système mondial moderne. L'Europe de l'Est appartient au premier groupe depuis la chute de l'Union Soviétique et l'absence d'un substitut progressiste face à l'escalade du capitalisme barbare. Les mondes africains et islamiques appartiennent au deuxième groupe. Nous remarquons en effet que les pays appartenant à ces régions représentent la liste des Etats incapables de faire face à la concurrence dans les marchés mondiaux des produits industriels.

Bien au contraire nous remarquons que les sociétés qui relevent avec une certaine efficacité le défi de la mondialisation, n'ont pas recours au discours culturaliste. Quelques dirigeants s'en servent cependant de temps en temps, partiellement tout au moins, d'une manière superficielle et démagogique pour justifier une prise de position politique donnée. A titre d'exemple lorsque le premier ministre d'un pays asiatique dit que son "peuple" refuse certaines valeurs "occidentales", il n'entend pas, par ces propos qu'il refuse de s'intégrer dans le système capitaliste mondial, ou qu'il renie la légitimité capitaliste. Ce qu'il veut réellement c'est probablement imposer de nouvelles restrictions politiques ou syndicales. En général nous remarquons que dans les sociétés ascendantes qui n'appartiennent pas aux groupes des compradors, non soumises à la domination de la mondialisation effrénée, le culturalisme n'y occupe pas l'avant-scène idéologique. Ces sociétés vivent en effet des transformations qui leur donnent l'occasion d'être des éléments efficaces de l'édification du monde. Elles ne se posent donc pas beaucoup de questions sur leur identité ou particularités, mais acceptent de se développer sans inconvénient ni honte. Telle est à titre d'exemple la situation de la Chine, sa souplesse dans la question des "particularismes" n'y a pas, pour autant, provoqué un affaiblissement du sentiment patriotique, mais l'a orienté vers l'ennemi réel et principal: le colonialisme.

Les appels insistants qui exhortent à la solidarité entre groupes ethniques ou religieux ou sectaires dans les pays où prévaut le discours culturaliste sont toujours adressés à d'autres peuples dont la

position n'est pas différente les uns des autres dans le système mondial. Les protagonistes de ces appels au chauvinisme et au fanitisme sectaire ou religieux, ne trouvent aucun mal à conclure des pactes avec les grandes puissances, plus particulièrement les Etats Unis d'Amérique, contre un ennemi qu'ils considèrent plus important et qui dans la majorité des cas est le voisin extérieur ou un élément intérieur plus faible. Les preuves sont nombreuses et montrent les manoeuvres du colonialisme qui oriente les courants culturalistes ou tout au moins en profite.

Nous n'avons pas l'intention, ici, de discuter les caractéristiques particulières des diverses cultures du monde contemporain, ni l'histoire de leur formation ou la relativité de leurs traits dans le parallélisme des tendances générales de l'évolution globale des sociétés. Nous n'avons pas, non plus, l'intention de discuter les transformations qui ont eu lieu dans les milieux culturels suite à l'expansion du capitalisme. La raison en est que les disparités existant entre le centre et les périphéries du système mondial, ne sont pas essentiellement inhérente aux différences culturelles. Le critère sur lequel repose cette répartition est une norme économique et non culturelle. Le Japon qui n'est pas occidental appartient au centre et l'Amérique Latine à la périphérie, en dépit du fait que cette dernière soit chrétienne et sa culture européenne. Je suppose que c'est cette répartition qui joue un rôle fondamental pour définir les défis importants lancés aux peuples en notre ère. Sans oublier que d'autres différences existent au sein d'une même région tant dans le centre que dans les périphériques et n'ont pas nécessairement des sources culturelles. Au fond les centres sont subdivisés en Etats politiques partageant des intérêts communs, mais ayant réciproquement des intérêts opposés. Les périphéries sont également divisées en Etats qui jouent des rôles différents pour la reprise de la production dans le système mondial. Elles sont à titre d'exemple divisées en périphériques intégrés et efficaces ou autres marginalisés.

Le critère qui permet l'explication de ces multiples subdivisions n'est pas culturel, comme nous l'avons déjà souligné. Les guerres les plus sanglantes ont eu lieu entre des communautés appartenant à la même "région culturelle". Cette considération n'empêche pas que le facteur culturel puisse jouer un rôle important. Il est souvent exploité par une puissance ou une autre si les conditions le permettent. Si nous accordons un intérêt particulier aux conditions propices susceptibles de concrétiser les stratégies qui desservent le mieux les intérêts populaires et voulons les expliciter, il s'avère indispensable de prendre comme point de départ les contradictions qui caractérisent le

régime et que le dialogue soit centré sur la résistance à la dépossession économique, sur le gaspillage des ressources et sur la polarisation mondiale qui représentent le défi réel. Par conséquent le dialogue doit avoir pour but de définir les conditions susceptibles de garantir une cohésion de l'action entreprise à tous les échelons, local, national et international.

Je voudrais dans ce contexte rappeler la citation suivante: "Il faut que la pensée soit d'une optique internationale et que l'action se passe à un échelon local". De même le débat doit porter sur les conditions qui garantissent une absolue compatibilité entre le réalisme c'est à dire l'efficacité immédiate et les aspirations de portée plus longue c'est à dire des perspectives de libération en dépassant les limites imposées par les contradictions mentionnées plus haut.

Cette conciliation entre les deux objectifs, présuppose une libération des antagonismes formel, absolu et métaphysique; entre le concept de "réforme" qui, en principe doit être réalisé dans le cadre du régime et celui de "révolution" qui signifie sortir du régime. Par conséquent il nous concentre la discussion sur ce que nous pouvons appeler "des réformes radicales" qui ne rompent pas d'une manière absolue avec les exigences de la logique du régime dans toutes ses dimensions, mais qui poussent à un changement qui graduellement aboutit à son dépassement.

L'objectif de cette recherche ne consiste pas à exposer des stratégies générales de libération. Il est capital que ces stratégies soient compatibles avec les conditions particulières de chaque société à un moment spécifique de son développement.

Je me contenterai dans les lignes suivantes de faire une présentation beaucoup plus modeste sur la base de l'analyse précédente. A cet égard je propose que les délibérations portent sur les quatre points suivants qui constituent l'axe autour duquel tournent les véritables défis lancés dans la conjoncture actuelle aux peuples.

1. La Problématique du Marché

L'étape actuelle est marquée par une attaque globalisée lancée par les forces de droite pour une pleine liberté d'action des marchés. Il s'agit essentiellement d'offrir aux sociétés géantes supra-nationales une liberté absolue de mouvement dans les marchés.

Comment les forces populaires peuvent-elles faire face à un tel projet rétrograde ? Après la chute de l'Union Soviétique le recours à la "planification" comme modèle socialiste ne constitue plus une alternative qui jouisse d'une crédibilité suffisante. Ce critère

bureaucrate s'est avéré impuissant face à la concurrence de l'efficacité capitaliste. Par conséquent ce capitalisme sans capitalistes, comme je l'ai décrit s'est transformé en fin de compte en capitalisme doté de capitalistes. Cette dernière évolution a créé des conditions appropriées pour la réussite du néo-libéralisme extrémiste et de la domination absolue du capital, qui n'est plus obligé de consentir des concessions au profit des classes populaires. Néanmoins la victoire du capital sur les autres forces sociales n'a pas abouti à la prospérité économique, mais a plutôt mené à une situation de crise chronique. C'est d'ailleurs une preuve du caractère utopique sur lequel repose le libéralisme c'est à dire la capacité des marchés de provoquer par eux mêmes l'équilibre économique et le développement.

Ce qui est donc requis face aux crises c'est d'encadrer l'action des marchés, grâce à une codification sociale dans laquelle l'intérêt des classes populaires serait évident. En d'autres termes définir les conditions d'une nouvelle entente sociale propre à cette période et basée sur le développement de la balance des forces au profit des peuples. Une telle approche nécessitera l'élaboration de politiques économiques et sociales ciblées sur des objectifs réalisés en phases consécutives concrètes et vitales pour les masses populaires. Elle doit comporter le recrutement global de toute la main d'oeuvre, l'amendement de la distribution du revenu national, la réactivation du processus de développement ...etc. Il est évident que l'Etat national constitue le cadre approprié pour la concrétisation et la réalisation de tels projets.

2. La Problématique de la Mondialisation

La deuxième caractéristique importante du système actuel est qu'il donne la préséance aux intérêts de caractère international (Sociétés Supra Nationales) par rapport aux autres intérêts à activité traditionnelle essentiellement nationale, ce qui représente un obstacle supplémentaire qui entrave au niveau national l'efficacité de la détente sociale. Le choix qui est offert aujourd'hui ne consiste pas à accepter de s'intégrer au système mondial ou d'en sortir. La vraie alternative serait de restreindre la mondialisation au lieu d'en libérer sans limites l'action ! Pour le faire, un programme de réformes sur le plan mondial s'impose pour couvrir plusieurs domaines dont les plus importants sont les suivants:

1. Réglementer les marchés financiers aux fins d'orienter les investissements vers les secteurs producteurs capables de réactiver le mouvement de l'économie, dans le nord et dans le sud pour qu'ils y remplacent les investissements des transactions financières prévalant

à l'heure actuelle.

2. Reconstruire un système monétaire garantissant une limite de stabilité qui remplace les transactions basées sur les pratiques d'évaluation du cours des devises dans les marchés libres.
3. Codifier la compétition dans les marchés internationaux comme substitut aux principes sur lesquelles a été créée l'Organisation Mondiale du Commerce
4. Réaliser un progrès concret dans le sens de la régionalisation et former des blocs régionaux de large envergure à la mesure des "cinq monopoles" sus-mentionnés.
5. Démocratiser la vie politique mondiale en réformant les institutions des Nations Unies.

3. La Problématique Démocratique

Il me semble évident qu'un progrès concret ne peut être réalisé face aux défis décrits dans les deux paragraphes précédents en l'absence d'une consolidation de la démocratie dans l'intérêt des masses populaires sur le plan national et les peuples du sud sur le plan mondial.

Ici de même, il est bon de souligner que l'absence de démocratie dans les expériences socialistes qui ont, en fait eu lieu et dans les expériences nationales popularistes, a joué un rôle négatif et destructeur qui a abouti à leur échec et est demeuré un obstacle solide entravant la voie de l'amélioration de ces expériences et du dépassement de leurs limites historiques.

Il est évident par ailleurs, que la démocratie bourgeoise telle que nous la connaissons ne représente pas la clôture ou la fin de l'histoire et que son recul politique représente nécessairement ses limites historiques. Il est par conséquent nécessaire de promouvoir la démocratie, de la consolider par les moyens qui permettent de respecter une série de droits sociaux dont le droit au travail et à la sécurité sociale. Qu'elle devienne ainsi l'instrument de la participation des travailleurs à la prise de décision économique à tous les échelons, de celui de l'entreprise à celui de l'Etat National. La relation entre la problématique démocratique et la mise au point des modalités d'encadrement du marché est une relation si étroite qu'il est difficile de les dissocier.

4. La Problématique de la Multiplicité des Cultures et des Nationalités

Cette problématique occupe la dernière place et vient après la

solution des trois autres, plus essentielles précitées. En fait le facteur national ou culturel ne peut pas, à lui seul produire des résultats indépendants des réponses présentées par la société dans le domaine de l'encadrement du marché, de la promotion de la démocratie et de l'imposition de restrictions à la mondialisation. Mon désaccord fondamental avec les courants culturalistes émane de ce contexte précis, tout en notant par ailleurs que ces courants s'abstiennent toujours de relever les défis réels décrits dans les trois points cités plus haut.

Compte tenu du fait que pour relever ces défis, il faut au préalable faire démarrer le processus de régionalisation, c'est à dire créer des entités politiques d'envergure, il est indispensable d'exploiter la démocratie pour concilier, d'une part, les éléments qui constituent la base des divergences ethniques, nationales, religieuses et culturelles et d'autre part coordonner tous les efforts déployés dans ce sens. Encore une fois, le principe énoncé ici est en contradiction avec toutes les manœuvres du colonialisme qui visent la fragmentation des régimes politiques et avec les ambitions culturalistes qui invitent à une cohésion culturelle, ethnique ou religieuse.

Les forces démocratiques et progressistes jouissent de marges de liberté d'action dans tous ces domaines dont le volume varie d'un pays à l'autre au point qu'il est difficile de mettre au point un "module d'actions" applicable à tous. Sachant par ailleurs, que le seul moyen par lequel on peut élargir ces marges consiste à pousser en avant l'action sociale ■

Mahmoud Amin El-Alem*

Unicité de la civilisation et pluralité des cultures

Approche théorique et générale**

Civilisation et culture sont deux notions si étroitement imbriquées que le discours les aborde souvent avec confusion, en occultant les réalités objectives. Certains auteurs les traitent comme des termes synonymes; d'autres établissent entre elles une distinction du type de la différenciation classique entre l'esprit et la matière, ou l'acte mental et l'acte manuel; d'autres enfin font presque un amalgame entre la culture, ou plus exactement la tendance culturelle, et la religion.

Il semble donc opportun dans un premier temps de tenter de démêler les deux notions en définissant la valeur sémantique de chacune d'elles. Certes, toute définition revient à une restriction, un "resserrement" du sens, alors que la signification d'un concept, puisqu'elle a par nature une dimension historique, est purement relative et varie en fonction du contexte, des méthodes et des idéologies. Néanmoins nous nous attacherons à définir les notions de civilisation et de culture, non seulement pour les distinguer l'une de l'autre, mais aussi pour que ces définitions soient la base d'une approche méthodologique du sujet de cette conférence.

A notre sens la culture est la vision globale du monde, ou le savoir

* Ecrivain et penseur égyptien.

** Le texte original de cette intervention est en arabe. L'auteur y reprend l'introduction à la pensée arabe entre particularisme et universalisme, paru fin 1996, en y introduisant quelques ajouts et amendements requis par le cadre de la conférence.

Traduit de l'Arabe par Stephanie Dujols.

d'une manière générale, c'est-à-dire l'appréhension théorique, psychique, spirituelle, scientifique et technique de la réalité naturelle, économique, sociale et humaine dans son ensemble, et la manifestation de tout cela—à des niveaux divers—sous forme d'un pouvoir, d'un mode de production, de savoir et de travail, et de tendances politiques, sociales, éthiques, créatives, etc. Les cultures diffèrent donc en fonction des structures historiques, nationales et sociales, de même qu'elles varient au sein d'un même ensemble national au gré des conditions sociales et économiques, des intérêts, des valeurs et du savoir. C'est en ce sens que culture et idéologie interfèrent inévitablement.

D'autre part, il existe dans toute société une culture dominante liée au pouvoir en place, outre des formes de culture secondaires, et une résistance à la culture dominante.

Nous ne pensons pas qu'il y ait une réelle distinction à faire entre la culture et la civilisation si on les définit sous cet angle anthropologique global. Cependant on peut énoncer que la civilisation est une culture généralisée, c'est-à-dire une culture qui à une certaine époque de l'histoire s'est étendue hors des limites de son particularisme social pour s'imposer—sous la forme globale évoquée plus haut—à d'autres sociétés, d'autres régions et d'autres peuples. En bref, la civilisation est un particularisme culturel généralisé hors de ses limites originelles. Lorsqu'une civilisation décline ou disparaît, du fait de sa domination par une autre civilisation plus forte ou plus avancée, son particularisme culturel demeure d'une manière ou d'une autre au sein de la nouvelle civilisation dominante. C'est ainsi que l'on trouve au sein d'une même civilisation plusieurs cultures, héritées d'anciennes sociétés ou civilisations qui se sont vues soumettre par cette nouvelle civilisation ou culture généralisée. Entre la culture dominante et la ou les cultures dominées existent de nombreux modes d'interaction et d'antagonisme, s'articulant en une dialectique du général et du particulier. Les exemples ne manquent pas dans l'histoire des civilisations humaines, mais il n'y a pas lieu de les citer ici.

Après ce préambule méthodologique général, abordons à présent le sujet même de notre intervention.

Selon nous, l'époque dans laquelle nous vivons est dominée par une seule civilisation qui pour la première fois dans l'histoire s'étend d'un bout à l'autre de la planète, même si certes, elle change d'aspect d'une société à l'autre: dans les sociétés qui ont œuvré et œuvrent encore à produire et faire évoluer cette civilisation, son niveau est en effet plus élevé que dans les sociétés qui ne jouent qu'un rôle

marginal dans ce processus, ou qui subissent une forme de dépendance vis-à-vis de la civilisation unique. Qu'on le veuille ou non, il faut reconnaître que concrètement, le monde n'est plus qu'un, avec sa révolution scientifique et technologique, ses risques écologiques, sanitaires et nucléaires, ses conflits d'intérêts économiques et ses multiples particularismes nationaux et culturels. Cette civilisation est celle que l'on nomme "la civilisation occidentale", ou européenne, dénomination renvoyant à la source première et fondamentale de l'essor de notre civilisation actuelle, bien qu'elle soit aussi héritière de civilisations et de cultures plus anciennes. Cependant une telle dénomination éclipse la nature réelle de la structure de cette civilisation unique, laquelle est essentiellement l'expression du mode de production capitaliste. Or le système capitaliste ne s'est pas arrêté aux frontières de l'Occident ou de l'Europe, mais s'est répandu aux quatre coins de la terre, aussi bien sur le plan de la production et de la consommation que sur le plan purement culturel ou matériel et pratique. Nul doute que le mode de production capitaliste—qui vise à l'expansion, au profit et à la suprématie—soit celui auquel revient le mérite d'avoir réalisé notre civilisation actuelle. Si nous disons "mérite", ce n'est pas que nous entendions passer sous silence les crimes qu'a perpétré et que perpète encore ce système capitaliste à l'encontre de l'humanité afin de réaliser ses objectifs expansionnistes, lucratifs et impérialistes. Cependant nous ne réduisons pas le mode de production capitaliste à son aspect économique, mais prenons aussi en considération toutes les dimensions qu'il implique: politique, idéologie, emploi, technologie, culture, éthique, spiritualité, création, etc.

L'introduction du capitalisme dans la civilisation contemporaine fut liée à l'origine à une pensée philosophique rationaliste et éclairée, et à une orientation libérale et démocratique considérée comme une avancée historique pour l'humanité : l'heure était au respect de la diversité, des différences, de la concurrence et des libertés économique, de pensée, d'expression et de croyance. Tels furent les éléments positifs de la portée culturelle et conceptuelle de la civilisation capitaliste à ses débuts, et c'est en cela qu'elle a pu constituer un particularisme généralisé et dominant.

Mais cette civilisation unique, ou en d'autres termes cette mondialisation ou cette universalisation dominante, a évolué, de par sa nature expansionniste et concurrentielle, vers une polarisation au profit d'une poignée de grands Etats capitalistes, et avant tout des Etats-Unis

Cette polarisation est synonyme de ce que l'on nomme l'hégémonie,

laquelle correspond selon nous, à la forme généralisée la plus développée, la plus efficace et la plus globalisante de l'euro-centrisme. Mondialisation et hégémonie sont étroitement mêlées, toutefois il nous semble qu'un trait les distingue l'une de l'autre: la mondialisation est un phénomène historique objectif, né du caractère expansionniste et concurrentiel du mode de production capitaliste, outre que les découvertes scientifiques et technologiques dans le domaine des communications et de l'informatique ont accru et accéléré le processus d'expansion et d'universalisation; l'hégémonie, si elle découle elle aussi du caractère expansionniste et concurrentiel du système capitaliste, est surtout le résultat de la disparité des niveaux de développement des différents pays capitalistes eux-mêmes, notamment après l'écroulement du bloc socialiste et la fin de la bipolarisation du monde entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis, au profit de ces derniers et du système capitaliste en général. Quoiqu'il en soit ni la mondialisation, ni l'hégémonie n'ont pu empêcher—voire ont contribué à—l'explosion des différends et des conflits entre pays capitalistes, entre entités et particularismes nationaux, raciaux et religieux, et entre ces derniers et l'hégémonie capitaliste mondiale. Comme nous l'avons vu plus haut, ces particularismes identitaires sont l'expression de la persistance culturelle de civilisations autrefois dominantes et généralisées qui sont entrées dans une phase de déclin, avant d'être dominées par la civilisation capitaliste contemporaine. C'est ainsi qu'émerge au sein de ces particularismes nationaux et culturels une tendance à revendiquer le retour au passé et aux constantes nationales et spirituelles de l'ancienne civilisation, lesquelles servent d'armes contre l'hégémonie de la civilisation dominante. Dans certains cas, la bataille culturelle prend une tournure religieuse passéiste et figée où disparaît toute vision objective de la lutte contre l'hégémonie elle-même.

En un mot, on ne distingue à notre époque actuelle qu'une seule civilisation mondiale où prédomine le mode capitaliste, de même que l'on constate l'hégémonie de certains grands pays capitalistes au sein de cette mondialisation de la civilisation. Mais sur la scène de la mondialisation et de l'hégémonie éclatent des conflits d'intérêts économiques et commerciaux entre les pays capitalistes eux-mêmes, que ce soit au niveau des Etats ou des sociétés multinationales, malgré les liens étroits qui les unissent. S'embrasent également des conflits entre identités et particularismes nationaux ou religieux, et entre ces derniers et l'hégémonie capitaliste, pour des raisons d'ordre pragmatique masquées sous une façade nationaliste ou religieuse. Aussi les grands pays capitalistes, et notamment les Etats-Unis,

tendent de standardiser le monde non seulement sur le plan économique et politique, mais aussi culturel, pour affirmer leur suprématie et réaliser leurs propres intérêts, non pour renforcer l'unité de la civilisation ni en vue d'un développement humain et démocratique de cette mondialisation de fait.

Dans le contexte de cette hégémonie et de ces efforts de standardisation, la législation internationale instituée à la suite de la Seconde Guerre mondiale, à l'heure de l'équilibre des forces militaires et nucléaires entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis, est progressivement ébranlée. Les Etats-Unis interviennent militairement à visage découvert pour imposer leur volonté, leurs vues et leurs intérêts expansionnistes et mercantiles dans maints pays en voie de développement, ou dans les pays du sud de façon générale, tout comme ils cherchent à élargir le marché mondial et à en imposer les lois et l'anarchie à ces mêmes pays, grâce aux conditions exigées par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Par ailleurs, ils s'efforcent également de marginaliser le rôle de l'Etat dans ces pays, en l'écartant de la production et des services, pour ne lui laisser que le soin de la sécurité et de la répression, afin de protéger les intérêts capitalistes. Enfin, leur objectif est de désunir les ensembles régionaux et nationaux pour mieux les assujettir à leurs propres visées expansionnistes. Nombreux sont les pays qui subissent cet état de fait de par le monde, mais les pays arabes en sont peut-être les premières victimes.

Citons la forte présence militaire des Etats-Unis dans les pays du Golfe, l'intervention de l'Occident dans les affaires intérieures du monde arabe, son surendettement, la subordination de son économie au marché mondial, l'anéantissement de ses propres plans et projets de développement et d'industrialisation, sans compter les efforts mis en œuvre pour imposer au Moyen-Orient un projet économique global visant à annihiler le fonctionnement de l'unité arabe et à priver le peuple palestinien de son droit à une terre et à un Etat indépendant, ainsi qu'à renforcer la suprématie économique, militaire et nucléaire d'Israël dans la région. Ainsi il n'est pas exagéré d'affirmer que la guerre lancée aujourd'hui par les Etats-Unis contre le terrorisme, et en particulier contre l'Iran, l'Iraq et la Libye, masque en fait une âpre lutte commerciale entre l'Amérique et ses associés pour le contrôle de la planète et du système capitaliste d'une manière générale, malgré l'aspect civilisé, culturel, démocratique ou sécuritaire qu'elle cherche à lui donner. Il ne s'agit pas pour eux de condamner le phénomène du terrorisme pratiqué par certains mouvements religieux extrémistes, qui d'ailleurs ne sont rien de plus le résultat d'une situation sociale

désastreuse, de l'aggravation de la pauvreté et du chômage, de l'accentuation des disparités sociales, de la dépendance et d'une modernité élitiste et d'apparence. Concrètement en effet, ces mouvements terroristes servent les intérêts impérialistes du capitalisme international, car ils n'ont aucun projet de développement à proposer, pas plus qu'une vision objective de leur propre réalité ni de la situation mondiale.

Les Etats-Unis entretiennent donc ces mouvements terroristes en leur fournissant des fonds et des armes, tout en s'affichant comme leurs adversaires à travers les médias. D'autre part, les Etats-Unis comme les grands pays capitalistes en général font un amalgame entre le terrorisme et les luttes nationales, afin de nier la légitimité de ces dernières: ainsi la lutte des peuples palestiniens et libanais contre l'occupation, l'expansionnisme et l'oppression israéliennes.

Ainsi si les valeurs de la raison, des lumières, de la liberté et du libéralisme étaient en honneur au moment de la naissance du système capitaliste, l'époque actuelle a vu émerger une nouvelle forme de philosophie annihilant toutes ces valeurs et visant à répandre le rationalisme et une pensée fragmentaire et éclatée, et à rejeter tout principe ou système global, tant sur le plan du savoir que de l'histoire, la science, l'idéologie ou l'éthique, tout ceci au nom du "postmodernisme", et sous prétexte du caractère figé, absolu et totalitaire de l'application de certaines idéologies et de l'utilisation du rationalisme et de la science à des fins agressives et répressives lors de nombreuses expériences politiques, sociales et intellectuelles ayant marqué ce siècle.

Nous voulons affirmer par là qu'il n'existe pas de conflit de civilisations à l'époque actuelle, laquelle est dominée par la mondialisation capitaliste. Entre les Etats-Unis et le Japon par exemple, il n'y a pas de "conflit de civilisations", bien que chacun des deux pays aient un caractère national et culturel bien particulier, qui marque certaines formes de leurs pratiques économiques, sociales et culturelles. Il n'y en a pas non plus entre les Etats-Unis et l'Europe, malgré leurs particularismes culturels, pas plus qu'entre les Etats-Unis et la Libye, ou entre les Etats-Unis et l'Iran, ou encore entre ces deux derniers et aucun autre pays du nord ou du sud, ni de l'est ou de l'ouest, même si les conflits qui peuvent les opposer l'un à l'autre ou au reste du monde sont marqués d'un certain caractère culturel ou national. Non, le conflit qui sévit de nos jours, et qui ne cesse d'empirer, est essentiellement un conflit d'intérêts économiques entre pays capitalistes, une lutte pour toujours plus d'expansionnisme, de profit et d'hégémonie, mais aussi pour gérer la crise du système capitaliste—crise qui affecte

l'économie, la société et les valeurs—et pour effacer les particularismes nationaux et culturels des pays en voie de développement et des pays du Sud en général, ou les canaliser au service des intérêts d'un capitalisme rapace. A l'inverse on observe évidemment la lutte de ces pays en voie de développement ou de ces pays du sud pour défendre leurs intérêts économiques et nationaux, quoique dans certains cas cette lutte a une forte coloration identitaire, raciale, culturelle et religieuse. Il n'existe pas de conflits de civilisations au sens religieux du terme, comme le prétend Huntington dans son célèbre article publié dans la magazine "The international affairs", qui voit un conflit entre l'Occident chrétien d'une part et l'Orient confucianiste ou musulman. Ce n'est là qu'une tentative idéologique fallacieuse visant à occulter la réalité du conflit mondial qui sévit actuellement au cœur d'une civilisation unifiée, et qui, loin d'être un antagonisme religieux entre différentes civilisations, n'est autre qu'une lutte d'intérêts. Mais si le mode capitaliste est celui qui domine notre civilisation actuelle, rien ne permet d'affirmer, comme le font Fukuyama et certains penseurs, qu'il marque la fin de l'histoire et des idéologies; il ne s'agit que d'une période transitoire de l'histoire qui ouvre la voie à une nouvelle civilisation à venir.

Cette période de transition donne lieu à différents types d'attitudes culturelles:

La première consiste à refuser l'existence objective de la mondialisation ou de l'universalisation de la civilisation, en lui jetant l'anathème et en lui faisant front, de même qu'à toute notre époque, au moyen d'une vision civilisatrice globale opposée, qui s'appuie sur le fondamentalisme religieux et le dogmatisme. Cette attitude est en quelque sorte l'expression de la crise du sous-développement et de la dépendance, mais loin de proposer des solutions pour sortir de cette crise, elle ne fait que l'aggraver, voire elle contribue à occulter ses réalités concrètes aux yeux des masses, qu'elle détourne de la lutte et des revendications qui devraient être les leurs.

La seconde attitude appelle à une totale adaptation structurelle aux exigences du marché mondial, en faisant abstraction du fait qu'une telle politique implique la disparition des particularismes et des identités nationales et culturelles, voire l'abandon des intérêts économiques et sociaux, ce qui revient à un suicide national et culturel.

La troisième attitude prône un attachement aux particularismes et aux intérêts nationaux, tant sur le plan politique qu'économique, social et culturel et s'attache à les développer et les approfondir au niveau du

savoir, de la production, de la démocratie et de la création, sans chauvinisme et sans se couper des réalités de notre temps. Il s'agit au contraire de les assimiler de façon rationnelle et critique et de ne pas se soumettre aveuglément aux projets que tend à imposer l'hégémonie du capitalisme international dès lors que de tels projets s'opposent aux intérêts et aux particularismes nationaux et culturels.

Selon nous, la bataille planétaire la plus actuelle est en fait la lutte contre l'hégémonie américaine dans le monde et pour le respect de la législation internationale et le resserrement effectif des relations internationales, en vue de garantir à tous les pays du monde sans exception, le droit à choisir leur propre mode de développement économique, humain, culturel et créatif, à l'intérieur du cadre particulier des modernisations de notre temps. L'objectif consiste à mettre en œuvre des formes communes de développement mondial, tout en respectant les particularismes de chacun. En outre, il s'agit de donner libre champ au savoir scientifique et technologique de pointe, et d'abolir le monopole des connaissances et de l'information, en établissant à l'échelle mondiale un dialogue entre les différentes formes de compétences et d'expériences dans le domaine de la politique, du développement et de la culture. Ce dialogue est selon nous, la condition de l'édification d'un nouveau monde humain où seront respectées les identités et les particularismes nationaux et culturels, qui fonctionneront comme des passerelles pour la diffusion et le développement des aspects humains communs aux peuples du monde, et pour l'élimination des antagonismes et des différends. Dans le même temps, la lutte permettra de contrer les tentatives de domination, d'impérialisme et d'hégémonie et la volonté d'effacer les particularismes et les intérêts nationaux et culturels.

Bien que le monde dans lequel nous vivons actuellement offre un aspect des plus sombres, et malgré le chaos qui y sévit et ce capitalisme féroce qui y règne en maître, avec son cortège d'agressions, d'exploitations, d'oppressions et de stupéfiants, il nous semble qu'il existe—sans vouloir affecter un optimisme passionnel—des forces intellectuelles, culturelles et productives, notamment dans le domaine des communications et de l'information, qui peuvent ouvrir la voie à une nouvelle époque, plus humaine, plus raffinée, plus juste, plus pacifique et plus créative. Ces forces embryonnaires s'expriment à travers les différentes luttes nationales, démocratiques, scientifiques, pacifistes, écologiques, rationalistes et socialistes, qui tout au long de ce siècle, se sont toutes unies pour défendre les droits de l'homme et ses intérêts fondamentaux. Les peuples qui se sont engagés et s'engagent encore dans ces luttes

sont aussi bien ceux des Etats capitalistes que ceux des pays en voie de développement et des pays du Sud d'une manière générale, qu'il s'agisse de mouvements collectifs ou d'initiatives individuelles.

Toutefois une telle entreprise implique la mise au point d'une organisation souple de l'action commune des nations, indépendante de toute forme de pouvoir centralisé, qui s'appuierait sur des initiatives à la fois nationales, régionales, populaires et individuelles et sur un regain d'activité des institutions internationales, à condition qu'elles soient libérées de la tutelle des grandes puissances, notamment celle des Etats-Unis.

Cette conférence sera-t-elle un premier pas vers l'exécution de cette mission impérieuse pour l'humanité et la civilisation ? ■

Dr Abdel Wahab El Missiri*

La fin de l'histoire et le conflit des civilisations**

Comprendre nos réalités contemporaines qu'elles soient locales ou mondiales requiert un recours aux niveaux les plus élevées de théorisation et d'abstraction. Celui qui demeure relié aux réalités immédiates sans les dépasser ne sera jamais capable de les embrasser dans leur totalité, complexité et spécificité. D'autre part, celui qui ne formule pas ses propres théories sur la base de sa propre expérience et de son interaction avec ses réalités, verra les autres théoriser pour lui en fonction des catégories de leurs perceptions, expériences, partis-pris et fantaisies. Il est vrai que la théorie doit être étroitement reliée aux faits et détails concrets, mais il est également impératif de mettre à l'essai les paradigmes théoriques que nous mettons au point en les comparant avec la réalité et de jauger ainsi leur pouvoir d'interprétation. Sinon, théoriser deviendrait un exercice académique vide de sens et d'âme. Dans ce document nous essaierons, avec l'aide de Dieu, de suivre dans la mesure du possible cette méthodologie.

Au lieu de commencer par des théories et des concepts, "comme la fin de l'histoire" ou le "choc des civilisations" "le Post-Modernisme" ou "le nouvel ordre international", examinons plutôt quelques

* Ecrivain et penseur égyptien.

** Le texte original de cette intervention est en arabe. L'auteur y reprend l'introduction à la pensée arabe entre particularisme et universalisme, paru fin 1996, en y introduisant quelques ajouts et amendements requis par le cadre de la conférence.

Traduit de l'Arabe par Anhar Korra.

événements historiques contemporains qui en apparence ne semblent pas reliés et posons - nous la question suivante: Quelle est la relation entre la solution finale adoptée par les Nazis pour résoudre le problème juif et la capitale éternelle d'Israël ; entre le clonage et le colonialisme ou encore entre les Macdonald's et les Sociétés transnationales d'une part et le Sionisme de l'autre . L'élément commun qui soutend ces phénomènes et concepts est leur tentative d'annuler le temps et l'histoire, de liquider la complexité et de dénier la capacité de l'homme de transcender ses réalités matérielles . La solution finale nazie présuppose une négation de la réalité historique complexe de la société allemande faite d'Allemands et de Juifs (de même que de personnes âgées, d'enfants, de gitans et de personnes handicapées. Les Nazis ont décidé de simplifier les choses et de tourner la page et d'en commencer une neuve sans Juifs (Judenrein), terme organique muet, contrôlé par une bureaucratie sujette au critère d'une rationalité exempte de valeurs, à laquelle tout le monde devait se soumettre . Tous les présumés inutiles devaient être éliminés pour que le troisième Reich devienne une magnifique entité stérilisée, exactement pareille au Troisième Temple (Un des noms de l'Etat Sioniste) qui est supposé durer jusqu'à la fin de l'histoire, avec sa capitale éternelle à Jérusalem . Le clonage de même est un démenti de l'histoire et de la mémoire , grâce auquel nous pouvons produire au laboratoire (en dehors des limites du temps et de l'espace et au delà de toute portée historique) des copies conformes, simples, stérilisées de toute personne qui nous plaise ou même de nous mêmes, avec un visage et un corps identiques mais sans aucune profondeur. Car la profondeur est complexe et par conséquent nous n'en n'avons pas besoin dans ce contexte comme nous n'avons nul besoin de mémoire et d'histoire . Le colonialisme est une autre tentative de renier l'histoire. Il transforme le monde entier en une matière très simple (sans aucune valeur , identité ou histoire) qui puisse être utilisée au service des intérêts de l'homme occidental ou de ceux des grandes puissances . Le MacDonald enfin, produit des aliments incolores inodores sans saveur , n'appartenant pas à une civilisation donnée et ne se déplaçant pas dans un espace de temps spécifique . N'ayant aucune spécificité ils ne connaissent pas de frontières , exactement comme les sociétés multinationales, uniquement concernées par les produits simples unidimensionnels et les prix plus simples encore et plus homogènes et méconnaissant tout concept de bien et de mal , d'espace et de temps . Il en est de même du Sionisme, qui prétend que les Arabes , n'ont pas d'histoire en Palestine ou encore que les Juifs n'ont pas d'histoire hors de Palestine , dans la Diaspora . L'on

voudrait créer un nouveau Sion , pur, où les Arabes n'ont aucune existence (Arabrein), qui n'ait pas de frontières et qui ne cesse de s'étendre : Un Sion vorace capable d'engloutir les territoires occupés avant et après 1948 et avant et après 1967.

Pour bien comprendre l'idée qui soutend la Fin de l'histoire et le Conflit des civilisations, il nous faut faire la distinction entre la culture et la nature , plutôt qu'entre culture et civilisation, la nature étant le pivot central du discours philosophique de l'Ouest .

Aux fins de cet exposé , j'accepterai une définition extrêmement simple , à savoir, que la culture et la civilisation représentent tout ce qui est un produit humain et que tout le reste est classé comme étant un produit naturel (un fait de la nature)(1) . Dans nos temps modernes, on peut arguer qu'il existe essentiellement deux optiques philosophiques qui ne peuvent être réduites à rien de plus essentiel .

1- Une optique centrée sur l'homme qui considère l'homme comme étant une créature multi-dimensionnelle , qui se distingue par sa raison, sa conscience historique et ses systèmes éthique et épistémologique Dans laquelle l'homme est une créature qui ne peut pas vivre sans objectif ou but (télos), qui vit dans un monde naturel mais qui toutefois s'en distingue et est capable de le transcender . L'homme vit dans ses limites de bétons , occupant le centre de l'univers , grâce à sa raison , ses complexités et sa conscience historique.

2- Une optique centrée sur la nature qui considère l'homme comme n'ayant pas une importance particulière, et n'y ayant aucune place privilégiée . Car la nature est simple , déterministe, non -téléologique , non- historique et amoral, ne connaissant toute différence entre l'homme et le singe et ne faisant aucune distinction entre l'un et l'autre . Il n'existe qu'une seule loi naturelle immuable qui s'applique à toutes les créatures et qu'elles ne peuvent transcender.

D'habitude nous épousons la deuxième optique (ou paradigme interprétatif) quand nous avons affaire à des objets ou aux aspects matériels et naturels de notre existence . Mais quand il s'agit des aspects uniquement humains de cette existence ce paradigme est dénué de valeur . Néanmoins les concepts ont graduellement changé en Occident depuis la Renaissance et l'émergence de l'idée de "loi naturelle" et d' "homme naturel", c'est à dire lorsque le paradigme centré sur la nature a été appliqué à l'homme , comme si l'homme était un phénomène naturel plutôt qu'un phénomène historique distinct et comme si son espace humain distinct était simplement un espace naturel , que ses frontières étaient simplement

naturelles et qu'il ne peut transcender .

Ce concept d'homme naturel s'est ramifié pour donner lieu à d'autres "types humains" dont le contenu peut varier, mais en définitive ils possèdent, tous, la même structure et sont caractérisés par le même monisme et le même divorce par rapport à tout ce qui est humain et historique . Le plus important en est l' "homme économique" qui (comme la nature est totalement amoral et uni-dimensionnel). Ses orientations principales sont économiques et simples et il y est dirigé par des lois exclusivement économiques . Il n'appartient pas à une culture spécifique mais plutôt au monde économique en général, et par conséquent, ne connaît pas de spécificité, de dignité ou d'objectifs nobles qui transcendent le mouvement de l'économie . Il excelle dans une seule activité, à savoir : vendre et acheter . L'homme économique est gouverné par les dictats du déterminisme matériel, économique (exactement semblable à l'homme naturel gouverné par les lois et le déterminisme de la nature qu'il ne peut transcender).

Il existe néanmoins un autre type humain, libidineux ou physique , identique à l'homme économique quant à sa structure, étant lui aussi une créature unidimensionnelle gouvernée par un déterminisme libidineux amoral qu'il ne peut transcender . L'homme économique et l'homme libidineux ne sont rien d'autre que des hommes naturels . Leur contenu peut différer mais la structure en est la même. Quoi qu'il en soit notre discours ne serait aucunement affecté si nous remplaçons l'adjectif "économique" par celui de " libidineux " ou de " naturel ".

En son essence l'optique centrée sur la nature renie l'homme , justement parce que l'homme de par son caractère humain est une créature distincte de la nature en son sens absolu , des lois rigides qui la regissent et de son déterminisme absolu. En dépit du fait qu'il vit dans la nature et se soumet à ces lois dans quelques uns des aspects de sa vie , il est capable de la transcender et se déplacer dans le cadre de structures humaines, civilisationnelles et historiques qui lui sont propres qu'il s'est taillées lui même et qui lui créent un espace humain ayant ses propres lois spécifiques . Cet espace est le havre de liberté dans lequel l'homme jouit du plein exercice de sa volonté , qu'il choisisse d'échouer ou de réussir , de faire le bien ou le mal , d'être un héros ou un clown.

L'homme est humain grâce à sa civilisation et à son historicité et non grâce à sa nature ou à une historicité donnée . C'est ce que l'optique centrée sur la nature rejette puisqu'elle réduit l'homme dans toutes ses dimensions au niveau du monde matériel-naturel et à ses lois

simples et prévisibles qui peuvent être surveillées contrôlées et utilisées .

L'expression " Fin de l'histoire " a été dernièrement souvent utilisée . Elle signifie que l'histoire, avec toute ses complexités et simplicités, ses aspects fixes et ses fluctuations, ses aspirations et frustrations, sa noblesse et ses mesquineries , atteindra à un moment donné sa fin pour devenir tout à fait fixe, exempte de précipitations ou "tadaffu"(2), de conflits , de dualités (3) et de spécificités, car tout serait réduit à un seul principe général matériel - naturel qui serait valable pour tous (sans distinction aucune entre naturel et humain). L'homme se dominerait alors entièrement et maîtriserait son environnement et trouverait des solutions finales scientifiques à ses problèmes et souffrances . Selon cette hypothèse la connaissance scientifique nous permettra de contrôler la loi de la nécessité et nous donnera la capacité de trouver un Sion scientifique, c'est à dire une Utopie technocratique et technologique. Nous remarquons que ceux qui proclament la fin de l'histoire basent leur idée sur une optique scientifique (ou plutôt scientifique)étroite et opèrent dans le cadre d'un concept de causalité rigide. Ils s'imaginent qu'ils parviendront à une science exhaustive, complète et certaine. (Il est ironique de noter que ces hypothèses ont perdu leur crédibilité dans les cercles scientifiques devenus de plus en plus conscients du caractère non déterministe des phénomènes naturels et de l'incertitude des sciences .) En dépit des tentatives visant à atteindre un niveau plus élevé, sinon complet, la certitude scientifique prévaut encore chez plusieurs érudits du domaine des sciences humaines .

La problématique de la fin de l'histoire est latente dans plusieurs systèmes philosophiques . Elle est cependant devenue un thème de base de la civilisation occidentale après la Renaissance , depuis que l'optique centrée sur la nature a gagné du terrain. Nous pouvons dire que les utopies de la Renaissance en Occident , sont une manifestation de ce thème. En leur grande majorité ce sont des utopies technologiques ou technocratiques placées en dehors du cours normal de l'histoire humaine, prétendument parce qu'elles sont entièrement traitées selon une conception rationnelle . Celle-ci est d'ailleurs basée sur la prise de conscience des lois naturelles et scientifiques non reliées aux lois sociales, historiques ou édictées par l'homme . Les lois de la raison devaient en principe être identiques aux lois de la nature et par conséquent le "rationnel" devait être synonyme de "naturel" et de "matérialiste" ou comme nous préférons le dire " naturaliste - matérialiste" . Des utopies technologiques ou technocratiques semblables à celle de Tommaso

Campanella (1568 -1639), La ville du Soleil et celle de Francis Bacon (1561 -1626) Le Nouvel Atlantis , sont des expressions du désir de trouver à tous les problèmes humains, des solutions scientifiques dérivées de la nature , en vue de créer un paradis terrestre et mettre fin à l'histoire .Cependant l'histoire qui doit prendre fin est l'histoire humaine avec tout son " tadaffu" , pour que l'histoire naturelle et ses modèles uniformes récurants et prévisibles puissent commencer.

Le rejet de l'histoire se manifeste d'une manière plus complexe au cours du siècle des Lumières. La pensée de cette ère prenait son point de départ dans la croyance selon laquelle l'histoire est une activité humaine, qu'elle est le fruit de la raison et le dépositaire de la connaissance de l'homme, et tend quelquefois à glorifier et vénérer l'histoire . Néanmoins le contraire est également vrai, car la loi de la Raison n'est rien d'autre que la loi de la matière naturelle et la pensée éclairée ne dérive pas ses normes de l'histoire , de la civilisation ou de la société mais d'une étude scientifique rigoureuse des lois mêmes de la nature. Ainsi, au lieu de cette vision traditionnelle , providentielle de l'histoire, selon laquelle la Providence divine guide l'histoire et la dote d'un objectif (telos), une idée complètement nouvelle de la pensée humaine a été postulée. L'on a longtemps estimé que l'histoire se déplace de par son propre élan , propulsée par des forces matérielles qui en émanent. Après avoir avancé cet élément de base l'optique de l'histoire a pris deux directions opposées, la différence les séparant étant leur champ de vision par rapport à l'objectif et au but de ce mouvement de l'histoire. Quelques penseurs étaient même convaincus que ce mouvement comme tout ce qui a trait à la nature) n'avait ni fin ni objectif . Un autre groupe estimait que l'histoire est marquée par son caractère évolutionniste et téléologique , toutefois tout en étant gouverné par des lois rigides qui en réalité sont les lois de la nature. Il va sans dire que la première optique rejette entièrement l'idée même d'une histoire humaine significative qui suive un modèle uniforme . La deuxième optique, par contre, nous donne une image de l'histoire qui est celle d'un processus de progrès continu mais dans lequel le cadre final de référence est la nature et dont l'objectif ultime est la réalisation , des lois naturelles, dans le cadre de ce processus. Le progrès par conséquent , n'est rien d'autre que l'application des lois de la nature à la société humaine jusqu'à ce qu'elles y prévalent totalement , et que cette société devienne aussi simple que la nature et que l'histoire naturelle remplace éventuellement l'histoire humaine .

La perspective de l'histoire telle que traduite par la période des Lumières s'est manifestée tant dans les philosophies hégéliennes,

qu'anti-hégéliennes. Commençons par les dernières. Leur réfutation de l'histoire est explicite elles renient l'existence de toute idée d'essence, de totalité, de centralité, de causalité ou tout genre de certitude ou de permanence: Elles rejettent même toute téléologie. Le monde par conséquent existe dans un état de flux continu dépourvu de sens, objectif ou but et par conséquent l'histoire humaine ne peut pas se développer.

Tandis que les philosophies anti-hégéliennes ont une prise de position anti-historique explicite, le cas est tant soit peu différent quand il s'agit de philosophies hégéliennes, qui se réfèrent souvent aux lois, phases ou modèles historiques et inévitablement, à notre avis les philosophies hégéliennes ne sont pas moins antagonistes de l'histoire que les premières. Le Hégélianisme présuppose l'existence d'une idée qui n'a pas d'existence matérielle ou relative, qui propulse l'histoire, la société, l'humanité et la nature. Cette idée porte plusieurs noms: Pensée Absolue, Esprit Absolu, l'Esprit général Geist--Esprit Infini etc... Cet absolu non divin n'est toutefois pas dépourvu de mouvement, car il ne peut jamais se réaliser absolument en dehors de la nature, du temps et de l'histoire. C'est ce qui se réalise dans un processus dialectal dans le contexte duquel les opposés interagissent s'interpénètrent et éventuellement se réconcilient et se synthétisent. La Pensée devient Nature et la Nature devient Pensée. Cette unité cosmique ultime est possible parce que, en fait, les lois de la Pensée sont celles de la matière et les lois de la logique (de la raison) sont actuellement celles de la nature. Tout ceci signifie que la philosophie hégélienne, en dépit de tout ce qui a été débité sur l'histoire, la dialectique et les contradictions est une philosophie moniste qui comble la lacune séparant l'homme de la nature et se débarrasse de la dualité de la pensée, de la matière, de la civilisation et de la nature. L'idée de l'Humanité comme phénomène indépendant unique, dans le cadre du système de la nature est par conséquent éradiquée. On a correctement estimé que le hégélianisme n'accorde aucune place à la dualité et ne sépare pas le matériel de l'idéal, ou le sacré du temporel, tout en fin de compte sera réduit à un seul élément, matériel en fait et spirituel uniquement de nom. La pensée hégélienne considère la réalité uniquement dans sa relation avec l'idée de fin de l'histoire, quand la pensée absolue sera englobée (ou même incarnée) dans la nature et que la loi générale sera réalisée dans l'histoire, au moment où une fin sera mise à la dialectique et aux souffrances de l'homme, quand ce dernier trouvera la solution finale à tous ces problèmes et aura un contrôle absolu sur toute chose. Cependant une des ironies de cette situation émane du fait que ce

moment de contrôle total marquera la victoire de la simplicité sur la complexité et du naturel sur l'humain .

Nous pouvons dire que le système soulignant toutes les idéologies séculaires exhaustives (Nazisme-- Marxisme --Libéralisme--Sionisme, etc)est ce que l'on peut dénommer " Evolution Unilinéaire", c'est à dire la croyance selon laquelle il existe une seule loi évolutive scientifique et naturelle à laquelle toutes les sociétés et les phénomènes naturels se conforment . Le progrès n'est en réalité qu'un processus cumulatif de rationalisation matérialiste, ou plus précisément une reformulation de la réalité humaine sur le modèle de la matière naturelle, pour que tous les éléments qualitatifs, complexes, ambigus et mystérieux soient éliminés. La réalité peut être ainsi transformée en une matière utilisable, en quelque chose d'unidimensionnel qui peut être instrumentalisé. Il serait donc possible dans ce contexte d'utiliser très efficacement tant l'homme que la nature. Après cette étape le processus de rationalisation (normalisation et nivelage) est escaladé graduellement jusqu'à ce que le rêve des utopies technologiques soit réalisé. Tout y est programmé et l'homme contrôlé de l'intérieur et de l'extérieur . La rationalisation totale est réalisée sur des phases progressives par lesquelles toutes les sociétés humaines passent (d'où la passion occidentale de diviser l'histoire en phases nettement séparées)

La mondialisation est l'escalade de la rationalisation et son application à l'échelle mondiale . Le monde entier (tant l'homme que la nature) y sont contrôlés et transformés en une matière susceptible d'être utilisée et instrumentalisée.

Les niveaux de rationalisation augmentent dans toutes les sociétés humaines jusqu'à un point de convergence où une homogénéité totale prédomine. C'est ce que l'on dénomme " théorie de la convergence", celle-ci étant l'unification de tous les modèles en un seul, de toutes les lois en une seule généralisée (universelle): la loi de l'évolution et du progrès. Le monde entier devient alors composé d'unités homogènes et tout ce qui se passe dans l'une a lieu dans les autres.

Quelques commentateurs ont souligné que le monde, fait face aujourd'hui à la chute du Marxisme et son remplacement par le "Marketism" (de Market = marché). Ce Marketisme et son hégémonie sur le monde: Nord, Sud, Est et Ouest étant le point de convergence évoqué par la sociologie occidentale.

Max Weber a déjà prédit que les processus de rationalisation mèneraient la société à une condition semblable à celle de l'atelier et

la renfermeraient, en fin de compte, dans une cage de fer. Cette illustration, de la cage de fer est tout à fait appropriée mais elle requiert une certaine révision, car le monde moderne est géré selon une séquence rythmique en triade : L'atelier (où l'homme produit), le marché (où il fait ses achats), et les lieux de récréation (où il se débarrasse de l'excès d'énergie, de ses tensions et complexes et de toutes les dimensions). C'est une séquence rythmique qui absorbe les hommes économiques et libidineux et satisfait tous leurs désirs simples naturels unidimensionnels non reliés aux complexités humaines.

Si cette triade rythmique prévalait dans le monde entier, des idéologies telles que le Nouvel Ordre International, la Fin de l'Histoire et le Post-Modernisme émergeraient. Or ces dernières ne sont que le produit de la position dualiste de l'ère des Lumières vis à vis de l'histoire: D'une part une position hégélienne qui sanctifie l'histoire et affirme que cette dernière jouit d'un "telos" et qu'une fois que cet objectif est réalisé elle atteint sa fin et d'autre part une autre position anti-hégélienne qui envisage l'histoire comme n'ayant ni but ni objectif. Ces deux positions contraires finissent en fait par renier l'histoire.

1 -L'histoire atteint sa fin une fois son objectif réalisé : Fukuyama et Huntington .

a) Fukuyama et la " Fin de l'Histoire"

Selon Francis Fukuyama, tant Hegel que Marx étaient convaincus que la fin de l'histoire aura lieu lorsque l'humanité aura mis au point une structure sociale susceptible de répondre aux besoins fondamentaux de l'homme. De l'avis de Hegel c'est la société libérale qui répond à ces critères. Pour Marx c'est plutôt la société communiste qui dessert cette fonction. Néanmoins, le monde semble avoir atteint un consensus général selon lequel la démocratie libérale qui a asséné un rude coup aux idéologies compétitives, constitue le système de gouvernement le plus approprié. Elle s'est en effet prouvée exempte de toutes les contradictions de base des systèmes précédents.

Fukuyama se sert du modèle de la science physique (matérialiste) pour interpréter l'histoire. En fait il argue que le peuple a atteint un consensus selon lequel, les sciences naturelles modernes constituent la seule activité sociale importante, évolutionniste, cumulative et téléologique. Fukuyama en déduit que la logique des sciences naturelles modernes oblige, de toute évidence, le monde entier (nature et homme) à adopter un développement complet et

global en direction du capitalisme et du marché libre. En d'autres termes, ce qui peut être dénommé "capitalisme scientifique", la seule concrétisation du principe naturel et matériel (qui soutend l'Univers), a remplacé ce qui , un jour était connu sous le nom de "socialisme scientifique", qui à un moment donné revendiquait seul , l'honneur de concrétiser le principe démocratique. Ainsi, tant dans l'Est que dans l'Ouest l'homme est devenu économique (matérialiste) , et peut gérer sa vie sur des bases scientifiques rationnelles.

Toutefois , il semble que Fukuyama s'étant si brusquement et naïvements servi du modèle(matériel) de la science physique et ayant réaffirmé la préséance de la matière sur l' Homme, ait voulu changer de prise de position . Il introduisit des éléments humains immatériels, qu'il considère extrêmement précieux (nommément la quête de l'Homme pour la reconnaissance de sa propre valeur ou de celle des autres: peuples ,objets ou principes). Ce sentiment selon Fukuyama , est la source de ce qu'il appelle "estime personnelle" . La démocratie libérale peut réaliser ce que l'homme désire sur les deux niveaux économique (matériel) et humain (immatériel) En dépit de ces embellissements, Fukuyama soulève des doutes sur la possibilité qu' un développement historique basé sur la science puisse mener l'homme à son bonheur. Parce que l'impact final de tout ceci sur le bonheur de l'Humanité est plutôt obscur. Fukuyama , en réalité, cite de Kogève, qu'il approuve (celui-ci étant l'interprète de Hegel sur lequel Fukuyama compte) ce qui suit : " La disparition de l'Humanité à la fin de l'histoire ne sera pas une catastrophe universelle , globale (naturelle et matérielle) , le monde naturel (matériel) demeurera comme il l'a toujours été depuis la création .Ce ne sera pas ,non plus , une catastrophe biologique, parce que l'homme continuera sa vie , comme les animaux , en harmonie avec la nature et la matière ." Ce qui va disparaître c'est l'humanité dans le sens courant et familier du terme , l'humanité en tant que phénomène culturel, historique, complexe, phénomène qui ne concerne pas tellement les naturalistes matérialistes .

Donc la proclamation de la fin de l'histoire par Fukuyama , n'est rien d'autre qu'une proclamation de la fin de l'humanité et le triomphe de la nature c'est à dire le triomphe des objets (non humains) sur les sujets (humains). Ce qui revient à dire que le monde entier est envisagé comme une entité sujette aux lois matérielles monistes (représentées dans la civilisation occidentale). Ces lois ne font pas de distinction entre l'homme, les objets et les animaux et considèrent le monde entier comme une matière utilisable. La fin de l'histoire par conséquent, est la fin de l'histoire humaine et le début de l'histoire

naturelle.

b)- Samuel Huntington et le " Conflit des Civilisations "

Quelques analystes politiques, ont souligné que la théorie de Huntington est tout à fait opposée à celle de Fukuyama, puisque le premier prévoit une escalade du conflit des civilisations tandis que le deuxième proclame la fin de toute dialectique, contradiction ou histoire. Tout ce qui précède est valable tant que nous sommes satisfaits d'un niveau superficiel d'analyse politique, mais si nous essayons tant soit peu, de nous approfondir, pour atteindre le niveau épistémologique, nous trouverons que la situation est tout à fait différente.

Huntington commence par souligner que le rôle de l'Etat - Nation, comme acteur essentiel dans les conflits internationaux a considérablement diminué (sans pour autant disparaître complètement), qu'il a été remplacé par le conflit des civilisations et par les constantes civilisationnelles.

Selon Huntington le choc des civilisations a été déclenché comme conséquence de l'émergence de civilisations non occidentales comme éléments actifs de la constitution de l'histoire. L'Occident n'est plus la seule puissance engagée dans ce processus. Le conflit n'est pas, d'ailleurs, nécessairement inévitable ou permanent, c'est plutôt le résultat de l'entrée en scène de nouveaux acteurs.

Le sens que Huntington donne au terme "civilisation" est presque synonyme de celui d' "épistémologie" pour nous. Selon lui, en effet, chaque civilisation épouse une vision du monde qui tourne autour de la relation entre l'homme et Dieu (l'individu et la société - la partie et le tout - le sujet et l'objet etc-). Cette perspective du monde, qui constitue la base de ses systèmes épistémologique et éthique définit la hiérarchie des responsabilités et des droits (égalité et pouvoir - individu et famille - citoyen et Etat - conflit et coordination etc). Etant fermement enracinée dans la conscience de l'homme depuis des siècles, son impact ne peut pas être oblitéré en quelques années. Ce qui peut être considéré essentiel par les peuples d'une civilisation peut sembler tout à fait marginal pour ceux d'une autre. Huntington affirme que les civilisations diffèrent les unes des autres, en raison de considérations dues à l'histoire, à la culture et aux traditions et que l'élément le plus important en est essentiellement la religion (soulignons en passant, que le système de classification de Huntington n'a pas de consistance, puisqu'il présente des éléments organiquement reliés, tels que, l'histoire et la tradition, comme s'ils étaient entièrement séparés l'un de l'autre et les liste horizontalement

comme s'ils avaient la même importance ou même étaient synonymes). Nous ne devons, cependant pas, perdre de vue le fait qu'il donne à la religion la primauté causale. Par conséquent le choc des civilisations est en son essence un choc de religions .

Ayant ainsi formulé sa thèse: (Civilisation occidentale contre civilisations non occidentales), Huntington laisse entendre qu'il existe dans le monde une multiplicité culturelle (c'est ce qui explique ses références réitérées aux civilisations catholique orthodoxe et protestante en vis à vis des civilisations confucianiste et islamique qui, lui semble-t-il, coopèrent d'une manière ou d'une autre pour acquérir le pouvoir et la richesse.)

Si, toutefois, nous devons examiner la situation de plus près, nous trouverions que la multiplicité hypothétique de Huntington est plus apparente que réelle et qu'en fait, nous faisons face à un dualisme rigide, parce que le monde est divisé en deux parties: l'Occident d'une part et le reste du monde de l'autre (" l' Occident et les Autres"). Nous remarquerions d'autre part, que le monde entier est orienté vers l'Occident (exactement comme l'Humanité de Fukuyama). Nous réaliserions par ailleurs que le terme "Occident" signifie en réalité: " Modernité" les deux termes sont utilisés par Huntington dans une sorte d'inter-échange (d'autres termes comme "marché libre" "démocratie" et "individualisme" mettent en relief cette synonymie implicite). Huntington lui-même souligne que la civilisation occidentale est tant occidentale que moderne . Ce qui revient à dire que la modernisation est en soi une occidentalisation et que par conséquent quiconque aspire à la modernisation doit au préalable s'occidentaliser . Il cite favorablement Naipaul (l'écrivain Jamaïcain renommé pour son adoration de l'Occident et son mépris du Tiers Monde, y compris sa terre natale l'Inde et son attaque contre l'Islam): " La Civilisation Occidentale est la civilisation universelle adéquate pour tous les hommes". Ce qui signifie que la civilisation occidentale est un état naturel de l'être ,une qualité inhérente à la nature humaine et que quiconque s'en détache doit être anormal ou pervers ! Ce qui par ailleurs, veut également dire que l'histoire suit un cours unique et que Huntington croit en un modèle unilinéaire en dépit de toutes les déclarations relatives à la multiplicité et aux conflits.

Cette foi en un modèle unilinéaire est mise à jour par un exemple fourni par Huntington dans son article . Il rappelle qu'il avait découvert lors d'une réunion avec le Président du Mexique, que ce dernier voulait échanger l'appellation de " latino-américain" donnée à son pays en "nord-américain" (ce qui signifie qu'il voudrait que son pays

rejoigne la civilisation naturelle de l' Occident). Huntington exprime son admiration profonde pour ce genre de normalisation qui permettrait au Mexique d'être consistant tant avec les lois de la nature qu'avec celles de l'Amérique du Nord et le replacerait à nouveau sur le bon chemin.

Toutefois le président mexicain , conscient des diverses considérations politiques en jeu , a mis Huntington en garde contre une expression publique de cette conviction personnelle " Vous ne pouvez-pas prononcer ceci en public!" ui dit-il . En d'autres termes le président était conscient du fait que les masses sont soucieuses de préserver leurs particularismes et authenticités et ne considèrent pas, comme lui -même et comme Huntington que les particularismes et spécificités ne sont que des valeurs ornementales dont on peut facilement se passer. L' identité tout compte fait , n'est rien d'autre qu'un ajout injustifiable. Pour résoudre ce problème, il faut parler de vive voix d'authenticité et de particularismes, tout en perseverant dans le processus de modernisation, d' occidentalisation et de normalisation . C'est ce que Turgut Ozal ,Président de la République de Turquie entreprit, car même en croyant fermement en la nécessité de moderniser, d'occidentaliser et de normaliser son pays il se rendit en pèlerinage à la Mecque.

Tels sont les héros de Huntington, des hommes qui sont persuadés que la civilisation occidentale est mondiale q u'elle est bonne pour tous les peuples en tout endroit et en tout temps. Il n'est donc pas étonnant que son héros N°1 soit Ataturk, le leader politique, qui a entrepris le processus de modernisation et d'occidentalisation le plus exhaustif et le plus rapide du monde (basé sur sa conviction en la nécessité d'estomper l'identité religieuse et ethnique, tous les particularismes et d'oublier à jamais le passé). Sa société devait atteindre la condition matérialiste naturaliste moderne de l'Occident . Quoi qu'il en soit estimait-il, c'est une condition que toute société devra inéluctablement atteindre, grâce aux lois historiques, naturelles, scientifiques et déterministes du progrès .

Mais si, tel que souligné par Huntington, chaque religion est basée sur une vision religieuse ,quelle est donc la dimension religieuse de la civilisation occidentale? Huntington souligne que les valeurs de la civilisation occidentale sont la démocratie, l'économie libérale, la séparation de l'Eglise de l'Etat , le libéralisme , le constitutionalisme et les Droits de l'homme. En réalité ce que Huntington voudrait dire, est que la base religieuse immuable de la civilisation occidentale est la séparation entre l'Eglise et l'Etat . Son admiration pour Ataturk émane certainement de sa ferme croyance dans le sécularisme et ce n'est

pas une coïncidence qu'il cite l'orientaliste américain juif, raciste Bernard Lewis au sujet de la révolution des civilisations non-occidentales "contre l'héritage Judéo-Chrétien, contre notre sécularisme actuel, et contre l'expansion des deux dans le monde". Or l'élément Judéo-Chrétien appartient au passé (un simple héritage), tandis que le sécularisme est le présent et sa promesse est celle de l'expansion. L'Occident devient donc le synonyme du Sécularisme et de l'impérialisme expansionniste. (Fouad Ajami avance ces synonymes dans sa réponse à Huntington dans le magazine *Foreign Affairs* où il expose le processus de sécularisation de l'Inde et de Turquie comme étant un processus d'occidentalisation et de modernisation). En réalité l'idée de "l'Etat déchiré" que Huntington utilise présuppose une telle synonymie, parce qu'un tel Etat est déchiré entre la modernisation, l'occidentalisation et la sécularisation d'une part et l'héritage, l'identité et les valeurs d'une autre.

Il existe un dualisme aigü ainsi qu'un polarisme excessif dans le monde de Huntington entre le "Moi" (moderne et séculaire) d'une part et "l'Autre" non-occidental (ni moderne ni séculaire) d'autre part. C'est ce dualisme qui doit être éradiqué et c'est là en réalité le choc des civilisations, c'est à dire un conflit entre la civilisation occidentale, moderne et séculaire et les autres civilisations; le même dualisme existant dans le monde de Fukuyama et de Fouad Ajami.

Cependant, le point de divergence entre les trois est simplement une question d'espace temporel. La fièvre messianique de Fukuyama et son sentiment de finalité l'ont surmonté, et s'est ainsi qu'il s'est hâté d'annoncer que nous sommes actuellement "arrivés" et "retournés". Ou plus exactement, il a annoncé la fin de "l'autre" et la victoire du "Moi", en même temps que la fin de l'histoire et le début du paradis sur terre. De même Fouad Ajami est convaincu que nous nous dirigeons à grand pas vers le grand apocalypse, mais que nous n'avons pas encore atteint notre destination. Quant à Huntington, le moins optimiste des trois, il estime que cette fin paradisiaque naturaliste n'est pas si facilement atteinte. Pour illustrer plus clairement son point de vue il évoque les jours admirables où l'Occident dominait les organisations internationales, économiques, politiques et de sécurité, ajoutant que la situation a malheureusement changé après la déclaration des Droits de l'homme (Une déclaration totalement séculaire basée sur l'idée de loi naturelle). Cette période a en effet été le témoin de l'avènement de nouveaux Etats qui ne croyaient ni en l'héritage Judéo-Chrétien (celui de la civilisation occidentale) ni en la loi naturelle (modernisation selon le modèle séculaire occidental).

Ces Etats dont le nombre n'a cessé d'augmenter et qui ont avancé en direction de l'avant-scène ne font pas partie du système occidental et ne se hâtent pas d'atteindre cette fin promise. Quelques uns (selon George Weigel cité par Huntington) résistent devant la sécularisation et l'occidentalisation du monde et se rallient contre le paradis terrestre promis, la fin de l'histoire et l'état naturel. Cette regression est considérée par Huntington comme étant la seule réalité fondamentale du monde en cette fin du vingtième siècle. Puisque la religion (selon lui) souligne l'identité civilisationnelle et les spécificités, le conflit n'est pas un conflit entre civilisations (chacune d'elles ayant sa propre richesse et ses valeurs propres qui transcendent les frontières naturelles et unifient les civilisations), c'est plutôt un conflit entre un système séculaire occidental de valeurs ayant un cadre de référence matérialiste basé sur les théories de la loi naturaliste (matérialiste) et tout ce qu'elle comporte dont la fin de l'histoire, de l'humanité et de l'identité d'une part et d'autre part tous ceux qui luttent contre ce processus, le rejettent et croient que l'homme n'est pas simplement matière. (C'est réellement la seule relation qui puisse exister entre Confucianisme et Islam). Néanmoins, Huntington est absolument convaincu que ce conflit est temporaire, puisqu'il existe un seul point essentiel vers lequel le monde entier se dirige et auquel la loi de la nature est réalisée (de même que la pensée moderne naturaliste, matérialiste, occidentale, absolue). C'est le point qui marque le triomphe de la civilisation occidentale séculaire, moderne, matérialiste et naturelle sur les autres points que quelques pays ont en effet déjà atteint.

La certitude avec laquelle Huntington envisage la civilisation occidentale comme étant l'état naturel est effrayante. Quiconque résiste cet état naturel doit simplement être ramené au droit chemin ou corriger lui-même son parcours et emprunter celui, justement que dicte la nature. Il va sans dire, que ceci requiert, l'application de quelques procédures "naturalistes" et radicales, des solutions finales comme le renversement de quelques gouvernements nationaux (ceux qui s'attachent à de fausses spécificités) la destruction des capitales qui ne veulent pas se rendre (qui défendent des valeurs superflues comme la dignité et l'orgueil national) et l'invasion des villes et villages rebelles qui s'opposent à la loi de la nature et au développement occidental.

2-Le Post-modernisme : L'histoire n'a pas d'objectif ni de but.

Le post-modernisme est une vision philosophique qui a récemment acquis une popularité sans précédent dans le monde occidental. Elle prend son point de départ de quelques éléments philosophiques sans

relations les unissant et d'une terminologie fortement cotée (changeant presque toutes les semaines) qui tous, affirment l'inexistence de principes qui puissent servir de référence finale, l'érosion tant du sujet que de l'objet et de leurs frontières et l'hégémonie du relativisme moral et épistémologique. C'est ainsi qu'il appert impossible d'atteindre l'idée du Tout, que ce soit l'idée de Dieu, de l'éthique absolue ou de la nature humaine (base de l'ontologie occidentale). Le post-modernisme est une révolte ultime contre l'hégélianisme et la cristallisation de ce qui a été dénommé "les tendances anti-philosophiques" dans la philosophie occidentale. C'est ce qui représente ce que l'on a qualifié de "mémoire des puzzles de mots croisés", c'est à dire, des informations éparses sans liens les unissant. Le sentiment que l'on ressent est celui d'un éternel présent, d'un changement constant sans passé ni futur, des expériences répétées sans profondeur ni signification. L'histoire est transformée en moments rigides, un temps plat sans profondeur enroulé autour de lui-même sans traits ni signification. Le présent y est identique au passé et au futur et leur est simultanée, comme le "soi" est identique à l'objet et l'homme aux objets. Cependant c'est une simultanéité sans continuité, d'où ce discours post-moderniste au sujet de la substitution de petits narratifs (partiels et subjectifs) au grand narratif (exhaustif et total). L'homme est incapable d'atteindre une vision historique globale qui soit partagée par toute l'humanité. Il est uniquement capable de passer par des expériences partielles, qu'il peut raconter avec des degrés variés de succès et d'échec. Son discours narratif ne peut en aucun cas atteindre le niveau de l'histoire générale de l'humanité parce qu'il ne possède aucune légitimité en dehors des limites de sa propre expérience.

Le post-modernisme peut ne pas produire de paradigmes linéaires évolutionnaires ou des solutions finales. Il peut ne pas proclamer l'arrivée du paradis terrestre ou de l'utopie technocrate, mais il est en soi une proclamation de la fin de l'histoire et la fin de l'homme comme entité sociale complexe capable de libre choix moral. Il est remplacé par l'homme unidimensionnel tournant autour d'un point de référence émanant du phénomène qui l'entoure ou survivant sans aucun point de référence. Il est centré autour de son moi auto-référentiel naturel, qui n'a rien à faire avec tout ce qui lui est extérieur, ou autour de "tous" abstraits non humains n'ayant aucune relation avec l'homme tel que nous le connaissons. Un tel homme n'a pas de mémoire. Il vit uniquement le moment présent dans son petit cadre narratif. Quelqu'un a résumé le post-modernisme en ces termes "un oubli actif de la mémoire historique". C'est une manière gonflée et enflée de

proclamer la fin de l'histoire . Nous pouvons dire que si Fukuyama a "découvert" et proclamé la fin de l'histoire , le post-modernisme l'a donc "assassinée".

Quelle est la relation entre la fin de l'histoire, le conflit des civilisations et le post-modernisme d'une part et la réalité moderne et le Nouvel Ordre International de l'autre ?

Encore une fois pour répondre à cette question , il est nécessaire de définir cet ordre internationale qualifié de "nouveau" par quelqu'un. L'on peut dire que le Nouvel Ordre International est tout simplement une extension de l'ancien et la reproduction de la vision épistémologique impérialiste séculaire dans l'ère post-moderniste. Selon cette vision , comme nous l'avons déjà indiqué, le monde est uniquement matière et cette matière est utilisable . L'homme étant une partie organique de ce monde est aussi une simple matière et peut être utilisé. Il est donc une entité unidimensionnelle mue par des motivations matérielles surtout économiques et sexuelles . Par conséquent, l'intérêt économique et la recherche du plaisir (qui ne dépasse pas le monde de la matière et les cinq sens et n'atteint pas le niveau des aspirations des mystères, des nostalgies et de l'histoire complexe) sont les seuls stimulants de l'action le point final de référence de l'existence humaine .

Le système occidental des valeurs est un système totale qui englobe tant l'homme que la nature et s'applique à toute l'humanité dans l'Orient et dans l'Occident . Même si ce système opère en termes de matérialisme moniste et nivelle tout, le dualisme entre le "Moi" et l' "Autre" émerge ,se manifestant sous la forme d'utilisateur et d'utilisé . Dans ce contexte l'homme Occidental devait être plus un utilisateur qu'une matière utilisable, cependant que les peuples d'Asie et d'Afrique devaient être utilisés du début à la fin .Dans l'ancien ordre international cette vision dualiste s'est exprimée dans le discours ouvert du racisme et de l'inégalité darwinienne des races. Ainsi, l'ancien système impérialiste a essayé d'asservir les peuples d'Asie et d'Afrique ,estompant toutes leurs tentatives de modernisations dans n'importe quelle partie du monde, étouffant toutes leurs révolutions pour garantir le flux de la main d'oeuvre peu chère, de la matière première et sauvegarder un "lebensraum" qui constitue l'espace nécessaire pour son expansion stratégique et économique. C'est ainsi que le monde occidental est demeuré producteur et consommateur, tandis que le Tiers Monde est demeuré sous développé et primitif: Un impuissant consommateur des produits et des idées européennes. Dans ce cadre de référence, les idées d'inégalité raciste, de volk organique, du fardeau de l'homme blanc ont été avancées et

développées. Ces idées confèrent une certaine sainteté à l'homme occidental à son histoire et à sa culture tout en désacralisant l'homme non blanc et son histoire.

Le "statu quo" aurait pu persister, n'était-ce quelques développements historiques profonds qui n'ont pas tellement provoqué un réveil éthique historique, mais plutôt une réalisation plus intelligente de la part de l'Occident de l'émergence d'un nouvel équilibre des forces. Ces développements peuvent se résumer comme suit :

- 1-L'Occident s'est rendu compte de la profondeur de sa crise militaire, économique et culturelle et du sens de sa propre désintégration et incapacité d'imposer sa politique par la force.
- 2-II s'est également rendu compte de l'éclipse graduelle de la centralité occidentale et de l'émergence de centres nouveaux non occidentaux jouissant de divers degrés de puissance.
- 3-L'Occident a également réalisé l'impossibilité d'une confrontation militaire, culturelle ou économique avec les pays du Tiers Monde dont les masses sont devenues plus vigilantes et dont l'élite est devenue plus dynamique plus raffinée et plus versée dans les règles de la politique internationale. Ce qui rend la confrontation militaire plus coûteuse pour ne pas dire impossible.
- 4 - L'Occident a d'autre part réalisé que le sous- développement des peuples d'Asie et d'Afrique les rend incapables de consommer les produits de l'Occident et par conséquent d'être absorbés dans le cycle de la rationalisation matérialiste et du consumérisme mondial. Il a été reconnu que les peuples doivent être développés au préalable avant de devenir des semi-producteurs, semi-consommateurs.
- 5 - Par ailleurs, l'Occident a également observé qu'en dépit de l'éveil enregistré chez les peuples du Tiers Monde, des éléments de désintégration ont commencé à émerger au sein de leur élite. Des nombres importants de membres de cette élite ont été complètement assimilés par les systèmes éthiques et épistémologiques occidentaux et qu'il est possible de coopérer avec eux ou même de les recruter. En fait ils peuvent par un processus de pacification et de soumission réaliser ce que les confrontations et conquêtes militaires ont échoué à atteindre.

Compte tenu de ce qui précède, il était inévitable qu'une nouvelle optique se fasse jour. En dépit de sa prétendue nouveauté cette nouvelle vision n'est qu'une continuation de l'ancien ordre et une consécration de l'ancienne situation. C'est tout simplement un

nouveau discours qui a assimilé la prise de conscience occidentale du coût très élevé - sinon de l'impossibilité - de la confrontation . La nouvelle perspective, à l'instar de l'ancienne, envisage le monde (tant l'homme que la nature) simplement comme une matière à utiliser et si nécessaire transformer le monde entier en un large espace gouverné uniquement par les lois de l'offre et de la demande et l'optimisation du profit et du plaisir sexuel . Elle essaye donc de "rationaliser" le monde entier et de le transformer en une grande usine, un marché ou même une boîte de nuit (ou agence de tourisme). Cependant, dans la vision ancienne ce processus a eu lieu dans l'intérêt uniquement des peuples de l'Occident . Ce qui est requis aujourd'hui c'est une continuité de la même situation sans confrontation, tout en absorbant tout le monde dans le cycle du matérialisme total, de la rationalisation et du consumerisme global.

Pour ce faire, l'Occident a eu recours à la séduction plutôt qu'à la coercition, exploitant la désintégration de l'élite du Tiers Monde pour frapper la cohésion des sociétés tiers- mondistes. Il s'est rendu compte que la désintégration et les manœuvres subtiles sont plus efficaces et moins coûteuses que la destruction et la confrontation . C'est ainsi que l'Occident a pu résoudre la problématique de son incapacité de recourir à la confrontation .L'hégémonie structurelle plus subtile et plus latente a ainsi remplacé la centralité agressive et l'hégémonie flagrante .

Les machinations entreprises dans le processus de séduction sont nombreuses . Elles comprennent les tentatives ayant pour but de leurrer les autres (notamment les membre occidentalisés de l'élite) pour qu'ils se croient des partenaires de l'impérialisme occidental dans le processus d'investissement, et un partenaire moindre dans le pillage et l'exploitation de leurs peuples. Ces derniers sont eux-mêmes séduits soit par les média mondiaux qui leur vendent des rêves rosés et paradisiaques de consommation ou par les promesses impossibles que leur débitent les élites locales . Entretemps a lieu une escalade du processus d'ouverture des frontières et de démantèlement de la Nation -Etat (qui est le cadre de consolidation des forces populaires contre l' impérialisme et l'hégémonie). Ce phénomène a lieu par le biais des Organisations internationales, des ONG, par le mécontentement favorisé au sein des groupes minoritaires , les litiges et différends frontaliers provoqués, etc. La famille, le refuge de base et le recours final , l'espace dans lequel la société peut réaliser sa continuité, son identité et perpétuer ses valeurs, est démolie . Des groupes féministes et d'autres pour la défense de la pornographie comme étant une forme

de créativité, ne tardent pas à apporter leur concours .

Ce nouvel Ordre enfin dégage un rideau épais de fumée de clichés et de mensonges au sujet de la disparition des précédents objectifs d'exploitation et au sujet de son engagement sincère vis à vis la démocratie et la justice. Le discours sur l'inégalité sociale et sur le fardeau de l'homme blanc est remplacé par un discours sur l'inégalité et les droits de l'homme (qui est actuellement une forme de nivellement) . Ce nouvel Ordre soutient que les alliances politiques ne sont plus basées sur l'idéologie ou sur des considérations de spécificités nationales et religieuses, mais plutôt sur la technologie et les intérêts économiques généraux . Ce qui cause les conflits , à l'heure actuelle, nous dit-on, ne sont pas des principes mais plutôt des intérêts économiques et la recherche du plaisir. Etant donné que la sécurité nationale et les intérêts économiques convergent, les différends entre pays peuvent être évités , définis et traités rationnellement. Les intérêts (qui s'opposent aux principes) peuvent être calculés et soumis à des règles mathématiques rigoureuses. Ceci s'applique aussi aux problèmes qui peuvent exister dans une société donnée. En effet ces derniers peuvent être résolus par le processus démocratique ou ce qui est dénommé "éthique du processus" c'est à dire l'acceptation des règles et procédures du jeu sans se préoccuper des objectifs et principes.

Selon la rhétorique du Nouvel Ordre le danger qui menace la sécurité nationale ne vient pas de l'extérieur mais de l'intérieur , des forces anti-démocratiques qui s'opposent à l'établissement d'une société sur la base des principes économiques et sur leur ajustement vis à vis l'ordre international. Ces forces ignorant les lois générales de la nature et du progrès, invitent " intérieur" au conflit avec l'extérieur "international", sous prétexte qu'ils défendent leur indépendance ,leur identité nationale, la recherche du développement indépendant ou encore leurs particularismes et authenticité. Une hypothèse qui soutend ce culte du progrès universel est celle qui argue que la société américaine est une preuve que la force motrice du comportement humain est le motif économique. Elle a réalisé en principe, le niveau le plus élevé de production, de consommation et de satisfaction de ses membres et doit servir d'exemple suprême à suivre .

Tous ces mécanismes ont pour but de réaliser un seul objectif, à savoir frapper les particularismes nationaux et les points ultimes de référence éthique , afin que tout le monde devienne une unité matérielle isolée, une machine qui produit et qui consomme .Aucune réponse n'est donnée aux questions posées. Ici la fin de l'histoire

apparaît comme un concept de base .Le Nouvel Ordre International ne se réfère pas uniquement au moment présent mais parle aussi de l'avenir, tout en demeurant silencieux au sujet du passé. Il prétend même n'avoir aucun passé. Qui plus est, ceci s'applique à tous les peuples du monde: Ils n'ont pas de passé et s'ils en ont ,c'est donc un passé sans importance. Tout est frais et neuf . Dans ce cadre l'homme devient un être unidimensionnel sans profondeur ,mémoire ou valeurs. Il commence et finit au même carré N°1, vivant dans un monde sans péché, sans honte sans vie . Un monde donc à fleur d'eau dans le rationalisme matériel, procédural vide de valeurs, où tout se déplace d'une manière géométrique harmonieuse stérilisée de tout tadaffu et de toute dialectique. Ce qui est attaqué ici ce n'est pas un particularisme donné mais le concept même de particularisme, ce n'est pas une histoire spécifique mais l'idée même d'histoire, ce n'est pas une identité en soi mais toutes les identités, ce n'est pas non plus, un système particulier de valeurs mais l'idée même de valeurs, non une race humaine particulière mais l'idée même de l'homme complexe et absolu ,irréductible à tout ce qui lui est inférieur.

Toute référence disparaît donc. Un monde sans spécificité ou centre a émergé où les hommes n'ont pas de centre ou d'objectif . Ils ne peuvent communiquer et n'appartiennent pas à une famille ou pays donnés. Chaque personne y est une île isolée ou un petit narratif . L'homme devient donc un consommateur unidimensionnel, définissant et redéfinissant sans cesse son objectif, changeant ses valeurs sur notice brève qui peut lui parvenir des annonces publicitaires ou des médias en général. C'est donc l'homme du consumérisme mondial qui produit et consomme efficacement, qui optimise le plaisir selon les signaux et les stéréotypes qu'il enregistre .C'est la solution ultime de l'ère des réjouissances ,qui remplacent le génocide et l'esclavage comme solution finale de l'ère des inégalités raciales. Au lieu de l'annihilation de l'extérieur s'est la démolition et la destruction commençant de l'intérieur.

Le post-modernisme est en fait le cadre épistémologique qui souligne le Nouvel Ordre Mondial. C'est une optique qui renie le centre et rejette toute référence . Il refuse de donner à l'histoire un télos quelconque ou de donner à l'homme une signification ou centralité. Il rejette toutes les idéologies (c'est l'ère post-idéologique), renie l'histoire (l'ère de la fin de l'histoire)et renie l'homme (l'ère post-humanité). Le monde selon cette optique , n'a pas de centre. Tous les objets sont égaux et par conséquent tout est relatif .C'est donc un monde en état de flux (exactement comme la textualité, quand un texte renvoie le lecteur à un texte précédent et à un texte

suivant pour que le sens ,les limites, l'identité et la responsabilité s'évanouissent). Comme Frederik Jameson le critique marxiste américain le soutient , l'esprit post-moderniste est une expression de l'esprit capitaliste dans l'ère des multinationales . Ici le capital (cet objet mobile abstrait qui ne tient aucun compte des frontières , du temps ou du lieu) a annulé toutes les spécificités ainsi que le " moi " cohérent dans lequel l'histoire et la profondeur personnelle sont unifiés. La valeur générale de l'échange a remplacé la valeur original des objets .

Nous acceptons l'analyse que Jameson donne du post-modernisme bien que nous aimerions remplacer le terme "capitalisme" par celui de "Secularisme exhaustif" . La référence à la valeur générale de l'échange qui annulé les spécificités n'est pas une référence au capital en tant qu'affaire économique mais plutôt au capital comme mécanisme épistémologique qui détruit et démolit tout ce qui est unique, spécifique, profond et sacré ou chargé de mystère. C'est donc un mécanisme hostile à l'homme puisqu'il est hostile à l'histoire et à la civilisation . Le capital ici est le mécanisme qui sort l'homme du monde complexe de la civilisation et de l'histoire et l'attire vers le monde unidimensionnel de la nature. C'est le mecanisme qui mène à la domination de la loi moriste matérielle. C'est l'instrument le plus important pour désacraliser l'homme bien que ce ne soit pas le seul, parce que dans cette ère post-moderniste il existe d'autres mécanismes dont les plus importants sont la pornographie et l'industrie du plaisir (Exemple : Hollywood et ses films).

Nous pouvons maintenant revenir au thème principal des écrits de Fukuyama, Huntington et des post-modernistes, à savoir l'annulation de l'histoire et de l'homme. Si l'histoire atteint sa fin , les conflits se rétractent, les courbes disparaissent et toutes les différences sont aplaties aboutissant aux hommes unidimensionnels. C'est le signal de la fin de l'objectivité , de la profondeur et de la culture ,et la mort de l'homme après la mort de Dieu . En dépit des divergences apparentes entre les idées initiales de Fukuyama , de Huntington et du post-modernisme, les conclusions auxquelles ils parviennent sont presque identiques . Dans ce contexte le Nouvel Ordre International est hostile tant à l'homme qu'à l'histoire .C'est une hostilité évincée, le long de l'histoire, par ceux qui adoptent une attitude matérialiste naturaliste simpliste vis à vis de tous les phénomènes complexe. Elle naît par ailleurs de leur désir d'égaliser l'homme avec son entourage jusqu'à ce qu'il se dissolve dans la matière et la nature et disparaît comme entité complexe indépendante .

De telles tendances anti-humaines, anti-historiques doivent être

contrées . C'est uniquement par le combat (Jihad) contre la rationalisation matérialiste ,la Macdonaldisation et la Cocacolisation, que l'on y arrivera . C'est la lutte suprême (Jihad aa'zam), le " soi " luttant seul, essayant par lui-même de découvrir le mystère , réalisant que l'homme n'est pas une matière inerte sans vie, ni un faisceau d'intérêts économiques et d'impulsions instinctives . L'homme, s'il le désire, peut définir ses intérêts d'une manière qui ne soit pas en contradiction avec ses spécificités et particularismes, son système des valeurs. Dans ce contexte une alliance peut être établie qui comprenne le séculariste et le religieux afin de faire face à cette machine qui menace le monde et escalade les illusions consuméristes, proclamant un niveau de vie contraire aux frontières mêmes de la nature et de son équilibre, définissant de même que les frontières de l'homme et de son équilibre .

Les niveaux de vie que l'homme occidental a atteint dans le cadre de la civilisation occidentale n'ont été réalisés que grâce à l'impérialisme, aux matières premières et à la main d'oeuvre peu chères. Ce ne fut possible qu'à un moment très rare où l'Occident dominait le monde. Ce moment ne peut pas se reproduire et nous ne désirons pas qu'il se répète. Le caractère limité des ressources naturelles a provoqué une crise mondiale de l'environnement qui constitue une menace pour tous. La civilisation occidentale en propageant une vision de l'homme comme entité physique et naturelle et favorisant le modèle du consumérisme qui n'a pas de base dans la réalité matérielle ou historique, ne fait qu'aggraver la crise. Cette vision est d'ailleurs le plus grand appel au terrorisme ,car ceux qui font le trafic des images impossibles invoquent clairement le conflit ,la guerre et le terrorisme .

L'Islam en tant que vision rejette l'optique matérialiste Prométhéenne ou Faustienne. Il favorise chez l'homme le sentiment humanitaire et le système des valeurs qui crée une distance entre l'homme , la matière et la nature, le dotant d'une perspective qui lui permet de rejeter le consumerisme féroce et trivial . Les peuples pauvres du monde Islamique luttent encore contre l'Ancien et le Nouvel Ordre International .

Telle est la raison de l'hostilité ressenti par le Nouvel Ordre vis à vis de l'Islam. Si l'Islam s'était uniquement limité au rituel et à la question de l'excision chez la femme (comme on a voulu le prétendre), le Nouvel ordre lui aurait octroyé son encouragement et son financement. Le monde occidental est prêt à se reconcilier et à coopérer avec des gouvernements autoritaires qui brandissent en public la bannière de la Shari'a Islamique, cependant

qu'intentionnellement ou non ils adoptent une vision de l'homme comme entité économique et physique et du monde comme une jungle matérialiste, darwinienne. Toutefois, il ne faut pas oublier que les partisans du Nouvel Ordre savent très bien qu'il existe une optique Islamique humanitaire et globale basée sur la croyance en la justice, qu'il existe également un discours islamique qui réaffirme l'égalité entre les hommes et les femmes, entre la majorité et la minorité, qui postule une vue complexe de la justice sociale et des relations internationales tout en mobilisant les masses contre le consumérisme.

Serge Latouche dans son livre *l'Occidentalisation du Monde*, souligne que l'Occident n'est plus une région géographique ni même un moment historique. L'occident est devenu une machine qui tourne et broie tout le monde y compris ses propriétaires et ceux qui l'actionnent. La lutte suprême consiste à sortir de la cage de fer et d'échapper à la domination de la simple machine (qui dans ses révolutions systématiques ressemble à la nature) pour atteindre un monde étonnant où l'homme peut demeurer noble, fier et libre. Un être multidimensionnel portant le poids de sa prise de conscience historique et de ses systèmes de valeurs. Avant de conclure j'invoque Dieu pour qu'il m'accorde et vous accorde sa miséricorde ■

Notes

1-Le concept de nature dans le discours philosophique occidental est central mais assez problématique. L'auréole romantique qui l'a entouré en affaiblit le pouvoir explicatoire et analytique. Je propose, donc que là où le terme nature est cité, il faut entendre matière naturelle et ainsi naturaliste signifierait matérialiste.

2-Tadaffu': est un terme linguistique arabe ainsi qu'un lexisme culturel arabo-islamique. Il peut être traduit par "conflit modéré" c'est à dire un conflit qui peut être résolu par la voie pacifique. Le Tadaffu' est considéré par l'Islam comme un aspect essentiel de la vie humaine.

3-Je tiens à faire la distinction entre dualité et dualisme: La dualité présuppose une relation ou même un dialogue entre deux éléments, qui bien que différents les uns des autres, ont quand même des traits communs. Ils peuvent donc avoir une interaction significative sans devoir fusionner. Le dualisme a lieu lorsque deux éléments d'un statut et d'un pouvoir égaux sont diamétralement opposés et ne peuvent en aucun avoir une interaction quelconque. D'autre part un des deux éléments, peut éventuellement, absorber l'autre, remplacer le dualisme par un monisme.

Dr . Nawal Al Saadawy *

Le Rôle des Cultures: Celle de l'Elite et Celle du Peuple Dans le Dialogue des Civilisations**

Introduction sur les termes "Choc" et "Dialogue"

Les mots, le langage, la culture, l'information, l'éducation et la communication peuvent tous, être des instruments entre les mains d'une minorité dirigeante ou d'une élite, tant aux niveaux international que local, pour contrôler les esprits de la vaste majorité des femmes et hommes qu'ils gouvernent. Le contraire n'est pas moins vrai: les mots, le langage, la culture, la religion et l'histoire peuvent servir d'instruments entre les mains des masses populaires, hommes et femmes, pour résister à la tyrannie de la minorité au pouvoir, dans le monde entier et dans chaque Etat, tribu ou famille.

Depuis le début du système d'esclavage ou de ce que l'on dénomme système patriarcal de classes, la minorité dirigeante est devenue prédominante sur les trois niveaux: Mondial, local et familial. Elle possède le langage, la culture et la religion, comme elle détient d'autre part l'économie, la richesse, l'armement militaire, la police, les pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire, la presse, les médias, les réseaux Internet, la télévision et les canaux reliés aux satellites.

Parler du "Choc des civilisations" ou du "Dialogue des cultures" devient une sorte de non-sens, une scène extraite d'une pièce du

* Romancière Egyptienne, Psychiatre et Président de l'Association Internationale de Solidarité avec la Femme Arabe

** Original: Arabe. Traduit par Anhar Korra

théâtre absurde de notre monde moderne ou post-moderne, où la culture s'est retirée devant la bombe atomique, où le mot civilisation a été vidé de son sens, face aux guerres de génocide aux armes chimiques et rayons laser.

Un exemple récent encore présent à nos esprits (pour nous les Arabes) est la guerre du Golfe qui en 1991 a tué un demi million d'Arabes pour contrôler leur pétrole. Elle tue encore des milliers d'Irakiens, pris dans l'étau de l'embargo économique comme elle tue et expulse jusqu'à ce jour le peuple palestinien. Tout ceci se passe au nom de la présumée légitimité internationale, de la démocratie, de la paix, du développement et de la coopération. D'autres massacres économiques sont perpétrés, aboutissant à une pauvreté plus grande, à des famines et à des conflits violents sur les éléments indispensables à la vie et je ne parle pas, ici, de conflits culturels ou de civilisations.

J'ai pris part au cours des cinq années écoulées à plusieurs conférences aux Etats Unis d'Amérique et en Europe portant sur la présumée "mondialisation" et son impact sur les cultures des pays Africains, Asiatiques et Arabes ou ce qu'ils dénomment le Tiers Monde. L'on appelle, par ailleurs, notre ère actuelle, l'ère post-colonialiste, ignorant sciemment le fait que ce Tiers monde vit actuellement une période post-colonialiste plus violente que les précédentes, parce qu'elle nous détruit intellectuellement et économiquement sans bombes ou balles, en nous noyant simplement de fausses informations, de menonges, de théories et philosophies modernistes ou post-modernistes qui sont uniquement au service des Maîtres américains ou Européens et ne mènent chez nous qu'à une pauvreté plus ample dans les secteurs tant culturels qu'économiques.

Nul doute, que des scientifiques et des penseurs en Amérique et en Europe défendent avec enthousiasme les intérêts des peuples opprimés du Tiers Monde. Ils ne constituent cependant qu'une minorité et leur idées n'atteignent pas la majorité dans leurs propres pays et à fortiori, ils ne nous atteignent pas non plus. Le réseau d'information cosmique, qui prévaut actuellement est toujours prêt à nous inonder d'idées et d'informations bonnes uniquement pour déformer notre prise de conscience et ensevelir les vérités.

C'est une guerre nouvelle avec un flux d'informations, semblable à un écran de fumée épaisse qui aveugle les yeux et intoxique l'air. Le conflit qui prévaut aujourd'hui est une lutte contre les informations erronées qui nous parviennent par le biais de leur réseau d'informations cosmique fatal. Ce n'est pas un dialogue entre notre

civilisation et la leur.

Nous vivons cette guerre, tandis que la révolution réalisée dans les domaines de l'information, de la technologie et des communications est manipulée par la minorité dirigeante de cet univers ou par celle qui contrôle le commerce et les marchés mondiaux. Or ce marché a changé son mode de production et de consommation de l'information et s'est ouvert des débouchés dans les pays du Tiers Monde qui lui étaient un jour fermés. Il est désormais difficile pour bon nombre de petits Etats de défendre leur indépendance économique et culturelle dans cette jungle internationale dénommée marché libre. Ce marché n'a rien de libre sinon peut-être la liberté des grands Etats de dévorer les plus petits.

La présumée économie cosmique et la mondialisation de l'économie ne sont en réalité qu'un siège économique et commercial des pays du Tiers Monde qui a lieu au nom de l'unification internationale ou de l'unité cosmique de la minorité dirigeante du monde à l'échelon du sommet. Parallèlement à cette super-unification un autre mouvement est déclenché visant à fragmenter et affaiblir les forces des peuples. Rompre leur cohésion et unité se fait sous le couvert du pluralisme culturel, religieux et ethnique et sous prétexte du respect des différences et spécificités particulières à chaque groupe, secte, faction et autres subdivisions y compris celle de Harry Khishna, des adeptes du Satanisme, de ceux qui aiment les oignons et de ceux qui adorent les carottes!

Cette marée montante de folies religieuses va de pair avec une inondation d'idées scientifiques qui nous apprennent que nous sommes les témoins de la clôture de l'histoire et la fin des idéologies!

Néanmoins, derrière cette fumée épaisse qui voile notre vision claire des choses, perce une nouvelle idéologie qui parvient à nous atteindre. Il s'agit de l'idéologie néo-colonialiste cosmique, qui n'est pas très différente, en son essence du colonialisme traditionnel, bien que portant des noms différents, dont ceux de "Compagnies Multinationales", de "Banque Mondiale", de "Conseil de Sécurité", de "Fond Monétaire Internationale", de "Légitimité Internationale" et autres.

Quelques phénomènes étranges et contradictoires se sont fait jour au cours des années écoulées, sous le couvert de la renaissance du folklore, des cultures locales, des identités et des religions. Nous avons vu des groupes de jeunes, armés de bombes, de canifs ou de chaînes, en adoration devant un "Emir" ou un "Grand Cheikh". Nous en avons vus d'autres, portant des croix renversées glorifiant Satan,

d'autres encore formant des partis et se proclamant "Les partisans de Dieu" ou "Partisans du Diable". D'autres encore qui exaltaient avec véhémence le retour au patrimoine, identité et legs Islamiques, Arabes et nationaux. Il y en avait enfin qui invitaient, avec non moins d'enthousiasme à la privatisation, au partenariat, à la coopération, à l'alliance et au dialogue.

2- Qu'est-ce que la culture de l'élite et qu'est-ce que la culture populaire?

Comment pouvons nous reconnaître le rôle de la culture de l'élite ou de la culture populaire dans un dialogue culturelle ou un choc de civilisations sans, au préalable savoir, ce que nous entendons par ces deux appellations et les différences entre les deux?

A titre d'exemple, qu'entendons nous par culture populaire en Egypte? Comment parvenir à la connaître de la bouche de ceux qui en sont les sources originelles: des hommes et des femmes, des vieux, des jeunes, des travailleurs, des paysans, des soldats, des artisans etc .. qui forment le peuple égyptien?

Cette culture populaire est tissée d'histoires, de contes, de proverbes, de maximes, de chansons, de légendes, de blagues, d'anecdotes, que les gens du peuple inventent, qu'ils produisent et consomment, qu'ils échangent dans leur vie quotidienne qui deviennent partie intégrante de leurs conversations et de leurs soirées. C'est cet ensemble qui est oralement transmis d'une génération à l'autre, jalousement préservé dans la mémoire individuelle et collective, où les grand'mères et les mères jouent un rôle majeur où les hommes à la retraite ajoutent leur apport de réminiscences du passé glorieux, le tout raconté et répété aux enfants et petits enfants.

C'est ainsi que la culture populaire est sauvegardée qu'elle devient un héritage intellectuel physiquement retransmis comme la couleur de la peau, sous la forme de matériel intellectuel dénommé "memes" (dans la science génétique moderne), porté par quelques gènes du cerveau pour former une mémoire populaire physique, comme les traits physiques.

Au cours des années écoulées un bond effectué dans les découvertes scientifiques a permis de dévoiler plusieurs secrets de la cellule vivante, des gènes, de l'atome et de ses composantes de l'électron et du "quark" plus petit encore, dont la puissance est encore un mystère mais qui peut s'avérer plus puissante que l'énergie atomique ou nucléaire.

Il est désormais possible de connaître beaucoup des mystères qui

entouraient le processus de transmission héréditaire de matériel et caractéristiques intellectuels d'une génération à l'autre. Les idées passent dans les cellules du cerveau par des processus biologiques, physiques, chimiques, électroniques qui relient l'organique à l'inorganique dans une osmose qui fait fusionner la biologie, l'intellect, l'économie et la culture. Ces processus sont semblables à ce qui se passe dans la mémoire de l'ordinateur. D'ailleurs les ordinateurs les plus récents ne sont qu'une simulation d'un organisme vivant nourri d'idées et d'informations, de programmes au lieu de pain et d'eau.

La culture populaire est cette mouture engendrée par la fusion du conscient et du subconscient, du passé et du présent. Un mélange d'éléments organiques et inorganiques dans le corps, l'union du matériel et du spirituel, du corps, de l'esprit et de la raison. C'est pour cette raison que la culture populaire exprime mieux les réalités vécues l'expérience quotidienne, que la culture de l'élite dirigeante ou intellectuelle qui puise en général ses connaissances des livres ou de textes scientifiques, religieux ou culturelles. La différence est certainement énorme entre une culture née dans les imprimeries, faite de caractères imprimés avec du plomb et celle née de la vie même des gens, de leur expériences quotidiennes tant individuelles que collectives.

Les lettres et le langage cachent beaucoup plus que ce qu'ils revèlent, de ce qui se passe dans les esprits. Toutefois la culture populaire parvient à surmonter cet obstacle au moyen de gestes, de danses, de chants, de pièces de théâtres, de contes et anecdotes qui assistent la langue et les mots dans l'expression des émotions et des pensées des êtres humains.

Une des émotions humaines les plus puissantes est la colère qui s'extériorise face au système patriarcal d'oppression qui prévaut dans l'histoire de l'humanité depuis les temps de l'esclavage et se manifeste encore sous d'autres formes. Actuellement la communauté internationale est divisée en une minorité d'hommes ayant entre les mains les rennes du pouvoir sur les plans international et local. Ils contrôlent l'économie, l'armement, les armées, la police et les connaissances, tandis que la grande majorité, hommes et femmes (notamment dans les pays du Tiers Monde) vivent au dessous de la ligne de pauvreté. Ils n'ont même pas de quoi subvenir aux besoins minima de la vie, de leur pain quotidien, sans parler des Livres Saints ou des journaux officiels ou de partis.

La colère populaire s'exprime sous la forme de grèves des travailleurs de manifestations estudiantines, de mouvements féministes ou

même, de temps en temps de révolutions paysannes. Les lois positives ou non positives, répriment souvent de tels mouvements de colère qui cherchent d'autres débouchés ou modes d'expression de leur résistance intellectuelle par des maximes et des proverbes, par des blagues politiques ou sexuelles lancées contre la minorité ou l'élite au pouvoir.

Ces différentes formes de culture populaire jouent un rôle important dans la révélation des contradictions ou dualités de la culture élitiste prédominante en dévoilant les valeurs morales, religieuses, politiques et économiques. De telles révélations qui mettent à découvert certains aspects factices transforme la colère populaire en rires. La tragédie devient comédie, source de plaisir et de satisfaction et même d'un sentiment temporaire de victoire.

La culture populaire n'est souvent qu'une forme de résistance morale collective, une tentative dans le sens de la libération culturelle collective, du siège de l'élite régnante. La culture populaire est une arme entre les mains des peuples qui se tiennent sans défense devant les autorités armées.

Dans notre dénommé Tiers ou Quatrième Monde où la grande majorité de la population vit privée de ses droits moraux et matériels les plus fondamentaux, dont le droit de boire une eau potable, de trouver une bouchée de pain propre, de respirer un air non pollué et d'obtenir une information non déformée, les peuples ne possèdent comme moyen de résistance que leur culture populaire, leur mémoire collective et tout leur bagage intellectuel riche de tragédies et de comédies.

La culture populaire est orale et de ce fait même échappe à la censure imposée aux oeuvres artistiques et littéraires. Elle est également à l'abri du joug des détentions et arrestations! Ses auteurs n'ont ni noms ni adresses. Car au fond c'est le peuple entier qui en est l'auteur anonyme. D'ailleurs s'il en est producteur, il en est de même le consommateur par excellence. Aucun Etat, quelque despotique qu'il soit, ne peut emprisonner des millions ou brûler la culture populaire. Celle-ci n'est pas sous l'emprise de la presse et n'est pas enfermée dans des livres.

En fait, on peut brûler les livres mais on ne peut pas effacer la mémoire collective des peuples!

Le mot "peuple" dans notre pays jouit d'une connotation de grandeur et de gloire, il est même sanctifié dans les glossaires de la classe dirigeante et dans la culture de l'élite, indépendamment des

penchants de cette élite, qu'elle soit libérale (croyant au marché libre et à la privatisation), nationaliste Arabe (croyant au socialisme ou Nasserisme) Islamiste (croyant au Coran et aux traditions religieuses) ou Marxiste (croyant à la lutte des classes et au secteur public). Toutes ses élites glorifient le peuple égyptien. Cependant cette glorification est vide de sens.

Elles essayent rarement de connaître ce peuple dans ses réalités quotidiennes ou d'en connaître les différentes catégories, femmes, jeunesse, travailleurs, paysans, soldats, artisans et autres.

Bien que l'on ait beaucoup parlé de spécificités, de particularismes culturelles, d'identité populaire ou culturelle, rares sont les études approfondies qui se penchent sur la culture populaire égyptienne. Il existe probablement quelques études exprimant les points de vue de chercheurs étrangers ou de l'élite locale sur ce qu'ils appellent folklore, qui est tout à fait différent de la culture populaire parce qu'il traduit la culture de cette élite de chercheurs plus que celle du peuple objet de leur recherche.

Dans les universités européennes et américaines, un intérêt croissant est manifesté pour les cultures populaires des pays du Tiers Monde, pour mieux comprendre ces peuples, leurs moyens de lutte, leur résistance et révolution contre les régimes au pouvoir sur les deux plans local et international.

Souvent quand je voyage dans un pays arabe, africain ou même en Egypte, je rencontre un jeune américain ou américaine, vivant dans un petit village comme un quelconque membre de sa communauté, habillé comme eux, parlant leur dialecte, mangeant leur mets locaux, apprenant leurs chansons et leurs dances, connaissant par coeur leurs proverbes, maximes, anecdotes et histoires, passant les soirées avec eux dans leurs foyers et champs, recueillant les détails de leur culture dans un calepin, en anglais. Un an ou deux plus tard, il ou elle regagne leurs universités américaines respectives où leurs études sont soumises à des analyses, conclusions et prévisions qui alimentent la section des informations politiques qui relève de la défense militaire des intérêts américains dans la région Arabe, en Afrique et en Asie.

L'information est devenue désormais l'arme moderne et post-moderne dans cette ère de révolution de l'information et de la technologie.

Pour s'accaparer les ressources pétrolières et les matières brutes ou ouvrir de nouveaux marchés de consommation pour les produits américains dans les pays du Tiers Monde (matériels et culturels), une

bataille est aujourd'hui menée en se servant de l'information: Celui qui la possède, qui l'analyse et qui est capable de riposter à son flux torrentiel par un autre flux aussi abandon de données et de contre - données erronées déguisées en vérités scientifiques ou philosophiques, de théories nouvelles politiques économiques et culturelles.

Une de ces théories nous parvient de professeurs dans les universités américaines qui nous parlent d'économie cosmique et de mondialisation de l'économie qui devient ainsi une force unifiée. Parallèlement une autre théorie nous parle de la fragmentation des cultures populaires sur la base des différences de sectes, de race, d'ethnie, de croyance religieuse et de religion.

Par ailleurs, la culture populaire est encore ignorée dans nos universités égyptiennes et arabes, en dépit de la constante glorification du peuple, il est absent de la scène politique et des conférences scientifiques. En fait il est glorifié sanctifié même, tant qu'il est absent. Toutefois si sa présence se fait un jour sentir, le sacré devient immédiatement profane. Un des professeurs de renom (spécialisé dans la science du choc entre civilisations) a manifesté nettement sa désapprobation, lorsque je demandais à ma tante de m'accompagner dans une des réunions. Cette vieille paysanne portait la djellaba typique de son village, le visage frippé et basané par le soleil. A ma demande elle relata quelques uns des contes légendaires, agrémentés d'anecdotes, de proverbes et maximes. Sa tenue peu élégante et son parler non scientifique n'étaient pas faits pour plaire au fameux professeur. Il me demanda quel était le rapport entre ma tante et le choc des civilisations ou le dialogue des cultures!?

Contrairement à la culture de l'élite, la culture populaire sort directement de la bouche des hommes du peuple. Elle reflète leurs expériences et traduit leurs peines, souffrances et rêves. C'est l'autobiographie collective et sociale des gens, dans leurs foyers, dans leurs villages, dans les petites villes et quartiers populaires, dans les zones marginales des grandes villes. C'est tout cet ensemble recueilli et emmagasiné dans le creuset de la mémoire commune collective du peuple que l'on dénomme culture populaire. De par sa nature même, elle échappe à l'emprise de ceux qu'on appelle les critiques de l'élite, qui sont des professionnels de la critique littéraire, politique ou économique, dans les partis du gouvernement ou ailleurs.

Dans la culture de l'élite, les critiques essayent d'annuler la présence de l'auteur et de se substituer à lui. Il s'en suivit une théorie nouvelle

sur la mort de l'auteur dans la lignée des thèses précédemment avancées sur la mort des idéologies et la mort de l'histoire. L'auteur de la culture populaire, lui, ne meurt jamais. Il renaît dans la bouche des mères et des générations successives. Il vit et revit dans la mémoire des hommes, des femmes et des enfants du peuple, en dépit des tentatives continues des autorités au pouvoir de l'assassiner, de l'affaiblir ou encore de le fragmenter.

La culture de l'élite essaye toujours d'expulser ou d'annuler la culture populaire au nom de la profondeur scientifique, religieuse ou culturelle, parce qu'elle n'est pas sophistiquée! A l'âge de sept ans j'ai été témoin d'un accrochage entre la culture de l'élite représentée dans notre village par le maire et ma grand'mère paternelle, une petite villageoise. Le Maire tenait d'une main le Coran et de l'autre un chapelet. Il accusait ma grand'mère d'être analphabète et ignorante, ajoutant que n'ayant pas lu le Livre Saint, elle ne connaissait pas Dieu.

A son tour ma grand mère retournait qu'il était injuste et mangeait de la sueur des pauvres paysans et qu'elle connaissait Dieu beaucoup mieux que lui. Puis elle lui lança cet ancien proverbe populaire ancré dans la mémoire de tous "Dieu est la Justice même, la raison de l'homme le lui a fait connaître".

Ce proverbe populaire est la base de la philosophie religieuse populaire qui a précédé le soufisme islamique. Elle a également précédé les "Mo'tazila" et les autres écoles qui avaient une foi profonde en la justice, en la vérité et la liberté beaucoup plus qu'en la Chari'a, la jurisprudence ou le déterminisme.

Lorsque pendant l'occupation britannique, le gouvernement égyptien a donné des ordres aux paysans pour planter du coton au lieu du maïs et du blé, ma grand' mère et les hommes et femmes du village étaient furieux. Reunis dans la maison du Maire ils lui demandèrent "Allons nous nourrir nos enfants de coton, Maire? ". Sous le règne de Sadat et de sa politique "d'ouverture" autorisant l'importation de blé américain et d'autres produits de consommation, les paysans plantaient du fourrage pour nourrir les vaches tandis que les enfants avaient faim. Je n'étais pas consciente de cette situation jusqu'au jour où je me suis rendue au village et entendu ma tante qui disait: "Nous plantons la terre pour nourrir les vaches et laissons les enfants mourir de faim" Une autre paysanne dit "Les plantes, c'est nous qui les avons plantées, mais le pain n'est pas pour nous!"

Lors d'une conférence internationale tenue à Addis Abéba en 1978, quand je travaillais pour la CEA (la Commission Economique des

Nations Unies pour l'Afrique) une africaine a présenté une recherche ayant pour titre: L'Afrique produit ce qu'elle ne mange pas et mange ce qu'elle ne produit pas. C'est exactement la politique de la Banque Mondiale ou économie cosmique. Il s'agit de transformer l'Afrique et les pays du Tiers Monde en nouvelles colonies, qui produisent et récoltent les matières premières nécessaires pour les industries des pays étrangers, cependant qu'ils mangent et consomment ce que ces mêmes pays daignent leur envoyer et qui le plus souvent sont des produits superflus loin de satisfaire leurs besoins fondamentaux. Le Continent Africain un des plus riches au monde en ressources naturelles et culturelles. Il est aujourd'hui le continent le plus pauvre du monde dans les deux secteurs.

L'économie cosmique néo-colonialiste ainsi que la culture de l'élite qui l'entoure sur les deux plans local et international, privent les peuples non seulement de leurs cultures qui représentent leurs moyens de résistance intellectuelle et militaire, mais aussi des vivres et de l'eau.

Aujourd'hui les pays africains mènent un vrai combat sur l'eau et le blé. Le désarmement nucléaire a été strictement imposé à l'Afrique et aux pays Arabes, Israël est excepté évidemment. Est ce là, la raison pour laquelle l'attention n'est plus accordée aux intérêts vitaux matériels, militaires et économiques mais orientée vers un autre conflit imaginaire celui du choc des civilisations ou du dialogue des cultures?

En Egypte les masses populaires sont formées de différents groupes : femmes, hommes, jeunes, des enfants, des travailleurs, des soldats, des paysans, des musulmans, des chrétiens et des coptes. La culture populaire est-elle différente d'un groupe à l'autre ? Y'a t-il jamais eu choc, conflit ou dialogue entre les cultures de ces groupes ? D'ailleurs quelle est la différence entre un conflit et un dialogue ? Les conflit, colère ou résistance ne sont-ils pas, en fait des sentiments naturels, l'expression desquels est provoquée en réaction à une agression ?

Dans mon village, les femmes répètent le proverbe suivant, en l'absence de leurs hommes: "Tu place ta confiance en un homme tu place ton eau dans un tamis!". Cette sagesse populaire est née de la mauvaise expérience des femmes avec leurs époux. La loi ne punit l'homme s'il commet le crime d'adultère ou s'il entretient des relations extra-maritales, que dans une seule condition; s'il est pris en flagrant délit dans le lit conjugal ou en son foyer. Même dans ce cas le châtiment n'est pas à la mesure du crime en dépit de sa laideur. Les femmes ont ainsi perdu toute confiance dans les hommes. Ces derniers d'ailleurs, pratiquent une moralité qui comprend autant de trous que le tamis!

Sur le plan international, la situation est semblable. Les pays africains et les petits pays du Tiers Monde ne croient plus aux promesses des grandes puissances, pas plus qu'aux résolutions des Nations Unies et du Conseil de Sécurité, aux accords de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International ou aux conventions culturelles et économiques dont celles du GATT. Ils savent que de tels accords n'ont pour effet que d'approfondir le fossé entre riches et pauvres.

Le conflit économique et culturel est une réalité qui se manifeste dans les relations entre les grands et les petits Etats. Il existe encore à l'intérieur d'un seul pays entre les classes des pauvres et des riches qui possèdent le pouvoir; à l'intérieur d'une même famille entre le sexe qui gouverne, celui des hommes et entre le sexe gouverné celui des femmes.

Tel est le système patriarcal de classes auquel l'humanité est assujettie à tous les niveaux, international, local et familial, avec une cohésion apparente au sommet de la part de la minorité au pouvoir. C'est la raison pour laquelle les principes moraux sont d'habitude appliqués selon la loi des deux poids et deux mesures sur les trois plans précités.

Cette dualité morale repose sur une même philosophie qui veut séparer la responsabilité et le pouvoir. Ceci est évident dans le Droit international qui innocent les grandes puissances (les vrais criminels) et punit les petits Etats (les victimes).

Dans le code pénal égyptien, le soudoyeur est libre s'il présente un témoignage fiable contre le soudoyé. Or c'est le premier qui détient les moyens de corruption. Les dispositions du Statut Personnel égyptien, les lois morales coutumières et les textes de la Chari'a permettent à l'homme d'avoir plus d'une épouse et des relations extra-conjugales. Il a le droit de disperser ses enfants, de déchirer sa famille dans le cadre de son droit absolu au divorce. Dans le cas de relations immorales et adultères, l'homme est libéré la femme jetée en prison.

Dans notre culture populaire des tentatives visant le changement de cette dualité ont toujours été entreprises par les femmes. Le conflit entre les deux sexes remonte aux siècles de l'esclavage. Il n'est pas, comme le prétend, la culture de l'élite une lutte ou un mouvement féministe importé des civilisations occidentales.

Un autre conflit existe dans les villages entre les pauvres paysans et travailleurs agricoles d'une part et les riches propriétaires terriens, les maires et les hommes à leur solde. Ceci est aussi vrai dans les

grandes villes, entre les travailleurs et les propriétaires des industries diverses et au sein du gouvernement entre petits fonctionnaires et leurs supérieurs. C'est un conflit normal de classes né de la dualité et de l'absence de justice et n'est pas une idée communiste ou étrangère venue de l'Ouest ou de l'Est .

Le terme "conflit" possède une connotation positive dans la culture populaire. Il permet souvent de formuler une certaine résistance ou ironie vis à vis de la classe dirigeante. Cependant aux yeux de l'élite il devient négatif, quelque chose qu'il faut supprimer et remplacer par le "dialogue". Est - ce là, la raison qui pousse quelques membres de l'élite à pencher plutôt pour la philosophie du dialogue et des alliances que pour la résistance et le combat? L'ordre mondial a-t-il soudain changé pour devenir équitable, appliquant une seule mesure qui permette de dire que tous les combats ont enfin atteint leur terme et que le dialogue ou l'alliance doit s'en suivre?

Le terme "alliés" dans la culture populaire égyptienne et dans la mémoire historique collective de notre peuple jouit d'une très mauvaise réputation. On n'a jamais oublié ce que les alliés anglais ont fait au cours des guerres de 1948 et 1956. Les peuples arabes n'ont pas, pour leur part, oublié la guerre du Golfe en 1991. La mémoire collective est partie intégrante de la résistance populaire contre les nouveaux alliés qui parlent de dialogue, de fraternité et de paix.

3- Des Exemples de la Culture Populaire Egyptienne

La culture populaire égyptienne est riche de dictons caustiques, de maximes, de sagesses et d'anecdotes tragi-comiques qui constituent un bouclier de résistance intellectuelle ou un deversoir où s'exprime le combat opposant les classes opprimées et les dirigeants ou encore entre le sexe reprimé dans la famille et l'autre sexe qui le subjugué.

Quelque fois même, l'imagination populaire dépasse le cadre humain pour percer les voiles des cieux et des forces divines ironisant cette absence de justice divine dans leur lutte contre le pouvoir et l'exploitation.

Au début des années 60 et au cours de la Conférence Internationale des Forces Populaires organisée en Egypte une sorte de compétition a eu lieu entre les intellectuels pour trouver la définition appropriée des "travailleurs" et des "paysans", je me suis rendue à mon village natale de Qalyoubia, où on me raconta l' anecdote suivante qui révèle clairement les contradictions et les falsifications inhérentes à la culture de l'élite au pouvoir:

Un paysan fuit le village natal en se cachant dans un camion qui se

rendait en Libye. Arrivé à Benghazi les gens lui demandèrent "Pourquoi êtes - vous venu, cousin?" Le paysan égyptien répondit: "La police égyptienne arrête les travailleurs et les jette en prison!" "Mais vous êtes un paysan et non un travailleur!!" répondirent les Libyens et l'éloquent paysan de répliquer "Allez donc le dire à la police égyptienne!!!"

Quelques membres de l'élite sont parvenus à se faufiler dans les sièges du parlement sous l'étiquette des travailleurs et des paysans. Ils ont enlevé leurs costumes et se sont fagotés de "djellabas" ou de "salopettes".

Voici une autre anecdote de la même période des années 60 et 70 où la dictature de l'Etat policier se cachait derrière un écran de paroles telles que la démocratie, la prospérité, le bien - être et la paix: Une statuette d'un des rois Paharaons disparut du Musée Egyptien. Des efforts inlassables ont été déployés dans les diverses administrations des Antiquités, mais en vain. Les forces de la sécurité et de la police durent enfin intervenir. En moins de 24 heures on annonçait que la statue était retrouvée, le roi identifié et tous les détails ayant trait à sa vie, sa naissance, son mariage et son divorce connus. Tout le monde était frappé de stupeur. On demanda quand même aux policiers: "Comment avez vous appris tout cela? Vous avez sans doute découvert sa tombe?. Il n'en est rien! Il a tout confessé!!."

Ici, la culture populaire relie avec aisance l'absurde fictif (une statue qui donne sa confession) et l'absurde de l'actualité vecue par le peuple. Les tortures que les géoliers de l' Etat policier infligent aux détenus et prisonniers politiques pour obtenir des confessions par la coercition .

En septembre 1981, lorsque plus de 1500 hommes et femmes de l'opposition ont été incarcérés, l'histoire suivante circulait dans tous les milieux: Un homme était vu avec des bandages sur le nez. "qu'est -il arrivé à votre nez? lui demandait - on. "Je me suis fait arraché une molaire" dit -il.

"Pourquoi ne l'avez - vous pas arraché directement de votre bouche? lui demanda t-on encore une fois.

-Vous blaguez? est ce qu'on peut ouvrir la bouche ces jours -ci?"

Les référendums populaires étaient comptés parmi les moyens utilisés au cours des années 70 pour conférer une certaine légitimité aux nombreuses décisions adoptées contre les intérêts du peuple. Les résultats en général n'étaient pas inférieur à 99 % en faveur de la décision concernée! C'est ce qui a donné naissance à l'anecdote

suivante: Un des dirigeants prenait plaisir à répéter les blagues que le peuple faisait circuler sur son prédécesseur. Il apprit, ensuite de ses amis, que des anecdotes étaient de même racontées à son sujet. De colère il donna des ordres à la police pour arrêter sur le champ tous ceux qui osaient raconter ce genre d'histoire ou faisaient circuler des rumeurs sur son compte. La police passa le pays au peigne fin et lui ramena un vieux gueux en guenilles, qu'ils avaient trouvé dans un trou de 'hash' répétant les dernières des dernières. Le vieux se prosterna devant le dirigeant qui le cribla de questions.

- "Alors c'est toi qui racontes cette blague?" et le dirigeant la racontait.

- "Oui Sire ! ne vous en déplaît!"

Les unes après les autres les anecdotes lui étaient racontées et il admettait son crime. Fou de colère le leader lui dit:

"Sale clochard ! Comment oses-tu inventer toutes ces histoires sur mon compte, Moi qui ai remporté 99 % au référendum?"

- Non Sire, je vous jure cette dernière blague n'est pas de mon invention!!"

Il était connu qu'au cours des années 70, les autorités au pouvoir encourageaient les courants religieux tant Islamistes que Coptes pour frapper de ce fait même, les forces nasseristes et socialistes d'Egypte. Juste avant son assassinat (par les mêmes courants qu'il avait encouragés) le dirigeant s'était rendu compte du danger que représentaient ces courants tant pour sa vie que pour le régime. Il convoqua le Pape Shenouda et le cheikh d'Al Azhar et leur dit "Ecoutez. Les fanatiques ont vraiment dépassé les bornes. Le conflit entre Musulmans et Coptes est devenu dangereux tant pour vous que pour moi. Que diriez-vous si je désignai deux autres dans vos postes? Les deux répondirent avec abnégation: "Vos paroles sont des ordres!". Commencant par le Pape Shenouda, il dit: "J'ai décidé de vous faire remplacer par Mamdouh Salem!" Stupéfait le Pape répondit "Mais, Monsieur le Président, Il est Musulman, non Copte!" En colère le dirigeant répliqua: "Allons donc Shenouda! Allons - nous reprendre ces propos bizarres sur les Coptes et les Musulmans!!!".

La mémoire collective du peuple égyptien est pleine de tragi-comédies et de blagues qui révèlent les contradictions existant au sein même des centres de pouvoir, beaucoup plus que ne le montre la culture de l'élite. Celle-ci est en fait partie intégrante du pouvoir. En effet une partie ne peut pas être consciente du tout, et l'oeil ne se voit pas. Le peuple désarmé et isolé, est doté de suffisamment de recul pour avoir une vue d'ensemble, le tableau en toute sa plénitude, comme un

étranger qui voit ce que les autres ne peuvent voir faute de distance.

La corruption économique et les pots de vin se sont répandus en Egypte au cours des années 70 depuis notre politique d'ouverture et depuis que notre société s'est transformée en société de consommation. Un jour un dirigeant a pris part à une réunion avec des hommes d'affaires d'Egypte, d'Europe et des Etats Unis. Le téléphone à portée de sa main sonne. Il décroche et l'on entend clairement un membre de la famille qui dit "Viens vite ! Notre maison a été cambriolée, les voleurs ont tout emporté!" Il répond calmement en riant "Impossible mon fils, tous les voleurs sont réunis, ici, avec moi!!"

Je ne pense pas qu'une étude sur ce genre de culture populaire égyptienne ait été, à n'importe quel moment faite. J'ai écrit ce papier en comptant sur ma propre mémoire, inspirée par les histoires et blagues que j'entend autour de moi. Si nous voulons identifier le rôle de la culture populaire dans le dialogue des cultures ou le choc des civilisations, il nous faut nous rendre compte que ce n'est pas faisable sans une étude approfondie de cette culture populaire; étude qui serait à la mesure de ce qui est fait pour la culture de l'élite, qui se pencherait sur son rôle et sur ce qui la différencie de tout autre .

Pour conclure cette étude rapide dictée par mon expérience personnelle, je tiens à répéter ce que j'ai dit au début: Tant que la justice est absente des instances internationales, locales ou familiales les conflits ne vont pas disparaître. La culture des opprimés, hommes et femmes est une forme de résistance contre l'injustice. Elle demeurera présente dans la mémoire et dans l'histoire en dépit des tentatives incessantes de l'éliminer, de la fragmenter et de l'ignorer.

Il est indispensable de souligner, néanmoins que le dialogue entre les diverses cultures du monde est une nécessité, sine qua none, pour la connaissance, le progrès et la coopération adéquate et non l'exploitation. Toutefois l'élite intellectuelle doit engager un dialogue entre ses propres membres d'une part et avec ceux de la culture populaire de leur pays d'une autre, afin de devenir vraiment partie intégrante de ce peuple, capable de le représenter réellement au milieu des autres cultures mondiales. C'est uniquement ainsi qu'une osmose se produira entre l'élite et les forces populaires pour devenir une entité capable de dialogue, de négociation et d'alliance.

Malheureusement l'élite de notre pays est encore divisée en groupes séparés et épars, soucieux de coopérer avec les autorités au pouvoir tant à l'intérieur qu'à l'extérieur au nom du peuple ■

Prof. Jomo K.S.*

Conflit ou Dialogue?

Quelques Considérations Economiques pour le Nouvel Age**

Il est regrettable que nous, au Sud ou Tiers Monde comme on l'appelle depuis quelque temps, soyons toujours obligés de nous adapter aux points de vue avancés par le Nord nonobstant leur caractère répugnant. Ce qui représente un rappel révélateur du fait que la domination du Sud par le Nord est presque totale et comprend cette hégémonie intellectuelle cruciale.

L'influence du Professeur Samuel Huntington à cet égard est une triste réflexion personnelle de la nature du pouvoir dans le monde d'aujourd'hui. Comme il est bien connu, Huntington avance sa propre expertise dans plusieurs domaines, dont les études stratégiques, les relations internationales (du point de vue américain) ainsi que le "développement politique" dans le Sud, les deux étant, selon son point de vue, étroitement reliés. En tant que démocrate libéral, il serait utile de rappeler ses précédentes contributions sur le rôle des militaires, des "Etats prétoires", des "hameaux stratégiques" pour le Vietnam et bien plus.

Je trouve l'ombre de Huntington dans les points de vue dominés par l'Occident particulièrement problématique en raison de ses repercussions intéressées, erronées, voire malhonnêtes. L'argument

* Président de l'Association malaisienne pour les Sciences Sociales;
Professeur, Faculté d'Economie et d'Administration,
Université de Malaya, Kuala Lumpur, Malaisie

** Original: Anglais. Traduit par Samia Tawfik.

du "conflit des civilisations" de Huntington doit être localisé historiquement; il a été publié en 1993 dès la fin de la Guerre Froide quand l'"Avenir occidental" a été en jeu et la configuration des relations internationales futures a, par conséquent, été l'objet d'une redéfinition.

Avec la disparition de l'"empire du mal", derrière le "rideau de fer" de l'Union Soviétique et de l'Europe orientale présidée par Mikhael Gorbatchev dès la fin de 1980, l'Alliance occidentale a perdu son autre guerre froide, raison d'être de l'OTAN sans laquelle il ne peut définir et légitimer la continuation de sa propre existence.

Avec la fin de la Guerre froide, l'avenir de l'Alliance occidentale ne pouvait être assuré et notamment avec la consolidation croissante de l'Europe (la "forteresse de l'Europe", la "Patrie de l'Europe") ainsi que la reconnaissance accrue des intérêts économiques différents et conflictuels (à savoir, l'intérêt croissant accordé à la thèse de Servan-Schreiber sur le défi américain et la publication des deux traductions anglaises de la publication de Michel Albert "capitalisme contre capitalisme").

Le défi pour Washington a été de préserver l'alliance occidentale - sous le leadership des Etats-Unis - dans les nouvelles circonstances. C'est ainsi que la thèse de Huntington devient très appropriée et utile en tant qu'exercice dans la redéfinition des "autres". Ainsi, par exemple, l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique se tiennent ensemble alors que les pauvres pays latino-américains sont exclus malgré l'hégémonie culturelle de l'Europe. La définition des plusieurs "autres" plutôt qu'un seul "autre" (c'est-à-dire le Sud et le Tiers Monde) possède d'autres avantages stratégiques évidents si l'ancienne stratégie impérialiste "diviser pour régner" devait être adoptée pour ces temps nouveaux.

En mettant un accent sur la culture-ou la civilisation-les erreurs et les divisions, l'on espère renforcer l'unité des autres. Quiconque lirait l'article de Huntington serait frappé par le manque de sa compréhension et le caractère superficiel de ses appréciations des civilisations. L'on se rend immédiatement compte que pour Huntington, civilisation est avant tout un domaine culturel, bien que les divers sens des "civilisations" imposent ses propres limitations dans son discours.

L'essentiel de la culture chez Huntington évoque l'histoire quand cela s'avère adéquat, mais peut également passer outre, puisqu'il ignore les nuances et les contradictions culturelles, si elles entravent son projet tel que le génocide le plus important des temps récents durant

la deuxième guerre mondiale a été perpétré par ceux faisant partie du groupement d'une même civilisation - les juifs par les nazis allemands et les chinois par leurs camarades les militaristes japonais confucianistes.

L'idéologie et l'édification politique des civilisations ostensibles sont également ignorées par Huntington. Par exemple, la notion d'une civilisation occidentale basée sur un patrimoine partagé entre les judéo-chrétiens est assez récente dûe aux Américains après 1960. Il n'y a aucune raison pour avancer l'idée que la civilisation Abrahamique, du Prophète Abraham - le traducteur - embrassant les monothéismes juif, chrétien et islamique, n'est pas plus valide en matière de civilisation, de spiritualisme et de philosophie, mais cette idée n'écarte pas l'autre idée de Huntington sur le principal vilain, l'Islam.

Malgré la récente culture du fétichisme du Confucianisme dans l'interprétation de l'Est de l'Asie y compris le Japon et les prétentions intéressées de quelques partisans des "valeurs asiatiques" distinctes évidentes, l'on peut supposer que ce sont les différences et la vitalité du capitalisme est-asiatique qui sont à la base des préoccupations de Huntington en matière de civilisation. Huntington était à juste titre préoccupé par la possibilité d'alliances entre diverses civilisations et notamment entre l'Islam et le Confucianisme (penser "Chine").

La tâche des intellectuels du Sud a donc été de rejeter les divisions civilisationnelles insinuées dans l'approche de Huntington et de rechercher l'unité face à l'alliance qu'il essaie de ré-établir pour le Nord ("Occident"). Ce défi doit reconnaître les échecs passés du Tiers Monde en vue d'être en mesure de les surmonter.

L'initiative du Pan-africanisme et les relations asiatiques de Nehru de 1947 se sont rassemblées dans le Mouvement de Solidarité Afro-Asiatique simultanément avec l'esprit de Bandoeng et sont devenues la base de l'anti-colonialisme, du non-alignement, du Tiers Mondisme, du Groupe des 77, des efforts déployés pour établir le Nouvel Ordre Economique International (NOEI) et ses diverses contreparties (tel que l'information et les communications par le truchement de la Commission Mac Bride).

L'empire a riposté avec la crise de la déflation et des dettes de Volcker des débuts des années 1980, créant ainsi la subordination économique néo-libérale du Sud, souvent par l'entremise des programmes de stabilisation menés par le FMI et la Banque Mondiale lors de la dernière décennie. Cette étude porte sur le troisième instrument de ces réformes néo-libérales, à savoir, quelques

implications de la conclusion du round de négociations d' Uruguay sur l'Accord Général sur les Tarifs et le Commerce (GATT) qui, à son tour, a donné naissance à l' Organisation Mondiale du Commerce (OMC) (WTO) qui deviendra le nouveau domaine des luttes économiques entre le Nord et le Sud, non seulement pour ce qui est du commerce, mais également pour d' autres questions y relatives.

Implications du Round d'Uruguay sur le GATT

Après la Deuxième Guerre mondiale, des plans ont été élaborés pour la création d' une Organisation Internationale du Commerce (OIC) qui établirait des règlements pour le commerce international. Cinquante trois gouvernements ont rédigé et signé une Charte à La Havaie, Cuba, pour créer cette Organisation, qui servirait de contrepartie dans le domaine du commerce international au Fonds Monétaire International (FMI) et à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). Ce trio a été considéré comme essentiel pour la croissance durable de l'économie mondiale.

Toutefois, alors que le FMI et la BIRD ont été créés par la Conférence de Bretton Woods tenue en 1944, la Charte de l'OIC a été confrontée à une forte opposition. Suite au refus du Congrès américain d' approuver l'OIC, ce projet est tombé à l'eau, ce qui n'a pas éliminé le besoin pour une organisation internationale qui serait chargée de négocier les réductions des barrières tarifaires et non-tarifaires pour le commerce international (Akhtar, 1994).

Vingt-trois nations sont convenu de poursuivre des négociations intensives à Genève pour les concessions du commerce et des tarifs. Ceux-ci ont été incorporés à l'Accord Général sur les Tarifs et le Commerce (GATT), signé en octobre 1947, et entré en vigueur en janvier 1948. A partir de ce moment, le GATT a émergé en tant que contrepartie moins ambitieuse par rapport au FMI et la BIRD. A ce jour, 117 nations ont signé le traité multilatéral du GATT en tant que parties contractantes.

Le GATT a été une plateforme permanente pour réduire les barrières tarifaires. Celui-ci avait pour objectif fondamental de réaliser un commerce plus libre par la réduction des barrières tarifaires et non-tarifaires sur une base non discriminatoire, de réciprocité dans le traitement national. Il fournit également des sauvegardes pour protéger contre les situations inattendues, engageant des niveaux tarifaires parmi les pays membres et établissant un cadre pour résoudre les conflits parmi les membres pour ce qui est de leurs bases tels le dumping, etc... Le GATT a réussi à faciliter graduellement le commerce libre. Depuis les premiers pourparlers

commerciaux de 1947, les taux tarifaires à travers le monde sont tombés. La majorité des pays industrialisés ont été témoins de la des niveaux de la moyenne tarifaire de l'ordre de 5 pour cent (Lawrence, 1993). Le GATT a conclu avec succès sept rounds de négociations commerciales avant de Round d'Uruguay.

1. Genève 1947: Les 23 pays ayant créé le GATT ont décidé d'échanger 45.000 concessions tarifaires d'une valeur s' élevant à 10 milliards de dollars américains.

2. Annecy, France, 1949. Les 23 pays ayant participé à ce round ont proposé 5.000 réductions tarifaires additionnelles.

3. Torquay, Grande Bretagne, 1950-51. Les 38 pays engagés ont adopté 8.700 réductions tarifaires équivalentes à 25 pour cent du niveau de 1948.

4. Genève, 1955-56. Les 26 pays participants ont décidé une coupe supplémentaire sur les tarifs douaniers d' une valeur de 2,5 milliards de dollars.

5. Le Round Dillon tenu à Genève en 1960-62. Les 26 pays participants ont décidé de ne pas appliquer des tarifs douaniers sur 4.400 articles d' une valeur de 4,9 millions de dollars.

6. Le Round Kennedy, Genève, 1964-67, signé par 50 pays participants, qui couvrent 75 pour cent du commerce mondial, lesquels pays ont décidé - pour la première fois- de couper les tarifs douaniers sur des secteurs entiers et non sur des produits. Visant une coupe tarifaire de 50 pour cent, ces coupes s' élèvent à près de 40 milliards de dollars.

7. Le Round de Tokyo a commencé en 1973 à Tokyo et s' est terminé à Genève en 1979. Les 99 pays participants (dont plusieurs pays en développement nouvellement indépendants) ont décidé des réductions tarifaires entre 20 à 30 pour cent couvrant 300 milliards de dollars en commerce et ont signé des accords sur des subventions, sur les barrières techniques portant sur le commerce, sur les fournitures gouvernementales, viande, produits laitiers et avions civils. Ils ont également signé l'Arrangement Multifibre (MFA) en 1974 pour libéraliser les exportations et les importations en textile.

Le Round d'Uruguay (UR) a été le huitième round le plus complexe, le plus global dans la série des négociations commerciales multilatérales du GATT. Engageant 125 pays, ces négociations ont commencé à Punta Del Este en Uruguay en 1986 et se sont achevées le 15 décembre 1993 à Genève. D'autre part, le renforcement des règles

sur le règlement des conflits, sur l'anti-dumping, sur les subventions et l'introduction des nouvelles mesures de sauvegarde et les nouveaux accords ont également été signés. L'Accord Général sur les services en matière de commerce (GATS) contient des dispositions assurant un traitement de la nation la plus favorisée (MFN), le même traitement doit être accordé à tous les pays membres, le traitement national (pas de discrimination contre les services des autres pays), l'abolition des restrictions sur l'accès au marché (pas d'adoption de mesures telles celles qui limitent le nombre des fournisseurs des services). Des accords ont également été conclus sur les droits de la propriété intellectuelle relatifs au commerce (TRIP) ainsi que sur les mesures d'investissement relatives au commerce (TRIM), tel que les conditions du contenu local (LC) - spécifiant que les entreprises étrangères doivent assurer, au niveau local, un certain pourcentage de la fabrication de certaines de leurs composantes, ont été aujourd'hui interdits.

Parmi les principaux développements en matière "d'accès au marché" selon lesquels (i) les pays développés ont accepté de baisser la moyenne des taux tarifaires sur les produits industriels de près de 40 pour cent; (ii) en agriculture, les parties contractantes ont convenu de remplacer les divers taxes frontalières par des tarifs (soi-disant tarification), d'abaisser les tarifs et réduire les subventions domestiques et sur les exportations; (iii) en textiles et en appareil, les parties contractantes ont convenu d'intégrer dans dix ans le MFA au OMC.

L'Accord obligera l'économie des pays en développement à devenir plus ouverte vers les pays industrialisés en matière de commerce, de capital/investissement et de technologie. Les pays seront obligés d'augmenter la domination des usines étrangères avec la nouvelle propriété intellectuelle, les services et les règlements d'investissements relatifs au commerce. Ils font également face à des mesures et à des règlements punitifs tels que les règlements nationaux afférents aux besoins d'origine pour éviter les accusations de déversement des déchets. En général, la souveraineté des gouvernements des pays en développement sera grandement sapée. Conformément au Système Généralisé de Préférence (GSP), les pays en développement perdront graduellement le traitement préférentiel accordé par les nations industrialisées ou seront liés aux obligations de mise en application du TRIM, du TRIP avec un accès étranger plus grand au secteur des services voire des standards du travail et de l'environnement. Ce papier apporte une évaluation préliminaire de quelques implications du Round d'Uruguay pour le Sud considérant

l'impact probable des dispositions de l'accord relatives à l'économie.

Libéralisation du Commerce

Le Round d'Uruguay a promis de garantir que les mesures non-tarifaires (NTM) ne soient pas utilisées en tant que formes de protection. Les NTM de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) affectent un grand nombre des importations des pays en développement plutôt que celles des pays industriels. Près de 18 pour cent des pays en développement non exportateurs de pétrole font face aux NTM dans les pays de l'OCDE. Toutefois, le protectionisme sous la forme des NTM et l'escalade des tarifs peuvent continuer à prévaloir même après leur date limite antérieurement approuvée (2005); et même quand ces derniers seront supprimés peu à peu, les lois anti-dumping, les douanes de compensation (CVD) et les clauses de sauvegarde peuvent être utilisées bien plus arbitrairement aujourd'hui (Smeets, 1995).

A plus longue échéance et notamment après l'élimination des NTM, les nations industrialisées affronteront une forte compétition des pays en développement, menaçant leurs industries, causant même une instabilité macroéconomique. Dans un proche avenir, les compagnies cherchant une protection essayeront d'utiliser plus largement les lois anti-dumping et les CVD. Une telle protection a augmenté d'une manière significative lors des années récentes et la tendance s'accélèrera. L'acquisition gouvernementale peut continuer à exclure les fournisseurs étrangers. Au delà et à long terme, les gouvernements inventeront probablement de nouvelles mesures (Kreinen, 1995).

Les niveaux tarifaires libéralisés apporteront plus d'importations et approfondiront l'accès du marché domestique aux produits étrangers. Une forte compétition entre les producteurs domestiques et étrangers devra émerger, imposant le bien-être du consommateur mais aussi sapant l'expansion de la capacité industrielle indigène. L'économie sera également plus susceptible aux chocs extérieurs, ce qui aurait un effet adverse sur la stabilité économique du pays. Alors que les exportations seront plus encouragées, le paiement des importations augmentera également.

Si les conditions du commerce d'un pays se détériorent, un plus grand commerce favorisera davantage ses partenaires commerciaux d'une manière plus disproportionnée. Les deux résultats possibles d'un déclin dans les conditions du commerce seront les suivants:

a) une grande chute dans les conditions du commerce signifiera que le pays souffrira d'une grande perte, soit une baisse du volume

d'importations, ou un taux inférieur de la croissance réelle des d'importations si la balance commerciale est maintenue;

b) alternativement, si les importations du pays augmentent jusqu' à atteindre, ou presque, le même taux que celui de ses exportations, malgré le grand déclin dans les termes de l'échange international, le pays souffrira d'une détérioration sévère de sa balance commerciale.

Dans les deux cas, le déclin des termes de l'échange international réduit considérablement la capacité d'achat- importation des exportations du pays (c'est-à-dire, la puissance d'achat des exportations) et partant réduit grandement la quantité des importations dans l'économie. Ces développements semblent avoir été exacerbés par: (a) le déclin séculaire dans la balance commerciale des matières premières lors des années quatre vingt; (b) le déclin relatif apparent dans les prix des exportations des produits fabriqués venant du Sud par rapport aux importations de ces mêmes produits en direction du Sud et notamment ceux venant du Nord; et (c) les politiques de libéralisation du commerce démantelant les restrictions commerciales et plus particulièrement à partir de la moitié des années quatre-vingt.

Marchés Agricoles

Conformément au Round d'Uruguay, les pays développés sont requis de réduire de 36 pour cent au moins les tarifs, alors que pour les pays en développement, ce chiffre est de 24 pour cent. L'escalade des tarifs- engageant des douanes plus élevées pour les produits transformés - est plus évidente dans la plupart des pays développés tels que dans l'Union Européenne et le Japon, même par rapport à la situation antérieure au Round d'Uruguay. Ceci décourage le secteur du processus de transformation en aval et celui de l'exportation des produits transformés au lieu des matières premières.

Mesures d'investissement Relatives au Commerce (TRIM)

Une autre question proposée récemment par l'Union Européenne envisage de libéraliser largement les TRIM. L'investissement a été le point nouveau le plus important pour l'Organisation Mondiale du Commerce. Les pays industrialisés groupés dans le cadre de l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Economique) sont convenus de différer la question à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Il a été proposé d'élaborer dans le cadre de l'OMC un accord multilatéral sur les investissements qui donnerait aux compagnies étrangères le droit d'entrer et de s'établir dans n'importe quel secteur de l'économie dans tous les pays membres de l'OMC. Ces compagnies doivent recevoir un "traitement national", à savoir,

qu'il ne peut y avoir de mesures qui seraient en faveur des compagnies locales ou une discrimination quelconque contre les compagnies étrangères, comme par exemple, d'ouvrir des succursales, d'acheter des propriétés ou de limiter la propriété du capital-action et la re-exportation des profits. L'OMC ne serait plus une simple "organisation commerciale", mais une organisation régularisant également les investissements. Ceci serait, sans aucun doute, une extension majeure des pouvoirs de l'OMC et signifierait également le prolongement et l'application des principes de l'OMC et son système de règlement des conflits (y compris l'utilisation des sanctions et des mesures de représailles sur le commerce à la politique d'investissement).

Ces propositions avancées plus haut auraient les plus profonds effets sur le comportement, les opérations et les répercussions des investissements étrangers à travers le monde et dans chaque pays. Les transnationales auraient de plus grande liberté et droits pour mener des affaires à travers le monde, libres de tout règlement gouvernemental auquel elles font face aujourd'hui. Les gouvernements n'auraient plus le droit ou le pouvoir d'élaborer ou d'imposer leur propre politique fondamentale ou les lois régularisant l'entrée, le comportement et les opérations des entreprises étrangères dans leur économie. Les lois et les politiques nationales existantes qui imposent des restrictions sur les étrangers doivent être annulées ou changées pour être conformes au nouveau traité multilatéral d'investissement. Ceci aurait des sérieuses implications puisque la majorité des pays en développement ont des politiques visant à promouvoir des compagnies domestiques et à empêcher un contrôle excessif sur l'économie nationale par les sociétés étrangères.

Les pays en développement doivent accorder une plus grande attention aux manœuvres menées par les pays industrialisés en vue d'empêcher la réalisation du traité. Il ne s'agit pas d'une "simple technique commerciale" faisant l'objet de négociations par les responsables commerciaux. Il est d'une importante signification politique comme il aura une grande portée sur la souveraineté économique, les modèles de "propriété", la survie des entreprises locales, des affaires et des fermes, sur les perspectives de l'emploi ainsi que sur la vie sociale et culturelle (Khor, 1996).

Quant à l'accès du marché, l'Union Européenne a commencé à discuter les plans susceptibles de réaliser un commerce mondial sans tarifs vers l'an 2020, et déploie des efforts pour un nouveau round de pourparlers sur le commerce en 1999 (Islam 1996). Ceci mettra sans aucun doute à l'épreuve les négociateurs asiatiques car quelques

exportateurs asiatiques apprécient la perspective du commerce mondial libre. Toutefois, sans une protection tarifaire, plusieurs des secteurs de fabrication, d'exploitation et des services s'écrouleront face à la compétition étrangère.

Arrangement Multifibre (MFA)

Dès 1974, l'Arrangement Multifibre (MFA) a spécifié des quote-parts sur les exportations en textiles et vêtements venant du Tiers Monde en direction du Nord. Le MFA avait été conçu, à l'origine, en tant que mesure temporaire pour permettre aux pays industrialisés de s'ajuster face à la concurrence des importations du Tiers Monde. Le commerce actuel en matière de textiles et de vêtements se déroule conformément au MFA IV signé en juin 1986. Selon l'accord conclu lors du nouveau Round d'Uruguay, le MFA sera échelonné sur dix ans (vers 2006) en utilisant un taux de croissance élevé en quote-parts du MFA et par l'élimination des produits couverts par les quote-parts restrictives du MFA. Dans le même temps, un nouveau système de sauvegarde sélectif temporaire, dont les détails opérationnels attendent d'être définis, accompagneront ce processus. C'est là un objet de préoccupation pour certains pays en développement exportateurs qui craignent que ce régime puisse être plus restrictif que le MFA qu'il remplace (Hamilton & Whalley, 1995)

Droits de la Propriété Intellectuelle Pertinente au Commerce (TRIPS)

Un autre domaine-clé dans le GATT cité pour la première fois dans le Round d'Uruguay est la réglementation et l'imposition des droits de la propriété intellectuelle- droits d'auteur, marque déposée et autres demandes de propriété aux loyers monopolistes. Pour le Sud dans son ensemble, la plus grande perte collective dans le Round d'Uruguay est due au TRIPS. La plupart des pays ont exempté l'agriculture, les produits médicaux et autres processus de leurs propres lois nationales relatives aux brevets mais avec l'approbation des TRIPS, presque tout ferait l'objet d'une protection internationale stricte de la propriété intellectuelle à moins de l'exprimer explicitement dans l'accord. Dans les pays du Tiers Monde qui possèdent aujourd'hui une industrie pharmaceutique nationale, il est prévu de voir augmenter d'une manière significative le prix des médicaments et que les médicaments étrangers fassent une percée considérable.

Les récents développements en biotechnologie signifieront que de nouveaux types de semences seront brevetés par les compagnies agronomes internationales de telle façon que les petits fermiers

devront acheter chaque année de nouvelles semences ou bien utiliser les leurs. A l'heure actuelle il n'existe dans la plupart des pays pauvres que très peu de protection puisqu'ils ne peuvent assumer les dépenses exorbitantes des royalties. Aujourd'hui, les gouvernements du Tiers Monde devront introduire des lois sur la protection des brevets internationaux et leurs propriétaires et notamment les transnationales étrangères.

D'aucuns craignent que les pays en développement puissent souffrir des règlements sévères puisque les compagnies dans les pays riches détiennent le gros des brevets enregistrés. Toutefois, et depuis la signature de l'accord, les Etats-Unis exercent une pression sur les pays en développement afin de se conformer à l'Accord TRIPS plus rapidement que convenu dans le Round d'Uruguay (Business Times, 29 août 1994). Les Etats-Unis peuvent bien être capables d'imposer leur volonté. Chaque année, cet Etat publie une liste de pays qu'il accuse de ne pas être en mesure de protéger la propriété intellectuelle des compagnies américaines. Si ces pays ne réforment pas leur position, ils risquent de sanctions américaines sur le plan commercial. La Chine se trouve en tête de liste, que les Etats-Unis ont réussi à empêcher de devenir un membre fondateur de l'Organisation Mondiale de Commerce.

Le cadre des brevets d'invention s'est grandement élargi conformément au nouveau régime de ces brevets, qui seront disponibles pour toute invention, qu'il s'agisse de produits ou de processus et ce, dans le domaine des technologies industrielles. La protection s'étendra des produits manufacturés et pharmaceutiques aux micro-organismes, aux processus non biologiques et microbiologiques et aux diverses plantes. En d'autre terme, tous les secteurs industriels et agricoles, ainsi que dans une certaine mesure, le secteur bio-technique, sera également couvert.

La philosophie du système des brevets a également changé. Les importations ne faisaient pas auparavant l'objet de brevêt. Les détenteurs de brevets avaient l'obligation de les appliquer dans le pays accordant les droits de brevets. Selon le nouveau système, les importations et les produits fabriqués localement jouissent des droits de brevets sans aucune discrimination. Ce qui signifie que les brevets seront considérés non seulement pour établir un monopole de fabrication, mais également un monopole d'importation. Le détenteur du brevêt n'aurait donc aucune obligation devant les gouvernements nationaux qui les accordent. Comme il n'y aurait aucune restriction sur les importations brevêtées qui alors peuvent être vendues à un prix de transfert plus élevé, aucun contrôle de prix ne peut leur être appliqué.

Il est clair que les pays industrialisés, dirigés par les Etats-Unis, ont inséré la question des droits de la propriété intellectuelle relatifs au commerce dans l'ordre du jour des travaux du GATT pour bien consolider les monopoles de leurs sociétés sur la technologie, bloquant ainsi le transfert de la technologie vers le Sud et élevant ses frais; alors qu'il était supposé que le GATT et le Round d'Uruguay devaient promouvoir la libéralisation et le flot du commerce libre, l'accord TRIPS représente clairement un protectionisme contre le Sud et entrave le libre flot de la technologie pour augmenter l'avantage du Nord dans le domaine de la technologie et empêcher l'émergence de nouveaux rivaux industriels, alors que les pays en développement subiront des pertes en adoptant les standards stipulés dans les dispositions des TRIPS de l'accord de l'Organisation Mondiale du Commerce et partant ils ne jouiront d'aucun profit en assurant une plus grande protection de la propriété intellectuelle des étrangers conformément à cet accord (Business Times, 29 août 1994).

Le principal impact des TRIPS sur l'industrie pharmaceutique portera sur les prix des médicaments qui augmenteront à tel point que la situation serait extrêmement difficile pour les pauvres qui alors ne pourront plus les acheter (Keayle, 1994) car le fait d'assurer ces nouveaux médicaments à partir des sources nationales n'existe presque pas. La majorité des médicaments sont importés et la dépendance sur ces derniers augmentera de plus en plus. Par ailleurs, la TRIPS aura un impact sur la recherche et le développement domestiques. Compte tenu la pénurie des fonds et notamment dans le domaine des médicaments, la recherche tant sur le secteur public que privé a été principalement concentrée sur la technologie de transformation. Les efforts en matière de recherche sera sérieusement affectée et aucune importance ne sera accordée à cette technologie de transformation dans le nouveau régime des brevets. Quant à la recherche de base, la plupart des pays en développement n'ont pas le fonds ou l'infrastructure nécessaire susceptibles de leur permettre de faire face aux transnationales. La TRIPS permettra aux compagnies étrangères de pénétrer et de dominer les marchés mondiaux, puisque l'investissement étranger direct aura une plus grande latitude de mouvement à l'intérieur des pays en développement, comme il recevra une protection conformément à la TRIPS et le transfert de la technologie au pays hôte deviendra très limité. La majorité des transnationales réchigne à transférer la technologie. D'autre part, le rôle du gouvernement dans la promotion du développement de la technologie est minime.

Accord Général sur le Commerce dans les Services (GATS)

A l'instar du GATT, le GATS fournit une base légale pour la négociation sur l'élimination multilatérale des barrières qui se caractérisent par une discrimination contre les fournisseurs de services étrangers et partant leur interdisent l'accès aux marchés. Le GATS diffère du GATT sous plusieurs aspects. Peut-être la plus importante différence est celle portant sur les principes du traitement national (c'est-à-dire non discriminatoire) et de l'accès aux marchés (à savoir, liberté d'entrée et de sortie) sont accordés automatiquement selon le GATT, mais, conformément au GATS, les droits et les obligations sont négociés. Les négociations autour du traitement national et de l'accès aux marchés pour ce qui est des services selon le GATS sont comparables aux négociations relatives aux tarifs pour les produits relevant du GATT. Comme cela est bien connu, les restrictions sur les transactions internationales en matière de services sont incluses dans les lois et les réglementations et autres mesures locales des pays. Conformément aux GATS, ces restrictions seront libéralisées, créant ainsi pour les services un régime comparable au système des produits exemptés d'impôts.

Le GATS posera de nouveaux défis pour l'industrie des services. Le fait d'inclure les services dans l'accord reflète leur importance croissante dans l'économie mondiale. Au cours de la période allant de 1982 à 1992, les exportations mondiales de services ont augmenté annuellement au taux de 9,5 pour cent en comparaison avec les exportations des marchandises qui se sont élevées de 7,1 pour cent (Harmsen, 1995). La majorité du commerce mondial des services est dominée par la plupart des nations industrialisées. Il est évident que la libéralisation financière continuera à devenir la principale tendance de l'Accord du GATS. Le comité de ce dernier sur le commerce en services financiers a achevé ses négociations le 28 juillet 1995. Vingt-neuf membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont convenu de commencer la mise en application des nouveaux barèmes à partir du 30 juillet 1996. L'Accord comporte près de 90 pour cent du commerce mondial en services financiers. Conformément à cet Accord, les pays signataires accorderont un traitement préférentiel en matière de protection et d'accès aux marchés ainsi qu'un "traitement national" à tous les pays sur la base des engagements inclus dans les barèmes nationaux des engagements. Le traitement national spécifie d'accorder aux fournisseurs étrangers un traitement non moins favorable que celui accordé aux fournisseurs locaux.

Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Tous les membres du GATT ont ratifié la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) le 6 septembre 1994 pour remplacer l'Accord Général sur les Tarifs et le Commerce dès le 1er janvier 1995. Les membres de l'OMC ont approuvé la désignation de Renato Ruggiero, ex-ministre italien du Commerce au poste de premier Directeur Général de l'Organisation.

L'OMC est chargée d'élaborer la structure institutionnelle et procédurale qui facilitera - et dans certains cas - est nécessaire pour la mise en application effective des règlements positifs, négociés dans le cadre du Round d'Uruguay. Deuxièmement, l'OMC poursuivra essentiellement les idées institutionnelles du GATT ainsi que plusieurs de ses pratiques sous une meilleure forme à la portée du public, des médias, des officiels gouvernementaux et des avocats. Troisièmement, la structure de l'OMC offrira quelques changements importants pour aider à la mise en application effective du Round d'Uruguay (Jackson, 1995).

Un autre aspect important de la structure de l'OMC est qu'elle facilitera l'extension de la structure institutionnelle aux nouvelles questions négociées lors du Round d'Uruguay et notamment les services et la propriété intellectuelle. Sous une certaine forme de mécanisme légal tel que l'OMC, ceci serait très difficile à réaliser puisque le GATT lui-même s'applique aux seules marchandises. La charte de l'OMC offre de meilleures opportunités pour une évolution et un développement futurs de la structure institutionnelle pour la coopération commerciale internationale (Jackson, 1995). Cette structure se complète par une application d'un mécanisme effectif pour établir un ordre économique international pour assurer une plus grande liberté d'opération pour les transnationales et selon lequel l'intervention des gouvernements, et notamment ceux des pays du Tiers Monde, se minimisera progressivement.

Sans aucun doute ceci soulève la question du rôle de l'OMC faisant partie du "nouveau système de Bretton Woods" en tant que partenaire du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale. Toutefois, contrairement au FMI et à la Banque Mondiale, chaque pays, au sein de l'OMC, aura une seule voix, un seul vote. Mais comme le gros du financement dépendra des Etats-Unis et des autres membres du Groupe des Sept, cet avantage sera probablement perdu (Sen, 1994) puisque ces pays dominent le commerce mondial qu'ils détiennent au deux-tiers. Les grandes puissances essayeront, sans aucun doute, d'abuser de l'OMC en faveur de leurs propres intérêts.

Déjà le Groupe des Sept, dirigé par les Etats-Unis, essaye d'élaborer des politiques et de mener l'OMC vers des voies en sa faveur comme cela s'est avéré dernièrement au sein de l'ONU et autres fora internationaux. C'est ainsi que les pays en développement craignent que les grands commerçants, dominant le système, seraient libres d'utiliser leur pouvoir par l'usage de l'anti-dumping et d'autres séries de mesures pour s'assurer que le régime serait à leur avantage.

Plusieurs pays européens et asiatiques ont également mis en garde contre certaines puissances recourant à des mesures unilatérales pour résoudre les conflits commerciaux bi-latéraux, référence flagrante à l'utilisation de la super-loi 301 des Etats-Unis contre le Japon en février 1994 après la conclusion du Round d'Uruguay en décembre 1993. Ceci a été bien évident depuis la fin de 1994, quand les Etats-Unis ont dirigé le rejet de la demande d'affiliation de la Chine à l'OMC, qui s'était retirée du GATT (le dénonçant comme étant un "cartel capitaliste") à la suite de la prise du pouvoir par les communistes en 1949. Washington a également menacé d'imposer des tarifs punitifs sur les importations venant de Chine s'élevant à une valeur de 2,8 milliards de dollars américains sous le prétexte que Pékin n'a pas suffisamment déployé des efforts pour combattre la piraterie en matière des droits d'auteur, des marques déposées et des brevets américains (Business Times, 2 janvier 1995). Ce genre de représailles et de sanctions commerciales sont des mesures auxquelles recourt Washington dans le règlement de ses conflits commerciaux avec les autres pays. De telles actions - certaines fois considérées comme relevant de la "stratégie de la gestion du commerce" - menacent sans aucun doute l'accord du Round d'Uruguay, mais ni le GATT ni l'OMC n'ont condamné les actions de Washington.

La plupart des membres trouvent une grande difficulté à s'ajuster aux accords du Round d'Uruguay qui nécessitent des changements majeurs à beaucoup des lois et des politiques nationales. Quelques-uns de ces changements auront, sans aucun doute, des effets sociaux et économiques négatifs. Cependant, les pays industrialisés introduisent de nouvelles questions à insérer dans l'ordre du jour des négociations portant sur les investissements étrangers, les standards de l'emploi, l'environnement et la politique concurrentielle.

La première question qui a été fortement opposée par les pays en développement a été l'inclusion de "clauses sociales" - telles que des taux de salaire minimum, les questions des droits de l'homme, les mesures environnementales et la politique concurrentielle - dans le

cadre de l'OMC. Bien que les Etats-Unis aient déclaré qu'un salaire minimum global ne fait pas partie de l'ordre du jour de la clause sociale, ils ont tenu toutefois à introduire les standards internationaux du travail comme faisant partie de l'ordre du jour. Cette proposition a été fermement rejetée par la majorité des porte-paroles officiels du monde en développement qui ont déclaré que ce dernier est sérieusement désavantagé. Le principal avantage dont jouissent les pays en développement est les coûts relativement bas de leur main-d'oeuvre. A cet égard, il a été noté que la tentative de lier les standards internationaux de travail au commerce sera de nature à minimiser le seul avantage comparatif que détiennent les pays en développement.

L'OMC sera plus puissante que le GATT dans la supervision du nouvel ordre économique international, couvrant le commerce, l'agriculture, les services et la propriété intellectuelle ainsi que le système de l'investissement. L'Organisation aura un système intégré pour le règlement des conflits, ce qui signifie en fait que si un Etat ne remplit pas ses obligations dans un domaine (comme par exemple, la mise en vigueur des droits de la propriété intellectuelle), des sanctions peuvent être appliquées dans un autre domaine qui ferait l'objet de grands désagréments (comme par ex. l'exportation de ses matières premières) (Khor, 1994). L'OMC devra également coordonner ses programmes et politiques avec la Banque Mondiale et le FMI, et le résultat sera probablement "une conditionnalité institutionnelle croisée". Ceci peut impliquer que les prêts de la Banque Mondiale ne seront accordés que si l'OMC témoigne que les demandeurs de prêts potentiels ont adhéré à ses règles. Cette Organisation peut discipliner les gouvernements du Sud conformément aux lignes directrices arrêtées par les grandes puissances économiques. Toutefois, les récentes expériences suggèrent qu'il ne serait pas possible de mettre en vigueur de telles règles alors que les membres les plus influents les violent. C'est ainsi que les Etats-Unis et l'Europe peuvent abuser de l'OMC s'ils le désirent, d'où la menace que représente cette Organisation pour la souveraineté des pays en développement tant politiquement qu'économiquement. Il n'est pas surprenant que la conclusion du Round d'Uruguay du GATT et la création de l'OMC aient été identifiées avec l'aube d'une nouvelle ère de la recolonisation.

Conclusion

Il est capital que la lutte actuelle pour la dignité humaine prenne en considération les temps difficiles que nous vivons et le besoin de relever les défis contemporains d'une manière innovatrice, alors que

nous apprenons les leçons du passé. Cet effort doit reconnaître la nécessité de forger l'unité sur la base de certaines valeurs universellement partagées, tirées de toutes les civilisations et cultures.

Le dialogue pour un nouveau siècle et millénium doivent accorder le respect dû à nos divergences tout en élaborant notre valeur éthique commune que nous chérissons. Ils doivent reconnaître et respecter la dignité, les droits et les responsabilités de l'être humain et notamment pour ce qui est de leur relation avec la communauté humaine ainsi que l'autorité morale transcendante. Notre avenir dépendra donc de notre sens du respect mutuel et de nos responsabilités conjointes pour la condition humaine.

Ma crainte c'est d'avoir perdu, sans le vouloir, les fora et les moyens du progrès de l'humanité, laissant les Etats et les sociétés d'affaires remplir le vide et généralement selon leurs propres intérêts. Même les mouvements sociaux des précédentes générations ont été grandement écartés par le truchement d'organes organisationnels non-gouvernementaux représentant les intérêts particuliers ayant revêtu l'habit des intérêts publics.

Le défi confronté par les organisations telles que l'OSPAA sera de répondre adéquatement et d'une manière créatrice aux nouvelles circonstances de notre temps en rejetant - entre autres - l'inévitabilité de conflit inter-civilisationnel, par l'édification de la première civilisation humaine universelle véritable sur la base de nos valeurs humaines partagées, dont la reconnaissance a été facilitée aussi bien qu'obscurcie par les nouvelles circonstances dans lesquelles nous vivons.

Références:

Akhtar Hasan Khan, 'The Impact of Uruguay Round on World Economy', paper presented at the Tenth Annual General Meeting, Pakistan Social of Development Economists, 2,5 April 1994, Islamabad, Pakistan.

Correa, Carlos M., 'The Uruguay Round: The Social Costs of New Patent Rules', Third World Economics, no 117, 16-31 July 1995. pp. 19-20.

Hamilton, Collen and John Whalley, 'Evaluating the Impact of the Uruguay Round Results on Developing countries', The World Economy, vol. 18, no 1, 1995.

Harmsen, R., 'Regional Trading Arrangements', in International Trade Policies: The Uruguay Round and Beyond, World Economic and Financial Surveys International Monetary Fund, Washington D.C., 1995.

Harrison, Glenn, Thomas Rutherford, and David Tarr, Quantifying the Outcome of the Uruguay Round', Finance and Development, December 1995,

pp. 38-41.

Huntington, Samuel p. 'The Clash of Civilizations?', *Foreign Affairs*, vol. 72, no.3, Summer 1993, pp. 22-46.

Islam, Shada, 'Yearning to be Free', *Far Eastern Economic Review*, My 2, 1996, pp. 76.

Jackson, John H., 'The World Trade Organization: Watershed Innovation or Cautious', *The World Economy*, vol. 18, pp. 11-31.

Keayla, B. K., 'Final Dunkel Act New patent regime: myth and reality', *Frontline*, May 6, 1994 pp. 14-16.

Khor Kok Peng, 'The South at The End of The Uruguay Round, *Third World Resurgence*, no. 45, 1994, pp. 35-38.

Konan, Denise Eby, Summer J. La Croix, James A Roumassett and Jeffery Heinrich, 'Intellectual Property Rights in the Asian-Pacific Region: problems, patterns and policy', *Asian Pacific Economic Literature*, vol. 9, no. 2, 1995, pp. 13-35.

Kreinin Mordechai E., 'The Uruguay Round and the Future of Trade Policy', in *Contemporary Issues in Commercial Policy* (ed) Mordechai E. Kreinin, Pergamon, Oxford, England. 1995. pp. 83-90.

Lawrence, Robert Z., 'Future for the World Trading System and their Implications for Developing Countries', in *Trade and Growth, New Dilemmas in Trade Policy*, (eds.) Manuel R. Agosni & Dianna Tussie, Macmillan, London, 1993. pp. 43-68.

Schultz, Siegfried, 'Services Sector in Uruguay Round', *Intereconomics*, Sept./Oct., 1993. Sen S. R., 'From GATT to WTO', *Economic and Political Weekly*, vol. 29, no. 43, October 22, 1994, pp. 2802-2803.

Smeets, Marten, 'Tariff Issues in the Uruguay Round : Features and Remaining Issues', *Journal of World Trade Law*, vol. 29, No. 3, 1995.

Von Urff, Winfried, 'The Result of the Uruguay Round Concerning Agriculture and Their Consequences', *Economics*, vol. 51, 1995 ■

Dr Fawzeyya Makhlouf*

Usages Et Abus Du Terme "Culture" Dans La Formulation Du Nouvel Ordre Mondial**

L'objet de cet article est la quête de la survie, qui vise à atténuer le sentiment de dislocation de l'être humain et l'incertitude grandissante qui l'habite, du fait de la perte de la foi dans le progrès propre au XIXème siècle et de la régression observée au cours de notre siècle. L'article se compose de deux parties: la première présente un aperçu de quelques concepts opérationnels servant à formuler le nouvel ordre, la seconde offre un exemple de mauvais usage du terme de "culture".

Première partie

Au cours des trois dernières décennies, les changements intervenus dans la structure de l'économie politique internationale ont engendré un état d'instabilité mondiale, du fait de la mobilité des ressources financières et de la rapidité de l'évolution de la technologie. Sous l'effet de la dérégulation des marchés et du pouvoir impérieux de la technologie, les financiers peuvent effectuer en un temps dérisoire des transactions allant jusqu'à plus d'un trillion de dollars par jour, et l'on s'attend à ce que ces sommes soient multipliées après l'an 2000.

La rapidité des changements subis par l'économie mondiale fait que le pouvoir de contrôle n'est plus à présent entre les mains d'un Etat-nation mais d'acteurs privés dispersés dans le monde et n'ayant

* Chercheuse égyptienne, spécialiste de psychologie clinique.

**Original: Arabe. Traduit par Stephanie Dujols

à répondre devant personne de leurs opérations. De tels changements mettent les gouvernements et les peuples face à un même défi: la nécessité incontournable de parvenir à maîtriser le changement. Face à une concurrence sans merci, combien d'Etats sont appelés à se disloquer ou à disparaître? Rappelons à ce propos ce qui arriva sous un gouvernement britannique conservateur un mercredi noir de septembre 1992: Georges Soros (Hongrois né en 1930, ayant émigré à Londres en 1947 avant de partir pour New York en 1956) su mener habilement son jeu financier: en attaquant la livre sterling, il gagna 1,3 milliards de livres et força la Grande-Bretagne à sortir de l'E.R.M. Aujourd'hui curieusement, il emploie son cerveau et son argent à combattre le système qui a forgé sa fabuleuse fortune. Dans un article paru dans The Guardian le 18 janvier 1997 il s'exprime sur la stabilité économique en ces termes:

"La théorie économique a réussi à créer un monde artificiel dans lequel les priorités des acteurs financiers sont indépendantes des opportunités qui leur sont offertes, et où de fait les prix tendent à un nivellement entraînant un équilibre des deux forces. Mais sur les marchés financiers les prix ne sont pas simplement le reflet passif de l'offre et de la demande telles qu'elles se présentent: les marchés jouent eux-mêmes un rôle actif dans la configuration des priorités et des opportunités. C'est cette interaction qui les rend naturellement instables. L'idéologie du laissez faire nie pour sa part l'instabilité des marchés et s'oppose à toute forme d'intervention gouvernementale visant à en préserver la stabilité. Pourtant l'histoire montre que les marchés financiers peuvent effectivement s'effondrer, entraînant un marasme économique et des troubles sociaux. De telles crises ont d'ailleurs mené à une évolution du système des banques centrales et d'autres formes de régulation financière.

Les idéologues du laissez faire se plaisent à objecter que l'effondrement des marchés était dû à de mauvais systèmes de régulation, et non à une instabilité des marchés, mais leur argumentation n'a pas de sens, parce qu'elle échoue à expliquer pourquoi on imposait au juste des régulations. Elle élude la question en mettant en avant un autre argument: puisque les régulations sont defectueuses, les marchés non régulés doivent être parfaits. Cet argument repose sur l'hypothèse d'une connaissance idéale: si une solution est mauvaise, la solution contraire est nécessairement bonne. En l'absence d'une connaissance idéale cependant, le marché libre et les régulations sont également imparfaits, et la stabilité ne peut être préservée qu'au prix d'un effort délibéré.

Quoiqu'il en soit, des crises peuvent toujours survenir, parce que la

politique des Etats est souvent mauvaise. Or si l'effondrement de l'économie est suffisamment grave, il peut faire surgir des régimes totalitaires. En ce sens, l'instabilité s'étend bien au-delà des marchés financiers: elle affecte les valeurs qui commandent les comportements humains. La théorie économique, elle, considère les valeurs comme données une fois pour toutes. A l'époque de la naissance de la théorie économique, au temps d'Adam Smith, de David Ricardo et d'Alfred Marshall, une telle hypothèse était valable, parce que les gens agissaient effectivement en fonction de certaines valeurs bien établies. Adam Smith lui-même mêla à sa théorie économique des principes éthiques. Par delà les options individuelles, qui s'exprimaient à travers le comportement du marché, les gens suivaient une série de principes moraux reflétés par le comportement hors du champ financier. Mais le mécanisme du marché ayant étendu sa domination, la thèse fictive selon laquelle les gens agiraient d'après une série établie de valeurs indépendantes du marché est devenu de plus en plus difficile à défendre. La publicité, le marketing, et même les emballages visent à conditionner les préférences du public, et non, comme la théorie du laissez faire le prétend, à leur répondre. Ne sachant plus ce qu'elles représentent, les gens ont de plus en plus tendance à choisir l'argent comme critère de valeur. Le coût est devenu le critère de la qualité. La valeur d'une œuvre d'art par exemple est jugée en fonction du prix qu'elle atteint, et les gens sont dignes de respect et d'admiration lorsqu'ils sont riches.

Ainsi ce qui autrefois n'était qu'un mode d'échange a pris la place des valeurs humaines fondamentales, renversant en cela le rapport postulé par la théorie économique. Les professions se sont transformées en activités mercantiles et le culte du succès a remplacé la foi dans les principes. Bref, la société a perdu ses attaches."

Le revirement de Georges Soros est assez significatif. Le Tiers-Monde aura-t-il d'autres options ? A ce stade, l'existence humaine se trouve sous la domination de deux systèmes contingents: l'un s'imposant au niveau national et étatique, l'autre fonctionnant par le biais d'un ordre mondial anarchique. Face à ces contraintes, l'esprit humain ne sert plus qu'à donner une représentation de la réalité sociale, en revendiquant individuellement ou collectivement son identité¹. Cela revient à s'enraciner dans sa propre culture afin de générer une connaissance de soi semblable aux événements de la vie quotidienne, une connaissance reproduisible continuellement et au gré du changement.

Représenter la réalité sociale signifie poser des questions et chercher des réponses. On ne traite pas des informations pour

elles-mêmes, pas plus que l'on agit mécaniquement dans un sens imposé. Etre enraciné dans sa culture signifie appartenir à une société qui pense, une société qui ne se contente pas d'être un récepteur passif, et dont les membres s'influencent mutuellement par leurs idées, et produisent et reproduisent en permanence l'image de la société afin de se la communiquer les uns aux autres, et de forger une culture consensuelle permettant à cette société de se reconnaître comme une création pleine de sens et vouée à atteindre ses buts. Une telle société est ancrée dans la mémoire humaine.

Par contraste, une culture qui embrasse des formes fondamentales et immuables de représentation sociale renonce forcément à l'identité de ses individus et engendre une société qui ne se reconnaît pas elle-même, pas plus qu'elle ne reconnaît son œuvre. En effet dans ce cas-là la société se voit elle-même comme un système comprenant différents rôles et catégories et dont les membres n'ont pas tous la même valeur représentative. Une telle société est dépendante de son environnement culturel général. Ses membres sont déracinés et mus par des forces dénuées de tout sentiment, toute volonté et tout désir humains. Leur culture est réifiée de sorte que leurs pensées miment l'image des objets: les choses deviennent ainsi la mesure des êtres humains. Un modèle-acteur est ici nécessaire pour créer une réalité sociale et lui donner sens, et pour imposer un système de valeurs qui respectera les modalités de quelque convention, comme c'est le cas de nos jours, portant l'étiquette des "Droits de l'homme" ou d'autre chose du même genre. Voilà une culture qui passe l'histoire sous silence et qui, en éliminant toute forme de subjectivité humaine, a créé les forces mercantiles qui ont donné naissance au nouvel ordre mondial actuel.

Un ordre basé sur le pessimisme à l'égard de la nature humaine et du progrès humain. Ceux qui l'ont le mieux décrit sont: Morganthau, Hedly Bull, Gilpin, Waltz et Kissinger (1986).² Tous formulent l'ordre mondial passé et à venir en des termes semblables à ceux de Kenneth Waltz:

"Les nations changent de forme et de desseins ; des avancées technologiques sont enregistrées; l'armement est radicalement transformé ; des alliances se font et se défont..., mais une similarité des conséquences prévaut indépendamment de la disparité de ceux qui en sont les auteurs."

Waltz en conclut que "des forces émanant d'un système sont à l'œuvre" (Waltz, 1979).³

Selon lui, la structure politique doit consister en trois éléments :

- 1- Le principe selon lequel le système est ordonné ou organisé.
- 2- La différenciation des unités (les Etats) et la spécification de leurs fonctions.
- 3- Le degré de concentration ou de diffusion des compétences à l'intérieur du système.

Waltz objecte que le trait structurel essentiel du nouvel ordre est l'absence de pouvoir central, autrement dit l'anarchie. Personne n'est habilité à diriger en vertu d'une quelconque autorité, pas plus que quiconque n'est obligé d'obéir. En outre, comme aucune autorité légitime n'est centralisée au sein du système, les Etats sont les dépositaires de fait d'un ultime arbitrage de la force. Ces Etats (unités) assument un désir de survie minimum. Waltz postule en conséquence le principe organisateur du "système D." : si l'on ne peut compter sur personne pour s'occuper d'autrui, il semble logique d'en déduire que chacun doit essayer d'être en mesure de s'occuper de soi-même. Le système international est donc construit comme un marché, parce qu'il est individualiste par essence et fonctionne comme un sous-produit de l'activité de ses unités constitutives (les Etats), dont les ambitions ne sont pas de créer un nouvel ordre mais de satisfaire leurs propres intérêts — définis par eux-mêmes — par n'importe quel moyen. Pourtant ceci ne signifie pas qu'il n'y a pas de coopération entre Etats. Les Etats coopèrent, mais dans les conditions imposées par cette structure anarchique, ce qui revient à dire que la conformité des moyens de la collaboration prime sur les objectifs formulés par les Etats. Une fois mis en place, le système international, comme le marché, devient une force que les Etats peuvent ne plus être en mesure de contrôler, car il les soumet à la contrainte en s'interposant entre leurs intentions et les résultats de leurs actions.

Concernant le troisième élément constitutif de la structure politique internationale, Waltz soutient que le degré de concentration ou de diffusion des compétences permet de dresser un tableau de classification des Etats en fonction de leurs mérites. Il en ressort une description générale de l'ordonnance globale d'une société formulée en termes de position des Etats plutôt qu'en termes de qualité (c'est-à-dire non pas en termes descriptifs mais simplement en additionnant les interactions usuelles entre Etats, telles que les flux commerciaux et des capitaux, etc.).

Finalement, après avoir réduit la pratique politique à une logique économique, Waltz suggère que la gestion des problèmes mondiaux soit laissée aux mains de la science, comme un exercice purement technique soumis à la régulation de la rentabilité.

Il est sage de rappeler ici que les écrits de nombreux autres auteurs en Occident sont là pour faire contrepoids à ce lugubre exposé des relations internationales. En effet, un débat est en cours entre les "néoréalistes" et les "critiques", sur lequel nous préférons ne pas nous attarder pour le moment.

Deuxième partie : l'abus du terme "culture".

La polémique soulevée par Huntington autour des thèmes de "L'Occident unique, non universel" et du "Choc des civilisations"⁴ est tout à fait improductive. Selon moi, son discours a un caractère spéculatif et personnel. Il reflète un état d'esprit cherchant à représenter une réalité sociale complexe et en perpétuel mouvement depuis des siècles de cultures et de civilisations en déviant notre observation et nos essais d'explication de la structure du monde vers la structure de l'esprit humain : il traite ainsi des prétendus couples antithétiques occidental / oriental, musulman / judéo-chrétien, etc.

Depuis la nation la plus puissante actuellement de tout l'Occident, Huntington présente une vision de la formation du nouveau monde basée sur les divisions et les conflits. Il offre ainsi un texte où il expose sa "thèse" et affirme dans un style juridique que "les grandes divisions de l'humanité et les principales sources de conflits seront d'ordre culturel", puis entreprend de définir de façon absurde une construction majeure (la civilisation), qu'il emploie à différentes fins, notamment:

- 1- Pour créer un système de classification permettant de différencier les nations et cultures occidentales de leurs homologues non-occidentales.

- 2- Pour s'en servir comme un mécanisme permettant d'expliquer les changements éventuels qui entraîneront des conflits entre les nations, suscitant ainsi parmi les peuples la crainte d'une nouvelle guerre imminente.

J'ose espérer qu'en avançant ces notions, le professeur Huntington sait qu'il n'est pas sérieux. Toutefois sa perspective révèle une idéologie qui ajoute aux pressions de la réalité sociale, en imprégnant l'esprit des gens de problèmes insurmontables. Il semble qu'il ait publié les deux articles précités pour susciter une réaction qui en entraînerait beaucoup d'autres, et, grâce à des déclarations erronées, maîtriser notre conscience au lieu de s'attaquer aux problèmes réels auxquels nous sommes directement confrontés face aux incertitudes du nouvel ordre mondial.

A la fin de la guerre froide, l'humanité entière espéra à tort que la

paix et la prospérité règneraient sur la planète. On s'attendait à bénéficier des retombées de la paix. En vain. Bien au contraire, les règles du jeu, contrôlées par un système international renforcé, s'orientèrent vers une stricte division des termes et des procédures, afin d'imposer un "ordre économique" et un "ordre sécuritaire", amplifiant de la sorte les dissensions et les tensions ethniques, augmentant le taux de chômage et accentuant l'éclatement des forces sociales, autrefois unies, nées de la même culture, aussi bien dans les nations les plus avancées que dans les pays en voie de développement.

Mais observons à présent les notions avancées par Huntington et confrontons-les à la perception par les peuples occidentaux de la réalité sociale de leurs pays respectifs. Dans une enquête effectuée en 1994 sur la base de quatre nations (la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis), l'opinion des peuples de chaque nation fut sondée conjointement par quatre grands journaux. Les mêmes questions furent posées la même semaine à un échantillon équilibré d'électeurs de ces pays (The Guardian, 2 avril 1994).

Les résultats montrèrent que : partout les gens pensent que le monde est devenu plus dangereux (67% aux Etats-Unis, 51% en Grande-Bretagne, 50% en Allemagne et 30% au Japon), et que la situation empirera dans les cinq années à venir (44% en Allemagne, 42% en Grande-Bretagne, 40% aux Etats-Unis et 23% au Japon). Quelle perspective pour l'an 2000 !

Confrontés à un avenir incertain, les peuples d'Occident et du Japon aspirent à une coopération internationale. Ils appellent toutes les nations à chercher ensemble des solutions à leurs problèmes croissants. Ils semblent mettre tous leurs espoirs dans le renforcement du pouvoir des Nations Unies, éventualité qui à mon sens reste très improbable...

Interrogés sur les problèmes les plus sérieux auxquels le monde est confronté, les peuples allemand et britannique attribuèrent le plus fort pourcentage à la guerre (Allemagne 40%, G.B. 23%). Le peuple américain attribua lui, le plus fort pourcentage au crime (17%) et le peuple japonais aux conflits ethniques (14%).

Lorsqu'on leur demanda : "êtes-vous satisfaits de la situation générale du monde ?", ils répondirent massivement qu'ils ne l'étaient pas (G.B. 85%, Allemagne 82%, Etats-Unis et Japon 66%).

Interrogés sur le pays qui représente la plus grande menace pour la

paix dans le monde, les peuples d'Occident répondirent en premier la Russie (Allemagne 27%, G.B. 20%, Etats-Unis 17%) et en second le Moyen-Orient (G.B. 15%, Etats-Unis 11%, Allemagne 10%), tandis que les Japonais citèrent en premier les Etats-Unis (22%) et en second la Russie (21%). En revanche, les Japonais ne voyaient pas ou peu de menace au Moyen-Orient, la région n'ayant pas été mentionnée.

Par ailleurs, je trouve assez révélateur l'emploi exclusif que fait The Guardian du terme régional de Moyen-Orient, au lieu de désigner l'Etat d'Israël, le seul pays à avoir constamment envoyé ses avions bombardier le Liban avant et après 1994, l'année où le sondage a été effectué. Pourtant dans le même sondage, The Guardian juge approprié de considérer l'Iraq à part, auquel les Américains attribuent 6%...

Lorsqu'on leur demanda: "Votre pays est-il puissant aux yeux des autres nations?", 87% des Américains et 73% des Japonais et des Allemands répondirent que oui. Les Britanniques, eux, semblaient profondément conscients de la chute de leur statut au sein du nouvel ordre mondial (32% seulement pensaient que la Grande-Bretagne était encore considérée comme puissante, alors que 67% reconnaissaient qu'elle ne l'était plus).

Les trois questions suivantes sont encore plus significatives:

Lorsqu'on leur demanda: "Les peuples des autres nations ont-ils confiance en votre pays?", leurs réponses semblaient ne pas corroborer ces hypothèses semeuses de division qui font de la culture un instrument utilisé à des fins politiques (71% des Allemands, 66% des Américains, 65% des Anglais et 57% des Japonais pensaient que les peuples du monde avaient confiance en leurs pays respectifs).

Lorsqu'on leur posa la question: "Avez-vous confiance en la Chine et la Russie?", les Américains, les Allemands et les Britanniques répondirent que non à 67%, les Japonais à 44%. S'agissant de la Russie seule, le degré de méfiance était encore plus élevé (80% pour les Japonais, 61% pour les Américains, Britanniques et Allemands).

Mais les réponses à la troisième question ("Avez-vous confiance en vos pays mutuels?") sont encore plus parlantes:

- 50% des Britanniques ne faisaient pas confiance aux Allemands, tandis que 48% des Allemands ne faisaient pas confiance aux Britanniques.

- 55% des Britanniques ne faisaient pas confiance aux Japonais,

tandis que 23% des Japonais ne faisaient pas confiance aux Britanniques.

- 32% des Britanniques ne faisaient pas confiance aux Américains, tandis que 13% des Américains ne faisaient pas confiance aux Britanniques.

- 25% des Allemands ne faisaient pas confiance aux Américains, tandis que 32% des Américains ne faisaient pas confiance aux Allemands.

- 25% des Allemands ne faisaient pas confiance aux Japonais, tandis que 29% des Japonais ne faisaient pas confiance aux Allemands.

- 48% des Américains ne faisaient pas confiance aux Japonais, tandis que 36% des Japonais ne faisaient pas confiance aux Américains.

Je trouve qu'esquisser les contours d'une question (les valeurs culturelles et les croyances religieuses) parmi tant d'autres, comme le fait Huntington, c'est avilir d'une même manière les peuples occidentaux et non-occidentaux. En effet, le cœur de toute identité humaine est gravé au fond de la culture de chaque nation, et dans les replis de questions socio-économiques et politico-militaires bien plus vastes qui requièrent une compréhension mutuelle et une coopération entre les peuples.

Définir les nations musulmanes comme des adversaires au sein de l'anarchie du nouvel ordre mondial est à la fois trompeur et dangereux. De telles méthodes cachent une idéologie qu'il faut mettre à nu, afin de pouvoir la réfuter et l'écarter. En effet, il vaut certainement mieux que nous nous attachions à chercher ce qu'il y a de commun entre les hommes, plutôt que de fabriquer des conflits sur des bases hasardeuses.

En tant que pays du Tiers-Monde en particulier, il nous faut étudier tous les moyens d'améliorer nos capacités afin de pouvoir assurer notre souveraineté, notre intégrité et notre survie ■

Références:

1. Fawzeyya Makhoulf, Demande de brevet européen (No9610293.2), 1996.
2. R. Q. Keohane, Le néoréalisme et sa critique, 1986.
3. Idem.
4. S. P. Huntington, L'Occident unique, non universel, Foreign Affairs, nov-déc. 1996, et Le choc des civilisations?, Foreign Affairs, été 1993.

Maher Al-Sharif*

Les Deux Thèses de la "Clôture de l'Histoire" et du "Choc des Civilisations" Exposé Critique **

Les transformations violentes qui ont, au cours des années écoulées, secoué le monde, sont un impact direct de la politique de Perestroïka et de la nouvelle idéologie politique lancée en Union Soviétique par Mikhaïl Gorbatchev. De multiples courants de pensée et thèses idéologiques nouvelles en ont découlé essayant chacun séparément de donner une explication des changements survenus et de présenter une perspective futuriste de la conjoncture. Parmi les thèses qui ont fait l'objet d'un grand intérêt et soulevé des discussions qui ne se sont pas encore arrêtées, citons surtout celle de la "Clôture de l'histoire" de Francis Fukoyama et celle du "Choc des civilisations" de Samuel Huntington.

Ces deux thèses s'inscrivent dans le domaine des études stratégiques comportant des optiques et projections futuristes. Ce genre d'études s'est surtout concentré au cours des décennies écoulées aux Etats Unis d'Amérique. Avant Fukoyama et Huntington, Elvan Toffler avait déjà, dès le début des années 70 procédé à l'étude de l'évolution de la civilisation humaine et du destin de l'Homme. Il a publié dans ce contexte une série de livres dont "Le choc de l'avenir", "La troisième vague" et "Les cartes de l'avenir" dans lesquels il a essayé de démontrer que la société industrielle du monde faisait face à une crise générale et que les institutions sociales ne répondaient plus aux

* Écrivain et penseur palestinien.

**Original: Arabe. Traduit par Anhar Korra

exigences de notre ère. Il invite à une révolution dans la façon de penser dans les orientations politiques, de même que dans la gestion économique. D'autre part en 1988 Paul Kennedy historien et chercheur dans le domaine des affaires stratégiques a publié un livre sur la gloire et la décadence des grandes puissances, dans lequel il prévoit que les Etats Unis vont perdre leur place prestigieuse dans le monde à l'instar de la Grande Bretagne. En 1993 il a publié un autre livre ayant pour titre "Se préparer pour le 21ème siècle" dans lequel il sonne le tocsin, mettant en garde contre les dangers auxquels le monde fait face et les défis majeurs que représentent l'explosion démographique et la pollution extrême.

La Thèse de la "Clôture de l'Histoire" sa Teneur et ses Fondements

Francis Fukuyama est un ancien analyste américain d'origine japonaise, auprès de l'institut "Rand Corporation" pour les recherches stratégiques. Il a assumé le poste de directeur adjoint de la division de planification politique du Département d'Etat américain. Sa renommée a commencé au cours de l'été de 1989 lorsque le magazine "National Interest" a publié un article qu'il avait rédigé sous le titre de "La clôture de l'histoire?" qui en réalité était le thème d'une conférence qu'il avait précédemment donnée à l'université de Chicago.

Fukuyama y est d'avis que les transformations que le monde vit actuellement ne sont pas uniquement une preuve de la fin de la guerre froide mais aussi et surtout de la fin de l'histoire en tant que telle. Il estime d'autre part que l'on est parvenu au point final de la ligne de l'évolution idéologique de l'Humanité, celle de la diffusion de la démocratie libérale occidentale; celle-ci étant la formule définitive du gouvernement humain. Il considère que la victoire de l'Occident est surtout évidente, dans l'échec de tous les substituts méthodologiques susceptibles de remplacer le libéralisme occidental.

Fukuyama y souligne que l'idée de la "Clôture de l'histoire" n'est pas, tout compte fait, nouvelle, Karl Marx avait considéré le communisme comme étant la fin de l'histoire. Hegel avant Marx avait pour sa part annoncé la fin de l'histoire en 1806, suite à la bataille d'Iéna où la victoire remportée par les armées de Napoléon contre celles de la monarchie réactionnaire prusse était surtout une victoire pour les idéaux de la Révolution Française et le point de départ d'une diffusion imminente du régime de l'Etat fondé sur la liberté et l'égalité.

Après la deuxième guerre mondiale, Alexandre Kojève, professeur de philosophie français d'origine russe, qui enseignait la philosophie de Hegel, dans les années trente auprès de l'Ecole Pratique d'Etudes

Supérieures de Paris, avait essayé de faire revivre l'idée de Hegel sur la fin de l'histoire, estimant que les activités des philosophes étaient parvenues à leur fin avec ce dernier et que tous les événements survenus après la bataille d'Iéna n'ont fait qu'élargir le cadre des principes de l'Etat libéral démocratique.

L'optique de Hegel selon laquelle la relation entre l'esprit d'une part et la réalité concrète d'une autre est la base philosophique sur laquelle repose la thèse de la fin de l'histoire. Hegel considère l'intellect, l'esprit, comme d'ailleurs le souligne Fukuyama, comme étant une cause et non une fin, et que de ce fait même il peut évoluer d'une manière indépendante du monde matériel. Il ajoute que le comportement de l'homme et l'histoire de l'Humanité en sa totalité prennent leur source dans l'état de prise de conscience préalable. Bien que celle-ci peut ne pas en être certaine, son impact à la longue, demeure évident dans le monde matériel. En bref il est persuadé que les idées ont un pouvoir indépendant et que l'esprit est capable de façonner le monde matériel à son image. Par conséquent, estimer que l'histoire a pris fin en 1806 revient à signifier sa clôture sur le plan du conscient de sorte que l'évolution idéologique de l'Humanité s'arrête avec les idéaux supérieurs de la Révolution française.

Fukuyama aborde ensuite la nature du combat vécu par le vingtième siècle. Il estime que le libéralisme occidental a fait face au cours de ce siècle à deux grands défis idéologiques: un défi fasciste et un défi communiste. Selon lui, le fascisme a été matériellement détruit en Europe au cours de la deuxième guerre mondiale. Son idée même a été défaite. C'est au cours de cette même guerre que le fascisme japonais a été également détruit ; cependant que le libéralisme occidental a commencé à croître sur ses ruines, sur un terrain propice fait de traditions et d'institutions japonaises uniques l'orientant vers la voie suivie par les Etats Unis d'Amérique. Le Japon a réussi à créer une culture de consommation devenue désormais un symbole universel harmonieux. Le désir de posséder cette culture a joué un rôle décisif dans la diffusion du libéralisme occidental en Asie. Au sujet du communisme Fukuyama s'arrête devant les transformations dont la Chine et l'Union Soviétique ont été les témoins. Il considère que la tendance croissante vers la consommation et la bourgeoisie en Chine a réfuté le marxisme-léninisme comme ordre économique et a empêché cette dernière de continuer à porter le flambeau des forces hostiles au libéralisme capitaliste. Quant aux transformations dont l'Union Soviétique a été le théâtre avec l'avènement de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir, elles constituent, selon Fukuyama, le dernier clou au cercueil du substitut marxiste-léniniste de la démocratie

libérale. La nouvelle pensée politique prônée par Gorbatchev est ainsi apparue comme étant l'expression d'une conscience post-historique.

La disparition des deux défis fasciste et communiste, signifie-t-elle que le libéralisme occidental n'en affrontera pas d'autres ?

Pour répondre à cette question Fukoyama reconnaît l'éventualité de deux autres défis qui surgiraient devant le libéralisme, à savoir: le défi religieux et le défi national. Tout en reconnaissant que l'éveil religieux, non seulement islamique, mais également chrétien et juif, constitue une sorte de protestation contre le vide spirituel des sociétés de consommation il estime par ailleurs que du point de vue historique, le libéralisme moderne est la résultante de l'affaiblissement des sociétés qui reposent sur des fondements religieux et que l'Islam est aujourd'hui le seul à adopter l'objectif de l'Etat théocratique. En dehors de l'Islam ce but ne représente rien de tentant. Quant aux sentiments nationalistes, ils demeurent, estime-t-il, assez forts uniquement dans les pays du Tiers Monde. En Occident ils ne représentent aucun danger pour le libéralisme, sauf toutefois dans quelques régions isolées de l'Europe comme l'Irlande du Nord. Il considère que le nationalisme ne représente pas une contradiction sans remède dans le cadre du libéralisme. S'il constitue une source de conflit dans les sociétés libérales, ce conflit n'émane pas du libéralisme même mais du fait qu'il n'a pas été parachevé.

Le monde qui est parvenu dans le processus du développement idéologique de l'Humanité à son point culminant avec la victoire du libéralisme occidental sera exempt d'idéologie et se subdivisera, selon Fukoyama, en deux blocs principaux: Celui des pays du Tiers Monde qui restera noyé dans le marécage de l'Histoire et sera le théâtre des conflits de l'avenir et celui des pays de l'Occident qui sont parvenus à la fin de l'Histoire et qui seront plus occupés et préoccupés par les considérations économiques que par des questions politiques et stratégiques. Il n'est pas étonnant, dit-il, que surgissent dans l'avenir des conflits entre les pays qui demeurent ancrés à l'histoire et ceux qui sont parvenus à sa fin. Fukoyama en déduit que la fin de l'Histoire sera le prélude d'une ère marquée par la tristesse et l'angoisse. Le combat mené pour les grandes causes et les objectifs majeurs y perdra sa raison d'être. Au conflit idéologique qui a nécessité beaucoup d'imagination et d'idéalisme se substituera le calcul économique, les préoccupations écologiques et les exigences de la consommation.

Deux ans après la publication de son article "La clôture de l'Histoire" Francis Fukoyama a publié un livre intitulé "La fin de l'Histoire et le

dernier homme", dans lequel il considère que la chute du mur de Berlin et les événements qui ont secoué l'Europe de l'Est et l'Union Soviétique ajoutent une nouvelle dimension aux idées exposées dans son article publié au cours de l'été de 1989, et constituent une preuve à l'appui de l'hypothèse sur laquelle il s'est basé.

La "Clôture de l'Histoire" est Simplement un Appel Idéologique Présument la Fin du Conflit Idéologique

Sans nous engager dans une discussion sur le fondement philosophique sur lequel s'est basée la thèse de Francis Fukoyama, et sur la relation existant entre le conscient et la réalité matérielle, nous pouvons avancer les observations critiques suivantes:

- La thèse de la "Fin de l'Histoire" qui présage la mort des idéologies n'est en fait qu'un appel idéologique. En confirmant la victoire définitive du libéralisme occidental, Fukoyama fait de ce libéralisme une idéologie qui possède la vérité absolue, il ignore comme le souligne le penseur gauchiste italien Norberto Pupio, qu'en réalité les idéologies ne disparaissent pas, mais que de nouvelles idéologies ou qui se disent nouvelles, remplacent celles du passé. Au fond, rien n'est plus idéologique que de prétendre que le conflit idéologique est clos.
- La leçon la plus importante qu'il faut déduire des transformations qui ont secoué le monde au cours des années écoulées, est que l'histoire ne suit pas une ligne droite commençant par un point donné et prenant fin dans un autre. En adoptant cette optique linéaire de l'Histoire Fukoyama présume que les perspectives du développement humain sont désormais bouchées. Or l'échec d'un projet historique attribué au socialisme ou au communisme et la poursuite d'un autre depuis plus de deux siècles-période relativement courte dans la vie de la civilisation-ne signifie en aucune façon que tous les horizons soient désormais fermés devant l'ambition de l'Homme et son désir de transformation. Tant qu'il existera des hommes qui ressentent l'insatisfaction et la souffrance face aux injustices imposées à leurs sociétés, l'aspiration au changement ne disparaîtra pas. Ces hommes continueront à tenir aux idéaux prônés par les adeptes du changement et des transformations de ces deux siècles. Cette vérité est confirmée par les réactions qui ont accueilli la thèse de la "Fin de l'Histoire" dans les pays de l'Occident où un nombre croissant d'intellectuels et de penseurs, abstraction faite de leurs références ou fondements, appréhendent le vide intellectuel et la régression de l'esprit critique dans la pensée occidentale. Ils s'opposent à l'opinion selon laquelle le modèle économique et politique du libéralisme

occidental constitue le summum de l'aspiration humaine. Le philosophe français Jacques Derrida dont le nom est relié dans la critique littéraire à la théorie de "déconstruction", et qui est connu pour son hostilité au communisme, a surpris les milieux culturels et intellectuels occidentaux en 1993 en publiant son livre "Les fantômes du marxisme" dans lequel il essaye de faire revivre le marxisme en tant que projet politique après l'avoir libéré de sa dimension philosophique .

Selon Derrida, le marxisme demeurera une créature fantômatique que le capitalisme craindra toujours, dans la mesure où elle représente un projet non encore réalisé et comportant en soi un concept de justice surpassant tous les concepts créés par la sociologie actuelle. La puissance du fantôme marxiste, selon lui, n'émane pas uniquement de la force de la promesse latente qu'il comporte mais aussi et surtout du statut précaire du capitalisme dans un monde dont la conjoncture est faible et où le tableau est tellement sombre qu'il en est presque noir.

Quant à Norberto Pupio , Professeur auprès de l'Université de Turin et membre à vie du Sénat italien qui est également une personnalité intellectuelle italienne, il a publié au cours du printemps de 1994 un livre portant le titre de "Droite et Gauche", qui a provoqué une violente réaction. 300.000 exemplaires en furent vendus en deux ans. Pupio y réfute tous les arguments de ceux qui expriment des doutes quant à l'utilité de la démarcation traditionnelle entre "droite" et "gauche". Il affirme que la réalisation de l'égalité entre les hommes est une tendance irresistible et qu'en dépit de tous les échecs la gauche non seulement n'a pas parachevé son chemin, mais bien plus, l'a à peine commencé. Ce qui reviendrait à dire que son avenir est encore dans le futur et n'est pas un passé révolu.

- Si nous adoptons la répartition de Fukoyama selon laquelle quelques pays de l'Occident ont, en fait atteint la fin de l'histoire cependant que d'autres qui constituent la majorité sont encore enlisés dans ses marécages, quelle-est dans ce cas la garantie que nous avons? Et qu'est ce qui empêche les problèmes de ces derniers d'entraîner les premiers à chûter dans les mêmes marécages? Examinons à titre d'exemple le phénomène de l'émigration licite ou illicite provenant des pays du Sud vers ceux du Nord. La répartition avancée par Fukoyama est- elle assez bonne pour permettre à l'Homme, à la race humaine d'affronter les défis majeurs de la conjoncture actuelle, comme la pollution, la rareté des ressources naturelles, les pandémies dévastatrices, la désertification, la hausse de la température de notre planète, surtout si l'on reconait que le monde est devenu, comme on

ne cesse de le répéter comme un petit village?!

- D'ailleurs est-il vrai, comme le souligne Fukoyama, que le défi fasciste ait absolument disparu face au libéralisme occidental? N'est-il pas possible que surgisse dans l'Occident, une forme de néo-fascisme dont la couveuse naturelle se trouve dans la tendance individualiste croissante qui gagne les esprits, dans la corruption, la marginalisation, le chômage, les crises politiques et institutionnelles? Si le défi nationaliste a disparu ou plutôt faibli en Occident, n'est-il pas également vrai que nous observons aujourd'hui dans quelques pays de l'Occident la résurrection de tendances ou penchants nationaux locaux et même cantonnaux, qui représentent d'ores et déjà, un danger réel à l'unité de l'Etat, de la Nation? Examinons à titre d'exemple l'Etat italien, où les dialectes locaux résurgissent avec vigueur et où les "associations" locales revendiquent leur autonomie !

Quels sont les Fondements de la Thèse du "Choc des Civilisations"

Aux Etats-Unis dans les centres de création des idées qui sont étroitement reliés aux centres de prise des décisions, quatre ans après la parution de la thèse de la "clôture de l'histoire" surgit également celle du "Choc des civilisations" dont l'auteur est Samuel Huntington.

Samuel Huntington, directeur de l'Institut John Alon pour les Etudes Stratégiques auprès de l'Université de Harvard, a d'abord formulé sa thèse sous la forme d'une interrogation dans un article publié au cours de l'été de 1993, dans le magazine Foreign Affairs. Son article était la résultante d'un projet ayant pour titre "Le cadre changeant de la sécurité et les intérêts nationaux américains". Tout en épaulant les vues de Fukoyama et de sa thèse sur la fin de l'histoire et de tout conflit idéologique dans le monde; contrairement à ce dernier qui annonce la victoire de l'Occident et de son modèle libéral et démocratique, il proclame que l'histoire n'a pas encore vu sa fin. Il exprime même ses craintes sur l'avenir de l'Occident et de sa suprématie universelle. La conjoncture politique internationale, estime-t-il est marquée par une mouvance indéniable, après la fin de la guerre froide. Elle sort de l'ère occidentale pour se concentrer davantage sur la réaction entre civilisation occidentale et civilisations non occidentales. Les peuples et gouvernements des civilisations non occidentales, ne sont plus des thèmes historiques examinés comme objectifs du colonialisme occidental, mais sont désormais les égaux des pays de l'Occident dans le sens où ils représentent la force motrice de l'Histoire et son artisan Le deuxième point de divergence

entre Fukuyama et Huntington est que ce dernier estime que le monde dans le processus d'occidentalisation ayant lieu actuellement, se dirige vers une civilisation universelle plus harmonieuse. Il ajoute que la culture occidentale ne s'infiltré dans le monde entier qu'au niveau superficiel. Plus profondément cette culture n'a qu'un impact limité dans plusieurs régions du monde.

**Quelle est donc la Teneur de la Thèse
du "Choc des Civilisations" ?**

La source profonde des futurs conflits du monde nouveau qui se forme ne sera en premier lieu ni idéologique ni économique. Ce sera plutôt et essentiellement un conflit de civilisations comme le prévoit Huntington et constituera, selon lui, le dernier maillon de l'évolution des conflits du monde moderne. Avant la révolution française, le conflit avait lieu dans le cadre des limites séparant les princes, des rois. Après 1789 ces limites ont été déplacées vers les frontières séparant les nations et les nationalismes. En Russie, après la Révolution d'octobre 1917, prévalait un conflit d'idéologies. Néanmoins dans toutes ces situations les divergences ou antagonismes avaient lieu au sein de la civilisation occidentale. Huntington, affirme qu'après la fin de la guerre froide, il est plus plausible de regrouper les Etats non en se basant sur leurs régimes politiques ou économiques assez différents, ou sur le niveau de leur développement économique où les écarts ne sont pas moins importants, mais en se fondant sur les différences entre leurs culture et leurs civilisations.

Mais, qu'est-ce que la civilisation et quels en sont les éléments?

Huntington estime que la civilisation est une entité définie par des éléments objectifs, comme, la langue, l'histoire, la religion, les us et coutumes et par d'autres facteurs individuels comme l'identité personnelle des êtres humains. Une civilisation donnée peut englober plusieurs Etats ou n'en comprendre qu'un seul. D'autre part, quelques grandes civilisations peuvent être faites de plusieurs civilisations latérales. A son avis, la civilisation occidentale comprend plusieurs Etats nationaux et se présente avec deux battants: Un occidental européen d'une part et un autre nord-américain d'autre part. Par opposition la civilisation japonaise englobe un seul Etat national. La civilisation islamique se subdivise en trois ramifications: Arabe, Turque et malaisienne. Huntington subdivise les grandes civilisations du monde en sept ou huit: Occidentale, japonaise, confucianiste, islamique, hindou, slave - orthodoxe, latino-américaine et peut être africaine.

Les éléments qui mettront en lumière la dimension "civilisation" dans

les conflits futurs Huntington les définit comme suit: Les différences entre civilisations diverses sont profondément enracinées, beaucoup plus que celles séparant les idéologies et les régimes politiques. Les distances étant devenues plus courtes entre divers pays du monde, l'interaction entre partenaires des civilisations est devenue plus importante et la prise de conscience vis à vis de leurs divergences non moins importante. Les vagues de modernisme économique et social prévalant aujourd'hui, séparent les gens de leurs identités locales qui ont de tout temps existé, créant ainsi un fossé que ne tardent de combler des mouvements prétendant le retour aux racines ancestrales. Citons dans ce contexte les mouvements intégristes religieux et autres et surtout l'occupation de l'Occident qui au paroxysme du pouvoir et de la tyrannie a créé des réactions stimulant la prise de conscience culturelle des adeptes des civilisations non occidentales.

Ces facteurs et d'autres ont transformé les frontières séparant les civilisations en lignes de démarcation des luttes et conflits. A l'appui de cette hypothèse Huntington présente les preuves suivantes: Avec la disparition de toute scission idéologique au sein de l'Europe est apparue dans le continent une séparation culturelle entre Christianisme occidental d'une part et Christianisme orthodoxe et Islam, d'autre part. Par ailleurs, l'interaction militaire entre l'Occident et l'Islam qui dure depuis des siècles, a été marquée au cours des années écoulées par une violence accrue tandis que les accrochages entre musulmans et hindous se poursuivent dans la presqu'île indienne et que dans bon nombre de domaines des conflits assez profonds opposent les Etats Unis et la Chine populaire. D'ailleurs les relations unissant les Etats Unis d'Amérique et le Japon rencontrent de nombreux problèmes dûs aux différences inhérentes à leurs civilisations respectives. Entretemps l'on remarque que les problèmes économiques demeurant en suspens entre les Etats Unis et l'Europe tout en n'étant pas moins importants que ceux existant entre Japon et Amérique n'ont toutefois pas le même relief politique ni la même acuité sentimentale.

Compte tenu du fait que les processus d'occidentalisation ayant lieu actuellement dans plusieurs régions du monde ne touchent en fait que la surface, il est très probable, estime Huntington, que la politique mondiale repose dans l'avenir sur un axe principal, à savoir, le conflit entre l'Occident d'une part et le reste du monde de l'autre et sur les réactions des civilisations non occidentales face au pouvoir de l'Occident et de ses valeurs. Ces réactions prendront la forme isolationniste, rejèteront toute participation avec la communauté

internationale soumise à la domination occidentale. Ce genre de politique peut, éventuellement, se manifester comme étant une forme de modernisation économique sans pour autant qu'une occidentalisation culturelle s'en suive. Néanmoins, Huntington met surtout l'accent sur ce qu'il appelle "Le complexe Confucianisme-Islam". Il souligne que les pays qui ne désirent pas être associés à l'Occident et à ses valeurs essayent d'édifier et de développer leurs potentialités économiques et militaires et d'établir des formes de coopération les unissant, dont la plus notoire est la coopération confucianiste-islamique, renforcée par la possession des armes et de la technologie de pointe, qui affronte et défie les intérêts, les valeurs et les formes de suprématie occidentales.

Huntington après en avoir déduit qu'un foyer central du conflit international, surgira dans le proche avenir entre l'Occident et quelques Etats confucianistes -islamiques, propose à l'Occident un plan d'action qui comprend à brève échéance les étapes suivantes: Réaliser au sein même de la civilisation occidentale, un maximum de coopération et d'union; intégrer bon nombre de communautés appartenant aux civilisations proches de celles de l'Occident, dont celles de l'Europe de l'Est et de l'Amérique Latine; oeuvrer pour resserrer les liens de coopération existant avec le Japon et la Russie; réduire l'expansionisme des potentialités militaires du groupe des Etats confucianistes-islamiques; sauvegarder la supériorité militaire de l'Occident dans le continent asiatique; appuyer les adeptes des civilisations non occidentales favorables aux intérêts et valeurs occidentaux. A longue échéance Huntington propose à l'Occident d'assimiler les civilisations non occidentales dont la puissance est désormais proche de la sienne.

"Le Choc des Civilisations " dans un Cadre Critique

Dans un article publié par le magazine "Foreign Affairs" dans son édition de novembre - décembre 1993, Samuel Huntington commente les discussions provoquées par sa thèse, explicitant quelques unes de ces idées et consolidant ses arguments. Il affirme qu'il avait pour objectif de présenter un "modèle d'orientation civilisateur" qui remplacerait le "modèle d'orientation" que représentait la guerre froide. Il ajoute que tout modèle directeur demeure incapable d'expliquer tous les phénomènes et événements de la conjoncture actuelle. Dans ce nouvel article il exprime en toute franchise ses préoccupations pour ce qui est de l'avenir de l'Occident en général et des Etats Unis en particulier. Il met en garde, à cet égard contre le danger que représente le slogan du "pluralisme culturel", adopté par quelques intellectuels et politiciens américains qui revendiquent des

droits culturels pour les Noirs et les autres communautés. C'est, estime-t-il, une menace à l'unité des Etats Unis qui ont toujours reposé sur deux assises importantes: La culture occidentale et la démocratie politique.

La thèse du "Choc des civilisations", avait suscité dès sa publication, de vives discussions sur les pages mêmes du magazine "Foreign Affairs". Une quasi-unanimité s'était dégagée des avis exprimés par les commentateurs soulignant que Huntington formulait des inquiétudes sur l'avenir de l'Occident et des potentialités lui permettant de demeurer au 21^{ème} siècle, une puissance jouissant encore de la suprématie mondiale, sans que ces préoccupations en fait n'aient une justification quelconque. Kishoury Mahboubani représentant de Singapour auprès des Nations Unies qui estime qu'il n'existe pas de remplaçant au leadership de l'Occident et surtout des Etats Unis, trouve ironique que l'Occident craigne l'Islam tout en rappelant à tout moment des faiblesses des Musulmans. Il rappelle les provocations que constitue pour le monde musulman la politique de deux poids et deux mesures, pratiquée par les puissances occidentales dans toutes leurs actions vis à vis des musulmans. Après son commentaire sur la position "confuse" de l'Occident eu égard à la Chine, Kishoury réfute l'hypothèse de Huntington sur les présumées relations islamo-confucianistes orientées vers l'Occident, en insistant sur le fait que les livraisons d'armes américaines octroyées à l'Arabie Saoudite ne peuvent être considérées comme des preuves de l'existence de relations islamo-chrétiennes, pas plus que les livraisons d'armes chinoises à Téhéran ne peuvent être citées pour arguer de l'existence de relations islamo-confucianistes.

D'autres commentateurs dont Fouad Agami Professeur d'Etudes Moyen-Orientales auprès de l'Université John Hopkins et Robert Bartley, rédacteur en chef du "Wall Street Journal", rejettent la tendance de Huntington à minimiser l'impact de la modernisation et de l'occidentalisation pour créer des changements spécifiques dans les pays appartenant aux civilisations non occidentales. Le premier estime que les traditions font beaucoup plus de bruit en se brisant et que ce que l'on a dénommé "intégrisme" islamique n'est qu'une preuve de la peur et de la confusion qui précède la traversée des frontières vers "l'autre" rive, celle de l'Occident. Le deuxième, Bartley ramène les esprits vers l'apparition d'une phase d'harmonie universelle, résultant d'une tendance générale favorable à l'intégration universelle. Les marchés monétaires y seraient reliés aux économies mondiales, la culture populaire occidentale et surtout américaine y serait répandue, l'anglais deviendrait la langue du monde et la

démocratie occidentale serait répandue dans plusieurs régions de la planète. Bartley estime que c'est cette invasion de la "civilisation occidentale" qui provoque des réactions violentes dont "l'intégrisme islamique".

Cette même idée, de l'invasion du monde par l'occidentalisme culturel et des réactions qu'il suscite, a été parainnée par d'autres critiques dont Jaime de Ogida ambassadeur d'Espagne à Washington, dans un article publié dans le magazine espagnol "Política extranjera" édition 42, de 1994-1995, où il affirme que la dimension culturelle de la politique extérieure est une vérité que nul ne peut nier. Toutefois ajoute-t-il l'avenir ne sera pas défini par des conflits culturels hypothétiques, mais plutôt et comme toujours par des motifs et considérations dictés par les intérêts économiques et politiques des Etats. Les civilisations ne gouvernent pas les nations, ce sont par contre les nations qui réglementent les civilisations. Le monde actuel est régi par les volontés des peuples et non par celles des civilisations. Quant aux conflits, ils prennent leur source selon Huntington dans la civilisation. Il donne l'exemple de l'ex-Yougoslavie où les divergences avaient commencé dans des cadres locaux plus larges, de l'existence d'un renversement des forces que réprimait dans le passé le système bipolaire. De Ogida abonde dans le sens de l'auteur du "Choc des civilisations" quand il souligne que la nouvelle conjoncture mondiale peut aboutir à une sorte de retrait dans la position de l'élément prédominant et pencher relativement vers l'Occident. Il précise cependant que la réponse logique à cette conjoncture serait de trouver des solutions pacifiques convenues pour les désaccords émanant de la grande disparité opposant les pays occidentaux et les Pays non occidentaux dans leurs niveaux de développement. Ce qui est d'autant plus vrai que les Etats de l'Occident se sont déjà engagés dans la phase post-industrielle et commencent à cueillir les fruits politiques, économiques et sociaux de la révolution des communications et de l'information et visent même à remplacer l'Etat-nation par de nouvelles structures et édifices supra-nationaux et à créer des marchés internationaux libres et ouverts. Par ailleurs les Etats non-occidentaux oeuvrent encore pour franchir les phases de leur industrialisation et ont besoin de marchés centralisés bien protégés.

En sus des critiques précédemment citées, d'autres ont jeté des doutes sur les critères dont s'est servi Huntington dans son classement des civilisations. Ingmar Karlson, directeur pour la planification politique auprès du Ministère suédois des Affaires Etrangères, se demande dans un article publié par le magazine "

Foreign Affairs" (édition n°40-1994): Quels sont les éléments qui distinguent la civilisation latino-américaine de la civilisation occidentale? Les habitants, tant de l'Amérique du nord que du sud sont à l'origine des émigrés européens, qui tiennent estime-t-il aux mêmes valeurs. Si toutefois l'élément indien est prévalant dans des pays comme le Mexique, le Guatemala ou le Pérou beaucoup plus qu'aux Etats Unis d'Amérique, il existe d'autres pays comme le Chili et l'Argentine qui sont plus européens que les Etats Unis. Par ailleurs l'élément africain est plus fort aux Etats Unis en comparaison avec tous les autres pays de l'Amérique Latine, exception faite de Cuba et du Brésil. Karlson critique d'autre part, le fait que Huntington ait ignoré la présence très importante de l'Islam en Afrique et présumé l'existence d'une civilisation confucianiste unifiée, ignorant par ailleurs l'hostilité traditionnelle entre la Chine et Vietnam. Il estime enfin que rien n'évoque la présence d'un bloc culturel slave-orthodoxe unifié, d'autant que les slaves occidentaux non orthodoxes dont les polonais et les slovaques, n'ont jamais ressenti un rapprochement quelconque avec Moscou et que les dernières années ont vu la nationalisation de l'église orthodoxe elle-même. A titre d'exemple l'église de Macédoine s'est libérée du pouvoir de l'église serbo-orthodoxe et la Grèce s'est engagée elle aussi dans un conflit ouvert avec la Macédoine également orthodoxe.

Karlson met en garde contre le danger de la confrontation entre l'Islam et l'Occident, que Huntington prévoit. Il argue que les Musulmans ne sont pas aujourd'hui dans une position de force qui leur permette de constituer une menace à l'Occident. De plus, la culture islamique n'est pas étrangère pour l'Occident. La présence islamique en Europe a duré assez longtemps et a permis une intégration unique et fructueuse des adeptes des trois religions: Islam, Christianisme et Judaïsme et un épanouissement sans pareil des sciences et de la philosophie. Aujourd'hui, les musulmans habitant l'Europe sont plus de dix millions et atteindront entre 25 et 60 millions en l'an 2020 estime Karlson, au point qu'il n'est plus possible d'imaginer l'Europe sans une composante musulmane. Si nous adoptons l'idée de frontières de "sang" de l'Islam, les pays européens seront incapables d'assimiler les nombres croissants de leurs habitants musulmans. Le conflit s'il se produit se transformera en guerrillas qui se dérouleront dans les ruelles des banlieues des villes européennes périphériques qui deviendront à leur tour des ghettos reclus.

Il est évident que cette attitude, dictée par une tendance humaniste indéniable, qu'Ingmar Karlson adopte pour critiquer la thèse du "Choc des civilisations" suffit pour que nous ne formulions plus de critiques à

cette thèse qui en réalité ne repose sur aucune base scientifique solide en dépit des apparences. Karlson invite, en réalité à un autre monde gouverné sur le plan culturel non par des relations conflictuelles marquées par la domination et l'oppression mais par le dialogue et l'interaction entre peuples différents, aux fins de concrétiser une culture mondiale nouvelle humaine en son contenu et diversifiée dans son expression. Ambition, certes difficile à réaliser. A mon avis, au préalable il est essentiel de réussir à donner une teneur et une portée humaine au phénomène de mondialisation objective, auquel aucun peuple ne peut échapper ni en éviter les incidences. Les relations internationales doivent être établies sur une base d'équité, d'égalité des chances et de coopération afin de rechercher en commun des solutions conjointes aux problèmes que confronte l'Humanité, d'empêcher la suprématie d'une seule puissance, d'un seul pôle qui régirait le monde et son devenir, d'obliger enfin les Etats Unis d'Amérique à renoncer à leur politique traditionnelle, visant à créer "l'image de l'ennemi". C'est cette politique qui en grande partie a inspiré "le choc des civilisations" comme il appert du moment choisi pour publier les deux thèses de "la Clôture de l'histoire" et du "choc des civilisations".

Lorsque Francis Fukuyama a annoncé la victoire de l'Occident et de son modèle libéral au cours de l'été de 1989 en publiant son article sur la "Clôture de l'histoire", le mur de Berlin n'était pas encore tombé, et deux ans nous séparaient encore de la disparition de l'Union Soviétique. Toutefois quand Samuel Huntington a prévu que les conflits futurs donneraient naissance à un "choc" entre civilisations au cours de l'été 1993, tout était déjà renversé et permettait de présumer la victoire certaine de l'Occident. Comment expliquer ce constat? L'on peut prétendre qu'il ne s'agit, tout compte fait, que de simples impressions hypothétiques "innocentes" formulées par deux chercheurs et stratèges américains, sans aucune arrière pensée ni toile de fond politique. Néanmoins, une autre explication peut être avancée d'autant plus, si nous reconnaissons que la stratégie mondiale des Etats Unis requiert toujours la fabrication d'un ennemi. Par conséquent, l'annonce prématurée de la victoire n'était rien d'autre qu'une tentative de hâter l'élimination de l'ennemi communiste. Par la suite la victoire contre cet ennemi étant devenue réalité et de crainte qu'une phase de détente et de relaxation politique et intellectuelle ne prévale, Huntington s'est hâté d'ajouter une nouvelle dimension en "fabriquant" un nouvel ennemi en l'occurrence l'Islam!! ■

Anouar Moughess*

La Crise De L'Environnement Et La Nécessité D'assurer Un Dialogue Des Cultures**

L'évolution des idées, la propagation des religions et des diverses écoles intellectuelles, le changement des modes de vie indiquent la dynamique de la culture et sa réaction avec les autres cultures. Les changements qualitatifs qui ont lieu au sein d'une culture donnée ne constituent pas un résultat donné mais sont la conséquence des défis confrontés par l'humanité face à cette culture; défis aussi bien géographiques, économiques que militaires. C'est ainsi que, pour la société, la culture joue son rôle en tant qu' instrument d'ajustement avec les nouvelles circonstances. La crise écologique, de plus en plus aiguë depuis la deuxième moitié de ce siècle et qui ne cesse de s'accroître, constitue un exemple de tels défis. Défi qui ne s'impose pas à une société humaine donnée, mais plutôt à l'ensemble de l'humanité quelle que soit sa culture. Il incombe à chaque culture d'évoluer en vue de confronter ce nouveau défi.

Jusqu' à présent, l'Humanité n' a apporté aucune réponse à ce défi, autre que les méthodes et technologies émanant de l'exemple culturel existant au sein de chaque groupement humain, ce qui mène- comme nous le verrons- toutes ces solutions à une impasse. C'est ainsi que le changement des critères culturels constitue une mission que doit assumer chaque groupement humain car nous faisons face à une nouvelle tentative d'ajustement à laquelle contribue l'ensemble de l'humanité.

*Professeur de Philosophie, Université de Helwan

** Original Arabe. Traduit par Samia Tewfik.

Les caractéristiques de la crise de l'environnement.

Les pluies acides, la pollution des océans, le trou de l'ozone, l'infiltration des rayons nucléaires et autres dangers écologiques entourent l'ensemble du globe et ne se limitent pas à une seule région géographique ou habitée. Ils se caractérisent tous par le fait qu'ils sont des dangers découlant des activités de l'Homme. Plusieurs intellectuels et savants ont attiré l'attention sur ces dangers et leurs répercussions sur la vie humaine. Toutefois, ce sont de grandes catastrophes telles que l'accident de Tchernobyl qui ont soulevé l'opinion publique à travers le monde.

De tels changements ne représentent aucun intérêt pour ceux qui avaient, après la deuxième guerre mondiale, élaboré les régimes politiques et économiques internationaux; toutefois, quand ces caractéristiques ont dépassé les frontières nationales et ont englobé le monde entier, plusieurs organisations internationales ont entrepris de rechercher une issue à cette crise ou du moins de l'atténuer.

La première conférence internationale sur ce sujet, tenue à Stockholm en 1972 s'est caractérisée par un profil humanitaire évident puisque les chefs des 24 Etats ont lancé un appel intitulé "Notre pays c'est l'ensemble du globe"; ils ont déclaré que leurs pays sont prêts à se désister d'une partie de leur souveraineté en faveur de toute l'Humanité⁽¹⁾. C'est à la suite de cette conférence que l'Assemblée Générale a créé le Programme des Nations-Unies pour l'environnement, en sus de nombreux accords et organes internationaux. Le club de l'élite, les sept grands pays industriels ont consacré le tiers de leur déclaration annuelle sur la situation préoccupante de l'environnement. Les Nations-Unies ont décidé de convoquer, en 1992, une Conférence internationale sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro, appelée "le Sommet de la Terre". De là, nous pouvons dire que la coopération internationale en matière d'environnement est en bonne voie; toutefois, une vue perspicace prouve que la question de la coopération est sujette à de nombreux problèmes et entraves.

Le crise de Rio

Il était prévu que le Sommet de Rio adopterait une Charte sur la Terre qui jouirait de l'approbation de tous les Etats à l'instar de la "Déclaration des Droits de l'Homme". L'objectif principal de la Conférence visait la dualité entre l'environnement et le développement. De même que la Conférence s'est engagée à établir un système juridique spécialisé pour arrêter la propagation du gaz, raison de l'échauffement de la Terre et empêcher la diminution du

nombre des espèces vivantes. Les résultats n'ont pas été, toutefois, à la hauteur des espérances. La Conférence s'est terminée par un accord faible sur les changements climatiques ainsi qu'un accord sur la biodiversité, affaibli par l'absence des Etats-Unis (2). Ceci, en sus du fait que la Déclaration finale n'engage juridiquement quiconque; de même que la protection forestière n'a joui d'aucune unanimité. Bien que la pierre d'achoppement au sein de la Conférence ait été la formulation d'une responsabilité globale à divers degrés, les pays industrialisés ont refusé de reconnaître que la raison majeure de la menace découle de leur propre système industriel. C'est ainsi que la Conférence n'a pas été en mesure d'adopter un engagement mondial eu égard à la protection de l'environnement, alors que l'opinion publique a aidé à la prise de plusieurs initiatives écologiques internationales.

Limites des initiatives internationales

Le défi pour les initiatives internationales vise à assurer la sauvegarde de l'environnement et du développement durable. L'accroissement du problème écologique découle de l'exploitation continue des ressources naturelles et de l'augmentation de la production, ce qui mène à son tour à un accroissement des gaz toxiques et des déchets. D'où une contradiction entre la sauvegarde de l'environnement et le développement et notamment dans son concept capitaliste basé sur le mécanisme du marché, car conformément à ce concept, le développement est basé sur une augmentation toujours croissante de la production et de la consommation.

Toutefois les activités internationales officielles tentent par divers moyens de faire un rapprochement entre la protection de l'environnement et le développement capitaliste établi dans le cadre du modèle de la production en cours. Le rapport du comité de "l'administration des affaires de la communauté internationale" rapporte que l'utilisation accrue des mécanismes du marché, les impôts, les frais des services et la responsabilité juridique de la propagation des gaz prouvent qu'il est possible d'assurer adéquatement un ajustement entre les questions écologiques et économiques (3). Si l'on considère les méthodes nouvelles, l'on se rend compte des obstacles qui les entravent ainsi que leur inutilité.

Citons quelques exemples:

1- Principe de l'imposition de taxes sur l'utilisation de l'énergie, et ce, dans le but de diminuer la quantité de l'oxyde de carbone, ce qui donne la suprématie aux grands projets et augmente le fardeau sur les petits projets. Il a été difficile d'appliquer ce principe car les

organismes productifs dans les pays imposant une telle taxe se plaignent toujours de l'impossibilité pour leurs produits de concurrencer avec ceux des pays n'imposant pas cette même taxe.

D'où la tendance de généraliser cette taxe dans le monde, ce qui augmentera l'écart entre les pays industrialisés qui peuvent la payer et les pays qui commencent à peine leur marche vers le développement.

2- Permis de pollution

Il s'agit de permis qui peuvent circuler mondialement et qui autorisent les usines de propager une certaine quantité de leurs gaz. De même que ces permis peuvent être vendus à d'autres usines et ce, si celles-ci réussissent à faire évoluer leurs méthodes techniques de façon à diminuer la diffusion du gaz. Elles peuvent acheter des permis supplémentaires pour doubler leur production; ce qui revient à dire que ces permis ne peuvent être acquis que par ceux qui ont les moyens et sont basés sur le principe de s'enrichir grâce à la pollution et non pas de l'empêcher.

3- Assistances

Il était prévu que cette méthode serait efficace sur la base du fait que l'assistance accordée par le pays nanti au pays pauvre, pour sauvegarder l'environnement est en fait une assistance que le pays nanti accorde à lui-même. Mais les pays industrialisés tardaient à accorder l'assistance, puisque l'on leur imposait de payer 0,7% de leur revenu national en tant qu'aide au développement. Toutefois, la plupart de ces pays payent moins que ce pourcentage, avec à leur tête les Etats-Unis d'Amérique qui ne versent que 0,2% (4). Ces même pays industrialisés utilisent cette assistance pour réaliser leurs propres intérêts économiques, comme cela s'est passé lors du Sommet de Rio, quand la délégation de Thaïlande s'est opposée à la recommandation relative à la protection des forêts en soulignant que cela est en contradiction avec le développement de son pays et comme le Japon sait qu'il poursuivra sa production et partant augmentera la diffusion de l'oxyde de carbone, et conscient de son besoin de ce stock naturel de forêts, il s'est donc engagé à verser à la Thaïlande une assistance en contrepartie de la préservation des forêts de façon à permettre au Japon de redoubler son industrialisation.

Nous observons ainsi que ces mesures constituent une opération de codification écologique du progrès technologique basé sur les principes du profit économique pour les investisseurs.

Le fait de vouloir maintenir le système économique a diminué

l'efficacité des méthodes susceptibles de résoudre les problèmes écologiques, comme il a semé les obstacles devant la coopération internationale et a même mené à l'apparition dudit "conflit autour de l'environnement", prenant la forme d'opposition ou de confrontation dont l'objet, la protection de l'environnement, est l'exploitation des ressources naturelles. Les Etats-Unis se sont tenus contre l'unanimité internationale lors du Sommet de Rio puisqu'ils ont refusé de signer l'Accord sur l'interdiction des gaz polluants. Il prévu que soit limité, pour chaque individu sur le globe, le pourcentage de la diffusion des gaz qu'il ne convient pas de dépasser. L'opposition des Etats-Unis était basée sur le fait qu'il ne fallait pas placer sur le même plan un indien vivant dans une société agricole et un américain vivant dans une société industrielle. Ils ont demandé que ce pourcentage soit fixé selon le niveau du progrès industriel de chaque pays. La traduction pratique de cette proposition a été de maintenir les différences entre pays développés et ceux non développés.

Les conflits écologiques ont mené à l'insertion de l'idée de la sécurité écologique dans la Loi Internationale et même l'idée du droit d'intervention écologique, toutefois, les exigences écologiques sont souvent utilisées comme prétexte pour durcir une position face à un concurrent ou un adversaire. La coopération a lieu s'il y va de l'intérêt économique de l'Etat. Les Etats-Unis ont toujours prêché un blocus contre la consommation des poissons vendus par le Mexique sous prétexte que ceux-ci sont pêchés à l'aide de grands filets qui tuent les baleines. Cela ne les empêche pas de refuser de signer les accords relatifs à la biodiversité prétendant ainsi assurer la liberté de découvrir les sources biologiques.

La Commission de la Loi Internationale a approuvé l'idée du crime international. Parmi les raisons à la base des crimes internationaux, citons: la violation de l'engagement international à protéger et sauvegarder l'environnement humain tel que l'engagement à ne pas polluer l'espace et les mers. Les juristes internationaux ont entrepris de discuter ce concept qui semble être mort-né, car comment peut-on parler de responsabilité d'un Etat eu égard à des activités non interdites par la Loi Internationale? Comment peut-on évaluer financièrement une perte écologique?

Le concept de patrimoine humain a été reconnu surtout en ce qui concerne les régions à l'extérieur des frontières d'un Etat tel que les fonds marins, la surface de la lune et les mers extra-territoriales, ce qui nécessite une assistance écologique et un partage des fruits de l'exploitation durable, état de chose qui ne s'est pas réalisé à ce jour

et une telle exploitation demeure l'apanage du Nord.

L'ordre économique mondial dans sa perspective actuelle n'est plus le cadre adéquat pour résoudre les problèmes écologiques qui sont en fait le problème de la continuation de la vie humaine sur la Terre. De même que nous ne pouvons arrêter le développement pour protéger l'environnement car l'écart existant ne peut durer. 13% seulement des habitants de la Terre-ceux vivant dans les pays capitalistes industriels-consomment 87% des sources d'énergie dans le monde, possèdent la moitié de la pêche mondiale, utilisent 20% des terres agricoles à l'extérieur de leurs pays pour acquérir les produits agricoles, leurs animaux consomment le 1/3 de la production mondiale de soja, alors que celle-ci représente la nourriture de base pour un milliard d'âmes en Asie...., utilisent 900 kilos de céréales par personne, alors que le Tiers Monde ne consomme que 150 kilos; ils ne cessent d'affirmer que l'air et l'eau seront pollués par les déchets de 8 ou 12 ou 16 milliards d'habitants lors du prochain siècle., alors que les 500 millions habitant en Europe occidentale et l'Asie sont la cause de la destruction de l'environnement bien plus que ne le feraient 10 milliards d'Indiens s'ils existaient (5).

Face à cette situation, nous ne pouvons imaginer la coopération et le dialogue en tant qu'exportateur de technologie et de mécanismes de production et de distribution. Il est impossible que l'ensemble de l'humanité vive comme les 20% des habitants privilégiés d'Europe et de l'Amérique du Nord dont le mode de consommation est devenu une référence générale. Car pour le reste des habitants de ces pays et du monde, il n'existe ni production minérale suffisante, ni air, ni eau, ni terre susceptibles de permettre au monde entier d'adopter leur méthode destructive de production et de consommation (6).

Le fait de dépendre de la mondialisation pour généraliser le mode de vie occidental deviendra une catastrophe pour la Nature et pour l'homme. Ceci a été évident lors des négociations qui se sont déroulées à Rio quand le Président Bush a déclaré que le "mode de vie américain ne peut faire l'objet de négociation" (7) arrêtant ainsi toute unanimité autour de la protection de l'environnement.

Si, à côté des problèmes actuels de l'environnement, nous considérons en même temps les défis futurs que soulève le développement scientifique et notamment dans le domaine de la greffe des organes, du génie génétique ou du droit des générations futures à pouvoir vivre sur notre planète, les mesures économiques et politiques ne peuvent représenter une solution au problème. "Le problème écologique fait paraître de nouvelles frontières du système

politique, il fait paraître une ouverture d'un nouveau domaine d'éthique morale.. Les relations que nous établissons par le truchement de nos activités productrices et notre utilisation de la nature ne peuvent être régies par une forme contractuelle car nous n'avons pas encore des partenaires avec lesquels nous serions d'accord. C'est dire que ce problème ne relève pas du système politique dont la base est le contrat social.. en fait ils ne peuvent pas être des partenaires...et selon l'équilibre des forces il ne peut y avoir une relation légale et partant, nous ne pouvons être équitable à leur égard....nous ne pouvons que les aime (8).

De tels fardeaux ne peuvent être assumés par une culture particulière à une société donnée...d'où le conflit découlant de la présence d'une culture prétendant posséder à elle-seule les clés de la solution du problème...La culture occidentale ne se caractérise pas par sa prétention de posséder la solution, mais se caractérise aussi du fait qu'elle essaie de l'imposer.

L'écrivain Cornillot le regrette et déclare: "ce serait pour nous les occidentaux une grande perte que les autres cultures disparaissent ou changent de façon qu'elles ne sauraient face à nos options en matière de science et d'hommes, devenir indépendantes et capables de rendre de par leur existence, notre conception culturelle des questions purement locales et particulières à nous;" (9).

Il est à noter que tous les scientifiques et intellectuels ayant attiré l'attention sur les dangers de la crise, se caractérisent par le non fanatisme à leur culture, mais au contraire acceptent de s'ouvrir sur la culture des autres. Chaque crise pousse à rechercher des options ou des concepts de remplacement et notamment après l'ébranlement de la confiance dans le modèle de la production industrielle et de la consommation que l'on désire, malgré tout, généralisé.

Des problèmes tels que l'explosion démographique, la protection du corps humain, et des droits des générations futures, et la sauvegarde de la diversification humaine ont besoin, avant de leur conférer un cadre juridique international, d'un accord humain général portant sur l'éthique morale qui transformerait la Loi de façon qu'elle puisse devenir une condition nécessaire pour la vie et la liberté au lieu d'être un processus de domination et de limitations. Le fait de convenir de cette éthique morale constitue un des espoirs attendus émanant d'un dialogue des cultures. Dialogue qui, pour dépasser la crise, se doit de jeter une nouvelle base pour l'éthique morale, différente de l'idée du droit tirée de la philosophie de Kant et qui fait des valeurs morales une relation parmi ceux qui détiennent ce droit; la Loi lui donne un cadre

pratique de façon qu' aucune partie n'empiète sur l' autre. Dans ce cadre, il ne peut y avoir une inter-action morale avec les eaux, ou les arbres ou les animaux ni même avec les générations futures. Le philosophe allemand Hanz Jonas propose une nouvelle base des valeurs fondées sur la responsabilité où toutes ces créatures existantes et futures seraient placées sous la responsabilité de l'Homme qui a permis à la technique d' imposer sa domination sur la nature et partant il lui incombe d'agir à leur égard en tant que titulaire de droit mais dote d'un sens de la responsabilité (10).

La crise écologique n' impose pas aux cultures un accord sur le minimum comme il en a été le cas lors du dialogue entre les diverses forces politiques, mais il s'agit d'un accord sur le maximum c'est-à-dire sur les grands principes, c'est-à-dire sur le droit de l'Homme et des autres êtres vivants dans une planète adéquate et dans ce maximum les traditions et les pratiques intellectuelles, politiques et économiques sont diverses et différentes.

Ceux qui essaient de faire supposer que l'importance accordée à la nature constitue une agression à la liberté de l'Homme et son progrès, oublient que les droits de la nature sont en fait ceux de l'Homme. L'Humanité se doit de passer de la domination de l'Homme sur la nature, comme elle le fait depuis les quatre derniers siècles, période qui a coïncidé avec celle de la production capitaliste, à celle de l'Homme sur sa relation avec la nature pour s'assurer les besoins essentiels de la vie.

Tous les éléments de la culture en matière de sciences, d'arts, des religions et de philosophie, se doivent de contribuer à aider l'Homme dans sa confrontation avec ce défi total. A cet égard Claude Lévi Strauss a déclaré: "Dans ce siècle où l'homme s'emploie à détruire toutes les formes de vie, alors qu' il vivait dans le passé dans diverses sociétés, représente un siècle de richesse et dont la diversification constitue les caractéristiques de son patrimoine. Il nous incombe de dire aujourd'hui plus que par le passé, comme dans les légendes, qu'une disposition humaine ne commence pas par soi mais place le monde avant la vie, la vie avant l'Homme et le respect des autres avant l'amour de soi (11). Représentons-nous la nouvelle condition écologique en remplacement de notre époque actuelle tissée de légendes occidentales capitalistes?■

Références:

1) Patrick Hermann et autres: le Nouvel Ordre mondial, 1ère partie; La Loi Internationale et la politique de deux poids, deux mesures. Traduit par Anwar

Moghess- Tripoli, 1995 - p250

2) Idem p;272

3) Comité administratif des Affaires de la Communauté internationale; Voisins dans un même monde, 1995- p 236

4) Patrick Hermann-idem-p 259

5) André Groz, Ecologie et Politique, Paris, seuil, 197 , p. 108

6) Ibid, p. 74

7) Andrevon, La nécessité écologique, Paris, AB Iruto, 1993, p.61

8) Jacques Bidet, "y-a-t-il, une écologie marxiste" in Actuel Marx, Paris, PUF, No. 12,1993, p.111

9- Michel Tibon-Cornillot, les corps transfigurés, Paris, le Seuil, 1992. P. 284

10) Hanz Jonas, le principe de la responsabilité, Paris, Plon, 1997. P. 185.

11) Jean-Paul Deléage, Histoire de l'écologie, Paris, La Decouverte, 1991, p. 304.

Hussein Ma'aloun*

Equilibre Et Déséquilibre De L'equation Disparité-Communication Civilisationnelle**

" A la suite de la révolution scientifique et à travers une mutation soudaine, les scientifiques font face à une science différente". Ceci est la conclusion de la théorie de Thomas Khon sur la structure des révolutions scientifiques. En ce qui concerne les révolutions techniques, la société, dans son ensemble, affronte graduellement la mutation. Le rythme de cette mutation est fonction de la nature des techniques influentes et de leur interaction avec les facteurs du milieu social.

INTRODUCTION: La révolution scientifique et technique

Nul n'est besoin de souligner que notre monde fait face aujourd'hui à une révolution scientifique et technique intense qui, aux niveaux politique, économique, éducationnel voire culturel, suscitera des mutations radicales à une cadence rapide que l'humanité n'avait jamais connu auparavant, compte tenu des réalités de l'histoire. Ce qui nous incombe à présent est de dégager les différentes attitudes à l'égard de cette révolution.

Les différences, selon le "consensus", indiquant que la présente révolution diffère radicalement des précédentes, devenant un facteur crucial, déterminant le devenir de notre monde-nations et hommes -mais les "visions" sont multiples et diffèrent au sujet de la "technicité

*Auteur et Chercheur Egyptien

**Original: Arabe. Traduit par Noha Badawi.

de l'information" en tant que l'une des séquences les plus importantes de cette révolution, et au sujet de son impact au court et long termes.

Les deux plus importantes "visions" sont les suivantes:

Une "vision" optimiste, voire "éblouie" par la civilisation, qui est la conséquence de la technicité de l'information, que l'on peut qualifier de "civilisation électronique", une quasi-conviction pareille aux assises conceptuelles et scientifiques des sociétés (occidentales industrialisées contemporaines). L'un des tenants de cette "vision" est le scientifique futuriste américain "Allan Toffler" qui préconise dans ses ouvrages, tout particulièrement le dernier intitulé "Le nouveau pouvoir", les séquences de cette troisième vague" qui représente la troisième rupture radicale dans l'histoire de l'humanité, après les révolutions agricole et industrielle....Un autre tenant est l'éminent futuriste "John Barlow" qui a publié une déclaration adressée aux gouvernements du monde, annonçant l'indépendance du domaine de la cybernétique, prétendant que des termes tels que propriété, identité et expression ne conviennent plus à ce nouvel horizon, car il s'agit des termes matériels, incompatibles avec la spiritualité du nouvel espace de l'informatique.

L'autre "vision" est pessimiste, ou plutôt "prudente", nous prévenant que, bien que la technicité de l'information nous permette de dominer les phénomènes complexes et de résoudre les problèmes, elle a néanmoins ajouté une nouvelle dimension qui complique davantage les phénomènes de notre vie et suscite de nouveaux problèmes imprévus.

Dans son livre intitulé "Condition après modernité", le philosophe Léotard nous prévient que le "savoir", en sa qualité d'article informatique indispensable pour les forces productives, est devenu et demeurera l'un des plus importants domaines de rivalité à l'échelon mondial, sinon le plus important, étant source de puissance. Les nations du monde peuvent se faire la guerre pour dominer l'information, comme elles l'ont fait, dans le passé, pour dominer les colonies, et ensuite, pour utiliser et exploiter les matières premières et la main d'oeuvre bon marché. Un nouveau domaine se présente à la pensée stratégique commerciale, d'une part, et à la pensée stratégique politique et militaire, d'autre part.

Cette mise en garde de "Léotard" repose sur une optique philosophique des effets de la technicité de l'information et de ses séquences futures, mais cette mise en garde ou plutôt, cette prévision, est reprise par les tenants d'une optique "politico-stratégique". Joseph Niebow", jadis l'un des hauts

responsables de Pentagone, a récemment publié un article dans la revue "Foreign Affairs" prévoyant que l'Amérique sera en mesure d'asseoir sa domination du monde, grâce à sa maîtrise des systèmes informatiques et des techniques de la communication, la géostratégie étant fonction de la capacité d'utiliser le "softpower", à savoir, la technologie de la communication et de l'informatique.

Ceci étant, allons-nous adopter la vision de quelques "optimistes", selon laquelle la technicité, pareille à l'eau et à l'air, ne peut être monopolisée, étant la résultante des activités humaines à travers les âges, et tout le monde doit donc bénéficier de ses effets? Ou allons-nous faire corps avec les "pessimistes" et leurs prévisions selon lesquelles l'ère de l'informatique n'est qu'une nouvelle étape du conflit mondial?

En vue de dégager les prévisions les plus "réalistes des effets de cette révolution, il nous faut d'abord indiquer les caractéristiques principales de la révolution actuelle les comparant à celles de la révolution industrielle. Il s'agit de trois caractéristiques:

La première: cette révolution s'apparente à l'"universalité" ou à une "tentative" d'unifier le monde en un seul contexte. Elle tend aussi à éliminer l'effet traditionnel des disparités géographiques et des frontières politiques, qui constituaient la garantie, la condition et le facteur distincts et autonomes sous-tendant le mode de vie et d'action à la période précédente jusqu'à la révolution industrielle (le monde de la souveraineté nationale). Cette "inclinaison" de la révolution se perçoit clairement à travers le changement- graduel- des critères et des modes de comportements, de vie et de production dans le monde, outre la mutation de la "civilisation" actuelle ou à l'amont de celle-ci.

La deuxième: l'importance croissante et exceptionnelle de la présente révolution que l'on distingue à travers la communication, le savoir et la science. Ceci signifie la mutation de la "culture", dans l'acception large du terme en un centre de gravité de cette révolution. Ceci indique en outre la mutation du domaine culturel en un domaine direct et fondamental, en faveur des investissements "économiques, politiques et psychologiques, l'accent étant mis de manière croissante sur la formation professionnelle, la recherche scientifique, les systèmes technologiques, la complémentarité de la communication, le transfert de l'information, etc...

La troisième: La mondialisation croissante du domaine humain liée à la différence qualitative. Nous entendons par là la différence ce qui suit: alors que l'humanité est exposée aux mêmes influences

culturelles, matérielles et économiques et qu'un changement dans un lieu donné affecte "relativement" tout le monde, les possibilités du développement se détériorent de jour en jour. Un monopole global des facteurs du "progrès" est créé en faveur de certains (une minorité) accusant la marginalisation d'autres groupes qui constituent aujourd'hui une large tranche de l'humanité.

Ces trois caractéristiques dictent la nécessité de trouver une solution aux effets de la présente révolution, qui posent un défi à un grand nombre de peuples et de groupements à travers le monde, mais ne clarifie pas ses conséquences à tous les niveaux. Ceci souligne en outre que ceux qui s'empressent à arrêter des attitudes précises, ou quasi-précises, à l'égard de ce phénomène mondial extrêmement complexe, ont généralement fondé cette attitude sur des suppositions simplistes ou se sont axés sur la sucette technique de ce phénomène multi-dimensionnel, sans tenir compte du milieu d'implantation, afin d'éviter délibérément ou par inaptitude de se perdre dans les méandres de considération sociales.

Malgré son axe technique, ce phénomène est essentiellement politique, économique, culturel et, en raison de cette méprise, son ordre de priorité avait regressé. Cette question touche donc le domaine où toutes ces dimensions interagissent, à savoir, le domaine civilisationnel.

Ceci nous mène directement aux considérations sociales, tout particulièrement à la lumière de l'assertion actuelle dans le domaine de la production informationnelle, à savoir "que la technicité a aboli la géographie et l'abolira davantage au 21^e siècle, ayant aboli les distances. "Se fondant sur cette assertion, surtout en ce qui concerne l'abolition des distances, l'on affirme, sans réserve aucune, l'avènement d'une "mondialité nouvelle" et d'un village mondial unique".

Civilisation générale ..ou spécificités civilisationnelles.

En vue d'évaluer la véracité de l'assertion sus-mentionnée et de dégager les séquences de la présente "révolution sous l'angle de considération sociale, il est opportun d'aborder la question "civilisationnelle" et toutes questions connexes, telles que "culture" et "civilisation".

Les questions se succèdent : que signifie civilisation? Quel lien a-t-elle avec la culture et la modernité? Quelles sont ses évidences sociales? Est-elle le propre de l'humanité dans son ensemble ou est-elle propre à chaque société? Et, ce qui importe davantage: comment perçoit-on

à travers elle l'interaction et l'effet des facteurs gouvernant l'évolution de l'humanité? Ces facteurs sont au nombre de trois: l'homme (les sociétés et leurs relations en leur sein et avec autrui), le lieu (la géographie) et le temps (l'histoire).

Le consensus fait défaut en ce qui concerne la signification des termes: civilisation, modernité, culture et eu égard aussi à leurs différences. Ces trois termes sont souvent synonymes dans les études historiques. L'on suppose même, en général, que la civilisation n' a pas à être définie, ayant été acquise par l'homme et, partant, la confusion au sujet de ces trois termes.

Cette coconfusion délibérée entre civilisation et modernité, la réduit à un simple progrès matériel et vise, entre autres, à familiariser le monde avec la notion d' un mode de civilisation: "la civilisation de l'industrialisation", et à conférer au terme une connotation historique: une distinction entre civilisation et modernité n' est donc pas justifiée. L'histoire du terme "civilisation" ne suscite pas une tentative de séparer ou de distinguer l' une de l' autre.

Il est vrai que la "civilisation de l'industrialisation" est largement tributaire de l'Occident et, pourtant, quand est-ce les Etats-Unis d'Amérique, la (Grande) Bretagne et la France ont-ils émergé? A quand remontent les facteurs sous-tendant la création de l'Allemagne et ceux sous-tendant la création de l'Haïe? L'Occident" tel qu'on l'entend aujourd'hui, n'a pas émergé de la "civilisaiton de l'industrialisation". Il a hérité d'une pléthore de riches expériences et d'un patrimoine scientifique accumulé à travers les âges et qu'il a utilisé à bon escient certes, des legs de peuples disparus dans le temps (sumériens et phéniciens..) et d' autres figés dans leurs zones (perses, arabes.)

Ainsi donc, affirmer que la civilisation est le propre d'une ou plusieurs nations données (Occident pour être précis), à l'exclusion des autres qui doivent se rattacher à elle pour l'acquérir, est démenti de l'histoire et une falsification de la réalité. Il s'agit d'un monopole inhumain qui discrédite le reste de l'humanité. Il s'agit d'une négation, de la civilisation, car lui insuffle la vie après l'avoir vidé de sa teneur.

Par ailleurs, cette confusion délibérée entre civilisation et culture remonte aux années 70 du siècle passé, lorsque Edouard Taylor, dans son ouvrage intitulé "la culture primitive":1871", fournit sa définition bien connue, à savoir:; "la culture ou la civilisation, prises dans leur sens ethnologique le plus large, sont ce tout composé de savoir, de croyances, d'art, d'éthique des lois, des coutumes, des autres capacités et habitudes que l'homme acquiert en tant que

membre de la société". Cette définition de Taylor, bien que ne faisant pas de distinction entre civilisation et culture, prévaut encore aujourd'hui. Plusieurs sont les écrits qui adoptent cette définition explicitement ou implicitement à un point tel que la réponse à la question: que signifie la civilisation? est un problème complexe. Comment donc le résoudre ?

La civilisation n'est pas une entité externe à l'homme, car le patrimoine (conceptuel ou artistique) ou les structures (matérielles) sont des "vestiges" de sa civilisation, ses preuves et ses symboles. Chaque génération dans toute société laisse des "vestiges" qui incarnent la civilisation, la cerne et conte son histoire.. La civilisation est donc la "sommée de connaissances" trop nombreuses pour être énumérées.

Ces connaissances diffèrent peu ou prou et peuvent être contradictoires d'une société à l'autre. Il s'agit de règles de comportement distinguant le juste du faux, les relations avec les hommes ainsi que les religions, les croyances, les lois, les coutumes, les arts, les valeurs, les critères de beauté des arts, de la littérature, de la musique et de l'architecture et les critères sociaux. Ces règles indiquent à l'homme dans toute société comment doivent être son attitude, ses tendances, son comportement et ce à quoi il doit s'attendre d'autrui...Elles explicitent, justifient et embellissent lesdits critères.

Comment définir la civilisation et cerner son concept? Une mise en garde s'impose à ce stade, car la définition de la "civilisation" n'est pas une compétition de rédaction, mais une nécessité impérative pour comprendre ce phénomène social qui s'impose dans le cadre de tout débat sérieux sur l'avenir, étant au seuil d'un nouveau siècle, voire un nouveau millénaire, compte tenu des séquences éventuelles de la révolution scientifique et technique, dont les applications dans la communication et l'informatique sont une réalité que vit le monde d'aujourd'hui.

L'homme a généralement deux relations, l'une avec la nature et l'autre avec la société, et les études portent sur l'une ou sur les deux relations. Cette assertion est tronquée et il faudrait ajouter la relation de l'homme dans la nature, dans la société et avec le temps, car l'interaction de l'homme avec la nature et avec la société crée un produit (production agricole, production industrielle, outil de production.... des systèmes, de croyances, des coutumes, une éthique, etc.) que ces deux relations incorporent et transcendent. Il s'agit donc des solutions à des problèmes qui, dès que suscités, sont un "ajout"

d'une qualité qui diffère de la nature et de la société, car elle recèle l'éthique de l'homme et son sens créateur.

Observer l'homme dans la nature, la société et le temps est une "vision" de ce que l'on nomme le passé de l'histoire, ou ce que l'on peut appeler les "circonstances" pour englober la nature, la société et l'homme lui-même et l'interaction de tous ces éléments au fil du temps écoulé et qui, de ce fait, échappe à l'abolition.

Mais quelle est la relation de tout ceci avec la "civilisation"? La relation est évidente. Une simple observation de toute science nous indique que l'interaction de l'homme avec la nature crée un produit matériel (production agricole, production industrielle, outils de production, bâtiments, etc...) et l'interaction de l'homme avec l'homme dans la société crée un produit moral/ social (idées, sectes, systèmes, valeurs, coutumes, arts, etc..)

Observer donc ce produit de l'interaction de l'homme avec la nature et ses homologues dans la société est la "vision" de ce que l'on nomme le "civilisation". Si l'on ajoute à ceci la stabilité d'un peuple sur une terre donnée, la stabilité signifiant unité de langue, de territoire commun, distincts d'autres territoires (mais non exceptionnel) un peuple distinct d'autres peuples (mais non exceptionnel), le produit de l'interaction des hommes avec leur terre à eux et entre eux est donc un produit distinct dans son contexte "matériel" (.ou modernité) et "moral" (.ou culture), donc distinct "civilisationnellement".

La civilisation est donc la teneur cognitive du produit de l'interaction de l'homme avec la nature et avec ses homologues dans une société donnée à une période donnée"...elle est donc une "partie de la formation de la personnalité" à chaque génération et dans chaque société et, partant, l'homme de chaque génération porte en lui sa civilisation du passé, la "développant dialectiquement" et la transférant à une génération future. L'une des caractéristiques de la civilisation et donc son passage d'une génération à l'autre à travers la langue (dont le rôle est primordial dans ce passage) dans ladite "continuité des générations".

Il ne faut donc pas s'étonner que chaque société ait sa civilisation distincte: c'est la "disparité" que certains qualifient de "spécificité civilisationnelle". Il faut tout de suite relever que le fait qu'une société ait des caractéristiques civilisationnelles distinctes, ceci ne signifie pas qu'elle est à l'écart du mouvement de la communauté des hommes. La disparité civilisationnelle n'a jamais signifié l'aliénation de cette civilisation des civilisations des autres peuples. Ceci ne signifie non plus pas que la civilisation d'une société donnée ne verse pas dans la

patrimoine civilisationnel humain, qui est le creuset de civilisation d'autres peuples. Ce patrimoine humain (civilisationnel) n'est que le produit des affluants de diverses civilisations; en fait, la civilisation d'une société s'enrichit au contact et suite à l'interaction avec les spécificités civilisationnelles des autres sociétés. L'on peut qualifier ceci d'"interaction civilisationnelle" ou, plutôt, d'une "continuité civilisationnelle".

Nous faisons face alors à un "problème théorique" au sujet de la relation qui lie ses deux extrémités, "disparité" et "communication civilisationnelle"....deux facettes du mouvement de la société sous l'angle civilisationnel.

Equation...."disparité".."communication".....civilisationnelles

L'on peut facilement surmonter ce problème en présentant ces deux aspects sous forme d'équation comme suit: en considérant la "communication civilisationnelle" comme deuxième terme, un impératif qui dicte, humainement, l'évolution, l'innovation et la capacité de demeurer au niveau du progrès dans les différents domaines du savoir, et la "disparité civilisationnelle" comme premier terme, un impératif qui dicte, pratiquement, la trame éthique en tant que fondation sous-jacente à la spécificité de l'identité nationale et régionale.

En admettant que la "communication entre civilisations influence et est influencée par elle sous plusieurs angles, l'équation demeure équilibrée aussi longtemps que se maintient la continuité de l'interaction avec les facteurs propres à chacun de ses deux termes. Nous aboutissons alors à une "interaction civilisationnelle". Mais, si l'interaction à l'un des termes de l'équation s'effectue au détriment de l'autre, nous avons alors une marque de stabilité ou d'équilibre ou ce que l'on peut qualifier de "défiance civilisationnelle".

Comment découvrir cette défiance...ou plutôt, comment déceler ce manque d'équilibre dans l'équation sus-mentionnée?

Tout d'abord, eu égard au premier terme, la disparité civilisationnelle et ce qu'il comporte de spécificité civilisationnelle...la défiance se perçoit clairement à travers l'effet suscité par l'interaction des facteurs propres à ce terme au détriment de la "communication". Cet effet est une forme de "narcissisme" civilisationnel, de "chauvinisme" civilisationnel, deux processus, successifs, qui aboutissent inéluctablement à une "arrogance civilisationnelle", transformant la "disparité civilisationnelle", à juste titre ou non, en une "supériorité" civilisationnelle.

Il faut souligner à ce stade que cette "supériorité civilisationnelle", avec ce qu'elle comporte de "centrisme" narcissique et chauviniste se développe si elle remplit deux conditions: d'abord que l'interaction des facteurs propres à la "disparité" civilisationnelle s'effectue à un diapason plus élevé que celui de l'interaction des facteurs propres à la "communication civilisationnelle.....ensuite, que la spécificité civilisationnelle émane d'un environnement qui se prête au développement et au progrès civilisationnels à un diapason plus élevé que celui des autres "spécificités civilisationnelles parallèles ou opposées.

Par rapport à l'autre terme, celui de la communication civilisationnelle, la déficience se perçoit clairement à travers l'effet suscité par l'interaction des facteurs propres à ce terme, au détriment de la "disparité. Cet effet est une forme de "dépendance" civilisationnelle ou de réclusion" civilisationnelle. Deux processus, parallèles, qui aboutissent inéluctablement à ce que l'on peut qualifier de "perturbation" civilisationnelle..transformant la "disparité" civilisationnelle, de bon ou mauvais gré, en une "déformation" civilisationnelle.

Il faut souligner à ce stade que l'on peut décéler cette "déformation" civilisationnelle en suivant le processus de "richesse" et de dépendance dans le contexte social lieu-temps.

La "réclusion" culturelle, cette nostalgie du passé et l'attachement à des bastions imprenables du patrimoine, en tant que moment qui se suffit à lui-même, entraîne une aliénation de la culture du "présent", quel qu'il soit, et reflète la "disparité" culturelle sous forme "d'imitation figée", dans le cadre du monde, des concepts et de mécanismes de défense qui se refusent à l'adaptation et résistent à l'innovation. La réclusion culturelle représente alors l'ego historique du point de vue culturel, sans tenir compte des dimensions géographiques et des dimensions du lieu.

La "dépendance civilisationnelle" aspire à un vide géographique et s'attache à des bastions imprenables de l'"ère" en tant que moment présent se suffisant à lui-même, entraînant une rupture avec la civilisation du passé quel qu'il soit, la "percée" culturelle qui inonde l'arène annonçant l'avènement d'une civilisation à laquelle elle s'engage.

La "dépendance" civilisationnelle est un processus qui représente l'autre géographique de point de vue civilisationnel, sans tenir compte de la dimension historique et de la dimension du temps. Ce que nous qualifions de "perturbation" civilisationnelle, se révèle aussi clairement

que possible dans la région, vaste, confinée entre la "dépendance" et la "réclusion" civilisationnelles, la région qui abonde en cas de "secousse" civilisationnelle, qui va de la "mendicité" (la "société" mendie des systèmes conceptuels et matériels confectionnés, mais n'en produit aucun), à la "conciliation" (la "société concilie des systèmes très disparates).

En fonction de ce qui précède, nous pouvons découvrir la "déficience" ou plutôt, déceler le manque d'équilibre de l'équation "disparité-communication" civilisationnelles. Nous pouvons alors conclure que les trois cas de "dépendance", de "réclusion" et de "perturbation" ne sont que la résultante de l'interaction des facteurs propres au terme "communication" civilisationnelle au détriment du terme "disparité", donc que la "communication" civilisationnelle ne signifie qu'un processus "d'éducation de l'extérieur" pour imposer les valeurs de cet extérieur à l'intérieur/

Si nous souhaitons rechercher l'appellation exacte de ce processus, la seule qui s'impose est "l'invasion" civilisationnelle...car l'"invasion" n'est qu'une "tentative d'une société donnée d'imposer ses valeurs à une société". L'"invasion" n'est, en fait, que ce que les Grecs et les Romains, par exemple, ont entrepris pour imposer leurs valeurs "civilisationnelles" par la force des armes, aux larges territoires qu'ils avaient envahis; ils ont imposé leurs dirigeants, leurs religions et leurs systèmes économiques. C'est ce qu'a fait l'Europe, à titre d'exemple, dans les colonies, à partir du 15^e siècle. Elle a voulu imposer la civilisation européenne, mais sa seule réussite a été de générer la "perturbation" dans les "civilisations" desdites colonies.

Il ne s'agissait pas d'un processus de "communication" civilisationnelle ou d'un libre échange d'influence de "valeurs", ni d'une "interaction" comparable entre deux groupes qui étaient sur un même pied d'égalité ou d'un niveau rapproché eu égard à la souveraineté, la liberté de prise de décision et de l'indépendance de prise de position... mais une réflexion fidèle d'un processus d'"invasion" culturelle, car la nouvelle civilisation "occidentale" a voulu dominer les modes civilisationnels des sociétés colonisées, pour imposer ses valeurs à ces sociétés.

"L'invasion civilisationnelle" est donc une réalité et non une "illusion". Ce qui s'est passé jadis peut être moins nocif que ce qui se passe dans notre monde contemporain.

L'essence du "problème" que nous allons affronter est une réalité que nous ne pouvons éluder, à savoir que la "civilisation européenne est la plus forte à tous les échelons scientifique, technique, militaire,

économique et qu'elle est donc en mesure d'effectuer l'interaction des facteurs propres à la "communication" civilisationnelle, dépassant de loin les autres civilisations, parallèles ou opposées.

Le cours de "l'éducation de l'extérieur" ou, pour être plus précis, "l'invasion civilisationnelle" passe à travers des tentatives systématiques et exhaustives d'encerclement et de siège, ou d'assimilation et de digestion et, finalement, d'hégémonie totale effective et efficace. Ceci est la réalité que nous observons aujourd'hui sous le libellé de "dialogue de civilisations" ou les préalables de la "modernité" et de la "contemporanéité" dans le cadre dudit "nouvel ordre mondial".

Prenons, par exemple, le libellé "nouvel ordre mondial". Quels que soient les problèmes, les questions et la prise de position à l'égard de ce "nouvel ordre", nous devons reconnaître que les forces du monde les plus "compétentes" dans le monde n'ont jamais présenté un projet de "nouvel ordre mondial" en tant que problème à la solution duquel le monde doit participer, mais plutôt en tant qu'entité déjà créée et les hommes, à titre de spectateurs, doivent s'y adapter.

Pour mettre davantage l'accent sur cette "adaptation négative et inactive", les "théoriciens" et non "interprètes" du libellé nouvel ordre mondial, l'ont assis sur quatre données fondamentales présumées, à savoir, la victoire finale de l'idéologie capitaliste, y compris la fin de l'histoire y relative...l'hégémonie d'un pôle mondial unique sur la scène mondiale, y compris la négation de toute possibilité pratique de résistance.. l'hégémonie de la technicité sur le mouvement de l'histoire vers le progrès, y compris les préalables inhumains et non sociaux et de la "technicité"..et finalement, la globalisation du monde et la fin des nationalités, y compris la négation de la multiplicité et de la nécessité de participation.

Ces quatre données présumées partagent le même objectif, celui de muter le champ de l'exercice en assises à direction unique, d'une dimension légendaire globale.. Nous pouvons donc déduire que l'objectif de ce cadre-celui de trouver le rendement psychologique-compris dans cette demande d'adaptation négative et inactive, vise à préparer psychologiquement à la soumission totale et l'acceptation de "l'hégémonie", à travers une sensibilisation qui accepte, volontairement, les conditions et données présumées de cet "ordre", telles que perçues par les "forces d'hégémonie", en tant que situation inéluctable et fataliste contre lequel nous, le monde pauvre, sous-développé et subjugué, le monde du Sud, ne pouvons nous élever.

Aucun commentaire de notre part, excepté une référence à cette "discordance" qui marque la situation internationale contemporaine illustrée par cette contradiction entre la tendance de l'économie contemporaine et la dépendance d'une part, et la tendance des sociétés à travers le monde à adhérer à la "réclusion", d'autre part, dans un cadre social limité: tendances ethniques et sectaires, sous-cultures, les cultures du lieu et des minorités.

Eu égard à cette discordance, ses aspects et causes, ses diverses formes relatives à ses aspects et causes, nous devons logiquement reconnaître que cette discordance n'est en fait qu'un aspect du problème dont souffrent toutes les cultures nationales et régionales à travers le monde....le problème de "l'invasion civilisationnelle" commise par la civilisation occidentale, axée sur la force de la science et de la technicité, dans l'acception large terme, en vue d'imposer l'hégémonie économique et politique par le biais de l'hégémonie "civilisationnelle" à laquelle font face les pays du "Sud" en général.

La culture et la technicité..et le conflit de l' informatique.

La relation entre la science et la technicité est bien connue ainsi que celle entre le produit et le savoir sous-jacents. Il est également inutile de souligner que la science et la technicité, deux facteurs de la civilisation, sont des connaissances et des habiletés "humaines" dans un cadre commun à toute l'humanité et, partant, n'ont pas une relation essentielle avec l'identité nationale ou régionale. En d'autres termes, ne pas les posséder et devoir les importer ne porte pas atteinte, au départ du moins, à l'entité nationale ou régionale, ni au niveau de la souveraineté, ni à celui de l'identité.. Mais, si elles deviennent des outils dans les mains d'une civilisation donnée pour imposer ses valeurs à d'autres sociétés, visant l'expansion et l'hégémonie, le cas diffère.

Nous faisons alors face à une "invasion" civilisationnelle ou une tentative d'une société donnée d'imposer ses valeurs à une autre société de la part de la "civilisation qui possède la science et la technicité vis-à-vis de la société qui ne les possède pas ou en possède de moindre qualité...ceci se passe dans notre monde aujourd'hui. Les forces qui les possèdent ont le moyen d'imposer leur hégémonie civilisationnelle: des moyens divers et très évolués qui, du point de vue stratégique, sont nécessaires pour ancrer et approfondir l'hégémonie économique et politique.

En conclusion, l'essor actuel de l'informatique indique que cet essor aidera à ancrer l'usurpation civilisationnelle et, peut-être, à contenir (ou au moins à réduire) les différences civilisationnelles, en créant un

modèle unique doté de mécanismes pour le propager sur une large échelle. Ceci est confirmé par le fait que la "technicité" a été, à travers les âges de l'histoire, un moteur essentiel de changement culturel ainsi que le canal de sa propagation. Par ailleurs, ces techniques nouvelles se placent dans le cadre stratégique de la création d'un marché mondial unifié, tournant autour des pôles économiques fondamentaux de l' " occident".

En ce qui concerne l'influence mutuelle de la culture et de la technicité, il apparaît clairement que la technicité de l'information a fait de la culture une industrie auto-suffisante, possédant ses installations, ses produits et ses services.....Nous n'exagerons pas en disant que l'influence de la culture sur la technicité touche pratiquement à tous les facteurs de ses systèmes et les relations qui lient ces facteurs. Ceci ne comprend pas seulement l'administration et les ressources culturelles, mais aussi et ceci importe davantage, la structure du savoir à l'intérieur de la société, ainsi que les bases et principes sur lesquels reposent le savoir et les valeurs qui en découlent.

Les exemples de l'influence de la technicité sur la culture abondent, nous en citerons trois:

Premier exemple: la conséquence de la technique de l'imprimerie avec l'"appareil de Gutenberg" à la moitié du 15^e siècle. Cette technicité a permis l'alphabétisation et a cassé le monopole du savoir, l'une des causes primordiales de l'effondrement du système féodal, qui donna une autorité absolue aux nobles, aux hommes de religion et aida à la création rapide de centres urbains et l'expansion des activités commerciales. Ces changements sociaux ont, à leur tour, sous-tendu l'industrialisation de l'Europe et l'orientation de ses institutions politiques vers la démocratie. Il importe de relever à cet égard le degré de l'influence directe de la technicité de l'imprimerie sur l'orientation de la pensée occidentale vers le rationalisme et l'évolution de ses institutions scientifiques, éducationnelles et culturelles. Le savoir, sous sa forme écrite, a non seulement aidé à diffuser la matière du savoir mais a également aidé à développer les habitudes intellectuelles, grâce au maniement des textes, loin de l'autorité du conteur et des réactions émotionnelles qui accompagnent généralement la communication orale.

Deuxième exemple: l'effet de la technique de l'industrialisation et l'émergence du capitalisme dans la pensée chrétienne en Europe. Les réalisations brillantes de la science ont fait naître une pensée philosophique fondée sur la socialisation de la science et de la raison, et la foi en la capacité de l'homme de dominer totalement la

nature..une pensée qui non seulement doute de l'existence de Dieu mais va jusqu' à prêcher l'avènement d' une religion humaine sans théologie, ni églises, ni clergé.

Il faut rappeler à ce stade l'histoire sociale de la société américaine à la fin de siècle passé, un cas qui diffère de celui de l'Europe, eu égard à la relation entre la technicité et la religion. La mutation de la société de la phase de l' agriculture à celle de l'industrie à été accompagnée de ce que l'on peut qualifier "d'intégrisme doctrinal" et l'apparition de tendances religieuses divergentes du cours principales dont la conséquence a été la multiplicité d' églises et la diversité des sectes.

Troisième exemple: l'effet de la science et de la technicité non seulement sur le produit conceptuel et littéraire mais aussi sur l'essence même du processus innovateur.....nous observons alors que la littérature, la tragédie et l'art ont une relation étroite avec la science et la technicité. On ne peut ignorer la relation étroite entre la découverte par Newton des couleurs du spectre et l'apparition de l'école de l'impressionisme, refleté dans le pointillisme, telle qu'innovée par l'artiste français Georges Pierre Seurat; celui-ci juxtaposa les couleurs sur la toile au lieu de les mélanger dans la palette. On ne peut également ignorer la relation entre la propagation de la science analytique et l'école abstraite analytique de Picasso et de Braque.

Ces trois exemples soulignent l'influence de la technicité sur la culture, mais il ne s'agit pas d'une influence à sens unique, car la technicité et la culture sont les deux côtés d' une relation dynamique réciproque, et la culture influence aussi la technicité. L'influence de la culture sur la technicité se perçoit dans l'art de l'architecture, un exemple parmi tant d' autres. Cet art est un domaine où la culture et la technicité convergent, un cumul d' arts plastiques, de sculpture, d'ingénierie de construction, de la technicité des matériaux et de la mécanique des installations. L'influence de l'autorité du dirigeant (le pharaon dieu) et de la mythologie ancienne sur l'ancienne architecture égyptienne et l'attitude de l'Islam à l'égard des arts plastiques et son influence sur l'architecture islamique, sont une autre preuve de l'influence de la culture sur l'architecture.

Ceci explicite la relation réciproque ou l'influence réciproque de la technicité et de la culture et rappelle l'assertion que chaque société a la technicité qu'elle mérite, l'assertion qui explicite la relation et le lien étroit entre le niveau de progrès d'une société et la force de technicité qui en découle pour la changer à son tour. Ceci prouve en outre que les différences qualitatives des sociétés humaines sont dues à cette

somme pléthorique d'informations et les moyens scientifiques en mesure d'utiliser cette immense quantité, ainsi que le rôle vital que joue l'information dans les activités sociales. Ceci étant, la technicité de l'information est une source essentielle de la force politique, militaire, économique et culturelle.

L'on ne peut prévoir ce à quoi aboutira ce phénomène complexe, mais l'on peut décèler, parmi les éventualités les plus réalistes, une compétition voire un conflit entre les pôles "économiques principaux".

Ceci est confirmé par ce qui se passe sur la scène mondiale contemporaine que l'on peut résumer comme suit:

Les Etats-Unis d'Amérique presse de tout son poids scientifique, technique, économique et politique, voire même aussi militaire, pour sauvegarder sa suprématie face à l'assaut féroce du Japon pour lui arracher la cause, alors que les pays de l'Europe de l'Ouest déploient tous leurs efforts pour demeurer dans la lice. Les pays frontaliers du Pacifique et quelques pays du Sud-Est asiatique sont à la recherche d'un point d'équilibre entre les deux côtés du conflit de la technicité, exploitant leurs avantages relatifs: une main d'oeuvre bon marché et leur application, avec succès, de quelques domaines de "technicité avancée" sur le sol de leurs sociétés. Quand aux pays "en développement", ceux-ci sont divisés en deux groupes: un groupe qui essaie de saisir toute occasion propice dans un cadre de manoeuvre très limité, tandis que la grande majorité (l'autre groupe) est profondément assoupi, laissant leur destin à la merci des événements (la survie au plus entendant...)

Un tamassage qui a secoué les sociétés, repartissant à nouveau les peuples du monde en de nouvelles "catégories" de nouveaux blocs et de nouveaux équilibres des forces afin de couler à travers ce tamassage toutes les entités faibles ou non résistantes.

Il faut se poser la question de savoir comment l'information, le mécanisme de changement social, peut devenir un feu de mots, dans le cadre duquel l'interaction sociale est une interaction de messages au service des intérêts de la partie la plus forte (nous renvoyons le lecteur, à titre d'exemple, aux Accords de la liberté du commerce international GATT). Il faut en outre se débarrasser de nombreux slogans fondés sur l'illusion de la neutralité de la science et de la technicité, ainsi que de cet autre slogan bien connu "la technologie remplace l'idéologie".

La technicité de l'information est devenue l'outil principal de l'action

politique visant la suprématie et l'orientation informationnelle et éducationnelle. Nul ne peut nier son influence évidente sur le système de valeurs et le façonnement de la vision de l'homme, compte tenu de ce qu'elle a suscité et suscitera de changements cruciaux dans les modes de comportement et les critères.

Un commentaire est superfétatoire au sujet de "l'optimisme" et du "pessimisme" eu égard à la technicité de l'information et ses éventuelles conséquences futures, compte tenu de la prévision la plus récente, celle de la compétition des pôles et leur conflit eu égard à la technicité de l'informatique.

Le commentaire qui s'impose porte sur les pays "en développement" (les pays du Tiers Monde-) ou, plutôt, les pays du Sud et ce qu'ils peuvent prévoir. Il est incontestable qu'ils sont dans une impasse civilisationnelle des plus critiques. Cette vague houleuse les a atteints alors qu'ils connaissent la dispersion et les divisions les plus aigues, menacés de l'effondrement de leurs entités régionales, victimes de fortes pressions externes et de restrictions internes rigoureuses.

Ceci étant, il n'est guère nécessaire de s'interroger au sujet "d'optimisme" possible, surtout si nous réalisons que le "pessimisme" est l'anticipation de maux et l'ignorance des moyens de les entraver, de les repousser ou de l'éviter■

Yves Grenet*

Conflit des Civilisations ou Dialogue des Cultures?

La mondialisation est un trait dominant de notre époque. Mais ce mot recouvre divers concepts. Lorsqu'il signifie que les problèmes se posent désormais à l'échelle mondiale, que les informations, les idées et les capitaux peuvent être transmis en quelques instants d'un bout à l'autre de la terre, nul ne peut nier cette évidence. Mais lorsqu'on se sert de cette expression pour signifier que le néolibéralisme doit s'imposer partout, qu'il n'y a pas d'autre voie que celle qui agréé au grand capital et qu'une pensée unique doit s'emparer de tous les esprits, on commet à coup sûr un abus de langage qui ressemble fort à un abus d'autorité.

Il existe de par le monde des pensées diverses basées sur des conceptions religieuses, des philosophies, des réalités sociales et des histoires différentes. Certes, à notre époque tous ces phénomènes s'interpénètrent. Chaque civilisation s'enrichit de toutes les autres. Il importe cependant que chacune garde son individualité comme les plantes d'un jardin diverses par leur aspect, leur taille et leur couleur, dont l'ensemble seul constitue le jardin. La domination d'une seule civilisation, constituée autour du capitalisme de monopole, du culte du dollar et de l'histoire des seuls Etats-Unis d'Amérique, ne pourrait qu'appauvrir l'humanité toute entière.

Sans aucune prévention contre le peuple nord-américain, mais dans

*Economiste, Membre du Bureau National de l'Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique (AFASPA).

intérêt même, il importe de préserver toutes les autres civilisations et leurs richesses afin qu'elles continuent d'exister et de se développer et se prêtent mutuellement assistance dans ce but. Bien sûr, un dialogue des civilisations qui ne soit pas un abandon des différences mais un bon usage de celle-ci s'impose à l'aube du XXI^e siècle.

Dans le domaine économique, on prétend, depuis la disparition des économies socialistes de l'Est européen, nous faire admettre que le présent et l'avenir appartiendraient au capitalisme de monopole tel qu'il existe en cette fin du XX^e siècle. Certains affirment même qu'il est éternel comme inhérent à la nature de l'homme ce qui est de la part des tenants une bouffissure d'orgueil et une appréhension à courte vue dont ils ne sont que trop familiers.

Aucun système économique, aucun régime social n'est éternel dans notre monde. Même si l'on considère que les 100.000 ans tout au plus au cours desquels l'homo sapiens s'est répandu sur la terre ou les 32.000 ans environ où il a occupé l'Europe en venant du Proche-Orient, on constate la succession de modes d'économie collective de chasse et de cueillette (paléolithique), d'une autre d'agriculture et d'élevage (néolithique) avec dégagement progressif d'un surplus et constitution de classes, d'une étape suivante de développement de ces phénomènes avec usage des métaux, recours à l'esclavage sur une grande échelle et constitution d'Etats, puis passage au servage et aux rapports féodaux, et enfin dégagement du capitalisme et du salariat du XVI^e au XIX^e siècles en Europe, souvent plus tard ailleurs. Que l'on prenne ce capitalisme qui date d'hier pour le régime unique et immortel de la société est tout simplement bouffon.

En réalité, le capitalisme a eu un commencement que l'on peut parfaitement cerner du point de vue historique (et on le fait de mieux en mieux). Et il aura une fin comme tous les phénomènes humains. Ce qui rend plus difficile la lecture de notre époque, c'est que beaucoup ont cru que cette fin était arrivée avec les régimes socialistes et ont été tout surpris de constater que des retours en arrière sont possibles. Mais même s'il existe un trend, un fil conducteur qui va dans un sens précis (il est douteux que l'homme du XXI^e siècle redevienne un chasseur paléolithique ou un serf du Moyen-Age), des retours en arrière se sont déjà produits dans l'histoire (aborigènes d'Australie) et restent donc possibles. Il n'empêche que l'avenir ne semble pas devoir appartenir au capitalisme d'idéologie néolibérale de la fin du XX^e siècle. Ce dernier a encore droit à règne plus ou moins long, à mon avis relativement court.

Admettons que ce capitalisme soit au plus beau de son efflorescence. Il satisfait pleinement une partie des habitants de la terre. Cette partie est cependant très minoritaire: les riches des pays riches, auxquels il faut ajouter deux groupes, l'un constitué par la couche supérieure des classes moyennes de ces pays, l'autre par les riches des pays pauvres. La classe dirigeante de nos pays du Nord tient par la main ces deux enfants chéris. Mais le tout n'atteint pas 10% de la population du globe. Les 90% autres sont victimes de la domination plus ou moins dissimulée de ces 10% et même de beaucoup moins de gens dans la réalité.

En fait, notre monde de la fin du XXe siècle est dominé par seulement 250 firmes gigantesques. Sur ces 250, une certaine sont à direction nord-américaine, à peu près celles dont la revue "Fortune" nous fournit obligeamment la liste chaque année. En fait le capital s'interpénètre, qu'il soit en provenance des Etats-Unis, de l'Europe occidentale, du Japon, plus rarement de nouveaux pays industrialisés (NPI) et plus rarement encore du Tiers Monde. Ce qui n'empêche pas les conflits, par exemple entre les Etats-Unis et les constructeurs d'automobiles japonais ou encore entre l'Union Européenne et les Américains à propos de tel ou tel règlement de Bruxelles.

Le monde du néolibéralisme pratique néanmoins une politique économique à peu près unique. Cette politique consiste à déblayer les voies afin de permettre de réaliser le profit le plus élevé sans autre considération relative aux peuples lésés ou aux dégâts ainsi commis aux détriments de l'écologie ou de l'avenir économique. Le néolibéralisme sert à recouvrir tout cela. Mais, comme le libéralisme "classique" ou le marginalisme n'était que des habillages d'une réalité plus sordide au XIXe siècle, ce néolibéralisme va de pair avec des contraintes. Il n'est que de lire les règlements de la récente Organisation Mondiale du Commerce pour se rendre compte à quel point ce néolibéralisme peut être contraignant, pour les peuples du Tiers-Monde en particulier.

La politique économique commune imposée par les riches (pour aller vite) est une politique d'austérité pour les peuples, qu'il soient du Nord ou du Sud. Certes, il n'est pas question de nier les différences, le degré de développement différent atteint ici ou là, mais c'est bien une seule et même politique d'austérité avec des visages différents. Au Sud, c'est la "*politique d'ajustement structurel*" imposée à toujours plus de peuples par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. On a fait en sorte que, pour obtenir un crédit ou un transfert de technologie, les pays soient obligés de passer sous les fourches caudines de ces institutions. Ces pays sont contraints de

restreindre leurs budgets aux détriments de la santé, de l'éducation et du progrès de leurs peuples. La dette extérieure est un moyen d'étranglement pour les tenir dans la sujétion non seulement financière et monétaire mais économique et politique.

La situation n'est pas autre ailleurs. En Europe de l'Est on parle de "*politique d'ajustement systémique*". En Europe de l'Ouest ce sont "les critères de Maastricht" qu'il faut absolument remplir afin d'accéder à la monnaie unique (l'euro) et à un avenir prétendument plein de promesses mais avec une ligne d'horizon de plus en plus évanescente. En fait, il s'agit toujours de la même politique: l'austérité pour les peuples et le plus grand profit pour les "*happy few*".

Ce système est cependant fragile. Les réunions successives du G7 (les sept pays les plus puissants du monde), du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, montrent leurs inquiétudes d'une nouvelle crise financière "à la mexicaine", mais aussi menacé gravement le système bancaire des Etats-Unis et, à travers lui, l'équilibre financier mondial. Des mesures ont été prises en 1996 pour permettre à la Banque Mondiale d'intervenir mieux en cas de crise financière, une crise que ces institutions internationales craignent pour 1997. Qu'elle se manifeste dès cette année ou plus tard, une telle crise apparaît probable à beaucoup.

Les politiques d'austérité amènent les peuples à réagir et pas seulement dans le Tiers-Monde. En Europe Occidentale, les grandes manifestations de l'automne 1995 en France, de même que celles de 1996 et du début 1997 en Espagne, en Allemagne, en Belgique et dans d'autres pays, ont surpris à la fois par leur ampleur et par la remise en cause nette de la politique de Maastricht.

Il est nécessaire en cette période de mondialisation de la fin du XXe siècle, que ces luttes convergent. Les adversaires sont les mêmes, ce sont ces 250 firmes géantes dont il était question tout à l'heure, qui suivant leur intérêt investissent ici, désinvestissent là, délocalisent ailleurs. Ces firmes sont souvent à l'heure actuelle beaucoup plus intéressées par une circulation de capitaux à but spéculatifs de capitaux (proposition Tobin) même si l'on peut craindre qu'une telle mesure ne soit tournée, on doit la brandir au dessus de la tête des maîtres des tours de passe-passe de la finance internationale et faire pression contre eux.

Un Nouvel Ordre Economique International reste un mot d'ordre qui peut être commun à tous les peuples au Nord comme au Sud. Il ne

s'agit bien entendu pas de ce soi-disant "*nouvel ordre*" que le président Bush a mis en avant après la guerre du Golfe. Il s'agit de celui que les pays non alignés ont défini à Alger en 1973, donnant à chaque pays le droit d'exploiter ses propres richesses, de vendre ses matières premières à leur juste prix et de s'industrialiser pour développer à la fois son agriculture et son industrie sur des bases autocentrées. Il faut insister à ce propos sur le fait qu'aucun modèle économique ne doit être "*calqué*" où que ce soit, mais que chaque pays est appelé à se développer en fonction de son histoire et de la volonté de son peuple.

C'est côte-à-côte que peuples du Nord et Sud doivent rechercher les voies de leur émancipation. Des relations de coopération fraternelle doivent remplacer les actuels rapports de domination. Aider un peuple à obtenir de meilleurs salaires, de meilleures conditions de vie, c'est permettre qu'on ne joue pas de la concurrence pour exploiter davantage. La récente lutte en Corée du Sud et la solidarité internationale qu'elle a entraînée paraissent un bon exemple de ce qui doit se faire à une échelle sans cesse plus grande. Ainsi, main dans la main, les peuples pourront préparer un avenir qui ne soit plus celui du néolibéralisme triomphant mais un monde de justice, de coopération entre civilisations, de développement et de paix ■

Dr Wajih Kawtharani*

Crise d'un ordre mondial ou conflit de civilisations ?**

I- Aperçu de l'état (de misère...) du monde

Permettez-moi avant d'entamer mon sujet d'étude de citer quelques chiffres et informations tirés des rapports publiés par les Nations Unis, la F.A.O. et la Banque Mondiale... A mes yeux ces extraits justifient en effet la question que je pose dans le titre de cette intervention. Trop souvent l'attrait offert par les théories abstraites, qui visent à expliquer l'histoire de façon globale et universelle, s'avère fallacieux, notamment chez les intellectuels. Des théories comme la lutte des classes, le conflit des civilisations, la fin de l'histoire, la philosophie du lieu, ou le conflit géo-politique en géographie historique sont toutes attrayantes parce qu'elles appellent des réponses globales et abstraites, des réponses toutes faites qui nous évitent l'angoisse du questionnement sur le particulier et les faits suscité par l'expérience de la vie, l'observation et l'épreuve.

La meilleure méthode à suivre est peut-être d'observer le mouvement perpétuel d'attraction entre le général et le particulier, entre la théorie et les données concrètes.

Voici donc quelques unes de ces données (1), tirées du rapport sur le développement de l'humanité paru en 1992:

— Chaque année 14 millions d'enfants meurent avant l'âge de cinq

* Historien libanais ; professeur d'université.

** Le texte original de cette intervention est en arabe. Traduit par Stephanie Dujols

ans. (On estime à 37 millions le nombre d'humains mourant de faim chaque année.)

— Près d'1,3 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable.

— 2,3 milliards de personnes n'ont pas accès aux services d'égouts.

— En Afrique sub-saharienne une personne sur quarante est atteinte du virus du sida.

— En Afrique sub-saharienne également, près d'un million d'enfants sont atteints du sida.

— En 1990 plus de 100 millions de personnes ont été touchés par la famine.

— 1,4 milliards de personnes sont à la limite de la survie, ou autrement dit vivent dans un état de misère absolu.

— Selon certaines estimations le nombre d'humains vivant dans un état d'extrême dénuement, n'ayant que le strict minimum, dépasse de deux billions le nombre de pauvres.

— Le taux de mortalité des nouveaux-nés dans les Pays les Moins Avancés PMA est de 115 pour mille.

— En Amérique Latine un million d'enfants meurent chaque année avant l'âge de cinq ans. Trois à dix millions d'enfants travaillent ou errent dans les rues à voler, tuer ou se faire tuer.

— Aux Philippines 20 000 enfants vivent dans les rues de Manille où la prostitution enfantine constitue l'un des attraits touristiques. L'Inde est quant à elle le pays qui compte le plus d'enfants travailleurs (44 millions).

— Selon l'édition du Monde du 27 juillet 1984, 2 millions d'enfants vivent dans les rues du Brésil, qui compte 135 millions d'habitants. Ce sont les premières victimes des trafiquants d'organes qui fournissent les banques d'organes des pays nantis. En Inde les plus démunis sont forcés de vendre leur sang ou un de leurs reins pour pouvoir survivre.

— L'échec du développement dans les pays du Tiers-Monde se traduit par une dette écrasante qui s'élève à 1300 milliards de dollars et augmente dans des proportions affolantes d'année en année. Naturellement de nombreux pays sont dans l'incapacité de rembourser fût-ce les seuls intérêts de cette dette.

Prenons l'exemple de l'Algérie : les dettes extérieures de ce pays s'élèvent à 25 milliards de dollars, et sont pour la plupart à court

terme, c'est-à-dire avec des taux d'intérêts élevés. Or les rentrées de devises de l'Algérie atteignent 11 milliards de dollars par an, dont 9 servent à rembourser les intérêts annuels de ses emprunts. On fait souvent remarquer que l'Algérie a déjà payé l'équivalent de trois fois sa dette originelle.

— Le mouvement des capitaux est plus important dans le sens sud-nord que dans le sens nord-sud. Entre 1981 et 1984, l'Amérique Latine a ainsi transféré 100 milliards de dollars dans les banques du nord. En 1987 les Etats-Unis ont enregistré un revenu total de 75 milliards de dollars, dont 64 en provenance du sud. En 1990 les intérêts des dettes des pays en voie de développement ont fourni 158 milliards de dollars aux banques et autres institutions financières des pays nantis. Chaque année l'Asie s'acquitte de 50 milliards de dollars de dettes et l'Amérique Latine de 43 milliards de dollars.

— Sur le plan de l'environnement, bien que les pays du nord soient ceux qui produisent directement ou indirectement les diverses formes de pollution, ce sont les pays du sud qui sont le plus exposés aux dangers de cette pollution (comme au Liban par exemple).

— S'agissant des agressions contre la nature, l'exploitation inconsidérée des forêts a conduit à la destruction de 40% de la forêt équatoriale. Les estimations des experts indiquent que si l'on continue à ce rythme les 60% restants disparaîtront avant 50 ans. On sait que ces forêts renferment 65 à 70% des espèces végétales et animales de la planète et fournissent 35 à 40% de son oxygène.

En outre le rapport de 1992 sur le développement de l'humanité fait état de la disparition de 100 à 300 espèces vivantes (végétales ou animales) par an.

— Parallèlement à l'agriculture et au commerce international légaux prospèrent à l'ombre de l'ordre mondial la culture et le commerce de la drogue. Selon certaines publications récentes, le commerce de la drogue et la criminalité qui lui est associée sont estimées à 1000 milliards de dollars. La drogue représente 30% de l'économie bolivienne et équivaut à New York aux bénéfices de la première industrie de l'Etat, à savoir le textile. Il semble que le Tiers-Monde, dont le développement est paralysé, ait trouvé dans la culture du pavot, du coca et de la marijuana un exutoire à la faillite de son économie agricole en matière de cultures vivrières. Un seul hectare de pavot, de coca ou de marijuana rapporte en effet 10 à 20 fois plus que n'importe quel type de production vivrière. D'où la ruine de ce type de production.

— Le chômage, le vice, la criminalité, la drogue, le suicide et la violence sous toutes leurs formes minent tout ou en partie le système actuel. Le chômage côtoie le développement. Le phénomène nouveau des poches de pauvreté n'épargne pas les pays du nord: dans les grandes cités du monde, le nombre des sans-abris ne cesse d'augmenter.

Après ce sombre tableau présenté par les rapports des Nations Unies, par des institutions internationales de référence et par des chercheurs en économie et en stratégie, s'étonnera-t-on qu'un ancien dirigeant politique encore en vie, Ahmed Ben Bella, fasse ressurgir l'idée du Tiers-Mondisme? Voici comment il commente la situation actuelle de la planète:

"Face à cette situation sans issue, jaillit un violent cri de soulèvement. Les guerres civiles qui déchirent le monde s'ajoutent à cette détresse et le sang coule de toutes parts: au Pérou, au Salvador, au Guatemala, au Nicaragua, en Indonésie, au Soudan, en Somalie, au Libéria, en Angola, en Afrique du Sud, au Mozambique, au Tchad, au Zaïre, etc., sans parler de l'Algérie..."

Toute cette violence et toutes ces guerres civiles qui ont éclaté également dans d'autres régions, en Yougoslavie par exemple, ou en Asie Centrale, en Inde, etc., représentent-elles un conflit de civilisations, selon la dénomination du chercheur américain Samuel Huntington, ou sont-elles le fruit d'une crise d'un ordre mondial parvenu à un point extrêmement critique, une impasse dont on ne semble pouvoir sortir que par l'expression de la violence et du conflit entre groupes culturels, ethniques et politiques, ou entre les Etats eux-mêmes et leur société? D'autant que les résultats de ce que l'on nomme de nos jours l'ordre mondial ne sont pas incarnés par des institutions apparentes, ni des Etats, ni des administrations, comme c'était le cas à l'époque coloniale: en ce temps-là en effet, le conflit se déroulait entre des peuples représentés par des mouvements de libération d'une part, et des administrations et politiques coloniales d'autre part. Aujourd'hui le fait que l'ordre mondial se traduise concrètement par les relations marchandes, les mouvements de marchandises, l'information, une abondance de la production et de terribles disparités au niveau de l'ampleur et des modes de consommation, tout ceci conduit à une sorte de chaos international, qu'un chercheur français en stratégie nomme "désordre des nations", mais qu'il serait peut-être plus juste d'appeler un état de déséquilibre de l'ordre mondial et de ses dérivés:

- un déséquilibre au niveau des relations entre les différentes régions

du globe terrestre (les relations nord-sud)

— au niveau des relations entre Etats dans la prise de décision et la définition des relations internationales, autrement dit le centralisme des décisions mondiales ou la monopolarité (des Sept Grands)

-- au niveau du rapport entre le capital mondial, représenté par les grandes multinationales, et les Etats nationaux : même dans les pays du nord, le rôle de l'Etat diminue. Dans les pays du sud, il disparaît quasiment, se réduisant à préparer et faciliter les relations de marché.

A propos de ce dernier point un économiste écrivait dans *Le Monde Diplomatique* de décembre 1992:

"Plusieurs milliers de milliards de dollars, représentant le produit du travail et de l'épargne de tous, tombent entre les mains d'un groupe d'investisseurs dont personne ne sait qui ils sont ni où ils sont, une poignée de financiers sans aucun mandat électoral dont l'audace s'accroît au fur et à mesure que progressent l'informatique et la communication. Désormais ils peuvent en effet exercer leur censure et s'ingérer à tout moment dans n'importe quelle partie du globe, loin de tout règlement juridique et de tout contrôle, d'autant que cette ingérence se fait par le biais de capitaux qui ne sont pas les leurs, des quantités incroyables de capitaux manipulés au gré des investisseurs de la main à la main, ce qui leur donne le pouvoir de faire s'effondrer ou de sauver n'importe quelle devise, et partant n'importe quel système dans n'importe quel Etat..."

Comment l'état de déséquilibre des relations peut-il s'exprimer dans le monde d'aujourd'hui, sans ce déchaînement, ces crises, ces conflits entre communautés, peuples, ethnies ou tribus, d'une frontière géopolitique à l'autre ou à l'intérieur même de ces frontières, c'est-à-dire au sein d'un même Etat? Aussi, peut-on réellement appeler ces conflits des "conflits entre civilisations"?

A la suite du démantèlement et de l'effondrement de l'Union Soviétique, Fukuyama avait présagé la fin du conflit de l'ère des idéologies et l'achèvement progressif de l'histoire avec la victoire du modèle libéral américain. Il s'appuyait en cela sur la méthode hégélienne et empruntait à Marx le concept de la fin de l'histoire, le retournant au profit du libéralisme et des lois du marché qui — selon lui — sont en accord avec la recherche par l'homme de la réalisation de soi et de l'égalité. Quant aux conflits et aux tensions se jouant à la frange du monde libéraliste, il les laissait en marge de l'histoire. Pour Fukuyama, le mouvement global de l'histoire tendait à une généralisation du modèle libéral dans le monde.

Ce type de discours prévalut au sortir de la Guerre du Golfe. Cependant les guerres civiles et régionales ne cessaient de s'aggraver et de se multiplier. En outre, il apparut que d'une manière générale il fallait pour contenir l'opinion publique occidentale qu'elle soit menacée de l'extérieur (dans son bien-être, son confort et sa démocratie) par un danger mythique. Au temps de la guerre froide, il s'agissait du mythe du "danger communiste" imminent, contre lequel se mobilisèrent le Pacte Atlantique, les alliances, toute une campagne médiatique. Puis peu avant la fin de la guerre froide, on commença à mettre en avant les événements dûs aux mouvements islamistes et leur discours passionnel et provocateur, pour fournir aux médias et à la réflexion stratégique de l'Occident les éléments d'un nouveau mythe stratégique intitulé "le terrorisme fondamentaliste" ou "le danger islamiste".

Il me semble que l'article de Huntington intitulé "Le conflit des civilisations" était une manière de rectifier la théorie de la "fin de l'histoire", et de rationaliser et englober les crises survenues après la guerre froide, les politiques d'armement et les orientations des nouvelles relations internationales, tout ceci parallèlement à sa conviction du caractère civilisationnel des guerres civiles : Huntington parle de relations entre Etats aux civilisations proches ou éloignées et cite les relations entre les Etats d'Extrême-Orient (la Chine et la Corée) et certains Etats musulmans comme exemple de rapprochement civilisationnel entre l'Islam et le Confucianisme face à la civilisation occidentale. Paradoxalement, certains écrivains islamistes et nationalistes voient dans le discours d'Huntington une prise de position hostile à leur projet de "civilisation islamiste". Cela ajoute à l'ambiguïté du discours : comment en effet recevoir ce discours occidental qui parfois traverse ou envahit le discours arabe et se présente comme le discours stratégique central dans le monde?

II- Aperçu historique de la terminologie

Il se peut qu'il y ait en fait quelque ambiguïté au niveau du sens de la terminologie et de la conception du contexte dans lequel sont apparus et ont été employés les termes de culture et de civilisation à l'époque contemporaine. Aussi il n'est pas inutile, pour clarifier la question, de rappeler le contexte historique de l'emploi du concept de "conflit des civilisations".

Il semble que Huntington utilise les termes de culture et de civilisation dans le même sens, ou plutôt que la notion de civilisation englobe chez lui celle de culture, au sens ethnologique du terme, c'est-à-dire dans ses acceptions relatives à la religion, aux modes de vie, aux

relations humaines, aux rites, aux cultes, etc. En ce sens elle regroupe les caractéristiques des nations, des peuples et des communautés religieuses, confessionnelles ou raciales. Toutes ces formes sont considérées soit explicitement soit implicitement comme des "civilisations", comme l'indiquent clairement les exemples énumérés par Huntington.

Quant au contexte historique de cet emploi, la question prête là aussi à confusion. Spengler dans son ouvrage sur la déclin de l'Occident appliquait le terme de "culture" à la civilisation, au sens de "l'unité essentielle" ou du fait premier de la société et de l'histoire. Il appliquait également le terme aux cycles de jeunesse et de production spirituelle, tout en appliquant la notion de civilisation aux cycles de vieillesse et d'immobilisme, caractérisés selon lui par la seule "production matérielle".

Cet emploi fonctionnel de la notion de civilisation reflète clairement l'époque dans laquelle Spengler a évolué. Il appartient en effet à cette génération de penseurs occidentaux qui furent consternés par les désastres engendrés par les guerres occidentales et y virent l'expression d'une décadence des valeurs de la civilisation nouvelle, laquelle était sorti de "son cycle culturel", c'est-à-dire "son cycle de production spirituelle" selon le concept de Spengler. La civilisation occidentale, entrée dans un cycle de "production matérielle", apparaissait dans un état de sénescence tendant vers la mort et la disparition.

Nous retrouvons le même sentiment de désespoir dans "l'avenir de la civilisation occidentale" de Toynbee, comme une manière d'observer "la dégradation progressive de l'histoire". Toynbee écrit:

"Si la convergence entre l'histoire contemporaine de la civilisation occidentale et l'histoire ancienne d'autres civilisations se vérifie sur des détails en série, nous sommes aujourd'hui au bord d'un gouffre face auquel celui qui menaça les sociétés occidentales aux XVIème et XVIIème siècles fait figure de simple trou. Une idée comme celle-là suffit à faire trembler de terreur le plus fort d'entre nous. Car les périodes de trouble dans l'histoire ancienne prirent fin par l'anéantissement sans appel de civilisations qui jamais ne réapparurent... Allons-nous devoir payer le même prix pour sauver la paix? C'est une question à laquelle nous ne pouvons répondre car le devenir de toute civilisation vivante est une affaire beaucoup plus obscure, pour ceux qui en font partie, que le devenir d'une civilisation éteinte..."

Selon lui, "ce sont la vocation militaire des Etats et le penchant de la minorité dirigeante pour les décisions de guerre qui entraînent les civilisations vers le suicide. La vocation militaire ruine la civilisation en suscitant une collision entre les Etats qui la composent localement. Dans ce processus d'auto-destruction, tout l'édifice social est mis à profit pour embraser le feu qui couve au fond des hommes. L'art de la guerre progresse au détriment des arts de la paix ; toutes les possibilités scientifiques et industrielles mises au service de l'instrument de la guerre entraînent l'histoire vers un cycle de guerres parvenues à leur dernière extrémité, c'est-à-dire à un point permettant la destruction de l'humanité entière."

Toujours selon Toynbee, la régression potentielle réside dans les politiques étatiques et la décision des dirigeants d'avoir recours à la technologie militaire, qui représente l'un des principaux types de production de la civilisation occidentale, ce qui n'est pas le cas des autres civilisations mondiales.

La peur qu'expriment la théorie de "la dégradation de l'histoire" chez Toynbee et de la vieillesse de la civilisation chez Spengler peut s'expliquer en regard de deux Guerres Mondiales destructrices et de la hantise de l'explosion de la bombe atomique lors de la Seconde Guerre Mondiale. Mais cette génération n'éprouvait pas la peur d'une collision de deux civilisations: elle craignait que les dirigeants poussent leur civilisation au suicide et que la production de la civilisation prenne une orientation purement matérielle.

Après la Seconde Guerre Mondiale et l'installation d'un équilibre de la terreur entre les deux camps mondiaux, le champ de la guerre se déplaça hors de la zone occidentale. Ce fut l'apparition des guerres de libération, des guerres de frontières, des guerres civiles et des guerres des Etats naissants. Ces guerres étaient l'expression d'une histoire différente mais aussi de la "fièvre" d'une guerre froide soucieuse de transporter son ardeur hors de son axe civilisationnel occidental (Union Soviétique-Europe-Amérique).

Apparut alors un intérêt nouveau pour l'étude du monde et des autres civilisations (la Chine, l'Inde, le monde musulman, l'Amérique Latine...) et pour une nouvelle méthode ne visant pas cette fois-ci l'utilisation du savoir au service de la colonisation, comme c'était le cas au XIXème siècle et au début du XXème, mais plutôt, entre autres, la connaissance de l'autre et la découverte de la nature des différences existant dans le monde quant à la civilisation, à la culture et aux modes de vie. Ceci en particulier après la Révolution chinoise et la montée des mouvements de révolte nationale et des idées

tiers-mondistes.

C'est dans ce contexte (la deuxième moitié du XX^{ème} siècle) que les sciences humaines ont connu les grands bouleversements de fond et de méthode que l'on sait, c'est-à-dire principalement l'apparition de nouvelles écoles historiques comme l'école française des Annales et d'écoles ethnologiques et anthropologiques, nées de la critique du centralisme ethnique occidental et considérant le droit des communautés à l'exercice de leurs cultures comme un élément essentiel des droits de l'homme.

On s'intéressa également de nouveau à l'étude historique des civilisations anciennes disparues ou latentes (Braudel), de même que l'on se mit à considérer la vie des peuples, des nations et des communautés dans les études ethnologiques comme l'expression de cultures vivantes. Les notions de "système culturel", de "référence" et de "paradigme" furent mis à l'honneur en tant que moyens de compréhension de la relativité culturelle, du "dialogue des civilisations" et de l'évolution des méthodes scientifiques et cognitives. Des voix occidentales allèrent même jusqu'à proposer certaines cultures, civilisations, philosophies et religions "orientales" comme substituts à la civilisation occidentale ou comme références amenées à rectifier sa trajectoire.

C'est dans ce contexte, et plus précisément à partir du début des années 60, qu'a commencé à proliférer une littérature occidentale évoquant bel et bien l'Islam comme "une force mondiale en mouvement" (d'après le titre d'un ouvrage de l'écrivain allemand Herbert Gutschalk paru en 1962). Puis à partir des années 70 s'est développée une littérature de prosélytisme misant sur l'avenir de la civilisation islamique : les célèbres écrits de Roger Garaudy sont ceux qui ont eu le plus de retentissement en la matière. D'autre part, la critique épistémologique permit d'étendre le champ des sciences physiques et naturelles, et l'on vit apparaître des théories critiques de la méthode cartésienne, de la physique de Newton et de la division positiviste des sciences : le paradigme occidental de la science fut accusé de fragmentation et d'incohérence. La nouvelle théorie physique sur l'univers fournit à ces théories des justifications doctrinales de l'unité et du caractère organique du cosmos. De là un physicien contemporain alla jusqu'à vanter la philosophie bouddhiste orientale pour le regard équilibré et harmonieux qu'elle pose sur l'univers, l'homme et l'existence.

Nous tenons à dire que ces exemples, entre autres, sont l'expression de la possibilité d'une multiplicité de conceptions du rôle des cultures,

des civilisations et des philosophies dans le monde. Mais cette multiplicité consiste en diverses formes de représentations, visions et analyses n'ayant rien à voir avec aucune espèce de heurt ou de "conflit". Il s'agit simplement, dans les cas qui nous concernent, de certains contextes de transformation des mentalités occidentales, du fait de l'expérience d'une crise de la civilisation occidentale elle-même. Quant aux populations en rapport avec l'une ou l'autre de ces cultures, elles ne sont pas en conflit du fait de leurs différences de culture, de civilisation ou de conception de la vie et de l'univers, de même qu'il n'est pas vrai de dire que telle ou telle culture ou civilisation humaine comporte en soi une forme de violence ou d'agressivité, sauf si elle se pare d'un Etat, d'empires ou de politiques expansionnistes, telles que l'ex-politique colonialiste ou la violence et l'inégalité du nouvel ordre mondial, ou si ces derniers génèrent une position de refus et de protection en réaction à des formes de domination, de subordination, de déracinement, d'appauvrissement, de famine ou de troubles sociaux, comme c'est le cas dans les pays du sud, avec notamment les mouvements islamistes.

Dans son célèbre ouvrage intitulé *La Méditerranée et le monde méditerranéen*, l'historien français Fernand Braudel abordait les formes de civilisations vivantes ou latentes du Bassin Méditerranéen, au cours d'un chapitre au titre évocateur, "Les civilisations, paradis et enfer de l'humanité":

"La Méditerranée comprend trois remarquables civilisations, trois ensembles culturels et trois modes fondamentaux de croyance, de réflexion, de vie, d'éthique, de nourriture... incarnés par trois personnages à la destinée illimitée et implantés là depuis des siècles, dépassant leurs frontières et les frontières des Etats qui ne sont qu'une simple parure. La première civilisation est la civilisation occidentale, ou plus exactement la civilisation latine ou romaine. La seconde est la civilisation arabo-musulmane. Il existe entre l'Occident et l'Islam un profond antagonisme basé sur la compétition, l'inimitié et l'emprunt mutuel. Ce sont deux ennemis complémentaires, l'un ayant inventé et vécu les croisades, l'autre ayant inventé et vécu le *jihad*. Quant à la troisième civilisation, il s'agit de la civilisation grecque, qui aujourd'hui ne se manifeste pas très clairement, mais conserve seulement son essence."

Cependant à de nombreuses reprises Braudel nuance cette mise en relief de la profonde stabilité des civilisations et de leur fond géo-historique en insistant également sur "l'interpénétrabilité des civilisations" et les transformations et mutations dont elles peuvent être l'objet: "Les croisades d'une part, et le *jihad* d'autre part, sont

deux états historiques relatifs de la fonction du "sens religieux" qui ne pénètrent le permanent que pour le transformer très lentement". "Le mouvement s'introduit dans la stabilité et s'y attache, chacun expliquant et complétant l'autre". "Dans la Méditerranée, tout était sujet aux échanges, aux transferts et aux emprunts, qu'il s'agisse des gens, des modes de vie, des croyances, des manières d'aimer, des formes d'habitat, des mœurs ou de la nourriture."

Les excellents chapitres consacrés par Braudel aux "économies, commerce et transports", à la force et au déclin des empires et aux "sociétés et leurs conflits masqués" nous montrent à quel point étaient importants à l'époque (aux XV^{ème} et XVI^{ème} siècles) les processus d'interpénétration des espaces civilisationnels et culturels dans le domaine géo-culturel étudié (la mer et la navigation dans le Bassin Méditerranéen). Mais qu'en est-il aujourd'hui avec la révolution informatique et la transformation du monde en un marché et un champ d'information uniques?

Il est intéressant de noter que Braudel n'appelle pas les conflits et les heurts qui se déclenchèrent à la période étudiée des conflits de civilisations, même s'il met l'accent sur le rôle du "sens religieux" dans l'émergence des grands empires et Etats de cette époque (les croisades et le *jihad*).

Les heurts et les guerres restent dans leurs dimensions profondes, et sur le plan dont parle Braudel, des luttes gouvernées par les intérêts des Etats, du commerce, des sources de richesses et des tensions sociales. Ainsi ce que les rois d'Europe ont accompli après la Guerre de Cent Ans, par exemple, est selon lui, l'expression d'une "ascension des bourgeoisies citadines dirigeantes aspirant à la stabilité de la paix nécessaire à la prospérité de leur commerce". Quant aux guerres se jouant à l'intérieur des Etats, des villes et des régions du Bassin Méditerranéen, "s'y mêlent des guerres de religion et des guerres de soulèvement des miséreux... Dans toutes les sociétés méditerranéennes la violence est répandue sous des visages politiques, sociaux et économiques : à Naples et à Venise comme à Alep et Alexandrie."

Le but de ce rappel historique n'est pas de conclure que l'histoire se répète, ou que les époques se ressemblent, mais au contraire de montrer la variété et l'imbrication des différents niveaux des événements aux époques de grandes mutations historiques. Les XV^{ème} et XVI^{ème} siècles étudiés en profondeur par Braudel, et qui sont à l'origine des constantes et des variations de l'histoire des relations entre civilisations, constituent la période fondatrice de

l'Europe moderne, mais également de sa relation inégale avec le monde musulman et l'Orient d'une manière générale, après qu'eurent changé les bases et les modes de la maîtrise de la géo-politique et de la géo-économie dans le monde, et qu'eut ralenti le pouls de la Méditerranée au profit du monde des océans.

Nul doute que le "sens religieux" ait réellement joué un rôle dans la civilisation, les conflits et les guerres, mais comme le montre l'analyse des intérêts et des politiques des Etats et des puissances économiques, de même que les données géo-politiques, ce sens religieux intervient en tant qu'élément de changement, non de permanence : élément de changement de la civilisation elle-même et de l'expression de ce sens sur le plan de la théologie, du travail, de la politique et de l'éthique. Le projet capitaliste en Occident fut la conséquence de ce changement. Il fallut attendre l'évolution des instruments et des concepts de la recherche historique et sociale pour que ces transformations soient intégrées au savoir et à la conscience historiques, comme il apparaît chez Max Weber, qui analyse le rôle du sens religieux dans l'apparition des mutations économiques.

Dans l'Orient musulman en revanche, le sens religieux a sombré dans une jurisprudence souveraine qui ne s'est pas souciée des changements intervenus dans le monde, ni de près ni de loin (la question serait d'ailleurs à étudier). La marginalisation qui affecta la géographie du monde musulman, du fait de la marginalisation de la Méditerranée elle-même, est peut-être une clé permettant de comprendre l'absence de conscience historique des relations inégales dans le monde, lesquelles ont abouti à l'émergence d'un capitalisme expansionniste reposant sur les guerres, le pillage, la domination et l'annexion, à l'ombre d'un projet mondial de civilisation dont les dénominations, les formes et les mots d'ordre ont varié au cours des deux derniers siècles : il s'agit d'abord d'un projet civilisateur, puis de modernisation, puis enfin de conversion démocratique. Mais ce projet de civilisation fut en fait, dans tous les cas et à toute époque, l'expression explicite ou implicite, stimulante ou inhibante, des intérêts des puissances et des Etats capitalistes industrialisés qui dominaient le monde. La logique du marché, du marketing et de la concurrence balayait tous les domaines intellectuels et les canaux de l'interaction culturelle, ainsi que tous les bienfaits et l'utilité d'un projet mondial de civilisation qui au lieu de s'engager dans un processus d'enrichissement culturel et civilisationnel est mis au service d'une culture de la consommation aux normes esthétiques et éthiques unilatérales. Cette culture de la consommation, qui fut l'une des causes de l'échec des idéologies globalisantes, n'est pas non plus

étrangère à la disparition des cultures locales dans le monde. Cet état de fait conféra, à partir du moment de la rupture entre le mouvement colonisateur et les sociétés locales (les communautés religieuses, confessionnelles, tribales ou ethniques) et jusqu'à aujourd'hui, une dimension idéologique et politique aux cultures et aux religions du Tiers-Monde et aux pays du sud d'une manière générale, une dimension où le religieux se mêle au politique et le sacré au clanisme et au sectarisme sociaux. Il se peut que cet aspect soit à la base de l'émergence des idéologies des mouvements de libération nationale et des cultures de la résistance et du refus chez les peuples colonisés, comme l'évoquait Fanoun dans les années soixante. De tels mouvements ressurgissent d'ailleurs aujourd'hui sous une forme plus dure, à savoir les mouvements que le discours occidental nomme "fondamentalismes" et qu'el Huntington nomme lui très hâtivement "civilisations".

Si l'on ajoute au legs de la colonisation et au souvenir de la guerre froide et des mouvements de libération nationale les nouvelles formes d'éclatement des accords de Sykes-Picot, de Lausanne et de Yalta, du projet sioniste et du projet d'union arabe, ainsi que le vide et les hantises causés en Asie Centrale, au Pakistan, en Inde, en Iran et en Turquie par l'effondrement de l'Union Soviétique, ou encore le malaise engendré par l'explosion démographique et l'ambiguïté des relations nord-sud, on obtient une image des conflits mondiaux différente dans ses causes et sa forme de l'image simpliste qu'en donne Huntington. Le fait est que les formes de conflit décrites par Huntington comme des heurts entre civilisations ne sont autres que des modes de révolte culturelle, des mouvements de protestation et de refus, et des guerres civiles résultant de l'impuissance de la civilisation occidentale à devenir mondiale et à assimiler la multiplicité du monde, de par son identification au projet capitaliste, sa transformation en credos idéologiques en faveur de ce dernier, son interférence avec le profit, la domination et la consommation, et, en conséquence, parce que ce projet capitaliste s'est employé à freiner les plans de développement, qui ont entièrement échoué dans les pays périphériques, si bien que dans la plupart des cas la civilisation s'est transformée en une civilisation de l'image et de la consommation où les nantis sont tour à tour la proie du plaisir et de l'ennui, tandis que les démunis sont eux la proie de la rancœur, de la faim et de la violence.

Ce que le récent discours sur "le conflit des civilisations" ne dit pas, c'est que la résurrection des cultures secondaires d'une ancienne civilisation comme la civilisation islamique, par exemple, est une

forme de réveil du dominé qui a recours à la mémoire culturelle collective comme moyen de défense, de protestation et de refus. Ce qu'il ne dit pas non plus, c'est que la culture ou l'affrontement qui naît aujourd'hui d'un fonds de mémoire collective et de sacré n'est pas une "civilisation" au sens d'un ensemble de modes de pensée, de philosophie et de création, et de modes de production de savoir, sur le plan de l'homme et du monde, comme ce fut autrefois le cas de la civilisation islamique, mais bien une forme de culture partielle d'une civilisation devenue, dans le cas des Arabes et des Musulmans, un patrimoine, une histoire et un projet d'instauration d'une nouvelle civilisation islamique.

Actuellement le monde arabe et musulman ne produit pas les moyens de la civilisation moderne, ni de ses sciences ou de sa pensée. Le retour à l'ère florissante de la civilisation islamique est une manière de se tourner vers l'histoire et de raviver la mémoire ou l'étude d'une époque. Dans les deux cas la "civilisation islamique", en tant que patrimoine, n'a pas de dynamique d'affrontement avec la civilisation occidentale moderne : les peuples musulmans sont à la recherche d'un nouveau projet de civilisation qui forcément sera centré sur l'Islam mais devra aussi emprunter aux données de la civilisation mondiale, les associer et les assimiler.

Comment alors appeler tous ces conflits mondiaux qu'Huntington se flatte d'énumérer dans le préambule de sa réponse à ses adversaires, en donnant des exemples pris dans le monde d'après la guerre froide ?

Les exemples choisis par Huntington sont en fait des structures confessionnelles, religieuses, ethniques ou tribales qui existaient déjà à l'époque de la guerre froide, voire avant cette dernière. Notons aussi que ces structures faisaient partie du tissu social d'anciennes civilisations organisées dans le cadre des géographies politiques et historiques, telles que la Chine, l'Inde et le monde islamo-ottoman. Ajoutons enfin que ces structures culturelles ne se sont transformées en éléments de conflit qu'avec la désintégration dont elles furent l'objet sous l'effet de facteurs internes et externes.

S'il n'y a pas lieu dans ce bref exposé d'étudier ces facteurs (de nombreuses études historiques et sociologiques spécialisées ont traité les différents aspects de la question), nous mentionnerons simplement que ces facteurs de désintégration ont agi avec lenteur, au cours des siècles de l'ère moderne, à l'intersection de l'inertie propre à la civilisation (facteurs internes) et de l'expansion des capitalismes occidentaux dans le monde (facteurs externes). Le

monde non-industrialisé s'est ainsi progressivement transformé en des fragments sociaux, culturels et économiques dépendants, et dès le début du XX^{ème} siècle, avec la Première Guerre Mondiale, l'ordre mondial a commencé à s'installer dans les régions périphériques (les colonies et les zones d'influence) au moyen d'un démembrement programmé des structures culturelles, sociales et ethniques, ceci au gré des visées géo-politiques, des centres d'influence, des intérêts, des orientations, des richesses, et des conséquences culturelles et politiques pour les forces locales, qu'il s'agisse d'ethnies, de nationalités, de tribus, ou de communautés religieuses, confessionnelles et tribales.

Tous ces éléments furent désignés dans le discours occidental depuis la fin du XIX^{ème} siècle sous le terme de "particularismes culturels". Ils furent introduits dans le champ des recherches ethnologiques et anthropologiques et mis à profit dans les politiques occidentales à l'égard des sociétés locales, ainsi que dans la mise en place des administrations locales et des programmes culturels et pédagogiques. Si ces mêmes éléments éclatent à présent — ou plus précisément depuis la fin de la guerre froide —, c'est que cette explosion est l'expression de la misère, de la tension et des peurs collectives, et le résultat d'autres facteurs sans aucune relation avec la culture, la civilisation ou la religion. Dans les pays du sud, ces facteurs ont à voir avec la pauvreté, la mauvaise répartition des richesses, la démographie galopante, le chômage, le déséquilibre de la répartition du pouvoir, l'intervention de l'Etat dans les conflits locaux, etc. Mais une partie de ces facteurs concerne aussi les pays du nord : l'aggravation de la crise économique, le chômage en hausse, la balance démographique intérieure entre habitants d'origine et immigrés, entre nationaux et étrangers, et l'accroissement de l'immigration depuis les pays du sud... C'est certainement l'une des causes de la montée des partis d'extrême-droite en Europe et du retour de diverses formes de racisme, de passéisme, de fondamentalisme et d'idéologies nationalistes et chauvinistes qui rejettent la responsabilité de la crise sur "l'autre" dont la culture, les coutumes et les modes de vie sont différents.

Telles semblent être les raisons des différends raciaux, religieux, ethniques et culturels qui éclatent un peu partout sur la scène mondiale. Rien ne nous empêche de chercher une terminologie descriptive ou explicative de ces conflits, mais en aucun cas ils ne peuvent s'inscrire dans le cadre des "civilisations". Si certains d'entre eux en effet, voire leur totalité, ont à voir avec les grandes stratégies et politiques régionales et internationales, puisqu'ils fournissent la

matière de ce que les sciences politiques et stratégiques américaines nomment "la gestion des crises", pourquoi les désigner sous le terme de "conflit de civilisations"?

En résumé, nous dirons que les éléments de conflit qu'Huntington énumère pour construire sa thèse ne peuvent être classés au chapitre du concept de "civilisations". Ils constituent simplement l'expression d'une crise d'un ordre mondial parvenu à un stade critique que l'on pourrait nommer, à la manière du chercheur français en stratégie Pierre Lelouch, "un désordre des nations". L'appel suggéré par Huntington à la coexistence des civilisations et à l'endiguement de leur éclatement n'est qu'une sorte de politique de "gestion des crises" de la planète des pauvres où explosent la démographie et les cultures (auxquelles se mêlent le religieux et le politique). Quant au rôle de son article (à la fois neuf et vieux), il correspond à une forme de gestion du débat intellectuel et culturel, une manière de l'axer autour du "centralisme du discours stratégique" américain: là encore, il s'agit en quelque sorte de gérer la crise, d'un point de vue intellectuel et culturel, dans l'attente d'un "nouveau discours", lorsque le rôle consommateur du discours de Huntington aura pris fin, tout comme a pris fin avant lui le discours de Fukuyama...■

Références:

(1) Les chiffres et les statistiques présentés sont tirés des sources suivantes:

- Le Rapport sur le développement de l'humanité de 1992
- Mona Fayyadh : L'épistémologie et la science, Dar el-mountakhab, Beyrouth, 1994.
- Georges Saad : Les règles du nouveau marché et l'évolution de la pensée dans le monde, Mounir el-hiwar, n°30, automne 1993.
- Ahmed Ben Bella : A propos du dialogue nord-sud, Mounir el-hiwar, n°31, hiver 1994.

Ramon Bess Frou*

Que nous reste-t-il?***

Son excellence le président, chers amis:

Je voudrais tout d'abord remercier les frères à la direction de l'Organisation de solidarité des peuples Africains et Asiatiques de celle initiative originale qui nous a permis de nous réunir dans ce lieu afin de discuter cette question importante. Permettez-moi de les féliciter. Je voudrais également exprimer notre gratitude et celle de nos frères pour cette initiative et cette invitation amicale qui nous a été faite.

Nous sommes très honorés de participer avec vous à cette prestigieuse conférence qui traite d'un sujet dont dépend notre avenir, à savoir: "Sommes-nous face à un dialogue de cultures ou un choc de civilisations?" C'est une question complexe qui nécessite d'avantage de discussions et de débats. A cet égard, permettez-moi de parler de la conjoncture mondiale actuelle.

Aux d'abords du XXI^e siècle, l'on se demande que nous reste-t-il, alors que l'époque moderne tire à sa fin et que nous vivons une période de transition qui nous mènera au-delà de la soit-disant modernité? Qu'en sera-t-il après cette période que l'on a appllé la fin de l'histoire et la fin des idéologies?

*OSPAAAL: Organisation de Solidarité des Peuples d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique: Cuba

**Original: Arabe. Traduit par Mona Aziz

Chers amis, il est très regrettable que d'ores et déjà nous soyons acculés à vivre dans un monde unipolaire gouverné par une seule grande puissance qui voudrait imposer la mondialisation aux dépens de notre souveraineté, exposant ainsi nos pays au risque d'extinction.

On nous présente un nouveau libéralisme et un ordre mondial économique et monétaire à travers lequel on voudrait empêcher les Etats d'assumer leurs responsabilités et d'exercer leurs droits. Quant à ce nouvel ordre que l'on veut imposer par la mondialisation il ne sert que les intérêts des grandes puissances lesquelles encouragent la xénophobie et le racisme et soutiennent les querelles ethniques, confessionnelles, territoriales ainsi que les querelles de frontières et tout ce qui est de nature à causer notre désintégration, partant du principe qu'il font:

"diviser pour régner"

Qui plus est, on nous propose, comme à l'époque de l'Empire romain, la résurrection d'un Sénat, capable de tout, qui établisse des lois applicables sur ses territoires et ceux des autres, et impose sa volonté à tous les pays.

La preuve en est la loi Helms-Burton dirigée contre le Cuba et la loi D'Amato-Kennedy dirigée contre le Libye et l'Iran qui sont devenues des lois contre l'humanité entière. Par conséquent, elles ont été condamnées et désapprouvées par la majorité écrasante des pays de la planète.

Face à ces conditions dramatiques on se demande, Que peut-on faire?

Le temps presse, nous ne saurions nous arrêter plus longtemps sur cette question capitale, c'est pourquoi je voudrais conclure en rappelant les paroles de M. Julius Nyerere, le président de la commission du Sud: "La solidarité s'impose, il nous faut serrer les rangs et travailler dans l'union car nous représentons la majorité des peuples de la planète et, quand nous aurons appris à avancer en nous tenant les coudes alors on pourra aspirer à un meilleur avenir, à la souveraineté et au bonheur auxquels nous aussi avons droit" ■

Dr Magdi Abdel Hafez*

INTERVENTIONS SUR LE PREMIER AXE**

rapport présenté par son rapporteur

Les thèmes du premier axe ont été traités et discutés dans le cadre des trois séances de travail. La première séance a été présidée par M. Mohamed Hassanein Heikal qui a commencé sa présentation en indiquant ce qui se passe en occident où existe une grande confusion entre l'Islam et le terrorisme dûe à une partialité préméditée. Au cours de cette séance, Dr Anwar Abdel Malek a présenté un papier intitulé "Orientation de la Civilisation dans l'édification du nouveau Monde"; M. Sayed Yassin a, lui, présenté un document sur le "Dialogue des civilisations dans un monde en changement"; le papier de Dr Hassan Hanafi avait pour titre: "Conflit ou dialogue des civilisations?", celui du Dr Samir Amin était intitulé "Nécessité d' un programme libérateur humain".

Près de 15 participants ont participé aux débats. Dr Milad Hanna a présenté un remplacement théorique aux théories de Huntington, basé sur l'appartenance de l' homme fondée sur trois éléments principaux: le premier est acquis, tel que l'appartenance à la religion, à la patrie, à la race qui se caractérisent du fait que ceux-là sont hérités et partant aveugles; le deuxième est acquis tel que l'appartenance à une idéologie particulière, à une société ou à un syndicat, etc. et ces éléments ont pour caractéristiques qu' ils ne sont pas fanatiques et enfin, ils se retrouvent également dans des appartenances mondiales dont la plus importante est celle de l'environnement.

* Departement de Philosophie-Faculté des lettres-Université de Helwan

** Traduit de l'Arabe par Samia Tawfik.

Dr Sedki Dagani s'est demandé la raison pour laquelle ce sujet a été soulevé. A son avis notre monde traverse aujourd'hui une époque transitoire après la guerre froide que par ailleurs les Etats-Unis, devenus force hégémonique, sont conscients du rôle que jouent aujourd'hui les cultures, et du besoin de l'être humain d'une optique universelle. Il a ajouté qu'il existe une importance particulière accordée à la portée spirituelle de la civilisation de la culture arabo-islamique. Il a mis l'accent sur la nécessité d'entamer un dialogue et d'assurer une coopération parmi toutes les civilisations. Le conflit existe en raison de l'existence de la tyrannie. Il a souligné qu'il doit y avoir une entente sur l'édification civilisatrice pour la séparer de la destruction.

L'ambassadeur Omran El-Shafei a commenté l'intervention du Dr Hassan Hanafi et M. Sayed Yassine; il a signalé que leurs interventions bien que contradictoires, concordent toutefois sur la nécessité d'assurer le dialogue.

L'ingénieur Mohamed Ma'moun a mis en lumière certains aspects soulevés par Dr Anwar Abdel Malek qui a parlé de Darwin et de Hegel. Quant au papier de Dr Sayed Yassine, il y a été souligné que le conflit est imposé par l'Occident dans un monde souffrant de la tyrannie et de l'intransigence occidentales.

Dr Magdi Korkor, a commenté la question avancée: s'agit-il d'un dialogue ou d'un conflit. Ce qu'il a appelé programme islamique, refuse les deux expressions préférant une autre expression, à savoir: se précipiter sur quelque chose telle que conflit, concurrence, débat, course, etc.....

Quant à M. Mahamoud Sayed Ahmed, il a signalé que le mot axial de "mondialisation" ne relève pas de notre choix; mais il s'agit de savoir si l'homme dominera ou dominé? Face à l'individualisme du monde eu égard au mécanisme, il a été supposé que le pluralisme est l'expression contraire à l'ouverture sur les cultures multiples. Il a expliqué que les civilisations sont condamnées au conflit face au système unipolaire, alors que sous le pluralisme il y a toujours place au dialogue.

Quant à l'introduction culturelle, M Adib Néema a spécifié que l'introduction qu'elle soit une ou deux, elle n'apporte rien de nouveau. Elle a besoin d'être expliquée par un débat social au sein de la société. Il s'est ensuite demandé quel est l'obstacle que l'on ne peut surmonter dans le cadre de la pression exercée sur un Etat national, et quelles sont les catégories sociales représentant la pensée sociale contemporaine?

M. Shawky Galal a rappelé que l'on doit avoir une image de l'autre partie et de soi-même pour faciliter le mécanisme du dialogue... connaître son histoire, ses ambitions, ses aspirations, etc. comme nous devons pouvoir nous critiquer. Il a expliqué que l'Occident pour Huntington, c'est l'Europe et les Etats-Unis, malgré le fait qu'il existe un conflit culturel qui dure depuis des années entre l'Amérique et l'Europe. Il s'est demandé comment pouvons-nous nous allier avec les forces hostiles à l'hégémonie américaine. Il a demandé de faire une distinction entre deux cultures: la culture industrielle et la culture nationale. Il a mis l'accent sur le fait que nous devons devenir une force agissante qui créerait sa société grâce à une fusion dans le courant mondial de la créativité scientifique et humaine pour parvenir à une philosophie d'éclaircissement critique nouvelle.

Mme Farida El Nakash a expliqué que Huntington est un fonctionnaire des Services de la sécurité américaine et partant, il est facile de constater les nombreuses erreurs de sa théorie, dûes à son travail. Elle a invité à réduire la distance entre la culture et la civilisation puisque nous vivons sous la couverture d'une seule civilisation, celle du capitalisme mondial. Elle a ajouté qu'il est erroné de défendre l'Islam en tant que méthode intégrale. Car nous favorisons ainsi l'amalgame de l'arriération et du sacré. Il nous faut également critiquer l'Islam et notamment en ce qui concerne la repression dont fait l'objet la moitié de la société- la Femme- au nom de la religion.

Dr Georges Labica a souligné que Fukoyama et Huntington sont deux idéologues comme l'indiquent leurs théories.

M. Kamal Habib a demandé de présenter le contraire de ce qu'avance l'Occident, en mettant l'accent sur la participation pour qu'elle devienne un fondement. Elle est, dit-il, "confrontation et interaction, c'est dire le foyer de l'Islam ou le foyer de la guerre en ajoutant ce qu'il a appelé le foyer de l'engagement". Il a également avancé le concept de la nation, et s'est demandé comment pouvoir entamer un dialogue avec l'autre (l'Occident) à la lumière de son appui au sionisme et son occupation des territoires arabes.

Dr Borhan Ghalion a critiqué le comité préparatoire qui a omis la nature du dialogue avancé. Il a estimé que la théorie, fait défaut que des points d'intersection demeurent entre les civilisations. Il a proposé d'examiner les bases sur lesquelles reposent aujourd'hui les relations internationales et non pas de répondre à des théories, afin d'assurer à nos peuples le plus grand profit dans le cadre de ce conflit.

Mme Luciana Costellina a signalé que la technologie est une vision et

un processus de production intégrale et non des processus d'utilisation de ces instruments de la technologie. Elle a parlé de la différence des marchés, de l'opération de la production culturelle et ensuite l'attention qu'accorde l'Europe à l'Islam. Elle a conclu en parlant des relations de solidarité dans les contacts entre humains.

M. Kutsenkov a accueilli favorablement la rencontre en soulignant que la situation russe n'est pas défectueuse et que la Russie, après les derniers changements survenus à travers le monde, pense à l'avenir et doit se caractériser par son positivisme rappelant le problème véritable du monde, à savoir, la richesse et la misère, les ressources et l'environnement et notamment dans les pays du Sud qui ne peuvent parvenir à des solutions dans un proche avenir. Il a rappelé qu'il nous incombe d'œuvrer en faveur de la majorité vivant dans le monde.

Enfin M. Issa Madanat a passé en revue la position des ex-Présidents des Etats-Unis eu égard au rêve américain et à son hégémonie sur le monde. Il a également rappelé les positions des intellectuels américains concluant qu'il n'y a eu aucun changement. S'opposer aux Etats-Unis est le produit leur hégémonie. Il a rappelé l'opposition de la Russie et également de la Chine à la politique des Etats-Unis, et a souligné que le monde est aujourd'hui favorable au pluripolarisme. Il a invité le monde arabe à se diriger vers l'union.

Lors de la deuxième séance, M. Eric Rouleau, président de la séance du travail, a déclaré que le conflit et le dialogue des civilisations ne se sont jamais arrêtés à travers l'Histoire et que le nouvel ordre mondial ne s'intéresse pas aux peuples pauvres. Comme il a rappelé l'unique tendance de la révolution technologique, à savoir, la tendance de ceux qui en profitent; il a indiqué les problèmes du monde qu'il a limités à la transformation du globe vers une tendance tribale faisant peur à l'humanité, ce qui l'a mené à l'auto-isolement et à la dépendance de la religion et de l'ethnie. Il a signalé que les multinationales ne cessent d'accroître leurs profits tout en diminuant leurs activités, ce qui mène au chômage et il existe en France près de cinq millions de chômeurs. Il a également parlé de la recrudescence du racisme en Europe, représenté par une xenophobie évidente, l'opposition à l'Islam et l'anti-sémitisme, comme il a signalé la solidarité parmi les travailleurs en grève, en réponse à la fermeture des usines de Renault en Belgique.

Au cours de la même séance, M. Mahmoud Amin El Alem a présenté un papier intitulé: "Des civilisations uniques et des cultures multiples...théorie comparée générale". Dr Abdoul Wahab El Messiri

a, lui, présenté un papier intitulé "Fin de l'Histoire et post-modernisme et le nouvel ordre mondial". Le papier de Dr Nawal Saadawi avait pour titre: "Le rôle de la Culture aux niveaux de l'élite et du peuple". Celui du Dr Jomo portait comme titre "Conflit ou Dialogue, quelques idées économiques de l' époque moderne?"

Trois participants ont contribué au débat.

Dr Nawal El Saadawi a commenté la présentation du Dr Abdel Wahab El Messri disant que ses pensées ne nous mèneront nulle part.; et qu' elle est musulmane ayant assimilé sa religion dès son très jeune âge, que toutefois la resurgence des tendances religieuses n'a pas été en faveur des pays du Tiers Monde mais au service des forces hégémoniques. Elle a expliqué que l'élite est en pleine confusion entre la théologie rigide, le marxisme rigide et le nationalisme arabe dans son sens traditionnel. Elle a souligné que la mondialisation existe, ainsi qu'une confrontation depuis l'époque de la société d'asservissement. Aujourd'hui, il incombe de récupérer l'arme économique et militaire et non pas l'arme intellectuelle; elle a signalé que le peuple est toujours absent. Dans son papier, Dr Nawal a parlé de fossé séparant la culture de l'élite et celle du peuple. Elle a demandé que les peuples procèdent à la mondialisation à partir de la base, pour faire face à la mondialisation dictée du sommet. Elle a donné cette conférence comme exemple.

Dr Jomo Sundaram a expliqué que le défi essentiel devant l'OSPAA est représenté par l'effondrement du mouvement de non-alignement, d'où son pessimisme à ce sujet. En discutant la culture, nous trouvons le GATT, le déchirement du Sud et sa liquidation ou plutôt l'effondrement du projet de la libération nationale, c'est pourquoi, il a demandé au Sud de pratiquer l'auto-critique.

Dr Tayeb Tizini a mentionné que le conflit est en son essence capitaliste et qu'il incombe de dissequer les expressions qui nous viennent de l'Occident. Que cela constitue une mission de l'intellectuel arabe dans sa critique des expressions. Il s' est ensuite demandé quel est le support social du programme d' avenir.

Dr Pablo Gonzalez Casanova a présidé la troisième séance. Il a présenté Dr Fawzeya Makhoul qui a introduit son papier intitulé: "L' utilisation et la mauvaise utilisation du terme culture dans le processus de création du Nouvel Ordre Mondial". Dr Maher Sherif a ensuite présenté son papier intitulé "La théorie de la fin de l' Histoire et du conflit des civilisations- critique". Sous le titre de la "crise de l'environnement et la nécessité d'un dialogue des civilisations", le Dr Anwar Moghiss a présenté son papier . Enfin M. Hussein Ma'loun a

introduit son papier intitulé: "l'équilibre et le déséquilibre dans l'équation de la différentiation et de la connexion".

Dix sept intervenants ont participé aux débats.

Dr Sherif Hetata a souligné que Fukoyama n' a rien à voir avec la science nouvelle, que c'est un anarchiste, et que l'on ne peut prévoir l'avenir de ce qu'il a présenté. Il a également indiqué qu'il existe un problème de départage entre chaque branche des diverses connaissances; et a demandé aux politiciens de lire des romans.

M. Mohamed Ibrahim Mabrouk a déclaré que le conflit des intérêts n'est pas nécessairement un conflit d'intérêts nouveaux, car c'est là, à son avis, un concept occidental; il a estimé que l'Homme a trouvé dans l'Islam un esprit aussi bien matériel que spirituel, il est global et répond à toutes les aspirations de l'Homme.

M. Marcel Sharozi a informé qu' il a créé, en Italie, l'Organisation du point rouge de solidarité avec les peuples d' Asie et d' Afrique.

Dr Hassan Hanafi a déclaré que nous ne sommes pas ici pour expliquer les théories de Huntington, mais bien pour récupérer l'esprit de Bandoeng et prendre l' initiative.

L'Ambassadeur Ibrahim Makiibi a remercié les organisateurs de la Conférence; il a déclaré que ce qui se déroule n'est pas une nouvelle manifestation et ce, en raison de la marginalisation de l'Asie et de l'Afrique où les Africains ont été traités comme des animaux, et il demandé la nécessité de procéder à la rehabilitation de certains peuples.

Dr Fathi Abdel Fattah a signalé que Thomas Friedman a écrit que les pays où n' existe pas la chaîne McDonalds sont ceux qui se sont combattus; que la culture américaine est grandiose, qu' il n' y a pas de conflit de cultures et que la culture contemporaine est celle de l'humanité; il a déclaré qu' il est avec la révolution technologique et avec la démocratie.

Mme Mona Helmi a exprimé son sentiment d'isolement dans cette Conférence; elle a demandé la création d'organisations populaires regroupant ceux qui vivent des situations analogues et favorisant la solution des problèmes de la jeunesse par le truchement du dialogue.

M. Ahmed Karkar a estimé que le monde peut être remodelé et que nous ne sommes pas opposés à la civilisation des autres, que c'est l'Occident même qui s'oppose ouvertement à l'Islam.

M Ahmed Sharaf a souligné que le conflit est evident entre les civilisations des pays industrialisés et que les idéologies co-existent

pour éliminer les différends nationaux. Il a proposé comme solution de reconnaître le pluralisme du monde, car, estime-t-il, nous vivons toujours la guerre froide.

M. Mohamed Ma'moun a rappelé l'expression de Spengler, à savoir, que la civilisation se renouvelle spirituellement et matériellement, sinon elle s'ankylose; il a également cité l'expression de Toynbee selon laquelle "la civilisation occidentale est une civilisation ankylosée".

Le Dr Ahmed Barkawi a déclaré qu'il existe aujourd'hui des changements qualitatifs réels qui ont rompu avec l'ancien monde. Il s'est demandé si nous sommes face à des choses qui n'ont pas changé, et quels sont les changements qui nous amènent à nous poser de telles questions, tout en soulignant que la possibilité de re-crée le modernisme dans nos sociétés a échoué. Serait-il possible, se demande-t-il, d'enregistrer un progrès grâce à la possession de la technologie européenne, car, à son avis, le problème portait sur des civilisations inégales, d'où sa conclusion que le conflit des civilisations est un conflit fallacieux.

Le Dr Moro a déclaré que personne ne refuse le dialogue; la civilisation islamique possède une grande expérience pour tirer profit des autres et du dialogue. La civilisation européenne est une civilisation raciste et le capitalisme ne fait que marginaliser chaque jour une nouvelle force dans le monde. Il a enfin demandé à la civilisation occidentale de mettre fin à son racisme puisqu'elle n'accepte pas de coexister avec les autres.

L'ambassadeur Ibrahim Makiibi a déclaré que l'Afrique est le berceau de toute civilisation, mentionnant les civilisations pharaonique, chinoise et indienne. Il a rappelé la nécessité de faire une distinction entre la civilisation et la technologie signalant que l'Occident est plus fort sur le plan scientifique, technologique et militaire, c'est pourquoi il a essayé de réprimer les civilisations et la culture des autres. C'est là le défi confronté par les peuples d'Afrique et d'Asie.

M. Ibrahim Mabrouk a déclaré que c'est la pensée américaine qui oriente à l'heure actuelle la civilisation, elle vide l'homme de tout sentiment. Il a ajouté que l'Amérique s'est hypertrophiée matériellement qu'elle est la fille de l'Europe.

M. Amir Aziz a expliqué qu'il y a un paradoxe dans le racisme de l'Occident selon le commentaire du Dr Moro.

M. Kamal Moghiss a intervenu pour commenter les déclarations du

Dr Anwar Moghisse en les appuyant et notamment pour ce qui est des mesures prises pour sauvegarder l'environnement.

M. Mohamed Abou Zeid s' est demandé pour quelle raison devons-nous assurer un dialogue entre civilisations . Serait-ce pour un objectif de développement social afin de rechercher une sorte de co-existence pacifique et une base commune tout en évitant le plus grand nombre de contradictions? Il s'est demandé également si la civilisation arabe est en mesure de réprimer "l' autre" alors qu'elle ne possède pas un équilibre de force dans la réalité ■

CHAPITRE 2

L'Hégémonie Occidentale et Les Spécificités Culturelles

Dr. Cherif Hatata*

Conflit ou Dialogue, N'Approchez pas du Dollar (Pensée Post -Moderniste)**

Quand j'ai accepté l'invitation je ne m'attendais pas, à ce que je trouvais. Surpris je m'arrêtais. Des yeux, je fis le tour de l'immense tente. Dans mes oreilles bourdonnait le refrain des voix, des chuchotements, des rires. Comme une toile de fond, l'écho de la musique sortait d'un appareil "stéréo" caché derrière une des multiples tables éparses. Tour à tour, une musique orientale langoureuse, suivie de chansons arabes anciennes remplissaient les lieux ou brusquement une musique moderne au rythme rapide, aux paroles proches des cris de douleurs, reflétant d'ailleurs si bien cette culture hybride arabo-occidentale qui s'est graduellement infiltrée dans plusieurs des familles riches de notre société.

De prime abord, je crus m'être trompé. M'étais-je introduit sans le savoir, en plein bal masqué, ou au milieu d'un groupe de touristes, qui pour s'amuser, avaient voulu avoir un avant-goût des rites de Ramadan. Je ne tardais, toutefois pas à revenir à la réalité et reconnaître que j'étais, bel et bien, témoin d'une manifestation typique du changement culturel qui a affecté notre pays et des incidences caractéristiques du capitalisme contemporain.

La Diversité Culturelle n'est pas Incompatible avec l'Hégémonie

Quand je parlais, il était presque trois heures du matin. J'avais quand

* Ecrivain, romancier et médecin égyptien

**Original: Arabe. Traduit par Anhar Korra

même trouvé parmi les hôtes quelques uns de ma génération. En conduisant ma voiture, j'étais distrait, je pensais à ces jeunes-gens, prêts pour émigrer ou pour devenir la future "élite" de notre pays. Je retrouvais en eux, la concrétisation du capitalisme contemporain qui a franchi les continents et les océans pour atteindre tous les coins du globe, qui n'a ni patrie, ni terre pour s'y ancrer, ni culture, ni identité définie, ni langue à laquelle il tienne, bien qu'il préfère l'anglais. Il n'insiste que sur une seule chose, l'argent, les moyens qui permettent de l'entasser, de le concentrer et de le focaliser entre ses mains. Car c'est là, la source de sa puissance, de sa suprématie, du développement de son arsenal militaire, du monopole de la connaissance, de la science, des arts et des lettres et de toutes les sources de plaisir et de divertissements qui sont à son service.

L'important ce n'est pas le moule culturel, la civilisation en soi. Il n'a aucun mal à ce qu'il soit diversifié tant qu'il demeure un outil, un masque grâce auquel les intérêts sont dévoilés ou derrière lequel ils se cachent. Masque qui évidemment, peut à tout moment être échangé par un autre. Il n'est pas important que la civilisation ou la culture soit islamique ou chrétienne, orientale ou occidentale, nationale ou étrangère ou hybride, que ses penchants soient marxistes ou libéraux ou intégristes. L'essentiel c'est qu'elle serve d'outil dans le conflit ou dans le dialogue et permette de cacher les intérêts.

Que les cultures et les civilisations se multiplient donc! Qu'elles se ramifient, dialoguent, se rencontrent, se heurtent, se croisent, se confrontent, se contredisent, sauvegardent leur identité ou la cèdent, l'essentiel est que le capital mondial en demeure la force motrice et le pivot, qu'elles lui servent de jouet, qu'il les vide de leur efficacité et les transforme en palabres vides de sens, en sermons, en mots creux, en duel impuissant, en conflits qui saignent les peuples et marginalisent les millions.

Ce qui importe, c'est que le réseau des intérêts capitalistes mondiaux soit maintenu et que ces intérêts demeurent entrelacés. Qu'ils se présentent en des formes culturelles multiples et civilisations diversifiées, qu'importe! Puisque leur interaction les unit contre les pauvres, contre les jeunes, contre la femme, contre les peuples, en dépit de quelques contradictions intérieures dûes peut-être à cette multiplicité même. Il n'existe pas de différence fondamentale entre le capitalisme chrétien de l'Amérique et sa "Civilisation occidentale" et le capitalisme pétrolier islamo-arabe; entre "les lumières" et "l'intégrisme" car dans les deux cas les peuples n'obtiennent pas leurs droits; dans les deux cas ni la femme, ni l'homme, ni le pauvre, ne

sont libérés du conflit paternel des classes ni de l'oppression exercées contre eux. Le tout en dépit du conflit et du dialogue existant entre eux: entre partisans de l'Etat "religieux" et partisans de l'Etat "civique", entre les "tendances éclairées" et le présumé libéralisme. La différence se manifeste peut-être dans le degré de progrès ou de sous-développement sur lequel nous pouvons être en accord ou en désaccord, tant que ce conflit, ce dialogue n'est pas relié à la structure de la société, aux relations économiques et sociales, aux classes, aux races, à la pauvreté, à la femme.

Au fond, aucune différence entre une association, une organisation ou un Etat qui compte sur des fonds ayant pour source Rockefeller, un Roi ou un Emir des pays pétroliers, qu'ils proviennent d'une banque qui se dit "Islamique" ou d'une autre qui se qualifie d'"Internationale" ou même d'un capital égyptien intermédiaire des Transnationales. Ces différences, ces dialogues cachent la réalité de la situation, les vérités du siècle, derrière des slogans sur la culture nationale et le conflit des civilisations, derrière une optique étroite de l'allégeance nationale et de l'identité qui toutes deux sont désormais des arguments obsolètes ou presque sans relations avec les intérêts fondamentaux des peuples de notre ère.

Je ne voudrais pas ignorer la forêt pour ne rechercher que quelques uns de ses arbres. Je ne veux pas non plus, courir après les complexités et les détails, ventiler la connaissance et explorer les spécificités les plus minutieuses, initiative que bon nombre chérissent mais qui cependant, nous fait perdre de vue des vérités fondamentales, au cours de l'étape actuelle que nous vivons. Je ne nie pas d'ailleurs, l'importance du choix qui doit être fait entre l'intégrisme et l'essor philosophique ou "Lumières". S'il m'est demandé de choisir j'opterai certainement pour le deuxième contre le premier avec toute la détermination et la puissance que je possède. Néanmoins, je n'aimerai pas que ce soit la seule option qui nous reste, car ni l'un ni l'autre ne nous mènera au fond des problèmes auxquels nous faisons face; ni l'un ni l'autre n'abandonnera la surface pour pénétrer les profondeurs, ou écartera les intérêts des couches supérieures de la société, "des élites", au nom desquelles l'on parle et au service desquelles toute action est entreprise; pour parvenir réellement jusqu'aux intérêts des masses populaires de nos pays et de la région à laquelle nous appartenons.

Il est temps pour que nous examinions tout ce qui se dit sur le "choc des civilisations" ou sur le "dialogue culturel" dans un cadre qui ne les néglige pas, mais qui les dépasse pour ce qui est bien plus vaste et nous ramène vers les bases et fondements que les protagonistes du

statut actuel ont voulu ensevelir à jamais. Même si ces bases sont, à elles seules insuffisantes, si elles ont besoin de compléments, de développement et de renouvellement de leur contenu même, il nous faut les sortir de la stagnation, de l'insuffisance et de l'impuissance qui les a marqués sous la main de régimes, partis et courants dominés par la bureaucratie intellectuelle qui les ont présentés comme une bouchée de pain à l'ère post-moderniste.

La Nécessité d'un Courant de Pensée Indépendante

Ce soir là, en conduisant ma voiture dans le chemin du retour, mon esprit me ramena à cette soirée que je venais de vivre et à la présente conférence à laquelle je venais d'être invité. Comme ci, une relation quelconque les unissait. Au fond il s'agit bien, de deux phénomènes du même siècle. Je me demandais: Qu'est-ce que la civilisation ? Qu'est-ce que la culture ?

La civilisation est peut-être la somme des relations économiques, sociales, politiques, culturelles et historiques qui relient une communauté (un peuple ou des peuples) dans une région donnée de la terre. Ma pensée fit rejaillir une autre interrogation: quelle est la relation qui peut exister entre culture et civilisation ? Quelle est donc la différence ou la distance qui les sépare ? Pourquoi ou comment le dialogue culturel peut-il être un substitut du choc ou conflit des civilisations ? Bien plus qu'est-ce que ce conflit ou choc des civilisations dont on parle tant récemment ? Pourquoi est-ce que le mot "civilisation" occupe-t'il une place prioritaire dans les échanges de ceux qui forment l'élite de nos pays ?

De toute évidence, il existe des différences et même des divergences importantes entre les civilisations et cultures caractérisées par le fanatisme, qu'il soit religieux, nationaliste ou ethnique et les civilisations et cultures plus "éclairées", plus intellectuelles, plus libérales, en dépit des réserves que nous exprimons sur les connotations réelles de ces termes et leurs implications et l'autre réalité qu'ils cachent. Essayer d'expliquer les confrontations existant aujourd'hui dans le monde en disant qu'il s'agit d'un "choc entre civilisations" qu'il nous faut éloigner de nos vies et auquel il faut substituer un "dialogue culturel", n'est qu'une tentative d'éviter les véritables conflits qui déchirent notre monde, une sorte de masque derrière lequel nous essayons de les cacher et une justification erronée de leur existence.

A titre d'exemple on a tendance à attribuer le conflit nous opposant à Israël au "choc des civilisations". Il y a quelques années cependant, nous estimions qu'il s'agissait plutôt d'une lutte contre le

néo-colonialisme et les puissances mondiales et locales qui l'ont implanté dans notre région après la découverte du pétrole. Or, Israël regroupe dans ses composantes d'une part le fanatisme ethnique, nationaliste et religieux et d'autre part, le modernisme, les connaissances, la science et le libéralisme. Pouvons-nous le considérer comme un Etat réellement civilisé: Un modèle à imiter? Pouvons-nous d'autre part, suivre l'exemple de quelques milieux "intellectuels" de notre pays qui commencent à exprimer leur admiration et veulent établir un dialogue avec les "forces de paix" au sein d'Israël au nom du "statut civilisé" de ce pays, de la nécessité de tirer profit de la leçon de l'ennemi et du remarquable progrès qu'il a réalisé? Cependant que d'autre part, nul n'élève la voix, ne prononce un seul mot ou déploie un effort véritable pour établir un dialogue sérieux entre les penseurs et intellectuels égyptiens et arabes. Ne serait-il pas plus plausible que nous commençons par nous-mêmes? Que nous étudions, recherchions et discutons nos problèmes dans un effort collectif, et que nous nous préparions pour un dialogue avec les autres sur une base solide?

En dépit de l'importance des conflits intellectuels et culturels qui ont lieu actuellement entre les mouvements philosophiques "éclairés" et les mouvements "intégristes" religieux ou nationalistes ou ethniques, ils représentent en fait un retour aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles, au colonialisme ancien aux tendances des orientalistes qui ont beaucoup écrit sur le rôle de l'Europe au siècle des "lumières". Ces mêmes conflits nous ramènent à ceux qui ont opposé les civilisations chrétienne et Islamique à leurs courants et mouvements intellectuels tout en nous éloignant de vérités fondamentales qu'ils ont sciemment ignoré. Or les milieux intellectuels et culturels reliés au néo-colonialisme et au capitalisme universel cachent ces vérités. De la même façon, l'on dénomme la période que nous vivons actuellement de post-coloniale pour camoufler le fait que nous vivons un colonialisme d'un genre nouveau. Ces milieux jouissent d'une emprise évidente, sur les esprits des intellectuels depuis la chute du socialisme et de ses partisans, emprise manifestée également sur les institutions, les instituts, les réseaux d'information, l'enseignement, la science, l'art, les sources d'information et de connaissance sur les sources de financement.

C'est ainsi que nous nous sommes vus obligés de puiser notre culture, notre inspiration et notre pensée en Occident et non de nos expériences, de notre actualité, de notre histoire ou de notre recherche ou créativité authentique et spontanée, de nos esprits, de nos coeurs des sentiments que nous vivons. Cette culture ne traduit

plus nos sentiments, notre égo, nos pays ou même les peuples auxquels nous appartenons. Elle n'est plus indépendante, sa pensée non plus n'est pas indépendante. Qu'elle soit reliée à la gauche, au centre ou à la droite, c'est une copie, une hybride défigurée qui ne profite ni de nos expériences ni des expériences et connaissances des autres.

"L'élite intellectuelle" de nos pays est désormais partagée entre deux courants: Un courant Islamique qui jette ses regards vers le passé ancien en dépit des tentatives ayant pour but de le moderniser et un courant qui observe l'Occident. Quant au courant culturel, intellectuel indépendant qui profite de ces sources, tout en s'inspirant uniquement de l'actualité de notre société et en traduit les sentiments, qui puise dans notre passé sa recherche du progrès et sa lutte contre toute puissance susceptible de le ramener en arrière, qui relate si bien nos réalités présentes et nos perspectives d'avenir, ce courant, n'est pas encore né en dépit des efforts acharnés et inlassables que quelques chercheurs, penseurs et innovateurs des deux sexes ne cessent de déployer dans tous les secteurs.

Le Choc des Civilisations

Le thème choisi, par l'Organisation de Solidarité des peuples Afro-Asiatiques traduit le mode de pensée qui s'est répandu dans la période post-moderniste.

Pourquoi est-ce que l'idée ou le terme de conflit ou de choc des civilisations émerge-t-il soudain ?

Le conflit entre civilisations constitue-t-il aujourd'hui le conflit fondamental de notre ère ?

Pourquoi disparaît ou presque, toute allusion au conflit des classes ou au néo-colonialisme ?

Pourquoi utilisons-nous l'expression "dialogue des cultures" au lieu de conflit des cultures ?

Si cette substitution a une quelconque raison d'être, laquelle est-elle ?

D'où provient cet Ordre du Jour ?

Est-il inspiré de la pensée capitaliste de l'ère post-moderniste, émane-t-il de notre pensée à nous, les peuples Afro-Asiatiques ?

Le conflit entre les Arabes et l'Europe est ancien. La bourgeoisie européenne dès ses débuts l'a vêtu de l'habit dénommé "conflit entre deux civilisations": La Civilisation Chrétienne d'une part et celle des Mécréants Arabes qui ont occupé les Terres Saintes de l'autre. C'est

forte de cette justification que l'Europe s'est lancée dans des guerres saintes, des Croisades qui ont duré des dizaines d'années, qu'elle s'est permis d'occuper une partie de nos terres avec l'aide de l'Eglise Catholique et des Chevaliers féodaux.

A ses débuts le slogan du "conflit des civilisations" était relié aux périodes de "mercantilisme" aux campagnes de pillage européen des trésors de "l'Orient", des premières traductions et de l'industrie manuelle. Plus tard, au cours du colonialisme ancien ce slogan a été remplacé par celui du "rôle civilisateur de l'Europe" des "lumières" que les Européens prodigueraient aux peuples sous-développés, barbares, qui ont besoin d'éducation.

Toutefois le nouveau combat mené par l'Amérique et l'Europe contre les Arabes et l'Islam est plutôt relié à la découverte du pétrole dans les pays Arabes au début du 20^{ème} siècle. Les autres causes ou prétextes reliés au commerce, aux marchés, aux investissements, au partage des activités internationales dans le monde ou à la position stratégique de monde arabe n'ont pas disparu. Néanmoins, c'est le pétrole qui demeure la cible principale. C'est d'ailleurs le pétrole qui a provoqué cette terreur latente de toute éventuelle union des Arabes ou de tout mouvement de libération relié à une telle possibilité. C'est cette peur qui s'est traduite par l'insistance à implanter Israël au milieu des Arabes et plus tard à le protéger ainsi que son arsenal nucléaire. On sait, cependant qu'Israël se cache derrière les slogans, les campagnes et les idéologies qui diffusent le concept de la défense de la civilisation occidentale. Il n'est pas étonnant, par conséquent, que le Président George Bush, en rendant publique sa décision d'attaquer l'Irak suite à l'invasion du Koweït par les forces de Saddam Hussein, tenait la Bible entre les mains en se proclamant déterminé à protéger la civilisation chrétienne européenne contre les forces sataniques qui les menacent de terribles dangers.

Au cours des deux dernières générations, la haine des néo-colonialistes contre les Arabes s'est manifestée à nouveau, traduite par une hostilité absolue et déclarée contre l'Islam. C'est cependant une haine d'un type très particulier, généralisé et flagrante, évidente dans les médias, dans les manifestations culturelles, souvent même dans les conflits politiques et militaires. Haine, néanmoins, toujours caractérisée par cette détermination à relier les intérêts économiques du système capitaliste post-moderne à ceux des classes au pouvoir dans les pays arabes, surtout ceux du Golfe, même s'il s'en suivait une redistribution des zones d'influence au profit d'une partie au détriment des autres.

L'observateur du conflit d'intérêts marquant la conjoncture actuelle dans la région arabe, se rend compte d'un phénomène étrange. En effet, dans tout ce qui est écrit ou diffusé dans les médias le terme "arabe" a disparu et est remplacé par musulman.

C'est une tentative très dangereuse qui voudrait montrer que tout conflit existant dans la région et même dans le monde est une confrontation entre courants chrétiens, islamiques, confucianistes et autres. Tentative orchestrée dans les moyens d'information de tout genre, dans les milieux et centres culturels, dans les établissements et institutions pédagogiques, en Europe et en Amérique, jour et nuit sans interruption, d'une manière flagrante ou subtile et cachée, épaulée par les intérêts économiques et militaires majeurs.

Le succès de cette tentative dépendait d'une assise intellectuelle solide et crédible. Tout intérêt a besoin en fin de compte d'une doctrine qui le défende. La campagne "civilisatrice" lancée par le capitalisme mondial au nom de l'Occident, du Christianisme ou de la pensée poste-moderniste qui provoque d'ailleurs des réactions opposées défensives auprès d'autres puissances du Monde, avait besoin d'une origine intellectuelle qui lui trouve et lui donne des justifications, d'une doctrine qui attire des partisans et lui fournit le support requis, pour laquelle des efforts sont déployés, et pour la défense de laquelle on peut même mourir.

C'est dans ce contexte, qu'apparaît Samuel Huntington. Au cours de l'été de 1993 il publie un article dans le magazine "Foreign Affairs" sous le titre suivant: "Le choc des civilisations". Des milieux importants l'accueillent avec beaucoup d'enthousiasme, comme s'il s'agissait d'un exploit, d'une conquête. De nombreuses discussions ont immédiatement été engagées.

Huntington souligne dans son article:

"J'ai une hypothèse sur l'avenir, la source essentielle des conflits du monde ne reposera plus sur un fondement idéologique ou économique les principaux conflits des politiques universelles auront lieu entre nationalités, entre communautés diverses appartenant à des civilisations diverses". Il divise ensuite le monde en huit civilisations: occidentale, confucianiste, japonaise, Islamique, Indou, Slave-Orthodoxe, Latino-Américaine et probablement Africaine".

Mais en même temps et en dépit de l'accueil favorable et du bruit qui a entouré les théories de Huntington, une forte opposition s'est fait jour exprimée par de nombreux penseurs et commentateurs, même

forte de cette justification que l'Europe s'est lancée dans des guerres saintes, des Croisades qui ont duré des dizaines d'années, qu'elle s'est permis d'occuper une partie de nos terres avec l'aide de l'Eglise Catholique et des Chevaliers féodaux.

A ses débuts le slogan du "conflit des civilisations" était relié aux périodes de "mercantilisme" aux campagnes de pillage européen des trésors de "l'Orient", des premières traductions et de l'industrie manuelle. Plus tard, au cours du colonialisme ancien ce slogan a été remplacé par celui du "rôle civilisateur de l'Europe" des "lumières" que les Européens prodigueraient aux peuples sous-développés, barbares, qui ont besoin d'éducation.

Toutefois le nouveau combat mené par l'Amérique et l'Europe contre les Arabes et l'Islam est plutôt relié à la découverte du pétrole dans les pays Arabes au début du 20^{ème} siècle. Les autres causes ou prétextes reliés au commerce, aux marchés, aux investissements, au partage des activités internationales dans le monde ou à la position stratégique de monde arabe n'ont pas disparu. Néanmoins, c'est le pétrole qui demeure la cible principale. C'est d'ailleurs le pétrole qui a provoqué cette terreur latente de toute éventuelle union des Arabes ou de tout mouvement de libération relié à une telle possibilité. C'est cette peur qui s'est traduite par l'insistance à implanter Israël au milieu des Arabes et plus tard à le protéger ainsi que son arsenal nucléaire. On sait, cependant qu'Israël se cache derrière les slogans, les campagnes et les idéologies qui diffusent le concept de la défense de la civilisation occidentale. Il n'est pas étonnant, par conséquent, que le Président George Bush, en rendant publique sa décision d'attaquer l'Irak suite à l'invasion du Koweït par les forces de Saddam Hussein, tenait la Bible entre les mains en se proclamant déterminé à protéger la civilisation chrétienne européenne contre les forces sataniques qui les menacent de terribles dangers.

Au cours des deux dernières générations, la haine des néo-colonialistes contre les Arabes s'est manifestée à nouveau, traduite par une hostilité absolue et déclarée contre l'Islam. C'est cependant une haine d'un type très particulier, généralisé et flagrante, évidente dans les médias, dans les manifestations culturelles, souvent même dans les conflits politiques et militaires. Haine, néanmoins, toujours caractérisée par cette détermination à relier les intérêts économiques du système capitaliste post-moderne à ceux des classes au pouvoir dans les pays arabes, surtout ceux du Golfe, même s'il s'en suivait une redistribution des zones d'influence au profit d'une partie au détriment des autres.

L'observateur du conflit d'intérêts marquant la conjoncture actuelle dans la région arabe, se rend compte d'un phénomène étrange. En effet, dans tout ce qui est écrit ou diffusé dans les médias le terme "arabe" a disparu et est remplacé par musulman.

C'est une tentative très dangereuse qui voudrait montrer que tout conflit existant dans la région et même dans le monde est une confrontation entre courants chrétiens, islamiques, confucianistes et autres. Tentative orchestrée dans les moyens d'information de tout genre, dans les milieux et centres culturels, dans les établissements et institutions pédagogiques, en Europe et en Amérique, jour et nuit sans interruption, d'une manière flagrante ou subtile et cachée, épaulée par les intérêts économiques et militaires majeurs.

Le succès de cette tentative dépendait d'une assise intellectuelle solide et crédible. Tout intérêt a besoin en fin de compte d'une doctrine qui le défende. La campagne "civilisatrice" lancée par le capitalisme mondial au nom de l'Occident, du Christianisme ou de la pensée post-moderniste qui provoque d'ailleurs des réactions opposées défensives auprès d'autres puissances du Monde, avait besoin d'une origine intellectuelle qui lui trouve et lui donne des justifications, d'une doctrine qui attire des partisans et lui fournit le support requis, pour laquelle des efforts sont déployés, et pour la défense de laquelle on peut même mourir.

C'est dans ce contexte, qu'apparaît Samuel Huntington. Au cours de l'été de 1993 il publie un article dans le magazine "Foreign Affairs" sous le titre suivant: "Le choc des civilisations". Des milieux importants l'accueillent avec beaucoup d'enthousiasme, comme s'il s'agissait d'un exploit, d'une conquête. De nombreuses discussions ont immédiatement été engagées.

Huntington souligne dans son article:

"J'ai une hypothèse sur l'avenir, la source essentielle des conflits du monde ne reposera plus sur un fondement idéologique ou économique les principaux conflits des politiques universelles auront lieu entre nationalités, entre communautés diverses appartenant à des civilisations diverses". Il divise ensuite le monde en huit civilisations: occidentale, confucianiste, japonaise, Islamique, Indou, Slave-Orthodoxe, Latino-Américaine et probablement Africaine".

Mais en même temps et en dépit de l'accueil favorable et du bruit qui a entouré les théories de Huntington, une forte opposition s'est fait jour exprimée par de nombreux penseurs et commentateurs, même

parmi ceux qui partagent quelques unes de ces idées fondamentales, en raison de la simplification extrême et pleine de lacunes à laquelle il a recours et aux lignes de démarcation sans fondements qu'ils utilise comme frontières entre civilisations. Toutefois il n'était pas seul à énoncer de telles idées. En fait il faisait partie d'une nouvelle vague croissante des années écoulées. En 1992 Fukuyama avait déjà publié son livre "La fin de l'histoire et le dernier homme" et avant lui en 1990 l'orientaliste américain Bernard Lewis avait publié un article dans le magazine mensuel "Atlantic Review" sous le titre des "racines de la rage islamique" dans lequel il dit:

"Nous faisons face à un siècle, où la causalité et le mouvement des événements ont subi des changements tels, qu'ils transcendent les problèmes, les crises et les gouvernements qui les soulèvent. Nous sommes parvenus au stade "du choc des civilisations".

Les partisans de ces idées, assez anciennes mais nouvellement reprises, sont devenus nombreux. Le marché capitaliste mondial est prêt à acheter leur produit, à le diffuser et à le mettre en exergue.

La contagion n'a pas tardé à nous atteindre nous aussi. En Egypte des membres du groupe "L'élite" ne cesse de parler de "Civilisation" et de "Lumières".

Ce refrain se retrouve également dans les journaux, les revues, les entrevues et les dialogues de ceux que l'on qualifie de grands penseurs, d'intellectuels, d'écrivains de renom. Les exemples en sont multiples. Rien qu'au cours des deux mois écoulés, j'ai lu plusieurs articles appartenant à cette vague. L'un d'eux portait le titre "Le choc des civilisations ... le dialogue des cultures" publié dans l'édition d'Al Ahram du 26/12/96. Titre inspiré peut être de cette conférence. Un autre article portait le titre "Des indices et des mises en garde" dont le dernier alinéa se termine comme suit:

"Nos paroles aujourd'hui ne sont qu'une invitation, pour parachever cet effort favorable à la complémentarité des civilisations dans la phase de reformulation du Monde" paraissait dans l'édition du 14/1/97 du même journal.

Je dirais même que ce phénomène prévaut dans notre vie intellectuelle, culturelle et politique depuis quelques années. Il représente en effet l'axe autour duquel les conflits ont lieu entre défenseurs de l'intégrisme islamique, en vis à vis avec la civilisation occidentale "des lumières". Les penseurs qui appartiennent au courant de l'Islam politique ont été les premiers à brandir le slogan de "Conflit entre civilisations".

Le 16 janvier 1997 "Al Ahram Weekly" publiait la réponse d'un des penseurs islamistes aux idées de Huntington, dans laquelle il utilise la même logique à laquelle ont recours les occidentaux contre les peuples Arabes. Evidemment un tel argument ne peut qu'être au service de l'orientation que l'on nous veut adopter: Montrer que le conflit du siècle est un conflit entre civilisations, pour diviser les peuples en factions opposées et hostiles mues par leur fanatisme religieux, nationaliste ou ethnique.

Ainsi, le conflit de base opposant les pauvres du monde, hommes, femmes et enfants au capitalisme transcontinental est relégué en arrière ou disparaît complètement. Il s'efface de tous les secteurs: économique, social, politique et intellectuel, bien qu'en réalité il soit le refuge de tous ceux qui ressentent le danger de l'hégémonie croissante de quelques compagnies sur le destin de l'homme.

Le Dialogue Culturel représente t-il la Solution ?

L'ordre du jour qui nous est soumis aujourd'hui, nous demande de choisir entre "Conflit de civilisations" et "Dialogue de cultures". Si nous refusons le premier en raison de ses dangers il ne nous reste plus que le deuxième, ce qui reviendrait à dire que le "dialogue des cultures" est la solution !

La première observation que nous aimerions formuler à cet égard est la suivante: On utilise le terme de "conflit" en parlant d'interaction entre civilisations, que l'on remplace ensuite par celui de "dialogue" en parlant d'interaction entre cultures. Comme si le terme de conflit était exclu de ce contexte.

La deuxième observation est la suivante: Dans l'ordre du jour, le thème N° 1 est présenté différemment, son titre étant "Le dialogue des civilisations à l'aube du 21 ème siècle" et il se termine par l'interrogation suivante:

"L'interaction entre les nations représente t-elle un dialogue entre civilisations diverses ou plutôt un conflit entre elles?"

Toutes ces formulations, et les termes y utilisés, constituent une thèse qui ramène le problème au creuset du capitalisme contemporain. Un argument qui nous parvient de la pensée "post-moderniste", de la logique culturelle du capitalisme en son étape la plus moderne et la plus puissante. De cette pensée qui a profité de la chute et de la disparition du système socialiste, il y'a moins d'une décennie, de l'impuissance de la pensée marxiste à suivre le cortège du siècle, de sa concentration exagérée sur les facteurs économiques et sur leurs incidences au point de tout expliciter en leur fonction dans le cadre

d'une inéluctabilité économique à laquelle rien n'échappe. L'accent y était mis sur ce qui était dénommé "l'édifice inférieur" de la société, c'est à dire les relations ayant trait à la production et à son mouvement cependant qu'est négligé "l'édifice supérieur", soit tout ce qui a trait à la culture et à la pensée, à la liberté de l'Homme, à la femme, aux relations sexuelles, au monde complexe de la raison et de l'âme, au corps humain etc. C'est la raison pour laquelle, en dépit de tout ce que cette pensée a présenté, les régimes qui l'ont appliquée et qui la sous-tendaient ont donné lieu à une construction défigurée en toutes ses facettes. Elle n'a pas tardé à s'écrouler avec grand fracas comme nous l'avons observé.

Les courants post-modernistes ont exploité à leur profit ces vérités. La situation était retournée. Parler de relations ayant trait à la production ou à la répartition du travail était désormais un jargon relié au communisme et à son image, par conséquent, détestable ou obsolète et dont il fallait se débarrasser pour passer à ce qui était plus moderne ...à la pensée post-moderniste capable de nous éblouir. Au lieu donc, de parler de l'économie, il était uniquement approprié de parler de culture, de pensée, comme si c'étaient des éléments étrangers à l'économie, à la sociologie, aux relations de travail, à la production ou à la répartition du travail, aux classes, ou au statut de la femme.

Les courants de pensée du capitalisme contemporain ont transformé les conflits en combats intellectuels isolés du cadre matériel où ils se déplacent ou qu'ils dépassent quelquefois. Tout a été transformé en discours, en dialogue entre concepts, entre termes, idées et pensées, en palabres n'ayant rien à faire avec la réalité ni avec l'action. Les gens sont désormais présentés comme des consommateurs, dans le marché international des produits: consommateurs d'idées, d'images, de paroles, de films, pour le plaisir et la récréation, le tout les séparant de l'acte et des transformations.

C'est ainsi qu'apparaît le dialogue comme étant la solution, la clé de tous les problèmes. Si nous refusons ce dialogue culturel vide de sens, la seule option qui demeure reste le "conflit des civilisations". Que nous nous disputons, que nous devenions des adversaires, que les divergences nous occupent, nous fassent perdre de vue l'adversaire réel et les clés du changement, de la reconstruction nécessaire du monde grâce à un effort soutenu long et démocratique. Pris dans l'engrenage de ce conflit des civilisations nous serons incapables d'établir une solidarité quelconque entre les peuples, qui nous permette d'affronter l'hégémonie de la minorité qui prédomine parce qu'elle possède l'argent, les armes et la force de frappe nucléaire.

Les problèmes du monde ne peuvent être résolus grâce au "dialogue culturel" en dépit de tout ce qu'il peut présenter dans les domaines divers. Pour trancher la question, il nous faut mobiliser des milliers de millions de personnes, partout, en tout endroit, à tous les niveaux dans les bourgs, les villages et les villes éloignés et proches, dans le monde entier qu'ils soient tous engagés dans des milliers de combats pacifiques démocratiques contre les politiques économiques, militaires et autres qui desservent la suprématie des forces de l'hégémonie au détriment des intérêts des peuples.

Il s'agit donc, de constituer une force internationale solidaire, qui puisse coordonner les efforts des forces populaires, une étape après l'autre et une année après l'autre. Une force qui puisse lutter sur le plan local et sur le plan international pour désserer l'emprise des sociétés transnationales, dont 500 dominent 80 % de la production du monde et 75 % de son commerce.

Le problème auquel font face les peuples du monde, est dû au fait qu'ils affrontent un ennemi mondial qui possède une force gigantesque, qui se déplace en toute liberté à travers les frontières et les continents. Un ennemi qui est souvent visible, mais le plus souvent ne l'est pas. Doté de moyens, que nul autre ne possède, il peut exercer ses pressions et influencer le cours des événements: une force de frappe nucléaire titanesque et des médias qui s'introduisent dans tous les foyers et les esprits leur inculquant des concepts faussés.

Partant de ces réalités, il appert clairement qu'un peuple ne peut pas à lui seul se libérer et restaurer justice et équité en son territoire. Chaque pays est désormais partie intégrante d'un système mondial, plus grand. Sa libération ne peut avoir lieu qu'à la lueur de ses relations plus globales.

Le dialogue culturel dans notre pays qui a lieu essentiellement entre les mouvements islamistes intégristes et ce qu'on a dénommé mouvement des "lumières", occupe actuellement une place prioritaire dans la vie de notre pays. C'est dorénavant un facteur croissant de polarisation et de scission. Ce dialogue qui est plutôt "un conflit de civilisations" est vide de sens. Il nous a introduits dans des dédales dont nous ne sommes pas sortis et est demeuré isolé de la vie quotidienne des gens et de leurs besoins. La culture, par ailleurs, est restée cloîtrée dans le monde de l'élite isolée de toute expérience, de toute réalité et de toute action.

Conclusion

Au cours des années écoulées j'ai été invité à donner des cours dans

l'Université de Duke en Caroline du Nord dans le cadre d'un programme ayant pour titre "Rebellion et innovation".

Pendant les quatre années de mon séjour, j'ai pris part à un nombre important de conférences et réunions qui se sont déroulées aux Etats Unis et qui ont porté sur la culture en général, son caractère planétaire, la diversité des cultures, l'interaction ou les échanges culturels, l'identité culturelle etc

J'ai remarqué au cours de ces réunions que la grande majorité des penseurs, professeurs d'université et intellectuels que j'ai rencontrés se sont surtout intéressés à la diversité des cultures dans le monde. Ils ont exprimé leur respect de cultures différentes des leurs, des identités qu'elles représentent et de la nécessité de les traiter dans le cadre d'une optique plus large.

Par ailleurs, j'essayais au cours de cette même période de prendre connaissance de ce flux de livres, recherches, études et articles qui s'inscrivent dans le cadre de l'anthropologie culturelle et se penchent sur les manifestations culturelles de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique Latine.

Deux phénomènes importants ont attiré mon attention

En premier lieu au cours des discussions auxquelles j'ai pris part au sein de l'Université de Duke ou dans une autre université ou institut, dès que j'abordais la question des considérations économiques ou sociales reliées à ces cultures et qui permettent de les mieux comprendre, dès que j'essayais de mettre l'accent sur les intérêts qui affectent la pensée et la culture sur les deux plans local et international, sur le rôle du néo-colonialisme et de la suprématie de l'ordre mondial, l'accueil était le même: mutisme, tentative d'éviter la discussion, de me faire taire, de changer de sujet ou encore de me critiquer.

En deuxième lieu, dans les livres ou études qui se penchent sur les cultures ou civilisations des pays du Sud, aucune mention n'est faite sur l'influence des facteurs économiques et sociaux, colonialistes ou néo-colonialistes qui les ont affaiblies, défigurées et en ont même fait disparaître quelques unes. Cette méthodologie incomplète ou tronquée créait une image erronée qui montrait ces cultures et civilisations comme étranges, retardées, bizarres et barbares, en tout les cas inférieures pour les auteurs de ces écrits. Elle leur donnait, certes un sentiment de supériorité n'ayant aucun lien avec l'histoire ou la réalité matérielle, au point que quelques uns des éléments avancés de l'académie américaine les surnommaient"

néo-orientalistes".

Les professeurs et chercheurs que je rencontrais ne trouvaient aucun inconvénient à prendre part à un dialogue culturel, puisqu'il ne leur impose pas la nécessité de revenir sur leurs idées ou concepts, ces derniers étant partie intégrante d'un statut social auquel ils appartiennent. En réalité ils représentent les intérêts qui prospèrent et croissent et se développent au compte des peuples dont ils parlent dans leurs études: de nous, hommes et femmes des pays du Sud qui subissons les incidences de l'ordre mondial. La question pour eux, ne dépasse pas le simple cadre des différences culturelles que l'on peut discuter en toute neutralité.

L'occasion m'a été offerte d'autre part, d'examiner le statut des Afro-américains ou Noirs d'Amérique. Il leur est permis en effet d'exceller dans les sports, les arts, la danse et le chant. Quant aux autres domaines ils leur sont presque fermés.

Dans l'Université de Duke il n'y avait presque pas de Noirs dans le corps enseignant. Je n'en ai vu en effet, pendant toute la période que je passais, que trois ou quatre. Les droits économiques et sociaux des noirs sont ignorés et ils sont traités comme des citoyens de quatrième catégorie. En dépit de tout ce qui se dit sur leur apport à la vie de leur nation, il est très rare que l'un d'eux parvienne à un poste important dans les milieux économique, politique, technique ou scientifique.

Ce sont ces considérations qui m'ont poussé à demander, d'où vient l'ordre du jour de la présente conférence tel qu'énoncé dans son titre? Pourquoi l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques n'a-t-elle pas envisagé de nous réunir autour d'un thème relié au peuples du Sud, comme, par exemple: "Comment les pauvres du Sud, peuvent-ils affronter le capitalisme des sociétés multinationales?" ou "Comment rétablir la solidarité entre les peuples afro-asiatiques?"

Néanmoins cette rencontre nous permettra, quand même, d'engager une discussion fructueuse sur de multiples thèmes, mettre en relief des questions importantes et ouvrir la voie pour que des étapes nouvelles soient franchies dans la longue lutte que mènent les peuples de l'Asie et de l'Afrique pour parvenir à un avenir meilleur dans lequel prospèreraient toutes leurs potentialités ■

Alexander S. Dzassokhov*

Defi Historique Contemporain De L'eurasiatique**

Un siècle s'est déroulé depuis que les intellectuels démocratiques de Russie ont enrichi le nouvel littéraire avec des idées fraîches et détaillées telles que "l'Eurasie" et la "civilisation Eurasiennne". Depuis lors, le débat autour de ces thèmes - quelque fois assez houleux - n'a pas cessé une seule fois et ce, en raison du fait qu'à la même époque, le large continent Eurasienn a été témoin d'événements marquants.

Le grand scientifique russe Lev N. Goumilev, a, lors d'une dernière interview, prononcé ces mots prophétiques ; "Une chose dont je suis sûr et je vous le dis confidentiellement, la Russie ne sera sauvée qu'en tant que puissance Eurasiennne et seulement par le truchement de l'Eurasianisme". Il est à noter que l'idée d'Eurasianisme pré-suppose une énorme civilisation polycentrique bordant aussi bien le monde ancien (l'Europe) que l'Asie classique.

Partageant en général cette prédiction humanitaire, j'aimerais souligner qu'aujourd'hui, un concept politique, socio-philosophique, culturel et logique renouvelé de la civilisation Eurasiennne force sa voie à travers tout l'ex-espace soviétique mais non sans une certaine

*** Doctorat en Sciences politiques (relations internationales) Député au Duma d'Etat, à l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie. Co-président du Groupe Inter-Parlementaire de la Fédération de Russie, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire.*

***Original anglais .Traduit par Samia Tewfik*

opposition.

Un bon nombre de conférences scientifiques sur l'accélération d'une coopération eurasienne se sont tenues en Russie et autres pays de la CEI au cours de ces dernières années (telles que les Perspectives d'une intégration eurasienne - Table Ronde des scientifiques et des politiciens, Moscou. Académie diplomatique du Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie, 1994). Grâce aux efforts de quelques scientifiques, les oeuvres les plus importantes des experts russes ont été re-publiées (telle que "Le monde de la Russie - Eurasie - Anthologie, 1995). Depuis près de trois ans aujourd'hui, l'Académie Russe des Sciences Naturelles a créé un département, pour la civilisation Eurasiennne - dirigé par M. Titarenko et M. Pak, qui a déployé des efforts de coordination dans le domaine assez nouveau de la Science. En 1996 et sous les auspices du département, une oeuvre unique intitulée "La Russie et l'Est, relations géo-politiques et civilisées" a élaborée. Il n'y a pas longtemps, un nouveau journal spécialisé "L'Eurasie: peuples, cultures et religions", patronné par la Fondation pour la renaissance nationale et culturelle de la Russie, a marqué son quatrième anniversaire. Enfin, un projet international intitulé "Eurasie - XXIème siècle" a été entrepris par un Groupe de scientifiques humanitaires de Kazakhstan versés en matière d'Humanités.

Mes collègues russes et moi-même aimerions souligner que l'idée de l'Eurasianisme ne vise ni à remplacer la notion de la région Asie-Pacifique, ni à s'y opposer. Il est à noter que les efforts déployés par les scientifiques, politiciens et responsables médiatiques en Russie et dans les autres nations de la CEI, visant à élaborer l'idée de la créativité commune des peuples Eurasiens, ont été reçus avec un intérêt vif en Chine, Inde, Turquie et plusieurs pays arabes aidant à créer des conditions favorables pour un assemblage d'idées et de contre-propositions. Une telle situation semble être la meilleure preuve que l'idée de l'Eurasianisme et notamment dans son interprétation démocratique et humanitaire contemporaine, est dépourvue de toute implication de séparation et de confrontation quelconque.

Il existe une certaine logique dans cela. Tout modèle de coopération et d'unité eurasiennes futures ne peut se matérialiser sous la forme de communauté ouverte à toute autre civilisation et culture. L'inter-action eurasiennne vise à acquérir une importance toujours grandissante et tout particulièrement dans le règlement de questions à l'échelle continentale telles que le règlement des conflits, le redressement des inégalités dans la répartition internationale du travail, les problèmes

écologiques, les échanges géo-culturels et des informations. L'on ne peut nier que la concorde culturelle et l'influence des diverses cultures en Eurasie ont surmonté toute barrière géo-politique, ethnique, confessionnelle et autre.

La Russie contemporaine, étant l'un des plus actifs supporters de l'intégration Eurasienne, ne peut qu'assumer pleinement la responsabilité des changements qui ont eu lieu à travers le reste du continent eurasiatique. V. Myasnikov, l'un des éminents orientalistes spécialisés en affaires internationales, a parlé avec beaucoup de conviction de cette question lors des récents débats sur l'Eurasianisme: "La Russie confronte aujourd'hui une nouvelle Asie. En vue de maintenir un contrôle adéquat sur la situation en Eurasie, il incombe à notre Etat de reviser sa stratégie dans l'est en général et l'inscrire dans le contexte d'une nouvelle géo-stratégie... L'idée même d'Eurasianisme dans sa présente formulation et son interprétation, comporte en elle-même des possibilités complémentaires et créatives, et c'est ce qui la rend attrayante" (cf: perspectives sur l'intégration Eurasienne" p 5).

Toutefois, il faut admettre que malgré son attrait et son dynamisme, l'idée d'Eurasianisme rencontre sans aucun doute une certaine résistance. Certains aspects entravent non seulement la prise de conscience par les masses quant à son importance, mais empêchent, pour une raison ou une autre, sa réalisation.

Quelles sont les difficultés entravant la compréhension de l'Eurasianisme par les masses populaires? Je pense que celles-ci, sont euracisées dans la psychologie conservatrice comme nous le constatons dans le phénomène dangereux d'aujourd'hui, à savoir, le sentiment exacerbé de l'ethnie. Cette dernière représente l'autre aspect du droit légitime de toute nation à l'auto-détermination. A cet égard, je conviens pleinement avec l'éminent diplomate égyptien, l'ex Secrétaire Général de l'ONU, Dr. Boutros Boutros Ghali qui a dit: "si chaque groupe ethnique, religieux ou de langue différente prétend à la direction de l'Etat, il n'y aurait aucune limite aux partages et la paix, la sécurité et la prospérité économique deviendront un objectif difficile à atteindre" (Boutros Boutros Ghali, Agenda pour la Paix, New York, 1992, p 10). Il est évident que les possibilités d'un règlement complet et total de tous les problèmes ethniques et nationaux sont liées à la réalisation assurée des droits de l'Homme et au développement de l'intégration internationale y compris celle de l'Eurasie.

Une autre difficulté à la réalisation des principes d'intégration Eurasienne réside dans le fait que la prise de conscience des masses

n'est pas identique à la mémoire des peuples quant à l'Histoire, qui absorbent toutes les richesses de leur culture spirituelle et ne tiennent pas toujours compte des leçons objectives du passé et de son histoire. Cependant, dans les profondeurs de la prise de conscience nationale des peuples, unis par une destinée historique commune, il existe des souvenirs gardés qui portent sur le super-continent s'allongeant du Pacifique à l'Atlantique, de l'Océan Indien à l'Antarctique. Dans le passé existait l'unique Union Scythienne, le grand kaganat turque (l'Etat tribal), les petits Etats mongols et autres entités géo-politiques polyethniques qui sont devenues plus tard partie de l'empire russe polyethnique. Avec le temps, et grâce à leur co-existence historique dramatique et pourtant commune, les divers groupes ethniques se sont développés quelle que soit la volonté personnelle des dirigeants ou des conquérants, volonté qui représentait un aspect spirituel défini et universel qui a reflété à son tour la "diversité dans l'unité".

Nul ne peut nier les feux destructifs des guerres ethniques et civiles, des révolutions sociales et des soulèvements politiques qui se sont déclenchés plus d'une fois à travers l'Eurasie. Toutefois, et bien plus important est le fait que les peuples habitant le super-continent à l'aube du 21ème siècle, sont d'une part porteurs de l'étendard de la solidité géographique, et d'autre part, de ce nouveau type spécifique géo-politique portant le nom de "nouvel Eurasianisme". Son but le plus élevé est d'élever la créativité commune des peuples à un nouveau niveau qualitatif.

Il serait inutile de retracer à travers l'Histoire, les origines scientifiques de l'émergence et du développement de la doctrine géo-politique de l'Eurasianisme. Il serait bon de signaler, toutefois, que parmi les ancêtres idéologiques du concept Eurasien intégré, citons F. Dostoyevsky et autres écrivains éminents russes et personnalités culturelles du XIXème siècle.

Cela est clairement démontré dans leurs travaux littéraires et journalistiques qui ont démontré que l'intégrité eurasiennne de plusieurs peuples russes ne peut être réduite à une simple addition de cultures nationales, car pendant des siècles cette région a été témoin d'opérations de synthèse fructueuse entre les civilisations occidentale, orientale, méridionale et septentrionale. En assimilant et en développant les valeurs des divers groupes ethniques, la super-culture eurasiennne est devenue l'expression et la forme d'existence de l'intégrité eurasiennne géo-politique qui s'est prouvée capable de s'opposer aux impulsions destructives des forces tant externes qu'internes.

Par la suite, au début du 20ème siècle, la doctrine eurasiennne a commencé à prendre forme non seulement en géo-stratégie mais également dans ses aspects géo-économiques et philosophiques. C'est ainsi qu'un fervent partisan de l'intégration eurasiennne, P. Savitsky, a écrit en 1925: "Les adeptes de l'Eurasianisme représentent un nouvel élément de la pensée et de la vie; ils forment un groupe oeuvrant sur la base d'une nouvelle approche, eu égard aux questions fondamentales et déterminantes... La Russie occupe une grande partie du territoire "Eurasien". Le fait que son territoire n'est pas divisé par deux continents, mais constitue plutôt un tiers de la patrie indépendante, ne relève pas de la seule importance géographique". Il a ajouté: "Ce n'est pas sans raison que l'esprit de fraternité particulier à chaque nation, enraciné dans des contacts et une intégration culturelle séculaires, des peuples de diverses races, règne sur l'Eurasie - Cette "fraternité" se manifeste dans le fait qu'il n'existe aucune opposition entre races "supérieures" et "inférieures" et que l'attrait mutuel est bien plus fort que la répulsion (le Monde de la Russie - Eurasie" p 83 - 84 ; Perspectives d'une intégration eurasiennne" p 10).

Il va sans dire que le patrimoine classique de la doctrine eurasiennne maintient son importance toujours durable jusqu'à nos jours. Toutefois l'eurasianisme contemporain ne se contente pas du seul patrimoine spirituel du passé . En examinant les contours du processus d'intégration mondiale au tournant du 20ème et à l'aube du 21ème siècles, nous ne pouvons qu'enregistrer les nouveaux phénomènes en faveur de l'intégration et de la synthèse eurasiennes.

Le premier de ces phénomènes existe dans la révolution scientifique et technique actuelle et, dans un proche avenir, aura ses répercussions sur la révolution techno-électronique qui se réalisera sur la base de changements globaux réguliers dans les systèmes économiques nationaux et dans l'approfondissement de la division internationale du travail. Il incombe de garder présent à l'esprit que l'expérience de la grande majorité des Etats nouvellement indépendants, qui ont émergé à la suite de la dissolution de l'URSS, prouve qu'aucune économie nationale ne peut fonctionner d'une manière adéquate sur une base autocratique, hors de ses liens organiques avec les structures économiques nationales de l'ensemble de la Communauté des Etats Indépendants (CEI).

Un autre argument en faveur d'un nouveau Eurasianisme organique émane du besoin d'assurer la sécurité nationale de la Russie et des autres nations de la CEI. La fin de la "guerre froide" a changé la

nature de la menace extérieure qui, dans le passé, était liée aux contradictions antagonistes entre les deux systèmes sociaux mondiaux sans pour autant, l'éliminer complètement. Dans le même temps, les nouveaux et dangereux défis, à savoir, le terrorisme mondial, l'hyper-ethnicité, le crime organisé, le commerce des narcotiques ont été largement répandus d'une manière critique avec l'avènement de la fin de la confrontation entre ces deux systèmes. Aucun Etat n'est capable de confronter ces défis s'il se contente de dépendre de ses propres forces. Seule une étroite coopération et une interaction internationales, y compris au niveau Eurasien, peuvent mettre un terme aux nouvelles menaces portant atteinte à la sécurité nationale.

Pour prouver le bien fondé de ce que nous avançons, il suffit de signaler les chiffres des années 90. Si la Russie avait gelé tous ses contacts commerciaux avec les autres Etats du Commonwealth indépendant, elle n'aurait pu produire plus de 67% de son Produit National. Par ailleurs, les relations économiques étrangères avec la Russie assurent la réalisation de son produit national comme suit: 84% avec Biélorussie, 67% avec le Kazakhstan ("L'Eurasie, peuples, cultures et religions, 1996, N° 1 p 16). Il est clair que la rupture de tous ces liens séculaires aussi importants pour tous les Etats de la région eurasiennne, s'entoure de l'effondrement total de l'infrastructure socio-économique..

A la lumière de ce qui précède, les critiques dirigées contre la nouvelle théorie eurasiennne cachent une forme cachée de "domination impérialiste russe" ou celles qui sont dirigées contre "l'utopie" de la réalisation de la concorde inter-confessionnelle eurasiennne semblent illogiques. Loin de tout éloge objectif de l'Eurasianisme, l'évaluation de l'Eurasianisme dépend souvent des déclarations éparées sans fondement par les partisans du mouvement eurasiennne sans accorder une attention appropriée aux nouvelles tendances. Toutefois, quelques causes principales relatives à cette théorie et concernant tout particulièrement les relations inter-confessionnelles ont trouvé leur expression humanitaire, exprimée au plus haut niveau.

Il est bien connu que le christianisme a joué un grand rôle, peut-être même le premier rôle dans la formation d'un Etat russe multinational et dans la réalisation de relations civilisées et humaines. C'est précisément la conversion au Christianisme qui a fait de la civilisation slovaque l'un des facteurs du progrès global. Toutefois, la Russie, en tant que puissance mondiale a été créée sur la base exclusive de la tolérance confessionnelle, dans le cadre d'une

concorde confessionnelle plutôt que sur le monopole d'une seule religion.

La Russie post-soviétique a hérité de cette bonne tradition. La réunion inter-confessionnelle des leaders religieux de la CEI (orthodoxes, catholiques, musulmans, bouddhistes, etc...) tenue récemment à Moscou au monastère Svyato-Danylov a publié la déclaration suivante: "Nous partagerons la reconnaissance universelle selon laquelle, les idées d'amour, de fraternité, de justice et de paix constituent les principes généraux des relations humaines ainsi que le critère de l'existence humaine inhérente aux partisans de toutes les religions. Notre entente commune sur l'unité de la race humaine tant selon son origine que son destin, nourrit en nous, un sentiment de solidarité fraternelle avec les autres peuples proches ou lointains, et approfondit le sentiment de la responsabilité individuelle pour la vie. Nous estimons qu'une telle reconnaissance peut préserver les relations inter-ethniques contre toute manifestation d'animosité et de cruauté, comme elle éveille les aspirations à une entente mutuelle, à la communication et à l'assistance parmi toutes les nations (Union Eurasiennne, Nouvelles frontières, problèmes et perspectives M. 1996, p 46).

Cette déclaration, approuvée par toutes les confessions existant dans le Commonwealth des Etats Indépendants, témoigne une fois de plus que les divergences inter-religieuses ne peuvent constituer un obstacle à l'intégration eurasiennne ni dans le large contexte régional ni dans le contexte historique sub-régional.

Le développement des efforts visant à renouveler la complémentarité de la Russie post-soviétique, témoigne que la désintégration de l'URSS ne signifie nullement l'échec de l'Eurasianisme. Le contraire est plutôt vrai, car la transformation d'une forme d'intégration forcée vers des relations volontaires et naturelles ne signifie que la nouvelle renaissance de l'Eurasianisme. Une interaction et un mélange plus étroits entre les divers éléments slovaque, turq-mongol, chrétien, musulman et autres, contituent les caractéristiques d'une civilisation constituée par une nouvelle Russie et par le CEI. En tant que tel, ils inter-agissent avec l'Europe occidentale, le Sud-Est asiatique, le Proche et le Moyen-Orient, l'Afrique et les autres régions du globe. Et en fait, ce domaine géo-politique fait montre de la capacité de l'Eurasianisme à absorber et à assimiler les valeurs hétérogènes ethniques, confessionnelles et culturelles qu se développe au sein du champ de gravité du progrès de l'ensemble des civilisations globales.

Des indices suffisants indiquent qu'à la suite de l'effondrement de la

structure bipolaire de la communauté mondiale qui a été accompagné par des tentatives visant à établir l'unipolarité à l'échelle globale, l'Eurasianisme est destiné à imprégner idéologiquement la formation d'un nouvel épicode du monde multipolaire. En cette capacité, l'intégration eurasiennne devienra, sans aucun doute, un facteur-clé de l'interaction de la Russie post-soviétique avec les communautés post-coloniales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, cette approche rencontre une profonde entente dans les nations en développement (cf: la Russie et le Sud: opportunités et limites de la coopération M. 1996 p 227).

Le 20ème siècle, s'avançant vers sa fin, sera enregistré dans l'Histoire du Monde comme étant l'époque de modèles nouveaux jamais rencontrés auparavant en matière de progrès social. Par conséquent, la théorie d'une nouvelle Eurasie, occupe une place honorable car elle est inséparable de la renaissance future de nombreux peuples et cultures dans notre continent si vaste, si grand ■

Gustave Massiah*

Quelles Réponses à la Mondialisation ?

Se poser la question des réponses à la mondialisation implique un détour. Le détour par les analyses de la mondialisation et la nécessité d'un effort pour penser cette dimension nouvelle. Certaines pratiques ouvrent des pistes, pour autant elles ne constituent des réponses que si elles sont resituées dans des perspectives.

La mondialisation est une représentation qui se présente comme une évidence écrasante, inéluctable. Et de fait, il s'agit d'une tendance lourde qui ne peut être ignorée et dont les conséquences sont considérables. Proposons, pour élargir l'éventail de choix possibles, de mettre l'accent sur les contradictions de cette évolution, de l'analyser comme un mouvement qui peut avoir plusieurs issues même si le contrôle du processus par les forces dominantes se révèle particulièrement désastreux.

Quel statut donner à l'analyse de ces contradictions dans l'appréciation de la mondialisation? La réponse diffère suivant les représentations de la mondialisation. Pour les uns, ces contradictions révèlent la nature néfaste de la mondialisation, simple consolidation du système dominant. Pour les autres, ces contradictions révèlent la résistance dans l'ancien monde au nouveau; il s'agit d'archaïsmes à combattre.

* Président du CEDETIM (Centre d'Études et d'Initiatives de Solidarité Internationale), Président de l'AITEC (Association Internationale des Techniciens, Experts et Chercheurs).

Si on ne considère pas la mondialisation comme une fatalité contre laquelle on ne peut rien, ou comme une perversion qui pourrait être simplement rejetée, la question n'est plus alors d'être pour ou contre la mondialisation. Il s'agit de prendre la mesure du processus et d'envisager les moyens d'y apporter une réponse conforme aux orientations défendues par ceux qui luttent pour le respect et l'approfondissement des droits de l'homme et des citoyens et pour les droits des peuples.

Une Tendance Lourde et Contradictoire

La mondialisation, tendance lourde de l'évolution s'est partout imposée. Elle prend la forme aujourd'hui de l'extension et de la primauté du marché mondial et d'abord du marché mondial des capitaux. Les formes d'organisation très avancées du capital que sont les firmes multinationales ont balisé, organisé ce champ de la mondialisation. Avec des inerties et des contretemps, les flux migratoires sont surdéterminés par l'organisation et la gestion du marché mondial du travail. L'unification du modèle de consommation joue un rôle considérable sur les comportements et les cultures.

Pour autant, aucune des composantes de la mondialisation n'est exempte de contradictions. La financiarisation de l'économie mondiale se traduit par l'expansion des flux financiers non maîtrisés; la masse monétaire est estimée à plus de quinze fois la valeur de la production. La bulle financière impose les logiques spéculatives, les drogues et les corruptions deviennent des éléments structurants du nouvel ordre économique. Les firmes multinationales contrôlent le commerce mondial, près du tiers de ce commerce se passe entre les firmes et leurs filiales; mais elles organisent de moins en moins de personnes et s'orientent vers un projet de société fondé sur la distinction entre un monde utile et le reste livré à l'abandon. Le règne de la marchandise instaure la consommation spectaculaire en forme unique d'intégration sociale exacerbant les exclusions, particulièrement celles des jeunes, et les violences. Le marché mondial du travail à travers ses différentes modalités- flux migratoires, localisations concurrentielles, coûts comparatifs du travail- est soumis aux tendances contradictoires de l'unification et de la segmentation; les conséquences dramatiques se lisent dans les politiques répressives des migrations, la précarisation du travail, les crises identitaires et la remise en cause des droits individuels et collectifs, particulièrement des droits des minorités.

Une Mondialisation Imposée par le Haut

La mondialisation est une modernisation. Cette modernisation prend

la forme des plans d'ajustement structurel. L'ajustement correspond à l'imposition par le haut de cette modernisation réduite à l'intégration de chaque société au marché du travail mondial.

L'ajustement comprend plusieurs volets: la priorité donnée aux exportations sur le marché intérieur; la privatisation des entreprises publiques et l'ouverture à l'investissement international; la "vérité des prix" prenant comme référence les prix du marché mondial et l'élimination des subventions; la réduction des dépenses "improductives", notamment celles de santé et d'éducation. Cette méthode s'impose à tous, aux pays du Sud, de l'Est et du Nord comme on peut le voir en France. Elle fonctionne comme une évidence, la réduction du déficit s'impose et il n'y a qu'une façon d'y arriver. Cette volonté éminemment politique d'uniformisation s'appuie sur un dogme, le libéralisme, présenté abusivement comme le support et la condition de toute économie du marché.

Les plans d'ajustement structurel ne sont pas un échec du point de vue du système économique international. Ils ont permis d'éviter une crise majeure du système monétaire international. Par contre, si l'on se place du point de vue des pays ajustés et des conditions de vie des peuples, le résultat est désastreux. Ce désastre est reconnu: la Banque Mondiale et le FMI ont publié des évaluations très explicites. Partout où ils ont été appliqués, les plans d'ajustement se sont traduits par une aggravation des conditions d'existence des peuples des pays pauvres et des pauvres des pays riches. Vouloir ajuster l'économie des pays qui sont en position non dominante dans l'économie mondiale sans ajustement de l'économie mondiale aux besoins des populations, conduit à une contradiction majeure. La gestion de la crise de la dette et les négociations sur le commerce mondial sont révélateurs des nouveaux rapports imposés aux peuples.

Une Prétention à la Modernité

La mondialisation fonctionne comme une modernisation qui ne se limite pas à l'économique et à ses conséquences. Elle est présentée comme porteuse d'une nouvelle modernité, d'une réponse à la crise de la modernité issue des lumières qui associait progrès économique, progrès social et progrès politique. Les contradictions liées à cette nouvelle modernité méritent d'être soulignées.

La mondialisation, l'espace de la mondialisation, s'opposent aujourd'hui à l'espace géopolitique qui leur a donné naissance. La mondialisation n'est pas l'internationalisation qui est le système international organisé par les Etats pour définir les formes de leurs rapports. La mondialisation comme on peut le voir à l'Est ou ailleurs,

s'oppose à l'espace géopolitique existant aussi bien au niveau de l'espace géopolitique mondial qu'au niveau de l'espace de chaque pays. Aujourd'hui, elle accélère la crise du modèle de l'Etat-nation, elle remet en question les définitions de la citoyenneté. Après la séparation de l'Eglise de l'Etat encore en discussion dans de nombreux pays, assistons-nous à l'ouverture du débat sur la séparation entre la Nation et l'Etat.

Le rapport à la démocratie se retrouve au centre du débat. La nouvelle modernité porte en effet aussi la mise en avant des libertés politiques. Cette modernisation politique définit une norme de démocratie minimum: pluralisme ou multipartisme, élections libres, liberté de l'information. Elle présente un double inconvénient: elle prétend imposer la démocratie parlementaire à l'occidentale comme la forme achevée de la démocratie; elle néglige l'importance de la participation populaire et des solidarités, traditionnelles ou nouvelles, qui constituent des formes démocratiques vivantes et essentielles.

Il reste que les programmes d'ajustement ont réduit à néant, presque partout, les espoirs de démocratisation et que, là où on a combiné marché mondial et libertés politiques, à l'Est comme en Asie ou en Amérique Latine, on a pu constater l'accentuation de l'exclusion, des inégalités et des discriminations. Le minimum démocratique internationalement admis, même s'il est un progrès quand il est appliqué, montre ainsi ses limites. Le rapport entre démocratie et développement n'est ni automatique, ni linéaire. Seule une politique volontaire et déterminée peut permettre de surmonter les contradictions que la nouvelle modernité introduit entre deux notions qui demandent à être redéfinies. Quel développement permet d'améliorer les conditions de vie des couches populaires? Quelle démocratie permet de lutter contre les exclusions, les inégalités et les discriminations?

En attendant, dans chaque pays, et au niveau du monde, la ligne de partage sépare ceux qui refusent un avenir fondé sur l'exclusion de ceux qui acceptent comme seule politique possible la gestion, répressive ou sociale de l'exclusion. Avec son délire technologique et sa nouvelle rationalité, la modernisation portée par la mondialisation se traduit, et c'est une réaction quasi-mécanique, par la montée de l'irrationnel et des intégrismes de ceux qui se sentent exclus de cette nouvelle rationalité, de cette nouvelle modernité.

Penser la Mondialisation

La mondialisation est à la fois une consolidation du système existant et sa profonde remise en cause. Elle s'inscrit dans une rupture alors

que, peut-être simplement dans un premier temps, l'anticipation de cette rupture a permis de remettre en cause les garde-fous qui temperaient l'ordre dominant.

La situation actuelle est assez paradoxale. Rarement le marxisme, même réduit à sa vulgate, n'a paru aussi pertinent pour décrire et expliquer la réalité. La logique du profit s'impose sans retenue, les entreprises se conforment à leurs intérêts à court terme, les revenus du capital sont en pleine progression au détriment direct des revenus du travail, les inégalités s'accroissent, la pauvreté forme majeure de l'exclusion, devient une donnée structurelle y compris dans les pays les plus riches, les garanties obtenues par les travailleurs après des décennies de lutte sont remises en cause, la précarisation s'élargit, la bipolarisation sociale semble l'emporter sur l'élargissement des couches moyennes, la domination et l'extorsion brutale caractérisent toujours les rapports internationaux....

Le libéralisme a servi de fondement et de dogme à la réorganisation internationale, confirmé par la "divine surprise" et la conversion agressive des pays de l'Est à la nouvelle religion du marché mondial. La chute du mur de Berlin en marquant la faillite de systèmes qui se présentaient comme une alternative au capitalisme se traduirait-elle par une victoire totale permettant aux rapports de forces de s'exprimer sans retenue? Ou alors, la perte de son ennemi jouerait-elle pour le système un rôle de révélateur dévoilant ses contradictions, ses limites et ses faiblesses et ouvrant une nouvelle période historique? C'est cette hypothèse que nous proposons d'explorer.

Ce qui est nouveau est considérable. Penser la réalité nécessite que l'on prenne en compte de nouveaux horizons, le changement d'échelle du temps et de l'espace appelle de nouvelles représentations. Le temps historique qui permet de s'interroger sur le sens et le sujet dans l'Histoire est, comme le rappelle Braudel, plusieurs fois séculaire. Alors que le temps technologique atteint la nanoseconde, ouvrant à la réalité les possibilités du virtuel. Dans l'échelle de l'espace, le rapport entre l'identité et le territoire s'ancre dans le local. Pour la première fois, le planétaire est l'échelle du système du monde.

Arrêtons-nous un instant sur cette dimension. La mondialisation y trouve sa légitimation. C'est aussi la justification de la recherche de nouveaux paradigmes à travers les démarches écologiques. La réalité des risques et leur perception se situent à l'échelle du système-monde. Les limites de l'expansion du mode de développement, perceptibles à travers les limites de l'exploitation des

ressources difficilement renouvelables et les déséquilibres écologiques, ont créé les conditions d'une véritable crise de l'environnement. Les possibilités locales de développement paraissent aujourd'hui subordonnées à la crise mondiale de l'environnement. Les solutions envisagées confortent et multiplient les risques d'exclusions sociales.

Ce qui est en cause, c'est le rapport salarial en tant que rapport social. Henri Lefèvre caractérisait la crise actuelle, en rappelant qu'une crise ne sépare pas toujours deux moments favorables, comme celle du passage d'une société fondée sur une valeur culturelle centrale, celle du travail, à une société fondée sur le non-travail. Cette transition est réalisée à travers l'exclusion du travail de centaines de millions de gens dans les pays riches et dans la plupart des pays pauvres. La précarisation l'emporte sur la stabilité du travail, elle devient la norme. La société salariale est soumise à d'énormes coups de boutoir. Le traitement de l'exclusion est renvoyé à une conception du social rejetée vers le caritatif et l'Humanitaire, coupée de l'économie et de la reconnaissance des droits.

Les Réponses à la Mondialisation

La mondialisation n'est pas le terme de la rupture, elle en est un moment; elle n'est pas un nouvel ordre ou une nouvelle modernité, elle est une phase d'une transition dont l'issue n'est pas encore déterminée. L'issue qui se présente comme la plus probable, celle du renforcement du système dominant, relève de l'inacceptable, il convient donc d'en rechercher et d'en imposer une autre.

Pour répondre à ce que porte aujourd'hui la mondialisation, il est nécessaire d'abord de prendre la mesure de la rupture et de situer la transition. Proposons trois volets à cette réflexion.

La réflexion porte d'abord sur les bases sociales d'une issue plus favorable. L'évolution des mouvements sociaux est la première approche. Mais, la réflexion s'élargit à l'interrogation sur les sujets historiques, sur l'individu, les classes, les nations, les Etats, les peuples. Des ce point de vue, une situation particulière doit être portée à l'évolution des nationalismes; contrairement aux religions qui se satisfont de la mondialisation et du libéralisme, les nationalismes sont, actuellement, la seule forme de contestation active de la mondialisation. La réflexion porte aussi sur la construction d'un projet de société, économique, social et politique. Elle implique la capacité de construire une représentation prenant en compte l'évolution de la pensée scientifique d'une part et la connaissance du mouvement social dans toutes ses dimensions.

La réflexion porte également sur le débat stratégique, sur les modalités de la transformation sociale. Comme le précise I. Wallerstein, c'est la remise en cause de l'équation stratégique: "construire un parti, conquérir l'Etat, changer la société".

Les réponses sont esquissées par des pratiques qui émergent des mouvements sociaux. Une nouvelle radicalité peut être construite en cherchant à allier les pratiques de résistance à la volonté de dépassement. Elle implique le refus de l'accoutumance et de la dictature de l'urgence. Les conséquences désastreuses du nouvel ordre libéral ont généré et continueront à générer des résistances sociales, culturelles, politiques et intellectuelles. Ce sont des résistances jointes à l'analyse critique des positions les plus avancées de ceux qui jouent un rôle stratégique dans le nouvel ordre libéral qui permettront d'engager un processus d'élaboration de propositions alternatives. Les points d'appui pour un processus d'élaboration d'un monde plus équitable existent. Ils affluent dans le refus de la consolidation d'un nouvel ordre impérial. A l'occasion des dernières conférences internationales, face à chacune des propositions des gouvernants, particulièrement ceux des 7 pays les plus riches, de la Banque Mondiale et du FMI, il y a des contre-propositions qui émergent, portées par les mouvements de résistance aux conséquences néfastes de la mondialisation. Il reste à inscrire ces propositions dans une cohérence qui pourra se construire comme une alternative.

Proposons d'organiser cette cohérence autour d'une orientation, celle de l'impératif démocratique. Deux directions s'imposent alors. Un monde plus équitable devrait être fondé sur l'approfondissement de la démocratie dans chaque pays. C'est à dire sur un mode de développement fondé sur la reconnaissance des droits minimum pour chacun, sur la lutte contre les inégalités, le refus des discriminations, l'amélioration des équilibres écologiques, le respect du droit d'association, l'approfondissement de la démocratie au niveau local et dans l'entreprise.

Ce système devrait aussi être fondé sur la volonté de construction de la démocratie planétaire. Par exemple, l'abolition du système qui a généré la crise de la dette pourrait conduire à une nouvelle approche du financement du développement plus respectueuse des aspirations des peuples et des équilibres des écosystèmes. La moralisation du marché mondial pourrait s'appuyer sur la lutte contre la corruption avec par exemple le gel des avoirs des dirigeants des pays endettés (pauvres ou riches) à l'étranger, et l'institution d'une instance arbitrale d'évaluation indépendante susceptible de juger les responsabilités

des financeurs et des emprunteurs en matière de prêts et de projets.

L'organisation de l'économie mondiale par grandes régions s'appuierait sur des solidarités d'avenir à la fois économiques, historiques et culturelles. Elle nécessiterait la restructuration de la Banque Mondiale et du FMI qui pourraient être régionalisées de façon à renforcer sur les plans économiques et monétaires le développement dans chaque région. La régulation de l'économie mondiale devrait s'appuyer sur le système des Nations-Unies, mais elle exige en retour une réforme du système. Elle nécessite aussi une progression significative du droit international, de façon à définir les conditions d'application des principes fondateurs d'un ordre international équitable.

Dans ce processus, les peuples ont leur mot à dire. Il revient aux mouvements associatifs, formes organisées de la société civile, d'avancer des propositions qui permettent aux mouvements sociaux d'imposer des points de vue qui ne se satisfassent pas des seuls intérêts financiers et des égoïsmes étatiques. Il leur revient d'oeuvrer à l'émergence d'une société civile mondiale et à la formation d'une conscience universelle qui se situe à la hauteur des défis du monde à construire■

Ali El-Kenz*

L'Approche Culturelle De la Mondialisation et Ses Limites

Disons le tout de suite: les élucubrations pseudo-scientifiques de Samuel Huntington⁽¹⁾ et le "bruit", fortement médiatisé, qu'elles ont produit, autour de l'affrontement des civilisations, notamment de "l'Occident" et de "l'Islam", censé se substituer aujourd'hui aux conflits inter-étatiques et aux luttes économiques d'hier, sont intéressantes plus par ce qu'elles révèlent indirectement que par ce qu'elles en disent en première lecture. Si des penseurs américains de "l'Establishment" aiment à concevoir l'actualité des conflits qui secouent le monde en termes de cultures et de civilisations peut-être, n'est-ce là, somme toute, que la manière "la plus civilisée", la plus réconfortante pour la conscience collective, dans les pays les plus développés tout au moins, de se représenter l'énorme écart qui sépare, dans le système de **l'économie-monde**, les régions du "centre" des "périphéries"; un écart qui tend à se creuser de plus en plus comme l'ont remarqué beaucoup d'experts. Quoi de mieux alors, pour légitimer cet écart, que de l'imputer à des déterminations culturelles et civilisationnelles, notamment religieuses, et de déplacer ainsi, l'ordre des responsabilités sur ces cultures elles-mêmes. Cette ethnosciences n'est pas nouvelle: il fut un temps où l'on avait invoqué la géographie, les climats-ainsi Montesquieu et Hegel-puis la biologie et les races. La culture et les religions étant à la mode aujourd'hui, c'est elles qu'on chargera maintenant de la fonction de légitimation.

* Professeur Algérien, Département de Sociologie,
Université de Nantes, France

D'autres mieux que moi, comme Samir Amin ou sur autre registre Edward Saïd, ont montré, l'origine réelle et les déterminants des contradictions et conflits qui ont opposé les pays arabes au capitalisme occidental et il nous suffit ici de renvoyer à leurs oeuvres.

L'émergence de ce dernier comme "économie monde" vers la fin du moyen-âge européen, son évolution coloniale ensuite, qui s'est accompagné de la colonisation de la majorité des pays arabes, sa restructuration actuelle autour de la double dynamique de **la mondialisation et de la polarisation** avec l'imposition implacable de plans d'ajustement structurels par le FMI et la Banque mondiale, l'ouverture non maîtrisée des économies nationales au marché international exigée par l'OMC (ex GATT) etc..., voilà des réalités que l'analyse ne peut ignorer, car elles fondent ou tout au moins déterminent en grande partie les processus culturels et les formes, toujours historiques, de la vie religieuse avec les matériaux desquels sont vécues, perçues et représentées les transformations en cours.

Certes, les sociétés arabes n'ont pas été les seules à subir les chocs successifs qui ont accompagné les différents moments de ce mouvement de mondialisation du capitalisme, ni même celles qui ont en le plus pâtit; qu'on pense à l'Afrique, sortie totalement exsangu au plan humain après plus de deux siècles de traite; au génocide des indiens d'Amérique au nord et au sud, à la prédation anglaise de l'économie indienne; la liste est longue de "ce chemin de boue et de sang" que l'économie-monde s'est frayé pour devenir aujourd'hui planétaire. D'ailleurs cette "Grande Transformation" que nous a décrit avec une exceptionnelle profondeur l'anthropologue anglais K. Polanyi, n'a pas épargné les sociétés européennes elles-mêmes, de laquelle a émergé le capitalisme. Et aujourd'hui encore, les classes populaires de ces sociétés du Centre, subissent comme la grande majorité des peuples des périphéries, les effets décapants de la nouvelle vague de restructuration consécutive aux nouvelles formes de mondialisation. Démantèlement des secteurs publics, mise en chômage d'une fraction importante de la population active, abandon des institutions de protection sociale etc..., ces mesures qui ont frappé, en leur temps (dans les années quatre-vingt) et avec une brutalité intolérable, les pays des périphéries et notamment, les pays arabes⁽²⁾, sont aujourd'hui à l'oeuvre dans les sociétés du Centre lui-même, en Europe comme aux Etats-unis ou au Japon

De la Diversité des Conflits

Les résistances **anti-systémiques**, comme les a nommées I. Wallerstein, aux formes nouvelles de mondialisation sont évidemment

extrêmement variées, selon les régions, les pays, les couches sociales, les strates d'âge mais partout elles sont de précieux indicateurs d'une nouvelle dynamique historique par laquelle les acteurs concernés expriment leur refus de se plier au nouvel ordre économique comme à une fatalité. Une nouvelle dynamique qui est, il faut le souligner, articulée à la fois, au nouveau système monde par les finalités des actions de résistances qui lui sont opposées et aux ressources locales, nationales et régionales dans lesquelles ces résistances puisent leurs énergies et leur légitimité.

Une prise d'otages comme celle des Tupak Amaru au Pérou, un conflit ethnique comme celui de Bosnie ou du Rwanda, un mouvement de masses puissantes comme celui des ouvriers de Corée du Sud qui se révoltent contre la nouvelle législation du travail-notamment le licenciement-puisent leurs capacités d'action dans les forces endogènes (organisationnelles, culturelles et autres) mais s'adressent en même temps directement à l'opinion mondiale; chose que les nouveaux systèmes de communications et

d'informations rendent aujourd'hui possibles⁽³⁾, mais aussi que l'orientation mondiale de leur action rend nécessaire. De plus en plus et un peu partout, les mouvements de révoltes populaires, organisés ou pas se déploient dans cette double dimension.

Connaitre ces résistances, les recenser, les classer pour ensuite les analyser est évidemment une tâche gigantesque qui dépasse de loin les objectifs extrêmement modestes de notre communication; il faudrait pour cela la collaboration de plusieurs centres nationaux et régionaux de recherches et la coopération de plusieurs disciplines en sciences humaines et sociales. Pourtant, il est nécessaire, pour une meilleure appréhension de ce vaste et complexe mouvement de réactions, d'élaborer des hypothèses provisoires qui introduisent un minimum d'ordre, de classement et d'éviter ce faisant, des généralisations hâtives et abusives qui ne font qu'ajouter un peu plus de confusion à une réalité déjà bien opaque. De Fukuyama qui annonce doctement et naïvement la "fin de l'histoire" et des idéologies après l'effondrement du monde soviétique à Huntington qui imagine à l'inverse un choc des civilisations dans lequel le conflit Occident/Islam serait majeur, on perçoit bien jusqu'à quelles extrêmes - confusions- peuvent conduire des démarches de ce genre.

Nous proposons, à des fins purement méthodologiques, et donc sans autre prétention que de mieux cerner l'extrême complexité du réel, l'hypothèse de classement suivante: les formes collectives de réaction et de résistance à l'actuelle réorganisation de l'espace mondial

peuvent-être regroupées selon, premièrement, leur mode de légitimation qui détermine les formes de mobilisation mais aussi les moyens utilisés pour atteindre les fins projetées, deuxièmement, leur espace de déploiement qui peut être local, national, régional ou mondial⁽⁴⁾.

Du point de vue du mode de légitimation qui seul nous intéressera ici, on peut alors subsumer les différentes formes observées sous trois grands sous-ensembles: les conflits socio-économiques, les conflits ethniques et enfin les conflits religieux. Evidemment, dans la réalité sociale, il n'y a jamais ou alors très rarement de conflit qui relève exclusivement de l'un de ces trois sous-groupes, mais toujours un mélange de ces trois dimensions; c'est alors l'élément dominant dans le mélange qui lui donnera sa coloration d'ensemble. Quand les populations noires de Los Angeles brûlent et pillent des quartiers de la ville, elles le font par révolte contre leur condition "raciale" et donc de minorité ethnique mais aussi parce qu'elles souffrent du chômage, de l'absence de protection sociale, de leurs conditions de logement etc... Ethnicité et économie s'imbriquent ici étroitement. De même, quand les musulmans du Bengale lancent une émeute sur un quartier de la ville, ils agissent en tant que "musulmans" opprimés dans leur liberté culturelle mais aussi parce qu'ils constituent un sous-prolétariat surexploité et paupérisé. Enfin quand les couches populaires anglaises votent contre l'intégration de leur pays à l'Union européenne, ils le font en tant que prolétaires craignant une baisse de leurs revenus, mais aussi comme anglais attachés à leur identité nationale. Partout, les éléments culturels, ethniques ou religieux, les identités collectives de type politique comme le nationalisme, ou se situant sur d'autres critères de distinction se conjugent étroitement aux divisions socio-économiques de classes, de groupes, de périphéries et de centre. Mais dans la diversité des combinaisons, on peut reconstruire des sous-ensembles à partir de l'élément - ethnique, religieux, économique - qui domine chacune d'entre elles.

Les Conflits Socio-Économiques

A cette remarque près, on peut observer que les conflits à modalité socio-économique concernent principalement les pays les plus développés ceux du Centre de l'Economie-monde comme l'Europe et l'Amérique du Nord, le Japon, mais aussi et de plus en plus ceux qui s'en rapprochent de plus en plus comme la Corée, certains pays de l'Europe de l'Est et d'Amérique du Sud, l'Argentine, le Chili⁽⁵⁾. Ici, l'essentiel des résistances sociales s'insère étroitement dans la revendication économique et sociale qui s'organise, à partir

d'institutions syndicales, de groupes de pressions, autour de catégories socio-professionnelles s'identifiant comme telles. Les processus de légitimation et les formes de mobilisation collective en appellent tous à l'intérêt économique, à la justice sociale et les finalités de l'action s'ordonnent essentiellement à la question du travail, de l'emploi, du revenu. Les mouvements sociaux qui secouent actuellement les grands pays européens relèvent de cette modalité et de ce fait s'insèrent presque naturellement dans la dynamique de l'économie-monde dont ils ne veulent pas être les "laissés pour compte", les victimes. Signalons pour finir, que les luttes de ce type, à quelques exceptions près, se déploient essentiellement dans les espaces nationaux correspondants globalement aux Etats-nations modernes et qui sont revendiqués comme tels.

Les Conflits Ethniques

Les conflits ethniques apparaissent quant à eux de préférence dans les sociétés périphériques que les Etats centraux, trop récents, souvent artificiellement créés par la colonisation, et par suite trop fragiles, n'ont pu réguler. L'effondrement de ces Etats, consécutifs aux plans d'ajustement structurels des économies nationales mis en oeuvre par les institutions internationales, a ainsi libéré des forces sociales souvent très violentes qui s'organisent à partir d'identité ethnique, tribale, territoriale, linguistique autour de revendications souvent culturelles où la finalité principale est de se distinguer des autres groupes, eux aussi entraînés dans la même dynamique de violence. Les exemples relatifs à ce deuxième groupe sont trop nombreux, et si fortement médiatisés, qu'il est inutile ici, d'en illustrer ici notre propos. Remarquons seulement, qu'à la différence des premiers, ces mouvements, parfois déterminés dans leur émergence par la nouvelle dynamique de la mondialisation, souvent exacerbée par ses conséquences, se situent sur un autre plan que celui de l'Etat-nation dont ils rejettent bien souvent la légitimité; ils sont en quelque sorte "infra-étatiques". Mais les conflits qu'ils génèrent, fortement médiatisés pour des raisons multiples, s'insèrent souvent dans des stratégies géopolitiques qui les dépassent et les hissent comme malgré eux, au niveau d'enjeux mondiaux. Le Liban, la Somalie et plus proche encore, le Rwanda en sont des exemples significatifs.

Les Conflits Religieux

Les conflits religieux, c'est-à-dire à modalité principalement religieuse ont pratiquement disparu des scènes politiques occidentales et des autres sociétés développées. Dans les pays de la périphérie, rongés

par les conflits ethniques, la dimension religieuse peut être présente, elle l'est d'ailleurs souvent, mais elle reste portée par la dynamique ethnique et s'y développe dans ses limites: le pentecotisme dans certains pays d'Amérique latine, les conflits confessionnels au Liban ou récemment en Bosnie, sont ethniques avant d'être religieux. C'est principalement-et peut-être exclusivement-dans le monde Arabe que l'essentiel des mouvements qui secouent actuellement nos sociétés, relève de ce troisième groupe.

Depuis les années quatre-vingt en effet, et à peu près dans toutes les sociétés de cette région périphérique de l'économie-monde, l'essentiel des mouvements sociaux se développent dans un cadre religieux, l'islamisme.

Succédant à une phase nationaliste, nationalitaire pour reprendre la notion de Anouar Abdelmalek, qui aura duré près de trente années, ils s'engouffrent dans la brèche laissée ouverte par la chute de légitimité des Etats centraux issus de la décolonisation consécutive aux échecs des politiques de développement menées depuis les Indépendances. Mais ils ne proposent pas le même argumentaire et ne mettent pas en oeuvre les mêmes formes de mobilisations que les Etats qu'ils ambitionnent de remplacer.

Certes le populisme des anciens discours nationalistes est toujours fortement présent, mais l'accent principal est maintenant ciblé sur la question identitaire, liée à un passé glorieux, bien plus que le bien être économique et social que leurs prédécesseurs avaient projeté sur un avenir plus ou moins proche. D'un autre côté, si ces mouvements sont fortement politiques, au sens où ils revendiquent le pouvoir d'Etat, ils situent leur action bien au-delà de l'actuel modèle de l'Etat-nation qu'ils considèrent comme une forme étrangère, occidentale, imposée aux sociétés arabes par la colonisation et reproduit ensuite tel quel par les Etats nationaux arabes. Enfin, l'universalisme de leur discours, inhérent bien entendu à l'universalité de l'Islam positionne leur action à l'échelle du monde et les amènent ainsi à se placer comme une alternative civilisationnelle à l'Occident. Ces caractéristiques, il y en a évidemment d'autres, donnent aux mouvements arabo-islamistes⁽⁶⁾ une allure, un style tout à fait singulier qui n'a pas manqué d'attirer l'attention des chercheurs de tout bord dont certains comme Huntington n'ont pas manqué d'en tirer des conclusions générales abusives.

En effet, le mouvement islamiste rejette l'étroit localisme des conflits ethniques tout en se situant comme eux en dehors de l'espace géopolitique des Etats-nations mais en dépassant cette-fois-ci "par en haut" cet espace et sa logique politique. Il n'est pas "infra-étatique",

mais résolument "au-delà" de l'Etat, transnational. Il partage pourtant avec la dynamique ethnique, la place dominante qu'il accorde à la dimension culturelle - ici religieuse - ce qui l'amène par ailleurs à dévaloriser et à sous-estimer le matérialisme sans spiritualité - "athée" diraient certains - de la revendication socio-économique qui ne l'intéresse qu'à des fins instrumentales de mobilisation.

Situant sans ambiguïté son action à l'échelle universelle, il se présente ainsi comme l'"alter ego" de cette civilisation occidentale qu'il rejette et méprise à la fois, parce qu'elle⁽⁷⁾ n'a apporté aux sociétés arabo-musulmanes que prédation économique et défaites militaires. Mais en privilégiant la dimension culturalo-religieuse, il ne peut aborder le plan géopolitique des Etats-nations et sa lourde logique militaro-diplomatique, ni a fortiori celui, encore plus complexe et insaisissable de l'Economie-monde qu'en les rejetant en bloc à la fois comme résultats de l'histoire et comme pesantes mais réelles contraintes du présent. Cette dénégarion du réel l'amène ainsi à l'affronter sur le mode symbolique des valeurs, lequel reste certainement très efficace pour mobiliser des populations sans espoir mais n'a que peu d'effets sur les dynamiques politiques et économiques qui mènent aujourd'hui le mouvement mondialisé des sociétés.

Bien au contraire! Le mouvement de résistance, articulé, enraciné au religieux, et mené sur le mode symbolique des pures valeurs, en affrontant les mécanismes autrement plus complexes de l'économie - monde et les rigoureux équilibres des rapports de forces du géopolitique, conduit à des résultats, souvent opposés à ce qui était attendu.

A l'intérieur des sociétés arabes, les actions menées aboutissent le plus souvent à rendre difficile sinon impossible, la formation de larges fronts de résistance aux nouvelles dynamiques mondiales ou régionales, quand elles ne provoquent pas l'éclatement de ces fronts et l'enlisement de la dynamique sociale dans des guerres civiles larvées ou déclarées. En déplaçant les enjeux socio-économiques et politiques sur les terrains identitaires, culturels et religieux, elles affaiblissent alors les capacités des sociétés à définir des alternatives cohérentes tout en donnant aux Etats de la région les justifications nécessaires au renforcement de leurs appareils répressifs, à la mise en oeuvre de politiques anti-démocratiques et aux atteintes systématiques aux droits de l'homme.

Au plan extérieur, les actions engagées, parfois de type terroriste, sont sensées jeter la terreur au sein des adversaires honnis. Mais les

significations symboliques de la violence des actes ne les rendent pas plus efficaces. Bien au contraire, elles représentent l'occasion inespérée pour les stratèges de la mondialisation et leurs experts en sciences politiques et de la communication de couvrir ainsi leur propre violence et les conséquences dramatiques auxquelles a conduit la restructuration mondiale de l'économie qu'ils mettent en œuvre. Oubliés les millions de personnes marginalisées, au bord de la survie, les économies qui s'effondrent, les capitaux qui fuient etc... Pour épargner à la bonne conscience de "l'opinion mondiale" et notamment des pays du Centre, le moindre sentiment de culpabilité, l'image vindicative du "terroriste" islamiste⁽⁸⁾ est bien suffisante pour effacer celle de millions de musulmans appauvris par l'économie-monde et humiliés par la géopolitique. La victime devient ainsi l'agresseur et Huntington peut écrire son "The Clash of Civilizations"; l'Islam menace l'occident!

Mais ce tour de passe-passe n'a été rendu possible que parce que dans les sociétés arabes, fortes de leur héritage culturel, des groupes d'intellectuels ont pu croire que cette force toute symbolique et spirituelle suffisait à affronter et à vaincre les nécessités bien terrestres de l'économie-monde et du géopolitique■

Références:

- (1) Samuel P. Huntington: "The clash of civilisations?". Foreign Affairs. Summer 1993. Les réflexions de cet auteur ont occasionné de nombreux débats, notamment dans les pays arabes. La revue jordanienne "The Arab Thought Forum" lui a consacré plusieurs de ses commentaires. Voir en particulier le numéro 99 de décembre 1993.
- (2) C'est avec la politique d'Infitah en Egypte que commence une nouvelle phase de l'histoire post-coloniale arabe: celle de l'ouverture des économies nationales au marché mondial, mais orientée et dirigée parfois dans les plus petits détails, par les institutions internationales comme le FMI, et formalisée dans les Programmes d'Ajustement structurels. C'est dans ces conditions que Samir Amin, en réaction à l'unanimité d'une grande partie des économistes du moment, réagit en écrivant son ouvrage "La Déconnexion".
- (3) Cette double insertion de l'action collective dans le système monde et dans le contexte social local a été bien comprise par les révoltés du Chappaz au Mexique qui n'ont pas hésité à organiser, sur les lieux mêmes de la lutte, un colloque international, regroupant des intellectuels de renommée mondiale, américains et européens notamment-et fortement médiatisé par des chaînes prestigieuses de télévision.
- (4) Cette classification est purement méthodologique; elle n'est donc pas du tout exclusive d'une autre taxinomie. D'autres classements peuvent être opérés selon d'autres objectifs de recherche. Elle est par ailleurs, nécessairement

arbitraire et non systématique et ne peut donc être accusée de ne pas couvrir toute la réalité des mouvements observés.

(5) Encore une fois, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de dimensions ethnique ou religieuses dans ces conflits ou même qu'il n'y a pas dans ces régions du monde des conflits de type religieux ou ethnique.

(6) Nous disons arabo-islamistes parce que c'est principalement dans le monde arabe que ces mouvements se développent selon cette logique. Ni en Asie, comme en Indonésie ou en Malaisie, ni en Afrique, l'islam partout présent dans le mouvement social ne présente cette structure si fortement universaliste et opposée au monde occidental. Nous pouvons lier cela à l'histoire coloniale du monde arabe et au delà, aux innombrables conflits qui des croisades à la fondation de l'Etat d'Israël n'ont cessé d'exacerber dans ce sens l'évolution de la culture arabo-musulmane.

(7) Voir pour ces notions, Denis Retaille et ses nombreuses réflexions sur l'Etat et les territoires dans le cadre d'une nouvelle approche géographique.

(8) Cette construction habile est bien analysée par Edward Sa'd dans ses nombreux travaux. Notamment "Covering Islam" et les intellectuels et le pouvoir.

Dr. S.K. SAHNI*

Dialogue pour l'unité dans la diversité des cultures**

Diversités religieuses économiques et de classes

La répartition de la société en classes ou en couches, selon une hiérarchie de richesse, de prestige ou de puissance, est une caractéristique proéminente et quasi-universelle de la structure sociale qui a toujours retenu l'attention des théoriciens et philosophes sociaux. Tout au long de l'histoire de l'humanité, cette inégalité entre les hommes a généralement été acceptée en tant que fait incontournable. En abordant le sujet de l'hiérarchie sociale, les auteurs anciens et moyen-âgeux ont toujours voulu rationaliser et justifier l'ordre consacré, soulevant une doctrine religieuse relative à l'origine des rangs sociaux. Ceci est davantage perceptible dans les mythes religieux hindous au sujet de la formation du système de caste en Inde. Par ailleurs, les révoltes sporadiques des pauvres visaient, plus particulièrement, des conditions inténables plutôt que tout le système hiérarchique.

Plus récemment, surtout après les révolutions américaine et française, la classe sociale, en tant qu'incarnation du principe d'inégalité, a fait l'objet d'une étude scientifique et en fonction des nouvelles doctrines sociales a suscité une condamnation générale. L'idéal révolutionnaire

* Institut International D'Etudes du Non Aligement
(Statut d'Observateur auprès L'ECOSOC et Statut d'Invité auprès le
Mouvement des Pays Non-Alignés)

**Original: Anglais . Traduit par Noha Badawi

de l'égalité, bien que perçu différemment par les penseurs du 19ème siècle, laisse néanmoins supposer une opposition aux privilèges héréditaires et à un ordre hiérarchique immuable. Les révolutions de la fin du 18ème siècle, qui visaient les privilèges juridiques et politiques qui survivaient du système féodal foncier, ont créé davantage de droits civils et politiques et d'égalités de chances. Elles ont de même créé une nouvelle hiérarchie sociale, fondée directement sur la richesse, et cette tendance fut à son tour attaquée par les penseurs socialistes du 19ème siècle qui estimaient que l'idéal d'égalité impliquait en définitive "une société sans classes".

De grands changements sont survenus au cours du siècle passé dans la structure des sociétés de divers pays. Le laissez-faire du capitalisme a plus ou moins disparu et une certaine mesure de planification économique centralisée existe dans tous les pays industriels. Des tentatives sont faites pour assurer une meilleure répartition de la richesse et des revenus et des appropriations publiques croissantes sont votées en faveur d'une large gamme de services sociaux. Le processus idéologique est revenu au point du départ et, dans divers pays, un dialogue s'instaure prônant l'ouverture, la globalisation et la libéralisation des économies, surtout après l'effondrement du système soviétique.

Le développement économique est devenu le but focal des Etats et des sociétés. En fait, il s'agit d'une obsession quasi-totale à l'égard de la technologie, qui en est la composante la plus apparente. La croissance économique et le progrès technologique vont de pair. Dans le cadre de ce processus de maximalisation de la production des biens et des services et de stimulation de la croissance, la culture a malheureusement subi une régression et tend à s'adapter aux exigences et aux contraintes du rapide changement économique et technologique. Ce processus d'adaptation va de la dilution et de la déformation au trépas des modes culturels. La déformation ou le trépas d'un quelconque mode culturel n'importe où dans le monde est une perte pour toute la communauté mondiale dont la conséquence est trop onéreuse.

Dimensions culturelles du développement économique et de l'activité humaine

La culture est un élément vital de la création d'une nation-Etat moderne. La course à la richesse, à l'industrialisation rapide et aux forces commerciales a créé un vide culturel, qui est très souvent comblé par une resurgence religieuse.

Dans tout débat sur la culture et le développement économique, on relève un certain raffinement et précision sémantiques. Le processus et la dynamique du développement ont été perçus sous l'angle de leurs dimensions culturelles essentielles, comme étant des facettes multiples et indéfinies du développement: justice distributive, choix de technologie, planification centralisée ou en fonction de la base populaire, mécanismes dirigés ou de marché libre.

Le cadre de la culture, dans le processus de développement est, à un moment donné, plus vaste qu'une phase spécifique de croissance. Interprétant la dimension culturelle, nous pouvons peut-être dire qu'elle constitue est la largeur, la longueur ou l'épaisseur de tout le développement. Elle devrait plus logiquement être perçue en tant que dimension envahissante, une voûte culturelle troublante et surveillante. Dans le cadre de son interprétation dimensionnelle, au cours d'une période donnée, nous devrions, à mon sens, la percevoir en tant que facteur déterminant de la direction et de la destinée qu'un peuple envisage pour lui-même.

L'impact de l'induction ou du transfert de technologie est susceptible de susciter une turbulence culturelle dans le contexte immédiat. Ces remous générés par la technologie pourraient même annihiler "le mode de vie du peuple concerné".

Plusieurs économistes, surtout ceux qui s'intéressent aux théories de la croissance, ont favorisé des technologies traditionnelles... C'est pour ceci que petit à petit a toujours été qualifié de beau. Comment appliquer la technologie et marcher de pair avec un monde en mutation rapide est aujourd'hui notre défi majeur. Le concept de la "technologie sans visage humain" domine donc tout débat sur les défis contemporains. Il ne peut y avoir de progrès réel, sans une notion de justice distributive. Nous ne pouvons non plus, permettre l'accumulation de richesses si les valeurs se désagrègent. Les peuples du monde sont aujourd'hui en révolte contre cette poursuite effrénée du matérialisme. Ils souffrent d'un vice spirituel. A cet égard, les valeurs traditionnelles de vérité et de simplicité, de souffrance partagées sont pertinentes.

Il importe de conceptualiser en détail le rôle de la tradition et du patrimoine en développant un sens d'intégration et de synthèse de la créativité dans le progrès. Ceci nous ramène, en quelque sorte, à la dimension institutionnelle de la dimension culturelle. Nous avons eu, en Inde, un débat national, qui a duré plus d'un an, au cours duquel de nouvelles visions éducationnelles ont été dégagées et ensuite incorporées dans un "programme d'action" concret. L'un des arguments les plus valables dans le "Document de Politique et de

Programme d'Action" portait sur les liens entre la culture et l'éducation dans le contexte du développement économique, que le document définit explicitement. L'on a suggéré que le schisme entre le système d'éducation formel et la riche diversité du pays, surmonté; qu'il ne fallait pas que l'intérêt attaché aux technologies modernes tranche les liens des nouvelles générations avec les racines historiques et culturelles de l'Inde, et qu'il fallait à tout prix éviter la déculturation, la déshumanisation et l'aliénation: L'éducation peut et doit créer une synthèse du changement axé sur les technologies et la continuité de la tradition culturelle du pays.

Il est valablement reconnu que l'homme vit et se réalise non seulement en politique et en économie mais, dans une très large mesure, en son identité culturelle. Il est hautement louable que l'OSPAA, ayant réalisé l'effet nocif de l'adaptation des cultures aux changements technologiques et économiques rapides, ait posé la question de savoir s'il était possible de prévoir un développement qui tienne compte des sensibilités et des modes culturels. Ou, en d'autres termes, s'il était possible d'utiliser le génie culturel dans le cadre du développement, qui en reconnaisse la grande importance pour les individus et les communautés et favorise une motivation plus forte pour les bénéficiaires du développement en leur qualité de partenaires réels dans le processus.

Cette reconnaissance du centralisme de la culture dans la planification et la conception du développement doivent être traduites dans des plans d'action concrets et dans des activités systématiques à travers le monde. Ceci appellerait une approche à axes multiples dans tous les domaines vitaux du génie culturel: logement, santé, éducation, agriculture et petites industries.

Il nous faut une nouvelle vision du logement, de la santé, de l'éducation et des activités économiques de base au siècle prochain. Sans nous lancer dans des discussions académiques sur l'efficacité de l'enseignement moderne, des pratiques modernes d'hygiène ou des styles de logement, trois éléments majeurs dans la vie de l'homme, dans le contexte des problèmes écologiques contemporains et de consommation illimitée, il serait opportun de rappeler les propos de Mahatma GANDHI: La terre peut répondre à tous les besoins mais non aux convoitises de chacun" La culture a un rôle à jouer dans la conception du développement afin de permettre aux hommes de vivre heureux dans un monde dénué de tensions en harmonie avec les autres la communauté et avec la nature.

On nous dit, par exemple, en ce qui concerne le logement, qu'il nous

faut identifier son impact sur la personnalité humaine, et ne pas le percevoir comme une boîte dans une jungle de verre et de ciment armé que l'on nous impose. Il y a des siècles, par exemple en Egypte, la maison a toujours été une extension de la personnalité de l'individu. Est-il possible aujourd'hui, de revenir à cette vision, alors que des millions passent leur vie soit sur les trottoirs des mégapoles, ou désabusés solitaires et isolés dans des gratte-ciels monstrueux? Le logement peut-il être réduit à des dimensions humaines?

Deuxièmement, est-il possible que les soins de santé ne signifient plus uniquement, une absence de maladie mais s'adressent aussi à toute la vie communautaire? Troisièmement, est-il possible d'assurer que les nouveaux systèmes éducationnels ne créeront pas d'autres niveaux d'analphabétisme ou une paralysie des esprits mais, au contraire, s'évertueront à promouvoir un épanouissement de la personnalité? Si le logement, la santé et l'éducation sont des besoins prioritaires des hommes, les petites industries et l'agriculture qui sont le gagne-pain de millions le sont aussi. Les paysans ont des modes de culture qui sont intégrés dans le cycle des opérations agricoles, allant de la semence à la récolte: Les activités agricoles et les rituels de la société sont étroitement liés et vont souvent de pair. Ces liens étroits devraient être compris, appréciés et utilisés dans le processus de planification et de développement de la modernisation de l'agriculture paysane.

Les industries familiales sont aussi importantes, car elles existent dans des millions de foyers et de villages assurant ainsi le gagne-pain de millions: métiers manuels à tisser, artisanat et la production de toute une variété d'objets. Dans ce contexte, les érudits ont étudié les liens entre le processus de production et les traits culturels. Le professeur Stephen MARGLIN, de l'Université HARVARD, a publié une étude intéressante sur le lien entre les textiles des métiers manuels et les valeurs et modes culturels de l'Inde rurale. A l'instar de l'agriculture, la modernisation tant souhaitée du secteur artisanal et des petites industries, pour générer des revenus accrus pour les familles, doit s'harmoniser avec les profils culturels locaux.

Perspectives culturelles et développement

Toutes les sociétés du monde sont à présent en voie de mutation. Les technologies, ainsi que les valeurs, les croyances et les objectifs changent. La croyance des sociétés industrialisées en un processus automatique et continu de croissance économique rapide s'est estompée et ses avantages mis en question. Les sociétés socialistes ont une approche plus pragmatique de ce processus. Le monde en

développement conteste les avantages des politiques de libéralisation et de globalisation et la croyance des pays moins avancés et pauvres en ressources et en développement adéquat et accéléré a été remplacée par des efforts désespérés pour assurer une survie quotidienne.

Ces transformations dénotent des tendances et des tensions ancrées qui menacent l'avenir de l'humanité. Le monde développé et industrialisé, qui comprend 10% de la population mondiale, a réalisé qu'il ne pouvant poursuivre sa croissance économique et son utilisation massive des ressources naturelles du monde, et recherche à présent des marchés dans le Tiers Monde, alors que la grande majorité de la communauté mondiale est réduite à une existence de subsistance et souffre de malnutrition, de chômage et de maladies. Ces pays ne peuvent avoir accès à un niveau matériel de vie semblable à celui du monde industrialisé, à moins que le nouvel ordre économique mondial ne soit créé, que les technologies deviennent plus appropriées et que les gouvernements et peuples des pays riches ne changent de plein gré leurs attitudes.

En définitive, le développement ne peut signifier l'ascendant de la technologie et la déchéance de l'homme. Les pays en développement doivent éventuellement se doter d'une politique culturelle différente. Une politique culturelle diffère d'une politique économique, de l'emploi, ou d'une politique qui régit l'import-export. Une politique culturelle sagement conçue et judicieusement appliquée signifie la libération du potentiel créateur d'un peuple, c'est à dire la promotion d'un climat qui se prête à la créativité. Ceci signifie un programme d'action sensé et structuré permettant à la culture d'accéder à un ordre de priorité plus élevé. L'expression culturelle d'un peuple est aussi importante que les autres besoins de la vie. Une politique culturelle, dans son acception alléatoire, doit refléter la préservation, la promotion et la projection du patrimoine d'un peuple, de ses soucis et de ses aspirations. Il serait éventuellement opportun de reconnaître les dimensions culturelles du développement et la nécessité de mettre au point le profil d'une politique qui engloberait des implications pragmatiques et institutionnelles, une politique qui varierait d'un peuple à l'autre et d'un pays à l'autre. Mais, éventuellement, les racines culturelles d'un peuple l'aideront à façonner son destin dans le tumulte effarant de la dynamique du changement.

Le processus d'intégration de la culture et du développement ne peut être réalisé dans l'immédiat. Le plan de développement doit donc être libellé "Perspectives Culturelles". Au départ, les rouages technologiques de la culture peuvent contribuer leurs propres

mécanismes et musique exotiques mais, éventuellement, un peuple enraciné dans sa culture réussira à fusionner ces innovations technologiques avec le génie de son propre terroir. Cette tentative d'équilibre exigera toute la force, toute la vitalité et toute la créativité des cultures vivantes pour aller de pair avec les changements technologiques. Peut-être, un jour les projets de développement que l'on prévoit actuellement sous leurs angles financiers, écologiques et juridiques comprendront aussi les angles culturels.

Compte tenu de l'expansion des frontières, il est impossible de prévoir un monde où les cultures seront en mesure de se protéger en s'enfermant ou en s'isolant des impacts et des influences extérieures. Dans une métaphore très belle, Rabindranath TAGORE a écrit que le voyageur devrait frapper à toutes les portes avant d'arriver à la sienne. Il doit errer dans le monde avant d'arriver enfin au plus sacré des hauts-lieux. Ces dires ont aussi été éloquemment évoqués par Mahatma GANDHI, qui dit: "Je ne voudrais pas que ma maison soit emmurée de toute part, ni mes fenêtres barrées. Je veux que les cultures de tous les pays soufflent à travers ma maison aussi librement que possible mais je refuse que je sois emporté par l'une d'elles".

Nous vivons dans un monde captif, déraciné et transformé par le processus économique et technico-scientifique gigantesque du développement du capitalisme qui domine aujourd'hui la scène. Malgré la disponibilité de cette mine de connaissance et d'information, l'humanité semble piétiner, semblable à un aveugle ou à un drogué, trébuchant d'une crise à l'autre. Il est de plus en plus évident qu'elle ne sait pas où se diriger, où elle aimerait se rendre. Je suis confiant que ce séminaire nous indiquera la voie à suivre■

Dr. Ahmed Barkawy*

Vers une definition philosophique-humanitaire De la conception d'une culture mondiale (Une Approche Methodologique)**

En général, les sciences humaines ne peuvent pas facilement comprendre les phénomènes socio-historiques, l'une des raisons de cette difficulté en est leur complexité, puisque la toile de fond idéologique entrave souvent tout progrès dans ce domaine.

Ce n'est point par hasard qu'il y a tant de définitions du mot culture. Cependant la logique même de la recherche culturelle impose une définition basée sur le besoin d'explorer les multiples aspects de la culture. Tâchons d'examiner la culture en tant que mode d'existence humaine dans toutes ses dimensions matérielles et spirituelles.

Puisque l'existence humaine ne peut être spécifiée que sous différentes désignations, il serait justifié, tant pour des raisons historiques que nationales, de parler de cultures, de sociétés et de nations qui représentent une identité ou une conscience du "moi collectif". Une identité qui est toujours en devenir et qui ne s'arrête jamais. Il n'y a donc pas d'interruption entre culture et devenir historique. Le devenir historique - sociale n'est que le développement de la vie sociale même, avec tout ce que ce terme sous-entend comme processus continu de production de tout ce qui est matériel et spirituel et tout ce qu'il engendre en tant que relations humaines et valeurs qui dictent leur conduite, leur conscience d'eux-mêmes et leur possession du monde où ils vivent, possession scientifique, artistique,

* Departement Philosophie Université de Damas

**Original: Arabe .Traduit par Nehad Salem.

philosophique, religieuse et morale..

Dans ce sens, la culture est une expression de l'entière de la société, une image de son mouvement passé, présent et future. Une telle abstraction de la culture n'est possible que dans une société donnée. En d'autres termes, chaque nation possède sa propre image de son développement historique et culturel.

De nos jours, on a tendance à parler d'une culture universelle et globale; aller trop loin dans cette direction pourrait oblitérer la culture en tant que définition spécifique d'une société donnée, à un moment historique donné.

Malgré le processus d'influences mutuelles entre cultures, aussi bien dans le passé que dans le présent, il est toujours légitime de parler d'une culture arabe, d'une culture indienne, d'une culture européenne et d'une culture chinoise. Les spécificités qui caractérisent chacune de ces cultures sont un fait indéniable

Que signifie la nature nationale d'une culture, culture nationale: Une culture nationale est l'ensemble des caractéristiques spirituelles, psychologiques, littéraires et linguistiques, de même que les valeurs et le sens d'appartenance qui les engendrent. C'est aussi, la conscience, parmi les membres de la nation, d'être différents des autres; ces caractéristiques ont une longue histoire.

Etant donné que la culture est lente à changer, comparée aux changements politiques et économiques, la continuité de ses éléments, historiquement nés dans des conditions politico-économiques données, confère au développement culturel une logique particulière qui fait que la culture ne change pas d'une façon automatique suite aux changements politico-économiques.

Si tel est le cas pour la culture nationale, qu'en est-il de la culture mondiale ou universelle? Il va de soi que la culture mondiale contient tous les éléments de la culture nationale. Elle n'est, cependant pas, l'ensemble quantitatif des cultures des nations, c'est à dire elle n'est pas le cumul de cultures, car si nous considérons la culture universelle comme étant le total des cultures nationales, nous ne pouvons pas comprendre pourquoi une culture spécifique influence les cultures des différentes nations.

Un Anglais ne peut pas prétendre que sa culture soit universelle, dans le sens qu'elle influence toutes les autres cultures. Il peut, pourtant, dire que la culture universelle a pénétré sa culture nationale. Que veut, donc dire, culture universelle?

Historiquement parlant, les nations et les peuples n'ont pas eu un développement égal. En d'autres termes, le niveau de développement des sociétés en tant que structures politiques, économiques, militaires et culturelles, est différent.

L'expérience historique a montré que certaines nations qui ont dépassé les autres, en tant que civilisation globale dans tous ses aspects, ont aussi influencé les autres civilisations, parfois par des moyens pacifiques et parfois de force. L'ancienne civilisation de l'Orient n'aurait pas eu d'influence sur le monde, dans le sens ancien du mot, si elle n'avait pas atteint un niveau de développement économique, politique, scientifique, culturel et militaire supérieur à la civilisation des autres nations.

L'influence de cette culture était, sans aucun doute, déterminée tant par le niveau des moyens de communications de ce temps, que par les guerres d'expansion.

Avec l'effondrement de l'ancienne civilisation orientale, la civilisation grecque en hérita les réalisations; elle devint une culture universelle, en tant qu'entité nouvelle exerçant son influence sur les peuples du monde ancien. Ceci est également vrai pour la civilisation islamique qui devint une civilisation universelle déjà au huitième siècle, une civilisation qui assimila, d'une façon créatrice, toutes les réalisations des civilisations qui l'ont précédée.

La culture universelle est la culture des nations qui ont atteint un niveau supérieur de progrès historique global, et qui ont assimilé les cultures des nations qui les ont précédées, devenant, ainsi, capable, soit directement ou indirectement, d'influencer les cultures des autres nations.

La culture universelle se transmet à travers un nombre d'idées proposées par cette culture et acceptées par les autres nations. La nature humaine générale de toute culture nationale est plus apte à être transmise que les spécificités qui la caractérisent.

Les problèmes que peut résoudre la culture nationale pour une jeune nation assument une nature globale quant à leurs solutions; ces dernières deviennent une référence pour d'autres nations lorsque les provisions de culture locale ne peut pas les aider à résoudre des problèmes semblables.

C'est pour cela que les tentatives délibérées d'imposer une culture étrangère à la culture originale d'une société donnée échouent souvent, puisque le processus d'influence suit ses propres lois spontanées.

Le degré auquel une culture nationale est disposée à recevoir et à assimiler une culture universelle dépend des besoins de la première. Il est difficile pour une société en stagnation, dans le sens historique du terme, de recevoir et d'assimiler une culture universelle.

L'expérience historique d'influences inter-culturelle prouve que seule une nation en progrès est capable d'assimiler et de reproduire une autre culture, de la transformer en partie intégrante de sa culture nationale.

Lorsqu'il s'agit d'une nation stagnante, dans le sens historique du mot, c'est à dire dans l'absence de toute force de classe naissante, liée au progrès des forces productives et ayant son propre projet politique, une telle nation demeure soit isolée, ou s'ouvre à une influence externe.

C'est ce qui explique le fait que la relation entre culture universelle et culture nationale n'est pas une relation entre deux cultures, puisque le changement et influence culturels ne peuvent être expliqués uniquement par des facteurs purement culturels. C'est une relation entre deux ou plusieurs nations, avec tout ce qu'elles comprennent comme forces de reproduction, comme relations de production, infrastructures et superstructures, entre deux formations sociales, dans le sens Marxiste du mot.

Par conséquent, les formations socio-économiques plus avancées, du point de vue de progrès historique ou mode de production, influencent les autres formations.

S'il n'y a pas un nouveau mode de production qui se développe au sein de la formation socio-économique, on ne peut pas la considérer prête à assimiler les acquis d'une formation socio-économique plus avancée, y compris les acquis culturels de la dernière.

C'est qui explique les paroles de Samir Amin: "La tendance du capitalisme à l'homogénéité est si forte, qu'elle en devient irresistible dans les domaines des techniques de production industrielle, modèles de consommation, style de vie et, à un moindre degré, idéologie politique. Dans le domaine de l'usage des langues, son effet disparaît, ou presque".

Le fait que le capitalisme soit devenu universel pour avoir été, historiquement, la formation victorieuse capable d'expansion grâce à des facteurs externes et internes, explique la faiblesse des structures culturelles, dans le sens anthropologique du terme.

Les relations capitalistes, issues de cette formation victorieuse, se

développent en Afrique et en Asie à des rythmes différents, non seulement selon un mécanisme interne de développement, mais sont aussi liées à la naissance d'une contradiction entre l'ancien mode de production et le nouveau, qui prend la forme d'une contradiction entre une culture traditionnelle et une culture nouvelle.

De prime abord, le problème apparaît comme une contradiction culturelle entre une culture capitaliste extérieure et une culture nationale. La contradiction plus profonde se trouve cependant dans l'infrastructure qui se reflète dans la culture nationale. Puisque la superstructure est plus lente à changer que l'infrastructure, avec un mécanisme de changement qui n'est point mécanique, elle est capable de survivre à la défaite de l'infrastructure qui, elle, subit les effets de la pénétration capitaliste, nature même de l'impérialisme depuis que celui-ci est devenu un capitalisme d'expansion, qui donne naissance au phénomène de dépendance; conception que certains estiment dévolue. Ainsi, les théoriciens de l'impérialisme contemporain considèrent la lutte que mène l'humanité contre l'impérialisme, comme étant une lutte culturelle contre la culture de l'Occident.

C'est en effet une distortion suprême que de juger la lutte menée en Afrique et en Asie pour se libérer politiquement et économiquement de l'impérialisme, comme étant un choc de civilisations ou de cultures. Ce n'est qu'une tentative pour masquer la nature de la contradiction de base entre dépendance et indépendance.

L'histoire de la lutte contre l'Occident impérialiste élimine l'idée même de choc de civilisations. Les révolutions asiatiques et africaines ont directement, affronté le colonialisme soutenu par la force militaire et par les entreprises. Souvent, la lutte était dirigée par une élite de culture universelle, sauf dans les cas où la culture occidentale se limitait aux militaires et aux capitalistes. Pour se libérer de la dépendance la lutte post-coloniale prit la forme de mouvements politiques ayant pour base des idéologies de libération nationale moderne, dans le sens culturel du mot. La preuve en est que les dirigeants des pays non-alignés, Nasser, Nehru, Castro, Sukarno et autres, appartiennent à une génération bien au courant des principes de liberté, de justice, d'équité, de rationalité, etc...

Le fait que le Marxisme et le socialisme se soient répandus n'est qu'une confrontation de l'Occident avec, comme arme, une culture occidentale réclamant égalité entre nations et appelant à la lutte contre l'exploitation de classes pratiquée par le capitalisme mondial. Les idées de rationalité, de démocratie, de socialisme,

d'indépendance politique, d'acquisition de connaissances scientifiques et de technologie restent les principaux éléments de l'idéologie de base de la lutte que mènent les pays africains et asiatiques.

Transformer cette lutte contre l'Occident, en choc de cultures a pour but de masquer premièrement: les contradictions internes de ces pays et le processus de progrès historique aussi bien que les idéologies qu'engendre ces contradictions; deuxièmement: les formes matérielles de la lutte entre les pays qui aspirent à l'indépendance et entre l'impérialisme qui aspire à dominer le monde; troisièmement: le choc des intérêts respectifs des différents centres impérialistes.

Ainsi, et selon la logique de choc de civilisations, les Arabes deviennent une nation armée qui s'inscrit dans le cadre d'une conception islamique, avec d'autres nations telles que le Pakistan et l'Iran. Les Indiens deviennent des Bouddhistes, les Chinois des Confucianistes et les Russes une nation orthodoxe. On confère ainsi un voile religieux aux nations qui ont subi des changements profonds dans leur mode de vie, dans leur conception du monde et dans leur niveau politico-économique; on ne leur laisse qu'une identité religieuse. La civilisation occidentale seule échappe à cette identité religieuse; sa seule identité est d'être occidentale.

Le monde est ainsi scindé en groupes de conceptions contradictoires concernant l'être humain, le bien et le mal, DIEU, l'éternité, l'amour, etc... L'histoire est de nouveau, sens dessus dessous, et toutes les nations sont réduites à des personnifications d'idées religieuses rigides, à des entités refermées sur elles-mêmes.

Ce n'est là, qu'une autre forme des théories raciales détruites par la science. Plutôt que de parler de contradiction entre la race sémite, spirituelle et la race européenne rationnelle, on parle de contradiction entre Islam et Occident, plaçant ainsi les sociétés de Confucius, de Bouddha, du Christ et de Mohamad dans un même camp, face à un superhomme occidental, Nietschien.

Notre ère devient donc une ère de non-dialogue, d'influence non-mutuelle et d'absence de liens de civilisations. Ce n'est plus l'ère du conflit destiné à aboutir à de nouvelles compositions, mais plutôt l'ère des chocs qui ne peuvent aboutir qu'au triomphe de l'Occident.

Un tel point de vue va contre la logique de l'histoire, basée sur l'idée de déploiement de la culture, malgré les différences. Cette logique maintient que les cultures avancées, dans le sens historique du terme, c'est à dire dans le sens Marxiste de progrès, offrent un groupe de valeurs et d'idées à dimensions humaines, capable de se répandre

au-delà de leurs propres frontières et susceptibles d'être spontanément et consciemment acceptées par d'autres civilisations lorsque elles le trouvent objectivement utile; avec le temps, ces valeurs et idées font partie intégrante des cultures nationales respectives. Par conséquent, une idée culturelle ou une valeur, soutenue par sa propre logique, humaniste et déployable, aboutit à des interconnexions culturelles parmi les nations qui sont historiquement prêtes à les accepter.

L'idée n'a pas besoin d'être prouvée; elle est évidente dans l'histoire des interconnexions culturelles parmi les nations, engendrées par leurs différences mêmes.

Au fait, le conflit culturel est presque secondaire dans l'histoire des luttes entre nations et peuples, puisque les raisons politico-économiques et les tendances à l'hégémonie matérielle sont parmi les raisons les plus fortes des conflits entre nations. Comment expliquer autrement les guerres inter-européennes?

La différence culturelle ne devient conflit culturel que si elle recèle un contenu idéologique qui justifie le conflit matériel. C'est à dire lorsque l'idée de conflit culturel devient une distortion délibérée de la vraie nature du conflit, une falsification des relations de force et une justification idéologique de buts mesquins.

La tragédie de notre ère n'est point le "conflit culturel", ni la perte d'interconnexion parmi les nations et les peuples.

L'intercommunication existe, et le conflit n'est qu'une justification idéologique comme nous venons de le dire. La vraie tragédie de notre ère est que la nation en montée qui domine le monde, qui détient le pouvoir militaire, scientifique et financier, les U.S.A., ne possède pas une seule idée humaniste qui puisse se répandre et à travers laquelle elle peuvent trouver un langage commun avec les autres nations.

Il y a toujours eu des intérêts que les nations ont voulu défendre par les guerres et agressions militaires. Cependant, les nations en progrès ont aussi été capables de produire des idées humanistes et culturelles susceptibles de se répandre.

En pleine lutte contre les colonialistes européens dans l'Orient arabe, les idées de l'Europe se sont infiltrées dans la culture arabe. Des idées telles que le droit, le gouvernement constitutionnel, le rationalisme, la démocratie, le socialisme, etc... sont devenues partie intégrante de la culture des peuples colonisés, et le colonisateur n'avait même pas besoin de les imposer, même s'il l'avait toujours voulu.

Quant à la nation américaine, elle est seule à vouloir envahir le monde avec un mode de vie basé sur le principe de la survie du plus fort et non pas du meilleur. ■

Dr Magdi Abdel Hafez*

"L'Exception Culturelle"

Entre Les Tentatives De Dépassement Du Sous-Développement Et sa Consécration**

Introduction

Le tournant que vit le monde à l'heure actuelle, caractérisé essentiellement par son état de mouvance, nécessite de notre part un examen minutieux de notre actualité locale pour mieux la comprendre, et en observer avec minutie les mécanismes intérieurs, sans pour autant, lui attribuer nos fantasmes qu'ils soient historiques, héréditaires et révolus ou modernistes futuristes. Il nous faut par ailleurs, observer l'actualité mondiale dans ses manifestations réalistes, les mécanismes qui l'actionnent, ses motivations réelles émanant de circonstances objectives et non comme nous aimerions la voir à travers des lunettes auxquelles nous avons donné nos couleurs préférées, conforme donc, à ce que nous voulons voir, ni plus ni moins, ignorant sciemment toute autre considération.

Dans ce contexte la problématique de la liaison entre l'actualité locale et ses vérités et ce qui se passe sur la scène internationale est très significative et facile à interpréter, sans exagérations ni amoindrissements. En toute objectivité, bon nombre d'événements sont relativement utiles, tout au moins, pour mettre en lumière une grande partie de ce qui se passe dans notre monde local et international.

* Departement de Philosophie - Faculté des lettres-Université de Helwan

** Original: Arabe. Traduit par Anhar Korra

En réalité, nous en avons assez, tant des interprétations unilatérales qui font retomber la responsabilité de toutes les insuffisances et défauts de notre actualité locale sur l'étranger; comme si nous étions victimes de complots ourdis contre nous sur tous les échelons de la scène mondiale; que des justifications qui attribuent ces mêmes insuffisances et défauts à nos actions et à la conjoncture locale; comme si nous vivions dans une île isolée qui ne subit aucune influence et n'en a pas sur le déroulement des événements mondiaux.

Si nous parlons ici de l'"exception culturelle", comme thème principal de cet exposé, nous craignons que ce terme ne soit vidé de son sens par les intégristes religieux (où qu'ils se trouvent et quel que soit leur religion) ou par les intégristes occidentaux (où qu'ils se trouvent et quelles que soient leurs sectes), et qu'ils s'en servent comme excuse pour liquider la civilisation humaine et saper les assises d'un dialogue humain ininterrompu.

Un tel comportement de la part des deux parties précitées, est de nature à approfondir la scission et par conséquent, à consacrer le retard des pays du Tiers-Monde sous prétexte de l'"exception culturelle"; de monopoliser la science technique et le progrès matériel et rationnel en arguant qu'ils représentent la pierre angulaire de la culture occidentale.

"L'exception culturelle" dont nous parlons repose en premier lieu sur le fait que la civilisation humaine est "Une" et n'appartient à personne. Tous les peuples du monde y ont apporté leur contribution, bien qu'à des degrés divers. C'est en ce sens, qu'elle n'est pas un apanage exclusif des uns à l'exclusion des autres. Au sein de cette civilisation humaine vivent des cultures multiples et diversifiées qui en constituent la source de richesse permanente et renouvelée.

Ainsi la civilisation Arabo-Islamique du Moyen Age dont l'impact s'est fait sentir sur l'Humanité entière est la résultante de cet étonnant amalgame de cultures diverses (égyptienne, phénicienne, chaldéenne, babylonienne, assyrienne, persane, grecque, indienne, chinoise, romaine... etc). Dans notre ère moderne la civilisation occidentale est au même titre une civilisation de l'Humanité entière et l'apport de tous les peuples du monde y est indéniable.

L'exception culturelle:

"L'Exception Culturelle" est une expression inventée par les intellectuels français pour confronter en Europe, les incidences des accords du GATT, précisément pour tout ce qui touche les secteurs

culturels et artistiques. En effet, comme les autres pays du monde ceux de l'Europe n'ont pas échappé, ne fût-ce que relativement, au monopole culturel pratiqué par les Etats Unis d'Amérique. Toutefois si l'expression est récente, l'invasion américaine culturelle et artistique dure depuis des années, notamment dans les secteurs du cinéma, de la chanson et d'autres arts américains, qui réalisent parfois en Europe des succès plus grands que ceux qu'ils enregistrent aux Etats Unis. La manifestation la plus dangereuse de cette invasion est celle qui affecte le mode de vie français, surtout si l'hégémonie américaine sur la culture française touche les structures et crée des modèles de consommation étrangers au consommateur français. Celui-ci fait actuellement face à un marché ouvert et à une concurrence dangereuse contre son goût artistique.

Jacques Thibaut, nous en parle dans son livre "La France Colonisée" où il soutient que la France ploie aujourd'hui sous une domination colonialiste, que le mode de vie américain a atteint les profondeurs de la société française, de sa raison, de sa sensibilité et de sa pensée. Recemment Christian Compaz s'est de même, demandé si la France a vendu son âme aux Américains. Il s'adresse à un collègue Hongrois qu'il prie: "de nous sauver de la peste unifiée qui a failli nous détruire et qui menace les pays qui ont abandonné le communisme; peste qui attaque l'intelligence et avale les cultures, au nom d'une tendance favorable à la mondialisation et plus précisément d'une mondialisation américaine". Dans un style critique et caustique, Compaz attaque la société occidentale actuelle, notamment dans les secteurs de la publication, du cinéma et de la télévision. Il attaque ensuite les coutumes et s'adresse à son interlocuteur ou sauveur en ces termes "Vous, que les années de communisme n'ont pas volés, aidez-nous à résister". La résistance, semble être pour lui, le mot le plus important dans la pandémie qui se nourrit de collusions et se développe par des actions éblouissantes. Il expose le rôle des médias dans la normalisation de l'esprit de l'homme et dans la diffusion des mensonges au nom de la liberté⁽¹⁾.

Alain Touraine attribue la crise de nos communautés actuelles aux sociétés multinationales et à l'apparition de nouvelles tendances favorisant la consommation excessive. La publicité, estime-t'il, pénètre d'une manière insidieuse les foyers et y introduit un monde fait d'illusions et de désirs affectant d'une manière adverse toute expression ou manifestation intellectuelle et rationnelle et y faisant exploser le modernisme. Plus grave est le fait que la société s'est graduellement désintéressée des principes rationnels; qu'elle est souvent utilisée comme marché ou délimitée par une identité

historique et que les vrais acteurs en sont devenus des références culturelles communes ou individuelles. Touraine reconnaît qu'un changement capital s'est produit au profit de la société libérale et s'est reflété sur la composition classique de la droite et de la gauche. La droite ne défend plus dans ce contexte des individus se trouvant en haut des classes de la hiérarchie sociale, mais plutôt dans son avant-scène. Il place sa confiance dans une stratégie qui minimise le coût social du changement. La gauche, dit-il, défend aujourd'hui les personnes marginalisées plutôt que celles qui occupent les rangs inférieurs de l'échelle sociale. Elle est devenue plus sensible à l'inégalité croissante entre le Nord et le Sud, aux menaces qui affectent la planète et à la marginalisation de nombreuses couches sociales et culturelles.

Ces difficultés immenses dont les conséquences se font sentir, aujourd'hui, dans quelques pays occidentaux, et que nous avons déjà ressenties chez nous ont poussé les Français à revendiquer ce qu'ils appellent "l'exception culturelle". Ce qui revient à dire que le produit intellectuel fasse l'objet d'une "exception" une sorte d'exemption dans les accords du GATT, qui ouvrent les marchés à la concurrence libre dans le monde.

Toutefois notre appel en faveur de l'"exception culturelle" ne veut pas, pour autant, dire que nous fermions nos portes et fenêtres. Cette optique serait en fait, tout à fait contraire à ce que nous venons de souligner, à savoir, que nous considérons la civilisation occidentale moderne comme appartenant à l'Humanité entière.

Ainsi l'"Exception culturelle" que nous revendiquons est une invitation essentiellement adressée, tant aux pays du Tiers Monde qu'à ceux de l'Occident qui, à notre exemple, ont subi un impact négatif. Si nous parvenons à adopter en commun ce concept et l'attitude qu'il dicte, nous pourrions négocier et faire pression sur les Etats Unis pour qu'ils acceptent cette exception qui présuppose les préalables suivants:

- Respecter l'individualisme et la diversité culturels des peuples et les sauvegarder comme étant des facteurs enrichissants de la Civilisation Humaine.
- Permettre aux diverses cultures de s'exprimer et de se manifester en leur ouvrant les gigantesques canaux des média internationaux.
- Trouver des solutions radicales aux menaces que constituent les moyens d'information internationaux, contre la Démocratie, la Liberté, les Droits de l'Homme...etc. valeurs reconnues par toutes les cultures.
- Oeuvrer, pour la mise sur pied, au niveau international, de systèmes

intellectuels, pratiques et administratifs aux fins de concrétiser les concepts de justice et de liberté, selon des normes unifiées applicables à toutes les cultures du monde et garantissant les besoins de base de la vie digne.

- Mobiliser toutes les puissances vitales du monde pour lutter contre la marginalisation et l'exploitation tant individuelles que collectives qui sévissent dans le monde.
- Oeuvrer pour la création d'un complexe culturel international indépendant des institutions officielles, auquel seraient assurées toutes les garanties et libertés nécessaires pour échapper à toute pression éventuelle. Il devra grouper des représentants des différentes régions du monde et servir de parlement international. Sa tâche se limiterait à la création d'un climat pluriculturel basé sur l'acceptation de la diversité de la pensée et de l'intellect, afin qu'en commun on puisse façonner une éthique cosmique susceptible de traiter les problèmes de l'environnement, de la génétique, des droits de l'homme dans le sens le plus large et le plus global de l'expression, de la révolution des communications et de l'information ainsi que du modernisme dans chaque culture à titre séparé.

Il est bon de noter que notre conception ainsi formulée ne sépare pas le culturel de l'économique ou du politique. Nous considérons en effet que la culture n'est rien d'autre que le produit de l'interaction de tous ces éléments et de leur problématique dans une société donnée. Dans les idées formulées nous pouvons trouver des solutions auxquelles l'homme aspire. A titre d'exemple, permettre aux cultures diverses de s'exprimer librement par le biais des canaux internationaux de l'information, cette initiative aidera à neutraliser ou tout au moins à minimiser l'impact des conflits nationalistes et d'atténuer l'acuité des tentatives visant à raviver les identités culturelles, très souvent préludes à des actes de violence.

Dans le même contexte, trouver des solutions radicales aux menaces que constituent les moyens d'information internationaux, aux valeurs et idéaux humains communs à toutes les cultures, permettra de consacrer et de diffuser ces nobles valeurs. En effet, en condensant et centrant ses campagnes sur une opinion ou un penchant donné, l'information internationale emprunte souvent des voies opposées aux nobles valeurs de l'humanité et neutralise souvent les concepts de démocratie, de choix libre et indépendant ou de volonté. Elle emprunte ainsi un sens opposé aux valeurs de base reconnues par la communauté internationale. Par ailleurs garantir les exigences de base d'une vie digne à tout être, est susceptible de favoriser une vie

où tous les peuples seront unis par des sentiments de fraternité, d'affection et de dignité.

Comme on le voit, " l'exception culturelle", ne signifie aucunement que la culture se ferme et se suffise à elle-même. Bien au contraire, il s'agit d'une interaction créatrice avec les autres cultures permettant d'étendre la civilisation humaine vers des confins et cieux nouveaux par des affluents également nouveaux et renouvelables et des sources inépuisables. Simultanément et spontanément des voix critiques ne tarderont pas à se faire entendre pour rectifier toute déviation.

Ces cultures diverses et diversifiées jouent aujourd'hui le rôle de conscience et de gardien de la Civilisation Humaine contre les tendances exacerbées de la Technique et du Rationalisme pratique, qui constituent les fléaux de la civilisation occidentale.

C'est ainsi que, l'ère du colonialisme qui a essayé de réprimer les cultures locales en se servant de tous les moyens; agression, limites factices, dissuasion ou assimilation; demeure à nos yeux responsable de l'impasse à laquelle le modernisme (représenté par la civilisation occidentale) est acculé aujourd'hui. Elle l'a en effet privé des sources les plus importantes de son renouvellement spirituel alimenté essentiellement par les contrastes et contradictions, les ressemblances et dissemblances et surtout la richesse de la diversité que représentent les autres civilisations.

Une civilisation humaine unique

Si nous parvenons à faire la distinction entre les diverses civilisations anciennes sur la base de leur éloignement et des distances qui les séparent sur les deux plans géographique et historique, nous découvrons que les données de la géopolitique moderne, la révolution des communications qui a annulé les frontières entre peuples et pays, les problèmes de l'environnement qui ont relié diverses contrées et en ont uni les habitants ont œuvré pour la suprématie d'une Civilisation Unique qui aurait dû appartenir à l'Humanité entière. Car en réalité cette civilisation n'est que le fruit et la résultante de l'apport de tous les peuples sans exception, quel qu'éloignés qu'ils soient. C'est au prix de leurs efforts, de leur sueur, de leur science, de leurs biens et souvent de leur sang que les peuples y sont parvenus.

A eux seuls et depuis le 18^{ème} siècle les peuples du Tiers Monde, ont payé et payent encore la facture du progrès humain, dans toutes ses manifestations. Spoliés, colonisés, opprimés dans le passé, ils sont obligés aujourd'hui, d'accepter la contrainte et la soumission qui

leur sont imposés par les grandes puissances par le biais de systèmes créés aux fins de garantir le pouvoir et sauvegarder le progrès de l'Occident tout en consacrant le retard et le sous-développement de leurs peuples.

Quelques penseurs du Tiers Monde refusent l'expression "Civilisation Humaine Unique" et avancent des prétextes divers, reliés à la dépendance, à l'occidentalisme et à l'invasion culturelle. La toile de fond demeure toutefois la même: Tous, relient la civilisation occidentale contemporaine aux diverses formes de coercition et de pression exercées contre nos peuples pour les obliger à accepter ce qui leur est inacceptable. Une partie de cette toile dépeint le retard et l'humiliation ressenties face au progrès de l'Occident.

Au lieu de penser et d'agir avec plus de sérieux en vue de rejoindre le cortège du progrès occidental et d'adopter les courants du "Modernisme et de la modernisation", nous les voyons rejeter l'intégralité de cette civilisation dans une réaction nerveuse, où toutes les cartes se mélangent et où se perdent l'objectivité scientifique et l'argumentation méthodique: Le résultat en est un tableau chaotique avec une confusion sans pareille entre nationalisme et science, entre religion et géographie, entre civilisation et culture, entre colonialisme et Siècle des Lumières, entre modernisme et élimination de l'individualisme, au point que l'on finit par se demander si le modernisme et la modernisation constituent un danger qui menace d'effacer l'individualisme, l'identité et la culture nationaux?

Le Modernisme occidental et l'individualisme.

Le modernisme est constitué par la présence dynamique et active de la personne, de l'être, dans le monde. L'identité ne peut être consacrée que par cette présence positive et consciente de l'individu. Elle ouvre largement la voie à l'esprit et à la raison, dénominateurs communs de l'humanité, qui ne reconnaissent ni identité ni individualisme fermés sur eux-mêmes. Le rationalisme est donc le préambule pour confirmer et réaliser l'égo et l'identité de l'être. Si nous citons en exemple le cas du panarabisme et d'expliquer son échec, nous nous rendons compte qu'il a eu des fondements affectifs et sentimentaux et n'a jamais reposé sur des assises rationnelles ou sur la présence d'intérêts communs et réels dont les incidences se seraient reflétées positivement et concrètement sur les peuples arabes; à l'instar de ceux recueillis par les pays membres de l'Union Européenne. Le rationalisme et la rationalisation sont donc les clés du modernisme sans lesquels la société demeure traditionnelle. Tout particularisme ou identité nationale exclus sont

nécessairement voués à la disparition, ce qui reviendrait à dire que leur négation serait une forme de suicide ou d'anéantissement.

Si les uns arguent en donnant l'exemple de l'euro-centrisme, cette tendance ethnique européenne indéniable qui marginalise notre individualisme, nous estimons pour notre part, que c'est là, plutôt une manifestation d' égo-centrisme. Ce centralisme qui tourne autour de soi a quasiment été pratiqué par toutes les civilisations qui, à un moment donné de notre ère, ont joui d'une certaine préséance par rapport aux autres. Citons notamment dans ce contexte, la civilisation arabo-islamique qui, sur la base de son Credo et de son Islamisme, s'est permis de jauger les autres civilisations les qualifiant souvent d'impies et considérant étrangère toute culture non- arabe. D'ailleurs, cette situation n'est que naturelle, la civilisation plus forte impose le plus souvent son optique et ses tendances par le biais de ses fils, de ses peuples ou par ceux qui s'en inspirent.

C'est d'ailleurs, ce qui s'est produit lorsque l'influence arabo-islamique a traversé mers et océans vers le nord pour ouvrir à l'Europe du Moyen-Age les perspectives de sa vaste civilisation rationnelle et scientifique. Offrant les horizons de son rationalisme et son expérience scientifique elle a permis aux adeptes du modernisme dans l'occident de cette époque de reconnaître qu'il s'agissait d'une question de vie et de mort pour leur nation. Ils ont résisté aux menaces de l'Eglise qui les accusait d'athéisme et de paganisme. Pouvons-nous, dire aujourd'hui qu'ils sont devenus Arabes, qu'ils ont abandonné l'Occident, s'en sont désintéressés ou perdu leur individualisme?! (2)

La pensée qui élargit le fossé entre le "Moi" et "l'Autre", souffre d'un double complexe d'infériorité et essaye par la dialectique intellectuelle de s'en débarrasser, de lui trouver une compensation dans des idées de vengeance au lieu d'essayer de comprendre et de réagir, oubliant sciemment que la présence de l'Ego présuppose l'existence de l'"Autre" et le contraire n'est pas moins vrai. En effet comment reconnaître la supériorité de "soi" sans une comparaison avec "autrui"? La civilisation arabo-islamique ne s'est rendue compte de sa supériorité et n'a su qu'elle avait atteint le paroxysme du développement qu'en observant l'état de l'Occident européen au cours des périodes médiévales.

Il demeure néanmoins vrai, que les hésitations qui entourent l'adoption des concepts modernistes occidentaux de crainte de perdre sa propre identité ou d'être assimilé par l'Occident sous prétexte que notre société est différente ne sont rien d'autre qu'un prélude au

chauvinisme. C'est un obstacle posé sur la voie de l'envol du "moi" et de son essor, vers des horizons nouveaux et futuristes, d'autant plus, si cette tendance a justement pour but, de promouvoir ce dernier et le sortir de son impasse. Ainsi il appert que le danger réel qui menace l'identité et l'individualisme n'est rien d'autre que ce rejet du modernisme.

Est-il possible de réaliser un développement quelconque en dehors du cadre moderniste ?

L'on insiste sur la nécessité de réaliser un auto-développement éloigné de tout modernisme. Nous ne nions pas, que le développement personnel est capital. Nous l'envisageons même avec beaucoup de réalisme dans le cadre des transformations qui se sont produites dans notre monde contemporain. C'est dans ce contexte qu'il nous faut convenir de la portée et du vrai sens du suffixe "auto". Pour nous l'auto-développement est celui que les pays du Tiers Monde seront capables de réaliser entre eux et en comptant sur eux mêmes. Le sens restreint du terme "auto" a été en effet dépassé par ce siècle.

Bien plus, revendiquer un développement qui aurait lieu loin de tout modernisme constitue une négation de toute l'interaction culturelle produite au cours des diverses phases de l'histoire et donne l'impression qu'une scission entre cultures et civilisations a été approfondi au cours des siècles; comme si chaque civilisation représentait une île isolée, dont la production fermée sur elle-même serait unique en son genre ! Optique certes contraire tant à la réalité qu'à l'histoire, d'autant plus, que les réalités de notre monde contemporain ont changé de fond en comble, au cours des années écoulées. Le danger de cette vision émane du fait qu'elle mélange toutes les cartes et traite à pied d'égalité tout ce que l'Occident a produit: Modernisme, colonialisme, exploitation des peuples, modernisation et intégration dans le marché mondial ... etc. Si l'on avance l'argument selon lequel c'est le retour de l'Occident à ses sources, à ses "fondements" qui a pavé le chemin de sa renaissance et de son modernisme et que par conséquent il nous faut suivre le même exemple, nous ne devons en aucun cas oublier, que le retour de l'Occident aux sources lui a donné une ouverture sur le rationalisme gréco-romain cependant que nos "intégristes" prônent un retour sélectif, restrictif qui élimine et exclut la raison et le rationalisme.

Quoi qu'il en soit, rien ne changera les vérités objectives de notre monde contemporain qui confirment et consacrent le destin unique et

uni de l'homme, vérités évidentes dans les réalités suivantes:

La Révolution du Secteur des Communications

L'invention de l'ordinateur et de ses générations successives a accordé aux données de l'information et à leur production une importance primordiale et en a fait une des caractéristiques importantes de notre ère. L'informatique est désormais devenue le mot clé de notre avenir, en raison surtout de la facilité avec laquelle l'échange s'y fait. Grâce à l'Internet, par la participation réelle à la production des données, par l'échange des connaissances entre centres de recherche et de culture du monde, par le contact qui s'établit avec tout autre ordinateur personnel dans n'importe quel continent. Par ailleurs, nous pouvons mesurer l'ampleur de cette révolution rien qu'en observant la diffusion des appareils de télécopie, des satellites de télécommunications transcontinentales qui surpassent toutes frontières et barrières, échappent à tout contrôle et affectent profondément les cultures, les us et coutumes et les valeurs nationales et locales des communautés. C'est cette dernière réalité qui nous pousse en effet à demander dans le cadre du principe "d'exception culturelle" à donner aux diverses cultures l'occasion de s'exprimer librement par le biais des canaux gigantesques disponibles.

En tout état de cause, ces réalités n'éliminent pas le fait que la révolution informatique a créé une prise de conscience cosmique nouvelle, le monde est en effet devenu semblable à un grand village de verre où tout serait visible et évident pour tout le monde en raison de cette transparence voulue et non exempte d'idéologie, créée par les caméras de la télévision aux transmissions et couvertures mondiales. Dans ce contexte, l'idée même d'isolement devient impossible d'autant plus que des inventions nouvelles déferlent tous les jours et finissent par se jeter dans le creuset de la révolution des connaissances renouvelées. (4)

L'Ecologie et l'Unité de Destin de la Planète

Une prise de conscience cosmique s'est récemment approfondie et a ouvert des horizons nouveaux préoccupés par les questions d'écologie et de santé publique et des responsabilités qui y incombent à l'homme. Il est désormais prouvé tant sur les plans pratique que scientifique et sans l'ombre d'un doute, que le gaspillage des ressources naturelles et humaines, la pollution des sources hydriques, les incendies de forêts, l'élimination des déchets nucléaires et chimiques, l'utilisation de certains gaz dans les processus industriels, les tests nucléaires et la production de certaines armes

chimiques et biologiques, peuvent provoquer une catastrophe réelle dont les incidences dépassent de loin l'horreur nucléaire. En effet l'impact de ces activités ne se limite pas à une contrée à l'exclusion de l'autre et ne saurait respecter ni frontières géographiques ni naturelles, demeurant de ce fait même, semblable à une épée de Damoclès qui menacerait l'univers entier.

Les exemples sont nombreux. Il suffit de rappeler, la catastrophe de Shernobyl, le trou de la couche d'ozone dans la stratosphère, les changements survenus dans le climat mondial, le phénomène de réchauffement, l'insuffisance des ressources naturelles, les destructions écologiques de tout genre, la multiplicité des famines, l'explosion démographique, les émigrations individuelles et collectives dûes à la pauvreté, aux crises ethniques et aux guerres, l'apparition de nouveaux virus inconnus auparavant dont le VIH. Autant de calamités qui ont obligé les hommes à reconnaître que leur destinée est unie et que des liens organiques les attachent les uns aux autres.

Il n'est plus permis désormais, que l'on se joue de l'avenir de l'Univers ou de négliger les lois stipulées par le Droit International. La responsabilité commune en retombe sur tous les Humains. Ses conséquences se font sentir sur Tous, et ne permettent pas, par conséquent, que des limites et frontières renferment et isolent les êtres. Cette responsabilité n'est pas obligatoire et toutefois le contrôle se fait normalement par ceux qui sont mûs par l'intérêt national et soucieux de sauvegarder la paix et la sécurité intérieures. Dans ce contexte l'action commune des pays du Tiers Monde est capitale pour neutraliser les mouvements des sociétés transnationales et des puissances industrielles qui violent l'unanimité cosmique au profit des intérêts de leurs financeurs même s'il en résulte des catastrophes dont nous souffrons tous. A titre d'exemple l'exportation vers les pays du Tiers-Monde d'industries polluantes qui prétendent-elles s'inscrivent dans le cadre du processus de modernisation. Nous n'avons certainement pas oublié la catastrophe de Bhopal en Inde.

L'Economie Cosmique (L'interdépendance)

Les caractéristiques d'un nouveau système cosmique basé sur la spécialisation se sont récemment fait jour. Les portes sont ainsi grandement ouvertes à la compétition dans les marchés mondiaux. Les derniers accords du GATT sont rédigés de telle sorte que tous les pays du monde s'engagent à les signer et à les appliquer. Pour la première fois des règles générales sont établies pour réglementer l'économie mondiale. Tous les pays signataires sont tenus de les respecter. L'on voit ainsi que l'ouverture mondiale est désormais un principe imposé

à tous et que les sanctions et le blocus économiques, constituent les châtimens draconniens en vigueur. Nous l'avons déjà vu en Irak, en Libye, en Serbie et au Soudan. Echapper à l'économie mondiale serait dans ce contexte, un coup violent asséné à toutes les activités intérieures commerciales et économiques.

Une terminologie entière comprenant des expressions qui, pendant des siècles, sont demeurées en vigueur dans le discours économique international, a été abandonnée. Citons notamment: La protection douanière, l'auto-suffisance, l'arrêt de toute dépendance étrangère ...etc.

Ainsi s'isoler et se refermer sur soi, tout en étant une impossibilité, ne résoudra pas les contradictions et les injustices de ce régime qui nous a été imposé. Il nous faut cependant réagir de concert avec d'autres Etats également lésés dont une minorité de pays européens et une majorité de Tiers-mondistes. Nous nous devons de provoquer un mouvement collectif de refus de portée planétaire afin de faire face à ce nouvel ordre cosmique.

Ce qui précède montre qu'il n'existe pas de place pour ceux qui se referment sur eux - mêmes, qui se cloîtent. Par conséquent, il nous faut traiter ces vérités et incidences nouvelles avec l'objectivité qui s'impose. Néanmoins, adopter une attitude positive ne veut pas, pour autant, dire qu'il faille dans la nouvelle conjoncture que chacun oeuvre uniquement pour son compte personnel ou celui de son peuple. Il nous faut prendre part à tous les dialogues aujourd'hui engagés, exprimer nos vues au sujet des nouveaux arrangements et défendre nos intérêts vitaux de concert avec les autres peuples endommagés et dans le cadre d'une alliance cosmique sans précédent. Dans toute initiative du genre il nous faut reposer sur la raison et la logique.

Les Pays du Tiers Monde Doivent - ils Payer la Facture du Modernisme

Les intellectuels du Tiers Monde, sont tombés au cours des deux siècles écoulés dans le piège de l'idéologie occidentale et s'en sont servis comme d'une science. Quelques uns avaient une croyance tellement absolue en ses thèses qu'ils se sont attelés à leur diffusion dans les pays du Tiers Monde. Ils ont dû payer et sans la moindre résistance de leur part, la plus grande partie de la facture du modernisme. Les résultats de la science ont souvent été utilisés pour en couvrir le rôle idéologique. Citons l'exemple de la théorie de l'évolution de Darwin, qui a justifié le colonialisme grâce à son principe de la "lutte pour la survie".

Souvent l'idéologie était exposée d'une manière plus flagrante dans un cadre scientifique, comme l'a fait Ernest Renan (1823-1892) qui a immédiatement emprunté une base raciste et divisé les peuples en deux races: arienne et sémite. Qui plus est, il place les Ariens à un niveau supérieur dans son parallélisme avec les Sémites, surtout pour tout ce qui touche la civilisation, la pensée et la philosophie et prétend que "c'est au Sémite qu'il faudra demander des leçons de philosophie" ! L'ironie du sort, voudrait cependant qu'à cette race qui a laissé des merveilles de la pensée religieuse dont les puissantes empreintes sont indélébiles - n'appartiennent que peu de philosophes. La philosophie n'étant pour les Sémites qu'une expression métaphorique exempte de proximité et ne pouvant soutenir aucune comparaison avec les écoles grecques. (5)

Le poète anglais Kipling (1865 - 1936) emprunte un cadre lyrique, pour proclamer que l'Orient est l'Orient et que l'Occident est l'Occident et qu'il n'existe pas de point de rencontre éventuel entre les deux.

Spengler (1880-1936) pour sa part se sert du cadre historique philosophique pour décrire les civilisations. Pour lui la civilisation est semblable à une créature biologique vivante. En effet la naissance des civilisations, leur développement et leurs décadences constituent des processus biologiques semblables aux cycles de vie des créatures vivantes. Sur la base de cette hypothèse, il estime cette description applicable à toutes les civilisations, tout en reconnaissant néanmoins, que chaque civilisation jouit d'une entité indépendante, tout à fait isolée de celles des autres. Selon Spengler les échanges entre civilisations sont exclus, puisque chacune d'elles représente une unité fermée sur elle-même. Il en déduit que toute ressemblance n'est qu'apparente et superficielle et n'affecte en aucun cas le fondement. Il insiste cependant sur la nature particulière qui caractérise chaque civilisation, qui ne peut donc être vraiment maîtrisée que par ces vrais propriétaires. Aucune relation ne peut ainsi exister entre civilisation passée, présente et future. Il qualifie ainsi tout lien qui puisse unir deux civilisations de "formation trompeuse". (6)

L'expression de ces doutes clairs et évidents sur le caractère uni de la civilisation humaine et sur l'éventualité pour les peuples du Tiers Monde de posséder une civilisation moderne, sont aussi nettement exprimés par un autre penseur occidental: Arnold Toynbee (1889 -1975). Dans les thèses qu'il avance il soutient que le rayonnement actif et mouvant d'une civilisation donnée, est constitué par la technologie, la politique et la religion ... La loi qui régit le mouvement

des civilisations estime t'il, est due au fait que la puissance de l'élément actif du rayonnement culturel qui perce une civilisation et l'affecte est une fonction inverse de la puissance de cet élément du point de vue valeur civilisatrice . En effet ajoute t'il, plus le facteur influent est insignifiant ou futile plus la résistance qui s'y oppose est faible, beaucoup plus faible que celle provoquée par un élément plus important. Ce choix spontané des éléments les plus insignifiants d'une civilisation rayonnante et leur expansion d'envergure dans des sphères étrangères constitue une base peu heureuse du jeu des contacts culturels. Dans le même ordre d'idées, cette tendance à la trivialité n'est pas ce qu'il y'a de pire dans ce jeu .

L'analyse qui est le fondement et l'essence du jeu, menace d'empoisonner la vie de la société dans l'organisme de laquelle des éléments multiples provenant d'un rayonnement culturel fragmenté sont transmis. (7) Cette optique mécanique traite le modèle culturel comme un moule qu'il serait facile de défaire et de remodeler par la suite en le reliant à une autre civilisation avec une extrême simplicité mécanique et technique. En fait dans cette perspective, l'on perd aisément de vue la problématique de la relation entre le modèle culturel transmis et la nouvelle civilisation à laquelle il devra s'attacher. En réalité avant de s'intégrer à cette civilisation et devenir partie intégrante de son tissu, l'élément transféré doit passer par un processus de jumelage et d'adaptation indispensable qui dépend en réalité du mode de transfert suivi. Souvent ce dernier répond à un besoin ou comble une lacune de la civilisation à laquelle il adhère et c'est justement ce qui le place naturellement dans la place la plus appropriée, où ses fonctions peuvent être identiques ou subir de petits changements.

L'inexistence de toute dialectique dans l'optique de Toynbee, place ses vues à l'extérieur de la conscience de l'homme et même de la dimension historique. Toynbee n'a tenu aucun compte de l'influence des civilisations et de leur interaction. Il omet ou oublie l'impact des premières civilisations sur celles qui les suivirent, au Moyen Age et l'apport de ces dernières sur les cultures modernes qui ont assimilé tout ce qui les a précédé, digéré la totalité de ce que l'histoire de l'Humanité leur offrait et ne sont en aucun cas construites sur les ruines des civilisations qui les ont précédé .(8)

L'apparition récente de Huntington et de la terminologie qu'il a lancé "Le choc des civilisations" et qui l'a rendu célèbre, n'est rien d'autre qu'un renouvellement des detestables thèses racistes soutenues contre les peuples non-occidentaux . C'est d'autant plus évident dans

son affirmation, ou' il se sert d'un ton presque prophétique, pour dire que les éléments économiques et idéologiques qui dans le passé, gouvernaient les conflits entre les peuples, se sont résorbés. Il prétend même que les conflits futurs reposeront uniquement sur le facteur culturel(9). Huntington rejette ainsi l'interaction culturelle qui a constitué l'assise des civilisations humaines depuis la Création.

Ces théories où les règles scientifiques les plus élémentaires font défaut ont, dans une grande mesure contribué au retard du processus de modernisation des pays du Tiers Monde au nom de la science. Sans résistance significative et pendant deux siècles le Tiers Monde a payé de ses richesses et ressources le facture de la modernisation de l'Occident.

Aujourd'hui, préoccupé par le progrès et le développement rationnel l'Occident a découvert qu'il avait négligé l'Homme. La préséance avait dans le passé été accordée à la rentabilité et à la mentalité instrumentale au détriment du subjectif; la culture s'est alors fermée sur les aspects techniques et fonctionnels; la société a été dissociée de l'Etat; une scission entre l'Etre historique et l'Homme s'est manifestée de même qu'une évidente confusion entre conflits sociaux et conflits nationaux ou nationalistes et enfin des idées de résurgence des identités culturelles se sont fait jour, et le tout a culminé par la fragmentation du Modernisme traditionnel.

C'est la découverte par l'Occident de toutes ces réalités qui l'a poussé à repenser son avenir en ouvrant de nouveaux horizons "post-modernistes", grâce auxquels il pourrait sortir des cadres modernistes devenus rigides, rompre les règles stables de l'asservissement par la technique et la pensée instrumentale et percer les processus de normalisation culturelle, industrielle et intellectuelle. C'est uniquement de cette façon que l'atmosphère de rigueur scientifique et méthodologique et l'excès de rationalisme pourront être allégés.

Ainsi les thèses précédemment avancées jouent encore le même rôle que dans le passé. Néanmoins le plus grave ces jours-ci, c'est qu'elles trouvent des protagonistes à l'intérieur qui les secondent, les renforcent et les propagent. Les modernistes occidentaux trouvent chez nous, l'échappatoire post-moderniste qui leur permet de se libérer de la rigueur et de la sévérité rationnelles de leurs pays, et de retrouver la souplesse des sentiments pré-modernistes. Donc du maximum de modernisme à la naïveté et au laxisme de l'ère pré-moderniste. Ils ont recours à nous pour se libérer de la ponctualité, du respect des signaux du trafic et de l'ordre public et de

la planification préalable de toutes leurs activités.

Des théories et des allégations d'intégrisme et de retour aux sources sont réactivées à l'heure actuelle pour maintenir le Tiers Monde dans son état de retard. Les théories anthropologiques modernes, jouent pour leur part un rôle pour concrétiser ce sous -développement afin que le progrès demeure un apanage exclusif de l'Occident et que notre monde continue à être l'oasis à laquelle on a recours pour rompre toutes les règles rigides et systèmes rigoureux qui ne peuvent être violés ailleurs.

Le plus grave c'est que les intégristes adoptent cette même théorie dans son sens opposé. Ils soutiennent que l'Occident est parvenu à une impasse tout en ayant atteint le summum du progrès et du modernisme et se retourne aujourd'hui vers nous pour observer nos modes de vie et nos systèmes administratifs et religieux. Par conséquent, estiment-ils, nous ne devons en aucun cas imiter l'Occident mais plutôt tenir à notre statut comme ultime recours. Cette thèse qui considère que la phase post-moderniste est un document qui nous invite à tenir à notre passé, à reconstituer notre identité perdue sur des bases présumées historiques qui consacrent en même temps notre retard et n'en permettent pas le dépassement, ne sert en réalité qu'à faire en sorte que nos peuples payent la facture du post-modernisme comme ils ont dû dans le passé payer celle du modernisme.

Cet intégrisme occidental demeure l'autre face du processus dont cet autre intégrisme représente chez nous la première face. Cette opinion est conforme à celle du Dr Salah Consoa qui soutient à juste titre que "L'intégrisme occidental ... est en général différent de l'Intégrisme Islamique ou Oriental. En fait le premier, se base sur des éléments de divergence actuels et se tourne vers le passé pour y puiser des sources anciennes susceptibles d'explicitier l'actualité présente. Quant aux tendances intégristes, chez nous, elles considèrent l'actualité présente comme étant une déviation d'une source ancienne qui à leurs yeux représentait l'âge d'or de la civilisation.

Dans cette divergence entre les deux tendances la balance de la force penche du côté du présumé intégrisme occidental qui vit son âge d'or dans le présent et qui lui trouve des justifications dans l'histoire ancienne, dans l'archéologie. Par contre les intégristes islamiques sont préoccupés par la recherche de leurs siècles de gloire, dans un passé ancien, laissant les rennes du pouvoir à ceux qui le possèdent réellement, leur présentant aide et support en

frappant, ceux parmi leurs concitoyens, qui leur sont opposés et sabotant avec persistance et enthousiasme l'économie de leurs propres pays ".(10)

La redéfinition de "l'Ego" et de ses dérivés: Un pas sur la voie de la compréhension

La redéfinition de "l'Ego", du "Moi", de "l'Individu" de "la Personne" dans notre Tiers Monde peut constituer un pas important pour que ces termes puissent comporter les idées que nous exposons et que l'Ego ne devienne pas une optique fermée mais plutôt une option ouverte aux innovations cosmiques et que le concept d'"exception culturelle" puisse être approfondi intellectuellement.

L'Ego(11): Un moment de méditation initial, une expression globale qui puise son efficacité et son existence de "l'homme", en tant que nature humaine, qu'être biologique spontané, caractérisé par sa connaissance intérieure de sa vérité et sa prise de conscience extérieure qui le distingue des objets et sujets naturels. Dans ce contexte les répartitions connues celles de "l'égo supérieur" de "l'égo expérimental" et de "l'égo collectiviste" ne sont en réalité que des fonctions, des rôles et des situations de cet égo, auxquels on a eu recours comme procédure méthodologique en facilitant au chercheur l'étude, sous ces facettes multiples. Il est donc prévisible que des fonctions et rôles ou situations nouveaux lui soient attribués dans l'avenir selon les besoins renouvelés de la recherche scientifique.

Le Moi: C'est le deuxième instant de la précédente méditation, au cours duquel l'être examine sa nature humaine et essaye de méditer sur son actualité spécifique en en posant la problématique intrinsèque et indissociable qui représente sa source de préoccupation permanente et durable. Dans ce contexte le "Moi supérieur", le "Moi absolu" et le "Moi expérimental", ne sont donc que des moments intérieurs vécus dans son parcours à la recherche des solutions appropriées pour son inquiétude.

L'Individu, la Personne: auxquels nous ajouterons l'Acteur: En effet dans son trajet à la recherche de solutions adéquates, le Moi entreprend un Acte les composantes duquel émanent du sentiment individuel et personnel. Il devient donc Acteur. Comme s'il s'agissait d'un troisième instant de méditation dans lequel le Moi découvre la nécessité de se découvrir sous toutes ses facettes, de changer éventuellement ses réalités actuelles et ses typologies diverses, pour mieux faire face à ses problèmes particuliers et c'est justement ce qui nous renvoie au corps.

Nous estimons qu'il existe une dialectique des trois instants: de l'"égo" au "moi" puis à l'"individu" ou à la "personne". En fait c'est cette problématique même qui constitue la source de l'équilibre de l'égo, dans l'existence humaine en général. Et c'est sur cette formule dialectique que repose globalement le comportement humain car c'est elle qui ouvre le chemin entre l'Individu et l'Acteur, entre le Moi et l'Ego puis entre l'Ego et le Moi et enfin entre l'individu et l'Acteur. L'optique ainsi exposée peut, certes, résoudre le problème de l'existence d'un égo cosmique et d'une pensée cosmique, d'une interaction entre "l'égo" mu par sa spontanéité humaine et son environnement écologique, et son autre environnement relié à la révolution mondiale des communications qu'il vit nécessairement sans se déplacer par la voie d'images retransmises par satellites, ou Internet et autres ... Elle est, par ailleurs, susceptible de sauvegarder les caractéristiques privées, individuelles et collectives tant des individus que des collectivités et de maintenir toute la diversité et les différences qui s'inscrivent dans le contexte de la Civilisation Mondiale.

Dans ce cadre l'expression "Exception Culturelle" peut trouver un support intellectuel théorique qui la traduise sans recours à une idéologie quelconque et qui permette de dépasser le sous-développement des peuples du Tiers Monde sans le consacrer d'une manière volontaire ou involontaire en manifestant les meilleurs intentions du Monde■

Notes en bas des pages

- (1) Christian Compas, De Peste, de la Peste et du Reste, La Fin de l'Humanisme est-elle inévitable? Robert Lafont, 1994.
- (2) Dr Magdi Abdel Hafez, Le Modernisme en Egypte : Conférence donnée au CEDEJ, 1996.
- (3) Dr Magdi Abdel Hafez , L'échec du Modernisme dans la région Arabe: Analyse et recherche: Rowaq Arabi.
- (4) Cf. Al Sayed Yassin: La Prise de Conscience Historique et la Révolution Cosmique - Un dialogue de Civilisations dans un Monde en Mutation, Le Centre des Etudes Politiques et Stratégiques. Al Ahram. Le Caire. 1995.
- (5) Ernest Renan . Ibn Rushd et le Rushdisme . Introduction 1 ère Ed. Dar Ihia'e Al Koutoub al Arabiya , Le Caire p.15.
- (6) Nevine Goma'a Alam el Din, La Philosophie de l'Histoire chez Arnold Toynbee. L'Organisme Général Egyptien du Livre, 1991, pp.58 à 63.
- (7) A. Toynbee , The World and West , Chap. V., Oxford -up.1953.
- (8) Dr Magdi Abdel Hafez , Les Tendances de la Théorie de l'Evolution dans

la Pensée Arabe Contemporaine: Une thèse de Doctorat inédite, Université de Paris, 10 mai 1991.

(9) Dr Salah Qonsoa: Arracher le Masque du Conflit des civilisations. Al Hilal. janvier 1997 pp.43-51.

(10) La référence précédente.

(11) Dr Magdi Abdel Hafez: La Problématique de l'Extériorisation du Patrimoine. Sa formation sociale et sa relation avec le Modernisme. Une étude exposée au cours du Troisième Séminaire de la Section de Sociologie de l'Université du Caire, mai 1996.

Dr. Chen Jifeng*

Encourager L'Echange Culturel Et La Cooperation Promouvoir La Paix Et Le Developpement**

M. le Président,

Mesdames et Messieurs.

Le 20ème siècle, avec toutes ses vicissitudes, touche à sa fin et un 21ème siècle vient à nous à grands pas. En ce moment important transitoire entre deux siècles, des experts et des savants de divers pays se sont rassemblés ensemble dans cette ville historique de l'Egypte. La discussion des questions portant sur le thème de "conflit des civilisations ou dialogue de cultures" est d'une grande signification. C'est pour mes deux collègues et moi-même, un honneur et un plaisir d'avoir cette opportunité de participer à titre d'observateurs à cette Conférence. Au nom de mes collègues et en mon nom propre, permettez-moi d'exprimer nos sincères remerciements à notre hôte l'OSPAA pour son aimable invitation et pour les excellents arrangements de cette Conférence, à laquelle je souhaite un succès total.

Mes collègues et moi-même, venons de l'Association Populaire Chinoise pour la Paix et le Désarmement, organisation non-gouvernementale nationale pour la paix. En tant que travailleurs pour la paix, nous comprenons très bien que nous vivons une ère de paix et de développement dans un monde de cultures et de

*Par Chen JIFENG Secrétaire Général Association Populaire Chinoise pour la Paix et le Désarmement

** Original Anglais .Traduit par Samia Tewfik

civilisations diversifiées. La concrétisation de la paix et du développement n'auraient pu se réaliser sans une coexistence harmonieuse, un échange égal, apprenant l'un de l'autre, partageant une prospérité commune parmi les diverses cultures et civilisations. J'aimerais à cet égard échanger des points de vue sur cette plateforme avec les experts et les savants ici présents.

La question du "conflit des civilisations" a été depuis 1993, un objet de préoccupation pour tous les savants à travers le monde. Quand le professeur Samuel P. HUNTINGTON a publié son papier "Le conflit des civilisations?", dans lequel il a avancé que les politiques mondiales entament une nouvelle phase. La source fondamentale du conflit dans ce monde nouveau ne peut être essentiellement idéologique ou économique. Le conflit majeur des politiques mondiales peut exister entre des nations et des groupes de civilisations différentes et le conflit des civilisations dominerait les politiques mondiales. Il estime que le monde pourrait se modeler dans une large mesure par l'inter-action entre sept ou huit principales civilisations dont celle de l'Occident, de Confucius, du Japon, de l'Islam, des Hindous, des Slaves - Orthodoxes, de l'Amérique Latine et peut être aussi celle de l'Afrique. Les conflits de l'avenir les plus importants pourraient avoir lieu le long des lignes culturelles séparant ces civilisations l'une de l'autre. Il a affirmé que l'axe central des politiques mondiales, à l'avenir, serait probablement entre "l'Occident et les Autres" et les réponses des civilisations non-occidentales aux pouvoirs et valeurs de l'Occident. La prochaine guerre - si il y en aura - serait une guerre entre civilisations. Se basant sur cette hypothèse, il a avancé diverses mesures appropriées à court et à long terme, pour l'Occident. Son argument cité plus haut, a été reçu par des commentaires acerbes de différentes parties du monde et a soulevé des débats houleux. J'estime que ce dernier n'est pas simple une discussion académique d'une théorie. Bien plus important, il indique, en passant en revue la réalité ainsi que la tendance de l'histoire de l'humanité, que les peuples, à ce point transitoire entre le siècle passé et le nouveau, tous aspirent à un nouvel ordre politique susceptible de mener à la paix et au développement.

La question de la culture est aussi riche que complexe. Pour l'étudier, l'on devrait théoriquement être versé dans divers domaines et acquérir une connaissance systématique de l'histoire ainsi que celle des diverses disciplines dont la philosophie, la sociologie, l'anthropologie, l'éthique, la littérature et la religion. C'est dans ce sens et avec sa connaissance et ses observations approfondies en matière de relations contemporaines internationales et notamment des relations

internationales après la guerre froide, que le professeur Huntington a avancé son argument, à savoir, que les prochaines politiques internationales feront l'objet d'un conflit de civilisations, présentant ainsi une opinion unique eu égard à la recherche des politiques internationales. Toutefois, ses conclusions sont inacceptables. La période post-guerre froide est confrontée à plusieurs défis et l'humanité ne peut survivre et se développer sans coopération. A part les relations liant les nations, l'inter dépendance qui existe parmi elles s'approfondit, créant ainsi des possibilités de coordination et de coopération entre elles. Il serait erroné, voire nuisible en théorie et dangereux en pratique, d'induire en erreur le monde en maintenant la manière de penser de la guerre froide comme si les conflits et la confrontation étaient la seule option pour l'humanité alors que celle-ci avance vers le 21ème siècle.

Permettez-moi, ici de présenter mes idées et d'entamer avec profondeur une exploration sur les questions suivantes:

Tout d'abord, malgré l'existence de divergences et de contradictions, les différentes cultures s'influencent mutuellement dans le processus du développement. L'échange entre les cultures et l'enseignement tiré l'une de l'autre ont favorisé l'entente et l'amitié parmi les différents pays et nationalités. La culture est le produit de la sagesse et du labeur de l'humanité. En essence, la culture représente la richesse commune de l'humanité au delà des divisions géologiques et des frontières étatiques. Particulièrement dans la société moderne, allant de pair avec le progrès scientifique et technologique, la dissémination et l'influence des cultures parmi les divers pays et régions, sont devenues de plus en plus larges et extensives. La culture d'une société quelconque, de tout pays, nationalité, région ou groupe social n'est plus une propriété privée ou une possession exclusive mais c'est plutôt une richesse spirituelle qui peut être partagée, faire l'objet d'une interaction, utilisée comme référence et examinée. Pour ce qui est des Etats Unis, où la société est composée d'immigrés, l'origine de leur culture est pluraliste. C'est une société unique et des cultures sociales ont émergé dans le processus d'une co-existence à long terme, de diverses nationalités, sous l'influence d'un environnement naturel et des conditions prévalant dans le continent nord-américain et sur la base de l'absorption d'un patrimoine culturel de toutes les nationalités. L'on ne peut nier le fait que les immigrants européens ont apporté la plus importante contribution à la formation et au développement de la culture américaine. Par ailleurs, d'autres nationalités, celles des immigrants venant d'autres régions ont également représenté un apport significatif.

Deuxièmement, à la suite de l'effondrement de la confrontation bi-populaire, les contradictions ethniques, les conflits sociaux et les différends religieux sont devenus apparents et le monde ne vit plus en paix. Ce phénomène reflète-t-il les conflits séparant les diverses cultures et civilisations ? A mon avis, les causes fondamentales des conflits découlent de facteurs variés qui sont aussi bien politiques qu'économiques ainsi que ceux de la sécurité militaire, plutôt que des civilisations ou cultures différentes ou des nations représentant ces derniers. La civilisation et la culture ne sont pas la source des conflits. Ceux-ci apparaissent quand une culture ou une civilisation considère une autre comme étant une hétérodoxie ou un ennemi, essaye de se propager au moyen de la force, se développe en éliminant ou en dominant les autres cultures et civilisations et tente d'assimiler de les ou de les amener à se soumettre à sa domination.

Troisièmement: La culture et la civilisation possèdent leurs propres lois inviolables pour survivre et se développer et ne s'effaceront jamais malgré la destruction de leur base économique et ne peuvent être exterminées. Aujourd'hui, la marche vers le progrès est devenue une tendance irréversible de la société humaine. Tout pays poursuivant une politique de domination, cherchant à imposer son hégémonie sur le monde est voué à l'échec en essayant de recourir à la force, de violer la souveraineté d'un autre pays, en se basant sur des prétextes futiles et d'intervenir dans les affaires intérieures des autres. Nuir aux autres n'apporte que des dégâts ... ce résultat est certain pour ceux qui, au nom d'un échange de cultures poursuivent leur infiltration et leur expansion culturelles et essayent d'imposer leur propre système social, leur mode de développement et le concept de leurs valeurs sur les autres, quelle que soit la réalité objective, puisque, le monde se compose de diverses couleurs. A présent, il existe près de 200 pays ainsi que plusieurs milliers de nationalités et races dans le monde. Les systèmes sociaux, le concept de la valeur, le mode de développement, le patrimoine historique, les croyances religieuses et la toile de fond culturelle font l'objet de grandes différences. Chaque pays jouit d'une liberté et d'une souveraineté totales dans le choix de son système politique, son développement selon sa volonté propre et ses conditions nationales; aucun autre pays n'est autorisé à y intervenir. Chaque pays possède ses propres caractéristiques et avantages. Ce n'est que quand tous les pays se respectent mutuellement, recherchent une base commune tout en respectant les différences, en coexistant harmonieusement et en acceptant de se promouvoir l'un l'autre, qu'il sera possible de voir les s'épanouir du monde fleurir dans toutes leurs beautés. Il ne serait

jamais possible d'édifier un monde d'une seule couleur, c'est-à-dire de placer le monde sous la domination de soi sans reconnaître et respecter la diversité du monde.

Mesdames et Messieurs.

Le peuple chinois et tous les peuples des autres pays asiatiques ont créé une brillante civilisation orientale grâce à leur propre sagesse, contribuant ainsi à la civilisation du monde et au progrès de l'humanité. Toutefois, et tout le long des longues périodes passées, les colonialistes ont agi comme ils le voulaient sans considération aucune pour les sentiments des autres. Ils ont essayé d'imposer leur propre volonté et le concept de leurs valeurs à la Chine et aux autres pays asiatiques essayant de les obliger à renoncer à leur culture traditionnelle. Il va sans dire que ces actes ont rencontré une forte résistance. Après leur indépendance et libération nationale acquises grâce à de grands sacrifices et à une âpre lutte, la Chine et les autres pays asiatiques ont fermement déclaré que chaque pays a le droit légitime de choisir son propre système social et la voie de son développement, que tous les pays et nationalités vivront les uns avec les autres dans la fraternité et que les diverses civilisations apprendront l'une de l'autre, serviront de références mutuelles et poursuivront un échange et une coopération égaux pour réaliser le développement et la prospérité de leur pays. C'est ainsi que la Chine et l'Inde ont initié les célèbres cinq principes de la coexistence pacifique. Nous sommes fermement convaincus que le respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, la non-agression mutuelle, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres, l'égalité, le profit mutuel et la coexistence pacifique ne seront pas, seulement des normes internationales gouvernant les relations étatiques mutuelles, mais également constitueront des principes fondamentaux pour poursuivre leurs échanges et leur coopération culturels.

La Chine est un pays unifié, multinational, elle constitue une famille harmonieuse groupant 56 ethnies. Toutes les nationalités sont égales, solidaires, harmonieuses et jouissent de relations d'unité et d'assistance mutuelle. A l'instar de la population Han - qui représente 92% de l'ensemble du peuple, les autres groupes ethniques non seulement possèdent tous les droits conférés par la Constitution, les autres lois et règlements, mais jouissent également de soins spéciaux ainsi qu'un traitement préférentiel eu égard à l'économie, la culture et le développement social. Les us et coutumes de tous les groupes ethniques sont bien respectés et leurs convictions religieuses

pleinement garanties. Aujourd'hui, les peuples chinois de 1 milliard 2 marchent à larges pas sur la voie du socialisme à caractéristiques chinoises. Ils appliquent des politiques de réforme et d'ouverture sur le monde extérieur, concentrant leurs efforts sur le développement économique en vue d'améliorer leurs conditions de vie.

La Chine est membre de la communauté mondiale. Elle ne peut être séparée du reste du monde. Dans ses tentatives de réforme, d'ouverture et de modernisation, elle a besoin d'un environnement international pacifique à long terme; de développer avec tous les pays des relations fraternelles des échanges et une coopération culturels. Le monde a, d'autre part, besoin de la stabilité et de la prospérité de la Chine. De pair avec l'approfondissement des réformes et de l'ouverture sur le monde extérieur, les échanges culturels entre le peuple chinois et les peuples et nationalités des autres pays, se développent. Les cultures étrangères ont pénétré la Chine par divers moyens. Il incombe au peuple chinois de considérer sacrée sa mission celle de maintenir l'extraordinaire patrimoine, les traditions et identité de sa propre culture, d'enrichir et développer sa propre culture et résister à l'érosion des idées et des cultures étrangères corrompues tout en acceptant toutefois les cultures étrangères dans le cadre d'un processus d'échange. Au moment d'entreprendre les échanges culturels et la coopération avec divers pays du monde, le peuple chinois doit continuer à absorber la nourriture culturelle de la culture chinoise ainsi que les trésors culturels de l'ensemble de l'humanité y compris la science et la technologie ainsi que les expériences en matière de gestion moderne des pays occidentaux. Entretemps, la Chine continuera à promouvoir fermement l'éthique socialiste et le progrès culturel conformément à ses propres réalités nationales. A cet égard, il est essentiel d'hériter et de poursuivre les hautes valeurs des traditions chinoises tout en captant l'esprit de l'ère moderne, en se basant sur les conditions nationales, tout en ayant à l'oeil le monde entier. En d'autres termes, compte tenu, des conditions de l'économie du marché socialiste en développement et de l'ouverture sur le monde extérieur, la Chine prendra comme ligne directrice la théorie de Deng Xiao Ping sur l'édification du socialisme appuyée sur les caractéristiques chinoises, renforcera le progrès idéologique et éthique, développera l'éducation et l'enseignement, la science et la culture, armant l'esprit du peuple avec des théories scientifiques, guidera correctement l'opinion publique, l'inspirant avec d'excellentes oeuvres littéraires, fournira aux citoyens socialistes de nobles idéaux, une intégrité morale, une bonne éducation ainsi qu'un sens aigu de la discipline. La Chine entreprend d'élever la qualité idéologique éthique,

scientifique et culturelle de l'ensemble de la nation. Elle unifie et stimule les diverses nationalités pour faire de la Chine un pays socialiste moderne, civilisé, démocratique, prospère et fort afin qu'elle puisse apporter sa contribution à la paix, à la stabilité, au développement et à la prospérité du Monde.

Les échanges culturels ont toujours été une action à deux voies. La Chine a besoin des échanges culturels étranger pour son développement social et vice-versa. Le peuple chinois est prêt à oeuvrer avec les peuples de tous les pays du monde pour l'instauration d'un Nouvel Ordre mondial juste et équitable, pour un échange égal, un développement harmonieux et une prospérité commune des cultures de toutes les nationalités du monde et pour le développement et le progrès des civilisations humaines■

Georges Labica*

Actualité et nécessité de la pensée critique: des hommes en trop?**

Chers amis,

Pour respecter le temps imparti, je me limiterai à quelques propositions, évidemment offertes à la discussion, à partir du résumé qui vous a été communiqué. Mais, tout d'abord, deux mots sur le débat qui nous occupe depuis hier. Sans doute y a-t-il eu des conflits entre les civilisations. Pour les nôtres le plus mémorable assurément a été celui des Croisades. Mais il me paraît important de préciser que ces conflits dits de civilisation sont eux-mêmes le produit de contradictions internes à chaque ensemble, contradictions sociales, économiques et politiques, trop souvent négligées ou occultées, quand on parle de différences et d'affrontements culturels ou religieux. En outre, le danger auquel nous avons affaire aujourd'hui n'est pas celui d'un conflit mais de la domination d'une civilisation sur toutes les autres, celle de la puissance qui domine le monde économiquement et militairement. Le malheur est que cette civilisation présente la particularité d'être une non-civilisation, dont la valeur fondamentale se réduit au profit et à la maximisation du profit, - ce que certains orateurs avant moi ont désigné sous le terme imagé de "macdonalisation". Or, il est à craindre qu'une telle mono-civilisation et la "pensée unique" qui l'accompagne ne soient porteuses de barbarie.

* Professeur, Directeur de Recherches auprès du Centre National de Recherches. Ancien Président du Développement de Philosophie
Université de Paris 10 (Nanterre)

La "World Culture", soit-disant culture de masse, en fait sous le strict contrôle du marketing et de l'industrie des loisirs, n'est qu'une "culture naufragée" (Ignacio Ramonet). Réciproquement, force est bien de reconnaître que, en dépit de la qualité des analyses de longue date produites par les marxistes eux-mêmes, toute la lumière n'a pas été faite sur l'effondrement des pays du "socialisme réellement existant", en particulier s'agissant de la conjonction et du rôle réciproque des facteurs internes (pourrissement avancé, stagnation, incapacité à entrer dans le développement économique moderne...) et des facteurs externes (rôle de l'impérialisme, de l'Eglise, désaffection du Tiers-Monde et des classes ouvrières de l'Occident...), dont le gorbatchévisme a été un reflet à la fois déformé et singulièrement unilatéral, - mais ceci est une autre histoire...

Le second point sur lequel je serai un peu plus explicite concerne la mondialisation ou globalisation, comme on voudra dire. Notons d'abord qu'elle est inhérente au capitalisme depuis son apparition. Elle est sa tendance naturelle qui conduit à la conquête de la planète à travers l'écrasement des autres modes de production. Durant une longue période cette vocation à la domination pouvait rencontrer des résistances de la part des nations, des ensembles culturels, ou d'autres rapports de production, même si ces combats étaient perdus d'avance. Ce n'est plus le cas désormais, ces possibilités sont soit très réduites, soit inexistantes ou profondément changées. J'en dirai un mot plus tard. La mondialisation, c'est, on le sait, le règne du capital financier, mais ce phénomène est transculturel, transnational. Les véritables puissances qui gouvernent le monde ne sont plus les Etats-nations, qui sont sinon en voie d'extinction, du moins dont l'influence se trouve nettement amoindrie, partagés qu'ils sont entre les impératifs néo-libéraux du marché interenational et la toujours nécessaire surveillance de leurs groupes sociaux agressés par les précédents, mais bien les multinationales, dont le nom dit bien ce qu'il veut dire, car elles sont à la fois supra et trans-nationales. Ajoutons à cela qu'au sein de la mondialisation ce sont les couches les plus dures, entendons la partie la plus intransigeante de la bourgeoisie, qui exercent seules le contrôle, alors qu'il y a peu de temps encore la domination supposait des compromis entre les différentes fractions qui la composaient et des ménagements envers les classes moyennes. Il n'y a plus de gants à prendre, ainsi que le constatent, en Europe occidentale, nombre de sociologues et de politologues. Les couches moyennes ne bénéficient plus d'aucune protection, à plus forte raison les travailleurs. Ce point est nouveau, en ce qu'il marque l'aggravation des inégalités pour les plus démunis et leur extension à

de nouveaux secteurs, sous la forme, par exemple, des aléas de la reproduction sociale entre générations. Je me borne à mentionner, sur le plan international, les attaques du système contre toute forme de développement qui tenterait de se soustraire à ses directives, y compris parmi les pays "émergents", tels le Rwanda, dont l'organisation agricole est saccagée ou, sans doute, la Yougoslavie. Ladite mondialisation bénéficie de cautions idéologiques, point seulement de la part de représentants patentés d'une certaine administration, comme un Fukuyama ou un Huntington, mais également de la part de personnages qui détiennent les leviers de commande. Vous connaissez tous M. Camdessus, le Directeur général du F.M.I. M. Camdessus est catholique, -ce qui, bien sûr, est son droit. Or, dans une conférence tenue à Lille, le 27 mars 1992, devant un Congrès d'hommes d'affaire chrétiens, qui a été analysée par l'un de nos amis, Franz J. Hinkelammert du Costa Rica, M. Camdessus, afin de donner une âme, comme le remarque Hinkelammert, aux réajustements structurels, autrement dit de servir "la théologie de l'Empire", s'employa à démontrer que "l'option pour les pauvres" (celle du Christ) n'était autre que "l'option pour le F.M.I.", que marché et solidarité étaient synonymes, que le marché c'était "le Royaume" et que "la politique du F.M.I. a été transformée en volonté de Dieu sur cette terre", étant entendu qu'il fallait encadrer la logique marchande, afin d'en éviter les effets négatifs. Dès lors, toute perspective d'alternative est exclue, - on ne va pas contre la volonté de Dieu, et, comme le note encore Hinkelammert, Etat de droit et totalitarisme, démocratie et totalitarisme deviennent conciliables. Je pense également aux récentes déclarations d'une personnalité tout à fait en vue et que l'on ne saurait soupçonner de gauchisme, M. Georges Soros, qui a amassé une fortune considérable par la spéculation et exerce un généreux mécénat en faveur des pays de l'Est européen, dont il est originaire (Hongrie). M. Soros a fait paraître, le 15 janvier dernier, dans le principal quotidien suédois, un article, dont le titre s'étalait sur toute la première page: "le libéralisme est le pire danger pour la démocratie" et il assurait, que, pour lui, qui est idéalement placé pour voir les choses de l'intérieur, ce danger était pire que celui qu'ont fait courir le communisme ou le socialisme réellement existants. Dont acte. Il est, d'autre part, tout à fait significatif de constater que, depuis quelques mois, la presse, en l'occurrence française, revient sur son discours triomphaliste du lendemain de la chute du mur de Berlin, un hebdomadaire titrant "Feu sur le capitalisme!", d'autres (plusieurs) annonçant "le retour de Marx!"

Il est un autre point que je souhaite signaler aujourd'hui. Il s'agit d'un

phénomène bien peu aperçu, car il est dissimulé sous les discours idéologiques. Je veux parler de ce que Marx a mis en évidence quand il montrait que le procès de travail du capitalisme produisait, avec le chômage, et, à son époque, sous l'impact du machinisme, une "armée industrielle de réserve". Il utilisait des formules telles que "population ouvrière excédentaire", travail "rendu superflu", "création d'une surpopulation relative", et, plus laconiquement encore: "il y a trop d'hommes". Les rapports capitalistes de production, parvenus au stade de la globalisation, donnent à ce jugement son extension la plus considérable et la plus dramatique: il y a trop d'hommes. Voilà la vérité. Le vocabulaire devenu courant, notamment dans la presse, ne cesse de s'approcher de ce constat, mais en se refusant à y parvenir et à l'énoncer. Écoutons ce que disent les mots, lesquels ne sont jamais innocents. Par exemple les termes de "marginalité", "marginaux", mots rares et cependant littéralement banalisés. En littérature, la marge n'existe jamais sans le texte, dont elle est le blanc, l'en-dehors. La métaphore est claire: la marge est en train de dévorer le texte, elle mange la page. Plus terrible encore et pourtant lui aussi vulgarisé, neutralisé, le terme d'"exclusion". Le langage politico-journalistique, imperméable à toute indignation, nous rebat les oreilles avec les "exclus". Mais que veut dire "être exclu"? Sinon écarté, mis à la marge, et pas seulement de la vie économique, aussi de la vie sociale, civique, culturelle et souvent sexuelle, - au sens où l'on parle de "misère sexuelle", s'agissant en particulier des travailleurs immigrés. Quand des individus en sont à vendre leurs propres organes à des laboratoires, se livrant à un véritable trafic de viande humaine, afin de simplement survivre, est-il excessif de parler d'exclusion de l'existence elle-même? Ne savons-nous pas, d'autre part, que cette expulsion fonctionne à l'intérieur du système, qu'elle en est le produit direct, structurel et non accidentel? L'exclusion est en réalité incluse et le système le sait bien qui se donne à peu de frais la bonne conscience des interventions humanitaires ou caritatives vis-à-vis de ceux qu'il a condamnés, au point que Michel Chossudowski a pu parler d'une "symbiose entre interventions à caractère militaire, ou humanitaire, ou géopolitique et les préoccupations économiques, macro-économiques des institutions internationales". Les pompiers de l'assistance sont les pyromanes de l'agression. La sous-humanité de la marginalité et de l'exclusion ne provient plus de la nature, comme dans les temps reculés, elle sort tout droit du développement et du libre marché. Je disais que l'exclusion s'étendait à toutes les formes de la vie sociale, dont le politique, j'ajouterai que chez les non-exclus stricto sensu, l'exclusion fait aussi des ravages sous les traits de l'auto-exclusion, de l'abstentionnisme électoral, qui voit les citoyens

renoncer d'eux-mêmes à leur premier droit, celui de donner leur opinion sur les affaires communes. Telle est la tendance désormais la plus accusée des démocraties qui se prétendent "modèles": des individus de plus en plus nombreux à désertier les urnes. C'est ainsi que le chef de la plus grande puissance du monde, les E.U., ne représente qu'un peu plus du tiers de l'électorat du pays, et, comme d'habitude, cet exemple-là fait école dans les nations européennes. En clair, les citoyens font savoir qu'ils ne trouvent pas dans les politiques, -hommes ou idées, offerts à leurs suffrages, les supports adéquats à leurs besoins et à leurs volontés. Et que l'on ne vienne pas prétendre qu'une telle attitude relève de la démission ou de l'absence de sens civique, elle est une expression politique, marginalisée, elle aussi, assurément, mais déterminée, de la contestation, sinon du refus, des conséquences de la mondialisation en cours.

Qui sont ces "hommes en trop"? Les chômeurs sans doute, sauf à préciser qu'ils ne sont plus assimilables précisément à une "armée de réserve", à laquelle on ferait appel en cas de besoin sur le marché du travail, car le système a infligé la preuve que chômage et désemploi n'ont plus rien de provisoire, qu'ils appartiennent à l'inévitable, au définitif, en dépit des discours lénifiants sur le retour de la croissance. Et cette situation frappe des gens de plus en plus jeunes, ainsi que l'attestent toutes les statistiques. Voilà les surnuméraires, ceux dont on peut, dont on doit, se passer. Et vous savez, comme moi, à quel point peut être douloureuse la conscience que les individus prennent de leur destin d'être inutiles, tombés aux marges, sans avenir... Les immigrés constituent une autre catégorie. On le voit bien en France actuellement avec l'adoption de lois et règlements qui ont un caractère discriminatoire, racial et parfois ouvertement raciste. Le même vocabulaire banalisé entérine la distinction entre étrangers et immigrés; aux premiers l'accueil tolérant, aux seconds la menace d'expulsion réservée à ceux qui sont en trop. L'étranger, surtout s'il provient de la Communauté européenne ne peut pas être un immigré; l'immigré, surtout s'il est originaire du Maghreb ou de l'Afrique noire, s'il est basané ou de "type arabe", ne saurait être considéré comme étranger. Néanmoins, pétrole et dollars autorisent des exceptions et modifient les critères, ainsi, malgré les apparences, un cheikh du Koweït mérite la qualité d'étranger et peut acheter dans le XVIème arrondissement. Ce qui est une façon, pour un pays comme la France, de déchirer sa carte d'identité, héritée de la Révolution. Il y a enfin tous les différents dont l'affirmation de plus en plus forte impose son corollaire dans les identités. Et ce couple,

différence-identité, bien entendu, fonctionne à l'exclusion, aux "hommes en trop". L'insistante référence contemporaine aux "communautés" n'a pas d'autre sens, qu'elles soient ethniques, religieuses, culturelles ou sexuelles, elles ont vocation à produire du surnuméraire. Il existe un cas dans le monde, que vous connaissez bien, qui atteste de la présence cette fois d'une véritable population d'hommes en trop, à l'échelle internationale, la population des Palestiniens, qui ne sont autres, comme on l'a justement dit, que "les Indiens des Israéliens". Les individus, dépouillés de leur dignité humaine, dépossédés de leurs droits, sont à la merci d'un Etat, que l'on nous présente, lui aussi, comme une démocratie, de surcroît modèle pour ses voisins, et qui vient de faire figurer la torture dans sa Constitution. Le fait est proprement inouï, car s'il est malheureusement vrai que la torture existe dans presque tous les pays, aucun jusqu'ici n'avait poussé le cynisme jusqu'à en légaliser la pratique.

Face à une telle situation, dont je n'ai pu suggérer que quelques traits, quelles peuvent être les forces de résistances susceptibles d'en contrarier le cours ? Je dis bien le cours pour souligner qu'avec la mondialisation nous avons encore affaire à un processus, point arrivé à son terme, dont on montrerait aisément que tel aspect peut être retourné positivement, - les complémentarités productives, par exemple, ou la conversion de l'uniformisation en universalité, ou la planétarisation des droits et des moyens de communication. Il n'est peut-être pas inutile de nous arrêter un instant sur les formes d'opposition trop courtes, inadéquates ou même impuissantes, dont la caricature est celle des "bras cassés", comme on dit familièrement, ou des "bras qui vous en tombent", qui signifie qu'il n'y a plus rien à attendre, que les jeux sont faits. On a, en premier lieu, les politiques social-démocrates ou socialistes, qui, dans leur volonté affichée de contrer les effets les plus dévastateurs du néo-libéralisme, ont clairement échoué. Qu'il suffise de regarder vers l'Allemagne, l'Italie, la France, ou l'Espagne, la plupart des nations européennes ont connu ces expériences de réformes tentant ici de contrôler la flexibilité, là d'introduire une dose de "social", ailleurs de modérer les exigences des organismes transnationaux. On aura vergogne de citer les pays ex-socialistes, dont les conversions au libéralisme comme à la social-démocratie ont engendré les catastrophes que l'on sait... Les inégalités de tous ordres n'ont cessé de se creuser; les gains de productivité, créateurs de richesse, ont accru la pauvreté; la conquête des parts de marché a systématiquement détruit de plus en plus d'emplois. L'Europe présentée comme le salut, achève sa

construction avec près de 20 millions de chômeurs et 57 millions de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté (officiel), - soit 17% (23% en Grande-Bretagne, paradis du libéralisme). Le possible retour au pouvoir de ces forces, grâce au jeu des alternances gouvernementales qui mystifient l'opinion, ne véhicule même plus d'illusions: la "gauche" se substituera à la droite dans la gestion des rapports capitalistes. En seconde place, on trouve les propositions, qui ne sont pas encore des politiques en acte, des extrêmes-droites. Leur audience croissante, mesurée par les scores électoraux, n'a rien de surprenant, ni, moins encore, de passager, elle provient en ligne directe, comme leur conséquence, à la fois des ravages économiques, sociaux et moraux provoqués par la mondialisation et des reniements des gauches traditionnelles. Sans doute leurs réponses à la globalisation ne sont-elles pas seulement mauvaises, mais dangereuses, toutefois le point qui importe est qu'elles sont bien des réponses adoptées comme telles, fût-ce dans la confusion et l'ignorance, par les masses les plus durement atteintes (le Front national, en France, peut se présenter comme "le premier parti ouvrier"). Dans notre revue de ce qu'il ne faut pas faire, une place, en vérité très proche de la précédente, est à réserver aux fondamentalismes et autres intégrismes, qu'il soient de caractère ethnique ou religieux, - et que ce dernier soit musulman, juif ou catholique. Il ne s'agit nullement ici de prononcer des condamnations éthiques, mais de se convaincre que de telles attitudes ne représentent aucun danger pour le libéralisme. Ce que nous savons de leurs programmes économiques et politiques n'est en rien incompatible, malgré les forfanteries verbales, avec la soumission aux rapports dominants, pas plus qu'avec la tutelle étatsunienne; voir du côté du F.I.S. algérien, de Tourabi au Soudan, de la péninsule arabique ou des Talibans afghans. L'administration U.S. tient là de bons et loyaux alliés. L'idéologie des Droits de l'Homme, à son tour, va-t-elle servir de bouclier? Assurément tout le monde est d'accord avec les Droits de l'Homme, leur promotion et leur défense, mais l'idéologie est chose différente, qui veut dire que certaines puissances s'arrogent le monopole de la définition et du respect des droits de l'homme. C'est ainsi qu'une disposition de la Communauté européenne prévoit de lier l'aide économique aux pays en développement aux garanties, de leur part, concernant les droits de l'homme. Est-il besoin de rappeler que les détenteurs auto-proclamés des droits sont précisément ceux qui s'en affranchissent sans scrupules quand il s'agit de servir leurs intérêts propres, comme on l'a vu, de façon éclatante, à l'occasion de la guerre du Golfe, des expéditions à la Grenade, au Panama, ou au Nicaragua, des

interventions armées au Proche-Orient, en Afrique ou encore au Vietnam (liste non exhaustive). Alors que le premier des droits, comme l'affirmait notre vieux maître Hegel, c'est "le droit à l'existence", tragiquement et délibérément méprisé par le libéralisme.

La dernière remarque que je ferai paraîtra plus positive. Je voudrais relever un autre trait caché de la mondialisation, savoir que, grâce à elle, il n'existe plus qu'un seul ennemi. Il fut un temps, pas si lointain, où les spécificités nationales empêchaient la perception des dénominateurs communs, l'Argentine n'était pas la Grèce, qui n'était pas l'Ethiopie. Aujourd'hui, les choses ont changé: quelles que soient leurs différences, ces pays, et bien d'autres, se trouvent placés sous le même diktat du F.M.I., de la Banque Mondiale ou, plus récemment, de l'O.M.C. (Singapour, 1996, qui prépare déjà des A.M.I., - Accord Multilatéral sur l'Investissement), malgré les nuances des contraintes, les uns étant "priés" de s'ajuster au plus vite aux conditions requises pour la monnaie européenne, les autres de rembourser leur dette, - étant bien entendu que la dette est littéralement impayable et qu'elle n'a d'autre objet que de ruiner ceux qui y ont recours. Un seul ennemi, c'est celui que désignent la multiplication de mouvements récents, tels que les grèves de la fin de 1995, en France, ouvertement orientées contre la politique libérale, ou le refus des Renault transformé en "euro-grève", moins grâce aux syndicats ouvriers qu'au patronat, il faut bien le dire, et, à l'évidence, tous les mouvements qui dans le monde entier manifestent, sous des formes diverses, la révolte contre l'ordre établi, ces forces, comme disait Gramsci, que le capital ne cesse de faire lever contre lui, -du Chiapas à Hebron, des folles de la Place de Mai aux sidérurgistes de Séoul. Partant, je ne craindrai pas d'affirmer qu'il est de notre devoir, en réponse aux démissions et trahisons de toute espèce, de rendre vie à quelques mots que les idéologues au service des dominants ont trop rapidement déclarés caducs: le mot d'impérialisme, celui de classe, celui de révolution, celui d'utopie, entre autres, tous exigés par la nécessaire radicalité de l'alternative à construire.

Je souhaite personnellement, pour conclure, en m'excusant d'avoir été trop long et trop court en même temps, que cette Conférence, dont je félicite les organisateurs d'avoir pris l'initiative, nous permette, chacun demeurant ce qu'il est et où il est, afin de faire front contre les nuisances extrêmes de la mondialisation néo-libérale, de jeter les fondements d'un nouvel internationalisme. Je vous remercie■

Dr Fahmiyyé Sharaf El-Dine*

L'Impasse Du Dialogue Face A l'Ambiguïté Des Particularismes**

1- Les sciences sociales s'intéressent à la diffusion et la récurrence de concepts déterminés dans la culture écrite et la culture quotidienne, en tant qu'indices permettant de juger la place opérationnelle qu'occupent ces concepts dans la vie publique. En disant "opérationnelle" nous faisons bien sûr référence au sens fonctionnel employé en premier lieu dans toute la terminologie politico-économique, mais aussi dans le domaine culturel et intellectuel.

Ainsi si l'on observe l'importance accordée au concept de "paix" dans les écrits culturels et les essais, indépendamment de la place essentielle qu'il occupe dans les écrits politiques, on constate qu'il a acquis une grande fonction opérationnelle, non seulement dans le domaine technique qui lui est propre (le règlement des conflits, les compromis politiques, etc.), mais aussi dans le domaine des relations sociales. Le terme est devenu synonyme de "stabilité nationale", supplantant en cela les concepts d'intégration et de cohésion, qui jusque là, étaient les premiers à être utilisés dans la construction des entités politiques. Le concept de paix a également acquis une grande importance dans le champ de la vie culturelle: il constitue en effet à présent le cadre théorique des concepts d'ouverture, de tolérance et

* Professeur à l'Université du Liban ; chercheuse en sociologie politique ; ex directrice de l'Institut de développement arabe ; membre du secrétariat de l'Institut de développement social de l'O.N.U.

**Original: Arabe. Traduit par Stéphanie Dejols

de dialogue, voire sort de son champ de compétences pour accueillir des concepts tels que le respect de l'avis opposé, et le refus des minorités, des confessions et des croyances...

Nous ne pensons pas exagérer en disant qu'une partie des concepts qui dominent aujourd'hui le discours culturel et politique sont empruntés à d'autres domaines, puis modulés et leurs éléments cognitifs ajustés afin de servir à gérer les changements intervenus récemment en économie, en politique et dans les systèmes de pensée.

Il en est ainsi par exemple du concept de "mondialisation", ce concept forgé par opposition à celui de "mondialisme" et auquel il a ajouté, indépendamment de sa référence aux limites des ambitions et des possibilités du capitalisme, l'élément nouveau d'une volonté extérieure gouvernant l'évolution du monde, le suffixe "isation" renvoyant à ce changement qualitatif survenu dans les orientations et les objectifs du capitalisme, ou cette volonté de gérer les affaires mondiales d'une autre façon.

Le remplacement d'un suffixe par un autre ("isation" à la place de "isme") est tout à fait significatif de ce changement qualitatif qui s'est départi des absolutismes, c'est-à-dire — en vertu de l'idée du progrès linéaire qui domine la pensée depuis le Siècle des Lumières — des objectifs impératifs de l'humanité, et a proclamé sans réplique la fin des grandes idéologies et leur impuissance à donner une lecture du monde. Ainsi a été adoptée la notion de transformation volontariste, selon laquelle toute idée doit être accompagnée d'une action appropriée, et la "mondialisation" a pris la place du "mondialisme". C'est donc dans le cadre et les limites de la mondialisation que les questions relatives à cette "transformation" sont mises à l'étude: les questions juridiques — où le droit international prime sur le droit des nations —, les questions politiques — et dans ce domaine, les intérêts de la mondialisation écrasent sans mesure les intérêts nationaux, et les accords du commerce libre font fi des frontières politiques —, les notions de souveraineté et d'indépendance, et tout ce qui a trait à l'Etat national. Quant au domaine culturel, on est forcé de reconnaître que la culture de consommation qui lie à présent les sociétés mondiales au moyen de la publicité et de l'information ne laisse guère de place à l'expression des particularismes culturels.

La mondialisation progresse sous la forme d'un ensemble articulé de systèmes économiques dont le "marché" semble être l'élément primordial, de systèmes politiques basés sur le mécanisme électoral et la pluralité des partis, et de systèmes culturels où prime l'usage des

notions de loi, de droits de l'homme et de démocratie...

Tout ceci concorde avec la neutralité prônée sous les auspices du droit, auquel nul ne peut s'opposer...

Les moyens d'information se chargent de diffuser les concepts relatifs à ces trois niveaux de la mondialisation, s'appuyant sur les changements qualitatifs qui ont secoué le monde ces dix dernières années. Ainsi les "valeurs triomphantes" sont celles de la culture mondialisée : le marché, le droit et le modèle de l'homme occidental sont les concepts fondamentaux autour desquels est axée la mondialisation de la planète. Ces concepts se présentent comme une unité se reproduisant à l'infini et se reflétant à tous les niveaux de l'existence. Le langage politico-juridique rend compte de cette situation de différentes manières :

1- De manière crue et directe, en parlant de "société dualiste" divisée entre gagnants et perdants par la sélection naturelle et en vertu des principes manichéistes.

2- De manière apparemment neutre, en parlant de "société de consommation", de "société de la communication", etc. Citons ici, de Hegel à Gramsci, l'antagonisme entre "la classe politique", dont les membres confisquent héréditairement la pratique du pouvoir, et la "société civile".

3- Sous forme d'une franche apologie: campagnes en faveur des droits de l'homme, publicités humanitaires, "Etat de droit", etc., malgré le recul de la démocratie dans les pays où elle est née, comme le notent Georges Labika, Alain Tadrine et de nombreux penseurs occidentaux.

Nous ne débattons pas ici de l'imposture de telles dénominations, car de nombreuses études ont déjà commenté ces divagations scientifiques (1)...

L'exclusion politique et la perte de représentation des démunis, ainsi que la montée du racisme et de l'aventurisme militaire néo-colonialiste, sont révélateurs de la disparition de l'écart entre la partialité et l'impartialité. Le marché n'est pas nécessairement producteur de démocratie (l'histoire l'a prouvé récemment en Afrique et dans nos pays arabes), de même que la pluralisme politique et le mécanisme électoral ne suffisent pas à assurer la liberté et le démocratie. Si la "triade" engendrée par la révolution industrielle et une longue histoire de luttes ouvrières et populaires a pu effectivement conduire en Occident à une société d'abondance, où l'homme profite de certaines retombées de la révolution, cette même

triade n'a jamais donné naissance dans le tiers-monde qu'à plus une dégradation des conditions d'existence, et à plus d'écarts sociaux, de répression et de dictature.

Si l'on se penche plus attentivement sur le tableau qui se dessine à l'heure actuelle dans les régions dudit Tiers-monde, proches ou moins proches, on a non seulement la confirmation de ces allégations, mais aussi d'une réalité plus affligeante encore, à savoir l'impossibilité d'atteindre les moindres résultats dans ce contexte de polarisation qui régit à tout moment les relations entre les centres et les périphéries, et si besoin est, les modes d'exploitation.

2- Comment s'exprime l'hégémonie dans le monde arabe?

Et quels sont les nouveaux instruments de cette hégémonie?

Lorsqu'on parle d'hégémonie, il faut veiller à prendre en considération les réalités objectives par delà les conflits idéologiques. L'hégémonie en effet, parce qu'elle se fonde sur un ensemble de conditions et d'événements matériels, n'est pas un concept purement transcendant, mais plutôt la réalisation effective des conséquences des écarts qualitatifs résultant de la disparité des degrés de développement scientifique et technologique ainsi que du cours des conflits militaires, politiques, et même culturels. En ce sens l'hégémonie n'est autre que l'équivalence mathématique de la mondialisation dans toutes ses dimensions, économiques, politiques et culturelles. Nul doute que la mise à découvert des frontières avec la révolution des communications et de l'informatique a favorisé cette hégémonie et amplifié sa portée. La relation structurelle entre la puissance militaire (la domination par la force) et l'hégémonie (le leadership intellectuel et psychique), formulée par Gramsci (2) dès la première moitié de ce siècle, semble être la norme méthodique de la relation entre la forme directe de la mondialisation, qui est celle de l'intervention militaire ou de la domination économique, et sa forme tacite contenue dans tous les enchaînements théoriques et leurs applications politiques et sociales: l'intervention en faveur de la démocratie Panama par exemple, ou l'aide humanitaire à la Somalie...

N'est-ce pas là le concept de discordance avancé par Samuel Huntington (3) entre la puissance de l'Occident et l'hégémonie mondiale?

Entre la contrainte et l'adhésion, Huntington adopte les concepts de Gramsci et les transpose du domaine social à la sphère de la politique internationale pour affirmer que "tout Etat (ou classe chez Gramsci) doit pour asseoir son pouvoir exercer une dictature sur les Etats

(classes) antagonistes" et que "la phase nécessaire de la contrainte doit être suivi par une phase d'adhésion, parce que cette dernière est indispensable à la conservation du pouvoir".

Huntington estime que "si les sociétés non occidentales sont recomposées sur la base de la culture occidentale, c'est simplement là, le résultat du renforcement et de l'extension de la puissance de l'Occident".(4)

Selon lui, la culture est dépendante de la force, or la mondialisation totale ne peut se faire que par la force. Ce qui intéresse Huntington dans ce processus de mondialisation, c'est la réalisation des intérêts occidentaux: s'il appelle l'Occident à "abandonner l'illusion du mondialisme" qui fut la base de la volonté de modernisation des deux derniers siècles, il s'empresse en même temps d'appeler à l'unification de la force de l'Occident afin de garantir sa domination par la force sur l'ensemble des régions du monde.(5)

L'hégémonie constitue le deuxième temps de la réflexion d'Huntington. Comme chez Gramsci, les penseurs et les intellectuels sont les "marchands actifs" du groupe dominant, ils occupent les fonctions qui permettent à l'hégémonie et à la domination politique d'établir leur assise : la première de ces fonctions consiste à assurer l'adhésion spontanée des masses à l'orientation du groupe dirigeant, adhésion qui historiquement naît de l'admiration et de la confiance dont jouit le groupe dirigeant du fait de sa place et de son rôle dans le monde de la production. C'est ainsi que les autoroutes de l'information, les réseaux internet et le satellite accompagnent la vaste offensive menée par la force militaire occidentale, avec à sa tête les Etats-Unis, pour assurer l'adhésion, la suprématie et la confiance, qui selon Antony Guiddens sont les précieuses conséquences de la modernité.(6)

3- Comment faire face à l'hégémonie?

Si le point de départ de l'analyse est l'image concrète dessinée par la révolution de l'information et de la communication, la question de la confrontation doit être abordée sous deux angles: le premier est celui de la mondialisation, autour de laquelle prennent forme un ensemble de critères et de modes de comportement, de culture et de valeurs qui sont le contenu concret du concept d'hégémonie au sens où l'entend Gramsci; le second est celui du particularisme, autour duquel se cristallisent les positions de refus, de résistance et de défense de soi, contre l'aliénation et la marginalisation.

4- La mondialisation et les signes de force

Deux articles intéressants sont parus à ce sujet dans le numéro du Monde Diplomatique de février 1997: le premier, qui figure en première page et a pour titre "L'impérialisme américain" est signé par Ignacio Ramonet, le rédacteur en chef du journal; le second, paru en dernière page sous le titre de "Cultures à vendre" est de Jack Ralite. La place des deux articles n'est certainement pas dûe au hasard, car tandis que l'un traite de l'absolue hégémonie américaine sur le monde, le second aborde l'usage programmé qui est fait de la culture dans le but de renforcer cette hégémonie et de préparer la deuxième phase évoquée par Gramsci, à savoir celle de l'acceptation de l'hégémonie.

Il n'est pas besoin, je pense, de déployer beaucoup d'efforts pour trouver des preuves de l'utilisation de la force dans le but d'asseoir l'hégémonie: les événements qui se sont succédés depuis la Guerre du Golfe jusqu'à aujourd'hui confirment l'unicité du système référentiel mondial. Si certaines conclusions hâtives tendent à une interprétation tronquée et passionnelle de la question, les signes concrets d'une hégémonie de caractère américain apparaissent à tous les niveaux. Sur le plan militaire tout d'abord, l'ordre mondial endosse l'habit du policier américain qui surveille de loin, au moyen de ses instruments de contrôle, le monde entier dans ses recoins lumineux ou obscurs, et considère toute atteinte à la forme actuelle de l'équilibre militaire et politique mondial comme un acte d'agression organisé... On ne peut comprendre les embargos, les guerres punitives et les négociations pratiqués de nos jours que sous l'angle d'un renforcement de l'unicité du système référentiel, c'est-à-dire, quelque soit le nom qu'on lui donne, la légitimité internationale sous la bannière des Nations Unies. Sur le plan économique, les questions d'aides ou de dettes et les conditions imposées par la dollarisation de l'économie mondiale peuvent être désignées sous le nom de diverses institutions financières internationales, mais quoiqu'il en soit, elles confirment elles aussi l'unicité du système de référence économique, où le marché et la liberté du commerce sont considérés comme les concepts essentiels de l'évaluation de la prospérité et du progrès. Mais ces niveaux ne sauraient affirmer leur rôle et leur importance s'ils n'étaient pas couronnés par l'unicité du système culturel: à cette fin, toutes les innovations introduites par la révolution de la communication sont mises à profit. Ainsi les satellites artificiels permettent d'universaliser le mode de vie américain et son confort, sous le signe de la course au pouvoir et à l'argent, et la notion d'exploitation est légalisée et devient synonyme de succès. Quant au

degré d'agressivité qu'impliquent le concept de concurrence et les relations sociales conflictuelles résultant de cette conception, il est justifié par les notions de succès et d'échec, cet éternel système binaire reposant sur la sélection naturelle et les qualités personnelles, et partant, le retour à une hiérarchisation des individus en fonction de leur rang, leur lignée et leur race, hiérarchisation contre laquelle la philosophie des Lumières et la tradition humaniste de la Renaissance s'étaient insurgées.

Par ailleurs un certain nombre de mythes sont forgés dans le sillage de la mondialisation — mythes qui occupent l'esprit du tiers-monde, dont nous sommes — autour de la question des possibilités de sortir du sous-développement et de rattraper la civilisation. Ces mythes s'accompagnent d'une offensive des moyens d'information pour tenter d'instaurer une homogénéité transcendante et assurer de la sorte l'hégémonie totale du mono-système culturel. Ainsi le revers de la monnaie n'apparaît pas, c'est-à-dire les marginaux, les pauvres et les exploités, qui sont considérés comme le produit naturel de la sélection et de l'exploitation, et cette image du monde teintée de post-modernisme éclipse le conflit entre exploités et exploités, ou gouvernants et gouvernés, au profit de la notion d'acceptation d'autrui, même s'il s'agit d'un despote dominateur et exploiteur.

Je ne pense pas qu'il soit utile d'exposer ici les circonstances qui ont permis le succès de cette hégémonie dans nos pays. Qu'il nous suffise de nous souvenir du passé proche du monde arabe, nous y trouverons des éléments essentiels permettant de comprendre les raisons de ce succès, qu'elles viennent de l'extérieur, où les mécanismes de l'agression jouent un rôle primordial dans leur rapport avec la mouvance perpétuelle des événements mondiaux (des différentes formes de domination des pays arabes à partir du début du XIX^{ème} siècle jusqu'à l'actuelle hégémonie totale sur les capacités et les ressources), ou qu'elles viennent de l'intérieur, où règnent des mécanismes d'échec basés en grande partie sur l'inégalité concrète des degrés de développement de nos pays et des autres. Rappelons seulement les cycles de renouveau et de décadence de l'histoire occidentale contemporaine d'un côté, et d'un autre côté deux cents ans de lutte pour le redressement qui ont abouti chez nous à la détérioration que nous observons à tous les niveaux de l'existence.

5- Ambiguïté et impasse des particularismes

La relation inégale qui s'est installée entre un monde prospère et développé et un monde ressassant inlassablement depuis deux siècles les mécanismes de son sous-développement est visible à tous

les niveaux de l'existence et nous incite à étudier les modalités de la résistance et du refus du fait accompli qui se présente à nous sous la forme de l'acceptation et du réalisme politique.

Si le refus constitue le point de départ de la compréhension et de l'analyse du problème, seul un dépassement de ce refus et l'adoption d'une attitude positive peuvent empêcher cette démarche se transformer en une compétition idéologique entre soi et autrui.

Le refus premier qui peut mettre en branle le sentiment identitaire n'a pas les moyens en effet d'arrêter un processus de mondialisation mettant à profit tout le cheminement de l'histoire, de la géographie et des sciences modernes. Et si le "moi" arabe se réfugie dans son passé pour y trouver des certitudes lui permettant de contrer l'offensive foudroyante du mondialisme, ce repli sur soi n'entretient pas un rapport positif avec le temps: ainsi il n'attache pas d'importance aux changements structurels qui ont affecté la société arabe et ont transformé les conditions historiques de la vie sociale, de même qu'ils ont modifié, de façon relative, les comportements et les valeurs. A mon sens, négliger ces transformations ne conduit pas seulement à une compréhension erronée de la réalité arabe mais aussi réduit les possibilités de dépassement de cette réalité. Le repli culturel et la revendication des particularismes n'empêcheront en rien la décomposition organisée de notre édifice culturel, décomposition qui est le résultat des conditions de l'immense progrès scientifique et technologique enregistré dans le domaine de la communication et de l'information.

6- A quoi faisons-nous face : les possibilités de dialogue.

Cette situation semble de toute évidence, être le fruit du réalisme politique, mais cela ne doit pas nous inciter à lancer un pari idéologique sur le retour du passé ni à nous résigner au fait accompli et à vouloir qu'il perdure ainsi éternellement.

L'acceptation de la réalité, c'est-à-dire des transformations profondes qui ont secoué les systèmes de pensée et de croyance et les systèmes sociaux en vigueur dans le monde et notamment dans les pays arabes, ne signifie pas considérer ces transformations comme définitives et proclamer la fin de l'histoire. L'histoire prouve la prédominance du concept de changement plus que de la constance, et la lecture de l'actualité régionale et mondiale signifie précisément d'essayer de les comprendre et de les décoder de l'intérieur, afin de réorganiser et de réassembler les éléments positifs qui peuvent être mis à profit pour construire ceux de la résistance et peut-être un "substitut théorique" s'inspirant des particularismes culturels,

géographiques et naturels du monde arabe, sans négliger les défis contemporains utilisant les techniques des sciences modernes pour mettre en place le champ de leur activité concrète.

Il ne s'agit donc pas d'édifier une forteresse impénétrable autour de la culture arabe pour empêcher sa désintégration — ce qui de toute façon n'est pas réalisable —, il s'agit de chercher les moyens d'affermir les fondations de la culture arabe en s'appuyant sur ses éléments positifs et fondamentaux, lesquels lui permettront de jouer d'un rôle et d'une place de choix dans la culture de notre temps.

Si les changements militaires et politiques ont enraciné le concept de la défaite dans l'esprit du peuple arabe, le recours à la spiritualité et l'extension de sa place dans la culture arabe peuvent cependant servir à revaloriser le rôle et l'importance de cette culture.

Les risques d'aliénation et de métissage sont encore plus grands lorsque l'on se replie sur soi-même, parce qu'ils s'arrêtent aux frontières du refus. Nous prétendons que les nouveaux mouvements politiques contestataires, nés sur les vestiges des mouvements de gauche défaits et désunis, et qui puisent aux sources de la religion et de l'histoire pour construire leur projet politique restent prisonniers de leurs causes et rendent l'avenir prisonnier du passé, parce que le "retour sur soi" qui est le slogan de tous ces mouvements ne dépasse pas la conception actuelle de la relation entre soi et autrui, conception qui est le fruit de toutes les périodes passées d'antagonisme politique. Ainsi ces mouvements ne se développent pas à l'intérieur du champ des nouvelles connaissances offertes par la révolution technologique et ses applications sociales, de même qu'ils ne prennent pas en considération les autres défis entraînés par les mutations géo-stratégiques dans les domaines politiques et économiques, qui ont transformé le monde en une cité sans frontières réelles face aux transferts de capitaux et tentent à présent d'en faire une cité unique où règnerait une homogénéité des valeurs, des coutumes, des comportements, voire des goûts, des odeurs et des couleurs...

On connaît également l'autre face de la rigidité, qui s'énonce sous forme d'acceptation et de réalisme politique, et dont les partisans prônent la perpétuation de l'état de fait actuel et vantent la course à la modernité, comme si cela dépendait de notre propre volonté, et l'intégration à l'ordre mondial, sur la base du "crédit mutuel", comme si nous avions quelque chose à échanger... Une telle position n'a aucun fondement logique sur le plan de la réalité, car le désir et l'acceptation de l'autre, s'ils ne sont pas réciproques, ne sauront nullement nous faire une place au sein des Etats, de la culture et des sciences du

monde. Nous pensons qu'il est urgent d'adopter une autre vision de la réalité occidentale qui n'émane ni d'un refus total ni d'une adhésion sans condition et aborde les changements qualitatifs de l'ordre mondial de façon positive. En effet les risques diminuent si l'on dépasse le stade d'un refus total ou d'une adhésion totale pour faire le choix d'une attitude positive entretenant un rapport dialectique avec le refus et l'adhésion et cultivant la notion de résistance par le biais du développement des éléments de force de la nation arabe et de la conscience des périls impliqués par une mondialisation mono-référentielle sur les plans militaire, politique et culturel, sans pour autant tendre au repli et à la rigidité.

7- Comment faire face, comment dialoguer? Quelques idées de base...

Voici deux questions graves et délicates dans le contexte actuel de l'hégémonie de la culture mondiale. Comment en effet affermir une culture de la résistance sans pour autant se refermer sur soi-même dans une spirale infructueuse ? Comment réaliser cette nécessaire égalité qui permettra d'entamer un réel dialogue ?

Comment éviter ce "contre-orientalisme" dont parle Sadeq Jalal El-Azhm (7) et ne pas créer de batailles mal placées, ne pas élever la lutte de la terre vers le ciel sous prétexte qu'il est l'origine des temps et des lieux, ne pas se cacher derrière un culturalisme considéré comme l'essence de notre histoire et de notre passé et le critère de notre particularisme ? Nous prétendons que ce culturalisme n'est autre qu'un écho du culturalisme raciste qui historiquement imprègne le regard porté par l'Occident sur l'Orient, selon les termes d'Edward Saïd. Si les premiers pionniers de la modernité virent dans la supériorité de l'Occident un moyen d'accomplir son œuvre civilisatrice, fût-ce par la force, dans d'autres régions du monde, le culturalisme raciste, lui, énonce qu'il est inutile de déployer des efforts pour civiliser les autres. Ainsi un ouvrage comme "Le conflit des civilisations" de Samuel Huntington peut séduire beaucoup d'entre nous parce qu'il affirme la permanence des particularismes culturels, mais si l'on décode son discours et qu'on rattache son contenu à la "lecture culturelle" qu'il prétend donner de l'Occident, on se rend compte que nous sommes mis à l'écart, hors du champ d'activité de la planète, et que dans ces conditions il n'y a aucun mal à ce que nos particularismes soient rongés du fait des relations de force qui dominent le monde. Huntington n'appelle-t-il pas tous les éléments de puissance à se solidariser pour resserrer leur emprise et affermir leur hégémonie sur la planète ?

Selon Huntington, la culture est dépendante de la force, or comme nous le savons, nous n'occupons pas une place de choix dans les rapports de force internationaux⁽⁸⁾. Si nous avons pu rectifier quelque peu cette situation à une époque précédente en nous appuyant sur le redressement national et sur le divorce qui régnait entre les forces en présence dans le monde en cette période de guerre froide, tout ceci s'est vu ensuite annihilé et nous sommes redevenus ce que nous étions: un lieu d'extraction de matières premières aux prix les plus bas, un marché de consommation et une main d'œuvre bon marché pour les pays producteurs. Ainsi comme le note Samir Amin la nation arabe s'apprête à rentrer dans le XXI^{ème} siècle plus faible qu'elle ne l'était au début du siècle précédent.⁽⁹⁾

Quelles que soient les conjectures des "nouveaux combattants" quant à notre capacité à résister, cette capacité diminuera peu à peu si elle n'est pas étayée par une initiative intellectuelle construite sur une lecture réellement neuve et une mémoire non sélective qui n'écarte pas ce qui contredit ses thèses. Jamais la lutte n'a eu à voir avec le ciel.⁽¹⁰⁾ Elle a toujours eu lieu sur la terre et pour le bien de l'homme. Le besoin semble donc urgent de rectifier radicalement les orientations qui prévalent aujourd'hui dans le monde arabe et de trouver un nouveau langage conceptuel qui prenne la place de l'ancien, qui n'a plus lieu d'être, et empêche le retour d'une autre forme de passé, à savoir "le néo-libéralisme" ou le capitalisme sauvage qui se présente comme un substitut inéluctable sans même avoir les moyens de le prouver, notamment dans les zones en marge du système.

Il s'agit ici d'un appel réel et franc à participer au débat sur un substitut théorique qui réponde aux particularismes historiques, débat qui devra tirer parti de l'accumulation de savoir et d'expérience politiques réalisée par nos sociétés arabes depuis deux siècles, et considérer les changements actuels comme "une nouveauté cognitive", et non pas simplement comme un climat politique propice aux mutations. Si le contexte politique actuel, c'est-à-dire l'après guerre froide et la transformation de la planète en un monde mono-polaire, est une période passagère (comme le suggère l'histoire politique du monde), les orientations intellectuelles ancrées par ces changements, autrement dit l'abolition de la valeur référentielle de la période précédente, ne sont pas passagères, elles, et laisseront leur empreinte sur toutes les analyses théoriques et les commentaires politiques à venir.

Nous avons donc besoin de lire différemment l'actualité arabe, sans

nous plier à la version officielle diffusée par le néo-capitalisme ni rester prisonniers de la nostalgie du passé et d'un refus total qui ouvre la voie à de nouvelles ères de tyrannie. Il est urgent de modifier radicalement notre mode de confrontation, parce que l'obstination à vouloir ignorer ce qui se passe et s'enfermer à l'intérieur des particularismes ne pourra conduire qu'à renforcer le refus de la "nouveau cognitive", même si l'on assiste à une adhésion à un renouveau politique "formel" (des élections, mais qui ne sont pas libres ; une pluralité des partis, mais des partis du pouvoir...), tandis que l'effondrement des valeurs s'insinue en nous sous forme de consommation et de paupérisation.

Ce ne sont pas les volontés qui dictent le dialogue, mais les besoins. Les besoins se fondent sur des éléments cognitifs et objectifs permettant de déterminer les objectifs et les moyens, or nous n'aurons jamais en main ces éléments cognitifs si nous ne modifions pas le regard que nous portons sur nous-mêmes et sur les événements et si nous ne renouvelons pas nos centres d'intérêt. En effet les questions qui nous occupent (le monde surnaturel et la métaphysique) sont tout à fait désuètes. Alors que l'Occident s'apprête à transformer la vie au moyen de la génétique, nous nous attardons à débattre du sexe des anges, et nous nous perdons dans nos prétendus particularismes, comme pour répéter le calvaire d'Ibn Hanbal.

Le dialogue est-il possible dans de telles conditions? Et a-t-il un sens?■

Références

- 1- Se reporter par exemple à :
 - L'ouvrage collectif intitulé La grande tourmente traduit par Issam Khaffaji et Adib Neema, Dar el-Farabi, Beyrouth, 1991.
 - Samir Amin, L'empire du chaos, traduit par Dr Abou Chaqra, Dar el-Farabi, Beyrouth, 1991.
 - Youssef el-Sayegh, Le développement sectaire, Centre d'études sur l'union arabe, Beyrouth, 1993.
- 2- Gramsci, "Extraits choisis", traduction d'El-cheikh Ali, Dar el-Farabi, 1976.
- 3- Samuel Huntington, Le conflit des civilisations et la reconstruction du monde, El-safir el-thaqafi, 24/1/1997.
- 4- Idem
- 5- Fawwaz Traboulsi, Une singularité culturelle pour dominer le monde par la protection militaire, débat autour de Samuel Huntington, El-safir el-thaqafi, 31/1/1997.
- 6- Antony Guiddens, Les conséquences de la modernité, L'Harmattan, Paris, 1993.
- 7- Le Monde Diplomatique, février 1997.

- 8- Samir Amin, L'impasse du développement arabe, en Afrique et au Monde Arabe, L'Harmattan, Paris, 1996.
- 9- Georges Corm, Le nouveau désordre économique mondial, La Découverte, Paris, 1993.
- 10- El-Sayyid Yassine, La conscience historique et la révolution universelle, ou le dialogue des civilisations dans un monde en mutation, Le Caire, 1995.

Ronny Ambjörnsson***Est Et Ouest:
La Création d'une Identité Européenne****

Europe, c'est un terme qui ne s'est pas toujours laissé décrire sans ambiguïté en raison des océans, chaînes de montagnes et fleuves qui en font partie. Dès le début l'Europe est apparue presque comme un club, dont l'adhésion n'était pas acquise à tout un chacun. Assez longtemps il n'était pas sûr, à quel continent appartenait la Russie; ambivalence qui n'a disparu que lorsque Pierre le Grand a initié sa politique de Réforme. La Russie est alors devenue partie de l'Europe - bien que, jusqu'à ce jour nombreux sont ceux qui expriment encore des doutes à cet égard. Ainsi pour appartenir à l'Europe, il ne fallait pas seulement répondre à certains critères géographiques mais aussi, semble-t-il, à d'autres qualifications. De plus, l'Europe n'est pas particulièrement ancienne. Cependant que le terme remonte à la géographie ancienne du Moyen - Age et le début de l'ère Moderne, l'affiliation géographique était en premier lieu définie en termes religieux. Le nom Europe est séculaire, son histoire commençant avec l'avènement du Siècle des Lumières, où elle prend la forme d'une idée.

Au départ cette idée était vague et généralisée. L'Europe consistait en un nombre d'Etats caractérisés par une structure politique, culturelle et économique particulière. En ce temps des ajouts pouvaient être apportés à cette construction, qui néanmoins n'a jamais été

* Professeur d'histoire des Idées , Université d'Umeå- Suède

** Original: Anglais. Traduit par Anhar Korra

intentionnelle. L'Europe est le résultat d'une discussion continue initiée au début du 18^{ème} siècle.

Une des caractéristiques de cette discussion, c'est que très souvent elle a lieu à un niveau abstrait. Ce sont les philosophes qui formulent des pensées dont la résultante est une Europe imaginaire, qui n'existe pas encore, mais dont ils ont le sentiment et dont ils rêvent.

Cette Europe imaginaire est créée en contraste avec une non-Europe non moins imaginaire, essentiellement l'Asie Musulmane. Dans cette géographie hypothétique qui émerge, les antithèses jouent un rôle important. C'est uniquement dans ses relations avec la Non-Europe que l'Europe est clairement visible pour la première fois. L'Ouest ne peut évidemment exister sans l'Est.

En parlant de l'Europe et de l'Asie, pour ainsi dire dans le même souffle, les écrivains du Siècle des Lumières, donnent forme à leur perception d'une image de plus en plus détaillée de leur propre identité, image que les Romantiques ont héritée et davantage développée. (Le concept d'Orientalisme d'Edouard Saïd ne peut réellement être compris sans son opposé polaire l'Occidentalisme: image de l'Ouest, de l'Europe.)

Cette étude a pour but de mettre en exergue quelques composantes importantes de l'image de l'Europe telle qu'elle s'est développée pendant les 18^{ème} et 19^{ème} siècles, surtout au cours du Siècle des Lumières au début du 19^{ème}, bien que des reflets en soient évidents un plus tôt et plus tard dans le temps.

En premier lieu, il nous faut broser une toile de fond historique: En 1683 les Musulmans Turques assiégeaient Vienne. La ville n'est jamais tombée, mais la menace demeurait. L'Empire Ottoman était une grande puissance qui exerçait sa pression en direction de l'Ouest. Le siège de Vienne et la chute de Constantinople beaucoup plus tôt en l'an 1453, se tiennent comme deux "traumatismes choisis", si nous utilisons un terme rendu populaire par le psycho-analyste américain Vamik Volkan en se référant à la guerre en Ex-Yougoslavie. Selon Volkan, les "traumatismes choisis" jouent un rôle décisif dans la création d'une identité ethnique. Ce sont des symboles dont on se sert pour justifier une rétribution ultérieure, qu'elle soit idéologique ou se produit avec l'aide de l'épée. Par ailleurs et en opposition se tiennent des "gloires choisies". Dans l'histoire de l'identité européenne la bataille de Poitiers de 732, où les Francs sous la direction de Charles Martel ont refoulé l'invasion musulmane de l'Europe est un moment de gloire mémorable "choisi" (l'événement est si insignifiant en son temps que comme le souligne Bernard Lewis, il n'a presque pas été

mentionné dans les livres d'Histoire Arabe). Une autre victoire symbolique est la bataille de Marathon où les "Hellènes libres" ont défait les "Hordes Persanes". Les conflits modernes opposant l'Europe et l'Asie sont ainsi projetés avec un recul dans le temps et deviennent un thème quasi - éternel du développement de la civilisation. C'est une construction nécessaire pour fournir à l'Europe une continuité historique.

(1)

"De l'Esprit des lois", livre de Charles Montesquieu est une des oeuvres les plus significatives du Siècle des Lumières, évoqué constamment par les philosophes et penseurs politiques ultérieurs. Un des thèmes qui revient dans le livre est celui des conditions nécessaires pour qu'un système libre de gouvernement réussisse. Dans sa discussion, Montesquieu se déplace entre des niveaux différents. A l'échelon le plus élevé nous trouvons deux concepts, Europe et Asie qui s'équilibrent. En Europe uniquement, mais pas en Asie, des possibilités de liberté existent.

Ces possibilités ont pour base le climat. Montesquieu présente son argument comme suit: L'Asie ne possède pas de zones tempérées; des régions au climat froid y sont adjacentes à d'autres au climat chaud. En Europe par contre le climat varie insensiblement d'une zone à l'autre. Or, le froid est une source de force et la chaleur de faiblesse. En Asie les peuples forts confrontent toujours les plus faibles. En Europe les différents peuples se contrôlent les uns les autres. Les forts ont des voisins aussi forts "C'est là, la raison principale de la faiblesse de l'Asie et de la force de l'Europe, de la liberté de l'Europe et de l'oppression de l'Asie, raison à laquelle personne selon mes connaissances n'a encore attiré l'attention. Elle explique pourquoi le degré de liberté atteint en Asie n'augmente jamais, tandis qu'en Europe il augmente ou diminue en fonction des circonstances".

Selon l'argument de Montesquieu, l'Europe et l'Asie fonctionnent comme deux types idéaux et pratiques pour décrire les mécanismes de liberté dans la première et d'oppression dans la deuxième. L'abstraction de ces deux types idéaux permet à l'auteur d'ignorer toutes les complications et circonstances historiques. En échange une image de l'Europe émerge, illustrée par des comparaisons constantes avec l'Asie.

Dans la description qu'il donne des conditions de la liberté il est évident que Montesquieu pense à l'Europe. Il est également vrai, néanmoins que les conditions décrites n'existaient pas en Europe du

temps de Montesquieu. En réalité il trace les grandes lignes d'un programme dénommé "Europe", que plus tard, les philosophes et les auteurs doteront de contenu, de détails, de nuances et même de problématique.

C'est en premier lieu un programme de modernisation. Montesquieu voudrait remplacer la tradition par la pensée. Dans la mesure du possible, la vie doit être soumise au test de la raison. Epreuve possible en Europe mais pas en Asie. Ce continent étant restreint de par sa nature même: sa gigantesque masse de terre, l'immensité de ses steppes, le passage abrupt du chaud au froid. C'est la nature qui définit l'Asie. Par conséquent l'Asie est la nature, l'Europe est la culture dans le contexte agricole du mot, elle est mutation. Pour Montesquieu il y a toujours le terme "il faut" qui s'impose en parlant de l'Asie, toujours, par antithèse et pour mettre en relief son absence dans le cas de l'Europe. En Europe les "circonstances" dictent des actes, ou les circonstances peuvent être influencées d'une manière ou d'une autre.

Le thème de l'image de l'Europe et de l'Asie qui émerge de l'oeuvre de Montesquieu a subi par la suite des variations introduites par les philosophes du siècle des Lumières, comme Voltaire, Helvétius, Condorcet, David Hume, Adam Smith et Adam Ferguson. D'autre part, cette image n'était pas dénuée d'ambivalence. Dans le texte de temps en temps transparaît une admiration de l'Islam, pour son stricte monothéisme en contraste avec la Trinité irrationnelle du Christianisme. Le portrait donné de Mohammad le montre comme le sage fondateur d'une religion, en opposition avec la nature et le statut peu clairs de Jésus. L'Islam est cité pour critiquer la théologie de l'Eglise, le plus grand ennemi des projets du Siècle des Lumières.

De plus les grandes civilisations d'Asie sont souvent exposées, les unes vis à vis des autres. C'était là, le résultat de la grande estime que l'on avait pour la Chine, notamment au cours de la première moitié du 18^{ème} siècle. La Chine était présentée comme un empire géré par de sages mandarins, une sorte de despotisme éclairé. Son système de gouvernement centralisé est l'objet d'une admiration particulière qui toutefois, peut le cas échéant se transformer en critique aigüe de ce que l'on craignait être une société contrôlée par une main de fer dirigée par directives et décrets. Les Chinois étaient qualifiés de "fantoques" manipulés par un prestidigitateur, un contraste parfait avec l'individu européen, guidé par son seul égo rationnel, qui d'ailleurs est l'essence même de l'Européen.

L'Inde a également provoqué un certain enthousiasme, notamment

vers la fin du même siècle et pendant l'ère romantique, pour sa sagesse ancienne (perception qui sera également remplacée par son contraire le plus absolu: une sagesse incompatible avec le monde moderne, et sans contact avec la réalité). L'indien possédait la sagesse, l'Européen la raison, une caractéristique qui avait conclu un pacte avec le Temps.

L'image négative de l'Asie a prédominé comme résultante du fait que l'Europe constitue un programme de modernisation. L'Asie est demeurée dans les rangs arrière, cependant que l'Europe continue sa marche en avant. Même si Mohammad peut paraître comme un sage législateur, la société musulmane elle-même est gérée par la religion. La séparation entre loi et religion, entre Eglise et Etat, n'y a jamais eu lieu. Ce phénomène est dénommé "fanatisme" par les philosophes du Siècle des Lumières (aujourd'hui nous utilisons plutôt le terme d'"intégrisme"). Dans cet argument, l'Asie Musulmane est souvent considérée comme représentative de la totalité du continent.

(2)

La raison n'a pas de place dans un système despotique. La passion par contre y règne. Un aspect de l'image qu'il donne de l'Asie est celle d'un sensualisme prédominant. La sexualité est une région que Montesquieu et plus tard d'autres écrivains explorent avec avidité. Il commente avec saveur les questions de harem et de polygamie, thème qui constituera le leitmotiv de cette autre grande oeuvre "Les lettres persanes".

Les lettres persanes sont une collection de lettres fictives, écrites par deux Persans effectuant un voyage en Europe, et par les femmes de harem et les eunuques appartenant à l'un d'eux en Perse. Cet arrangement permet de dépeindre une image particulière de ces deux continents. Le milieu Oriental est saturé d'érotisme, de sensualité et de désir. Les missives parvenant du Sérail sont de longues supplications pour que les voyageurs se hâtent de rentrer. Ici l'Orient émerge comme féminisé, cependant que c'est avec des yeux masculins que nous voyons l'Europe. Les voyageurs demeurent en Europe, de plus en plus fascinés par la culture européenne graduellement européanisés. Le thème fondamental du livre est une comparaison entre Asie et Europe et où l'Europe représente le progrès, la science et la constitutionnalité vis à vis d'une Asie diamétralement opposée représentant la stagnation, les préjugés et l'arbitraire politique.

De même, dans l'Esprit des lois, Europe et Asie constituent les deux pôles d'un débat typique idéal. La différence entre eux est que l'Asie

est en fusion avec son idéal typique, cependant qu'en Europe réalité et idéal demeurent séparés. Les Européens avancent vers leur Europe, tandis que l'Asie reste captive de sa propre formule, à l'exemple des femmes dans le Sérail avec leurs voiles, leurs passions et leurs fantaisies. Dans *Les Lettres Persanes*, cette absence de développement est caractéristique et sexuellement déterminée. La passion gouverne l'Asie. La passion féminise l'homme et l'attire loin de ses tâches externes vers les ébats de Sérail.

Par ailleurs, l'absence de passion correspondante en Europe libère les sexes l'un de l'autre, libération qui rend possible une curiosité à l'égard des objets autres que sexuels. Parmi les éléments qui surprennent et indignent le plus les Persans vivant à l'étranger (et qui en même temps les fascinent et les tentent) est la position libérée qu'occupe la femme en Europe. Image qui constitue un élément récurrent de l'image de l'Europe telle qu'elle émerge pendant le Siècle des Lumières. Dans la littérature de cette période le degré d'émancipation féminine d'un pays représente un jauge qui permet de mesurer le développement de sa civilisation. La liberté est un signe d'individualisme.

Mais avant tout, la liberté est l'expression du contrôle des impulsions. En Europe un homme et une femme peuvent être laissés seuls dans une chambre sans tomber dans les bras l'un de l'autre. L'énergie sexuelle y a été orientée vers d'autres canaux et sublimée par une culture où la conversation et la pensée remplacent l'action. Evidemment les Persans ne s'expriment pas de cette manière. Ils remarquent, toutefois la présence d'une discussion ininterrompue et sans limites en Europe. Les hommes parlent aux hommes, les femmes parlent aux femmes mais les hommes parlent aussi aux femmes et ces dernières aux hommes. De tout cet échange est née la discussion qui est un des préalables de la philosophie et de la science.

Une telle discussion n'existe pas en Asie, pas plus qu'une pensée abstraite quelconque, souligne Montesquieu dans *l'Esprit des lois*. Face à cette image apparaît la nature très distincte de l'Europe: Celle d'une communauté de penseurs, d'hommes de raison.

(3)

L'identité est basée sur la différentiation: un "nous" requiert un "eux". Ce "nous" n'est pas "eux" et ce que "nous" sommes, "ils" ne le sont pas. Ce processus a une composante psychologique. De même que, sciemment je projette mon côté sombre sur "l'autre", l'écrivain européen place tout ce qui est indésirable à l'extérieur de sa propre

culture, et l'étiquette d'"étranger", d' "Asiatique". Dans cette dernière alternative l'image de l'Asie est utilisée pour critiquer les conditions de l'Europe, qui dans ce contexte a l'apparence d'un type plus ancien de société. Le portrait du despote Louis XIV est dans les Lettres persanes, celui d'un souverain oriental et ses idéaux coïncident avec ceux du despotisme oriental. Souvent on l'entend dire, que de toutes les formes de gouvernement du monde, celle de Turquie ou celle de notre "sinistre sultan", sont celles qui lui plaisent le plus; tellement il estime l'art de gouverner oriental."

Il existe en Europe elle-même, un autre type d'Oriental, une autre Asie sous-développée au fond de l'Europe, en son cœur même: Les Juifs. Voltaire de même que de nombreux auteurs du Siècle des Lumières, dont Diderot et Holbach, sont extrêmement ambivalent quand il s'agit des Juifs. D'une part il rejette la persécution religieuse à laquelle ce peuple a été exposé le long de l'histoire. D'autre part il critique d'une manière aigüe la culture juive, qu'il compare à la culture musulmane. La Culture juive est superstitieuse, auto-suffisante, "fanatiquement" obsédée par la Loi de Moïse qui détermine la vie entière du Juif et limite son champ de vision.

C'est ce "fanatisme" présumé qui pour Voltaire est répoussant. Pour lui, le Juif se tient comme l'ennemi naturel du projet du Siècle des Lumières, dont la réalisation est un devoir historique que l'Europe se doit d'entreprendre. De par son style de vie, le Juif dénie ce projet "S'il est permis à la culture juive de continuer à exister en Europe, nous finirons, souligne Voltaire, par avoir une nation au sein de la nation européenne dont les idéaux lui sont diamétralement opposés". L'Europe sape sa propre existence. Mais, comme elle entreprend cette tâche au service de l'Humanité entière, le Juif devient de ce fait même "l'ennemi naturel de l'Humanité". Analysé d'une autre manière l'anti-sémitisme n'est pas une voie irrationnelle dans l'histoire des idées européennes, mais plutôt partie intégrante du milieu de modernisme dans lequel l'identité européenne prend forme.

Un autre aspect du programme de l'ère des Lumières est cette autre revendication qui proclame que l'éducation est universelle. Elle ne permet pas qu'existent des enclaves pour la culture ou des nations au sein des nations. Au cours du Siècle des Lumières, le concept de nation commence à comporter la signification qu'il acquerra plus tard. Voltaire parle d'une nation et l'imagine comme une entité intégrée, d'autres philosophes de la même période comme Adam Smith en ont la même image. Dans l'esprit de quelques philosophes de cette période, l'idée de nation est reliée d'une manière paradoxale à l'idée d'Europe. L'Europe est la zone géographique qui consiste en

nations et sociétés intégrées. Les empires gigantesques d'Asie, ne sont des nations que dans ce sens du terme. Ces derniers peuvent tolérer des nations à l'intérieur de leurs nations de la même façon que les Etats chrétiens des ères médiévales pouvaient les tolérer surtout dans la partie méridionale de l'Europe. Imaginer une telle possibilité est impensable pour les Etats modernes d'Europe qui aspirent à devenir des nations. C'est là la perspective dans laquelle nous devons voir les Juifs : Une double menace tant à la nation qu'au progrès.

En premier lieu, c'est encore une fois à l'Asie que référence est faite, lorsque la tyrannie et le despotisme sont discutés à un niveau plus général. Dans le manifeste central de l'illumination radicale, la grande Encyclopédie éditée par Diderot, presque tous les exemples qui illustrent l'entrée "despotisme" sont pris en Asie. La situation est semblable dans les cas de philosophes qui ont donné le ton comme Claude-Adrien Helvétius. Le conflit entre Europe et Asie, est un principe directeur dans son oeuvre centrale: *De l'Esprit*. En comparant les deux continents Helvétius peut déterminer l'esprit sur lequel une civilisation est basée. L'esprit est relié au concept : "diversité des opinions, variété des intérêts". Cette multiplicité existe en Europe, c'est quelque chose qui a pour base la connaissance et l'éducation. Les intellectuels ont ainsi un rôle - clé à jouer : contribuer à modeler un environnement ouvert, une sorte de bourgeonnement d'une communauté transnationale. Helvétius parle de la République des lettres, expression qui dans les oeuvres des Philosophes du Siècle des Lumières, a une signification supplémentaire proche de "République des intellectuels". Il parle aussi d'Europe vraie, " d'Europe essentielle" .

Le sens exact de cette expression n'est pas très clair. Il semble cependant qu'en se servant de cette dernière expression, Helvétius ne pense pas à une région particulière de la carte. Par contre "l'Europe essentielle" semble définir une culture particulière appartenant à l'Europe géographique, une forme de connaissance, de lumière, un esprit de discussion et de débat.

L'Europe est également un phénomène urbain. Rousseau considère les Européens comme le peuple qui habite les grandes villes, peuple qui d'ailleurs ne jouit pas de sa sympathie. Il n'y a pas de différence, dit-il, entre les peuples qui vivent à Paris, Londres ou Varsovie. Ils sont tous taillés dans le même tissu. De la même manière Voltaire parle des paysans de l'Est de la France comme des Asiatiques. Lors d'un séjour effectué au Jura il lui semble être arrivé en Asie: Les gens y vivent de la même façon. Ce ne sont pas de vrais Européens.

(4)

Cependant la nature de ces idées change quand la discussion porte sur le quatrième continent l'Amérique. Si l'histoire comme quelques philosophes le pensent, va de l'Est à l'Ouest, que se passe-t-il, une fois parvenue au littoral Atlantique? Y est-elle attirée? enjambe-t-elle l'océan? Assez longtemps la question n'avait pas sa raison d'être. L'Amérique en tant que colonie n'était rien de plus qu'une copie de l'Europe. Toutefois cette situation change après la Révolution Américaine. Les Etats Unis d'Amérique du Nord (dans le débat aucune distinction n'est faite entre USA et Amérique) ouvrent leur propre voie nouvelle. Plusieurs des rêves de l'Europe semblent se réaliser en Amérique. Ainsi celle-ci devient en rhétorique synonyme du futur. Les voyageurs se rendant dans les jeunes Etats Unis sont des voyageurs dans le temps visitant l'avenir. Toutes les métaphores traditionnelles sont renversées, sens dessus dessous. Le Vieux Monde n'est plus l'Asie mais l'Europe, cependant que le Nouveau Monde est déplacé en direction de l'Ouest. Là apparaît en même temps une nouvelle polarisation. Le Vieux Monde dans l'optique de l'Europe se voit attribuer de nombreuses caractéristiques qui dans le passé désignaient l'Asie; le rythme ralenti, l'oppression traditionnelle, la forme despotique de gouvernement et la stagnation. De même au Nouveau Monde sont attribuées toutes les caractéristiques qui précédemment revenaient à l'Europe: raison, appui du peuple au gouvernement, mobilité, équilibre entre les Etats.

Nous avons ainsi deux discours synchroniques sur l'Europe, le premier où la comparaison a lieu entre Europe et Asie et le deuxième où l'Europe est présentée en contraste avec l'Amérique. L'image de l'Europe est diamétralement opposée dans les deux discours, circonstance naturellement reliée à la perspective politique. Europe, Amérique, Asie, sont des composantes du même argument exhaustif concernant la possibilité de créer un nouveau monde non en Amérique mais en Europe.

Quoi qu'il en soit, ces rêves sont en premier lieu placés sur l'Amérique du Nord et plus précisément sur la Nouvelle Angleterre. C'est aussi cette région qu'un nombre croissant d'auteurs choisissent pour être le Nouveau Monde. Le Sud a son esclavage. La révolte contre les Anglais sert à placer les provinces du nord dans l'avant-garde, bien que quelques révolutionnaires soient venus du Sud. La Révolution acquiert une dimension symbolique, comme révolte contre la tyrannie et la tradition, une sorte de rébellion jeune contre une vieille génération.

Toutefois dans les métaphores utilisées l'on trouve d'autres possibilités -expérience, sagesse - qui au cours du 19^{ème} siècle étaient attribuées à l'Europe.

Il va sans dire que pour les philosophes du Siècle des Lumières ses possibilités sont loin d'être proches. Il voient l'Amérique, en premier lieu comme une meilleure Europe. Dans les propos de Ralf Dahrendorf, l'Amérique est une "application des lumières du siècle". Les structures qui dans les comparaisons avec l'Asie, étaient citées comme caractérisant l'Europe, sont les mêmes, mais dans le nouveau contexte elles sont attribuées à l'Amérique: Constitutionnalité, tolérance, citoyenneté. Le Physiocrate Turgot écrit: "L'Amérique c'est l'espoir pour toute l'Humanité" .tant que le continent ne devient pas "une copie de notre Europe", c'est à dire, "une collection de pouvoirs séparés qui rivalisent pour des territoires et des profits et qui dans leur existence même, ne cessent de subjuguier les peuples dans les chaînes de l'esclavage." Ainsi pour Turgot, l'esprit de compétition et d'égalité compétitive, qui en comparaison avec l'Asie servait de préalable à la civilisation européenne, est, ici, un obstacle sur la voie de cette même civilisation.

A mesure que l'on avance dans le 19^{ème} siècle les rapports venus du nouveau monde changent de caractère. Ils deviennent plus approximatifs, l'échelle des valeurs en est plus nuancée et ne sont plus aussi noir et blanc.

Tournons maintenant notre attention à un récit de voyage du romancier Charles Dickens *American Notes* (1842). Dickens est impressionné par la grande majorité de ce qu'il voit: Les universités, les prisons, les hôpitaux et il saisit chaque occasion qui se présente pour les comparer avec les institutions semblables de l'Europe. Toutefois, le long du livre le degré de dissociation augmente. Les charmantes petites habitations sont trop transparentes, les rues des villes trop droites. Après une promenade d'une heure en Philadelphie l'auteur annonce qu'il donnerait tout au monde pour "une rue tortueuse". C'est la cité planifiée qui provoque la réaction de Dickens, le modernisme des constructions, la perspective et le plan. La cité européenne a vécu une croissance organique semblable à celle de la société européenne elle même.

Ici nous retrouvons un nouveau motif qui reviendra dans les propos comparés. L'Amérique est trop calculée, mais paradoxalement, trop temporaire. Bien que ne ployant pas sous le poids des traditions, la culture qui marque la vie européenne, lui fait défaut. Cette opinion n'est pas exprimée ouvertement, mais par allusions indirectes dans la

description de situations et de milieux. Elle est particulièrement évidente dans le recours aux métaphores et au style utilisé. Dickens adopte un langage ironique, qui servira d'ailleurs d'exemple aux futurs récits de voyage en Amérique. Dickens montre l'Amérique comme étant semblable à une immense maison de comptabilité. En se servant de figures de style et jeux de mots, il crée une image de l'Amérique gouvernée par de grossiers calculs commerciaux, image qui nécessairement rappelle à l'esprit du lecteur son opposée: Une Europe plus paresseuse mais aussi plus humaine.

Les scénarios qui accompagnent la discussion suivent la même direction. Quand les Américains mangent leurs dîners ils sont tout à fait silencieux, comme si l'ingestion de nutriment ne pouvait jamais (comme en Europe) s'associer à d'autres plaisirs mineurs et à la culture des temps de loisirs. De ces dîners émane un air de "calcul et d'affaires". C'est par besoin naturel, que l'on mange, mastique, avale et crache. Souvent il généralise ses observations, comme il l'a fait dans ce cas où il lève la tête de table et conclut que tous les invités se ressemblent. "Ils ont tous le même caractère. Ils se déplacent pour faire les mêmes commissions, font et disent exactement les mêmes choses et de la même façon, l'un suivant l'autre, au même rythme exempt de joie." Le dîner devient une image de la société américaine, où l'égalité s'est transformée en conformité. Dickens nous fournit un des premiers portraits du nivellement américain, une sorte de réponse au défi avec lequel l'expérience américaine a affronté les Européens.

La majorité des récits de voyage faits en Amérique écrits par des Européens ne négligent pas cet aspect qui met l'accent sur leur culture personnelle. Le caractère unique de l'Europe ne réside pas uniquement dans son expérience sociale ou dans sa modernisation en tant que telle; on le retrouve dans les structures qui créaient les grands penseurs, dans une littérature riche et dans la recherche scientifique. Tandis que les Américains lisent énormément, ce qu'ils lisent ce sont surtout des journaux dont la qualité est loin d'être méprisable. Pour ceux qui ont l'habitude de lire les journaux anglais ou tout autre organe dans le Continent et qui sont également habitués à lire autre chose que simplement des journaux, il est impossible de concevoir cette terrible "machine en Amérique". La machine en question est la presse qui permet de promouvoir le nivellement qu'il croit avoir découvert. C'est également une métaphore qui oriente automatiquement notre pensée à son opposé direct l'organisme, la plante, la société naturelle: l'Europe.

(5)

Le nivellement américain trouve son interprétation classique dans le livre de Tocqueville: "De la démocratie en Amérique". Comme le titre le suggère, la démocratie américaine est au centre de l'oeuvre, et le rapport de Tocqueville est le premier résumé fondamental sur le monde des idées libérales du 19^{ème} siècle. Mais en même temps c'est une description des conditions de l'Amérique qui à tout moment nous ramènent à l'Europe et la caractérisent. Tocqueville estime que l'Amérique est en réalité une partie de l'Europe, ("Je ne pense pas que l'océan sépare réellement l'Amérique de l'Europe"), qui s'est choisie son propre chemin. Les Américains sont des Européens qui ont choisi de quitter l'Europe. L'Europe est restreinte par son histoire, ses traditions et ce que Tocqueville appelle ses "passions", c'est à dire ses ambitions, ses aspirations et ses intérêts nationaux.

L'Amérique est libre. L'Europe enclavée: C'est là le conflit fondamental opposant les deux continents duquel tous les autres, secondaires, naissent. L'Amérique est libre d'oeuvrer et de réaliser les réformes qui lui sont plus adéquates, cependant que l'Europe se doit de prendre en considération nombre de facteurs que l'histoire a jeté sur son chemin. L'Amérique est le seul pays au monde qui ait réalisé une constitution démocratique. Tocqueville estime que la Constitution de la Révolution Française ne mérite pas le titre de "démocratique".

Tocqueville n'est pas sans ignorer l'existence de classes en Amérique, mais d'après lui, elles ne sont pas permanentes. En Europe on appartient à une classe donnée dès la naissance. En Amérique une classe s'est une catégorie temporaire. La société américaine est dynamique, l'européenne est statique.

Au lieu des classes, l'opinion éthique joue un rôle significatif dans la société américaine et n'a pas son égal en Europe. En Europe il a toujours été permis de critiquer le siège du pouvoir.

La tyrannie de la majorité, est un thème auquel Tocqueville accorde un espace important de son livre. C'est le même thème sur lequel Dickens joue des variations et comme dans son livre il fournit une occasion propice pour donner une image appréciative de l'Europe. La pression de l'opinion publique est si puissante en Amérique que tous ont tendance à penser de la même façon. Les Américains deviennent de plus en plus identiques quant à leurs goûts et préférences. Les pensées originales éclosent en Europe, il n'existe pas d'école de philosophie en Amérique, ni science ni littérature. La connaissance naît en Europe.

L'opinion de Tocqueville est reprise dans un nombre d'oeuvres ultérieures sur les Etats Unis et son livre est le plus souvent cité. Ses idées sur l'oppression par la majorité sont appréciées non seulement par la littérature critique de l'Amérique mais aussi dans les oeuvres où la sympathie à l'égard de la société américaine domine. De même l'image de l'Europe qui émerge chez Tocqueville est renforcée. Evidemment cette image est rendue plus complexe et plus nuancée.

Pour conclure jetons un coup d'oeil sur une oeuvre de la fin du 19ème siècle, *The American Commonwealth*, l'ouvrage majeur de James Bryce homme d'Etat britannique. La première édition en a été publiée en 1888, mais il a continué à y apporter des révisions et des adaptations jusqu'au 20ème siècle. Bryce un ami de la réforme se sert de l'Amérique comme d'un baton avec lequel il frappe l'Europe. En comparaison avec l'Amérique, l'Europe en sa totalité est une société de classes. Il est d'accord avec Tocqueville pour voir dans l'Amérique la terre promise de l'égalité et de la démocratie. Toutefois Bryce critique l'image que Tocqueville donne de la dictature de l'opinion publique ou comme Bryce l'appelle la tyrannie de la majorité. Une telle tyrannie n'existe pas, affirme-t-il. Sur ce point Bryce est catégorique.

D'autre part il est ambivalent au sujet de la question de nivellement. Au cours de ses multiples visites, (Bryce était pour une période assez longue, ambassadeur britannique auprès des Etats Unis) il a eu l'occasion de rencontrer bon nombre d'Américains assez excentriques. Toutefois il est d'avis, que l'Américain moyen est plus semblable à ses concitoyens qu'à l'Européen moyen. Il est même plus difficile de former un Européen moyen qu'un Américain. La façon de penser, les coutumes, la mentalité varient d'une terre à l'autre, ce qui rend la vie dans le Vieux monde plus riche et plus intense. Il est indéniable que l'Histoire lie l'Europe à un destin déjà tracé dans le passé mais elle crée aussi des variations et des significations qui font défaut aux civilisations nouvelles. "L'Histoire différencie les peuples d'Europe mais les rattache aussi comme les différentes pièces de tissu d'un quilt américain qui tout en étant différentes se complètent pour former une entité harmonieuse, inscrite dans un cadre spécifique. Ce cadre est encore plus évident en comparant le Vieux Monde au Nouveau où tout semble plus agréable, mais également uniforme et monotone.

"Par plusieurs égards et facettes, la vie en Amérique est plus simple et moins conventionnelle qu'en Europe. Elle s'étend devant soi comme un glorieux matin d'été. Mais la vie dans les villes européennes comporte une intensité et une richesse dans la diversité

tout à fait inexistente en Amérique ... La diversité et le caractère unique des Etats de l'Europe ne dépend pas uniquement des circonstances de leurs populations et de leur mariage mais aussi et surtout de la multiplicité des anciennes institutions qui y ont vécu, aux côtés des nouvelles. C'est un peu comme une grande ville qui s'étend lentement, où les nouvelles constructions ne sont pas édifiées sur les fondations des anciennes, mais où ces dernières sont quand même maintenues, quelquefois inoccupées mais adéquates pour de nouvelles tâches."

Grâce à des métaphores comme celles-ci, un tableau de l'Europe est brossé. Elle y est dynamique et gouvernée par la tradition. Toutefois cette tradition n'y mène pas à la stagnation comme en Asie. C'est un plan d'avenir, une expérience inextante tant en Amérique qu'en Asie. Entre les deux extrêmes, l'Europe occupe une position intermédiaire. En tant que continent elle émerge comme synthèse fructueuse des éléments opposés. L'Europe est une médiane entre les traditions mortes de l'Asie et les constructions sans vie de l'Amérique ■

Dr. Claudia Bickmann*

Individualisme Versus Communautarisme Contradiction ou Complementarite Modele Historique D'un dialogue culturel**

I - Préface

Quatre cents années d'influence occidentale sur les politiques du monde ont mené à l'implantation d'idéologies divergentes telles que le Libéralisme, le Communisme, le Fascisme, la Démocratie etc... dans diverses hémisphères du monde. Aujourd'hui, après le déclin du communisme en tant que dernier système du pouvoir basé sur une idéologie occidentale, l'émergence de la foi religieuse à travers le monde est frappante. C'est ainsi que le libéralisme - en tant qu'idéologie la plus influente dans le monde occidental contemporain, est entouré de questions qui portent sur ses justifications théoriques, ses chances et ses limites citons entre autres ces questions:

1 - Existe-t-il une profonde contradiction entre les pseudo valeurs occidentales comme la liberté et l'autonomie individuelle d'une part et d'autre part les différentes approches religieuses au sein des communautés traditionnelles des diverses sociétés traditionnelles telles que l'Inde, le Japon, le monde arabe ou l'Afrique?

2 - Le cadre théorique de l'essence même du libéralisme est-il contradictoire à la conviction religieuse sur la base du fait qu'il donne une latitude illimitée au libertinisme et aux sens sexuels ? Le libéralisme est-il une source de destruction du système des valeurs

* Département de philosophie. Université de Bremen, Allemagne

** Original : Anglais. Traduit par Samia Tawfik

établies et des vertus communautaires comme les responsabilités sociales etc?

En se penchant sur ces questions, je vais me concentrer sur deux principaux débats contemporains relatifs à l'auto-compréhension des sociétés occidentales sur le libéralisme et le concept communautarisme en tant que deux positions complémentaires au sein du développement de la pensée occidentale. (En parlant de l'Ouest, je me réfère tout particulièrement à la culture et aux civilisations occidentales européennes, considérant que les Etats Unis constituent une formation historique créée plus tard).

En vue de faire une comparaison entre ces deux principales positions de la théorie politique occidentale, je vais entamer une approche auto-réflexive, en tant que moyen majeur dans la pensée occidentale pour surmonter les limites et mesurer les possibilités des différentes positions.

Je voudrais ici souligner les possibilités d'une controverse donnée en indiquant ses limites.

L'Occident a entrepris une nouvelle ère d'auto-réflexion sur ses valeurs dominantes et ainsi, il peut re-découvrir son propre patrimoine, confronter ses racines traditionnelles au sein des domaines social, religieux et philosophique. Si une compréhension commune ne saurait exister que dans un environnement de connaissances, l'Occident doit, tout d'abord, récupérer son propre patrimoine afin de voir jusqu'où il s'est enraciné au sein des différentes religions et traditions sociales. C'est la seule voie devant l'Occident pour confronter le défi de la réapparition de la transcendance au sein des diverses régions du monde.

2 - En récupérant ses propres racines traditionnelles, l'Occident confrontera simultanément les conséquences dangereuses découlant des contradictions au sein de ses propres traditions. Car en examinant ses positions culturelles et théoriques, il s'avèrera que le système de ses propres valeurs est commun aux autres sociétés traditionnelles que celles du pseudo patrimoine renouvelable créateur qui a régné lors des quatre derniers siècles. Cette optique étroite de l'évolution humaine a été aussi bien bénéfique que désastreuse. La prétention d'édifier un monde selon sa propre image a mené à une immense augmentation de la créativité au sein du domaine scientifique et technique. Par ailleurs, cette optique a été désastreuse non seulement pour les diverses hémisphères du monde mais également pour leurs propres traditions. C'est ainsi que le fait que l'Occident nie ses propres sources traditionnelles l'a amené à nier les

traditions des autres.

3 - Si nous examinons les principaux éléments de cette optique, nous constaterons que l'optique technique et pratique eu égard les affaires mondiales est devenue prédominante ce qui, à son tour, a mené à ce qu'on a appelé "la raison instrumentale". Les raisons théoriques et pratiques ne doivent plus s'unifier à une seule théorie mondiale commune, de même qu'il n'est plus possible à l'approche théorique - et notamment l'approche naturelle - scientifique - de justifier ses objectifs sous le prétexte des valeurs morales ou d'avancer un critère quelconque pour limiter ses prétentions croissantes illimitées. La conséquence de cette approche scientifique non liée par des réfutations morales a mené à l'affaiblissement des principaux arguments religieux ou moraux qui auraient pu empêcher l'exploitation des ressources humaines ou naturelles dans diverses régions du monde.

4 - Il nous incombe, en se penchant sur les limites morales de l'approche scientifique, de la considérer en tant que point de vue holistique, lié à une prise de conscience transcendante et qui a amené le développement de l'idée occidentale à faire face à un défi à double tranchants tout d'abord, ce point de vue holistique a perdu ses justifications théoriques après l'apparition des philosophes de la métaphysique, telle de Feuerbach, de Nietzsche, du Cercle de Vienne etc.

Deuxièmement: un point de vue holistique pré-suppose l'idée de transcendance, qui semble avoir été surmontée par la sécularisation de l'âge Lumière européen.

C'est ainsi que le retour à la transcendance dans presque l'ensemble du monde, nous mène à nous pencher sur les sources théoriques des lumières occidentales. Car nous devons analyser l'âge Lumière selon ses propres pré-suppositions, qui doivent plonger dans leur soi pour découvrir la transcendance de ses pré-suppositions incluses tout particulièrement dès le départ dans la tradition allemande de cet âge. Avec cette approche, à savoir, l'auto - Lumière, nous devons combler l'écart existant entre ce qu'on appelle les communautés traditionnelles d'une part et d'autre part la tendance vers les potentialités théoriques dans le monde occidental; bien plus, nous pouvons paver la voie vers la compréhension pacifique parmi l'humanité à travers le monde; en prenant en considération que toutes les civilisations quelle qu'elles soient, ne sont que divers messages pour réaliser les aspirations de l'Homme; c'est ainsi que l'inter-action parmi l'humanité se réaliserait dans le cadre du respect, d'une intégrité inviolable, et d'une

appréciation mutuelle.

II - Auto-éclaircissement des Lumières des connaissances

A - Libéralisme

Je voudrais vous donner un petit exemple de cette attitude intérieure de l'auto réflexion au sein du développement de la pensée occidentale en se référant à la réaction communautaire du concept théorique du libéralisme.

Comme le libéralisme a émergé en tant que mouvement important en Europe depuis le seizième siècle, le débat contemporain trouve ses racines profondes dans les lignes traditionnelles majeures dérivées par des auteurs tels que Locke, Kant, Hume ou J. St. Mill.

Le débat communautaire actuel entame aujourd'hui une nouvelle phase dans la théorie politique occidentale. Il essaye de confronter des hémisphères des cultures traditionnelles tels que l'Asie, l'Inde, le Monde Arabe, la Chine ou l'Afrique en désignant les limites du libéralisme. La position communautaire en tant que nouvelle théorie sociale ascendante pour compenser l'idéologie des valeurs prédominantes de l'individualisme illimité dans l'horizon du libéralisme. Ce faisant, les partisans du concept communautaire essayent de rechercher le prolongement culturel où l'individu agit dans les domaines social et politique et qui renforce l'opinion d'Aristot selon laquelle l'individu est un "animal politique". Cette théorie se base essentiellement sur son appartenance traditionnelle à une famille, une société, un Etat. A la lumière de cette idée qui signifie que les besoins sociaux et politiques de l'Homme occupent le premier plan sur la liste de ses besoins, le pseudo mouvement socialiste pécoce -représenté par des critiques sociaux tels que Robert Owen, St.Simon, Fourier, Pierre Proudhon etc...représente un genre particulier de réaction communautaire eu égard aux conséquences négatives excessives du développement du capitalisme. Les premiers socialistes encourageaient la division de la société en petites communautés pour faciliter la répartition des richesses et des revenus sociaux.

Une fois de plus les débats autonomes sur l'ensemble des valeurs existant dans le monde occidental ont repris; et la réaction des communautaires vis à vis des libéraux n'est qu'une image récente de ces débats. Pour mieux connaître une telle réaction, il nous incombe tout d'abord de commencer par connaître la genèse du Libéralisme lui-même: le principal courant des justifications théoriques du Libéralisme n'est pas contradictoire aux valeurs communautaires puisque celles-ci ont été examinées en se référant aux droits

inviolables de l'individu.

Je voudrais ici jeter la lumière sur les deux principales interprétations du développement du libéralisme:

a) Selon la première, l'apparition du Libéralisme peut être considérée comme réaction fondamentale à la menace de la paix apportée par les innombrables guerres entre Protestants et Catholiques.

Ce qui nous amène à assurer que la tolérance, comme l'a signalée Lessings dans "l'Education de l'Humanité", n'était pas seulement un simple idéal à une intégration réussie des croyances diverses, il s'agissait plutôt de moyens urgents pour apaiser les principaux partis religieux conflictuels au sein d'une même hémisphère. C'est ainsi que la séparation entre l'Etat et l'Eglise ne visait pas à abolir la religion, mais à assurer une coexistence pacifique entre les diverses religions dans un même Etat.

Cela signifie que les affaires étatiques ne doivent plus être interprétées comme découlant des exigences religieuses. Le système politique doit être amené à garantir ces demandes dans le cadre de lois politiques neutres afin d'assurer la liberté pour tous. C'est ainsi que l'Etat ne doit pas représenter ou incorporer de telles idées divergentes comportant les différentes croyances religieuses, bien au contraire celles-ci doivent être protégées par les lois politiques et civiles de l'Etat qui doivent constituer le cadre du système formel stipulant la reconnaissance des droits d'autrui en tant que principe limitatif assurant la protection de l'individu à la liberté et à l'indépendance autonome.

D'où l'établissement de principes majeurs prônant les droits civils de l'individu tels que son droit à la liberté de pensée, de foi, d'expression, d'association etc... ainsi que la séparation entre la religion et l'Etat; à savoir, qu'il n'est plus exigible pour l'Etat Libéral de fournir un cadre rigide de la vie vertueuse. La religion doit devenir une question privée malgré sa demande de représenter l'Absolu au sein d'un système de valeurs n'acceptant aucune interrogation.

b) Une autre interprétation de la naissance du libéralisme, qui a été considérée comme une idéologie prédominante pour légitimer ou justifier l'apparition du Capitalisme. C'est ainsi que les lois libérales ont été promulguées juste pour paver la voie à l'apparition du marché en tant que système libre non régi par des limites morales. En me concentrant sur l'interprétation instrumentale plus ou moins fonctionnelle du Libéralisme, je désire signaler ces thèses:

Que l'image du Libéralisme considéré en tant qu'apprendice à "la

société de consommation" contemporaine est déjà critiquée et dépassée dans la première version de la création du Libéralisme selon les concepts de Locke, Hume, Montesquieu, Voltaire, Rousseau, Kant, Hegel ou John Stuart Mill, qui estiment que l'idée de la liberté n'est pas liée ni ne peut être réduite à un concept de la liberté du choix.

Je désire me référer brièvement aux principaux arguments avancés par Kant relatifs à la justification de l'autonomie de l'individu; Kant est considéré comme l'un des penseurs les plus influents parmi les prédécesseurs de Libéralisme moderne (exemple dans les concepts de J.Rawls et Jürgen Habermas).

Pour Kant, la liberté du choix est subordonnée au besoin d'organiser la vie sociale. Selon son interprétation, la liberté est plutôt liée à un plus vaste cercle constitué par la raison et la religion en tant que deux forces régissant la société organisée rationnellement. La liberté et l'autonomie des individus doivent être la condition première pour édifier une société selon les lois morales. Dans le cadre de ce concept de liberté et de tolérance, les autres ne doivent pas être simplement considérés comme limitant les intérêts afférents aux individus mais plutôt en tant que buts ou valeurs que l'on doit protéger. C'est ainsi que l'opinion selon laquelle nous ne devons pas ignorer la valeur de chaque individu découle de l'idée de l'Absolu car cette idée même justifie la non agression des droits de l'individu.

Citons ci-après quelques implications de cette idée de la liberté des individus:

1 - L'idée de la valeur absolue des individus pré-suppose l'idée d'une unité globale, l'idée d'un être suprême en tant que garant d'une valeur absolue de chaque individu.

2 - Agissant selon notre raison et partant réalisant notre propre soi, on ne considère pas l'autre comme ennemi ou en contradiction avec nous mais plutôt lié à nous et nécessaire à notre évolution en tant qu'être humain moral, ce qui signifie que l'individu ne peut réaliser sa liberté que dans le cadre de la liberté des autres.

3 - Ce faisant, nous devons signaler le concept de "l'autre" dans le cadre de la compréhension mutuelle commune. C'est pourquoi, les philosophes occidentaux comme Leibniz, Spinoza, Descartes, Kant, Schelling ou Hegel ont considéré la religion et la prise de conscience de l'ascendance de l'idée du noble comme base de la relation entre le soi et les autres. Ainsi l'objectif suprême de la volonté de l'être humain, c'est dire l'objectif de l'ensemble, ne saurait se réaliser qu'en

se référant à l'Etre Suprême, DIEU.

4 - Comme le concept de Kant pour ce qui est de l'autonomie de l'individu s'accompagne de la nécessité de l'existence d'un Etre Suprême en tant que puissance supersensible de loin supérieure à la force de la nature et garant de la liberté pour tous, il nous incombe de rechercher l'idée nouvelle avancée par Kant sur la liberté et l'autonomie. Peut-être que le nouveau essentiel est le fondement même théologique de la moralité qui apporte la justification de l'existence de DIEU. Il a dit que l'on ne peut considérer l'Etre Suprême en tant qu'idée unifiante groupant le tout mais plutôt une unité qui n'apparaît que grâce aux efforts communs de toutes les actions morales. La cause finale du développement historique de l'Humanité se culmine dans une société idéale régie par les lois morales.

5 - Le changement advenu dans la pensée de Kant - dans le cadre de la philosophie occidentale - ne doit pas être considéré essentiellement comme une contribution à notre point de vue scientifique vis-à-vis du monde, sa principale contribution révolutionnaire à ce changement fondamental dans la philosophie occidentale réside dans le domaine de la moralité. Selon le principe principal de Kant relatif à l'"ordre catégorique", l'on ne peut garantir la liberté de l'individu que dans sa tentative de recherche simultanée à réaliser la liberté pour tous.

6 - A côté de l'idée d'une loi morale universelle et du principe de l'individualité et de l'autonomie, Kant entreprend une autre mesure vers le fondement théologique de sa théorie morale. Dans son article "La religion dans les seules limites de la raison", Kant estime que l'humanité trouve sa cause ultime dans la noble interaction parmi l'humanité, à savoir DIEU en tant qu'objectif ultime entre tous les objectifs de l'Homme. L'unité entre la vertu et le bonheur dans le monde amène l'homme à oeuvrer en vue de réaliser le Bien susceptible de concrétiser l'harmonie entre les capacités naturelles et intelligentes de l'humanité.

7 - Ainsi la loi intelligente de la liberté et de la morale est la seule forme de l'harmonie avec le Bien le plus noble sans être toutefois le Bien Total. "Le bonheur est donc proportionnel à la moralité des êtres rationnels comme il constitue le Bien suprême du monde où nous vivons".

Ainsi, s'il n'existe pas un DIEU ou un monde qui nous est invisible - bien que nous l'espérons - les grandes idées de la moralité sont l'objet de notre approbation et de notre admiration, mais elles ne soulèvent en nous aucun but et ne nous poussent à aucune action car elles ne réaliseront pas tous les objectifs qui représentent l'appel naturel de

tout être rationnel.

Mais cette liberté n'est pas seulement liée à une loi universelle mais également à un objet ultime : DIEU en tant qu'objectif final vers lequel doivent se diriger toutes nos activités.

8 - C'est ainsi que DIEU entre dans notre monde par le truchement de nos actions morales et se révèle dans l'existence complète et dans toute action morale prise par l'homme.

Nous pouvons donc dire qu'en recherchant l'origine du débat sur les principes du libéralisme, nous sommes confrontés par l'idée de l'individu lié à la société en tant que condition principale de la réalisation de la liberté de l'individu, ainsi que par l'idée de la responsabilité de l'individu du succès de tous.

C'est ainsi que quand Kant parvient à la conclusion qui met l'accent sur les relations étroites existant entre l'individu et la vie sociale, il incombe de l'apprécier et de l'estimer en tant que représentatif de la contrepartie théorique, à savoir, le cadre théorique de l'approche communautaire.

B - Théorie Communautaire

L'idée de la priorité des droits de l'individu, en tant que réaction décisive de l'optique unilatérale relative au système des valeurs sociales au sein du concept du Libéralisme, confronte un nouveau défi découlant des sociétés capitalistes elles-mêmes. Les adeptes du concept communautaire tels que Charles Tayler et Alasdair MacIntyre essayent de souligner les conditions sociales premières de la liberté. Ils estiment que le choix substantiel et véritable se développe seulement au sein de la famille ou de la vie communautaire et partant, il incombe de donner la priorité à l'engagement individuel aux coutumes traditionnelles d'une communauté.

Ces philosophes considèrent Aristote et Hegel comme leurs prédécesseurs. Nous jetterons un regard rapide sur cette appartenance historique dans notre exposé sur l'idée de la communauté selon la philosophie de Hegel. Chez ce dernier, le domaine de la moralité ne doit plus être limité à un simple postulat subjectif comme il en est le cas pour Kant, qui ne peut se réaliser complètement au sein de la réalité objective. En dépassant cette approche subjective de Kant, Hegel vise à élaborer des principes qui peuvent constituer un concept déterminant et englobant le développement de l'univers et l'histoire humaine dans son ensemble.

C'est cette idée de l'ensemble qui peut révéler la vérité essentielle.

Comme l'a constaté Kant, l'ensemble n'est pas certain et ne doit pas s'identifier à toute approche ontologique au sein d'une théorie empirique tout en demeurant un idéal qui ne peut se réaliser que par la tentative de développer un monde régi par des lois morales. C'est ainsi que le concept de la réalité de l'actualité chez Hegel est basé sur une approche téléologique et théologique.

Selon l'idée de Hegel sur la méthode dialectique; les deux éléments individualité et communauté demeurent profondément liées: aucune d'elles ne poursuivra une voie isolée. C'est ainsi que l'intégration des deux sphères a été l'une des grandes préoccupations de la philosophie de Hegel. Son concept de pratique communautaire est ancré et incorporé au principe de l'auto-détermination et de l'auto-conscience au sein du principe de l'esprit absolu.

Nous concluons que Kant et Hegel, en tant que principaux représentants de la théorie communautaire, affirment la nécessité d'une complémentarité entre l'individu et la communauté. Le concept de l'individualité chez Kant ne comporte pas l'idée d'une loi universelle alors que Hegel l'a mentionnée en se référant à la théorie communautaire et en parlant des droits de l'individu dans le domaine de la communauté rationnelle.

Les deux positions se reconcilient et sont réunies autour de l'idée qu'une communauté rationnelle associant les demandes des individus à celles de la société.

Compte tenu de cette toile de fond théorique portant sur quelques débats politiques majeurs au sein de l'hémisphère occidentale, nous pouvons dire qu'il existe une bonne partie d'accord et d'entente entre les différentes hémisphères culturelles au sujet d'un équilibre nécessaire entre les droits inviolables des individus et les droits de l'Etat ou de la communauté■

Kinhide Mushakoje*

Hegemonie Occidentale Et Specificites Culturelles "Point De Vue Du Japon" (Résumé)**

Nous vivons une ère de transition majeure. La fin de la Guerre froide ne met pas en question le seul avenir du socialisme et du capitalisme. En fait, diverses questions se posent quant aux institutions politique, économique et sociale moderne, aux Etats, aux nations, corporations, classes, sexes etc... Elle met aussi en question, diverses valeurs culturelles, prétendant l'universalité qui ont débuté en Occident et ont été transmises à d'autres parties du monde tout le long de cinq siècles de règne hégémonique occidental pour atteindre finalement l'ensemble du Globe.

Quelques "pessimistes" dans l'Ouest ont développé une école post-moderniste de vues qui a le mérite de mettre en question les différentes formes idéologiques émanant de l'Occident moderne. Toutefois, ce post-modernisme n'avance aucune vision constructive sur la manière de savoir comment l'humanité peut surmonter sa fixation eurocentrique sur certaines idées qui sont sans aucun doute euro-spécifiques, fait qui ne doit pas rendre ces idées plus suspectes que d'autres valeurs et croyances spécifiques aux régions non-occidentales du monde. En dehors de l'Occident, ce qui doit nous intéresser est plutôt le fait que la prétention à l'universalité proclamée par les pays occidentaux hégémoniques est bien souvent limitée à ces valeurs euro-spécifiques telles que le libéralisme, la démocratie,

* Co-Président d'ARENA (Centre Asiatique de Recherche
sur les Nouvelles Alternatives)

** Original: Anglais Traduit par Samia Tewfik

les droits de l'Homme et plusieurs autres valeurs fondamentales des sociétés civiles modernes. En fait, le processus de libération nationale par les nations non-occidentales colonisées d'Asie et d'Afrique, a assuré leurs efforts tendant à mobiliser leurs peuples à lutter pour la "libération nationale" et à édifier des "Etats" modernes pour poursuivre la lutte contre le néo-colonialisme en manipulant les concepts occidentaux de "Nation" et d'"Etat". Ces nations ont réalisé leurs objectifs que malgré l'énorme pouvoir des colonialistes et des impérialistes. En examinant le côté des Etats impérialistes occidentaux, ceux-ci ont préparé leur défaite en occidentalisant les peuples qu'ils ont colonisés. Deux points de vue des nations non-occidentales, leurs efforts en vue d'édifier leurs Etats, ont réussi conséquemment à un processus dialectique endogène appliqué aux valeurs "universelles" occidentales, ce qui a donné une nouvelle lecture des concepts occidentaux adoptés à leurs réalités culturelles et historiques.

En fait, toutes ces valeurs, à savoir, démocratie, liberté, droits de l'homme, nationalisme, Etats souverains, légitimisés par la souveraineté populaire, ont été créées par le truchement d'un processus révolutionnaire en Occident qui, alors a déclenché le processus des transformations sociales dans les autres régions du monde. C'est ainsi que l'hégémonie occidentale a transmis les graines des transformations qui ont été destructives à la continuation de l'ordre hégémonique. Cette contradiction existant dans les valeurs "universelles" occidentales demeure une cause majeure de confusion, même aujourd'hui. Les droits de l'homme, par exemple, sont une valeur universelle, utilisée par plusieurs peuples dans leur lutte pour la libération. C'est également une idéologie universelle utilisée par les hégémonies pour légitimiser leurs politiques d'intervention dans les régions non-occidentales. Cette contradiction possède, toutefois un aspect positif puisqu'elle invite les peuples de ces dernières à poursuivre le processus révolutionnaire donnant un nouveau sens à ces valeurs au sein de leur propre contexte culturel et historique, en les rendant endogène.

Plusieurs Etats non-occidentaux, critiqués par les puissances hégémoniques occidentales, alliés aux Etats Unis comme étant partisans de l'autorité, non démocratiques, violant les droits et la liberté de leurs citoyens, ne sont que des Etats autoritaires en développement qui essayent de rattraper les Etats développés occidentaux par un processus accéléré d'industrialisation qui nécessite un fort pouvoir central pour unifier la nation et mobiliser la classe laborieuse. Ces Etats autoritaires adoptent alors l'idéologie

occidentale de la croissance économique qui donne une haute priorité à l'industrialisation, à la modernisation et à l'occidentalisme. L'intervention hégémonique occidentale en faveur de la démocratie des droits de l'homme, ne doit pas ignorer ce fait, à savoir, que l'objectif de ses attaques et interventions n'est que la conséquence de son idéologie de progrès et de développement économique. En essayant d'intervenir en appui à la démocratie domestique, les puissances occidentales sont en contradiction avec leur propre principe de démocratie internationale, à savoir, le principe de non-ingérence. Elles sont également responsables de la demande faite aux Etats et à leurs sociétés d'assumer l'ajustement structurel vis-à-vis du marché global et de les obliger à se joindre à la compétition de l'économie globale, augmentant ainsi l'écart entre riches et pauvres, exacerbant les conditions de vie de plusieurs peuples, violant leurs droits à la vie et à la sécurité humaines. Les Etats autoritaires de leur côté, créent ainsi involontairement, un processus de libération populaire leur demandant d'être plus égalitaire, plus ouvert à la demande populaire, accordant plus de respect à la dignité humaine. Ce qui mène au caractère endogène des valeurs occidentales de démocratie, de libération et des droits de l'homme.

Un autre problème soulignant l'assertion occidentale de l'universalité de leurs valeurs-clés repose dans cette affirmation qui ignore le fait qu'il existe également des valeurs non-occidentales également universelles qui viennent compléter les valeurs occidentales et qui contribuent à l'édification d'un monde plus équitable et plus sûr par les peuples du monde, y compris ceux de l'Ouest. Plusieurs valeurs non-occidentales qui sont mélangées avec les us et les coutumes traditionnels féodalistes sont qualifiés de "pré-moderne" et "réactionnaire" et qui ont été remplacés par les valeurs occidentales "modernes et progressistes", alors qu'ils englobent le concept de l'égalité fondamentale devant DIEU, le concept pertinent à la dignité humaine, le concept de l'humanité en tant que serviteur de DIEU. Les principes de la justice économique y compris la condamnation de la spéculation économique et autres principes universels de l'Islam, les concepts de caractère éphémère et la vanité du pouvoir et d'avidité, la tension sur la solidarité de la condition humaine avec les souffrances conjointes de tous les êtres humains, les concepts de compassion et de l'être intérieur du Bouddhisme, la vision du monde des êtres humains intégrés dans l'univers de l'Animisme/Chamanisme et plusieurs autres concepts épistémologiques et éthiques aussi universels - que ceux proposés par l'Occident qui les ont éliminés de

la liste des valeurs universelles lors du processus de modernisation. Ces valeurs étaient souvent identifiées à leurs manifestations corrompues dues à leur utilisation erronée basées sur des règles despotiques et patriarcales, qui ont donné une interprétation féodale de ces valeurs. Ce processus "d'occultisme" et d'"occursion" imposé par le règne hégémonique sur les sociétés et les politiques "modernisées" et "occidentalisées". Il cause également la dégradation environnementale et la perturbation sociale, aujourd'hui largement critiquées par les sociétés occidentales. C'est là où le processus d'endogénéisation des valeurs occidentales "universelles" doit tirer son inspiration endogène des la re-découverte des concepts et valeurs endogènes fermés.

De cette manière, nous entamons une phase de l'histoire mondiale où une principale culture nous attend. Il ne s'agit pas d'un "conflit de civilisations" opposant l'Occident à l'Islam et au Confucianisme, mais plutôt d'un débat intellectuel et politique unilatérale des valeurs occidentales, appuyant une hégémonie occidentale et ceux qui estiment, comme nous le faisons, nécessaire de démasquer diverses valeurs culturelles non-occidentales, dissiper le voile d'occlusion qui les couvre. Il nous incombe de convaincre ceux qui croient encore dans la modernisation par le truchement du transfert unilatéral des connaissances occidentales, que nous avons besoin aujourd'hui d'un dialogue critique entre les diverses traditions culturelles, du redécouvrir les valeurs universelles authentiques qui existent derrière leurs manifestations féodales, patriarcales ou euro-centriques. Un tel dialogue doit nous mener à édifier une base pluralistique des valeurs universelles. En vue d'atteindre cet objectif, nous devons développer un processus politique international luttant contre les interventions unilatérales par les puissances hégémoniques, édifiant un nouvel ordre culturel mondial où les divers Etats et autres Groupes d'identité agiraient les uns les autres sans peur ni coercition, sur la base de la non-ingérence, le respect mutuel et le dialogue inter-culturel. Ceci n'est qu'une nouvelle phase de ce qui a été essayé à Bandoeng par les nouveaux pays émergents des Etats Afro-Asiatiques sur la base des Cinq Principes de la coexistence pacifique■

Judit Balázs*

Changement de Sécurité ou Choc de Civilisations: le Monde et l'Europe**

Résumé

Les systèmes s'effondrent en raison de leurs contradictions intérieures. Les indices prouvent que les incidences de la crise du monde, post-soviétique, post-guerre froide durera plus longtemps que prévu.

Jusqu'à ce jour on ne peut même pas prévoir, les grandes lignes d'un système stable de sécurité globale. Nous supposons cependant qu'après un vide temporaire, le système bipolaire international devra céder la place à une autre structure. La question qui se pose en ce moment consiste à savoir ce que cette structure pourra bien être. Dans le passé la puissance militaire divisait le monde en une sphère régie par deux puissances en raison du rôle prédominant de leurs forces militaires et du système de sécurité en vigueur.

En Union Soviétique, toutefois, la force militaire même épaulée par celle du bloc entier a été incapable de garantir la sécurité extérieure de l'empire ou le protéger de la désintégration.

En conséquence le monde - tout au moins dans le sens le plus

* Rédacteur Exécutif de l'Institut de Recherches et Prévisions Sociales de Budapest ; Président de la Faculté d'Economie Mondiale Univeristé de Sopron ; Vice Président et Président adjoint de l'Association Européenne de recherche sur la paix "EUPRA"

** Original Anglais. Traduit par Anhar Korra

stricte de la sécurité militaire - est redevenu encore une fois bipolaire. Quant à la balance des forces économiques en fait elle repose encore sur trois piliers - L'Amérique du nord, l'Union Européenne et la région du Pacifique - laissant ainsi aux sous - centres une envergure de manœuvre politique beaucoup plus grande que dans le passé.

Toutefois, ce modèle extrêmement simplifié n'est pas assez adéquat pour caractériser ou comprendre la nature des processus multidimensionnels de la sécurité.

Nombreuses sont les théories basées sur l'hypothèse qui présume que parallèlement au processus de déclin de la guerre froide et en contraste avec la précédente interprétation militaire de la sécurité, une approche plus complexe de la question s'est fait jour, dans laquelle l'aspect économique de la sécurité obtient une attention plus grande, où les éléments de la sécurité économique ne sont pas uniquement renforcés et mis en relief mais également dotés de dimensions stratégiques. Mais, c'est justement là que le paradoxe de la valeur croissante attachée à la sécurité économique apparaît: L'économie peut-elle jouer le rôle de facteur de sécurité dans le cadre d'un développement équilibré couvrant le monde entier?

Les chiffres mondiaux montrent clairement que sans un regroupement des ressources économiques et intellectuelles, les deux tiers de l'Humanité demeureront en état de pauvreté. Bien qu'en apparence le monde avance depuis les dernières décennies vers une sorte de nivellement, depuis que le développement de l'Asie et de l'Amérique Latine a réduit la proportion des pays sous-développés du monde de 72% à 35%, la différence moyenne entre les vingt pays les plus développés et les vingt les moins avancés a augmenté de 30 à 61 fois. Les vingt pays les plus riches du monde utilisent 85 % des ressources mondiales, dont les Etats Unis seuls consomment les deux tiers. Moins de 1 % est laissé aux vingt pays pauvres.

On peut prédire sur la base de ce qui précède qu'à l'aube du siècle suivant, la sécurité internationale sera également fragmentée sur une base économique. Cependant, dans la conjoncture actuelle un rôle beaucoup plus grand est joué dans la sécurité du monde par les éléments économiques ou de type économique. Néanmoins, plusieurs parmi ces derniers sont déjà devenus des facteurs de destabilisation et il n'est donc pas exclu que dans l'avenir des éléments militaires acquièrent de nouveau une grande importance.

L'image globale

Depuis la moitié du 19^{ème} siècle, l'histoire de l'économie mondiale

montre que le développement a toujours été d'une nature telle qu'il s'agit toujours de "rattraper" celui qui avance: C'est tout d'abord l'Europe continentale essayant de rattraper l'Angleterre, puis le Japon essayant de rattraper l'Europe et récemment les pays nouvellement industrialisés de l'Asie de l'Est essayant de rattrapper le Japon.

Ce qui revient à dire qu'il y 'a et qu'il y'a toujours eu des politiques nationales de développement et non des stratégies mondiales ou globales. C'est là justement, un des points où nous voyons une des contradictions de base de notre ère. Les efforts nationaux sont opposés à la mondialisation universelle, tandis que l'économie mondiale en sa totalité souffre de l'inexistence d'une politique cohérente de développement qui offre des chances égales à chaque pays.

Dans le passé, c'est la puissance militaire qui a divisé le monde en deux artisans du pouvoir et c'est également la force militaire qui a créé le mythe du pouvoir économique de l'Union Soviétique. En dépit du fait que d'autres centres de pouvoir économiques ont émergé aux côtés des deux super-puissances, notre système mondial était basé sur le rôle décisif de la force militaire et de la sécurité. Néanmoins l'échec du concept de sécurité basée sur la force militaire a été précisément causé par l'Union Soviétique, c'est à dire, par le pouvoir, tandis que l'économie était subordonnée à l'industrie de l'armement et que la sécurité économique occupait la deuxième place après la militaire. Cette dernière, cependant a été incapable de garantir une sécurité extérieure soutenue par une autre plus globale ou de protéger l'empire de la désintégration.

En conséquence, le monde - redevient bi-polaire dans le sens très étroit de la sécurité militaire - cependant que l'équilibre de la force économique repose sur trois piliers: L'Amérique du nord, l'Union Européenne et la région du Pacifique - Laissant ainsi aux sous-centres une latitude de manœuvre politique beaucoup plus large que dans le passé. Toutefois, en soi ce modèle trop simplifié n'est pas adéquat pour caractériser ou comprendre la nature multidimensionnelle des processus de sécurité.

Le paradoxe de la valeur croissante de la sécurité économique

Néanmoins, nombreuses sont les théories avancées pour analyser, la coopération d'échelle mondiale qui devait après la fin de la guerre froide remplacer la précédente confrontation mondiale. Ces théories ont pour but de prouver le rôle de la confrontation idéologique dans la

détermination de l'étape ultérieure. Il s'ensuivait logiquement que la cause de cette confrontation ayant disparu, l'Humanité entière conjuguerait ses forces pour réaliser le progrès économique. Nombreuses également, sont les théories basées sur le fait que parallèlement à l'atténuation progressive de la guerre froide et en contraste avec la précédente interprétation de la sécurité, une approche complexe de la question se ferait jour, dans laquelle l'aspect économique de la sécurité ferait l'objet d'une attention croissante. Même plus tôt, lorsque la philosophie de la dissuasion nucléaire s'est avérée vide de sens, il y'avait déjà une progression du rôle des potentialités et relations économiques.

Mais dans cette tentative de réévaluation, il y'a eu une rupture dans la logique des faits, en échouant de prendre en ligne de compte, le fait anachronique que la clé de la sécurité dans le monde, se trouve en fait à l'est de la ligne de démarcation séparant l'Est de l'Ouest, dans l'immobilité politique du premier.

Si dans l'Occident la stabilité et le développement étaient déterminés par des mouvements et des changements constants. Ces mouvements étaient plus ou moins restreints aux systèmes propres de l'Ouest et c'était la confrontation avec l'autre bloc qui renforçait leur force de cohésion.

Entretemps, la relaxation de l'immobilité politique renforçait les éléments de la sécurité économique, non seulement les ramenant à la surface mais les dotant de dimensions stratégiques.

La résultante en est que nous nous retrouvons devant un présumé paradoxe historique: Au début des années 90 dans des circonstances où prévalait une augmentation absolue de la valeur des éléments de la sécurité économique, l'économie mondiale s'engageait dans la voie d'une décélération du processus de croissance.(1)

Des éléments de déstabilisation dans la progression de l'économie mondiale

Le stade de croissance de l'économie mondiale n'a commencé qu'en 1994. Toutefois cette phase comporte de nombreuses contradictions qui sont loin d'être inhérentes au système. Il n'est pas sûr que nous puissions réellement parler du début d'un stade nouveau. La croissance économique a pris son point de départ à la base d'un système de conditions économiques entièrement différentes des périodes précédentes.

Il est certain par conséquent qu'elle ne ressemble en aucune façon aux cycles connus dans les périodes antérieures.

Je dois noter, que là aussi, nous sommes confrontés par un paradoxe historique: Les éléments de la sécurité économique acquièrent une valeur croissante, en l'absence d'une nouvelle philosophie économique cohérente, qui d'ailleurs n'est pas encore née. Le parcours de l'économie mondiale est modelé par l'inexistence de théorie économique, de crises modèles, de politique économique à long terme ou encore de restructuration des centres de pouvoir économique.

L'économie mondiale en sa totalité est affligée par l'absence de théorie. Ni le monétarisme restrictif généralement appliqué, ni le retour à la politique économique de Keynes⁽²⁾ visant la baisse du taux d'intérêt et la stimulation de la demande n'ont été capables de relever les défis changeants de l'économie mondiale. La politique ou les politiques économiques qui pour des décennies avaient été considérées puissantes, ont manifestement échoué.

En réalité l'économie mondiale est marquée par une crise typique⁽³⁾. Cependant que cette économie se dirige vers la mondialisation, la crise est provoquée par la différence des caractères inhérents à certaines régions et rend impossible l'harmonisation de ces régions avec l'économie mondiale. Le résultat en est que par contraste avec la mondialisation, les tendances régionalistes sont de ce fait même renforcées, notamment dans la région du Pacifique.

En général en 1994 l'économie mondiale a commencé graduellement à bouger, bien que lentement, en direction de la hausse. La production économique mondiale a marqué une croissance de plus de 3%, tandis que les 7% d'expansion du commerce mondiale représentaient plus du double de cette croissance.

Si nous examinons les processus évidents que traduisent ces chiffres, nous remarquons que le transfert de l'économie mondiale vers la direction de la croissance n'est pas nécessairement le résultat des incidences combinées de facteurs engendrant une croissance cyclique. Bien que les chiffres laissent croire à une certaine stabilité économique, puisque cette croissance a eu lieu avec un taux d'inflation assez bas, on peut déduire de la comparaison des chiffres mentionnés que les vrais véhicules de cette hausse sont les exportations et l'activité des investissements et non l'expansion de la consommation intérieure nationale.

Par ailleurs, la reprise économique actuelle commence avec un

niveau de chômage beaucoup plus élevé que dans le passé et constitue l'indice d'une sécurité très douteuse, puisque jusqu'à ce moment rien ne prouve qu'il s'agit d'une hausse cyclique-s'il est possible de parler de cycle dans le sens classique du mot - qui réduirait un chômage binumérique. Par ailleurs, la relance réalisée en Europe Occidentale est presque sans exception reliée à l'économie de pays souffrant de dettes substantielles.

Celle de l'Europe Orientale, de l'Amérique Latine et de l'Extrême Orient, peut être surtout attribuée au rôle que ces régions jouent pour attirer les capitaux. Toutefois la source de la croissance et sa stabilité est très douteuse puisque le flux soudain des capitaux y est demeuré sous la forme d'investissements de portefeuille, ce qui revient à dire qu'il stationne uniquement dans le secteur financier et peut être retiré à une extrême vitesse à n'importe quel moment.

Une Sécurité Changeante

Dans la Région Centre - Est de l'Europe

Au niveau national

La révolution qui a eu lieu dans les pays de l'Est dans le cadre des Nations - Etats, a créé une fausse illusion, que ces pays sont désormais capables, simultanément, de se libérer du legs lourd et à deux volets de révolutions bourgeoises incomplètes et de 40 ans de développement, et d'édifier une économie sociale de marché, basée sur la démocratie parlementaire.

Toutefois, les développements survenus au cours des quelques années écoulées ont été suffisants pour montrer que la réalisation des transformations économiques et sociales qui semblaient à portée de la main représentent en fait une cible assez distante. Le fossé séparant cet objectif et sa réalisation gagne de l'ampleur, provoquant des processus internes de destabilisation de l'économie et de la société, accompagnés de sérieux chocs sociaux.

Ces économies nationales sont à un stade retardé de l'accumulation originale du capital. En contraste avec l'accumulation classique, leur source principale n'est pas constituée par la concentration ou la centralisation des capitaux mais par leur importation. C'est à dire qu'elle dépend du capital étranger, d'une redistribution interne secondaire et d'une économie en principe basée sur le capital privé, donc de la conversion du capital de l'Etat en capital privé.

D'autre part, les inconsistances qui marquent la réglementation de

ces économies de transition fournissent un terrain idéal pour la propagation du crime. Le plus grand danger en est qu'en adhérant à la privatisation, à la création du système bancaire et à l'établissement de compagnies étrangères de commerce l'occasion se présente pour que des éléments criminels y lessivent et multiplient les fonds dérivés d'activités criminelles. Le crime économique s'est d'ailleurs déjà infiltré dans "l'accumulation original du capital". Ce capital une fois légalisé créera une nouvelle strate capitaliste: une nouvelle élite.(4)

Le résultat de tout ce qui précède est un fossé croissant entre les objectifs rêvés et la réalité .(5)

Tableau 1

L'Objectif	La Réalité
La croissance économique	Un endettement croissant
Une liberté sémantique	Une démagogie croissante
La restructuration de l'économie	Une destruction dramatique de la sphère réelle
Une consommation style occidental	Le retrecissement du marché interne
Un système social démocratique	Polarisation et appauvrissement rapides
Un système de multi-partisme démocratique.	L'Absence d'institutions démocratiques et émergence des oligarchies dans les niveaux bas , moyens et supérieurs.

Ces processus sont devenus le véhicule d'une série de contradictions destabilisant l'économie. Toutefois il est clair de ce qui précède que les régimes en transition n'ont pas créé les conditions stables classiques pour la formation du capital. L'intervention de l'Etat a été concentrée pour la plus grande partie uniquement dans la sphère monétaire⁽⁶⁾, ignorant toute distribution et dirigeant la privatisation, tandis que l'effet sélectif des politiques de stabilisation a considérablement accéléré la désintégration des économies, la distribution et la redistribution et a provoqué une restructuration à large échelle du revenu. La polarisation économique et sociale repousse des masses de plus en plus considérables vers la périphérie de la société accélérant ainsi l'aggravation des tensions sociales.

Ce qui s'est manifesté dans les anciens pays socialistes n'est pas une accumulation de capitaux, mais simplement un regroupement du capital qui divisait la classe moyenne déjà faible: Ainsi les conditions nécessaires pour la création d'une société bourgeoise et l'émergence d'une puissante bourgeoisie ne peut être anticipée que dans un avenir assez éloigné.

Il appert ainsi que la destabilisation économique et politique de l'Europe Orientale émane de deux sources principales à savoir: Le renforcement des processus de crise l'affectant de par son destin et la vulnérabilité de la région face aux tendances globales qui affectent globalement l'économie mondiale.

Néanmoins c'est la polarisation accélérée qui a asséné le coup le plus dur à la vraie force de stabilisation de la société, la classe moyenne. La fragmentation et la polarisation de ces sociétés ont eu lieu avant que les classes moyennes n'aient eu la chance de se consolider. Le processus accéléré de marginalisation a pu être facilement renvoyé vers la direction dramatique de l'Est et être directement relié à la restructuration des forces sociales.

Le Niveau Régional

Les liens unissant les pays de l'Europe Orientale ont été créés par la cohésion artificielle de la période écoulée. La coopération a laissé place à de nombreux processus de division et en premier lieu aux rivalités: La compétition ayant lieu pour consolider les intérêts économiques affecte l'espace nécessaire pour les manœuvres politiques et diplomatiques.

La résultante en est que les différences provenant du niveau inégal de développement qui persiste en dépit du mécanisme d'équilibre qui a opéré au début du système du CEE, sont devenus des facteurs de

déséquilibre dans la région et les différences accusées deviennent plus importantes dans la période de transition de l'économie de marché.

L'environnement économique mondial et par conséquent les relations existant avec les pays avancés qui peuvent être transformés en potentialités de développement, jouent un rôle décisif dans l'amélioration des conditions du développement interne des économies nationales et leur permettent de rattraper l'économie mondiale.(7) Cette situation peut, évidemment, aboutir à une recrudescence de la tension en aggravant les conflits économiques et commerciaux. Les rivalités dues à l'aide et aux prêts à la compétition pour le capital international peuvent également être une source de tensions supplémentaires. La carence mondiale de capitaux prévue en 1990, a attisé la compétition en matière de capitaux. Les investissements étrangers constituent en effet un élément essentiel des efforts déployés par les anciens pays socialistes pour atteindre le marché mondial.

Parallèlement, le développement irrégulier des pays de la région est accompagné d'un élargissement du fossé entre Est et Ouest, conservant ainsi la division du Continent.

De nouvelles fractures: Choc de civilisations?

A l'instar de l'Amérique du Nord, l'Europe entretient des relations avec le Tiers Monde. Cependant l'influence la plus décisive du cours de son histoire émanera plus probablement de trois régions.

La première: Le Monde Arabe qui s'étend le long d'une des fausses lignes géopolitiques majeures du monde, divisé en Etats rivaux avec Israël planté comme une épine dans l'un de ses côtés. Il est marqué par une croissance démographique explosive, une rapide croissance urbaine, une distribution irrégulière des ressources pétrolières et un développement industriel et agricole inadéquats.

La deuxième: L'Afrique Sub-saharienne. Nombreuses sont les raisons qui ont causé la marginalisation de cette partie du monde créant des conditions d'existence intolérables pour ses peuples.

La troisième: La région du côté Est, d'Istanbul à Kaboul, et de Tashkent à Isfahan, qui essentiellement parle le turc ou le persan(8). Le mélange d'Arabes, de Turcs et de Persans qui caractérise les première et troisième régions qui s'étend du Maroc à Kirghizia est si complexe que son avenir ne peut pas être décrit avec un degré quelconque de certitude. Toutefois divers types de scénarios sont possibles: La domination de la région par des théocraties ou

dictatures hostiles à l'Occident ; un ensemble de pays et d'Etats qui découvriront lentement la route de la stabilité à travers un progrès économique contrôlé.

Quel que soit le scénario qui aura lieu dans la réalité, il est prévisible que cette région tant pour des raisons économiques que politiques, sera la source d'une migration à large échelle en direction de l'Europe Occidentale (9). Le genre de sociétés et de cultures qui en résultera est sans doute complexe, variant selon le pays, les conditions locales et la fréquence des arrivages. La gamme de possibilités qui se présentent comprend trois hypothèses extrêmes : (10)

* l'assimilation - mais dans un monde où l'Europe est tenue de jouer un rôle moindre et où la relativité culturelle sera acceptée comme un processus ordinaire. Elle sera plus lente et rencontrera beaucoup plus de difficultés que dans le passé.

* La confrontation entre cultures [les sociétés nord-africaines, turques et africaines seront recrées sur le sol européen et des manifestations de xénophobie, quelquefois violentes sont formulées par les populations autochtones]

* La diversité mutuelle [avec une acceptation mutuelle des groupes minoritaires de la part de la majorité et vice - versa]

En sus de ces scénarios futurs, éventuels prémoniteurs d'un choc des civilisations dans notre Continent, il existe de nouvelles lignes de fracture qui se forment le long des "lignes idéologiques" anciennes du centre de l'Europe. L'origine de ce phénomène post-guerre froide [voir tableau 2 et 3] se retrouve dans les différents types de menaces émergeant de la région de l'ancienne Union Soviétique.

Tableau 2

**Les Principales Menaces Potentielles Emergeant
en Europe Centre-Orientale**

Les Menaces	Les composantes
Politiques	<ul style="list-style-type: none"> - L'effondrement des gouvernements démocratiques - L'anarchie - Les dictatures - L'éveil des nationalismes

Militaires	<ul style="list-style-type: none">- Un comportement agressif à l'égard des voisins de la même région .- L'exportation incontrôlée des armes- La prolifération des technologies à utilisation double dont l'équipement nucléaire.
Social	<ul style="list-style-type: none">- Discrimination et oppression des minorités- Emigration de et vers les pays voisins- Criminalité croissante- Censure
Economique	<ul style="list-style-type: none">- Instabilité financière<ul style="list-style-type: none">a- hyper-inflationb- endettement et services de la dette [interne & externe]- Effondrement des exportations et des importations.- Une pauvreté qui sape la stabilité politique- Un système de sécurité social insuffisant .- Les incidences de la participation aux sanctions économiques contre l'Iraq et l'Ex-Yougoslavie
Ecologique	<ul style="list-style-type: none">- Des catastrophes écologiques protégées résultant des négligences précédentes dans la protection de l'environnement- Des accidents résultant du manque de fiabilité dans la technologie- De nouvelles menaces écologiques

	provoquées par la rapide transformation des marchés - L'acceptation de nouvelles industries polluantes ou importation de polluants.
<i>Source: Regional Security and non proliferation IPRA Defense and Disarmament Study Group Paper 7.p.34</i>	

Tableau 3

**Les Menaces Potentielles Contre l'Occident
en Provenance de l'Europe Centre-Est**

Les Menaces	Composantes
Les Militaires	<ul style="list-style-type: none"> - Exportation incontrôlée d'armes - Prolifération des technologies à double utilisation & d'équipement nucléaire.
Sociales	<ul style="list-style-type: none"> - Immigrés [réfugiés] - Hausse de la criminalité.
Ecologiques l'Occident] [affectant	<ul style="list-style-type: none"> - Des catastrophes écologiques: dues à l'environnement des pays, à l'absence dans le passé de mesures de protection de l'environnement . - Des accidents résultant du manque de fiabilité de la technologie - Des menaces écologiques reliées à l'absence de ressources pour le désarmement
<i>(Source: Ibid p.15)</i>	

Si cette analyse s'avère correcte, les politiques des Etats membres de la Communauté Européenne seront profondément affectées - Non seulement dans le cadre de leur politiques locales [nationalité, droit,

éducation, salaires minima] mais aussi de leurs politiques étrangères, dans des secteurs tels que l'aide étrangère, les accords de commerce préférentiel, la sécurité etc.

Il est ainsi évident, qu'il ne s'agit pas uniquement de "fractures dans la civilisation" mais aussi d'un fossé de plus en plus croissant qui sépare l'Est de l'Ouest. D'autre part, en dépit des mesures de rattrapage forcées qui ont été entreprises, des tendances en faveur d'un détachement économique des pays principaux gagneront un processus plus accéléré et les craintes réelles d'une nouvelle phase de "périphérisation" sont fondées.

Un Nouvel Ordre Monétaire International.

Pourquoi?

Les systèmes s'effondrent, comme on le sait, en raison de leurs contradictions intrinsèques. Le communisme ne possède pas une économie efficace à base de crédits. De ce fait même il souffre du gaspillage de ses ressources, de la perte de sa productivité et de l'absence de capitaux. La planification quantitative y est inférieure au rendement net des projets: En interdisant la propriété privée des moyens de production et des investissements, il est impossible de justifier une revendication quelconque d'intérêt ou de transfert d'intérêt. Il n'est pas rentable de "gâter" le moral des travailleurs, et ce n'est pas en le faisant que l'on obtiendra une productivité plus grande. La socialisation de tous les actifs vide l'accumulation privée des capitaux de tout sens - Le développement, les innovations et le progrès réalisés, s'ils sont doublés de risques, s'écroulent en chemin.

Un désastre semblable menace le marché occidental et l'économie mondiale pour des raisons tout à fait opposées, en l'occurrence l'hyperactivité de son économie de crédit. Débridé depuis la chute du système de Bretton Woods, la dérèglementation et la globalisation des marchés financiers internationaux ce qui était un jour un moteur du développement est devenu un frein du développement. Le Tiers Monde a été obligé depuis la moitié des années 80, à mobiliser beaucoup plus que ce qu'il pouvait normalement économiser de ses propres ressources pour payer les services de ses dettes et transférer ces montants en devises étrangères/dollar U.S. Ces exportations de capitaux et ou excédents des exportations, les ont poussés à un déclin du processus de développement ou pire encore, à une spirale de dettes. Ce cercle vicieux ne pouvait en aucun cas disparaître sans qu'une réduction éventuelle de l'endettement ait lieu ou que le service de la dette soit assumé par une aide étrangère au développement⁽¹¹⁾

Toutefois ce à quoi nous faisons face aujourd'hui est exactement le contraire. Dans le Monde Premier et dans les pays industrialisés, les marchés internationaux des monnaies et des crédits qui normalement devaient tout financer, une fissure vient d'apparaître, entre les pays dont l'économie est extrêmement déficitaire comme les Etats Unis d'Amérique d'une part et les pays à l'économie excédentaire dont le Japon et la République Fédérale d'Allemagne/Allemagne de l'Ouest d'autre part. Il est vrai que ce fossé a fait l'objet d'un pontage sous la forme de crédits et il ne semble pas qu'il y ait de problèmes dans le flux du trafic financier. Néanmoins, les dépassements et le maintien de ce pont, coûte de l'argent! beaucoup d'argent ! Des craintes sont déjà formulées sur l'éventualité de sa chute.

Le monde des banques, qui au départ avait rendu hommage à la nouvelle liberté décrite comme étant "l'innovation financière la plus grande des temps modernes", a depuis longtemps réalisé qu'elle comporte de nouveaux et incalculables risques. Comme conséquence de la stagnation globale des marchés financiers, les crédits demandés par les pays pauvres deviennent de plus en plus rares et coûteux et le fardeau du service de la dette intolérable.

La résultante en est que le Tiers Monde et le Deuxième, l'ex-bloc socialiste, noyés dans leurs dettes et forcés à verser des services pour ces dettes qui épuisent leurs ressources, souffrent dans cette situation du dictat des transferts et des marchés des crédits: Des frontières financières et des réserves aux développements non encore levées limitent leur ascension, renversent leur progrès dont l'impact est encore plus fort et plus malsain en raison de l'explosion démographique de la population et des structures politiques instables qui y prévalent.

Même la lenteur de la croissance et la crise de l'emploi qui sévissent dans le Monde premier et industrialisé ont pour origine des problèmes monétaires ou de crédit. En raison de l'expansion permanente des crédits, essentiellement aux Etats Unis si larges et si endettés, les risques encourus par les crédits liés aux capitaux en dollars US marquent une escalade indéniable. Nul ne prévoit une faillite des USA, à l'instar de ce qui s'est passé au Mexique, au Brésil ou en Argentine, l'on craint cependant que ces risques mènent à une dévaluation du capital étranger investi aux Etats Unis, d'autant plus qu'ils peuvent s'accroître à n'importe quel moment. L'inflation peut, au vrai sens du mot dévaluer ces biens, ils peuvent d'ailleurs l'être par la baisse du taux de change du dollar U.S. ou comme conséquence des deux. C'est pour cette raison que les créanciers et les financiers des Etats Unis, notamment les banques engagées dans ces affaires,

demandent le paiement d'intérêts positifs réels susceptibles de couvrir les risques de pertes encourus éventuellement dans le marché.

Nul ne peut indiquer pour combien de temps il sera possible de "régler" la crise due à la lenteur de la croissance et au chômage qui sévissent en Occident. Nul ne peut, par ailleurs prévoir si cette crise éclatera ouvertement et si stimulée par de fausses manœuvres défensives, elle marquera une escalade semblable à celle enregistrée il y a cinq ans dans la Grande Dépression.

Même un Nouvel Ordre Monétaire international ne peut pas régler le conflit entre riches et pauvres, Nord et Sud. Il ne pourra pas établir les conditions du marché mondial, mais les reflètera uniquement. C'est d'ailleurs la logique qui dicte la politique du Fond Monétaire International, qui applique une politique de restrictions pour lancer un défi à la structure du marché mondial au détriment des perspectives de développement des pays y impliqués. Il est vrai que l'échec du système de Bretton Woods et parallèlement, le déclin des fonctions du dollar U.S comme étant la devise CLÉ, ont eu un impact destabilisateur sur le marché financier international, dont l'incidence est certes négative et polarisante sur le Tiers Monde et sur les anciens Etats Socialistes.

Nivellement vis à vis polarisation

Les disparités ont gagné de l'ampleur au cours des années 80, à l'intérieur des Etats et entre eux, entre le Nord et le Sud et plus encore d'une manière notoire entre les pays du Sud. Bien que l'expérience du Sud ait été très diversifiée, pour la majorité de ces pays, 1980 était une décennie marquée par le déclin économique. En Afrique et en Amérique Latine le revenu "per capita" et les investissements ont baissé d'une manière draconienne, y affaiblissant considérablement les services sociaux et le développement. Cependant en dépit de leurs difficultés les années 80 ont quand même vu une puissante croissance économique dans une grande partie du monde en développement, y compris la plus grande partie de l'Asie peuplée. Bon nombre de pays en développement jouissent aujourd'hui d'économies importantes, dont l'apport est d'une grande importance pour l'économie mondiale.

En Europe les différences entre Est et Ouest sont plus évidentes que jamais. Transformer les sociétés de l'Europe Orientale constitue un défi majeur au développement. Or ce défi doit être relevé. Néanmoins, supporter l'Europe de l'Est ne doit pas avoir lieu aux dépens de la coopération avec les pays en développement dont les efforts ne

méritent pas moins l'appui international.

Le nombre des pauvres dans le monde ne cesse d'augmenter. Aujourd'hui plus d'un milliard de personnes, soit un sur cinq êtres humains vit dans la pauvreté la plus absolue. En dépit de tout les efforts déployés, uniquement quelques uns des pays frappés par la crise ont réussi à arrêter le processus de déclin.

L'environnement économique international a un impact majeur sur toute conjoncture. C'est un préalable indispensable pour qu'un développement quelconque devienne possible. Or en dépit de la croissance soutenue des pays industriels, la décennie 1980 a été le témoin d'une dégradation de l'environnement économique des pays en développement: Un protectionnisme accru, une baisse du prix des produits de base, des taux de change volatiles et des taux d'intérêt très élevés sont partie intégrante d'un environnement économique modelé indépendamment de l'influence des pays en développement. C'est ce climat qui a précipité la crise de la dette et provoqué la sévère réduction du flux des capitaux que les pays en développement ont vécu. Par ailleurs, les niveaux de l'aide ont marqué une stagnation évidente au cours de cette décennie.

Le protectionnisme des nations industrielles coûte aux pays en développement beaucoup plus que ce qu'ils reçoivent sous la forme d'aides. Le flux massif vers l'extérieur de ces pays, de ressources reliées à leur dette doit être arrêté. L'écoulement actuel de fonds n'est pas justifié. Au début des années 80 un transfert annuel net de 50 milliards de dollars était effectué en faveur des pays en développement. A la fin de la décennie, 50 milliards en sortaient chaque année.

Les questions monétaires ne peuvent pas être discutées isolément et en dehors du cadre politique dans lequel elles devront être résolues. Ainsi, traiter les problèmes de la dette, notamment dans les pays du Tiers Monde; réorganiser les crédits et surtout la Compensation Financière Internationale, ne sont pas des questions qui relèvent uniquement de la compétence des experts financiers. Elles représentent en fait une affaire de redistribution, ce qui les transfère automatiquement au secteur des affaires de politique locale de ces pays et directement à ceux qui y doivent apporter leur contribution, c'est à dire les riches minorités.

C'est dans le cadre d'un développement équilibré à l'échelle mondiale, que l'économie peut agir comme facteur de sécurité. En d'autres termes, dans une situation où les différentiels des revenus entre continents, régions et pays ne progressent pas mais ont plutôt

tendance à se niveler. On se demande en réalité que s'est-il passé, sur le plan de la restructuration mondiale de la distribution des revenus? Et dans quelle mesure cette situation a-t-elle influencé le rôle de l'économie comme facteur de sécurité?

Les chiffres mondiaux démontrent clairement que sans le regroupement des ressources économiques et sociales, les deux tiers de l'Humanité demeureront en état de pauvreté. Bien qu'en apparence, tout au moins, le monde se soit dirigé au cours des dernières décennies vers une sorte de nivellement, il s'avère que depuis que le développement enregistré en Asie et en Amérique Latine a réduit la proportion des pays désespérément retardés de 72 à 35%, la différence moyenne entre les vingt pays les plus avancés du monde et les vingt moins avancés est passée de 30 à 61 fois! Les vingt les plus riches utilisent 85% des ressources mondiales, dont les deux cinquièmes sont consommés par les Etats Unis à eux seuls. Moins de 1% est abandonné aux vingt pauvres.

Des processus incontrôlables

Les contradictions opposant la philosophie économique appliquée et la pratique ont déclenché des processus imprévus et incontrôlables, rendant la sécurité économique vulnérable à un point clé. D'ailleurs la majorité des processus, réactions et réactions contraires de l'économie, sont devenus imprévisibles⁽¹²⁾, et les lois économiques n'ont pas opéré selon les pratiques traditionnelles connues précédemment. Des processus méconnus ont regroupé leur force dans le monde de l'économie, introduisant des éléments spéculatifs dans la macro-économie, réduisant de ce fait même les prévisions, augmentant les risques et en définitive rendant le fonctionnement de l'économie mondiale en sa totalité plus vulnérable.

L'économie mondiale qui devient de plus en plus mondialisée⁽¹³⁾, semble être plus favorable aux investissements qui présentent moins de risques, que ceux qui se trouvent dans la conjoncture réelle. Par conséquent la petite bulle financière a continué à croître à un rythme accéléré et flotte aujourd'hui comme une bombe à retardement sur l'avenir de l'économie mondiale.

Les incidences de la polarisation à l'échelle mondiale.

On peut prévoir, sur la base de ce qui précède, qu'au cours de la décennie des années 90, la sécurité internationale sera fragmentée sur une base économique. Cette réalité n'est pas en contradiction avec le fait qu'une interdépendance, extrêmement complexe,

économique, politique et culturelle, pénètre tellement les intérêts et les contre-intérêts qui influencent la sécurité de la région, que l'application pratique d'une politique de sécurité et d'économie sur la base des intérêts purement nationaux peut s'avérer impossible.

En même temps le renforcement des facteurs de déstabilisation de l'économie, ont ramené la géopolitique en plein champ de lumières. Dans le cadre des conditions actuelles où la chance des autarcies nationales est réduite au minimum, l'ancien adage qui dit: "Géopolitique et nationalismes vont de pair" est plus que jamais vrai.

Les sociétés non occidentales surtout asiatiques ont créé et créent encore, sous nos yeux, leurs propres potentialités économiques. Leur force militaire fondée sur cette base émerge elle aussi. Parallèlement se manifeste une croissance des valeurs nationales. Les traditions et le patrimoine culturel acquièrent de nouvelles dimensions et valeurs. La résultante en est que l'économie mondiale, la politique et la sécurité mondiale seront organisées selon des lignes fausses. Dans le nouvel ordre mondial, il est plus plausible que les conflits ne soient pas engendrés de la course à l'armement ni directement de la polarisation économique et sociale, bien que cette dernière soit susceptible d'en être la source. Certes, les sources des conflits qui dans le passé ont divisé le monde se manifestaient sous la forme de course à l'armement et de quote-part dans les marchés des armes. La source actuelle de tensions est plutôt engendrée par la polarisation née de l'appauvrissement mondial qui demeurera assez longtemps dans les sociétés du monde.

La scission des sociétés en deux pôles comme conséquence de la distribution et de la restructuration des revenus à l'échelle mondiale et la disparition des classes comme suite de la polarisation créent des conditions dans lesquelles la distance entre les deux pôles de la société est trop grande. Ceux qui se trouvent au niveau le plus bas de la société sont dépourvus de défense, au point que l'on ne peut prétendre que les conflits émanant de la société puissent y être résolus comme étant un choc intrinsèque.

En conséquence, le canal à travers lequel ces conflits se dégagent n'est peut-être pas la confrontation directe entre classes sociales, entre riches et pauvres mais le choc de différentes civilisations et cultures. Tout ceci n'exclut, cependant pas, la possibilité que des régions appartenant à une même culture puissent être déstabilisées par des guerres tribales et des conflits ethniques. Dans de telles circonstances, au lieu de tirer profit de cette pluralité et d'édifier sur sa richesse authentique des courants de connaissances, le choc des

cultures peut mener en définitive à une érosion générale de la civilisation humaine. Les nationalismes essentiellement attisés par les allegations religieuses et les divergences ethniques et émergeant de couches appauvries peut marquer une escalade qui atteint son point culminant sous la forme d'une conflagration ouverte.

Tous ces éléments ajoutent des risques nouveaux et accablants à notre région de l'Europe Centre-Est.

Dans la conjoncture mondiale actuelle l'irrationalité globale de la politique de sécurité internationale a été réduite, mais d'autre part il y a eu une progression dans un ensemble de facteurs économiques qui menacent sérieusement la stabilité mondiale et peuvent acquérir des proportions universelles.

Du point de vue politique de la sécurité, un niveau identique de dépendance mutuelle ainsi qu'un degré identique de vulnérabilité mutuelle, offrent la garantie la plus stable de la sécurité économique. En contraste dans le cas de la dépendance asymétrique ou de la dépendance comportant des éléments militaires, qui apparaît souvent dans le monde de l'économie, la vulnérabilité oblige le plus faible à occuper une position défensive et le déséquilibre des forces peut comporter les graines de l'agression.

De notre temps qui est marqué par une croissante augmentation des sources de risques, la sécurité ne peut être que d'une nature complexe et la sécurité militaire ne peut qu'en être un des éléments, sans pour autant être le plus décisif. Néanmoins dans l'ensemble actuel de conditions indispensables à la sécurité mondiale, un rôle plus grand est joué par des éléments de type économique et non économique. La majorité sont, cependant, devenus des facteurs de déstabilisation et il n'est pas exclu que les éléments militaires acquièrent de nouveau une grande importance■

Notes

(1) Une analyse des tendances suivies dans les processus mondiaux déterminant le développement des grands centres mondiaux montrent que le bond prévu pour l'économie des Etats Unis, ne s'est pas concrétisé. De plus une détérioration tangible a été enregistrée dans la performance de l'économie japonaise et un sérieux déclin en Europe Occidentale au moment où on s'attendait que l'entrée en vigueur des accords de Maastricht donnerait une importante impulsion à la croissance. Une chute dramatique s'est manifestée dans la performance de la Russie et des Etats de la Mer Baltique. Le déclin s'est poursuivi dans tous les Etats de l'Europe Orientale à l'exception de la Pologne dont les résultats étaient contradictoires.

(2) Au Japon l'excédent budgétaire, a permis d'introduire des programmes de stimulation de la demande; plus tard cette politique a été suivie par le

Bundesbank. Toutefois, en raison des limites restreintes dans le cadre desquelles la politique classique de Keynes peut être appliquée, ces mesures n'ont pas été concluantes.

(3) En Europe occidentale les Etats du système de bien-être social inspiré par la démocratie sociale et à leur tête les pays scandinaves et l'Allemagne, mus par des motivations différentes, ont perdu pied d'une manière spectaculaire. Le déclin de leur performance a rendu leurs économies de moins en moins capables de supporter les systèmes de bien-être créés auparavant. En conséquence une crise typique se manifeste en Europe Occidentale sous la forme d'une croissance explosive des déficits du budget. Les charges sociales ne sont plus de la même proportion que la productivité et la performance de l'économie. Aux Etats Unis ils se présentent sous la forme d'insuffisance des éléments du bien-être social et d'un réseau social inadéquat. Dans le troisième pôle économique mondial dans la région de l'Extrême Orient, le système patriarcal, employeur - employé imbu d'éléments traditionnels qui était un des piliers de base de l'économie japonaise-miracle, se désintègre et ce processus a même atteint le niveau des grandes entreprises.

(4) De l'avis des experts hongrois en criminologie, les risques des investissements monétaires dérivés de crimes économiques est approximativement de 30 %, c'est à dire plus que le risque impliqué dans les investissements d'origine légale.

(5) La politique monétaire ayant pour but de mettre un terme au déclin de la performance des économies, la philosophie économique généralement acceptée de la période préalable, s'est avérée incapable de régler la crise de la dette, mais a également déclenché une accumulation de dettes intérieures et accéléré la sortie des ressources, tandis que la politique restrictive accompagnant une telle situation a abouti à une détérioration catastrophique de la production.

(6) Le rapport préparé pour la conférence organisée à Varsovie en 1993 par la German Bertelsmann Foundation, montre clairement le dilemme d'une Europe divisée en deux: La part de tous les pays de l'Europe Centre-Est dans les marchés de l'Union Européenne est uniquement de 1.6 % soit moins que les 1.9% de l'Autriche ou les 2.1 % de la Suède. La différence se manifeste également d'une manière aigüe dans les investissements étrangers : En 1992, 70 milliards investis dans la région de l'U.E, 2 milliards tout au plus en Europe de l'Est, 30 milliards en Asie et 15 milliards en Amérique Latine.

(7) Pour ne mentionner qu'un seul exemple lorsque les taux d'intérêt ont été réduits aux Etats Unis la réaction n'a pas été une augmentation des investissements mais une croissance de l'épargne. L'explication en est que le public américain se rappelant de mauvaises expériences écoulées, évite l'endettement et hésite à faire des investissements.

(8) Pour ne citer qu'un seul exemple: le chiffre d'affaires des échanges étrangers, des bourses des valeurs est aujourd'hui plusieurs fois plus élevé que celui des produits manufacturés. Plusieurs compagnies géantes - Siemens, VW, etc - gagnent une centaine et des milliers de fois de plus de leurs spéculations en devises que de la vente de leurs produits. [Cf. Rozsnai, E.: A történelem kelepcei (Les pièges de l'histoire)] Budapest, 1993, p. 91.

9- Pour plus de détails consulter : Balazs Judith : Les repercussions de la guerre du Golfe sur l'Europe dans les : Etudes sur la relations entre la paix au Moyen Orient et le Monde: Perspectives de l'Europe , de l'Afrique et de l'Amérique Latine .Ed.Elise Boulding .Publié par Tarsádalomkutató Intézet .Budapest .1993 .

10- La révolution en Iran ,le conflit Afghani ,les troubles prévalant en Asie Centrale ,les accrochages entre Arméniens et Azéris et la tragédie kurde ,ont rendu les Européens conscients de l'importance de la région qui a des frontières communes avec l'Europe ,la Russie , la Chine , l'Inde et le Monde Arabe . A l'Ouest , elle est limitée par la Turquie , dont l'avenir doit toujours être objet de préoccupation pour les décideurs Européens , puisque sa stabilité politique et son progrès économique et social sont essentiels pour la paix dans le continent.

11- Il est difficile de prédire exactement l'ampleur de cette migration .Mais le nombre des immigrants [y compris ceux de l'Afrique sub-Saharienne et non de l'Europe du Centre ou de l'Est] qui s'établiront dans les pays de la Communauté Européenne sera d'environ 30 millions en l'an 2025.

12 -Pour plus de détails : cf.Lesoume , J." L'évolution de l'Europe 1990-2000" et "Perspectives à long terme pour le développement du Monde" EADI 1995.

13- Cf.Détails :W.Hankel : New Global Financial Order .Eine Welt .Texte der Stiftung Entwicklung und Frieden.Bonn.1995.

Dr Massoud Dhaher*

"Le choc des civilisations" concept idéologique de l'ère de la mondialisation américaine**

La place de la mondialisation américaine dans l'histoire universelle contemporaine

Les moyens d'information, qu'ils soient audio-visuels ou écrits, se renouvellent en permanence, à tel point que le monde fait aujourd'hui l'impression d'une petite ville ou d'un grand village dont les habitants sont au courant de tous les détails des faits quotidiens survenus dans ses moindres recoins. La dernière révolution technologique, celle d'Internet, a permis en effet de rapprocher le temps, pour les collectivités comme pour les individus, au moyen de l'image et du son, phénomène qui confirme l'unité de l'histoire universelle, depuis l'unité de l'histoire de la planète jusqu'à la relation directe qui s'apprête à être mise en place à l'approche du XXIème siècle entre la terre et les autres planètes.

L'histoire universelle qui est en passe de devenir une réalité tangible n'était pourtant auparavant qu'un titre donné à des recherches d'historiens, de politiciens, de chefs militaires et de spécialistes des civilisations humaines à portée universelle.

Très vite se sont multipliées les études traitant de l'histoire du monde, de l'histoire des civilisations, ou des grands combats historiques, etc. Les Européens furent les premiers à publier de tels titres,

* Historien libanais.

** Original Anglais. Traduit par Stephanie Dejols

l'eurocentrisme ayant joué un rôle déterminant pour le cours de l'histoire universelle dès les premiers pas de la grande révolution industrielle, au début du XIX^{ème} siècle.

Le continent européen fut en effet le précurseur de l'ère des Etats nationaux, des révolutions de libération, des idées libérales, démocratiques, socialistes, communistes, fascistes et nazies, et il fut la base d'où partirent toutes les campagnes militaires ayant mené à la conquête de la planète, à la répartition de ses terres entre les différents vainqueurs européens, puis à leur redivision à la suite de guerres bipartites ou universelles ayant entraîné la ruine de l'économie européenne, en particulier dans les Etats militaristes et expansionnistes. Pendant ce temps les Etats-Unis préservaient leurs énergies humaines et leurs immenses ressources économiques et devenaient le remplaçant naturel de l'eurocentrisme avec la guerre froide qui s'engagea entre capitalistes et socialistes au milieu de ce siècle.

Le concept d'histoire universelle est donc né au cours des deux siècles passés des écrits de la période montante de l'eurocentrisme, après quoi les Etats-Unis furent considérés comme faisant partie intégrante du cours de l'histoire universelle, en tant que premier héritier naturel et substitut légitime de l'eurocentrisme.

Le vaste continent américain était peuplé de tribus indiennes et incas et de nombreuses autres communautés qui toutes furent exterminées de façon barbare par les conquérants européens, dont la plupart étaient des criminels de guerre, des prisonniers, des chercheurs d'or ou des marchands d'esclaves, autrement dit des gens ayant un fort penchant pour la guerre, la domination, la possession et l'exploitation d'autrui. On retrouve d'ailleurs jusqu'à aujourd'hui des traces tangibles de cette tendance dans la politique américaine, qui se distingue par sa discrimination raciale à l'égard des Noirs, la terreur exercée par la mafia et les trafiquants de drogue sur les citoyens ordinaires, l'ingérence militaire américaine dans maintes régions du monde depuis la Seconde Guerre Mondiale, et le soutien accordé à toutes les dictatures de la terre.

En somme la tendance militariste et dominatrice américaine prend racine dans la tendance militariste de l'eurocentrisme qui cherche à diviser le monde par la force depuis le XIX^{ème} siècle, que l'on nomma le siècle de la colonisation directe : occupation directe, protectorats, mandats, bases militaires, flottes maritimes, etc., cette tendance se révéla sous les formes les plus diverses. Or les Etats-Unis pratiquent toujours tous ces modes de domination sous couvert de

"mondialisation", celle-ci revenant ici à unifier le monde par la force américaine et à forcer les Etats et leurs peuples à reconnaître le leadership américain sur la conduite des affaires mondiales afin d'atteindre le stade de l'histoire universelle.

Toutefois la tendance militariste ne fut pas l'unique contribution européenne à l'unification du monde et à la construction de l'histoire universelle. D'autres formes de contribution, à caractère culturel, économique, politique, civilisationnel ou éducatif entrèrent en jeu.

A l'époque de la montée de l'eurocentrisme, celui-ci appela à adopter une législation des droits de l'homme et prôna les idées de justice, de liberté, de fraternité, d'égalité, et toutes les idées libérales et démocratiques : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la construction d'Etats nationaux, la préservation du patrimoine humain, etc, tous points qui seraient à détailler pour comparer les concepts culturels de la période eurocentriste et ceux de l'ère de la mondialisation américaine.

L'idéologie culturelle de la mondialisation américaine

Il n'y a pas lieu ici de s'attarder sur l'idéologie culturelle diffusée à l'époque de la montée de l'eurocentrisme, cependant il ne fait pas de doute que ses empreintes sont toujours visibles dans toutes les sociétés, et notamment dans la société américaine, qui est restée étroitement liée aux langues, aux cultures, aux idées, aux arts, aux usages, aux traditions et aux systèmes politiques, administratifs et militaires de l'Europe durant de longues décennies.

Il va sans dire qu'il est très difficile de distinguer les concepts culturels européens des américains ou des canadiens, car leurs racines sont communes, de même que le citoyen américain ou canadien révèle ses origines européennes dans maints aspects de son existence. Aussi lorsqu'ils abordent le champ de la culture et de la civilisation les chercheurs regroupent généralement les Européens et les Américains au sein de ce que l'on nomme "la civilisation occidentale".

Il va sans dire également que les concepts culturels qui eurent un écho immédiat à l'échelle mondiale naquirent de l'eurocentrisme et qu'ils sont toujours actifs dans la plupart des Etats du monde, pour ne pas dire tous, d'autant que l'unité de l'histoire universelle contribue à instaurer un dialogue direct, quoiqu'inégal, entre les forces et les courants antagonistes.

Il importe de mentionner qu'à l'époque de l'eurocentrisme les Français se firent un devoir d'universaliser les idées de la Révolution française quant à la liberté, l'égalité, la fraternité, la justice et les droits de

l'homme. Leur devise culturelle étant celle du "rôle civilisateur de la France", ils transplantèrent une grande partie de leurs idées, concepts, littératures, tendances artistiques, courants politiques et idéologiques et systèmes administratifs et éducatifs auprès des colonies et des peuples qu'ils avaient soumis.

A la même époque les Anglais lancèrent le slogan du "fardeau de l'homme blanc", c'est-à-dire en premier lieu le rôle des Anglais dans le développement du monde ancien et sous-développé. Ainsi ils transposèrent eux aussi leur culture dans leurs colonies, parfois de manière semblable aux français, mais la plupart du temps de manière très différente parce que la concurrence entre les deux pays était rude sur tous les plans : militaire, politique, culturel, etc.

Notons que lors de la Première Guerre Mondiale, avant le début de l'ère de la mondialisation américaine, les Américains furent profondément influencés par les comportements culturels européens. C'est alors qu'intervint la théorie du président Wilson sur "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", qui redonna espoir à tous les peuples des colonies et les encouragea à combattre le colonialisme anglo-français. On vit même apparaître à cette époque des études intitulées: "Amérique, libère le monde!"

Mais ce rôle libérateur des Etats-Unis fut vite abandonné lorsque ceux-ci sortirent de leur isolement volontaire pour prendre part à la reconstruction de l'Europe, avec le fameux plan Marshall. Certes ils défendirent alors avec ferveur le droit des peuples soumis à l'occupation, à la domination, aux mandats ou aux protectorats, à obtenir leur indépendance politique et à construire un nouvel ordre mondial libéré de l'ancienne idéologie colonialiste, et de fait ils devinrent le pôle fondamental de la lutte contre les systèmes socialistes et communistes durant la guerre froide qui s'acheva avec la chute de l'Union Soviétique et du bloc de l'est en 1989. Mais les Etats-Unis ne restèrent pas fidèles à leur devise (la construction d'un nouvel ordre mondial libéré du colonialisme): bien au contraire, ils adoptèrent une idéologie clairement militariste de domination du monde par la force. Cette tendance militariste, connue sous le terme de "mondialisation américaine", ne s'apparente en rien à un nouvel ordre mondial, voire elle l'empêche de voir le jour en maintenant l'ancien ordre mondial.

Il va de soi que les partisans de cette mondialisation ont dû l'étayer culturellement à un niveau universel. C'est ainsi que sont apparues l'idéologie de Fukuyama intitulée "La fin de l'histoire et le dernier homme" et la théorie de Samuel Huntington sur "Le choc des

civilisations".

La théorie de "la fin de l'histoire" n'est pas nouvelle. Elle fut lancée par Hegel à l'aube du XIXème siècle lors des guerres napoléoniennes. Hegel était un fervent admirateur de Napoléon, de ses idées, de ses projets d'unification européenne et de construction d'une histoire universelle sur la base des idées libérales clamées par l'eurocentrisme montant à la veille de la première révolution industrielle.

La fonction politique des concepts idéologiques

Après la chute de l'ex-Union Soviétique et du bloc socialiste la scène idéologique internationale fut investie par une activité intellectuelle fébrile visant à démontrer "la mort du socialisme et du communisme" et "la victoire définitive du capitalisme mondial".

Il n'y a pas lieu ici de citer les centaines de slogans ayant accompagné cette activité idéologique et les nombreux ouvrages parus à ce sujet ces dernières années. Nous nous contenterons de mentionner la théorie de ce penseur américain d'origine japonaise, Francis Fukuyama, dont l'ouvrage intitulé "La fin de l'histoire et le dernier homme" a été traduit dans de nombreuses langues et a fait l'objet de critiques virulentes, au point qu'il est vite tombé dans l'oubli, et cet autre penseur américain, Samuel Huntington, dont l'article intitulé "Le choc des civilisations" et paru au printemps 1993 dans la revue Foreign Affairs a suscité de vives réactions dans le numéro de décembre 1993 de la même revue, réactions auxquelles l'auteur a répondu ensuite à son tour.

Ce n'est pas un hasard si les Etats-Unis, qui restent l'unique leader du nouvel ordre mondial en cette dernière décennie du XXème siècle, sont à l'origine de ces idéologies dont l'une cherche à arrêter l'histoire avec la victoire du système américain actuel sur l'ex-système soviétique, et l'autre s'attaque à la célèbre théorie scientifique d'Arnold Toynbee sur les cycles "de défi et de réponse" qui règlent l'interaction entre les civilisations. En effet les civilisations entretiennent entre elles un rapport interactif, non pas un rapport conflictuel. Ce sont les systèmes politiques, sociaux et économiques qui créent les heurts et les conflits en voulant protéger leurs intérêts au moyen d'un potentiel militaire démesuré qui domine leur propre société et cherche à en dominer d'autres afin de pouvoir vaincre tout leur continent, voire la planète entière, fût-ce au prix de guerres universelles dont les deux Guerres Mondiales et la guerre froide qui leur a succédé ne sont qu'un modèle expérimental.

Une lecture attentive de l'article d'Huntington sur le "choc des civilisations" montre que les idées "nouvelles" qu'il a voulu répandre trouvent leur source dans la théorie non-scientifique de Fukuyama sur la fin de l'histoire. Voici en effet ce qu'il écrit au début de son article: "Les politiques mondiales entrent dans une nouvelle période qui inspire spontanément aux intellectuels des théories sur la fin de l'histoire, le retour des conflits traditionnels entre les Etats-nations et finalement l'effondrement de ces Etats-nations du fait des motivations antagonistes du tribalisme et du mondialisme." Il en déduit que "l'origine première des conflits de ce nouveau monde ne sera pas d'ordre idéologique ni économique, les grandes scissions de l'humanité seront culturelles et les conflits entre civilisations domineront les politiques internationales, parce que les lignes de démarcation entre les civilisations seront précisément les lignes de front à venir. Le conflit des civilisations constituera la dernière étape de l'évolution des conflits du nouveau monde".

Huntington reprend donc tous les aspects de la méthode idéologique appliquée par Fukuyama dans "La fin de l'histoire": le choix du titre de son article par exemple est anti-scientifique; d'autre part il substitue au conflit socio-économique visant concrètement à l'hégémonie et à l'impérialisme un conflit idéologique de l'ordre du conflit d'idées ou de cultures, et il considère les frontières entre les multinationales qui imposent leur domination sur le monde comme des frontières culturelles, non comme des différences d'intérêts économiques; enfin il évoque le conflit des civilisations comme la dernière étape de l'histoire moderne, ce qui n'est pas sans rappeler la phase du "dernier homme" chez Fukuyama...

Nous pouvons dire en bref que ces deux concepts de la fin de l'histoire et du conflit des civilisations ne peuvent faire l'objet d'un débat théorique qu'à condition de reconnaître qu'elles sont l'expression d'objectifs politiques et idéologiques étroitement liés à la domination actuelle des Etats-Unis sur le monde. Observons par exemple la grande confusion dont fait preuve Huntington lorsqu'il énumère les civilisations qui selon lui entreront en conflit, à savoir:

les civilisations occidentale, confucianiste, japonaise, musulmane, indienne, slave orthodoxe, d'Amérique Latine, et peut-être la civilisation africaine...

L'Afrique serait-elle à mettre hors du champ des conflits? Pourquoi distinguer la civilisation d'Amérique Latine de celle d'Amérique du Nord, que l'auteur rattache à la civilisation occidentale? Quelles sont les caractéristiques des civilisations confucianiste, japonaise et

indienne? Enfin, quelles sont les frontières de la civilisation musulmane, qui englobe des millions d'Arabes, de Turcs, d'Iraniens, de Chinois, d'Indiens, de Pakistanais, d'Indonésiens, etc.?

La confusion des trompeurs

Huntington pense que "la prochaine guerre mondiale, si elle doit avoir lieu, sera une guerre de civilisations". Ainsi il ne semble pas certain de l'inéluctabilité d'une troisième guerre mondiale et d'un conflit entre les civilisations. Dans sa réponse aux critiques qui lui ont été faites, il émet l'éventualité d'un démembrement des Etats-Unis eux-mêmes et imagine qu'ils pourraient perdre leur caractère occidental, sans pour autant perdre leur américanisme, qui restera un trait essentiel de leur démocratie aux racines européennes. D'autre part il affirme que la civilisation mondiale globale à venir ne peut qu'être le résultat d'un pouvoir mondial global, et il nie avoir adopté le concept de "la fin de l'histoire": "l'histoire n'est pas achevée, et le monde n'est pas un. Les civilisations unifient et divisent à la fois le genre humain; il incombe à chacune d'elles d'apprendre à vivre avec les autres."

Quant à l'avenir du conflit arabo-sioniste, Huntington affirme qu'il perdurera sous d'autres formes que les guerres militaires: "Le conflit entre les Juifs et les Arabes pourrait se dissiper, mais il perdurera".

Ces mises au point établies par l'auteur en réponse aux attaques contre sa théorie du "choc des civilisations" ont ôté à cette dernière sa tonalité idéologique originale: Huntington en revient en effet à la célèbre théorie de Toynbee sur les cycles de défi et de réponse : les civilisations ne peuvent être vaincues parce qu'elles ne se combattent pas et ne sont pas en position de concurrence, mais d'interaction. En 1995, le Centre d'études stratégiques, de recherches et de documentation a pris l'heureuse initiative de publier la traduction de l'article d'Huntington sur le "choc des civilisations" et des multiples réactions qu'il a suscitées, suivies de plusieurs articles exposant les points de vue de penseurs arabes et iraniens. Or il est intéressant de constater que ces voix arabes et iraniennes, tout comme la présentation de l'ouvrage elle-même, insistent uniquement sur l'aspect idéologique de la théorie d'Huntington et y voient une volonté politique américaine de répandre les principes démocratiques et libéraux occidentaux dans ce que l'on appelait autrefois le tiers-monde. En outre ils pensent que l'universalisation de ces principes par la force entraînera fatalement des réactions négatives, étant donné la tendance néo-impérialiste qu'elle suppose et le fait qu'elle vise à détruire la solidarité islamo-asiatique qui se dresse face aux intérêts et aux valeurs de l'Occident.

La majorité des Etats arabes ayant choisi la voix de la négociation avec Israël sous l'égide directe des Etats-Unis, l'auteur de la présentation de l'ouvrage pense que la politique américaine projette de frapper l'Iran en premier lieu. afin de le contenir: "L'administration américaine a imposé un processus de compromis pacifique aux Arabes et à Israël après avoir estimé que le "principal danger" pour ses intérêts stratégiques dans la région venait d'Iran. Ce dernier fait donc seul l'objet d'une politique d'endiguement, étant entendu qu'il n'y a plus rien à endiguer en Iraq."

Mais la théorie du "choc des civilisations" ne s'arrête pas à un Etat musulman en particulier. Huntington n'écrit-il pas : "Les frontières de l'islam sont sanglantes"? Ainsi il n'est nullement raisonnable de réduire cette théorie à une position politique interchangeable.

Un autre chercheur arabe voit dans cette théorie "la réaction de la pensée occidentale à des "fondamentalismes" religieux qu'Huntington nomme très hâtivement "civilisations". Il écrit ensuite: "Les Arabes et les Musulmans ne produisent pas aujourd'hui les moyens de la civilisation, ni des sciences, ni de la philosophie modernes. Quant au retour à l'âge d'or de la civilisation islamique, ce n'est qu'une manière de faire ressurgir la mémoire passée ou l'étude d'une époque... Les peuples musulmans sont en quête d'un nouveau projet de civilisation nécessairement centré sur l'islam et dont les composantes culturelles devront être adaptées, synthétisées et assimilées."

Notons que ce même chercheur mentionnait au début de sa réponse à Huntington qu'il ne pensait pas que "la synthèse ou ce que l'on peut appeler "la conciliation entre le réformisme musulman et le libéralisme occidental puisse réussir dans le monde musulman." Si la synthèse n'a pas réussi à l'époque de la division du monde en deux grands pôles dont l'un, le pôle socialiste, soutenait les Arabes dans leur lutte contre Israël et les impérialismes européens et américains, comment peut-on espérer qu'elle réussisse à l'heure où l'Amérique domine seule le monde? Et comment les Arabes et les Musulmans peuvent-ils construire "un nouveau projet de civilisation centré sur l'islam" et dont les "composantes culturelles", occidentales ou autres, soient assimilables? Telle est la crise d'une culture traditionnelle qui craint de rentrer dans la modernité de peur de perdre son "authenticité" et sa culture transmise sans rien gagner de la modernité.

Le défi civilisationnel et sa réponse

Huntington cite dans son article l'existence de sept ou huit civilisations aptes à l'interaction dans le futur, mettant le Japon à part : "Excepté le Japon, l'Occident ne fait face à aucun défi économique. Il a la

mainmise sur les institutions politiques et sécuritaires internationales, il contrôle avec le Japon les institutions économiques internationales et le règlement des questions politiques et sécuritaires mondiales se fait efficacement au moyen d'un conseil d'administration composé des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon." Plus loin il ajoute: "Le Japon occupe une place à part en tant que pays "occidental", parce que s'il appartient à l'Occident par certains aspects, il est clair que par d'autres aspects essentiels il ne lui appartient pas."

Il ne fait pas de doute que le Japon est un pays moderne qui a largement tiré profit de la civilisation occidentale, sans complexe ni sentiment d'infériorité, tout en conservant son authenticité et son patrimoine, parce qu'il a su faire la distinction entre la modernité et l'occidentalisation : il a adopté les concepts permettant à la société japonaise traditionnelle de devenir une société moderne, sans pour autant tomber dans le piège du mimétisme ou de la reproduction des modèles occidentaux.

Huntington reconnaît aux Japonais cette faculté d'assimiler la civilisation occidentale sans s'occidentaliser, selon la célèbre devise de cet empereur réformateur meiji du XIX^{ème} siècle: "Rattrapez l'Occident et dépassez le".

Ainsi le Japon est le seul à avoir réussi là où tous les autres ont échoué, comme l'écrit Huntington: "La civilisation occidentale est à la fois occidentale et moderne. Les civilisations non occidentales ont cherché à se moderniser sans s'occidentaliser, mais seul le Japon a réussi dans cette voie. Les autres civilisations non occidentales continueront à essayer d'obtenir la révolution technologique, le savoir-faire, les machines et l'armement qui font partie de la modernité, de même qu'elles essaieront de concilier cette modernité avec leur culture et leurs valeurs traditionnelles". Mais le chercheur confond ici à dessein les civilisations et les forces sociales dominantes, car ce ne sont pas les civilisations qui aspirent à la révolution technologique dite "occidentale" mais les forces en vigueur dans le monde en ébullition, compte tenu du fait que l'Occident représente un stade avancé des modes de production et des rapports entre la production et la technologie, dont il est possible de tirer profit.

Il va de soi que le modèle japonais n'est plus à présent le seul à tirer profit des sciences et des techniques occidentales tout en conservant ses valeurs culturelles traditionnelles, car de nombreux pays d'Asie du sud-est ont adopté cette forme de modernisation: la Corée du Sud, Taiwan, Singapour, l'Indonésie... Quant à la Chine, elle s'efforce de développer ses propres capacités sur la base de sa longue

expérience socialiste, à laquelle elle a apporté des modifications essentielles afin d'être plus à même de se prémunir de l'influence du négativisme international résultant de la disparition de l'Union Soviétique et du bloc socialiste.

Citons à ce propos un ouvrage intéressant du célèbre chercheur américain David Hitchcock, paru fin 1995, et dans lequel il traite de l'impact de la théorie du "choc des civilisations" sur la politique des Etats-Unis en Asie du sud-est et en Chine:

David L. Hitchcock: Les valeurs asiatiques et les Etats-Unis: la mesure du conflit, Centre d'études stratégiques et internationales, Washington, D.C., 1995.

L'ouvrage d'Hitchcock s'ouvre sur une citation tirée d'un article d'Arnold Twinby intitulé Le monde et l'Occident : "Seule une fraternité exemplaire peut mettre fin au conflit des cultures".

Le chercheur y étudie plus de cent groupes culturels des pays d'Asie du sud-est (la Chine, la Malaisie, Singapour, les Philippines, l'Indonésie, la Corée, Taiwan, etc.), en axant le débat sur la valeur de la théorie du "conflit des civilisations", qu'il approuve pas certains côtés et désapprouve par d'autres.

Le cadre de cette intervention ne nous permet pas de présenter ces réponses dans le détail, car cela nécessiterait une étude plus approfondie. Notons simplement qu'elles mettent l'accent sur le fait que "l'Asie est en voie d'émerger au niveau mondial", et que les valeurs sociales, éthiques, comportementales, philosophiques et religieuses des Asiatiques ne sont pas moins importantes que les valeurs de la civilisation occidentale, voire leur sont supérieures dans bien des domaines. Elles affirment que la modernisation ne se réduit pas à une occidentalisation, et que s'il existe effectivement un conflit des civilisations, comme le prétend Huntington, les Asiatiques se rattacheront à leur ancienne civilisation et emploieront toutes leurs forces à rendre l'Asie aux Asiatiques. Enfin le chercheur achève son ouvrage en écrivant que la théorie du "choc des civilisations" nuit grandement aux intérêts occidentaux en général et américains en particulier dans tous les pays d'Asie du sud-est, qui sont dans une période de fort redressement économique, alors que l'économie américaine traverse crise sur crise.

Quelques remarques finales

Nul doute que l'histoire universelle est en train de se concrétiser à grands pas. Or une question se pose : quel sera l'ordre mondial capable de régir cette étape de l'humanité de façon à servir

l'ensemble des forces et des peuples inclus dans cet ordre?

Il va de soi que l'ordre ancien, dont les bases ont été posées par l'eurocentrisme entre le XIX^{ème} siècle et le milieu du XX^{ème}, n'était pas uniforme et que les centres de pouvoir y étaient multiples: l'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Amérique, le Japon, la Chine, la Russie, etc. Les forces rivales s'alliaient ou se faisaient la guerre pour défendre leurs intérêts: conquérir de nouveaux marchés commerciaux, mettre la main sur les sources de matières premières pour leur industrie et élargir le champ d'investissement de leurs capitaux.

Malgré la chute de l'ex-Union Soviétique et du bloc socialiste qui évoluait dans son sillage pendant la guerre froide, les autres forces en présence, telles que l'Europe, le Japon et la Chine, ne se sont pas effondrées parce qu'elles n'ont pas pris part à la guerre froide. D'ailleurs, la chute de l'Union Soviétique ne fut pas une défaite écrasante et définitive parce qu'il ne s'agissait pas d'une défaite militaire ravageuse mais plutôt de la conséquence d'une conception erronée du passage d'un système politique et économique socialiste à une économie de marché. L'expérience a prouvé l'échec de cette vision et la Russie est entrée dans une période de chaos, de mafia, et d'effondrement de la sécurité militaire, politique, alimentaire, et culturelle.

Dans ces conditions on peut affirmer que "la mondialisation américaine" est elle aussi une vision erronée et injustifiée de l'instauration d'un "américano-centrisme" à la place de l'eurocentrisme, sous prétexte que l'Amérique est l'unique héritière légitime de ce centralisme. Comme nous l'avons dit en effet, l'Europe n'a pas été vaincue militairement, politiquement, économiquement ni culturellement au cours de la guerre froide, et l'eurocentrisme est toujours actif au sein de l'ordre mondial. En outre le Japon et la Chine ont réussi des expériences de modernisation qui ont éloigné tous les Etats d'Asie du sud-est de l'eurocentrisme et de son idéologie culturelle, politique, économique, sociale, éducative et militaire. Enfin le concept de "mondialisation américaine" est fallacieux en soi parce qu'il suscite l'hostilité de tous les Etats, qui, alliés ou ennemis, en viennent à refuser l'autoritarisme et l'impérialisme américain.

Il est certain que la théorie de la mondialisation n'est que l'autre face d'une hégémonie impérialiste et exclusive sur le monde. Le contenu du concept de "choc des civilisations" n'est donc pas nouveau : il ne fait que reprendre la théorie d'Arnold Toynbee sur "le défi et la réponse", en le reformulant dans un style purement

idéologique inspiré du mythe de la victoire de la guerre froide et de la disparition de l'ex-Union Soviétique, ainsi que de la frustration qui se répand chez les peuples terrifiés à l'idée que la fin de l'histoire est imminente, les Etats-Unis étant proclamés l'unique intérêt du monde et la démocratie libérale occidentale, annoncée par Hegel, se posant comme la seule philosophie viable après l'arrêt de sa rivalité avec le "socialisme scientifique".

En conséquence, une grande proportion d'intellectuels, notamment dans les pays en voie de développement, se sont hâtés de proclamer leur renoncement au socialisme et de prendre part avec ferveur à l'inhumation qui lui est réservée quotidiennement dans la presse et les médias audiovisuels. Certains de ces intellectuels, et plus particulièrement des intellectuels arabes, soucieux de s'innocenter de l'accusation de "socialistes", se sont tournés vers les courants fondamentalistes religieux et posent comme principe que le prochain conflit sera fatalement un conflit de civilisations. Il leur faut donc renforcer leurs positions au sein des courants religieux et intensifier ces courants par l'adhésion de nouveaux intellectuels (à la manière de Gramsci) capables de connaître les plans qui se trament dans le camp ennemi pour porter atteinte à la civilisation arabo-musulmane et de mettre au point un nouveau projet moderniste et conciliateur dont l'islam serait le centre mais qui puiserait également aux sources des civilisations occidentales et non occidentales.

La théorie non scientifique d'Huntington sur le "choc des civilisations" a ainsi eu un effet positif sur l'ensemble des pays appréhendant les défis à venir pour leur patrimoine et leur civilisation et qui n'ont pu jusqu'à présent formuler de projet moderniste viable, bien que plus de deux siècles se soient écoulés depuis le premier défi civilisationnel qu'incarnait la campagne de Napoléon en Egypte. Il est intéressant de constater à ce propos que bien des concepts culturels actuellement en vigueur dans les pays arabes sont moins radicaux et moins scientifiques que certains des concepts formulés par la génération des pionniers arabes de la Nahda pour faire face au défi de la civilisation occidentale.

En revanche les intellectuels japonais et d'autres appellent à répondre au défi occidental d'après le principe voulant que toute société est capable de se moderniser elle-même si elle est convenablement gouvernée et dispose des possibilités matérielles adéquates. La modernisation est en effet un processus autonome naissant des besoins mêmes du développement économique, social, politique, culturel et administratif, besoins qui appellent à tirer profit des modèles offerts dans le monde sans les reproduire ou les imiter à la

lettre, parce que l'imitation est contradictoire avec la modernisation, qu'elle mène à l'occidentalisation et qu'elle peut devenir synonyme de régression. Bref, elle mène à la destruction de l'identité et de l'authenticité, au lieu de les préserver.

La comparaison entre les répercussions de la théorie du "choc des civilisations" dans le monde musulman, et arabe en particulier, d'une part, et en Asie du sud-est d'autre part, prouve de manière tangible que les Japonais, les Chinois et les Coréens savent répondre à l'idéologie par la science, c'est-à-dire en s'engageant dans un processus de modernisation autonome, non pas un processus d'occidentalisation, selon la devise voulant qu'il faille d'abord rattraper l'occident puis le dépasser. Dans le monde arabo-musulman en revanche, cette théorie a suscité la frayeur et des réponses passionnelles et idéologiques dénonçant sa vanité et sa fausseté. Quoiqu'il en soit cette théorie est factice parce qu'elle n'est pas scientifique. Des chercheurs occidentaux ont montré qu'elle n'était pas sérieuse et son auteur lui-même l'a reniée dans le numéro suivant de la revue *Foreign Affairs*, trois mois après y avoir publié son premier article, non pas du fait d'un refus idéologique, comme ce fut le cas dans les pays du tiers-monde, mais à cause des appels lancés dans les pays développés d'Asie du sud-est par des dirigeants politiques et des penseurs de renom en faveur de l'application des devises de "l'Asie aux Asiatiques", "la civilisation asiatique face à la civilisation occidentale" et "l'Asie d'abord". Ces appels menacent en effet directement les intérêts américains dans cette région où le Japon cherche à mettre en avant ses propres intérêts au détriment de ceux des Américains et des Européens.

Contrairement au discours idéologique des pays arabo-musulmans, qui n'est pas étayé par des forces sociales et politiques réellement crédibles, les appels lancés par les dirigeants politiques et les intellectuels nationalistes en Asie du sud-est jouissent d'une grande crédibilité et menacent directement les intérêts américains. Face à ces forces de défi, Huntington s'est donc vu obligé, tout comme Fukuyama l'a été avant lui, de retirer sa théorie idéologique de la circulation, si bien qu'elle n'est restée en vigueur que dans les pays où l'on parle beaucoup pour compenser le fait que l'on agit très peu. ■

K. M. Khan*

Le Défi De la Civilisation Mondiale une Réponse Indienne**

La présente Conférence me donne l'occasion de partager avec vous mon expérience face aux défis qui se profilent bien grands devant nous. Je suis convaincu qu'entre l'Inde et l'Egypte nombre de similarités existent. Tous deux furent en effet d'éminents constructeurs ainsi que le berceau de civilisations de vallées qui remontent aux temps les plus reculés. À ce titre, Ils représentent le labeur humain pour composer avec la nature qui nous entoure. L'Inde abrita la civilisation Harappa et Mohenjo-daro vieille de quelque cinq mille ans, qui fut à l'origine de celle de la vallée de l'Indus et la force cruciale dans l'évolution de sa culture et de sa tradition. Les civilisations s'érigent sur la connaissance de soi et de sa culture, en sus d'une compréhension correcte du passé. Les grandes civilisations devraient être critiques à la fois de leurs succès et de leurs déboires. Avoir l'honnêteté de reconnaître leurs déboires et leurs limitations, leur assurera de meilleures possibilités de survie. Une civilisation ne meurt jamais de sénilité, mais bien d'un excès de confusion et de complication.

En tant que représentant d'une glorieuse et vibrante civilisation indienne, qui assimila le meilleur de la sagesse et des religions du monde; c'est là-bas que le Christianisme, l'Islam et le Zoroastrisme fleurirent et se développèrent, je puis dire que l'Inde constitue à juste

* K. M. KHAN, Parlement Indien
Président de l'Association Indo-Arabe-Islamique. (INDE)

** Original Anglais. Traduit par Nashwa Al Azhari

titre une magnifique expérience que le monde se devrait aujourd'hui de comprendre et d'assimiler en vue de relever le défi du futur. Ce monde qui ne pourrait se donner comme objectif plus précieux que l'édification d'un ordre mondial plus juste et plus humain. Les quelques dernières décennies furent témoins d'un énorme développement en matière de science et de technologie, qui a pratiquement changé la face de notre globe. Pourtant, en dépit de ces remarquables réalisations, nous constatons l'existence d'une crise et d'une confusion profondes à tous les niveaux. La mauvaise santé spirituelle est évidente dans le si flagrant déclin des valeurs et qualités humaines. La confusion et l'anarchie règnent sur tous les plans de la vie. Nous parlons de paix et de justice, au moment même où derrière ces propos la guerre se prépare et l'injustice se perpétue.

L'établissement d'un nouvel ordre international, en mesure de suivre cette évolution rapide de l'interdépendance mondiale, est bien le défi auquel la civilisation doit aujourd'hui répondre.

Je suis fermement convaincu que les périodes de crise peuvent être exploitées pour réussir une percée plus puissante. Les crises sont un défi que l'être humain doit relever, en s'armant de créativité et de clairvoyance. Dans ce vingtième siècle, l'Inde se présente comme un exemple d'une synthèse plus poussée entre les forces les plus extrêmes. Mahatma Gandhi fut celui qui réussit à contenir et harmoniser les forces qui s'entretuaient dans le pays et à donner un sens nouveau à la philosophie, vieille comme le temps, de l'amour, de la paix et de la vérité. Il porta littéralement la tradition de Bouddha à de nouvelles apogées. Souvenons-nous aussi de cette Perle de l'Inde, Jawaharlal Nehru qui fut une incarnation réelle de la synthèse Est/Ouest, lui auquel avait été confiée la mission de tracer l'avenir de l'Inde. Nehru ne fut pas uniquement un remarquable homme d'État, mais un vrai universaliste également. Un grand historien aussi, qui marqua profondément l'avenir du monde. Ses ouvrages " Regards sur le monde " et " Découverte de l'Inde " reflètent par excellence son intérêt et sa compréhension de l'héritage mondial dont l'humanité est aujourd'hui devenue le légataire.

Dans ce siècle que nous vivons, Nehru s'est présenté comme un modèle de la synthèse Est/Ouest. Il nous laissa dans son autobiographie les propos suivants: " Je suis devenu un étrange mélange de l'Est et de l'Ouest, partout déplacé, nulle part chez moi. Mes pensées et mon approche vis-à-vis de la vie s'apparentent peut-être à ce que l'on qualifie " d'Occidental " plutôt que " d'Oriental ", mais l'Inde reste cramponnée à moi ".

Dans l'histoire moderne de l'Inde, Nehru a fait figure d'un leader à la fois sophistiqué et grandement intellectuel. Partisan du bond résolu dans le futur, il était conscient de la destinée commune de l'humanité et de la dépendance mutuelle sur cette terre. Il réalisait également qu'il était impératif de trouver aux crises internationales des solutions internationales. Dans ce contexte, Nehru formula un nouveau contrat social, à savoir " la théorie Panchseel ".

Dans sa manière d'envisager le futur, Nehru ne perdait jamais de vue le fait que nous soyons immuablement liés les uns aux autres. Nous ne pouvons plus survivre comme civilisations exclusives et fermées, qu'il s'agisse là, indifféremment pour la première fois, et de l'Est et de l'Ouest. Les éventualités d'annihilation ou d'épanouissement sont les mêmes pour nous. Nous ne sommes pas en mesure de survivre comme de nombreuses Histoires diverses et isolées, car nos Histoires culturelles et nationales ont convergé dans des valeurs communes en un meilleur futur pour l'humanité. Au faite de la guerre froide en 1950, Jawaharlal Nehru, de pair avec d'autres Hommes d'État du monde, dont le maréchal Tito de Yougoslavie et le président Nasser d'Egypte, lancèrent un appel en faveur du non-alignement. Répudiant les politiques du pouvoir qui étaient alors celles des grandes puissances, ils préconisèrent la renonciation à la haine qui opposait ces dernières : les États-Unis et l'URSS. Quarante ans plus tard, le grand rêve d'un " seul et même monde " devenait réalité et donnait lieu à une situation nouvelle. Aujourd'hui, le monde n'est plus divisé selon les critères d'antan et nous voilà maintenant qui luttons pour forger un nouvel ordre international équitable, ayant pour base la coopération mutuelle et l'égalité.

En Inde, les enseignements bouddhistes contribuèrent à l'établissement du fondement philosophique d'une approche universelle des problèmes du monde. Ainsi, Bouddha prêcha la non violence, le Mahatma Gandhi faisant sien et mettant en pratique le même principe, attestant de la sorte que, bien plus que tout autre moyen, la non violence dispose d'un énorme pouvoir de changer le monde. C'est là que réside la contribution de l'Inde au monde d'aujourd'hui. Nous pensons que la violence et la guerre conduisent à la destruction.

L'Inde a eu la chance de voir le temps prouver la justesse de ses valeurs qui guidèrent son leadership à l'aube de l'indépendance et après celle-ci. Grâce à ces valeurs, l'Inde fut à même d'affronter le défi du colonialisme et le malsain assaut de l'occidentalisation. Grâce au concept gandhien de non violence, l'Inde fut en mesure de répondre avec succès au défi de la violence dans l'ensemble politique.

Liberté de l'individu, justice sociale, participation du peuple à la prise de décision économique et politique, sont autant de valeurs fondamentales devenues partie intégrante de notre Constitution. Aussi vieille que le temps, si la civilisation de l'Inde est souffrante par quelques côtés, elle reste cependant remarquablement alerte face aux défis et opportunités du nouvel ordre international. L'esprit indien se sent plus dans son élément dans ses préoccupations universelles. L'Inde contribuera au monde du futur partant non seulement de son passé immortel, mais aussi de son présent vivant, basé sur la non violence et le sécularisme. Le message qu'elle adresse à l'humanité est un message d'amour, de paix, de fraternité universelle, d'unité et d'un monde indivisible. Elle continuera sans défaut à inspirer l'humanité dans le futur. Car s'il est un amalgame de ce que l'ancien et le nouveau comptent de meilleur, c'est bien l'Inde qui le représente■

Norman Girvan***Sociétés à Risque******I.- Introduction**

Les sociétés des Caraïbes peuvent-elles faire face aux transformations économiques, technologiques et environnementales de portée considérable qui ont lieu autour de nous? Cette question ne peut obtenir de réponse certaine. Nous sommes des petits Etats visiblement à la dérive, non seulement dans nos mers, mais dans un océan turbulent d'une proportion hémisphérique et globale. Assaillis par des tempêtes et des desastres naturels d'une intensité imprévisible et par des défis formidables lancés à nos capacités, nous sommes forcés de nous débrouiller.

Citons les suivants:

- un déclin généralisé dans l'influence globale des pays en développement après la fin de la guerre froide; l'émergence d'un Nouvel Ordre International dominé par les Etats-Unis, l'Union Européenne et le Japon, et la subordination des grandes institutions (le système de l'ONU et de l'OMC, Organisation Mondiale du Commerce, plus spécialement) à leurs agendas de coopération dans les domaines du commerce, de l'investissement et de la sécurité.
- Une croissance de la participation aux services de production et du commerce mondiaux, avec des déclins correspondants dans la

*Professeur et Directeur du " Consortium Graduate School of Social Sciences, Université de West Indies, Mona, Jamaïque

**Original Anglais Traduit par Julien Randriamasivelo.

part des biens et surtout des produits de première nécessité, dont plusieurs pays de la région dépendent encore plus lourdement en revenus et emplois.

- Des menaces aux exportations de la région et des industries manufacturières suite aux effets de la NAFTA, la poussée vers le FTAA, les exigences du traité de l' OMC et la prochaine restructuration des accords de Lomé avec l' Union Européenne.

- Une baisse importante du flux de l' aide concessionnaire comme conséquence du détournement de l' attention des USA et de l'Union Européenne vers l' Europe de l' Est et l' Asie, exacerbée par des déficits budgétaires croissants et la recrudescence du chômage dans quelques pays donateurs.

- Une influence envahissante des institutions financières multilatérales de crédit dans l' élaboration des politiques sociales de la région vers des solutions orientées vers le marché, sous estimant le rôle et les fonctions des Etats, cruciaux pour la capacité de gestion économique et sociale

- Une tendance favorable à l' unification des conditions économiques, politiques et environnementales nécessaires pour l'octroi par les donateurs de l' assistance au développement et de négociations commerciales: l'adoption d'une politique de réforme orientée vers le marché et de pratiques politiques occidentales comme un tout indivisible.

- Un changement du pôle de croissance de l' économie mondiale en faveur de l' Asie et Pacifique, région avec laquelle les Caraïbes ont peu de liens commerciaux ou d' investissements, ainsi qu' une petite expérience de coopération économique;

- Une révolution globale de l'information et de la communication qui, entre autres, expose les jeunes de la région à un culte de consommation sans buts définis, à la violence et à la sexualité;

- Le trafic international de la drogue internationale à travers la région et ses effets corrosifs sur le tissu social et économique;

- Une dégradation globale et régionale de l' environnement qui met en cause la question de maintien des modèles en cours de croissance et des modes de développement;

Tous ces développements ont eu leur impact sur une région consistant pour la plupart des cas de petits et mini-Etats ayant une longue histoire de dépendance vis-à-vis des puissances métropolitaines; et déjà en affrontant les problèmes de la stagnation

économique et de la croissance inégale; de la pauvreté croissante, du chômage et du sous-emploi, de l'inégalité; de la fragmentation ethnique et sociale; de la désaffection grandissante et du désespoir de la jeunesse; de la montée des violences domestiques et criminelles et de la drogue; du désillusionnement croissant vis-à-vis des systèmes politiques et gouvernementaux, comme on le voit dans le désenchantement des électeurs, du cynisme et du manque de respect vis-à-vis des dirigeants. La conjonction de la pression externe et des éclatements internes remettent en question l'aptitude des sociétés des pays des Caraïbes (note 2) à survivre comme des entités économiques, sociales et politiques viables au cours du 21^e siècle. Dans ce sens je suggère que les sociétés des Caraïbes sont des sociétés à risque. Dans ce papier, j'essaie de brosser un tableau des transformations qui ont lieu dans les trois domaines de mes attributions et de suggérer quelques stratégies spécifiques adéquates... A la fin je conclurai que ces stratégies adéquates sont réparties dans sept zones qui s'entrecroisent: une obligation consensuelle pour l'équité; une réforme du gouvernement, un développement des ressources humaines; un renforcement des capacités de gestion gouvernementale sur les plans micro et macro; une stimulation de l'esprit d'entreprise sur le plan local; une politique appropriée en matière de science, de technologie et de coopération régionale. Dans l'un de ces domaines il existe une opportunité pour l'application d'un programme de recherches en vue de contribuer à la clarification des options politiques et de l'élaboration des stratégies possibles.

Il est reconnu que tous les domaines précités figurent déjà à l'ordre du jour de la politique publique. Mais ils sont appliqués pour le moment d'une manière inadéquate et sans un véritable plan, dépourvus du sens de la gravité des dangers et de l'urgence des besoins en stratégies cohérentes et à long terme. Les problèmes fondamentaux relèvent, je crois, du domaine de la perspective et de la volonté.

Je propose que la base des stratégies adéquates et effectives consiste à renforcer l'habitude de "penser pour nous-mêmes". Des définitions, des diagnostics et des prescriptions venues de l'extérieur ont besoin d'être interprétées à partir de la perspective de notre propre réalité et de nos propres intérêts. On peut en citer des exemples: "mondialisation", "libéralisation du commerce", "croissance par le marché". Une autre conséquence en découlant consiste à se poser la question implicite dans l'organisation de cette Consultation que les stratégies adéquates peuvent et doivent être développées séparément des secteurs social, économique,

technologique, environnemental, et politique. Certainement, les instruments spécifiques de la gestion de la politique demandent une spécialisation technique. Mais les stratégies doivent être développées comme une partie d'un tout, en relation mutuelle. La séquence de l'analyse et de la formulation de la stratégie devraient partir du général au particulier et vice-versa (tout-parts-tout). C'est l'esprit du présent papier.

II.- Les Transformations Economiques

La Mondialisation:

La mondialisation se réfère à un ensemble de processus, de politiques et d'idéologies. A sa base se trouvent l'internationalisation de la finance, la production, le commerce et les communications menées par les corporations transnationales (TNC), l'intégration de la monnaie et des marchés des capitaux et de la convergence des technologies de l'informatique et de la télécommunication. Les composantes principales de la politique sont le commerce et la libéralisation financière effectuée par le biais de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la construction des zones commerciales hémisphériques ainsi que les agences de financement multilatéral et bilatéral. Ses composantes idéologiques constituent la présumée supériorité du marché, la supposée inévitabilité de la mondialisation et la présomption établie à travers la répétition de ce que la mondialisation est le présage d'une ère nouvelle de prospérité mondiale.

Le nom de ce jeu dans la mondialisation est la concurrence intensive en biens, services et marchés des capitaux par les firmes géantes soutenues par leurs gouvernements. Le jeu est joué selon des règles établies par et pour les riches et les puissants.

Par exemple, le capital se déplace facilement et en toute liberté à la recherche de la main-d'œuvre bon marché et de grands profits. Toutefois, le mouvement de la main-d'œuvre des pays pauvres vers les pays riches est contrôlé avec une rigueur extrême. Le processus des négociations se déroulant au sein de l'OMC depuis les années 80 est l'expression la plus pure de ces règles, et dans l'intérêt de qui.

La menace de marginalisation sociale et économique des perdants dans ce jeu, de ceux qui ne sont pas qualifiés pour jouer ou simplement de ceux qui refusent de jouer le jeu selon les règles établies, est inhérente au processus de mondialisation. Ainsi donc, la mondialisation veut aussi dire mondialisation de l'inégalité (dans et entre nations), de la pauvreté et du chômage. Nous voyons aussi la

mondialisation des pathologies sociales telles que le crime organisé, les trafics de drogue, l'abus des substances, les violences interpersonnelles et inter-ethniques ainsi que les maladies pandémiques (UNDP HDRs, WSSD, UNRISD Etat de désarroi, Drogues et Dollars). Ces tendances sont exposées énergiquement dans les pays des Caraïbes (Girvan ed 1997)

Les défis posés devant les Caraïbes nous invitent à renforcer nos capacités de participer à l'économie globale dans des termes qui reflètent nos objectifs de développement économique, social et culturel ainsi que l'intégrité et la crédibilité de nos processus politiques. A la place d'une intégration passive dans l'économie mondiale à travers une libéralisation sans discrimination, une dérèglementation et une privatisation, je propose que nous développons un modèle de participation active et négociée basée sur le développement de nos capacités de la technologie domestique et de gestion dans le secteur étatique et privé, ainsi qu'un engagement à négocier avec le monde extérieur en tant que bloc régional.

Quelques exemples spécifiques des incidences de la mondialisation ainsi que de stratégies valables sont ici présentés .

La mondialisation des finances:

Plus de 2 trillions de dollars traversent par jour les frontières nationales sous forme de monnaies et marchés des capitaux. D'énormes et soudains mouvements de capitaux spéculatifs peuvent destabiliser un pays (ex.emple Le Mexique 1994). Les petits pays en voie de développement (aussi bien que des pays plus développés) trouvent maintenant leur capacité de poursuivre une politique monétaire et fiscale indépendante sous les contraintes exercées par les exigences de maintien de la "confiance" dans les marchés des capitaux.

Des Stratégies Adéquates

(i) Adopter des politiques monétaires et fiscales prudentes, avant que le " marché" et les institutions multilatérales ne vous imposent le pire;

(ii) Entreprendre une coopération monétaire et une intégration au sein du Caricom: concentrer les forces et non les faiblesses. Et en même temps:

(iii) Faire preuve de vigilance vis-à-vis de la libéralisation trop précipitée en matière de finance et de devises au nom des théories abstraites pourvoyées par ceux qui travaillent au service du capital

international. Ici, la Jamaïque possède quelques leçons négatives, et les Barbades et les pays de l'OECS en ont des positives à nous apprendre.

Mondialisation de la production, investissement et commerce:

Les corporations transnationales (TNC) contrôlent entre un-quart et un-tiers des revenus mondiaux et manipulent environ deux-tiers du commerce mondial (un-tiers étant du commerce affilié au sein des TNC). Mais la grande majorité des investissements des TNC se trouve dans un petit groupe des pays du Sud-Est Asiatique. La mondialisation a ici obligé les pays en voie de développement à se mesurer entre eux dans un jeu de concessions compétitives: taxes d'encouragement, zones franches industrielles, maintien d' un bon climat d' investissement domestique. Dans ce jeu, quelques pays des Caraïbes prospèrent, notamment comme refuges des taxes extra-territoriales, économie de tourisme, des centres de production et de raffinage de pétrole. D' autres en sont mal partis, par exemple, la Guyane, Haïti depuis la moitié des années 80s, ainsi que beaucoup des pays de l' OECS.

La libéralisation du commerce

Très étroitement lié au processus de mondialisation la libéralisation du commerce se manifeste dans le nouveau régime de l'OMC et s'est étendue aux services et , partant, aux investissements internationaux; aussi bien que dans la formation des blocs commerciaux hémisphériques: NAFTA, Mercosur, le Pacte Andéen, le projet FTAA, le projet de la zone de libre échange ACS, l'UE, l' ASEAN; la SADEC et d' autres en Afrique. Déjà, les exportations des vêtements et textiles à partir du bassin des Caraïbes ont été mis à rude épreuve sous l' impact de la NAFTA, tandis que le déclin de l'exportation des bananes des pays de l' OECS menace de destabiliser ces sociétés.

Les stratégies adéquates:

(i) La compétitivité:

Le problème ici consiste à savoir quel genre de compétitivité. Historiquement, la concurrence aux Caraïbes a été fondée sur l' un ou plus des trois éléments suivants:

a) les ressources naturelles

b) le coût plus bas de main-d'oeuvre

c) des avantages de position vis-à-vis des Etats-Unis. Or, le premier est en train de perdre son importance; le second est loin d'être compatible avec l' objectif à long terme du relèvement du niveau de

vie; et le troisième est aussi en train de marquer un déclin avec la montée de l'Asie et du Pacifique en tant que pôle principal de croissance de l'économie mondiale.

Nous avons besoin de définir et de développer de nouvelles sources de compétitivité aux Caraïbes. Il nous faut mettre l'accent sur la connaissance, l'intelligence économique et de marché, la qualité des produits, la production pour les marchés spécialisés, les capacités de gestion et d'organisation, la flexibilité; tous les éléments critiques dans la "Nouvelle compétition" (Michael Best, Dahlman). Le tout devra être appliqué à la production, au marché des biens, à des services uniques et distinctifs dérivés de nos propres ressources humaines, naturelles et culturelles. De tels biens et services comprendront non seulement les produits agricoles et manufacturés, mais aussi les services relatifs au sport, à la musique, à la récréation et d'autres produits de la culture utilisant notre conception et notre sens esthétique et artistique. Bref, nos peuples, leur histoire, leurs réalisations culturelles et leurs potentialités de base, ainsi que la bénédiction de la nature, sont les ressources de base devant être utilisées dans le développement d'une vraie "compétitivité".

(ii) L'emploi:

La "croissance du chômage" est maintenant reconnue comme un phénomène global. Aux Caraïbes ceci se manifeste dans le taux élevé du chômage ouvert et l'augmentation du nombre de travailleurs pauvres, qu'ils soient salariés ou travaillant pour eux-mêmes. La connaissance et la compétitivité de compétences intensives présupposent une connaissance et un emploi de ces compétences intensives pouvant procurer une croissance soutenue en revenus et en niveau de vie. Il faudrait mettre l'accent sur les petites et moyennes entreprises, ainsi que sur ceux qui travaillent pour eux-mêmes, dans des entreprises productives liées directement ou indirectement aux exportations.

(iii) Les investissements étrangers et les TNC:

Il s'agit ici de savoir à quel genre d'investissements étrangers fait-on allusion et en quels termes. Si vous n'êtes pas une île des Caïmans, ou un Trinidad riche en énergie, ou encore les Barbades riches en capitaux, il y en a encore quelques options.

Il faudra rechercher des alliances stratégiques avec des sociétés transnationales TNC particulières dont les intérêts et les besoins peuvent coïncider avec ce que vous avez à offrir aux zones spécifiques que vous cherchez à développer.

En voici des exemples: Premièrement: les produits exotiques et agro-industriels, les services d'information aux compétences intensives, l'eco-tourisme, ainsi que le tourisme musical, culturel et sportif et autres ;

Deuxièmement: nous devons penser en terme de nouvelles modalités d'investissements étrangers incluant les peuples d'outre-mer des Caraïbes. La région entière comprenant toutes langues possède maintenant un diaspora considérable doté du capital accumulé, de riches expériences en matière d'affaires ainsi que de l'expertise technique. Beaucoup, sinon la plupart, s'identifient par leur pays d'origine et leurs communautés. Pourquoi ne pas déployer des efforts plus considérables pour le développement des affaires et des liens d'investissements avec eux comme on le fait à présent en attirant les investisseurs traditionnels d'outre-mer?

(iv) Les négociations commerciales extérieures:

L'objectif fondamental devrait être de s'assurer que le degré et l'envergure de la libéralisation du commerce prennent en considération les capacités compétitives domestiques, la position des groupes vulnérables comme les fermiers, et l'objectif de la politique industrielle nationale et régionale dans son sens le plus large (ex. incluant l'agriculture, le tourisme et d'autres services). Evidemment, nous ne pouvons atteindre notre propre voie au sens absolu dans les négociations internationales, mais nous devons négocier à partir de la position de maximum de force en terme de pouvoir de marchandage et en expertise technique afin d'optimiser la possibilité de résultats favorables.

Il va sans dire qu'un Caricom élargi pour comprendre Haïti, la République Dominicaine et Cuba; une collaboration avec nos voisins de l'Amérique du Sud et du Centre par le biais de l'Association des Etats des Caraïbes (CS), est une nécessité, aussi bien pour la coopération dans les négociations économiques extérieures que pour l'expansion du commerce inter-régional.

(v) La connaissance des langues étrangères:

Elle est impérative Dans les Caraïbes anglophones, nous devons avoir un cadre de connaissances en langue espagnole et vice-versa; et tous les pays auront besoin de connaissances en Allemand, en Français et en Japonais.

iii.- Les Transformations Technologiques

Elles sont réalisées par les nouvelles technologies d'information et de

communications (informatique). L'Infrastructure Globale d'Information, définie comme téléphones mobiles et avec fil, des câbles de TV et Internet, a acquis 86 millions de nouveaux abonnés en 1994 seulement (UIT 1995:1) En cette année les revenus de l'industrie globale de l'infocommunication s'élevaient à 1,43 trillions de dollars, équivalent à 5,9 pour cent du PNB du monde. C'est probablement le secteur le plus rapide en matière de croissance dans l'économie mondiale: il comprend les télécommunications, hardware et logiciels d'informatique, les services d'information et d'audio-visuels (UIT 1995:1). L'informatique est aussi associée aux profonds changements survenus dans l'organisation du travail, dans les pratiques de gestion, dans les méthodes compétitives, dans la manière de rendre des services publics et sociaux, dans l'éducation et dans la manière de gouverner ainsi que dans les divertissements. Miniaturisation, hiérarchies de gestion beaucoup plus restreintes, responsabilités décentralisées, flexibilité, travail d'équipes, bonne réaction des clients, télé-travail, éducation assistée par l'ordinateur, conception assistée à l'ordinateur (CAD) et manufacture assistée par l'ordinateur (CAM), échanges mutuels électroniques de données (EDI) entre firmes fournisseuses et clientes: ce sont là les mots-pièges de l'âge de l'informatique. Nous parlons ici non seulement des nouvelles industries de biens et services, mais des changements culturels et sociaux de grande portée analogues à ceux associés à l'émergence de la force de la vapeur, de l'électricité et du moteur à combustion interne, dans les première et deuxième révolutions industrielles.

Des Stratégies adéquates:

(i) Les services d'information et logiciels:

Les Caraïbes anglophones sont bien placés en matière de langue, niveau d'éducation et situation pour développer de nouvelles industries de service d'exportation dans ces deux domaines. Mais cette réalité demande un apport abondant de main-d'oeuvre qualifiée à des taux compétitifs: non seulement des opérateurs d'entrée de données (l'aval des affaires), mais aussi des logiciels et des ingénieurs de systèmes (le milieu et l'amont des affaires). D'où la nécessité d'élargir substantiellement les programmes de formation aux niveaux du milieu et de l'amont (Reichgelt).

(ii) L'usage de l'informatique:

Cela est devenu l'élément principal de la compétitivité des firmes, des industries et de tous les pays. Par exemple: une ligne d'aviation sans un système de réservation informatisé est tout simplement incapable

de compétitivité; l'industrie touristique nationale qui n'a pas activement accès à l'Internet sera marginalisée, un pays non doté d'un système portuaire muni d'ordinateurs sera dépassé. Comme l'a montré Singapour, l'île compétitive est l'île "intelligente" (Wong, Singapour). Pour les Caraïbes, ceci appelle à des programmes nationaux utilisant l'ordinateur et l'informatique pour :

Doter l'administration gouvernementale d'ordinateurs de manière intégrée.

Promouvoir l'usage effectif de l'informatique dans les affaires, plus spécialement dans les petites et moyennes entreprises;

Etablir une éducation assistée par ordinateur comme élément intégral dans les programmes scolaires, et

Etablir des infrastructures nationales d'information pour relier les secteurs publics, privés et d'éducation avec le monde extérieur.

(iii) La politique à suivre dans les télécommunications:

Les systèmes de télécommunications représentent l'infrastructure de base de la nouvelle technologie. Dans les pays anglophones des Caraïbes, les télécommunications constituent un monopole virtuel de la Corporation Transnationale britannique, Cable and Wireless. Les régimes de régulation des vieux services téléphoniques n'ont pas encore réussi à combler leur retard sur le rôle des télécommunication charpente de l'industrie des services d'information. Le Jamaïque et les pays de l'OECS avaient eu de grands problèmes quant à la détermination des prix et à la disponibilité des services destinés à l'industrie d'entrée des données par le C&W et sous sa franchise exclusive.

Une négociation coordonnée et conjuguée avec le C&W est un pas logique à faire (déjà proposée par les Barbades et les pays de l'OECS oeuvrant en commun). Les régimes régulateurs ont besoin d'être modernisés; ici une coopération technique qui serait prêtée en échange de l'information et de l'assistance serait d'une grande valeur.

(iv) Le changement socio-culturel :

Ceci peut être le moins visible et aussi le plus problématique des éléments impliqués dans la révolution informatique. Aux Caraïbes nous avons hérité les valeurs de plantation et des attitudes de la culture du travail, exacerbées par des antagonismes ethniques et sociaux ainsi que par l'émergence du matérialisme auto-centré à l'Est durant la décennie passée. Cela ne mène pas nécessairement à l'ethos de la coopération, à l'égalitarisme relatif, aux obligations

vis-à-vis l'organisation, à la flexibilité, à la volonté de changement au bénéfice lendemain, qui sont des conditions nécessaires du succès des organisations et pays les plus compétitifs.

Comment parvenir à changer une culture de l'intérieur? Une conscience plus élevée, une éducation innovative, un encouragement pour une "meilleure pratique" des organisations sont indispensables et ont un rôle à jouer. L'initiative devrait être prise par les décideurs, les éducateurs, les politiciens de la société. En d'autres termes, le rôle des "agents du changement" est crucial.

Iv.- Les Transformations Environnementales:

Le monde a-t-il atteint ses limites? Un nombre croissant d'écologistes sont parvenus à l'alarmante conclusion selon laquelle les niveaux actuels de la matière-énergie utilisée par le système économique ne peuvent pas se prolonger indéfiniment dans l'avenir (Goodland, Meadiws). Ils ont souligné que la population mondiale doit être stabilisée à un niveau acceptable de moyenne de consommation par habitant dans les vingt prochaines années. Beaucoup pensent que faillir à ces dispositions mènerait à une catastrophe écologique de plus en plus accentuée et à des conflits qui résulteraient à une diminution de la population mondiale au milieu et la fin du siècle prochain. Les Etats en développement des petites îles comme les nôtres ont des écosystèmes très fragiles et plusieurs ont des économies vulnérables et relativement non-diversifiées.

Ils sont facilement et très sérieusement exposés aux impacts des effets de la crise écologique globale comme le changement du climat, la montée du niveau de la mer, l'intensité de plus en plus grande des ouragans, le déficit alimentaire mondial et généralement l'instabilité internationale.

Les sources immédiates des contraintes écologiques ont pris leur origine dans les modèles de croissance et de développement des 30 et 40 dernières années. Le développement agricole, industriel et touristique; l'urbanisation; les habitations formelles et informelles; la croissance de la population, ont eu pour résultat la déforestation à grande échelle, la dégradation des réserves d'eau et de l'environnement côtier et marin; l'impossibilité grandissante de gérer les dispositifs de vidanges et des déchets solides; la rapide détérioration de l'air et de la qualité de l'eau dans les zones à haute densité de population. Les conséquences comprennent une détérioration très marquée de la qualité des produits touristiques, l'accroissement des coûts de réparation et d'entretien à cause des inondations, l'augmentation des coûts des soins sanitaires associés

aux effets de la pollution, et une détérioration évidente de la qualité physique de la vie dans les zones urbaines. Tout ceci met en question le caractère durable des modèles de développement actuels dans la région. Les Caraïbes eux-mêmes atteignent-ils leur limites?

Les défis sont formidables pour ceux qui déterminent la politique dans cette zone. Ils comprennent:

- a) Equilibrer le revenu immédiat et les besoins en emplois de la population avec des objectifs à long terme et durables;
- b) Assurer un accès équitable de toutes les catégories de la population aux biens abondants et aux services de l'environnement;
- c) Reconcilier les litiges conflictuels sur la terre consacrée aux logements, agriculture, industrie, infrastructure et tourisme; et
- d) Rassembler de la meilleure façon possible les réglementations, les instruments économiques et l'éducation de l'environnement afin d'obtenir les résultats escomptés et les stratégies adéquates:

(i) Les capacités de gestion de l'environnement

Il ne s'agit pas d'un luxe qu'on s'attribue après qu'un certain niveau de développement est atteint, mais une nécessité si on veut arriver d'une façon soutenue à la réduction de la pauvreté et au développement humain. Toutes ces capacités comprennent principalement les ressources humaines, la technologie et les systèmes institutionnels de gestion. Ils sont nécessaires dans les systèmes de comptabilité environnement/économie; dans la planification de l'usage des sols, les réserves d'eau, les forêts, la gestion de régions côtières et marines; la conservation de l'énergie et le développement de l'énergie renouvelable; la gestion des déchets solides, liquides et toxiques; la technologie du recyclage; l'estimation de l'impact sur l'environnement; la régulation et le suivi; et dans l'analyse des impacts des instruments économiques.

(ii) Des accès équitables:

L'application de ce principe veut dire que des groupes affluents de la population peuvent être appelés à réduire leurs revendications sur les biens et services environnementaux afin de conciler les exigences de la réduction soutenue de la pauvreté pour les groupes à bas revenu. Ce qui est analogue aux besoins pour les pays riches de réduire les consommations de l'énergie-matière de leurs économies afin de rendre "l'espace environnemental" plus accessible aux pays pauvres. Il faut admettre que c'est là l'aspect le plus difficile du développement durable, à la fois sur le plan intranational que sur le plan international.

Des efforts soutenus dans l'éducation relative à l'environnement sont requis de même qu'un accord général et un renforcement intensif de la cohésion sociale.

(iii) La négociation internationale:

Les petits Etats insulaires en développement ont déjà ressenti le besoin de réserver leur pouvoir de négociation dans les négociations internationales sur l'environnement à l'UNCED et à la Conférence de SIDS. Ce besoin continuera de grandir comme conséquence de la persistance, si ce n'est de la détérioration, de la crise mondiale de l'environnement, des techniques qui en résultent et de la complexité des négociations internationales. La coopération dans ce domaine sera à la fois intrarégionale et interrégionale.

V.- Les Strategies Equitables: Edifier Des Blocs

Nous aimerions souligner ici sept questions enchevêtrées et des zones de compétence communes aux stratégies variées discutées ci-dessus:

- (I).-L'engagement vis-à-vis l'équité et la cohésion sociale
- (II).- La réforme de la manière de gouverner
- (III).- Le développement des ressources humaines
- (IV).- Le renforcement des institutions de l'Etat
- (V).- L'encouragement sur le plan local de l'esprit d'entreprise
- (VI).- La politique à suivre en matière de science et de technologie
- (VII).- La coopération et l'intégration régionales

(I) L'équité et la cohésion sociale:

Bien que ce thème s'inscrive en dehors du domaine immédiat de cet exposé, il semble être la condition sine qua non de tout ce qui va suivre. Nos sociétés, quoique petites, sont soumises à des divisions en classes ethniques et culturelles qui entravent la coopération, la solidarité sociale, et l'engagement pour le bien commun à long terme, lesquels sont les ingrédients de base des stratégies équitables efficaces. Dans ce contexte, l'équité dans le sens d'égalité des chances et du traitement de tout individu indépendamment de l'origine sociale et ethnique ou de sexe, du respect des minorités ethniques et culturelles, de la protection des faibles et des sans-défense est un impératif moral et une condition nécessaire pour la construction de la cohésion sociale et du consensus.

(ii) La réforme du processus gouvernemental:

Les mêmes considérations s'appliquent à la manière de gouverner. En général, nos sociétés ont importé des institutions occidentales (ex. la

version Westminster dans les Caraïbes anglophones). Elles ont relativement bien réussi en garantissant les droits civils et politiques, mais en favorisant la compétition destructrice pour les fonctions politiques, la concentration exagérée de pouvoir dans l'exécutif et une responsabilité limitée. Il en est résulté une exacerbation des divisions ethniques, de classes et des tendances "tribales" (parti); des décisions motivées par des considérations politiques à court terme au détriment de la planification des stratégies à long terme; un manque de volonté face aux risques politiques et des problèmes peu populaires potentiels; l'institutionnalisation des systèmes de dégradation et leurs corollaires, le patronage et le clientélisme; la gestion incompétente et corrompue des institutions d'Etat. Ce qui a mené à un cynisme grandissant vis-à-vis les institutions politiques et ceux qui les équipent. Dans ce contexte, la réforme du système gouvernemental veut dire:

- (i) l'établissement de mécanismes contribuant à un consensus politique et social en vue d'une stratégie de développement à long terme;
- (ii) la déconcentration du pouvoir de l'exécutif vers les élus populaires;
- (iii) la décentralisation de l'administration et des services pour les communautés locales et municipales;
- (iv) l'ouverture d'un système formel de prise de décision pour les sociétés civiles comprenant les ONG;
- (v) offrir la contribution transparente et responsable de l'expertise professionnelle et technique venant de l'extérieur du gouvernement; et
- (vi) l'établissement d'institutions de "garde" indépendantes, dotées d'un réel pouvoir garant de la responsabilité des procédures électorales, de la dépense des fonds publics, de la fourniture de services aux citoyens ordinaires et de l'exécution des lois administratives.

(iii) Le développement des ressources humaines:

Une population compétente, créatrice et motivée constitue l'assise de toute stratégie équitable. Dans plusieurs pays anglophones des Caraïbes, moins de 15 pourcent des enfants de l'école primaire ont en ce moment la possibilité d'atteindre le CXC Anglais, moins de 10 pourcent ont la probabilité d'arriver à la CXC Math, et moins de 5 pourcent ont la probabilité d'atteindre 4 ou plus CXC passages

(Banque Mondiale, 1993:45). Pour citer un rapport de la Banque Mondiale, "Jusqu'à ce que les écoles primaires puissent améliorer de façon significative le niveau de performance de leurs diplômés, et que les écoles secondaires et les institutions supérieures offrent une éducation solide pour une partie des groupes d'âge qui existent actuellement, il se peut que la force laborieuse des pays des Caraïbes ne sera pas capable de supporter une stratégie de développement qui dépend plus des ressources humaines que des ressources naturelles." (Banque Mondiale, 1993:44).

Une amélioration tant significative que qualitative est nécessaire à tous les niveaux, mais essentiellement pour l'éducation des enfants en bas-âge, l'éducation primaire, l'éducation secondaire technique et vocationnelle. Il est nécessaire pour les gouvernements de prendre des mesures importantes pour accepter la responsabilité financière de l'éducation des enfants en bas-âge, car c'est à ce niveau que les bases de l'enseignement sont posées et les cycles reliant des générations de pauvreté et des niveaux d'éducation médiocres peuvent être rompus. Au niveau primaire, bien que les taux de recrutement dans la région sont relativement élevés, des ressources importantes sont nécessaires pour atteindre 90-100 pourcent d'alphabétisation fonctionnelle, de notions de calcul, d'informatique au niveau de Grade 6, et un minimum de 60 pourcent de maîtrise de concepts scientifiques et sociaux de base (Miller 1992:41-80). Le niveau secondaire est aussi relativement en mal de ressources, plus spécialement l'éducation technique et vocationnelle qui attire encore un prestige assez bas. En plus, la gestion des coûts de l'éducation terminale ainsi que le financement de l'éducation, demandent une attention urgente.

(iv) Renforcement des institutions de l'Etat:

La planification stratégique, les négociations externes, la gestion macroéconomique, la gestion de l'environnement, l'équité et la bonne gestion gouvernementale, les efforts importants réalisés dans le développement des ressources humaines- tout ceci implique un appareil d'Etat efficace, techniquement compétent et respecté. Dans beaucoup de pays, les capacités de l'Etat ont été ravagées par les effets de la politique d'ajustement structurel qui se traduisent par des licenciements de personnel, la baisse des rémunérations du secteur public vis-à-vis du secteur privé, la dégradation du statut et du prestige du service public et l'augmentation excessive de la corruption. En tout, la croissance massive dans le volume absolu ainsi que la complexité technique des demandes faites sur les institutions d'Etat contraignent sévèrement leurs capacités. Ces demandes peuvent

croître seulement si la stratégie équitable est effective.

Renforcer les institutions de l'Etat demande une rémunération adéquate et un cours de carrière, une offre de possibilité pour la formation et l'enseignement continu, une culture pour l'innovation et de bonne réaction. Ce qui demande avant tout, l'acceptation d'un cadre de partenariat social dans lequel l'Etat procure la direction, avec le secteur privé et la société civile comme partenaires légitimes et actifs dans le développement et les stratégies équitables.

(v) Encourager l'esprit d'entreprise sur le plan local

Un véritable esprit d'entreprise n'est pas quelque sorte d'activité du secteur privé. Il s'applique à l'innovation et à la volonté d'investir dans la recherche et le développement; la volonté de prendre du risque; l'investissement dans le développement du personnel et la reconnaissance du rôle des travailleurs comme source d'innovation et d'amélioration de la qualité; l'utilisation des ressources humaines indigènes, culturelles et naturelles pour développer la production de nouveaux biens et services; l'utilisation des services d'appui de l'Etat et des institutions locales de recherche/ développement pour la production d'innovation et de marketing; l'utilisation effective des nouvelles technologies d'informatique comme instrument de production et de marketing.

Comment favoriser un véritable esprit d'entreprise demeure l'un des mystères de la politique économique. S'il y a des leçons à apprendre des expériences d'autres pays, c'est qu'il n'y a aucune prescription universelle- un modèle ne peut nécessairement s'adapter aux autres. Un esprit d'entreprise réel doit être lié à l'histoire et à la culture aussi bien qu'à l'économie pure (Ryan, Girvan/ELARC Levitt), et l'encourager par le biais de la politique publique fait partie d'un large réseau de relations du secteur privé publique. Cela demande beaucoup de recherche.

(vi) La politique applicable en matière de science et de technologie:

L'éventail des stratégies adéquates nécessite un retour aux sources et l'assimilation de la technologie étrangère appropriée, en combinaison avec la recherche et le développement sur le plan local. Les priorités sectorielles de la politique en matière de technologie devront porter sur l'agriculture, l'agro-industrie, les minéraux, l'énergie (conservation et développement de l'énergie nouvelle et renouvelable), la gestion de l'environnement et l'informatique spécialement logiciels et systèmes d'ingénierie. La demande vitale demeure la technologie de liaison- connaissance et savoir importés et R&D local et adaptation

technologique- d' une manière intégrée et continue pour la production et la resolution des problèmes. Il y a un lien très fort ici avec le développement des ressources humaines, le renforcement des institutions d' Etat et le soutien à l' esprit d'entreprise local. La politique applicable en matière de Science et de Technologie (S&T) implique:

- (i) aligner les objectifs des stratégies des S&T étroitement avec la demande de stratégies équitables,
- (ii) Une formation technique adéquate et vocationnelle pour la main-d' oeuvre,
- (iii) Une expansion de la main-d' oeuvre engagés dans les secteurs de la S&T au niveau tertiaire,
- (iv) Le financement des projets stratégiques en S&T,
- (v) Encourager les subventions et les capitaux consacrés au secteur privé de R&D et les nouveaux produits de développement
- (vi) Encouragement et subvention à fournir au secteur privé aux programmes de formation en technologies nouvelles;

(vii) Coopération régionale et intégration

Finalement, les petits Etats des Caraïbes ne peuvent espérer gérer les transformations globales sur la base de l'étude des cas séparés. Il leur est nécessaire de concentrer leurs efforts et leurs ressources à travers un large éventail de domaines: dans le commerce extérieur, la sécurité et les négociations sur l'environnement (Demas, 1996), dans le marchandage avec les sociétés multinationales, dans la diversification économique et la promotion de nouvelles sources de compétitivité (Girvan et Samuel, 1993), dans le développement des ressources humaines, en étendant l' expérience de l' UWI et de CXC; dans la gestion de l'environnement; dans la science et la technologie spécialement les télécommunications et l' informatique, dans le développement de la connaissance des langues; dans le développement des services récréatifs, culturels et sportifs. Au début de ce papier, nous avons dit que les sociétés des Caraïbes sont des sociétés à risque. Ouverts et dépendants historiquement, ils font face actuellement à un assaut de plus en plus grand des biens, services , idées et modèles de comportement venus de l' étranger émanant de la mondialisation, de la libéralisation du commerce et de la révolution de la communication. Le danger est l' éclatement social et l' absence d' une gestion politique menant à un retour virtuel vers la curatelle coloniale, principalement exercé conjointement par la puissance hémisphérique hégémonique et les anciennes puissances coloniales.

Les peuples des Caraïbes survivront, ils l'ont déjà. C'est une nécessité. La stratégie principale de leur survie a été basée sur la migration, l'éducation et les activités informelles. Un autre chose en est de savoir si les Etats et les sociétés des Caraïbes peuvent le faire en tant qu' entités viables vers le 21^e siècle.

On nous demande de renoncer à la souveraineté limitée que nous avons, en échange à une protection incertaine contre les trafiquants des drogues et les profits suspects de l' intégration non-selective de l'économie mondiale. Mais il y a une autre option: la concentration de nos souverainetés limitées dans une souveraineté régionale collective dans la laquelle le tout est plus grand que les parties qui le composent.

Cette option n' est-elle pas une question de souveraineté dans le sens absolu du terme? Elle n' existe pas dans le monde contemporain, pas même pour les Etats-Unis. Mais il y a une possibilité, à travers le régionalisme, d' étendre la marge de manoeuvre et d' élargir le degré d' autonomie de notre développement domestique, social et culturel et les affaires politiques. Ce n' est pas une clôture de l' économie, ni une autarcie.

Le régionalisme pourrait plutôt servir d' instrument de stratégie d'intégration selective dans l' économie mondiale (Levitt, 1997). Ce n'est pas une union politique ou une resurrection de la Fédération des Indes Occidentales. Il est plutôt question d' établir progressivement un réseau dense d' institutions et de mécanismes de coopération régionale à travers un important éventail de zones. Nous avons suggéré qu' un élargissement de la Communauté des pays des Caraïbes pour inclure les Etats non-anglophones- Cuba, République Dominicaine, Haiti, les Antilles Netherlands- pourrait former le cadre nécessaire d' une coopération fonctionnelle.

Cette tâche nécessite vision et habileté. Les limites de l'indépendance nationale, sur laquelle nos pères et nos grands-pères dans les pays anglophones des Caraïbes avaient visé, ont été atteintes. Il est temps d' avancer vers le nouveau millénaire■

Jacques Hersh*

"Conflit De Civilisations" Une Prescription Impérialiste: Diviser Pour Regner**

Ce que je voudrais discuter ici est relatif au paradoxe apparent de la mondialisation capitaliste qui se manifeste partout et l'éruption des conflits et contradictions à tous les niveaux. Comment interpréter ce phénomène? Dans ce papier on essaiera de déterminer principalement les réponses données à ce phénomène par le courant des scientifiques politiques américains. La raison pour entamer très sérieusement cette discussion est que les idées et concepts lancés à travers la puissance hégémonique du système mondial tendent à prendre cours pour faire partie du courant de la pensée idéologique et politique des subordonnés.

Après la chute du mur de Berlin et la désintégration du "socialisme réel existant", l'optimisme quant à la victoire du capitalisme démocratique libéral était à l'ordre du jour en Occident. On disait qu'une nouvelle ère venait d'émerger. Il y a eu alors l'espoir qu'après la disparition du socialisme et de toute autre alternative au capitalisme, l'histoire de l'humanité avait atteint son sommet. Tout au moins, telle a été l'interprétation du scientifique politique américain, Francis Fukuyama, qui appelait son oeuvre: "La fin de l'Histoire".

Cette thèse n'a pas été acceptée de bon cœur dans la sphère européenne où existe une très forte tradition de scepticisme, mais elle

*Centre pour le Développement et les Relations Internationales
Université d'Aalborg, Danemark

** Original Anglais. Traduit par Anhar Korra

semblait être prise au sérieux à Washington. Implicitement, sur la base de cette compréhension, le Président Bush, après l'échec de l'invasion du Koweït par l'Irak, a lancé le slogan d' un "nouvel ordre mondial". Un ordre mondial où la volonté de la superpuissance américaine serait acceptée sans limites, plus spécialement là où des intérêts importants sont en jeu.

Quoique la courte guerre contre le projet de Saddam Hussein pour avoir accès au pétrole de la Golfe persique fut repoussée sous l'égide formelle des Nations-Unies, elle était purement une intervention américaine dans un conflit inter-arabe dont les racines remontent à la division du Moyen Orient par les puissances coloniales européennes.

D'un côté, l'action américaine révélait l'aptitude de Washington à contrôler le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, et de l'autre, elle a révélé la prouesse militaire des Etats-Unis. Mais en même temps, elle a aussi montré la faiblesse économique des Etats-Unis. Non seulement l'Arabie Saoudite et le Koweït étaient amenés à payer les frais, mais aussi des alliés (spécialement le Japon et l'Allemagne) étaient forcés d'accorder un soutien financier et ce, directement vers les Etats-Unis et non vers les Nations-Unies!

Ainsi, tant qu'aucune alternative au "socialisme réel existant" n'existait plus, les USA se mirent à discipliner un allié stratégique du Tiers Monde qui bénéficiait du soutien de Washington lors de la guerre avec l'Iran. Aussi, vis-à-vis de ses alliés et concurrents (Japon et Europe) Washington avait montré que la puissance militaire américaine était indispensable pour préserver les intérêts capitalistes de la périphérie.

Contrairement à la thèse de Fukuyama, la leçon à tirer était que l'histoire n'était pas finie. Il n'était pas sans intérêt de souligner que le concept du "Nouvel Ordre Mondial", sans le confondre avec le Nouvel Ordre Economique Mondial, avait fait réagir nombre de stratèges et de spécialistes de affaires internationales. Mais l'éruption de la guerre civile en Somalie où les Etats-Unis, sous la bannière des NU, étaient confrontés à une situation impossible, avec le démembrement et l'effusion de sang en Yougoslavie ainsi que la peur d'une guerre potentielle locale dans l'ex-Union Soviétique, avec le bain de sang au Rwanda, tout cela avait amené les stratèges des USA à reconnaître que les ressources nécessaires pour réaliser un Nouvel Ordre Mondial d'inspiration américaine avaient leur limite. Les Etats-Unis auraient dû être plus sélectifs dans leurs interventions, non seulement à cause du coût financier, mais aussi à cause du sentiment du public américain. Le syndrome vietnamien est encore un facteur de la politique des USA. Le Président Bush avait fait des Etats-Unis un

acteur actif sur la scène internationale, mais le vote pour Clinton ainsi que pour Ross Perot avait reflété une reorientation de l'opinion publique sur les problèmes internes des Etats-Unis. Le résultat était que le Président Clinton avait suivi un cours unilatéraliste et agressif à l'égard de ses concurrents et alliés économiques et avait modéré l'interventionisme dans les conflits de la périphérie.

La thèse relative à l'"anarchie prochaine" qui était développée par Robert D. Kaplan dans son article paru dans "The Atlantic Monthly", s'apparentait beaucoup à cette perspective de "Nouvel Ordre Mondial". Selon le scénario envisagé, le monde fait face à une rupture générale de l'autorité politique comme étant le résultat d'importants mouvements des populations, des crises de l'environnement et des épidémies. Un avertissement était lancé selon lequel un mélange de peuples non-compatibles avec les différentes expériences de l'existence sociale mènera à l'effondrement des normes de sociabilité et de gouvernance. Mafias, cartels des drogues, chefs de guerre sont considérés comme exploitant les armes et la technologie de la guerre froide. Comme Robert W. Cox l'a formulé: "le peuple "post-histoire" de Fukuyama, une minorité privilégiée de la population mondiale, vivrait une existence de garnison au milieu de cette menace anarchique".

La troisième approche pour interpréter cette présente ère chaotique qui avait été formulée depuis la fin de la guerre froide est celle de Samuel Huntington: "Le conflit des civilisations" qui peut être considérée comme un cri de bataille pour la mobilisation de l'"Ouest contre le reste". L'idée principale de cette étude fut par la suite développée dans un livre paru récemment: "Le conflit des civilisations et la nouvelle restructuration de l'ordre mondial" dans lequel il rejette la conceptualisation de l'homogénéisation des différentes sociétés sur le modèle occidental et en même temps propage le renforcement de l'Alliance Atlantique.

Le nouveau paradigme représente une réfutation de la thèse sur la fin de l'histoire. Implicitement, son cadre de référence est basé sur la recherche d'un ordre mondial dominé par les Etats-Unis. En ce qui concerne sa conceptualisation il essaie de localiser les conflits et les contradictions dans le système mondial. Ce n'est pas une thèse sans conséquence pour la politique à prendre au niveau politico-militaire et ne serait pas ainsi compris comme un discours académique innocent.

Pour évaluer la notion de "Conflit des civilisations" il est nécessaire d'être au courant des forces en présence dans le système

international. Quels sont les principaux composants des problèmes dans le monde que Huntington essaie de catégoriser sous le titre "Conflit des Civilisations".

Conflits commerciaux (guerres?)

(Triade)

Conflits religieux

(Afghanistan, Algérie, Irlande,

Israël, Palestine)

→ Conflit des civilisations

Conflits ethniques

(Rwanda, Bosnie, Russie)

Nouvelle guerre froide

(Chine, Russie)

Le but est donc de trouver un déterminant nouveau et facile à classer au comportement international quasi-chaotique du temps présent des pays. Simultanément il s'efforce d'influencer les faiseurs de politique et, consciencieusement ou pas, il joue sur la peur socio-psychologique des Américains et des Européens de l'Ouest qui éprouvent des difficultés pour s'adapter aux effets de la mondialisation et n'ont plus le cadre de référence que procurait l'image de l'ennemi de la guerre froide.

Cette approche ou façon de voir selon le niveau culturaliste d'analyse est attribuée en fait à la tradition européenne qui essaie dès l'origine d'expliquer la supériorité de la société européenne sur la base des arguments quasi-racistes. Cette conceptualisation justifie le colonialisme des nations européennes en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. En fait, le retour au niveau de l'incompatibilité des civilisations donne un exemple d'une évolution intéressante. Dans le cadre du domaine de la science conventionnelle de politique internationale, cela évoque une vieille controverse entre deux interprétations des affaires du monde.

1) Approche microcosmique: Les protagonistes de ce paradigme considèrent l'état comme une unité de base pour déterminer les yins et les yangs de la politique mondiale. L'école Réaliste de la politique

internationale doit beaucoup de sa conceptualisation aux scientifiques politiques comme Hans J. Morgenthau, John H. Herz et le Français Raymond Aron. Cette approche se réclame être l'interprète de la science politique "pure". Son niveau d'analyse est le système d'état et son cadre de référence est le modèle anarchique des relations internationales.

L'approche Réaliste qui fait de l'état le principal acteur de la politique internationale a été mise en défi par des spécialistes du domaine de l'économie politique internationale. Selon cette perspective, la globalisation produit d'autres acteurs comme les TNC ainsi que d'autres forces sociales qui doivent être prises en considération (Susan Strange-Aussi l'école néo-Grams de l'économie politique internationale, spec. Robert W. Cox).

2) **Approche macrocosmique:** les adhérents à cette école appartiennent à une vieille tradition. Ici, les affaires mondiales sont vues à partir du niveau de l'interaction civilisationnelle à laquelle appartient la Nation-Etat, ainsi qu'à la dimension culturaliste qui est considérée comme étant en mesure de déterminer leur comportement.

Cette école en quelque sorte plus philosophique à laquelle appartiennent des spécialistes comme le philosophe allemand Oswald Spengler, l'historien britannique Arnold Toynbee, le juriste international américain Quincy Wright et F.N. Parkinson.

Ces deux écoles avaient eu des débats violents au cours des années 50 et nous savons que les Réalistes avaient réussi à donner forme à la politique étrangère des USA durant la Guerre froide. La résurrection de la controverse par Huntington qui veut renverser la marche des aiguilles de la montre vers l'approche civilisationnelle nous évoque quelque chose sur le défaut du mondialisme. Il faudrait aussi mentionner que la position civilisationniste était résiduelle dans le courant de la théorie de modernisation des études de développement dans l'académie anglo-saxonne.

La classification faite par Huntington est différente de celle de ses prédécesseurs à des aspects variés. Mais comme il essaie aussi d'identifier les déterminants à grande échelle en regardant les différences des civilisations, sa méthodologie est similaire. Toynbee, dans les années 40, avait distingué entre ce qu'il appelait civilisation primaire, secondaire et tertiaire selon le moment de leur apparition dans l'histoire. Il soutenait que leurs attributs ou leurs caractéristiques avaient influencé les événements contemporains. Quincy Wright, en appliquant la méthode historique, utilise une classification normative

des civilisations: "Belliqueuse" (comprenant le Japon, Mexique, Syrie); "modérément belliqueuse" (Allemagne, l'Occident, la Russie, la Scandinavie, etc..) et "la plus pacifique" (comme l'Irlande, l'Inde et la Chine).

En d'autres termes, les différences civilisationnelles étaient données comme inhérentes dans la culture et comme faisant partie de ces sociétés. Naturellement, cela représente une proposition problématique.

On peut être d'accord sur le fait que la politique, les régimes et les idéologies sont déterminées culturellement et "civilisationnellement" à un certain degré. Mais dans l'interaction de la politique internationale (prise de décision au jour au jour, d'une crise à l'autre, d'une guerre à l'autre), les nations-états restent les déterminants les plus identifiants des événements dans la scène internationale.

Néanmoins, Huntington offre le niveau civilisationnel comme unité de base d'analyse. Le conflit entre les civilisations dominera la politique globale: "La ligne de défaut entre les civilisations sera la ligne de bataille du futur".

Six raisons sont avancées pour ce qu'il considère comme inévitable:

1.- Les différences entre civilisations constituent une base. Les civilisations sont différenciées l'une par rapport à l'autre, par l'histoire, la langue, les traditions culturelles et, plus important, la religion. Différence de vues sur la relation entre Dieu et l'homme, l'individu et le groupe, le citoyen et l'état, les parents et les enfants, le mari et l'épouse, sur l'importance des droits de responsabilité, de liberté et de l'autorité, l'égalité et l'hierarchie.

2.- Le monde est devenu une petite place; l'interaction entre les civilisations est en train de croître, intensifiant la conscience et la connaissance civilisationnelles des différences entre civilisations et communautés dans les civilisations.

3.- Le processus de modernisation économique et le changement social à travers le monde séparent les peuples de leurs identités locales durables, et rendent la Nation-Etat plus affaiblie comme source d'identité. La religion est venue remplir le vide ("fondamentaliste") (dans la chrétienté occidentale, le Judaïsme, le Bouddhisme et l'Hindouisme, ainsi que l'Islam). L'"Insécularisation du monde est l'un des faits dominants de la vie du 20^è siècle" (George Weigel, "The Revival of Religion" cité par Giles Kopel dans *La Révanche de Dieu*).

4.- Le développement de la conscience civilisationnelle se trouve renforcé par le double rôle de l'Occident a) l'Occident est à la pointe de la puissance; b) cela se traduit en un retour aux phénomènes de base dans le cadre des civilisations non-occidentales. Dans le même temps, nous nous trouvons en face d'un paradoxe: la dé-occidentalisation et l'indigénisation des élites dans beaucoup de pays, tandis que les cultures occidentales (USA), les styles et les habitudes deviennent plus populaires parmi les masses.

5.- Les caractéristiques et les différences culturelles sont moins sujetes à la mutation, donc moins facilement compromises et résolues que les caractéristiques et différences politiques et économiques.

6.- Le régionalisme économique s'accroît - un régionalisme économique qui réussit renforcera la conscience sur la civilisation et d'un autre côté le régionalisme économique réussira seulement s'il a ses racines dans une civilisation commune.

La difficulté pour le Japon de créer une intégration économique, c'est qu'il est une société et une civilisation unique en lui-même, mais la culture chinoise commune peut créer un tel bloc centré sur la Chine.

Selon la position culturaliste donnée comme exemple par Huntington, le problème principal pour le monde occidental réside dans l'alliance potentielle entre:

la Civilisation confucianiste
et

- forte en puissance industrielle
et en population

la Civilisation islamique

- forte en revenu
pétrolier et en proximité
géographique avec l'Occident

Ce schéma joue sur deux domaines d'anxiété de l'Occident.

L'un consiste en la vitalité du capitalisme inspiré du confucianisme qui a beaucoup donné à la croissance économique et industrielle. Comment cette région sera incluse dans l'économie mondiale aujourd'hui déjà sous tension à cause des difficultés auxquelles fait face le capitalisme global. L'Occident fera-t-il partie prenante dans la création des richesses en Asie de l'Est ou la région entrera en compétition avec l'Occident? En ce qui concerne les pays arabes, la question est comment garder leurs économies intégrées dans le système mondial tandis que la majorité des peuples est marginalisée?

Il est intéressant de noter un défaut fondamental de l'approche culturaliste, à savoir son élasticité. Si la culture confucianiste et

l'habileté politique sont considérés maintenant comme déterminants dans l'expérience du développement capitaliste réussie en Asie de l'Est, les mêmes traits culturels orientaux et les capacités administratives étaient considérés par Max Weber comme obstacles au capitalisme. Ils n'avaient simplement rien à voir avec quelque chose qui soit proche de l'éthique protestante!

En ce qui concerne la civilisation islamique la problématique est renversée. Selon Samir Amin: "Le monde islamique du dixième siècle apparaît à beaucoup d'historiens comme étant non seulement plus brillant, mais aussi possédant plus de vigueur pour le progrès que l'Europe Chrétienne durant la même période." (Monthly Review, Juin 1996). Pour des raisons différentes, les défauts de la modernisation (c-à-d, Occidentalisation) ont inspiré des mouvements de discours fondamentalistes dans les pays arabes. Mais ceci relève principalement des affaires intérieures. Néanmoins, la peur d'un Homo-Islamicus en Occident a été renforcée par des mouvements démographiques. A cause des problèmes socio-politiques tout un flux de réfugiés et d'immigrants affluent en Europe à partir de cette région. En fait, il serait bien de rappeler que beaucoup d'entre eux étaient formellement les bienvenus comme des ouvriers invités dans beaucoup de pays durant les "années trente d'or". L'absorption des immigrants et réfugiés non-Européens en temps de crise économique a libéré une secousse xénophobe et des mouvements ultra-nationalistes en Europe. Mais même à un plus haut niveau institutionnel des préparations se sont fait jour pour confronter les sociétés de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient. Le commandement de l'OTAN est en train de planifier des stratégies faisant de cette région une zone potentielle d'intervention.

Ce que la thèse civilisationnelle a failli de mentionner dans la recherche d'une nouvelle image de l'ennemi est que l'interaction entre civilisations s'est avérée être, historiquement aussi, une relation constructive et créative. Cela a été plus un trait constant et perpétuel de l'interaction civilisationnelle qu'un conflit per se. Les civilisations s'étaient adaptées et ajustées l'une à l'autre à travers l'histoire. Comme un scientifique politique l'a mesuré à juste titre: "La culture est le véhicule de l'expression du conflit et non sa cause". (Fuller dans Foreign Policy).

A l'heure actuelle, la question se pose de savoir si l'approche culturaliste est le niveau approprié de l'analyse dans la connaissance de l'instabilité actuelle et potentielle. Une autre faiblesse est relative à la tendance occidentale d'analyser le monde à partir d'une position eurocentrique. Vue de cette perspective, ce n'est pas la civilisation

euro-américaine qui fait partie du problème. Elle fait simplement partie de la solution! La diversité n'est pas encouragée alors qu'on insiste en même temps sur un relativisme et déterminisme culturel plus prononcé comme étant la cause du désordre.

Cela certainement affecte les discours sur la civilisation. Huntington lui-même reconnaît la limite de ce paradigme. Ceci est implicite dans la connaissance de l'élément non-culturel derrière le problème confrontationnel de "l'Ouest et les autres" dans le contexte de la domination et de résistance occidentales.

Aussi, au début de son étude il écrit: "Dans la politique des civilisations, les peuples et les gouvernements de la civilisation non-occidentale ne sont plus les objets de l'histoire en tant que cible visé par la colonisation occidentale, mais se joignent à l'Occident comme motionneurs et façonneurs de l'histoire".

Plus loin, il conclut: "L'Occident en fait, fait usage des institutions internationales, de la puissance militaire et des ressources économiques pour gérer le monde dans le sens qui maintiendra la prédominance occidentale, protège les intérêts occidentaux et promeut les valeurs économiques et politiques occidentales".

Que signifie tout cela? L'explication exige une perspective entièrement différente. Cela veut dire que nous faisons face aux contradictions du capitalisme international plus qu'à des conflits de civilisations. C'est un système ayant une division inégale de travail et une division des fruits de son mode de fonctionnement. La polarisation sur le plan international qui en résulte ne peut qu'engendrer tensions et frustrations.

Ce que nous voyons est un Occident, avec ses 800 millions d'habitants, essayant de tenir ferme sa position de domination politique qui assujettit le reste, approximativement 4.7 milliards, et lui accorde un statut inférieur.

Le problème est que la mondialisation du capitalisme, qui a pris ses origines en Amérique du Nord et en Europe, implique une projection du mode de production et de consommation occidental comme le seul modèle viable digne d'être imité. Mais comment cela peut-il être copié?

Si nous jetons un regard sur la question de base nous voyons que la généralisation du train de vie à l'Américaine s'avère être une impossibilité. La dernière étape du modèle de développement de W. Rostow qui prévoit une consommation de masse comme l'arrêt final pour une société développée, s'est révélée elle-même une illusion.

Sous le système actuel:

1/4 de la population mondiale s'approprie 83 % du revenu mondial;

1/4 de la population mondiale consomme:

75% des métaux de la planète

85% du bois de la planète

60% des denrées alimentaires mondiales

tandis que 3/4 de la population mondiale obtient le reste.

De plus, le système financier est bouleversé. Quoique nous entendons beaucoup parler de la crise de la dette des pays du Tiers Monde, ce sont les Etats-Unis qui sont à présent la nation la plus endettée. L'Amérique a mobilisé et attiré (par le biais des taux d'intérêts élevés) un grand lot de ressources financières à partir du Japon et de l'Europe Occidentale. Ceci était utilisé pour payer la dette et les déséquilibres créés par la dette et les déficits commerciaux des USA; L'accès aux ressources financières étrangères permet alors aux Américains d'abuser de système international pour vivre au-dessus de leurs moyens. Ces ressources sont destinées à amortir les contradictions au sein de la société américaine tandis que les pays en voie de développement et l'Europe orientale étaient à cours de capitaux et affectés par des taux d'intérêts internationaux élevés sur les capitaux.

L'argument de présenté dans cette étude prouve que les forces qui sont elles-mêmes responsables du mauvais foctionnement de l'économie politique mondiale sont les mêmes qui jouent le rôle de chefs de file pour se tirer d'affaire du chaos qui en résulte et établir l'ordre, à travers des dépenses militaires, la vente d'armes et les interventions. Ceci est un paradoxe d' une dimension énorme. Selon l'idée dominante, le désordre ne vient pas du bon fonctionnement du système, mais par les éléments au sein du système mondial qui menacent cette normalité.

Aussi, l'Asie de l'Est, et plus spécialement la Chine, en enregistrant une croissance qui à la longue aura accès aux ressources mondiales et aux marchés, est considérée comme la plus menaçante. La société islamique où le projet de modernisation n' a pas réussi à réduire les contradictions internes mais au contraire les aiguise, le fondamentalisme est aussi considéré comme un danger potentiel.

A présent on peut dire que c'est le monde occidental qui est fondamentaliste dans la mesure où il refuse d'accepter les modèles sociaux différents mais interfère économiquement, culturellement,

politiquement et plusieurs fois militairement. Les réalistes cinglés élèvent l'étendard de la solidarité occidentale et mettent en garde contre la réduction de la capacité militaire de l'Occident.

Quand nous parlons de conflit de civilisations, il serait intéressant de se demander qui a plus de raison d'avoir peur des autres. Vue dans cette optique, la civilisation occidentale ou le capitalisme hautement développé représentent tous les deux un défi pour les sociétés non-européennes (culturellement parlant, mais aussi militairement, politiquement et économiquement). E, même temps; l'Occident est aussi un modèle de modernisation. Cette dichotomie représente un élément d'instabilité dans le monde non-européen. En d'autres termes, la peur et la crainte s'installent, lesquelles se manifestent dans le processus politique avec un mélange de tradition et de modernisation.

Mais il n'y a aucune chance d'échapper aux besoins et aux humeurs de la puissance hégémonique et de son système. Durant les années 60, au moment où le développement auto-centré était prédominant durant la période de Mao en Chine, John K. Fairbanks, un expert américain sur l'Asie de l'Est, disait qu'en raison des circonstances historiques, la Chine était devenue victime en n'ayant pas rejoint l'expansion de la civilisation venue de l'Europe et des USA. La Chine restait le dernier pays séparé, distinct et isolé et "cela constitue la toile de fond d'un conflit culturel réel". Dans ce courant de pensée, la guerre de l'Opium a été un événement dépourvu de conséquence. En d'autres termes, la Chine, si isolée qu'elle fut, était considérée comme une source de disfonctionnement. A présent, la Chine est encore vue comme une menace potentielle à cause de son implication dans le système mondial!

Avant de conclure, la connaissance des nouvelles tendances peut contribuer à une meilleure compréhension de la dichotomie culturelle qui est maintenant si populaire: comme je le vois, nous entrons dans une nouvelle phase du monde capitaliste. L'hégémonie idéologique occidentale devient instable dans le monde, quoique son pouvoir économique et politique reste encore déterminant pour la politique mondiale. Des nouveaux développements défient la structure des valeurs et des connaissances de l'ordre mondial. Mais les défis pour la civilisation occidentale sont aussi internes - les cultures ne sont pas statiques et si nous regardons les changements qui ont lieu dans la transition vers le soi-disant post-industrialisme, nous voyons l'importance sociale et politique acquise par les femmes. Cela affecte le modèle familial, surtout des générations futures. Aux Etats-Unis, où le multi-culturalisme est très fort, les revendications soutenues par le

féminisme sont en train de gagner de l'influence dans les universités et affectent la stabilité de l'élite intellectuelle comme un bastion pour le status quo.

Cette évolution a mené l'expert politique américain, James Kurth, à écrire que le réel conflit des civilisations, l'un des plus saillants, sera un conflit interne au sein de l'Occident lui-même, plus spécialement au sein des Etats-Unis: le conflit entre la civilisation occidentale et post-occidentale se trouve, peut-être, déjà à l'horizon! ■

Carl Ordnung*

Experiences De Transition Du Socialisme Au Capitalisme En Allemagne De L' Est**

Une des causes de la crise actuelle des économies capitalistes de marché, hautement développées, est, en effet, l'absence d'un rival, d'un vrai adversaire au système. La compétition est un besoin essentiel pour le capitalisme. C'est la force motrice qui l'a amené à ce haut niveau de productivité.

La compétition avec le socialisme a amené le capitalisme à agir d'une certaine façon, même sur le plan social, afin de demeurer stable. Car le socialisme, surtout à ses débuts, attirait les ouvriers, les pauvres et les oubliés des pays capitalistes.

L'analyse politique en Europe aujourd'hui reconnaît que l'existence même de l'Etat d'Allemagne de l'Est socialiste a offert à l'Allemagne de l'Ouest un système de sécurité sociale des plus développés. L'Etat en Allemagne de l'Ouest se devait de relever le défi et de prouver que même dans le domaine social, le capitalisme pouvait faire mieux que le socialisme.

Avec l'effondrement de socialisme en Europe de l'Est, l'économie capitaliste de marché a perdu cette sorte de contrôle. Je suppose que la thèse de Huntington est une tentative de trouver un nouvel adversaire pour le monde. Il considère la civilisation islamique ce nouvel adversaire, surtout l'intégrisme islamique.

Je ne suis pas expert en matière d'intégrisme, mais je l'entends

* Carl Ordnung, Président de "Solidarity Service International(SODI) Berlin

** Original Anglais Traduit par Nehad Salem

comme étant, surtout, une forme de résistance à la domination occidentale, au modèle occidental de consommation qui n'est certainement pas une vraie culture, mais bien le contraire, puisqu'il lui manque ce qui existe au coeur même de toute culture: âme et esprit.

La civilisation occidentale moderne est, dans une grande mesure, dominée par l'économie. N' a de valeur que ce qui peut être vendu ou acheté. C'est un scandale de lui conférer le nom de civilisation. Le christianisme a toujours enseigné que l'argent est un danger, a même critiqué le fait d'en tirer profit déclarant que nul ne peut servir Dieu et Mommon en même temps.

Avec le passage du socialisme au capitalisme, les Allemands de l'Est vivent une nouvelle expérience; pour la plupart d'entre eux c'est un choc culturel, étant donné qu'il n' y a pas eu de vraie réunification, mais plutôt une annexion: les structures socio-politiques et économiques de l'Allemagne de l'Ouest ont été imposées à l'Allemagne de l'Est. Il ne faut pas oublier que les Allemands de l'Est rêvaient depuis quelques années de réunification. Ils espéraient pouvoir vite bénéficier du niveau de vie élevé, de pouvoir voyager à travers le monde et d'être beaucoup plus libre qu'ils ne l'avaient été en RDA. Leurs attentes ont été, pour la plupart, déçues. La déception et la frustration continuent. Le mur de Berlin a disparu, mais un autre mur mental et spirituel s'élève aujourd' hui entre les Allemands de l'Est et ceux de l' Ouest.

Je n'ai nullement l' intention de justifier tout ce qui a eu lieu en 40 années d' expérience socialiste. Il y a eu des aspects négatifs, des échecs et des souffrances. Il y a eu une absence de démocratie. Une partie de la population a été opprimée par un énorme appareil de police. Mais surtout les aspects culturels et spirituels de la vie ont été sous-estimés.

Selon la théorie marxiste, l'une des conditions préalables essentielles à l'établissement d'un nouvel ordre social est de changer les structures politiques et économiques, par exemple, de nationaliser les moyens de production. Mais rien ne change dans la façon de penser des gens si on ne les initie pas à un style de vie plus modeste. Les nouvelles structures ne créent pas automatiquement une société socialiste. Le but principal de la RDA était de dépasser l'économie capitaliste occidentale et, aussi, d'atteindre le niveau de vie de cette dernière. Ce n' était qu'illusion et une orientation de base erronée. Plutôt que de souligner que le socialisme signifie, avant tout, de nouvelles relations humaines d'amitié, de solidarité et d'entr'aide, le pays s' est lancé dans une compétition effrénée avec l'ouest en

accentuant, de plus en plus, la croissance économique.

La vie en Allemagne de l'Est présentait, cependant, plusieurs aspects positifs: nul ne manquait de nourriture, de toit, de soins, d'éducation ou d'emploi. L'argent n'était pas ce qu'il y avait de plus important, il ne détenait pas le rôle principal qu'il a de nos jours. Il est vrai que certaines choses manquaient: il fallait attendre de 10 à 15 ans pour s'acheter une voiture, mais jamais la nourriture n'a manqué et chaque citoyen était sûr d'obtenir un emploi, la Constitution le lui garantissait. Il est vrai que ceci a eu quelques conséquences négatives, dont une productivité lente et réduite. Les loyers n'étaient pas élevés, chacun avait de quoi se payer un appartement, mais plusieurs bâtiments étaient mal entretenus. Aujourd'hui, les loyers sont, en moyenne, dix fois plus chers et le nombre des sans-abris augmente. Le taux de criminalité était bas, on pouvait déambuler dans les rues de Berlin en toute sécurité, même après minuit; aujourd'hui la plupart des personnes âgées n'osent point quitter leur domicile, une fois tombée la nuit. Voilà quelques-unes des raisons de déception et de frustration.

En 1995, l'hebdomadaire allemand "Der Spiegel" entreprit un sondage d'opinion. Il choisit neuf domaines de vie socio-économiques et sonda uniquement les avis des Allemands de l'Est pour savoir si la situation dans ce domaine était meilleure dans l'ex-RDA ou en RFA. Les résultats étaient comme suit: la situation est meilleure en RFA pour ce qui est du niveau de vie et de science et technologie uniquement. Quant à la protection contre le crime, l'éducation, la formation professionnelle, les soins médicaux, l'égalité des droits pour les femmes et l'habitat, ils estimaient que la RDA était mieux. Souvenons-nous que la situation aurait été pire (et c'est le cas dans plusieurs pays d'Europe de l'Est) s'il n'y avait pas eu d'énormes virements d'argent de l'Allemagne de l'Ouest vers l'Allemagne de l'Est-virements effectués selon des conditions capitalistes, ce qui signifie que ce sont les grandes sociétés ouest-allemandes qui en sortent gagnantes. Les Allemands de l'Est sont désavantagés par le fait qu'ils ont longuement vécu au sein de deux systèmes sociaux et politiques différents. Les résultats du sondage se basent sur une expérience vécue et non pas sur une indoctrination idéologique. Ce sondage indique clairement que: 75 % des Allemands sont dissatisfaits de la situation actuelle. Leurs réponses sont aussi importantes à l'égard d'une autre question posée par le sondage: Voudriez-vous revenir aux conditions de vie de la RDA? 15% seulement ont répondu oui, 85% ont répondu non.

La majorité des Allemands de l'Ouest déplore la détérioration des

conditions sociales et économiques dans leur partie du pays. Ils ne font pas le lien entre les causes de la crise et la mondialisation de l'économie; ils en accusent seulement les virements d'argent vers l'Allemagne de l'Est. Ils sont furieux de ce que les Allemands de l'Est ne soient pas reconnaissants de ce sacrifice et qu'ils ne soient pas heureux de l'unification. Voici l'un des aspects du mur mental qui s'élève en Allemagne.

Quelles sont les leçons à tirer de cette expérience de transition? Imposer les conditions capitalistes occidentales aux anciens pays socialistes ou aux pays du Tiers Monde n'est pas une contribution valable à la solution des problèmes mondiaux. Le capitalisme crée plus de problèmes qu'il n'en peut résoudre. Ça a été une erreur de la part de l'Ouest que de considérer l'effondrement du socialisme comme une victoire. Gorbachev a toujours raison de dire que nous vivons au sein d'une communauté globale dans laquelle on ne peut se permettre d'avoir des gagnants et des perdants. Seules les solutions valables pour l'humanité entière sont valables pour un avenir meilleur.

A l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, il nous faut chercher à établir de nouvelles conditions sociales, politiques, économiques et culturelles qui permettent à tous les êtres humains une vie dans la dignité ■

Dr. Anouar Mogith***Interventions Du Deuxieme Axe****

Rapport du Rapporteur de l'Axe

Les sujets de cet Axe ont été traités sur trois séances. Dr. Jean Yarb, président de la première (quatrième du Colloque), a entamé son introduction par quelques observations générales sur le thème de la conférence, soulignant à cet égard que pour commencer, il n'existe pas de distinction entre les hommes, Musulmans ou Catholiques fussent-ils, tout comme il n'y a pas de différence entre l'Egypte et l'Italie. Les conflits font souvent usage de terminologie socio-économique, mais constituent la plupart du temps des conflits pour le pouvoir. Il s'interroge ensuite sur le rôle des cultures dans l'édification de la communauté universelle, observant ici que l'ensemble des patrimoines culturels ont perdu aujourd'hui leurs axiomes vieux comme le temps, y compris les propos sur l'hégémonie culturelle. La littérature américaine ou occidentale n'est pas, ajoute-t-il, celle qui domine à l'heure qu'il est et il n'y a pas de frontières claires et nettes séparant conflit et dialogue.

Au cours de cette séance, les Drs. Chérif Hetata, Alexandre Dzasokhov, Gustave Messia et Ali El-Kenz ont présenté les documents de travail respectivement intitulés " Combattez-vous ou dialoguez, mais n'approchez pas le dollar", "La pensée post-moderniste", "le défi historique de l'Euro-Asianisme contemporain", "Comment affronter la mondialisation?" et "L'optique culturelle et ses limitations dans l'approche des questions de la

** Original : Arabe. Traduit par Nashwa Al Azhary

mondialisation".

Les débats ont ensuite commencé avec la participation de six membres de la Conférence.

Observant que tous les participants parlent de résister à la mondialisation en s'y adaptant, et que l'on regarde aujourd'hui cette mondialisation tel qu'on le faisait hier de l'impérialisme, comme une fatalité historique, le Dr Hassan Hanafi a souligné n'avoir pas trouvé jusque-là le moindre document de travail qui fournirait une alternative à la mondialisation. L'émergence des particularismes culturels n'est pas, conclut-il, un signe de faiblesse d'un Etat mais plutôt un des aspects de sa force.

De son côté Dr Fawzeyya Makhoul a abordé le récent veto américain qui a empêché la dénonciation de l'établissement des colonies israéliennes, qui anéantiront tout contact possible. Se disant peut-être pessimiste, elle estime cependant que l'Amérique pousse la puissance à son extrême.

L'ambassadeur Ibrahim Mukiibi signale pour sa part la nécessité de créer une démocratie nouvelle, soulignant que la vraie démocratie ne saurait être exportée pas plus qu'importée. Elle doit en effet se fonder sur l'expérience et l'histoire propres d'un peuple, ajoute-t-il, déclarant qu'au Ghana ils ont connu la dictature mais refusent d'associer démocratie et pluralisme politique. Ainsi, ont-ils combattu le système d'apartheid qui régnait dans un Etat "pluraliste".

Prenant la parole, M. Ibrahim Mabrouk observe à son tour n'avoir pas trouvé le moindre adepte de la vision islamiste dans le combat contre la mondialisation.

M. Ahmed Abou Weid se demande pour sa part s'il s'agit d'une question de mondialisation ou en fait d'une néo-régionalisation, mettant l'accent sur la nécessité de se concentrer sur le concept de Dialogue des intérêts plutôt que des cultures.

M. Ahmed Sharaf invite quant à lui à revivifier de vieilles organisations, ceci étant susceptible d'assurer une issue à l'impasse actuelle.

Au cours de la deuxième séance présidée par le Dr Georges Labica, celui-ci prend la parole pour souligner qu'il existe deux sujets principaux. Il s'agit en premier lieu de diagnostiquer la mondialisation et d'en cerner les différentes dimensions, culturelles, politiques et avant tout économiques, et en deuxième lieu de rechercher diverses formes de résistance positive.

Sont intervenus durant cette séance les Dr. S.K. Sahini, suivi de Ahmed Barqawi, puis de Magdi Abdel Hafez et de Chen Jifeng, qui ont respectivement présenté les documents intitulés " Le Dialogue pour l' Unité dans un monde multiculturel", "Vers une définition philosophique humaine du concept de culture mondiale (Approche méthodologique)", "L'Exception culturelle entre les tentatives de surmonter ou de consacrer le retard", et enfin "Apologie de l'échange et de la coopération culturelle".

Sept orateurs ont participé aux débats ensuite ouverts.

Pour commencer M. Amal Naffae déclare que le monde semblait étrangement homogène, mais ce n'est là qu'apparence trompeuse. Ceux qui le prétendent tel, ajoute-t-il, considèrent en fait la culture comme une consommation de biens par les nations, au moment où elle est bien plus que cela. Il appelle pour terminer à la lutte pour reorienter la mondialisation dans le sens de l'intérêt de l'homme.

M. Ahmed al-Assad prend ensuite la parole pour mettre l'accent sur le fait que, pour les peuples, le dialogue est plus valable que le conflit, et qu'il incombe aux intellectuels de soutenir les politiciens afin de promouvoir une prise de conscience des choses chez le grand public et non l'élite. Dans ce but, le dialogue inter-arabe est la voie à suivre.

Le représentant de l'ambassade russe suit en soulignant que définir la civilisation comme étant la possession de la force est inacceptable et que la religion est une propriété spirituelle de l'humanité entière et non d'un Etat donné. Il propose ensuite de formuler un programme de développement socio-économique destiné aux pays faisant face à la mondialisation, mentionnant à cet égard la création au Caire d'un Comité de lutte anti-terroriste.

Pour sa part, l'ambassadeur Omrane el-Shafei interroge M. Chen Jifeng sur les moyens d'éviter le conflit sous le règne d'une culture dominante. Commentant le point de vue exprimé par le Dr Magdi Abdel Hafez, il ajoute que la conférence de Vienne a considéré l'exception culturelle comme un facteur d'enrichissement de la culture mondiale, et s'enquiert enfin auprès de Dr Sahini, des moyens d'humanisation de la technologie.

Le Dr Qassem Ahmed déclare quant à lui que la culture occidentale manque d'homogénéité, puisqu'elle comporte un visage colonisateur et un autre humain, observant que les causes de conflit ne résident point dans la multiplicité des cultures mais en fait dans l'oligarchie anglo-américaine.

M. Adib Neema soutient de son côté l'existence des valeurs à

caractère humain et universel que la mondialisation réfute. Résister à celle-ci, poursuit-il, est une tentative d'affirmer la contribution nécessaire des diverses civilisations à la civilisation humaine. Il s'interroge ensuite sur la signification de l'emploi par la plupart des orateurs du pronom pluriel "NOUS", entendent-ils par là l'Etat ou le peuple, se demande-t-il. Selon lui, ce n'est ni l'un ni l'autre, ce "NOUS" désigne en réalité l'élite qui doit rechercher les moyens d'établir le contact avec les masses.

S'adressant ensuite à M. Chen Jifeng, M. Fekri Abdel-Mottaleb lui rappelle ses propos sur la nécessité de respecter les différences, en s'enquérant dans ce contexte de sa position vis-à-vis de la repression des étudiants en Chine.

Présidée par M. El-Sayyed Yassine, la troisième séance a vu intervenir les Drs. Georges Labica, Fahmeyya Sharaf-eldine, Ronny Amberson et Claudia Bickman, qui ont présenté des documents respectivement intitulés "Les grands changements en Europe de l'Est et leurs impacts à l'échelle mondiale en général et sur le Tiers-Monde en particulier", "L'impasse du dialogue sous la confusion des particularismes", "L'Est et l'Ouest dans l'édification de l'identité européenne" et enfin "Individualisme et collectivité en Allemagne: Conflit ou Dialogue".

Les débats ensuite ouverts avec la participation de quatre orateurs, ont vu intervenir le Dr Milad Hanna qui a déclaré avoir remarqué une forte insistance sur les religions, qui est un des sujets principaux. Car, fanatique au départ, toute religion ou idéologie appelle aussi à la compassion. En effet, la religion se forge dans le contexte civilisationnel et culturel, et la religion égyptienne revêt un caractère spécial. Une évolution théorique islamique est impérieuse en vue de rattacher la religion à la société.

L'ambassadeur Omrane el-Shafeï suit pour signaler que le document du Dr Labica a suscité une grande préoccupation, car il a décrit les problèmes auxquels les sociétés européennes sont en butte en parlant de la France afin de ménager toutes susceptibilités. Or, selon lui, le problème existe dans maints autres pays. M. El-Shafeï invite ensuite les chercheurs européens à rechercher des solutions, par le biais de concepts, des religions et de philosophies autres, soulignant l'importance d'appeler à la tolérance.

Mme Corinne Komar fait remarquer à son tour une dualité de la réflexion sur la mondialité et la particularité que les orateurs ont tous relevée. Pour elle, il faut adopter la vision mondiale qui traite de la question dans le contexte du jour. Il faut également chercher des

alternatives afin d'éviter la suprématie d'une culture donnée.

En ce qui concerne le développement, elle se demande s'il était besoin de changer les critères avec l'avènement du vingt-et-unième siècle. Huntington pense que la culture occidentale est unique, ajoute-t-elle, s'interrogeant s'il importait vraiment de distinguer les bons des mauvais, pour débattre de l'avenir de la culture mondiale?

M. Essam el-Khafagui observe quant à lui que tous les documents de travail ont traité de la mondialisation comme une grosse calamité, et des moyens de l'affronter. Il désirerait de son côté tenir des propos inverses et souligne que certains conviennent que le prochain capitalisme apportera le bien-être, remettant de la sorte sur le tapis le débat des années 1960 sur la question. Ceci met à nu la crise qui est celle de la gauche qui aujourd'hui pleure l'Etat comme étant synonyme de développement. Il faut, selon lui, affranchir le néo-libéralisme de la crainte de voir disparaître l'Etat. Le modèle de l'Etat, tel qu'il fut, ne s'est fondé que sur la domination et l'écrasement des identités locales et nationales. Le fondamentalisme est ainsi intervenu comme une réaction aux politiques de développement qui assurent le profit de certaines régions, sans les autres■

CHAPITRE 3

Le Monde Arabe et Islamique et les Peuples Du Tiers Monde Face à l'Hégémonie Occidentale

Mohamed Sid-Ahmed*

Le Paradigme de Huntington et le Conflit Arabo-Israélien**

Le bassin méditerranéen, creuset des civilisations ancrées dans les trois grandes régions monothéistes, est la région idéale où l'on peut tester la validité de la théorie de Samuel P. Huntington sur le "choc des civilisations". Le conflit Arabo-Israélien qui a récemment acquis l'aspect d'un choc entre les civilisations Judéo-Chrétienne et Islamique, illustre au mieux ce paradigme.

Le paradigme de Huntington tente d'expliquer un conflit dans l'ordre mondial post-bipolaire dans le cadre du choc des civilisations. Une théorie, dont les assises sont la notion de "civilisation", devrait être valide dans toute l'histoire des civilisations. Etant donné que les civilisations ne sont pas choses nouvelles, pourquoi ne les a-t-on découvertes plus tôt ? Si la théorie de Huntington est exacte, ce qui s'applique au présent et au futur devrait s'appliquer aussi au passé, même si le facteur de la civilisation avait été éclipsée par d'autres facteurs à ce moment historique donné (ex. la religion aux temps des Croisades et l'idéologie tout au long de la guerre froide).

Lorsque nous appliquons le paradigme de Huntington au conflit Arabo-Israélien, nous relevons les incongruités suivantes:

* La structure du "choc des civilisations" de Huntington n'est devenue notoire que récemment. Il s'agit d'une généralisation après le fait, à savoir une généralisation due à diverses singularités, plutôt qu'à une

* Politicien et Ecrivain Egyptien

** Original: Anglais. Traduit par Noha Badawi

seule qui aurait existé auparavant et aidé à expliquer l'existence de ces singularités;

* Les "fausses lignes" du conflit Arabo-Israélien se sont déplacées avec le temps, car le conflit est, à présent, perçu dans le cadre suivant:

"Islam contre le reste (pour paraphraser Huntington "l'Ouest et le reste"). L'homologue de l'Islam, p.ex. la civilisation Judéo-Chrétienne, n'est pas une unité monolithique irréductible. Il n'y pas bien longtemps, la Chrétienté versus Judaïsme avait le pas sur l'Islam versus le Judaïsme. Les tensions Judéo-Chrétiennes avaient le pas sur les tensions Judéo-Arabes et, généralement, Judéo-Islamiques.

Il semble rétrospectivement qu'il s'agissait d'un jeu à trois et non bipolaire. Si tel est le cas, laquelle des trois civilisations (ou religions monothéistes) détermine le choc avec les deux autres à un moment donné?

* C'est la notion-clé qui a mené les protagonistes du conflit Arabo-Israélien à se ranger autour de la religion. La notion de civilisation ou persécution en un premier temps, des Juifs par les Chrétiens en Europe, illustrée par l'affaire Dreyfus en France, les pogromes en Europe de l'Est, et, enfin, l'holocauste commis par Hitler et, en deuxième temps, des Palestiniens Arabes par les Juifs, surtout après la création de l'Etat d'Israël. Perçue sous cet angle, la théorie du "choc des civilisations" semble être un phénomène passager et non une constante de l'équation.

* Le conflit Arabo-Israélien est-il essentiellement un choc des civilisations? Le Judaïsme relève-t-il plutôt de la civilisation de l'Ouest que de la civilisation moyen-orientale? Les Juifs contemporains définissent-ils leur identité par rapport à la diaspora juive à travers le monde occidental, plutôt que par rapport à l'Israël biblique situé au Moyen-Orient? Il est opportun de relever que, dans la recherche historique, un préjugé eurocentrique tend à attribuer à la civilisation européenne ce qui appartient à d'autres civilisations.

Dans son "Black Athena", Martin Bernal a voulu mettre à jour ce préjugé en démentant les écrits des 19^e et 20^e siècles qui présentaient la Grèce comme étant une civilisation "occidentale" ou "Aryenne" et attribuant les origines de la civilisation grecque au Moyen Orient et à l'Afrique.

La notion de civilisation est trop vague pour constituer les assises du monde d'aujourd'hui. Par ailleurs, l'idée de la Nation-Etat a perdu une grande part de sa légitimité en tant qu'assise fondamentale du monde

post-bipolaire, caractérisée par une transgression croissante de l'intégrité et de la souveraineté de l'Etat, malgré la renaissance évidente de l'ethnicité et du nationalisme. Il est évident que dans le contexte d'un système mondial "flottant", encore en ébauche, des questions telles que "identité" sont devenues extrêmement sensibles. Toutefois, le fossé créé par l'échec d'un cadre de référence, jadis inviolé, ne doit pas être automatiquement rempli par la notion de civilisation en tant que nouveau cadre de référence

Alors que les nations sont amenées dans des localités géographiques, il n'en est nécessairement pas de même pour les civilisations. Dans un monde en voie de rétrécissement, dont les composantes deviennent rapidement interdépendantes et où une localité géographique donnée ne constitue plus le lien solide qu'il était, la notion de "civilisation" pourrait acquérir une certaine pertinence. Cette notion demeure néanmoins trop vague pour fournir un point de départ valable pour une analyse sérieuse..

Si Huntington a raison, une paix Arabo-Israélienne est impossible. Quel que soit l'engagement à des accords de paix signés par les Etats du Moyen Orient, le conflit émergera une fois de plus sous une forme ou sous une autre. Etant donné que l'accord de paix ne permet pas une guerre déclarée, le conflit revêtira de nouvelles formes à l'écart des structures légales de l'Etat, tout particulièrement terrorisme. Devons-nous céder à cette fatalité?

L'une des singularités du conflit Arabo-Israélien est qu'il ne s'agit pas de conflit entre parties (nations, Etats, civilisations) qui ont toujours vécu côte à côte. Les Arabes soulignent la discontinuation, une absence de plusieurs siècles d'une entité juive en leur sein. Le fait que le conflit n'est pas entre entités qui ont toujours vécu là (Allemagne et France, par exemple, ou Chine et Japon, etc.) lui confère un cadre temps-espace. Il n'est donc pas simplement question de lignes frontalières. Israël, sous l'angle temps, n'a pas eu une présence permanente dans la région et, sous l'angle espace, a été muté de sa forme "diaspora" en d'autres régions du monde (particulièrement l'Europe) en une forme "Etat" au Moyen Orient.

Le conflit-et la paix- touchent à la légitimité de l'existence d'Israël aux yeux de ceux qui, à l'origine, habitaient le Moyen Orient. Selon Israël, la légitimité de son existence n'est pas fonction de la disposition de son environnement à accepter son existence et à reconnaître sa légitimité. Ceci est au cœur même du conflit et de la spécificité de la paix dans ce conflit. Ceci est également au cœur même du sionisme. Le cadre de référence du sionisme n'est pas l'humanité, dans son

ensemble, mais le destin spécifique des Juifs. Quelle est la légitimité de ce cadre fondamental de référence dans l'ordre du monde post-bipolaire? Comment redéfinir la paix selon le paradigme de Huntington ?

L'on peut avancer que les relations des protagonistes du conflit Arabo-Israélien passent par trois phases si la paix est réalisée:

- * La première est une phase de rejet mutuel, dont l'essence a été illustrée par les slogans présumés " jeter les Juifs à la mer" et "jeter les Arabes au désert". A ce stade, le conflit correspond parfaitement au paradigme de Huntington: les civilisations ne peuvent que s'entrechoquer;

- * La deuxième (qui peut être la présente phase) est une phase d'instrumentalisation mutuelle. Les protagonistes font l'objet de contraintes de paix, qui les obligent à traiter avec l'autre, mais la reconnaissance n'est pas une conviction mais une question de convenance. A ce stade, le paradigme de Huntington n'est pas réfuté, mais se présente de manière plus complexe, car aucune des parties (civilisations) ne peut éliminer l'autre. La prémisse pragmatique de chacun est tout autant utiliser l'autre le plus avantageusement possible. L'équilibre des forces déterminera que les deux bénéficieront de cette attitude.

- * La troisième sera la phase qui verra l'instrumentalisation devenir confiance mutuelle, enrichissement mutuel et un croisement fertilisant. Si cette troisième phase devient réalité, le paradigme de Huntington sera effectivement réfuté, son point de départ étant la supposition que cela ne peut jamais voir le jour. Selon Huntington, le choc des civilisations a une force telle, que l'instrumentalisation mutuelle est ce que l'on peut espérer de mieux, le dernier seuil auquel on peut parvenir. En d'autres termes, le paradigme de Huntington et une paix réelle ne peuvent aller de pair.

On peut certes avancer que cette troisième phase est peu probable pour des raisons pratiques et non pour les prémisses théoriques du paradigme de Huntington. L'un des arguments est que l'équilibre des forces favorisera probablement l'une des deux parties aux dépens de l'autre (car un équilibre de forces identiques est l'exception et non la règle). La partie faible se sentira frustrée, et un croisement fertilisant réel entre parties est impossible dans un climat de frustration. Si la percée vers une confiance mutuelle et un enrichissement affronte plusieurs difficultés, ce n'est pas tant en raison de facteurs culturels/civilisationnels que de facteurs matériels/ stratégiques / infrastructurels.

Si le paradigme de Huntington est exact, la paix ne peut être qu'une question de convenance et ne peut être permanente. Le paradigme de Huntington peut-il être redéfini à la lumière des tentatives actuelles de paix au Moyen Orient ?

Les "fausses lignes", pour reprendre l'expression de Huntington ou, plus généralement, les "chocs" peuvent ne pas être uniquement négatifs. Ils peuvent avoir un impact positif et créateur qui peut éventuellement mener à un enrichissement mutuel. Ce n'est qu'une coïncidence que les plus grands penseurs de l'Islam (Averroès et Avicenne) ont vécu à la périphérie et non au cœur du monde islamique, où le croisement fertilisant est possible. C'est en confrontant les cultures de l'Autre que se présente le moment le plus propice pour aller plus rapidement de l'avant ■

Dr. El Tayeb TIZINI*

LE MONDE ARABE FACE A L'HEGEMONIE OCCIDENTALE**

Les quelques dernières années ont amené un changement qualitatif, profond et généralisé dans les relations hégémoniques entre le monde arabe et l'occident. Ceci s'est manifesté au cours de l'effondrement de l'Union Soviétique et du système socialiste ainsi que dans les tentatives des Etats Unis visant le contrôle du monde entier, y compris l'Europe, forme du "nouvel ordre mondial ou international". Cet ordre étant sujet à controverse, dans le sens d'une absence d'unanimité quant à son existence objective, certains chercheurs l'ont considéré une étape transitoire ouverte et complexe. D'autres encore ont considéré ce nouvel ordre mondial comme le dernier maillon de l'histoire, du point de vue structurel.

La situation s'est ainsi concrétisée dans deux tendances principales, la première étant que l'histoire a abouti à sa destination finale dans le système capitaliste libéral et, particulièrement dans le système américain. Cette tendance porte un sceau américain dilatoire que Francis Fukoyama essaye d'établir en théorie, et de défendre. Tout en parlant de la fin de l'histoire, cette tendance l'entend dans le sens que le système capitaliste en question incorpore cette fin, sans dire, pour autant, que cette "fin" est inchangeable. Il en découle que la crise de ce système ne représente point un cas structurel qui exigerait le dépassement du système afin de dépasser la crise. Par conséquence,

*Faculté des Lettres-Section Philosophie- Université de Damas, Syrie

**Original: Arabe, Traduit par Nehad Salem

il n'y a pas d'alternative historique au système sauf de procéder à son renouvellement et à son reconstruction de l'intérieur.

Il en résulte que le monde arabe, en tant que partie du Tiers Monde, ne peut que s'intégrer à ce système capitaliste libéral, s'il désire se joindre au cercle du "progrès", et d'accéder au 21ème siècle. Etant donné que la relation qui lie le monde arabe au système capitaliste en question est une relation de dépendance et non d'égalité, et que le projet sioniste est un des sillons fonctionnels de ce régime au Moyen Orient, la situation s'est résumée dans l'argument inévitable suivant : Soit que le monde arabe s'intègre d'une façon fonctionnelle au système capitaliste et à son 'progrès', ou qu'il en sorte et devienne brisé, impuissant et sans avenir stratégique.

Telle est la première tendance ou position adoptée par les défenseurs du système capitaliste, impérialiste, américain et du projet sioniste quant aux possibilités ou l'impossibilité de progrès pour les Arabes.

Toute autre alternative possible est occultée par cette tendance. Au cas où les arabes (guidés par les libéraux, les islamistes, les nationalistes, et les socialistes éclairés) persisteraient à 'découvrir' une troisième alternative, ils découvriraient, avant tout, que la sauvegarde de leur présence nationale est essentiellement et nécessairement conditionnée par la formulation d'un nouveau projet de renaissance, susceptible de leur assurer l'indépendance et le progrès. A son tour, un tel projet exige la lutte pour la démocratie, le rationalisme et la pensée éclairée dans le cadre de la spécificité arabe relative et nécessaire. Cette dernière exige, à son tour, l'acceptation d'un pluralisme politique et culturel qui aboutisse à une accumulation politique et socio-culturelle au service du développement économique et social indépendant.

L'une des exigences pour ce faire est de souligner, avant tout, le besoin de "normalisation" entre régimes et peuples arabes, et entre les régimes eux-mêmes. Une telle position (ou alternative) mettrait fin à l'angoisse et à l'hésitation qui règnent dans certains milieux politiques arabes qui estiment qu'il est nécessaire de se trouver, rapidement, une niche dans "le nouvel ordre international", avant qu'il ne soit trop tard.

Par contre, la deuxième tendance, qui se présente dans le cadre de la transformation profonde qu'a connue le monde, considère cette transformation comme étant une étape transitoire ouverte et complexe. Elle se manifeste, avant tout, par la disparition des idéologies et de la lutte idéologique. Ensuite dans l'apparition d'un nouveau mode de lutte entre cultures ou civilisations dans les rangs

des peuples et des nations; luttres entre sectes religieuses, entre groupements tribaux ou entre ethnies dans le cadre du Tiers Monde en général, et de la nation arabe en particulier. La deuxième manifestation en est la désintégration du système mondial, avec tout ce que ceci implique comme cassure des institutions internationales, effondrement de cohésion sociale, décomposition d'identités nationales et prédominance d'activités économiques de consommation indisciplinées. En outre, la transformation en question pourrait aussi se manifester dans l'appel au retour à la "prime jeunesse" de l'histoire de l'humanité, à une époque où il n'y avait point d'exploitation, d'oppression ni de marginalisation; à une époque sans industries, sans technologies et sans informatiques capables de détruire le monde entier en cas de conflit entre puissances. Enfin, il y a aussi la possibilité d'une montée de la pensée "post-monderniste" aboutissant au démantèlement de tout ce que l'humanité a accompli dans les domaines de la science et de la culture, un démantèlement, d'abord, sans contrôle et, ensuite, sans alternatives stratégiques.

Ce que tout ceci signifierait pour le "Tiers Monde", y compris le monde arabe avec son pluralisme religieux, culturel et ethnique (musulman, chrétien, kurde, et syriaque...), serait l'effondrement des institutions nationales, politiques et culturelles et l'éclatement de conflits ouverts entre les différents éléments de ce pluralisme. Penser donc à la possibilité pour le monde arabe de retrouver son équilibre est de penser à la possibilité d'avancer contre le courant.

Si tout ce qui précède mène à s'imaginer l'histoire comme étant une arène de conflits qui ne sont pas "historiquement fructueux", c'est à dire qu'ils n'aboutissent pas (dans l'histoire) à une accumulation épistémologique, socio-politique, humaniste, et relative au développement, d'autre part, l'idée que l'histoire en question se déroule selon des situations inévitables qui se concrétisent malgré la volonté humaine, n'est plus une idée crédible.

L'une des premières tâches théoriques dans le cadre du monde arabe serait, peut-être, que les intellectuels et hommes politiques éclairés formulent un projet préliminaire et ouvert pour la restructuration de la situation actuelle du monde arabe dans deux directions dialectiques : la première est de sauvegarder et défendre l'identité nationale arabe en tant que cible principale, dans le monde arabe, visée par le projet américain-sioniste-impérialiste. Ce projet tente de faire remplacer cette identité par d'autres, telles que l'identité méditerranéenne au moyen-orientale. Réussir à sauvegarder cette identité dans le cadre du projet arabe exige le rétablissement de cette identité (arabe) selon trois axes. Le principal et le plus déterminant de ces axes

représenterait une approche épistémologique et idéologique des deux autres, et se résumerait par la recherche dans la problématique principale de la présente situation arabe et les problèmes politiques, économiques et socio-culturels. C'est à partir de là que l'on peut se diriger vers les deux autres axes : le patrimoine arabe et mondial, et l'ère occidentale et mondiale vécue actuellement■

Mohammad Bassiouni*

La Reaction Des Intellectuels Arabes Vis A Vis Des Cultures Etrangeres**

A la fin de la deuxième guerre mondiale, le monde a choisi de se regrouper en une organisation internationale qui soit soumise à des instruments convenus entre ses nations et dont le rôle, sur la scène internationale, varie selon les circonstances générales aussi bien que selon les conditions propres à chaque cause. L'Organisation des Nations Unies a donc adopté, à travers ses multiples agences, ce système convenu au niveau international, dans le traitement des causes humaines. Ce rapprochement international était dû au sentiment de terreur créé par la destruction qu'avaient provoquée les deux guerres mondiales et dont le prix a été payé cher par l'humanité tout entière. Les diverses tragédies que l'humanité a vécues, à cause de ces deux guerres, et dont la plus grave était le recours à l'arme nucléaire contre Hiroshima et Nagasaki, avec ses effets sanglants qui durent jusqu'à nos jours, favorisèrent, sur le plan international, l'idée de recherche d'autres alternatives, d'autres alternatives à la guerre ainsi que l'appel à la paix mondiale. Cependant, les mécanismes assurés par l'Organisation des Nations Unies demeurent jusqu'à présent incapables de résoudre les conflits régionaux, ethniques, idéologiques au moyen du dialogue et par les voies diplomatiques. Par ailleurs, la violence demeure de nos jours le traitement prédominant des conflits qui prévalent entre les diverses forces au

*Membre du Conseil des Secrétaires de l'Organisation Egyptienne des Droits de l'Homme.

**Original : Arabe. Traduit par Selwa Al Batouti

sein d'une même nation, ainsi que des conflits régionaux et ethniques.

En effet, l'examen retrospectif des causes internationales nous montre que l'Organisation des Nations Unies, au fil de sa longue histoire - cinquante ans - se contente encore de la simple réaction vis à vis des actes de violence et ne prend jamais l'initiative de prévention d'un conflit avant qu'il ne se déclenche et se rallume.

Avec ce rôle limité de l'organisation internationale, nous ne disposons que de brillants slogans faisant appel à la paix et aux droits de l'homme et que de faibles mécanismes ne réalisant - dans le meilleur des cas - que les intérêts des grandes puissances au détriment de la stabilité mondiale.

Parallèlement à cette réalité, nous observons chez les grandes puissances un état de fanatisme renforcé par le désir ancien de supériorité et de domination des potentialités mondiales qui remonte à l'ère de l'ancien colonialisme; leur objectif étant de rester seules puissantes et réaliser leurs propres intérêts.

Sous l'impulsion de la souveraineté et de la singularité de la race blanche dues à la suprématie et la maturité de la mentalité occidentale comme elle prétend et avec la persistance de la loi de 'la survie de celui qui en est digne', les grandes puissances en Amérique et en Europe vivent à présent un état de dédoublement vis à vis des principes et des valeurs humaines. D'une part, elles oeuvrent à développer leurs sociétés, assurer les droits de l'homme, et renforcer le progrès technologique, industriel, et démocratique dans leurs pays; et d'une autre part, elles se montrent hautaines vis à vis des pays du Tiers Monde et les privent du progrès technologique. Même certains politiciens occidentaux qualifient les peuples du Tiers-Monde de fardeau pesant sur la vie, les accusent de partager l'oxygène avec les occidentaux, et affirment qu'ils ne méritent pas de vivre du fait qu'ils ont échoué à développer leur vie et d'aller de pair avec la civilisation moderne (Voir les débats des Commissions des affaires étrangères du Congrès américain 1990-1991). Cependant, d'autres intellectuels occidentaux affirment la nécessité d'aider les pays du tiers-monde à se développer et d'assister l'humanité pour qu'elle lutte contre les maladies dangereuses et les défis de la nature (Voir les discussions de Garaudy au Caire en septembre 1996).

La situation devient de plus en plus compliquée lorsque les pays occidentaux, notamment les Etats Unis d'Amérique, demandent impérieusement aux pays du Tiers-Monde d'appliquer le modèle américain de démocratie comme système de gouvernement, sans qu'ils n'associent celui-ci aux mécanismes de solidarité sociale qui

sont le facteur de réussite de ce système politique (voir les conditions de financement des pays en voie de développement déterminées par la Banque Mondiale - le rapport annuel, novembre 1994). C'est comme s'il n'était requis qu'une forme démocratique vide d'un contenu social et ce, pour imposer leur domination sur les communautés du Tiers-Monde, et réaliser leurs propres intérêts économiques et politiques. Ceci n'empêche que cette situation favorise un certain progrès politique des pays du Tiers-Monde, en direction de la démocratie qui remplacerait des régimes autoritaires qui y existent et qui ont sans aucun doute contribué au sous-développement de ces pays.

Ajoutons à cela que beaucoup d'autres organisations non-gouvernementales en Europe et en Amérique empruntent cette même voie et déclarent dans leurs règlements qu'ils exécutent les objectifs de la politique extérieure des pays où elles résident. Par contre, un grand nombre d'organisations non gouvernementales reconnues au niveau international soutiennent dans leurs règlements les principes humains prévus par les lois internationales sur les droits de l'homme et oeuvrent pour mettre à exécution ces instruments. En outre, elles aident les organisations non gouvernementales dans les pays du Tiers-Monde à atteindre ces nobles objectifs, et critiquent parfois les politiques tant intérieures qu'extérieures de leurs propres gouvernements, et en particulier les politiques adoptées dans les pays du Tiers-Monde (Voir les rapports d'Amnistie Internationale, fédéraux).

Nous sommes donc devant deux visions occidentales opposées sur la manière de traiter les pays du Tiers-Monde. En fait, l'objectif de l'action de certains gouvernements de l'Occident est toujours la réalisation de leurs propres intérêts, c'est pour cela qu'ils cherchent sans cesse la puissance, l'influence et l'imposition du fait accompli sur ceux qui dépendent d'eux, et exercent la répression la plus atroce contre leurs opposants, tels les cas de l'Iraq, de la Libye, de l'Iran, et de Cuba. D'autres intellectuels et capitalistes occidentaux estiment, bien au contraire, que la contribution au développement du Tiers-Monde servira l'Humanité et règlera les problèmes de notre planète. Ils vont même parfois jusqu'à condamner les politiques occidentales et les considèrent comme opposées aux Droits de l'Homme (Nous en avons comme exemple les deux rapports contradictoires publiés par le Département d'Etat américain et le Bureau des Droits de l'Homme dans ce même Département sur le massacre de Kana (Liban) perpétré en mars 1996).

Avec la disparition du pôle Est à la suite de l'effondrement de l'Union Soviétique à la fin des années 80, comme force parallèle sur la carte

internationale, les Etats Unis d'Amérique ont accaparé et jusqu'à présent l'influence politique, économique et militaire de par le monde. Il en a résulté alors la propagation de la phobie de la démocratie occidentale qui scande le slogan des droits de l'homme, dans les diverses régions du monde, à l'est comme à l'ouest. Même si les objectifs sont différents, les slogans ont la même apparence. Ainsi, le monde d'aujourd'hui passe par une phase dangereuse qui se caractérise, d'une manière générale, par le conflit entre les parties internationales. Au cours de la dernière décennie du 20ème siècle nous sommes évidemment arrivés à certains faits qui sont les suivants

- (1) Des expériences démocratiques développées en Occident, et l'application par certains pays asiatiques de la démocratie comme système de gouvernement. Chacun a sa propre expérience en matière de pratique de la démocratie, bien qu'ils scandent tous la devise de "l'économie libre", et se disputent le marché et le développement techniques des moyens de production et des marchandises produites. Il est également à noter que les sociétés multinationales ont monté la vague et imposé leurs intérêts sur l'agenda international.
- (2) Des économies en difficultés en Afrique et dans la plupart des pays d'Asie et d'Amérique Latine. Cependant, les populations de ces pays ont la volonté croissante de développer et moderniser leur vie, sachant que la majorité de ces pays vivent dans un état d'arriérisme culturel matériel - selon les critères occidentaux - et souffrent de la violation des droits de l'homme à cause de leur échec de pratiquer la démocratie selon son large concept basé sur la participation à la prise de décision ainsi que sur la circulation du pouvoir.
- (3) L'évolution technique des média et la réussite des satellites de percer les frontières géographiques des divers pays du monde qui a été accompagnée de la propagation du modèle occidental de civilisation comme étant la conduite sociale idéale pour la réalisation du développement et de la prospérité. Les années 80 ont alors commencé par des voix multiples et un monde unique tandis que les années 90 ont connu une seule voix et des mondes multiples (Voir Hamid Molana, Doyen de l'Institut International de Communication à Washington : Un nouveau système d'information pour le 21ème siècle, une recherche non publiée, mars 1993).
- (4) Un choc culturel a ébranlé les pays qui ont des civilisations anciennes et authentiques et qui ont sauvé jusqu'à leurs cultures héritées avec leurs dimensions religieuses et linguistiques,

leurs idéaux et leur conduite. Il en a donc résulté un état de résistance nationale à la culture occidentale étrangère. En effet, trois genres de réaction se sont manifestés; à savoir : le refus total, le choix sélectif, et l'imitation aveugle.

Avant d'observer la position des intellectuels arabes vis à vis de cette donne, j'exposerai succinctement les données de la réalité arabe :

(1) L'accession à l'indépendance des pays arabes qui ployaient sous le joug du colonialisme est tout à fait récente; ces pays n' y ayant accédé qu'à la seconde moitié du vingtième siècle. En effet, l'âge de l'indépendance de ces pays varie entre 43 ans comme c'est le cas de l'Egypte et 24 ans comme c'est celui de Qatar, de Bahrein et des Emirats Arabes Unis. Par ailleurs, l'activité politique était inerte dans 40% des pays arabes à cause du régime royal qui y prévalait, l'absence de constitutions ou de lois écrites dans 30% de ces pays, et la domination tribale de tout le potentiel de la vie publique. Il en a donc résulté la prédominance d'un système social à caractère particulier pour ne pas dire complètement rejeté par les citoyens de ces pays - qui a, par conséquent, engendré l'absence des mécanismes de la société civile selon le concept reconnu.

(2) La présence d'un immense patrimoine culturel dans lequel s'enchevêtrent les civilisations pharaonique, babylonienne, chrétienne et islamique constitue une source intellectuelle enracinée pour les citoyens arabes, et détermine le mode de conduite sociale et la hiérarchie des valeurs intellectuelles avec ses dimensions politiques, sociales et culturelles.

(3) La prédominance positive du mode de vie familial représente la cohésion de la société et constitue un cadre pour les rapports individuels et sociaux à travers un tissu solide de principes et de valeurs. Ces éthiques sont parfois accusées de restreindre la liberté individuelle.

L'Invasion culturelle de la Nation Arabe pénètre par certains accès dont les suivants :

(1) La volonté de l'Occident de dominer les richesses arabes, dont notamment le pétrole qui représente une importance stratégique pour la civilisation occidentale.

(2) La publicité médiatique continue au cours des trente dernières années en faveur du modèle occidental de civilisation qui constitue un ensemble intégré commençant par la langue, les snack-bars et les vêtements Jeans et finissant par les films, les feuilletons, les livres et les chansons (Voir Bruno Herbert Chiller : La création du

consommateur mondial - Revue Américaine des Affaires Internationales, l'été 1993).

(3) Le transfert des idées et des expériences à travers les étudiants arabes qui ont obtenu des bourses d'études à l'étranger - en Europe ou en Amérique - et reçu des diplômes de ces pays. Ceux-ci sont ensuite rentrés chez eux et ont occupé des postes-clés dans leurs sociétés arabes. Etant influencés par les expériences qu'ils ont vécues, ils oeuvrent à les appliquer dans leur communauté arabe.

(4) L'absorption des épargnes arabes par le mécanisme de l'économie occidentale au moyen de leur dépôt dans les banques mondiales, et le lien étroit prévalant entre les intérêts des gouverneurs et des capitalistes et ceux des pays occidentaux (Voir les Etats Unis dans la crise du Golfe, Perphornom Chomsky; Linguiste américain), 2ème édition 1994).

Devant toutes ces données, les positions des intellectuels arabes, ont varié. D'où la question cruciale qui se pose. Ce qui se déroule, est-il un conflit entre les civilisations ou bien un dialogue des cultures ?

La réponse à cette question détermine la position de chaque équipe.

La réponse à la question dégage trois tendances :

Première tendance : Les intellectuels qui refusent le nouveau modèle culturel, occidental, tant dans sa forme que dans son contenu. Ceux-ci appartiennent à des tendances intellectuelles diverses: des nassériens, des nationalistes, certaines factions marxistes, des islamistes fondamentalistes, et les tendances militantistes. Malgré les divergences intellectuelles et politiques qui existent entre toutes ces tendances, elles s'accordent sur le refus du modèle occidental parce qu'il vise à oblitérer l'identité arabe, constitue une violation de la notion d'indépendance nationale, et approfondit le déchirement et le conflit régional. Néanmoins, leur point de rencontre est l'animosité à l'hégémonie occidentale, et plus particulièrement américaine; elles résistent alors à ce modèle occidental par des moyens différents dont la violence, la confrontation médiatique - dans les journaux essentiellement - et le boycottage de certains produits livrés à la région arabe.

Deuxième tendance : Les intellectuels qui procèdent au choix sélectif. Ceux-ci scandent le slogan "le dialogue avec l'occident", et cherchent à connaître le monde occidental et mettre la main sur les points positifs dans la civilisation occidentale pour les appliquer sur la réalité arabe afin de remédier à ses problèmes culturels. Ces intellectuels pensent aussi que notre civilisation arabe est atteinte de maladie et a

besoin de cure pour pouvoir survivre. En fait, ils appartiennent à diverses tendances intellectuelles; nassérienne, marxiste et libérale. La plupart d'entre eux sont des chercheurs et des écrivains et ont des activités publiques dans les associations des droits de l'homme, et les organisations non-gouvernementales. En outre, ces intellectuels imposent sur eux-même un strict contrôle pour ne pas déraiper vers les extrémistes ou les imitateurs.

Troisième tendance : Les intellectuels imitateurs. Ceux-ci, fascinés par le modèle culturel occidental - en fond et forme - imitent tout ce qui est occidental et le prêchent dans leurs écrits et recherches scientifiques. Ils voient ainsi dans la civilisation occidentale la délivrance de l'humanité de tous ses problèmes et ne se trouvent jamais en état conflictuel avec ce modèle. Il faut savoir aussi que ces intellectuels sont attachés au Pouvoir et accèdent à des postes-clés dans la plupart des pays arabes. La plupart d'entre eux sont libéraux et l'on trouve parmi eux d'anciens dirigeants nassériens, marxistes, et islamistes qui changèrent leurs positions en faveur du régime au pouvoir. Ceux-ci travaillent au service du pouvoir en cherchant constamment des formules factices susceptibles d'être admises par les masses populaires et ce, dans le cadre de la sollicitude des hommes au pouvoir de satisfaire les maîtres de l'occident.

Les trois tendances se répercutent inévitablement sur la rue arabe. Ceci dit, le citoyen ordinaire appartient forcément à l'une de ces trois tendances. Quant à la position du gouverneur - qui est, dans les pays arabes, le pivot de l'action politique et sociale - elle varie selon l'intérêt et les pressions extérieures et intérieures. Le plus souvent, le gouverneur veille à établir de bonnes relations, si ce n'est une dépendance totale, avec l'occident.

Dans ce contexte, nous estimons que la recrudescence des conflits religieux, ethniques, tribaux, et économiques, entre les pays du monde, serait accompagnée d'un rétrécissement culturel du plus faible devant le racisme, et la présence culturelle vigoureuse du plus fort; ce qui menacerait l'humanité de dangers mortels sur le plan économique, et d'opérations de résistance acharnée de la part du plus faible, aux intérêts du plus puissant.

Nous estimons aussi que, dans le cadre du danger des armes nucléaires que possèdent les armées occidentales ainsi que l'Etat hébreu qui occupe les territoires arabes et commet les crimes les plus atroces contre l'homme palestinien, le conflit culturel aura la plus haute voix.

Pour sortir de cette crise et transformer ce conflit culturel en un

dialogue des cultures, il faut - à mon sens - chercher un cadre intellectuel mondial et des mécanismes internationaux plus efficaces susceptibles de contribuer à la réalisation de cet objectif. Je pense également que les résultats des dialogues entamés entre le nord et le sud au cours des années 80, le fruit des activités déployées par les groupements régionaux tels que la Ligue des Etats Arabes, l'Organisation de l'Unité Africaine, le Groupe des 77, et l'ASEAN, les efforts déployés par les organisations populaires telles que l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques et les réunions euro-asiatiques tenues au cours des années 90, et les résultats auxquels ont abouti les conférences internationales des Droits de l'Homme, constituent une matière intellectuelle qui mérite d'être étudiée afin de pouvoir comprendre l'opinion opposée dans les diverses causes internationales brûlantes, et de remplacer le conflit destructeur, qui s'impose au monde entier, par le dialogue pour résoudre les problèmes. De surcroît, nous estimons que les actes internationaux des droits de l'homme, comme référence de base, peuvent servir de nouvelle constitution pour les rapports entre les peuples, pour ne pas dire entre les Etats. A mon avis, il est nécessaire que les gouvernements renforcent le rôle des organisations régionales et internationales comme cadre d'interaction et de dialogue, sur une plate-forme solide, entre les peuples du monde et cherchent à travers l'Organisation des Nations Unies de nouveaux mécanismes pour mettre en oeuvre les pactes des droits de l'homme. C'est ainsi que se complètent les efforts populaires et gouvernementaux, et le plus faible trouverait un instrument à en appeler pour trouver une alternative pratique et efficace susceptible d'assimiler l'opinion et l'opinion opposée et d'accepter leur interaction dans le cadre de l'admission d'autrui et du respect de la civilisation et des idées d'autrui en faveur de l'avenir de notre planète ■

Yusry Mostapha Abdel Meguid*

L'identité Une optique introspective**

Il s'agit toujours et sans cesse d'identité . La conserver , la protéger, la récupérer, la confirmer , en découvrir les éléments et entreprendre une mobilisation par elle ou pour elle. Car au fond si elle constitue l'assise sans pareille de tout contexte culturel , elle nous sert aussi de rempart et de forteresse politique et devient notre "Ego" quand on retourne vers soi . L'identité est d'autre part l'opposé de " l'autre", d'"autrui" qu'elle transcende (ou qui la transcende éventuellement).

L'identité est aussi la négation de l'histoire et de la réalité car elle est la quintessence, la supériorité et le symbole, c'est à dire qu'elle ce que "nous" ne sommes pas dans l'actualité et dans l'histoire. C'est le critère et l'étalon de toute action, de toute pratique . C'est donc, en apparence une sorte de bâton magique qui symbolise tout , délimite tout, mais qui une fois renvoyé à lui-même, ne rencontre plus rien . C'est de là justement qu'émane le paradoxe .

Lorsque la question du conflit des civilisations, nous est exposée, nous évoquons spontanément et volontairement les facteurs d'"identité" , d'"authenticité" et d'actualité" dans le cadre d'une conjoncture régionale dont la marchandise est la culture . Une sorte de partage a lieu qui distingue entre éléments étrangers et hérités, entre "l'Ego et Autrui , entre l'authentique et le contemporain, etc.

*Chercheur égyptien auprès du Centre de Recherches Arabes.

**Original : arabe.Traduit par Anhar Korra.

Le conflit se déroule dans une guerre culturelle de longue haleine qui a occupé la scène culturelle et intellectuelle pendant deux siècles et qui n'a pas encore atteint son point culminant . Tout au long de cette période l' "identité" était traitée comme étant une sorte d'honneur relié à la culture et à la civilisation . Tout au long de cette période, d'autre part, la relation entre la société et son identité n'était pas une relation de complémentarité mais plutôt d'opposition ; la société étant soumise à la logique de l'histoire et de ses mutations qui transforment l'actualité contemporaine en antagoniste de l'identité, (par ignorance ou par trahison). C'est d'ailleurs ce qui fait que les adeptes de l'identité se voient toujours en état de guerres intérieures pour adapter la réalité au symbole et que les liens entre identité et société ne passent pas nécessairement par la connaissance et la science . La société n'est en effet un des thèmes de l'identité qu'éventuellement du point de vue de la tutelle politique et religieuse et des méthodologies relevant de l'éducation, de l'enseignement et de la pédagogie et dans le combat visant le meilleur (sur les deux plans moral et social) et enfin du rêve du retour de ce qui n'est en réalité , ni "eux" ni "nous" . C'est, de toute façon le moindre qu'on en puisse dire .

Néanmoins, si nous admettons que le symbolique, même s'il se prétend supérieur, est un produit de cette réalité, il nous faut, en fait, reconnaître que le processus de production de l'identité n'est pas à l'abri de l'impact de l'histoire et de la société dont il est l'expression et dont il reflète les contradictions et par lesquelles il est influencé. Par conséquent si nous laissons agir les facteurs décisifs de la société et de l'histoire nous devrions parler d'identités (au pluriel) et non d'une seule identité; que leurs dénominations soient sectaires, tribales, familiales, politiques ou hiérarchiques. Dans cet ensemble composite en mutation et en lutte, le discours de l'identité semble être une tentative d'auto-production, d'une définition de ses propres limites spécifiques et non de ses limites objectives. .

La crise du champ d'action social et politique

Il va sans dire que les débuts du dix-neuvième , ont représenté un tournant charnière dans le déroulement et de l'élaboration du discours sur l'identité; production qui ne peut être uniquement attribuée aux données culturelles, car il est indispensable de prendre en ligne de compte les nouvelles données politiques et sociales . Bertrand Badi souligne : " La politique nouvelle a été constituée dans le monde islamique, sur des bases relatives . Il ne s'agissait pas uniquement de se séparer d'un système politique révolu et d'en innover un autre , mais de se renouveler en fonction d'une capacité politique occidentale considérée supérieure. Ce qui ne voulait pas nécessairement signifier

une innovation mais plutôt et surtout une adaptation. L'enjeu du dix neuvième siècle entier consistait à préparer le remède et à faire absorber un médicament venu d'ailleurs, beaucoup plus que de compter sur une redéfinition du système politique ou de l'édifice social "(Bertrand Badi-1992 p.151).

Tout en affirmant que les transferts ne se faisaient pas sans conditions, Badi évoque une question importante ayant trait aux contradictions intérieures qui avaient abouti à une sorte de pactes (historiques) entre le traditionnel et le moderne " Avant tout , il a fallu , pour consolider la position politique, confronter les forces sociales, notamment un groupe puissant de l'élite noble, qui n'était pas satisfaite de la restructuration d'un centre de pouvoir puissant et y trouvait une occasion pour exprimer sa colère . Ce projet n'a pas, par ailleurs, su profiter de la concurrence des élites sociaux-économiques, ou tout au moins de leur stratégie complexe . Enfin le projet a dû faire face au rôle actif des minorités intellectuelles qui ont accepté d'accorder un soutien selectif , à un prix toutefois très élevé, puisque cet appui menaçait les allégations de tout le régime et une partie importante de son identité " (Bertrand Badi,1992 p.153).

Ce qui , dans ce contexte nous importe est d'une importance capitale, puisqu'il a trait aux limites de la cohésion du système politique moderne soit à l'expression même de son unité politique : Etat , patrie, nationalité, qui sont des expressions modernes de la présence politique (1). Quoi qu'il en soit, il nous faut toujours rechercher les causes de l'escalade du concept d'identité, dans les lacunes de cet espace politique , c'est à dire dans le cadre de la relation entre Etat moderne et Société , dont la formule nationaliste est devenue la manifestation . En d'autres termes: l'Etat nationaliste populaire .

C'est ainsi que le centre politique se devait de retracer ses limites, de réédifier les systèmes régissant les nouvelles relations sociales et de diffuser les techniques du pouvoir et de la domination moderne . Nul doute, que l'Etat moderne avait déjà suivi cette tendance, dans le cadre toutefois d'échecs indéniables ,dont le plus important est la non réalisation de son caractère national populaire . Là , il me faut mettre l'accent sur l'idée de nationalité que soutendent des relations tribales, sectaires, familiales, qu'il faut maintenir et dont il faut se servir comme moyens de dépendance et de domination . Nous revenons ainsi à la nécessité de créer et de recréer une hétérogénéité politique, sociale et même culturelle . L'idée même de nationalité est ainsi apparue tronquée et l'Etat ressemblait plutôt à une secte .

Les années 1870 et 1880, ont été en Egypte le témoin d'une

réorganisation du système juridique complexe qui prévalait. S'ensuivirent des centres juridiques différents. Le statut légal des citoyens était alors fonction des tribunaux, de la compétence desquels ils relevaient dans tous les domaines de leurs activités. Il ne faut pas oublier la toile de fond que représentait la nationalité ottomane. L'ensemble des autres attributions qui ont émergé parallèlement depuis 1890, ont défini par leur négation le statut des autochtones.

Ce concept qui était considéré comme un avant-projet de nationalité, était défini selon la fonction qu'occupe l'individu, les services qu'il rend à l'Etat et son appartenance à la communauté politique (Frederic et Ann Logal, 1993).

Il est vrai que le développement des structures pédagogiques, administratives et juridiques a délimité, avec le temps, le statut de la nationalité (à des degrés différents), mais il n'en reste pas moins vrai, que cette caractéristique d'hétérogénéité sociale, politique et juridique est demeurée jusqu'à ce jour. Sur le plan de la réalité sociale et hiérarchique, où l'économie joue son rôle, où un fossé de profondeurs diverses sépare les classes et tranches de la société et où les taux de marginalisation progressent, l'idée de nationalité est exposée tous les jours à la violation en raison de la superficie croissante de l'illégitime".

Nul n'ignore que si la nationalité n'est pas réalisée le statut politico-juridique est remplacé par d'autres situations (sectaires, tribales ou familiales). Il s'en suit une scission intestine, dans laquelle les idées d'identité et de conflit prolifèrent, non seulement au sein des groupements divers mais aussi dans l'Etat qui se voit obligé de produire un discours politique aux multiples facettes qui s'adresse aux masses, intercepte leurs pensées, les arrête et les polarise.

En fait l'idéologie politique n'est pas semblable à l'idéologie religieuse, elle ne peut donc pas négliger les détails quotidiens ni la réalité flagrante. Elle accorde, dans son discours, un espace au religieux et au sectaire comme faisant partie des exigences de la domination, ni plus ni moins, tout en demeurant un coefficient idéologique.

L'Occident occupe une place importante dans ce coefficient idéologique, dans l'optique des groupes religieux qui accusent l'Etat d'être le prolongement de l'Occident ainsi que dans celle de l'Etat qui voudrait ainsi démentir l'accusation et créer une union précaire facile à fragmenter, par la suite, pour dominer.

Il est indéniable que ce coefficient idéologique était toujours présent.

Il ne s'inscrit d'ailleurs pas en dehors du contexte historique, reflète les transformations et contradictions de la société adoptant tantôt la formule politique et tantôt la formule religieuse: Au cours des périodes de libération nationale et d'édification de l'Etat ce sont les caractéristiques politiques qui prenaient le dessus, selon les dictats de la conjoncture, des partis, des comités et des organisations secrètes. C'était donc, une sorte de legs hérité et monopolisé par les organismes post-libération qui en ont renforcé la dimension religieuse(2).

D'ailleurs cette dimension religieuse a marqué un développement tel qu'il s'est traduit par une situation de "troubles profonds" qui se sont répercutés sur les secteurs culturels des pays arabes. Les délibérations et prises de position y ayant trait à la religion, à la recherche de l'identité et à l'authenticité en sont un témoignage. Entretemps, les horizons politiques ouverts lors de l'expérience nationaliste, ont été transférés de l'échelon politico-économique (celui de l'édification nationale) à l'échelon socio-culturel focalisé autour de la question d'authenticité, de rectification de la morale sociale notamment pour ce qui a trait au statut de la femme et de la législation, de l'Ijtihad"(Ali al Kenz, 1990, p.122).

Nombreux sont les facteurs qui ont élargi le cadre culturel. Le revers de 1967 n'en est pas la principale cause comme le prétend la majorité. N'ignorons pas, en effet, la culture pétrolière et les nouvelles relations de marché qui ont créé une crise importante à l'échelon de l'individu. D'une part le processus d'individualisation a eu lieu à un rythme assez rapide et arbitraire sur le plan économique et d'autre part non seulement aucun progrès dans le concept de nationalité n'était parallèlement enregistré, mais au contraire un recul indéniable et dangereux se manifestait.

La société donnait ainsi l'impression d'être dépourvue de caractéristiques communautaires ou individuelles (3). C'est d'ailleurs, la raison pour laquelle on a estimé que la récente explosion formulée dans le discours autour de l'identité est d'une part l'expression d'une importante crise socio-politique et d'autre part le reflet d'une crise dans le concept même d'identité: En effet, ce dernier reposait sur des groupes qui existaient dans la réalité, et qui aujourd'hui vivent un stade de désintégration. Il ne reste plus que le groupe religieux pragmatique qui d'ailleurs subit des scissions profondes dues à des considérations financières et non culturelles.

Entretemps dans le secteur de la classe ouvrière des manifestations hésitantes ne représentent l'union de ce secteur que par de timides

grèves, rapides, passagères et limitées sur le plan géographique pour sauvegarder un groupe économique dénommé secteur public pour la fragmentation duquel tous les efforts sont aujourd'hui conjugués :

En bref , une vision introspective , dévoile la crise prévalant dans le champ de son action . Le discours sur l'identité n'en est qu'un symptôme . Si cette crise du champ d'action est représentative de celles de l'Etat , de la citoyenneté ; de la production, et de toutes les autres formes d'expression collectives : partis, syndicats, comités etc ; toute escalade du discours culturel sur l'identité détourne notre optique de ces problèmes réels . C'est alors que le coefficient idéologique agit comme isolant dont le dangereux impact se repercute sur les deux échelons de la société et de la connaissance .

La crise du champ des connaissances

Nous nous leurrions si nous imaginons que la crise de l'identité est un mal qui ne frappe que nos sociétés opprimées , et que ceux que nous nommons " les autres " (l'Occident) en est exempt et que ses sociétés ne sont pas marquées par les divisions et les contradictions que nous accusons et qui nécessitent l'existence d' " autrui " pour lui attribuer ces contradictions et créer une distinction entre "soi" et les "autres " .

Ce qui nous intéresse ici , sur le plan de la connaissance c'est de savoir comment l'Occident moderne s'est-il comporté face à ce qu'il a considéré " l'autre " ? Il nous faut néanmoins évoquer , la "logique du jeu" qui a groupé pour la première fois, pouvoir et connaissance, dans une relation organique . Michel Foucault ,dit dans ce contexte:

• "Dans la mesure où la technologie des guerres oriente ces dernières vers la phase de la destruction globale , la question de survie pure et simple dictait la décision du déclenchement de la guerre ou de sa cessation. La question nucléaire constitue aujourd'hui la fin de ce parcours : La capacité de menacer un peuple donné de destruction globale est l'opposé de la capacité de protéger la survie d'un autre : Le principe qui consiste à tuer pour survivre , qui soutendait la tactique des guerres est aujourd'hui un principe stratégique entre les peuples . Cependant l'existence en question n'est pas une présence juridique légale de la souveraineté, c'est l'existence biologique d'un peuple donné.

Si d'ailleurs la guerre de génocide est devenue un rêve auquel aspirent les autorités modernes , ce n'est pas par un retour à l'ancien droit de tuer ; mais parce que le pouvoir est désormais pratiqué à l'échelon de la vie des êtres ,des ethnies et des agglomérations

populaires . (Michel Foucault 1990 p.140)

l'irrépendamment de l'évaluation morale de cette logique moderne qui a pour base la mort des autres en échange de la survie biologique de soi, ce qui nous intéresse c'est qu'elle repose sur une connaissance minutieuse et mesurable, en tant qu'outil de lutte et d'existence. Nul besoin, dès lors, de revenir aux sources ou de voler dans les nuages du symbole (comme le font les adeptes de l'identité). Mieux vaut, produire des connaissances autour de l'autre. L'anthologie, l'anthropologie et l'orientalisme ont joué un rôle que nul n'ignore dans ce contexte ; à l'instar des Humanités qui ont permis d'analyser l'âme et de la mieux connaître.

En dépit de toutes les critiques formulées contre ces sciences, parce qu'elles sont racistes, partiales, laicistes etc nous ne pouvons en nier l'efficacité.

Il ne s'agit pas en effet d'un simple discours idéologique imminent, dont on se sert dans une campagne de mobilisation, comme dans le cas du discours sur l'identité. Edouard Saïd dans son étude pilote sur l'Orientalisme dit: " L'Orientalisme n'est pas simplement un thème ou un domaine politique qui se reflète d'une manière négative sur la culture, la recherche et les institutions. Il n'est pas, non plus, un important ensemble de textes diffusés sur l'Orient ; comme il ne représente pas ni ne reflète, une terrible conspiration impérialiste "occidentale" visant à maintenir le monde " oriental" en son état actuel ; car c'est plutôt une redistribution de la prise de conscience géo-politique en textes esthétiques, abstraits, économiques et sociaux; historiques, linguistiques et sémantiques. C'est aussi un ensemble de dispositions, non seulement en faveur d'une distinction géographique de base (2), mais aussi et surtout pour un jeu complet d'intérêts, que l'Orientalisme ne découvre pas seulement mais qu'il protège par des méthodes telles que les découvertes de la recherche, les déductions sémantiques, la psychanalyse et la description naturelle et sociale. C'est aussi une volonté et non l'expression d'une volonté donnée ou d'une intention donnée, pour comprendre ce qui est un monde certainement différent, pour le dominer quelquefois ou s'en jouer, ou même l'annexer.

C'est donc, avant tout, une création qui n'a rien d'une relation d'identité directe avec la force politique en sa forme brute, car elle se produit et se trouve en position d'inter-actions inégales avec les diverses normes de puissances (3). En effet, dans mon optique l'Orientalisme ne représente pas, toute simplement, une dimension importante de la culture politico-intellectuelle moderne ; car il est cette

dimension même, et de ce fait est moins relié à l'Orient qu'à "notre" monde à "nous". (Edouard Said 1984).

En réalité, une telle définition, en dévoilant la nature orientaliste, en sa qualité de connaissance reliée d'une manière solidaire avec le pouvoir moderne; nous montre par ailleurs que notre production intellectuelle autour de l'"autre" n'est autre qu'une forme de discours idéologique hanté par la politique ou la religion. C'est pour cette raison qu'il commence et prend fin avec "l'identité" et laisse au temps le soin de rechercher les souches et les origines. Il s'adresse au cœur et non à la raison, retourne à l'Ego qui l'a produit, cependant que ses relations avec l'"autre" ne sont, au fond, que des formes de rejet et de purification.

Ici, se manifeste une autre fonction du coefficient idéologique, lorsqu'il possède le discours de la connaissance et le complique, pour que la priorité demeure toujours au sermon ou à l'avertissement, par le biais d'un transfert incessant vers une référence textuelle ou charismatique qui remplace la référence structurelle. Ce coefficient idéologique n'est pas uniquement relié au discours islamique car nous le retrouvons désormais, avec force, dans les tendances politiques laïques, qui de plus en plus, ont tendance, surtout en ce qui concerne le conflit arabo-israélien, à reposer sur le terme "d'identité", comme coefficient politique avec un retour au passé national proche qui comprend dans ses méandres des réminiscences du passé plus lointain.

Ces normes du discours se manifestent simultanément avec un affaiblissement structurel évident qui atteint la friabilité, dans les sociétés civile et politique : Dans ce vide structurel nous nous devons de tenir aux symboles, aux bonnes intentions: Deux alternatives caractérisées par leur caractère relatif et dont le solde actif dans le mouvement de l'histoire est nul.

De l'idée d'auto-indépendance à celle d'auto-renforcement.

L'idée d'auto-indépendance comporte dans ces détails, toutes les entraves politiques et idéologiques que nous avons évoquées et qui constituent une barrière devant sa transformation en terrain fertile pour la production de connaissances réalistes commensurables autour de "soi-même" et du "monde". Cette idée ne connaît en fait, que la glorification, la mobilisation et les rejets comme optique à travers laquelle elle voit le monde. C'est sous prétexte de cette même idée qu'il fut permis d'exproprier l'individu de son existence au nom de la présence collective; que les organisations intérieures ont été privées de l'essence même de leur existence en faveur de l'unité

collective et de l'alliance sociale . Les partis, les syndicats et les sociétés sont ainsi devenus des structures vides de contenu et des auxiliaires dans les actes de spoliation et de dépossession de tout genre .

La société vidée de ses éléments vitaux est devenue , une communauté sans vie sociale, n'étaient-ce les quelques formes traditionnelles qui ont commencé elles aussi à s'effriter sous l'impact du marché , des transformations subies par la population, de l'émigration tant intérieure qu'extérieure et des structures de classes.

Le moment est-il venu pour que nous reconnaissons que nous sommes soumis à une idéologie que nous produisons et dont nous sommes le produit ? Devons nous réaliser que ce que nous désirons c'est une union basée sur la scission et la fragmentation ? Ne faut-il pas plutôt reconnaître , que l'édification du pouvoir ne signifie plus un summum d'enthousiasme et d'éthique mais plus simplement la structure et la connaissance qui équivalent aujourd'hui l'authenticité et l'actualité ?

Les structures et la connaissances modernes sont désormais axées sur l'individu (le citoyen) et tournent autour de lui. Il est ainsi devenu l'épicentre des jeux politiques et économiques moderne , qu'ils soient reliés au développement ou à l'exploitation . Néanmoins, ce (citoyen) demeure une vérité historique qui n'a pas encore été dépassée , même par "l'intégrisme" et le "progressisme", (pas plus que par le socialisme et plus tard le modernisme). Cependant une critique profonde que nous ne pouvons ignorer a été adressée à la démocratie bourgeoise , patron et protecteur du citoyen et de la citoyenneté (4) .

Ce qu'il nous faut confirmer c'est que cette dimension (de la citoyenneté) , qui est devenue une formule internationale souffre de contradictions et d'échecs multiples. Or elle constitue aujourd'hui l'assise d'une vaste stratégie encore débattue sur le plan national, pour l'édification et la reconstruction d'un système social puissant et solidaire qui s'inscrive dans des horizons dépassant l'idée de citoyenneté et par conséquent le cadre démocratique en vigueur .

Toutes les orientations actives dans la conjoncture actuelle n'ont pas accordé à cette question de citoyenneté , l'intérêt qu'elle mérite ; à commencer par les intégristes qui refusent l'idée et lui sont souvent hostiles. Même les tendances marxistes ne l'ont pas envisagée , confiantes qu'elles étaient dans le déclin et la disparition de l'Etat capitaliste . Pour ce qui est des libéraux , ils ne voient en réalité que le marché et le sanctifient. Ajoutons à tout ce qui précède , les mouvements des Droits de l'Homme qui sur le plan international et

local et abstraction faite des fonctions politiques que quelques uns d'entre eux jouent , parlent de citoyenneté en se servant du langage des institutions internationales et ignorent toutes les critiques formulées contre l'idée, exception faite de celle qui dessert le concept de fin de l'histoire.

J'estime qu'une stratégie d'envergure sur la citoyenneté ne sera exposée que dans le cadre d'une nouvelle formulation de certaines interrogations historiques sur la totalité des institutions de la société , comprenant ces deux aspects politique et civile, et couvrant les expressions de classes, à savoir les partis, les syndicats et les nouveaux mouvements spécifiques .

Dans ce contexte, la connaissance apparaîtra à nouveau dans une relation solidaire avec le pouvoir en fonction des forces de l'équilibre social. L'optique introspective sera le point de départ vers l'extérieur , vers l'édification d'une stratégie clairvoyante d'auto-renforcement qui abandonne les conflits linguistiques pour s'intéresser à ceux de la réalité et de l'histoire . Une seule question reste , toutefois, sans réponse : Qui sont les nouveaux acteurs ?

Ce n'en est pas évident . Nous pouvons cependant avancer une réponse très simple à cette question extrêmement complexe: Les nouveaux acteurs sont ceux capables de se libérer et de libérer leur société et peut être même l'humanité entière des contraintes idéologiques et politiques . Ils ne sont pas, très probablement des professionnels de la politique . Ce sont des individus ou des groupes appartenant à n'importe quelle discipline ou profession à condition qu'ils sachent qu'édifier une société n'est pas un jeu idéologique, qu'il s'agit d'une stratégie de la connaissance et de la structure qui permette une édification réelle du pouvoir ■

(1) Sur l'Etat capitaliste moderne Polantz as souligne: " Le centralisme et la spécialisation de l'Etat capitaliste, son mode d'action hiérarchique bureaucratique et ses institutions basées sur le droit au plebiscite, comporte une atomisation et une fragmentation du corps politique en ce qui est dénommé " individus ", c'est à dire en personnes juridico-politiques et en atomes libres ! Ce genre d'Etat exige une organisation particulière du champ politique qui permette à l'Etat (centralisé, bureaucratisé etc) le libre exercice du pouvoir politique et la consécration de cette atomisation. (L'Etat représentatif) , constitue l'unité de ce corps (la nation, le peuple), déjà divisé dans sa forme en éléments essentiels réels uniformes égaux en droits : (souveraineté nationale, administration populaire). Le caractère matérialiste de l'Etat et de ses systèmes affecte le corps social fragmenté mais homogène en dépit de cette fragmentation et uni malgré l'isolement de ses éléments et leur atomisation . "

(Nicolas Polantzas : La théorie de l'Etat : Traduction Michel Kilo 1987, Dar al Tanwir, Beyrouth)

(2) Aziz Al Azma dit: " L'Etat nasseriste a été caractérisé par son détachement des systèmes nationaux précédents - ce en quoi l'Etat sadatiste l'a dépassé - en diffusant dans ses médias d'information et d'éducation un degré de culture métaphysique et en introduisant dans la culture laïque scientifique un pourcentage de contenu religieux. C'est ainsi que l'Etat égyptien , ainsi que d'autres mais à des degrés moindres, est devenu un facteur de diffusion d'une culture centrale comportant une forte proportion religieuse , sans pour autant , que cette proportion ne soit caractérisée par les concepts réformateurs et rationnels "

(Aziz Al Azma : La laïcité , dans une perspective différente 1992 p.289 . Centre d'Etudes sur l'Unité Arabe , Beyrouth)

(3) Le marché est sans doute un facteur d'individualisme ou comme on dit : " Le modèle du marché dans le modernisme est une société sans famille et sans mariage. Chaque individu y est indépendant et libre, en fonction des exigences du marché, pour desservir son existence économique . L'homme soumis aux lois du marché est le seul individu non enchaîné par des liens de partenariat , de mariage ou de famille"

(Stephan Probst : La solution du complexe de civilisation : L'optique du modernisme de Norbert Elias . Le Magazine International des Sciences Sociales (128) mai 1991)

(4) Aziz Al Azma définit les relations entre apport extérieur et éléments hérités en fonction de l'actualité et de l'histoire et non sur la base de l'origine. "Elles sont établies dans des positions diverses et n'ont pas nécessairement des liens d'opposition - dans les domaines sociaux, politiques , économiques ou de l'idéologie arabe contemporaine. Elles trouvent toutes, des débouchés dans l'actualité présente, où elles inter-agissent et s'opposent dans une unité historique structurelle globale qui constitue leur unique vérité" Il ajoute: "Ce n'est pas l'Islam qui définit les spécificités d'une institution ou d'une phase données de l'histoire. Ce sont plutôt les institutions et l'histoire qui définissent l'Islam qui en est partie intégrante ainsi que ses formes, institutions et cultures "

(Aziz Al Azma , L'authenticité et ses attributs : Etudes arabes (12) 1990)

(5) L'individu , le citoyen , fils de l'Etat bourgeois n'est pas uniquement une personne juridique ; c'est l'individu exploité dans le secteur de la production. La citoyenneté n'est rien d'autre que la formule bourgeoise qui permet de cacher la réalité de la structure contemporaine de classes (cf. Polantzas : référence précédente). Le citoyen est d'autre part un corps politique créé par les techniques modernes du pouvoir dans un cadre minutieux de contrôle et de domination . Au cours du dix-huitième siècle , sont nées du discours égalitaire des tendances humaines et des tendances politiques sans précédent . Toutefois en même temps, et plus calmement le régime raffermait son emprise dans les travaux , exerçait l'asservissement punitif

des aventuriers , renforçait le contrôle de la police sur tous les citoyens et garantissait ainsi l'existence de relations qui ne pouvaient en aucun cas être reliées de près ou de loin aux principes de liberté , de fraternité et d'égalité, alors prônés . Cependant qu'un progrès réel était réalisé dans la représentation politique et dans l'égalité ; les régimes tenaient à ce que les membres de la société soient égaux sans jouir de chances et potentialités égales ..."

(Dreyfus Rabinov : Michel Foucault un chemin philosophique : Traduction George Abi Saleh :Institut National pour le Développement . Beyrouth)

Bibliographie:

Bertrand Badt 1992

Les deux Etats : Le pouvoir et la société en Occident et dans les Etats de l'Islam: Traduction : Latif Farag , Dar al Fikr pour les Etudes, la Publication et la Distribution. Le Caire .

Fredéric Abi Qassis , Al Wagal - Kazazian (1993)

L'identité dans le miroir de la loi . L'état des gens en Egypte (La fin du dix-neuvième siècle et la moitié du vingtième).

L'Egypte et le monde arabe (1) Le Centre des Etudes et documents économiques juridiques et sociaux .

Ali Al Kenz (1990)

Autour de la crise : Maison d'édition : Bouchan.

Michel Foucault

La volonté de la connaissance : Traduction : Motawa'e Safadi, George Abi Saleh : Le Centre de développement arabe . Beyrouth

Edouard Said (1984)

L'Orientalisme : La connaissance , le pouvoir , la reconstruction : Traduction Kamal Abou Dib : Institution pour la Recherche Arabe . Beyrouth

Dr. Pablo Gonzalez Casanova*

**La théorie de la forêt contre
le néo-libéralisme et
pour l'humanité: questions pour
le développement
de l'Amérique Latine**
(Projet D' Inter-texte)**

Le mouvement des Mayas du Sud-Est du Mexique correspond à une des problématiques les plus avancées de la construction théorique et pratique d'une alternative mondiale. Il ne provient pas seulement du plus profond de l'expérience indo-américaine et latino-américaine, mais aussi d'une expérience mondiale. Les acteurs qui pensent et agissent dans le nouveau projet humaniste et universel, orienté par l'Armée zapatiste de libération nationale, sont constitués par les plus pauvres, les plus discriminés et les plus exclus de la terre. Leurs positions constituent une synthèse de croyances et des idées occidentales, de celles de la période pré-hispanique et de celles qui correspondent à une résistance qui a déjà une tradition de plus de 500 ans. Ils ont acquis une très bonne connaissance de ces dernières et ils formulent des orientations théoriques et politiques qui incluent également la pensée actuelle, à la fois l'héritage le plus vivant de la crise du marxisme-léninisme, celui de la sociale-démocratie et celui du nationalisme révolutionnaire. Leur projet principal est une démocratie universelle avec justice, liberté, pluralisme idéologique et religieux, respect de la pensée et de la dignité de tous les êtres humains, sans exclusions ni discriminations. L'élément utopique du projet se distingue des antérieurs parce qu'il propose de construire l'utopie au départ de la réalité. Il est également différent parce que la

* Directeur du Centre de Recherches Interdisciplinaires en Sciences et Humanités- Cité Universitaire- Mexico

**Original: Français

volonté n'est pas de prendre le pouvoir mais de construire le pouvoir au départ de la société civile: " Le problème ne consiste pas à conquérir le monde: seulement à le construire". Le projet de l'Armée zapatiste de libération nationale n'aspire pas à être seulement le fait des Indiens, des Mexicains ou des Latino-Américains. Il se considère viable en dernière instance, uniquement dans un cadre mondial, afin d'affronter au niveau global le néo-libéralisme mondialisé et ses politiques sociales, économiques et culturelles qui exacerbent les inégalités et les injustices et forment obstacle à la démocratie, tout en menaçant l'existence même de l'humanité. Cela s'exprime au cours de la rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néo-libéralisme (27 juillet et le 3 août 1996). La théorie de la forêt contre le néo-libéralisme et pour l'humanité est la première utopie démocratique universelle qui vient du Sud. Au sein du mouvement des Mayas, c'est l'histoire universelle du XX^e siècle qui est en gestation.

Pourquoi les Indiens mayas convoquèrent-ils une rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néo-libéralisme célébrée dans la forêt Lacandona en juillet 1996? Il s'agissait de poser des problèmes mondiaux au départ d'une perspective plus large que celle des relations entre le Nord et le Sud et de rompre les frontières du politique et de ce que l'on entend généralement par le fait révolutionnaire. Les Indiens n'invitaient pas seulement à une rencontre d'Indiens pour défendre les Indiens. Ils ne convoquèrent pas une rencontre indo-américaine ou latino-américaine. Ils ne convoquèrent pas une réunion tricontinentale pour lutter contre l'impérialisme, pas plus qu'ils n'annoncèrent une nouvelle Internationale contre le capitalisme. Pourquoi?

On peut supposer que leurs critiques du néo-libéralisme plutôt que du capitalisme possède des racines profondes, car au lieu de l'attribuer à l'oubli ou à l'ignorance de ce que signifie le capitalisme, on peut estimer au contraire qu'elle permet d'attirer l'attention sur ce que signifie le néo-libéralisme. En le faisant, cette position met l'accent sur les phénomènes politiques plus que sur les faits économiques et elle aborde l'économie comme partie intégrante de la politique. Mais elle ne conçoit pas la politique seulement comme un problème de parti, de gouvernement ou d'Etat, mais bien de rapports sociaux, de relations morales et de rapports de pouvoir au sein de la société, de la culture et de l'économie. Une telle position permet de chercher une alternative qui autrement serait impossible à trouver.

I.- La spécificité de la théorie zapatiste.

En effet, le zapatisme ne se propose pas de lutter comme parti politique aux côtés d'autres pour occuper des postes de gouvernement et il ne désire pas non plus prendre le pouvoir dans l'Etat. Il affirme la nécessité concrète d'une démocratie dans la justice et la dignité et il y ajoute la nécessité de construire cette démocratie. Ce n'est pas la conquête du pouvoir qui est proposée, mais celle de sa construction, la démocratie avec justice et dignité, c'est-à-dire l'organisation d'un pouvoir sur base d'autres rapports sociaux, d'autres relations morales et politiques. Une telle proposition rencontre deux types d'obstacles: celui d'un gouvernement et d'un Etat qui s'opposent à la construction de cette démocratie et celui des groupes économiques qui appuient ce type de gouvernement et l'Etat qui y correspond et qui bénéficient des politiques néo-libérales. Mais ces deux obstacles ne forment qu'une partie du problème: la démocratie avec justice et dignité exige de construire un pouvoir démocratique alternatif qui instaure la justice, la morale et la dignité comme politique sociale et pas seulement comme droit, dignité ou morale individuelle, même si ces derniers sont très importants et font l'objet d'une reconnaissance explicite.

La construction d'une alternative économique requiert donc aujourd'hui celle d'une morale politique, d'une éthique sociale et d'une démocratie pluraliste donnant le pouvoir au peuple et permettant à son tour de construire un autre Etat et un autre marché, au sein duquel, en respectant la dignité des individus et des collectivités, la justice puisse régner. Une telle démocratie entraîne également que la dignité ne soit pas diluée par la corruption et le crime, comme ce fut le cas dans certains régimes sociaux-démocrates, communistes ou révolutionnaires nationalistes ou qu'elle ne soit pas limitée, comme dans le cas de Cuba, ou éventuellement annihilée comme ce le fut au Chili.

Une démocratie plurielle basée sur le pouvoir du peuple ne peut se limiter aux ethnies. Elle doit les inclure sans exclure cependant des métis, des blancs, des jaunes ou des noirs. Elle doit aller au-delà des ethnies et avec elles. Une démocratie plurielle ne se limite pas aux nations, elle doit les intégrer tout en les dépassant. Elle ne se limite pas aux pays du Sud ou aux trois continents de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique Latine. Elle doit les inclure et convoquer également l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Océanie. Combiner et non exclure est la logique. La lutte contre le néo-libéralisme doit être un combat effectif de l'humanité tout entière et pas seulement des travailleurs et des peuples opprimés, même si ces derniers continuent à en être les

acteurs principaux du Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest. Tout ce qui précède est contenu dans les messages et dans l'action de l'Armée zapatiste, compris dans les documents de la réunion intergalactique comme ils s'appelèrent avec un certain sens de l'ironie comme de la globalité.

La Théorie de la forêt Lacandona contre le néo-libéralisme et pour l'humanité est porteuse de l'esprit et du style des nouvelles formes de pensée, de sentir et d'agir. Elle est quelque peu constructiviste et à la fois post-moderne. Elle n'est pas utopique à l'ancienne. Elle construit l'utopie au départ du réel. Elle ne rappelle pas l'ère de l'utopie, ni la désire, ni ne s'oriente dans cette direction, même si elle utilise l'image du bateau et qu'elle se construit dans la forêt. Elle n'est pas millénariste ni fondamentaliste. Ses partisans déclarent qu'ils ne savent pas où va l'histoire des hommes et des femmes et ils confessent qu'ils ne disposent pas d'une stratégie adéquate (ou non-adéquate) pour que les êtres humains vivent en liberté, sans oppression ni exclusion. Cela ne correspond pas non plus à une vision à la Don Quichote ou à la Robin des Bois, car elle combine l'aventure et l'épisode héroïque et justicier avec l'organisation des paysans qui la dirigent, la construisent, la mettent à l'épreuve, l'amplifient au cours des années et qu'ils la corrigent eux-mêmes en découvrant successivement ce qui est nécessaire et ce qui est possible.

Plusieurs d'entre eux sont des intellectuels ou ils sont aidés par des intellectuels qui se sont joints à eux. La Théorie de la forêt n'est pas pré-moderne, sa magie est le spectacle mobilisateur. Son idolâtrie de la nature est seulement un complément de cette culture universelle, critique et technique, avec laquelle ils apprennent également à maîtriser les éléments. Elle exprime un post-modernisme radical, comme dirait Anthony Giddens. Elle se manifeste avec la raison et avec les sentiments, par un style qui oscille entre discours et narrations, entre récits et dialogues. Dans sa rhétorique on trouve la persuasion, dans sa sémiotique la séduction.

Elle garde des cultures des souvenirs ineffaçables. De l'universel elle conserve l'héritage du Christ, du dernier Concile et de la théologie de la libération. Elle n'a pas oublié Marx ni ses successeurs. Elle évoque Kant, même sans le vouloir, quand elle s'affirme vivre une nouvelle ère post-moderne dépassant l'eurocentrisme humaniste qui a tristement échoué. Les héros de l'Occident sont ses héros, au même titre que ceux du Popol-Vuh et des luttes paysannes et révolutionnaires plus récentes qu'elle reformule et assume. Loin des opposer à la cosmovision des Mayas ou à celle de l'Occident, elle les

combine et les dépasse en leur apportant du neuf.

Il y a une chose curieuse qu'il faut signaler: au lieu d'être une théorie sur quelque chose, elle est une théorie à la fois contre et pour quelque chose. Au lieu d'être une théorie systématique et d'en porter le nom, elle est un mouvement social diagonal. "Quand nous sommes ensembles, dit un de ses dirigeants, nous sommes une assemblée; quand nous nous séparons, nous sommes un réseau". De l'assemblée intergalactique dans la montagne, ils passent donc au réseau des réseaux.. C'est ce dernier qui continuera de penser, de sentir, d'exprimer et de construire les explications et les généralisations d'une nouvelle forme de pensée-action que nous appelons une théorie avec une certaine surprise et admiration et avec le risque qu'ils nous considèrent comme des intrus, abusant de l'interprétation, même si nous nous efforçons de respecter les règles les plus strictes de l'herméneutique et de l'inter-texte.

II.-Le néo-libéralisme en tant que quatrième guerre mondiale

Dans cette théorie en voie d'élaboration, le néo-libéralisme apparaît comme la quatrième guerre mondiale. Il correspond à un nouveau conflit qui fait ses principales victimes parmi les pauvres au monde et qui menace toute l'humanité. Cette dernière, au lieu de se plaindre et de se limiter seulement à annoncer des tragédies, initie une nouvelle lutte à long terme, héroïque mais qui dans ses heures de repos n'hésite pas à jouir de la joie de vivre. Elle s'exprime avec ingéniosité dans une nouvelle chanson de geste.

La première guerre mondiale a été gagnée par les Etats-Unis et ses monopoles et centres financiers. La deuxième fut gagnée également par les Etats-Unis, mais cette fois par son complexe militaro-industriel. La troisième guerre mondiale, connue comme la guerre froide, a été également gagnée par le complexe militaro-industriel des Etats-Unis associés à l'Europe et au Japon. La puissance américaine exerce à présent sur ces deux derniers un pouvoir précaire qui pourrait résurgir dans la quatrième guerre mondiale, celle contre les pauvres du monde, contre les classes moyennes appauvries et contre les ouvriers jetables du Nord et du Sud, mais aussi contre les entrepreneurs et les gouvernements qui ne se soumettent pas aux dictats de la politique hégémonique modernisatrice (et interventionniste).

Considérer que le néo-libéralisme comme lutte correspond à la quatrième guerre mondiale permet de l'envisager comme une période historique. S'y alternent des moments de guerres de basse intensité et des actions rapides. Les premières utilisent la répression et la

corruption pour obtenir ses victoires. On élimine un homme, une femme, un enfant, de quatre manières: on les tue, on les jette en prison, on les expulse ou on les achète. Aux enterrements, aux incarcérations et aux expulsions s'ajoute la peur. Mais la guerre de basse intensité tue, jette en prison, expulse et achète aussi des dignités (des consciences), choisissant ses actions avec un remarquable sens pratique, selon ce qui lui convient.

Du populisme, de la sociale-démocratie, de la civilisation de la consommation et de ses formes de répression et de cooptation collective, le néo-libéralisme passe, avec la guerre de basse intensité, à des répressions et de cooptations spécifiques, qui parfois se limitent à des petits groupes clés ou à des individus qui se vendent à partir de ce qu'ils estiment être une option rationnelle qu'ils calculent en fonction des coûts-bénéfices. D'autres meurent dans la lutte ou en prison; d'autres encore émigrent annuellement ou pour toute la vie, à l'intérieur de leur propre pays ou loin de chez eux vers des pays riches où ils cherchent des travaux (pénibles et discriminés) qu'ils préfèrent à la misère de chez eux où ils vivent comme des morts-vivants ou des exclus.

Les complexes politico-financiers et militaro-industriels gagnent la guerre et diffusent une solidarité de basse intensité, tandis que le monde devient chaque jour plus inégal, injuste, auto-destructeur et comme sans issue. C'est à ce moment que la Théorie de la forêt se manifeste.. Rien n'est certain. Aucune preuve scientifique ou pseudo-scientifique n'appuie le conformisme ou ne renforce la peur. Il y a des hommes, des femmes, des enfants qui n'ont plus peur et expriment à ce point l'espérance qu'ils semblent disqualifier par leurs valeurs et leur foi toute extrapolation scientifique du néo-libéralisme sans alternative ou plutôt d'une humanité sans alternative.

III.- Un réseau des réseaux

Dans ce sens, la forêt n'est pas une théorie avec des explications élaborées et des généralisations du probable. En tant que théorie de réseaux d'êtres humains qui pensent, luttent et aiment, elle peut seulement aboutir à des conclusions qui lui permettent, face à son incertitude, d'affronter d'autres incertitudes, celles du complexe militaro-industriel, des entreprises transnationales et des mafias associés, des secteurs financiers, politiques, économiques et militaires, ou encore les narco-trafiquants avec leurs techniques et leurs spécialistes bien payés, tous bien intégrés dans l'establishment. Mais les réseaux d'insurrection apprennent, s'adaptent et sont capables de changer le contexte. Il est donc possible que surgisse un

réseau des réseaux de l'humanité. La Théorie de la forêt est modeste. Elle se contente de proposer que croisse le réseau des réseaux informés, pensant et agissant et que de là sorte une théorie plus précise et plus efficace.

Nous avons tous les possibilités de nous informer, de penser et d'agir " dans le réseau intercontinental de communications alternatives qui cherche à construire les canaux pour que la parole-action (3) chemine dans toutes les voies possibles". Ce réseau n'a pas de direction ni d'organe de décision centralisé et il n'a aucun mandat pas plus que de hiérarchie." Le réseau, nous le sommes tous qui parlons et écoutons....de n'importe quel lieu et de quelque continent que ce soit...pour construire un monde fait de nombreux mondes". Une partie de ce monde " se trouve dans les montagnes du Sud-Est mexicain...où il s'est aménagé un espace, où il a conquis son droit de devenir possible et où il leva la bannière de la nécessité d'être...." (Armée zapatiste de libération nationale, lors de la rencontre intercontinentale, le 3 août 1996)

Il y eut des gens déçus des paroles de l'Armée zapatiste et du peu qu'elle proposa en matière de plan et d'organisation. Cette rencontre, au sein de la réalité, n'a pas commencé avec un discours et ne s'est pas terminée par un manifeste. Aux questions finales que proposa l'Armée zapatiste, elle-même répondit avec quelques métaphores autour des thèmes de l'égalité ou du réseau, dont seules celles du réseau semblaient contenir des potentialités pratiques. Qu'est-ce qui va suivre? se demanda l'Armée zapatiste et elle y répondit avec un plus grand nombre encore de questions: une nouvelle internationale? Un nouveau schéma? Un programme pour la révolution mondiale? Une théorie de l'utopie? Un organigramme avec un partage des responsabilités? La réponse était une invitation à continuer la communication possible et nécessaire, le dialogue, le réseau de voix qui s'expriment et qui savent écouter; à organiser une résistance mondiale, universelle, pluraliste, incluyente, tolérante, pour une paix juste et digne, pour une vie dans la dignité, pour un travail digne pour tous; avec une communication-action alternative pour l'humanité avec démocratie, liberté, justice.

En termes réalistes, l'idée du réseau d'acteurs met l'accent sur l'espérance, la résistance, la dignité comme formes de communication et d'action qui s'universalisent à partir de l'expérience, entre autres, des Indiens mayas et avec l'idée que de nombreux acteurs supplémentaires, chacun selon ses modalités, en fassent la promotion dans leurs mondes à eux.

De fait, l'élaboration théorique se réalise sous des formes diverses et simultanées sur lesquelles la pensée des dirigeants zapatistes garde le silence afin de pouvoir écouter d'autres voix, ou bien elle s'exprime avec des messages sans signes ou sous des formes de pensée linéaires et non linéaires.

IV.- La Rencontre internationale

La Rencontre internationale fut inaugurée à Aguascaliente de Oventic, le samedi 27 juillet et se termina à La Realidad, huit jours après, le samedi 3 août. Durant cette période des tables-rondes et des groupes de discussions furent organisés dans les cinq Aguascalientes: celle de La Realidad (municipe de Las Margaritas); celle de Roberto Barrios (Palenque); celle de Morelia (municipe de Altamirano); celle d'Oventic (municipe de San Andrés) et celle de Garrucha (Ocosingo). Les Aguascalientes sont une sorte de bastions culturels. Le premier d'entre-eux fut détruit par l'armée. Les zapatistes en ont construit ensuite cinq autres.

Les thèmes traités furent les suivants: 1) Quelle est la politique existante et quelle est la politique dont nous avons besoin? 2) La politique économique : histoire d'horreurs; 3) Toutes les cultures pour tous: les masse-médias et des graffitis au cyberspace; 4) De quelle société civile s'agit-il?, avec en sous-thèmes les exclusions, les aliénations, les discriminations, les pathologies et les organisations, les auto-gestions, les autonomies, les droits humains; 5) "Dans ce monde il y a de nombreux mondes", avec comme sous-thèmes les nouvelles et les anciennes identités; les murailles et les frontières, les migrations et les exils, la barbarie, le génocide, l'ethnocide, la guerre civile, la résistance et la solidarité; du local au global et la création d'un réseau de lutte dans le monde au sein duquel culmineraient les luttes communautaires, pour l'autonomie, la libération nationale et l'union entre les peuples.

A la fin de chaque table-ronde se tenait un panel présentant les problèmes et les possibilités de politiques alternatives et innovatrices, locales et universelles. Le texte de la convocation combinait constamment les suggestions de réflexions avec des expressions ironiques. Il abordait ainsi quelques problèmes majeurs: la raison et les peurs, la raison et les illusions, la raison et la volonté. Cela se concrétisait dans une série de questions: 1) La véritable démocratie est-ce une liberté électorale? de marché? ou de prise de décision? 2) La politique économique au service des peuples et non le contraire; 3) La mondialisation de la culture.....toutes les cultures pour tous; 4) Les cultures qui ne pensent pas mourir même si on les tue. Dans

l'annonce des différents panels il y avait toujours pas mal d'humour, sauf cependant dans celui sur les Nouvelles formes d'organisation et de résistance civile.

Le programme correspondait à une systématisation des connaissances au plus haut niveau. Son architecture comprenait des exposés théoriques allant du politique au monde que nous voulons en passant par les analyses économiques, celles des médias, des organisations et des médiations. L'élaboration systématique se réalisa avec beaucoup de sérieux, mais les organisateurs invitèrent les participants de manière discrète à ne pas se prendre trop au sérieux. La rencontre se termina par l'annonce d'un panel spécial sur les propositions et les expériences locales qui pourraient avoir un intérêt universel. Les participants voyaient dans le programme une invitation à penser et à agir. Nombreux d'entre eux enrichirent les énoncés. Ils les développèrent et le discutèrent comme étant les leur propres.

Lors de l'inauguration de la rencontre à Oventic les zapatistes se présentèrent : "Nous sommes, dirent-ils, l'Armée zapatiste de libération nationale et pendant dix ans nous avons vécu dans cette montagne". Ils expliquèrent leurs luttes, leurs peines; racontèrent l'histoire de leur vie depuis le temps où ils étaient considérés comme des pierres ou des animaux, ils parlèrent du moment où ils décidèrent de former une armée et de celui où ils apprirent "à prendre les armes et à affronter ceux qui veulent aujourd'hui encore répéter leur brutale conquête..." Ils se présentèrent en disant: "C'est ainsi que nous sommes," comme s'ils affirmaient : maintenant vous direz votre vérité et nous découvrirons certes que nous sommes différents, mais en même temps les mêmes, hommes et femmes oubliés de l'histoire.

Ils remplacèrent ces paroles de présentation dans leur contexte en recevant à San Andrés Sacamachen de los Pobres, au Chiapas mexicain, ceux qui n'existent ni pour le pouvoir ni pour les comptes du grand capital, sauf à se rebeller, ceux qui oublient leur nom pour pouvoir être nommés à nouveau, ceux qui gardent leur passé pour obtenir un lendemain et ceux qui se couvrent le visage pour conquérir une identité.

Dans les tables-rondes furent mélangés les Européens, les Nord-américains, les Latino-américains, les Japonais et quelques Orientaux et Africains. Au cours des exposés et des dialogues, les participants firent le lien entre le néo-libéralisme comme discours idéologique et comme restructuration mondiale du capital. On a peu cité Marx et ses successeurs et dans ce sens quelque chose de nouveau s'est produit. Marx faisait partie de la culture de ceux qui s'

en rappelaient dans la construction de leurs catégories, mais sans qu'il y ait l'affirmation de l'idéologie marxiste, ni se référer sans cesse à ceux qui la définissent. Certains observèrent que "le zapatisme est un style d'action". Ils signalèrent que son objectif n'était pas la conquête du pouvoir, mais bien la construction progressive d'une société coopérative et solidaire. Dans ce sens, ajoutèrent-ils, le zapatisme questionne la pratique de l'ancienne gauche sectaire, élitiste et bureaucratisée et également certaines expressions sociales-démocrates qui ne sont en fin de compte qu'une des variantes du néo-libéralisme. Le pouvoir qu'ils vont construire et exercer sera autre et il exigera de nouvelles pratiques, un exercice renouvelé du pouvoir.

Le zapatisme a montré sa capacité d'apprentissage: il sut approfondir sa manière d'enseigner et d'apprendre. Il apparut comme la création d'une nouvelle culture et comme la restructuration et la réinsertion des idéologies. Ses positions peuvent être reformulées dans toutes les cultures, la nécessité de commander en obéissant et celle de créer un monde fait de nombreux mondes<; les zapatistes concrétisèrent leur invitation à une nouvelle forme d'agir politique, non seulement en s'adaptant aux diverses cultures et croyances, mais en tenant compte aussi des expériences de chacun, non seulement en s'adaptant, mais également en cherchant continuellement à apprendre.

Certains participants considèrent qu'il aurait été nécessaire de mieux expliquer ce que signifie le commander en obéissant ou les principes politico-moraux tels que servir et non se servir, représenter et non supplanter, construire et non pas détruire, proposer et non imposer, convaincre et non vaincre (évocation de Miguel de Unamuno). Ils demandèrent de clarifier le concept et le processus du transfert de pouvoir à la société. Ils sollicitèrent aussi une analyse de l'organisation de l'exercice du pouvoir à l'intérieur de la société sur la base d'une pratique de "commander en obéissant". Ils mirent l'accent sur la nécessité d'une éducation dans l'autonomie et la liberté; avec la capacité de "résistance idéologique" et une ouverture aux formes de savoir polycentrisme. L'idéologie aurait comme référence la culture et l'éducation, l'apprentissage-action comme principal moteur." La démocratie, fut-il dit, inclut la capacité de produire la connaissance".

A la réappropriation du langage commun et des moyens de communications on ajouta la perspective originale des luttes qui ne passent pas par l'Etat et qui essaient d'établir une articulation mondiale, phénomène qui semble aller au-delà des propositions antérieures sur la création de forces transnationales alternatives.

Au cours de la réunion elle-même on décida (la philosophie zapatiste) de ne pas donner au mouvement une qualification idéologique. En plus, on proposa d'impulser un mouvement de résistance international pluriculturel, au sein duquel chacun accepterait de regarder l'autre et tout en luttant pour son propre monde, de respecter aussi les différences respectives. Furent aussi abordés des objectifs de la lutte, les politiques alternatives, les actions à réaliser à propos de la dette extérieure, l'écologie, la santé, l'aducation, l'alimentation, l'habitat, le racisme, l'ethnocide, les escadrons de la mort, les guerres internes, l'auto-détermination, l'autonomie, le droit à l'asile social. Des thèmes tels que l'impérialisme, les classes sociales, le capitalisme, avec, il est vrai, peu de véritables idées nouvelles ni de propositions pratiques très élaborées, firent aussi partie des débats.

Dans les cinq Aguascalientes, l'avalanche humaine des participants extérieurs, qui fit irruption dans la vie quotidienne des peuples mayas, entendit de ses propres oreilles, l'"annonce de la nouvelle histoire que nous sommes en train de vivre..." Parmi les idées d'actions, la plus riche fut peut-être celle de créer un "réseau international contre le néo-libéralisme et pour la défense de l'humanité", projet auquel s'ajoutèrent d'autres plus pratiques sur l'usage des réseaux électroniques et sur leur organisation au sein des communautés et entre communautés. Il s'agit en effet, de remédier aux séparations, aux divisions internes au sein de chaque peuple tout comme entre les peuples et de poser les bases d'unions non seulement continentales, mais également mondiales, non seulement entre ethnies, mais aussi entre nations. La philosophie universaliste qui est à la base de l'ensemble de ces propositions et qui cependant injecte dans le mouvement intercontinental un mode de pensée maya, s'inspire d'un dicton indien: "les différences entre un Tzeltal et un Tojolobal ne sont pas de l'ordre de l'exclusion et elles ne permettent pas de qualifier comme supérieurs ou inférieurs les uns plutôt que les autres. Il y a entre eux une identité dans la différence".

Plusieurs commandants participèrent aux tables-rondes et aux groupes de travail des cinq Aguascalientes: Zebedeo, Magdalena, Salvador, Elisabeth, Carlos, Emiliano, Ismaël, Yesenia, Eliseo, Alejandro, Hernan, Daniela, Dionosio, Simon et bien d'autres parmi lesquels également les sous-commandants Marcos, Tacho et David. Leur arrivée était annoncée par une sorte de joie ambiante et de bruits de voix qui faisaient tourner la tête à ceux qui espéraient les voir.

Dans l'Aguascalientes de la Realidad on improvisa une table-ronde d'intellectuels chaque matin et chaque soir. A celles-ci participèrent

des intellectuels et des commandants. "Nous avons plus de questions que de réponses" dirent les commandants et ils écoutèrent avec attention les intellectuels, parmi lesquels se trouvaient certains intellectuels organiques des guerillas d'il y a vingt ou trente ans et des professeurs des grandes universités du monde, comme Alain Touraine, qui publia peu après un très bel essai sur la rencontre intitulé : " Marcos, le démocrate en armes'.

Le message concret et donné de vive voix par les zapatistes mit l'accent sur la liberté, la justice et la démocratie à partir d'une réalité qui nous agresse et dans laquelle sont immergés ceux qui y vivent et également ceux qui, les ayant visités et observés de près, partagèrent avec eux, pour un temps limité il est vrai, les conséquences "d'une guerre mondiale, la plus brutale, la plus complète, la plus universelle, la plus efficace" à la fois pour l'usage des armes et des armées et parce qu'elle réduit les êtres humains en marchandises. Ces derniers cessent alors d'être des êtres humains et ils occupent leur place dans le gigantesque marché des dignités, qui opprime et exclut la majorité d'entre eux. La Realidad à Chiapas est une preuve concrète de ce qui se dit pas seulement avec des mots, mais de ce qui s'écoute et se voit, une réalité avec laquelle on se met en communication dans un système sémiotique.

V.- L' intertextualité

En effet, le discours de la forêt ne s'exprima pas seulement par des paroles et des concepts bien articulés entre eux, mais par de nombreux signes supplémentaires qui servirent de moyen de communication. Ils correspondaient à la sémiotique des huttes de paille que les participants contemplaient alors qu'ils sentaient leurs bottes pénétrer dans la boue et qu'ils déplaçaient avec peine leurs jambes entre deux glissades; ils pénétraient les esprits lorsque les invités respiraient l'air déjà frisquet de la nuit, couchés sur les nattes de plastique qui les séparaient à peine du sol humide ou quand ils vivaient tout le relatif de ne pas avoir d'eau, ni d'électricité, ni de toilettes ou la petite morsure de faim qui heureusement n'était que passagère, ou les dérangements des tiques qui se fixaient dans la chair ou l'infection qui se déclarait dans un oeil pendant que l'on écoutait les chansons et la joie de ceux qui résistent et luttent pour l'humanité. Les discours, la narration et la théorie s'exprimèrent également sous des formes émotionnelles, faisant partie d'une atmosphère bien distincte de celles des meetings ou de la chaire universitaire, de la salle de lecture ou de vidéo. Le contexte permit de fixer l'attention.

Avant ou après cette rencontre intergalactique et même pendant, l'Armée zapatiste continuait à penser et à agir. Elle menait un processus de négociations avec le gouvernement dont on parla peu durant la rencontre. Au cours de ces confrontations, tout comme dans les autres aspects de la lutte, la Théorie de la forêt utilisait les formes rationnelles habituelles, légales, institutionnelles de type pratique, politico-juridique et de niveau universitaire et s'exprimant par des polémiques qui relevaient une capacité d'usage de la culture dominante, supérieure et occidentale, dans laquelle les dirigeants du mouvement et même leurs assesseurs sont passés maîtres.

Dans les négociations, comme dans d'autres beaucoup d'activités, les zapatistes utilisent un discours et une forme de débat et de dialogue qui se distingue peu de ce que l'Occident considère comme des expressions du rationnel, de l'objectif et du politique. Ils se limitent alors à utiliser les genres littéraires habituels, même si parfois ils réclament l'explication d'un argument qu'ils ne comprennent pas bien ou dont ils désirent obtenir le sens véritable. Leur maîtrise de la culture dominante est très réelle, même s'ils s'excusent parfois de leur manque de connaissance et si certains affirment qu'ils ne comprennent qu'une partie de l'espagnol, un espagnol simple. La principale différence consiste dans le fait qu'ils utilisent la culture dominante d'une autre manière, avec un langage et des paroles qui se rapprochent plus des faits et une conduite pratique qui rejoint mieux la pensée. Ils ont la culture des gens trompés et ils se rebellent contre tout parler trompeur.

L'autre rationalité du discours des négociations et des rencontres avec le gouvernement apparût surtout dans le fait que parmi les participants il y avait douze à quinze hommes masqués, qui recouvraient leur visage avec des passe-montagnes ou de foulards et que l'on parvenait à comprendre non seulement par ce qu'ils disaient, mais aussi par le ton de leur voix, le brillant de leurs yeux, le rictus de leurs lèvres et les mouvements des mains. Par ailleurs, le bruit de la pluie tropicale sur le toit de zinc de la cabane donnait aux dialogues et aux discours quelques rares connotations particulières. L'oscillation entre la mort et la vie leur en donnait d'autres, non moins expressives.

Peu avant la réunion, l'Armée zapatiste s'était exprimée sur les peuples indiens et leur autonomie. Les principes exprimés pourraient prendre une dimension exceptionnelle si leur réalisation était accompagnée d'une réforme démocratique du système politique mexicain, ce qui permettrait d'ouvrir de nouveaux espaces de luttes légales et politiques pour une solution globale des problèmes sociaux

et culturels. La construction de tels espaces politiques pourrait aussi diminuer le recours aux luttes violentes. C'est pour cela que ce n'est pas une construction facile.

Les zapatistes présentèrent à la table ronde sur Justice et démocratie, un document sur la réforme du système politique et de l'Etat. La rencontre se termina sans aucun accord à ce sujet. La lutte se poursuit donc parmi les inconnues de l'avenir qu'il est difficile de résoudre sinon progressivement au sein de l'action elle-même. Il en est ainsi de la nouvelle lutte pour la démocratie avec justice et dignité, afin que ces trois mots signifient réellement quelque chose et qu'ils aient un rapport, aussi bien avec la réalité et qu'avec la Realidad. La recherche de la rationalité ou du discours-parole-réalité est celle d'une autre rationalité, non moins obsessive. Sa rencontre et sa construction correspondent à un dialogue qui fera le tour du monde et qui s'établira entre de très nombreux mondes.

VI.- Les leçons de la rencontre

La rencontre appelée de manière ambitieuse et ironique intergalactique a posé plusieurs problèmes aux sciences sociales qui se veulent proches des pauvres de la terre et de l'humanité. On peut en relever plusieurs éléments. Tout d'abord, il n'y eut pas de conclusions et les textes manifestent même des exagérations, par exemple quand il est dit: "l'unique conclusion est qu'aujourd'hui tous nous savons que nous ne savons rien". En fait, une telle déclaration veut mettre en valeur ce que cette rencontre eut d'encourageant: la résistance continue, mais sans dogmes et elle débouche sur de nouvelles questions.

Il y a cependant un aveu principal: "l'incapacité absolue d'imaginer comment sont les êtres humains dans d'autres galaxies". Une telle déclaration est réaliste dans son humour et elle semble indiquer que la conclusion antérieure, celle du point 1' est probablement le produit d'une modestie excessive. Il y a une autre affirmation centrale: commencer la construction de l'utopie à partir du réel, dans la communauté du municipe de Las Margaritas à Chiapas. Enfin, il y a un apport fondamental: le mélange des manières de penser, d'écrire, de parler et d'agir en politique. En voici quelques exemples: tout d'abord l'amalgame des genres: la construction du spectacle et sa métamorphose en réalité, qui sont une nouvelle manière et de faire du spectacle et de faire de la politique. Ensuite, alors que tous espéraient un discours idéologique et révolutionnaire de bienvenue, le sous-commandant Marcos commença à lire des contes. Le premier discours officiel révolutionnaire de La Realidad se présenta donc sous

la forme d'un récit. Il est vrai qu'il était utilisé pour illustrer le discours comme dans les paraboles antiques. Mais il avait également d'autres fonctions: il invitait à penser, à sortir du style déclaratif, à abandonner l'excitation.

Voici quelques extraits de cette nouvelle science politique. L'enfant qui n'a pas peur des avions; le vieillard qui demande de voir entre le doigt et les étoiles; l'insecte qui peut devenir un chevalier errant; les peignes, les pantoufles et les brosses à dents qui ne se sont pas encore révoltés; les bourses vides, la musique, le plaisir et la conscience de l'autre, comme bannières de l'humanité contre le néo-libéralisme et les bourses de valeurs; la promenade du chevalier errant qui va sans objectif fixe et dont le point d'arrivée s'éloigne au fur et à mesure qu'il essaie de s'en approcher en montant une tortue, le tout sans qu'il ne perde l'espérance; la danse sous la lune et la joie qui surgit au coucher du soleil; le "ne m'oubliez-pas" de ceux qui sont morts en rêvant: les zapatistes tombés au combat sous les balles d'un soldat du gouvernement, du puissant qui sert un autre puissant, qui lui-même sert un autre puissant et enfin, le récit que ne raconte pas le narrateur qui déjà s'en va, mais bien ceux qui l'écoutent et qui doivent à leur tour le raconter. C'est ainsi que se termina l'ensemble des sept contes annoncés dans le titre: l'exposé à sept voix.

Enfin, la parole et les discours exprimaient les pensées et les sentiments du narrateur. Ils mélangaient la réflexion avec la narration et provoquaient des réactions rationnelles et sentimentales à la fois, qui ne permettaient pas à ceux qui les écoutaient d'être les mêmes après qu'avant, même si ces transformations étaient parfois passagères. L'ensemble se fondait sur une exhortation de base: il faut toujours combiner le général avec le particulier, la raison avec l'existential.

Les principales thèses qui résultent de cette rencontre furent les suivantes:

1.-Le néo-libéralisme, plus qu'une théorie et une politique économique ou une position contre l'Etat social constitue la quatrième guerre mondiale. Il est une entreprise belliqueuse contre tous les êtres humains qui ne sont pas utiles au marché et en faveur de la maximalisation des ressources. Il est une guerre pour l'appropriation des ressources énergétiques et naturelles des autres, au nom de la sécurité nationale des plus forts.

2.-La guerre de basse intensité est seulement un des scénarios stratégique et tactique de la grande guerre contre l'humanité.

- 3.- La guerre de basse intensité non seulement cherche à tuer mais aussi à acheter, de manière sélective et occasionnellement de manière massive. Elle combine les ressources d'un Etat faible et d'une économie néo-libéralisée.
- 4.- On ne sait pas très bien comment lutter contre une guerre de basse intensité pour la gagner et moins encore contre la guerre néo-libérale ou la quatrième guerre mondiale. Il faut donc essayer de le savoir beaucoup mieux dans l'avenir.
- 5.- Le problème n'est pas de lutter pour conquérir le pouvoir dans l'Etat, mais pour le construire au départ de la société civile, afin que cette dernière soit démocratique, pluraliste, participative, libre, juste, digne et s'établisse d'une manière toujours plus précise un Etat pluriethnique, plurinational, démocratique et juste.
- 6.- Pour résoudre les problèmes de l'humanité, il est nécessaire de voir et d'exprimer les difficultés immédiates, éloignées ou à moyen terme. Il s'agit alors d'agir en fonction de ces trois perspectives, sans s'arrêter seulement à l'une d'entre elles.
- 7.- Pour gagner la guerre, il est nécessaire d'amplifier les espaces de la lutte démocratique afin de résoudre, à la campagne comme dans les villes, les divers problèmes de la justice et des droits individuels et sociaux de tous les peuples, indiens et non indiens. Il s'agit d'une "gestion politique de la crise" comme le disait Samir Amin.
- 8.- Pour vaincre dans la quatrième guerre mondiale; il est nécessaire d'affronter sans crainte les dangers de la dialectique et du dialogue, de la lutte et de la négociation, du conflit et du consensus. Dans tous les cas, courage physique et courage civique, courage psychologique et surtout courage moral, doivent exister conjointement.
- 9.- A ce dialogue et dans les discussions qui en résultent, doivent participer les hommes, les femmes, les enfants de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, les riches et les pauvres, les ethnies dominantes et dominées, les croyants et les non-croyants.
- 10.- Il ne s'agit pas seulement d'une lutte des peuples indiens du Chiapas, ni exclusivement de celle des ethnies du Mexique ni de la nation mexicaine. Il faut que ce combat d'un monde composé de nombreux mondes soit mené dans d'innombrables endroits sur base d'un projet et interaction et d'un inter-texte de démocratie non exclusive et participative. Il doit se mener dans le pluralisme ethnique, religieux et politique, être aussi capable de résoudre les problèmes de la production et de la consommation des biens et des services et enfin de respecter la dignité du plus petit des êtres humains.

La rencontre se termina par un appel aux jeunes des Etats-Unis et du Canada, de l'Europe, du Japon, de la Chine, de la Russie et du monde entier, non pas pour qu'ils s'intègrent à l'Etat tel qu'il existe, ni pour le conquérir, mais bien pour construire au départ de la société civile un nouvel Etat démocratique. A cet effet, l'objectif est de constituer un mouvement général contre le néo-libéralisme qui aujourd'hui domine toutes les dimensions du réel: régionale, nationale et mondiale.

La Théorie de la forêt contre le néo-libéralisme et pour l'humanité est la première utopie démocratique universelle qui vient du Sud et d'en bas (c'est la nouvelle proposition universaliste de la post-modernité). Comme théorie, elle inclut la possibilité d'une transformation contraire à celle de Kafka, dans laquelle les insectes non seulement peuvent se convertir en êtres humains, mais aussi en héros. En tant que science politique, elle envisage les problèmes du bien-être minimum que cette dernière n'a pas souvent l'habitude de prendre en considération et c'est pour cela qu'elle inclut les brosses à dents et les peignes, pour ne pas parler des pantoufles, ce qui serait déjà trop luxueux. "La politique, déclare le sous-commandant Marcos, n'est pas seulement l'art du possible, mais l'art d'exiger le nécessaire de celui qui veut te tuer ou, pourrait-il ajouter, te réduire au silence" ■

- 1) Texte de l'exposé au Séminaire international sur l'Avenir du Développement organisé à l'occasion du XX^e anniversaire du Centre Tricontinental, septembre 1996
- 2) L'usage de ce terme est celui de Julia Kristeva lorsqu'elle dit que "tout texte correspond à l'absorption et la transformation d'autres textes".
- 3) Dans l'original on mentionne seulement la parole. Pour lire et comprendre le texte nous estimons nécessaire d'ajouter de manière explicite l'idée de l'action. L'expression parole-action correspond avec une plus grande exactitude à ce qui veut s'exprimer. Plus tard, les documents parleront de "voix qui non seulement parlent, mais également luttent".

Bibliographie

- Documents de la Rencontre intercontinentale pour l'Humanité et contre le Neo-libéralisme, Aguascalientes de Chiapas, Mexico, du 27 juillet au 3 août 1996
- 1.- Primera Declaracion de la Realidad contra el neo-liberalismo y por la humanidad. Comité clandestino Revolucionario Indígena, Comandancia General del Ejército Zapatista de Liberación Nacional, Subcomandante Marcos, Mexico, janvier 1996
 - 2.- Palabras de Copmandancia General des EZLN en el acto de inicio del Primer Encuentro Intercontinental por la Humanidad copntra el Neoliberalismo

- 3.-Subcomandante Marcos, Ponencia a "voce" La politicas y las bolsas (las nuestras y las de ellos), ponencia presentad en la Mesa I que se nombro " De peines, Cepillos de Dientes, Pantuflas y otros conceptos de una Nueva Ciencia Politica".
- 4.-Sintesis de conclusiones de la Mesa I : "Qué politica tenemos y qué politica necesitamos?)
- 5.-Sintesis de conclusiones de la Mesa 2: La cuestion economica historias de terror
- 6.-Sintesis de conclusiones de la Mesa 3: Todas las culturas para todas, Y los medios? De la pintas al ciberespacio
- 7.-Sintesis de conclusiones de la Mesa 4: Qué sociedad que es no es civil?
- 8.-Sintesis de conclusiones de la Mesa 5 : En este mundo caben muchos mundos.
- 9.-Palabras del Ejercito Zapatista de Liberacion Nacional en el acto de clausura del Primer Encuentro Intercontinental por la Humanidad y contra el Néoliberalismo.

Dr Anne Sofie Roald*

Recherche sur les Musulmans

Recherches sociales, identité et étude des musulmans en Europe: avec une référence spéciale aux islamistes ---arabophones**

Introduction

La recherche sur les musulmans en général et sur les musulmanes en particulier les perçoit en tant que groupe homogène. Bien que l'on reconnaisse que les musulmans de différents pays reflètent des comportements divers, la compréhension de cette hétérogénéité ne s'étend pas aux diverses communautés d'émigrés musulmans dans un pays de l'Europe de l'Ouest. En outre, les chercheurs du domaine social qui, en général, ne généralisent pas les phénomènes sociaux, n'exercent pas eux-mêmes prudence lorsqu'il s'agit d'une recherche sur les musulmans. L'étude des musulmanes émigrées suscite un fort intérêt, mais la plupart de ces études, qu'il s'agisse de recherche universitaire ou pour thèse de doctorat- traite des musulmans en tant qu'entité unique. Malgré un certain effort pour distinguer entre les différentes nationalités de musulmans, beaucoup moins d'importance a été attachée aux classes sociales et aux milieux culturels au sein du même pays. Par ailleurs, le lien de la musulmane avec l'Islam a été quelque peu ignoré. L'accent que la musulmane met sur son identité de musulmane ne se situe pas toujours dans le cadre de notre définition "d'attitudes religieuses" ou de "sentiments religieux". Vivre en dehors de sa patrie et se sentir étranger dans un contexte culturel étranger peuvent motiver un grand nombre de musulmans à se différencier d'abord comme musulman, alors que dans d'autres contextes,

* Histoire des Religions Département de Théologie Université de Lund, Suède

**Original : Anglais. Traduit par Noha Badawi

ils se définiraient autrement. Il importe donc d'attirer l'attention sur l'identité dans un contexte musulman. Comment donc les musulmans s'identifient-ils et se définissent-ils et comment les chercheurs identifient-ils et définissent-ils les musulmans? Cette étude prétend essayer de répondre à de telles questions. Les réponses ne peuvent néanmoins être absolues, mais l'on peut suggérer des solutions ou anticiper des problèmes que peut susciter une conceptualisation des musulmans vivant en Europe avec diverses ethnies et compte tenu de leurs différents liens avec leur milieu culturel et leur religion.

Les Musulmans Dans Les Etudes Cotemporaines De Recherche

La question d'identité est soulevée dans la plupart des études sur l'immigration et dans celles sur les mouvements socio-politiques et religieux. En parlant d'identité, on peut facilement tomber dans la simplicité. L'identité religieuse ainsi que l'identité ethnique ne peuvent être perçues en-dehors des autres facteurs influents dans la société. Les modèles ethniques, religieux et de sexe sont devenus un moyen d'exprimer des frustrations et de telles expressions sont conceptualisées par les chercheurs pour formuler des théories et des conceptions de la société. La recherche contemporaine sur la société est souvent effectuée par des scientifiques du domaine social, et leur analyse de l'identité est donc une conséquence logique de leur domaine d'étude qui tend soit à être "Théologocentered" (1) (axé sur la théologie), donc interprétant tous les phénomènes sous l'angle religieux uniquement, soit se situant à l'opposé, la religion ayant totalement été écartée de l'analyse scientifique des sociétés modernes. Eu égard à la première approche, les chercheurs ont tendance à parler de politiques islamiques, en analysant les politiques d'un Etat musulman dont le procédé politique est laïc. La résultante de la deuxième approche est, par ailleurs, une analyse horizontale unidimensionnelle ne tenant aucun compte du domaine religieux qui, en fait, a une forte emprise sur la majorité des peuples du monde. Seul l'optique d'un grand nombre de musulmans, les aspects séculiers et "spirituels" sont étroitement liés, et les chercheurs d'autres confessions ou cultures, dont l'idéologie courante est une séparation de l'Eglise et de l'Etat, peuvent facilement passer outre la dimension religieuse qui, dans le contexte d'une analyse sociale d'une société musulmane est un aspect important dont il faut tenir compte. Un exemple, à cet égard, est le débat sur la musulmane voilée qui, selon moi, a été réduit à un simple phénomène socio-politique et les chercheurs ont totalement ignoré les aspects religieux du foulard de tête voile (khimar)

Aspects Politiques De L'Islam

Plusieurs chercheurs sur la récente résurgence islamique ont tendance à s'arrêter à l'aspect politique de l'Islam, négligeant les autres aspects. J'avoue ainsi, personnellement, que la raison en est que les musulmans, eux-mêmes, soulignent les questions politiques. Ceci est aussi dû au fait que la politique, dans un cadre islamique, a été négligée des siècles durant dans la pensée islamique, alors que la quasi-totalité de autres aspects de la vie ont été traités à fond dans la littérature islamique. La vie politique a plus ou moins été séparée de la religiosité personnelle et l'évolution des idées politiques islamiques en a souffert. Le mouvement de la Salafiya, au siècle dernier, a mis, en exergue, sous l'égide du grand anti-colonialiste Jamal Ad Din al Afhani, la pensée politique dans le cadre du débat intellectuel. La religiosité personnelle a néanmoins co-existé avec la politisation de l'Islam, mais, étant impalpable, était plus difficile à déceler. On relève dans le mouvement islamique contemporain que la littérature traditionnelle sur la religiosité personnelle a été acceptée et largement diffusée mais n'a pas suffisamment été mise en valeur, l'idée étant qu'elle n'était pas achevée et convenant aux musulmans en tout temps et lieu. La pensée du mouvement Salafiya était largement répandue, surtout dans les milieux intellectuels de la Société. Dans les années 60 et 70, la promotion des études supérieures des musulmans a été à l'origine de la redécouverte et de la réadaptation de idées politiques, conformément à la société du 20ème siècle. La compréhension de l'Islam, tel que adapté aux politiques du 20ème siècle a renforcé son message. Mais, les aspects psychologiques de la religiosité sont des phénomènes sociaux plus palpables qu'évaluables, tels que le "voilage", le "port de la barbe" et les émeutes sociales. En outre, une large diffusion d'une littérature politique islamique contemporaine a donné aux étrangers une impression déformée d'une compréhension islamiste de l'Islam en tant que religion politique uniquement.

Il y a, selon moi, une autre raison pour cet accent mis sur la pensée politique islamique dans les recherches contemporaines sur les musulmans. Dans un contexte occidental, la religion est considérée être une question qui relève du domaine personnel et des chercheurs accoutumés à une telle tradition de recherche peuvent difficilement réaliser la conjonction du séculier et du religieux dans le concept de religion en Islam. En outre, les musulmans, eux-mêmes, et notamment les islamistes, tendent à présumer le séculier dans leurs débats, l'islamisme étant une conséquence directe de la laïcisation du monde musulman. Les islamistes risquent de tomber dans les rangs

de leurs opposants (laïcs) en discutant de questions politiques en termes séculiers. Le laïcisme peut être perçu comme outil utilisé par les deux parties au débat.

Chercheurs Versus Musulmans

Une autre question importante est celle d'identifier les chercheurs sur l'Islam et les musulmans et quel est leur milieu éducationnel. Plusieurs études sont effectuées sur les musulmans dans les domaines des sciences sociales, d'anthropologie, de sociologie, de sciences politiques et de relations internationales. Dans ces domaines scientifiques, l'accent est mis sur les questions théoriques et méthodologiques, dans le cadre desquelles les phénomènes sociaux servent à illustrer des théories et des méthodes. Autres chercheurs de l'Islam et des musulmans relèvent du domaine d'études religieuses, tout particulièrement de celui de l'Islamologie. En ce qui concerne les études religieuses, le chercheur souligne davantage les faits et phénomènes religieux plutôt que théorie et méthodologie. Il est assez significatif qu'en matière d'études religieuses, la méthode consacrée d'interprétation des textes religieux est devenue moins populaire et les scientifiques religieux empruntent plutôt d'autre méthodologie, telles que les méthodes propres à l'anthropologie, à la sociologie, aux sciences politiques, aux relations internationales, à la psychologie et à l'éducation. Cette différence d'approche: le scientifique religieux mettant l'accent sur les faits et le scientifique du domaine social soulignant la théorie et la méthodologie, affecte également les conclusions de la recherche.

Dans ma propre étude sur les musulmans en Europe, j'ai découvert que plusieurs musulmans se méfiaient des chercheurs, en général. Certains ont expliqué qu'ils avaient au départ reçu les chercheurs avec un esprit ouvert espérant qu'ils deviendraient leur porte-parole auprès du grand public. Une arabophone vivant en Angleterre m'a dit:

Une Jeune sociologue est venue chez moi pour parler de l'état de la femme en Islam. Ayant une profonde connaissance de l'Islam et jouissant d'une union heureuse avec mon époux., tous les deux adhérant aux prescriptions de l'Islam, j'avais accepté de la recevoir. Elle me posait des questions et j'y répondais et elle enregistrerait notre conversation. Au cours de notre conversation, elle hochait la tête me donnant l'impression qu'elle était du même avis. Elle ne s'est jamais opposée à ce que je disais et a même ajouté à mes propos. Cette discussion et le fait qu'elle semblait d'accord avec ce que je disais m'encourageait à développer davantage mes idées et j'ai même exprimé des sentiments qui

découlaient de cette ambiance amicale. Je me sentais si heureuse après cette visite et je disais à mes amies qui étaient beaucoup plus sceptiques des chercheurs qu'elles devaient s'ouvrir davantage à la société. Elle avait promis de m'envoyer son rapport par poste et lorsque je le reçus, j'ai commencé à le lire pleine d'enthousiasme. Je devins tout de suite furieuse. Toutes les citations de notre conversation étaient suivies par une analyse désagréable et méchante. Elle insinuait que j'avais des motifs auxquels, je vous assure, je n'y avais pensé. Elle m'avait totalement mal comprise, et avait interprété mes propos selon ses propres attitudes et idéologies. Elle prétendait que j'étais réprimée. Comment pouvait-elle savoir que j'étais réprimée alors que je ne me sens pas réprimée? Est-elle meilleure que moi? Est-elle Dieu (que Dieu me pardonne) pour qu'elle puisse lire mes intentions mieux que je ne le puis? je suis une personne cultivée, croit-elle que je suis totalement stupide? Elle m'a exploitée pour répandre des attitudes anti-islamiques. J'ai décidé alors de ne jamais refaire cette erreur.

L'histoire de cette femme illustre ce que d'autres musulmanes ressentent. Les musulmans, se sentant mal interprétés et mal compris par la société européenne, plusieurs sont ceux qui refusent d'accorder des interviews à des chercheurs et à des journalistes.

Lorsque les musulmans sont eux-mêmes les chercheurs, un conflit est suscité entre l'approche "intérieure/extérieure". Une étude de musulmans par un musulman peut-elle être totalement scientifique? Une personne de la même confession que la recherche-object peut-elle être objective? La réponse est qu'aucune recherche ne peut être objective, la recherche étant affectée par la vision du monde du chercheur.

Par ailleurs, comme je l'ai dit auparavant, de nombreux musulmans refusent de donner des interviews ou de devenir des recherche-objets pour des chercheurs non-musulmans, mais acceptent toutefois, d'être interviewés par un chercheur musulman. Ceci signifie qu'un chercheur musulman aura accès à un plus grand groupe de musulmans et, partout, la recherche et l'évaluation porteront sur un plus grand groupe de personnes. L'approche "Intérieure/Extérieure" est une question complexe qui le deviendra davantage lorsqu'un nombre croissant de musulmans recevront leur éducation supérieure dans les pays occidentaux. Il importe toutefois de réaliser que, même dans un contexte de musulmans chercheurs et de musulmans recherche-objets, un conflit sera suscité entre les différents niveaux d'"islamisme".

Identité

L'image complexe de concept "identité" ou "identités" doit être élaborée davantage. Elle l'a déjà été à fond dans plusieurs domaines scientifiques: philosophie, sociologie, anthropologie et psychologie. Les dictionnaires fournissent une multitude de définitions diverses. L'une d'elles est que "l'identité" est la nature de quelque chose qui demeure inchangée quels que soient les conditions et les temps. Cette définition mène directement à un débat philosophique sur la relation entre identité et continuité, un souci philosophique qui remonte à Héraclès, qui dit qu'on ne peut mettre les pieds deux fois dans la même rivière. Une autre définition courante est "la condition d'être une chose et pas une autre" (2). Il s'agit donc de ceci " l'unité en question se voit et est perçue par les autres comme étant différente des autres unités" (3) Rapoport explique.

Ceci semble comprendre un "intérieur" pour contenu et une limite à l'extérieur, bien que cette limite ne doive pas être de nature physique. Ceci est foncièrement le pas spécifique de la destination bien connue propre à la culture de "nous" et "eux" (de "nous" et de "pas nous" ou "moi" et "pas moi") (4).

Kenneth Jones, quant à lui, définit l'identité comme suit: "une personne est située dans le cadre d'une succession de relations sociales et placée en tant que sujet social" (5). Il ajoute:

"Le maintien et la modification de l'identité, créée par les relations et processus sociaux, détermine dans une large mesure la structure sociale mais, comme Berger le dit, il s'agit d'un processus dialectique, signifiant qu'une telle identité agit, elle - même, sur la structure sociale(6).

Jones résume que l'identité est "profondément enracinée dans l'interaction sociale et se manifeste dans la performance du rôle" (7). Il est intéressant de relever que Jones met l'accent sur l'instruction, y compris une forte communication à deux sens. Ce point de vue signifie que lorsque l'on joue des rôles sociaux, la personne forme la réaction aux contacts sociaux primaires et secondaires tout en étant formée par eux. En d'autres termes, la parole et l'action sont souvent la conséquence de la perception que les autres ont de soi et cette perception dépend de nos propres paroles et actions". Ceci peut être illustré par les relations entre chercheur non-musulman et musulman recherche-objet. Les présomptions du chercheur au sujet du musulman seront probablement confirmées au cours de la rencontre

avec le musulman, car l'interaction entre eux est fondée sur ces présomptions. Les paroles et l'action du musulman sont donc la conséquence de la manière dont il ou elle est perçu par le chercheur et, parallèlement, la perception du chercheur sera fondée sur les paroles et l'action du musulman. Par ailleurs, la perception que le musulman aura du chercheur sera en fonction de la direction de l'interview, à savoir quelles questions sont posées et il formulera ses réponses selon les présomptions qu'il ou elle a au sujet de ce type spécifique de personne. Dans de telles situations, l'image que le chercheur a du musulman est fragmentaire et vice versa. La relation entre eux est l'une des facultés de l'interaction entre groupes; malgré leur interaction, les deux personnes appartiennent à des domaines socio-culturels différents. L'antagonisme entre groupes suscite souvent de l'hostilité et, par conséquent, tous les groupes finissent par confirmer les préjugés existants.

La relation entre chercheur et recherche-objet est un élément important. Dans un cadre d'interaction majorité/minorité, le chercheur est souvent la partie plus forte et la relation est affectée par cette situation. En outre, dans ce cadre majorité/minorité, le chercheur appartient généralement au groupe majoritaire et, partout, ne peut être recherche-objet, tandis que la recherche-objet appartient au groupe minoritaire et ne peut faire entendre sa voix que par le truchement du chercheur qui impose généralement sa perception personnelle à cette voix. Le chercheur est en mesure de conceptualiser la vie et les modes de vie d'autres individus, et, la recherche-objet rejette souvent le résultat de telles conceptualisations, ce résultat étant passé au tamis du filtre culturel du chercheur.

La définition "d'identité" couvre "l'identité" au niveau individuel et "l'identité" au niveau du groupe, donc une identité personnelle et une identité sociale ou collective. Elle comprend deux sous-systèmes majeurs, l'identité personnelle indiquant les caractéristiques distinctes, telles que personnalité, traits physiques et intellectuels, et l'identité sociale indiquant des catégories sociales, telles que race, classe, nationalité et sexe (8). Dans un modèle de recherche fonctionnaliste, la religion relève des systèmes sociaux, c.à.d. les systèmes religieux sont des modèles de ou pour la société (9). La religion, dans ce modèle, doit relever de l'identité sociale. S'il faut, toutefois, définir la religion en termes supranaturels, l'identité religieuse se situerait aussi bien dans le domaine de l'identité sociale que dans celui de l'identité personnelle. J'estime que la religion opère sur des niveaux différents. A un niveau donné, elle aide la personne à faire face à l'environnement, non seulement sur le plan métaphysique, c.à.d. que

la religion explique ce qui est inexplicable, mais elle devient aussi un guide pratique de comportement dans le monde matériel et, sous cet angle, la religion relève du système sociale. A un autre niveau, ce que nous qualifions de "niveau spirituel", la religion peut exprimer des émotions internes et ferventes. Il convient de noter que plusieurs musulmanes, de nationalités différentes, expriment leurs relations avec le Divin en termes d'amour et de ferveur intense (10). Une femme a confié que durant sa prière ou lorsqu'elle "conversant avec Dieu", elle éprouvait des émotions pareilles à celles qui caractérisent l'amour entre un homme et une femme. Selon elle, l'emphasis mise actuellement sur la relation homme-femme est une compensation pour l'absence d'une relation personnelle avec Dieu. "Cette nostalgie (ishtiqa) de Dieu est un instinct universel humain qui doit être satisfait d'une manière ou d'une autre" a-t-elle ajouté. Il faut définir la religion ou l'identité religieuse dans les études sur l'identité car la religion relève soit de l'identité personnelle, soit de l'identité sociale, soit des deux, selon la définition que l'on donne à la religion ou sentiments religieux. En fonction de sa définition, l'identité religieuse peut se manifester à un niveau personnel ou social et être utile aux chercheurs dans son analyse quel que soit le niveau auquel elle se manifeste.

Au niveau individuel, l'être humain changera de rôle selon l'environnement et les circonstances. En interagissant avec son collège académique, l'académicienne se vêtira de sa "cape académique" et agira d'une certaine manière, se sentant académicienne avant toute chose. En faisant son marché, elle sera "une femme dans la rue", se comportant comme les autres qui l'entourent et, dans son foyer, elle joue son rôle d'épouse et de mère qui diffère totalement de son rôle d'académicienne. L'identité au niveau individuel a souvent été décrite comme étant le "port de différents chapeaux" ou la performance d'un rôle. Il me semble que si l'un de ces rôles était en jeu, il s'agirait alors d'une question d'identité. L'érudit en psychologie sociale, John C. Turner parle de "branchement de différentes situations" ou de différentes auto-conceptions auxquelles on a recours pour interpréter des stimulants sociaux ou régler le comportement de manière adaptative (11), signifiant que, en psychologie sociale, les différents rôles que "l'on assume" ou, que "l'on écarte" quotidiennement relèvent d'un système complexe que l'on qualifie de toute l'identité sociale d'une personne (12)

L'identité au niveau du groupe a été traitée à fond par les chercheurs en psychologie sociale (13). En psychologie sociale la performance

du rôle est négociable et dépend des circonstances, tandis que dans le cas de la recherche psychologique, l'identité signifie valeurs, croyance, foi et idéologies. J'estime que, quant à moi, l'identité est négociable selon les circonstances, mais dans un plus large contexte que celui de la psychologie sociale. J'identifie identité comme suit: les facteurs d'un système de croyances d'une personne ou d'un groupe: nationalité, ethnicité, classe sociale, milieu éducationnel, milieu rural ou urbain, sexe, sexualité ou race qui sont en jeu à certains moments et dans certains lieux, c.à.d. ces facteurs par lesquels la ou les personnes en question s'identifient. Une musulmane syrienne, par exemple, vivant dans un milieu urbain en Syrie, ne soulignera ni sa nationalité ni sa religion. Elle sera probablement consciente de sa classe sociale, qui poserait un problème si elle appartient aux classes inférieures. Elle pourrait croire que son sexe peut provoquer une controverse, surtout si elle a reçu un enseignement supérieur. La même femme, vivant en Europe, agirait autrement; son "islamité", sa race, sa nationalité, sa classe sociale et probablement son sexe deviendraient importants et elle s'identifiera en ces termes. Si l'on est partie intégrante de la culture dominante ou de la majorité, l'identité n'a plus un caractère d'urgence, mais dans des situations minoritaires, des problèmes se posent compte tenu d'opinions ou de traits qui diffèrent de ceux de la majorité.

A La Recherche D'une Identité.

Malaisie

Au cours de mes recherches sur le terrain en 1991-1992, sur l'enseignement islamique en Malaisie et au Pakistan, j'ai remarqué l'emphasis mise sur l'identité musulmane et l'identité malaise en Malaisie où un peu plus de 50% de la population est musulmane. La plupart des chercheurs sur la Malaisie, étant des scientifiques dans le domaine sociale (14), ont tendance à percevoir l'identité islamique dans un cadre uniquement social. Ils estiment donc que l'identité islamique n'est qu'un camouflage de la question réelle qui, selon eux, est l'identité ethnique, celle d'être malais, et écartent donc l'Islam de leur analyse scientifique. L'un de leurs principaux arguments en faveur d'une telle conclusion est que "devenir musulman" dans la langue malaise est équivalent à "devenir malais" (15). Les malais musulmans soulignent cette recherche d'identité dans un contexte islamique qu'ils manifestent explicitement dans leur souci d'un enseignement alternatif. Leurs efforts en matière d'enseignement islamique ont été à l'origine de la création d'écoles islamiques et la mise au point d'un programme scolaire qui met l'accent sur

l'enseignement selon un optique islamique.

Dans ces écoles, les enfants portent "l'habit islamique", qui, en Malaisie, signifie que les filles portent l'habit traditionnel malais Baju Jrong et Mini telekong (foulard de tête). A l'école de Mouvement de la Jeunesse Musulmane Malaise (ABIM), les garçons doivent porter le vendredi l'habit traditionnel de cérémonie (Baju Melaya), pour la prière du vendredi. Il ne s'agit pas pour moi d'une approche particulariste, mais simplement d'une autre expression d'Islamité. Je n'ai jamais relevé dans les écoles de Malaisie, ni dans l'enseignement ou dans le programme scolaire, une emphase sur malais. Les islamistes malais perçoivent le système d'enseignement comme étant la base de la formation des nouvelles générations et ne soulignent pas les sentiments ethniques dans leur théories et pratiques d'enseignement islamique. En Malaisie, les identités en jeu sont leur identité ethnique vis-à-vis du grand groupe ethnique chinois, leur mode culturel malais vis-à-vis des cultures chinoise et hindoue et la tendance laïque "d'occidentalisation" et, enfin leur identité religieuse de musulmans par rapport au grand nombre de religions qui prolifèrent en Malaisie. L'Islam, étant le lien solide entre tous ces facteurs, il s'imbrique étroitement dans l'identité ethnique et culturelle. L'Islam et l'Islamité servent à exprimer une distinction des autres groupes. Ceci ne signifie nullement que l'Islam et l'Islamité sont de nouveaux phénomènes pour ce groupe. L'Islam était une force importante dans la société malaise même avant la rébellion de 1969 en Malaisie, lorsqu'il émergera au premier plan de la lutte sociale. L'Islam n'était pas un facteur tangible mais sous-entendait plutôt le changement. En 1969, le discours politique changera. Au lieu de lutter contre les injustices sociales dans un contexte laïc, ils optèrent pour un contexte islamique qui convenait davantage, exprimant une destination des autres groupes de la Société. Les conflits et la lutte demeurèrent néanmoins les mêmes.

L'exemple de la Malaisie explique comment la politisation de l'Islam a été traduite en termes laïcs, en raison du discours des musulmans eux-mêmes qui avait une connotation laïque, le débat social tendant à changer la terminologie de laïc à islamique, en raison aussi des chercheurs dans le domaine social qui mettent trop l'accent sur l'analyse sociale partout sur les phénomènes islamiques.

Pakistan

Quittant la Malaisie et arrivant au Pakistan, je croyais trouver une approche plus large de l'enseignement islamique. On qualifie le Pakistan de pays islamique, la grande majorité de la population étant

musulmane avec un faible pourcentage d'autres religions. Il m'est apparu difficile de décrire le Pakistan comme étant une société islamique; je dirais plutôt qu'il s'agit d'une société de musulmans, car peu nombreux sont les phénomènes ou activités qui sont mentionnés dans le contexte de l'Islam. Il importe de relever que Mohamed Iqbal (m. 1938) et Mawdoudi (m. en 1979), furent parmi les premiers érudits musulmans qui soulevèrent la question de l'enseignement islamique (16) dans le sous-continent indien. Il faut souligner à cet égard qu'ils vivaient alors en Inde pluri-culturelle et pluri-religieuse. Mawdoudi, étant arrivé au Pakistan après la partition du sous-continent et créé son mouvement islamique Jama'at at-i-Islami, l'un pourrait supposer que son mouvement aurait été à l'avant-garde de la campagne en faveur de l'enseignement islamique. Mais, dans mes rencontres avec plusieurs de ses adeptes, en 1992, j'ai réalisé que peu de recherche ou d'effort avaient été consacrés à ce domaine au Pakistan. Il m'est également apparu que les quelques écoles qui avaient un profil islamique ne faisaient pas état de ce profil en public. Un directeur d'école me dit ce qui suit:

" J'essaye de donner une orientation islamique à mon école, mais je ne dois pas le dire ouvertement. Les Pakistanais ne craignent pas l'Islam qui est leur religion bien-aimée, mais, en ce qui concerne l'enseignement, ils semblent avoir davantage confiance en les écoles laïques. Ceci est probablement la conséquence du colonialisme britannique, lorsque tout ce qui était britannique était considéré supérieur, même par les Pakistanais. Si je disais aux parents que je comptais mettre l'accent sur l'Islam, ils retireraient leurs enfants de l'école."

Les classes coraniques dans les mosquées, l'après-midi, connaissant une affluence d'élèves, il était évident qu'il ne s'agissait pas d'un hostilité envers l'Islam qui poussait les parents à préférer les écoles laïques, mais plutôt qu'ils entendaient l'enseignement islamique comme étant exclusivement axé sur les "études religieuses" et, partout, ce système d'enseignement islamique officiel n'était pas utile dans la société lorsque comparé au système d'enseignement laïc.

Cette situation au Pakistan peut être liée à la discussion sur l'identité ci-dessus. Alors que l'Islam, en Malaisie, exprime une distinction et un antagonisme provoquant une action, l'Islam au Pakistan ne pose pas de problèmes et mitige l'action. L'on peut donc déduire que la religiosité personnelle est moins évidente et n'attire pas l'attention des chercheurs en question sociales.

Dans son étude *Les Juifs de l'Islam* (1984) Bernard Lewis souligne

comment les rencontres culturelles sont souvent à l'origine d'inventions et d'une nouvelle pensée. La recherche d'une identité est souvent un facteur de force dans ces rencontres culturelles. Il dit:

"Une lecture de l'histoire juive médiévale et moderne semble donner l'impression que les Juifs de la Diaspora peuvent seulement s'épanouir, voire seulement survivre, de manière significative, sous l'égide de l'une ou de l'autre des deux religions qui ont suivi: la Chrétienté et l'Islam. Virtuellement, toute la trame de l'histoire juive, ou plutôt cette partie qui emporte entre la destruction des anciens centres juifs et la création du nouvel Etat juif, se déroule soit dans les terres de l'Islam ou celles de la Chrétienté (17).

Harold J. Abramson, un érudit en matière de relations entre ethnicité et religion, exprime la même idée d'une dynamique ethnique et religieuse dans les rencontres culturelles. Il estime que "seul le contact entre cultures- tel que le rôle classique de migration- permet à l'ethnicité et à la religion de s'attribuer une réalité dynamique et sociale(18).

L'identité peut comprendre toute une gamme d'éléments psychologiques, spirituels et matériels. A certains temps et en certains lieux des questions particulières sont en jeu et se cristallisent en des préoccupations et, alors, la question d'identité se pose. Les controverses actuelles sont l'ethnicité, la race, la sexualité et la religion. L'identité devient donc une question de distinction ou en opposition c.à.d. ce qui rend une personne ou un groupe distinct d'autres personnes ou groupes et ce qui les rend en opposition avec d'autres personnes ou groupes. Ceci détermine l'identité de soi. Rapoport est d'avis qu'en "définitive", toute forme d'identité, fut-elle islamique, religieuse, individuelle ou autre est fonction d'un contraste avec ceux qui sont différents c.à.d. ont une identité différente. Les différences séparent et distinguent ces unités sociales et aboutissent à diverses formes d'interaction et de communication (19).

Grocek et Balaghi qui ont tous deux écrit une étude sur les musulmans ont relevé une tension entre "la définition sociale et le sens individuel d'identité". Ils se réfèrent à Carolyn Steedman qui écrit:

" Une identité moderne, formée à travers un processus d'identification est à la fois une revendication d'une similitude absolue, une coïncidence et un désir d'être pareil à l'objet, groupe ou personne désirée (peut-être une identité historique située dans un passé historique) et dans un sens restreint, un processus d'individualisation,

la formation moderne de l'individualité et d'une personnalité unique⁽²⁰⁾.

Les propos de Steedman expriment le dilemme des migrantes musulmanes en Europe. Il y a d'une part l'identité traditionnelle d'être une musulmane. Cette identité traditionnelle est liée à la patrie et au Texte Sacré, à travers (les interprètes du Coran et des ahadith (singulier Hadith, signifiant les dires, actes et discussions du Prophète) et les érudits musulmans). Il y a d'autre part une toute nouvelle identité féminine "la formation moderne de l'individualité" dans la société majoritaire avec laquelle il faut établir un rapport. Le processus exige une repensée et une reconstruction des modèles sociaux auxquels il faut adhérer.

L'identité peut se diviser en de plus petites composantes. L'identité est tout à la fois comment on se perçoit, à savoir une auto-définition et comment on est perçu par les autres. L'auto-définition peut être semblable à la perception que les autres ont de soi, mais dans le conflit minorité/majorité, la perception des autres est plutôt exprimée de manière stéréotypée. Les auto-définitions semblent changer selon les circonstances. Une musulmane vivant dans un pays de l'Europe de l'Ouest manifeste sa prise de conscience de musulmane de manière plus marquée dans un milieu de non-musulmans, mais elle souligne sa nationalité dans un milieu de musulmans d'autres pays. Dans son foyer, son identité de femme définit son rôle, son comportement et ses activités. Dans ses rencontres avec des chercheurs occidentaux, la musulmane migrante souligne son identité de musulmane. Le chercheur déduit alors qu'il s'agit d'une forte identité de musulmane bien que ceci ne soit pas toujours le cas. Par ailleurs, si le chercheur est musulman, d'autres aspects seront soulignés selon l'orientation du chercheur et celle de la recherche-objet.

Psychologiquement parlant, une personne se juge selon ses idéaux, mais on a tendance à juger les autres en fonction de leurs pratiques. Ceci s'applique aussi à l'interaction entre différents groupes culturels. Ainsi, une communauté musulmane vivant en Angleterre percevra le groupe majoritaire, les britanniques, en tant que groupe homogène et, parlant d'eux, dira "les autres" soulignant ainsi les caractéristiques les plus apparentes qui diffèrent des leurs. Leur jugement n'émanera pas de leurs propres actions, mais de leur propre idéal qui est l'Islam. Ceci s'appliquera aussi aux Britanniques qui jugeront les caractéristiques apparentes des musulmans en fonction de leur propre idéal qui est fondé sur leur conception de ce qui est typiquement britannique. Vu le peu d'interaction entre les musulmans

et la population majoritaire dans la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest, les caractéristiques apparentes de l'autre groupe culturel sont celles qui sont soulignées soit par ceux qui sont en contact avec cet autre groupe et qui, fort probablement, décriront des particularités, telles que de ces problématiques plutôt que des généralités, soit par les médias, dont les intérêts économiques sont la propagation de nouvelles, à savoir tout ce qui diffère du courant dominant. Il est opportun à cet égard de citer le cas Rouchdi qui fut d'actualité dans plusieurs pays, dont la Norvège, en raison de l'appui à la condamnation à mort (21) exprimé par des musulmans d'origine pakistanaise, dont les propos furent cités dans la majorité de la presse, à la radio et à la télévision. L'intérêt manifesté à Rouchdi était dû à la tentative d'assassinat de l'éditeur norvégien du livre de Rouchdi "Les Versets Sataniques". Plusieurs musulmans, en Norvège, ont contesté publiquement la validité de la condamnation à mort, mais les médias ne les ont pas cités n'ayant pas, selon eux, un intérêt médiatique. Les Norvégiens ont donc eu l'impression que tous les musulmans vivant en Norvège étaient en faveur de la condamnation à mort.

A part le fait de juger les "ingroupes", à savoir ceux qui appartiennent à son propre groupe, selon un idéal standard, et les "outgroupes", à savoir ceux qui appartiennent à l'autre groupe, selon les pratiques, les individus appartenant aux groupes majoritaires et minoritaires tendent à se stéréotyper eux-mêmes et les autres en fonction de leurs propres attributs en tant que membres du groupe (22). Cette stéréotypie comprend généralement les traits personnels, les attitudes sociales, le prestige, les besoins, les motifs, les objectifs, les normes sociales et les états émotionnels. Turner dit que "les individus perçoivent les membres des "outgroupes" comme étant homogènes et indistincts" ils se perçoivent eux-mêmes comme étant relativement interchangeables avec d'autres "membres" "d'ingroupes"(23). Il appelle ce processus "dépersonnalisation" et l'explique comme suit "les individus réagissent à eux-mêmes et aux autres, non en tant que personnes individuelles distinctes, mais en tant que spécimens des caractéristiques propres à leur groupe" (24). Turner lie le processus de dépersonnalisation à l'identité sociale de l'individu, l'identité sociale étant liée à sa nature auto-stéréotypée.

En matière de recherche sur les relations entre groupes dans le domaine de la psychologie sociale, les résultats des tests indiquent que les groupes se forment plus fréquemment lorsque les individus ont les mêmes croyances que lorsqu'ils appartiennent à la même race.

Cependant, d'autres variables, telles que le statut social, déterminent aussi la perception qu'on a du groupe et perception que les membres du groupe ont d'eux-mêmes.

Presence Islamique En Europe

La société européenne perçoit les musulmans en Europe en tant que groupe et même en tant que groupe homogène. Dans ce propre groupe de "musulmans en Europe" se trouvent plusieurs sous-groupes souvent définis ethniquement "Musulmans bengali", "Musulmans pakistanais", "Musulmans arabes", "Musulmans africains". Les "Musulmans convertis" sont un autre sous-groupe qui n'est pas nécessairement ethnique, mais tend à former un sous-groupe à lui seul. Nous pouvons identifier aussi des intergroupes réparties en fonction du statut social et du milieu éducationnel. Les deux caractéristiques sont déterminantes dans les répartitions au sein du sous-groupe. Sur la base des résultats de tests, Turner déduit que "l'interaction compétitive intergroupe accuse les préjugés" ingroupe-outgroupe", tandis que l'interaction coopérative réduit les distances sociales et les préjugés "ingroupes-outgroupes" (25). Nous pouvons donc conclure qu'il est plus probable que les musulmans qui participent activement à la société européenne correspondent au modèle d'interaction coopérative intergroupe, donc des préjugés "ingroupe-outgroupe" mitigés, tandis que les musulmans qui reçoivent une allocation de chômage ou sont en chômage correspondent au modèle d'interaction compétitive intergroupe, n'ayant que peu de contact avec la société ou n'en ont pas du tout. Ce dessin modèle est illustré par les musulmans qui vivent en Suède, surtout ceux qui viennent des pays arabophones. La Suède, ayant des frontières relativement ouvertes, les réfugiés sont arrivés en masse dans les années 80 et au début des années 90. La scolarité de la plupart était déficiente, ils ont été pris en charge par l'Etat et vivent en marge de la société suédoise. Etre musulman en Suède est devenue synonyme d'être arabe. Par ailleurs, une hostilité règne entre la société suédoise et les musulmans en raison de plusieurs facteurs, dont l'essor économique des années 90, après des années d'un programme sociale de grande envergure. Les musulmans arabophones vivent en ghetto en Suède. Il y a des quartiers dans les grandes villes, dont la majorité de la population est musulmane et surtout musulmane arabophone. L'interaction entre les musulmans arabophones et la société suédoise est donc marquée par des préjugés structuraux "ingroupe-outgroupe". Cette vie en getto, en Suède, reflète une recherche d'identité des deux groupes. D'une part, les musulmans se sentent inférieurs dans le contexte majoritaire. En

créant une sous-société, composée de personnes de tendances similaires, l'auto-conception de soi devient plus forte, soulignant certains aspects de sa propre identité qui, dans ce contexte précis, est islamique/musulmane, mais aussi spécifiquement arabe. D'autre part, les autorités suédoises acceptent cette vie en ghetto, voire la renforce en créant des administrations locales, dans des quartiers donnés, comprenant des services médicaux, des agences de placement, des centres d'emploi pour chômeurs, des centres de langue suédoise, etc. En outre, vu les activités et les entreprises croissantes des musulmans dans ces quartiers, telles que la nourriture et les vêtements, etc., les migrants n'ont pas besoin de quitter leur quartier, donc une isolation totale. Les habitants du ghetto ne se déplacent pas et les autochtones ne rencontrent pas les migrants. Cette ségrégation de la société suédoise est accompagnée d'une fractionalisation de la société, car des quartiers de la ville sont divisés en communautés administratives indépendantes. Cette évolution étant une nouvelle expérience pour la société suédoise, il est difficile d'évaluer les avantages ou désavantages de ce système mais, selon moi, ce système entraînera davantage de ségrégation au sein de la société suédoise.

Le modèle des islamistes intellectuels arabophones en Angleterre est à l'opposé de ce qui se passe en Suède. La plupart de ces derniers sont arrivés en Angleterre pour des maîtrises ou des doctorats et, une fois leurs études terminées, n'ont pas quitté. Plusieurs étudiants irakiens qui sont arrivés en Angleterre à la fin des années 70 et au début des années 80 sont demeurés en Angleterre à cause de la guerre Irak-Iran et de la situation politique critique en Irak. Des étudiants islamistes syriens ne sont pas revenus chez eux en raison de la tension entre les autorités et la branche syrienne de l'Organisation des Frères musulmans. Les étudiants islamistes égyptiens sont demeurés en Angleterre étant donné leur situation incertaine au sein de la société égyptienne. Il y a d'autres islamistes intellectuels d'autres pays arabophones en Angleterre: Palestine, Libye, Soudan, les pays du Maghreb: Tunisie, Algérie et Maroc. Plusieurs de ces islamistes arabes qualifiés occupent de hauts postes dans la société anglaise: professeurs d'université, conférenciers, enseignants, médecins et ingénieurs (25). Etant activement engagés dans la société britannique, ils sont donc en contact constant avec les membres du groupe majoritaire. Il ne s'agit plus de contacts artificiels, comme cela l'était jadis, lorsque la politique sociale du pays promouvait l'intégration sociale et celle des migrants, mais des contacts réels dans le cadre desquels le membre du groupe

minoritaire joue un rôle factuel dans la société. Cette interaction peut avoir une influence mutuelle sur les attitudes et idées des membres des divers groupes.

Il est évident que le groupe de "Musulmans" se compose de personnes différentes. Dans les pays à majorité musulmane, on distingue les individus en fonction de leur classe sociale, de leur sexe, de leur milieu éducationnel, etc. Dans le contexte de la migration, il faut aussi tenir compte du mode d'interaction entre les migrants et le pays-hôte. Être musulman en Europe devient donc une situation beaucoup plus complexe.

Auto-définitions Du Musulman

Il importe d'attirer l'attention sur l'auto-définition des musulmans, à savoir les catégories que les musulmans eux-mêmes appliquent. Plusieurs musulmans se plaignent que les chercheurs et les non-musulmans, en général, ne distinguent pas entre les pratiques culturelles et l'Islam. Lorsqu'un musulman s'exprime ou agit, le chercheur a tendance à attribuer cette expression ou cette action à l'Islam.

Une Palestinienne vivant en Suède raconte ce qui suit:

"Quel que soit ce que nous, musulmans, faisons, ils (les Suédois) le traduisent en termes islamiques. Ils ne comprennent pas que nous, musulmans, sommes des êtres humains comme eux. Parmi les musulmans, il y en a des bons et il y en a des mauvais. Lorsqu'un jeune arabe essaye en ville d'accoster une jeune fille, ceci ne signifie pas un comportement islamique. Cet acte est interdit en Islam, interdit aux garçons et filles. Lorsqu'un arabe bat sa femme, ceci ne signifie pas que l'Islam lui dit de la battre, mais parce qu'il appartient à un contexte culturel qui a oublié l'Islam. Pourquoi est-ce donc qu'ils (les Suédois) jettent tous les blâmes sur l'Islam? L'Islam se situe bien plus haut que l'action des hommes. Nous devons leur faire comprendre la différence entre culture arabe et Islam.

Quel Musulman?

Pour rendre justice au musulman, en tant que recherche-objet, il faut attirer l'attention sur la perception que les musulmans ont d'eux-mêmes et sur leur auto-définition. Sociologiquement parlant, le migrant musulman est défini comme musulman et, selon la Shari'a, toute personne qui prononce les chahadatayn (les deux professions de foi). Un Musulman peut être perçu comme tel, en fonction d'ethnie, de culture ou de religion. Un musulman ethnique appartenant à un groupe dont la majorité est musulmane. Un musulman culturel est

une personne socialisée avec une culture islamique et le musulman religieux est celui qui adhère aux préceptes de l'Islam (27). Cette catégorisation est une définition d'apparence. Sanders catégorise en vue de déterminer le nombre de musulmans en Europe. Des chiffres sont difficiles à obtenir étant donné que peu de pays européens recensent les affiliations religieuses. La catégorisation de Sanders est donc acceptable à cet égard. Mais, en ce qui concerne les études sur les musulmans, des définitions de la vie intérieure sont importantes pour illustrer la classification islamique. Les érudits musulmans utilisent une gamme de variations eu égard au niveau d'adhésion à l'Islam. Les trois niveaux sont illustrés par un Hadith (28) très répandu:

"Nous étions assis un jour avec le Messager de Dieu (à lui bénédiction et paix) lorsqu'un homme entra. Ces habits étaient d'une blancheur extrême et ses cheveux d'un noir d'ébène. Il ne semblait pas revenir de voyage et personne de nous ne le connaissait. Il s'approcha du Prophète (ALBP) et s'assit auprès de lui, et ses genoux contre les siens et les paumes de ses mains sur les hanches du Prophète (ALBP). S'adressant au Prophète (ALBP), et lui dit: Mohama, parle moi de l'Islam. Le messager de Dieu (ALBP) dit alors: "L'Islam repose sur cinq piliers: témoigner qu'il n'est d'autre divinité qu'Allah et que Mohamad est Son Envoyé, accomplir la prière rituelle, verser la Zekaa, accomplir le jeûne du Ramadan et le pèlerinage à la Maison d'Allah si l'on est en mesure de le faire".

L'homme lui dit: "Tu as dit vrai" et nous de nous étonner de sa question et de son approbation. L'homme reprit: "Fais-moi connaître la foi". Le prophète (ALBP) répliqua:

"La foi consiste en ce que tu dois croire à Allah, à Ses Anges, à Ses Livres, à Son Prophète, au Jugement dernier. Tu dois encore croire en la prédestination touchant le bien et le mal".

L'homme lui dit encore: "Tu as dit vrai" et il reprit "Fais-moi connaître la vertu" et le Prophète (ALBP) lui répondit:

"La vertu consiste à adorer Dieu comme si tu Le voyais, car si tu ne Le vois pas, Lui te voit".

Là-dessus, l'homme partit et moi (Omar) je demeurai là longtemps, puis le Prophète (ALBP) dit:

"O Omar, sais-tu qui m'a interrogé?"

"Non, répondis-je, Allah et Son Envoyé sont plus savants", et le Prophète (ALBP) expliqua:

"Cet homme-là était l'archange Gabriel qui est venu pour vous enseigner votre religion (29).

Le premier niveau est donc d'être musulman, c.à.d. adhérer aux cinq piliers de l'Islam. Le deuxième est celui d'être croyant (mumin), c.à.d. adorer Dieu comme si on Le voyait, car si on ne Le voit pas, Dieu voit tout. C'est le niveau que les musulmans appellent le niveau du contrôle de Dieu. Tout ce que l'on fait est consigné dans les plus petits détails. Ce niveau est aussi lié à la 'aquida (croyance): croire à Dieu, à Ses Anges, Ses Livres, Ses Envoyés, le Jugement dernier et à la prédestination touchant le bien et le mal. En passant du premier au deuxième niveau, on passe de obligations pratiques de l'Islam à celui de la croyance. Un croyant est aussi un musulman, mais un musulman n'est pas nécessairement un croyant.

Le troisième et plus haut niveau est celui d'être (versé en Islam). Il est quasi-impossible d'atteindre ce troisième niveau. Selon le soufisme orienté vers la Chari'a, seuls les Prophètes et les Awliya (saints hommes) peuvent atteindre ce niveau. Atteindre le niveau de croyant est même trop difficile pour la plupart des musulmans. Un verset du Coran, souvent cité dit ce qui suit:

"Les bédouins dirent : "nous croyons". Dis: "Vous ne croyez pas, mais dites plutôt: " Nous nous soumettons (aslamna)" (30).

Les érudits musulmans souvent citent "La foi est dans les coeurs et la pratique confirme la foi" (31). Ceci rappelle l'importance des actes, mais les actes sont parties intégrantes des intentions, et on ne peut dissocier les actes des intentions. Ceci situe donc les musulmans au plus bas niveau, celui d'être musulman seulement. L'Islam, étant orthodoxie ainsi qu'action correcte, des efforts ont été déployés pour catégoriser les différents types de musulmans. La difficulté était de distinguer les différences entre les actions des musulmans et d'évaluer la "qualité de l'Islamité". Les érudits musulmans ont déduit du Coran trois catégories selon le niveau de "Musulman": 'asi (désobéissant), fàsiq (irreligieux) et munàfiq (hypocrite). La différence entre asi et fàsiq est que le premier ne s'acquitte pas des obligations fondamentales de l'Islam, telles prière, jeûne, etc. Tandis que le deuxième transgresse la loi islamique, tel que boissons alcooliques ou adultère. Quant au munàfiq, il est celui qui s'acquitte de ses devoirs au vu et au su de la société sans foi réelle en Dieu.

Tant le Coran que la Tradition ont traité du problème des hypocrites. Les hypocrites posaient un gros danger à la jeune communauté de croyants aux premières ères de l'Islam. Compte tenu des menaces de guerre et de troubles, tout élément d'incertitude mettait en danger la stabilité de la communauté. Plusieurs Hadiths portent sur l'hypocrisie, qui est marquée par quatre caractéristiques. Le Prophète

(ALBP) a dit: "l'homme qui a ces quatre caractéristiques est foncièrement hypocrite. S'il en a une seule, il est hypocrite jusqu'à ce qu'il s'en débarrasse. Ces quatre caractéristiques de l'hypocrisie sont:

- 1- S'il ment;
- 2- S'il manque à sa promesse;
- 3- S'il trahit;
- 4- S'il se dispute, faisant preuve d'imprudence, de méchanceté et d'insolence, ou en s'écartant de la vérité (32).

Dans la Tradition citée par Moslem, il est expressément dit que ces caractéristiques font de l'homme un hypocrite, même s'il jeûne et prie et jure qu'il est musulman (33). L'hypocrisie et l'incrédulité, bien que relativement comparables, ne sont pas identiques en Islam. Toutefois, la différence est une simple question d'échelon et ceci peut expliquer la difficulté qu'ont les théologues musulmans à distinguer entre croyance et incrédulité.

La classification ou catégorisation sus-mentionnée des êtres humains relèvent du cadre islamique. Le Coran fait état de ces catégorisations et de plusieurs autres. Il est opportun de relever que le Coran distingue clairement entre plusieurs groupes, entre les différentes catégories de musulmans et les non-musulmans, tel par exemple la différenciation entre les Gens du Livre (Ahl al-Kitb), Juifs et Chrétiens, et les disciples d'autres religions.

Dieu En Tant Que Juge Suprême

Dans leurs recherches sur les musulmans, les chercheurs doivent tenir compte des distinctions définies par la Chari'a. Il importe donc de définir le groupe de musulmans qui fera l'objet de la recherche. Un autre problème se posera toutefois, à savoir que, bien que les musulmans peuvent être catégorisés et classifiés, ces catégorisations et classifications peuvent être de simples abstractions. Une notion islamique est que Dieu est le Juge Suprême et qu'aucun être humain ne peut juger de la relation de l'homme avec Dieu. Un Hadith souvent cité dit que Dieu ne regarde pas l'apparence d'une personne, mais regarde le cœur de cette personne (34). Bien que ce Hadith porte sur le statut du pauvre versus le riche, de nombreux autres renforcent la notion de Dieu en tant que Le seul Juge (35). Un être humain ne peut juger de "l'Islamité d'une personne, Dieu seul pouvant connaître les intentions d'une personne ainsi que son avenir".

Un Islamiste Arabophone En Europe

Comment donc distinguer entre ces musulmans qui sont culturellement définis dans un contexte islamique, et ceux qui sont motivés par arqàn ou aqidà, ou par les deux. Aucun contrôle officiel n'existe en Europe occidentale sur les pratiques islamiques des musulmans. L'individu est responsable de sa propre performance islamique. Bien que l'on puisse supposer que ce manque de contrôle des autorités faciliterait la distinction entre les musulmans pratiquants et ceux non pratiquants, cela n'est pas toujours le cas. Chaque musulman aura sa propre compréhension de lui-même et une conception de lui-même en tant que musulman. Les différentes orientations théologiques ainsi que les divers compréhensions des sources islamiques créent un clivage entre cette auto-conception et la compréhension que les autres musulmans ont de lui ou d'elle.

Il faut tenir compte à cet égard du rôle prédominant que les arabes ont joué dans le passé. Je dirais que ce rôle prédominant a toujours son impact sur les musulmans arabophones. C'est dans le monde arabe que l'idéologie des Salf (36) est la plus répandue, ce rationalisme de retour aux sources pures, le Coran et la Sunna. Les adeptes du mouvement Salafi, adhèrent à l'idéologie du Salaf, en ce qui concerne àqida (croyance) et fiqh (jurisprudence), négligent les règles des quatre écoles de jurisprudence (madhhab sing. madhhab), tandis que les sympathisants de la pensée plus modérée des Ikhwan (les idées des frères musulmans), adhèrent à l'idéologie des Salaf eu égard à la croyance (aqida) seulement, et acceptent dans une certaine mesure les règles des 4 écoles, mais choisissent librement entre elles. Pour être en mesure de choisir ses propres règles, il faut avoir une très bonne connaissance de la langue arabe, et il n'est donc que naturel que plusieurs musulmans non-arabophones se limitent aux règles des écoles. Les musulmans non-arabophones comptent sur les érudits musulmans lorsqu'il s'agit de jurisprudence. Étant donné l'importance de la langue arabe en tant que langue sacrée, la langue du Coran et de la Suna, plusieurs musulmans arabophones se sentent responsables à l'égard des musulmans non-arabophones. Cette responsabilité est souvent comprise comme signifiant leadership, compte tenu du fait les musulmans arabophones, comprennent l'arabe, comprennent l'Islam "correctement". Il importe de réaliser que l'idée de leadership arabe du monde musulman est réellement un phénomène en Europe et en Amérique du Nord dans le contexte de l'Islam. Dans ses recherches sur l'ethnicité et la religion, Abramson écrit:

" C'est dans le contexte des origines et de l'identification historique que la religion acquière une connotation ethnique en temps du conflit et que l'ethnicité acquière une dimension religieuse de la même manière (37)."

Abramson perçoit le mode ethno-religieux dans le contexte d'une plus large société , où les conflits entre immigrants et la société autochtones sont attribués à un contexte religieux. En ce qui concerne la communauté musulmane, dans son ensemble, il est évident que les conflits ethniques qui reflètent une différence culturelle, au sein de la communauté, suscitent une lutte dans le contexte de l'Islam et souvent à un niveau symbolique. L'origine et l'histoire deviennent donc des composantes importantes de la lutte.

On ne peut donc assumer que les islamistes arabophones, vivant en Europe, agissent sur plusieurs plans qui façonnent l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes. Premièrement, sur le plan personne, l'islamiste intellectuel arabophone se perçoit comme membre d'une plus large société, jouissant d'un statut social élevé, créant , fort probablement, une attitude coopérative à l'égard de la société majoritaire. Toutefois, l'islamiste arabophone ordinaire, souvent en chômage est marginalisé dans la société et ceci est susceptible de créer une attitude compétitive à l'égard de la société majoritaire. Deuxièmement, sur le plan social, dans la communauté musulmane, l'estime de lui-même qu'a l'islamiste intellectuel arabophone est celle d'un leader en raison de son statut social et d'arabe. L'islamiste arabophone ordinaire serait conscient d'un statut de leader par rapport aux musulmans non-arabophones mais, socialement, elle ou il sont pareils aux autres musulmans. Comme nous l'avons constaté dans l'exemple de la Suède, les musulmans arabophones sont relégués aux plus bas échelons, même au sein de la communauté musulmane. Troisièmement, sur le plan social, dans la société, en tant que membre du groupe minoritaire, l'estime de soi que l'islamiste arabophone a de lui-même est bas et l'interaction "intergroupe" à ce niveau est marquée par une attitude compétitive à l'égard des membres du "outgroupe", et ceci s'applique aussi bien à l'islamiste ordinaire qu'à l'islamiste intellectuel.

Différence Entre Les Islamistes Arabophones

Sur une autre plan, le conflit entre la conception que le musulman a de lui-même et la perception que les autres musulmans ont de lui ou d'elle reflète la grande différence idéologique et politique entre musulmans. Chez les islamistes arabophones, cinq courants principaux d'idées prévalent. J'ai déjà parlé de l'idéologie Salafi, du

Parti islamique de Libération (hizb-at-tahrir) et des idées des Frères Musulmans (l'orientation Ikhwan) (38). Je dirais à cet égard que la différence entre ces orientations est aussi bien d'ordre idéologique que politique. Au niveau idéologique, ces trois mouvements diffèrent eu égard à la partie des textes sacrés à laquelle il faudrait adhérer. De même, au niveau politique, il s'agit des différentes interprétations du message politique de l'Islam et de la mesure dans laquelle il faudrait participer au domaine politique officiel de la société.

Parmis les islamistes adhérant à l'orientation Chi'â, on trouve différentes idées et niveaux d'activité. Le cinquième courant d'idées est celui du mouvement Sufi. A l'instar des autres courants de pensée, le mouvement Sufi n'est, non plus, pas une entité homogène. Sans trop simplifier la situation, on peut dire que, exception faite des groupes Sufi dispersés en Europe, qui sont essentiellement axés sur la religiosité personnelle, le groupe sufi le plus engagé dans le domaine socio-politique est le mouvement Habachi, dont le siège est au Liban. Sheikh Abdallah al-Habachi est arrivé d'Ethiopie (Habach signifie Ethiopie en Arabe) et s'installa en Syrie. Se trouvant en conflit avec les autres érudits musulmans, il quitta la Syrie pour le Liban. Il réunit plusieurs adeptes au cours de la guerre civile, la plupart de Beirout et, à la suite de la vague de réfugiés libanais qui s'installèrent dans les pays occidentaux, le mouvement habachi acquit une envergure. Il est particulièrement actif en Suisse, au Canada et dans les pays scandinaves où il fonda des jardins d'enfants et des écoles. Le mouvement habachi a certaines caractéristiques en commun avec le mouvement islamique égyptien at-Takfir wa al Hijra

(excommunication et migration) (39). En matière d'aquida, ce mouvement peut accuser d'autres musulmans d'être non-musulmans (Kuffar sing. Kafir) (40). Des penseurs musulmans tels que Ibn Taymiyya (m. 1328) et Sayyid Qutb (m. 1966) sont, selon ce mouvement, des non-musulmans étant des adeptes de l'idéologie des Salaf. Selon le mouvement habachi, ceux qui abondent dans le sens de l'idéologie des Salaf sont des anthropomorphistes, car ils adhèrent à une interprétation littéraire des Attributs de Dieu et refusent une explication de ces Attributs (41). Il est intéressant de relever qu'en matière de jurisprudence (fiqh), le mouvement habachi est moins strict. A l'opposé du mouvement salafi, qui adhère strictement au fiqh, le mouvement habachi tend à être assez tolérant, optant pour les plus simples règles de l'Islam.

Compte tenu des cinq principaux courants de pensée, outre les grandes différences culturelles entre les divers pays arabes, plusieurs

conflits sont suscités. Pour les autres mouvements, le mouvement salafi est trop rigide, adhérant strictement à une lecture littéraire des textes islamiques. J'estime que ce mouvement est le seul qui relève de la description des "mouvements intégristes" dans l'acception première du terme, qui signifiait une lecture littéraire des Saintes Ecritures (42). Pour les salafi, les autres musulmans, même les islamistes, sont moins orthodoxes qu'eux et ils désapprouvent leur engagement islamique. De même, les autres islamistes estiment que les salafis ne comprennent pas l'Islam correctement. Une certaine tension existe entre le Parti islamique de Libération et les Frères Musulmans, le premier étant une faction qui avait rompu avec les Frères Musulmans. Politiquement parlant, un grand gouffre sépare les deux mouvements, les Frères Musulmans étant un mouvement politique modéré, tandis que la Parti islamique de Libération a une idéologie politique révolutionnaire. En ce qui concerne les groupes Sufi, la plus grande différence est celle entre le mouvement Habachi, en particulier, et le mouvement salafi qui s'accusent mutuellement d'être des non-musulmans. Le conflit émane de la compréhension que l'on a de *àqida*. Alors que les sufis estiment que le recours au Prophète (ALBP) et aux saints en tant qu'intermédiaire entre l'homme et Dieu est partie intégrante de la croyance islamique, les Salafis considèrent qu'il s'agit là d'incrédulité, car ils mettent l'accent sur "la croyance réelle" qui est *tawhid* (l'unité de Dieu)

Conclusion

Il y a donc de majeures différences idéologiques et politiques entre les musulmans, des différences que les chercheurs non-musulmans ont de la difficulté à cerner. Bien que ces différences et conflits internes peuvent sembler mineurs, l'analyse et le pronostic sociaux pâtiront de leur omission. En "recherchant" les musulmans à l'avenir, et faudra tenir compte de ces variations.

La complexité des identités des musulmans, en général, et des musulmanes, en particulier, appelle des définitions précises. Une polarisation existe entre une approche de "l'intérieur" et une approche de "l'extérieur", dans les recherches sur les musulmans. La perspective intérieure/extérieure ne s'applique pas seulement à l'opposition entre chercheurs musulmans et non-musulmans, mais s'applique aussi à la différence d'approche entre un musulman "laïc" et un musulman "croyant", entre un musulman habachi et un musulman salafi, etc. Un musulman adopterait plusieurs identités, soulignant des questions sous différents angles, selon la personne à laquelle il s'adresse, et les chercheurs doivent en tenir compte dans

leurs analyses. Etant donné que l'identité est dans une très large mesure, fonction de distinction et d'opposition, il faut tenir compte des dimensions diverses et attirer l'attention sur les complexités des phénomènes et non se limiter à des entités uniques. Je ne dirais pas qu'une perspective de l'intérieur est moins valable qu'une perspective de l'extérieur ou vice-versa. Ce que je réclame, ce sont des définitions précises et davantage d'humanité et de modestie dans les confrontations entre les différentes visions du monde■

Références

- (1) Solh et Mabro (1994:l)
- (2) Rapoport 1981:10
- (3) Rapoport 1981:10
- (4) Rapoport 1981:10
- (5) Jones 1978: 60
- (6) Jones 1978:60
- (7) Jones 1978: 74
- (8) Brown et Turner dans Turner et Giles (eds) 1981:38
- (9) cf. Geertz 1973 (the interpretation of cultures)
- (10) cf. Traditions chrétiennes de "bridal mysticism"
- (11) Brown et Turner dans Turner et Giles (eds) 1981: 38
- (12) " " " " " " " " " "
- (13) Turner et Giles (eds) 1981
- (14) cf. Mutalib 1990: MUZAFFAR 1987: NAGATA 1984
- (15) Dans la langue malaise, l'expression Masuk Melayu ne signifie pas qu'une personne qui se convertit à l'Islam devient malaise. Compte tenu du fait que presque 100% des Malais sont musulmans, cette expression est couramment utilisée.
- (16) Roald 1994: 57-60
- (17) Lewis 1984: ix
- (18) Abramson 1979: 8
- (19) Rapoport 1981: 12
- (20) Steedman 1991: 4ç (Cité par Gocek et Balaghi en 1994: 7)
- (21) Il convient de relever qu'en Scandinavie, et probablement dans plusieurs autres pays, à la suite du cas Rouchdi, le mot Fatwa qui signifie "une opinion légale formelle d'un érudit musulman" est devenu synonyme de "condamnation à mort".
- (22) Brown et Turner dans Turner et Giles (eds) 1981: 39
- (23) Brown et Turner dans Turner et Giles (eds) 1981: 39
- (24) Brown et Turner dans Turner et Giles (eds) 1981: 39
- (25) Turner dans Turner et Giles 1981: 74
- (26) Le sociologue Mohamad Anwar a recensé 10.000 médecins musulmans travaillant à la British National Health Service, entre 15.000 et 17.000 enseignants, environ 20.000 ingénieurs et scientifiques. Sa source est le document 'Some aspects of Islam in Britain de COI. Londres 1981. Anwar 1987: 111

- (27) Sanders 1993 'KIM 14)
- (28) ce Hadith est cité par Boukhari et Moslem et par Imam Nawawi dans sa collection de 40 Hadiths, qui est un manuel de base pour plusieurs musulmans. Boukhari 1985; Moslem 1971; Nawawi 1976.
- (29) Nawawi 1976: 28-32; Moslem 1971 (vol.1); Boukhari (vol.1) 41-43
- (30) En ce qui concerne le concept de l'Iman (foi) et de Kufr (non-foi), Kufr ne signifie pas athéisme, un concept qui rejette l'existence de Dieu, mais plutôt un reflet de l'adoration de Dieu. cf. Mawdoudi
- (31) Référence ????
- (32) Moslem 1971 (vol.1) : 40-41; Boukhari 1985 (vol.I) 31-32
- (33) Moslem 1971 (vol.I) 41
- (34) Riyad as-Salihin 1983: 167
- (35) cf. Moslem 1971 (vol.I) 87-89; cf. 1971 (vol. I) 509-513
- (36) Le terme Salaf signifie les premières trois générations de musulmans pour plus d'informations, cf. Roald 1994.
- (37) Abramson 1979: 10
- (38) Il faut réaliser que "l'orientation Ikhwan", signifie un courant de pensées, fondé sur les idées de Hassan al-Banna , mais n'implique pas nécessairement une affiliation aux Frères Musulmans. Pour plus d'informations cf. Roald 1994: 97-213
- (39) cf. Kepel 1985
- (40) Moslem cite ce Hadith. Le Prophète (ALBP) dit: "Quiconque accuse son frère musulman de non-croyance agit de manière qui rejette sur lui cet opprobre. Si cette accusation s'avère véridique, la non-croyance de l'homme est confirmée. Si elle s'avère fausse, l'accusateur se voit attribuer cet opprobre.
- (41) Ceci est illustré par l'opinion de ce mouvement Habachi sur le livre de Qutb intitulé "fi zilal al-Quran" (à l'ombre du Coran) où il explique que les Attributs de Dieu sont des abstractions des attributs de l'homme. Cette explication, selon le mouvement, est de l'anthropomorphisme, donc Kufr (non-foi).
- (42) Hadden, J.K. Schupe A. "Existe-t-il un intégrisme universel?" i Fundamentalism Reconsidered Vol.II (paragon House, New York 1988)

Dr Mortada Sayyed Omarof*

Les Jeunes Etats Independants En Asie Centrale Et En Occident: Les Points De Divergence Et D'entente**

Permettez-moi d'aborder certains points de divergence et d'autres d'entente dans les relations entre les pays d'Asie-Centrale et les pays occidentaux dans le cadre de leur complémentarité politique et économique, et de l'action de ces pays, qui ont récemment accédé à l'indépendance, pour s'intégrer à la Communauté économique internationale.

A la fin de la "guerre froide" entre l'Orient et l'Occident et après l'indépendance des Républiques de l'ex-Union Soviétique, de nouvelles républiques, dont cinq en Asie Centrale devenues totalement indépendantes, ont émergé sur la carte géographique du monde. Au sein de la Communauté internationale, l'émergence de leur rôle comme nouvelle force politique s'est répercutée positivement sur elles. Ceci signifie que cette région du monde occupe une place prépondérante dans les politiques et stratégies des Grandes puissances, comme les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, le Japon, et la Russie en tant qu'héritier de l'ex-Union Soviétique.

A cet effet, nous constatons que Washington a conscience de l'importance stratégique de l'Asie Centrale comme région de stabilité sur la scène internationale; étant donné que tout déséquilibre politique

* Professeur à la Section des Etudes Islamiques Université Gouvernementale de Tachkent pour les Etudes Orientales- Ouzbekistan

**Original : Anglais.Traduit par Salwa Al Batouti

dans la région pourrait conduire à un conflit politique qui aura son impact non seulement sur les pays de cette région mais encore sur le monde tout entier. Dans cette perspective, les Etats-Unis d'Amérique, ayant leurs intérêts dans la région oeuvreront sans doute à établir une coopération économique avec les autres pays de manière à englober les intérêts russes dans la région.

Par ailleurs, les Etats-Unis d'Amérique ont bien conscience de la pression qu'exerce la Russie sur les pays d'Asie Centrale pour utiliser leurs ports riverains des mers et des océans internationaux. Ceci exige donc que d'autres accès parallèles soient créés afin d'alléger cette pression économique et politique qui pèse sur les pays de la région.

Les pays de cette région qui font en réalité partie du monde islamique savent bien que les Etats-Unis d'Amérique - dans le cadre de leur politique étrangère destinée à la région - prendront inévitablement en considération cette vérité dans leurs calculs stratégiques.

En outre, la Russie qui a émergé comme une nouvelle superpuissance, conserve encore une partie de son rôle politique et économique efficace en Asie Centrale, voire dans les rapports internationaux de ces jeunes Etats; surtout que la Russie elle-même est devenue entourée, à l'ouest et au sud, par de nouveaux pays indépendants qui faisaient géographiquement partie de l'ex-Union Soviétique.

Nous savons, toutefois, que les conditions intérieures difficiles par lesquelles passe actuellement la Russie ne lui permettent pas de reconsidérer sa stratégie en Asie centrale ni son rôle politique et économique dans cette région. Nous savons également que la Russie craint de perdre son rôle agissant dans la région et que pour autant elle oeuvre inlassablement à redynamiser son rôle politique, économique et militaire dans la région.

Cette offensive russe ne peut que susciter l'inquiétude des pays d'Asie Centrale. En effet, il nous paraît évident en analysant les matières que diffusent les moyens d'information russes, que les dirigeants de la Russie oeuvrent à destabiliser les Républiques de l'ex-Union Soviétique.

Permettez-moi aussi de traiter quelque peu du problème afghan dont les dimensions tant négatives que positives s'étendent à l'Asie Centrale et aux pays voisins de l'Afghanistan. En fait, les Républiques de l'Asie Centrale comprennent bien que la solution du problème afghan réside dans la solidarité, la compréhension et l'appui des pays

de la région ainsi que dans les efforts pacifiques des Grandes puissances, le rôle actif des organisations internationales, dont notamment l'Organisation des Nations Unies, et le dialogue sincère des parties en conflit en Afghanistan. Pour résoudre ce problème, il faut aussi entamer un dialogue international qui vise à mettre fin à l'influence des armes sur cette région tourmentée du monde, et lui assurer l'aide économique pour surmonter cette épreuve et parvenir à une paix réelle qui prend en considération les intérêts de toutes les parties.

A travers la politique extérieure rationnelle adoptée par les Républiques de l'Asie Centrale, nous pouvons constater combien ces dernières ont conscience de la réalité de la conjoncture internationale et comment elles oeuvrent pour arriver au 21ème siècle en une communauté unie sur la scène internationale. De surcroît, la situation géographique distincte de ces pays, leurs importantes ressources naturelles leur permettant une indépendance économique réelle, et le facteur démographique qualifient ces pays à assumer parfaitement ce rôle.

Nous comprenons aussi que l'indépendance économique réelle a besoin d'une véritable complémentarité économique et politique entre les pays de la région, ce qui contribuerait d'ailleurs à renforcer l'économie nationale de chacune de ces Républiques à part et par conséquent, renforcer et améliorer la situation économique et sociale dans la région tout entière.

Nous estimons que ceci exige une stabilité et un équilibre militaire susceptibles d'assurer la sécurité dans la région qui pourrait ainsi réaliser la complémentarité et l'ouverture sur la communauté internationale, et devenir une partie intégrante de cette dernière, pour qu'elle contribue à la consolidation de la sécurité et la stabilité internationales■

Dr. Rizkallah Hilan*

Un Mode de Développement comme Projet pour un Dialogue Interculturel

Les pays du Moyen Orient furent depuis les temps les plus reculés, et pour plus d'une dizaine de millénaires, des foyers de création et d'invention, de dialogue et d'échange entre les cultures. Cette longue histoire ne pourrait-elle pas nous proposer quelques leçons pour nos problèmes actuels?

1- La Syrie historique (Bilad ech-Cham) fut probablement, selon les toutes récentes découvertes archéologiques⁽¹⁾, le premier berceau de la "Révolution néolithique" (X- VIIème millénaires av. J.C) au cours de laquelle les groupes humains passèrent de la vie nomade et des cavernes, se nourrissant de la chasse-cueillette, à une vie sédentaire dans les villages construits, produisant leurs moyens de subsistance par la pratique de l'agriculture et de l'élevage des animaux.

Ce passage de l'état de parasite dépendant des aléas de l'environnement, à un état de maître et possesseur de la nature, vivant du produit de leur activité propre, constitua une transformation radicale dans leur mode de vie, une vraie mutation. Mais, loin d'être un renversement brusque ou concentré dans un seul lieu, cette mutation fut, au contraire, le résultat d'un ensemble complexe de changements dans les divers aspects de la vie culturelle, démographique, technique et économique, qui se déroulèrent dans plusieurs lieux, en des temps rapprochés, ou passant d'un lieu à

* Chercheur Syrien dans le domaine des sciences socio-économiques.

l'autre par l'échange et la symbiose. Du nord de la Syrie, beaucoup de ces inventions furent transportés par les nomades en Asie mineure, et de là dans les Balkans⁽²⁾.

2- L'ingéniosité des populations villageoises développa ensuite, dans les pays de Mésopotamie, de Syrie et d'Egypte surtout, des civilisations brillantes. Des découvertes et des transformations majeures eurent lieu, constituant successivement les trois grandes révolutions qui jetèrent les bases fondamentales sur lesquelles s'épanouirent toutes les civilisations ultérieures: la "Révolution urbaine" (fin du IV^e -début du III^e millénaires), et la "Révolution marchande". Ces mutations se déployèrent, comme la précédente, non pas par des renversements abrupts, mais par une lente évolution lente relativement au rythme accéléré de notre époque présente s'étalant sur 3 à 4 millénaires et impliquant un nombre immense de changements, d'améliorations, de découvertes et d'inventions de toutes sortes, obtenus dans des lieux différents et échangés entre eux.

Pour ne citer que quelques uns des plus importants: la naissance de l'Etat-entrepreneur, l'organisation des grands travaux d'irrigation, les Cités-états et les empires, la propriété privée, une prolifération de techniques améliorées et de métiers spécialisées (poterie, métallurgie), le bronze, les échanges à longue distance (la maîtrise de la mer et des routes continentales), le droit, l'alphabet, la diffusion du fer, le verre, etc.

Les échanges à longue distance par mer et par terre, tenues surtout par les Phéniciens et les Araméens, couvrirent tout le Bassin méditerranéen, à l'ouest, les pays d'Asie antérieure et au-delà jusqu'en Inde et aux confins de la Chine, à l'est, mettant en symbiose les cultures des diverses régions.

3- C'est seulement dans la 1^{ère} moitié du 1^{er} millénaire av.J.C. que les Grecs commencèrent à s'éveiller en découvrant l'avance considérable de l'Orient, auquel ils empruntèrent les éléments essentiels pour édifier leur civilisation. La légende d'Europe, charmante fille du roi de Phénicie, séduite et enlevée par le grand Zeus incarné en taureau, traduit bien ce transfert culturel "qui en marquera l'Histoire jusqu'à nous" comme l'exprime bien un grand historien suisse⁽³⁾.

4- Retour aux sources, après la conquête d'Alexandre le Grand (IV^{ème} S. av. J.C.), la culture grecque s'unit à celles de l'Orient pour former ensemble une civilisation syncrétique, dite hellénistique, qui

s'imposera à Rome, conquérante militairement. Méditerranéenne par excellence, cette civilisation mit en contact les diverses cultures d'Orient et d'Occident qui dialoguèrent fructueusement et sans entraves sous la PAX ROMANA. Antioche, Alexandrie, Rome et Byzance en furent les principaux centres.

Des entrailles de la culture araméenne (araméo-arabe, selon certains), émergea alors la première religion universelle, le Christianisme, qui se développa surtout en Syrie, d'où il fut diffusé dans tout l'Empire romain, comme religion populaire persécuté d'abord, pour être consacré, ensuite (4ème S. ap. J.C) comme religion impériale.

Est-ce là un phénomène fortuit? Ou traduit-il une réalité profonde: une symbiose libre de toutes les cultures au sein de l'Empire et, même, bien au-delà? Réalité qui doit nous faire bien réfléchir aujourd'hui!

Cependant, une fois devenue religion d'Etat, le christianisme fut contaminé par la politique et devint un instrument idéologique de persécution des opposants, à partir du Concile oecuménique de Nicée en 325 ap. J.C., présidé par l'empereur lui-même. Cette évolution, malheureuse, à notre sens, aboutit aux luttes intestines et au déchirement de l'Eglise et de l'Empire, ou au moins y contribua largement. Un autre phénomène à méditer pour notre temps présent: la séparation entre la politique et le doctrinal.

Notons aussi que cette évolution, qui contredit la tradition orientale précédente, la tradition araméenne en particulier, où les diverses croyances, comme les idées et les techniques, circulèrent librement, eut une conséquence particulièrement grave: elle fut, sans doute, à l'origine de la scission entre les Eglises d'Orient et celle de Rome. Cette dernière, se constitua en Etat papal indépendant sous la protection carolingio-germanique (745 ap. J.C.), et le conflit aboutit à une coupure définitive en 1054, et même à une inimitié entre les deux camps. Rome, et avec elle l'Occident, tournant alors le dos à l'Orient, coupa avec ses origines et avec ses frères dans la foi, pour y revenir 40 ans plus tard en envahisseur implacable; les Croisés ne distinguant pas ou presque, dans leur haine, entre Chrétiens et Musulmans. L'inimitié se creusa alors davantage entre les deux rives de la Méditerranée, et les croisades devinrent une institution permanente, conduisant directement aux invasions coloniales des temps modernes et aboutissant à la conquête sioniste de la Palestine et au soutien ferme de l'Etat d'Israel par tout l'Occident.

Au cours de toute cette évolution, des tendances euro-centriques et racistes se développèrent contre les Arabes, et plus généralement

contre les peuples coloniaux, aidés et renforcés par la supériorité européenne acquise dans les sciences, les techniques et le développement capitaliste.

Selon cette vision, l'Europe serait Athènes-Rome-Europe occidentale uniquement, radicalement différente des autres peuples, et avec une civilisation sui generis et supérieure. En dehors d'elle ce ne serait que barbarie et ténèbres. Les anciens Grecs ne considéraient-ils pas tous les non-Grecs comme des barbares? Et Israël ne serait-il pas, selon la même vision, la citadelle de défense de la civilisation contre la barbarie? Dix milles ans de performances, de progrès multiformes de l'histoire de l'Orient sont ainsi condamnés, ignorés, pour que la morgue des Européens soit satisfaite, et la mission "civilisatrice" de l'Occident justifiée.

Mais, soyons justes! L'ethnocentrisme n'est sûrement pas un phénomène propre et exclusif aux Européens. Il est sans doute un fait plus général, peut-être un phénomène de société, ou même une propriété de l'homo sapiens rendu de plus en plus 'démens' par la puissance de la science de l'industrie et de la richesse; l'auto-justification et les récriminations ne pourraient qu'être des entraves à la lucidité, indispensable à tout dialogue raisonnable et fructueux.

5- La Civilisation arabo-islamique ne vint pas en opposition avec le passé, mais bien au contraire, elle se développa en continuité directe des cultures orientales et hellénistique, qu'elle fondit dans un creuset unique et y ajoutant des éléments empruntés aux civilisations asiatiques (Inde, Chine) et africaines.

Des progrès considérables furent réalisés dans les sciences, les techniques et l'économie qui passèrent directement à l'Europe; la langue arabe fut développée rapidement par les savants arabes, et devint la lingua franca à partir de laquelle les oeuvres philosophiques, scientifiques et autres, d'origine grecque, syriaque ou arabe, furent traduites en latin ou en d'autres langues européennes.

6- D'après cette perspective historique, la Civilisation européenne pourrait-elle être attribuée à l'ingéniosité exclusive des Européens? Ne serait-elle pas plutôt la fille légitime de toutes celles qui la précédèrent? Ne se nourrit-elle pas aux sources arabo-islamiques et autres durant tout le Moyen-âge, et même bien au-delà jusqu'à la Révolution industrielle?

Continuons:

A partir du XVI^{ème} s., les puissances européennes instituèrent le "Pacte colonial" et les "Traités des concessions" qu'elles imposèrent aux pays des trois autres continents. à l'Empire ottoman, en particulier, les soumettant à un processus d'exploitation coloniale qui détruisit leurs économies traditionnelles et bloqua leur industrialisation. Les progrès techniques qui circulaient librement auparavant, la bourgeoisie triomphante en fit un monopole qui, ajouté à l'échange inégal, creusa un fossé de plus en plus profond entre l'Occident, qui amassa les richesses de la Planète entière, et les autres pays qui perdirent ainsi leurs forces vives et furent poussés dans un processus inverse de sous-développement.

Donc deux phénomènes historiques intimement inter-reliés: en Occident, un processus de croissance de d'accumulation continu; ailleurs, dans les autres, pays, devenus dépendants et dominés, un processus inverse d'appauvrissement. Deux faces de la même médaille, avec un écart grandissant. S'accéléraient après la Révolution industrielle et continuant jusqu'à nous.

En conclusion de ce rapide rappel historique:

a- La civilisation universelle n'est pas un produit exclusivement européen. Dans ses origines et dans son développement pendant une dizaine de milliers d'années, tous les peuples, d'Orient en particulier, y contribuèrent activement. Et, donc, tous ont le droit et le devoir d'y apporter, aujourd'hui, leur part; ce qui suppose un dialogue constructif et respectueux de toutes les cultures.

b- Nous constatons un mouvement rotatif de l'évolution historique, les centres de civilisation passant d'une région ou d'un peuple à d'autres, au cours du temps. Il s'agit d'un mouvement ascendant en forme hélicoïdale, chaque civilisation y occupant un tour, puis passant son leg à la suivante. Comme si le progrès, pour continuer sa marche, se verrait contraint, pour vaincre la résistance que lui opposent les structures figées des sociétés mûres; de les dépasser en se muant vers d'autres cultures encore jeunes. N'est-ce pas aussi la ligne qu'emprunte l'espèce humaine, les individus et les générations disparaissant pour que l'espèce puisse continuer et grandir.

c- Si tel est le génie de la vie; la question qui se pose à nous est la suivante: la civilisation occidentale serait-elle la forme finale de l'évolution, comme le prétendent ses apologistes? Ou est-elle transitoire, comme celles qui l'ont précédées, comme le soutiennent ses critiques? La crise qui secoue l'Occident "va plus loin que les

grands tournant de notre histoire. Elle met en question notre civilisation jusque dans ses fondements" écrit J. Robin⁽⁴⁾. Affirmation péremptoire que d'autres penseurs occidentaux produisent dans d'innombrables écrits. Mais; l'Occident, ou les capitalismes dominants, pour le dire plus carrément, sont-ils capables de se dépasser, de résoudre les immenses problèmes qu'ils ont créés et qui s'aggravent? Citons encore J. Robin: "Notre système industriel, marchand et militaire (...) s'étant assuré le contrôle des médias pour conditionner l'opinion (la pensée unique), notre culture est bien incapable d'exercer sa fonction traditionnelle de médiation symbolique (...)"⁽⁵⁾. Les marxismes et les socialismes ne sont-ils pas des exercices avant coureurs de dépassement? Le retour en force d'un capitalisme "pur et dur" repris au XIXème siècle, n'est-il pas le signe de l'impasse des structures établies?

"The significant problems we face cannot be solved at the same level of thinking we were at when we created them" (Einstein)⁽⁶⁾. Il faudrait, donc, s'élever à un niveau supérieur de penser.

d- Nous constatons une accélération de l'histoire: le temps de changement se mesure en millions d'années au Paleolithique, en milliers au Neolithique... en dizaines d'années, puis en laps de temps plus courts, actuellement.

II- "Sortir du Néolithique"⁽⁷⁾

Depuis le début de l'Age néolithique, d'immenses progrès furent réalisés dans tous les domaines. Aujourd'hui, les bourgeoisies des centres capitalistes détiennent une puissance gigantesque. Mais qu'en est-il de l'homme, de sa sécurité, de son épanouissement, de ses relations sociales et internationales? Les révolutions politique, industrielle, économique et scientífico-technique se sont produites dans tous les pays capitalistes, mais qu'en est-il des principes: liberté, égalité, fraternité, qui sont l'essence de la démocratie? N'y-a-t-il pas là un déséquilibre fondamental qu'il faudrait corriger? C'est à partir de ces questions radicales que devrait se poser, aujourd'hui, la question de dépassement du système, et elle est d'autant plus urgente que l'accélération du progrès scientífico-technique nous prend à la gorge.

Comment pourrion-nous, donc, avancer dans la voie de la mutation qui s'impose? Quel rôle devraient y jouer les pays périphériques et leurs organisations? Tout progrès du système mondial passe nécessairement par l'échange, le dialogue, la coopération: il est collectif. Or, les centres du système sont trop puissants, et les pays

périphériques trop dépendants pour que l'échange entre eux puisse s'établir sur un pied d'égalité. La loi du plus fort s'impose toujours, et les problèmes s'aggravent.

Dans cette situation, pour qu'un dialogue fructueux puisse voir le jour, il faudrait que certaines conditions essentielles soient réalisées:

La première est que les centres dominants remettent en cause leur vision d'eux-mêmes, de l'histoire et du monde; qu'ils repartent d'un niveau de conscience et de responsabilité plus élevé. Cela suppose:

- Le respect et l'acceptation de l'Autre, ce qui est l'essence même de la culture.
- La mise en application des grands principes éthiques. Une civilisation dépassant le Néolithique ne pourrait pas s'en passer.
- Une réduction drastique des forces militaires.
- Une remise en question du modèle de consommation gaspilleur et prédateur.
- La mise de l'économie, de la technique et de la science à leur place, à savoir: au service de l'homme et des sociétés; l'esprit de la science économique, son but, c'est la satisfaction des besoins, ce n'est pas la création de la rareté pour réaliser des profits.

La seconde conditions est que les pays dominés fassent de même, qu'ils changent radicalement leur vision de soi, de leurs relations internes, de leurs relations mutuelles et de leurs relations avec les centre; que leurs forces politiques et sociales s'élèvent à un niveau avancé de conscience et de responsabilité, qu'elles affirment leur besoin et leur volonté de jouer un rôle efficient dans la civilisation universelle. Cela suppose, à notre sens, la réalisation d'un mode de développement qui puisse leur restituer leur vitalité culturelle, leur capacité de création et de participation au progrès qui se fait.

III- Proposition pour un autre Développement

La conception du développement, empruntée à l'expérience de l'Occident a dominé toutes les variantes suivies par tous les autres pays depuis leurs indépendances, bien sûr avec des variantes et des couleurs "nationales"; pour l'essentiel, le modèle de rattrapage des pays avancés s'est imposé partout, mais rattrapage de quoi? De ce qui est apparent, visible ou des forces cachées du système?

Ce modèle a échoué lamentablement. Nulle part ou presque le rattrapage n'a été atteint ou même approché, puisque l'écart ne cesse de s'élargir. Il s'agit donc de mettre en cause les postulats de base du

modèle en question et de se proposer une autre voie.

1- Le développement est à concevoir non comme un état à atteindre, mais comme un processus tendant à affranchir l'homme et les sociétés du besoin, à libérer leurs forces de création et à susciter leur enrichissement intellectuel et spirituel. Cette fin ultime doit primer et orienter tous les moyens et objectifs intermédiaires, comme la croissance du PIB, la technologie, l'enseignement, la puissance militaire, etc. Il s'agit, donc, non pas de rattraper, mais de dépasser les pays riches en suivant une autre direction.

2- Concevoir et mettre en pratique un modèle de consommation radicalement différent de celui propagé par les bourgeoisies du centre. Ce dernier suscite en effet un appétit insatiable pour les biens matériels, que le système capitaliste industriel, dans sa course effrénée pour le profit et la puissance, produit en quantités sans cesse croissantes faisant de la possession et de la consommation sans frein une fin en soi, ou presque.

Un tel modèle exténuant et gaspilleur fourvoie le processus de développement et contredit radicalement sa fin telle qu'elle est exprimée au paragraphe (1) précédent.

Cependant, il ne s'agit nullement d'instaurer un ascétisme rigoureux, mais plutôt une consommation sobre et frugale ou le confort ne doit pas être recherché pour lui-même.

3- Concevoir un modèle de redistribution des revenus tendant à:

- satisfaire le modèle de consommation proposé
- dégager un surplus substantiel pour l'investissement
- répondre aux principes de justice et de solidarité entre les hommes et les sociétés. L'inégalité insolente et croissant impliquée dans le modèle conventionnel a été, en effet, la source de corruption et de déchirement des sociétés, et de gaspillages inouis du surplus et des ressources de la nature, ainsi que du temps de vie des gens. Elle ne peut, donc qu'être condamnée et rejetée, aussi bien au plan économique qu'aux plans social et moral.

4- Etant la fin du développement et son créateur, le peuple dans son ensemble doit pouvoir participer à sa conception, sa mise en oeuvre et le contrôle de son exécution. Aussi, est-il indispensable que les initiatives populaires soient libérés de toute contrainte pour exprimer les intérêts et les besoins de la grande majorité des citoyens. Tout modèle conçu par les hautes sphères technocratiques exclusivement, souvent avec l'inspiration ou l'aide extérieure directe, et selon des

schémas conformes aux exigences du marché mondial dominé par les grands acteurs internationaux, ne peut que servir, en priorité, les intérêts de ces derniers.

Mais pour que la participation populaire soit efficace et féconde, encore faudrait-il qu'elle soit libérée de la peur et du complexe d'infériorité envers l'Etat, les spécialistes du "savoir" et de l'étranger. Et, donc, que les couches populaires et les organisations qui les représentent regagnent leur confiance en soi et le courage pour exercer leur esprit d'initiative. Ainsi seulement, le peuple pourrait recouvrer toute sa dignité et son orgueil, et satisfaire ses besoins spirituels et moraux, fin ultime d'un développement humain.

5- le travail étant indispensable à la dignité de l'homme et à sa participation à la responsabilité sociale, il faudrait qu'il soit un droit et un devoir pour tous. En réalité, il y a dans le secteur informel et dans les services sociaux un immense réservoir d'emploi inutilisé, par manque de moyens financiers ou pour d'autres raisons. On ne voit pas alors pourquoi une personne capable de fournir un effort utile au service de la société, en soit privé puisqu'on lui doit assurer, en tout cas, les moyens de satisfaire ses besoins.

Pourtant, le travail n'étant pas une fin en soi, sa durée devrait être réduite progressivement avec le progrès technique, le temps libéré étant aussi un bien essentiel que ce progrès devrait satisfaire. Et pour que le temps libre puisse être constructif, il faudrait que la société soit pourvue des réseaux serrés d'organismes d'utilité sociale fournissant la possibilité à tous d'exercer leurs talents, leurs forces spirituelles et morales, leur citoyenneté.

Aucun développement symétriquement interdépendant ne peut se concevoir sans une base solide d'accumulation du capital. Celle-ci exige deux éléments primordiaux : la production d'un surplus économique suffisant pour financer le développement; et , la formation d'une capacité scientifique et technologique nationale appropriée.

D'autre part, le développement n'étant pas dans les choses uniquement, mais dans les hommes, avant tout, c.à.d. dans les efforts qu'ils déploient pour se reproduire à un niveau toujours plus élevé, il ne peut être conçu que comme un processus de création permanent. C'est dans ce processus que se développe la connaissance, l'esprit d'objectivité, de coopération et de solidarité, les joies et les peines communes. N'est-ce pas là l'essence de la culture? Or, la non-participation à l'effort commun, aux performances techniques et économiques se traduit, comme le constate G. Burdeau, par un

"certain avilissement de l'être spirituel" (7). En fait, nous applaudissons fort les exploits des pays avancés, mais cela va-t-il sans susciter dans notre coeur une certaine anxiété, des récriminations, une fuite dans le passé glorieux... et la question: qui sommes-nous? Ou en sommes-nous des Occidentaux? C'est l'angoisse de la création manquée dans notre culture nationale.

7- La mise en application des idées précédentes implique nécessairement:

a- Un cadre de démocratie et de respect des droits, un Etat de droit, une séparation stricte entre la politique et le religieux, un contrôle populaire du Pouvoir et des pouvoirs, un système d'information autonome et fonctionnel, l'animation de la société civile et des relations extérieures actives étroitement liées au projet.

b- Une alliance populaire rassemblant la majorité des forces vives de la nation.

c- La reconnaissance objective des incohérences et des contradictions au sein de cette majorité, et leur intermédiation active par le dialogue, l'esprit de responsabilité, de solidarité et de respect mutuel, ainsi que l'application des principes de justice et de compassion.

Un tel projet serait-il utopique eu égard aux tendances dominantes dans le système mondial actuel? Il l'est certes, au moins en apparence. Cependant, nous ne voyons pas d'alternative possible autre que celle d'une intégration-soumission caricaturale dans ce système, inacceptable, à notre sens. Ce n'est pas parce qu'un discours est dominant, qu'il doit être pris comme réaliste, c.à.d. conforme aux besoins de l'époque et, donc, seul sérieux. Il faudrait, surtout, voir les bourgeons des forces neuves qui sortent des fissures cachées de ce système, les dynamiques sociales qui représentent son avenir.

Néanmoins, le projet ne peut recevoir sa crédibilité que s'il était adopté par un groupe de pays les plus concernés, fermement résolus à agir ensemble et à coopérer étroitement pour affronter les défis qui se posent, et, donc, créer les conditions d'un dialogue raisonnable avec les autres pays, notamment avec les puissances dominantes, les grandes firmes transnationales, et avec les forces organisées de la société civile dans les pays du centre et de la périphérie.

Puisse ce congrès international encourager une telle initiative pour agir dans le sens du dépassement des déséquilibres et des dangers que comporte le système du monde présent, et lancer un dialogue qui soit basé sur les principes de raison et de solidarité, au lieu de la

logique de la force, de la violence et de l'esprit de domination?■

Références:

1. J. Cauvin, *Les premiers villages de Syrie-Palestine du IX^{ème} au millénaires avant J. C.*, ed. Maison de l'Orient, Paris 1978; *Syrie memoire et civilisation*, Flammarion, Paris 1993; *Exposition syro-européenne d'archéologie*, Ed. Institute français d'études arabes de Damas, 1996.
2. J. Cauvin, in *Syrie mémoire et civilisation*, p. 35
3. J. F. Bergier, *Europe et les Suisses*, ed. Zoe, Geneve, 1992 p.5.
4. Jacques Robin, *Changer d'ère*, ed. Seuil, Paris 1989, p. 7.
5. *Ibid*, p.8.
6. Cito, in Stephen R. Covey, *The 7 Habits of Highly Effective People*, Fireside Ed. New York 1990, p. 42.
7. Ce paragraphe est inspiré de l'ouvrage de J. Robin, *op. cit.*, p. 185.
8. Georges Burdeau, *Traité de science politique*, tome VI, Lib. gén. de droit et de jurisprudence, Paris, 1956 p. 82

Dr. Sayed Hussein Ahmad Ali*

Paix, Democratie Et Justice Sociale Avec Reference A La Malaisie Tout Particulièrement**

A - Introduction

Après l'effondrement de l'Union Soviétique et des Etats de l'Europe de l'Est et la fin de la guerre du Golfe, le Pentagone mit au point un document secret intitulé : "Defense Planning Guidance for the Fiscal years 1994-99" (Directives de planification de la défense pour les exercices financiers 1994-99), en date du 18 février 1992. Le projet de ce document fut diffusé, pour débat aux échelons les plus élevés du gouvernement des Etats Unis. Le 8 mars 1992, le "New York Times" en publia certains extraits. Le document esquissait la mission militaire des Etats Unis après la fin de la guerre froide et soulignait l'importance pour les Etats Unis de prévenir l'avènement d'une nouvelle puissance qui pourrait lui lancer un défi. L'objet principal était de défendre le monde d'une seule superpuissance qui, évidemment serait coiffé par les Etats Unis.

Selon ce document l'Amérique continuerait à faire le contrepoids à la Russie, à l'Allemagne, au Japon et à la Chine. Elle s'opposait aussi au défi posé par certains pays du Tiers Monde et au mouvement islamique croissant. L'Irak, la Libye, Cuba et la Corée du Nord étaient les cibles principales, mais la Syrie, l'Iran, l'Inde et le Pakistan figuraient aussi sur la liste noire du document du Pentagone. A cette fin, l'Amérique poursuit son contrôle et sa manipulation du Conseil

* Ecrivain et penseur

**Original: Anglais Traduit par Noha Badawi

de Sécurité et sa pratique éhontée de la politique de deux poids, deux mesures, ayant recours, par exemple, à l'organe des Nations Unies, pour détruire le potentiel économique et les capacités militaires de l'Irak, sans néanmoins s'élever contre Israël sioniste, malgré son traitement inhumain des palestiniens et sa possession d'armes nucléaires.

A la fin de sa présidence, Georges Bush s'efforçait de créer un Nouvel Ordre Mondial qui n'était autre que la restructuration du monde, sous la domination impérialiste des Etats Unis. Cet ordre visait la réaffirmation de la puissance des pays occidentaux sous l'égide des Etats Unis. Leur puissance militaire et économique a été entièrement utilisée pour dominer le monde. Les Etats Unis, aujourd'hui, sous la présidence de Clinton, poursuivent des politiques étrangères semblables à celles appliquées avec force par George Bush. Sa mission semble être de détruire tout pays ou tout leader qui ne se plierait pas à ses souhaits.

Compte tenu de ce scénario, qui fournit une toile de fond générale, nous pouvons aborder l'étude de la région de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (l'ANASE), notamment de la Malaisie, sous différents angles comme suit :

B - Paix Et Sécurité

A l'instar des autres Etats de l'Association, la Malaisie a formulé une politique visant la création d'une zone de Paix, de Liberté et de Neutralité (ZOPFAN) pour toute l'Asie du Sud-Est. ZOPFAN a été importante, surtout tout au long de la guerre froide, lorsque l'Asie du Sud-Est était l'arène des forces ennemies de l'Union Soviétique et des Etats Unis. L'on ne peut nier que la rivalité Est-Ouest a fortement marqué la lutte héroïque de libération nationale au Vietnam.

La politique de ZOPFAN est demeurée significative pour la Malaisie après la fin de la guerre froide. L'on peut affirmer que la Malaisie a pu, grâce à cette politique, participer activement aux efforts déployés pour l'instauration de la paix au Cambodge sous l'égide des Nations Unies. La Malaisie a détaché un important contingent militaire aux forces des Nations Unies de maintien de la paix au Cambodge, après la signature par les forces ennemies d'un Traité de Paix, qui fut suivi d'élections générales. Néanmoins, une paix réelle n'existe toujours pas dans ce pays. Bien que le gouvernement semble contrôler le pays, les forces des Khmers rouges semblent encore faire preuve d'une certaine résistance.

Les différents Etats de l'Association sont soucieux et souhaitent

instaurer et maintenir la paix dans la région mais, parallèlement, s'adonnent à une course aux armements, prétendant qu'il s'agit d'un souci d'auto-défense. La Malaisie a récemment acheté un équipement de défense plus sophistiqué. Elle a signé, en 1988, un Mémoire d'Entente avec l'Angleterre pour l'achat d'armes, jusqu'à concurrence de 5 milliards de dollars malais (5 milliards de \$US). La Malaisie a acheté 20 avions Hawks de l'Aerospace et 29 Mig de la Russie et a l'intention d'acheter 18 F/A des Etats Unis. Elle a également acheté deux frégates britanniques équipées de missiles-sol Sea Wolf.

Cette accumulation d'armes par tous les membres de l'association peut-elle être uniquement dûe à un souci d'auto-défense ? Ou se préparent-ils pour des conflits éventuels, notamment en raison de réclamations territoriales en souffrance ? Par exemple, la Malaisie, les Philippines, le Vietnam et la Chine réclament les Iles Spratly. Ils déclarent vouloir arriver à un accord par voie diplomatique. Toutefois, la plupart d'entre eux ont stationné leurs navires et leurs forces armées dans différentes régions des Iles ou proches d'elles. L'Indonésie et la Malaisie réclament Pulau Sipadan, tandis que la Malaisie et Singapour soulignent leurs droits à l'Ile de Bukit Batu Putih. Ils sont à présent convenus de saisir la Cour Internationale de leurs réclamations.

Il importe de relever que des journaux britanniques ont révélé, en 1994, des plans malais indiquant que la Malaisie, avec le concours de l'Angleterre, avait l'intention de construire des bases militaires à Segamat et à Mersing, situés à Johore, un état dans la partie Sud de la Malaisie. La base de Segamat, située dans l'arrière-pays, est supposée être consacrée à la formation en matière de combat de jungle, tandis que celle de Mersing, située sur la côte, face à la mer de Chine, doit être une base militaire, équipée d'un système sophistiqué de Radar, de quais pour sous-marins, de hangars pour avions Hercules de transport sous le commandement de commandos hautement qualifiés.

L'on se demande quelle est la raison à l'origine de la création de ces bases, surtout celle de Mersing. Quelle en est la cible ? Ceci se rapporte-t-il au retrait de l'Angleterre de Hong Kong en 1997 ? L'objectif n'est certainement pas de fournir à l'Angleterre une position de repli. Néanmoins, aucune information n'a suivi cette révélation par les médias. Il semble que ce plan soit en suspens, compte tenu de la décision de la Malaisie de ne plus accorder, aux sociétés britanniques, trop de contrats gouvernementaux.

Les liens de défense de la Malaisie avec l'Occident demeurent

néanmoins et semblent avoir acquis davantage d'envergure. Elle a des liens avec l'Angleterre, l'Australie et la Nouvelle Zélande, à travers l'Anzac, bien que les arrangements de défense se relâchent et semblent de moindre importance à la Malaisie... Des exercices militaires conjoints se tiennent encore de temps à autre, mais aucune mesure n'a été prise pour briser ces liens. Bien au contraire, d'autres liens ont été forgés, étrangement avec les Etats Unis, malgré les critiques fréquentes des Etats Unis formulées par le Premier Ministre de Malaisie.

L'Asian Wall Street Journal (AWSJ) a publié, le 8 avril 1992, un long article révélant que le Premier Ministre, Mahathir Mohamed, avait signé, le 20 janvier 1984, un accord de défense avec Caspar Weimberger le Secrétaire à la Défense des Etats Unis en ce temps-là. Selon cet accord, des officiers américains pouvaient être rattachés à l'ambassade des Etats Unis, en Malaisie, en tant que "personnel administratif et technique". Plusieurs exercices militaires conjoints américo-malais ont été effectués. Il semble que de tels exercices ont été effectués presque mensuellement, en 1991-92, avec la 7ème flotte et la 13ème unité aérienne US. Des exercices de combat de jungle ont souvent eu lieu à Ulu Tiran, une base de combat de jungle, située au Sud de Segamat, là où la nouvelle base susmentionnée devait être construite.

Il semble que la Malaisie avait demandé le secret au sujet de cet accord et des exercices, car ils contrevenaient au concept de ZOPFAN. A la suite du rapport de l'AWSJ, des interpellations ont été soulevées au parlement malais au sujet de cet accord. Le gouvernement ainsi que les médias dirigés ont mis en sourdine cette question. Le Ministre de la Défense a simplement déclaré que cet accord portait uniquement sur les travaux de maintenance des avions et navires US effectués en Malaisie. Ceci s'appliquait à une activité récente, alors que l'accord remontait à une période plus lointaine. En outre, s'il s'agissait uniquement de travaux de maintenance, quelle était la nécessité d'exercices conjoints aériens et navals?

Aucune tentative n'a été faite pour expliquer la nécessité des bases de Segamat et de Mersing ou de la conclusion d'un accord de défense avec les Etats Unis. La totalité de la teneur de l'accord n'a jamais été révélée, malgré des demandes faites à l'intérieur et à l'extérieur du parlement. Ni les bases ni l'accord ne semblent être destinés à faire échec à des dangers à l'intérieur du pays, le danger communiste, longtemps l'ennemi apparent du gouvernement malais, n'existant presque plus. La révolte communiste locale a pris fin. Un accord a été signé, en 1990, par le parti communiste de Malaisie

(CPM) et les gouvernements de Malaisie et de Thaïlande, en vertu duquel le CPM a convenu de déposer les armes.

C - Cooperation Regionale

La Malaisie a une foi absolue en la coopération régionale. Elle est totalement engagée et joue souvent un rôle actif dans le cadre de l'ANASE pour renforcer la coopération entre ses membres, notamment dans les domaines économique, éducationnel et culturel. Les Etats membres de l'ANASE : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande sont étroitement liés l'un à l'autre. Ils se rencontrent fréquemment et se consultent parfois en vue d'adopter une position commune à l'égard de questions d'un intérêt mutuel. Néanmoins une coopération concrète dans divers domaines n'est toujours pas très évidente.

Des plans ont jadis été faits pour mettre sur pied des entreprises conjointes dans des projets économiques entre les membres de l'ANASE mais ils ne semblent pas avoir démarré. Même dans les domaines culturels, la situation n'apparaît pas prometteuse. Bien que l'Indonésie et la Malaisie parlent la même langue, un flux de livres et de films entre eux fait défaut. Mais, récemment, une coopération étroite a émergé entre les membres de l'ANASE pour promouvoir une croissance tripartite. Un groupe se compose de la Malaisie, de l'Indonésie et de Singapour au Sud et l'autre de la Malaisie, de l'Indonésie et de la Thaïlande au Nord. Certains politiciens gouvernementaux ont suggéré la création d'un autre groupe comprenant la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines, mais aucun développement significatif n'est jusque-là perceptible.

Dès sa création, l'accession à l'ANASE se limitait aux pays connus pour être anti-communistes ou, au mieux, non-communistes et étroitement liés à l'Occident (surtout les Etats Unis). Au cours de la guerre froide, l'ANASE, tendait à s'associer avec l'un des côtés opposés à plusieurs reprises, quelques-uns de ses membres, y compris la Malaisie, depuis le gouvernement de Tun Abdul Razak, ont été assez prudents et ont fait preuve d'une certaine neutralité. Les leaders de l'ANASE ont récemment manifesté le souhait de voir le Vietnam, le Laos, le Cambodge et Myanmar adhérer à l'Association.

Le Premier Ministre de Malaisie a été, au cours des dernières années, à l'avant garde des efforts faits pour créer la Communauté économique de l'Asie du Sud-Est (EAEC), explicitant clairement qu'il ne s'agissait pas d'un bloc économique mais simplement d'un comité consultatif destiné à protéger les intérêts de ses membres. Mahatir a souligné que le statut de membre de l'EAEC devrait être uniquement

Est-Asiatique (y compris l'Asie du Sud-Est). Il a exprimé l'espoir de voir la Chine et le Japon y jouer un rôle proéminent. Bien que les deux pays aient manifesté un intérêt, ils ne se sont pas encore engagés. L'Amérique s'est dès le départ opposée à l'EAEC, bien que son opposition se soit maintenant atténuée dans une certaine mesure. L'Amérique aimerait que la Malaisie et les autres pays en faveur de l'EAEC renforcent l'APEC - Mahatir n'est pas en faveur de l'idée car les vues de l'APEC sont trop fortement dominées par les Etats Unis.

En tout état de cause, la Malaisie a de forts liens commerciaux avec les Etats Unis et quelques pays européens importants. Parallèlement, ses liens commerciaux avec des pays tels que le Japon et la Chine se renforcent de jour en jour. La Malaisie instaure aussi ou consolide ses relations diplomatiques et commerciales avec davantage de pays tiers mondistes et islamiques en Afrique, en Amérique Latine et, évidemment, en Asie. Malgré les tentatives faites par la Malaisie pour diversifier ses relations économiques, elle est toujours tributaire des centres mondiaux, notamment des Etats Unis et du Japon, pour ses exportations et importations.

En fait, même en ce qui concerne les investissements étrangers, la Malaisie est largement tributaire d'eux. Le tableau suivant l'indique clairement.

**Sources Principales D'investissent Entranger
En Malaisie (En Millions De \$ Malaisiens)**

Tableau

Pays	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Japon	3705.9	2684.3	1661.2	1765.2	2096.3	11912.9	28
Taiwan	3607.2	1500	984.2	2874.3	1442.2	10407.9	24.5
USA	1798.4	3298.7	1757.7	1253.2	1801.6	9909.6	23.3
France	27	4066	30.8	49.6	97.9	4253.3	10
Australie	410.5	2125.6	52.1	175.6	139.5	3903.3	9.2
Angleterre	546.2	1304	44.1	94.1	189.9	2178.3	5.1
	10095	14979	4530.1	6212	7567.4	42565.3	

La Malaisie compte aussi sur ses emprunts des pays occidentaux et asiatiques de premier plan et d'agences et de banques internationales. La dette intérieure se montait à 76,5 milliards de \$ malais, ou de 18%, pour atteindre 50,8 milliards de \$ malais. Cette hausse est alarmante, car pendant des années auparavant, les dette extérieures diminuaient graduellement. La dette extérieure actuelle

dépasse marginalement le niveau maximum de 1986, à savoir 50,5 milliards de \$ malais.

La Malaisie reçoit peu d'aide étrangère, car la plupart des pays donateurs estiment qu'elle est relativement riche. Certes, elle dispose d'amples ressources. Elle reçoit néanmoins une aide de l'Angleterre et du Japon en vertu de l'APFD. La Malaisie a reçu récemment une aide de l'Angleterre, sous forme de prêt à des conditions libérales, se montant à 324 millions de livres à un taux d'intérêt de l'ordre de 0,8% pour la construction d'un barrage hydro-électrique à Pergau, dans la partie Nord du pays. Les médias britanniques ont prétendu que ce prêt à des conditions libérales a été accordé à la Malaisie pour "l'adoucir" afin qu'elle accepte de signer le MOU susmentionné.

En fait, il s'est avéré que la source de ce prêt est l'Overseas Development Fund destiné aux pays réellement pauvres. La Malaisie est considérée être trop riche pour y avoir droit et, par ailleurs, une disposition existe interdisant un quelconque lien entre l'aide et une transaction d'armes. Par conséquent, un tollé a été soulevé par le parlement et les médias britanniques au sujet de l'affaire Pergau. Ce qui était, à l'origine, une polémique interne devint un conflit entre la Malaisie et l'Angleterre; car les dirigeants du gouvernement malais s'indignèrent des insinuations émanant d'une certaine presse britannique les accusant de corruption. En fait une allégation spécifique d'une tentative de soudoyer le Premier Ministre fut la paille qui brisa le dos du chameau. Furieux, le cabinet malais décida d'arrêter tout octroi de contrats gouvernementaux aux sociétés britanniques, à moins que la presse ne "dise la vérité" c'est ainsi que le projet de construction de bases à Mersing et à Segamat a été affecté.

D - Droits Sociaux Et Politiques

Depuis 1995, deux ans avant l'accession à l'indépendance, la Malaisie tenait régulièrement des élections générales chaque 4 ou 5 ans. Ceci s'accorde avec son souci d'exercer une démocratie parlementaire. Un regard superficiel laisse supposer qu'une liberté et une démocratie totales existent. Il faut toutefois relever que ces élections ne sont généralement pas équitables. Le parti au pouvoir a souvent exploité de manière flagrante son contrôle sur les rouages du gouvernement. La durée de la campagne électorale est trop courte, très souvent de 9 jours à 2 semaines. Au cours de cette période, en fait en tout temps, les rassemblements publics ne peuvent se tenir sans permis de la police. Les partis de l'opposition ne peuvent organiser des rassemblements ou des rencontres publiques, mais les ministres des

partis au pouvoir peuvent adresser les foules, sous prétexte d'inauguration d'écoles ou d'hôpitaux ou de démarrage de projets de toute sorte. La politique de l'argent est exploitée à outrance, notamment par les candidats du gouvernement qui sont généralement riches et généreusement financés.

Alors que les partis au pouvoir ont plein accès à la télévision pour propager leur propagande, ceux de l'opposition ne peuvent y avoir accès, non seulement à l'occasion d'élections, mais toute l'année durant. La presse locale est sous le contrôle des partis au pouvoir ou de ceux qu'ils désignent. Tout au long de l'année, et surtout à l'occasion d'élections, la presse est manipulée pour promouvoir les partis au pouvoir et jeter le discrédit sur ceux de l'opposition. En fait, à l'occasion des deux dernières élections de 1990 et de 1995, aucun journal n'accepta de publier les manifestes du front de l'opposition, même sous forme de publicité.

Bien plus, plusieurs lois et règlements sont loin d'être démocratiques et enfreignent les droits de l'homme. A présent, les états d'urgence sont déclarés; ils l'ont été de temps à autre et affectent tout le pays ou certaines régions, et sont encore en vigueur. Ils n'ont pas été levés, bien qu'il n'y eut aucune raison pour qu'ils demeurent en vigueur. Il ne peut y avoir d'autres pays au monde ou autant d'états d'urgence sont déclarés successivement. La Malaisie compte en outre plusieurs lois draconiennes, dont la plus unique est l'Internal Security Act (ISA) (Loi sur la sécurité intérieure), promulguée en 1960, dont l'objet était de combattre le communisme militant, mais s'applique aujourd'hui à un nombre de groupes. Il y aussi le Printing Presses and Publications ACT (PPPA) (Loi sur les maisons d'édition et les publications) qui fut consolidée en 1984.

L'ISA habilite le Ministre des Affaires intérieures à détenir une personne, sans recours à un procès, pour une période illimitée, renouvelable chaque deux ans, et ne permet pas l'habeas Corpus. En ce qui concerne le PPPA la loi prévoit la nécessité d'un permis annuel émis par le Ministre de l'Intérieur, et stipule que le permis ne peut être renouvelé et peut être annulé si les conditions stipulées sont enfreintes. L'ISA et le PPPA ont assez souvent été appliqués abusivement contre l'opposition politique légitime. On compte en outre un grand nombre de lois qui régissent chaque secteur et chaque groupe. Un bon nombre d'entre elles remontent au passé colonial et, bien qu'elles aient été amendées ou consolidées après l'indépendance, certaines ont été nouvellement promulguées.

Il y a aussi la Police ACT (Loi sur la police) qui interdit le

rassemblement sans permis, l'Officiel Secret ACT (Loi sur les documents officiels classés secrets) qui prévoit un terme obligatoire de prison en cas de publication d'un document gouvernemental classé secret; la Société ACT (Loi sur les sociétés) qui contrôle et réglemente les sociétés et organisations (fussent-elles politiques ou non), les University and University Colleges ACT (Lois sur les universités et collèges) qui limite les activités et mouvement des étudiants et du personnel des institutions d'études supérieures : la "Trade Unions Ordinance and the Industrial Relations ACT" (Ordonnance sur les syndicats et Loi sur les relations industrielles) qui réglementent et limitent le mouvement et les activités des travailleurs (création d'unions ou action en matière d'industrie).

La Malaisie dispose aujourd'hui d'une main-d'oeuvre de plus de 7 millions, dont environ 10% seulement sont syndiqués. Outre les lois répressives, la faiblesse interne des syndicats et l'opportunisme d'un grand nombre de leurs leaders, il y a un autre facteur qui paralyse l'action des travailleurs : il s'agit de la présence de travailleurs migrants, environ 2 millions, la plupart venant d'Indonésie, des Philippines, de Thaïlande et du Bangladesh. Un grand nombre d'entre eux sont enregistrés, mais un nombre significatif demeure en situation irrégulière.

Bien que les travailleurs locaux, surtout ceux des plantations et de quelques secteurs manufacturiers, soient encore exploités : salaire bas, mauvaises conditions de vie et de travail, insécurité de l'emploi, la situation des migrants, surtout ceux qui travaillent dans des régions isolées, est encore plus tragique. Il est notoire que les travailleurs en situation irrégulière sont recrutés par les employeurs, dans les plantations et secteurs de construction, pour réduire les salaires des travailleurs locaux ou les licenciés. Toutefois, le travailleur migrant en situation régulière n'est ni protégé ni autorisé à s'organiser ni à s'insérer dans les mouvements ouvriers locaux.

Les femmes constituent une large section de la main-d'oeuvre. En raison de facteurs économiques et culturels, les femmes en Malaisie, surtout dans les régions rurales et les plantations jouissent généralement d'un statut moindre que celui des hommes. Il est agréable de noter que davantage de femmes, grâce à leur propre lutte, se sont frayées un chemin dans les domaines économique, politique et social qui étaient l'apanage exclusif des hommes : Mais, dans plusieurs cas, les femmes sont encore harcelées là où elles travaillent et maltraitées dans leurs foyers. On a rapporté récemment la disparition de jeunes filles de leurs foyers. L'on craint que plusieurs d'entre elles aient été acculées à la prostitution. Il y a aussi un grand

nombre de cas de femmes migrantes qui ont été molestées, violées ou forcées de devenir des prostituées.

Tous les règlements et conditions susmentionnés indiquent dans quelle mesure la démocratie et les Droits de l'Homme sont bafoués. En fait la démocratie et les Droits de l'Homme relèvent de la richesse et de sa répartition et demeureront de vagues notions aussi longtemps qu'une concentration de richesse prévaudra. Dans la plupart des pays en voie de développement, les élites qui ont émergé après le retrait des forces coloniales ont continué à amasser des fortunes. Il y a aussi la classe des nouveaux riches. Nous vivons dans une région du monde qui va s'élargissant, où davantage de richesses et de pouvoir sont détenus par un petit nombre de personnes. Les élites au pouvoir s'emparent de tout.

Le gouffre entre riches et pauvres va s'élargissant. De telles iniquités iront de pair avec la puissance continue des élites au pouvoir. Une cause fondamentale de cette concentration de richesse est la corruption, qui est la source de richesse de ces élites. Celles-ci distribuent une part de ce qu'elles ont accumulé pour se faire élire, au lieu d'avoir recours à la force. Très souvent, néanmoins, ayant perdu aux élections, elles ont recours à l'armée et à la police. Le conflit s'aiguise lorsque le côté gagnant a recours à la machine gouvernementale pour supprimer et ruiner le côté perdant.

Pour le pauvre et l'exploité, la démocratie et les Droits de l'Homme doivent signifier le droit à une alimentation équilibrée à un logement approprié, à des soins de santé et à l'éducation des enfants. Si ces droits leur sont refusés en augmentant le coût des services sociaux ou en ayant recours, par exemple, à la privatisation ou à la corporatisation, ils seront alors privés de leurs droits fondamentaux. Les pauvres ne peuvent pas se payer un avocat ou disposer de temps pour participer à des démonstrations. Il y a des familles qui doivent lutter pour avoir un niveau de vie adéquat, même si les deux époux travaillent, ou lorsque le père de famille a deux emplois dans la même journée.

La démocratie et les Droits de l'Homme sont en piteuse condition en Malaisie. Il est notoire que les questions de démocratie et de Droits de l'Homme ont été utilisées par l'Occident, surtout par les Etats Unis, pour faire pression sur certains pays tiers mondistes. Ces puissances ont lié le commerce et l'aide aux Droits de l'Homme. La Malaisie a subi ces pressions et s'y oppose avec véhémence. Les leaders malais argumentent que les normes de démocratie et de droits de l'homme ne peuvent s'appliquer aux pays en développement, qui ont leurs

propres besoins et leurs propres réaliés. Ils ajoutent, à juste titre, que l'Amérique, elle-même, est blâmable car elle est coupable de certaines transgressions des droits de l'homme, dont la plus grave est celle à l'encontre des noirs, dont un grand nombre vit dans la plus abjecte pauvreté. L'Amérique pratique une politique de deux poids et deux mesures : elle punit l'Irak mais protège Israël.

Les superpuissances, les Etats Unis notamment, manipulent les questions des droits de l'homme pour saper les fondements des gouvernements qu'elles n'aiment pas. Elles tolèrent les monarques féodaux ou les dirigeants militaires qui tranchent la tête des dissidents politiques ou exploitent les femmes, car elles les considèrent des amis. Par ailleurs, des sanctions économiques continues, qui entraînent la mort ou la maladie d'enfants et de femmes innocents, sont imposées dans des pays, dont les dirigeants intraitables sont considérés des ennemis. Heureusement, des hommes sincères émergent aujourd'hui en Occident qui oeuvrent pour instaurer la démocratie et faire respecter les droits de l'homme. Ils sont des amis véritables. En ce qui nous concerne, nous les tiers mondistes, nous devons, nous-mêmes, rechercher des Droits de l'Homme réels en tant qu'acquis salubre et nécessaire pour la dignité humaine. Il serait honteux que nous soyons forcés, en raison de pressions de l'Occident, d'améliorer notre palmarès de droits de l'homme.

E - Questions Environnementales

A l'instar des Droits de l'Homme, les questions environnementales ont été préoccupantes aux échelons international et national. Ce souci était manifesté jadis par les ONGs essentiellement. Il faut reconnaître, au crédit du gouvernement malais que celui-ci attache, à présent, un grand intérêt à l'environnement : elle a contribué à la formulation de la Déclaration de Jangkawi et participé activement au Sommet de RIO - Un nombre de questions demeurent toutefois en suspens, la principale et celle du développement et de l'environnement. La Malaise argumente qu'elle est en droit de développer le pays et s'oppose énergiquement à toutes les tentatives faites, notamment par certains leaders occidentaux, pour s'opposer à ces efforts de développement avançant des arguments environnementaux. Certes, la question réelle à aborder, est celle de savoir à quoi ou à qui le développement est-il destiné ?

La destruction des forêts humides, surtout à Sarawak, est source de soucis aux écologistes, non seulement ceux de l'Occident mais des autochtones aussi. Jadis, les arbres ont été abattus, sans discrimination aucune, pour exploiter des bûches. Cette destruction a

affecté l'environnement et la vie des hommes et des animaux. Bien que l'exploitation du bois ait rapporté des revenus considérables à l'Etat et à certains politiciens et hommes d'affaires en haut lieu, le peuple n'en a retiré aucun avantage. Il nous faut préserver ce qui reste des forêts humides et les replanter pour remplacer les arbres abattus.

Une frénésie s'est installée en Malaisie pour l'aménagement de terrains de golfe et de clubs. L'environnement naturel est souvent détruit et les pauvres déplacés pour permettre l'aménagement de terrains de golfe à l'intention de la société affluente autochtone et étrangère. Cette frénésie s'applique aussi aux projets d'un coût exorbitant - des milliards de dollars - qui ont été exécutés sans étude valable. Deux de ces projets sont la construction du barrage hydro-électrique à Bakum, Sarawak et le complexe de la cité flottante sur le détroit de Tébrau entre Singapour et Johore. Aucune étude sérieuse n'a été achevée à leur sujet. Des politiciens locaux influents ont rapidement accordés des contrats à leurs proches. Le profit est la considération première aux dépens de l'environnement et du peuple.

En fait, le pays dispose de lois et règlements qui permettent la protection de l'environnement. Mais ce qui fait défaut est un mécanisme adéquat pour la mise en oeuvre, et il ne faut pas oublier la corruption qui vide de leur sens ces lois et règlements. La construction de condominiums sur les flancs de côtes. Le déversement de déchets toxiques des usines et les vapeurs d'essence que dégagent les transports publics sont des preuves à l'appui. La loi n'autorise pas la construction de condominiums sur les flancs des côtes, mais des centaines de condominiums luxueux sont construits sur plusieurs côtes autour de Kuala Lumpur. En décembre 1993, un condominium de 12 étages s'est écroulé, en partie en raison de l'érosion, entraînant la mort de plus de 50 personnes.

Le contrôle sur le déversement de déchets toxiques dans les rivières n'est pas sérieux et les coupables sont rarement traduits en justice. Même s'ils le sont, et prouvés coupables, les amendes sont minimes. La pollution atmosphérique dans les villes est essentiellement -dûe aux autos, aux bus et aux camions. Bien que le département de l'environnement agit, de temps à autre, et que les médias lancent une campagne à cet égard, aucune mesure n'est prise pour appliquer efficacement les lois en vigueur. Le manque de contrôle sur les pétroliers qui sillonnent le détroit de Melaka, transportant du pétrole brut qui, en cas de collision, déversent du pétrole, rend la situation encore plus désastreuse. Greenpeace a récemment rapporté que certains pays développés déversent des déchets toxiques dans les eaux avoisinantes.

F - Creation D'un Consensus Progressif Elargi

L'on peut conclure de ce qui précède que nous faisons face à deux séries de problèmes : au niveau international ceux des super-puissances occidentales, notamment les Etats Unis, qui ne perdent aucune occasion pour imposer leurs intérêts, leurs politiques et leurs valeurs aux pays tiers mondistes. L'Amérique soulève des questions telles que la démocratie, les Droits de l'Homme, l'environnement, les armes nucléaires et autres pour faire pression sur les pays tiers-mondistes et les subjuguer. La réaction de ces pays à l'égard de l'Occident dominateur varie : aux deux extrémités du pôle, il y a ceux qui se soumettent et ceux qui résistent.

Le Premier Ministre malais essaye de résister et, partant, gagne le respect d'une large tranche des peuples du Tiers Monde, dont la tradition anti-américaine a toujours été très forte. Mais les leaders malais ne peuvent forcer la dose, car l'économie malais est liée à l'Occident et compte toujours sur lui, sans compter l'influence culturelle et la présence militaire. Au niveau global et régional, il faut toutefois que davantage de pays et de peuples s'élèvent contre l'impérialisme américain et le Nouvel Ordre Mondial qu'il prône. Dans des pays tels que la Malaisie, les partis au pouvoir et les groupes pro-gouvernementaux doivent engager davantage de dialogues et forger une coopération avec toutes les forces (des partis politiques et autres ONGs) en vue d'élargir plus effectivement la base anti-impérialiste. Le gouvernement ne devrait plus être obsédé par le rudolement des Etats Unis ou du Royaume Uni afin d'avoir un crédit politique auprès du peuple.

Le cas est différent à l'échelon national. Dans quelques pays tiers-mondistes, et certainement en Malaisie, un petit cercle de l'élite au pouvoir à tendance à devenir une oligarchie. Un petit nombre de dirigeants exerce non seulement un pouvoir politique considérable, mais son contrôle de l'économie, des médias et du judiciaire et autres va aussi croissant. Ils ont recours aux lois repressives et à la politique de l'argent et, par conséquent, l'abus du pouvoir et la corruption sévissent. Dans plusieurs pays tiers mondistes, aujourd'hui, l'oligarchie au pouvoir collabore étroitement avec l'impérialisme occidental et, dans très peu de cas, bien moins que dans les années 50 et 60, s'oppose entièrement à l'impérialisme.

On ne peut dire que le gouvernement malais soit anti-impérialiste, mais certains dirigeants en haut lieu s'élèvent avec véhémence contre les brimades, la politique de deux poids et deux mesures, et les attitudes condescendantes des leaders des superpuissances. Il faut

se féliciter de voir les dirigeants malais s'opposer, au niveau international, à l'injustice mais ils ne semblent pas pratiquer à l'intérieur du pays ce qu'ils prônent à l'extérieur. Le fait qu'ils luttent contre l'injustice au niveau international ne devrait pas aveugler le peuple et l'empêcher de réaliser les injustices commises au niveau national à l'encontre de leur propre peuple. En fait, ils sont au cœur de l'oligarchie.

Ceci étant, il faudrait que le plus grand nombre possible de groupes et d'individus conjuguent leurs efforts pour aboutir à un consensus progressif au sujet de programmes mutuellement agréés, pour lutter non seulement contre l'impérialisme des Etats Unis mais aussi contre l'oligarchie locale et les politiques anti-populaires. En Malaisie, l'opposition politique, notamment l'opposition progressive, a été affaiblie par un processus continu de suppression et de cooptation. Le mouvement populaire n'existe pratiquement plus. Les ONGs sont limitées à de petits groupes de la classe moyenne qui a reçu une éducation anglaise (surtout des professionnels) qui évitent la politique et sont à l'écart de la masse populaire.

Les syndicats ont une approche économiste, relativement inefficace; plusieurs de leurs leaders cèdent aux pressions des employeurs et de l'Etat. L'ethnicité et la religion sont souvent exploitées pour diviser le peuple et ses mouvements. Dans un pays multi-ethnique et multi-religieux, tel que la Malaisie, le peuple ne peut se permettre d'être divisé par des différences ethniques ou religieuses ou d'être manipulé par ses ennemis pour l'affaiblir ou le détruire ■

Daniel Bucan*

Les Racines Meditterraneenes Comme Possible Base Pour Un Dialogue Entre L'Islam Et L'Occident**

Le sujet que je voudrais exposer ici brièvement s' est imposé à moi comme étant le résultat de mon étude sur la philosophie médiévale, principalement à travers la traduction de l' arabe en croatie des oeuvres d' Al Gazali et d' Ibn Rushd/ Averroës. Ce sujet a comme fondation un fait historique généralement oublié dans le moment présent, lequel est considéré, dans les meilleurs des cas, comme une place d' un passé ancien sans aucun rapport pratique contemporain. Cependant, l' unité du monde contemporain et les rencontres inévitables de ses différentes (et souvent opposées) parties devraient suggérer que rappeler nous-mêmes de ce passé oublié- ce qui est mon intention ici- pourrait avoir quelque valeur pratique dans le monde contemporain.

Qu' est-ce que cela après tout? C' est la recherche sur la contribution islarnique dans le cadre culturel (ou si vous voulez: supraculturel) que nous appelons généralement " le Méditerrancisme". C' est reconnaître comme Méditerranéenne la fondation commune des différents aspects dans lesquels les entités culturelles particulières de l' espace méditerranéen (européen, arabe, levantin, juif) se manifestent, cette fondation étant la base de l' universalité de chacune de ces cultures, une universalité qui peut être la fondation et la garantie de leur dialogue d' aujourd'hui.

*Ambassadeur de la République de la Croatie en République Arabe d' Egypte

**Original: Anglais Traduit par Julien R.

Dans le cadre de ce que j' ai appelé "Méditerranisme" nous pouvons, comme cela s' est présenté à moi dans mes recherches à travers la pensée médiévale- reconnaître une dimension intellectuelle en terme de synthèse qui s' est définie principalement au cours du début du Moyen Age (ayant déjà commencé depuis l' Antiquité), et dont l' importance culturelle d' une portée considérable se reflète dans l' influence que cette synthèse exerce sur les réalisations culturelles de l' Europe se présentant comme base de ce que nous savons aujourd' hui comme civilisation européenne.

La côte Sud de la Méditerranée a été la première à prendre part dans la création de cette synthèse, à laquelle s' est jointe plus tard la côte Nord. L' équilibre est ici représenté par la contribution des philosophes grecs, juifs, chrétiens et de la Révélation islamique, les oeuvres des pères des églises occidentales et orientales, la contribution des philosophes et théologiens arabo-islamiques, etc...J'appelle cette synthèse une "synthèse Méditerranéenne" non seulement par ce que ses éléments principaux (la pensée rationnelle grecque et les révélations monothéistes sémitiques) se sont développés à travers les côtes méditerranéennes , mais aussi à cause de l'influence cruciale de cette synthèse sur la formation des entités culturelles dans le bassin de la Méditerranée, y compris la culture arabo-islamique.

Mes études sur la philosophie médiévale m' ont amené à la conclusion que la synthèse dont je parle- synthèse de la pensée rationnelle grecque et du monothéisme sémitique- peut être vue comme une partie du caractère de la philosophie médiévale en général, je veux dire la philosophie euro-chrétienne et arabo-islamique.. Ce que je veux dire aussi c' est que la rencontre de la philosophie grecque et du monothéisme sémitique a formé une culture nouvelle dans laquelle ces deux éléments différents se sont fécondés mutuellement.. Cela est clair déjà dans l' Antiquité dans la genèse du monistique mysticisme de Plotin, du hiératicisme théosophique de Jamblich ainsi que des scholastiques de Proclo, qui n' auraient pas apparus sans l' influence de l' idéologie religieuse basée sur la Révélation monothéiste. Dans la même esprit, il est clair qu' aucune pensée théorique qui s' appuie sur l' idée religieuse du monothéisme comme principale idée directrice, n' aurait apparue ni dans la chrétienté ni dans l' islam, à l'exception du fait qu' il y avait la pensée théologique que la culture philosophique grecque a adoptée.

Si nous définissons la philosophie médiévale comme une pensée philosophique en rapport avec l' idéologie religieuse, basée sur le

principe de la Révélation et du monothéisme, alors nous pouvons reconnaître comme telle les pensées à la fois de la théologie et de la philosophie chrétiennes et islamiques, lesquelles ont pris comme sources, sujets et argumentations à partir de deux sources différentes qui étaient homogènes (un héritage philosophique ancien). De la même façon, où par exemple, nous pouvons reconnaître l'apogée de la philosophie médiévale chrétienne en Thomas d'Aquin, qui a achevé l'alliance entre la philosophie ancienne (Aristotèle) et la religion, alors nous pouvons reconnaître l'apogée de la philosophie médiévale islamique en Ibn Rushd/Averroès, qui a achevé la même alliance dans le contexte islamique même avant Thomas d'Aquin.

L'horizon intellectuel de cette dernière antiquité et de la synthèse médiévale méditerranéenne - à partir desquelles dérivent toutes les réalisations particulières des différentes cultures de la Méditerranée, cet horizon intellectuel donc est défini par le contenu et le concept du but de la philosophie, de la Révélation et de la science. Ce contenu et ce concept sont communs dans les cultures chrétienne et islamique. Quant aux deux cultures euro-chrétienne et arabo-islamique, les questions fondamentales sont : la situation de l'être humain dans l'univers, la raison comme base de la position privilégiée de l'être humain parmi les créatures de Dieu, et le développement de tous les aspects de sa connaissance. Pour les deux cultures chrétienne et islamique la base de la philosophie est l'existence de Dieu, la relation entre Son unité et la pluralité des êtres, le problème de la substance dans le double aspect de l'essence et de l'existence, la structure des éthiques et leurs dispositifs pratiques. Finalement, pour ces deux cultures, le principe actif est la Révélation avec toutes ses conséquences.

L'acceptation de l'influence de la pensée grecque dans le contexte de la pensée religieuse commença très tôt. L'expression de cette influence est l'exégèse biblique, et les premiers penseurs juifs, comme Philo d'Alexandrie, ensuite les pères de l'église chrétienne, comme Clément d'Alexandrie et Origène, qui acceptèrent l'idée que la philosophie grecque et la sagesse biblique sont de la même source, sont parmi les éminents représentants de cette exégèse biblique, c'est-à-dire : l'esprit de Dieu identifié avec le Logos, qui peut se manifester à la fois dans la Révélation et dans la forme des lois naturelles de la pensée.

En raisonnant dans la même voie, nous verrons l'idée de l'acceptabilité de l'influence de la pensée philosophique grecque dans l'Islam. L'un des premiers philosophes islamiques, Al Kindi, avait

exprimé ses appréciations aux penseurs grecs à cause de la vérité que ceux-ci divulguaient, laquelle vérité est une partie de la même vérité révélée par les authentiques messagers de Dieu. Il croyait fort qu'il était possible de restaurer l'harmonie entre la profondeur de la pensée philosophique grecque et la Révélation coranique. Comme beaucoup d'autres penseurs arabes après lui, il avait confiance en ce que la Vérité est une et indivisible, et que le philosophe peut acquérir cette une et indivisible vérité grâce au travail de longue haleine de la raison et aux messagers de Dieu à travers l'inspiration divine.

L'acceptation de la vérité philosophique grecque comme convenable à la vérité de la Révélation ainsi que son égalisation avec ce qui est compris généralement par le terme arabe de hikma, était préparée par le précédent "travail" de la raison sur la parole de Dieu dans le contexte du judaïsme et, plus spécialement chrétien, et qui était très connu par les théologiens et philosophes musulmans.

L'un des moyens par lesquels le processus de ce que nous appellerions "méditerranéisation" de l'Islam, - c'est-à-dire: le processus d'inclure l'Islam dans le contexte de l'héritage de la culture générale méditerranéenne (philosophique, scientifique et intellectuelle) continuait, était la traduction intensive en arabe des textes grecs anciens. Pendant l'époque de l'établissement de la domination de l'Islam à l'est de la Méditerranée, pendant l'époque de son expansion rapide dans les centres urbains du Moyen Orient, l'Islam avait vu là-bas une vie culturelle et intellectuelle très intensive où l'héritage grec avait été vécu beaucoup plus intensivement qu'à l'ouest. En instaurant sa domination dans ces régions, l'Islam avait été dans le même temps soumis sous l'influence des cultures déjà implantées en terme de civilisation. Ce qui rendait possible non seulement le développement rapide de l'Islam en terme de civilisation, mais aussi son inclusion définitive dans le contexte de la culture universelle que nous appelons ici le "Méditerranéisme".

En adoptant et en readaptant les éléments de la culture helléniste et en affirmant sa propre présence comme une nouvelle force vitale sur la scène historique, l'Islam était devenu une entreprise légitime pour le futur développement de la synthèse culturelle de la Méditerranée au moment où l'Occident chrétien, après la chute de l'empire Romain en Occident vers la dérive en terme de civilisation, oubliait presque complètement l'héritage grec. Grâce à cela, l'Islam était devenu une source d'inspiration pour le développement intellectuel de l'Europe chrétienne, lequel avait éventuellement amené le développement général de la culture et de la civilisation européennes jusqu'à leur apogée.

Les choses avaient ainsi changé et le centre de gravité culturel et civilisationnel commença par se déplacer vers l' Occident chrétien seulement au cours du Moyen Age après que l' héritage grec eut été transféré à l' Ouest plus précisément par la médiation arabe. Peut-être le facteur le plus important qui avait permis un tel transfert était le fait que l' Islam avait réussi non seulement à préserver l' héritage grec mais aussi à le "médiévaliser", le rendant ainsi acceptable pour l' Europe médiévale. A ravers sa synhtèse de pensée rationnelle grecque et du monothéisme sémitique, l' Islam avait réussi à donner à l' héritage grec des formes dans lesquelles il avait été transféré et accepté par l' Occident européen. Cette influence arabo-islamique, qui était au début une influence de la philosophie et de la science arabo-islamiques, avec l' héritage grec comme médiateur (l' héritage Aristotélien venant en premier lieu) et interprété et traduit de nouveau en caractère médiéval, avait rendu possible l'ouverture générale et la transformation des horizons se traduisant par la revitalisation de la philosophie européenne en accord avec la pensée grecque, ce qui rendait aussi possible le développement culturel, intellectuel et civilisationnel en général amené à devenir ce que nous connaissons actuellement comme culture et civilisation "occidentales ou " européennes".

La pensée arabo-islamique a été capable d' exercer une telle influence précisément parce qu' elle avait vu son propre développement essentiellement dans ce que nous appelons aujourd'hui la "synthèse méditerranéenne". Elle avait ainsi réussi à garder la continuité de cette "Méditerranéité" dans laquelle l' Europe reconnaît sa propre origine et aussi grâce à laquelle l' Europe avait marqué un pas décisif dans son propre développement. Si- en terme de philosophie- nous considérons la "christianisation" d' Aristote (en étant un paradigme du changement du développement de la pensée européenne) comme un tel pas décisif, alors il est hors de doute que ce pas avait été rendu possible par i" islamisation" entreprise de bonne heure par Aristotèle. Plus précisément, cette "islamisation" d' Aristote était l' expression la plus complète de la synthèse méditerranéenne", laquelle avait déjà été accomplie dans l' Islam avant d' avoir atteint l' Occident chrétien. Ainsi, on pourrait dire que seulement Ibn Rushd/Averröes avait rendu possible pour Thomas d'Aquin ainsi que d' autres grands penseurs de la Chrétieneté, qui représente ce changement dans l' histoire du développement intellectuel européen, l'entreprise de cette révolution intellectuelle.

Les influences inter-culturelles et inter-civilisationnelles, qui caractérisaient les décennies de l' histoire de la Méditerranée, étaient

en même temps les moyens et la garantie de ce que nous voyons, du point de vue de prospective historique, comme une progression de l'universalité de la connaissance, de la pensée, de la culture et de la civilisation. Au début du Moyen Age, l' Islam avait joué un rôle -clé dans ce processus, ce qui avait donné à Hicham Djait le droit de dire que la naissance de l' Europe avait été possible seulement par l'intermédiaire de l' Islam. Grâce à un tel rôle, l' Islam médiéval avait essentiellement pris part à la promotion de ces aspects de l' universalisme (de l' universalisme philosophique à l' universalisme scientifique) qui marquait la marche de l' histoire en général; en général en ce sens que plus tard en Europe, dans sa propre expansion, avait été rendu possible le phénomène de la planétarisation.

L'oubli dont j' ai parlé au début se rapporte à ce rôle de l' Islam, l'oubli à l'égard de l' aventure commune de l' Islam et de l' Europe-une aventure en rapport avec les étapes importantes de la marche générale de l' histoire- est à plusieurs égards le résultat d' un long clivage pendant plusieurs siècles entre les côtes nord et sud de la Méditerranée, à travers ce clivage les premiers échanges fructueux intellectuels et civilisationnels, se sont perdus en même temps que la position centrale de la Méditerranée en terme de civilisation. De cet oubli, deux reflexes psychologiques avaient apparus. D' une part, le "complexe de supériorité" européen, qui réclame pour l' Europe seulement tous les mérites de l' origine et de l' orientation de cette " marche de l' universalisme"; et de l' autre-islamique-côté, le sentiment d' isolation vis-à-vis de cette marche et l' opposition/rejet spontanée de l' universalisme qui est vu dans le monde moderne comme exclusivement européen, c'est-à-dire occidental. Dans ce cas, l'oubli a dénaturé la conscience culturelle dans les deux côtés.

Le sujet de ce que je suis en train de parler aujourd'hui dans une forme très sommaire est de dénoncer cet oubli, de rappeler les anciennes racines communes, croyant que la prise de conscience de leur essence oubliée demeure l' une des conditions d' un dialogue nécessaire et contemporain entre l' Islam et l' Europe. Notre rencontre est un témoignage de la conscience de la nécessité de remplacer cette communication principalement à sens unique en terme de civilisation- dans laquelle l'Europe représente le Nord développé imposant son propre modèle sur le Sud sous-développé- pour remplacer donc cette communication à sens unique en un dialogue et en une communication culturelle tendant à faire disparaître l' oubli des racines communes. Sans tenir compte de la difficulté à accomplir cette tâche, laquelle est faisable seulement à long terme, cela s'impose sur nous comme tâche historique nécessaire■

Que Faire Contre Le Néolibéralisme Et La Mondialisation Economique?

Il est évident qu'après cinq siècles d'histoire, le capitalisme est entré dans une nouvelle phase. Cette phase est qualifiée de "globalisation" par les Anglo-Saxons et de "mondialisation" par les Français. Le capitalisme étant un système ayant une tendance à l'internationalisation. Cela n'est pas une chose nouvelle. Cela étant dit, il est donc nécessaire de voir plus près ce qu'il y a de nouveau dans cette "nouvelle phase". Le capitalisme a connu une période d'extension suivie de la seconde guerre mondiale. Ce qu'on appelle "les trente glorieuses". Ses gloires n'étaient pas sans lien avec le pillage de la richesse du Tiers Monde...La fin de cette période fut de nouveau une crise "structurelle" ayant des traits spécifiques. Le chômage et l'inflation sont apparus de façon concomitante, cela lui donnant un caractère quelque peu différent des grandes crises antérieures. La période d'après guerre se basait sur un compromis entre le grand capital et la classe ouvrière dans un contexte où l'Etat intervenait en tant que "régulateur", mais aussi comme un agent économique. Cela a donné lieu à un "Etat de bien-être", ou "welfare state" dans les pays industrialisés. Un tel compromis fut possible grâce à la défaite du fascisme mais aussi aux leçons tirées de la période antérieure. On ne peut pas comprendre ce compromis en question, sans tenir compte de l'influence du soviétisme, la lutte menée par la classe ouvrière, la "grande dépression" des années

* Président de la Fondation Forum de Turquie et du Moyen Orient

trainte, ainsi que les leçons tirées par la bourgeoisie en général, mais les capitalistes en particulier avait bien compris qu'il fallait bien intervenir pour stabiliser la demande. Cela a rendu possible une intervention de l'Etat sans précédent dans l'histoire du capitalisme.

En ce qui concerne le Tiers Monde la situation paraît-il quelque peu promettante. La puissance hégémonique, les Etats-Unis, avait trouvé opportune une stratégie dite de "containment international" pour barrer la route au "péril rouge", le communisme international. Cela a donné une marge de manoeuvre aux nouveaux dirigeants des pays sous-développés qui croyaient possible de rattrapper les pays nantis et de partager la richesse mondiale. Tant que l'expansion d'après-guerre n'était pas mise en cause, un tel espoir pouvait durer. Les dirigeants des pays du Tiers Monde utilisèrent la querelle entre les deux pôles rivaux: les Etats-Unis et l'URSS pour s'industrialiser. Le mouvement des pays non-alignés fut une illustration de ce genre de préoccupation. Bien que marginalisatrice et excluante, la croissance économique semblait donner raison aux dirigeants des pays du Tiers Monde. Dans presque tous les pays sous-développés, la revenue par tête d'habitant a connu une augmentation non négligeable. Le pourcentage de la population vivant au-dessus du seuil de la pauvreté a diminué sensiblement, les services publics comme la santé et l'éducation se sont améliorés.... Vers la fin de la période du "boom" d'après-guerre, la scène du Tiers Monde avait bien changé. Une partie de ces pays qualifiés de "Tiers Monde" n'était plus des pays fournisseurs de matières premières: miniers et agricoles, selon la division internationale du travail de la période coloniale, mais ils étaient désormais des pays semi-industrialisés. Un optimisme régnait quant à l'avenir des pays dit "socialistes"; même "communistes". La rhétorique du rattrapage de Staline a continué avec Khroutchev et d'autres dirigeants.

Mais avec la crise "structurelle" du capitalisme, tout devait changer. Tout d'abord le compromis capital-travail devait laisser la place à une offensive de grand capital contre la classe ouvrière organisée. La restauration du niveau de profit attendu exigeait une baisse des salaires réels, donc une intensification des taux d'exploitation. Pour ce faire la crise elle-même aidait les capitalistes puisque le chômage faisait pression pour faire chuter les salaires dans les pays capitalistes avancés. Mais le capital en avait encore plus besoin. Et une attaque aux organisations syndicales a été orchestrée sous prétexte que les grandes centrales ouvrières constituaient un "monopole" dans le marché du travail. D'autres mesures prévues étaient de diminuer les dépenses publiques aux bénéfices des

populations défavorisées. Ce qui voulait dire diminution des impôts de grand capital. D'autres mesures furent la délocalisation de certaines industries vers des pays sous-développés à main-d'oeuvre bon marché, "au paradis des salaires insignifiants du Tiers Monde".

L'offensive du grand capital pour démanteler "l'Etat providence" n'était pas sans rapport avec la nouvelle stratégie des Etats-Unis, dite la stratégie de "global roll-back". Il s'agissait d'une stratégie tout à fait contraire au "containment", qui laissait une certaine marge de manoeuvre aux pays du Tiers Monde. L'endettement des pays sous-développés qui était lié à la logique même de l'industrialisation de substitution d'importation qui exigeait chaque fois plus d'importation des capitalistes développés, a été aggravé par l'augmentation du prix du pétrole par l'OPEP. Cela a donné lieu à un surplus de "pétro-dollars" pour les uns et aggravant encore les difficultés de financement des importations pour les autres. Une telle situation a permis aux banques privées multinationales d'intervenir au secours des pays importateurs de pétrole. Le fameux "recyclage des pétro-dollars". Le résultat de cette aventure ne pouvait qu'aboutir à la crise de la dette. Mais en attendant, le "recyclage des pétro-dollars" et l'intervention des banques privées multinationales a permis pour un certain temps aux industriels des pays capitalistes développés de continuer leur exportation, ainsi que les pays sous-développés d'importer.

La situation des pays sous-développés ne pouvait que s'aggraver dans un tel contexte international. Mais la situation devait changer brutalement avec la nouvelle politique de taux d'intérêts américain et diminution de l'"aide" des Etats et des institutions multilatérales. La stratégie du grand capital, le développement des multinationales et la nouvelle stratégie de "global roll-back" de la puissance hégémonique. C'est à partir des années 1980 et avec la crise de la dette mexicaine (1982) que la période d'après-guerre s'est définitivement révolue.

3.- Evidemment une offensive d'une telle envergure ne pouvait être possible que si le terrain était bien labouré "idéologiquement". Une idéologie réactionnaire dite de "néo-libéralisme" avait été bien fomentée depuis longtemps. Pour sauver et protéger la sacro-sainte propriété privée et le système qui la garantit: le capitalisme. Un remède qui a été exalté pendant presque plus de trente ans considéré cette fois comme la cause du mal: il s'agissait de l'intervention de l'Etat. On se plaignait d'un Etat qui se mêlait de tout et empêchait un saint fonctionnement du "marché". Le slogan était donc "moins d'Etat, plus de marché". Pour arriver là, la "libéralisation, la déréglementation, la dérégulation et la privatisation" résumaient sur quel chemin

devaient avancer" les affaires". Evidemment, la rhétorique se distançait souvent de la réalité. Libéralisation concernait plutôt les pays pauvres. Les pays nantis et leurs dirigeants disaient ceci: "fais ce que je dis, et ne fais pas ce que je fais. "La dette des pays du Tiers Monde avait créé une situation favorable pour leur faire accepter la politique dite de "stabilisation" et d'ajustement structurel". Ceci signifiait plus qu'une simple politique économique, mais il s'agissait de leur imposer une "recompradorisation" pour employer un terme de Samir Amin. Avec une telle orientation, les pays sous-développés, y compris ceux de semi-industrialisés, ont renoncé à toute tentative consciente d'industrialisation-développement. Une fois que le choix avait été fait en faveur de la "stabilisation" et de l'ajustement structurel", la rhétorique développementiste n'était plus une préoccupation des dirigeants des pays sous-développés. L'ordre du jour avait bien été changé. On ne parlait que de l'ouverture au marché mondial" et d'être compétitif, ainsi que d'encourager les exportations. Pour être un élève préféré des jumeaux Bretton-Woods (FMI et Banque Mondiale) il fallait payer les dettes "correctement", cela étant une condition de sauver les banques multinationales avec elles le système mondial financier, et pour ce faire, il fallait exporter plus. Si tout le monde faisait la même chose, cela devait entraîner une chute brutale des prix d'exportation. Les politiques de "stabilisation" et d'"ajustement structurel" signifiaient en gros: l'ouverture au marché international, l'incitation pour attirer le capital étranger, la suppression du contrôle des prix, ainsi que la suppression des subventions, la réduction des dépenses budgétaires, en particulier de protection sociale et de l'éducation, la diminution du nombre des fonctionnaires, la baisse des prélèvements fiscaux pour les entreprises, le capital et les grandes fortunes, la privatisation des entreprises publiques, la déréglementation des conditions de travail et des salaires. On comprend facilement que toutes ces mesures créaient plus de capital disponible mais les conditions de valorisation n'existaient pas. Les pays du Tiers Monde après une brève période de relative "décolonisation" sont redevenus cette fois des colonies recompradorisés. La période d'après 1980 fut pour les pays et peuples du Tiers Monde une période de pillage extraordinaire. Mais pendant cette période les mots comme impérialisme, exploitation, colonialisme, développement, s'ils n'ont pas quitté définitivement les dictionnaires, leur usage n'était plus fréquent qu'il y a à peine une décennie passée. Non seulement ces pays ont transféré aux pays industrialisés d'énormes ressources comme le paiement d'intérêts, le transfert des profits par des multinationales et matières premières et biens industriels à haute intensité de main d'oeuvre, sans parler de

l'échange inégal bien connu, mais ce fut aussi un terrain propice pour la délocalisation des industries polluantes. Il n'est pas nécessaire de parler longuement de l'attitude des occidentaux sur cette question. On le sait déjà bien. Il suffit de citer un des économistes de la Banque Mondiale, Lawrence Summers, qui conseillait aux hommes d'affaires occidentaux de transférer des usines polluantes dans les pays sous-développés. Son raisonnement était tout à fait représentatif de l'homme blanc civilisé, qui consistait à dire que: le coût de la vie humaine d'un citoyen moyen des pays développés étant supérieur à celui de son homologue des pays du Tiers Monde, il est économiquement préférable que ce soit ce dernier qui meurt d'un cancer, d'autant que l'importation d'usines polluantes lui éviterait de périr d'inanition prématurément.

4.- La situation a pris une allure encore plus dramatique avec la chute des régimes de la "famille soviétique" vers la fin des années 1980 et au début des années 1990. Un nouveau vocabulaire a conquis les médias et milieux "scientifiques" et "intellectuels". On a commencé à parler de la "fin de l'histoire" une multitude de termes suivie de "post". Ainsi, post-moderne, post-industrie, post-westfalia, post-soviétique, ainsi de suite. Mais parmi tous ces concepts, la "globalisation" a connu un succès extraordinaire. En réalité ce dernier venait à l'aide de la rhétorique néolibérale, pour justifier ce qui se passe dans la vie réelle. Avec ce terme on voulait donner comme message "au citoyen moyen" dit "l'homme de la rue" qu'on était entré dans une période de globalisation. Il s'agit d'un processus irréversible, indépendant de la volonté et de la conscience humaine. Bon pour tout le monde, mais dans une seule condition: de respecter les lois du marché et d'être compétitif. Comme le disait le patron de Nestlé: "qu'on soit un individu, une entreprise ou un pays, l'important pour survivre dans ce monde, c'est d'être plus compétitif que son voisin". Mais pour l'être, il faut faire des sacrifices. Sacrifice revient à dire de se soumettre aux pillages et à l'exploitation féroce du capital mondial. Il s'agissait disait-on qu'un train vous attend dans la station, il vous amènera vers le salut. Pour ceux qui le manqueront, c'est un avenir radieux qui l'attend.

Pour nous qui analysons les processus sociaux d'une autre manière, il n'y a rien qui échappe à la volonté humaine, donc tout ce qui est vécu et qui se fait, n'est autre chose que le résultat de l'activité des hommes et des femmes ayant un talent de penser, d'imagination, changeant son milieu consciemment. Donc, rien ne se fait dans ce monde de façon inconsciente et n'est le produit du hasard. S'il y a tant de misères, tant de souffrance, tant de conflits, tant d'atrocités, ce ne sont pas des choses qui se réalisent par hasard. Evidemment ce

genre d'argument n'est pas désintéressé., mais a un but précis et consiste à dire que "l'homme ne peut ni changer, ni transformer et ni faire quelque chose de valable consciemment. Toutes les tentatives menées pour faire quelque chose de différent, nouveau, égalitaire, socialiste, ont échoué, comme soixante dix ans d'expérience soviétique le montre. Il ne vous reste qu'obéir et vous ajuster aux "sacrosaints lois du marché". Il s'agit là d'un message bien réfléchi des "nouveaux maîtres du monde". Il nous faut donc dépasser cette rhétorique archi-réactionnaire et pour ce faire de démystifier cette phraséologie idéologique "consciente". Cela étant dit, la mondialisation n'est pas seulement un processus économique mais avant toute chose elle est une offensive idéologique contre la majorité humaine et les "damnés de la terre". C'est une tâche qui nous incombe de faire un travail de démystification idéologique si nous voulons vraiment faire quelque chose de valable.

5.- La mondialisation économique comme on parle aujourd'hui peut être comprise comme une tentative de restructuration du grand capital des firmes transnationales pour sortir de sa "crise structurelle". Mais toute tentative mise en route par le grand capital ne sert en dernière analyse qu'à se faire perpétuer. Le remède ne sert pas à guérir le malade, mais de perpétuer ce qui est en cours. Les politiques néolibérales qui sont en vigueur d'ici et là ne servent pas à améliorer la situation, mais à l'aggraver encore. La raison pour laquelle "les remèdes" en question ne peuvent pas guérir le malade mais de le prolonger. Il n'y a pas de sortie de la crise mais il y a une "gestion de la crise" comme dit Samir Amin. On peut schématiser et résumer cette gestion comme suit: Rigueur monétaire pour barrer la spirale inflationniste d'abord et la rigueur salariale qui le couple ensuite, finit par un ralentissement de la consommation, mais aussi une hausse des taux d'intérêts. Ces deux derniers causent un ralentissement d'investissement productif, donc une augmentation de chômage. Une spirale vers la hausse du taux d'intérêt et ralentissement de la croissance finissent par un important déficit public. Le déficit public n'étant comblé qu'avec un endettement et il y a une montée de la dette publique. Une libéralisation financière couplée de nouveau avec le maintien de hausse de taux d'intérêt élevé. Tout ceci crée une atmosphère de spéculation financière comme il y a soixante huit ans. Le résultat est le même, ainsi se produit et se reproduit le "cercle vicieux de ralentissement de l'accumulation". Si on veut exprimer la même chose avec d'autres mots, il y a effectivement un "surplus de capital". Dans un monde où la demande continue à la baisse, étant donné une répartition de revenu extrêmement inégal, au niveau

national et mondial, le surplus ne peut que se valoriser dans des activités spéculatives. On parle beaucoup de nouvelles technologies. Il y a vraiment un développement technologique, mais ces technologies ne créent pas souvent de nouveaux emplois et de nouveaux revenus, mais servent à tuer les concurrents et de créer le chômage. C'est pourquoi, on entend souvent des licenciements mais très peu d'embauches...Lorsqu'on licencie les ouvriers, les valeurs en bourses des firmes augmentent. Pour en donner un exemple, la société Moulinex a supprimé 2600 emplois et la valeur de ses actions a gagné 20 pour cent en une séance... " Il fut un temps où licencier en masse était une honte, une infamie. Aujourd'hui, plus les licenciés sont nombreux, plus la Bourse en est contente" (Newsweek 26 février 1996). Plus on licencie, plus les valeurs en bourse augmentent.

Les politiques néolibérales permettaient aux multinationales de s'implanter ou de produire ce qu'elles veulent et de vendre plus cher. Ces politiques économiques ne sont rendues possibles que grâce à la "révolution conservatrice". Si cela peut paraître quelque peu bizarre, l'âge de la mondialisation ressemblait à la période de conquête d'il y a cinq cents ans. La conquête continuait, comme le disait Chomsky. Mais la rhétorique était tout à fait différente.

6.- La mondialisation du capital était plutôt la mondialisation du capital financier. Et c'est une situation tout à fait compréhensible, étant donné la perpétuation de la crise structurelle. Le surplus de capital pour ne pas se dévaloriser et pour rester debout, cherche des lieux à s'"investir" non dans des activités productives, mais dans la spéculation et à la recherche de "rent". Il y a à peine une vingtaine d'années, environ 90 pour cent du capital impliqué dans les échanges internationaux allait aux investissements productifs et au commerce, la part du capital allant aux spéculations n'était que 10 pour cent. Dans ces dernières années, un changement radical s'est intervenu et le schéma classique s'est inversé. Selon un rapport de la CNUCED en 1994, la part utilisée par les spéculateurs est de 95 pour cent. Cela dit, 95 pour cent du capital ne sert ni à produire ni à vendre, ni sert à acheter mais à spéculer. Selon la Banque des règlements internationaux, les transactions de change ont atteint le niveau de 1300 milliards de dollars par jour en 1995 (ce chiffre ne dépassait pas 18 milliards au début des années 1970). Si on tient compte du montant annuel du commerce des biens et des services qui n'est que de 1300 milliards de dollars par an, la portée de la spéculation saute aux yeux. Le résultat fut la naissance d'une nouvelle classe de rentiers, jouant aux changes, spéculant sur les titres ainsi que la dette publique. Une nouvelle division internationale du travail est en

gestation. La finance, les services, la technologie et l'information se concentrent dans les pays du Nord, tandis que la phase à haute intensité de main-d'oeuvre se concentre dans les pays du Sud. Une telle polarisation concerne aussi chaque pays du Tiers Monde. Une délocalisation est en cours vers les régions où une exploitation de main-d'oeuvre très bon marché existe. Mais les secteurs des économies nationales qui ne sont liés aux processus de mondialisation se trouvent marginalisés.

Evidemment, les conséquences de la "dérégulation", la dérèglementation, la libéralisation, la privatisation vont plus loin. Selon l'Organisation des Nations-Unies, les revenus annuels des organisations qualifiées de "mafias" sont à l'ordre de 1000 milliards de dollars. Un montant qui équivaut le PNB des pays pauvres, donc le revenu des plus de deux milliards d'habitants. Les performances du crime organisé dépassent celles de la plupart des firmes mondiales classées par la revue Fortune(.) avec des organisations qui ressemblent plus à General Motors qu'à la Mafia sicilienne traditionnelle.

7.- La mondialisation du capital a un sens différent selon où on regarde. C'est pourquoi, ce qui est déterminant, n'est pas où on regarde mais d'où on regarde. Pour les capitalistes et les grandes fortunes du monde, la mondialisation est une chance, puisqu'elle permet chaque fois d'empocher plus de richesses. Mais au détriment de ceux qui perdent. Par exemple, la crise du peso mexicain fut une grande occasion pour les spéculateurs. Mais il ne l'était pas pour les 700 000 personnes qui ont perdu leurs emplois. Après la crise, les salaires ont baissé de 30 pour cent. Dans la période de 1973-1992, le revenu moyen des 20 pour cent d'Américains les plus riches a augmenté de 19 pour cent, alors que celui des 20 pour cent les plus pauvres a chuté de 12 pour cent. En Grande Bretagne, le revenu des 10 pour cent les plus riches a augmenté de 62 pour cent. Dans la même période la population vivant au-dessous du seuil de la pauvreté est passée de 9 à 25 pour cent. Les salaires ne sont plus élevés que ceux des Sud-Coréens. Les chiffres concernant les pays du Sud sont encore plus alarmants. En Amérique latine, le nombre des gens vivant dans la pauvreté a augmenté de 47 millions, passant de 183 millions en 1990 à 220 millions en 1995. Dans les années où la mondialisation financière s'est accélérée. Selon les estimations de la FAO, 59 millions de personnes souffrent de la famine chronique. Selon le rapport de 1994 du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), 20 pour cent les plus riches de la population mondiale reçoit 84.7 pour cent du revenu mondial. Ce pourcentage

était de 82.7 en 1992. Et 1.3 milliards ces êtres humains vivent dans la pauvreté absolue. Un tiers de la population du Tiers Monde. 1.3 milliards manquent d'eau potable, et 1.9 milliards n'a pas d'accès aux services sanitaires. En 1991, l'écart entre les 20 pour cent les plus riches et les 20 pour cent les plus pauvres du monde était de 61:1. Pourtant cet écart était de 30:1 en 1960. Evidemment, il s'agit là des moyens arithmétiques qui ne reflètent pas la vraie situation. Certains prétendent que l'écart est de 150:1. Les pays du Sud transfèrent chaque année comme paiement d'interêt de leur dette plus de deux fois et demi de l'aide du Nord et plus de 60 milliards de dollars de flux privés.

Mais l'écart ne se creuse pas seulement entre le Nord et le Sud. La polarisation est un phénomène mondial. Aux Etats-Unis par exemple, les revenus des 80 pour cent de la population ont chuté entre 1973 et 1990. Par contre, les dix pour cent les plus riches de la population ont vu leur richesse passer de 41.1 pour cent à 44.21 pour cent dans la même période. Selon certaines estimations, 34.2 pour cent de la population des Etats-Unis sont pauvres ou très pauvres. La fortune des 447 milliardaires du monde est équivalente à celle du revenu de la moitié de la population mondiale. D'autre part, l'économie de la drogue a connu une percée spectaculaire surtout avec l'avènement de l'"économie du marché" dont les chiffres d'affaires annuels dépasseraient 400 milliards de dollars. Voilà le vrai visage du "Nouvel ordre mondial". Evidemment, les chiffres ne reflètent jamais ce qui se passe vraiment. Les drames de ceux qui n'ont rien pour vivre, de ceux qui souffrent de la pauvreté et de la misère n'a rien de commun avec les chiffres et les statistiques

8.- Dans un monde où quelques centaines de firmes transnationales contrôlent une part importante des affaires économiques (les deux cent les plus grandes firmes représentent 28 pour cent des ventes mondiales, les 400 multinationales contrôlent 70 pour cent du commerce mondial, ainsi le chiffre d'affaires du General Motors est plus important que le PNB du Danemark, celui d'Exxon supérieur au PNB de la Norvège et celui de Toyota supérieur au PNB du Portugal). L'Etat dans les pays du Tiers Monde devient un instrument au service des firmes multinationales. L'Etat dans ses formations sociales ne se préoccupe plus comme il y a à peine vingt ans des problèmes de développement et cherche des moyens pour améliorer les services publiques, mais de s'ajuster aux exigences des multinationales. Dans une période d'euphorie d'économie du marché, leur rôle consiste en trois fonctions essentielles: (a) de créer une infrastructure pour faciliter les activités des multinationales; (b) d'adopter des politiques

monétaires et budgétaires pour la stabilité macro-économique ne mettant pas en cause les intérêts des banques et d'autres firmes transnationales; etc... et (c) de réprimer les revendications des masses laborieuses et de créer un climat susceptible d'attirer les capitaux étrangers. Les dirigeants recompradorisés de ces pays ne parlent plus d'améliorations des conditions de vie des grandes masses, mais se vantent des bas salaires dans leurs pays, des avantages fiscaux, de l'inexistence des clauses sociales et manquent de règlements de la protection de l'environnement, etc. Il s'agit d'un "Etat néolibéral" aux services du grand capital "national"- mondial. Le national tout en étant une appendice de ceux des mondiales. Lorsque le grand capital domine à l'échelle mondiale, l'existence des Etats-Nations séparés et multiples facilite encore cette domination. Dans de telles conditions, on parle beaucoup de "démocratie" dite libérale, droits de l'homme, de l'Etat de droit. Disparition de la scène en grande partie des régimes militaro-policiers (des fascismes du Tiers Monde) n'est qu'une tromperie si on se place du côté des grandes masses laborieuses. Il s'agit de nouvelles formes de contrôle social qui sont en gestation sous une rhétorique "démocratique". Suffrages universels, ainsi que les élections...sont là pour tromper les masses et ne sont rien d'autres que des apparences sans aucune signification. Evidemment, l'effet des calmants ne peut pas durer longtemps. Il s'agit des régimes politiques au service des minorités dont les intérêts sont en harmonie avec les "nouveaux maîtres du monde". Malgré la rhétorique "démocratique" ces Etats sont en guerre non pas contre d'autres Etats, mais contre leurs "propres citoyens". Pour illustrer cet aspect des choses il suffit de rappeler que, pour 82 conflits armés qui ont eu lieu entre 1989 et 1992 dans le monde, trois seulement étaient des conflits entre Etats. L'armement effréné dans ces "nouvelles démocraties" ce n'est pas pour les "voisins ennemis", mais pour des ennemis internes.

"C'est un monde où l'économie du marché crée le chômage, la pauvreté, la marginalisation et l'exclusion pour les uns et des fabuleuses richesses pour les autres, mais ses effets destructeurs ne se limitent pas là. Une destruction écologique qui est en cours semble finir avec l'auto-destruction de toute vie sur terre. Lorsque les conséquences de l'économie du marché auto-destructrice prennent une telle envergure, les perdants de ce processus ne pourront rester sans réaction et les contre-mouvements devaient apparaître et intervenir d'une manière ou d'une autre. Comme l'a remarqué Karl Polanyi: "Aucune société ne pourra supporter, ne fût-ce que pendant le temps le plus bref, les efforts d'un pareil système fondé sur des

fiction grossières, si sa substance humaine et naturelle comme son organisation commerciale n'étaient pas protégées contre les ravages de cette fabrique de diable".

Si le capitalisme crée des périls à l'échelle mondiale, tout effort et tentative pour lui résister exige qu'on agisse de la même façon. Nous les perdants de ce monde, nous ne pouvons pas réagir de façon conséquente que si nous avons une description claire du processus en cours. Nous avons besoin avant toute chose d'intelligibiliser les choses et de démystifier les arguments des apôtres de l'idéologie réactionnaire dite néolibérale et des porte-paroles érudits de la mondialisation. Beaucoup sont ceux qui ont une illusion quant à la possibilité de le réformer aux bénéfices des exclus. Un mouvement qui veut lutter contre la mondialisation du capital ne peut le faire qu'à l'échelle mondiale. Puisqu'il y a une bourgeoisie mondiale ayant une conscience claire de ses intérêts, des projets et des institutions mondiales pour leurs réalisations. D'autre part, tant que le règne du capital reste comme tel, une réforme et la démocratisation ne peuvent pas donner les résultats attendus. Mais cela n'empêche pas d'exiger des réformes. De toutes les façons, pour un projet populaire et démocratique, des revendications de ce genre sont indispensables. Un mouvement populaire et démocratique pour être efficace doit avoir une conscience mondiale de ce qui se passe. Autrement, les tentatives isolées finiraient par un échec patent et échoueraient. Dans cet ordre d'idées, j'avancerai mes contre-propositions comme les suivantes:

10.- (a) Avant toute chose, il nous faut un travail de démystification et pour cela il est nécessaire non seulement de comprendre mais aussi d'agir pour changer les cours des choses. Celui-là exige qu'on s'organise pour en arriver là. Il y a déjà une multitude d'organisations et d'initiatives populaires luttant contre les conséquences de la mondialisation du capital à dominance financière. Mais ces organisations et initiatives sont plus ou moins isolées. Il faut donc chercher les moyens pour centraliser des organisations existantes tout en se protégeant contre les risques d'une bureaucratisation et d'en créer de nouvelles. Il faut bien démontrer que, tout ce qui se passe n'est pas le produit de hasard, mais les conséquences des actions conscientes de quelques-uns. Si on parle de "chaos", ce n'est rien d'autre qu'un "chaos organisé"

(b) Une accélération et une centralisation des recherches et publications sur les questions essentielles sont nécessaires. Créer des journaux, des revues selon les exigences du moment, de publier des bulletins d'informations. Pour cela, il est nécessaire de créer une

network qui servirait à la création d'un centre international d'information. Une telle activité d'information peut faciliter ou au moins créer les préconditions d'une prise de conscience mondiale que les problèmes qu'on devait faire face n'est pas des problèmes "particuliers" mais globaux et ne sont que les résultats de l'exploitation capitaliste.

(c) De créer des télévisions qui feront des émissions à trois niveaux: nationale, régionale et mondiale et d'en finir avec l'isolement que nous o imposé les classes dominantes mondialisées. Ce qui exige des efforts de démystification de la rhétorique "nationaliste" au service de la compradorisation. Cela peut faciliter une prise de conscience quant aux malheurs et à la souffrance de la grande majorité.

(d) Bien qu'on en parle plus, la "crise d'endettement" dure et continue de ravager les populations et les richesses écologiques du Tiers MOnde. Les gouvernements recompradorisés non seulement ne peuvent rien faire contre un tel pillage, mais essayent de créer des conditions pour régler leur dette tout en mettant en cause la vie des masses populaires et laborieuses. Des organisations populaires peuvent exiger qu' on cherche des solutions aux problèmes de l'endettement en faveur des populations en question.

(e) Aujourd'hui, les organisations de notations financières, comme Moody's, Standard and Poor's, peuvent financièrement étrangler les économies des pays du Tiers Monde. Il faut donc créer une sensibilisation quant à la mission de ce genre d'institutions.

(f) D'organiser des "Forums" pour contrecarrer les activités des organisations et les initiatives des puissances impérialistes, notamment, FMI, Banque Mondiale, les G7, Trilateral Commission, Davos.

(g) Les transactions des changes ont atteint aujourd'hui près de 1300 milliards de dollars par jour et cela pour le seul but de la spéculation. Il faut donc initier une campagne en faveur de la taxation de ces transactions pour le bénéfice des populations démunies du Tiers Monde. Et aussi créer une sensibilisation sur la répartition des richesses à l'échelle mondiale.

(h) La tâche est grande, les difficultés aussi, mais rien n' échappe à la volonté et l'action consciente des hommes. Si une minorité continue de regner, de mettre en danger et d'assombrir l'avenir de l'humanité, cela ne vient pas de leur force mais de notre faiblesse. Il suffit donc d'apprécier nos forces. A partir du moment où nous aurons pleine conscience de la situation, la force des autres deviendront leur

faiblesse. Pour changer le monde, il nous manque deux choses: l'imagination et réussir à agir de façon égalitaire, démocratique et solidaire.

(i) Pour créer un front mondial contre le capitalisme, contre le neo-libéralisme et la globalisation économique, il faut convoquer toutes les organisations, initiatives et intellectuels qui veulent vraiment faire quelque chose de valable, pour une réunion mondiale au plus tard en 1999. Cela sera une réunion planétaire de salut pour l'arrivée du troisième millénaire. Nous devons le faire pour sauver non seulement nos honneurs mais aussi nos avenir et celui de notre planète tout court■

PC.- L'auteur tient à préciser que, pour ne pas surcharger le texte, l'appareil de notes a été réduit, ne livrant pas l'intégralité des citations et des sources.

Dr Saad Abdel Razzak Hussein*

Les Problemes Sociaux Et Culturels De L' Emigration Rurale En Direction Des Villes Arabes**

A.- Introduction

Les moyens d'information, qu'ils soient audio-visuels ou écrits, se renouvellent en permanence, à tel point que le monde fait aujourd'hui l'impression d'une petite ville ou d'un grand village dont les habitants sont au courant de tous les détails des faits quotidiens survenus dans ses moindres recoins. La dernière révolution technologique, celle d'Internet, a permis en effet de rapprocher le temps, pour les collectivités comme pour les individus, au moyen de l'image et du son, phénomène qui confirme l'unité de l'histoire universelle, depuis l'unité de l'histoire de la planète jusqu'à la relation directe qui s'apprête à être mise en place à l'approche du XXIème siècle entre la terre et les autres planètes.

L'histoire universelle qui est en passe de devenir une réalité tangible n'était pourtant auparavant qu'un titre donné à des recherches d'historiens, de politiciens, de chefs militaires et de spécialistes des civilisations humaines à portée universelle.

Très vite se sont multipliées les études traitant de l'histoire du monde, de l'histoire des civilisations, ou des grands combats historiques, etc. Les Européens furent les premiers à publier de tels titres, l'eurocentrisme ayant joué un rôle déterminant pour le cours de

* Docteur en Philosophie et Sociologie, Irak

**Original Arabe. Traduit par Samia Tewfik

l'histoire universelle dès les premiers pas de la grande révolution industrielle, au début du XIXème siècle.

Le continent européen fut en effet le précurseur de l'ère des Etats nationaux, des révolutions de libération, des idées libérales, démocratiques, socialistes, communistes, fascistes et nazies, et il fut la base d'où partirent toutes les campagnes militaires ayant mené à la conquête de la planète, à la répartition de ses terres entre les différents vainqueurs européens, puis à leur redivision à la suite de guerres bipartites ou universelles ayant entraîné la ruine de l'économie européenne, en particulier dans les Etats militaristes et expansionnistes. Pendant ce temps les Etats-Unis préservaient leurs énergies humaines et leurs immenses ressources économiques et devenaient le remplaçant naturel de l'eurocentrisme avec la guerre froide qui s'engagea entre capitalistes et socialistes au milieu de ce siècle.

Le concept d'histoire universelle est donc né au cours des deux siècles passés des écrits de la période montante de l'eurocentrisme, après quoi les Etats-Unis furent considérés comme faisant partie intégrante du cours de l'histoire universelle, en tant que premier héritier naturel et substitut légitime de l'eurocentrisme.

Le vaste continent américain était peuplé de tribus indiennes et incas et de nombreuses autres communautés qui toutes furent exterminées de façon barbare par les conquérants européens, dont la plupart étaient des criminels de guerre, des prisonniers, des chercheurs d'or ou des marchands d'esclaves, autrement dit des gens ayant un fort penchant pour la guerre, la domination, la possession et l'exploitation d'autrui. On retrouve d'ailleurs jusqu'à aujourd'hui des traces tangibles de cette tendance dans la politique américaine, qui se distingue par sa discrimination raciale à l'égard des Noirs, la terreur exercée par la mafia et les trafiquants de drogue sur les citoyens ordinaires, l'ingérence militaire américaine dans maintes régions du monde depuis la Seconde Guerre Mondiale, et le soutien accordé à toutes les dictatures de la terre.

En somme la tendance militariste et dominatrice américaine prend racine dans la tendance militariste de l'eurocentrisme qui cherche à diviser le monde par la force depuis le XIXème siècle, que l'on nomma le siècle de la colonisation directe : occupation directe, protectorats, mandats, bases militaires, flottes maritimes, etc., cette tendance se révéla sous les formes les plus diverses. Or les Etats-Unis pratiquent toujours tous ces modes de domination sous couvert de "mondialisation", celle-ci revenant ici à unifier le monde par la force

américaine et à forcer les Etats et leurs peuples à reconnaître le leadership américain sur la conduite des affaires mondiales afin d'atteindre le stade de l'histoire universelle.

Toutefois la tendance militariste ne fut pas l'unique contribution européenne à l'unification du monde et à la construction de l'histoire universelle. D'autres formes de contribution, à caractère culturel, économique, politique, civilisationnel ou éducatif entrèrent en jeu.

A l'époque de la montée de l'eurocentrisme, celui-ci appela à adopter une législation des droits de l'homme et prôna les idées de justice, de liberté, de fraternité, d'égalité, et toutes les idées libérales et démocratiques : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la construction d'Etats nationaux, la préservation du patrimoine humain, etc, tous points qui seraient à détailler pour comparer les concepts culturels de la période eurocentriste et ceux de l'ère de la mondialisation américaine.

L'idéologie culturelle de la mondialisation américaine

Il n'y a pas lieu ici de s'attarder sur l'idéologie culturelle diffusée à l'époque de la montée de l'eurocentrisme, cependant il ne fait pas de doute que ses empreintes sont toujours visibles dans toutes les sociétés, et notamment dans la société américaine, qui est restée étroitement liée aux langues, aux cultures, aux idées, aux arts, aux usages, aux traditions et aux systèmes politiques, administratifs et militaires de l'Europe durant de longues décennies.

Il va sans dire qu'il est très difficile de distinguer les concepts culturels européens des américains ou des canadiens, car leurs racines sont communes, de même que le citoyen américain ou canadien révèle ses origines européennes dans maints aspects de son existence. Aussi lorsqu'ils abordent le champ de la culture et de la civilisation les chercheurs regroupent généralement les Européens et les Américains au sein de ce que l'on nomme "la civilisation occidentale".

Il va sans dire également que les concepts culturels qui eurent un écho immédiat à l'échelle mondiale naquirent de l'eurocentrisme et qu'ils sont toujours actifs dans la plupart des Etats du monde, pour ne pas dire tous, d'autant que l'unité de l'histoire universelle contribue à instaurer un dialogue direct, quoiqu'inégal, entre les forces et les courants antagonistes.

Il importe de mentionner qu'à l'époque de l'eurocentrisme les Français se firent un devoir d'universaliser les idées de la Révolution française quant à la liberté, l'égalité, la fraternité, la justice et les droits de l'homme. Leur devise culturelle étant celle du "rôle civilisateur de la

France", ils transplantèrent une grande partie de leurs idées, concepts, littératures, tendances artistiques, courants politiques et idéologiques et systèmes administratifs et éducatifs auprès des colonies et des peuples qu'ils avaient soumis.

A la même époque les Anglais lancèrent le slogan du "fardeau de l'homme blanc", c'est-à-dire en premier lieu le rôle des Anglais dans le développement du monde ancien et sous-développé. Ainsi ils transposèrent eux aussi leur culture dans leurs colonies, parfois de manière semblable aux français, mais la plupart du temps de manière très différente parce que la concurrence entre les deux pays était rude sur tous les plans : militaire, politique, culturel, etc.

Notons que lors de la Première Guerre Mondiale, avant le début de l'ère de la mondialisation américaine, les Américains furent profondément influencés par les comportements culturels européens. C'est alors qu'intervint la théorie du président Wilson sur "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", qui redonna espoir à tous les peuples des colonies et les encouragea à combattre le colonialisme anglo-français. On vit même apparaître à cette époque des études intitulées: "Amérique, libère le monde!"

Mais ce rôle libérateur des Etats-Unis fut vite abandonné lorsque ceux-ci sortirent de leur isolement volontaire pour prendre part à la reconstruction de l'Europe, avec le fameux plan Marshall. Certes ils défendirent alors avec ferveur le droit des peuples soumis à l'occupation, à la domination, aux mandats ou aux protectorats, à obtenir leur indépendance politique et à construire un nouvel ordre mondial libéré de l'ancienne idéologie colonialiste, et de fait ils devinrent le pôle fondamental de la lutte contre les systèmes socialistes et communistes durant la guerre froide qui s'acheva avec la chute de l'Union Soviétique et du bloc de l'est en 1989. Mais les Etats-Unis ne restèrent pas fidèles à leur devise (la construction d'un nouvel ordre mondial libéré du colonialisme): bien au contraire, ils adoptèrent une idéologie clairement militariste de domination du monde par la force. Cette tendance militariste, connue sous le terme de "mondialisation américaine", ne s'apparente en rien à un nouvel ordre mondial, voire elle l'empêche de voir le jour en maintenant l'ancien ordre mondial.

Il va de soi que les partisans de cette mondialisation ont dû l'étayer culturellement à un niveau universel. C'est ainsi que sont apparues l'idéologie de Fukuyama intitulée "La fin de l'histoire et le dernier homme" et la théorie de Samuel Huntington sur "Le choc des civilisations".

La théorie de "la fin de l'histoire" n'est pas nouvelle. Elle fut lancée par Hegel à l'aube du XIX^{ème} siècle lors des guerres napoléoniennes. Hegel était un fervent admirateur de Napoléon, de ses idées, de ses projets d'unification européenne et de construction d'une histoire universelle sur la base des idées libérales clamées par l'eurocentrisme montant à la veille de la première révolution industrielle.

La fonction politique des concepts idéologiques

Après la chute de l'ex-Union Soviétique et du bloc socialiste la scène idéologique internationale fut investie par une activité intellectuelle fébrile visant à démontrer "la mort du socialisme et du communisme" et "la victoire définitive du capitalisme mondial".

Il n'y a pas lieu ici de citer les centaines de slogans ayant accompagné cette activité idéologique et les nombreux ouvrages parus à ce sujet ces dernières années. Nous nous contenterons de mentionner la théorie de ce penseur américain d'origine japonaise, Francis Fukuyama, dont l'ouvrage intitulé "La fin de l'histoire et le dernier homme" a été traduit dans de nombreuses langues et a fait l'objet de critiques virulentes, au point qu'il est vite tombé dans l'oubli, et cet autre penseur américain, Samuel Huntington, dont l'article intitulé "Le choc des civilisations" et paru au printemps 1993 dans la revue *Foreign Affairs* a suscité de vives réactions dans le numéro de décembre 1993 de la même revue, réactions auxquelles l'auteur a répondu ensuite à son tour.

Ce n'est pas un hasard si les Etats-Unis, qui restent l'unique leader du nouvel ordre mondial en cette dernière décennie du XX^{ème} siècle, sont à l'origine de ces idéologies dont l'une cherche à arrêter l'histoire avec la victoire du système américain actuel sur l'ex-système soviétique, et l'autre s'attaque à la célèbre théorie scientifique d'Arnold Toynbee sur les cycles "de défi et de réponse" qui règlent l'interaction entre les civilisations. En effet les civilisations entretiennent entre elles un rapport interactif, non pas un rapport conflictuel. Ce sont les systèmes politiques, sociaux et économiques qui créent les heurts et les conflits en voulant protéger leurs intérêts au moyen d'un potentiel militaire démesuré qui domine leur propre société et cherche à en dominer d'autres afin de pouvoir vaincre tout leur continent, voire la planète entière, fût-ce au prix de guerres universelles dont les deux Guerres Mondiales et la guerre froide qui leur a succédé ne sont qu'un modèle expérimental.

Une lecture attentive de l'article d'Huntington sur le "choc des civilisations" montre que les idées "nouvelles" qu'il a voulu répandre

trouvent leur source dans la théorie non-scientifique de Fukuyama sur la fin de l'histoire. Voici en effet ce qu'il écrit au début de son article: "Les politiques mondiales entrent dans une nouvelle période qui inspire spontanément aux intellectuels des théories sur la fin de l'histoire, le retour des conflits traditionnels entre les Etats-nations et finalement l'effondrement de ces Etats-nations du fait des motivations antagonistes du tribalisme et du mondialisme." Il en déduit que "l'origine première des conflits de ce nouveau monde ne sera pas d'ordre idéologique ni économique, les grandes scissions de l'humanité seront culturelles et les conflits entre civilisations domineront les politiques internationales, parce que les lignes de démarcation entre les civilisations seront précisément les lignes de front à venir. Le conflit des civilisations constituera la dernière étape de l'évolution des conflits du nouveau monde".

Huntington reprend donc tous les aspects de la méthode idéologique appliquée par Fukuyama dans "La fin de l'histoire": le choix du titre de son article par exemple est anti-scientifique; d'autre part il substitue au conflit socio-économique visant concrètement à l'hégémonie et à l'impérialisme un conflit idéologique de l'ordre du conflit d'idées ou de cultures, et il considère les frontières entre les multinationales qui imposent leur domination sur le monde comme des frontières culturelles, non comme des différences d'intérêts économiques; enfin il évoque le conflit des civilisations comme la dernière étape de l'histoire moderne, ce qui n'est pas sans rappeler la phase du "dernier homme" chez Fukuyama...

Nous pouvons dire en bref que ces deux concepts de la fin de l'histoire et du conflit des civilisations ne peuvent faire l'objet d'un débat théorique qu'à condition de reconnaître qu'elles sont l'expression d'objectifs politiques et idéologiques étroitement liés à la domination actuelle des Etats-Unis sur le monde. Observons par exemple la grande confusion dont fait preuve Huntington lorsqu'il énumère les civilisations qui selon lui entreront en conflit, à savoir:

les civilisations occidentale, confucianiste, japonaise, musulmane, indienne, slave orthodoxe, d'Amérique Latine, et peut-être la civilisation africaine...

L'Afrique serait-elle à mettre hors du champ des conflits? Pourquoi distinguer la civilisation d'Amérique Latine de celle d'Amérique du Nord, que l'auteur rattache à la civilisation occidentale? Quelles sont les caractéristiques des civilisations confucianiste, japonaise et indienne? Enfin, quelles sont les frontières de la civilisation musulmane, qui englobe des millions d'Arabes, de Turcs, d'Iraniens,

de Chinois, d'Indiens, de Pakistanais, d'Indonésiens, etc.?

La confusion des trompeurs

Huntington pense que "la prochaine guerre mondiale, si elle doit avoir lieu, sera une guerre de civilisations". Ainsi il ne semble pas certain de l'inéluctabilité d'une troisième guerre mondiale et d'un conflit entre les civilisations. Dans sa réponse aux critiques qui lui ont été faites, il émet l'éventualité d'un démembrement des Etats-Unis eux-mêmes et imagine qu'ils pourraient perdre leur caractère occidental, sans pour autant perdre leur américanisme, qui restera un trait essentiel de leur démocratie aux racines européennes. D'autre part il affirme que la civilisation mondiale globale à venir ne peut qu'être le résultat d'un pouvoir mondial global, et il nie avoir adopté le concept de "la fin de l'histoire": "l'histoire n'est pas achevée, et le monde n'est pas un. Les civilisations unifient et divisent à la fois le genre humain; il incombe à chacune d'elles d'apprendre à vivre avec les autres."

Quant à l'avenir du conflit arabo-sioniste, Huntington affirme qu'il perdurera sous d'autres formes que les guerres militaires: "Le conflit entre les Juifs et les Arabes pourrait se dissiper, mais il perdurera".

Ces mises au point établies par l'auteur en réponse aux attaques contre sa théorie du "choc des civilisations" ont ôté à cette dernière sa tonalité idéologique originale: Huntington en revient en effet à la célèbre théorie de Toynbee sur les cycles de défi et de réponse : les civilisations ne peuvent être vaincues parce qu'elles ne se combattent pas et ne sont pas en position de concurrence, mais d'interaction. En 1995, le Centre d'études stratégiques, de recherches et de documentation a pris l'heureuse initiative de publier la traduction de l'article d'Huntington sur le "choc des civilisations" et des multiples réactions qu'il a suscitées, suivies de plusieurs articles exposant les points de vue de penseurs arabes et iraniens. Or il est intéressant de constater que ces voix arabes et iraniennes, tout comme la présentation de l'ouvrage elle-même, insistent uniquement sur l'aspect idéologique de la théorie d'Huntington et y voient une volonté politique américaine de répandre les principes démocratiques et libéraux occidentaux dans ce que l'on appelait autrefois le tiers-monde. En outre ils pensent que l'universalisation de ces principes par la force entraînera fatalement des réactions négatives, étant donné la tendance néo-impérialiste qu'elle suppose et le fait qu'elle vise à détruire la solidarité islamo-asiatique qui se dresse face aux intérêts et aux valeurs de l'Occident.

La majorité des Etats arabes ayant choisi la voix de la négociation avec Israël sous l'égide directe des Etats-Unis, l'auteur de la

présentation de l'ouvrage pense que la politique américaine projetée de frapper l'Iran en premier lieu, afin de le contenir: "L'administration américaine a imposé un processus de compromis pacifique aux Arabes et à Israël après avoir estimé que le "principal danger" pour ses intérêts stratégiques dans la région venait d'Iran. Ce dernier fait donc seul l'objet d'une politique d'endiguement, étant entendu qu'il n'y a plus rien à endiguer en Iraq."

Mais la théorie du "choc des civilisations" ne s'arrête pas à un Etat musulman en particulier. Huntington n'écrit-il pas : "Les frontières de l'islam sont sanglantes"? Ainsi il n'est nullement raisonnable de réduire cette théorie à une position politique interchangeable.

Un autre chercheur arabe voit dans cette théorie "la réaction de la pensée occidentale à des "fondamentalismes" religieux qu'Huntington nomme très hâtivement "civilisations". Il écrit ensuite: "Les Arabes et les Musulmans ne produisent pas aujourd'hui les moyens de la civilisation, ni des sciences, ni de la philosophie modernes. Quant au retour à l'âge d'or de la civilisation islamique, ce n'est qu'une manière de faire ressurgir la mémoire passée ou l'étude d'une époque... Les peuples musulmans sont en quête d'un nouveau projet de civilisation nécessairement centré sur l'islam et dont les composantes culturelles devront être adaptées, synthétisées et assimilées."

Notons que ce même chercheur mentionnait au début de sa réponse à Huntington qu'il ne pensait pas que "la synthèse ou ce que l'on peut appeler "la conciliation entre le réformisme musulman et le libéralisme occidental puisse réussir dans le monde musulman." Si la synthèse n'a pas réussi à l'époque de la division du monde en deux grands pôles dont l'un, le pôle socialiste, soutenait les Arabes dans leur lutte contre Israël et les impérialismes européens et américains, comment peut-on espérer qu'elle réussisse à l'heure où l'Amérique domine seule le monde? Et comment les Arabes et les Musulmans peuvent-ils construire "un nouveau projet de civilisation centré sur l'islam" et dont les "composantes culturelles", occidentales ou autres, soient assimilables? Telle est la crise d'une culture traditionnelle qui craint de rentrer dans la modernité de peur de perdre son "authenticité" et sa culture transmise sans rien gagner de la modernité.

Le défi civilisationnel et sa réponse

Huntington cite dans son article l'existence de sept ou huit civilisations aptes à l'interaction dans le futur, mettant le Japon à part : "Excepté le Japon, l'Occident ne fait face à aucun défi économique. Il a la mainmise sur les institutions politiques et sécuritaires internationales, il contrôle avec le Japon les institutions économiques internationales

et le règlement des questions politiques et sécuritaires mondiales se fait efficacement au moyen d'un conseil d'administration composé des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon." Plus loin il ajoute: "Le Japon occupe une place à part en tant que pays "occidental", parce que s'il appartient à l'Occident par certains aspects, il est clair que par d'autres aspects essentiels il ne lui appartient pas."

Il ne fait pas de doute que le Japon est un pays moderne qui a largement tiré profit de la civilisation occidentale, sans complexe ni sentiment d'infériorité, tout en conservant son authenticité et son patrimoine, parce qu'il a su faire la distinction entre la modernité et l'occidentalisation : il a adopté les concepts permettant à la société japonaise traditionnelle de devenir une société moderne, sans pour autant tomber dans le piège du mimétisme ou de la reproduction des modèles occidentaux.

Huntington reconnaît aux Japonais cette faculté d'assimiler la civilisation occidentale sans s'occidentaliser, selon la célèbre devise de cet empereur réformateur meiji du XIXème siècle: "Rattrapez l'Occident et dépassez le".

Ainsi le Japon est le seul à avoir réussi là où tous les autres ont échoué, comme l'écrit Huntington: "La civilisation occidentale est à la fois occidentale et moderne. Les civilisations non occidentales ont cherché à se moderniser sans s'occidentaliser, mais seul le Japon a réussi dans cette voie. Les autres civilisations non occidentales continueront à essayer d'obtenir la révolution technologique, le savoir-faire, les machines et l'armement qui font partie de la modernité, de même qu'elles essaieront de concilier cette modernité avec leur culture et leurs valeurs traditionnelles". Mais le chercheur confond ici à dessein les civilisations et les forces sociales dominantes, car ce ne sont pas les civilisations qui aspirent à la révolution technologique dite "occidentale" mais les forces en vigueur dans le monde en ébullition, compte tenu du fait que l'Occident représente un stade avancé des modes de production et des rapports entre la production et la technologie, dont il est possible de tirer profit.

Il va de soi que le modèle japonais n'est plus à présent le seul à tirer profit des sciences et des techniques occidentales tout en conservant ses valeurs culturelles traditionnelles, car de nombreux pays d'Asie du sud-est ont adopté cette forme de modernisation: la Corée du Sud, Taiwan, Singapour, l'Indonésie... Quant à la Chine, elle s'efforce de développer ses propres capacités sur la base de sa longue expérience socialiste, à laquelle elle a apporté des modifications essentielles afin d'être plus à même de se prémunir de l'influence du

néguvisme international résultant de la disparition de l'Union Soviétique et du bloc socialiste.

Citons à ce propos un ouvrage intéressant du célèbre chercheur américain David Hitchcock, paru fin 1995, et dans lequel il traite de l'impact de la théorie du "choc des civilisations" sur la politique des Etats-Unis en Asie du sud-est et en Chine:

David L. Hitchcock: Les valeurs asiatiques et les Etats-Unis: la mesure du conflit, Centre d'études stratégiques et internationales, Washington, D.C., 1995.

L'ouvrage d'Hitchcock s'ouvre sur une citation tirée d'un article d'Arnold Twinby intitulé Le monde et l'Occident : "Seule une fraternité exemplaire peut mettre fin au conflit des cultures".

Le chercheur y étudie plus de cent groupes culturels des pays d'Asie du sud-est (la Chine, la Malaisie, Singapour, les Philippines, l'Indonésie, la Corée, Taiwan, etc.), en axant le débat sur la valeur de la théorie du "conflit des civilisations", qu'il approuve pas certains côtés et désapprouve par d'autres.

Le cadre de cette intervention ne nous permet pas de présenter ces réponses dans le détail, car cela nécessiterait une étude plus approfondie. Notons simplement qu'elles mettent l'accent sur le fait que "l'Asie est en voie d'émerger au niveau mondial", et que les valeurs sociales, éthiques, comportementales, philosophiques et religieuses des Asiatiques ne sont pas moins importantes que les valeurs de la civilisation occidentale, voire leur sont supérieures dans bien des domaines. Elles affirment que la modernisation ne se réduit pas à une occidentalisation, et que s'il existe effectivement un conflit des civilisations, comme le prétend Huntington, les Asiatiques se rattacheront à leur ancienne civilisation et emploieront toutes leurs forces à rendre l'Asie aux Asiatiques. Enfin le chercheur achève son ouvrage en écrivant que la théorie du "choc des civilisations" nuit grandement aux intérêts occidentaux en général et américains en particulier dans tous les pays d'Asie du sud-est, qui sont dans une période de fort redressement économique, alors que l'économie américaine traverse crise sur crise.

Quelques remarques finales

Nul doute que l'histoire universelle est en train de se concrétiser à grands pas. Or une question se pose : quel sera l'ordre mondial capable de régir cette étape de l'humanité de façon à servir l'ensemble des forces et des peuples inclus dans cet ordre?

Il va de soi que l'ordre ancien, dont les bases ont été posées par l'eurocentrisme entre le XIX^{ème} siècle et le milieu du XX^{ème}, n'était pas uniforme et que les centres de pouvoir y étaient multiples: l'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Amérique, le Japon, la Chine, la Russie, etc. Les forces rivales s'alliaient ou se faisaient la guerre pour défendre leurs intérêts: conquérir de nouveaux marchés commerciaux, mettre la main sur les sources de matières premières pour leur industrie et élargir le champ d'investissement de leurs capitaux.

Malgré la chute de l'ex-Union Soviétique et du bloc socialiste qui évoluait dans son sillage pendant la guerre froide, les autres forces en présence, telles que l'Europe, le Japon et la Chine, ne se sont pas effondrées parce qu'elles n'ont pas pris part à la guerre froide. D'ailleurs, la chute de l'Union Soviétique ne fut pas une défaite écrasante et définitive parce qu'il ne s'agissait pas d'une défaite militaire ravageuse mais plutôt de la conséquence d'une conception erronée du passage d'un système politique et économique socialiste à une économie de marché. L'expérience a prouvé l'échec de cette vision et la Russie est entrée dans une période de chaos, de maffia, et d'effondrement de la sécurité militaire, politique, alimentaire, et culturelle.

Dans ces conditions on peut affirmer que "la mondialisation américaine" est elle aussi une vision erronée et injustifiée de l'instauration d'un "américano-centrisme" à la place de l'eurocentrisme, sous prétexte que l'Amérique est l'unique héritière légitime de ce centralisme. Comme nous l'avons dit en effet, l'Europe n'a pas été vaincue militairement, politiquement, économiquement ni culturellement au cours de la guerre froide, et l'eurocentrisme est toujours actif au sein de l'ordre mondial. En outre le Japon et la Chine ont réussi des expériences de modernisation qui ont éloigné tous les Etats d'Asie du sud-est de l'eurocentrisme et de son idéologie culturelle, politique, économique, sociale, éducative et militaire. Enfin le concept de "mondialisation américaine" est fallacieux en soi parce qu'il suscite l'hostilité de tous les Etats, qui, alliés ou ennemis, en viennent à refuser l'autoritarisme et l'impérialisme américain.

Il est certain que la théorie de la mondialisation n'est que l'autre face d'une hégémonie impérialiste et exclusive sur le monde. Le contenu du concept de "choc des civilisations" n'est donc pas nouveau : il ne fait que reprendre la théorie d'Arnold Toynbee sur "le défi et la réponse", en le reformulant dans un style purement idéologique inspiré du mythe de la victoire de la guerre froide et de la disparition de l'ex-Union Soviétique, ainsi que de la frustration qui se

répand chez les peuples terrifiés à l'idée que la fin de l'histoire est imminente, les Etats-Unis étant proclamés l'unique intérêt du monde et la démocratie libérale occidentale, annoncée par Hegel, se posant comme la seule philosophie viable après l'arrêt de sa rivalité avec le "socialisme scientifique".

En conséquence, une grande proportion d'intellectuels, notamment dans les pays en voie de développement, se sont hâtés de proclamer leur renoncement au socialisme et de prendre part avec terreur à l'inhumation qui lui est réservée quotidiennement dans la presse et les médias audiovisuels. Certains de ces intellectuels, et plus particulièrement des intellectuels arabes, soucieux de s'innocenter de l'accusation de "socialistes", se sont tournés vers les courants fondamentalistes religieux et posent comme principe que le prochain conflit sera fatalement un conflit de civilisations. Il leur faut donc renforcer leurs positions au sein des courants religieux et intensifier ces courants par l'adhésion de nouveaux intellectuels (à la manière de Gramsci) capables de connaître les plans qui se trament dans le camp ennemi pour porter atteinte à la civilisation arabo-musulmane et de mettre au point un nouveau projet moderniste et conciliateur dont l'islam serait le centre mais qui puiserait également aux sources des civilisations occidentales et non occidentales.

La théorie non scientifique d'Huntington sur le "choc des civilisations" a ainsi eu un effet positif sur l'ensemble des pays appréhendant les défis à venir pour leur patrimoine et leur civilisation et qui n'ont pu jusqu'à présent formuler de projet moderniste viable, bien que plus de deux siècles se soient écoulés depuis le premier défi civilisationnel qu'incarnait la campagne de Napoléon en Egypte. Il est intéressant de constater à ce propos que bien des concepts culturels actuellement en vigueur dans les pays arabes sont moins radicaux et moins scientifiques que certains des concepts formulés par la génération des pionniers arabes de la Nahda pour faire face au défi de la civilisation occidentale.

En revanche les intellectuels japonais et d'autres appellent à répondre au défi occidental d'après le principe voulant que toute société est capable de se moderniser elle-même si elle est convenablement gouvernée et dispose des possibilités matérielles adéquates. La modernisation est en effet un processus autonome naissant des besoins mêmes du développement économique, social, politique, culturel et administratif, besoins qui appellent à tirer profit des modèles offerts dans le monde sans les reproduire ou les imiter à la lettre, parce que l'imitation est contradictoire avec la modernisation, qu'elle mène à l'occidentalisation et qu'elle peut devenir synonyme de

régression. Bref, elle mène à la destruction de l'identité et de l'authenticité, au lieu de les préserver.

La comparaison entre les répercussions de la théorie du "choc des civilisations" dans le monde musulman, et arabe en particulier, d'une part, et en Asie du sud-est d'autre part, prouve de manière tangible que les Japonais, les Chinois et les Coréens savent répondre à l'idéologie par la science, c'est-à-dire en s'engageant dans un processus de modernisation autonome, non pas un processus d'occidentalisation, selon la devise voulant qu'il faille d'abord rattraper l'occident puis le dépasser. Dans le monde arabo-musulman en revanche, cette théorie a suscité la frayeur et des réponses passionnelles et idéologiques dénonçant sa vanité et sa fausseté. Quoiqu'il en soit cette théorie est factice parce qu'elle n'est pas scientifique. Des chercheurs occidentaux ont montré qu'elle n'était pas sérieuse et son auteur lui-même l'a reniée dans le numéro suivant de la revue *Foreign Affairs*, trois mois après y avoir publié son premier article, non pas du fait d'un refus idéologique, comme ce fut le cas dans les pays du tiers-monde, mais à cause des appels lancés dans les pays développés d'Asie du sud-est par des dirigeants politiques et des penseurs de renom en faveur de l'application des devises de "l'Asie aux Asiatiques", "la civilisation asiatique face à la civilisation occidentale" et "l'Asie d'abord". Ces appels menacent en effet directement les intérêts américains dans cette région où le Japon cherche à mettre en avant ses propres intérêts au détriment de ceux des Américains et des Européens.

Contrairement au discours idéologique des pays arabo-musulmans, qui n'est pas étayé par des forces sociales et politiques réellement crédibles, les appels lancés par les dirigeants politiques et les intellectuels nationalistes en Asie du sud-est jouissent d'une grande crédibilité et menacent directement les intérêts américains. Face à ces forces de défi, Huntington s'est donc vu obligé, tout comme Fukuyama l'a été avant lui, de retirer sa théorie idéologique de la circulation, si bien qu'elle n'est restée en vigueur que dans les pays où l'on parle beaucoup pour compenser le fait que l'on agit très peu...

Les pays arabes ont été témoins d'un phénomène d'urbanisation énorme en comparaison avec d'autres régions du monde. Dès les années cinquante (1), les pays du Tiers Monde ont connu ce phénomène qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui (2). Toutefois, il a commencé à diminuer depuis les années quatre-vingt. La lourde émigration rurale vers les villes et notamment les grandes d'entre elles a laissé son empreinte caractéristique sur le mode et le contenu de la vie urbaine arabe qui ont reculé au profit des valeurs et des

critères des régions rurales.

Le concept de l'urbanisation indique le taux du nombre de populations citadines ainsi que leur culture du point de vue de leur relations, leurs valeurs, leurs critères et leurs rôles sociaux et autres imposés par leurs conditions de vie conjointe dans le cadre d'une seule ville. Les deux concepts indiquent en fin de compte un seul aspect intrinsèque et étroitement lié. L'existence de l'urbanisation à des pourcentages donnés doit mener à l'apparition de l'urbanisation en tant que mode de vie caractéristique des habitants des villes. L'urbanisation a été liée, historiquement, à l'industrialisation européenne qui a commencé en Angleterre dès la moitié du dix-huitième siècle. L'industrialisation a encouragé l'émigration rurale vers les villes et a imposé en même temps un nouveau modèle de relations conformes à une nouvelle société industrielle, qui a été résumé par Louis Wirth comme étant le remplacement des relations premières par des relations secondaires, l'affaiblissement des relations familiales, la détérioration de l'importance sociale des familles, la diminution des liens de bon voisinage et la diminution des bases traditionnelles de la solidarité sociale (3) Malgré le nombre des modes urbains et leur différence d'une société à l'autre, le taux de l'urbanisation est presque devenu suffisant et tant qu'indice d'urbanisme, et l'augmentation quantitative de la population impose, selon George Zimel, un changement qualitatif dans les relations sociales selon l'expérience de la vie quotidienne. Il est bien connu que la collectivité qui réalise une certaine forme doit développer ses formes et méthodes dont les petits groupements n'ont eu besoin. Sur un autre niveau, il est reconnu également que les petits groupements ont des caractéristiques qui comportent des formes de réaction parmi ses membres qui doivent disparaître s'ils s'élargissent(4). Les autres sociologues ont, dans les dernières années du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, parlé de la dualité entre grands et petits groupements et de leur divergence quant au fond de leurs relations sociales avec des modèles et des termes multiples comme le groupement local, et la société selon Twiner, la solidarité mécanique et organique selon Lodour Quayme, le groupement secondaire selon Kolli, etc...

Avec le développement de la société industrielle, de la nouvelle technologie, la centralisation des populations dans les villes, la diminution du nombre des ouvriers agricoles, l'urbanisme a donné les nouvelles relations de la société et la dualité entre les régions rurales et urbaines s'est terminée en faveur des relations et des valeurs urbaines.

Pour ce qui est du cas des pays du Tiers Monde, cette opération a pris un autre tournant, puisque le développement des villes est fondamentalement différent de ce qui existe dans les pays industriels comme le souligne Giddens (5). Le taux de croissance de l'urbanisme n'a pas mené nécessairement à l'urbanisation; bien plus, il y a eu un recul dans certains modèles d'urbanisation dans ces pays devant la culture de la campagne, et ce, en raison de l'absence de l'industrie et le taux élevé de l'émigration vers les villes selon certains chercheurs. Il est devenu difficile de décrire le processus d'urbanisme en cours dans les pays tiers mondistes par le truchement des critères actuels; ce qui a poussé certains chercheurs à tirer deux nouvelles conceptions: ' l' hyperurbanisation et celle de la ville primaire.

La conception de l'hyperurbanisation souligne la rapide croissance démographique sans ajouter que cela ne s'accompagne pas toujours d'une évolution de l'économie industrielle ce qui mène à la détérioration des services urbains, à l'augmentation du chômage, de la misère et de la déviation sociale, ainsi qu'aux conflits et aux tensions politiques et culturelles, sans parler des problèmes de l'encombrement et de la détérioration du niveau de vie de la majorité des habitants urbains (6). Quant à la conception de la ville primaire, elle met en relief la concentration de l'urbanisation dans une ou deux villes dominant les autres villes et pays. Cet aspect peut être mesuré statistiquement et ce, en tenant compte du nombre des habitants dans la ville dominante par rapport au nombre des habitants urbains. En général, la ville primaire comporte des centres de travail, de commerce ainsi que le port principal, les cercles du gouvernement central; les institutions éducationnelles, les instituts religieux et autres (7) Le comité de la "Direction des Affaires Supérieures de la Société" a résumé le problème de l'urbanisme dans les pays tiers mondistes sur la base du fait que ses taux se développent plus rapidement que ceux de l'industrialisation de ces pays". Les villes attirent les habitants à un stade dévorant leur capacité à assurer ses opportunités de travail, un habitat, les services fondamentaux tels que les égouts, etc.... Telle est la voie vers la détérioration urbaine et ses conséquences en matière de tension sociale, de crimes et autres problèmes. Les grandes villes ne sont plus limitées aux villes développées industriellement. En 1960, trois des dix grandes villes du monde se trouvaient dans les pays du Tiers Monde, dans les dernières années quatre-vingt-dix, il existe dans ces pays 18 villes des 24 dont le nombre des habitants s'élève à dix millions d'âmes. Les problèmes deviennent plus aigus dans les villes qui croissent

rapidement dans le monde en développement(8).

Cette étude part de la supposition selon laquelle l'urbanisation a reculé en faveur de la culture des régions rurales dans tous les pays arabes qui ont connu un grand pourcentage d'émigration rurale vers les villes. La crise économique mondiale, confrontée par l'économie des pays arabes, a accéléré le recul de l'urbanisme et notamment après la perte du mécanisme susceptible de faire fondre les diverses cultures rurales qui existaient grâce à leur prospérité et développement économiques dans le passé. Au lieu donc que les villes deviennent un facteur de changement de la société et de la campagne en particulier, elles sont devenues le prolongement de cette dernière qui renouvelle ses valeurs ignorées. C'est ainsi que la culture de la classe moyenne citadine a reculé en faveur de la culture de la classe pauvre citadine d'origine campagnarde. Ce phénomène a mené à la décadence de l'enseignement et des organisations modernes et à la propagation de la conduite collective; la meilleure expression relative à ce phénomène serait la propagation des idées de l'Islam politique dans les grandes villes arabes.

Cette étude se base également sur l'index du développement humain. (approuvé par le Programme des Nations-Unies pour le Développement), afin de calculer quelques aspects de l'urbanisme qui comprennent trois principaux groupes pour le développement humain: longévité, connaissance, niveau de vie.

La connaissance est calculée sur la base de l'alphabétisation chez l'adulte et la moyenne des années d'étude; quant au niveau de vie, il est calculé selon le pouvoir d'achat en se basant sur la part de l'individu du Produit National Brut, compte tenu du coût de la vie locale (équivalent au pouvoir d'achat)(9). Ce montant possède une puissance allant de zéro à un. C'est ainsi que le montant se rapprochant de 1 indique un niveau élevé de développement humain et vice-versa.

La connaissance de l'urbanisme arabe à l'état actuel permettra sans aucun doute de mieux comprendre un certain nombre de problèmes sociaux, politiques, économiques et culturels, confrontés par nos sociétés arabes à des degrés divers. Cette étude d'exploration ne vise qu'à frapper aux portes et à poser des questions même si elles doivent demeurer sans réponses, quitte à se rapprocher de l'objectif ou à parvenir au but.

2.-Circonstances historiques de l'urbanisme des pays du Tiers Monde

Il n'était pas possible de parvenir au pourcentage actuel de

l'urbanisme dans les pays du Tiers Monde en dépendant de leur propre développement économique; c'est-à-dire loin des circonstances mondiales imposées par le développement des pays du Nord et de la création de l' Organisation Mondiale du Commerce. Le développement des pays industrialisés a assuré les conditions historiques qui ont mené à l' urbanisation actuelle dans le monde tout d' abord dans leur pays et ensuite dans toutes les régions du monde.

Dans sa formule historique, l' urbanisme a été lié, lors de la révolution industrielle, au développement de la production alimentaire qui a libéré le main-d' oeuvre agricole en la dirigeant vers l' industrie, de même que l' amélioration des moyens de transport a permis l' acheminement des produits agricoles vers les zones de vente.

C' est ainsi que la révolution agricole a ouvert la voie à la révolution industrielle, puisqu' elle assurée l' alimentation suffisante aux citoyens non concernés par la production agricole, comme elle a apporté une amélioration graduelle dans les domaines de la préservation de la fertilité du sol, du recours à de nouvelles méthodes modernes dans l' élevage du bétail, d' une meilleure gestion des fermes, de l' utilisation des machines agricoles modernes, de la découverte de la plantation de la pomme de terre, de l' assèchement des marais, de la propagation de nouvelles méthodes agricoles modernes, de l' amélioration des voies de transport pour parvenir aux marchés (10) Les Européens ne se sont pas contentés des sources agricoles locales pour assurer l' alimentation nécessaire aux populations des nouvelles villes industrielles, mais ils ont eu également recours au commerce extérieur avec les pays d' outre-mer pour garantir ces produits alimentaires. L' explosion démographique qui a accompagné les premières étapes de l' industrialisation européenne, n' a pas entravé le développement; bien au contraire, il a aidé à assurer le main-d' oeuvre nécessaire dont l' industrie avait besoin. La libéralisation de la force de travail agricole a, pendant longtemps, été liée à la garantie d' assurer l' alimentation aux citoyens, soit en améliorant l' agriculture ou le commerce avec les colonies. Ce " lien alimentaire" n' a été détaché qu' ultérieurement avec le développement industriel et technologique, l' amélioration continue des modes de transport et des communications, ce qui a permis la libéralisation des taux de croissance urbaine de tous les obstacles.

Grâce à l' existence de toutes ces possibilités à l' échelle mondiale par la création d' un " excédent alimentaire", de marchés nécessaires, l' amélioration des moyens du commerce extérieur, les pays développés ont pu créer les conditions historiques du développement urbain dans tous les coins du monde. C' est ainsi qu' il a été possible

pour les populations urbaines dans tous les pays du Tiers Monde de se libérer des liens étroits du commerce local, et les possibilités agricoles locales ont pu assurer les produits agricoles pour les villes. L'explosion démographique dans les pays tiers mondistes n'a pas découlé des facteurs économiques intérieurs, mais plutôt d'une réaction à des facteurs extérieurs pertinents à la nature du marché mondial et à l'élargissement du commerce extérieur. Les villes dans les pays développés sont devenues, par le truchement de l'industrialisation et de la technologie, la source de la richesse et de l'influence et partant, il existe un échange de leurs produits en contre-partie des produits alimentaires en provenance des régions rurales. D'un autre côté, la plupart des villes du monde en développement vivent sur l'importation des produits alimentaires venant d'autres pays (11).

Philip Hanser fait remonter les raisons de l'explosion démographique urbaine à trois principales raisons:

- 1.- augmentation naturelle des habitants (accroissement des taux de naissance et réduction de la mortalité)
- 2.- émigration (augmentation de l'émigration vers l'intérieur par rapport à l'émigration vers l'extérieur)
- 3.-reclassement de la catégorie d'une région qui, de rurale est devenue urbaine en raison de l'augmentation du nombre de ses habitants et, partant, acquiert la catégorie urbaine prise en considération dans le pays concerné (12).

Pour ce qui est de la croissance naturelle de la population, l'urbanisme dans les pays industrialisés a été lié au taux de croissance naturelle des habitants ruraux qui, au début, était plus élevé que celui des citadins et ce, en raison des conditions sociales et sanitaires mauvaises dont se caractérisaient ces pays. Ces taux se sont par la suite, égalisés pour finir par baisser d'une manière évidente aussi bien dans les villes que dans les villages. Quant aux pays du Tiers Monde, la croissance naturelle des habitants s'est caractérisée par un taux élevé dans les villes par rapport aux villages et ce, en raison du taux de mortalité inférieur dans les villes dû à l'amélioration des conditions sanitaires, grâce au recours aux médicaments modernes. Les taux pour les villes comme pour les villages se sont égalisés. Nous pouvons donc dire que le taux de croissance urbain s'est élevé en raison de l'émigration rurale vers les villes. Les statistiques existantes sur les pays nouvellement développés indiquent que l'émigration pure constitue une source importante, voire la principale source dans la majorité de ces villes(13).

Gérald Breese a signalé que dans les pays tiers mondiaux, les villes deviennent un "centre d'attrait pour les ruraux", une sorte d'aimant attirant les habitants de façon à créer un large mouvement migratoire en nombre dépassant de loin les capacités de la ville à les nourrir, éduquer, ne pouvant fournir des facilités d'habitat et de travail (14). Janet Abo Loghd a mentionné que l'émigration des régions rurales constitue le principal responsable du taux élevé de l'urbanisation en Egypte, malgré le fait que le taux de croissance naturelle, élevé aussi bien dans les villes que dans les villages, est responsable pour la moitié du taux annuel de la croissance urbaine (15). Elle a également ajouté que "plus du tiers des habitants permanents du Caire est né hors de la ville, c'est-à-dire qu'une personne Cairene sur trois peut être considérée comme un émigré d'une manière ou d'une autre" (16). A la fin des années soixante, le recensement de Tunisie a indiqué que 76 % de l'ensemble de la population de la ville de Tunis sont des émigrés dont le tiers ont des origines rurales (17). Peter Worsley a écrit que pour ce qui est de l'urbanisme en Amérique Latine, le 1/3 de la croissance démographique à Sao Paulo a relevé de l'émigration soit directement ou indirectement, entre 1900 et 1960 (18). Ainsi, la plus grande partie du phénomène d'urbanisation dans les pays tiers mondiaux est dû à l'émigration rurale vers les villes et grandes agglomérations urbaines.

La raison d'une telle émigration repose essentiellement sur les changements apportés à l'infrastructure agricole traditionnelle dans les villages, qui sont devenus incapables d'assurer toutes les nécessités de vie à un grand nombre de ruraux. Dr Mohamed Atef Gheiss rapporte les raisons de l'émigration rurale en Egypte à un nombre de facteurs complexes tels que la croissance des habitants ruraux alors que la superficie des terres agricoles n'a pas changé, le changement des activités agro-économiques qui a passé d'une production d'auto-suffisance à une production de marché, ce qui a accru les relations d'un village avec un autre et ensuite avec la ville (19).

Dr Mahamoud Ouda a quant à lui, signalé que les changements apportés à l'infrastructure agricole peuvent être compris dans "l'opération de désintégration" historique de la société villageoise, qui a passé d'une société auto-suffisante à une société dépendante d'autres sociétés (20). Antony Giddens a souligné que le manque d'opportunités (travail, richesse, produits divers, services adéquats) accompagnées de l'attrait qu'offrent les villes, a été la raison de l'émigration des villageois vers les villes à des pourcentages très élevés (21). Au contraire des pays industriels dont l'infrastructure

économique a été en mesure d'intégrer les nouveaux arrivants et de leur offrir un travail urbain et partant, ils ont fait partie de la société et de la culture citadines. L'économie des pays du Tiers Monde, incapable d'assurer une telle intégration au sein des sociétés urbaines, a laissé ces émigrés comme un bloc brut, exposés à la misère, au chômage et à des conditions de vie et d'habitat très précaires.

3.- La crise économique pendant les années quatre-vingt

La crise économique mondiale confrontée par la majorité des pays du Tiers Monde a augmenté d'envergure dès le début de la décennie quatre-vingt qu'on a appelée "la décennie manquée du développement" puisque l'économie nationale dans ces pays a trouvé une période de stagnation et d'échecs qui a mené au recul des plans de développement économique et humain. Le développement économique a échoué au cours des quinze dernières années dans près de cent pays comptant du tiers des populations mondiales(22). Cette stagnation économique a mené à la diminution des revenus de quelques 1,6 milliards de personnes, c'est-à-dire le quart des habitants du monde. La moyenne des revenus dans 70 pays a atteint un niveau encore plus bas que celui des années 1980, dans 43 pays, cette moyenne a baissé encore davantage que celle enregistrée en 1970 (23). Le "Rapport de la croissance humaine de 1996" a indiqué que le monde est devenu polarisé et que l'écart entre pauvres et riches s'est davantage accru plus que jamais; entre les 23 trillions de dollars américains, représentant le revenu national mondial en 1993, la part des pays industriels a été de 18 trillions alors que celle des pays en développement a été de 5 trillions de dollars américains seulement bien qu'ils groupent 80 % des habitants du monde (24). Le même Rapport a également indiqué que la part 20 % des habitants du monde les plus pauvres a passé de 2,3 % à 1,4 % au cours des trois dernières décennies. En matière de revenu, l'écart entre pays industriels et pays en développement s'est élargi trois fois, à savoir, de 5.700 dollars en 1960 à 15.400 dollars en 1993. Pour ce qui est des pays arabes, le rapport a souligné que beaucoup d'entre eux ont connu une grande détérioration dans le revenu lors des années 1980 en raison de la baisse du prix du dollar et autres revers dans l'économie mondiale (25).

Le rapport du "Comité de l'administration des affaires de la communauté internationale" rapporte que la stagnation qui a atteint les pays industriels, la politique anti-inflation menée depuis la fin des années 1970, ont accéléré l'élévation aigüe dans le taux des intérêts sur les dettes des pays du Tiers Monde et notamment en Amérique

Latine et en Afrique; c' est ainsi que beaucoup de pays sont tombés dans le piège des dettes et sont devenus incapables de poursuivre le remboursement des services de la dette sans parler de celui de la dette elle-même, qu' elle soit privée ou publique.

Les investissements et les recettes ont diminué, ce qui a augmenté les difficultés de se débarrasser de la dette; le niveau du taux de développement a énormément baissé ainsi que celui de la moyenne du revenu de l' individu et ce, dans les deux continents.

Aujourd'hui, l' Afrique est devenue encore plus pauvre qu'elle ne l'était dans les années soixante-dix et les pauvres souffrent partout du niveau inférieur du revenu et de l' accroissement du chômage (27).

Les indices du commerce mondial jettent la lumière sur un autre aspect de la crise des pays du Tiers Monde, après l'augmentation, lors des dernières années, du volume de l' échange commercial entre pays riches représentés par l' Organisation de la coopération économique et du développement, qui a atteint en 1989 plus de 80% de l'ensemble du commerce mondial; ce pourcentage deviendra 85% de l'ensemble du commerce mondial si on y ajoute les pays de l'Europe orientale et l' ex-Union Soviétique(29). Ces pays ont accaparé 85% des investissements directs lors des années quatre-vingt et 95% de l' ensemble des opérations des recherches sur le développement(30), sans parler de la diminution du produit fini sur le commerce mondial, production des pays nantis, alors que les pays tiers mondistes se sont contentés d' exporter leurs ressources naturelles de l' ordre de 64% en 1985, dont 45% représentent le pétrole, 12% autres produits bruts et 7% produits alimentaires. Les prix véritables de ces ressources non renouvelables (à l' exception du pétrole) ont été témoins d' une baisse évidente depuis les années cinquante et soixante et ce, en raison du progrès technologique qui a été en mesure de remplacer certains de ces produits bruts, importés des pays du Tiers Monde: l'aluminium a remplacé le cuivre; le nylon, le plastique et les fibres artificielles ont remplacé le bois, le caoutchouc, le coton et quelques minéraux. Les pays riches ont pu diminuer le prix du pétrole après son augmentation lors de la moitié des années soixante-dix, et ce, en rationalisant l' utilisation de l' énergie, dont le pourcentage a diminué les frais des produits finis. C'est ainsi que le prix des ressources naturelles a beaucoup baissé par rapport au prix des produits fabriqués. Si avec le prix de vente de deux tonnes de thé en Tanzanie en 1971 on pouvait acheter une voiture Land Rover, en 1981 cette dernière coûterait le prix de six tonnes de thé. Au Mali, en 1970, le prix d' un pneu valait celui de cinq tonnes de coton, en 1980 il est devenu égal au prix de 25 tonnes (31).

4.- Caractéristique de l'urbanisation arabe

La région arabe est considérée comme relevant des zones régionales ayant connu des niveaux élevés d'urbanisme. Le taux des urbains dans les pays arabes a atteint 30 % de l'ensemble des habitants en 1960, 50% en 1993 et deviendra 54% en l'an 2000.

Les pays arabes avaient enregistré des niveaux élevés en matière d'urbanisme en comparaison avec d'autres régions mondiales. Ils viennent en quatrième position parmi 11 zones régionales dans le monde, après l'Amérique Latine, les Caraïbes, le groupe des pays industrialisés, le Commonwealth, la région de l'Europe Orientale, la Communauté des Etats Indépendants (ex-URSS). Le pourcentage du développement urbain pour la période allant de 1960 à 1993 dans les pays arabes était de 4,4 %, pour la période de 1993 à 2000 ce pourcentage descendra à 3,5 % (32); ce qui revient à dire que le taux d'urbanisation dans les pays arabes connaîtra une baisse par rapport aux trois dernières décennies.

Le pourcentage des habitants de la plus grande ville dans les pays arabes a atteint 31% de l'ensemble des urbains, par rapport aux autres régions du monde où les pays arabes viennent en deuxième position après le groupe des pays les moins développés, ce qui indique la propagation du phénomène de la ville première dans les pays arabes.

Les changements survenus sur le pourcentage de l'urbanisme dans les pays arabes lors des quatre décennies allant de 1960 à 2000 indiquent que le taux d'urbanisation dans quatre des 20 pays arabes en 1960 a dépassé la moitié de l'ensemble des populations. Au Bahrein, ce taux a atteint 82%, suivi par le Koweït et le Qatar avec 72%, Djibouti 50%; le taux le plus bas a été enregistré par le Yémen avec 9%, la Mauritanie 6%, Oman 4%. En 1993, ce taux a dépassé la moitié des populations dans quatorze Etats arabes. Au Koweït, il a été de 97%; Qatar 91%; Bahrein 89%; Liban 86%, Libye 85%, les Emirats Arabes Unis 83%; Djibouti 82%, l'Arabie Saoudite 79%; l'Irak 74%; la Jordanie 70%; la Tunisie 56%, l'Algérie 54% et enfin la Mauritanie et la Syrie avec 51 %. Le taux le plus bas a été celui de la Somalie 25%, le Soudan 24%, Oman 12%. Le taux le plus élevé a été de 1960 à 1993 enregistré par la Libye 32%, l'Arabie Saoudite 49%, Liban 46%, Mauritanie 45%; Emirats Arabes 43%, Djibouti 32%, l'Irak 36%, la Jordanie 27%, le Koweït 25%; le taux le plus bas a été enregistré en Somalie et à Oman de 8 %, en Egypte 6%. Les prévisions pour l'an 2000, le taux d'urbanisme dépassera la moitié de l'ensemble des populations dans quinze Etats arabes avec Oman pour le taux le plus

faible.

Presque tous les Etats arabes ont connu des taux élevés de développement annuel des urbains entre 1960 et 1993 par rapport aux taux de 1993-2000 à l'exception de la Somalie où le taux du développement urbain s'élèvera lors des années à venir, la Syrie conservera le même taux. Ainsi que tous les 18 autres Etats arabes connaîtront un taux inférieur. Le taux de développement annuel des urbains le plus élevé pour les années 1960-1993 a été enregistré par les Emirats Arabes avec 12%, la Mauritanie 9,4%; Qatar 8,6%, la Libye 8,3% Oman 8%, Djibouti et Arabie Saoudite 7,6% chacun, le Yemen 6,8%; Le taux le plus bas a été enregistré par le Liban 3,7%, l'Egypte 2,9%. Le taux le plus élevé pour les années 1993 à 2000 sera atteint par Oman 7,7%, le Yemen 6,6%, la Jordanie et le Soudan 4,7%; quant au taux inférieur, il sera pour Qatar 2,2% et le Koweït 0,5%.

Les indices des précédentes statistiques indiquent des multiples différences pour ce qui est des taux d'urbanisme, leur caractéristique et leurs formes parmi les divers pays arabes. C'est pourquoi, il incombe de considérer ce phénomène selon une répartition des pays arabes en divers modèles urbains compte tenu de leurs richesses naturelles et leurs positions géographiques, le nombre de leurs habitants, leurs caractéristiques socio-économiques et culturelles communes. Les pays du Conseil de la coopération du Golfe, à l'exception du Sultanat d'Oman qui constitue un cas spécial qui groupe les caractéristiques de tous les pays du Golfe ainsi que d'autres relevant des autres pays arabes) représentent, ainsi que la Libye, un unique exemple d'urbanisme arabe, puisqu'ils se partagent les mêmes caractéristiques telles que leurs positions géographiques dans le cadre désertique du monde arabe, la dépendance de leur économie du pétrole, le volume restreint de leur secteur agricole qui n'existe même pas dans certains d'entre eux, le nombre inférieur de leurs populations presque toutes centralisées dans les villes, d'où le taux élevé de l'urbanisation dans ces pays. C'est ainsi que la part de l'individu dans le Produit National Brut a atteint 16 513 dollars américains en 1993, ce qui représente un taux encore plus élevé que celui existant dans quelques pays nantis dont la population s'élève à 26 millions d'âmes, ce qui équivaut presque à la population de l'Algérie et est égale à 11% de l'ensemble des populations des pays arabes. Leur superficie est de 110.539 Km²; c'est dire 29,6% de la superficie de la région arabe. Le taux d'urbanisme a atteint 87,3% en 1993, qui est de loin plus élevé que celui dans les pays industrialisés(33). Leur secteur agricole ne dépasse pas 3% de

l'ensemble de la production nationale (34).

Il est donc évident que la marche d'urbanisation dans ces pays est grandement différente de celle des autres pays arabes qui possèdent des groupements agricoles ancestraux groupant plus des 2/3 des populations. Ce groupe de pays n'a pas connu le départ de la campagne vers les villes mais plutôt le départ des tribus nomades vers les régions urbaines. Dès les années cinquante, le taux de la centralisation des habitants dans les régions urbaines a été élevé atteignant 53,2 % en 1960, alors que ce taux n'a pas dépassé 26% dans les autres pays arabes. Ces dernières ont réalisé un progrès évident au cours des trois dernières décennies grâce à la richesse pétrolière et se sont plus développées que les autres par rapport à tous les indices fondamentaux de développement humain, approuvés par le Programme des Nations-Unies pour le Développement, tels que longévité, services sanitaires, eau potable, égouts, consommation de calories énergétiques, taux d'alphabétisation, part de l'individu dans le produit national brut et autres (35). Malgré le développement de ces pays, le contenu de leur culture urbaine laisse à désirer en raison des traditions en vigueur, du rôle inférieur de l'élite éclairée.

Quant aux autres pays arabes, nous pouvons, selon leur position économique, celui de leurs habitants, leur taux d'urbanisme, leur classement dans le cadre du développement humain, les répartir en deux groupes:

I.- principal groupe des pays arabes, qui comprend huit pays: l'Algérie, la Jordanie, la Tunisie, la Syrie, le Liban, l'Egypte, l'Irak et le Maroc, qui se ressemblent par les mêmes caractéristiques socio-économiques dont le développement humain est moyen, le grand volume de leurs habitants (puisque'ils groupent 67,7% de l'ensemble des populations arabes), la vaste étendue de leurs territoires qui atteint 5.028.068 km², à savoir, 36,3 % de la superficie arabe avec un secteur agricole de 16,9% de la production nationale et un secteur industriel assez avancé (36). Ce groupe a également souffert d'une forte émigration rurale vers les villes lors des trois dernières décennies. Malgré l'énorme volume de leurs populations, les citadins ont atteint 37% de l'ensemble de la population en 1960, 60,2% en 1993 et représenteront 64,2% en l'an 2000 (37). Ce groupe jouit d'un niveau culturel assez élevé qui a commencé à poindre dès le début de ce siècle grâce à l'élite éclairée et le rôle d'avant-garde de la classe moyenne. Toutefois, ce même groupe a enregistré un recul urbain en faveur de la campagne en raison de l'exode confrontée par ses villes et ses régions urbaines au cours des trois dernières décennies.

II.- Le reste des pays qui se trouvent à la périphérie du monde arabe, qui sont au nombre de cinq: le Yémen, le Soudan, la Mauritanie, Djibouti et la Somalie. Malgré l'appartenance de ces pays au groupe des pays à développement humain peu élevé, les indices du taux d'urbanisme diffèrent grandement d'un pays à l'autre et sont relativement inférieurs sauf pour le Djibouti. Il est toutefois prévu qu'ils s'élèvent dramatiquement à l'avenir. Le nombre des habitants urbains a passé de 10,5 % en 1960 à 33% en 1993 et atteindra 38% en l'an 2000. Pour Djibouti, le taux d'urbanisme diffère de celui des autres pays de ce groupe. Le taux des urbains était de 50% en 1960, a atteint 82% en 1993 et atteindra 84% en l'an 2000 (38). Ce groupe comprend 21,3% de l'ensemble des pays arabes. Sa superficie est de 4.726.659 km², c'est-à-dire 34,1% de la superficie totale de la région arabe. Le niveau économique diffère également. Le secteur agricole (sauf Djibouti) représentait 36,2% en 1993 du total de la production nationale; en Somalie, ce taux était de 65%, au Yémen 20%, quant au Djibouti, il était de 3% seulement (39). Il semble que la nouvelle marche vers l'urbanisme de ces pays (sauf toujours Djibouti) suivra les mêmes pas que ceux du groupe principal des pays arabes, bien qu'elle ait un retard de deux à trois décennies. Quant au Djibouti, bien que son taux d'urbanisme soit proche de celui des pays du Golfe, il ne possède pas la richesse de ces derniers et partant, son indice de développement humain est bas.

Ce sont ces mêmes huit pays arabes qui ont le plus subi l'émigration rurale. Quelques indices de développement humain avaient accusé un retard par rapport au niveau atteint lors des années précédentes. En comparant cet indice pour les seules années 1992 et 1993, nous constatons un déséquilibre évident avec un recul dans trois pays, la Syrie, l'Irak et le Maroc, une légère amélioration en Tunisie, Liban et Egypte, et une nette amélioration en Algérie et en Jordanie.

Cette dernière a été due à la hausse de la part de l'individu dans le Produit National Brut. Ceci s'applique également à la Tunisie et à l'Egypte; le Liban est parvenu à améliorer ces indices de développement humain sans porter atteinte à la part de l'individu dans le produit national brut. Quant à la décadence de la situation en Syrie, en Irak et au Maroc, elle a été due à la baisse dans la part de l'individu dans le Produit National Brut.

5.- Le conflit culturel entre les régions rurales et urbaines dans les pays arabes.

Quand, dans les années cinquante et soixante, le taux de l'émigration rurale arabe a atteint son apogée, la plupart des groupements arabes

et notamment ceux des principaux Etats, en raison de l'inflation de leur secteur rural agricole, ont connu une dualité culturelle polarisée contradictoire. La première, traditionnelle, dont les racines sont profondément rurales, presque féodales et tribales. La deuxième, urbaine sélective, s'est ouverte en partie sur la culture qui existait du temps du colonialisme. Elle est parvenue à s'accommoder avec la vie des urbains en changement constant et dépendant des nouvelles formes d'organisations apportées par le colonisateur, des nouvelles méthodes pédagogiques imposées par l'apparition d'institutions et emplois nouveaux. Cette culture reflète en général, les aspirations d'une classe urbaine moyenne qui était de nature laïque. C'est ainsi que nous trouvons que les villes sont demeurées et pendant longtemps, représentées des oasis de modernisme au sein de la société rurale traditionnelle, à une époque où le pourcentage d'urbanisme ne dépassait pas 20 à 30 % de l'ensemble de la population. Les relations entre les deux cultures étaient presque rompues en raison de l'intégration de la majorité rurale dans l'infrastructure agricole et tribale caractérisée par la stagnation de ses activités sociales et qui possédait les nécessités fondamentales de la vie. Cet isolement existant entre les deux cultures rurale et urbaine a mené à la création de deux peuples ou deux Etats au sein d'une même communauté. Cet isolement et cette distance se sont poursuivis jusqu'à l'effondrement de la culture rurale et son incapacité à résister aux changements socio-économiques précités. D'où l'énorme vague d'exode rural dans les années cinquante et soixante, à un point tel qu'elle est devenue un phénomène soutenu dans la vie sociale arabe. L'indépendance politique des pays arabes et les programmes de réformes agricoles ont aidé à ouvrir la porte à l'émigration rurale en grand nombre. Souvent une ou deux villes ont reçu le plus grand nombre de ces émigrés ruraux.

Avec la stabilisation des nouveaux arrivés à la périphérie des villes, les deux cultures rurale et urbaine sont entrées en conflit en raison de la divergence de leurs pensées et de leurs modes de vie. Malgré le fait qu'au début il a semblé que le résultat de ce conflit serait sans aucun doute en faveur du mode urbain, c'est le contraire qui a prévalu. Car la culture urbaine n'a pas résisté aux pressions continues rurales. Alors que l'émigré rural était au début, il y a trois à quatre décennies, étonné et attiré par les lumières de la ville, ses us et coutumes, son étrangeté, son descendant contemporain l'a trouvé chez lui, représentant sa famille, ses coutumes, son dialecte, ses chansons préférées.

L'exode rural massif a transformé de nombreux quartiers de la ville

en colonie rurale. Janet Abou Loghd a mentionné qu' au Caire, les ruraux venant du Nord ont préféré la partie nord de la ville, alors que ceux du sud se sont installés dans le sud de la ville (40). De même que plusieurs émigrés sont attirés par les régions de la ville proches de celles d'où ils viennent; d'autres s'installent dans des régions ressemblant au moins du point de vue culture à leurs propres régions rurales.(41)

Ce qui reflète le mieux les contradictions de l'édifice social dans les villes arabes et l'intégration rurale et urbaine est la planification actuelle de la plupart des villes arabes. La ville ancienne rappelle le passé obscur où le noyau de développement urbain ne dépassait pas les limites de la ville. Quant à ses utilisations actuelles, elles ne sont pas liées à son architecture. Par le truchement de ses rues irrégulières en matière de direction, longueur et largeur, qui ne pouvaient donner accès au trafic moderne, leurs maisons en mauvaise condition, peu aptes à abriter des occupants, ses vieux quartiers sont ceux qui connaissent une concentration aigue des gens et sont congestionnés; ils sont utilisés comme lieu d'habitat, de travail, d'artisanat, de dépôts. Quant au quartier civil (étranger), son architecture était d'un modèle occidental ancien. Il rappelle la période de colonisation, était l'habitat des hauts fonctionnaires du gouvernement nationaux et étrangers. Alors que le reste de ce quartier est toujours aussi attirant, ses périphéries ont été envahies par les ruraux qui les ont transformées en quartiers populaires. D'autres parties ont été consacrées à des buts autres que l'habitat, en tant que bureaux pour quelques cercles gouvernementaux, hopitaux, magasins, hôtels et autres. Les camps militaires ou leurs restes existant dans les régions non éloignées du centre-ville, rappellent la période coloniale et notamment dans les pays ex-dominés par les britanniques. Quant aux nouveaux quartiers, qui ont été aussi bien habitat que lieux de travail, tels les quartiers d'El Mohandessin, des militaires, des juristes, etc. tous ont été créés après l'indépendance. Leur construction par les institutions gouvernementales avait pour raison, l'hésitation du secteur privé à construire des immeubles en raison des frais énormes nécessaires. La région occupée par les huttes et les bidonvilles, représente le meilleur exemple au volume de l'exode rural vers les régions urbaines, ce qui n'a fait qu'empirer le problème de l'habitat. Ces habitations précaires poussent dans les régions abandonnées de la ville et dans les zones où l'on ne permet pas les constructions telles que les cimetières et autres.

Les poches villageoises, ex-villages qui, aujourd'hui font partie des

frontières des villes, indiquent l'empiètement du village sur la ville en raison de l'expansion urbaine; certaines d'entre elles continuent à préserver leurs anciennes caractéristiques, alors que d'autres, l'environnement urbain a éliminé leurs traits. Quant à la banlieue qui comprend des quartiers pour les riches, elle se distingue par des constructions luxueuses, par la propreté et par une bonne gestion; là prévaut des relations sociales particulières par rapport aux autres quartiers (42). Quelques gouvernements arabes riches ont entrepris de construire des immeubles très luxueux avec des auto-routes rapides et modernes s'élevant ou tournant autour de ces constructions et des quartiers de la ville qui rappellent ce qui existe à New York, à Londres et à Paris. Ce qui représente le mieux la position de l'autorité dans ce kaléidoscope urbain, sont les quartiers où sont érigés les palais des gouverneurs et des hauts responsables, les statues commémoratives, les muraux, etc.....

L'urbanisme impose, de par les nécessités de la vie urbaine diversifiée, des modes de conduite, des relations, des valeurs, des symboles particuliers conformes à la vie au sein des villes. L'urbain entretient un grand nombre de relations avec diverses personnes sans pour autant être obligé d'avoir des relations personnelles avec elles ou sans les bien connaître; au contraire de ce qui se passe au niveau du village où existent des relations de bon voisinage, d'amitié parmi les familles. Comme l'urbain consacre beaucoup de son temps à la vie publique, il doit avoir des relations civilisées bien que non personnelles, tout en étant secondaires ou de pure forme, ce qui, pourtant, lui permet de devenir un "inconnu" au niveau personnel. Les divers rôles sociaux nombreux que doit jouer l'urbain, lui permettent de se fortifier derrière ce rôle social en portant plusieurs masques tels le rôle d'étudiant, d'enseignant, de vendeur, de client, de médecin, de malade, de directeur, de fonctionnaire, de père de famille, d'ouvrier et autres. L'urbain peut mépriser ceux qui diffèrent avec lui en matière d'us et coutumes ou de modes de vie, tout en faisant toujours montre de compassion à toute forme de divergence. Car la nature des différences et de la non-uniformité caractérisant la vie dans les villes lui impose d'accepter les autres et de respecter leur vie privée. L'urbain accorde un intérêt particulier à la maison qu'il habite car c'est le seul lieu où il peut avoir une vie personnelle privée et des relations familiales dans le cadre de sa famille. L'urbain dépense beaucoup d'efforts et d'argent pour sélectionner le quartier adéquat, les meubles et tout l'équipement nécessaires; il s'intéresse à son apparence, à ses habits, à la propreté des lieux où il se trouve, que ce soit sa maison, son bureau ou même la rue, à la santé publique, à la

propreté des mets, de l' eau potable, aux égouts, à la protection contre les maladies, etc..L' urbain s' interesse également à l'enseignement qui lui permet d' avoir, par la suite, un emploi rentable lui permettant d' avoir un niveau de vie adéquat et ce, puisque la vie urbaine compte sur les capacités acquises et non pas héritées. Il s' intéresse à l' information, au mass media, à la rapidité des communications, ainsi qu' aux loisirs, au tourisme, etc... La liste des qualités liées au mode de vie urbaine ne s' arrête pas à ces limites, mais diffère selon les divergences urbaines d' un pays à l' autre (43).

L'un des points les plus importants soulevés par l' exode rurale vers les villes arabes réside dans sa capacité à retarder la vie urbaine et son recul devant la culture rurale où plusieurs émigrés persistent à poursuivre leurs relations avec leurs villages d' origine ou alors créent des groupements villageois ajustés au sein de la ville. C'est ainsi qu' ils essayent de transférer "la culture villageoise à la ville"(44) malgré la difficulté de donner une même signification à la culture rurale, sans parler de la compréhension de la culture stable et indépendante, la culture rurale a toujours été inspirée par des us et coutumes et idées locaux qui prennent position dans le cadre de l' ordre socio-économique en vigueur qu' elle perd dans les grands changements sociaux. La position de la culture rurale en tant que position économique rurale et agricole ne peut de désister totalement du reste des éléments occidentaux et ne peut résister à l' ensemble des grandes transformations économiques: féodales, capitalistes ou même socialistes. Comme le dit Worsley, les ruraux sauvegardent leurs petites traditions caractérisées par tout un lot de principes et de positions dont le contenu est le fatalisme, le désespoir, le doute et la colère. Malgré leur mépris pour le monde extérieur, ils sont pourtant fiers de leur culture, de leurs croyances et de leur ignorance, ce qui indique qu' ils méconnaissent les ruses des citadins tout ne faisant de beaux rêves pour un ordre social à l' envers (45). Worsley poursuit la description des caractéristiques de la culture rurale et mentionne que ce qui préoccupe le paysan du point de vue économique est lié à sa capacité de persévérer. Car l'objectif ultime du paysan n' est pas de courir derrière le profit mais plutôt de vivre et de continuer à exister et ce dernier mot signifie pour lui d' être en mesure d' éviter les catastrophes naturelles et sociales comme une mauvaise saison agricole, les orages, les inondations, les maladies atteignant les plantes et les animaux, les guerres, les incendies, les épidémies et les calamités politiques et autres.

Ces circonstances se répercutent sur le paysan et sa culture et partant il considère la vie non pas comme des étapes successives de

développement mais plutôt un cycle de saisons, de générations et de missions semblables et ainsi la fuite devant la roue de la vie matérielle est pour lui l'objectif ultime dans un lieu non défini basé sur le simple fait de vivre.

Les paysans ne prévoient pas pour eux une vie autre qu'une vie étroite et monotone. Leur stratégie principale se base sur la nécessité d'amoindrir les dangers qu'ils rencontrent et ainsi les traditions, jugeotte accumulée à travers les générations, deviennent la meilleure preuve qu'ils possèdent et la meilleure garantie à leur vie. Les traditions, routines et rituelles, sont la meilleure garantie de succès en accomplissant les choses comme elles se font toujours. Pour ces raisons mêmes, les paysans n'aspirent pas à un meilleur avenir. Pour eux, l'avenir n'est pas ce jour où tous leurs rêves se réaliseront pour améliorer leurs conditions. Ils ne prévoient pas qu'un monde meilleur que celui qu'ils vivent le remplacera, soit par une révolution sociale ou scientifique (46).

Les valeurs de la société rurale tournent autour de la Terre, la famille, les voisins et la tribu. L'on ne peut comprendre l'évolution sociale dans la région rurale qu'en comprenant les formes de la propriété de la Terre et ses relations. La famille, c'est l'unité socio-économique la plus importante dans la campagne, c'est par son truchement que l'individu satisfait ses besoins fondamentaux et acquiert sa position dans la société.

Les relations rurales sociales se caractérisent par leur nature fondamentale et personnelle directe. Le rural reconnaît les membres de sa société par leur nom, leurs origines familiales tribales et religieuses; la vie sociale dans la campagne se caractérise par sa nature uniforme, ses membres se ressemblent du point de vue profession, appartenance tribale ou religieuse. Les relations de parenté et de voisinage accorde un caractère solidaire qui donne à une telle appartenance son importance. Le rural ne peut facilement accepter les autres qui diffèrent de lui en matière de religion, de culture, de profession et d'origine tribale.

Malgré la différence existante entre la culture de l'émigré rural vivant dans la ville et celui qui vit au fond de la campagne, tous deux refusent la culture et les relations de la ville. L'émigré rejette la culture urbaine malgré qu'il vit dans cette ville ainsi que les modes culturels contradictoires à sa propre culture acquise dans la région rurale. C'est ainsi que dans plus d'un cas, l'appartenance de l'émigré va à son village, tout comme le citadin qui est étroitement lié, toute sa vie, à des groupes traditionnels dont les relations essentielles remontent à la

manière de vivre d'avant l'industrie. Dans les deux cas, les membres de ces sociétés tournent vers le passé plutôt que vers l'avenir ce qui en soit les pousse à résister aux objectifs et aux valeurs du système industriel urbain naissant (47).

L'on peut suivre les influences laissées par le phénomène de recul de l'urbanisme et son recul devant la culture rurale dans les pays arabes et ce, par le truchement des éléments suivants:

A.- Organisations modernes

L'on peut résumer l'édification d'un Etat moderne, qui a eu lieu dans les pays arabes depuis l'effondrement du règne ottoman vers la fin de la première guerre mondiale, par la création d'organisations et de mouvements modernes. Cette mission n'a pas été facile à cette époque en raison des origines ancestrales de l'édification traditionnelle, la large propagation de l'analphabétisme et l'ignorance dans la société. L'armée peut être considérée comme un des plus grands mouvements ayant défié l'appartenance et la fidélité traditionnelle à la tribu puisque le régime militaire impose depuis toujours un arrangement spécial de la fidélité totalement différent de toutes les formes traditionnelles de la fidélité, ce qui a nécessité un mode particulier de relations contraires au mode de relations traditionnelles. L'un des premiers défis confrontés par les jeunes Etats arabes a été l'influence traditionnelle représentée par l'autorité des tribus rurales; l'une des premières missions des armées arabes a été les vagues correctionnelles pour assujettir les tribus à l'autorité de l'Etat. L'importance de l'armée à cette époque ne s'est pas limitée à de telles missions, mais s'est étendue à élever de nouvelles générations sur un mode nouveau dans les relations différent de ce qui existait parmi les familles, les tribus et autres structures.

Tous les mouvements et institutions modernes créés graduellement avec la mise en place d'un nouvel Etat tels que les organes gouvernementaux, les écoles, les hôpitaux, les compagnies, les usines, les clubs, les sociétés, les partis et autres, ont approfondi ce mode de relations nouvelles. Car, en fin de compte, la communauté de ces institutions, ou l'individu naît dans un hôpital, est éduqué dans une école, travaille dans un établissement, adhère volontairement à un parti ou à une société, fait ses prières dans une mosquée ou une église.

L'importance de la nouvelle organisation, selon les particularités du modèle de Max Weber sur la bureaucratie, réside dans la souveraineté des relations impersonnelles qui ne laisse pas de place à la poursuite des relations de famille et des parents. Comme elle

nécessite des connaissances et des aptitudes définies sur la base desquelles se fixe le choix de ses membres dont la promotion se fait conformément selon un rang d'ancienneté et les aptitudes. Le travail se poursuit selon un système et des bases conformes à la répartition de spécialisations et des responsabilités de façon que chaque membre connaisse ses tâches et ses devoirs. L'organisation moderne est également soumise à un réseau de relations bien claires entre directeurs et employés. C'est ainsi que les organisations modernes renforcent le mode de relations urbaines nouvelles par l'entremise de convivialité entre hommes, femmes, vieillards, jeunes venant de diverses spécialisations et ayant divers degrés d'éducation en faveur d'une mission et des objectifs délimités qui n'ont rien à voir avec leurs origines, leur religion ou leurs familles.

Tant que l'émigration rurale demeure dans des limites raisonnables, la ville est capable d'intégrer les nouveaux venus et à les soumettre à un mode de relations et de vie par le truchement des institutions modernes. Le rural change progressivement sa culture originale et acquiert la culture de la ville dès qu'il obtient un emploi lui permettant de trouver un logement adéquat, d'enregistrer ses enfants dans les écoles, d'utiliser les moyens de transport modernes, d'écouter la radio, de regarder la télévision, d'entamer des contacts avec les gens qui diffèrent de lui de par la religion, leurs origines et leurs racines démographiques. Toutefois, les conditions du chômage et la crise économique qui ont existé dans les pays arabes, lors des années quatre-vingt, le nombre énorme des émigrés ruraux ont amené ces derniers à s'établir à la périphérie de la ville, même s'ils n'y trouvent ni emploi, ni travail; ce qui ne les amène pas à changer leur culture rurale, au contraire, ils l'incrémentent au sein de la ville. Les institutions modernes n'ont pu comme le reste des services de la ville, empêcher cette influence rurale et partant, la ville au lieu de se moderniser, redevient un domaine traditionnel sur lequel planent la culture et les valeurs rurales.

Les statistiques portant sur le volume de la main d'oeuvre dans diverses parties du monde indiquent que le taux de celle-ci dans les pays arabes est le plus bas; il représente 33% de l'ensemble de la population en 1993, ce qui revient à dire que chaque travailleur ou ouvrier supporte au moins trois personnes.

Les raisons de ce petit nombre de la main d'oeuvre arabe par rapport aux autres régions du monde sont basées sur la composition démographique de la population qui se caractérise par un grand nombre d'individus n'ayant pas encore l'âge de travailler, puisque le pourcentage des habitants âgés de moins de 15 ans est près de 43%

pour l'ensemble des populations dans les huit pays (49). Le problème du chômage a augmenté la fuite des ouvriers agricoles vers la ville, à la recherche d'un emploi ou d'un travail qu'ils ne trouvent souvent pas. Entre 1960 et 1990 le volume de la main d'œuvre agricole a diminué de 26%, ce qui a augmenté ce volume de 9% dans le secteur industriel et de 17% dans celui des services.

B.- Education

L'école occupe une place prépondérante dans le processus de l'éducation sociale dont le rôle en matière d'importance vient tout de suite après l'influence de la famille qui complète l'éducation sociale et qui joue le rôle d'intermédiaire auprès de la grande communauté. L'influence de l'école est évidente dans l'élargissement et le renforcement des situations que l'individu a apprises dans un autre lieu (51).

Au contraire de la famille qui inculque à l'enfant des valeurs selon des critères donnés, critères sur la base desquels la société le traitera de la même manière nonobstant ses particularités héritées, telles que race, origine, classe, ethnie, religion, etc... l'enseignement entreprend de lui donner d'autres critères qu'il acquiert. Donc, l'enseignement devient un mécanisme adéquat pour permettre à l'individu de choisir son rôle à l'avenir et ce, par le truchement du principe de mérite établi par le système des examens (52).

Les programmes scolaires comprennent l'enseignement de capacités spécialisées nécessaires pour l'avenir de la société moderne; l'enseignement complète ainsi l'économie et lui est lié puisqu'il doit répondre à ses nécessités en matière de capacités, de techniques et d'expertise.

De même que l'enseignement entreprend de transférer les valeurs de la société et ses critères d'une génération à l'autre et partant, il garantit une certaine affinité parmi les fils d'une même société sans laquelle elle ne peut continuer à exister et à durer, comme signalé par Emile Durkheim (53); il ouvre la voie à des éléments de diverses cultures et du patrimoine mondial ancien et moderne. L'enseignement est devenu le cadre approprié du mouvement social vertical qui a produit la classe moyenne moderne. Il est le seul moyen de permettre à l'élite urbaine d'occuper sa place dirigeante au sein des sociétés citadines. C'est ainsi que l'enseignement est devenu une valeur en soi pour ces sociétés, ce qui lui a permis de passer d'une éducation d'élite à une éducation populaire.

Toutefois, la position de l'enseignement a été ébranlée par le choc de

la crise économique et du chômage qui a frappé l'économie de plusieurs pays arabes et le marché de l'emploi est devenu saturé et notamment pour les diplômés universitaires possesseurs de hautes capacités. C'est ainsi qu'un grand nombre d'hommes cultivés a quitté le secteur gouvernemental pour se diriger vers celui du travail libre dans et hors du pays. De même que le chômage d'un très grand nombre de jeunes a entravé leur intégration au sein de la société. Si nous tenons compte du fait que l'émigration rurale était surtout composée de jeunes, nous constaterons que cet aspect a aidé à l'isolement de ces jeunes au sein des villes arabes. Des caractéristiques de culture secondaire a commencé à paraître parmi eux, en tant que tentative de résoudre les problèmes créés par les contradictions de l'échafaudage social et du besoin d'une forme d'appartenance nouvelle qui crée une forme d'identité collective susceptible de mener à une identité individuelle hors du cadre de celle relevant de la classe, de l'enseignement ou du travail (54). Les premières manifestations de la culture des jeunes ont apparu dans un certain nombre de grandes villes arabes et dans la mauvaise intégration de ces jeunes avec les autres membres de la société urbaine et dans leurs souffrances et leur pessimisme, le rejet du moderne en s'attachant davantage au passé.

Quand l'enseignement échoue en tant que moyen de s'élever socialement, nous constatons qu'un grand nombre de jeunes ressentent un grand éloignement entre ce qu'ils ont acquis dans les écoles et les universités et un avenir obscur qu'ils appréhendent.

C.- Les mass média et les mouvements sociaux

La propagation des mass média est liée à la construction des villes et leur élargissement où le contact personnel perd sa capacité à transmettre les informations. Elle est liée également à l'évolution technologique de la radio et de la télévision, de l'imprimerie, du téléphone, du film, du vidéo et autres, malgré le lien des moyens de communications populaires qui existaient historiquement dans les sociétés industrielles modernes. Ils ont joué un rôle important dans toutes les communautés du Tiers Monde puisqu'ils ont aidé au changement social et à réduire l'écart entre la campagne et la ville et ont aidé à créer ce qu'on a appelé la culture populaire. La radio et ensuite la télévision ont joué un rôle important de la prise de conscience d'un large secteur d'analphabètes. La télévision présente diverses pensées et idées qui ont un impact direct sur les membres des familles et sont devenues un facteur important de l'éducation sociale (55). Elles s'adressent à des masses populaires dans les régions les plus reculées; c'est ainsi que leur mission est

toute particulière et peu d'autres méthodes peuvent entrer en compétition avec elles. Certaines études ont prouvé que l'influence de la télévision sur l'individu pour l'amener à changer une situation donnée repose essentiellement sur une prédisposition chez l'individu à changer, vient ensuite, du point de vue importance, le contenu du message et sa perception (56). Les communautés arabes ont, dès les premières années 1980, confronté de nouvelles situations politique et économique, comme nous l'avons déjà cité, et le message de l'information officielle a eu son impact; il existe un lien étroit entre la communication et la stabilité sociale. Le changement dans les canaux de diffusion ou leur contenu peut mener, dans certaines circonstances exceptionnelles ou nouvelles, telles que celles imposées par la crise économique et l'exode rurale, l'individu à perdre sa confiance dans les mass média officiels; ce qui mène, avec d'autres circonstances, à l'ébranlement de la stabilité sociale par le truchement de conduite collective comme les actes de violence, la constitution de mouvements populaires, sociaux et autres. L'ouverture des canaux de communication peut mener à l'accroissement de la conduite collective et ce, par un déséquilibre chronique de la condition d'ignorance. La découverte de la corruption des hauts cercles gouvernementaux peut ébranler la confiance du peuple dans la légitimité et l'efficacité de la structure politique. L'augmentation des contacts peut, parmi ces gens qui craignaient le dévoilement de leur insatisfaction individuelle l'un à l'égard de l'autre, leur permettre de voir sous un angle nouveau la possibilité d'un changement qu'ils ne pouvaient concevoir précédemment (57).

Les communautés sociales connaissent deux genres de réseaux : le premier est celui des mass média qui comprennent la radio, la télévision, la presse, les films et autres, qui en général sont le monopole de l'Etat dans la majorité des pays arabes; et le deuxième est le réseau de l'interaction qui est un réseau de contact personnel où les informations sont transférées d'une personne à l'autre ou d'un petit groupe à un autre. Le réseau d'interaction connaît une certaine forme de liberté en raison du sentiment qu'il n'existe aucune censure sur les conversations personnelles parmi les individus au niveau des cercles restreints de leur contact.

Ce dernier réseau joue un rôle important parmi les analphabètes et les pauvres, puisqu'il est presque le seul moyen de communication entre eux et surtout que l'explication du contact populaire se fait par le truchement de ce réseau personnel. L'individu ne s'explique pas le contenu d'un message officiel, mais le fait dans le cadre de ce réseau interactif, c'est-à-dire dans le cadre de ses relations avec d'autres; il

n'est plus un "point d'arrivée" mais plutôt "un point de liaison" parmi plus d'un réseau multiple inter-actif.

La classe des pauvres et des analphabètes dans les villes dépend de ce qu'on appelle "les leaders d'opinion", ou selon l'expression d'Arnold Roux "ceux à influence écologique" qui sont dignes de confiance pour ce qui est des informations transmises et expliquées. Ceux-ci occupent une position privilégiée au sein du groupe et sont influents dans les contacts parmi les divers groupements tels les coiffeurs, les magasiniers, les vendeurs de journaux, l'enseignant, le policier, l'imam de la mosquée, le leader étudiant et autres (58). L'influence de ces leaders d'opinion a ses traditions dans la campagne, en raison du nombre élevé des analphabètes. Cette influence a passé aux villes arabes en raison de l'émigration rurale et la dépendance sur leurs explications est nécessaire quand l'information officielle échoue à devenir digne de confiance.

Le comportement collectif s'est accru dans la plupart des grandes villes arabes en raison de la condensation des habitants et de l'ébranlement de l'édifice social dû à l'exode rural et des problèmes économiques. Ce comportement commence par le rassemblement d'un grand nombre de personnes dans un même lieu où elles confrontent des conditions exceptionnelles et extraordinaires. Le comportement collectif signifie le comportement des personnes dans un cas de mobilisation, de crainte, d'enthousiasme, d'agitation et autres cas. Ce même comportement apparaît dans des manifestations plus organisées comme les mouvements populaires, révolutionnaires ou de redressement; il ressemble au comportement organisé du point de vue de l'inter-action d'un groupe de personnes toutes ensemble, mais qui diffère du premier en raison de son action involontaire et qui est un changement constant, ce qui rend imprévisible (59). Si le comportement organisé des individus est limité par un ensemble de mécanismes et de règlements tels que valeurs, critères, raisons et autres, le comportement collectif est lui aussi limité par des règlements. La différence entre les deux est représentée par le fait que le premier est un comportement quotidien répété où l'individu fait face à des situations familières répétées. Quant au comportement collectif, il se réalise dans des circonstances exceptionnelles extraordinaires et non répétées, indiquant une erreur commise dans l'environnement social des individus, d'où leur peur à confronter par exemple d'énormes dangers. Ils sont plongés dans des cas d'enthousiasme et de violence en raison de ce qui se déroule autour d'eux et pour les confronter ils deviennent agités face à une hausse des prix par exemple et se joignent à des mouvements

révolutionnaires et de réformes en raison de leur souffrance née de leur position sociale actuelle (60).

Le domaine du comportement collectif est large puisqu'il comporte un certain nombre d'aspects et d'éléments divers qui commencent par le comportement de l'individu au sein de sa collectivité jusqu'au comportement des larges groupements. Le comportement collectif s'active lors des périodes de changements politiques, économiques et sociaux; il devient encore plus actif aux moments des crises, avec l'affaiblissement de la stabilité économique ou l'ébranlement du système des critères de la société, ou lors de l'incapacité de l'édifice social à assimiler les nouveaux changements. Ce comportement ne naît pas soudainement, comme on pourrait le penser, bien au contraire, il a besoin de préparation et de lui paver la voie de telle sorte que les individus réagissent avec l'accumulation des raisons et des facteurs causals. Neil Smelser explique l'accumulation des facteurs menant au comportement collectif par l'expression économique de la "valeur ajoutée"; ce qui est le cas pour le déclenchement du comportement collectif dû à l'accumulation de la "valeur ajoutée" jusqu'à son expression matérielle. La hausse des prix à elle seule ne peut mener nécessairement aux violences, aux émeutes, à moins d'être accompagnée par un nombre d'autres raisons et facteurs qui en fin de compte ne sont qu'un des facteurs complétant les autres (61).

Au cours des quelques dernières années, quelques villes et capitales arabes ont connu des événements violents et des accrochages menés par les masses d'une manière spontanée qui ont pris diverses formes et accompagnées par des actes violents comme faire éclater les vitrines, mettre le feu et autres et ce, comme nous l'avons vu en Egypte, en Algérie, en Irak et autres pays arabes. Ce genre de comportement est décrit par les sociologues comme étant une mobilisation agressive selon l'humeur de l'individu et de son état mental le dominant à un moment donné (62). Cette mobilisation active est liée au temps et au lieu où elle apparaît, il suffit de quelques heures, voire quelques jours pour apaiser cette mobilisation et la disperser. D'habitude, elle est limitée à une région donnée de la ville, en général le centre-ville. L'apparition de la mobilisation a pour cause les facteurs suivants:

- 1.- L'existence des cas de désespoir et d'échec chronique pour un nombre de catégories et de groupements sociaux;
- 2.- L'existence d'un différend ou d'une scission au sein de la société;
- 3.- La contradiction existante dans le système des valeurs sociales;

4.- Lemanque de contact social

5.- Lemanque de contrôle

6.- L'espoir dans la possibilité d'amélioration des mauvaises conditions

Tous ces facteurs ont existé dans certains des pays arabes en raison de la crise économique et du recul dans les conditions de vie, de la recession du pouvoir de l'autorité, l'accroissement du conflit culturel entre les valeurs urbaines et rurales, l'ouverture vers la démocratie à la suite d'un règne d'un parti unique, etc... Ces mobilisations se sont transformées en mouvements sociaux qui, en fait, ne sont qu'une autre forme de comportement collectif moins organisé, plus continu et stable que pendant son étape précédente instable, oeuvrant en vue de réaliser des objectifs par la mise à exécution d'un plan d'action bien clair nécessitant une continuation plus longue que celle plus courte de la mobilisation (63). Cela ne signifie aucunement que le mouvement social soit en état de mobilisation continue, car celle-ci ne possède ni organisation, ni mobile capables de maintenir ses membres dans un état calme et dans une attente qui peut durer assez longtemps. De même que la mobilisation ne possède par les mécanismes lui permettant d'entamer une coordination ou des actes hors du lieu étroit où elle a vu le jour. Le mouvement social est un mélange d'organisation et de spontanéité; c'est une action ou un comportement collectif se caractérisant par une continuation pour un certain temps en vue de réaliser une évolution ou une résistance au changement apporté à la société ou au groupe auquel il appartient (64). Malgré que le phénomène des mouvements sociaux se rencontre dans toutes les sociétés aussi bien développées qu'arriérées, l'édifice des communautés industrielles a la capacité d'assimiler de tels mouvements et facteurs similaires et de les transformer en formations organisées. Le contenu socio-industriel moderne se dirige vers un modèle collectif stable sur le plan organisationnel, au contraire de ce qui se passe au sein des groupements venus avant l'industrialisation (65). Ceci remonte au rôle des pouvoirs hérités et des liens familiaux dans l'édifice social des pays du Tiers Monde, aussi bien qu'au charisme des dirigeants de ces mouvements. Les mouvements sociaux en tant que groupements non conformes, peuvent fusionner avec les relations et liens familiaux ou semi-familiaux qui continuent d'influencer largement les sociétés du Tiers Monde.

Les masses des mouvements sociaux tournent dans un environnement complexe à caractère instinctif et spontané non

raisonnable. Il suffit de proférer quelques mots ou d'un signe quelconque pour que les masses perdent leur stabilité et se transforment en une mobilisation active. Car ce mot, cette image, ce signe représente le mot d'ordre qui se répand à une vitesse inouïe et devient leur preuve pour éclaircir l'énigme entourant les situations exceptionnelles extraordinaires. Certains mots et phrases ont un pouvoir, que la raison ou la preuve ne peuvent affaiblir et qui sont proférés par l'orateur et une fois prononcés donnent aux masses prestige et respect et d'aucuns les considèrent comme une force divine (65). La psychologie des masses s'aligne sur la pensée religieuse et tous deviennent égaux sur le plan du rang et de la position sociale à tel point qu'ils ne diffèrent pas en matière de race ou de biens.

Les peuples arabes ont connu dans le passé de grands mouvements sociaux représentés par le courant nationaliste et marxiste qui ont reflété la pensée des classes moyennes. Le mouvement social moderne, représenté par le courant islamiste politique, reflète la pensée des petites classes vivant dans les régions urbaines, mais sont d'origine rurale. Le caractère antagoniste au progrès et à la laïcité dont se caractérisent les mouvements fondamentalistes nouveaux est conforme à la culture des ruraux. Les habitants des hameaux et villages, liés au passé féodal, constituent la pierre angulaire des mouvements à tendance antagoniste à l'industrie urbaine et, en général ces groupements profitent, à un degré minime par rapport à d'autres, des efforts industriels urbains, en fait ils résistent au nouvel ordre qui les ont rendus étrangers (66).

Conclusion

La majorité des pays arabes à économie agricole a confronté des vagues d'émigration rurale conséquemment à l'effondrement de l'édifice agricole traditionnel dans les régions rurales. Si les pays arabes possédaient dans le passé des mécanismes capables d'assimiler les ruraux dans la vie urbaine, l'exode continue de nombres grandissants de ces émigrés d'une part, et d'autre part, la crise économique que ces pays ont connue dans les années 1980, ont retardé la complémentarité de la société urbaine et l'ont laissée face à la scission et au déchirement avec le recul de la culture urbaine devant celle rurale, il y a également eu un recul dans plusieurs composantes de la vie urbaine telles que la laïcité, les relations sociales et les organisations modernes, l'enseignement, etc..., ce qui a ouvert la voie à la souveraineté des pensées transcendantales contre le modernisme et le progrès. C'est ainsi que nous constatons une tension sociale dans les grandes villes arabes et malgré le recul du

pourcentage de l' exode rurale dans la plupart d' entre elles, il semble que ses traces ne se termineront pas dans un proche avenir ■

Références

- 1- An Urbanising World's Global Report on Human Settlements 1996, United Nations Centre for Human Settlement (HABITAT), Oxford University Press 1996, p.13
- 2- Ibid. p.xxxvi
- 3- Louis Wirth, "On Cities and Social life", Selected Papers, the University of Chicago Press, 1964, p.80
- 4- Peter Saunders, 'Social Theory and the Urban Question', Hutchinson London 1984, p.85-6
- 5- Anthony Giddens, "Sociology", Polity Press, Cambridge 1989, p.569
- 6- John W.Bardo&John J.Hartman, "Urban Sociology", F.E.Peacock Publishers, Inc., U.S.A 1982, p.350
- 7- Ibid, p.346
- 8- Neighbours in one world, Text of report of the Committee of Managing the affairs of the International Community, "Alam Al-Marefa" Series, Kuwait 1995, pp. 49-50.
- 9- Report on Human Development for 1994.Center of Arab Unity Studies, Beirut, 1994 p.91
- 10- Paul Kennedy, "Preparing for the Twenty-First Century", Harper Col lins Publishers, London 1993.
- 11- Paul R.Ehrlich & Anne H. Ehrlich, "Population, Resource, Environment-Issues in human ecology", W.H.Freeman and Company, San Francis-co 1970, p.41
- 12- Philip M. Huser&Leo F.Schnore, "The Study of Urbanization", John Willey & Sons, Inc., London 1966, p.2
- 13- Philip M. Hauser, op. cit., p.9
- 14- Dr. Mohamed El Gohary and Dr. Alya' Shukry "Rural and Urban Sociology", Dar El-Ma'aref, Cairo, 1980, p.372
- 15- Migrant Adjustment to City Life: The Egyptian case "Janet Abu-Lughod, Gerald breese", The City in Newly Developing Countries: Readings on Urbanism and Uranization, Prentice-Hall Intenational, Inc., London, p.376.1972
- 16- Ibid. p.377
- 17- Allan M. Findlay, The Arab World, Routledge, London 1994,p170
- 18- Peter Worsley, "The Three World-culture&world development", Weidenfeld and Nicolson, London 1984, p.176

- 19- Dr. Mohamed Atef Gheith, "Changeable Village", Dar El-Ma'aref, Cairo, 1964
- 20- Mohamed Ouda, "Farmers and the State", "Dar El-Nahda El-Arabya, Beirut, 1982, p. 172
- 21- Anthony Giddens, "Sociology", Polity Press, Cambridge 1989, p.554
- 22- Human Development Report 1996, United Development Programme (UNDP), Oxford University Press, New York Oxford, 1996, p.1
- 23- Ibid. p.1
- 24- Ibid. p.2
- 25- Ibid. p.2
- 26- Ibid. p.14
- 27- Neighbours in one world, Text of report of the Committee of Managing the affairs of the International Community, "Alam Al-Marefa" Series, Kuwait 1995, pp. 40.
- 28- The Organization of Economic Cooperation and Development includes the following 23 countries: Australia, Belgium, Canada, Denmark, Finland, Austria, France, Germany, Greece, Iceland, Ireland, Italy, Greece, Japan, Luxembourg, Holland, New Zealand, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, UK and USA.
- 29- Paul Hirst, "Globalization Question", in Post-Marxism and the Middle East, edited by Faleh A. Jabar, Saqi Books, London 1997 p.111
- 30- Neighbours in one world, p.160
- 31- op cit
- 32- Human Development Report 1996, United Nation Development Programme (UNDP), Oxford University Press, New York-Oxford, 1996, p. 167-79.
- 33- Ibid.p. 176-79
- 34- Encyclopaedia Britannica, Book of the Year 1996, Chicago 1996, p. 792-97
- 35- Human Development Report 1996, op. cit., 135-37
- 36- Encyclopaedia Britannica, op. cit., p. 792-97
- 37- Human Development Report 1996, op. cit., p. 176-77
- 38- Ibid.p. 176-77
- 39- Encyclopaedia Britannica op. cit., p.792-79
- 40- Janet Abu-Lughod, 'Migrant Adjustment to City life: The Egyptian Case, in Gerald Breese, The City in Newly Developing countries: Readings on Urbanism and Urbanization', Prentice-Hall International, Inc., London 1972, p.382

- 41- Ibid. p.383
- 42- See: Rural and Urban Sociology pp 404-413
- 43- Samuel E. Wallace, "The Urban Environment", The Dorsey leei-1980, p. 125 nois
- 44- Paul R. Ehrlich& Anne H. Ehrlich, "Population, Resources Environment- Issues in Human ecology", W.H. Freeman and Company, San Francisco, 1970.p. 41
- 45- Peter Worsley, "The Three Worlds- culture & world development", Wei-denfeld and Nicolson, London 1984, p. 119
- 46- Ibid.p.119-120
- 47- Gideon Sjoberg, "Cities in Developing and Industrial Societies: Across Cultural Analysis", in The Study of Urbanization'. op cit, p.227
- 48- Michael Haralambos, "Sociology- Themes and Perspectives", second edit., London 1985. p. 278
- 49- Encyclopaedia Britannica, op. cit., p. 764-69
- 50- Human Development Report 1996. op. cit., p.211
- 51- Jerry L. Yeric & John R. Todd, "public Opinion- The visible politics", F. E. Peacock Publishers, Inc., Ippinois 1985, p.49
- 52- Michael Haralambos, op. cit., p. 175
- 53- Ibid. p. 173
- 54- Michael Brake, Youth Culture, Routlege, London 1985.p. ix
- 55- JerryL Yenc & John R. Todd, op. cit., p.53
- 56- JerryL Yenc & John R. Todd, op. cit, p.61
- 57- Ralph H. Turner & Lewis M. Killian, "Collective Behavior", Prentice Hall, Inc.,Englewoo Cliffs, second edition, New Jersey, 1972, p.77
- 58- Ibid. p. 202
- 59- Encyclopaedia Britannica, volume 16, !5th edition, Chicago 1991, p.556
- 60- Neil J. Smelser, "Theory of Collective Behavior, Routledge" & Kegan Paul, London 1962, p. 47
- 61- Neil J. Smelser, op. cit., p. 12-24
- 62- Ralph H. Tumer & Lewis M. Killian, op. cit., p. 96-102
- 63- Ibid. p. 245
- 64- Ibid. p. 246
- 65- Roland Robertson, "The Sociological Interpretation of Religion", The Comelot Press Ltd., Southampton, p. 115

66- Arabic translation of "Spirit of Sociology" by Gustav Loubon, published in Algeria 1988

67- Philip M. Hauser & Leo F. Schnore, "The Study of Urbanization", John Wiley & Sons, Inc., London 1966, p. 222

Bernard Founou Tchuigouara***Les conditions du dialogue
culturel euro-africain**

Un véritable dialogue entre les grandes ères culturelles du monde passe par la critique de l'hypocrisie néo-libérale dans les domaines économique et politique, par le renouvellement de la problématique du socialisme à l'échelle mondiale. Dans l'ère arabo-africaine, les rapports avec l'Europe joueront un rôle déterminant.

I- L'hypocrisie dans la gestion dite néo-libérale des crises de l'accumulation

L'objet de cette partie est de montrer que la théorie néo-libérale camoufle des politiques généralement contestées par d'autres logiques que celles du capitalisme pur.

La thèse du marché autorégulateur exagère le rôle des "lois économiques" et de la concurrence dans l'évolution du capitalisme. La logique du marché ou du capital pur n'est que celle de la maximisation du profit par la firme capitaliste. La théorie néo-libérale soutient que si l'Etat se contente d'exercer les fonctions qu'A. Smith lui a reconnues, les marchés mondialisés (à l'exception de celui du travail !) s'auto-régule à long terme au travers de cycles d'ajustement et conduisent à une élévation infinie du produit et du revenu par habitant nets, de la destruction de la nature et des nuisances. Dans cette thèse, les phases de crise et de croissance stable et durable alternent à la manière des cycles biologiques ou astronomiques, selon des lois

* Directeur de Recherches Forum du Tiers Monde

internes à l'économie marchande.

(i) dans la réalité les conditions de la concurrence pure et parfaite ne sont remplies que dans le secteur du petit capitalisme familial (exemple: secteur dit "informel" dans les pays sous-développés). Plus précisément, la concentration du capital augmente à chaque phase nouvelle de l'accumulation à l'échelle mondiale. Cette concentration opère au profit des grandes entreprises des pays du centre qui peuvent ainsi soumettre les Etats et les sociétés des périphéries aux exigences de la globalisation de leurs activités.

(ii) La revendication nationaliste s'oppose à cette logique de la polarisation. C'est une analyse globale centrée sur les alliances de classes et prenant en considération les dimensions externes-notamment géopolitiques- qui permet à S. Amin de montrer que le capitalisme est polarisant dès le début dans la mesure où il oppose des centres où l'accumulation primitive est achevée à des périphéries où la déstructuration/restructuration sociale et les alliances sociales qui en résultent, soumettent l'accumulation interne aux exigences des centres. Les théories de l'échange inégal et des transferts financiers provoqués par la péréquation du taux de profit à l'échelle mondiale trouvent leur pertinence dans ce cadre.

Les Etats nationalistes radicaux mettent alors au centre de leurs revendications le droit naturel d'imiter les pays centraux sur le plan économique et technologique (mais en général pas sur les plans politique et culturel). Pour ces Etats, se soumettre à la logique de la transnationalisation (logique marchande) et laisser le capital déterminer des grandes orientations de l'évolution socio-économique, c'est renoncer à la réalisation de l'accumulation primitive achevée et donc aménager plus que remettre en question la polarisation. Ils craignent que la bourgeoisie privée nationale ne se contente de la (re)compradorisation. Plus généralement depuis 1880, c'est l'Etat qui orchestre la révolution industrielle car, laissé à la logique du marché, le capitaliste est plutôt spéculateur et non pas entrepreneur par vocation comme l'avait supposé les économistes classiques, Marx et Shumpeter. Il recherche un surplus monétarisé et pas nécessairement l'exercice d'une activité productive. Cette observation s'étend au secteur public lorsque l'Etat élimine le marché par une planification bureaucratique au lieu de le soumettre à l'impératif de la constitution d'un système économique cohérent et dynamique. En effet, le choix des secteurs prioritaires et des proportions à respecter entre les différents secteurs dépend d'un mélange d'intuitions et de connaissances, mais surtout de la capacité de l'administration à développer des rapports de synergie avec les entreprises publiques et

privées. Dans tous les cas, la maîtrise de la balance des paiements s'avère indispensable. Et elle est d'autant mieux assurée que dans la politique de la collecte et l'orientation de l'épargne, le pouvoir privilégie l'intermédiation bancaire (modèle allemand et japonais) par rapport à l'intermédiation boursière (modèle anglo-saxon).

(iii) La logique du capital pur conduit inévitablement à la surexploitation de la nature. Marx l'établit clairement dans "le Capital", même s'il n'en a pas tiré les implications sur la théorie de la valeur-travail. Il situe l'essentiel ailleurs. Chez lui, la théorie de la valeur sert plus à organiser la critique du système capitaliste qu'à proposer des solutions politiques et idéologiques pour le sauver. Aussi la mesure du produit net n'a pas la même importance que chez les néo-classiques. Il était plus préoccupé par les nuisances du lieu de travail et les conditions du logement qui affectent directement la santé et le bien du travailleur que par la détérioration de l'environnement et de la pollution per se. Aujourd'hui, la pensée et les mouvements écologistes progressistes mettent l'accent sur la nécessité et l'urgence d'instaurer un système des prix mondiaux qui contiennent des rentes affectées à l'amélioration de l'environnement qui est en même temps un moyen de production des paysans, des pêcheurs et des éleveurs.

Dans ce domaine comme dans l'autres, le néo-libéralisme propose sa "théorie" de l'ajustement cyclique ou de la spécialisation internationale et se tait sur les risques de pollution les plus importants. Il prétend qu'à "long terme" un cycle d'investissements rentables dans la dépollution s'imposera. N'estime-t-on pas déjà qu'en Allemagne, le quart du PIB sert à lutter contre les effets de la pollution et cela, en recourant au service d'entreprises rentables? Le même schéma de pensée permet de légitimer le commerce international des déchets toxiques en direction du Sud et d'y localiser les industries polluantes sous prétexte que le taux de pollution est moins élevé que dans les centres. En fait, le néo-libéralisme occulte deux faits majeurs: (i) à long terme l'interdépendance est irréversible, un modèle alternatif de développement mondial s'impose car il est clairement établi maintenant que notre planète ne peut pas supporter des économies produisant et rejetant autant de produits et de déchets par tête que les pays de G7; (ii) les forces dominantes s'opposent au traitement mondial de l'environnement. La position négative des cycles d'investissements rentables dans la dépollution s'imposera. La position négative des Etats Unis au sommet de la Terre à Rio en 1992 en est la traduction.

Le néo-libéralisme est silencieux sur un aspect crucial des risques de pollution: la fabrication et le stockage des armes nucléaires. Il est vrai

que dans ce domaine la théorie du marché auto-régulateur est encore moins applicable ici qu'ailleurs comme l'ont montré S. Amin et d'autres.

(iv) La logique socialiste de la résistance à la surexploitation de la force de travail joue un rôle irremplaçable dans l'accumulation. Marx avait montré que la logique du capital pur fait toujours coexister une armée de réserve à côté du prolétariat intégré dans la valorisation du capital. Il avait montré que la logique du marché engendre la paupérisation relative et absolue. Pour lui celle-ci n'est pas résorbable sous le capitalisme. Pour certains les prédictions de Marx auraient été démenties par l'Etat Providence des pays développés après la deuxième guerre mondiale. Par contre l'analyse qui intègre les centres et les périphéries dans un même système logique donne raison à Marx. La paupérisation se développe pratiquement dans toutes les périphéries et s'accroît avec le retour en force de la logique du marché autorégulateur qui n'a rien à proposer sinon la baisse des salaires de "l'armée active" pour éviter que le capital se délocalise vers des pays où la productivité du travail est élevée, les coûts salariaux faibles et la législation du travail particulièrement favorable au capital. La paupérisation au milieu de l'abondance se heurte aux aspirations, à la justice sociale et à l'équité qui sont présentes dans toutes les sociétés même si elles n'ont trouvé leurs théoriciens qu'avec le développement des sciences sociales au XIX^e siècle en Europe. Les théoriciens socialistes, notamment marxistes, ont montré que la construction d'un monde sans pauvreté et sans exclusion était nécessaire et possible. Dans l'ensemble des mouvements marxistes ont cru pendant un certain temps que les révolutions française, russe et chinoise constituaient autant d'étapes sur la voie de la transition au communisme. La révolution française a, en fait, conduit à la cristallisation sur la démocratie du citoyen définie au sens uniquement politique. La crise des deux derniers a conduit à la réintégration-chaotique de l'ex -URSS et contrôlée de la Chine- dans le système capitaliste.

La crise de celui-ci poursuivra tant que le mouvement socialiste politique et syndical persistera en Occident et que la pauvreté continuera de se développer à l'échelle mondiale. En ce sens, la relance de l'accumulation, y compris dans les pays occidentaux, dépend de l'intégration des exclus de la consommation capitaliste dans les mouvements revendicatifs. En dépolitisant le débat sur les voies de sortie de la crise et en favorisant de facto les fondamentalismes ethniques ou religieux et les nationalismes xénophobes, les bourgeoisies au pouvoir dans l'ensemble du système

capitaliste se contentent de gérer la crise.

(v) La démocratie durable suppose l'accumulation primitive. L'idéologie du marché autorégulateur prête au libéralisme économique et à l'ouverture complète sur le marché mondial deux vertus. Il conduirait à la croissance économique et à l'industrialisation articulée sur la révolution agricole. Il favoriserait l'instauration de la démocratie bourgeoise et le respect des droits humains. En réalité, les relations sont bien plus complexes et les tentatives de théorisation des rapports entre la révolution économique et les régimes politiques n'ont jamais corroboré ces postulats. Tout au plus remarquons-nous deux phénomènes: (i) depuis deux siècles, la démocratie finit par s'imposer dans des grands pays ou sous-régions qui accomplissent cette révolution industrielle et agricole, lorsque l'armée de réserve est absorbable. en effet s'il est vrai que la révolution économique n'entraîne pas nécessairement la démocratie, celle-ci ne peut être qu'éphémère ou caricaturale dans une société préindustrielle ou économiquement stagnante; (ii) dans le capitalisme développé, le chômage et l'exclusion qui accompagnent les crises économiques font reculer la démocratie. Illustrons en commençant par la seconde remarque.

La consolidation de la démocratie politique en Europe occidentale remonte véritablement à la formation de l'Etat providence que les rapports de forces internes et externes (nationalismes périphériques, attrait du modèle soviétique) avaient imposé un siècle et demi après la révolution socio-économique. En contre- partie de l'augmentation du niveau de vie et de la diminution du temps de travail, les travailleurs avaient en majorité renoncé au projet socialiste au sens que lui donnaient les communistes. La démocratie avait donc perdu sa dimension potentiellement révolutionnaire au profit de la social-démocratie. Aujourd'hui la crise du Welfare State en Europe entraîne celle de la démocratie qu'elle fait évoluer vers le modèle américain caractérisé par l'exclusion des pauvres de la vie politique. La dépolitisation liée à la robotisation, à la révolution informatique et à l'absence d'alternative crédible à la crise du chômage réduisent le taux de participation effective à la vie politique, y compris aux élections, tandis que les médias se chargent d'une part de diaboliser le Tiers Monde qui menacerait la sécurité de l'Occident (fondamentalisme musulman, production de la drogue) et serait responsable du démantèlement du Welfare State (dumping social, immigration clandestine) ; d'autre part de légitimer les décisions que leurs gouvernements prennent contre lui.

Dans certains pays et régions périphériques nouvellement industrialisés ou en voie d'industrialisation, les classes dirigeantes prétendent que la démocratie met en danger les positions de la nation sur le marché mondial; elles utilisent contre les forces du socialisme le potentiel de répression moderne que leur confère l'industrie mais, lorsque les luttes sociales imposent la démocratie libérale, la base matérielle de son exercice permet des concessions (Taiwan, Corée du Sud). Dans le quart monde en général, l'heure est à l'ouverture démocratique, le faible niveau d'industrialisation rendant très fragile les alliances politiques. En Afrique, l'adhésion formelle des classes dirigeantes à l'ouverture démocratique et la mobilisation populaire qu'elle entraîne s'expliquent en grande partie par la faiblesse des bourgeoisies locales. Le bas niveau de l'industrialisation ne permet pas une cristallisation des classes dirigeantes qui transcende les clivages ethniques, religieux ou régionaux. De plus la crise entraîne la diminution drastique du surplus qui serait nécessaire au renforcement d'appareils d'Etat et au développement des services sociaux. Il en résulte que l'ouverture démocratique n'élimine pas le clientélisme et qu'elle peut conduire aussi bien à l'anarchie et au monopole du pouvoir par une ethnie numériquement dominante, qu'à une sorte de consensus entre les partis politiques qui garantit le statu quo économique néocolonial et légitime la dégradation sociale.

II - Socialiser le développement dans un espace euro- africain à construire.

Le capitalisme tel qu'il fonctionne en Afrique depuis l'époque mercantiliste, marginalise le continent, refuse à ses peuples la dignité identitaire et les paupérise tout en les rendant responsables de la détérioration de l'environnement. Mais qu'est-ce qu'être socialiste et qu'est-ce que le socialisme aujourd'hui? Comment envisager une mondialisation socialiste conçue comme le résultat du développement interne à chaque composante (grande région ou grand pays) d'un système mondial unique, et non plus seulement, ni même principalement, comme la confrontation entre "camp socialiste". Je ne m'attarderai ici que sur les interrogations nouvelles concernant un socialisme applicable au XXI^e siècle et sur les relations de l'Afrique avec l'Europe dans la construction d'un système mondial polycentrique de soutien à la perspective socialiste.

1 . Thèses sur le socialisme au-delà du soviétisme.

Il n'y a jamais eu une définition du socialisme acceptée par tous les courants de pensée qui s'en réclament. Nous nous limitons ici à une formulation très synthétisée des conclusions auxquelles nous sommes

arrivés en tant que membres de ce courant. Certaines étaient acquises avant l'effondrement du système soviétique. Dans la tradition marxienne, le socialisme est un stade post-capitaliste de l'évolution des sociétés, stade qualitativement supérieur au capitalisme dans tous les domaines essentiels tant au plan interne qu'à celui des relations entre les sociétés.

Pour nous, le communisme n'est que le concept du socialisme, il n'en est pas un stade supérieur. Il constitue seulement une référence théorique. C'est un mode de production sans classes, qualitativement supérieur au mode de production capitaliste, même lorsque ce dernier a amélioré substantiellement les conditions de vie matérielles des peuples et permis la démocratie politique. Pas plus que le mode de production capitaliste ne s'est substitué au capitalisme réel, le communisme ne se substituera au socialisme comme mode de production, même si les idées communistes deviennent dominantes. Par conséquent, ni le marché ni l'Etat ne disparaîtront. La complexité de l'être humain et l'indétermination de ses aspirations par les seuls rapports économiques font que c'est pure utopie d'imaginer une société où grâce à l'abondance des biens et des services, la distribution se ferait sans recours au marché et la discipline sociale assurée par la modification des consciences. L'hypothèse à retenir est que les institutions joueront toujours dans les sociétés humaines un rôle progressiste plus important que les consciences. La garantie des libertés et la protection des droits sont sources de conflits que les institutions légitimées par des voies démocratiques permettent de résoudre.

Dans le socialisme, la démocratie parlementaire est accompagnée d'autres formes d'interventions participatives qui entrent dans le grand projet de démocratisation des sociétés et de l'émergence d'un citoyen multidimensionnel. Sur le plan culturel et idéologique, le socialisme est incompatible avec la "pensée unique" et son corollaire le parti unique. Il faut en effet admettre que les divergences et même les oppositions idéologiques sont aussi vieilles que l'humanité et ont précédé sans doute la formation des classes sociales. Il y a eu dès l'origine, il y a environ trente cinq millénaires, des visions contradictoires sur la "société idéale". Leur expression écrite datée est plus récente bien entendu, mais elle n'a pas éliminé les formes qui ne laissent ni des traces écrites, ni des repères dans les mémoires collectives. Ces oppositions ne prendront certainement pas fin sous le socialisme. Même des positions favorables au capitalisme classique ou d'Etat continueront à s'exprimer. Une évolution linéaire est donc impensable.

Les aspirations et les luttes pour le socialisme sont permanentes dans toutes les formations capitalistes indépendamment de leur niveau de développement économique. Mais pour que la transition réussisse, il faut que les forces socialistes imposent la dominance de leur logique dans les centres et mettent fin à la polarisation Nord-Sud.

Les thèses du socialisme dans un seul pays ou du socialisme commençant par le "maillon techniquement et économiquement faible" sont remises en question par l'évolution historique. Les pays qui se sont déconnectés du capitalisme développé, fondé sur la propriété privée des moyens de production, ont certes réalisé des transformations sociales qui ont limité ou éliminé la pauvreté absolue, mais ils n'ont pas jeté les bases politiques, culturelles et institutionnelles du socialisme.

Les techniques léninistes et maoïstes d'accès au pouvoir sont également en question. L'élection libre des dirigeants est devenue une donnée incontournable. Les alliances entre mouvements socialistes, démocrates et nationalistes doivent gagner les élections contre les alliances compradores pour qui "l'ouverture démocratique" n'est qu'un instrument de gestion de la crise. Ces alliances doivent donner un contenu économique et social à leur programme et non pas seulement dénoncer l'autocratie et la corruption des gouvernements. C'est tout le problème de la révolution qu'il faut examiner en combinant raison et émotion.

Mais sur quelles bases sociales s'appuyer en Afrique aujourd'hui? La fraction des couches populaires intégrées par des emplois stables convenablement rémunérés tend à disparaître tandis que le volume des groupes sociaux marginalisés, voire exclus du système de production et de la consommation, augmente d'autant plus rapidement que le "secteur informel" est saturé. Dans les couches populaires, le socialisme va être de plus en plus en concurrence avec les intégrismes ethniques et religieux dont les dirigeants dénoncent ou soutiennent selon les cas les alliances compradores. L'objectif de ces mouvements passésistes en apparence est en effet de remplacer l'autoritarisme ordinaire par des formes d'organisation socio-politique les plus barbares qui soient. Pour eux, l'oppression de la femme est naturelle. La femme n'est-elle pas considérée comme la gardienne par vocation des valeurs religieuses et traditionnelles? Ces mouvements ne visent ni à orchestrer la révolution économique ni à faire progresser les forces du socialisme et de la démocratie. Les relations euro-africaines joueront un rôle crucial.

2. *Pour d'autres relations euro-africaines dans la formation d'un système mondial polycentrique*

Est-il utopique de penser que l'infléchissement des relations eurafricaines dans un sens favorable à la réduction de la polarisation est possible? Avant comme depuis la mondialisation économique néolibérale, les relations eurafricaines sont caractérisées par la soumission unilatérale de l'Afrique aux décisions européennes (et américaines) dans les domaines économique, culturel et politique indépendamment des limites et des alliances dirigeantes. Avec l'union Européenne les relations sont définies par les deux principales puissances coloniales et l'Allemagne qui est tournée plus vers l'Est que vers l'Afrique. L'hégémonie acceptée des Etats Unis et les intérêts néo-coloniaux convergent pour leur donner un contenu qui maintient l'Afrique dans la spécialisation agro-minière et la dépendance alimentaire. La conditionnalité et le droit d'ingérence ont remplacé la mission civilisatrice. La politique de polarisation n'est pas abandonnée.

Pour l'Afrique, l'endettement et la globalisation financière sous la houlette des sociétés traditionnelles constituent des obstacles majeurs à l'instauration et à la consolidation de pouvoirs industrialisants soucieux de justice sociale et respectueux des droits humains et des principes de la démocratisation des sociétés (et pas seulement de la sphère politique). C'est pourquoi l'orchestration d'une campagne réelle pour la suppression de la dette est inséparable d'une campagne plus vaste dirigée contre les institutions de Brettons Woods en tant qu'instruments des centres qui se substituent aux Etats africains pour gérer les économies sans courir de risque financier ni politique.

La fragilité interne et la vulnérabilité externe des classes dirigeantes africaines les empêchent de lancer un vrai débat sur la construction de cet espace. Dans leurs négociations et leurs relations avec la CEE, elles acceptent de prendre pour concept central l'aide, le surendettement les contraint à donner la priorité à l'application des directives néo-libérales. Elles accordent une importance démesurée aux clivages entre anglophones, francophones, lusophones, arabophones ou entre révolutionnaires et modérés.

Une redéfinition des relations euro-africaines fondée sur le concept d'un espace autonome, par rapport aux Etats Unis et au Japon, mais ouvert sur le reste du monde, s'impose. Comme sa constitution doit se situer dans la perspective socialiste, l'Afrique évitera de pratiquer le dumping social et écologique que les centres semblent redouter dans une industrialisation obéissant à la logique néo-libérale de la

compétitivité par la surexploitation du travail et de la nature. Cette construction se situe donc nécessairement au-delà de la conception néo-libérale des rapports Nord-Sud. Elle devrait être caractérisée par quatre principes de base:

Le principe de la spécificité des rapports euro-africains. L'Afrique doit reconnaître que non seulement elle ne peut pas se défaire de l'empreinte européenne, si douloureuse qu'elle ait été et le reste encore, mais qu'elle doit se l'approprier dans son projet de développement. L'Europe qui a une responsabilité particulière dans le sous-développement du continent doit en assumer une dans le développement. Une déclaration de principe démocratiquement débattue des deux côtés serait un bon préambule au projet de construction d'un espace eurafricain.

Le principe d'un espace non polarisant. Dans une première phase, l'Europe devra soutenir l'Afrique, certes par une aide financière qui devra être massive mais limitée dans le temps, mais elle devra surtout soutenir sur le continent les forces qui s'engagent sur la voie d'une révolution économique rapide, obéissant aux conditions sociales, écologiques et politiques progressistes. Cela implique l'abandon de l'approche néo-libérale des PAS.

Le principe de la construction de grandes unités économiques et politiques en Afrique. L'Europe politique est en marche. Cette évolution paraît inséparable de la pérennité de l'Europe économique. L'Afrique doit s'inspirer fortement de cet exemple. L'Europe devrait s'engager à ne traiter qu'avec des grandes sous-régions économiques à vocation supranationale. Sans ce préalable à la construction de l'espace eurafricain, la rhétorique prévaudra sur la réalité. Le précédent du Plan Marshall montre que ce n'est pas impossible, à condition que les pays européens moyens exercent des pressions sur la France pour qu'elle accepte cette vision, et sur l'Allemagne pour qu'elle ne s'intéresse pas exclusivement à l'Est de l'Europe.

Le principe de l'ouverture sur le reste du monde. Les grandes sous-régions africaines seront libres de négocier des relations avec d'autres régions du système mondial, dans le cadre du projet global de la formation d'un monde polycentrique.

Ces propositions sont-elles utopiques? Alors que les Etats Unis sont le bastion du néo-libéralisme et qu'en Asie de l'Est, l'opposition au néo-libéralisme est économique et culturaliste (l'autoritarisme y étouffant les forces du socialisme), l'Europe recèle un potentiel d'évolution socialiste important parce que la résistance anti-néo-libérale intègre la dimension sociale et que le marxisme y fait

partie de la culture et de l'histoire. Ce potentiel sera facteur d'évolution socialiste à l'échelle mondiale, à la condition que l'unité européenne se réalise et qu'elle affirme son autonomie stratégique.

L'Afrique a besoin de cette Europe dans laquelle la gauche, gagnée à la théorie de la mondialisation socialiste, détiendrait le pouvoir ou bien serait en mesure d'exercer une influence décisive sur les relations avec l'Afrique et le tiers monde. Actuellement cette gauche comporte trois composantes. La première électoralement majoritaire (à gauche) est sociale-démocrate, elle pense et agit dans le cadre des relations Nord-Sud en termes identiques à ceux de la droite. La deuxième est formée du courant communiste classique. Jadis très liée à l'URSS, elle avait soutenu les luttes pour l'indépendance, mais comme elle intègre la théorie de la polarisation dans son analyse politique, elle a rencontré des difficultés à articuler une alliance avec les forces nationalistes après l'accession des pays à l'indépendance. Il faut reconnaître que la tâche était compliquée par le caractère très répressif des régimes populistes africains à l'égard des partis socialistes et communistes en accord général avec l'URSS ou la Chine selon le cas. La troisième composante est formée des centres et organisations de recherches, de réflexions et d'actions qui tiennent compte de la polarisation dans leurs analyses. La plupart ont accompli un travail considérable par un exemple dans l'organisation des campagnes contre la dette du tiers monde, le FMI et l'ensemble des institutions de Bretton Woods.

L'approfondissement de la crise entraînera la gauche dans son ensemble à s'approprier cette approche. C'est alors que la gauche européenne redeviendra puissante et inscrira son action autant contre l'impérialisme que contre le capitalisme sauvage en Europe. Elle comprendra que la sécurité de l'Europe en approvisionnements doit reposer sur des rapports négociés avec le Monde arabe et l'Afrique. C'est dans ce cadre que son discours écologique aura une portée politique réelle. De leur côté, les gauches arabes et africaines qui font avancer la réflexion théorique sur ces rapports devraient trouver un ancrage social et politique plus solide en influençant les négociateurs.

III - Le danger de l'essentialisme culturel

L'essentialisme culturel qui affirme l'inaltérabilité des cultures par l'histoire s'oppose, par exemple, à l'interprétation figurée des textes ou des paroles sacrées. Du reste, le débat est largement dépassé dans les centres où l'argumentation scientifique, mais surtout les changements socio-économiques et institutionnels, ont bouleversé les mentalités ces deux derniers siècles. C'est ainsi que la construction

européenne suppose la transformation des spécificités culturelles nationales dans le cadre englobant de la culture d'un mega-Etat européen du marché capitaliste central. A la périphérie par contre, les enjeux du débat restent considérables, car l'essentialisme religieux ou ethnique qui perdure, se transforme facilement en mouvement d'opposition à la modernisation sociale au féminisme et par conséquent à la constitution de pouvoirs capables de promouvoir la démocratie et d'organiser le développement économique durable.

Le danger des provincialismes culturels est réel. Il y a celui de l'eurocentrisme qui prétend que la démarche intellectuelle développée en occident à partir du XVI^e siècle a des racines exclusivement grecques. Il y a celui du culturalisme de repli qui refuse de reconnaître la rupture radicale opérée en occident au XVIII^e siècle par la place centrale à la raison; tout en acceptant la logique du marché et le système capitaliste qui lui est inhérent, ces culturalismes de repli rejettent la démocratie. Pour l'un et l'autre, l'industrialisme est spécifique à la culture occidentale et le communitarisme, religieux ou parental, spécifique aux autres cultures. Pour affiner la critique de ces deux visions, il faut insister sur deux points.

Premièrement, la tension entre les dimensions communautariste-voire socialiste- et individualiste est inhérente aux êtres humains et aux sociétés de toutes les époques historiques. Certains facteurs comme la pauvreté, le faible niveau des technologies, le piétisme des croyances favorisent spontanément le communautarisme, tandis que d'autres comme l'urbanisme, la division du travail, la cristallisation de la propriété privée, la richesse, l'écriture, la forte densité de la population favorisent l'individualisme.

Deuxièmement, il faut relativiser la place de l'individualisme occidental qui ne date que de la Révolution religieuse du XVI^e siècle et ne s'est instauré irréversiblement que depuis les révolutions politiques et économiques du XVIII^e siècle. L'Etat s'est alors laïcisé et les libertés individuelles se sont institutionnalisées. Déclenchée en Europe Nord Atlantique, la révolution religieuse n'était pas le produit de la seule évolution interne à cette région, elle avait aussi bénéficié de la scolastique arabo-musulmane qui l'avait précédée et avait fait connaître l'hellénisme à la chrétienté occidentale et donc contribué à la Renaissance. Jusqu'à cette rupture, l'esprit et la pratique communautaristes dominaient sur toute la planète, que le cadre socio-politique fût le village, le royaume ou l'empire. En ce sens, la tradition régnait partout.

De plus, c'est inexact d'affirmer qu'aujourd'hui le capitalisme

périphérique recèle plus de pratiques de solidarité que les capitalismes centraux, car c'est dévaloriser sans preuve les formes de solidarité modernes. Bien avant le système du Welfare State postérieur à la deuxième guerre mondiale, les majorités ouvrières avaient inventé le syndicalisme et les mouvements socialistes ou socialisants pour atténuer l'impact du capitalisme sauvage. De 1945 à 1985, les forces contestataires avaient imposé une fonction nouvelle à l'Etat, celle d'organiser la solidarité dans le cadre de l'Etat-nation. Par contre, dans les périphéries, l'expansion capitaliste détruisait les liens de solidarité traditionnelle sans créer les conditions d'un passage ultérieur à l'Etat providence. Le couple individualisme/solidarité ne trouvait pas les conditions de son développement. Les couches détentrices des pouvoirs politiques, économiques et idéologiques étaient dans l'ensemble hostiles à l'implantation d'institutions nécessaires à la transition démocratique et à la modernisation culturelle, sous prétexte que ces pratiques corrompaient les identités culturelles. Elles oubliaient que le vrai problème n'est pas celui de la sauvegarde de l'identité mais celui de la maîtrise de l'évolution culturelle, elle-même inséparable de la révolution économique symbolisée par l'industrialisation durable. C'est faute d'avoir réalisé la modernisation agricole que le quart-monde est incapable de s'auto-ajuster à l'ordre-désordre néo-libéral et perd de ce fait tout contrôle sur son présent et son avenir culturel. Dans les cas extrêmes, l'Etat se délite pendant que la famine s'installe. L'agriculture extensive face à une urbanisation galopante d'une population qui a triplé en trente ans, a des besoins en terres qui sont à la base de tensions inter et intra-ethnique de plus en plus difficiles à gérer. A ce titre, dans le quart monde, la révolution agricole est un acte culturel de première importance.

En conclusion, il faut insister sur la nécessité d'intégrer la diversité culturelle dans les projets d'une régionalisation inscrite dans la perspective socialiste. Encore faut-il opter pour la diversité à l'intérieur d'un projet global qui réinterprète les idéologies et les faits culturels selon des critères fondés sur la liberté, l'égalité, la fraternité et le développement durable à l'échelle mondiale. Les trois premières dévies qui furent formulées par la Révolution Française et la dernière par le mouvement écologiste, traduisent des aspirations qui ont toujours existé et existeront dans les sociétés, y compris dans celles où elles n'étaient pas manifestes au moment de Révolution. Les perspectives/alternatives qui s'en écartent sont inacceptables et ne méritent que le rejet. Mais pour qu'elles guident réellement les pratiques sociales, il faut bâtir un système mondial polycentrique de

grands Etats et de macro-régions interdépendants, chacun étant capable de produire des instruments de la production culturelle, d'élaborer et d'exécuter des programmes dans des domaines aussi divers que la recherche scientifique, le développement technologique, la production de spectacles et de les diffuser. Il s'agit d'une option qui rejette le développement inégal et l'hégémonisme économique et donc politique, culturel et stratégique. C'est dans ce cadre que le marché (re)deviendra le serviteur et non pas le maître de l'économie comme l'imposent les forces néo-libéralisme et que l'essentialisme arrogant et le repli culturel frileux seront neutralisés au profit de l'épanouissement de l'humain ■

Farida El Nakkash*

Le Fondamentalisme De Huntington Et De Mahmoud Chaker**

Francis Fukuyama et Samuel Huntington, à travers leurs nouvelles idées enracinées dans la philosophie idéaliste à tendances rétrogrades, ont présenté une image de la crise culturelle qui est l'une des facettes de la crise universelle et profonde du capitalisme. L'étude exhaustive de leurs pensées montre que les points de départ et les lignes directrices de leurs idées se ressemblent et qu'ils sont d'accord sur la nécessité de la domination universelle du capitalisme.

Et si Fukuyama, pour conclure sa théorie sur " La fin de l'Histoire ", a brandi la force armée centrée sur le capitalisme, soulignant que le nouvel ordre mondial ne permettra plus désormais l'apparition d'un nouveau Saddam Hussein et ce, après la destruction de l'Irak par la coalition occidentale qui a poursuivi ses attaques même après le retrait des troupes irakiennes du Koweït, Huntington, lui, évoque le choc inéluctable des civilisations et invite les Etats-Unis et l'Europe à régler leurs différends et s'unir afin d'être en mesure d'affronter les autres, à savoir, les Musulmans, les Confucianistes, les Bouddhistes et les Chrétiens d'Orient. Réduisant ainsi la civilisation à la religion et à la langue et retrécissant ses horizons, il soutient l'impossibilité du dialogue et l'interaction saine entre les civilisations du moment que

* Farida El Nakkash, Rédacteur en Chef du Magazine "Littérature et Critique", Secrétaire de l'Union Progressiste des Femmes et membre du Secrétariat Général du Parti du Rassemblement National Progressiste et Unioniste.

** Original: Anglais .Traduit par Samia Tewfik

toute civilisation, à son avis, possède une essence pure, unique et inaltérable.

Ainsi, la civilisation occidentale en Europe et aux Etats-Unis, domine toutes les autres civilisations car elle a su produire une culture homogène unie qui est maintenue pendant un millénaire et que le monde entier, hormis l'Europe et les Etats-Unis, a été capable d'assimiler ou de reproduire. Il s'agit là d'une tendance centrale euro-américaine qui, dans son ensemble, n'est pas loin du nazisme et du sionisme qui reposent sur l'idée de suprématie selon laquelle les meilleurs de l'humanité se doivent de transmettre leur message aux autres par le biais de la domination et l'oppression.

Ces idées confluent avec le nouveau courant conservateur et la droite qui gagnent du terrain aux Etats-Unis et en Europe après l'effondrement du système socialiste, le reflux du mouvement de libération nationale, le déclin de l'Etat-providence en Occident et l'apparition, au niveau mondial, du capitalisme féroce qui, à la faveur du dernier chaînon de la révolution scientifique et technologique, a pu reprendre souffle.

Et, au moment où Huntington est en train de reproduire et de remettre à neuf des théories colonialistes d'orientalisme, l'Orient en question s'est mis, à son tour, à produire des réactions contrastées à la subordination et la domination impérialiste, qui lui ont longtemps barré la route du développement, en faisant valoir son particularisme.

Et, contrairement à l'analyse couramment adoptée à l'heure actuelle par les institutions de la recherche scientifique, qui considèrent que la campagne d'Egypte a secoué l'apathie de la société et marqué le début de la renaissance en Egypte, le chercheur américain Peter Gran, dans son livre " Les racines islamiques du capitalisme", démontre par des preuves historiques qu'une certaine évolution intérieure vers le capitalisme commercial se développait en Egypte entre 1760 et 1840. Cette évolution a, néanmoins, été perturbée du fait des séquelles des activités des commerçants arméniens et grecs installés, à l'époque, dans la Vallée du Nil. Elle a même failli être anéantie par l'agression française en 1798, date à partir de laquelle ces commerçants, bénéficiant du régime des capitulations, ont établi des relations commerciales avec l'Occident. Gran s'est également aperçu qu'en réaction contre l'interruption du dynamisme intérieur de l'Egypte, qui fut pris en charge par des étrangers, un changement fondamental s'était opéré au niveau de la mentalité des savants égyptiens qui adoptèrent une philosophie à tendance fataliste après s'être intéressés exclusivement, avant ce revers, aux sciences

naturelles, à la métalogue et à la beauté liée à la réalité vécue.

Cette tendance fataliste ne fut pas la seule réaction aux formes successives d'hégémonie, puisque l'Égypte s'est également repliée sur elle-même comme pour essayer de se démarquer d'un monde injuste et corrompu regenté par une puissance étrangère. Dans ce contexte, le patriote est mis en demeure de choisir entre la soumission et la révolte totale. Attitude qui n'est pas loin de la tendance fataliste.

D'où l'invitation à se retrancher dans le particularisme afin de créer un mécanisme à la fois défensif et offensif.

L'exemple du Cheikh Mahmoud Chaker illustre le mieux, à mon sens, cette situation que je considère comme l'autre version du centralisme euro-américain de Huntington, profondément ancré dans le fanatisme, le droitisme et le fondamentalisme. Dans son ouvrage intitulé "Message en route vers notre culture", réédité quatre fois jusqu'à présent, Chaker a établi les bases de ce centralisme arabo-islamique. Ce vétéran, qui a longtemps rêvé pendant sa jeunesse de restituer l'âge d'or des califes et a quitté l'université égyptienne où il étudiait la littérature arabe pour se réfugier au Hedjaz, lieu de naissance du prophète Mohamed, où il se consacra à la lecture de la poésie et des oeuvres littéraires, étudiant par coeur des morceaux choisis, est saisi d'épouvante face à la pensée contemporaine incarnée dans l'oeuvre de Taha Hussein qui, influencé par l'esprit cartésien et le scepticisme, alla jusqu'à soutenir, à l'aide de preuves historiques à l'appui, ce qu'il appela "l'imitation de la Poésie pré-islamique" dont, selon lui, une partie appartiendrait à la période islamique.

A propos de sa relation avec ses deux professeurs orientalistes, à la faculté des lettres, Nilno et Guidi, Chaker raconte: "Je refusais de partager leurs opinions sur la recherche scientifique et littéraire et l'universalité de la culture tant qu'ils n'avaient pas demandé, à travers leurs écrits, au Dr Taha Hussein d'admettre que sa théorie sur l'imitation de la Poésie pré-islamique était entièrement inspirée de Morglioth..."

D'après le critique littéraire Nessim Megalli, Chaker a voulu donner une image exemplaire et d'une pureté absolue de la communauté islamique qui remettrait en mémoire la légende de l'âge d'or ou du paradigme qui paraît et se propage durant les périodes de déclin pour compenser l'indigence et la faillite intellectuelle de la réalité vécue.. En se consacrant exclusivement à la littérature arabe, Chaker est de plus en plus persuadé par la notion d'une essence pure, exemplaire et sans tâche, puisqu'il dit: "Durant ce voyage, j'ai eu recours aux

oeuvres les plus anciennes, du moment qu'elles étaient le seul héritage de mes ancêtres; je les considérais comme étant une mise à jour des replis de l'âme de leurs auteurs qui s'exprimaient chacun selon son optique, sa pensée et sa méthode. Et petit à petit la porte s'est ouverte toute grande, laissant voir des merveilles, alors seulement j'ai pu découvrir une mine inépuisable des débats tantôt silencieux, imperceptibles, pareils à un murmure, tantôt parfaitement audibles, voire retentissants, qui, néanmoins, ont tous permis de mettre en lumière les âmes et les pensées.

Cette nouvelle expérience m'a permis d'accumuler des connaissances abondantes, variées et complexes qui m'ont appris à savourer les mots en suivant une méthode globale et exhaustive; et, contrairement aux conclusions auxquelles le sociologue moderne a abouti et qui affirment que la littérature, à l'instar de la science, demeure à jamais inachevée, prête toujours à recevoir du nouveau et à évoluer en conséquence, Chaker s'est rendu compte, après avoir dépouillé le Message salulaire de l'Imam Abdel Kaher El Guirgani, que les vers cités exprimaient l'apogée de la pensée et que l'on ne pouvait aspirer à mieux. Il a donc fermé la porte à toute imagination créatrice capable par la suite de produire des oeuvres caractéristiques et originales.

Ainsi la culture arabe aurait, une fois pour toute, atteint son zénith, tout comme la civilisation occidentale qui, selon Huntington, après être parvenue à la perfection, est demeurée égale à elle-même pendant un millénaire.

Cette culture n'a pas seulement atteint la perfection, elle a également excellé puisque Chaker affirme: " Désormais, j'ai pu constater clairement que les deux volets de la méthode à savoir, la matière et l'application tels que je vous les ai décrits au début de ce paragraphe sont d'une perfection incroyable et stupéfiante dès l'émergence de cette notion arabe et musulmane. Ils s'élargissent ensuite, se diversifient et continuent à se perfectionner.....à la faveur des savants et des écrivains qui se sont succédés au fil des années dans les différents domaines de la science et de l'art. Je peux vous dire sans hésiter que nulle nation, ni même la Grèce, n'avait auparavant détenu le savoir qu'ils possédaient. Je peux vous affirmer également qu'ils avaient atteint un degré de perfection que n'a pu égaler le culture européenne qui est aujourd'hui au sommet de sa gloire et de sa prospérité après avoir maîtrisé les diverses branches de la connaissance".

C'est la vanité de la nation menacée, en crise du fait de son passé et

de sa culture qui ont pris forme et se sont épanouis dans ce passé, au point que ses citoyens sont appelés à y croire non pas en tant que connaissances diverses capables seulement d'être saisies par la raison et le coeur, mais en tant que connaissances auxquelles on croit à travers la raison et le coeur."

Chaker ajoute après avoir mis l'accent sur l'importance et le rôle de la langue nationale: "A la tête de toute culture se trouve la religion au sens large du terme".

On ne saurait jamais trouver, dans le Message de Chaker, une place pour mettre en oeuvre les outils de l'esprit critique du moment que ce message repose sur les deux tabous, à savoir, la religion et la langue; cette dernière est considérée comme sacrée étant donné que c'est la langue du Coran.

Et, tout comme Huntington, qui traite le Christianisme oriental comme une religion étrangère, Mahmoud Chaker s'en prend au Christianisme du Nord et au Christianisme en général en tant que religion occidentale. Les deux sont d'accord pour méconnaître les origines orientales du Christianisme et ses manifestations. Chaker estime même que les chrétiens, en général, qu'ils soient orientaux ou occidentaux, et les Juifs, sont les ennemis jurés de l'Islam et de sa culture. La dissemblance entre le christianisme et le judaïsme, d'une part, et l'Islam de l'autre, irait, selon lui, jusqu'au refus et à la contradiction. Ainsi il néglige complètement le rôle des Chrétiens et des Juifs qui ont participé à l'enrichissement de la civilisation arabe et à la construction de sa culture. N'oublions pas qu'à l'instar des musulmans, les juifs ont été expulsés d'Espagne après avoir subi les massacres de l'Inquisition.

Et, à propos de ce qu'il appelle la haine et l'envie manifestées par les moines, les rois et les savants chrétiens, Chaker dit: "Leurs savants se sont aperçus que la force de la civilisation islamique était imputable au savoir, aux sciences de la vie et de l'au-delà qui ont permis à cette civilisation de détenir cette force prodigieuse et inexpugnable". Il feint d'ignorer, bien entendu, que la civilisation arabo-islamique, en forçant les portes de l'Europe moyen-âgeuse, reposait sur la tolérance civile et la science des Grecs (i.e. les Européens) véhiculée par les philosophes et les savants arabes dont, notamment, Averroès.

De même qu'il refuse catégoriquement de reconnaître l'influence des cultures hindoue et persane sur la culture arabo-islamique. Il rejette également, comme le fait Huntington, l'idée d'une civilisation universelle. L'Occident, d'après Huntington, serait unique plutôt qu'universel, alors que Chaker, lui, préconise une thèse étrange, sans

précèdent dans l'Histoire, selon laquelle la civilisation arabe serait universelle et par conséquent le monde entier devrait se soumettre à son autorité et son pouvoir et accepter de bon gré son arrogance et son infatuation voluptueuse, captivante et séductive. Et, avec l'émergence du prosélytisme dans son discours, Chaker dissocie la culture de l'économie, la politique et la sociologie. Il est à noter qu'en l'absence de cette relation et au cas où elle serait fragmentée, la porte s'ouvre à tout ce qui est irrationnel, soit intuitif, soit gnostique, et la tendance au particularisme et à l'individualisme absolu s'amplifie, favorisant à son tour les querelles confessionnelles, idéologiques et ethniques dans lesquelles chaque partie s'attribue, comme le fait la culture-mère, la pureté, l'intégralité ainsi qu'une essence idéale, durable et éternelle. Et, au lieu de la culture unique, homogène et cohérente qu'il avait prévue, l'on se retrouve face à des cultures et des confessions qui prônent le retour au passé et une situation que consacre le courant regressiste dans le mode à l'heure actuelle.

Et, tout comme Huntington qui essaie de cacher le fondement socio-économique de sa tendance culturelle chauviniste, Mahmoud Chaker néglige ce fondement en parlant soit des Croisades, soit des conquêtes islamiques en Europe. Mais si Huntington donne la réponse du capitalisme en crise au défi de la mondialisation qu'il exècre en raison des possibilités qu'elle offre d'aller au-delà du capitalisme et dresse les barricades pour faire obstacles non seulement à la culture des immigrés venus des trois continents, mais aussi au mouvement même d'immigration, Mahmoud Chaker, lui, donne la réponse du particularisme blessé et profondément humilié d'un pays colonisé qui tout en ayant participé autrefois, grâce à sa richesse culturelle, au progrès de la civilisation humaine, n'a pas réussi à jouer un rôle déterminant, à imposer sa volonté ou à se tailler une part de richesses réalisées par le biais du capitalisme qui, en poursuivant son avancée, marginalise des peuples et des classes et risque d'en faire les laissés-pour-compte de l'Histoire.

C'est l'invasion globale du capitalisme lié aux philosophies positives, à la science et la technologie impitoyables.

Face à ce défi, les peuples sont amenés à se replier sur eux-mêmes, à revenir en arrière et à glorifier le passé et le remettre en mémoire afin d'oublier un présent marqué par la domination et la soumission.

Huntington et Chaker présentent les deux aspects de la crise du capitalisme mondial qui met en péril le destin de l'humanité entière et menace de plonger la planète dans une situation chaotique.

Et au moment où le progrès rapide des moyens de communication

offre une occasion sans précédent d'entente et de rapprochement entre les hommes et les peuples, le capitalisme vient perturber ce rapprochement et attiser les feux du fanatisme et de l'isolement. C'est d'ailleurs ce qui a amené l'UNESCO à mettre au point un programme spécial pour l'étude de l'interaction des cultures, programme qui, hélas, a dû être suspendu après que deux pays capitalistes, à savoir les Etats-Unis et la Grande Bretagne, aient cessé de contribuer au budget de l'organisation mondiale ■

M. Moustafa Al Razrazi Al-Moustafa*

La Thèse De Huntington Sur La Confrontation Des Civilisations Et Le Nouvel Orientalisme**

I - THÈSE SUR LA CONFRONTATION DES CIVILISATIONS DU CHERCHEUR AMÉRICAIN SAMUEL HUNTINGTON

a) Cadre général de la thèse sur la confrontation des civilisations :

Le chercheur Samuel Huntington fonde sa thèse sur la confrontation des civilisations sur trois hypothèses :

La réapparition des différends traditionnels entre les Etats-nations; le début de l'effondrement de l'Etat-nation en raison des tensions tribales ou de celles causées par l'internationalisation, ou l'incapacité de prévoir ce que sera la situation politique mondiale dans les années à venir.

En raison de ces trois facteurs, le monde politique actuel aborde, selon lui, un nouveau tournant caractérisé par le malaise et les hésitations des élites politiques en ce qui concerne la mise au point d'une vision harmonieuse du monde à l'ère de la fin de l'histoire.

Il relève que les conflits à venir sur la scène mondiale ne seront à l'avenir ni idéologiques ni économiques, mais plutôt d'ordre culturel, assumant un rôle agissant sous-jacent à la création et à l'activation de tous les conflits en vue d'une nouvelle répartition de la carte humaine.

Bien que l'Etat-nation gardera une part de son statut, notamment en

* Ecrivain marocain- Université de Tokyo- Etude régionales

**Original: Arabe.Traduit par:Noha Badawi

tant que facteur agissant dans les affaires mondiales, les conflits majeurs qui connaîtra le monde politique à l'échelon international éclateront entre les groupes des diverses civilisations et, partant, la confrontation des civilisations sera l'aspect saillant de la scène politique mondiale, et les frontières croulantes entre civilisations seront l'arène des conflits à l'avenir. Dans le cadre de cette analyse, Huntington conclut que le conflit entre civilisations sera la dernière phase des conflits du monde contemporain.

Huntington souligne que le conflit connaîtra non seulement un changement de sa nature, mais de ses rouages et de ses objectifs aussi, voire de ces facteurs agissants.

Selon Huntington, la nature du conflit avant la fin de la guerre froide, la période de "l'hégémonie de la paix occidentale", était caractérisée par le conflit des dirigeants, des Etats nations et des idéologies, des conflits - selon lui - qui relèvent du cadre général de la civilisation occidentale ou, selon William Lund, des "guerres civiles occidentales". La deuxième phase du conflit, qui débute à la fin de la guerre froide est la période à laquelle la politique internationale a connu une mutation qui dépassait la "phase occidentale et ses centres" et abordait une nouvelle phase dont le pivot était l'interaction entre la civilisation occidentale et les civilisations non-occidentales et entre les composantes de la civilisation occidentale. La nouvelle phase est caractérisée essentiellement par le fait que ni les peuples ni les gouvernements non-occidentaux ne percevaient le colonialisme occidental comme étant le facteur historique, ayant rejoint l'occident - en tant que pivot facteur dans l'histoire contemporaine - souhaitent partager avec lui ce privilège ou le lui disputer.

Dans ce cadre théorique général, Huntington estime que la répartition de monde, au cours de la guerre froide, en monde premier, monde second et en tiers monde est vidée de son sens à cette ère de nouveaux groupements fondés sur des bases culturelles et non sur la nature de leurs systèmes ou de leur développement économique. (1)

b) Signification de la confrontation des civilisations

Unité culturelle est la définition que donne Samuel Huntington de la civilisation ou, en d'autres termes un cadre au sein duquel les villages, les régions et les groupements ethniques, nationaux et religieux, jouent un rôle influent, qui est à l'origine des divergences des cultures aux divers niveaux de l'hétérogénéité culturelle. Huntington cite comme exemple la différence entre la culture d'un village du sud de l'Italie de celle d'un village du nord l'Italien que les deux villages s'abreuvent de la culture italienne commune, et leurs cultures à tous

deux diffèrent de celle d'un village allemand.

Comprise dans ce sens, la civilisation, selon Huntington, est le plus haut niveau culturel susceptible de grouper des hommes, de définir et d'organiser leur identité culturelle, afin de les distinguer des autres races. L'identité, elle-même, se détermine à plusieurs niveaux. L'homme, vivant en Italie, se détermine selon plusieurs variantes : habitant de Rome, italien, catholique, chrétien, européen ou occidental, ou selon toutes ces variantes.

La civilisation à laquelle appartient un homme est le cadre le plus large qui détermine son identité. Les hommes peuvent redéterminer leur identité à tout moment et, partant, la structure des frontières entre civilisations peuvent également changer.

Les civilisations peuvent de même embrasser plusieurs peuples, tel que le cas de la Chine, que Lucien Baye décrit comme étant une civilisation sous forme d'un seul Etat. Une civilisation peut embrasser un petit groupe de personnes, tel le cas des Caraïbes anglaises, ou embrasser un nombre d'Etats-nations : civilisation occidentale ou celle de l'Amérique Latine. Il y a aussi la civilisation qui embrasse un seul Etat-nation tel que le Japon.

Selon Huntington, la civilisation s'intersecte et s'imbrique, embrassant en son sein de petites civilisations : civilisation occidentale qui comprend les européens et les américains du nord, ou l'Islam avec sa composante arabe, sa composante turque et sa composante malaise (Huntington ne cite pas la composante persane (?))

Selon Huntington, les civilisations ne représentent donc pas des unités ou des blocs, et leur teneur ou caractéristiques sont vagues et incomplètes et les lignes démarcantes sont rarement aigues ou absolues, bien qu'elles existent en fait.

c) Pourquoi cette confrontation des civilisations ?

Pour répondre à cette question, Huntington avance que l'identité civilisationnelle aura une importance accrue à l'avenir et que le monde se reformera radicalement en sept ou huit civilisations : civilisation occidentale, civilisation confucianiste, civilisation japonaise, civilisation islamique, civilisation hindouiste, civilisation slavo-orthodoxe, civilisation latino-américaine, auxquelles on pourrait ajouter la civilisation africaine. Huntington ajoute que la classification des civilisations de Toymbee en 21 civilisations est excessive, car elles n'existent pas dans le monde contemporain.

Dans le cadre de ces sept ou huit civilisations, Huntington suppose ou

plutôt prévoit que les conflits que le monde connaîtra à l'avenir éclateront tout au long des frontières culturelles croulantes qui séparent les civilisations les unes des autres (2).

En ce qui concerne les causes de cette confrontation des civilisations Samuel Huntington en cite six principales :

1 - Les divergences des civilisations sont non seulement réelles mais fondamentales. Les civilisations diffèrent les unes des autres en fonction de l'histoire, de la langue, de la culture, des traditions et, surtout, de la religion. Les peuples des différentes civilisations ont diverses perceptions des relations entre DIEU et l'homme, entre l'individu et la société, entre le citoyen et l'Etat, entre les parents et les enfants, entre l'époux et l'épouse et d'autres perceptions différentes des droits et des responsabilités, des concepts de la liberté, du pouvoir, de la justice, de l'hierarchie, etc.

Le trait marquant de ces divergences est qu'elles remontent à plusieurs siècles, et l'on ne peut s'attendre à ce qu'elles disparaissent rapidement; elles sont aussi plus profondes que les divergences politiques ou idéologiques.

Avant de passer au deuxième facteur, Huntington explique que les divergences ne sont nécessairement pas des conflits dans ce contexte. Le conflit n'est pas nécessairement violence, bien que ces divergences des civilisations aient été, à travers de longues ères, à l'origine de conflits extrêmement longs et violents.

2 - Le monde, étant devenu bien plus petit, l'interaction des civilisations est sans cesse croissante. Cette interaction accrue renforce la sensibilisation civilisationnelle et la perception des divergences des civilisations. Les exemples suivants sont ceux cités par Huntington pour étayer son point de vue : Les émigrés maghrébiens installés en France qui ont attisé l'hostilité des français à leur encontre et, en contrepartie, l'accueil favorable de ces derniers aux "bons émigrés européens catholiques". Le deuxième exemple est celui de la réaction négative des américains à l'égard des investissements japonais, qui est bien plus forte et négative que celle manifestée à l'égard des investissements canadiens ou européens.

Les interactions des peuples des différentes civilisations renforcent leur sensibilisation civilisationnelle et raniment les rancœurs, rappellent et font revivre les divergences passées.

3 - Le développement économique et le changement social continus à travers le monde approfondissent la scission des peuples de leur identité locale et affaiblissent l'institution de l'Etat-nation en tant que

source d'identité. Toutes les régions du monde ont connu un début d'activité religieuse, sous forme de mouvements religieux tels que ledit intégrisme. Ces mouvements sont actifs dans "l'Occident juif" dans le Christianisme, dans le Bouddisme, dans l'Hindouisme et aussi dans l'Islam. Huntington relève que la plupart des adeptes des mouvements intégristes proviennent de la jeunesse pré-universitaire de la classe moyenne : techniciens, fonctionnaires, employés de commerce. L'aspect "laie" du monde est l'une des réalités sociale qui prévaleront à la fin du 21ème siècle. La renaissance religieuse alimente les bases de l'identité ainsi que les projets qui transcendent les frontières nationales et les unités civilisationnelles.

4 - La sensibilisation civilisationnelle est renforcée par la dualité du rôle de l'Occident ; l'Occident est d'une part à l'apogée de la force mais l'une des conséquences de cette force est l'émergence du phénomène de "l'intégrisme" parmi quelques civilisations non-occidentales et sa croissance : le Japon parle de retour aux sources; nous entendons parler "d'asianisme" et, après Nehru, l'Inde parle "d'hindouisme". Après l'échec des idées occidentales de socialisme et de nationalisme au Moyen Orient, nous entendons parler de "retour à l'Islam". En Russie, une polémique est soulevée "occidentalisation versus russianisme". A l'apogée de sa force, l'Occident fait face aujourd'hui à un monde non-occidental dont les ambitions sont montantes et dont les capacités sont plus à même de faire virer le monde vers une voie non-occidentale.

Jadis, l'élite des sociétés non-occidentales était généralement pro-occidentale, ayant été formée à Oxford, à la Sorbonne ou à Sandhurst et ayant assimilé des tendances et valeurs occidentales, tandis que le peuple des pays non-occidentaux adhérait généralement davantage à la culture locale. Aujourd'hui, la situation est inversée : la non-occidentalisation versus le retour au localisme est devenue un phénomène saillant parmi l'élite des pays non-occidentaux, tandis que les civilisations occidentales et américaines sont plus populaires - en matière de mode de vie et d'apparence - parmi la classe moyenne.

5 - Les caractéristiques et divergences culturelles semblent - dorénavant - plus difficiles à concilier que les caractéristiques et divergences politiques et culturelles de l'ancienne Union Soviétique. Le communisme pouvait devenir démocratie, les riches pouvaient devenir pauvres et les pauvres riches, mais les russes ne peuvent devenir estoniens, azéris ou arméniens. En d'autres termes, la question n'est plus : quelle voie choisis-tu ? mais qui es-tu ?

6 - Le développement de l'économie régionale : l'activité commerciale

des diverses régions du monde est montée, de 1980 à 1989, de 51 à 59% en Europe; de 33 à 37% en Asie de l'Est et de 31 à 36% en Amérique du Nord. L'importance de ces groupements économiques régionaux peut s'accroître à l'avenir et, partout, le succès des économies régionales aidera à renforcer la sensibilisation civilisationnelle. Mais, par ailleurs, ces économies régionales peuvent ne pas réussir en l'absence d'un facteur civilisationnel commun. La communauté européenne demeure fondée, par exemple, sur les bases de la culture européenne et du christianisme occidental. Quand au succès de la zone de libre-échange de l'Amérique du Nord, il dépend du rapprochement - qui est en voie aujourd'hui - des cultures mexicaine, canadienne et américaine. Le Japon, par ailleurs, a de la difficulté à créer une unité économique similaire dans la région de l'Est-asiatique, le Japon étant une société et une civilisation distinctes. Le Japon peut toutefois consolider l'activité commerciale et accroître ses investissements avec les pays de l'Asie de l'Est, mais les divergences culturelles peuvent faire échec à ses tentatives de créer une communauté économique régionale à l'instar de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

La culture commune facilite l'élargissement du cadre des échanges entre les peuples de Chine, de Hong Kong, de Taïwan, de Singapour et les communautés chinoises vivant dans des pays asiatiques, hors de la Chine. Après la guerre froide, les liens culturels ont connu un essor qui plana au dessus des divergences idéologiques, comme nous le constatons dans le rapprochement Chine-Taïwan. Si la culture peut jouer tous ces rôles, une communauté économique au Sud-Est asiatique devient possible à l'avenir, dont le pivot sera la Chine et non le Japon. Comme preuve à l'appui, Huntington cite un texte de Maury Vandenberg, Professeur à l'Institut des Etudes Américaines, pour les Affaires et le Commerce à l'Université de Washington (3).

La culture et la religion sont les assises de l'Organisation de Coopération économique (OCE), l'Organisation qui a recommandé l'arabisation des Etats islamiques non arabophones, tels que l'Iran, le Pakistan, la Turquie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kurdistan, Turkistan, Tadjikistan, Uzbekistan et Afghanistan.

Les peuples déterminent leur identité en fonction de la religion et de l'ethnie et déterminent également la relation avec autrui en fonction des différences ethniques et religieuses. Le décès de l'idéologie du bloc de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union Soviétique insufflera donc la vie aux anciennes identités ethniques mais, par contre, les différences culturelles et religieuses créeront des divergences sur le plan politique; droits de l'homme, émigration, échanges,

environnement... En outre le rapprochement géographique aura un impact sur les différends en matière de droits territoriaux de la Bosnie à Mindanao. L'important à cet égard est le fait que les efforts déployés par l'Occident pour propager ses valeurs démocratiques et libérales en tant que valeurs mondiales pour asseoir son hégémonie militaire et promouvoir ses intérêts commerciaux seront contrés par les autres civilisations. Compte tenu donc de l'impossibilité pour l'Occident de mobiliser l'appui et de créer un front sur une base idéologique, les gouvernements et les communautés oeuvreront avec force pour mobiliser l'appui, à partir du principe de la religion commune et de l'identité civilisationnelle commune.

Ceci étant, la confrontation des civilisations suivra deux voies ou se situera à deux niveaux :

1 - Un niveau micro incarné par les communautés voisines ou situées tout au long des frontières croulantes séparant les civilisations; qui appelleront à la lutte-parfois armée - tout au long des régions frontalières vivant sous tension;

2 - Un niveau général incarné par les Etats des diverses civilisations en lutte entre elles pour imposer leur suprématie militaire et économique. Ces différends seront à l'origine d'une tendance visant la domination d'institutions internationales et autres. Dans le cadre de cette rivalité, chacun de ces Etats propagera ses valeurs politiques et religieuses (4).

Les frontières croulantes entre civilisations

Samuel Huntington se penche, dans ce chapitre, sur les changements survenus sur la carte mondiale, les frontières croulantes entre civilisations s'étant superposées aux frontières politiques et idéologiques qui existaient au cours de la guerre froide. Huntington relève à cet égard que les divisions idéologiques de l'Europe ont disparu à la fin de la guerre froide et ont été remplacées par des classifications culturelles : occident chrétien, christianisme et islam, orthodoxie. Selon William Wallace, la ligne la plus importante qui a divisé l'Europe a été celle des frontières de l'est de l'Occident chrétien de 1500. Cette ligne couvre les frontières qui séparent la Finlande de la Russie et les pays baltiques de la Russie; une ligne qui traverse la Biélorussie et l'Ukraine, et sépare l'ouest ukrainienne à prédominance catholique de l'est ukrainien orthodoxe. La ligne s'oriente vers la région occidentale séparant la Transylvanie des autres régions roumaines et traverse la Yougoslavie à l'instar de la ligne qui sépare aujourd'hui la Croatie et la Slovénie des autres régions yougoslaves. Aux Balkans, cette ligne rejoint les frontières historiques qui

séparaient les Habsbourgs de l'empire ottoman. Huntington relève que les peuples vivant au nord et à l'ouest de cette ligne démarcante sont des peuples protestants ou catholiques qui partagent l'expérience commune de l'histoire européenne : féodalisme, renaissance, réforme, siècle des lumières, la révolution française, la révolution industrielle. Ces peuples jouissent généralement d'un niveau économique satisfaisant comparé à celui des peuples vivant à l'est de la ligne démarcante. Ces premiers aspirent à s'associer à la création d'une économie européenne commune et à consolider les institutions politiques démocratiques. Par ailleurs, les peuples vivant à l'est de la ligne démarcante sont des peuples orthodoxes ou musulmans qui relevaient historiquement de l'empire ottoman ou de l'empire romain. Cette région a été moins marquée par les événements survenus ailleurs en Europe; elle n'est pas aussi développée économiquement et ses systèmes politiques et démocratiques sont moins stables (5).

Le monde islamique sur la carte politico-culturelle proposée par Samuel Huntington

Samuel Huntington estime que le conflit qui s'étend tout au long des frontières croulantes qui séparent la civilisation chrétienne de la civilisation islamique remonte bien loin. Après l'avènement de l'Islam, les arabes et les maures ont avancé vers l'ouest et le nord et se sont arrêtés à Tours en 732. Du 11^{ème} au 13^{ème} siècle, le Christianisme et les chrétiens ont réussi, grâce aux croisades, à dominer la Terre Sainte. Mais, du 15^{ème} au 17^{ème} siècle, les turcs ottomans ont réussi à inverser la situation en imposant leur domination sur les Balkans et le Moyen Orient, en s'emparent de Constantinople et en assiégeant Vienne une deuxième fois au 19^{ème} siècle. Après l'effondrement de l'empire ottoman, au début du 20^{ème} siècle, les français, les britanniques et les italiens ont alors imposé leur domination en Afrique du Nord et au Moyen Orient.

Après la deuxième guerre mondiale, l'Occident subit un mouvement de repli, les empires ont commencé à disparaître et les bourgeois du nationalisme arabe et de l'intégrisme islamique ont émergé et fait entendre leur voix. Au cours de cette période, l'occident était largement tritulaire des Etats du Golfe persique, compte tenu de leurs besoins énergétiques. Les Etats islamiques pétroliers, s'étant enrichis, ont alors aspiré à une force militaire. Plusieurs guerres éclatèrent entre Israël et les Arabes (suscitées par l'Occident) et, au cours des années 50, la France mena une guerre meurtrière contre l'Algérie. En 1956, des forces britanniques et françaises envahirent l'Egypte et, en 1958, les forces américaines sont entrées au Liban et ont

successivement intervenu dans ce pays. Elle attaquèrent la Libye et menèrent plusieurs opérations militaires contre l'Iran. Les "terroristes" arabes et les islamistes - que l'on prétend soutenus par trois gouvernements au moins du Moyen Orient - ont pris les armes, fait exploser ces aéronefs occidentaux, et enlevé des otages occidentaux.

Ce conflit entre arabes et occident a connu son apogée en 1990, lorsque les Etats Unis dépêchèrent un contingent militaire considérable vers le Golfe persique.

Les plans de l'Otan sont donc devenus davantage axés sur des menaces éventuelles et sur la destabilisation du front Sud qui lui faisait face.

Compte tenu de ce qui précède et de la guerre du Golfe (1991), Samuel Huntington conclut que - pour des siècles durant - l'interaction militaire occident - Islam ne peut disparaître facilement.

Eu égard à la guerre du Golfe, Huntington constate que l'attaque d'Israël par l'Irak a été une source de soulagement pour les Arabes. Il conclut de même que les bénéficiaires de la guerre du Golfe sont les mouvements islamiques.

Huntington ajoute que les relations tendues entre l'Occident et l'Islam sont davantage aggravées par le facteur démographique. La croissance démographique rapide dans les pays arabes, notamment en Afrique du Nord, a élevé le taux d'émigration vers l'Europe occidentale et, en outre, la contraction des barrières frontalières à l'intérieur de l'Europe se heurtera à ce problème et suscitera des susceptibilités politiques face à cette émigration accrue. Nous apercevons donc des sentiments racistes croissants en Italie, en France et en Allemagne ainsi que des réactions politiques violentes contre les émigrés turcs et arabes. Trouvant que les parties occidentales et islamiques estiment que la relation existant entre l'Occident et l'Islam est une relation de confrontation, Huntington cite comme exemple l'ouvrage de l'auteur indien musulman, M.G. Akbar, intitulé "la confrontation prochaine" (avec l'occident) et celui de Bernard Louis intitulé "racines du courroux musulman".

Huntington s'adresse ensuite au conflit et à l'hostilité réciproques des civilisations arabo-islamiques et occidentales et, à cet égard, trace deux cadres : le cadre sud et, dans ce contexte, il cite les différends entre musulmans et chrétiens au Soudan, au Nigéria et ailleurs. A cet égard, il rappelle le discours prononcé par le Pape Jean Paul II à Khartoum en 1993, où il critique l'action du gouvernement islamique contre les minorités chrétiennes. Huntington estime que ce discours

est une manifestation de ce conflit. Le deuxième cadre est celui des frontières nord de l'Islam où le conflit entre chrétien orthodoxes et musulmans s'aggrave et s'étend : massacres en Bosnie et à Sarajevo, violence entre serbes et albanais, relations tendues entre bulgares et minorités turques la violence actuelle entre Ostian (Sarmatie) et Antioche (Asie Mineure), les tueries des arméniens et azériens, les mauvaises relations entre les russes et les musulmans d'Asie centrale, y compris le déploiement des forces russes pour protéger leurs intérêts dans la région du Caucase en Asie Centrale. La religion a joué à cet égard un rôle majeur en éveillant l'identité ethnique et en aiguisant l'inquiétude des russes à l'égard de la sécurité de ses frontières sud.

Huntington parle alors à l'Asie identifiant la confrontation des civilisations, s'arrêtant à la confrontation historique entre musulmans et indiens qui s'exprime aujourd'hui, non seulement, travers les différends entre le Pakistan et l'Inde, mais aussi à travers l'entre-tuerie des groupes hindous 'en lutte' et des minorités indiennes musulmanes? La destruction de la mosquée "Ayodhier", en décembre 1992, soulève la question de savoir si l'Inde tend à devenir un Etat démocratique laïc ou hindoustan ? Un problème à l'avant-garde des préoccupations actuelles.

En Asie de l'est, la Chine connaît des différends multiples et majeurs avec ses voisins et poursuit sa politique répressive contre les bouddhistes au Tibet, et il se pourrait qu'elle soit encore plus répressive à l'égard des minorités turques musulmanes.

A la fin de la guerre froide, les divergences susmentionnées ont émergé au sujet des droits de l'homme, du commerce et de l'armement nucléaire et il sera difficile de les faire disparaître, voire de les mitiger. Huntington cite une déclaration d'un responsable chinois, datant de 1991, préconisant le début d'une guerre froide entre les Etats Unies et la Chine.

Ceci pourrait s'appliquer aussi aux relations présentes entre les Etats Unis et le Japon, car les divergences culturelles du Japon attisent son conflit économique. Les peuples des deux parties font état d'un comportement raciste réciproque, mais le racisme américain pourrait être davantage culturel qu'ethnique, car les valeurs fondamentales, les tendances et le comportement des deux sociétés diffèrent. Les problèmes économiques entre les Etats Unis et l'Europe ne sont pas moins sérieux que ceux entre les Etats Unis et le Japon. Les parties européennes et américaines ne partagent pas les mêmes susceptibilités politiques, ni la même motivation affective, en raison

peut-être du fait que ces deux cultures sont moins différentes l'une de l'autre alors que cette différence est plus évidente entre la culture américaine et la culture japonaise. (6)

Huntington passe en revue des faits et événements : guerre du Golfe, le conflit Bosnie-Occident, les différends turco-arméniens, les conflits azériens pour défendre sa thèse sur la perception croissante des différences et divergences civilisationnelles et, partant, la menace croissante de l'explosion de la situation générale, sous forme de confrontations civilisationnelles générales et globales. (7)

L'Occident face aux autres

Huntington analyse dans ce chapitre la crise que vit la civilisation occidentale à tous les niveaux, une crise dont l'origine remonte aux conflits susmentionnés qui approfondissent aujourd'hui son isolement, et la domination affaiblie de l'Occident sur le monde arabe. Il s'agit là d'une situation malsaine aux niveaux régional et international. Les propos de ce chapitre touchent aux institutions internationales : Organisation des Nations Unies, Fonds Monétaire International et à l'échange culturel et de valeurs fondé sur l'hégémonie et l'internationalisation des valeurs occidentales. Huntington conclut dans ce chapitre que la domination occidentale de l'Organisation des Nations Unies, notamment du Conseil de Sécurité, s'affaiblit et que les organisations financières et monétaires connaissent la même crise, présageant une régression de l'hégémonie unilatérale de l'Occident, en ce qui concerne la mise au point des politiques économiques et financières mondiales. Sur le plan des valeurs, les mondes civilisationnels non-occidentaux manifestent une résistance croissante au concept humain et mondial des valeurs occidentales et les rejettent, y compris le concept des droits de l'homme et de la démocratie. Face à cet état de fait, Samuel Huntington passe de l'analyse pour parler à titre d'expert qui conseille et exhorte l'Occident à prendre l'initiative pour résoudre la crise civilisationnelle actuelle.

Voulant justifier le conflit éventuel entre "l'occident et le reste du monde" les termes de Tishor Mahboubany, Samuel Huntington envisage trois scénarios probables :

1 - Le scénario extrémiste qui permet à des pays (non-occidentaux) : tels que la Birmanie et la Corée du Nord, d'adopter une politique d'isolement, de maintenir leurs sociétés à l'écart de l'intervention de l'occident et de ne pas faire corps eux-mêmes avec la communauté internationale qui est sous la férule de l'Occident. Le prix de cet isolement est très coûteux et peu sont les pays qui adopteront cette voie:

2 - L'option ou deuxième scénario qui signifie "attelage conduit" dans la théorie des relations internationales. En d'autres termes : accepter d'adhérer à l'Occident et accepter toutes ses valeurs et institutions;

3 - La troisième option consiste à assurer un équilibre avec l'Occident par le biais d'un développement économique et d'une force militaire et par le biais aussi d'une coopération avec des communautés non-occidentales contre l'Occident, tout en sauvegardant les valeurs et les institutions locales, en les actualisant mais non en les occidentalisant. (9)

Les pays déchirés

Les peuples déterminent leur appartenance en fonction de la civilisation, et, pour conséquent, à l'avenir, les Etats dont la population relève de civilisations diverses : Union Soviétique et Yougoslavie se prêteront à la "division". Pourtant, d'autres pays qui connaissent une culture homogène sont divisés en communautés relevant d'une autre civilisation.

Ce sont les communautés déchirées; leurs dirigeants s'efforcent à appliquer la stratégie de "l'attelage conduit" et à adhérer à la communauté occidentale, mais leur histoire, leurs cultures et leurs traditions ne sont pas occidentales. L'exemple le plus saillant d'un pays déchiré est la Turquie, dont les dirigeants ont opté à la fin du 20ème siècle en faveur de la politique d'Ataturk, faisant de la Turquie un pays moderne et laïc, occidental de surcroît. La Turquie coopère avec l'occident dans le cadre de l'Otan et, au cours de la guerre du Golfe, a fait acte de candidature à la communauté européenne. Cependant, malgré tout ce qui précède, des éléments de la société turque appuient l'intégrisme islamique, avançant que la société turque est à l'origine l'une des sociétés musulmanes du Moyen Orient. En outre, alors que l'élite turque souligne la nature occidentale de sa société, l'élite occidentale refuse de la reconnaître comme telle. La Turquie ne peut devenir membre de la communauté européenne, et la raison réelle a été exprimée par le Président Ozal. "Nous sommes musulmans et ils sont chrétiens, mais ils ne le disent pas". Ayant été rejetés par la Mecque et ensuite par Bruxelles, vers qui se tournera la Turquie ? Peut-être vers Tachkent. L'effondrement de l'Union-Soviétique a permis à la Turquie d'être à l'avant-garde de la renaissance de la civilisation turque dans le cadre de laquelle se situent sept pays qui vont des frontières grecques aux frontières chinoises et, à cet effet, est encouragée par l'occident lui-même. La Turquie déploie à présent des efforts considérables pour insuffler une nouvelle vie à cette identité (10).

Huntington donne d'autres exemples de pays déchirés : Le Mexique et la Russie, mais distingue entre eux. La Turquie, selon lui, est le pays qui, historiquement, a connu la plus profonde déchirure. Du point de vue des Etats Unis, le Mexique est le pays qui a le plus souffert d'une déchirure directe. A l'échelon mondial, la Russie est le pays le plus déchiré. Nous allons passer rapidement à l'avant - dernier chapitre intitulé "Corrélation Islamo-Confucianiste" . (11)

Corrélation Islamo-Confucianiste

Les obstacles qui se posent aux pays non-occidentaux diffèrent sensiblement, mais ils sont moins épineux en ce qui concerne les pays latino-américains et de l'Europe de l'Est que ceux qui se posent aux pays orthodoxes qui relevaient de l'ancienne Union-Soviétique. Ces obstacles sont plus marqués parmi les communautés islamiques, confucianistes, hindouistes et bouddhistes. Le Japon quand à lui, s'est créé un statut spécial en coopérant étroitement avec l'Occident. Il est au coeur même de l'Occident à certains égards mais de toute évidence, il ne fait pas corps avec lui dans les dimensions les plus importantes, compte tenu de la culture et de la force. Ces pays ne souhaitent pas ou sont incapables d'adhérer à l'occident et c'est la raison pour laquelle ils sont souvent en compétition avec lui, en se développant économiquement et militairement, en promouvant le développement local et en coopérant avec d'autres pays non-occidentaux. La coopération la plus saillante à cet égard est la corrélation islamo-confucianiste tendant à défier les intérêts, les valeurs et la force de l'Occident.

Sans exception aucune, les Etats occidentaux ont commencé à réduire leur potentiel militaire, tandis que la Russie, sous Eltsine, la Chine, la Corée du Nord et un nombre de pays du Moyen Orient renforcent le leur. Ils importent un matériel militaire de pays occidentaux et non-occidentaux et modernisent leurs industries militaires nationales, devenant ce que Charles Crothmer appelle "les Etats armés", qui ne sont pas, dans ce contexte, les Etats occidentaux. La seconde conséquence a été une rédefinition du contrôle des armements qui est un concept et un objectif occidentaux. Au cours de la guerre froide, l'objet principal de contrôle des armements était d'assurer un équilibre militaire stable entre les Etats Unis et ses alliés et l'Union Soviétique et ses alliés. Mais, après la guerre froide, l'objet principal est devenu celui de briser la croissance du potentiel militaire des communautés non-occidentales qui pourraient menacer les intérêts occidentaux. L'Occident poursuit cette fin en concluant des accords internationaux, en exerçant des

pressions économiques et en contrôlant le transfert de la technologie militaire.

Le conflit entre l'Occident et les pays islamo-confucianistes sera axé essentiellement - mais non totalement - sur les moyens d'empêcher l'accès aux armes nucléaires, chimiques et biologiques et aux engins balistiques sophistiqué ainsi qu'à tout autre équipement électronique et ce, en menaçant les contrevenants de sanctions et en promettant des avantages à ceux qui se plieraient à ces injonctions. L'Occident vise de toute évidence les pays qui ont la capacité de manier de telles armes ou qui le pourront à l'avenir.

Mais, les pays non-occidentaux défendent leur droit d'acquérir les armes qu'ils estiment nécessaires pour leur sécurité. Ces pays se souviennent des propos du Ministre indien de la Défense qui, questionné au sujet de la guerre du Golfe, répondit : "Nous combattons les Etats Unis lorsque nous serons munis d'armes nucléaires". Les armes nucléaires et chimiques et les missiles sont perçus - peut être à tort - comme étant le moyen d'être à parité avec l'Occident. La Chine possède des armes nucléaires; l'Inde et le Pakistan peuvent y avoir accès et il semble que la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak, la Libye et l'Algérie tentent d'en acquérir. Un responsable iranien a déclaré que tous les pays islamiques devaient se doter de telles armes. Le Président iranien a lancé un appel, en 1988, pour le développement d'armes nucléaires, chimiques, biologiques et radioactives offensives et défensives.

Afin de développer un potentiel militaire pour contrer l'Occident, des fonds considérables sont requis. La Chine a donc rapidement voté des crédits importants en faveur de l'équipement militaire et de la modernisation de ses forces armées. Elle a conclu, jadis, des accords d'achat d'armes avec l'ancienne Union Soviétique et elle est en voie de développer ses missiles à longue portée, elle teste l'un des instruments de photographies nucléaires et le ravitaillement en carburant en cours de vol. La Chine essaye, à présent, de construire des bases pour lancement d'engins spatiaux.

La force militaire de la Chine et sa détermination à maintenir sa souveraineté sur la mer de Chine attise le courroux de la région du Sud-Est asiatique, eu égard à la course aux armements. La Chine est la source la plus importante d'armes et de technologie militaire. Elle a exporté un équipement à la Libye et à l'Irak pour la production d'armes nucléaires et des gaz de feu, aidé l'Algérie à construire un réacteur pour les recherches et les industries d'armes nucléaires et a vendu à l'Iran une technologie nucléaire qui, selon les américains, ne peut

servir que pour la production d'armes. La Chine a aussi exporté au Pakistan des unités de missiles à portée de 300 milles. Il semble que la Corée est en voie de mettre au point un programme de production d'armes nucléaires; elle a également vendu à la Syrie et à l'Iran des missiles sophistiqués et une technologie de production de missiles. Or constate que l'acheminement d'armes et de technologies militaires est généralement en provenance de l'Est asiatique à destination du Moyen Orient. Cependant certaines transactions sont effectuées en sens inverse, telles que l'exportation pour le Pakistan à destination de la Chine de missiles à "Côtes longitudinaux".

Après cet exposé sur les événements qui se déroulent à l'Est asiatique et au Moyen Orient, Huntington conclut que la corrélation islamo-confucianiste est devenue réalité et s'apprête à asseoir ses acquis, à travers ses membres, dans les domaines militaires et de technologie militaire, pour contrer la force militaire de l'Occident. (12)

Conclusion de l'article ou du document de travail, exhortant l'occident à agir rapidement

Cet article n'avance pas que les identités civilisationnelles vont compenser toutes les autres identités; il n'avance non plus pas la disparition de l'Etat-nation à l'avenir, ni la transformation de chaque civilisation en une unité politique homogène, ni la cessation de conflits entre les groupes relevant d'une civilisation. L'article souligne uniquement que les divergences et différences entre civilisations sont réelles et importantes; que la sensibilisation civilisationnelle prend une ampleur continue; que le conflit entre civilisations remplacera le conflit idéologique et que le conflit entre civilisations s'imposera sur la scène mondiale.

Les relations internationales sont sous l'angle historique, un jeu qui se pratique au sein de la civilisation occidentale mais qui vire rapidement vers une voie non-occidentale; un jeu dans le cadre duquel les civilisations non-occidentales assumeront des rôles agissants et non un rôle de soumission.

L'institution internationale à succès dans les domaines politique, économique et de sécurité connaîtra aussi des changements; elles n'agiront plus à travers les civilisations mais entre elles. Les conflits entre les groupes de civilisations différentes seront plus probables et plus violents que ceux qui éclateront entre les groupes de la même civilisation. Les différends entre les groupes de civilisations différentes seront à l'origine de conflits plus dangereux et une source de tensions qui peuvent mener à une guerre globale. Le pivot dans le monde de la politique sera la relation entre "l'Occident, mais des obstacles se

poseront dans la plupart des cas. Le conflit sera, dans un avenir prochain, entre l'Occident et quelques pays islamo-confucianistes.

Ceci ne signifie pas que nous souhaitons un conflit entre civilisations, ni que nous le défendons; il s'agit simplement d'hypothèses d'analyse. Il faut néanmoins tenir compte de l'effet et des conséquences de ces éventualités sur la politique occidentale.

Ces conséquences peuvent être réparties en avantages à long terme et en convenances - à long terme. Il est évident que l'Occident a tout intérêt, à court terme, à promouvoir sa coopération et son unité avec des composantes civilisationnelles,, notamment entre la composante européenne et la composante nord-américaine, à fusionner en son sein, les communautés de l'Europe de l'Est et de l'Amérique latine dont les cultures sont plus proches des siennes, à consolider sa coopération avec la Russie et le Japon et à freiner les différends locaux au sein de la même civilisation.

Il a intérêt à restreindre les capacités militaires des pays islamo-confucianistes : à arrêter la réduction de son potentiel militaire, à maintenir sa suprématie militaire à l'Est et au Sud-Ouest asiatique; à exploiter les différends et conflits existant entre les pays islamiques et confucianistes; à accorder un appui aux communautés civilisationnelles qui sont favorables à ses valeurs et à ses intérêts; à renforcer les institutions internationales qui légitiment les valeurs et intérêts occidentaux et, enfin, à promouvoir la participation et l'adhésion des pays non-occidentaux à ces institutions.

Mais, à long terme, d'autres mesures s'imposent. La civilisation occidentale est occidentale et moderne, mais les civilisations non-occidentales ont voulu être modernes sans devenir occidentales - une équation difficile, bien que le Japon ait réussi à le faire. Les civilisations non-occidentales chercheront toujours à acquérir la technologie, les habiletés, l'équipement et les armes qu'elles estiment être nécessaires à leurs projets de modernisation et elles rechercheront la compatibilité de cette modernité avec leurs cultures et leurs valeurs traditionnelles.

La capacité militaire et économique des civilisations non-occidentales s'accroîtra à un rythme plus rapide que le taux de croissance de la capacité occidentale; l'occident doit donc s'adapter à ces civilisations non-occidentales modernes, dont leur force se rapproche de la Sienna, mais dont les valeurs diffèrent sensiblement. Il doit aussi maîtriser les capacités économiques et militaires qui lui sont nécessaires face à ces civilisations. Ceci exige, par conséquent, de la part de l'occident une compréhension meilleure des bases religieuses

et philosophiques qui déterminent les autres civilisations, et de la perception de leurs intérêts ainsi qu'une identification des facteurs qui leur sont communs.

Il n'y aura pas à l'avenir une civilisation mondiale, mais de civilisations multiples, et chacune d'elles doit apprendre à co-exister avec les autres. (13)

Ainsi se termine l'article de Samuel Huntington; nous l'avons traduit intégralement, omettant certaines redites ou des exemples réitérés.

II - ANALYSE DE L'ARTICLE DE HUNTINGTON

Mon analyse de l'article de Huntington, se fera sous l'angle de trois dimensions :

- la dimension psychologique;
- la dimension analytique; et
- la dimension interprétative de l'article y compris la polémique y relative et ses effets sur les scènes académique et idéologique.

Les critiques et les réactions suscitées par l'article de Huntington se distinguent par trois caractéristiques fondamentales :

- Toutes les critiques étaient sévères recherchant une objectivité totale mais devenant subjective en définitive. L'article a également été soit la superficiellement, soit perçu à travers une méthodologie ou une optique traditionnelle estimant que l'impact historique est l'unique facteur influent qui façonne l'avenir, oubliant que le monde aborde une nouvelle phase d'histoire qui peut en changer le cours, en faveur d'options volontaires ou artificielles.
- Certaines critiques de Samuel Huntington n'ont retenu de la lecture de l'article que sa dernière partie, là où Samuel Huntington cesse d'être un analyste stratégique pour devenir un expert politique et militaire officiel, ne tenant pas compte de la précision de ses nombreuses informations et observations bien que celles-ci aient été adaptées à une analyse précédente.
- Huntington n'a pas écrit son article en fonction de la situation mondiale contemporaine, mais pour alerter l'opinion publique et académique et attirer son attention sur la crise qui traverse la communauté internationale.

Ceci dit, il ne s'agit pas de comprendre de nos propos que nous sympathisons avec sa thèse, ses analyses ou ses conclusions. Notre seul souci est d'assurer une impartialité académique, le seul garant qui nous empêche de tomber dans les fils de la thèse conflictuelle de

Huntington. Tous les critiques sont malheureusement tombées dans ces fils, et la plupart se sont empressées à défendre leurs positions civilisationnelles, ne réalisant pas que le phénomène, en tant que tel, est l'un des phénomènes nouveaux de la culture américaine post-guerre froide.

Dans un article intitulé "conflit entre les définitions", qui a fait l'objet d'une conférence donnée par Edouard Said à l'Université de Kio, au Japon, en 1995, celui-ci dit que l'auteur de la thèse sur "la confrontation des civilisations" n'a pas apporté du nouveau, tout en étant expert en matière de crises. Sa thèse n'est que l'une des allégations de l'administration militaire américaine et les références sur lesquelles s'est fondé Huntington sont loin d'être les meilleures. Edouard Said ajoute que l'optique de Huntington prend racines dans deux cadres : 1) la tendance générale de Francis Fukuyama, de Paul Kennedy, de Connor Cruise O'Brien, d'Eric Hu Besbaum et d'autres qui ont recherché les causes possibles et éventuelles de conflits à l'avenir; 1) le concept de la confrontation des civilisations qui, selon Edouard Said, remonte à Charles Crothmes, Sergei Stanikovitch et Bernard Lewis. (14)

Edward Said ajoute également que Huntington a sténographié l'Islam et les six autres civilisations non-occidentales en les groupant en un seul front vis-à-vis le front occidental, il a prouvé son identité d'expert en matière de crises et non d'étudiant des civilisations et de leur histoire.

La meilleure observation sur ce chapitre est le commentaire d'Edouard Said sur les propos de Huntington au sujet de "l'identité civilisationnelle ou la sensibilisation civilisationnelle", qui, selon lui, relèvent de la nature statique que Huntington confère au concept d'identité. Le point de départ de Huntington est un concept occidental contemporain du principe d'identité, à savoir la résultante d'actes historiques antérieurs et ultérieurs à l'identité. Il cite comme exemple la séparation de l'église de l'institution de l'Etat et, partant la séparation de l'église des bases de la création de l'Etat-nation occidental. Le penseur et historien japonais, Yuzu Itagaki, dans son ouvrage intitulé "Où se situe la jonction de l'histoire moderne et des études régionales" (15) explique que la notion occidentale de nation et de secte diffère de la notion de la Ommah dans la culture islamique, du point de vue de leur teneur et de leurs modes opératifs. Itagaki trace des cercles autour de l'identité dans la société musulmane qui aident à comprendre clairement ses mécanismes et ses conséquences. Itagaki avance trois types de la dynamique de

l'identité : 1) "l'égo" peut s'étendre ou se contracter au maximum; 2) "l'égo" peut devenir un autre "égo" sans changement radical qui le sépare de "l'égo" initial; 3) étant "égo", il peut devenir un autre "égo" en se changeant radicalement et s'éloignant de "l'égo" initial. Itagaki demeure cependant prudent en ce qui concerne le premier type pour ne pas simplifier la dynamique de l'identité, et il trace un modèle de la dynamique de l'identité perçue à travers "l'égo".

La question de l'identité acquiert une dimension complexe lorsque nous abordons le problème de "la langue et de l'identité" dans quatre régions du monde : l'Afrique du Nord, la Turquie, l'Asie Centrale et Israël.

Dans ces quatre régions, il est difficile de parler de dualité linguistique de la manière simpliste qu'il sténographie en ce qui concerne la langue nationale/langue étrangère occidentale. Eu égard à l'Algérie, en Afrique du Nord, le niveau de la langue dans le cadre de l'identité peut avoir trois dimensions : la langue en tant que mode de pensée, la langue en tant que mode d'expression, et la langue en tant que mode de communication. Le mode d'expression, soit en arabe ou en français, ne peut refléter la profondeur du niveau structurel de la dynamique de l'identité.

En ce qui concerne la Turquie, après avoir imposé l'écriture en caractères latins de la langue turque, sous le règne d'Ataturk et après l'actualisation de son dictionnaire et de sa grammaire, le nombre de connaisseurs de l'identité première de la langue a été considérablement réduit, peut-être 2% de la population. La faible connaissance des caractères arabes parmi les spécialistes en matière d'histoire orientale, de langues orientales et de science religieuse se reflète dans ce que j'appellerais la politique linguistique et politique d'identité qui aident à identifier tous les problèmes attendant au choix du cours historique et sa nature qui détermine l'avenir d'une communauté humaine.

En Asie centrale, le problème acquiert une dimension différente, car les langues ou les dialectes locaux jouissent encore de leur vitalité, telle que la langue azérienne à Azerbaïdjan. Juxtaposant ces langues locales, le russe, le persan et le turc moderne exercent néanmoins une très forte emprise. Dans l'alliage de ces langues, seul le russe - pour des raisons historiques et politiques - n'exprime pas une adhésion civilisationnelle (16).

Pour sa part, Israël, dès sa création, a adopté la dualité de langues : l'hébreu et l'arabe sont des langues officielles. Mais, au niveau de la communication quotidienne, 13 langues sont utilisées par les familles

et les communautés juives arrivées des diverses régions du monde (17). Des exemples multiples peuvent faire l'objet d'une réflexion sur les changements survenus dans la grammaire, la prononciation et l'écriture dans l'histoire civilisationnelle de la Chine au cours de la dynastie Ming et de la révolution culturelle de Mao-Tse-Tung. Ceci s'applique aussi à l'histoire civilisationnelle du Japon sous les dynasties Torgokara et Meiji. Ce qui importe à cet égard, est le fait que, malgré tous ces changements et toutes ces modifications, courant sur de longues périodes, l'évolution et la dynamique de l'identité n'ont pas été radicalement affectées au Japon.

Quand aux allégations de Huntington au sujet de la scène culturelle japonaise à cet égard, nous aimerons rappeler les vues du penseur japonais Yamawotchi Masayoki, professeur d'histoire islamique, section des études régionales - Université de Tokyo. (18)

Le Professeur part du principe que le monde a toujours connu des différends et des conflits civilisationnels causés par la pollinisation réciproque des cultures et leur conjonction et ceci s'applique aussi aux sociétés. La dynamique de la conjonction culturelle marque toujours le comportement civilisationnel et social, sous forme de résistance interne à l'arrivant pour protéger la pureté ethnique, culturelle ou autre, ou d'identification : une partie se fond entièrement ou partiellement dans l'autre en un tout harmonieux qui se prête à une symbiose et à fusionnement. Si nous acceptons cette vérité historique, Huntington n'aura pas fourni une connaissance nouvelle de l'histoire, mais plutôt avancé une tendance politique de l'occident, celle de l'administration américaine, au stade présent, post-guerre froide. Ayant analysé l'échec de la politique américaine dans le domaine des droits de l'homme contre la Chine et en matière de conflit économique avec le Japon, le professeur Masayoki s'attend à ce que la politique américaine accuse sa tendance "hostile" envers l'étranger, souhaitant uniquement détourner les crises vers l'extérieur, ceci étant le seul moyen de reporter la crise et de prolonger l'automne de la civilisation occidentale.

L'une des observations pertinentes du professeur Musayoki sur la thèse de la confrontation des civilisations de Huntington est la révélation de la contradiction entre sa prédiction de conflit civilisationnel fondé sur les blocs régionaux/civilisationnels et son assertion que l'ère prochaine sera celle de la civilisation de "l'informatique et de l'information", dont la caractéristique la plus importante est qu'elle est une civilisation transfrontière, transrégionale et transcontinentale, une civilisation qui ne se limite pas au sens

anthropologique de la culture qui se fonde sur la démarcation très nette entre identité, souveraineté et frontière.

L'autre point important soulevé par l'analyse de Masayoki est la contradiction du discours occidental : au cours de la guerre froide, le Japon était inclus dans le camps de "l'Occident" mais, compte tenu des changements mondiaux récents, le discours tend à exclure le Japon de "l'Occident" mais, craignent de l'inclure dans un autre camp civilisationnel, l'isole - selon Huntington - dans une civilisation case séparée . (19)

La thèse de "la confrontation des civilisations" dans le cadre de l'orientalisme :

1. Trois scénarios pour l'avenir de l'humanité :

Abordant l'évolution future des tendances spirituelles dans le monde, le professeur français Jean Bourgeois Bechin (20) avance trois données principales :

- La donnée démographique : l'évolution accélérée dans le domaine démographique, qu'il s'agisse du nombre ou du taux de croissance est une vision effrayante pour l'Occident. A l'avènement du christianisme, la population mondiale ne dépassait pas 250 millions; ce chiffre est monté en 1800 - 18 siècles plus tard - à 954 millions, ou une augmentation de 50%. Mais 139 ans plus tard (1939) la population mondiale se montait à 2 milliards 241 millions d'êtres humains et, en moins de 50 ans (1980) cette population est montée à 4 milliards 453 millions, ou une augmentation de 1258 millions. En 1985, elle se montait à 4 milliards 842 millions et, en 2988, (date de la publication de l'article) elle avait atteint environ 5 milliards et elle atteindra environ 6 milliards en l'an 2000.

- La donnée économique et naturelle : Jean Bourgeois Bechin se préoccupe de cette évolution, car elle surviendra dans les régions pauvres du monde ou dans des régions qui connaissent une évolution négative au niveau de leurs ressources naturelles d'une part, au niveau de la sécurité économique et alimentaire de l'autre, ou au niveau des réserves naturelles et énergétiques en baisse.

Dans son article intitulé "L'Europe et sa population en l'an 2000" publié dans la revue française "Les habitants" (21), le chercheur français, Jean Bechin, met e garde contre un danger encore plus grave, celui du taux en baisse des naissances qui, vers l'an 2400 causera un déficit absolu des ressources humaines.

- La donnée religieuse/civilisationnelle : l'inquiétude de Jean

Bourgeois s'aggrave davantage en prévoyant la répartition mondiale des civilisations et leur développement, au cours des quatre décennies à venir, à un taux égal à celui de la croissance démographique. Les données sur lesquelles se fonde le chercheur pour ses prévisions au sujet de l'évolution des courants spirituels sont les suivantes : en 1980, 31,1% de la population mondiale était chrétienne, ou 1 sur 3 personnes; en 1985, le christianisme maintiendra son pourcentage pour ce qui est de la propagation des courants spirituels dans le monde (32,1%) et la Chine connaîtra la même stabilité, mais l'Islam régressera de 10,3% , bien que le nombre de ses adeptes augmentera de 57 millions. Mais, à l'orée de l'an 2000, la situation changera sensiblement : régression du christianisme de 2,4% comparé à 1985, mais il se maintiendra en première position dans la classification mondiale, tandis que l'Islam gagnera 6 points, devenant 23,3% de la population mondiale, ou 1 sur 4 habitants, régression de la Chine à 20,5 de la population mondiale.

Mais, vers l'an 2020, l'Islam occupera la première place avec un taux de 30,6% de la population mondiale, tandis que le christianisme passera en 2ème position avec un taux de 25,2% de la population mondiale. La Chine connaîtra une légère augmentation : de 1460 millions en l'an 2000, à 1481 millions en l'an 2025, ou 17,9% de la population mondiale prévue.

Le taux de progression des courants spirituels culturels se poursuivra pour atteindre en 2100 les taux suivants :

Environ une personne sur 2 sera musulmane ou 40,1% de la population mondiale.

Le christianisme se maintiendra en 2ème position mais avec un écart sensible de la première : 20,2% de la population mondiale.

Le pourcentage de la Chine sera de 13,1% de la population mondiale.

Quant aux autres religions et courants spirituels, ils représenteront 26,2% de la population mondiale.

Si nous ajoutons à ces prévisions la répartition continentale, nous comprenons pourquoi l'Islam et l'Asie sont source d'inquiétude pour Huntington et, avant lui pour Paul Kennedy et Bourgeois Bechin.

Dans le monde arabe, Al Mahdy Al-Mangara a tenu les mêmes propos voilà de cela 20 ans. Il a formulé les craintes de l'Occident sous forme de trois bombes : la bombe démographique, la bombe asiatique (Chine et Japon) et la bombe islamique. Il se pourrait bien qu'il s'agit des trois bombes sur lesquelles Huntington a érigé sa

stratégie pour la détonner en dehors du camp occidental.

Mais pouvons-nous estimer que la "thèse sur l'explosion des civilisations" est un produit étrange. Il ne le crois pas. Il me semble qu'elle découle d'une situation mondiale globale. Elle est présentée dans la pensée arabe autant qu'elle l'est en occident. Ceci a été prouvée de toute évidence au cours et après la guerre du Golfe. Voilà plus de 20 ans que le penseur marocain Al-Mahdy Al-Mangara appelle un dialogue Nord-Sud et une redistribution équitable des ressources mondiales. Vers la fin de 1990, il a publié son article dans la revue mondiale "Future" comparant le bond fait par le monde après la guerre du Golfe au bond fait après la décolonisation. Vu l'ampleur de la thèse de Dr. Al-Mangara sur les relations Nord-Sud existantes, nous allons mettre l'accent sur l'aspect culturel-civilisationnel. Dr. Al-Mangara propose deux scénarios pour comprendre le problème de la diversité culturelle à l'avenir.(22)

Le premier scénario réside dans le renforcement du système international monopolaire que le monde connaît depuis le début de cette décennie. Avec l'émergence de l'hégémonie politique américaine et la suprématie de la culture occidentale, ce scénario a parachevé son existence, mais il s'agit de la même scène mondiale que nous vivons sous "le nouvel ordre mondial". Il importe néanmoins de relever que cet état de chose a pris racine grâce aux facilités accordées par les gouvernements du Sud, dont les responsables étaient tenus de protéger l'occident pour se maintenir au pouvoir. Mais cette situation est de courte durée et ne peut persister plus de 10 ans du maximum.

Le deuxième scénario est celui de la période qui suivra "le nouvel ordre mondial", l'ère des diverses civilisations co-existantes. Selon Dr. Al-Mangara ce scénario est quelque peu anticipé, comme toute nouvelle prédiction. Son expertise scientifique le rend prudent pour ne pas sombrer dans les illusions. Mais, il certifie clairement que "la multiplicité culturelle est essentielle mais n'est pas encore un fait; il s'agit cependant d'un objectif qu'il faut défendre en tant que facteur fondamentale pour l'établissement de la paix et la continuité de la vie humaine".

Nous pouvons donc conclure que Al-Mahdy Al-Mangara abondent dans le sens de Samuel Huntington pour ce qui est de la situation à court et à moyen terme, mais non en ce qui concerne le long terme. Plus, nous pouvons ajouter que Al-Mangara a réalisé l'importance croissante de facteur culturel et civilisationnel 14 ans avant Huntington. Ceci est prouvé à l'évidence dans son article inclus dans le rapport du "Club de Rome", publié en 1979, et traduit en 13

langues. Il écrit : "l'identité culturelle, aux niveaux national et international, est l'un des plus grands besoins spirituels non-matériels et peut être l'une des sources du conflit croissant au sein des sociétés et entre elles. Nous affrontons un conflit sérieux en matière de valeurs ... on supporte dans une certaine mesure mais on n'accepte pas réellement, ni n'accueille sincèrement les valeurs du Sud, car aucun effort sérieux n'est fait pour les comprendre. "Sept ans plus tard, dans une interview donnée à la chaîne de télévision japonaise, NHK, Al-Mangara défend la thèse qui dit que "les différends à venir émaneront d'une source culturelle". Dans son ouvrage intitulé "la première guerre civilisationnelle", il déclare que la guerre civilisationnelle a déjà éclaté et ne prendra fin que lorsque toutes les parties reconnaîtront le droit des autres à exprimer leurs divers et différents droits culturels. J'ai eu l'honneur de compiler les chapitres de l'ouvrage, d'en traduire quelques-uns, et de les classer en vue de leur publication. (23)

Dr. Al-Mangara partage les prédictions de Samuel Huntington et de Jean Bechin, mais ces derniers diffèrent dans leurs analyses et objectifs. Samuel Huntington est le Directeur de l'Institut des Etudes Stratégiques de l'Université de Harvard. Dr. Al-Mangara dit : Je me félicite d'avoir trouvé un académicien de ce calibre, dont les hypothèses ont été d'un appui considérable aux travaux de recherche que j'ai effectués il y a deux ans, mais ma satisfaction personnelle s'arrête là. Ayant résumé l'idée principale de l'article de Huntington, Al-Mahdy Al-Mangara fait le commentaire suivant : "Huntington va beaucoup plus loin dans son analyse. Il détermine la menace mondiale (la relation militaire islamo-confucianiste) en fonction de critères spirituels culturels". Dans le contexte de ce rapprochement entre ces deux hommes : Samuel Huntington et Al-Mahdy Al-Mangara, il s'avère opportun de souligner trois caractéristiques connectives et distinctes de leurs pensées.

Al-Mahdy Al-Mangara et Samuel Huntington conviennent des bases sous-jacentes aux conflits mondiaux à venir dans les domaines culturel et civilisationnel, mais diffèrent ensuite, Al-Mangara étant d'avis que la période du conflit civilisationnel est une période transitoire à court et moyen terme, tandis que, selon Huntington, il s'agit du conflit le plus aigu du monde contemporain.

- Selon Huntington, les conflits entre civilisations représentent la période parallèle à celle des conflits idéologiques et économiques, tandis que Al-Mahdy Al-Mangara met l'accent sur les bases matérielles du conflit causé par la répartition mondiale déséquilibrée

des ressources humaines, énergétiques, naturelles et des connaissances.

- Alors que Huntington se pose comme conseiller à l'Occident et défenseur de ses intérêts contre le reste, Al-Mahdy Al-Mangara défend le Sud, sous toutes ses formes et couleurs, et invite à un dialogue Nord-Sud sur des bases équitables et fondé sur une reconnaissance mutuelle des droits des autres à être différents.

Avant de passer aux autres sérieuses analyses contenues dans l'article de Huntington, j'aimerais répondre à une question importante et centrale : Pourquoi les vues de Al-Mahdy Al-Mangara n'ont été propagées et publiées que vers la fin des années..

1 - La raison n'est certes pas que l'homme n'était pas connu, mais le fait est que l'Occident contrôlait tous les moyens médiatiques, qui ne communiquaient pas des vues ou des idées susceptibles d'ébranler ses structures idéologiques; en outre cette période était celle de la guerre froide et la dominante étaient d'autres arguments : le socialisme versus le capitalisme, le retard versus le progrès et autres qui récelaient une forte dose de perfidie et de duperie.

2 - Nos intellectuels étaient accablés par leurs défaites et se limitaient à résister contre les formes de despotisme local, oubliant que cette période connaissait des liens étroits entre l'hégémonie idéologique de l'Occident et le discours idéologique local traditionnel qu'adoptaient les gouvernements des pays du Sud. Nos intellectuels s'étaient donc enfermés dans leurs problèmes internes, et la scène culturelle arabe était demeurée à l'écart des changements profonds survenus dans le courant intellectuel. A cette période, quatre ouvrages ont paru qui n'ont pas retenu l'attention des décideurs de l'opinion publique : Celui de Al-Mahdy Al-Mangara, dont nous avons déjà parlé, celui de Abdallah Al-Erwi "la crise des intellectuels arabes"; celui du penseur libanais Hassan Hamdane, connu sous le nom de Mahdi Amel, "Crise de civilisation ou crise de bourgeoisies arabes" et enfin l'oeuvre de l'économiste arabe Samir Amine sur l'échange déséquilibré. Mais ces quatre ouvrages, des pionniers dans notre histoire intellectuelle moderne ayant perdu toute chance de s'imposer, ont été négligés par notre élite culturelle, sous sa forme "traditionnelle" et "laïque". La raison première de cet état de chose, du moins en ce qui concerne le Maroc, a été l'isolement total de nos intellectuels du monde extérieure, un état de chose qui se perpétue jusqu'à nos jours, exception faite de la relation satisfaisante qui lie la critique littéraire marocaine au marché culturel, français, une relation nullement réciproque mais plutôt une relation de dépendance, dont la responsabilité revient

essentiellement à notre système éducatif supérieur. A cet égard, posons la question suivante : Qu'enseigne-t-on dans nos facultés de lettres de droit et de sciences sociales ?

Dans nos facultés de lettres, 97% des programmes sont axés sur l'histoire du Maroc et de l'Andalousie, le Fiqh Melki au Maroc et en Andalousie, la sociologie du Maroc aux 19ème et 20ème siècles, la géographie du Maroc, la littérature marocaine ancienne et moderne et des cours limités de critiques littéraires et de linguistiques relatives aux publications françaises. A la Faculté de Droit, à part le droit public et privé, les programmes ne varient pas sensiblement.

L'enseignement de la deuxième langue étrangère dans nos universités, notamment le persan, l'urdu, le turc, l'hébreu, le russe, le japonais et autre, demeure de moindre importance. Il ne s'agit pas d'un sujet important pour les examens et rares sont nos étudiants qui y ont recours dans leurs recherches scientifiques. (24)

III - LECTURE CRITIQUE DE L'ARTICLE DE SAMUEL HUNTINGTON SUR LA CONFRONTATION DES CIVILISATIONS

- Notre première observation est que Samuel Huntington n'a pas été précis, du point de vue académique; en mettant l'Occident face au reste, ce reste signifiant les civilisations non-occidentales celles-ci sont vidées de leur sens. Il n'a non plus pas été précis dans son utilisation du concept de civilisation, lui donnant un sens géographique (l'occident) doctrinal (confucianiste) ethnique (Slave) étatique (Japon) religieux (Islam) et continental (Afrique).

Sous l'angle du même concept, Huntington ne réussit pas à lier les arabes à l'Islam. La confusion a peut-être été suscitée par sa comparaison de la civilisation arabe avec la civilisation chinoise. Il n'a pu distinguer entre la civilisation arabe, à savoir la culture et l'histoire qui sont celles de trois groupes religieux : musulman, chrétien et juif, et la civilisation arabe en tant qu'identité relevant d'un cadre plus vaste, celui de la civilisation islamique.

Dans son second article intitulé "Quoi donc, s'il ne s'agit pas de civilisation", Huntington avance que la religion sera, à l'avenir, le facteur agissant principal sur la scène mondiale, pour mitiger l'acuité des critiques soulevées par son premier article. Toutefois, Huntington ne détermine pas la relation qui lie - dans son analyse - la religion à la civilisation. La confusion est peut-être due au fait que Huntington et les autres chercheurs qui suivent la même voie n'ont pu déterminer la relation existant entre les concepts de religion/Ummah+civilisation et les concepts de pays/patrie/région.

Par ailleurs, ayant une faible connaissance de l'histoire de l'Islam et de la science des civilisations, Huntington n'a pu avancer au-delà du concept classique de la civilisation, qui est un concept de nature statique. Le concept de civilisation islamique, tel qu'utilisé, manque de précision, au regard de la définition donnée par l'éminent orientaliste, Marshall Hudson, de la civilisation "un cumul relativement large, de cultures imbriquées et étroitement liées à des traditions accumulées sous forme d'une culture de haut niveau sur le plan civique et urbain". Cette définition nous amène à poser la question à laquelle a voulu répondre Ali Samy Al-Nachar, en distinguant, dans une étude sur la philosophie arabo-islamique, entre la philosophie islamique et la philosophie musulmane.

2 - Où se situe, selon Samuel Huntington, l'Islam dans sa thèse sur la confrontation? Il importe de relever que Samuel Huntington demeure fidèle à la thèse de Louis Bernard sur la relation qui lie l'Islam à l'Occident. Selon Louis Bernard, l'Islam - en tant que civilisation - diffère de l'Occident en trois points : le concept de l'Islam de la cosmologie, le concept de l'Islam de la politique et le concept de l'Islam de la société. Selon Bernard, l'Islam classique ne distingue pas entre la religion et l'Etat, mais cette distinction existe dès l'avènement du Christianisme, avec la séparation des droits de DIEU des droits de l'empereur. Bien que l'Islam soit une religion monothéiste, ajoute Louis Bernard, et recèle en son sein les effets de l'idée des conflits de dualités : le bon - le mauvais; la discipline - le chaos, la vérité - le faux, terre de guerre - terre d'Islam. Il conclut que ces dualités régiront toutes les relations politiques et sociales, même avec les autres mondes non-musulmans. Parlant des concepts terre d'Islam - terre de guerre, Louis Bernard avance qu'il s'agit de deux concepts focaux qui déterminent les relations du musulman avec le non-musulman et il semble que Huntington, se fondant sur les propos de Louis Bernard, a repris ses définitions sans examen critique.

Louis Bernard et Samuel Huntington laisse tomber le troisième cadre de la répartition du monde dans la pensée politique islamique. Il y a non seulement terre d'Islam - terre de guerre, mais aussi terre de paix - terre de conciliation : une terre qui se situe en trois endroits : au sein de la terre d'Islam où vivent les minorités non-musulmanes; à l'extérieur de la terre d'Islam; à l'intérieur de la terre de guerre où vivent des minorités musulmanes, et entre la terre de guerre et la terre d'Islam, où vivent des communautés humaines qui ne reconnaissent pas la souveraineté de l'Islam, mais respectent le principe de bon voisinage avec la terre d'Islam.

Les pays asiatiques, cités par Huntington comme représentatifs de la

civilisation confucianiste dans son cadre élargi, sont peut-être la terre de conciliation dans notre monde contemporain. Une lecture documentée des communautés islamiques en Asie centrale - notamment la région des tatars et du Caucase - prouve à l'évidence la véracité de nos propos précédents. Les campagnes répressives répétées de l'Empereur Nicolas II de Russie contre les droits religieux et culturels des musulmans de la région de la Volga et du Caucase ont poussé l'élite musulmane de ces sociétés à coopérer avec l'administration militaire japonaise, au cours de la guerre russo-japonaise de 1904. C'est pour la même raison que d'éminentes personnalités telles que Sheikh Ibrahim Abdel Rachid - du pays des tatars - Mohammad Barokatullah - de l'Inde - et Ahamad Fadly d'Egypte ont émigré au Japon pour créer, en 1909, la Centre de la Da'wa islamique et pour entreprendre une contre-propagande contre l'Angleterre en Inde et en Egypte et contre la Russie en Asie centrale et dans la partie Nord de Chine, où vivaient des communautés chinoises musulmanes. Il importe peu de rappeler ces événements, mais il importe davantage de rappeler les articles publiés dans la presse islamique d'Egypte (notamment Al-Mo'ayed et Al-Irhad), de Turquie (Ikdam) de Baku en Asie centrale (Tugman) et d'Iran (Habl Matine); environ 623 de 1906 à 1909 sur la possibilité de conversion à l'Islam de l'Empereur Meiji du Japon. En cette éventualité, toute cette presse se disait disposée à prêter allégeance légitime à l'Empereur et à transférer le Califat au Japon. Il est vrai qu'il s'agissait d'une orientation publicitaire "fictive" en faveur de l'administration militaire expansionniste du Japon à cette époque. Par ailleurs, ces articles soulignaient aussi que l'identité islamique ne se détermine pas selon l'ethnie, les frontières ou l'hostilité historique que plusieurs orientalistes avancent comme étant une caractéristique immuable des relations existantes entre la terre d'Islam et les autres régions. Dans mon étude intitulé : "Concept de région - en tant que concept stratégique dans la pensée arabo-islamique géographique", j'avais indiqué que la classification par les géographes arabes des cinq ou six régions ne suivaient pas toujours la même séquence, car les intérêts de l'empire islamique au 8ème siècle différaient de ceux du 10ème ou 14ème siècles. Des alliances différaient aussi en fonction de ses intérêts militaires et maritimes et en fonction des changements qui survenaient dans les réseaux commerciaux. Les changements qui surviennent aujourd'hui dans la communauté internationale rappelle ce qui se passa au 14ème siècle (25), et ce contexte est peut-être plus solide et plus fertile pour répondre aux questions de Huntington demeurées en suspens. (26)

3) Mohammad Al-Sammak (26) résume la confrontation avancée par Huntington en trois points comme suit : la confrontation Islam-Occident à travers le conflit entre la Bosnie d'une part et la Croatie et la Sloénie de l'autre; la confrontation Islam-Orthodoxie Slave à travers le conflit entre la Bosnie, la Serbie et entre la Turquie d'une part et la Grèce et la Bulgarie de l'autre : la confrontation Islam-Hindouisme, à travers le conflit Indo-Pakistanaïs.

Il ajoute :

"En son essence, cette théorie de conflit et de confrontation ne diffère pas du conflit qui prévalait tout au long de la guerre froide, avec la différence que le conflit présent a acquis une dimension élargie : l'Etat-nation a été remplacé par des communautés humaines dont relève le pays concerné : le conflit bosniaque-croate est devenu un conflit entre l'Islam et l'Occident; le conflit bosniaque-serbe est devenu un conflit entre l'Islam et l'Orthodoxie Slave; le conflit indo-pakistanaïs est devenu un conflit entre l'Islam et l'Hindouisme; le changement fondamental survenu est la dimension religieuse qui a remplacé la dimension idéologique précédente. L'assise demeure la même : l'Occident versus les autres et tout le monde contre l'Islam". (26)

J'aimerais souligner que Huntington n'est pas le seul chercheur à exprimer sa crainte d'un mouvement de la part du corps Ottoman que plusieurs estimaient avoir été enterré à jamais. En d'autres termes, plusieurs chercheurs et experts craignent de voir tous les conflits suivre une trajectoire semblable à celle que traçait l'empire Ottoman au 19ème siècle. Cette crainte est alimentée par deux événements importants qu'il faut souligner en rouge :

1 - L'expansion croissante de l'Islam sur la scène politique turque; et l'amorce d'un projet de quelques forces politiques turques tendant à renouer des relations d'alliance stratégique avec les pays islamiques d'Asie centrale, notamment les pays turcophones;

2 - Le changement de statut des minorités musulmanes vivant en Europe qui, de groupes d'émigrés, sont devenus des groupes de pression politique. Cette situation se creusera fort probablement davantage avec l'évolution présente du conflit bosniaque-serbe.

Ceci étant, il n'est que naturel que Huntington, étant occidental, souhaite défendre les valeurs christiano-occidentales.

Etant spécialisé en matière d'études militaires, Huntington met l'accent sur les différends qui, selon lui, "surgissent aux frontières occidentales là où elles jouxtent les frontières non-occidentales. Il

omet néanmoins un grand nombre de différends, qui peuvent être beaucoup plus importants dans les dix années à venir. De 1989 à 1995, le monde a vécu 96 différends dans 66 régions du monde, et l'année 1995 à elle seule, connu 35 différends ont été résolus définitivement ou provisoirement. Le fait à retenir en matière de différends et de guerres est que les guerres entre nations ont connu une baisse considérable. Compte tenu de cette courbe, couvrant sept ans de l'histoire des différends internationaux, nous devons faire preuve de prudence et ne pas conduire que cette baisse de différends entre nations se maintiendra à l'avenir. Toutefois, la diplomatie préventive est en voie d'élargir son cadre, un facteur stratégique de la plus grande importance dont n'a malheureusement pas fait état Samuel Huntington. Si nous nous en tenons à la théorie de Weiman et de David Singer au sujet des "systèmes militaires entre les nations et en leur sein", nous devons conclure qu'une guerre, groupant la communauté internationale, après la guerre du Golfe de 1991, est difficile à envisager.

IV - EFFETS DE LA THÉORIE DE L'EXPLOSION DES CIVILISATIONS ET DU NOUVEL ORIENTALISME.

Je vais m'adresser aussi brièvement que possible à trois textes, que j'estime avoir une dimension spéciale et une importance capitale dans le cadre des écoles du nouvel orientalisme : le premier est le discours d'orientation du Président de la Société d'Amérique du Nord, d'études du Moyen-Orient, Rashid Khaldi, prononcé en 1994 (27); le deuxième est le message liminaire de la publication de la Société dans son numéro de mars 1996 (28), et le troisième est le discours du Président de la Société Japonaise d'Etudes du Moyen Orient, Yuzu Itagaki, prononcé à l'ouverture de la session annuelle, en 1994, à l'Université Takshoko (29).

Ces trois textes essayent de formuler trois problèmes fondamentaux comme suit :

Qu'est le Moyen Orient; quelles sont ses frontières scientifiques et académiques qui le situent en tant que zone d'une part et en tant que région et objet de recherche, de l'autre ?

Quel est l'avenir des études du Moyen Orient, compte tenu des présents changements mondiaux, qui affectent directement la restructuration et la délimitation des frontières régionales et civilisationnelles de cette région ?

Comment peut-on résoudre la crise du Moyen Orient dans le cadre d'études régionales, en tant que spécialisation nouvelle, se

distinguant - dans son nouveau sens - par de multiples spécialisation et par l'intersection des zones ?

Les idées de Kennedy, de Bechin, de Fukuyama et de Huntington touchent peut-être à ces questions. Dans notre réponse au sujet de cette relation, nous mettrons l'accent sur les trois points suivants que nous résumerons comme suit :

- L'Asie au lieu du Moyen Orient;
- Les mouvements islamiques au lieu de mouvements nationaux;
- Les minorités au lieu de la Ummah.

Je ne m'étendrai que sur le premier point. Le concept du Moyen Orient, en tant que cadre d'études islamiques, est un concept qui peut englober tous les problèmes du monde islamique, dont la fonction a été parachevée, à partir de la fin de l'empire Ottoman à celle de la guerre froide. Le concept de Moyen Orient remonte à 1902. Il a été utilisé pour la première fois dans la "National Review", dans son numéro de septembre, dans un article de l'amiral Alfred Tayerman - le spécialiste des affaires militaires navales. Il propose d'appliquer le concept du Moyen Orient à la région qui s'étend de l'Inde au monde arabe, dont le centre serait le Golfe persique. Suite à cette proposition il a été utilisé par le journaliste expert, Valentine Tcherak, dans ses articles parus dans le Times en octobre 1902 (30), intitulés "les problèmes du Moyen Orient". En fait, ce concept n'a connu que quelques changements jusqu'à l'annexion par les Soviétiques des pays islamiques de l'Asie centrale et l'émergence de la crise palestinienne, outre le projet laïc de Kamal Atatürk. A partir de ces trois événements, le concept du Moyen Orient ne fut appliqué que dans un cadre limité couvrant la région entre le Maroc et l'Iran, le Soudan et l'Afghanistan. En bref, l'effondrement de l'Union Soviétique a mis en exergue le problème chypriote, l'explosion du conflit bosniaque-serbe, en nombre accru de minorités musulmanes en Europe et en Amérique et la présence islamique plus marquée au Sud-Est asiatique. Le concept ne pouvait plus couvrir toutes ces parties et toutes ces zones qui, dans leur ensemble, constituaient le monde musulman. Ce terme de monde musulman a remplacé délibérément le concept du monde islamique, car "islamique" en tant qu'expression avait acquis une dimension régionale que sous-entendait une souveraineté islamique, et ne pouvait englober toutes les communautés islamiques vivant hors de la terre d'Islam. Mais, le concept du monde musulman englobe toutes les communautés islamiques, qu'elles soient des groupements humains représentant leur souveraineté civilisationnelle ou de simples

minorités. Ce problème complexe touche à la définition de la région sous étude, et à la limitation de ses frontières culturelles, après la disparition des frontières géographiques.

En ce qui concerne l'Asie, en tant que cadre régional continental, elle peut jouir d'une plus grande attention dans la recherche islamique, étant un centre de mutations culturelles, économiques et politiques à prévoir au cours des décennies prochaines.

Je n'insinue pas que la région arabe connaîtra une marginalisation absolue dans le cadre de la recherche académique ou dans celui des plans politiques internationaux. Le Moyen Orient, en son sens traditionnel, se compose historiquement, ou se situe historiquement, selon Yuzu Itagaki, au carrefour de trois mondes : le monde européen, le monde asiatique, le monde de l'océan indien et le monde moyen-oriental, (y compris l'Afrique peut-être). Par ailleurs, la région arabe jouit de son statut de centre des Lieux Saints et le berceau des religions divines, et ces deux caractéristiques déterminent sa particularité passive étant constamment exposée aux convoitises d'une part (conflit visant l'hégémonie) et au projet de mondialisation de l'autre. Cette dynamique confère cependant, sous un autre angle, une force à la zone arabe, en tant que centre qui, dans les deux cas, ne peut être négligé totalement.

Nous vivons des mutations structurelles que nous ne percevons pas autant que les perçoivent les observateurs hors du cercle, mais il s'agit de mutations qui nous touchent et, peut-être, déterminent dans une très large mesure notre destin futur. Là réside peut-être l'un des avantages de l'orientalisme qui joue parfois le rôle de la femme qui nous révèle la dimension de l'égo ainsi que la profondeur de l'espace qui nous entoure ■

NOTES:

1) Huntington, Samuel.P.(1993), "Clash of Civilisations" in Foreign Affairs 72, No.3 Summer 1993.

- 1) Ibid
- 2) Ibid
- 3) Ibid
- 4) Ibid
- 5) Ibid
- 6) Ibid
- 7) Ibid
- 8) Ibid
- 9) Ibid
- 10) Ibid

- 11) Ibid
- 12) Ibid. See also "Asia and the Clash of Civilisations", presentation in LOOK AT JAPAN IN THE WORLD 1994, Tokyo, Shogakukan Kokusai Seminar
- 13) "Clash of Civilisations" ibid
- 14) Edouard Said(1995), "Clash of Definitions", a paper presented at Keio University in Tokyo
- 15) Itagaki, Yuzo(1992), Rekishi no Genzai to Chiikigaku: Gendai Cyuto heno Shikaku, Tokyo, Iwanami Shoten
- 16) See Landau, Jacob M. (1995) "Ethnonationalism and Pan-nationalism in Turkey and the Ex-Soviet Republic" in Migration, No 28, 1995.
- 17) Ibid
- 18) Yamauchi, Masayuki(1995), Islam to Amerika, Iwanami Shoten, Tokyo
- 19) Ibid
- 20) Picchat, Jean B. (1988); "L'Europe et sa population en l' an 2000" in Population, No1 jan-fév. 1988
- 21) Ibid
- 22) El Mandjira, Mahdi(1990); "Post-Colonialism" in Futuribles, No 147, oct. 23)1992
- 24) Je pense ici au statut de l' enseignement supérieur dans les universités marocaines, tunisiennes et algériennes.
- 25) Rezrazi; El Mostafa(1995), Pan-Islamic Network and its Pan-Asiatic Propaganda in Meiji Japan" Presentation in the annual meeting 1995 of JAMES at University of Hitotsubashi, Tokyo
- 26) Beyrouth. Mohamed Al Sammak: La place de l' Islam dans le Conflit des Civilisations: La Revue: Al Iqtihad: hiver 1995- Beyrouth
- 27) Khalid, Rashid(1994); " Is there a Future for Middle East Studies?; 1994 MESA Presidential Address
- 28) Kazemi, Farhad(1996)" Change for Area Studies: Impact Could be Great" Letter from the President in MESA newsletter, Vol 18, No2, May 1996
- 29) Itagaki, Yuzo(1994) Discours inaugural de la réunion annuelle de JAMES at Takushoku University, Tokyo
- 30) Siguta, Hideaki(1995), Nihonjin no Chuto Hakken- C akuenkinho no nakan Hikaku Bunkashi, Tokyo, Tokyo University Press

Dr. Fakhri Labib*

INTERVENTIONS DU TROISIÈME AXE**

Rapport du Rapporteur de l'Axe

La première (septième du Colloque) des trois séances de cet Axe qui, s'est déroulée sous la présidence du Dr. Mofid Shehab, avec la participation de M. Mohammed Sid Ahmed, du Dr. Tayyeb Tizini, de M. Mohammed Bassiouni et du Dr. Yosri Mostafa qui ont respectivement présenté les documents de travail intitulés "L'Exemple de Huntington et le conflit israélo-arabe", "Le monde arabe face à l'hégémonie occidentale", "L'interaction des intellectuels arabes avec les cultures allogènes" et "L'Identité, un regard interne".

Le président a ensuite ouvert le débat auquel ont pris part sept orateurs.

Dr. Roman Pez Ferro a entamé en déclarant : " Il est bien regrettable que nous vivions dans un monde dominé par une seule super-puissance qui entend imposer à nos États la mondialisation, une chose qui les expose au péril d'extinction. Cette super-puissance nous offre le néo-libéralisme et l'ordre économique et financier international, afin d'empêcher nos États de mettre en œuvre leurs programmes de développement et d'exercer leurs droits souverains. Ce nouvel ordre ne sert que les intérêts vitaux de la super-puissance, encourage la xénophobie et la discrimination raciale et suscite les fanatismes ethniques, religieux, inter-régionaux et frontaliers, en sus de tout ce qui est susceptible de nous morceler, conformément à ce

* Membre du Secrétariat Permanent de l'OSPAA

**Original: Arabe. Traduit par Nashwa Al Azhari

fameux proverbe " Divisez pour régner ".

Il est impérieux, poursuit-il, que nous allions tous de l'avant, main dans la main, pour être en mesure de nous forger un lendemain heureux. Ce lendemain n'est pas l'apanage d'un groupe donné, nous y avons tous droit.

De son côté le Dr. Galal Amin souligne que " Nous les intellectuels du Tiers-Monde sommes tombés dans le piège qui nous était tendu. En effet, le thème du conflit des cultures est hypocrite et n'appelle pas les choses par leur nom. Ce qui nous oppose à l'Occident n'est pas un conflit entre cultures mais autre chose.

Tout d'abord, ajoute-t-il, ce n'est pas un conflit mais une agression, car le terme CONFLIT suggère des rapports quasi-égaux, or il n'en est rien. Ce terme ne suggère pas l'agression d'une partie contre une autre, mais plutôt un simple différend, sans en préciser l'origine.

En deuxième lieu, le problème prévalant n'est pas un rapport entre cultures mais bien entre un État, ou un groupe d'États, et un peuple ou un groupe de peuples. Un rapport en vertu duquel le premier cherche à nuire au second, sur les plans économique, militaire, politique et culturel... etc

User du terme CULTURES à l'endroit de ce rapport est lui aussi hypocrite, car il suggère de son côté que l'interaction entre les diverses parties pourrait être bénéfique pour tous, comme il arrive d'habitude grâce au contact entre une culture et une autre.

Si donc il ya hypocrisie, l'on ne peut que déplorer qu'ils aient réussi à nous tromper comme ils l'ont fait, et voilà leur programme devenu nôtre, et nous voilà qui discutons de questions qui ne sont pas prioritaires. Même si nous critiquions la thèse et nous préoccupions de l'attaquer et de l'objecter, nous serons tombés dans le piège dès lors où nous aurons accepté la formulation et les termes dans lesquels elle a été posée. Car même en nous opposant par exemple au thème de conflit de cultures en faisant valoir qu'il n'existe pas diverses cultures mais une seule, nous tomberons dans le piège qui nous est tendu, puisque nous aurons reconnu l'Occident pour référence et pour critère selon lequel tout est mesuré, pendant que leur agression à notre encontre deviendra une question secondaire. Et si on objecte en affirmant qu'il existe bien des cultures multiples, mais que la nôtre est meilleure que la leur, on sera toujours tombés dans le piège, parce-que protester contre leur agression n'implique pas que nous leur soyons supérieurs. Il suffit en effet de souligner que nous avons le droit de vivre, au même titre qu'eux. En outre, en réfutant cette

thèse, comme l'a fait M. Mohammed Sid Ahmed, sous prétexte qu'elle ne favorise pas l'instauration de la paix entre les Arabes et Israël, nous serons toujours tombés dans le panneau, car l'origine de l'hostilité qui les oppose n'a absolument rien à voir avec la question de savoir si oui ou non il ya conflit de cultures. Il s'agit plutôt d'une agression flagrante d'un État contre un nombre d'États et de peuples. Et enfin, si l'on s'oppose à la thèse de conflit de cultures, en avançant que c'est le dialogue qui doit primer et non le conflit, nous serons encore une fois tombés dans le piège, car l'agression dont nous sommes l'objet ne saurait être résolue par le dialogue. Bien au contraire, croire que le dialogue peut aboutir en notre faveur, comme le prétend par exemple l'équipe de Copenhague, sert leur intérêt. Quel est donc ce dialogue pouvant avoir lieu entre le loup et l'agneau ? Nous ne saurions donc être à l'abri du piège qu'en choisissant nous-mêmes notre programme propre, et ne nous laissant pas entraîner dans le sillon des questions qu'ils décident et des formules qu'ils proposent.

Pour conclure, le Dr. Amin estime nécessaire de souligner que nombre des documents qui ont été distribués sont bien difficiles à comprendre. Selon lui la raison est bien claire, car la plupart de leurs auteurs ont non seulement consenti au programme établi et à sa formulation fixée par les étrangers, mais ils pensent de plus de la même manière qu'eux et utilisent leurs classifications. Il s'ensuit donc que nous reprenons les questions des étrangers et y répondons. Nous intellectuels nous comprenons entre nous, mais ne communiquons point avec nos peuples. Qu'attendons-nous de tout cela, sinon la perpétuation de l'agression.

M. Shaaraoui suit pour déclarer : Est-il concevable que l'intellectuel arabe, ou celui du Tiers-Monde, discute sans arrêt des propos de Henington, de Fokoyama et de Fouad Agami, alors que de nouvelles cultures variées comptent de grands intellectuels bien plus dignes de notre intérêt.

Nous sommes peu informés des positions et de l'idéologie du mouvement populaire en Inde, ou de l'expérience qui fait que la gauche gouverne encore dans trois grandes provinces du pays. Nous ne savons toujours pas grand chose de la Chine, et rien du changement et de l'évolution qui ont lieu en Russie... etc

Je pense que nous devons actuellement cesser d'ergoter des théories, puisqu'elles ne sont pas en fin de compte l'expression correcte de la composition de la culture occidentale.

Il s'agit en deuxième lieu du problème de la référentialité de la culture

juive, ou de l'idéologie sioniste. Il nous faut rechercher l'emplacement géographique d'une culture donnée, de distinguer une culture juive de la CULTURE Juive, qui souffre du problème de l'Histoire, ou de la non-Histoire. Nous nous devons de traiter la question de façon de démontrer que l'idéologie sioniste est mobilisatrice, de nous pencher sur cette idéologie afin de savoir à quel point elle s'accorde avec la culture du monde actuel, avec la position vis-à-vis de la révision des idéologies, nationalités et ethnies. En débattant de ces questions, nous nous retrouverons face à un mouvement idéologique dans la région du Moyen-Orient, qui se nomme le sionisme, qui mobilise des citoyens de cultures différentes et suscite un état de crise constante.

Pour conclure M. Shaaraoui propose, en vue de faire face à toutes les éventualités, une solution démocratique adéquate, une solution démocratique entre les cultures. Il s'agit, dit-il, d'appeler à l'instauration de l'État démocratique laïque, non seulement parce-que c'est là un règlement du conflit majeur, à savoir le conflit arabo-sioniste, mais aussi parce-qu'il nous faut faire front à nombre de questions. Ainsi devons-nous remettre en question l'État national et sa forme démocratique prévue en Irak, au Soudan, en Algérie et au Liban par exemple. Ceci obligera le mouvement nationaliste arabe, ainsi que les forces religieuses, et les peuples arabes et autres peuples de la région, à se reconsidérer. Ceci créera en outre une réalité sociale nouvelle sur la terre de Palestine. La présence démographique qui commence à se réaliser en Palestine sera garante du nombre de Juifs et d'Arabes, en sus du retour des Palestiniens à leur terre et de la mise d'un terme à la loi israélienne sioniste du retour.

Cette solution empruntée aux sciences politiques introduira des réalités nouvelles dans la lutte sociale et culturelle pendant la période à venir.

M. Ahmed Sharaf intervient ensuite pour souligner que lorsque les luttes nobles sont confisquées, les luttes ignobles voient le jour. Les premières, que l'on appelle luttes de classes, sont certes liées à l'évolution socio-économique. Nous nous trouvons en cet instant dans une étape historique précise, où un capitalisme sauvage tente de confisquer les luttes nobles. C'est pourquoi le monde est-il perturbé et renvoie une image des plus compliquées. Trop de choses sont contradictoires dans ce monde. C'est pourquoi je m'adresse au Dr. Tayyeb Tizini pour souligner que face aux quatre tendances qu'il a retenues dans la région arabe, il existe des tendances équivalentes en Occident, qui peuvent ensemble mettre en œuvre un projet développemental destiné au monde entier, et non au seul monde arabe. En dehors d'eux, il ya des forces qui s'entraînent mutuellement.

À titre d'exemple, c'est le mouvement anti-sémite qui a principalement créé le sionisme. Chez nous, dans notre monde arabe, le mouvement extrémiste nationaliste ou religieux, rend le plus grand service au sionisme et au capitalisme sauvage.

De son côté, M. Ahmed Abou-Zeid déclare distinguer la civilisation de la culture et croire qu'au faite de la civilisation occidentale une culture américaine a pu régner grâce à toute sa force de persuasion, d'incursion et d'influence sur la pensée humaine. La puissance de la culture américaine est dérivée de son pouvoir d'influence sur les valeurs de l'homme, valeurs de consommation ou d'intérêt. Il s'agit de savoir pourquoi une civilisation ou une culture donnée prédomine-t-elle pendant une période déterminée, étant remplacée par une autre au cours d'une autre période ? Ceci n'est qu'une réflexion de l'équilibre des forces pendant telle période ou telle autre. Aujourd'hui la culture américaine dispose de la richesse informatique, qui lui garantit un certain statut. Dotée d'une telle capacité, cette culture est en mesure de maîtriser l'information et de s'insinuer dans l'esprit de tout individu, où qu'il soit. Tel est l'élément qui fait à l'heure qu'il est la force de cette culture.

À une certaine époque, la civilisation islamique a disposé de cette force de persuasion et cette capacité de répondre aux besoins des gens, assoiffés de spiritualité à l'écart du matérialisme, un besoin qu'elle a réussi alors à satisfaire.

En conclusion, l'orateur se demande quelle est la solution ? Pour lui, elle réside en une renaissance civilisationnelle arabe, bâtie sur les principes de la civilisation islamique initiale. Elle se trouve également dans le dialogue. Nous sommes, ajoute-t-il, pour le dialogue avec les diverses civilisations et cultures. Du moins pour rectifier la fausse image que se fait une partie de l'autre. Si nous réussissons à corriger les concepts par le biais du dialogue, je crois qu'on aura résolu 80% du conflit sanglant opposant les différentes cultures.

Commentant, M. Ahmed Sid Ahmed déclare que sa principale objection vis-à-vis des propos du Dr. Galal est d'ordre méthodologique, car il a clos la discussion avant de l'ouvrir.

Je pense, dit-il, que cette Conférence de l'OSPAA tend à renouveler l'Organisation en gagnant d'autres audiences, c'est-à-dire en élargissant sa portée. Dans ce but, elle est appelée à aborder des thèses présentes sur scène et qu'il n'y a pas moyen d'ignorer. Ceci d'une part. D'autre part, concernant le sionisme et ce qu'en a dit M. Helmi Shaaraoui, je pense qu'il a agi de la même manière. Néthaniahou supprime le concept de deux États et revient à celui de

l'État unique. La réponse arabe que l'on doit lui opposer est celle de l'État laïque, en remplacement de l'État sioniste.

Pour les Juifs en Israël le sionisme est une question d'identité, et pour moi c'est une question d'agression.

M. Mohammed Bassiouni suit pour souligner deux faits. Tout d'abord, en parlant d'un quelconque conflit nous avons tendance à y introduire le conflit arabo-sioniste. Je suis, poursuit-il, contre une bonne partie des propos jusque-là tenus, qui essaient de faire vibrer la corde sensible et de faire circuler les idées dans un cadre "normalisateur". À mon avis, il s'agit de savoir s'il est question d'un conflit de civilisations ou d'un dialogue de cultures. C'est pourquoi j'estime que la plupart des commentaires sont allés outre l'ambiance générale des documents soumis.

Par ailleurs, en traitant avec l'autre il nous faut être conscients. L'État laïque proposé par M. Mohammed Sid Ahmed, comme substitut à l'État sioniste, doit être l'État palestinien, laïque ou religieux fut-il. L'important c'est de redécouvrir la terre. Dialoguer avec autrui doit procéder de là. Il s'agit de se trouver dans une position d'où l'on peut identifier en toute confiance ce que l'on désire, ce auquel on croit et pénétrer profondément la signification de notre civilisation et de notre culture. Nous ne cessons de répéter que l'Islam est visé. Or le problème n'est pas l'Islam, mais plutôt celui de défendre ces gens et cette civilisation. Celui de coexister adéquatement avec les autres civilisations et non à partir d'un sentiment d'infériorité.

Certains, poursuit-il, prônent des procédés différents, je voudrais cependant conclure en hâte que nous devons avoir confiance en nous-mêmes et dialoguer avec les autres en toute assurance, partant de ce que nous désirons et de ce que nous croyons. Soyons plus attachés à nos peuples sans brader, d'aucune manière, les valeurs de notre communauté.

La deuxième séance (huitième de la Conférence) a été présidée par le Dr. Anatoli Kotsonkov, avec la participation des Drs. Pablo Gonzales Cazanov, Anne Sophie Roald et Mortada Sayyed Maarouf, qui ont respectivement présenté les documents intitulés "Théorie de la forêt équatoriale face au néo-libéralisme et en faveur de l'humanité", "Examen de la condition des Musulmans : Recherche sociale et identité. Étude de la condition des Musulmans en Europe, avec un intérêt particulier pour les Musulmans arabophones" et enfin "Les nouveaux États en Asie".

la troisième séance (neuvième de la Conférence) a été présidée par le

Dr. Fiona Dove, avec la participation des Drs. Rezkallah Hilan et Sayyed Hussein qui ont respectivement présenté des documents intitulés "Modèle de développement d'un projet de dialogue inter-culturel", et "Paix, démocratie et justice sociale, avec une référence spéciale pour la Malaisie".

Les deux intervenants ont été suivis par l'Ambassadeur Daniel Bucane et le Dr. Fekrat Biskaya, qui ont présenté les documents respectivement intitulés "Les origines méditerranéennes. Eventuelles bases pour un dialogue entre l'Islam et l'Occident" et "Que faire avec le néo-libéralisme et la mondialisation économique ?".

Le débat est ensuite ouvert avec la participation de huit intervenants.

Pour commencer, le Père Joseph Scatollini déclare : " Je suis italien, résidant au Caire, où je travaille dans une église dans un environnement chrétien. C'est pourquoi un tel dialogue est pour moi un fait quotidien. Certaines observations émises sur ce que l'on a appelé l'universalisation ou la mondialisation ont pour moi de profondes significations économiques et politiques. Je préfère quant à moi le terme mondialisation, qui englobe culture et religion. Il s'agit aussi d'un concept profondément enraciné dans notre passé, que l'on retrouve dans nos traditions orientales et occidentales. C'est ainsi que l'on peut œuvrer ensemble dans le cadre de cette vision mondiale. Je pense que nous devons dépasser ce que l'on pourrait appeler la pensée manichéenne qui consiste à situer le bien et le mal dans une seule et même région du monde. Ce problème se présente à nous dans la réalité pratique. Nous en souffrons tous. C'est pourquoi nous incombe-t-il de revenir au spirituel, revenir aux sources. Dans ce contexte, la religion doit selon moi jouer un rôle important. Mais quel type de religion, demande-t-il ? Je suis personnellement préoccupé par cette question, et je le dis clairement que sans adopter une approche critique de nos traditions religieuses, nous ne saurions proposer à nos peuples un tel genre de mondialisation.

Il est extrêmement important, poursuit le père Scatollini, de mettre en œuvre cette méthode critique de nos traditions religieuses. Tout au long de l'Histoire, nulle religion n'eut les mains propres. Cette approche critique de notre passé et de notre réalité présente également, est de prime importance. Nous avons négligé ce problème, pourtant bien sérieux dans tous les pays. Nous ne sommes pas là pour défendre les politiques d'un gouvernement donné. Bien au contraire. Les gouvernements devraient s'alarmer de notre réunion, car, face à eux, il nous faut dire la vérité. Nous ne devons point craindre de parler franchement du problème des approches. La

mondialisation est la question capitale, ainsi que l'existence d'une théorie universaliste, fondée sur la culture et la religion, avec à son centre ce que nous appelons la préoccupation humaine, l'HOMME. Nous œuvrons pour le bien de l'homme, et non celui d'une culture, d'une religion, d'une classe ou d'un État.

Telle est l'approche adéquate du dialogue religieux, que je crois être encore difficile.

De son côté, le Dr. Mohammed el-Shahari déclare que ses remarques tournent en fait autour de ce qui a été soulevé hier et aujourd'hui, sur la légitimité de la tenue de ce Colloque pour débattre d'un sujet comme celui du conflit de cultures. J'ai observé, ajoute-t-il, que certains s'opposent à cette rencontre et y trouvent une sorte d'aberration et de chute dans le piège qui nous écartent des problèmes objectifs et d'intérêt. Selon lui, il s'agit là d'une sorte de simplification. Cette question était en effet posée avant Huntington et le restera après lui. Il n'est pas le premier à la soulever, mais plutôt le dernier. Nous ne reprenons guère les propos de Huntington, mais entendons révéler la naïveté et la superficialité d'un tel concept. Le conflit des cultures s'inscrit dans la polémique en cours sur la centralisation occidentale et la centralisation orientale. Huntington voudrait dire en somme que la centralisation occidentale est celle qui domine le monde, que l'Amérique est le centre qui règne sur ce monde, en ce moment historique. Nous avançons quant à nous que dans ce monde, plusieurs civilisations sont nées et se sont relayées. Et que, si aujourd'hui la civilisation capitaliste est la civilisation dominante, cela ne signifie point que telle est la fin du parcours. La civilisation mondiale sera à caractère humain et portera une contribution de l'humanité entière.

Par ailleurs, le Dr. Qassem Ahmed déclare : "J'ai eu le plaisir d'écouter l'Ambassadeur Daniel Bocan qui a signalé deux points à mes yeux importants. Il s'agit tout d'abord de la contribution arabo-islamique à la renaissance européenne. À mon sens, il est impératif pour nous tous, pour les Européens de même, de réaliser que nombre de bonnes valeurs contenues dans la culture et la civilisation européennes, tels son humanitarisme et son internationalisme, en sus de sa démocratie, dérivent de la notion du monothéisme dans l'Islam. On l'a malheureusement oublié dans le monde islamique. Il s'agit en deuxième lieu, et c'est là l'aspect négatif de la culture occidentale ou européenne, celui de la centralisation européenne. C'est cette idée que la culture européenne est une culture unique, comme le dit Huntington, en posant la devise de la centralisation. Dans ce sens que l'homme blanc est le fondement de

la civilisation chrétienne. Telle est la pensée des Européens et des Occidentaux. Mais nous savons tous que toutes les cultures et les civilisations sont égales et qu'elles ont toutes eu des apports de valeur. Je crois que nous devrions parler peu et agir beaucoup.

M. Abdel-Latif Omrane souligne pour sa part que les thèses de modernité et de mondialisation, celles de Focoyama et de Henington suppriment le rôle de la pensée et de la pratique dans la libération et le progrès chez les peuples. Se préoccuper de ce qui a lieu à l'extérieur au sujet du post-modernisme, du fragmentalisme et de la mondialisation ne saurait conduire au moindre résultat ici, sur le plan intérieur, ni produire le vecteur social pour les missions de résistance ou de développement souhaitées. Les échanges intrinsèques entre les peuples sont une nécessité impérative dans le monde d'aujourd'hui. Rappelons-nous dans ce contexte toutes les réalisations accomplies par les peuples suite à la Deuxième guerre mondiale, grâce à la volonté de leurs masses. Des réalisations qui resteront une leçon renouvelée, susceptible d'être reproduite selon les dimensions de la problématique du présent et ses espérances et rêves. Brader les exemples de résistance et de libération des peuples, en répondant aux changements, sans l'entreprise d'une action positive, est une sorte d'incapacité conduisant à l'humiliation.

Le discours d'aujourd'hui a ignoré le plus important des défis de notre existence, méconnaissant aussi quelque peu des termes ancrés dans la pensée de libération et de résistance qui revêtent une signification bien connue : il s'agit ici des termes d'impérialisme et de sionisme, comme deux projets colonisateurs contraires à l'humanité. Ce discours a également manqué de retenir l'héritage des mouvements de libération de la moitié de ce siècle, comme des modèles vivants et constamment renouvelés pour les générations futures. Au même moment, la tendance impériale-sioniste est en train de se reproduire de plus en plus violemment. Nombre de sociétés sont soumises au joug de cette tendance, même dans l'Occident capitaliste. Le défi impériale-sioniste se modifie et évolue, de plus en plus sauvage sur tous les plans. Et lorsque la dignité arabe et islamique panse encore ses plaies, les Déclarations finales des Conférences islamiques ne sauraient être que de bonnes paroles, tel que l'ont souligné hier le D. galal Amin et M. Helmi Shaarawi.

Papa Margaris déclare de son côté : "Je suis né grec et j'ai été élevé en grec-orthodoxe. J'ai étudié en Grande-Bretagne et vécu en Grèce pendant les trente-cinq dernières années. Je me considère pourtant à moitié égyptien, parce-que né à Alexandrie. C'est ainsi que j'ai connu les trois cercles définis par Henington, qui désire diviser le monde en

trois sphères : Celles de l'Islam, de l'Occident et de l'Orthodoxie.

Pour en revenir aux souvenirs, j'ai passé à Alexandrie dix-huit ans après ma naissance. Je vivais au premier étage d'un logement qui regroupait avec moi des enfants juifs. Au deuxième il y'avait des enfants arméniens, au troisième des Égyptiens et au quatrième des Syriens...etc. Je jouais et me querellais avec eux. Je ne me querellais pas avec les Juifs en tant que tels, non plus avec les Musulmans parce-que musulmans. je me disputais avec celui qui voulait me prendre mon jouet ou jouer comme je ne l'entendais pas. Je dis cela parce-que je suspecte grandement la diffusion de ces théories tendant à nous diviser plutôt que de nous unir. Je le dis pour souligner qu'il n'existe pas en fait, et qu'il ne saurait y avoir, de conflit de civilisations, religieux ou culturel. Il ya des différences certes, mais des conflits... Pourquoi?.

Si nous regardions le passé, l'Histoire, on trouverait des conflits, de la violence et du génocide...etc. Eh bien, ces faits découlaient à 99% de ce que l'on appelle la sphère occidentale de la théorie de Huntington. Cependant nous ne sommes pas témoins, ne l'avons pas été et ne devrions pas l'être, de conflit de civilisation. C'est là le premier point.

Le deuxième point s'inscrit dans le cadre de la mondialisation. Il existe bien sûr des questions inhérentes au progrès technologique et scientifique, que nous devons admettre d'emblée. Mais il y en a d'autres, toujours relatives à la mondialisation, qu'il nous faut combattre. Il s'agit de cette tentative de dominer, sous le couvert de la tentative de mondialiser.

Un dernier point pour conclure. Au cours des quelques dernières années, nous avons entendu parler de certaines théories sur la fin de ceci ou la fin de cela. Fin des civilisations, de l'Histoire, de l'idéologie...etc. Je signalerais ici également cette théorie concernant la fin du travail. En fait, je suis contre ces théories qui suggèrent la fin de toute chose, et rejette celle de la fin du travail. Il faut nous pencher sur cette question, car il existe vraiment un problème du progrès technologique et scientifique, du point de vue de son rapport avec les transformations qui affectent la structure des forces productives et expliquent en grande partie le chômage qui règne aujourd'hui, et le grand Chômage de demain. Du moment où nous nous intéressons au Tiers-Monde, je pense que nous nous devons de nous concentrer sur ce sujet, si ce n'est dans cette réunion, ce sera dans une autre. Il importe d'accorder tout l'intérêt aux problèmes de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, à ces grands problèmes permanents qui ne cessent de s'aggraver dans ces régions; j'entends ceux de la

pauvreté, du retard et de l'analphabétisme.

L'Ambassadeur Ibrahim Moukibi souligne pour sa part, que vue sous l'optique de l'unicité de l'humanité, la mondialisation comporte en quelque sorte un aspect positif. Vue sous l'optique aussi de la coopération et de l'interaction des nations. Pourquoi craignons-nous la mondialisation ? C'est à cause des facteurs d'hégémonie, qui nous fut effectivement imposée pendant l'époque coloniale. Nous sommes faibles, c'est la raison pour laquelle les forts sont venus nous coloniser. Tel est le danger que nous redoutons dans la mondialisation.

Passant ensuite à l'intervention du Dr. Hellan, l'Ambassadeur traite de la séparation de la religion dans l'État laïque. Il souligne son soutien absolu de cette séparation car il y a, dit-il, dans nombre de pays un pluralisme ethnique et confessionnel. Nous avons vu comment lier l'État à la religion conduit à l'instabilité et aux conflits. Comment il accroît notre faiblesse. En Ouganda, il y a des Juifs, des Musulmans et des Chrétiens. En l'absence de cette séparation, nous avons connu bien de souffrances et de troubles. Nous nous sommes entretués. Cette séparation réalisée, nous avons gagné la stabilité, le progrès, le développement et le respect des droits de l'homme.

Je voudrais pour terminer mentionner l'imposition par certaines puissances de leur hégémonie. Ces puissances qui font semblant d'être les plus attachées aux valeurs de démocratie et de droits de l'homme. C'est quelque chose de bien ironique et de surprenant. Voire d'hypocrite. Ce qu'elles désirent en fait c'est d'imposer leur tutelle aux autres pays, elles-mêmes qui réprimaient ces valeurs il n'y a pas bien longtemps, voire jusqu'à aujourd'hui.

L'Ambassadeur Omrane el-Shafeï déclare de son côté que l'Ambassadeur Bucan nous rappelle l'édification d'une culture, que je ne prétends guère être mondiale, mais qui certainement est une sorte de culture rassemblant la culture islamique et européenne. Je vais maintenant, ajoute-t-il, lui demander s'il pense qu'il y a là un fondement commun pour l'édification d'une culture ou d'une civilisation mondiale, alors que de nouveaux changements et maintes nouvelles interactions sont survenus ?

Le Dr. Magdi Abdel-Hafez suit en déclarant qu'il voudrait tout d'abord commenter le document de Daniel Bucan en ce qui concerne le dialogue entre les cultures méditerranéennes. Car cet appel remonte aux années trente ou quarante de ce siècle, où il a été lancé par Taha Hussein, Abdel-Aziz Fahmi, Salama Moussa et d'autres. C'est un appel qui ne comportait pas alors les connotations qu'il a aujourd'hui.

J'aimerais, dit-il, souligner que cet appel devrait être acceptable, pourvu qu'il ne soit point accompagné d'autres éléments, telles la normalisation. Je tiens aussi à signaler que le dialogue ne saurait être fructueux, en étant le fait d'une seule partie, et qu'il devrait se dérouler entre les peuples et non se limiter aux gouvernements ou religions ■

CHAPITRE 4

Vers un Nouvel Ordre Mondial Libéral

Dr. Nemat Allah Ibrahimov*

Vers Un Nouvel Ordre Humain Libre **

Quelque cinq ans se sont écoulés depuis la proclamation de l'indépendance de la République d'Ouzbekistan, le 31/8/1991 à la suite de l'effondrement de l'ex-Union Soviétique et ses conséquences aux niveaux national et international ainsi que le déséquilibre dans les relations internationales qui prévalaient au cours de la huitième décennie de ce siècle et l'apparition de nouveaux blocs internationaux qui ont commencé par le soi-disant nouvel ordre international.

Dès les premières heures de son indépendance, notre jeune République a oeuvré inlassablement pour s'assurer une complémentarité avec le nouvel ordre international et contribuer à la vie internationale en tant que membre éligible de la communauté internationale. Le 2 mars 1992 a été une journée décisive dans l'histoire de la République d'Ouzbekistan quand elle a intégré son siège permanent dans la plus grande organisation internationale, les plus influentes du monde, à savoir, l'Organisation des Nations-Unies, de toutes ses institutions spécialisées et de toutes les autres organisations oeuvrant pour renforcer la sécurité et la paix mondiales au service de l'ensemble de l'Humanité.

La République d'Ouzbekistan a appliqué dès lors la politique d'ouverture dans ses relations avec tous les Etats membres basées sur le respect mutuel et la coopération positive, renforçant la paix et la

* Historien libanais.

** Original Anglais. Traduit par Stephanie De Dejols

fraternité parmi les différents peuples. Sa politique étrangère est basée sur les six principes proclamés après l'indépendance par Islam Karimov, premier Président élu directement par le peuple d'Ouzbekistan et qui sont les suivants:

- 1.- Tenir compte des intérêts internationaux conjoints lors de l'examen des intérêts nationaux.
 - 2.- Consolider la sécurité et la paix mondiales, le règlement pacifique des conflits, le maintien de l'Ouzbekistan comme zone dénucléarisée, le respect des Droits de l'Homme, le non-recours à la force ou menace d'y recourir dans le règlement des questions objets de litiges.
 - 3.- Respecter l'égalité, l'échange des intérêts et la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays;
 - 4.- Pratiquer l'ouverture dans la politique étrangère quels que soient les principes idéologiques et confessionnels;
 - 5.- S'engager à appliquer les règles de base du Droit international au sein de l'Etat.
 - 6.- Etablir et le développer des relations bilatérales et multilatérales
- C'est sur la base de ces critères que s'établissent les relations bilatérales et multilatérales.

La République d'Ouzbekistan entretient avec les Etats de l'Asie Centrale des relations historiques, religieuses et culturelles qui remontent à plusieurs siècles. Elle est reliée aux Etats indépendants par des liens économiques et stratégiques qui existaient du temps de l'Union Soviétique. Avec les blocs internationaux, comme l'Union Européenne, l'OTAN, ou l'OTASE et autres blocs internationaux, ses liens sont non moins solides. Toutes ces relations bilatérales sont basées sur les principes de bon voisinage avec ses voisins. Néanmoins dans ses relations avec d'autres Etats plus éloignés, comme les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, la Grande Bretagne, la France, le Canada, l'Allemagne ou autres pays développés les mêmes principes sont respectés.

La politique pacifique constitue l'esprit de la politique étrangère de la République d'Ouzbekistan. La politique d'ouverture a aidé la jeune République à établir de larges relations étrangères avec les divers pays du monde asiatique, africain, européen, américain et latino-américain et autres à travers le monde. En accordant la priorité aux relations économiques lui permettant de passer à l'économie du marché ainsi que de renforcer sa position économique sur le plan national aussi bien que régional, notre République est consciente que

de telles actions l'aident à fusionner avec l'économie mondiale libre.

Comme l'a affirmé à plusieurs reprises le Président de la République Islam Karimov, son gouvernement applique la politique de la porte ouverte pour attirer les capitaux étrangers, la technologie avancée pour consolider son économie nationale afin que cette dernière fusionne avec un nouvel ordre économique mondial susceptible d'assurer les intérêts vitaux de tous les Etats sans exception. Cette situation exige la stabilité, la sécurité et la paix non seulement pour son pays mais également pour ses voisins et ses amis où qu'ils se trouvent.

Dans sa recherche continue pour la paix, la sécurité et la stabilité, la République d'Ouzbekistan, partant des principes de l'entente internationale, de la nécessité d'assurer le désarmement et la destruction des armes de destruction massive, de la sauvegarde de l'environnement, représentant les plus importantes nécessités de la vie sur notre planète et dans le cosmos qui l'entoure, place en tête de ses relations avec les Etats de l'Asie Centrale la nécessité de faire face aux graves problèmes de l'environnement confrontés par les peuples de la région. Ils découlent surtout de l'assèchement d'une partie importante de la Mer de l'Oural qui a eu comme résultat un désastre environnemental dont souffrent les peuples de l'Asie Centrale et tout particulièrement l'Ouzbekistan. Mais le désastre réel que vivent les peuples de la région émanent des essais nucléaires que menait l'ex-Union Soviétique dans la région de simpatinisk Simbirsk et qui constitue une bombe à retardement menaçant la vie humaine non seulement dans le Kirghistan, mais également dans l'ensemble de la région. Il nous faut lier le problème de l'élévation du niveau de la Mer Caspienne et la diminution du niveau du fleuve d'Oural avec ceux découlant des conséquences socio-économiques et médicales sur les peuples de la région.

Le Président de la République Islam Karimov a attiré l'attention du monde sur ces problèmes du haut de la tribune de l'ONU dans son discours à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de l'ONU. Il a affirmé que sans la contribution des diverses institutions financières internationales, des pays développées et du rôle de l'ONU, il serait difficile de faire face à un tel désastre.

Dans sa recherche continue pour proclamer l'ensemble de l'Asie Centrale zone dénucléarisée, l'Ouzbekistan saisit toute occasion pour proclamer ses initiatives visant à attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation militaire, nucléaire, environnementale, politique et sécuritaire. Le meilleur exemple en est le discours

prononcé par le Président Islam Karimov lors de la dernière réunion tenue à Lisbonne, Portugal, qui a été accueilli avec appréciation par tous les Etats participants.

C'est sur cette base que la République d'Ouzbekistan examine chaque foyer de conflit et de tension que ce soit en Afghanistan, à Tadjikistan, en Tchétchénie ou en Bosnie/Herzégovine, dans la région du Golfe, en Somalie, entre le Yémen et l'Erythrée, au sud du Soudan et en Algérie. Mais bien plus important que ces conflits ou autres menaçant la sécurité et la stabilité à travers le monde, est le conflit du Proche Orient. La neuvième décennie de ce siècle a été témoin un progrès réalisé sur la voie de son règlement grâce à des négociations et des bons offices pour que ce problème qui dure depuis près d'un demi-siècle, a englouti les potentialités des peuples de la région et qui a menacé à plusieurs reprises l'ensemble du monde, soit enfin résolu.

La seule solution des litiges réside dans le respect des droits des autres et dans le rejet du recours à la violence, à la force et aux menaces. Pour essayer de résoudre les problèmes complexes et les conflits entre les Etats et le substitut en est le dialogue, la compréhension et les négociations basées sur les résolutions légitimes internationales permettant d'assurer les droits et la sécurité de tous. Le différend égypto-israélien autour de Taba constitue le meilleur exemple du désarmement et de la perspicacité des deux parties qui ont eu recours à l'arbitrage international qui a donné à chacun son dû, et Taba, partie du territoire égyptien, a été restituée à l'Egypte sans recourir à la force ou à la menace de recourir à la force.

Nous considérons que les conflits intérieurs dans un Etat quelconque peuvent être réglés par le dialogue, l'entente et l'approfondissement du processus démocratique à condition de s'assurer des bonnes intentions de toutes les parties belligérantes. Le recours à la force ne peut mener qu'à des désastres et des tragédies pour les peuples qui ont tous, le droit de jouir de la sécurité, de la stabilité et de la tranquillité, auxquelles aspirent les peuples du monde à l'aube du 21^e siècle. Que les peuples et les Etats joignent leurs mains pour confronter les problèmes dont souffre l'ensemble de l'humanité et qui menacent son destin. A leur tête sont les problèmes de l'environnement, de la santé, de la nourriture et de l'eau requièrent les efforts de tous: les Etats riches et pauvres, développés ou en voie de développement ■

Dr. Fatma Khafagui*

Mettre Fin À L'Apartheid Entre Les Sexes Dans Le Monde Arabe **

Les quelques dernières années ont vu se propager largement l'idée que le rôle principal et le plus important qu'une femme arabe puisse et soit censée jouer est de prendre soin de la famille. Or cet argument ne fait que saper les multiples et bien réelles contributions de cette femme à l'intérieur comme à l'extérieur du foyer. Cependant, plus sérieux est le fait que si un tel argument est traduit dans la réalité, il entravera les capacités de la plupart des pays arabes à progresser et continuer à aller de l'avant. Le danger inhérent à cette croyance réside en ceci que : dans le but de satisfaire aux exigences et travaux de la maison, seul un niveau limité d'éducation sera consenti aux femmes. Lorsque la femme disposera d'une éducation moyenne qui lui permettrait de bien élever ses enfants et de prendre soin des membres de sa famille, plus besoin désormais qu'elle acquière une éducation plus poussée, universitaire ou post-universitaire. De même les qualifications requises pour les différents types d'emploi ne seront plus de mise pour l'accomplissement du rôle réservé aux femmes. Dans le même ordre d'idées, les femmes ne devraient plus se préoccuper d'acquérir l'habileté nécessaire pour traiter avec le monde extérieur, sur le plan politique et celui des affaires communautaires ou encore pour pouvoir influencer les décisions cruciales du pays. Nous pensons qu'il incombe aux défenseurs d'un tel argument de se

*Responsable du dossier " Les sexes et le développement ". UNICEF, Le Caire.

**Original : Anglais. Traduit par Nashwa Al Azhari.

poser les questions que voici : Est-il vrai que les femmes arabes sont confinées dans les seuls travaux domestiques et obligations familiales ? La situation économique d'aujourd'hui permet-elle un tel confinement ? L'emploi en dehors de la maison est-il encore une question de choix pour les hommes et les femmes ? Ou bien est-il devenu une nécessité pour la survie de nombre de familles ?

Préconiser que le rôle principal de la femme arabe est le rôle familial conduit à :

- 1) Passer délibérément sous silence le travail de la femme à l'extérieur de la maison. Sa contribution n'est pas réellement calculée dans les statistiques. Le danger d'une telle pratique est de montrer que les femmes sont improductives, et par conséquent de pouvoir facilement propager que l'économie nationale peut se passer de leur travail. De plus, durant les périodes d'ajustement structurel, lorsque la compétition sur les emplois s'acharne féroce, les politiciens se font souvent les défenseurs de la femme au domicile, où son rôle est de bien élever les enfants et d'être aux petits soins des maris qui travaillent dur.
- 2) Faire usage du discours religieux aux fins de glorifier le rôle de la femme comme mère et épouse et de miner son action dans le domaine public.
- 3) Trouver de nombreuses excuses, les gouvernements n'en manquent jamais, pour perpétuer dans les lois l'inégalité des sexes. Les hommes sont accordés des droits légaux plus étendus et ont par conséquent tendance à en faire un usage plus grand que ne le font les femmes de leurs droits plus restreints. Les exemples dans la région arabe sont bien nombreux. Le contraste est si évident qu'il nous suffit de regarder pour voir comment au moment même où le rôle de la femme dans la famille est glorifié, tant de droits lui sont déniés au sein de la famille, au point d'enlever à sa vie toute sécurité et la rendre totalement subordonnée. L'exemple le plus frappant réside dans ces réserves émises par les gouvernements arabes vis-à-vis des Articles de fond de la Convention sur l'Élimination de toutes formes de Discrimination à l'encontre des femmes.

Le présent document se divise en trois sections visant respectivement à mettre en lumière les trois points mentionnés ci-après :

1. La femme arabe et le travail.
2. La femme arabe et le discours religieux.
3. Les droits légaux et droits de l'homme relatifs à la femme arabe.

1. La Femme Arabe Et Le Travail

Contrairement aux chiffres des statistiques nationales publiées dans la plupart des pays arabes, les études de recherche reflètent l'importance réelle du travail de la femme, qui, dans maints cas, n'a pas de compensation en termes monétaires. Le travail de la femme dans l'agriculture et le secteur informel, sans omettre les besognes domestiques non rétribuées, est aujourd'hui fait indéniable. Lorsque l'OIT a élargi la définition du travail, qui fut reprise par un nombre de pays arabes devant quelques instances, les taux de participation de la femme au travail ont accusé une énorme hausse. Prenons l'exemple de l'Egypte où, selon le recensement de 1986, les femmes qui travaillent constituent 10% de la force laborieuse totale du pays, alors que leur participation économique fut estimée à 31%, si l'on se référait aux indices de l'étude d'échantillons de la Force Laborieuse effectuée par le CAPMAS en 1988. Ce pourcentage a résulté de l'adoption de la définition globale du travail qui a inclu le travail payé et non payé, tenant ainsi compte des femmes qui avaient été employées pour une heure au moins au cours de la semaine de référence objet de l'étude sur le travail formel et informel. (1) Méconnaître les femmes arabes comme travailleuses limite leurs chances d'accès à la formation, au crédit, aux débouchés de commercialisation et à la technologie.

Le passage de l'économie de subsistance à celle du marché dans de nombreux pays arabes et le rapide processus d'urbanisation et de modernisation, ont contribué à créer le besoin d'un revenu familial plus grand. Par ailleurs, l'émigration massive des hommes de certains pays arabes vers les États du Golfe et les riches pays pétroliers dans la région, a rendu nécessaire le travail de la femme qui a rejoint les rangs de la force laborieuse moderne.

Le besoin économique du travail de la femme est un facteur crucial dans la région arabe, si l'on excepte les États arabes du Golfe, où, en dépit d'un manque de la force laborieuse nationale et des investissements substantiels opérés dans le domaine de l'éducation, y compris celle de la femme, la participation de la femme à ladite force reste très minime. La richesse pétrolière a permis de dépendre ici sur la force laborieuse étrangère et les revenus des hommes sont suffisamment importants pour subvenir aux besoins de leurs familles, sans devoir recourir à d'autres sources. (2) Mais la situation est toute autre dans des pays comme la Jordanie, l'Egypte et le Maroc. En Egypte par exemple, une étude menée par La Ligue arabe et le CDC indique que les principales raisons du travail de la femme sont d'ordre économique et que les deux tiers des femmes qui travaillent le font

pour venir en aide à leurs familles. Selon la même étude, plus des deux tiers de ces femmes dépensent leurs revenus pour les besoins de leurs familles. Contrairement aux hommes, peu de femmes considèrent le travail comme un moyen possible de se faire une carrière ou de promouvoir leur statut dans la communauté ou leur société au sens large du terme. Les préférences des femmes pour tel type de travail ou tel autre n'ont aucun rapport avec celles des hommes, car elles relèvent plutôt de la nécessité pour elles de pouvoir accomplir leurs rôles multiples. (3) La proximité du lieu de travail, ses horaires, la disponibilité de garderies et de centres d'accueil sont les éléments qui entrent le plus en jeu pour l'acceptation des emplois par les femmes. Or, ceci n'est point le cas en ce qui concerne les hommes. Et c'est pour cette raison d'ailleurs que le secteur public et gouvernemental constituent les premiers employeurs pour les femmes arabes. Celles d'entre elles qui ne peuvent trouver un débouché dans ces deux secteurs s'engagent dans des activités relevant du secteur informel, tels l'industrie alimentaire, les petits commerces, l'aide domestique... etc. Elles s'engagent aussi dans les travaux payés et non payés des familles. Les femmes employées dans le secteur informel ne jouissent d'aucuns droits, ne disposent pas de sécurité sociale, pas plus d'assurance contre la maladie et souffrent fort des heures de travail prolongées et des conditions de travail aléatoires...etc.

Les ménages pris en charge par des femmes constituent une grande majorité dans la région arabe. Ce phénomène dû à nombre de causes, dont l'émigration des hommes, le veuvage, le divorce, la polygamie et l'incapacité des hommes à subvenir aux besoins de leurs familles, a tendance à se répandre dans plusieurs pays arabes, tels l'Egypte, le Liban, le Yémen et la Jordanie. Selon les recensements libanais, environ 15% des ménages sont soutenus par des mères célibataires. En Egypte, ces recensements indiquent que 14 à 16% des familles sont prises en charge par des femmes. Selon les études de recherche plus concentrées, notamment sur les zones urbaines à revenu bas, ces pourcentages atteignent les 22%. Une étude récemment effectuée en Egypte révèle que 73% des femmes soutenant des ménages sont veuves, contre 2,9% de veufs, ceci revenant à dire que dans la majorité de ces cas, donc ces femmes, endurent beaucoup de devoir dépendre d'une pension fixe très restreinte. Au moment où 20,5% de ces femmes sont mariées, mais leurs conjoints sont soit émigrés, soit malades ou handicapés, ceci signifiant qu'elles ont dû prendre en main l'entière responsabilité de leurs ménages. En ce qui concerne l'emploi, 81% des femmes

soutenant leurs ménages sont sans emploi et dépendent largement des transferts de revenu, pendant que 11% d'entre elles sont auto-employées, la plupart du temps dans des emplois incertains et 9% salariées dans les secteurs gouvernemental, public ou privé. Les chiffres correspondants pour les hommes sont de 14, 34,5 et 62% respectivement, ceci reflétant un meilleur état d'emploi et des emplois plus sûrs pour eux.(4)

Un tel état de choses prouve combien il est essentiel pour les femmes soutenant leurs ménages soient engagées dans un travail rémunéré, dans le but de pouvoir survivre et faire survivre leurs familles. Une grande partie d'entre elles, qui vivent de maigres transferts monétaires, ne sont pas en mesure de faire face à l'inflation en hausse. Et celles-là qui actuellement travaillent, ne peuvent pas se dispenser de leur travail.

Pour conclure, on dira que le travail de la femme arabe en dehors de la maison s'exerce dans divers emplois, qu'il a des motifs économiques la plupart du temps et, le plus important, qu'il se déroule dans un environnement décourageant. Quant à l'argument selon lequel le rôle de la femme se trouve au sein de la famille, il est dépourvu de fondement et dispense les hommes de leur devoir de prendre part aux charges du ménage, y compris celle d'élever les enfants.

2. La Femme Arabe Et Le Discours Religieux

L'Islam est dans la plupart des pays arabes la religion qui établit les traditions sociales et les normes culturelles. Les principes qui sont à la base des systèmes légaux dans maints pays islamiques en sont dérivés. Dans ce contexte, il incombe de signaler que l'intégrisme islamique en montée dans la région arabe s'accompagne d'une puissante oppression de la femme.

Les groupes islamistes ont des attitudes contradictoires vis-à-vis de la participation de la femme dans la sphère publique de la société. Un point de vue partagé par tous cependant : l'acceptation du droit de la femme à l'éducation. À un niveau différent, notamment dans les pays témoins d'un taux accru de chômage, on considère que les femmes ont franchi leurs frontières domiciliaires pour disputer les emplois aux hommes, au lieu d'accomplir leur rôle fondamental et de prime importance : élever les enfants et prendre soin de leurs familles.

Bien que le discours religieux glorifie le rôle de la femme dans la préservation de la famille arabe, les hommes et les femmes ne sont pas perçus comme ayant des droits égaux au sein de ladite famille.

Dans nombreux pays arabes, les systèmes légaux accordent aux hommes le droit inconditionnel de divorce et de polygamie, en dépit de l'accent mis sur la famille, le mariage et la maternité, comme étant les institutions primordiales honorifiant le statut de la femme en tant qu'épouse et mère.

Le Coran, les Hadiths et la Sharia comportent des bases textuelles pour une compréhension du point de vue islamique sur les sexes. Les interprétations vont cependant leur cours. De plus, il n'existe pas une version unique des questions relatives aux sexes dans l'Islam, nous en voulons pour preuve les systèmes légaux si différents traitant des lois sur la famille dans les pays arabes, toutes fondées néanmoins sur la Sharia. La polygamie est par exemple interdite en Tunisie, mais autorisée en Egypte. Les lois sur l'héritage en vigueur en Irak diffèrent de celles mises en œuvre en Egypte. Par ailleurs, le discours sur les sexes a été, au cours des dernières années, influencé par les mouvements islamistes dans la région arabe. Ceux-ci s'accordent tous, à insister sur un point de vue restrictif des activités de la femme et sur des rôles distincts des sexes. Tout accès de la femme aux domaines publics est strictement conditionné par le port du voile, les moyens de transport séparés, les écoles non mixtes... etc.

Parallèlement, on a pu être témoins d'appels moins articulés en faveur de la réforme des lois sur le statut personnel dans les pays arabes. Ces appels ne ressemblent guère toutefois à ceux des précédents mouvements féministes de la fin du siècle. Un exemple : Hoda Shaarawi luttait pour le changement des lois susmentionnées, dans le sens de la mise de restrictions à l'âge du mariage, à la polygamie et au divorce, et prônait la réforme des lois gouvernant la garde des enfants et l'héritage. Or, il semble qu'en Egypte on se satisfait de modifications mineures des lois en question, relevant plutôt des procédures, telle la durée des procès de divorce devant les tribunaux... etc.

3. Les Droits Légaux Et Droits De L'homme Relatifs À La Femme Arabe

Les droits de l'homme relatifs à la femme arabe sont souvent sacrifiés, sous prétexte que la famille est bien l'Institution dont les Arabes devraient tirer orgueil. Dans cette optique, réclamer trop de droits pour les individus au sein de cette Institution est nuisible et susceptible de miner une si honorable Institution. Mais, étant donné que dans la famille les hommes sont les seuls individus jouissant de droits de jure et de fait, la femme est par conséquent la perdante habituelle de cet argument.

Dans leur lutte pour l'obtention des droits qui leur sont reconnus dans le cadre des droits de l'homme, les femmes arabes se heurtent à nombre de problèmes, dont les codes restrictifs du statut personnel sont les plus complexes et les plus controversés. Basés sur des lois religieuses, ces codes restreignent les libertés et les droits de la femme en ce qui concerne le mariage, le divorce, la garde des enfants et l'héritage. Outre les lois relevant de la famille, d'autres lois encore sont discriminatoires à l'égard de la femme, à l'image du code pénal. Prenons pour exemple le cas d'un homme ou d'une femme qui tue son conjoint adultère. Le premier sera indulgemment puni, ou même jouira d'un acquittement, pendant que la deuxième sera bien plus sévèrement châtiée pour un crime qui est le même. Ces lois prévoyant des sanctions discriminatoires entre les hommes et les femmes inculpés de crimes identiques, atteste du principe de deux poids et deux mesures qui gouverne les valeurs et les morales adoptées à l'égard des deux sexes.

Pour ce qui est des lois sur la famille, il est toujours supposé que le mari est le soutien et le procureur du gagne-pain de celle-ci. Ainsi la femme qui jouit des soins et de la protection prodigués par son mari, lui doit-elle par conséquence toute obéissance. Une obéissance qui est donc ce que la femme donne en retour pour sa prise en charge par son pourvoyeur. Les rapports entre les conjoints sont hiérarchiques: le mari gouverne et la femme est gouvernée. De plus, la loi donne au mari le droit d'interdire à son épouse de quitter le domicile conjugal sans sa permission, et de la priver de la sorte de son droit à gagner sa vie. Il lui est toujours possible de prétendre que son travail hors de la maison affecte négativement ses devoirs à l'intérieur de cette dernière. Tout cela a conduit à l'invention de ce que l'on a appelé " la maison de l'obéissance ", qui permet à l'époux d'avoir la haute main sur son épouse désobéissante. Si celle-ci refuse de se rendre dans cette maison, ses droits légaux dans le mariage échoient.

Les lois sur la famille dans le monde arabe ne sont pas divines, mais en fait établies par les hommes. Bien souvent, elles se fondent sur des interprétations de la Sharia islamique faites par des personnes différentes, à des époques et dans des contextes différents. Certains groupes dominants dans la société s'efforcent, pour des raisons politiques, de confondre sacré et profane et suggèrent que lesdites lois ne peuvent être modifiées parce-que basées sur les paroles de Dieu. C'est la cause pour laquelle les lois sur la famille appliquées dans les divers pays arabes accusent maintes dissemblances. En Egypte par exemple, la femme jouit de toute latitude quant à disposer

de ses biens. Par contre, au Maroc une femme mariée ne peut conclure la moindre transaction financière sans l'autorisation de son conjoint. En Egypte toujours une femme peut se marier de son propre chef, une fois qu'elle a atteint l'âge légal du mariage, tandis qu'au Maroc la femme ne peut en aucun cas se marier sans l'assentiment de son tuteur.

Par ailleurs, un large fossé sépare le cadre conceptuel des lois sur la famille de la réalité tangible dans maints pays arabes. Les femmes instruites sont de plus en plus engagées dans le marché du travail, les hommes n'étant plus à même de subvenir aux besoins de leurs familles. Bien plus, beaucoup de femmes en charge de leur ménage sont devenues à elles seules pourvoyeuses de leurs familles. Et pourtant, plutôt que de répondre aux exigences changeantes de la société, les lois en vigueur continuent de consolider des structures et des rapports irréalistes entre les sexes, au point de constituer une entrave au développement social.(5)

Nombreux pays arabes ont adhéré à la Convention sur l'Élimination de toutes formes de discrimination à l'encontre des femmes. Néanmoins, ils se sont tous accordés à émettre des réserves quant aux Articles de fond de ladite Convention. Ainsi, la majorité des gouvernements arabes ont-ils exprimé leurs réserves sur l'Article 2 qui oblige les Etats parties à entreprendre une action législative spécifique en vue d'abolir la discrimination entre les sexes. Dans leurs réserves, l'Egypte et le Maroc ont fait état de leur volonté de se conformer à l'Article 2 dans la mesure où une telle conformité ne serait pas en opposition avec la Sharia islamique. De son côté, l'Irak a limité ses réserves aux seuls paragraphes (f) et (g) dudit Article qui exigent respectivement des Etats parties à la Convention "de prendre toutes les mesures appropriées, y compris les législations, afin de modifier ou d'abolir les lois, règlements, coutumes et pratiques en cours qui constituent une discrimination à l'encontre des femmes..." "...de révoquer les lois pénales établissant une discrimination basée sur le sexe". C'est là une preuve de l'obstination des gouvernements arabes à garder inchangées leurs législations intérieures où l'égalité pour les femmes n'est nullement prévue.

Toujours dans le même sens, l'ensemble des Etats arabes (à l'exception de la Tunisie qui a récemment retiré ses réserves), ont émis leurs réserves vis-à-vis de l'Article 9 qui exige des Etats parties à accorder aux femmes des droits égaux en ce qui concerne leur nationalité et celle de leurs enfants. Les raisons avancées à cet égard vont de "l'approche la plus convenable dans le contexte de la

nationalité, est qu'un enfant acquière la nationalité de son père " (donnée par l'Egypte), jusqu'à la contradiction pure et simple des codes de la nationalité en vigueur dans le pays. En fait, ceci s'oppose à l'extrême au rôle si glorifié et si sacré de la femme comme préservatrice de la famille. Car, du moment où ce rôle l'appelle à élever les enfants et à leur tenir constamment ou la plupart du temps compagnie, comment dans ce cas peut-on la priver du droit de leur donner sa nationalité. En outre, tous les gouvernements arabes sans exception ont émis des réserves sur l'Article 16 qui exige des Etats parties à la Convention d'éliminer la discrimination contre les femmes en matière de mariage et de relations familiales.(6)

Rien de plus aisé que de repérer les violations les plus flagrantes aux droits de la femme dans la région arabe, en particulier en matière de la famille et du foyer conjugal. Le contexte culturel dominé par les hommes laisse perpétuer le principe que la famille et le foyer conjugal sont des institutions sacrées que les profanes ne devraient pas critiquer.

Conclusion

La lutte pour le développement humain dans la région arabe ne doit pas omettre le combat contre l'oppression de la femme. Le progrès des pays arabes ne saurait en fait se réaliser sans que ces pays aient reconnu les contributions de la femme au sein et en dehors de la famille et œuvré pour lui faciliter l'accomplissement de telles contributions. Toutes formes de discrimination basée sur le sexe devraient être abolies dans le but de créer une société capable de s'affirmer pleinement. De leur côté, les femmes arabes ont besoin de se forger et de laisser s'épanouir en elles un sentiment d'amour-propre, de confiance en soi et d'assurance en leurs capacités grâce auquel elles seraient à même d'éliminer les effets d'une oppression si longuement subie.

L'action incombant aux pays de la région arabe comporte les priorités que voici:

- 1) Une mise en œuvre réelle de la Convention sur l'Élimination de toutes formes de Discrimination à l'encontre des femmes, y compris le retrait des réserves émises dans ce cadre.
- 2) L'établissement d'objectifs concrets à réaliser pour le progrès de la femme, comprenant l'engagement des fonds adéquats requis pour soutenir l'égalité des sexes.
- 3) La représentation équitable de la femme et sa participation à la prise de décision et à l'élaboration des politiques.

- 4) Une interprétation plus équitable et réaliste de la religion.
- 5) Le renforcement des efforts ayant pour but de mettre un terme à la violence contre la femme.
- 6) La présentation d'une image réelle et positive de la femme dans les médias, les programmes scolaires... etc■

Références

- 1) Heba Nassar, The employment status of Women in Egypt. L'Université américaine au Caire, Déc. 1996.
- 2) Nadia Hijab, Women and work in the Arab world, In Arab women between Defiance and Restraint. Olive branch press, New York, 1996.
- 3) Heba Nassar, IBID.
- 4) Heba el-Laïthi, The economic status of Women in Egypt (Poverty profile). L'Université américaine au Caire, Déc. 1996.
- 5) Fatma Khafagui, The Social construction of gender roles. Etude non publiée. 1996.
- 6) Jane Connors, The women's Convention in the muslim World. In Feminism and Islam. Ithaca press. 1996

Vers Un Nouvel Ordre Liberal Humain**

La classification de l'Histoire est importante puisqu'elle nous permet de mieux comprendre chaque période et chaque époque. Il va sans dire que nous devons tenir compte des particularités telles que l'époque où alors que l'Europe traversait le Moyen Age du 3^e au 13^e siècles, l'Arabie était en pleine renaissance. Dans le monde pré-moderne, quand les communications étaient lentes ou très lentes, où la fertilisation culturelle croisée était nulle ou n'avait lieu que sur une très petite échelle, les sociétés humaines ont changé et se sont développées à des rythmes différents. Cependant, la civilisation a progressé sans interruption, une civilisation poursuivant l'évolution humaine là où une autre s'était arrêtée. C'est dans ce sens qu'il serait valide de parler d'une période ancienne médiévale et d'une période moderne dans l'Histoire du monde, postulant ainsi un progrès humain général.

L'époque de l'après-guerre froide, comme autant d'époques transitoires, est une période de grands doutes et confusions. Les anciennes terminologies telles que idéologie, gauche-droite et politique progressiste-réactionnaire, capitalisme, socialisme, communisme, semblent ne plus s'appliquer. L'apologiste libéral Francis Fukuyama a qualifié l'effondrement du communisme de triomphe du capitalisme libéral et de fin de l'Histoire(1) / Le Président

*Ecrivain et penseur

**Original Anglais .Traduit par Samia Tawfik

américain George Bush a proclamé rhétoriquement un autre "Nouvel ordre mondial" à la suite de la pseudo-victoire des alliés dans leur coalition dans la guerre du Golfe dirigée par les Etats-Unis contre l'Irak(2). L'idéologue anglo-américain Samuel Huntington, a introduit la phase du conflit des civilisations dans l'Histoire du monde(3). D'autres ont parlé d'une période de renaissance de l'impérialisme(4). D'aucuns ont parlé de l'effondrement et de la désintégration d'un système universel édifié par la Renaissance Européenne(5).

Ces caractéristiques contradictoires de la période reflètent une extrême confusion. En fait, il n'y a pas de confusions plus remarquables que celles qui se produisent lors des périodes historiques ayant connu de grands changements. Un phénomène similaire s'est déjà déroulé(6). Pour bien comprendre le caractère d'une période historique quelconque, il ne faut pas oublier les dynamiques sociales des deux forces fondamentales opposées, constamment en action dans l'Histoire. Un penseur américain contemporain a exprimé cette idée comme suit: "...il existe deux points de vue fondamentalement opposés dans ce monde: que faire et quelle direction adopter pour diriger le mouvement historique de l'espèce humaine. Un élite, les humanistes, la faction platonique ou néo-platonique se sont consacrées à diriger le cours de l'Histoire loin du règne des mythologies. L'autre, les Aristotes et leurs héritiers se sont engagés à renforcer le règne par les mythologies, en vue d'établir une utopie à "image féodale" des citoyens obéissants, simples d'esprit gouvernés par une oligarchie titulaire du néo-Aristotélisme. Une fois que les mythologies sont connues comme telles, l'aspect primitif de la vérité réside dans les faits. Une fois que la mythologie est mise de côté, le développement de la connaissance réelle, découlant de cette vérité primitive, le développement appelé à juste titre progrès scientifique, est déclenché(7).

Il semble que ce soit là la nature humaine, peut-être aussi d'une évolution prodigieuse selon laquelle elle progresse par le truchement du jeu intrinsèque de forces contradictoires conformément à un tracé multilinéaire et non unilinéaire(8). Quelle a été la cause du phénomène de colonisation européenne du monde non-européen du 15^è au 20^è siècle? Cela doit dériver d'un certain pouvoir possédé par l'Europe accompagné d'une part, d'un certain état d'esprit colonialiste européen et d'autre part, de la faiblesse matérielle des sociétés non-européennes et un certain état d'esprit de non-européens acceptant la colonisation, ce qui a permis qu'ils soient colonisés(9). C'est cette période que nous traitons, l'ère coloniale dans l'Histoire du

monde. Cette ère a unifié le monde médiéval isolé et s'est propagée à travers la civilisation mondiale européenne unifiée, les sciences modernes et la technologie. Nous sommes témoins de l'effondrement de cette ère et la naissance d'une autre. Les signes de cet effondrement sont le nombre croissant des nations indépendantes en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, l'effondrement continu des deux systèmes du communisme et du libéralisme, la défaite du néo-impérialisme dans la guerre du Golfe⁽¹⁰⁾, le déploiement des chaos universels sous forme de conflits et de guerres, la famine, la pauvreté, la progression des maladies pandémiques, le SIDA, la propagation d'une autre culture- culture du rock - du sexe - et des narcotiques à travers le monde pendant les trente dernières années⁽¹¹⁾ et l'envergure prise par le terrorisme international⁽¹²⁾.

Il est bien évident que le système colonial qui a duré cinq siècles, se désintègre et touche à sa fin. Il ne peut plus répondre aux besoins de survie de l'humanité à l'aube du 21^e siècle et doit par conséquent être absolument remplacé. Les luttes et les souffrances dont nous sommes témoins constituent les douleurs de l'enfantement d'un monde nouveau⁽¹³⁾.

Comme l'a dit le célèbre philosophe de l'Histoire, Robert Briffault, l'homme est une machine à changements⁽¹⁴⁾. Le changement qui est en progression n'est pas seulement cohérent avec les lois de l'Univers, il a également lieu grâce à la participation de l'Homme⁽¹⁵⁾. Comme la majorité des hommes et des femmes désirent un meilleur monde pour eux-mêmes et pour leurs enfants, il est nécessaire qu'ils réalisent combien importante est leur participation dans le modelage du monde à créer, non pas une participation éphémère, mais une participation conforme aux lois de la vérité. Comme déjà signalé plus haut, le monde passé était celui de notre propre réalisation et partant, il est extrêmement important que cette fois-ci, les masses sachent comment refaire le monde que nous voulons. Dans cette action nous ne devons pas oublier ce que nous a dit Lyndon Larouche au sujet des deux points de vue fondamentalement opposés afférents à l'Histoire: les points de vue oligarchique et républicain. Nous pouvons retracer ceux-là dès les premières civilisations babylonienne et égyptienne, en Grèce, à Rome, dans l'ancienne Perse, en Inde, en Chine, en Arabie et à travers l'Europe moderne jusqu'à nos jours. L'élite oligarchique actuelle a créé la mythologie selon laquelle l'humanité confronte aujourd'hui le danger des guerres de "conflit des civilisations"⁽¹⁶⁾. Auparavant, c'était les guerres idéologiques entre capitalisme et communisme⁽¹⁷⁾. Il nous incombe aujourd'hui de

déchirer le masque de cette mythologie et de dénoncer les véritables contradictions entre le bon et le mauvais, entre l'opresseur et l'oppressé, entre l'oligarchie et les peuples.

L'Humanité progresse grâce à l'expérience⁽¹⁸⁾, tout comme le bébé qui apprend à marcher après plusieurs chutes. Il n'existe pas d'autres moyens. Toutefois, si l'enfant obéit à ses parents qui l'aiment, il peut apprendre à éviter plusieurs chutes et dangers qui peuvent paver sa voie vers l'âge adulte et ainsi s' épargner beaucoup de peine et de temps, voire même un danger mortel. De même que le Tout-Puissant guide l' Humanité grâce à ses messagers et à Ses Ouvrages adressés aux communautés humaines⁽¹⁹⁾. Il vient un temps où cette communauté, dans son ensemble, parvient à maturité et est laissée à elle-même pour choisir librement son propre destin. Aujourd'hui, c'est ce temps. En fait, la communauté humaine a atteint sa maturité et a pénétré l'âge universel avec la venue du Prophète Mohamed qui culminé une longue série de messagers divins à la troisième décennie du septième siècle⁽²⁰⁾.

Nous avons l'habitude de dater l'époque moderne depuis la Renaissance européenne des quatorzième au seizième siècles, 1500 ans après Jésus Christ en tant que seule date précise. Toutefois, ce qui a donné à la culture mondiale son universalité c'est la culture arabe du 7^e au 11^e siècles, qui intègre et synthétise le monde ancien avec le moderne. Lourdemment endettée à la culture arabe, bien que celle - ci soit largement méconnue, grâce à une terrible conspiration du silence de la part des savants et érudits occidentaux⁽²¹⁾, l'Europe moderne a poursuivi depuis lors et à nos jours l'oeuvre de la civilisation. La méthode scientifique, la méthode historique, autrement dit les révolutions scientifiques, la révolution religieuse, la révolution industrielle et les diverses révolutions politiques qui se sont déroulées en Europe au 18^e siècle sont les résultats directs des enseignements éthiques et scientifiques du monothéisme provenant des enseignements d'Abraham, de Moïse, de Jésus et de Mohamed (Que la Paix de Dieu soit sur eux tous) et tout particulièrement de ce dernier tel que préservé intact dans les Textes Sacrés de Dieu, le Coran⁽²²⁾.

L'on peut objecter que nous ne faisons aucun crédit à l'Europe moderne qui a poursuivi l'oeuvre de la civilisation, pour la raison que l'Europe ne représente pas la bénédiction sans tâche de Dieu au monde. C'est cette même Europe qui a déchiré l'Humanité par deux guerres mondiales désastreuses et qui peut précipiter une troisième de loin plus terrible. Une telle objection est valide. Mais considérer l'Europe comme simplement une calamité n'est pas non plus valide.

Malgré les destructions causées, l'Europe moderne a apporté plusieurs bienfaits à l'Humanité. Non seulement ses science et technologie, mais également ses littératures, art, musique et philosophie humaniste. C'est parce que, à l'instar de toutes les civilisations, l'Europe moderne a deux aspects: oligarchique et humaniste. Ce que l'Europe a produit de plus fin a été l'oeuvre de ses élites humanistes, alors que la destruction a été apportée par ses élites oligarchiques. Nous constatons aujourd'hui, le combat que mènent ces deux forces.

Prenons le cas de la guerre du Golfe comme un exemple reflétant cette situation. L'élite oligarchique représentée par les familles régnautes anglo-américaines et leurs alliés de par le monde se sont mises ensemble sous la bannière des Nations-Unies pour effacer l'esprit républicain et humaniste des peuples représentés par la résistance héroïque et vaillante incroyable du peuple irakien sous la direction du Parti Ba'ath républicain de l'Irak. L'oligarchie anglo-américaine a échoué dans la réalisation de cet objectif, malgré son pouvoir militaire prédominant et ses succès politiques à amener les Nations-Unies à appuyer ses actions.

Il serait bon ici de signaler le rôle des Nations-Unies. Cet organisme mondial a été créé en 1945 par les victorieux de la Deuxième Guerre mondiale dans le but clairement défini "de sauver les générations futures des fléaux de la guerre". Toutefois, et depuis lors, plusieurs grandes guerres ont été déclenchées: en Corée, au Vietnam, en Palestine, à Grenade et en Irak. Tout comme leur prédécesseur, la Société des Nations, elles n'ont pas arrêté les guerres. Il nous incombe d'examiner les raisons véritables de ces échecs avant de pouvoir surmonter les conflits destructeurs parmi l'humanité et de trouver la voie vers une paix authentique. Ce n'est que grâce à l'instauration de la paix et de ses conditions que l'Humanité peut procéder vers la réalisation du progrès de plus en plus grand.

La réponse à cette question réside dans le fait fondamental des deux points de vue opposés de l'humanité que nous avons signalés plus haut. L'élite oligarchique, désirant maintenir son contrôle sur les masses, ont adopté la stratégie classique de l'impérialisme "diviser pour régner" ainsi que la stratégie géo-politique de l'équilibre des forces. C'était là la politique impériale britannique depuis le règne de la Reine Victoria et d'Edouard VII lors des dernières années du 19^e siècle et le début du 20^e siècle. L'objectif était et reste d'empêcher l'Allemagne de s'allier à la Russie et à la France pour développer l'Eurasie et partant, de saper l'empire britannique⁽²³⁾. C'est cette

même politique qui a causé les deux guerres mondiales(24). Avec l'ascendance des Etats-Unis après la Deuxième guerre mondiale, les Britanniques se sont, à plusieurs reprises, accrochés au gouvernement des Etats-Unis pour protéger et préserver ses intérêts impériaux.(25). Le gouvernement britannique a mis en application la politique de Bertrand Russell, de faire des Nations- Unies un seul gouvernement mondial(26), placé sous son contrôle et sa manipulation de concert avec les Etats-Unis et en condominium avec les grandes puissances, à savoir, la Russie soviétique, la France et la Chine, pays ayant le droit de veto et appelés membres permanents du puissant Conseil de Sécurité de l'ONU. Cette concordance des intérêts des Grandes Puissances a été dramatiquement évidente, lors de la guerre du Golfe.

Pour bien comprendre la géo-politique appliquée par le gouvernement britannique et comment elle a mené à la formation d'un seul gouvernement mondial celui de l'ONU, nous devons nous référer à deux développements importants. Tout d'abord, selon, la thèse géo-politique de Halford Mackinder, du début de ce siècle, celui qui contrôle le fief, c'est-à-dire, l'Euro-Asie, contrôle le monde(27). Depuis lors, le gouvernement britannique a constamment appliqué cette théorie. Quand la chance s'est présentée à la France et à la Russie ainsi qu' à l'Allemagne d'oeuvrer ensemble pour développer industriellement le coeur de l'Europe, lors du règne du ministre français pour les affaires étrangères, M. Gabriel Hanotaux (1894-95 et 1896-99), du ministre russe pour les finances, Comte Serguei Witte (1892-1903), ou lors du mandat du Président américain Roosevelt après la deuxième Guerre mondiale, quand ce dernier a voulu coopérer avec le Président Staline de Russie pour démanteler les empires coloniaux et libérer les colonies, le gouvernement britannique a oeuvré pour saboter ces efforts(28).

Le second développement se réfère au plan élaboré pour créer un Gouvernement Mondial. L'élite aristocratique britannique a étudié les méthodes appliquées par les empires et notamment l'empire romain. Bertrand Russell un des membres importants de cette élite a trouvé les voies et moyens nécessaires pour protéger l'empire dans les conditions changeantes qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale. Ces changements de conditions ont été l'ouverture de l'Age atomique et l'émergence des Américains et des Russes comme super-puissances, qui ont éclipsé la Grande Bretagne. Russell, prévoyant la possibilité de l'apparition de l'âge atomique, a utilisé l'argument selon lequel, le gouvernement de Hitler était sur le point de

produire une bombe atomique, pour convaincre les Américains d'être les premiers à fabriquer cette bombe⁽²⁹⁾. Par la suite, le gouvernement britannique a été en mesure de persuader le Président américain anglophile Truman de l'utiliser contre le Japon déjà défait. L'objectif était de terroriser le monde et de l'amener à accepter un organe supra-national, l'ONU, pour régner au nom de l'oligarchie. En septembre 1946, il a écrit dans le "Bulletin of the Atomic Scientists" :

"Il est très clair qu'il n'y a qu'un seul moyen susceptible de prévenir les guerres, et c'est d'établir un gouvernement international avec un monopole de force sérieusement armé... Un gouvernement international, pour pouvoir préserver la paix, doit être le seul à produire et à posséder la bombe atomique, les forces armées de terre, de mer et en fait, tout ce qui pourrait le rendre irrésistible. L'autorité internationale doit avoir le monopole de l'uranium ou quelques autres matières premières adéquates à la fabrication de la bombe atomique. Elle doit avoir à son service une large armée d'inspecteurs qui doivent jouir du droit de pénétrer dans n'importe quelle usine sans préavis, toute tentative d'intervenir ou d'entraver leurs activités doit être traitée comme un casus belli.

Le Gouvernement international... doit être habilité à régler les conflits entre les diverses nations, et avoir le droit de réviser les traités... Sa constitution doit être rédigée de façon à lui donner le droit d'intervenir par la force armée contre toute nation qui refuserait son arbitrage. Possédant ce monopole de la force armée, une telle intervention serait rarement nécessaire et rapidement réussie."⁽³⁰⁾

Lyndon Larouche a déclaré que les Nations-Unies constituent une erreur tragique. Elles auraient dû être un simple forum diplomatique, et il a listé quatre objections. Tout d'abord, l'ONU ne reconnaît pas la loi naturelle comme étant obligatoire et son processus de délibérations n'est pas conforme à cette loi. Deuxièmement, le pouvoir de vote est donné à des nations dont le caractère ou les gouvernements sont de nature oligarchique, à un point tel que le vote majoritaire réalisé grâce à l'appui d'une résolution par de tels gouvernements, doit être rejeté sur ces bases par toutes les républiques authentiques. Troisièmement, l'ONU a, constamment, essayé d'assumer les fonctions d'un gouvernement à caractère mondial; de telles actions sont intolérables. Quatrièmement, pour ce qui est du troisième point, l'ONU, dans les activités quotidiennes de ses agences, y compris celles monétaires, est responsable de la promotion du génocide contre les nations et peuples, à part le fait qu'elle mène des activités subversives au sein des Etats membre⁽³¹⁾.

Par ailleurs Larouche ajoute:

"Cette mauvaise idée est largement répandue parmi les nations en développement et les autres affaiblis, en dehors des alliances des deux super-puissances, pour la simple raison que les capacités militaires de ces nations sont incapables de résister aux moyens militaires des super-puissances nucléaires. La notion d'utiliser l'ONU comme agence supra-gouvernementale ayant pouvoir sur les super-puissances est attrayante pour quelques-unes de ces nations affaiblies. Cette attitude optimiste eu égard à l'ONU a grandement facilité aux establishments libéraux de Londres, de New York et de la Suisse, l'utilisation de l'ONU et d'autres organes tels que les agences supra-nationales comme le FMI, la Banque Mondiale et le GATT pour piller les nations en développement (et autres) à la demande des banquiers suisses et de leurs confédérés impérialistes. En cherchant à enchaîner le pouvoir nucléaire des alliances des super-puissances, les nations en développement ont grandement aidé à se détruire, à éliminer de larges aspects de leur souveraineté nationale qu' ils cru ont imaginés défendre"(32).

L'hypothèse libérale qui soutend la formation d'un gouvernement international tel que l'ONU estime que les guerres sont causées par les Etats. "Liquidez les forces armées des Etats et nations, placez l'autorité entre les mains d'un organe international, et vous aurez la paix". C'est la logique derrière le mouvement pacifiste "Interdisez la bombe" et du slogan lubrique de "Faîtes l'amour et non la guerre" des années soixante et soixante dix. Cet argument est une grande erreur philosophique car en fait le libéralisme est une autre erreur philosophique du pseudo-âge des la Lumières. Les guerres ne sont pas causées par la simple existence des nations-Etats ou des sociétés nationales. Elles sont dûes à l'oligarchie qui, de par sa nature même, est diabolique, désire opprimer les populations et vivre des fruits de son oppression. L'histoire des empires depuis les règnes Babylonien et Egyptien jusqu' à l'empire britannique actuel, représente un témoignage évident de cette vérité. Pour éliminer les guerres, il nous incombe de remonter à leurs sources, à savoir, l'oligarchie. Nous devons liquider l'oligarchie et la structure oligarchique(33).

Nous avons déjà déclaré que le monde actuel a commencé avec l'avènement du Grand Prophète Arabe Mohamed et l'universalité de ses enseignements(34). Les Prophètes qui l'ont précédé ont été envoyés à des communautés nationales pour traiter de problèmes nationaux particuliers, bien que les enseignements fondamentaux du monothéisme: croire en un seul Dieu faire le bien et résister au mal,

existaient déjà dès le départ . Une étude du Coran et du document constitutionnel important connu sous le nom de Charte de la Médine remise par Mohamed à la ville de Médine, écartera tout doute quant au fait que l'universalisme, l'humanisme, la forme républicaine du gouvernement, le règne de la justice universelle, de la méthodologie scientifique et de la science, sont arrivés avec Mohamed(35).

Alors que Mohamed a posé la base d' une forme républicaine de gouvernement; cette première expérience d'une république démocratique en Arabie tribale n'a pas réussi. Elle a rapidement donné accès à un système féodal, impérial. Ce qui peut prouver la thèse de Briffault de l'existence d'un état d'esprit théologique autoritariste en opposition à l'esprit de réflexions libres des Grecs et des Européens(36). Toutefois, le message universel, républicain, humaniste, démocratique et scientifique de l'Islam a été absorbé et remanié par l'Europe par la Sicile et l'Espagne. Cette énorme dette de l'Europe vis à vis de l'Islam a été reconnue à juste titre par Briffault et quelques autres écrivains européens(37) et masqués par un large complot de silence(38).

A l'instar de toutes les civilisations, celles de l'Europe moderne comportent deux courants conflictuels: l'oligarchique et le républicain. Ces courants ont été formés et développés, entrelacés, combattus, avancés massivement en une série de vagues philosophico-culturelles connues sous le nom de Renaissance (14-16^è siècles), Réforme, contre-Réforme (16-17^è siècles), Sicile des Lumières (16-18^è siècles), Révolution industrielle, révolutions politiques, scientifiques. Le courant humaniste - républicain est représenté par un modèle type, la révolution américaine de 1775-83 avec son système américain d'économie politique(39), et le courant oligarchique dans la création de l'empire britannique au 19^è siècle avec son système britannique du soi-disant commerce libre et de l'économie politique libérale(40). Ce sont ces deux courants qui mènent aujourd'hui une lutte de vie et de mort pour s'attirer l'allégeance de la communauté humaine à l'aube du 21^è siècle.

Quand nous avons dit plus tôt que nous sommes aujourd'hui à la fin de cinq siècles d'ère coloniale et au début d'une nouvelle Ere de Liberté, nous ne disons pas que cette transition est automatique et facile. Les énormes intérêts qui sont en jeu, en fait la richesse du monde, rendent les luttes plus aiguës et plus féroces. Nous allons encore une fois nous référer à la Guerre du Golfe en tant qu'image de ce conflit gigantesque. La Guerre du Golfe n'est pas encore terminée, et nous avons été témoins des trois attaques par missiles menée

contre l'Irak à diverses reprises après le cessez-le-feu tant par l'administration Bush que celle de Clinton. Nous ne doutons pas toutefois des résultats de ce conflit. L'ère coloniale est morte et enterrée. Un nouvel âge de Raison et de Liberté est sur le point de poindre.

C'est pourquoi, cette Conférence est extrêmement importante. Nous représentons le Tiers Monde, principale victime du colonialisme et de l'impérialisme occidentaux. Nous tenons cette Conférence au cœur même de l'Islam, la civilisation qui, pour la première fois, a unifié le monde et qui a tellement donné à l'Europe moderne. Nous nous trouvons donc dans une position stratégique pour apporter d'importantes contributions de cette Conférence au nouveau monde humain en émergence, le Nouvel Ordre Humain Libéral.

Mais il nous incombe de faire très attention et éviter les tragiques erreurs des Européens qui ont pensé être l'unique peuple et l'unique civilisation. Leur excentrisme que nous avons appris à trop connaître et dont nous avons beaucoup souffert, leur a fait penser qu'ils entreprendront de faire apprendre la civilisation aux non-Européens. C'était là la raison - d'être du colonialisme. Toutefois, ce dernier ne peut être le seul responsable de l'arriération et de la stagnation des sociétés du Tiers Monde, avant et pendant les 500 années du règne du colonialisme. Nous avons également regressed et abandonné notre rôle actif et créateur en tant que représentant de Dieu sur Terre(41), avant et au cours de ces années de servitude et même aujourd'hui. Bien que plusieurs pays du Tiers Monde aient accédé à l'indépendance depuis plus de trente ans, cette indépendance est plutôt nominale que réelle puisqu'ils demeurent dépendants de l'Ouest dans plusieurs domaines de la vie et notamment ceux de la science et de la technologie.

C'est ainsi que le premier problème que nous confrontons dans l'édification d'un nouvel ordre libéral humain est de reposséder l'esprit libre, indépendant, créateur, afin que nos peuples puissent re-modeler leur vie d'une manière cohérente aux lois de l'Univers(42). Nous devons nous re-lie avec les traditions républicaines humanistes de notre culture et de prendre parmi nous ainsi qu'avec les autres nations, la décision de combattre l'oligarchie et ses alliés, tant au niveau mondial que national afin de réaliser une paix et un progrès authentiques. Il nous incombe de concrétiser pleinement nos potentialités humaines créatrices pour édifier l'économie de nos nations ainsi que du monde en recourant et en appliquant totalement la Science et la Technologie pour réaliser, selon les dispositions de la

Déclaration de l'Indépendance Américaine, leurs droits inaliénables à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur. Nous devons rejeter la philosophie bestiale du libéralisme qui place l'homme dans la catégorie animale dont la vie consiste à rien d'autre que manger, dormir, forniquer et mener une guerre Hobessienne de chacun contre tous. Nous devons re-proclamer le statut de dirigeant de l'Univers que Dieu Lui-même nous a enseigné.

Il nous incombe de rejeter fermement le scénario oligarchique Huntingtonien du conflit des civilisations et autres; et adopter vigoureusement la philosophie d'amitié et de coopération parmi les peuples aux niveaux local, national et international. C'est là ce que nous devons faire, car c'est la chose adéquate à faire, qui est cohérente à la création légitime de l'Univers(43). Dans le passé, nous étions quelque peu oublieux et naïfs, permettant la plupart du temps au diable de nous tromper. Les être humains sont des créatures d'esprit et de réflexion et ce que désirent ceux-là, qui ne peuvent que vouloir ce qui est bon, nous pouvons l'avoir.

Nous avons couvert beaucoup de terrain, par expérience, mais jamais Dieu ne nous a quittés, alors qu' à plusieurs reprises nous l'avons déçu de par nos propres oublis et méfaits; nous aurions pu être éliminés et pourtant nous sommes toujours là. Ceci doit être le sens de la foi en Dieu quand Il a rejeté l'objection des anges au moment de la création(44). Alors que nous entamons le troisième millénaire, nous sommes enchantés de voir la beauté bleutée de notre planète, la Terre, tournant autour du soleil dans l'espace et nous sommes étonnés des énormes capacités de la science et de la technologie modernes, malgré deux guerres mondiales, qui rendent notre vie sur terre heureuse. L'on ne peut imaginer ce que nous réserve l'avenir en matière de bonheur, dès que nous aurons défait une fois pour toutes l'ennemi corrompu, parmi nous, l'oligarchie sanguinaire .

Notre nouvel ordre libéral humain n'est pas une utopie. Il est à la portée de nos mains. Nous avons des exemples et des modèles devant nous: la république humaniste démocratique de Mohamed, le système état-ville islamique de Médina lors du septième siècle et la grande république Américaine du système américain de Georges Washington, de Thomas Jefferson, d'Abraham Lincoln et de Franklin Delano Roosevelt. Il nous incombe - et c'est là notre tâche urgente - de réclamer, refaire et raffiner ces républiques modernes et d'élaborer les bases pour une nouvelle civilisation mondiale, ni occidentale ni orientale(45).

Dans toutes les grandes cultures orientales se trouvent des traditions

humanistes et républicaines. Nous devons retourner à celles-ci. Dans le cours de notre indépendance, plusieurs pays du Tiers Monde, dont l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, La Chine, l'Irak, le Nigéria et le Soudan ont essayé et continuent d'essayer de faire revivre et de renforcer ces traditions humanistes et républicaines dans leurs pays avec plus ou moins de succès. Nous devons persister dans cette voie, mieux nous unir pour édifier notre propre économie nationale conformément au système national⁽⁴⁶⁾ et de s'opposer au système oligarchique britannique du commerce libre, connu sous le nom de Globalisation. Nous devons également apprendre de la persistante tradition humaniste républicaine occidentale et oeuvrer étroitement avec cette dernière qui pendant les trente dernières années a été représentée par le mouvement politico-philosophique, enthousiaste, talentueux mais bien nuisible⁽⁴⁷⁾.

Dès la moitié des années cinquante jusqu' aux années soixante-dix, le Mouvement du non-alignement a donné beaucoup d'espoir aux peuples du Tiers Monde mais s' est terminé par un échec en raison du manque de base philosophique humaniste républicaine. Le Mouvement a été défini par la géographie et l'ethnie plutôt que par la politique, l'économie et la philosophie, et comprenait des Etats membres à caractères oligarchiques ou agents de l'oligarchie anglo-américaine. L'Organisation des Pays islamiques souffre de la même faiblesse. A l'initiative du Premier Ministre turc Erdogan, la formation du pseudo-bloc de 8 pays islamiques, représente un développement intéressant et positif. Pour réussir, il doit adopter une approche de développement économique basée sur le développement d'une infrastructure d' économie nationale et celle des pays membres, utilisant les ressources nationales et la science et la technologie, rejetant l'austérité et la conditionnalité oligarchiques du FMI. Le Groupe doit, naturellement, oeuvrer étroitement avec la Chine, qui a déjà adopté cette voie du développement, avec la Russie et l'Inde et avec ces pays et groupes occidentaux qui sont prêts à tirer profit de ce processus de développement.

Le temps est mûr pour un Nouvel Ordre Humain Mondial. Nous devons déployer tous nos efforts pour le réaliser. Cinq cents années de servitude colonialiste et de souffrances sont suffisantes. Faisons en sorte d'empêcher les générations humaines de souffrir de notre manque de compréhension, notre manque de courage moral, d'agir pour éliminer ce fléau humain, l'oligarchie sanguinaire, de nos cous! ■

Références:

- 1.- Voir son ouvrage, La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme,

Penguin Book, New York, 1992

2.- Voir son discours à l'Assemblée Générale de l'ONU en septembre 1991 (Voir Facts on File, 1991), l'Obscurité totale sur les nouvelles de la guerre imposée par l'establishment anglo-américain, nous laisse ignorants quant aux événements actuels pendant la guerre à l'exception que ce que les officiels désirent nous faire connaître. L'histoire véritable de la guerre doit encore être racontée.

3.- Voir son article "Conflit des Civilisations"? numéro de l'été 1993 du Foreign Affairs

4.- Voir "Déclaration de S.E. Tarik Aziz, ministre des Affaires Etrangères de la République de l'Irak à la 45^e session de l'Assemblée Générale de l'ONU. Ministres des Affaires Etrangères de la République de l'Irak, 4 octobre 1990, New York.

5.- Voir Lyndon H. LaRouche Jr "Nous sommes à la fin d'une époque". Executive Intelligence Review (EIR) 1^{er} janvier 1996, p. 4-32

6.- La "Confusion" est une question de perspective. Pendant près de 800 ans disons, la fin de Knossos, l'histoire du Proche Orient est en fait très confuse, ni notre attitude est celle de l'Histoire mondiale. D'autre part, des millions de peuples ont dû également vécu leur vie inconscient d'un changement quelconque plus dramatique que l'arrivée un de ces jours dans leur village de la première épée ou la première faucille en fer... Ceci est une réserve importante et il ne faut pas oublier quand nous soulignons la nature dynamique et violente de l'Histoire du Proche Orient lors de la transition de l'âge de bronze à l'âge du fer." (J.M Roberts, History of the World, 1980, p. 116-11)

7.- Lyndon H. Larouche Jr. "Secrets que connaissent les seules élites", The campaigner, Vol 11 No 3 et 4, Mai-Juin 1987, New York ,p; 7

8.- Que l'évolution dans la nature et la société humaine prend une ligne multilinéaire, est confirmée par les études du philosophe historique, P.A. Sorokin. Voir son ouvrage, Modern Historical and Social Philosophies; New York, 1963 pp 7-9 et 291-92. Ce qui est conforme aux enseignements coraniques tel que reflété dans le verset: "Il envoie l'eau du ciel, inondant les vallées. Les rapides produisent de la mousse en abondance. De même quand ils utilisent le feu pour raffiner les métaux pour leurs bijoux ou équipements, il y a de la mousse. Dieu cite des analogies pour la vérité et le faux. Quant à la mousse, elle disparaît; alors que ce qui fait du bien aux peuples demeure près du sol. Dieu cite des analogies (13:17)

9.- Ce point a été avancé par le philosophe algérien, Malek Bennabi. Voir son essai: Islam dans l'histoire de la société (traduit par Asma Rachid). Etudes islamiques , XIX Ete 1980, No 1 pp 29-48.

10.-La propagande de l'establishment anglo-américain selon laquelle il a gagné la guerre du Golfe contre l'Irak ne doit pas induire quiconque en erreur. S'il a été victorieux, pourquoi ne s'est-il pas rendu à Bagdad pour arrêter

Sadam Hussein. Au contraire, après deux ou trois jours en territoire irakien, les troupes de la coalition se sont retirées et Bush a déclaré le cessez-le-feu. Se sont-elles retirées pour des considérations humanitaires, comme prétendu, ou ont-elles été défaites? L'Histoire complète de la guerre du Golfe, ou plus correctement la Mère des Guerres, comme l'a appelée Saddam Hussein, n'a pas encore été relatée.

Ce que l'Irak souffre - des sanctions illégales, meurtrières qui datent déjà sept ans, est dû à l'effondrement moral de la communauté internationale qui a échoué à appuyer l'Irak, tout d'abord, d'arrêter la guerre, et deuxièmement à briser les sanctions. Le tout puissant Conseil de Sécurité sous la domination des Anglo-Américains, est aujourd'hui virtuel, le dictateur du monde.

11.-Voir Dop. Inc: l'Ouvrage qui a rendu fou Henri Kissinger, EIR, Washington 1992, p 535-55.

12.-Voir Lyndon H. LaRouche Jr. "Londres lance le terrorisme internationale", EIR, 17 May 1995, pp12-20

13.-Voir l'article de l'auteur "Un siècle mondial. Mort de l'ancien et naissance du nouveau numéro du journal malaisien Sun p; 26 du 9 décembre 1966.

14.-Il est étrange que cet écrivain intéressant ne se trouve pas dans l'Encyclopédie Britannica. Son ouvrage le plus approfondi de 1919 "The making of Humanity" est aujourd'hui difficile à trouver. Dans cet ouvrage, il a écrit: "...comme nous sommes le résultat des précédentes générations, nous sommes également les faiseurs de l'évolution future de la race; comme la fonction du passé est de faire de nous ce que nous sommes, l'avenir dépend de notre existence et de nos activités" (p. 350). Comme la véritable relation de l'individualité humaine devient compréhensible, alors que nous avons réalisé la nature du grand processus qui nous a créés, dont notre vie est le produit ainsi que faisant partie, ce processus de faiseur de l'humanité, la merveilleuse et sublime notion de notre entendement, il n'est pas possible de fuir le désir de notre vie soit en fait une particule de ce grand courant, non pas comme un simple produit passif mais quel que soit son degré infinitésimal, en tant que facteur actif, animé par la même impulsion, qui nous a fait ce que nous sommes et qui créera de nouvelles humanités. Nous ne pouvons que ressentir un sentiment d'obligation à contribuer quelque peu à cette croissance dont notre vie est le fruit, nous ne pouvons que faire partie de l'esprit qui mène les destinées de la race. Un nouveau sens de l'éthique, véritable et naturel dont l'opération consciencieuse a créé l'humanité, est inévitablement en développement. Etre avec les forces de la croissance humaine pour être vraiment une partie vivante et non par une simple excrétion morte de l'impulsion créatrice de la race et si nous avons en fait compris notre relation réelle, il va sans dire qu'il existe une obligation qui nous est imposée." (p 352).

15.- Cet homme est un agent actif dans l'évolution de sa vie et celle de l'univers, attesté par le rôle de dirigeant que Dieu lui a assigné et par la soumission des Anges à lui au moment de la création. Voir le Coran 2: 30-34; 15: 28-29 et 31:20

16.- Voir note 3 plus haut.

17.- Il est étonnant de découvrir qu' après la deuxième guerre mondiale, le Président américain Franklin Roosevelt avait comme intention de démanteler tous les empires coloniaux et d'accorder l'indépendance à tous les peuples colonisés et d'oeuvrer avec Staline de Russie pour réaliser la paix et le développement économique pour tous les pays. Tirant profit de la mort prématurée de Roosevelt, Churchill a instigué la guerre froide parmi les blocs idéologiques, comme cela a été révélé dans l'infame discours en mars 1946 qui a placé le Rideau de fer entre les deux blocs (voir Michael).
Billington, "Britain and America cross Swords over postwar policy towards China", EIR, 12 mai 1995, p: 47-52.

18.- R. Briffault op. cit. p 48 et 55

19.- " Oui, nous avons envoyé un prophète à chaque communauté: a dit "Adorez Dieu, Fuyez les Taghout ! " (Coran 16:36)

20.- Le poète-philosophe Pakistanais Muhammad Iqbal a signalé ce point. Voir son ouvrage, *Reconstruction of Religious Thought in Islam* Lahore, 1958, p 126.

21.- Voir Hassan Hanafi, "Islam in the Modern World": Tradition, Revolution, Culture", Vol II, Le Caire 1995 p 453. Voir également R. Briffault, Op. cit. p 189 et 201.

22.- Le miracle du Coran en tant qu'ouvrage rédigé par nul autre que Dieu Tout Puissant qu'il a préservé et protégé est cité dans plusieurs versets du Saint Coran (voir 17:88 et 15: 9) Mais le miracle est demeuré secret jusqu'à dévoilé récemment par feu le savant égyptien, Dr Rashad Khalifa, basé sur ce qu' on a appelé le Code 19. Ce Code se réfère à une structure hautement sophistiquée et conçue mathématiquement du Coran, basé sur le chiffre 19; référé dans le Coran dans le verset 30 de la Sourate 74. Voir son ouvrage, *The Computer Speaks: God's Message to the World*, Tucson, 1981.

23.- Jacques Cheminade "Will we repeat the blunders that led to World War II, EIR, 13 décembre 1991, pp 30-37

24.- Lyndon H. LaRouche Jr, "Imperialism - The final stage of Bolshevism", New York 1984, pp 90-91.

25.- Carol White, *The New Dark Age conspiracy* New York 1980, pp 9-11.

26.- Lyndon H. LaRouche Jr. "Reflections Upon Tragedy and Hope". Comment Bertrand Russell est devenu un homme mauvais "Fidelio, Automne 1994, pp. 7-75.

27.- Harford Mackinder "Democratic Ideals and Reality" New York, 1969, p 110-11/

28.- Lyndon H. LaRouche Jr "Now, Rid NATO of the Entente Cordiale" EIR, 28 juin 1996, p 12-39.

29.- Carol White "What Sudoplatov failed to mention": "British Geopolitis and

the Atom Bomb", EIR, 1er Juillet 1994, pp 24-31

30.-Bulletin des Scientifiques atomiques No5 et 6, 1er septembre 1946np19

31.-Imperialism: The final Stage of Bolshevism, p 90

32.- ibid, p 80

33.- ibid, p 91

34.-Voir note 20 plus haut. L'universalité des enseignements du Coran, comme l'unité de l'humanité, l'uniformité des enseignements fondamentaux des messages divins, l'uniformité de la loi naturelle, la justice, la miséricorde, l'humanisme, le républicanisme universel, la résistance contre le mal et l'appui des bonnes causes, sont corollaires de l'enseignement fondamental du monothéisme.

35.-Voir Muhammad Hamidullah "The first written Constitution of the World" Lahore, 1975. Voir aussi note 34. Les enseignements du Coran ne sont pas seulement universels, républicains et humanistes, ils sont également scientifiques. La méthodologie scientifique est clairement enseignée ici avec son exhortation insistante aux hommes d'utiliser leur sens et leur raison, de critiquer les erreurs et les faux et d'affirmer la vérité.

36.- R. Briffault Op. cit p 113-16

37.- Voir R. Briffault Op cit. p. 190-91; George Sarton: Introduction to the History of Science" Vol II p. 1 Vol I p 550-642 et J. M. Roberts, Histoire du monde; p 500-01

38.- Voir note 21 ci-dessus

39.- Les principaux participants du système américain de l'économie politique étaient Alexander Hamilton (1789-1846) Secrétaire aux finances de Washington en 1771-81, Mathew Carey (1760-1839), son fils Henry Carey (1793-1879), Henry Clay(1777-1852) et Friedrich List(1789-1846-. Ce système est aujourd'hui propagé par le mouvement LaRouche. Malheureusement, ce système américain, qui est à caractère républicain et humaniste et opposé au système britannique oligarchique, n'est pas largement connu. Voir Lyndon H. LaRouche jr, "The Science of Christian Economy," Washington 1991 et Nora Hamaerman " 200 years since Hamilton's report on Manufactures, EIR, 3 janvier 1992, p 4-16

40.- Les premiers partisans du système britannique était Adam Smith (1723-90), David Ricardo (1722-1823) et Thomas Malthus (1766-1834)

41.- Voir Note 15 plus haut

42.- " La loi humaine est loi en vertu de son accordance avec la juste raison; et ainsi il est évident qu'elle émane de la loi naturelle. Si elle dévie de la juste raison, elle est appelée loi injuste, dans un tel cas, ce n'est plus une loi, mais plutôt des espèces de violences (St Thomas Aquinos, Summa Theologica, cité dans l'ouvrage de Lyndon H. LaRouche jr "Science of Christian Economy" p 207) Le Coran stipule cette loi universelle de la Vérité dans

plusieurs versets, dont l'une est la suivante: "Acquite-toi des obligations de la Religion, en vrai croyant, et selon la nature que Dieu a donnée aux hommes en les créant. Il n'y a pas de changement dans la création de Dieu. Voici la Religion immuable, mais la plupart des hommes ne savent rien" (30:30)

43.- Voir note 42 plus haut

44.- Voir Le Coran 2:30-33

45.- La vérité divine est universelle. Elle n'appartient ni à l'Est ni à l'Ouest, tel que stipulé dans le Coran 24-53. Le Premier Ministre malaisien, Dr Mahathir Mohamed a souligné ce point au sujet du siècle prochain, quand, dans un discours récent, il a déclaré: "Joignons nos mains avec l'Amérique et l'Asie et quiconque désire se joindre à nous dans un projet conjoint pour édifier le monde nouveau, un commonwealth global que le monde n'a jamais vu, digne des aspirations de l'humanité et du vingt - et - unième siècle (New Straits Times, Kuala Lumpur, 23 novembre 1996)

46.- Le système national, connu également sous le nom de système américain, n'est ni pseudo commerce libre du capitalisme libéral; ni l'ancien système communiste de planification centrale qui a été un échec. C'est plutôt le système républicain et humaniste en esprit; voir Lyndon H. LaRouche jr, "The Science of Christian Economy", Washington, 1991/

47.- Ce mouvement basé aux Etats-Unis d'Amérique et mené par l'économiste, l'homme d'Etat et philosophe M. LaRouche 73, créé en 1960 aux Etats-Unis parmi plusieurs attitudes idéologiques. Il est engagé à faire revivre et enrichir la tradition humaniste-républicaine de la politique et de l'économie américaines et qui se veut découlé à la tradition de l'académie de Plato dans la Grèce ancienne. De concert avec son organisation soeur, l'Institut Schiller (dirigée par l'épouse de LaRouche, Helgo Zapp LaRouche), le mouvement publie une revue hebdomadaire, Executive Intelligence Review, EIR, son journal bi-hebdomadaire, The New Federalist, son trimestriel philosophique-culturel, Fidelio, et sa revue scientifique, trimestrielle, 21st Century Science and Technology, en sus des nombreux ouvrages et rapports occasionnels. A part l'Amérique, ce mouvement est actif en Europe, en Amérique du Sud et à l'Ouest, en Asie et a des influences en Chine, en Russie et au Sud-Est asiatique. Les médias de l'Establishment anglo-américain libéral a presque entièrement interrompu la propagation de ce mouvement et ses activités; M. LaRouche lui-même avec quelques-uns de ses associés ont été emprisonnés lors du mandat de Bush. Mais dès 1991, LaRouche a été libéré sur parole et il a visité plusieurs Chefs d'Etat, y compris de l'Irak, de l'Inde et du Soudan.

Bakr Mahmoud Rassoul*

Au Nom D'allah Clément Et Miéricordieux**

M. Le Dr. Mourad Ghaleb, président de l'OSPAA...

Monsieur Nouri Abdel-Razek, Secrétaire-général de l'OSPAA...

Distingués participants...

C'est pour moi un plaisir de commencer par exprimer toute la considération et l'estime que nous portons à l'OSPAA, qui, malgré les moyens limités disponibles, poursuit courageusement ses efforts louables en vue de resserrer et de cimenter les liens de solidarité entre les pays africains et asiatiques, à jamais rassemblés par des intérêts conjoints, soit par les époques passées, lors de leur lutte pour l'indépendance et la libération politique ou par les temps qui sont, dans leur combat pour l'édification de leurs sociétés et la réalisation du bien-être de leurs peuples...

Je souhaiterais souligner ici les solides relations qui rattachent notre Organisation arabe du travail à l'OSPAA. Notre participation aux travaux de cette rencontre internationale d'une qualité remarquable est une des manifestations de notre coopération...

Je tiens également à saluer les efforts qui ont été fournis pour la tenue de cette réunion " Conflit de civilisations ou Dialogue de cultures " ainsi que la sélection de ses thèmes d'une haute valeur. Saluer aussi

*Directeur Général de L'Organisation Arabe du Travail

**Original: Arabe Traduit par Nashwa Al Azhari

le choix du Caire, cette grande capitale arabe, de par sa majestueuse civilisation et sa riche culture, pour un tel rassemblement

Permettez-moi de vous faire un résumé de mon intervention centrée sur l'Axe " Vers un nouvel Ordre humain et libérateur ", vu son rapport avec la nature et les objectifs de l'Organisation arabe du travail.

Dans le document qui vous a été distribué, nous avons abordé la question à travers :

**** Un exposé condensé des aspirations de l'humanité depuis l'aube des temps, à établir la société de l'égalité, la liberté et la justice... Préoccupation majeure des sages, des philosophes et des réformateurs sociaux, une préoccupation qui a joui d'une grande part d'intérêt dans les révélations divines...**

À l'époque moderne... Et suite à deux grandes guerres universelles, la communauté internationale a pu trouver une formule qui gouvernerait la coopération mondiale avec la création de l'organisation des Nations-unies... La Déclaration internationale des Droits de l'homme en 1948 fut l'une des réalisations majeures de celle-ci, comme étant l'idéal auquel devrait tendre l'ensemble de peuples...

**** Dans notre tentative de lire l'état actuel de la condition humaine et de trouver la voie susceptible d'assurer la sécurité et la paix aux peuples du monde et réaliser la justice dans les relations internationales, nous avons, par souci de précision, recouru au langage des chiffres, qui nous ont révélé ce qui suit :**

**** Il y a 800 millions d'affamés dans le monde... À elle seule, l'Afrique en compte plus de 250 millions.**

**** Un milliard et 300 millions de personnes vivent dans le dénuement le plus total et près d'un autre milliard ???**

**** 500 millions de personnes ne disposent point des soins médicaux élémentaires, au moment où les dépenses militaires dans le monde atteignent environ 700 milliards de dollars \$ par an.**

**** 250 millions d'enfants et de mineurs, âgés entre cinq et quatorze ans, travaillent dans des conditions professionnelles hautement dangereuses, nuisibles pour leur santé générale.**

**** Il existe 20 millions de réfugiés et de personnes déplacées en raison des crises sociales, de la violence, du besoin, de la xénophobie et de la haine des minorités et des travailleurs immigrés.**

**** Un milliard de personnes par le monde sont soit chômeurs, soit exercent des travaux inappropriés ou improductifs.**

** Quatre-vingt-dix% des habitants du monde n'ont point les moyens d'assurer leur avenir ni la moindre maîtrise de leur destinée.

** Le revenu quotidien d'un milliard et 300 millions de personnes dans le monde est de moins d'un dollar.

Le langage des chiffres révèle d'autres réalités dont:

** Vingt% des habitants du monde contrôlent près de 80 % des ressources industrielles et naturelles mondiales, telle l'agriculture et ses sources d'eau et autres.

** La fortune de 358 milliardaires dans le monde est plus importante que ce que possèdent 45% des habitants du monde réunis.

** 80% du produit industriel mondial va aux pays nantis, lesquels contrôlent en outre 84% du volume des activités commerciales et 74% des sources d'énergie dans le monde.

** Quatre-vingt-dix% des déchets nocifs proviennent des États industrialisés.

** 74% du bioxyde de carbone responsable de la hausse de la température de l'écorce gazeuse provient des mêmes États. De plus, l'érosion de la couche de l'ozone est due aux composés chlorofluorocarboniques dont les États nantis du nord sont la source principale, sinon l'unique.

** Dix% environ des habitants du monde contrôlent l'industrie médiatique, qu'ils orientent selon leurs intérêts. Cinq agences de presse internationales monopolisent plus de 80% des informations en circulation, maîtrisent 90% des ????? radiophoniques et regroupent près de 90% des savants et techniciens spécialisés dans les technologies de communication.

** Les pays en développement dépensent 0,06% de leur PNB sur la recherche et le développement au moment où les pays développés y consacrent 3% du même PNB.

** Le revenu moyen per capita dans les pays développés est de 20 fois supérieur à celui des pays du sud. La consommation moyenne de l'enfant dans les sociétés du nord est de 127 fois plus grande que celle d'un enfant du sud.

à la lumière des chiffres susmentionnés l'on peut déduire ce qui suit:

I : Qu'un monde dont le quart jouit de la prospérité pendant que ses trois-quarts souffrent de la privation en raison du dénuement le plus total, de la faim, de la maladie et de l'analphabétisme ne saurait servir

de fondement valable et solide pour la sécurité et la paix.

II : Au moment où les revenus et le PNB vont s'accroissant à l'échelle nationale et internationale, le chômage, la pauvreté, l'analphabétisme et la maladie s'aggravent à une cadence plus accélérée et plus aiguë.

III : La marginalisation et l'énorme fossé qui sépare les pays du monde et les catégories à l'intérieur d'un même pays s'accroissent à un rythme alarmant, l'humanité n'ayant jamais connu de tels immenses décalages tout au long de son histoire.

Ceci étant, l'émergence d'un nouvel Ordre humain libérateur, avec toutes les obligations et les devoirs réciproques qu'il implique entre ses membres, suppose, voire exige l'approfondissement d'un nombre de facteurs existants ou à venir, qui n'échappent point à tout réformateur ou responsable, ou encore le plus commun des mortels ne perd pas de vue, qu'il s'agisse des peuples et nations mêmes ou de leurs relations, dans le but de réaliser leur sécurité, leur paix et leur stabilité. Nous en citerons à titre d'exemple :

I : L'enseignement et la culture :

La dégradation de l'enseignement demeure la faiblesse capitale qui entrave la participation des peuples du monde en général, et ceux des pays en développement en particulier, à l'édification du nouvel Ordre humain souhaité ou leur interaction avec un tel Ordre dans l'éventualité de son établissement.

L'instauration d'un Ordre humain libérateur n'intéresse guère les peuples qui vivent dans l'aisance et le luxe et jouissent des avantages du progrès technologique et informatique, au même titre que ces analphabètes des pays du Tiers-Monde, absorbés par leur préoccupation d'assurer leur subsistance et de guérir de leurs maladies. Ce sont eux qui sont en quête d'un Ordre qui les libérerait du besoin et de la misère et leur insufflerait l'espoir d'être à même d'avoir leur place dans une économie de plus en plus évoluée et complexe.

II : La formation :

Libérer l'homme de la misère, de l'ignorance et du besoin ne saurait avoir lieu sans garantir une formation adéquate des forces laborieuses ainsi que l'orientation professionnelle qui leur convient, afin que le facteur "travail" puisse être utile et productif et non simplement un consommateur ou receveur de l'aumône et de l'assistance. L'avenir ne reconnaîtra point en effet ceux-là qui ignoreront les moyens de traiter

avec les mécanismes et les instruments du progrès.

III : La participation populaire :

Assurer une pleine participation populaire est un critère fondamental si l'on entend instaurer un Ordre humain libérateur, qu'il s'agisse d'une participation à l'édification de cet Ordre ou d'une contribution à son succès et sa continuité. Une telle participation, à tous les niveaux de la société, sans discrimination ou distinction, revêt une importance vitale afin que soient réunies les conditions favorables à une prise de conscience par l'ensemble des membres de la société de leurs capacités dans l'action collective et la défense de leurs intérêts et droits.

VI : La démocratie réelle :

La démocratie ne réside pas dans la seule organisation d'élections libres et équitables. C'est encore l'introduction de réformes d'ordre administratif et financier, la consolidation des lois nationales sur les droits de l'homme et ses libertés fondamentales, le renforcement des systèmes et structures judiciaires, la formation des personnes ayant pour charge l'application des droits de l'homme, l'amélioration et la promotion des méthodes de gouvernement, du dialogue intérieur, de la crédibilité et de l'intégrité des principales institutions de l'État, du droit de demander des explications sur les mesures adoptées, ainsi que la transparence de la prise de décisions ayant trait aux conditions du travail, de la vie et de l'avenir des citoyens.

V : Le dialogue et la consultation :

Renforcer la paix sociale est une nécessité sine qua non pour toute action visant le développement, une telle paix étant la garantie de la stabilité intérieure. Cette même paix ne saurait exister sans l'établissement des canaux de dialogue et de concertation entre les éléments de la société civile en général et entre les parties de la production et les partenaires sociaux en particulier, ceci étant également vrai à l'échelon d'une même société ou à l'échelle des peuples et des nations du monde.

VI : Des concepts erronés :

Des concepts matérialistes erronés règnent sous les cieux de notre monde contemporain et exigent de notre part, afin d'y remédier, d'œuvrer pour l'enracinement de notions et de principes humains. Parmi les évidences que lesdits concepts ont dissimulé on rappellera ceux-ci:

Les ressources résultant de l'accroissement de la production et de la

productivité nationales ne constituent point une preuve de l'amélioration des conditions de vie des citoyens ni d'une distribution équitable de la richesse nationale entre eux.

Tout effort tendant à consolider le développement économique devrait avoir pour ultime objectif " le progrès social " des peuples, la prospérité pour tout un chacun, le plein épanouissement de sa personnalité et la promotion constante du bien-être de tous les citoyens.

La croissance économique souhaitée est celle qui conduit à augmenter, et assurer sur un pied d'égalité, les opportunités d'emploi, réduire le paupérisme, améliorer, étendre et promouvoir le niveau de l'enseignement, accroître l'accessibilité de tous au traitement médical, au logement, à la sécurité alimentaire et à la stabilité familiale.

Il ne faut jamais perdre de vue l'interdépendance étroite qui lie d'une part " la croissance interne " et l'instauration d'un Ordre humain nouveau et de l'autre " la paix et la sécurité internationales ". Une croissance constante exige en effet que soient réunies certaines conditions de base, dont l'existence d'un environnement national stable et motivant, en plus d'un climat politique et économique international favorable qui incite à la réalisation de la croissance nationale/interne et insuffle un esprit renouvelé à la coopération pour le développement et le progrès. Ces conditions appellent aussi une assistance internationale/officielle multilatérale inconditionnelle, en sus de l'allègement des charges de la dette, sinon sa suppression totale, notamment en ce qui concerne les pays que leurs ressources limitées ne rendent pas en mesure de faire face aux défis des temps et de répondre aux coûts et aux charges du développement national.

VII : La coopération et l'entraide :

Parce-que les relations internationales existantes se fondent encore sur la primauté des intérêts et des profits, l'humanité ne connaît point jusqu'à l'heure qu'il est un système humain de coopération honnête entre ses peuples et nations, ses riches et ses pauvres et ignore encore les concepts d'entraide internationale réelle. La coopération réelle doit justement avoir pour objectif d'aider les pays en développement, ceux les moins développés en particulier, à s'intégrer dans l'économie mondiale. Une intégration véritable, garantie de l'équité et de l'entraide, afin que ces pays puissent bénéficier des fruits de la mondialisation et de la libéralisation de l'économie, et éviter les risques d'isolation et de marginalisation sur la scène internationale.

L'entraide internationale implique aussi que les pays en

développement obtiennent une part équitable des investissements étrangers directs. On soulignera ici que ces pays sont du point de vue théorique invités à développer leurs capacités et moyens. Il incombe par conséquent à leurs gouvernements de réunir les conditions favorables à cette fin.... Cependant, un tel développement est entravé par d'innombrables difficultés et pressions dont nous citerons :

- Les problèmes de la dette extérieure et de son service.
- Le manque des ressources extérieures nécessaires au soutien des ressources financières nationales/internes.
- La chute aiguë des taux d'échange commercial et la baisse constante des prix des matières premières.
- La difficulté d'accéder au marché international.
- L'insuffisance ou la vanité des programmes de coopération technique fournis par les organisations internationales pour promouvoir une utilisation compétente par les pays bénéficiaires de leurs ressources naturelles et de leur potentiel humain.

La famille internationale se doit d'établir les bases et le cadre appropriés pour un Ordre international fondé sur l'entraide sociale à l'échelle du monde entier. Un Ordre qui assurerait aux peuples en développement le droit d'obtenir équitablement leur part des opportunités mondiales accrues dans les domaines du commerce international et de bénéficier des réalisations de la technologie, des investissements et de la révolution informatique. Les preneurs de décision au niveau mondial ne doivent certainement pas ignorer que l'absence des facteurs et des valeurs de l'entraide et de l'intégration sociale dans l'Ordre international existant conduit à :

- L'aggravation de la misère économique, sociale et culturelle.
- La prolifération des phénomènes de discrimination, de fanatisme et d'injustice sociale.
- L'exacerbation des différends et conflits intérieurs et la propagation de l'intolérance, de la persécution, de la haine et du fanatisme.
- La régression du respect des droits de l'homme et de ses libertés fondamentales et l'augmentation des cas d'oppression politique.

Sur un autre registre, une question légitime se pose sur les chances et les éventualités d'amendement de la Charte des Nations-unies, en sorte que soit assurée une représentation juste et une participation active des puissances internationales émergentes et des peuples du Tiers-Monde.

Nul nouvel Ordre humain libérateur ne saurait être établi ou conçu en dehors du cadre des principes, concepts, objectifs et mécanismes du système des Nations-unies et de ses agences spécialisées. Car, en dépit de toutes les critiques qui lui sont dirigées, ainsi que la crise de confiance dont il est l'objet, ce cadre conceptuel et institutionnel mondial reste quand même le plus qualifié et le plus préparé à jouer un rôle dans l'édification dudit Ordre, en paroles et en actes, sur le plan théorique et pratique.

La Charte des Nations-unies fut une tentative d'organiser la communauté internationale nouvelle d'une manière intégrale. Néanmoins, malgré ses nobles objectifs, elle ne put réaliser les buts de l'organisation et fut incapable d'empêcher l'agression, de maintenir la paix et la sécurité internationales, d'assurer la coopération internationale afin de régler les problèmes internationaux ou de garantir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous.

Et s'il est vrai que les principes de l'Article 2 stipulent entre autres que "l'Organisation des Nations-unies est fondée sur le principe de la souveraineté égale de tous ses membres", l'expérience a démontré que l'égalité juridique dans les voix n'a pas abouti à une égalité dans les chances de bénéficier du système économique et social international ou dans la participation réelle à la formulation des politiques, activités et programmes développementaux entrepris dans le cadre de cette institution. Il est vrai qu'au fil de ses Décennies pour le développement en faveur des pays en développement, le système des Nations-unies a théoriquement pris part à la formulation des questions et des concepts pertinents. Mais, compte tenu de la modeste représentation équitable et participation des puissances internationales émergentes et des peuples du Tiers-Monde, force est de constater que les résultats de l'action de cette organisation restent insuffisants et intangibles pour les citoyens du monde. En effet, les débours des Fonds et des programmes onusiens pourtant nombreux et disposant de moyens financiers relativement grands, n'ont pas diminué l'élargissement des décalages entre les peuples et les nations ni mis un terme à l'enrichissement des pays nantis au détriment de l'appauvrissement des pays en développement, notamment les moins développés.

Par ailleurs, la fin de la guerre froide, et des craintes qu'elle suscitait, n'a pas abouti à une réduction des dépenses militaires et une régression des foyers de conflit ou encore à favoriser le règne de la démocratie dans les relations internationales. En effet, ces craintes furent remplacées par la peur du déséquilibre né en faveur du pouvoir

mono-polaire et de l'hégémonie d'une super-puissance sur les destinées du monde, et par conséquent la propagation ou l'imposition d'une philosophie socio-économique et culturelle donnée, ceci mettant en danger l'existence des Nations-unies et de sa philosophie...

Conscients de l'importance de cette existence et de la survie de l'organisation internationale, en dépit des critiques qui lui sont dirigées, les pays en développement se sont donc redressés, réclamant la réforme structurelle de l'ONU.

De toutes les manières, l'introduction de certaines réformes est nécessaire pour la démocratisation des organes des Nations-unies et la garantie de la participation de l'ensemble des pays du monde à ses activités et réunions, sachant notamment que les peuples du Tiers-Monde sont les premiers bénéficiaires de toute réforme destinée à démocratiser l'organisation.

Concernant le Conseil de sécurité, qui constitue l'instance principale de prise de décision au sein des Nations-unies, sa composition ne convient plus avec l'accroissement du nombre des États membres (51 lors de sa création, ils se chiffrent aujourd'hui à 185), ceci étant à l'origine d'un déséquilibre flagrant dans la représentation équitable du Nord et du Sud. Cet organe central appelle donc des réformes afin de mieux refléter les réalités du monde de nos jours. En outre, dans sa condition actuelle, le Conseil est en butte à des accusations qui ne sont pas sans comporter une part de vérité, comme par exemple qu'il use de deux poids et deux mesures et adopte des critères différents dans son approche des problèmes internationaux, selon l'hégémonie et les intérêts occidentaux. Dans ce contexte, le comble est le "droit de veto" dénué de toutes contraintes morales et des comportements de principe qui garantiraient le recours objectif et justifié à ce "droit"... C'est la raison pour laquelle les pays en développement estiment que la suppression dudit "droit" constitue "l'approche adéquate" pour une démocratisation du fonctionnement des Nations-unies. Par ailleurs on signalera ici l'absence de transparence dans les travaux du Conseil, dont les réunions se tiennent la plupart du temps à huis-clos et sont non-officielles, autrement dit qu'ils se déroulent dans les coulisses où les questions de fond sont traitées à l'écart de l'opinion publique mondiale.

Pour ce qui est de l'Assemblée Générale, qui est, du point de vue théorique et démocratique, l'instance suprême de l'ONU, puisqu'elle regroupe tous les États qui y disposent d'un même droit de vote, si les pays en développement ont tendance à refuser la volonté d'en faire un organe secondaire dépendant du Conseil de sécurité, c'est à

cause de ses résolutions dénuées de toute force de loi. Des résolutions qui ne sont rien de plus que des "recommandations", cet état de choses ayant, du point de vue pratique, entamé la crédibilité des travaux de l'Assemblée, devenue une simple "tribune de discours" ou des archives pour la consignation et la conservation de ses résolutions.

Toujours dans le même contexte, certains réclament la transformation de l'Assemblée en une sorte de parlement mondial, et appellent à ne pas la limiter à la seule représentation par ses membres de leurs gouvernements, pour s'ouvrir plutôt à la participation des éléments de la société civile, par le biais des ONG.

Quant au Conseil Economique et Social, qui compte parmi les principaux organes des Nations-unies, il incombe qu'il devienne une source de force intellectuelle et morale pour l'organisation, puisqu'il traite des questions fondamentales de l'homme, sur les plans économique, social et de droits. Toutefois, son rôle est passé sous silence et ses compétences marginalisées... Ses débats se concentrent la plupart du temps à l'examen passager des résultats et des symptômes des crises, plutôt que de se pencher sur leurs causes et origines.

Parmi les propositions les plus en vue pour une réforme de ce Conseil on citera celle de le remplacer par deux instances, c'est-à-dire séparer l'économique du social... Il s'agit de créer un Conseil chargé des aspects économiques, le deuxième étant chargé des questions sociales, partant du fait qu'un tel Conseil économique serait plus apte à coordonner les activités des organes économiques des Nations-unies, pendant que le Conseil social pourrait contribuer à la réalisation d'une interaction réelle entre les différentes cultures et valeurs mondiales nées au fil de l'histoire, tout en œuvrant à leur rapprochement et leur fusion. Un tel conseil se pencherait également sur les impacts sociaux des programmes de réforme économique et d'ajustement structurel... Afin de leur assurer une performance optimale, les organisations gouvernementales et non gouvernementales devraient, chacune dans le domaine de sa spécialisation, prendre part aux délibérations et activités de ces deux Conseils

Dans le cadre du Secrétariat Général des Nations-Unies, objet de la plus grande part des critiques virulentes en raison de son manque de démocratie, de son gaspillage et de son inefficacité par rapport au rôle qui lui est assigné, il est, pour beaucoup de ceux qui suivent l'évolution de cette question, une sorte "d'atelier inemployé" qui exige

des réformes radicales, à commencer par son potentiel humain, que certains jugent "inefficace", en passant par ses mécanismes décrits comme étant quasi-paralysés, produisant des paroles bien plus que des actes concrets qui tendent à améliorer la situation des catégories en besoin de son assistance, pour en arriver au déséquilibre géographique constaté dans le choix de ses fonctionnaires.

On parlera enfin du budget du système des Nations-Unies, dont la crise financière fut et demeure encore le danger le plus grave menaçant la poursuite par cette organisation de sa mission. Remédier aux problèmes de financement constitue l'approche adéquate et essentielle de la réforme des Nations-unies. L'on pense à cet égard qu'il est inadmissible que l'organisation internationale reste financièrement à la merci d'une ou de certaines grandes puissances, nonobstant leurs capacités économiques considérables... D'autres croient qu'il importe d'affranchir l'ONU elle-même des contraintes de l'hégémonie, et faire en sorte qu'elle dépende essentiellement de ressources extérieures, donations entre autres... Certains ajoutent que les activités onusiennes, utiles pour les peuples et les Etats, le sont bien plus pour les compagnies multinationales qui tirent profit de l'existence d'un environnement serein et stable et de la sécurité et la paix internationales. Il serait peut-être donc nécessaire d'imposer, à travers un système international de taxation, un impôt international sur les opérations des grandes institutions et corporations économiques, ainsi que les transactions des banques et institutions financières internationales, les sommes ainsi réunies étant transférées au profit du PNUD. Objet de nombreuses critiques, les méthodes de travail des grandes institutions financières internationales (notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire international), attestent d'une marginalisation des pays en développement, étant donné que les moyens de vote en vigueur dépendent de la puissance économique des États. Ces institutions sont en outre connues pour l'intérêt primordial qu'elles portent aux questions relevant de la stabilité macro-économique et de la croissance économique, sans tenir compte des impacts sociaux à long terme du développement sur la plupart des États membres du système des Nations-unies, ceux les moins développés en particulier. Il est par conséquent impératif de remédier à cet état de choses afin d'accroître la participation desdites institutions au développement social et à l'établissement des réseaux adéquats pour garantir la sécurité sociale, parallèlement aux programmes d'ajustement et de réforme économique.

Observations finales :

Ces contemplations nous ont permis de passer rapidement en revue

les éventualités de l'instauration d'un Ordre humain libérateur et équitable, qui, sur le plan intérieur, assurerait la libération de l'individu de la misère, de la maladie et du besoin, renforcerait ses capacités propres et laisserait s'épanouir ses talents créatifs dans un climat démocratique, et garantirait, sur le plan extérieur, la paix et la sécurité à tous les peuples du monde, tout en veillant à la promotion de la justice sociale dans les relations internationales.

Notre modeste conception d'une société humaine jouissant de la justice et de la sécurité, pourrait se résumer dans ce qui suit :

- * Toute société juste ne peut accepter des taux élevés d'analphabétisme et de chômage.
- * Toute société stable ne peut tolérer de priver des catégories entières de ses citoyens des fruits de son produit national.
- * Toute société jouissant de sécurité se doit de garantir à ses citoyens et ses catégories les plus défavorisées et dans le besoin une couverture de sécurité sociale et les soins médicaux.
- * Toute société intégrale ne peut consentir à la suppression des particularités culturelles, religieuses et sectaires, dans le cadre de la Constitution de l'État et de ses usages enracinés au plus profond des cœurs.

L'on ne saurait en outre concevoir un Ordre humain libérateur sans une primauté des valeurs communes suivantes, avec toutes leurs composantes et éléments :

- Recourir à la loi plutôt qu'à la violence.
- Consacrer le principe du respect des droits de l'homme.
- Respecter les droits des minorités, nonobstant leurs cultures, confessions et croyances politiques, et renforcer la fusion des divers éléments de la société civile unique.
- Encourager et fournir à l'ensemble des citoyens l'occasion de participer aux pratiques démocratiques.
- Promouvoir la conscience sociale à tous les niveaux de la société.
- Accroître l'intérêt des citoyens pour un environnement sain et à l'importance de sa préservation.
- Accorder toute attention et une première

priorité aux problèmes des catégories sociales vulnérables (l'enfant, la femme, les handicapés et les vieux).

Il importe de réaffirmer... que le monde idéal que tout un chacun sur terre souhaiterait est :

- * Un monde fondé sur l'équité, tendant à réaliser des objectifs pacifiques communs profitables à l'humanité entière.
- * Un monde où règneraient paix, sécurité et dignité pour tous les individus, les peuples et les nations.
- * Un monde où tout un chacun pourrait bénéficier des fruits du progrès scientifique et technologique.
- * Un monde qui grâce à ses multiples ressources puisse répondre aux aspirations et besoins des individus et de la société et non satisfaire seulement les intérêts égoïstes de la minorité, d'individus ou de nations donnés, le but étant de mettre fin à la misère sans nuire à l'environnement.

Nous sommes conscients que la paix et le développement sont indivisibles. Et, si la misère qui prévaut dans une grande partie du monde n'est point atténuée (pour ne pas dire éliminée), la démocratie et les droits de l'homme demeureront pour le reste des peuples sur terre des mirages et des façades exposés à un danger et une menace permanente■

Corinne Kumar *

Le Vent Du Sud

Universalite Du Discours

Des Droits De L'homme**

*L' autre vent souffle dans toute sa majesté spécifique et universelle,
les civilisations s' épanouissent.....*

Anouar Abdel Malik

A tous ceux qui aiment écouter le chant du vent

En un autre lieu, en un autre temps, Black Elk a entendu le chant du vent

J' ai vu moi-même sur la montagne centrale du monde

les plus hautes places et j' ai eu une vision car je voyais tout le sacré du monde, elle dit,

Souviens-toi, dit-elle, elle voyait tout le sacré du monde,

et la montagne centrale sacrée était une montagne dans sa région du monde

"Mais, ajouta Black Elk, la montagne centrale est partout"

De ma montagne centrale, là où le silence et le mouvement se joignent, je vous invite à écouter le chant du vent

*Secrétaire Général Organisation "El Teller"

**Original: Anglais. Traduit par Noha Badawi

Tout particulièrement le vent du sud, le sud du Tiers Monde, des civilisations de l'Asie, du Pacifique, du Monde Arabe, d'Afrique, d'Amérique Latine; le Sud: les voix et les mouvements des peuples, quelles que soient leurs sources.

Le Sud: les visions et la sagesse des femmes

Le Sud: la découverte de nouveaux paradigmes, qui défient les concepts et catégories théoriques existants, brisant les structures de l'esprit, recherchant une nouvelle langue pour décrire ce qu'il perçoit, refusant la vision objective, rationnelle, scientifique du monde supposé être l'unique:

Le Sud: le recouvrement des autres cosmologies, la découverte d'un autre savoir caché, submergé et condamné au silence. Le Sud, la rébellion de ce savoir subjugué.

Le Sud: histoire; le Sud: mystère

Le Sud: la découverte de nouveaux paradigmes politiques, invention de nouveaux modes politiques, création d'une imagination politique alternative; le Sud: la révélation de chaque civilisation dans son propre idiome; le Sud: conversation entre civilisations.

Le Sud : nouvel universalisme

Et notre recherche d'une nouvelle compréhension du Sud nous promet d'apporter au monde de nouvelles significations, de nouvelles amarres. Ceci pourrait être l'avènement de nouvelles cosmologies.

Le Sud, donc, nouvelle cosmologie

Introduction

Et du vent, permettez-moi de citer un poème; il a été écrit par un poète du Guatemala, Louis Alfredo Arrago; je l'ai choisi pour vous car il explique l'approche de ma dissertation.

*Je les ai vus enterrer un enfant mort
dans une boîte de carton.*

Ceci est vrai et je ne l'ai pas oublié

Un timbre était apposé à la boîte:

Société General Electric,

le progrès est notre meilleur produit

Comme nous le savons, le savoir est une force. Les forts sont toujours plus curieux que les faibles, car ils s'imaginent avoir toutes les réponses. ET ILS LES ONT; Mais non aux questions que les faibles posent. Ils n'ont pas de réponses aux millions de morts en guerre, au génocide au Sri Lanka, au Rwanda et à l'ancienne Yougoslavie, au

viol des femmes en temps de guerre ou en tant que "femme pour bien-être" pour l'armée japonaise au cours de la deuxième guerre mondiale, ou en tant qu' instrument d' "épuration ethnique" en Bosnie ou dans les bases militaires US en Asie et au Pacifique, génocide des femmes.

Aucune réponse aux millions de réfugiés à travers le monde. Aucune réponse aux millions qui vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. Ils n'ont aucune réponse aux victimes des mesures techniques de la révolution verte, des depo-provera, des technologies progressistes; de la destruction de la diversité et du gagne-pain des peuples; ils n'ont aucune réponse au Libakusha de Hiroshima, aux victimes de Three Mile Island, Chernobyl; aux habitants des îles du Pacifique, aux enfants de Rongelap; aucune réponse aux 45 millions d'enfants embauchés en Inde; aucune réponse aux enfants torturés dans les prisons à travers le monde; aucune réponse aux enfants affamés en Ethiopie; aucune réponse à cet enfant mort mis dans une boîte en carton.

Tout dépendra de la manière de poser la question. Si nous posons les anciennes questions en évoquant les anciennes catégories, en comptant sur les anciens cadres, en brandissant des théories grandioses, nous ne soulignerons alors que les réponses que nous croyons connaître, écartant la possibilité de dégager une optique nouvelle ou de défricher de nouveaux champs. Peut-être faudrait-il ne plus craindre de poser les non-questions, d'analyser ce qui est considéré de non-donné, de non-rationnel et de non-scientifique. Peut-être faudrait-il d'abord fouiller au-delà du discours dominant, en dessous du niveau requis de scientificité et au-delà des paramètres consacrés du savoir, découvrant le savoir et les civilisations non-occidentaux, frappés de discrédit, le savoir social des marginaux - tribus, populations indigènes, intouchables, femmes identifiant dans leurs métaphores et leurs motifs d'autres visions du monde. Nous devons nous éloigner des traditions et des discours dominants pour nous retrouver sur le terroir de ce qui a été désigné par le discours des orientaux, des noirs, des indigènes et des femmes. Découvrir le savoir caché du Sud au Sud, du Sud au Nord. Ecouter la sagesse de ces vernaculaires, le savoir local vis-à-vis de toute domination et hégémonie. Peut-être alors, pourrions-nous créer de nouvelles visions politiques qui révèlent un horizon plus vaste et répondent avec un esprit critique et créatif aux complexités de la réalité.

L' idiome moderne de la politique est celui du monde eurocentrique des nations-Etats: centralisées, bureaucratiques, militarisées, dont certaines sont même nucléarisées. En homogénéisant la politique, la

nation-Etat a subordonné toutes les diversités culturelles, toutes les différences civilisationnelles et les a réduites à une entité politique uniforme qui appartient aujourd'hui au "nouvel ordre mondial".

1. Le Mode Universel

Le "Sud" a trop longtemps accepté une vision du monde qui a homogénéisé ses cultures, arrêté son mode de développement, défini ses catégories esthétiques, tracé sa facette militaire et décidé de sa science, de sa technologie et de ses options nucléaires. Une cosmologie libellée aujourd'hui "valeurs universelles", une cosmologie dont les racines philosophiques, idéologiques et politiques sont ancrées dans le contexte historique spécifique de la culture de l'Occident. Comment a-t-on donc qualifié ces valeurs d'"universelles"? La vision du monde dont le centre était l'Europe et, plus tard, l'Amérique du Nord (l'Occident) a inséré dans ses propres cadres occidentaux toutes les civilisations; il a réduit leurs diversités culturelles à un schéma dénommé "civilisation". Il a fait de l'expérience historique spécifique de l'Occident un cadre universel. Il a annoncé qu'il fallait faire de l'Occident un modèle pour le reste du monde; ce qui convenait au centre devrait être significatif pour la périphérie. Tout ce qui était occidental est simplement devenu universel. Toute autre civilisation, tout autre système de savoir étaient définis en fonction de ce paradigme et comparés à lui, soumis à ses options, devenues un impératif, à sa cécité qualifiée de valeurs et à ses goûts pareils à des obus, en un mot: soumis à son eurocentricité"(1).

"L'autre" dans cette cosmologie était les civilisations d'Asie, du Pacifique, d'Afrique, d'Amérique Latine et du monde arabe. Il a fallu à peine deux décennies pour emmener deux milliards d'individus à se définir de sous-développés (2) vis-à-vis du monde de croissance de l'après-guerre, de l'économie de marché et de l'ordre économique international mis au point à Bretton Woods. Il a moulé toutes les totalités sociales dans un modèle unique, tous les systèmes scientifiques dans une mégascience, toute la médecine indigène dans une médecine impériale, tout développement dans un produit national brut, dans un mode de consommation, d'industrialisation, d'auto-image occidentale de l'économie domestique, tous les besoins devenant des produits de base et l'économie domestique n'a jamais été de genre neutre.

Ce cosmos de valeurs a arrêté ses modes de pensée du monde ainsi que ses modes écologiques, indiquant ses signes scientifiques,

fournissant des symboles de développement, créant le psyché militaire, définissant le savoir, la vérité: des vérités universelles aveugles aux cultures, à la race, à la classe et au genre. Des vérités patriarcales universelles, quel que soit le génie culturel, quel que soit l'idiome civilisationnel.

Une vision universelle du monde qui a subordonné toutes les civilisations du monde et les a réduites à un mode eurocentrique, à un ordre universel mondial qui asservit les femmes en sa matrice androcentrique: une cosmologie universelle, dont le motif dominant fut patriarcal.

2.- Vision Scientifique Du Monde

Genre de la Science

Du cadre de ce mode universel émerge un engagement à une cosmologie qui est scientifique. Sous-tendant ses catégories de base s'élève une structure de savoir qui est rationnelle, objective, neutre, linéaire et aussi patriarcale. Les cosmologies qui ne pouvaient se situer dans ce cadre, qui ne se fondaient pas sur une certitude de savoir scientifique, étaient écartées et ridiculisées: les cosmologies des "autres", des peuples, des femmes, étaient détruites. Emerger uniquement le paradigme scientifique monolithique, dans toute sa rationalité et son objectivité qui dominait toutes les civilisations, dont l'attitude patriarcale niait tout aux femmes.

Les Pères fondateurs de la science moderne (depuis le 17^e siècle) ont décrit l'univers comme une machine bien organisée; leur paradigme donnait au monde une précision mathématique. Pour Galilée, la nature était quantifiable. Newton expliquait toute chose de mesures fondamentales. La philosophie de Descartes était essentiellement mathématique. Les lois des sciences physiques ont servi à élaborer les lois des sociétés et, seulement, tout ce que l'on pouvait quantifier, mesurer et empiriquement déterminer avait une valeur et une conséquence quelconques. Cette tendance à prévoir les concepts et des théories scientifiques, à l'image de la physique de Newton a été une entrave sérieuse dans plusieurs domaines mais, peut-être, en matière de sciences sociales, en particulier⁽³⁾. En adoptant le cadre cartésien, les sciences sociales réduisaient les phénomènes complexes à des données contrôlables, développant tout un "vocabulaire de force" d'objectifs, des valeurs et d'identité. qui pouvaient être moulés dans des formes mesurables⁽⁴⁾. Que sont donc devenus les faits que l'on ne pouvait ajouter aux cadres scientifiques existants? Que sont devenus les phénomènes que l'on

ne pouvait mesurer selon les différentes méthodes scientifiques? Qu'est-il advenu du travail que l'on ne pouvait lier à un salaire ou à une "économie de marché"? Tout ce qui est scientifique, nous dit-on, est tout savoir évident, toute autre chose doit être rejetée et "il faut croire uniquement en ce qui est explicitement connu, ne fait l'objet d'aucun doute" (Gaber sur "Science et certitude chez Descartes). En séparant et, ensuite, en éliminant tout le qualitatif de la vie du quantitatif, dont il est partie intégrante, les architectes de la vision mécanique du monde se sont trouvés face à un univers froid et inerte fait de matière morte. Cette cosmologie a été les bases d'une désacralisation totale de toutes les formes de vie tout au long du siècle industriel qui suivit. La nature était devenue un objet, un simple mécanisme? La nature n'était qu'une matière inanimée, régie par des lois mécaniques; toute créature humaine était considérée comme "un automate sans âme" (Descartes); ce qui s'ensuivit une ère d'exploitation économique, environnementale et humaine effrénée.. Darwin applique la notion d'un univers mécanique à une théorie mécanique sur l'origine des espèces.. Le Darwinisme social devenait la pierre angulaire des politiques de l'âge industriel⁽⁵⁾. La puissance et les privilèges des forts, l'élimination du faible et de l'impuissant pouvaient être rationalisés en évoquant les lois universelles de la nature. Marx et Engels appliquèrent la loi sur l'évolution de la société et de l'histoire humaine. Darwin, Marx et Engels et tous les autres "Pères" étaient convaincus de la même cosmologie; l'homme était le centre du cosmos; ils étaient convaincus de la même théorie de la nature, une nature sous-tendant le mode industriel. La nature devait être exploitée. L'utilitarisme était son idiome. Ils étaient convaincus que l'univers fonctionnait selon des lois bien définies, ainsi que la société. Une cosmologie qui prônait la compétition, la force et la violence aux dépens des conventions, de l'éthique et de la religion. Une vision scientifique du monde qui est devenue universelle.

Une vision scientifique du monde qui annonçait "l'avènement masculin du temps". La science moderne a évolué dans une conjoncture spécifique historique, celle de la montée du capital industriel et de l'économie de marché; de la philosophie de l'individualisme possessif et de l'utilitarisme, de la politique et des politiques de la nation-Etat. Toutefois, si la science moderne a évolué conjointement avec une idéologie donnée de genre et aidé à la façonner, l'idéologie de genre a été un facteur médian crucial entre l'avènement de la science moderne et les changements économiques et politiques des temps⁽⁶⁾. Bacon a souvent eu recours aux métaphores de genre pour décrire la nouvelle science en la qualifiant de force, une force

suffisamment virile pour pénétrer et subjuguier la nature, lier la nature au service de l'homme et en faire son esclave, réalisant ainsi la domination de l'homme sur l'univers. Bacon visait non seulement la connaissance de la nature, mais son contrôle aussi et sa domination. La nature est mystérieuse, passive, inerte et de sexe féminin, et les nouveaux scientifiques souhaitaient la dominer, la manipuler et la transformer.

Selon les scientifiques modernes, les anciennes visions du monde ne promettaient pas de "saisir ou de retenir" la nature, mais uniquement de l'"attraper et de l'empoigner". La nouvelle vision du monde abondait en métaphores sexuelles et imageries patriarcales. Bacon recherchait un mariage chaste et légitime entre l'Esprit masculin) et la Nature (féminin): un mariage qui n'était pas une union entre esprit et matière, mais une union qui créait l'"empire de l'Homme sur le Nature". Les philosophes hommes ont conçu la nature, vierge, mystérieuse et provocatrice, soit en tuant la nature dans leurs esprits, la qualifiant de simple matière sans vie, aride, sans mystère aucun, et surtout ne posant aucun danger, mais toujours de sexe féminin (7). La masculinité de l'esprit et la féminité de la Matière ont été significatifs eu égard à l'édification de la notion de genre au regard des idéaux dominants du savoir.

L'édification du savoir a donné de nouvelles significations au monde.

La science et sa vision du monde peuvent, à travers ses lois, expliquer l'apparence, voire la structure des phénomènes, utilisant des outils de quantification et d'objectivation, mais ne peut les capter leur essence. Elle réduit l'histoire de populations entières à des cadres de progrès, à des niveaux de pauvreté ou à des modes de développement; elle écrit l'histoire d'ères entières, omettant les femmes qui constituent la moitié de l'expérience humaine et, ce faisant, ne peut atteindre les profondeurs des différentes sphères de civilisations, ne peut comprendre les différentes cosmologies des femmes, des intouchables, des indigènes, des marginalisés et des silencieux.

Elle refuse l'histoire, elle refuse le mystère.

La vision scientifique du monde est linéaire et estime donc que les cultures entières sont incultes, sous-développées et loin d'être progressistes. Le Progrès est la mesure universelle de la modernité, au-dessous de laquelle existe un substrat d'intolérance et de violence. Elle réduit les cultures du Sud à une monoculture et à une uniformité.

Le concept du progrès en son mouvement linéaire est intrinsèque

d'une typologie de scientifiques évolutionnaires, qui décrivent la société par stages; une culture chasserresse est plus primitive, donc moins civilisée qu'une culture agraire qui, à son tour, est plus primitive que celle adhérant au monde industriel. La société industrialisée est au summum du progrès, à laquelle les autres civilisations doivent aspirer. Le mode dominant doit devenir universel.

Le mode linéaire de pensée détermine non seulement les civilisations mais, aussi, la sensibilisation; il devient la norme selon laquelle la sensibilisation des "autres" est mesurée. Les "autres" signifient le Tiers Monde, les femmes. La sensibilisation dans ce paradigme est stratifiée en couches supérieures et en couches inférieures; les couches supérieures sont le rationnel, l'objectif, le scientifique, le masculin et les couches inférieures de "fausses sensibilisations" comprennent des femmes, les intouchables, les indigènes et les peuples opprimés. C'est cette "fausse sensibilisation" des masses à laquelle il faut injecter un "tempérament scientifique" afin d'atteindre le but ultime: un peuple qui devient rationnel et objectif, favorisant une optique universaliste (déclaration sur le Tempérament Scientifique, signée par un groupe de scientifiques en Inde, 1980). Cette institution scientifique décrit le "tempérament scientifique" qui doit s'infiltrer dans notre société non en tant qu'une connaissance des réalités, bien que promouvant une telle connaissance, ni en tant que rationalisme, bien que promouvant une pensée rationnelle. Ce tempérament est bien davantage. Il s'agit d'une attitude de pensée qui dicte une optique spécifique et un mode de comportement. Il peut s'appliquer mondialement et doit s'infiltrer dans notre société en tant que système dominant de valeurs, influençant notre manière de penser. Dans son discours commémorant MN Roy, intitulé "Science, Autoritarisme, Culture", Ashi Nandy analyse comment la science moderne est une forme d'isolement profondément structuré. "Notre avenir, et cette société en est consciente, est en voie d'être conceptualisé et façonné par la magie moderne dénommée la science de l'économie. Si cet avenir ne nous convient pas, l'éducation scientifique de l'enfant et sa psychologie scientifique peuvent nous éviter de telles fausses valeurs; les écoles diverses de psychothérapie sont prêtes à nous déclarer atteints de névrose grave. Un autre groupe de sorciers ont même assumé la responsabilité de transformer les révolutionnaires parmi nous, en scientifiques.

Tout ceci peut se justifier dans la recherche d'un savoir scientifique, dans le développement d'un tempérament scientifique, dans l'enseignement d'une vision scientifique du monde, une cosmologie monolithique unique qui doit subordonner toute chose, se légitimant

en se dénommant universalisme.

Mais, si cette vision du monde dépendant d'une logique d'un temps linéaire, s'avère fausse, quoi alors? Si l'erreur fondamentale est la recherche d'une causalité unique? Si le monde est réellement un domaine d'événements imbriqués rassemblés en un mode de significations multiples?(8) Quoi donc, si la vision scientifique du monde est une vision parmi tant d'autres? Que deviendront les sciences et les sciences sociales qui sont devenues des méga-industries? Les scientifiques et les scientifiques sociaux sont attachés à leur puissance et à leurs privilèges ; ils jouissent d'un statu quo idéologique qui, à son tour, nécessite l'universalité des sciences sociales dans toute leur valeur, leur neutralité, leur rationalité et leur objectivité, pour légitimer et reproduire un ordre social violent aux échelons national et international. La science explique le monde en traçant une ligne définie entre ce qui est sujet et ce qui est objet; l'objet peut être le Tiers Monde, les machines, les drogues, les armes, les femmes - des objets que l'on peut mesurer, gérer et manipuler. Elle collecte ensuite, fragmente, arrange et analyse pour classer les objets en catégories et concepts et l'expliquer avec des props tellement confus qu'ils n'ont aucun rapport avec la réalité. Elle sépare le sujet de l'objet, éloignant l'observateur de l'observé.

Elle fait davantage.

Elle fracture l'être humain, séparant l'égo de l'homme de son savoir professionnel du personnel, le personnel de politique. Elle sépare non seulement "le monde social subjectif du monde objectif, mais l'idéalisme du matérialisme" et "l'engagement et l'émotion de la raison et de l'analyse"(9).

A l'instar de l'édification du savoir eurocentrique, l'Occident devint le norme et "l'universel, excluant les autres civilisations, le mâle devint le norme et l'esprit masculin excluant le féminin; le savoir a généré une érudition patriarcale dans le cadre de laquelle la vie et les expériences des femmes étaient invisibles". La codification du savoir est un processus cumulatif qui s'édifie dans le silence...des générations des femmes n'avaient aucune voix dans le discours patriarcal, leur entendement n'était ni codifié et ne figurait pas dans les réserves sociales du savoir(10). L'entendement de la force, par exemple, tel qu'il figure dans les différentes disciplines et dans l'ordre social est un concept masculin de la force - force de contrôler, force de manipuler, force de vaincre. Le concept de la force patriarcale s'infiltré dans toutes les cultures. Dans les cultures où la force des femmes (Stree Shakh) existe, elle est périphérique, elle demeure en marge du savoir,

de la vie. S'écarter de l'esprit patriarcal signifie le refus de la définition monodimensionnelle de la force pour en trouver une nouvelle définition et un nouveau cadre, lui découvrir des concepts alternatifs et de lui trouver de nouveaux modes; la force de définir le monde différemment des visions du monde qui ne sont pas modernes. La vision moderne du monde étant dualiste, elle divise. Elle sépare les idées des sentiments et peut mener les idées à leur objectif, à leur conclusion rationnelle sans s'embarasser des sentiments. La science véritable dicte la suppression des émotions. Il le faut, car il n'y a pas de catégories où l'on peut classer une expérience personnelle, ni des formules mathématiques pour mesurer des émotions. Les sciences traditionnelles, observées par l'objectivité, ne sont pas en mesure d'expliquer le subjectif. Le personnel ne peut être politique.

La science moderne et sa vision du monde a donné au monde une nouvelle signification de la violence.

3.- Politique Des Droits De L' Homme

Genre de la politique des droits de l' homme.

J' aurais aimé vous raconter l' histoire

d' un rossignol qui décida:

J' aurais aimé vous raconter l' histoire

Si l' on n' avait pas fendu mes lèvres

Samih-al-Qassim

On commence par raconter des bribes de l'histoire. A travers les lèvres fendues, à travers le silence. Les femmes à travers le monde retrouvent leur voix; dans leur angoisse, dans leur colère elles ont transformé ce que l'on croyait être de peines privées en crimes publics. La violence contre les femmes; viol, enceste, prostitution, le feu aux dots, la mutilation génitale, la brutalisation, la pornographie étaient considérés comme une violence personnelle, des problèmes domestiques et, donc, privés et individuels. Mais ces crimes sont commis à l'encontre de la moitié de l'humanité, des transgressions aux droits de l' homme relatifs aux femmes, une négation totale du droit d' être humain. En renvoyant ces crimes contre les femmes au domaine personnel, ils ont été écartés du domaine politique. En les privatisant, les femmes ont été exclues du discours principal des droits de l'homme, de ses préceptes et de ses pratiques. Les paramètres arrêtés définissant le discours ont totalement ignoré le genre féminin. Les paradigmes politiques qui déterminent la pensée et les institutions politiques de nos jours ont été fondés sur une

discrimination et une dégradation légitime des femmes..

Toute tentative faite pour rechercher une nouvelle compréhension des droits de l'homme ou un souci des femmes en matière de droits de l'homme ne sont pas compris, il suffit de jeter un regard sur les cadres analytiques existants. Ces paradigmes ont ignoré, exclu et écarté les femmes. Si nous souhaitons une nouvelle compréhension des droits de l'homme, il faut essayer une fois de plus, avec de nouveaux yeux.

Pour regarder avec de nouveaux yeux, il faudrait peut-être dégager d'abord la vérité dans tout "universel", regarder de plus près ce qui a été agréé comme concept universel des droits de l'homme, dans le cadre des réalisations des droits de l'homme pour "tous les peuples" et "toutes les nations". Une compréhension autre que celle qui a marqué non seulement la pensée classique des droits de l'homme, mais aussi les institutions politiques contemporaines et les discours des droits de l'homme de notre temps.

Une vision universelle du monde donc, qui a subordonné les civilisations du monde dans son mode eurocentrique; une vision universelle du monde qui a subjugué les femmes dans sa matrice androcentrique, une cosmologie universelle qui, en son motif dominant, fut violente.

Historiquement, le patrimoine des droits de l'homme avait ses fondements idéologiques dans son principe libéral du siècle des lumières. La conjoncture historique a inauguré le mode industriel de production, la montée de l'économie du marché et le système de nation-Etat; entraînant l'éthique matérialiste. Une cosmologie qui proclama une société où tout un chacun serait engagé à la poursuite rationnelle de ses propres intérêts. Les philosophes libéraux annonçaient leur programme politique "à travers un effort privé". Leur foi politique était ancrée dans le concept de "la propriété individuelle", qui signifiait essentiellement que l'individu était en possession de sa personne ou de ses capacités dissocié de la société. Ils soulignaient l'importance des intérêts privés, des profits privés; la compétition et l'utilitarisme étaient ses pierres angulaires. Une vision du monde ancrée dans ces concepts reflétant l'image d'un individu qui ne devait rien à la société. L'individu était le produit des rouages de l'économie du marché et du labeur humain et, comme tout autre produit de base, pouvait être acheté, vendu, battu et exploité. Ce point de vue était encouragé et propagé par ces couches de la société qui, souhaitant promouvoir leurs propres intérêts, appliquaient leur notion des droits de l'homme, à savoir les droits des privilégiés et des puissants. Les droits de l'homme ont donc signifié, à travers les siècles, les

revendications des forts et des puissants, qui avaient le pas sur les impuissants et, afin que certaines classes puissent jouir des droits de l'homme, les masses devaient renoncer à leur droit d'être humain. Il s'agissait d'un dialogue dans le cadre d'une civilisation et, même ainsi, un dialogue partiel au sein d'une civilisation. Cette vision du monde, dont l'Occident constituait le centre, a englobé toutes les civilisations et cultures dans ses cadres occidentaux. Elle rendit universelles toutes les expériences historiques spécifiques de l'Occident. Elle soulignait que tout ce qui était pertinent à l'Occident devait l'être pour le reste du monde. Qu'est ce qui privilégiait les éléments d'une culture donnée pour leur conférer des valeurs universelles? Cette compréhension avait des amarres idéologiques et politiques gravées dans le contexte historique spécifique de la culture de l'Occident. Pourquoi était-elle qualifiée d'"universelle"? Toute résistance alors à l'hégémonie de l'universalisme du discours des droits de l'homme n'était pas attribuée à une résistance à un quelconque groupe historique puissant mais à la moralité universelle des droits de l'homme⁽¹¹⁾. Toute autre civilisation, tout autre système de savoir, toute autre cosmologie furent définis vis-à-vis de ce paradigme. Cette vision assurait une hégémonie sur tous les peuples, les tribus, les minorités, les groupes ethniques et les insérait dans la politique unique de la nation-Etat. Elle fit de tous les "citoyens" d'un Etat des citoyens anonymes, médiatisés et manipulés par le marché. Elle reflète l'image d'une civilisation unique de l'"homme universel", écrasant toutes les diversités, ignorant toutes les spécificités historiques, homogénéisant toutes les aspirations en des normes universelles de liberté et d'égalité.

Et ceci se fit avec une extrême violence.

Ces aspects exploitaires de la société libérale ont été à l'origine du concept de l'Etat souverain. L'Etat était le garant des libertés fondamentales, un Etat fort pouvait prévenir l'effondrement de la société que pouvaient provoquer les forces destructrices de l'économie du marché. C'est cette rhétorique libérale qui a jeté les fondations de la Déclaration Universelle des droits de l'homme des Nations-Unies qui s'adressent aux Etats-Nations souverains de l'ONU. La fiction du contrat social soulignait la relation Etat-individu, confondant les couches et les communautés de la société. Elle a suscité une notion particulière de l'Etat, des droits individuels et des libertés personnelles. Donc, une notion de la politique, où les droits et libertés individuels fournissaient les principes essentiels sur lesquels s'élevait et se développait l'édifice des droits de l'homme, dont la nation-Etat était le garant. La Déclaration universelle des droits de

l'homme des Nations-Unies, signée par nations-Etats explicite clairement les "droits" qui doivent être assurés à tous les citoyens de l'Etat. Les nations-Etats sont alors tenues de faire respecter ces droits. Toutefois, au nom des droits de l'homme, les nations-Etats, signataires de la Déclaration, peuvent légitimer les conditions de vie les plus inhumaines, la repression la plus brutale de leur propre peuple, invoquant des préoccupations "intérieures", l'"ordre public" ou leur "sécurité nationale".

L'Etat, nous le savons, est souvent le plus violateur.

Le discours et les pratiques des droits de l'homme légitiment ce que l'on qualifie de violence et de terreur contre l'Etat. Les droits de l'homme deviennent l'expression d'un pouvoir politique légitimé, non seulement vis-à-vis des droits des citoyens que ce pouvoir prétend protéger contre l'Etat, mais légitime également, et ceci est bien plus important, un concept spécifique de violence - la violence de la pauvreté, de la famine, de la malnutrition, des multinationales, de la destruction écologique et du terrorisme technologique. Ces formes de violence ne sont pas reconnues et l'Etat les commet contre son propre peuple à travers ses modes de développement, ses options technologiques, ses guerres et sa culture d'armement.

Dans le discours traditionnel des droits de l'homme, les femmes n'occupent aucune place. Les droits de l'homme ont émergé d'une vision spécifique qui avalisait le renvoi des femmes au domaine privé. Les concepts de genre sont profondément tissés dans la trame de la cosmologie dominante. "L'autre" dans ce paradigme universel est la femme, le non-mâle, le non-puissant, le non-humain. Dans son édifice de savoir du monde, ce paradigme a ignoré les femmes- nos expériences, nos significations, nos symboles n'ont pas été inclus dans cette mine de savoir. Nous pouvons parler de pauvreté, si nous le souhaitons, mais nous refusons de la féminiser, reconnaître la violence de la science, mais refusons de lui attribuer un genre, même énumérer les victimes du développement, mais demeurer aveugles à l'économie et à la politique sexuelles.

Cet édifice du savoir a introduit au monde de nouvelles significations de la violence.

Aucun concept du sacré n'existe dans ce paradigme dominant. Il n'y a pas de place pour un Black Elk qui regarde le système sacré du monde. La Nature, la Terre est "ressource", les forêts sont des ressources, les diverses espèces sont des ressources. Toutes les réponses aux problèmes du monde nous seront fournies, on nous l'assure, par la science, la technologie, le développement, qui relèvent

d'un terrorisme mondial qui a non seulement détruit des cultures et des civilisations, mais qui continue à déposséder la majorité à détruire les cultures, à désacraliser la nature et à dénigrer les femmes.

L'unitarisme du mode et la dominance de la vision du monde sont effarents. Le gros des débats et des visions de la CNUCED se fondent sur le rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement intitulé: "Notre avenir commun". Le rapport décrit ce qu'il estime être "commun au monde": les océans, l'espace, l'Antarctique. Nous disposions soudain d'un rapport unanime fondé sur une analyse et une optique communes de la communauté mondiale; identifiant des objectifs communs, convenant d'actions communes vers une vision d'un avenir commun. Ce que le rapport n'a pas expliqué était le fait que ceci s'effectuerait à travers un monde commun, voire global. "Un avenir commun"? Il y a des années, le Chef Seattle parla judicieusement de ce qui était commun. "Comment pouvions-nous acheter ou vendre le ciel? L'air et l'eau ne nous appartiennent pas. Comment les achèterez-vous de nous? Comment voulez-vous maintenant contrôler ce qui est commun? L'avenir de ce qui était commun n'a jamais été prévu. Car la notion "d'appartenance" dans le discours dominant relève uniquement de la propriété privée. Vous pouvez me l'avoir acheté, mais il m'appartient en vertu d'un tout autre ordre(12).

La vision d'un avenir commun ne peut comprendre une multiplicité d'avenirs, de différences, de pluralité de cultures. .

Laissez-moi vous lire une histoire de notre temps

Un homme de la brousse tua une chèvre prise d'un troupeau après avoir demandé sa permission, selon la coutume du terroir. Il ne pouvait pas concevoir que le troupeau puisse avoir un propriétaire, comme tel était le cas, et ignore même la notion de propriété. Il avoua, avec hésitation, devant la cour qu'il avait tué, mais ne put jamais comprendre pourquoi était-il en prison; que signifiait la loi, ou les raisons juridiques et légitimes de la peine après un procès impeccable par un juge équitable?

"Comment s'était déroulé le procès?" demanda le chercheur blanc distrait qui avait assisté à l'incident.

"Il a été condamné à mort", répondit l'assistant, un autochtone de la même ville de cet homme de brousse de Botswana.

"A mort?" demanda le chercheur étonné "pour avoir tué une chèvre"?
- "Oui" répondit l'assistant. Il a été condamné à trois semaines de prison. Mais il ne vivra pas plus de 8 jours. Il refusa de manger et de

boire. Il ne peut concevoir l' idée de vivre dans une cellule. Il pensera que sa fin est venue."

{Les Dieux doivent être fous}

4.- Le Genre De Le Politique Des Droits De L'homme.

Les crimes contre les femmes sont entendus comme questions domestiques, à l'instar de la violence personnelle et relèvent donc du domaine privé: et dans cette privatisation la violence contre les femmes a été rendue invisible. On a nié ces crimes, leur faciès public et, partant, leur signification politique, voire leur réparation sociale. Ainsi donc, lorsque les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme ont été formulés (en 1948) leur hypothèse de genre fut étroitement tissée dans cette vision du monde qui dénigrait les femmes. Les Pères Fondateurs de la tradition libérale, de Hegel à Rousseau, entendaient le féminin en tant que nature biologique des femmes, reflétant leur manque de prise de conscience politique, leur émotivité et leur irrationalité. Ceci posait un danger à la vie publique, à la citoyenneté et, par conséquent, la seule contribution des femmes était "d'élever les citoyens" mais non "d'être des citoyens" Le libéralisme et la politique des nations ont pour objet de faire des hommes de bons citoyens et de bonnes personnes privées de femmes.

La privatisation des femmes permettait d' identifier ceux que l'on investirait des droits politiques et de droits de l'homme: en outre, la distinction publique/privée traçait une ligne entre ce que l'on entendait comme étant rationnel ou émotionnel, universel ou particulier, objectif ou subjectif, esprit ou matière. Elle séparait aussi l'un de l'autre deux domaines d'activité, deux domaines de moralité, deux mondes..." Selon Hume, le monde des femmes n'était pas un monde de l' intellect, des affaires d'Etat, de soucis universels de justice ou de liberté. Ceci était le monde de l' homme. Celui des femmes était un monde convertible en vie banale, vie quotidienne, vie domestique. La dissertation bien connue de Mill excluait les nations sous-développées et les femmes de ceux qui avaient des droits à la liberté. Et c'est sur la base de cette exclusion que se sont élevées la pensée et les institutions classiques et contemporaines des droits de l'homme qui nient aux femmes le plus fondamental des droits de l'homme- le droit d'être humain.

En excluant les femmes, on passait sous silence leurs expériences, leur sagesse et leurs visions et, partant, la violence commise contre les femmes ne pouvait être reconnue à travers les paradigmes existants des droits de l' homme. Le viol en prison, le viol en temps de

guerre et de conflit armé, les dimensions sexuelles de la torture, de la prostitution, le terrorisme sexuel, la féminisation de la pauvreté et autres ne peuvent plus être qualifiés de violence personnelle contre les femmes. Il faut défier d'urgence les concepts existants des droits de l'homme à partir d'une optique de femme. Il faut regarder avec de nouveaux yeux; à travers les yeux des femmes.

Les victimes sont des femmes de tout âge et de toutes les classes: la brutalisation d'une vieille femme iranienne emprisonnée à la prison Evin de Téhéran doit être rappelée. " Elle avait aidé ses fils à fuir à travers le toit de sa maison. Elle avait tellement battue sur les seins qu'ils étaient devenus extrêmement boursoufflés..Elle fut jetée dans une cellule comme si elle était un morceau de viande et on lui dit qu'elle devrait être en enfer. Tous les occupants de la cellule ont pleuré en la voyant, car elle était si vieille et n'avait aucune idée de ce qu'elle avait fait". (Rapport d'Amnesty International)

Lisons encore une fois l'histoire de Guntabehen Ramji, une femme tribale de 22 ans, de Saghara à Gujarat à qui l'on ôta tous les vêtements, la laissant nue devant une foule lorsqu'elle fut arrêtée.. Elle fut violée au poste de police. Elle essaya par la suite de déposer une plainte: la police refusa et les médecins de l'hôpital local refusèrent de l'ausculter sans une permission écrite de la police. Une commission de la cour suprême constata le viol, mais ses recommandations furent totalement ignorées. (Rapport d'Amnesty International).

Il y a quelques années de cela, aux Philippines, plus de 50 soldats ont cerné et fouillé une maison d'une famille locale soupçonnée d'avoir aidé la New People's Army (NPA) (la nouvelle armée populaire). Rosie Paner, 14 ans, et son amie Edna Velez retournèrent de l'église lorsque la fouille était effectuée. Lorsque les soldats quittèrent la maison, ils prirent les deux filles avec eux ainsi qu'une autre fille qu'ils avaient déjà détenue. Les témoins ont raconté que les soldats avaient entraîné les trois filles à quelques 30 mètres de la maison et ils avaient entendu des cris et des hurlements. Les corps des trois filles ont plus tard été retrouvés avec des traces de coups de poignard. (Rapport d'Amnesty International).

Des centaines d'étudiants ont été arrêtés en Turquie, en 1987, à la suite de démonstrations houleuses contre les restrictions imposées aux associations estudiantines. L'une était une jeune femme, Nileifer Aydur, qui témoigna de ce qui se passa lors de son procès, en mai, devant la Cour de Sécurité d'Etat à Ankara: "On m'a emmenée au poste de police de Yenimahalle. Mes yeux étaient bandés et on m'a emmenée

à une place que je ne connaissais pas. On m'ôta tous mes vêtements et m'aspergea d'eau glaciale et me fit subir ensuite des chocs électriques. Ils voulaient que je signe une déposition, mais j'ai refusé. On m'a alors enfermée dans une cellule avec un étudiant. On nous ôta à tous deux nos vêtements. Torturé, l'étudiant fut forcé de me violenter sexuellement. Il ne pouvait le supporter. J'ai accepté de signer leur rapport (Rapport d'Amnesty International).

A Sri Lanka, une détenue a décrit la condition d'une autre femme après interrogatoire. Elle avait des cicatrices sur tout le corps. Elle ne pouvait ni s'asseoir par terre ni s'accroupir. Lorsque nous avons insisté pour qu'elle nous explique ce qui s'était passé, elle nous raconta qu'on lui avait ôté tous ses vêtements et les soldats avaient enfoncé un baton dans son vagin.

En Birmanie, une femme qui avait été violée a raconté le viol d'une autre détenue. "Le jour après mon arrestation, une jeune fille d'environ 15 ans fut emmenée au camp par les soldats. Elle a été violée dans la même chambre; nous dormions toutes les quatre dans la même chambre. Elle cria. Elle fut d'abord giflée, ensuite battue et violée devant mes yeux. Elle cria mais parce qu'on la battait, elle n'osait plus crier. (Rapport d'Amnesty International).

Kwan-in-Suki était une étudiante en dernière année à l'université nationale de Séoul, Corée du Sud. Sa spécialisation était le dessin textile. Lorsqu'elle termina ses études, elle fut recrutée par une petite usine de vêtements à Puncheon. Elle fut arrêtée et accusée d'avoir falsifié les documents officiels nécessaires pour obtenir son poste à l'usine. Durant son interrogatoire, elle fut sexuellement torturée, sur inculpation de l'officier de police. Elle fut torturée sexuellement à plusieurs reprises. Ses propos sont horribles. Elle était l'une des nombreuses femmes emprisonnées pour des raisons politiques qui furent sexuellement abusées par la police et la KCIA (Rapport d'Amnesty International)

Et, à l'instar de Gunlabahenji, Rosie Paner, Nilufer Aydur et Kwan-in-Suki; la liste des femmes victimes est interminable.. ce que l'on souhaite n'est pas de dresser de nouvelles listes des disparues ou des morts, mais de mettre l'accent sur des dimensions spécifiques des souffrances et de la violence; des dimensions qu'il faut percevoir comme étant des violations des droits de l'homme; il faut aussi réaliser que plusieurs questions touchent spécifiquement aux femmes victimes.

Telle que la torture. Quelques femmes sont torturées pour des raisons politiques, mais la plupart le sont à cause de leurs liens avec des

hommes que l'on considère des "ennemis de l'Etat". Elles sont souvent obligées d'assister à la torture d'enfants, aux coups qui leur sont assénés et à leur mauvais traitement, afin de les faire flancher lors de l'interrogatoire. Le temps qui s'écoule entre l'arrestation et l'arrivée à un centre officiel de détention est particulièrement dangereux pour les femmes. Les arrestations sont parfois faites dans des régions isolées. Les détenues ont souvent un long chemin à parcourir avant d'arriver au centre de détention le plus proche, et il y a rarement des témoins de ce qui se passe. C'est alors que les femmes courent le risque d'abus sexuel. (Rapport d'Amnesty International). Ce dont il faut tenir compte est le fait que les chambres de tortures sont essentiellement contrôlées par des militaires. Les tortures des prisonnières et des détenues est une dimension sadique et sexuelle: abus sexuel, harcèlement sexuel et viol systématique, une politique délibérée de souffrances physiques et mentales, sont les plus pénibles tortures infligées aux femmes sous garde à vue par des groupes d'hommes, par des chiens formés à cet égard, sans compter les balais, les bouteilles ou les rets que l'on enfonce dans leur vagu-in" (AI). La fécondation et la honte sociale de mettre au monde des enfants à la suite d'actes humiliants est une crainte constante. Toutes les angoisses de la prison sont aggravées par l'humiliation d'avoir à accorder des faveurs sexuelles pour obtenir de la nourriture pour l'enfant ou pour soi-même. Les victimes de viol sont souvent rejetées par leurs familles et l'humiliation demeure bien longtemps après le viol. Le viol est un crime à travers lequel les hommes expriment leur contrôle total et leur domination. Souvenez-vous des événements horribles en Iran.

Plusieurs jeunes femmes, qui s'opposaient au régime Khomeini, furent violées avant d'être exécutées: l'on croyait que les vierges allaient au Paradis et, partant, le contrôle patriarcal devait s'étendre aussi à l'au-delà. La violence sexuelle est une violence des droits de l'homme.

A l'intérieur de la prison et à son extérieur.

Il faut absolument reexaminer les domaines traditionnels des droits de l'homme, réévaluer les principaux concepts et redéfinir les paramètres des droits existants. La Déclaration des ONG sur les droits de l'homme de Bangkok (mars 1993) a relevé dans sa section sur les droits des femmes que les "réalités des femmes et les violations de leurs droits de l'homme ne sont reflétés ni dans la langue, ni dans le fond, ni dans l'interprétation de la plupart des documents sur les droits de l'homme". Ils ont ignoré les femmes; ils ont ignoré la moitié de l'humanité. Les revendications d'universalisme des notions

existantes des droits de l'homme sont faussées dès le départ. Regardons les politiques et protocoles en vigueur sur les réfugiés. Aucun pays au monde ne reconnaît le droit d'asile, ou consent un statut de réfugiés en raison de discrimination sexuelle ou de violence contre les femmes. Et, pourtant, il y a tant de violence contre les réfugiés, sous différentes formes. Souvenez-vous des femmes violées au Bangladesh durant la guerre. Tout le monde déplorait le fait que ces femmes ne pourraient jamais s'insérer dans leur propre société: "elles avaient deshonoré leurs familles" ayant perdu leur virginité; elles étaient des "femmes souillées" et il valait mieux qu'elles soient mortes". Elles avaient besoin d'un refuge dans toute l'acception du terme. Pourtant, aucun pays ne fit compte de leur demande de refuge. Tissé dans le corps même des instruments internationaux des droits de l'homme, tels que 1^e Protocole et la Convention de Genève sur les réfugiés (1951 et 1967), la notion de ce qui est politique est clairement explicitée, et la violence contre les femmes n'est pas un crime politique. Les crimes sont une fois de plus privatisés. Les politiques relatives aux réfugiés ne se penchent pas sur la violence infligée aux réfugiées de toutes parts- de leurs "ennemis, de leurs propres hommes, et de ceux qui prétendent les aider. Et il faut nous souvenir que la plupart des réfugiés ont un visage de femme. Il y a de plus 25 millions de réfugiés à travers le monde, dont environ 80 pourcent sont des femmes et des enfants.

Les interviews ont indiqué que les femmes qui traversaient les frontières à Djibouti étaient soit violées par les garde-frontières, soit par la police de ville, ou étaient forcées d'avoir une liaison avec un homme qui leur assure une certaine protection contre des abus éventuels en échange de "certains services". Il est donc essentiel que le domaine des droits des réfugiés couvre également les discriminations et la violence sexuelles, en tant que raisons légitimes pour avoir accès à un statut de réfugiés ou à un droit d'asile.

Si nous ajoutons à ce trafic des femmes le cas des femmes qui deviennent des prostituées pour des raisons de sécurité économique, celui du rapt des filles, de la vente des femmes par les familles pauvres, du recrutement à titre de "guides" pour le tourisme sexuel à l'intention des militaires étrangers ou des bordels locaux, ou d'"edouses" pour le harem ou de "mariés par correspondance" pour les occidentaux, nous réaliserons que tous ces cas n'ont jamais été qualifiés d'esclavage sexuel des femmes ou de violation des droits de l'homme. Le présent cadre des droits de l'homme doit être élargi d'urgence pour comprendre une optique de genre.

5.- Vers Une Nouvelle Génération De Droits De L'homme Nous devons trouver un nouveau cadre, explorer de nouvelles voies, rechercher de nouvelles idées pour créer une nouvelle génération des droits de l'homme: étendre le discours et les pratiques de la notion des droits individuels de l'homme du siècle des lumières à une compréhension des droits collectifs des peuples.

Le droit relativement nouveau qui a été ajouté aux Droits de l'Homme est le droit au développement qui semble relever d'une nouvelle génération de droits de l'homme. Le concept du développement, en tant que droit de l'homme est largement au crédit du juriste africain Keba Mbaye et, en 1986, la Déclaration des Nations-Unies sur le droit au développement a été adoptée par une écrasante majorité de l'Assemblée Générale de l'ONU. Tous les pays tiers mondistes ont voté en sa faveur. Elle portait sur des questions qui allaient d'un développement "axé sur le peuple" à l'engagement des "bénéficiaires" du développement aux principes énoncés dans cette série de droits. Elle estimait que le droit au développement était un droit de l'homme et reaffirmait le principe que les droits de l'homme étaient le moyen de réaliser le développement. En outre, le droit à la participation occupait une place focale, étant un moyen d'assurer d'autres droits dans le processus de développement. Elle parlait d'un développement qui habilitait le peuple(13). Ceci étant satisfaisant jusque-là.

Mai, outre cette série de droits, on redonne à l'Etat un statut de premier plan, car la promotion et la protection est sa responsabilité, le mode de développement n'ayant jamais été mis en cause. Quel développement est-ce auquel nous avons droit? Les principes fondamentaux du paradigme de développement n'ont pas été changés.: productivité, profits, progrès, le tout lié à une économie mondiale de marché et à une éthique de consommation qui ont désespéré et dépossédé la majorité des peuples; un mode de développement qui a désacralisé la nature, détruit le mode de vie de cultures entières et entraîné la dégradation des femmes. Le développement réduit toutes les différences à une surface plane appelée modernité où "les barrages déplacent le peuple, les forêts et rivières deviennent des ressources et l'énergie nucléaire une raison d'Etat". La Déclaration souligne un mode dominant de développement, de technologie, de puissances des nations-Etats. Le nouvel ordre mondial ou le "dialogue Nord-Sud" ou l'autosuffisance ont chacun été une technique politique qui a permis des concessions sans jamais toucher au fond de l'ordre économique. Les noms changent mais la vision en cours du développement et de la méthodologie demeure

technicisée et manipulée par les institutions financières mondiales et les forces de l'économie du marché.

Pour certains Etats du Sud, le droit au développement signifiait la primauté à ce qu'ils dénomment droits collectifs vis-à-vis des droits individuels. Ce que ceci signifie en réalité est que les droits collectifs sont synonymes des droits de la nation-Etat. Ceci n'a rien à voir avec les droits des communautés des peuples: des communautés entières sont devenues victimes du développement.

Les victimes du développement racontent une autre histoire.

Ecoutons les populations des régions de la "révolution verte" (et elles abondent dans le Tiers Monde) où les semences miracles (pour lesquelles Norman Borlaug a reçu un Prix Nobel) ont introduit un nouveau système de la commercialisation de l'agriculture au nom du développement. La technicité de la révolution verte exige une infrastructure d'une variété de semences à grand rendement, d'engrais chimiques à coût élevé, de nouveaux insecticides (car les nouvelles variétés ont inventé une nouvelle génération d'insectes), un contrôle hydraulique et une agriculture mécanisée qui a entraîné les fermiers tiers mondistes dans le marché mondial et dans la politique mondiale. Elle a créé dans le Tiers Monde de nouveaux marchés pour les multinationales. Les semences sont devenues une importante agro-industrie. Les multinationales ont leurs propres banques de gènes de semences, développés dans leurs laboratoires qui sont maintenant en vente dans le Tiers Monde. La révolution verte a creusé de profonds sillons dans la matrice de la vie quotidienne du Tiers Monde et la révolution verte n'est que l'un des volets techniques de ce "développement".

Ecoutons le peuple qui, à travers l'Inde, a été déplacé en raison de la construction de grands barrages à Tehri, Bogdhat, Inchanapalli, Suvernarikha, Pooyankutty, Sardar Sarovar, Narmada Sagar, qui risquent de détruire des terres communales, noyer des forêts et déplacer les pauvres. Chaque grand barrage a déplacé en Inde des milliers de personnes des vallées fertiles des rivières, qui souffrent économiquement et culturellement. Les compensations, les politiques et programmes de réinstallation non sans coercition, ont davantage aggravé la situation. Ils sont en fait des réfugiés dans leur propre pays. Un fonctionnaire d'un projet de la Banque Mondiale a décrit l'angoisse et la colère des victimes d'un projet de barrage aux Philippines. "Toute une municipalité allait être noyée, nous allions être noyés, même le maire de la municipalité; nous avons écrit une lettre à Mc Namara, au Pape, à tout le monde... Personne n'écoutait.

Écoutons les habitants d'Irian Java qui sont forcés de détruire leurs propres ressources de vie. Les terres dont ils tirent leur gagne-pain ont été expropriées par le gouvernement, dans son souci de modernisation, souhaitant oblitérer les modes de vie tribaux dans ses îles. Il estime que les cultures non-matérielles et animistes posent un danger à l'intégrité nationale et entâchent l'image progressiste du pays; il semble disposé à faire tous les efforts possibles, quel que soit le coût, pour créer - pour citer les propos d'un Ministre du gouvernement - un type unique d'homme en Indonésie. Les faits témoignent de la brutalité extrême exercée à cette fin: villages tribaux incendiés et remplacés par des rangées de huttes à toit d'étain; fermage imposé à une population vivant de la chasse....une résistance que la police et les militaires essaient de mater avec des bastonnades; des chefs de tribus sont torturés à mort et les villages indigènes subissent un bombardement aérien. Cette "subjugation culturelle" est doublée d'un terrorisme technologique qui saccage les forêts humides d'Irian Java, qui sont la dernière source de produits des forêts humides en Asie du Sud-Est. Des sociétés américaines et européennes, et surtout japonaises, ont signé des contrats d'entreprise conjointe avec des firmes indonésiennes pour l'exploitation des réserves de bois, de pétrole et d'or fluvial. Scott Paper (US) par exemple, a l'intention de consacrer 790.000 hectares au sud d'Irian Java à la production de pâte à papier. Outre le fait qu'il s'agit d'une catastrophe écologique, ceci signifie aussi le déplacement de 15.000 membres de tribus. Une firme japonaise de pâte à papier se prépare à importer des copeaux de bois de la dernière grande mangrove d'Asie du Sud-Est, à l'ouest de l'île; l'exploitation de l'or fluvial est envisagée et, à cette fin, 100.000 hectares de moins de forêts, de rivières et de villages seront affectés. Ce dont on ne tient pas compte, à cet égard, est le peuple tribal d'Irian Java: Mombiot demande avec angoisse "qui parlera en faveur du peuple d'Irian Java? Au nom du développement, au nom des droits de l'homme, les principes fondamentaux de l'ordre social, de leurs cultures, de leurs conceptions du monde et d'eux-mêmes, de leur art de vivre et de mourir sont en voie de démantèlement"(14). Il est également opportun de rappeler le rapport de Leo Kuper sur les activités des droits de l'homme qui documente sur le génocide des Indiens du Brésil et du Guatemala. La réponse faite par l'ambassadeur du Brésil aux Nations-Unies a été: "Les Indiens sont morts". Mais "il ne s'agissait que d'une simple conséquence de la logique du développement".

Où trouve-t-on dans le discours des droits universels de l'homme la notion d'un examen des violations des droits collectifs des peuples?

Quels sont les moyens juridiques d'expression, de représentation et de redressement dont disposent les cultures et les civilisations qui ne relèvent pas du paradigme moderniste dominant? Comment peuvent-ils résister au pillage et au saccage de leurs cultures, de leurs terres et, dans le cas d'Irian Java, à l'extraction de 70 % des ressources de leurs terres. Ceci se déroule au nom du progrès, de la paix et du développement. Un développement auquel aujourd'hui, nous avons droit!

Le discours sur les droits de l'homme se limite à l'individu et à la nation-Etat. Ce concept recèle une compréhension d'un être humain qui est un citoyen indépendant et isolé. Mais les sociétés humaines se composent de communautés, de tribus, de castes et autres dont découlent les forces et les sagesses des peuples. La notion atomiste de l'homme du libéralisme l'a aliéné de la Nature, l'a séparé des autres êtres humains, l'a détruit et a mis fin aux autres notions de justice et aux méthodes traditionnelles de solution de conflits. Il n'y a pas de place dans le discours dominant pour la notion de communauté. La violence infligée à des communautés entières et aux collectivités de peuples ne peut être contrée en l'absence de mécanismes susceptibles d'endiguer de tels crimes. Le poignant de la situation est exprimé par la lutte de Nancy Mitchell pour les ossements des Indiens indigènes en Afrique. Des millions d'ossements gisent dans les musées d'Amérique, y compris le musée Smithsonian. Lorsque l'anthropologiste, qui est aussi l'une des délégués de fouvoir de son peuple, les a réclamés afin de permettre aux communautés de les enterrer et aux ancêtres de trouver la paix, les tribunaux US ont décidé que les cas devaient être séparément jugés pour chaque individu⁽¹⁵⁾. Les minorités, religieuses, linguistiques, ethniques, jouissent uniquement des droits qui sont accordés en qualité de membres des minorités des communautés ou de groupes. Les minorités en tant que peuple n'ont pas de droits. L'individu n'a-t-il pas une dimension collective? de savoir collectif? de droits communautaires? de propriété collective? Le savoir du peuple indigène est un savoir de peuples; un savoir qui leur a été transmis au fil des siècles par leurs ancêtres et qu'ils ont développé au fur et à mesure. Mais le monde et son mode universel ont besoin aujourd'hui de cet "autre" savoir que les cultures traditionnelles ont au sujet de la bio-diversité des espèces du monde et de la manière de maintenir et de développer cette diversité. Ce savoir doit donc rejoindre le courant principal, être commercialisé et emmené de force au marché et trouver sa place dans le débat sur les droits de propriété intellectuelle. Dans la cosmologie dominante, le droit à la propriété privée est l'une

des pierres angulaires de son édifice et, une fois que ce savoir est perçu en tant que propriété privée, les étiquettes des brevets, les contrats et les droits d'auteurs suivront facilement; la compensation deviendra le principe principal vis-à-vis des "espèces" dans la région et ne relèvera plus des communautés locales.

Le savoir traditionnel est un savoir sacré.

Il y a un savoir collectif, une sagesse que leurs ancêtres et leurs grand-mères leur ont donné. Le discours actuel sur les droits de l'homme n'a pas de concept de propriété collective, ni des mécanismes qui permettent la protection de la propriété collective des peuples contre la violence du mode "universel". Revendiquer une viabilité universelle des droits de l'homme signifie la conviction que tous les peuples du monde sont engagés, autant que les autres nations occidentales, à un processus de transition...à une modernité gérée "rationnellement" et "par contrat", telle que la conçoit le monde occidental industrialisé.

Ceci est une supposition contestable

"Personne, ajoute Raimunds Pannikar, ne peut prévoir l'évolution (ou la désintégration éventuelle) de ces sociétés traditionnelles qui ont démarré des bases matérielles et culturelles différentes et dont la réaction à la civilisation occidentale peut donc suivre des voies inconnues.

Et l'on nous dit que les femmes seront intégrées dans ce processus de développement; nous allons être fusionnés en un modèle, dont les termes ont été définis pour nous. Ceci a été la pensée dominante, même au début de la Décennie des Nations-Unies de Femmes? On nous a dit que, suite à l'expansion du processus de développement et à l'intégration des femmes dans ce processus, tout irait bien. Mais, bien au contraire, il s'est avéré au cours de la décennie, que le développement a lui-même été le problème. A Nairobi, un document collectif présenté au nom des femmes, constatait que la conclusion de toutes les recherches sur la Décennie était, à quelques exceptions près, que l'accès relatif des femmes aux ressources économiques, au revenu et à l'emploi avait empiré, leur fardeau de travail s'était alourdi, leur condition relative de santé et leur statut nutritionnel et éducationnel avaient baissé. Le développement avait détruit la productivité des femmes ayant retiré de leur gestion et contrôle la terre, l'eau et les forêts; en raison aussi de la destruction écologique du sol, et des systèmes de végétation, portant ainsi atteinte à la productivité de la nature." Bien que la subordination du genre et le patriarcat soient les plus anciennes formes d'oppression, ils

assument, de nos jours, des formes violentes par le biais du projet de développement⁽¹⁶⁾." Au cours du forum des ONG du Sommet mondial sur le développement social (Copenhague, 1995) les femmes ont remis en question les assises fondamentales sur lesquelles le mode de développement a été érigé et, conjointement avec tous les mouvements sociaux du monde, ont avancé des paradigmes alternatifs de développement. Devons-nous être libérées du développement lui-même? Devons-nous avoir recours à certaines aptitudes pour briser les liens avec ce mode de développement? Gustavo Esteva, l'érudit/activiste du Mexique, le dit, peut-être pour nous tous: "Mon peuple est fatigué du développement. Il veut simplement vivre."

Que signifie le droit à la vie pour les peuples victimes des essais nucléaires au Pacifique, les millions de travailleurs dans les usines nucléaires en Inde, à Sellafield, à Cheliabinsk, à Marshall, dans les mines d'uranium en Namibie? Aux "Jelly babies" en Micronésie? Aux enfants génétiquement déformés à travers le monde? A la population indigène des US, du Canada, aux aborigènes d'Australie?

Souvenez-vous de Chernobyl

Souvenez-vous des enfants de Rongelap, l'une des îles du Pacifique/ Ils n'avaient jamais vu la neige jusqu'en mars 1954, lorsqu'une petite matière blanche poudreuse commença à tomber ici et là. Personne ne savait ce que c'était et les enfants sautillaient au milieu de cette pluie blanche. 48 heures plus tard, des militaires US arrivèrent pour expliquer à la population que les retombées blanches émanaient de l'explosion d'un engin thermo-nucléaire de l'île Bikini, à quelques centaines de milles de Rongelap. La population devait être immédiatement évacuée, elle ne devait pas manger de poisson, les noix de coco étaient contaminées, elle ne devait pas boire de l'eau; la pluie blanche était du poison, la neige du feu.

Que signifie de nos jours le droit à la vie?

L'explosion nucléaire US à l'île de Bikini était de l'envergure de 17 mégatonnes, mille fois plus forte que les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki. Les retombées radioactives sur l'île ont donné lieu à une irradiation qui a affecté la santé de la population. Plus de 90% des enfants de Rongelap ont perdu leur cheveux et souffert de lésions de la peau et un taux élevé de retard de croissance et d'anomalies des thyroïdes a été constaté. En 1972, Leko Anjain est mort de leucémie, il n'avait que 19 ans, et était âgé d'un an lorsqu'il joua dans la neige. Que signifiait pour Leko le droit à la vie? Et aux 16 millions de victimes des industries nucléaires et des essais d'armes? Elles sont,

selon Bertell, les premières victimes de la troisième guerre mondiale (16)... Les victimes de l'industrie nucléaire qui, au nom de la sécurité nationale, d'équilibre des forces, de "dissuasion" et même au nom de la "paix" et de "développement", même le monde au seuil du gouffre nucléaire. Les Etats nucléaires dans tous les systèmes sociaux, abolissent toutes nos libertés fondamentales qu'il s'agisse du droit à l'information ou de la surveillance croissante par l'Etat des mouvements écologiques et de paix, des libertés ancrées dans la Charte de l'ONU et dans la plupart des constitutions nationales. Comment pourrait-on traduire le Pacte international relatif au génocide dans un monde d'armes nucléaires? Quelque soit "limitée" une guerre nucléaire, elle raserait des nationalités et des civilisations entières. Et la Charte de l'ONU des droits de l'homme et les autres législations qui soutiennent le droit à la vie et vérifient les crimes commis contre l'humanité? Le monde doit-il attendre le recours à ces armes pour les considérer des crimes? Leur menace, leurs essais, leur production, leurs stocks, ne sont-ils pas des crimes?

Les anciennes catégories, les vieux concepts ne suffisent plus, ils sont pratiquement incapables de saisir la violence de nos temps. Nous devons étendre nos horizons et approfondir le discours actuel des droits de l'homme; mais nous avons besoin aussi d'une nouvelle génération de droits de l'homme. Nous devons éliminer le paradigme pour qui le droits de l'homme étaient les droits des forts; nous devons écouter les voix de ceux qui ne partagent pas cette force. Nous devons regarder ces violations avec les yeux des victimes - les victimes de développement, du progrès, des principes techniques; avec les yeux de ceux qui n'ont pas joui des privilèges et de la force du système; avec les yeux de ceux dont les cultures ont été saccagées; avec les yeux des marginaux et des peuples marginaux; avec les yeux du Sud au Sud et du Sud au Nord; avec les yeux des femmes.

Car leur histoire sera différente

Ils racontent des histoires de nos temps, oubliées et condamnées au silence. Des histoires qui racontent une violence brutale; des histoires qui émanent d'un silence pesant.

Un silence qui parle.

Et le monde recquiert une autre histoire.

L'idiome de la guerre froide est relegué: il a été pendant environ 40 ans l'arène idéologique de la real politique, le Sud, le Tiers monde son arène physique. Toutes les guerres, après 1945, exception faite de la

guerre dans l'ancienne Yougoslavie, ont été menées sur les champs de bataille du Sud. Ce n'est guère une coïncidence que le monde ne se trouvait au bord du gouffre nucléaire que dans le tiers monde: Cuba, Corée, Vietnam. L'histoire du Vietnam et celle que McNamara, l'ancien ministre de la défense des Etats-Unis, raconte dans son livre récent et résume la situation. Il écrit: "Nous avons tort, nous avons très tort".

La guerre au Vietnam a coûté plus d'un million de vies vietnamiennes, de vies américaines également. McNamara reconnaît que l'engagement dans la guerre était fondé sur des suppositions erronées: que la défaite du Vietnam entraînerait la fin du communisme en Asie du Sud-Ouest (théorie des dominos); que les intérêts de sécurité des Etats-Unis étaient exagérés; que l'on avait eu trop de confiance en des armes sophistiquées; que la "fermeté" du peuple nord-vietnamien avait été sous-estimée. Il ajoute que l'engagement des Etats-Unis était une "mauvaise idée" et que son livre souhaitait simplement expliquer comment les meilleurs et les plus intelligents pouvaient être dans l'erreur (CNN 13 avril 1995).

Il ne fait aucun doute que les vies américaines perdues et les mutilés demeurent des souvenirs tristes et pénibles. Mais, qu'a-t-on appris d'une catastrophe telle que celle du Vietnam? Les vétérans américains de la guerre et d'autres groupes de vétérans ont demandé, à juste titre, que les recettes du livre de McNamara qualifié d'"expiation" soient versées aux vétérans américains.

Personne ne parle du peuple vietnamien

Les paramètres du monde bougent, laissant de profondes entailles dans la politique mondiale. De nouveaux centres de pouvoir émergent qui seront davantage définis par l'économie et la technologie que par les alliances militaires et la géo-politique. Le nouveau monde post-guerre froide exige de nouveaux arrangements politiques, voire un nouveau mode organisateur. Cette ère de micro-chip et de biotechnologie donnera-t-elle lieu à une nouvelle cosmologie dont les réalités seront davantage technologiques? La violence de la vision scientifique du monde de l'âge industriel a exploité la nature et en a abusée. Quelles formes grotesques de violence introduira la cosmologie de l'avènement de la bio technologie, du génie génétique et des nouvelles technologies reproductrices, alors qu'elle abordera la création de la nature et sa définition? Quelles qualités prévaleront? Quelles seront les caractéristiques du héros, du superhomme, de la race dominante?

La cosmologie de la nouvelle ère technologique sera plus patriacale,

elle sera aussi plus violente.

A la suite de la démolition de Babri Masjid, à Ayodha, en Inde, et le bain de sang qui suivit, les cris et hurlements des femmes qui furent violées à la chaîne retentirent dans l'air; leur humiliation atteint le summum lorsque certaines d'entre elles furent filmées sur vidéo complètement nues.

Ayesha, 15 ans, prenait le 10 décembre 1990, le Tapti express avec sa famille pour échapper à la violence communale qui faisait rage dans la ville. Tout de suite après le démarrage du train, des émeutiers sommèrent le conducteur de freiner. Alors que les voyageurs se bousculaient pour quitter le train, Ayesha fut projetée sur le quai. Un groupe d'hommes l'encercla, déchira ses vêtements et la poignarda à la poitrine. Elle fut ensuite violée à plusieurs reprises et on enfonça une barre de fer dans son vagin. Elle fut soulevée et jetée dans un brasier préparé par les émeutiers.

Ayesha était l'une des milliers dont la vie avait été anéantie à Ayodha.

En tant qu'héritières de tradition et de culture et gardiennes de la moralité, léguée par des patriarches religieux, les femmes ont été toujours victimes d'une violence intégriste; dans la vie quotidienne, elles ne peuvent prétendre à une identité à elles-mêmes devant constamment se soumettre aux intérêts "majeurs" de leur famille, de leur communauté, de leur nation. Mais, lors des conflits entre communautés, sa féminité devient le symbole de l'honneur de sa communauté et le porteur glorieux de ses traditions sublimes. Et là se situe son statut de victime.

Ironiquement, c'est ce statut de victime qui retentit comme écho au sein de toutes les communautés qui, autrement, soulignent violemment leur unique signification vis-à-vis de l'autre. Les femmes sont touchées de mille et une manière, directement ou indirectement, dans tous les conflits entre communautés. Lorsque l'identité d'une communauté est menacée ou si elle souhaite imposer agressivement son image, elle le fait en colmatant toutes les interstices de dissidence et de changement et en brandissant des traditions repressives fossilisées qui tournent dans une très large mesure autour des femmes. Sha Bano et Roop Kanwar sont des tragiques symboles de cette victimisation indirecte. Dans le dernier cas, "l'honneur et la fierté de Rajput étaient en jeu", le sacrifice n'était pas exigé d'un des jeunes hommes macho qui se pavanaient autour du Statisthal, l'épée en main, mais une jeune veuve engourdie qui fut obligée de suivre son mari sur le bûcher funéraire. Dans le cas de Shah Bano, les patriarches de l'Islam, souhaitant anticiper tout mouvement

progressiste visant la réforme du statut personnel islamique de l'intérieur et contrer la force croissante de l'intégrisme hindou, ont voulu rendre plus ardue la voie que voudraient suivre des centaines de femmes musulmanes, autres que Shah Bano, qui rechercheraient une justice de genre dans le cadre du mariage.

Ce n'est guère une coïncidence que chaque fois qu'une communauté souhaite se réaliser, elle le fait en sacrifiant les intérêts et les voix des groupes les plus vulnérables de la société, ceux des femmes.

Bien que notre histoire nous ait légué un conflit hindou-musulman, Ayodha a élevé à un bien plus haut degré la violence intégriste. Les implications de l'érection par la majorité hindoue de sa base politique sur une idéologie essentiellement anto-islamique sont effrayantes. L'envergure et la nature de la violence communale est devenue également plus organisée au fil des ans. Les émeutes n'éclatent plus spontanément, elles sont techniquement planifiées et exécutées, mais déguisées pour paraître spontanées. Surat et Bombay l'illustrent au mieux. A Surat, comme en Bosnie, le viol était partie intégrante d'un programme "d'épuration ethnique". Nous percevons donc clairement l'évolution du viol de crime personnel individuel à une stratégie politique systématique. Le rapport d'information de Sahiyar sur les atrocités commises contre les femmes durant les émeutes de Surat, documente l'action systématique, délibérée et tragique qui visait les musulmans, et les femmes tout particulièrement.

Mais Ayodha est devenu la métaphore d'une plus grotesque violence.

La violence du nationalisme. La violence du hindutva. Elle annonce un militantisme hindou qui introduit la notion d'une rashtra hindou (une nation hindoue). La tendance sinistre aujourd'hui est celle des femmes que l'on mobilise sous la bannière de "l'hindutva". Elles ne sont pas aveuglement entraînées au champ de bataille, car ces forces ont brillamment exploité et élargi les sources d'habilitation des femmes, dont elles jouissaient traditionnellement dans la sérénité de leurs foyers. Alors que jusque-là leur identité et leur pouvoir émanaient du rôle qu'elles assumaient en tant que femmes d'intérieur (mais toujours vis-à-vis les intérêts et priorités des hommes dans leur vie), elles sortaient à présent dans la rue investies d'une responsabilité supplémentaire, celle de bâtisseurs d'une nation. Différemment des situations et conflits communaux précédents, le processus d'actualisation et d'activation politique des femmes ne peut être facilement ignoré, en évoquant la théorie de l'instrumentalisme et du statut de victime.

Il est évident, toutefois, que l'idéologie intégriste, bien que permettant

à la femme de participer à la vie publique, ne le permet que dans un cadre essentiellement patriarcal. Elle ne permettra jamais que l'idéologie familiale soit sérieusement menacée. Malgré le souci apparent de vouloir démanteler l'hierarchie des castes, elle ne permettra jamais l'effondrement de la vision brahmanique. Qu'il s'agisse d'une Sita docile entrant dans le courant principal de la politique électorale, ou d'une Sadhvi Ritambara ralliant les forces hindoues, elles adhèrent néanmoins toutes deux aux codes patriarcaux brahmaniques; la première coulée dans un moule, et la seconde avec le faciès de la femme moderne, celui d'une politique masculine agressive. Par ailleurs, les femmes mobilisées à partir de leurs foyers fournissent à la classe moyenne un modèle de "femme citoyenne" responsable et intrépide qui exerce ces droits et devoirs civiques mais, de nouveau, dans un monde patriarcal. Même les femmes qui propagent l'hindutva sont encore contrôlées par les hommes tapis dans l'ombre (soit les maris, soit les familles), ou, à l'instar d'Uma Barathi et de Ritambara, ont renoncé aux poursuites matérielles et aux hommes, et sont donc "en sûreté" et peuvent être relâchées dans l'arène publique. Cette contradiction demeure l'aspect le plus vulnérable de cette idéologie apparemment rigide de l'hindutva. Les femmes ne sont toujours pas autorisées à emprunter les termes du discours culturel, politique ou religieux. Ceci est le cas même au sein de la "minorité" ou des communautés victimes, où les femmes ont peu à dire au sujet de ce que doit se faire, même si elles sont directement affectées (18).

Nous ne pouvons plus parler aujourd'hui d'une violence communale lorsque les femmes d'une communauté étaient violées par les hommes d'une autre communauté, ou de la violence qui a brutalisé Aysha; mais nous devons faire état d'une autre forme de violence qui a relégué à jamais les femmes au monde inférieur de l'hindouisme masculin violent pour que la femme demeure l'esclave domestique que Manu a idéalisée ou en tant que mâle perversi "avatar" que Sadhi Ritambara symbolise; cette forme de violence qui n'a pas de place pour les non-brahmanes, exception faite des intouchables auxquels on a recours pour détruire un masque mais qui ne seront jamais autorisés à entrer dans un temple.

La politique intégriste, qui régit de vastes régions du monde et tend à hégémoniser les autres fois, ne va-t-elle pas déclencher un cycle de violence dévastateur?

L'éthique patriarcale n'a que des réponses violentes

Nous devons aller au-delà du patriarcat de la tradition et au-delà aussi

du patriarcat de la modernité. Nous avons besoin d'une nouvelle éthique radicale, d'une autre vision du monde.

Pouvons-nous restituer le spirituel au matériel? Pouvons-nous trouver le féminin dans le génie civilisationnel, masculin de violence croissante?

Pouvons-nous retrouver la terre sacrée?

8.- Vers De Nouvelles Cosmologies: Un Vent Du Sud

Il n'est pas difficile de réaliser que nous arrivons à la fin d'une ère, lorsque chaque ancienne catégorie commence à sonner creux et lorsque nous tâtonnons dans l'obscurité pour découvrir le nouveau (19). Pouvons-nous trouver de nouveaux mots, chercher de nouvelles voies, dégager, du matériel de l'esprit humain, des potentialités susceptibles de transformer l'ordre social exploiteur existant et décélérer une capacité humaine plus vaste?

Notre monde contemporain exige de nouveaux universalismes; non ceux qui reflètent d'autres universalismes pour en affirmer un seul; non des universalismes eurocentriques ou patriarcaux, mais des universalismes qui reconnaissent l'universel dans les idiomes civilisationnels spécifiques du monde. Des universalismes qui ne nieront pas les expériences et le savoir cumulés des générations passées, qui n'accepteront pas l'imposition des structures monolithiques auxquelles tous les autres peuples sont supposés se soumettre. De nouveaux universalismes qui défieront le monde universel- la logique de notre développement, de la science, de la technologie, du patriarcat, de la militarisation, du nucléaire, de la guerre. Des universalismes qui respecteront la pluralité des différentes sociétés, de leur philosophie, de leur idéologie, de leurs traditions et cultures; un universalisme ancré dans le particulier, le vernaculaire, dont l'écho se répercutera dans les différentes civilisations, insufflant la vie à de nouvelles cosmologies.

Ceci pourrait être le vent du Sud" soufflant dans toute sa majesté", offrant généreusement à cette cosmologie. Le vent du Sud donc: les mouvements du changement du monde; le Sud: voix et mouvements des peuples périphériques, quelles que soient leurs sources; le Sud: la vision des femmes; le Sud: le développement de nouveaux cadres; recherchant une nouvelle langue pour décrire ce qu'il perçoit, rompant les catégories théoriques existantes, brisant les structures de la pensée, défiant la vision objective du monde supposée être l'unique; le vent du Sud: la recherche d'un nouveau savoir; refusant le savoir scientifique mécanique, supposé être le seul savoir légitime; le

vent du Sud: la découverte d'un autre savoir que l'on a condamné au silence. Le Sud pareil à la découverte d'autres définitions de savoir, de la politique, créant de nouveaux paradigmes de politique, de nouveaux paradigmes de savoir. Le vent du Sud doit revendiquer les modes subjectifs et objectifs du savoir, érigeant des structures de savoir plus riches et plus profondes, où l'observateur n'est pas éloigné de l'observé, le chercheur du cherché, la pauvreté du pauvre, le danseur de la danse. Cette nouvelle cosmologie s'écartera des méthodologies eurocentriques et androcentriques qui observent et analysent uniquement, des méthodologies qui quantifient, identifient des pourcentages et classent, indifférentes aux phénomènes qui ne peuvent être contenus dans leurs cadres, ni expliqués à travers eux... Le vent du Sud nous invite à créer un nouveau groupe de méthodes qui s'écarte du mode linéaire de pensée et adopte un mode plus holistique, plus holographique. Il nous encourage à rechercher des méthodologies plus qualitatives pour l'histoire orale, une analyse qui résulte de l'expérience, une action-recherche, une poésie, un mythe, une métaphore, une magie. Le vent du Sud nous présente un mode de savoir qui refuse de contrôler et d'exploiter la Nature, de l'utiliser et de l'abuser, mais un mode qui dégage notre connexion avec la Nature, nous indique comment joindre tous ces fragments, discerner l'essence, passer à un autre espace, un autre temps, rattraper un savoir caché, revivifier des espaces oubliés, retrouver d'autres cosmologies, retisser l'avenir. C'est là, peut-être, que survit la notion du sacré, et c'est là dans les cosmologies de ces cultures, de ce savoir et de cette sagesse des peuples périphériques que nous devons rechercher d'autres visions de gouvernance, d'autres notions d'égalité et de justice, d'autres modes d'être?

Nous devons trouver d'autres optiques de l'universalité des droits de l'homme: tout en cherchant à élargir le cadre des paramètres du discours en cours des droits de l'homme, nous devons aussi explorer la possibilité de nouveaux discours en matière de dialogue avec les autres optiques culturelles des réalités, d'autres notions du développement, de démocratie et de dissidence, d'autres concepts du pouvoir et de gouvernance, car l'humanité offre plusieurs horizons au discours. Il nous faut une nouvelle vision qui émanera de nos conversations à travers les cultures et autres traditions, des conversations qui ne sont pas arbitraires par l'hégémonie du discours "universel". Ceci signifiera une autre éthique du dialogue.

Peut-être comme le poète le dit: "nous devons briser la routine, nous engager dans une autre action extravagante qui changerait le cours de l'histoire et la logique de notre développement", ce qui importe est

d'aller au-delà de la politique de violence et de terreur de notre ère et de trouver une imagination nouvelle, chanter notre chant fondamental pour réaliser le rêve.

Et pour réaliser le rêve, il faut se déplacer hors des modes universels, eurocentriques et patriarcaux, trouver de nouveaux concepts qui expliquent nos vies et nos expériences, chercher de nouvelles significations, découvrir de nouvelles espaces et ressentir un renouveau de vie.

Écoutons la terre

Écoutons la femme alors qu'elle tisse son razai (édredon), un monde de sagesse, créant de nouvelles significations, de nouvelles métaphores, réchauffant les enfants et mettant en exergue la profondeur de la sagesse du passé.

Écoutons le chant du vent

Écoutons le vent

qui fait pencher l'herbe

vers le Sud,

qui fait pencher l'herbe et

nos oreilles vers la terre

Écoutons la langue d'une mère

pour nous libérer ■

Référence

1. Clyde Taylor, Eurocentric vs New Thought, at Edinburgh, Mimeograph, October 1986.
2. Ivan Illich, Shadow Work, Vernacular Values Examined, Marion Boyars Inc. London, 1981.
3. Frithjof Capra, The Turning Point, Simon and Schuster, USA, 1982.
4. Mike Hales, Science or society. The Politics of the Work of Scientists, Pan Books Ltd. 1982.
5. Jeremy Rifkin, Algeny, Penguin Books, 1984?
6. Evelyn Fox Keller, Gender and Science, Yale University Press, 1985.
7. Brian Easlea, Fathering the Unthinkable. Masculinity, Science and the Nuclear Arms Race, Pluto Press, 1983.
8. Joan Robert, (ed) Beyond Intellectual Sexism, David Mackay, New York.

9. Liz Stanley and Sue Wise 'Back into the personal: or our attempt to construct Feminist Research' Theories of Women's Studies, edited by Gloria Bowles and Renate Duelli Klein, Routledge and Kegan Paul, Inc, 1983.
10. Dale Spender, Man Made Language, Routledge and Kegan Paul, 1980.
11. Iqal Asaria, The Culture of Individualism in the West and Its Impact on Human Rights, International Seminar on Rethinking Human Rights, Just World Trust, Malaysia, 1994.
12. Raimundo Pannikar, Is the Notion of Human Rights a Western Concept? Sacred Mountains Every where, Essays on the Violence of Universalisms, Streelekha, Bangalore, India, 1995.
13. James Paul, 'International Development Agencies, Human Rights and Human Development Projects', Alternatives, Vol. XIV, January 1989.
14. George Monbiot 'Who Will Speak Up for Irian Jaya? Index on Censorship, Vol. 18, Nos. 6 and 7, July/ August 1989, Writers and Scholars International Ltd., London.
15. Shiv Viswanathan, An Open Letter to the World Social Development Summit, Center for Study of Developing Societies, new Delhi, 1995.
16. Vandana Shiva, Staying Alive. Women. Ecology and Survival in India, Kali, 1988.
17. Rosalie Bertell, No Immediate Danger: Prognosis For a Radioactive Earth, The Women's Press, London, 1985.
18. Madhu Bhushan, Deposition before the Citizens Tribunal on Ayodhya on The Effects of communalism on Women and Women's Movements, New Delhi, July, 1993.
19. E.P. Thompson, Extremism and The Cold War, Verso books London, 1982

I'Ambassadeur Omrane El Shafei***Les Changements Internationaux
et les Nations-Unies****

Après la fin de la deuxième guerre mondiale et avec la création des Nations-Unies, les Etats fondateurs sont convenu d'une base fondamentale, à savoir, que les relations internationales reposent sur les principes de la coopération, de la cristallisation, de la continuité dans le cadre de la sécurité et de la paix internationales.

Les principes qui ont été à la base de la création de l'ONU ont exprimé les concepts de l'idéal et de la pratique pour ce qui est des relations entre les Etats et les membres.

Il serait bon de signaler - dès le départ- que la Charte visait les voies suivantes:

1. Que les relations politiques, économiques, sociales et culturelles voire humanitaires parmi les Etats membres étroitement liées, il s'agissait donc d'adopter des plans coordonnés et conformes à cette réalité;
2. Il est clair que la Charte demande aux Etats membres de réaliser des objectifs bien plus grands que de simples relations parmi eux. La Charte souligne la nécessité d'élever le niveau de vie des peuples de ces pays, d'utiliser pleinement les potentiels naturels et humains, et

* Ex-Assistant du Ministre des Affaires Etrangères et ex-Représentant Permanent de la République Arabe d'Egypte auprès du siège Européen des Nations-Unies

**Original: Anglais Traduit par Samia Tewfik

d'assurer un développement socio-économique pour les peuples de l'ONU.

3. La Charte a placé également l'ONU dans une position axiale pour toutes les autres Organisations internationales - celles qui existaient auparavant dont l'Organisation Internationale du Travail, ou les trois Institutions de Bretton Wood qui avaient été créées un an avant l'ONU, à savoir, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, le Fonds Monétaire International et l'Institut du Développement Mondial, ou celles qui ont été créées après la création de l'ONU, représentées par ses douze institutions spécialisées.

On a voulu et on a aspiré, de par la création de cet organisation politique, à voir s'instaurer un monde où règneraient la sécurité et la prospérité. C'est ainsi que les Nations-Unies ont confié à leurs agences une telle tâche. Tel était l'espoir. Toutefois la réalité s'est imposée dès le départ, et la réalité signifie ici la politique du plus fort: la preuve en est la décision prise à cette époque, par les Etats alliés, sortis victorieux de la deuxième guerre mondiale qui ont voulu faire une distinction totale entre les institutions financières internationales et les organes les plus larges de l'ONU et leurs agences spécialisées. Les institutions financières internationales ont dès le début appliqué essentiellement, dans leur gestion et leur programme, les décisions des pays industrialisés.

La même chose s'applique à l'Organisation qui a été créée pour réglementer le commerce international et notamment parmi les pays riches le "GATT" et ont l'a appelé le "Club des Riches".

Cette méthode a eu des conséquences directes sur les politiques économiques mondiales et sur la tendance suivie dans la prise des décisions reliées à de telles questions vitales.

Je ne voudrais pas m'étendre longuement sur le tournant pris par la Charte eu égard aux opérations ayant trait à la sauvegarde de la sécurité et de la paix mondiales. La Charte a accordé en contrepartie des responsabilités bien définies et une position privilégiée à un nombre limité d'Etats, à savoir, les cinq Etats membres permanents du Conseil de Sécurité et qui seuls, ont le droit de veto sur tout projet de décision que le Conseil doit adopter.

Je ne veux pas parler des pratiques de certains pays membres qui utilisent les Nations-Unies comme instrument pour réaliser leurs intérêts au dépens de ceux des autres.

Malgré le fait que l'Organisation n'ait pas reflété les aspirations de ses

fondateurs, son cadre constitutionnel et ses politiques poursuivis lui ont permis de progresser lors des cinq décennies de sa vie, et comme il y a eu des concrétisations et des succès, il y a eu également des échecs. Malgré les tensions internationales qui ont accompagné la création de l'Organisation internationale lors des précédentes années, la continuation de son existence et ses concrétisations internationales ont fait régner un sentiment parmi tous les membres sans exception, à savoir, d'appartenir à une communauté internationale liée par des ordres et régie par des intérêts tout en étant menacée par des dangers communs.

Pour les Etats en développement, l'Organisation a donné l'occasion de présenter la cause de leurs peuples soit pour se débarrasser de la domination colonialiste, soit pour renforcer leur évolution et leur développement politique et socio-économique, comme elle leur a réalisé le sentiment de l'égalité pour et parmi tous.

Du point de vue économique et social, l'ordre international a contribué, et notamment lors des trois premières décennies de la création de l'ONU, à augmenter le pourcentage de développement et de la prospérité des économies des Etats industrialisés et partout à permettre à leurs peuples de réaliser davantage de droits socio-économiques. Dans le même temps, plus d'un Etat du Sud a été témoin de la hausse de son taux de développement. Beaucoup de ces principes, ordres et communiqués d'orientation, ont été adoptés par l'ONU. La coopération parmi les Etats s'est activé en faveur du développement. Ces efforts ont englobé les stratégies du développement international et ont défini les objectifs des activités de l'ONU dans ce domaine. L'Organisation a accordé à un certain nombre d'Etats en développement un traitement préférentiel comme elle a approuvé une politique sur l'exemption officielle de la dette extérieure des peuples les plus défavorisés.

Les politiques et les critères élaborés par les agences spécialisées ont influencé- aux même niveaux national et international- la coopération dans divers domaines. Les agences spécialisées et notamment les plus riches telles que l'Union Internationale des Télécommunications, l'Organisation Mondiale de la Météorologie, l'Organisation Mondiale de l'Aviation, l'Union Internationale des Postes, ont apporté leur contribution évidente à l'instauration de l'Ordre international dans des domaines vitaux comme la météorologie, les télécommunications, l'aviation et plusieurs autres.

Les diverses conférences convoquées par les Nations-Unies ont amené le monde à se pencher sur les problèmes de l'environnement,

de l'énergie, de la technologie, de l'alimentation, des droits de l'homme, de la Population, du progrès social, du rôle de la Femme au sein de la société.

L'ONU a créé de nouveaux organes comme la CNUCED et l'ONUDI en réponse aux besoins et nécessités de la communauté internationale et notamment des pays en développement. Ces organisations avaient pour tâche de concrétiser les dispositions de la Charte en matière d'objectifs visant le développement socio-économique de tous les peuples du monde.

L'étude objective approfondie menée par les organes spécifiques de l'ONU a jeté la lumière sur la situation politico-économique, avec toutes les injustices à l'encontre des intérêts des Etats en développement, chose qui a nécessité la prise d'initiatives, l'application de politique visant essentiellement la coopération en faveur du développement. Tout cela s'est cristallisé dans l'Agenda pour le développement, élaboré par le Secrétaire général.

Au cours de cette marche, les demandes des Etats en développement pour une justice économique ont été considérées comme un défi aux relations internationales actuelles tant politiques qu' économiques à un point tel que les Etats industrialisés ont estimé que ce défi était une menace directe à leurs intérêts. Les pays en développement ont échoué, plus d' une fois, à faire de leurs demandes des obligations pour les pays industrialisés qui ont reçu ces demandes avec beaucoup de froideur et très peu d' enthousiasme . Cette attitude a été très évidente au niveau de l'administration des institutions financières mondiales. Il a été difficile, voire impossible que les Etats membres parviennent, par le truchement de l'ONU, à une opinion unanime quant aux questions vitales dont celle du commerce des matières premières, du transfert de technologie, du code de conduite relatif aux activités des multinationales.

Des années quatre-vingt à nos jours, la position de plusieurs Etats industrialisés eu égard à l'ONU devient de plus en plus rigide. Ces Etats ont dirigé leur attention primordiale au redressement de l'économie branlante de leurs pays qui se traduit aujourd'hui par l'adoption de politiques d'austérité pour faire face au déficit de leur budget et pour confronter les problèmes qui ont fait surface tel que l'accroissement du chômage et autres problèmes. Cela s'est passé aux dépens des problèmes dont souffrent les pays en développement. Les pays industrialisés ont préféré s'éloigner de tout nouvel engagement par le truchement des organes de l'ONU et de ses agences spécialisées. La situation s'est, dans plus d'un cas, amplifiée

puisque certains pays industrialisés ont unifié leurs efforts pour affaiblir le pouvoir de négociations collectif des pays du Sud. Ce qui était évident dans les domaines du commerce international, des finances et autres questions financières. La marginalisation du rôle de l'ONU est devenue une réalité, étant donné qu'elle ne possède plus l'efficacité du rôle central, conféré par la Charte pour coordonner les politiques socio-économiques des pays membres.

Compte tenu de cette réalité, de cette déficience et de cette inégalité des capacités parmi les Etats membres, il a été possible pour un petit nombre d'entre eux d'accélérer le déclenchement de la crise dont souffre toujours l'ONU; crise qui, à mon avis, n'est pas une crise de bonne ou mauvaise gestion, de diminution du budget ou de restructuration de la machine administrative, mais plutôt une crise de performance en premier lieu. Celui qui suit les activités de la CNUCED, sa création, ses initiatives et l'objectif de sa fondation, à savoir, d'œuvrer pour réaliser les bases d'un développement conjoint, équitable parmi les Etats membres, constatera qu'elle a beaucoup perdu de son importance et est devenue, avec regret, incapable d'assurer un équilibre entre les demandes des pays en développement et les positions des pays industrialisés, à un point tel que les représentants de ces pays se demandent quelle est l'utilité de sa continuation. La même constatation se répète pour ce qui est des activités de l'ONUDI, car ces deux organisations ont été créées conformément aux décisions de l'Assemblée Générale de l'ONU, en réponse aux demandes des Etats en développement, alors qu'elles ne faisaient pas partie, à l'origine, des mécanismes stipulés par la Charte. La même chose s'applique à l'ONUDI qu'on a essayé de marginaliser. Aujourd'hui l'Organisation Mondiale du Commerce, créée il y a un an, assume beaucoup des spécialisations de la CNUCED et de l'ONUDI mais sur une base totalement différente de celle de ces dernières.

Avant de passer à un autre point, je vais emprunter des statistiques de l'ONU qui, en parlant du droit au développement, en signalant l'ensemble de la situation mondiale en matière de développement, signalent que, malgré la réalisation du progrès économique au niveau mondial quatre vingt neuf pays des Etats membres se trouvent en très mauvaise posture économiquement par rapport à il y a dix ans ou un peu plus. Aujourd'hui le niveau de vie de l'individu dans près de 70 pays est très inférieur à celui qui existait dans les années soixante ou soixante dix. Lors de la période allant de 1975 à 1985 le pourcentage du développement a atteint 40 pour cent et un petit nombre d'Etats ont profité de la hausse de ce pourcentage. Enfin, les statistiques

signalent de même que le nombre des pauvres dans certains nombre d'Etats a augmenté de 17 pour cent.

Au cours des cinq dernières décennies, l'ONU a été témoin de plusieurs événements et évolutions qui sont ajoutés à ses nombreux fardeaux. Tout en ayant réussi dans le règlement de plus d'un problème, elle a également échoué à en résoudre bien d'autres sévissant parmi les Etats. Bien souvent les pays membres ont trouvé une solution à leurs problèmes hors de l'ONU.

Il faut convenir que l'ONU de 1945 n'est pas celle dont nous parlons en 1997. L'affiliation à l'Organisation a commencé avec quelque cinquante pays principalement de l'Europe et des pays latino-américains. Aujourd'hui, elle groupe 185 Etats de diverses parties du monde. Dans le même temps, les problèmes se sont multipliés et diversifiés et l'Organisation a connu sur l'arène internationale des développements rapides et successifs.

Il y a quelques années, et plus précisément en 1989 et à nos jours, les observateurs ont constaté que l'ONU a repris son rôle axial après des années de marginalisation eu égard les événements mondiaux: elle a réalisé des succès dans les opérations de maintien de la sécurité et de la paix mondiales pour lesquelles sa candidature a été proposée pour le Prix Nobel de la Paix. Malgré le fait qu'elle n'a pas concrétisé la paix mondiale, elle a toutefois aidé à s'en approcher, elle a même atténué le feu dans plus d'une région du monde, en Afrique Australe, dont l'indépendance de la Namibie, au Sahara Occidental, au Cambodge, au Salvador, au Guatemala, à Haïti, au Libéria, au Mozambique, en Somalie, sans parler de son rôle dans l'arrêt de l'agression contre le Golfe: malgré l'approbation de la majorité des Etats membres, il a toutefois soulevé plusieurs problèmes et questions qui ont poussé la communauté mondiale à tirer les leçons adéquates pour renforcer l'efficacité de la cause mondiale. La même situation s'est déroulée en Bosnie/Herzégovine. C'est là un capital à ajouter à l'expérience de l'Organisation dans le domaine du maintien de la sécurité et de la paix mondiales. Pour évaluer l'action énorme menée par l'ONU dans ce domaine, il suffit de mentionner que dès 1988, l'Organisation a entrepris des opérations de protection de la sécurité et de la paix internationales de loin supérieures à ce qu'elle a entrepris au cours des quarante dernières années, malgré la nature et le nombre de ces opérations. Bien plus, ces opérations ont dépassé leur forme traditionnelle telle que l'observation, le cessez-le-feu, rempart humain entre les parties belligérantes dans la plupart des opérations, jusqu'à la mission à accomplir après le cessez-le-feu, diversification des programmes accompagnant les opérations du

maintien de la sécurité et de la paix, la recherche des causes des conflits et essayer de les contenir, jusqu' à la protection des caravanes d'aide humanitaire urgente et nécessaire; il serait difficile ici de relater les programmes de formation pour la sauvegarde des droits et des libertés, la convocation des conférences entre les parties belligérantes, la participation à l'élaboration et à la supervision des élections, le transfert des cas de litige à la table de négociations. Tous ces renouvellements ont été mis en place par l'ex-Secrétaire Général Dr. Boutros Boutros Ghali, sans parler des cas où il a appliqué ce qu'il préconisait et connu sous le nom de "diplomatie préventive", c'est-à-dire, éviter les conflits avant leur déclenchement.

Dès la création de l'ONU en 1945 en tant que nouvelle organisation internationale, les analystes et les critiques n'ont pas cessé d'évaluer les activités multiples de cette Organisation ainsi que celles de ses institutions spécialisées. C'était là, chose naturelle et surtout que les auteurs de la Charte de San Francisco ont essayé d'éviter les manquements et les défauts qui se sont avérés dans la Charte de la Société des Nations lors de sa mise en application. Nous savons tous, que les Nations Unies ont été créées après une guerre mondiale qui a duré près de six années et qui a englobé, non seulement les six Etats qui l'ont déclenchée ou qui y ont participé, mais également la majorité des régions du monde et leurs peuples. Par ailleurs, la diversification des armes utilisées et les désastres qu'elles ont causés ont été à la base des souffrances et des destructions de l'ensemble de l'humanité: d'où le désir authentique de ne pas recourir à la guerre ou aux menaces pour résoudre les conflits, ce qui s'est reflété dans l'élaboration de la Charte qui a accordé aux questions du maintien de la sécurité et de la paix internationales et du règlement des différends par la voie pacifique une place prépondérante. De même que la Charte s'est caractérisée par la mondialisation et la globalisation et par la multiplicité des activités du Nouvel Ordre qui s'est basé sur l'approbation et la réalisation du principe et du concept de la coopération effective parmi les Etats membres dans les divers domaines.

Nous ne pouvons pas prétendre que la nature des relations entre le camp capitaliste et le camp communiste s'est caractérisée non pas par une totale coopération, mais plutôt par des conflits très sérieux; ce qui s'est reflété sur le rôle de l'ONU et son efficacité dans l'instauration de la sécurité et de la paix internationales. Dès le début des années quatre vingt dix, le monde a été témoin des transformations radicales dans ces relations et notamment entre les deux principaux pôles: les Etats-Unis et l'Union Soviétique. La guerre froide s'est terminée ou

presque entre les deux camps occidental et oriental, et en fait, il n'existe plus aujourd'hui un camp oriental, et la confrontation militaire dans les relations internationales s'est transformée en une conviction sur la nécessité d'éviter à tout prix les guerres et particulièrement la guerre atomique.

Nous nous rappelons tous la signification de cette célèbre phrase du communiqué publié à la suite de la réunion de Gorbatchev et Reagan, à Genève en novembre 1982: "Il n'est plus possible aujourd'hui de gagner une guerre atomique et partant il incombe d'oeuvrer afin d'éviter son déclenchement". Une tendance est alors apparue entre les deux principaux pôles, à savoir, de déployer tous les efforts pour réduire les arsenaux des armes atomiques qu'ils possèdent. Tout ceci a été couronné par la signature d'un accord de non-agression parmi les Etats de l'Europe orientale et occidentale connu sous le nom de "Charte de Paris" le 21 novembre 1990. Les domaines de coopération entre l'Orient et l'Occident sont devenus plus larges aux niveaux politique, militaire, économique, social, culturel et humain.

Avec l'avènement proche du 21^è siècle, de multiples observateurs constatent que le monde passe de la bi-polarité à la multiplicité des centres mondiaux de force, en passant par une étape de polarité unique en tant que forme transitoire. Ils ont également noté que la force politique et militaire, appuyée par la force économique, est diffuse tout en notant que la seule force militaire ne peut réaliser la paix et la sécurité internationales, car la paix, la sécurité et le développement dans leur large conception, sont autant d'éléments liés qu'on ne peut séparer; c'est pourquoi, il incombe de s'y intéresser en tant qu'un tout intégral et non pas en les prenant individuellement.

D'aucuns considèrent que parmi les principales raisons qui sont à la base de ces changements est la profonde conviction que partagent plusieurs responsables des deux côtés- et notamment le côté soviétique, que les ressources et les potentialités existantes, soit humaines ou naturelles, ont été mises au service des fins militaires, ce qui a nui aux besoins fondamentaux des peuples. Plusieurs personnes estiment également que l'échec des programmes de redressement économiques centraux a accéléré l'effondrement des Etats du camp oriental et ce, en raison du fait que ces programmes sont venus en retard, hésitants dans leur marche et insuffisants en même temps. Il y eut ensuite une évolution rapide dans le tournant politique et militaire en traitant les relations internationales, accompagnée par un changement dans la méthode du développement socio-économique dans plus d'un pays et notamment ceux de l'Europe Orientale. Les transformations se sont terminées par

la prise en compte de conceptions et de bases du marché pour développer l'économie qui a beaucoup souffert des politiques de planification centrale.

Ces événements sont survenus sous l'accroissement des problèmes mondiaux influençant le concept de la sécurité, nationale et internationale. Nous voulons parler des problèmes de l'environnement, du terrorisme, des émigrés dont le nombre ne cesse de croître. Ce sont des problèmes communs à tous les Etats et à tous les peuples. Les canaux de contacts et de consultation approfondissent les relations de coopération et permettent aux Etats d'écouter les différends et les conflits. La liste comprend également les causes des droits de l'homme avec tous les empiètements et les violations, ainsi que les critères établis par la Charte internationale et régionale, voire même les constitutions et les législations nationales qu'il incombe aux gouvernements de les respecter, d'œuvrer sur leurs bases et de s'y conformer, comme elles donnent aux organisations gouvernementales et non-gouvernementales le droit de superviser, de questionner et d'assurer le suivi, ce qui en fin de compte nécessite une coopération obligatoire de la part des gouvernements pour qu'ils puissent refuter toutes accusations formulées à leur endroit et qui demeurent collées à eux jusqu'à preuve du contraire.

Il va sans dire que tous les changements et tout l'intérêt se sont reflétés sur les activités et les missions des Organisations internationales avec à leur tête l'ONU et l'ensemble de ses mécanismes tels que les institutions spécialisées, les programmes d'assistance, le Fonds conjoints et les institutions financières internationales qui ont été créés pour instaurer la paix et propager la prospérité en coopération avec les gouvernements et les peuples des Etats membres.

En examinant le rôle des Nations-Unies à la lumière des changements internationaux en cours, il serait bon de signaler que ce système - les critiques à son encontre, son analyse et son évaluation - n'a pas été considéré en tant qu'un "tout" que très rarement tout le long de ses années d'existence. Les critiques ont de tout temps mis l'accent sur les défauts et les échecs de ce système dans le règlement des problèmes afférents à l'instauration de la paix et de la sécurité internationales, y compris le règlement par voie pacifique des conflits; à l'ingérence dans les cas des menaces ou d'atteinte à la paix ou d'agression. Plusieurs ont ignoré cette action continue, silencieuse qui n'est pas souvent proclamée, comme par exemple, l'instauration de la paix dans tous les domaines des activités humaines, socio-économiques.

A mon avis, en évaluant de un tel rôle, soit lors des précédentes décennies ou des périodes de stabilité de ce rôle face aux changements internationaux en cours, nous serions dans notre jugement plus équitable si nous connaissions et comprenions véritablement toutes les activités de l'ONU et alors nous constaterions que ce système a réalisé beaucoup de choses malgré les échecs qui ont été amplifiés■

Le Principe de la Non-Intervention dans les Affaires Intérieures ou Extérieures des Etats

Le système juridique international repose, aujourd'hui comme par le passé, sur deux principes fondamentaux qui déterminent sa structure et les modalités de son fonctionnement, ceux de la souveraineté et l'égalité des Etats. La Charte des Nations Unies n'a fait que bâtir sur ces deux principes, en n'innovant que dans sa formulation, qui les fusionne en un seul, l'"égalité souveraine" (le premier parmi les principes des Nations Unies énumérés à l'article 2 de la Charte)⁽¹⁾, sans toucher pour autant à leur contenu normatif.

La conséquence juridique principale de ce principe structurel ou plutôt structurant de l'égalité souveraine est d'imposer à chaque Etat une obligation générale de respecter la souveraineté des autres, autrement dit de ne pas empiéter sur les sphère spatiale et fonctionnelle de cette souveraineté. La manifestation la plus flagrante d'un tel empiètement est la menace ou le recours à la force contre l'Etat, mais elle n'est pas la seule; car il existe d'autres formes moins caractérisées qui varient quant à leur visibilité et intensité. C'est précisément le reste de ce *continuum* au-delà du recours à la force que recouvre le principe de non-intervention. Dans ce sens, le principe est donc inhérent à la logique même du système.

1. Les Origines et les Manifestations Historiques du Principe

Historiquement, on peut trouver des allusions plus ou moins directes

*Professeur à l'institut universitaire de hautes études internationales, Genève

au principe chez les anciens auteurs tel Grotius, Vitoria et Vattel. Mais le processus de son élaboration menant à sa formule actuelle commence en Europe dès le début du 19^{ème} siècle en réaction aux visées hégémoniques de la Sainte Alliance après les guerres napoléoniennes pour imposer une légitimité monarchique et antidémocratique.

De même, sur le continent américain, le principe s'affirme avec la doctrine Monroe, suscitée également par des visées de restauration coloniale de la part de la même Sainte Alliance, avant que cette doctrine ne se transforme elle-même en doctrine interventionniste, proclamant l'hémisphère américain chasse gardée ou zone exclusive d'intervention. C'est surtout sur le continent américain que le principe s'affirme et s'affine par étapes, en réaction aux interactions Nord-Sud (les doctrines Calvo et Drago, la politique de "bon voisinage" de Roosevelt, les différentes formulations du principe dans les instruments juridiques adoptés dans le cadre panamricain, etc.).

Au début, et en fait jusqu'à la Charte des Nations Unies, la teneur et le champ d'application du principe se confondaient largement avec la problématique du recours à la force; confusion qui persiste chez certains jusqu'à ce jour. La distinction entre les deux, si distinction il y avait, n'était pas tant dans les moyens utilisés - "intervention" étant généralement perçue *grosso modo* comme "intervention armée" - que dans le contexte et la justification de leur utilisation. En effet, sous l'empire de la "théorie de l'indifférence" qui prédominait pendant le 19^{ème} siècle et le début du 20^{ème}, l'Etat était considéré libre de recourir à la guerre. Mais ce recours entraînait le changement du régime juridique, s'appliquant à ses rapports avec l'adversaire et les tiers, du droit de la paix au droit de la guerre et de la neutralité. L'Etat ne pouvait pas commettre des "actes de guerre" ou de force, sans déclencher un "état de guerre", sauf dans certains contextes précis où les mesures de contrainte étaient censées servir un but limité, sans véhiculer un *animus belligerandi* généralisé. Il s'agit de ce qu'on appelait en anglais *measures short of war*, qui étaient considérées comme permises en droit, dans des limites bien définies, telles les représailles. Ces mesures "en deçà de la guerre" se confondaient largement avec ce qu'on considérait comme des "interventions licites".

Dans ce système, le principe se limite alors à interdire l'intervention en dehors de ces cas, par la force ou éventuellement par d'autres moyens de contrainte; bien que les Etats pouvaient simplement ignorer ces limites en passant à l'échelon supérieur de la guerre.

C'est ce qui explique l'importance donnée dans la littérature classique,

presque exclusivement dans le traitement du principe, à ce qu'elle appelait ses exceptions, les cas "d'interventions licites"⁽²⁾. Ces cas varient d'un auteur à un autre, avec un dénominateur commun: l'intervention consentie ou par invitation, la protection des nationaux, l'intervention humanitaire. Viennent s'y ajouter, selon l'auteur, en plus de la légitime défense, soit, génériquement, les "sanctions", soit plus spécifiquement, les représailles et surtout divers moyens d'exécution forcée des droits, tels les bombardements, le "blocus pacifique" ou même l'occupation et l'installation de contrôles financiers pour recouvrement des dettes.

Ainsi défini, le principe laisse peu de marge pour des manifestations d'intervention qui n'impliquent pas une menace ou un recours à la force; à une exception notable près, la "reconnaissance prématurée", avec son exemple classique de la reconnaissance hâtive par les Etats-Unis d'Amérique de la sécession panaméenne de la Colombie en 1903⁽³⁾.

II. Le Principe dans la Charte des Nations Unies

La Charte ne mentionne pas le principe de la non-intervention directement, mais seulement dans le contexte particulier de l'article 2, paragraphe 7, qui interdit l'intervention de l'Organisation "dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale (domestic jurisdiction) d'un Etat"⁽⁴⁾. Il n'y a donc pas mention expresse dans la Charte de l'intervention d'un Etat dans les affaires d'un autre Etat.

Dans les longues négociations en vue de l'élaboration de la Déclaration relative aux principes du Droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies (adoptée par l'Assemblée Générale dans sa résolution 2625 XXV le 24 octobre 1970 à l'occasion du 25ème anniversaire de l'Organisation), la position américaine initiale était que la Charte ne reconnaît l'intervention que dans deux contextes exclusivement: l'intervention de l'Organisation dans les affaires d'un Etat et l'"intervention dictatoriale", qui est couverte par l'interdiction de la menace ou du recours à la force. Par conséquent, le principe de la non-intervention n'a plus de champ d'application autonome. Et si la Déclaration n'a apporté que peu de chose à l'élaboration du principe, elle a du moins établi clairement qu'il existe bel et bien, et qu'il va au-delà du recours à la force pour recouvrir d'autres formes d'ingérence, politiques, économiques, etc.

Quel est le contenu normatif de ce principe? L'énoncé général qui s'y

rapporte dans la Déclaration de 1970 se lit comme suit:

"Aucun Etat ni groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir, directement ou indirectement, pour quelque raison que ce soit, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat. En conséquence, non seulement l'intervention armée, mais aussi toute autre forme d'ingérence ou toute menace, dirigées contre la personnalité d'un Etat ou contre ses éléments politiques, économiques et culturels, sont contraires au droit international".

Pour saisir la teneur normative de cet énoncé, il faut déterminer le sens des deux éléments dont la combinaison constitue l'objet de l'intervention: l'acte d'intervention ou la conduite qualifiable d'ingérence d'une part, et l'objet, cible ou domaine de cette intervention, de l'autre.

1. L'acte d'intervention

Comment jauger l'acte d'intervention? Par l'intention qui le sous-tend, les moyens qu'il emploie ou l'effet qu'il produit; ou par une combinaison quelconque de ces critères?

Nous devons distinguer ici les moyens interdits *per se*, notamment la menace ou le recours à la force, des autres. L'utilisation d'un tel moyen tombe automatiquement sous le coup de l'interdiction et nous n'avons pas à aller plus loin. Mais dans ce cas, nous n'avons pas besoin non plus du principe de non-intervention, car la règle spécifique qui interdit le moyen (menace ou recours à la force, reconnaissance prématurée) est suffisante à cet égard.

Si le moyen, c'est-à-dire le comportement, n'est pas interdit en soi, nous devons chercher s'il peut tomber dans le champ de l'interdiction par le biais de ses effets réels ou escomptés (l'intention).

Cela ne peut s'appliquer à l'Etat qui agit dans l'exercice d'un droit qui lui est juridiquement reconnu, par exemple en exigeant de l'autre Etat de remplir une obligation qui lui est due, car même s'il exerce des pressions, tant qu'elles ne sont pas d'un type interdit *per se*, elles ne seront que des contremesures permises, sauf dans le cas limite d'un abus de droit, si rarement "constaté" dans la jurisprudence internationale. La question ne se pose alors que pour les moyens ou comportements qui tombent dans le domaine de la liberté des Etats, sans qu'ils soient interdits ni déployés dans l'exercice d'un droit spécifique.

Ici, l'effet du comportement ne peut être jaugé, quant à l'évaluation de sa licéité, en faisant abstraction de l'objet ou de la cible, qui est la

souveraineté de l'autre Etat. Car pour qu'un tel acte tombe sous l'interdiction, il doit être l'une de deux choses: La première est qu'il comporte en soi la méconnaissance de la souveraineté. C'est le cas par exemple de la "reconnaissance prématurée" d'un Etat sécessionniste, qui, par définition, se fait au mépris de la souveraineté de l'Etat prédécesseur sur la partie de son territoire qui tente de faire sécession (mise à part l'ingérence dans ses affaires intérieures ou dans ce qu'il considère comme un conflit interne). De même si un Etat exécute des actes de puissance publique, c'est-à-dire des manifestations de sa propre souveraineté, telle l'arrestation de certaines personnes, sur le territoire d'un autre Etat sans son consentement, comme si ce dernier n'existait pas comme Etat souverain.

La seconde variété de l'acte constituant intervention par ses effets, est celle où l'acte vise à plier la volonté de l'autre Etat, pour le faire agir d'une certaine manière contre sa volonté, dans un domaine qui, selon le droit international relève de son libre arbitre, c'est-à-dire de sa souveraineté, méconnaissant ainsi cette souveraineté.

2. Le Champ de l'intervention

Comment définir ces "espaces de liberté" des Etats? En d'autres termes, existe-t-il des domaines qui relèvent de par leur nature même, de la souveraineté et qui permettent ainsi d'identifier tout empiètement comme acte d'intervention?

C'est la question du *domaine réservé* (article 2/7 de la Charte) qui a donné lieu à beaucoup d'exégèses et de controverses depuis qu'elle a été introduite pour la première fois dans le Pacte de la Société des Nations (article 15/8). Le droit international classique, de par sa dénomination même, tant qu'il était perçu comme un phénomène purement *inter-* (et non *intra*) étatique, c'est-à-dire se déroulant ou se situant dans une sorte de limbes ou d'espace entre les Etats, ou sur la marge extérieure des boules de billard opaques que sont les Etats, suggérait que tout ce qui se passait à l'intérieur de l'Etat lui était indifférent ou hors de sa portée et constituait par conséquent un "espace de liberté" *ratione materiae* pour l'Etat. C'est ce qui correspond plus ou moins à la notion des "affaires intérieures" qui peuvent être représentées comme un noyau dur entouré d'une pénombre ou d'une zone de transition qui le sépare d'un troisième cercle, celui des "affaires extérieures", apanage du droit international.

Le noyau dur recouvrirait la constitution et la consistance de l'Etat lui-même. Car si l'on définit l'Etat comme une population organisée souverainement sur un territoire, le noyau dur peut être succinctement

formulé en termes d'un droit souverain d'"auto-organisation". Conçu *stricto sensu* ce droit implique une totale liberté de choix de l'appareil et des orientations étatiques: structures et formes de gouvernement, choix du système politique, juridique, économique et culturel, type de rapports avec les citoyens, etc.; un droit qui a été maintes fois réaffirmé dans les grandes résolutions normatives de l'Assemblée générale des Nations Unies, telle la Déclaration des Principes de 1970, qui stipule que:

"chaque Etat a le droit inaliénable de choisir son système politique, économique, social et culturel sans aucune forme d'ingérence de la part de n'importe quel Etat".

En d'autres termes, l'Etat est libre de choisir les fins et les moyens de son existence étatique. C'est un droit qui s'apparente par excellence au domaine du droit public en droit interne et qui constitue aussi une application ou une extension interne du principe de l'autodétermination.

Lato sensu, cependant, le droit d'"auto-organisation" peut se confondre avec l'ordonnancement juridique de la société en général, et nous amène ainsi dans la pénombre couvrant le vaste domaine du droit privé en droit interne et qui encadre toutes les personnes, les biens et les relations juridiques en société. Mais là, bien qu'il s'agisse encore des "affaires intérieures" à l'Etat, les exigences de la vie internationale (ou de la vie en commun des Etats), ne serait-ce que celles issues de la mobilité des personnes et des biens, se font sentir davantage et se traduisent en certaines règles de droit international édictant des limites à la compétence *ratione materiae* de l'Etat. Cependant, ces limites restent, du moins en droit international classique, des exceptions qui demandent à être interprétées strictement (la prétendue règle de l'interprétation en faveur de la souveraineté).

Cette représentation du modèle classique du droit international, aussi nette et séduisante soit-elle, ne résiste pas à l'examen critique. Car même si elle avait la prétention de décrire, quoique très schématiquement, les réalités juridiques vécues ou voulues des débuts du système, elle s'en est depuis radicalement éloignée. Il est vrai que selon les matières la marge de liberté de l'Etat est plus ou moins large. Mais il s'agit de différences dans le degré de pénétration ou d'imprégnation par le droit international, et non pas de matières ou questions qui relèveraient de par leur nature même du domaine réservé de l'Etat.

Même en matière d'auto-organisation, si l'Etat a le choix des fins et

des moyens, ce choix n'est pas totalement libre. Prenons l'exemple des éléments constitutifs de l'Etat, le territoire et la population: seul l'Etat peut les identifier, mais il doit le faire (délimitation des frontières, octroi de la nationalité) conformément aux critères prescrits par le droit international, sous peine de non-opposabilité de ces actes sur le plan international. On pourrait dire que ces actes mettent l'Etat en présence d'autres Etats. Mais tout acte, même d'organisation interne, peut créer une telle situation. Ainsi, la Cour internationale de justice dans l'avis consultatif sur le *Sahara occidental*⁽⁵⁾ a clairement dit que le droit international ne requiert pas une forme particulière d'organisation de l'Etat. Cependant, l'obligation de protection des diplomates ou des étrangers par exemple, implique l'existence de services publics capables de remplir cette obligation. Et que dire de la protection internationale des droits de l'homme, chapitre récent en droit international il est vrai, qui touche à l'essence même de la souveraineté interne, à savoir les rapports entre l'Etat et ses propres ressortissants. Que dire, en revanche, de la formulation et de l'exécution de la politique étrangère, un sujet qui par sa nature apparaît comme relevant des "affaires extérieures" mais qui relève également du domaine de la liberté protégée de l'Etat.

Ce qui a créé l'impression que certaines questions sont de par leur nature "internes", qu'il existe en d'autres termes une sorte de répartition "constitutionnelle" rigide en "questions internes" et "questions internationales", c'est le fait que le problème a été soulevé dans un contexte constitutionnel, celui des limites des pouvoirs de l'Organisation internationale générale (la Société des Nations, puis les Nations Unies) vis-à-vis des Etats membres. Mais comme l'a très bien démontré la Cour permanente de justice internationale en 1923 déjà (dans son quatrième avis consultatif concernant les *Décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc*)⁽⁶⁾, cette répartition ou limitation constitutionnelle rigide (d'origine conventionnelle) renvoie à une "échelle mobile", à savoir l'évolution du droit international, elle-même fonction de l'intensification des relations internationales. Ainsi, toute question, quelle que soit sa "nature", peut être saisie à tout moment par le droit international.

Il faut préciser cependant, que "saisie par le droit international" ne veut pas dire dans ce contexte que la question ou la matière est soustraite à la compétence de l'Etat territorial. Cela veut simplement dire que, par rapport à cette question, cette compétence n'est plus "discrétionnaire", mais qu'elle est devenue "liée" par le droit international.

C'est la raison pour laquelle la Déclaration de 1970 parle des "affaires intérieures ou extérieures", car ce qui compte ici n'est pas la sphère d'activité sur laquelle porte l'acte ou la décision, mais l'appartenance de cette décision au domaine de la souveraineté dans le double sens de l'exclusivité de l'exercice et de la liberté de choix. Essayer d'usurper ou d'entraver l'un ou l'autre de ces deux éléments de la souveraineté à travers l'acte d'intervention, en prenant la décision à la place de l'Etat ou en lui imposant de prendre une décision particulière contre son gré, signifie et a pour effet de méconnaître ou du moins d'abréger cette souveraineté.

Par ailleurs, c'est dans ce sens que la Cour internationale de Justice entend ce principe, dans l'affaire du *Nicaragua*:

"D'après les formulations généralement acceptées, ce principe interdit à tout Etat ou groupe d'Etats d'intervenir directement ou indirectement dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat.

L'intervention interdite doit donc porter sur des matières à propos desquelles le principe de souveraineté des Etats permet à chacun d'entre eux de se décider librement. Il en est ainsi du choix du système politique, économique, social et culturel et de formulation des relations extérieures. L'intervention est illicite lorsque à propos de ces choix, qui doivent demeurer libres, elle utilise des moyens de contrainte. Cet élément de contrainte, constitutif de l'intervention prohibée et formant son essence même, est particulièrement évident dans le cas d'une intervention utilisant la force, soit sous forme directe d'une action militaire, soit sous celle, indirecte, du soutien à des activités armées subversives ou terroristes à l'intérieur d'un autre Etat ... Ces formes d'action sont alors illicites aussi bien à l'égard du principe de non-emploi de la force que de celui de la non-intervention." (7)

Avec ces explications comme toile de fond, nous pouvons situer de manière plus concrète les différents éléments qui figurent dans l'énoncé du principe dans la Déclaration des Principes de 1970: ce qui est protégé d'une part, et les actes ou les comportements constituant intervention de l'autre.

Ce qui est protégé c'est donc l'Etat dans la substance juridique de sa souveraineté; mais pas seulement l'Etat. Car, comme dans le cas du principe de non-recours à la force, dont le principe de non-intervention est le prolongement .. et c'est là aussi l'effet révolutionnaire d'un autre principe, celui de l'auto-détermination-- la protection s'étend également au "peuple", dans la préservation de son droit de s'auto-déterminer et de son identité nationale qui fait de lui un "peuple" porteur de ce droit,

avant qu'il ne l'exerce.

Quant au domaine protégé de la souveraineté de l'Etat, il recouvre, comme nous l'avons vu, deux composantes: la compétence exclusive de l'Etat de prendre certaines décisions ou d'entreprendre certaines actions (par exemple tout ce qui a trait à l'exécution forcée sur son territoire); et la liberté de choix non liée dans la prise des décisions dans certains domaines; bien que les deux ne coïncident pas nécessairement. Pour ce qui est de la liberté de choix, elle peut se situer aussi bien à l'échelle des grandes orientations de l'Etat, tel le choix du système politique, économique, social ou culturel, qu'à celle de décisions ponctuelles, tel l'achat de certaines armes ou la conclusion d'un traité de commerce.

Pour ce qui est de l'acte ou du comportement constituant intervention, la Déclaration de 1970 mentionne plusieurs exemples impliquant un recours à la force, sur lesquels il n'y a pas lieu de s'attarder ici. En fait, continuer à les inclure sous le principe de non-intervention, alors qu'ils sont déjà couverts par le principe de non-recours à la force peut prêter à confusion; si ce n'est qu'ils sont traditionnellement mentionnés dans ce cadre et que leur absence pourrait être fâcheusement interprété *a contrario* comme signifiant qu'ils ne sont plus interdits, aussi tenu qu'un tel raisonnement puisse paraître.

L'affaire du *Nicaragua* a fourni cependant l'exemple éclatant que de tels arguments, aussi fantasques soient-ils, ne sont pas au-delà de l'imagination. En effet, les Etats-Unis d'Amérique ont invoqué toutes sortes de libellés d'"interventions licites" pour justifier leur recours à la force contre le Nicaragua, qui ont toutes été rejetées par la Cour:

a) comme "contre-mesure" ou plutôt comme "*contre-intervention armée*", pour répondre à un recours à la force en-deçà d'une agression armée⁽⁸⁾. La Cour a rejeté l'argument en déclarant que de son avis "dans le droit international en vigueur aujourd'hui-qu'il s'agisse du droit international coutumier ou du système de la Charte les Etats n'ont aucun droit de riposte armée "collective" à des actes ne constituant pas une "agression armée"; un droit analogue au droit de légitime défense collective et qui jouerait en cas d'intervention se situant en-deçà de l'agression armée"⁽⁹⁾, mais cela s'applique également en cas d'exercice individuel de ce prétendu droit, car la condition préalable d'agression armée s'impose dans tous les cas de recours à la force.

b) comme "intervention par invitation" émanant de l'opposition, argument auquel la Cour répond: "On voit mal ce qui resterait du

principe de non-intervention en droit international si l'intervention, qui peut déjà être justifiée par la demande d'un gouvernement, devait aussi être admise à la demande de l'opposition de celui-ci⁽¹⁰⁾;

c) comme "*intervention humanitaire*"; que la Cour a limité, pour être licite, à une "aide strictement humanitaire", ce qui exclut évidemment tout recours à la force; et cela sous deux conditions: que cette aide obéisse aux principes de la Croix-Rouge et qu'elle soit fournie à toutes les victimes, sans distinction⁽¹¹⁾;

d) comme "*intervention idéologique*" (le terme est de la Cour), pour prévenir l'établissement d'une "dictature communiste totalitaire"; une "prétendue règle" qui aurait constitué, selon la Cour "une nouveauté frappante" sur le plan juridique, si elle n'était en réalité qu'une "justification... avancée exclusivement sur le terrain politique"⁽¹²⁾, et qu'elle rejette en déclarant:

"...l'adhésion d'un Etat à une doctrine particulière ne constitue pas une violation du droit international coutumier; conclure autrement reviendrait à priver de son sens le principe fondamental de la souveraineté des Etats sur lequel repose tout le droit international, et la liberté qu'un Etat a de choisir son système politique, social, économique et culturel⁽¹³⁾;

e) comme "*intervention pour faire respecter les droits de l'homme*", prétendument violés au Nicaragua, également rejetée par la Cour, en indiquant que ce respect doit être recherché à travers les mécanismes juridiques disponibles et que, "[de] toute manière ... l'emploi de la force ne saurait être la méthode appropriée pour vérifier et assurer le respect de ces droits", avec lesquels il "n'est en aucune façon compatible"⁽¹⁴⁾ (ce qui s'applique également au prétendu droit d'"intervention humanitaire" ou "droit d'ingérence" qui serait reconnu aux Etats d'agir individuellement par la force pour la sauvegarde de ces droits);

f) enfin, comme "*intervention contre la surarmement*" ou la "*militarisation*" du Nicaragua, que la Cour rejette également, "dès lors qu'il n'existe pas en droit international de règles ... imposant la limitation du niveau d'armement d'un Etat souverain, ce principe étant valable pour tous les Etats sans distinction"⁽¹⁵⁾.

La Déclaration de 1970 va cependant au-delà des cas impliquant la menace ou le recours à la force, en envisageant également les moyens de pression économiques, politiques ou autres:

"*Aucun Etat ne peut appliquer ni encourager l'usage des mesures*

économique, politique ou de toute autre nature pour contraindre un autre Etat à subordonner l'exercice de ses droits souverains et pour obtenir de lui des avantages de quelque ordre que ce soit".

Cela nous amène à la question de savoir si l'action ou le comportement d'un Etat dans l'exercice de sa liberté, c'est-à-dire concernant une matière se situant dans le domaine de son libre choix, peut constituer un acte d'intervention par ses effets réels ou escomptés.

Faut-il préciser à nouveau qu'il ne s'agit pas là d'une situation où l'Etat est en droit de recourir à des représailles (non armées) pour faire respecter une obligation qui lui est due synallagmatiquement ou parce qu'elle est *erga omnes*.

C'est également l'affaire du *Nicaragua* qui nous fournit l'exemple, concernant les moyens de pression économique, qui sont les moyens les plus fréquemment utilisés actuellement. Il est vrai que la Cour les a examinés dans le cadre d'un traité entre les parties; mais ce qu'elle dit à ce propos dépasse quelque peu ce cadre:

"Bien entendu, un Etat n'est pas tenu de poursuivre des relations commerciales particulières plus longtemps qu'il ne le juge utile, si un traité ou une autre obligation spécifique ne l'y oblige... La suspension de l'aide économique, qui présente un caractère plus unilatéral et volontaire, ne pourrait être considérée comme une violation que dans des circonstances exceptionnelles" (16).

Peut-être est-il possible de tempérer cette réponse négative à la question, en l'absence d'une obligation spécifique, par le biais de la clause finale de réserve: sauf "dans des circonstances exceptionnelles".

Il est vrai qu'un Etat est libre d'établir ou de ne pas établir des rapports commerciaux avec un autre Etat. Mais n'est-il pas raisonnable de considérer que si, une fois établis, ces rapports créent des liens de dépendance tels qu'une rupture brutale devient très dommageable à l'autre partie, ou menace même sa survie, une telle rupture constituerait un acte d'intervention par son effet et par l'intention de nuire qui l'anime?

Nous ne sommes pas ici loin de l'"abus de droit". Car si l'abus de droit s'applique, dans de rares cas il est vrai, quand l'Etat exerce un droit spécifique qui lui appartient et qui est exigible de l'autre, il peut *a fortiori* s'appliquer, et peut-être avec d'autant plus de force et fréquence, à l'exercice d'une simple liberté.

Serait-il trop optimiste d'entrevoir ici aussi - comme dans le droit de l'environnement - la possibilité de l'affermissement d'une obligation de "*due diligence*" quant à l'effet sur les autres de ce qu'on fait ou ne fait pas chez soi, obligation dont la violation serait plus caractérisée si l'effet dommageable est voulu?

Si le but de pression est de faire consentir l'Etat-cible - ou plutôt, aux termes de la Déclaration de 1970, le "contraindre - à subordonner l'exercice de ses droits souverains" ... à certaines limites à sa liberté ou à l'octroi à l'autre Etat "des avantages de quelque ordre que ce soit", nous entrons dans le domaine de l'"autonomie de la volonté", celui des conditions de validité des arrangements conventionnels.

C'est une zone d'indétermination, où tout est question de mesure: où se termine l'aire du marchandage, d'échanges d'avantages et de prestations et de l'exercice par chaque partie de son pouvoir de négociation (*bargaining power*)? Où se termine, en d'autres termes, l'aire des négociations libres pour nous basculer dans celle de la contrainte annihilatrice de la volonté? Question difficile à y répondre dans l'abstrait. En droit interne, le juge peut y répondre à la lumière des circonstances. Mais en droit international, et en l'absence d'un juge obligatoire, nous avons besoin de critères plus objectifs qu'on n'entrevoit pas encore en ce moment de l'évolution du droit international⁽¹⁷⁾.

Références

- 1) L'article 2, paragraphe 1 de la Charte, ne fait que se référer au principe sans définir son contenu, laissant ainsi cette tâche au droit international général déjà existant en dehors de la Charte. Il stipule: "L'Organisation des Nations Unies et ses Membres, dans la poursuite des buts énoncés à l'Article 1, doivent agir conformément aux principes suivants: 1. L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres".
- 2) Terme et catégories que nous pouvons trouver jusque dans la littérature contemporaine. Voir par exemple Ch. Rousseau, *Droit international public*, tome IV (Paris, Sirey, 1980). p. 46.
- 3) L'"intervention financière" peut paraître comme une autre exception (sur celle-ci voir Rousseau, *ibid.*, p.50). Cependant, cette intervention, en forme de mise sous "contrôle financier" des ressources de l'Etat défaillant, ne s'accomplissait d'habitude que sous la menace implicite ou explicite d'un recours à la force.
- 4) L'article 2, paragraphe 7 stipule: "Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat ni n'oblige les Membres

à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte; toutefois, ce principe ne porte en rien atteinte à l'application des mesures de coercition prévues au chapitre VII".

5) C.I.J. Recueil 1975, p.43, par.94.

6) C.P.J.I., Série B, N° 4 (1923), p.24.

7) C.I.J. Recueil 1986, P. 108, par.205.

8) C.I.J. Recueil 1986, P. 110, par.211.

9) Ibid., par. 210.

10) Ibid., p. 126, par. 246.

11) Ibid., pp. 124-125, para. 242-243.

12) Ibid., p. 134, para. 266.

13) Ibid., p. 133, para. 263.

14) Ibid., p. 134, para. 267-268.

15) Ibid., p. 135, para. 269.

16) Ibid., p. 138, para. 276.

17) Il convient de rappeler ici que lors de l'élaboration de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, les efforts des pays du Tiers monde pour faire reconnaître explicitement la contrainte non armée comme cause de nullité des traités sont restés vains. En effet, si l'une des grandes innovations de la Convention est l'article 52 qui reconnaît la contrainte contre l'Etat comme cause de nullité absolue des traités, cette contrainte est définie comme "la menace ou le recours à la force en violation des principes du droit international consacrés par la Charte des Nations Unies", c'est-à-dire par renvoi à l'article 2/4 de la Charte. A cause de la résistance farouche des pays occidentaux, cet article de la Charte a été interprété dans la Déclaration des Principes de 1970, comme se limitant à la force armée. Mais la formule de l'article 52 de la Convention de Vienne laisse la porte ouverte à l'évolution; de sorte que si dans l'avenir l'article 2/4 de la Charte est généralement interprété comme recouvrant l'emploi d'autres formes de force, cette interprétation s'appliquera automatiquement à l'article 52 de la Convention■

Ahmed Sharraf*

Redressement de l'ONU Une Nécéssité pour l'évolution de la Communauté Internationale et de l'Ordre International**

(I) L'ONU A été créée dans le cadre de l'ancien Ordre International et au sein de l'Ordre International Actuel qui prévaut depuis la deuxième guerre mondiale.

Il incombe, dès le départ, de faire une différence parmi diverses expressions de façon à pouvoir délimiter des concepts bien définis basés sur des critères permettant de jeter la lumière afin de dissiper cette situation d'ingérence et de diffamation existant dans le domaine de cette étude.

1. Les Relations Internationales

Il est courant d'utiliser sans retenue l'expression "relations internationales" et ce, en raison du fait que les relations parmi les Etats sont profondément enracinées dans l'Histoire. En remontant le temps, on a toujours vu des relations entre les communautés avoisinantes, bien avant l'établissement de l'Etat national récent. Dès lors, ces relations sont devenues une réalité objective existante. Toutefois, ces relations ont fait l'objet de larges évolutions qui se sont caractérisées par diverses phases différentes l'une de l'autre: les relations des provinces rurales représentent une phase différente des relations des Etats nationaux avoisinants ou celles espacées lors des

*Diplômé de la Faculté des Sciences Economiques et Politiques en 1968,
Ecrivain et traducteur, Directeur du Centre des Droits
Socio-Economiques (Maa'te)

**Original: Arabe. Traduction: par Samia Tewfik

phases suivantes; et les relations impériales dominatrices ou féodales imposées sur les régions assujetties ou celles des empires qui lui sont proches, phase différente caractérisant les relations des empires capitalistes ou colonialistes avec les régions qu'ils dominent, ou les autres empires capitalistes existants dans notre monde nouveau. Toutes ces relations sont différentes de celles qui existent entre les Etats nationaux souverains, jouissant du moins, figurativement, d'une égalité totale en matière de personnalité internationale sans se préoccuper des divergences dont elles se caractérisent du point de vue densité de la population ou acquis d'une suprématie militaire ou économique ou de la forme de son système socio-économique ou politique. Une telle évolution des relations internationales est suivie par la promulgation de la loi internationale en tant que base régissant les relations extérieures mutuelles entre les sociétés et les Etats.

2. Le Système International

C'est une composition constitutionnelle ou juridique de la gestion des relations parmi les Etats. Si on suit les ouvrages politiques et leur origine, nous ne trouvons aucune trace du terme système international sauf à partir de la deuxième décennie du vingtième siècle; en laissant de côté les ouvrages et les études et en pénétrant dans la réalité nous constatons qu'avant le dix-neuvième siècle, il n'y eut que très rarement des accords internationaux multipartites ou à conséquence sur les parties multiples tels que les accords signés entre l'Espagne et le Portugal en 1394 connus sous le nom d' "Accord de Tordesillas" qui a défini la ligne de partage des colonies entre ces deux empires féodaux, cette ligne passant de l' Océan Atlantique à l' ouest des Iles du Cap Vert parallèlement à la latitude 50 ouest de façon que tous les territoires à l'Ouest de cette ligne appartiendra à l' Espagne et ceux à l'Est sera la propriété du Portugal. Le Pape de Rome a ratifié cet accord.

Il y a ensuite une série d'accords entre la Turquie et les empires concurrents tout le long du XVIIè siècle jusqu' à l'Accord de Vienne signé en 1815 après les guerres de Napoléon.

Vint ensuite le Traité de Versailles après la première guerre mondiale, et la création organisationnelle, constitutionnelle et légale de la Société des Nations en 1920. Ce qui fait reprendre la forme première plus évoluée de l'idée d'un nouveau système international. Ce dernier a été lié à l'évolution des relations économiques parmi les Etats dans un climat nécessitant la répartition des acquisitions et des colonies entre les Etats colonialistes. A cet égard, l'académicien britannique

Harold Lasky dans son ouvrage "Les bases de la politique", a déclaré: "Vu les réalités qui nous entourent, nous sommes obligés d'entamer une expérience internationale: ce qui nous a poussés à reconnaître la dépendance économique des pays les uns des autres; ici nous sommes témoins- hors du cadre des questions purement intérieures- du fait que le principe des accords, exprimés par des bases générales, est le seul moyen susceptible de permettre les règlements internationaux se basant sur ces accords. L'expérience découlant du conflit mondial arrive presque à convaincre la majorité de cette génération que la prohibition sérieuse de la guerre est le seul substitut au suicide du monde. Comme nous l'avons appris nous trouvons également l'économie dans la politique et que la conséquence de l'existence d'un marché mondial est de trouver un accord général pour les questions à caractère général basées sur l'existence de ce marché. De même des questions telles que l'existence de matières premières, les tarifs douaniers, l'immigration influent sur le monde en tant qu'un tout indivisible. Un Etat ne peut se créer les bases et les jugements qu'il désire pour ce qui est des relations qui le lient à ces questions. La supervision internationale d'une certaine forme et d'un degré donnés, doit être imposée dès l'incidence d'un conflit entre une des fonctions de l'Etat et la vie publique des Etats. Tel a été le genre de conscience stipulé dans le Traité de Versailles au sujet de la Charte de la Société des Nations...." Cette dernière a échoué dans sa mission et n'a pas empêché le déclenchement de la deuxième guerre mondiale pour les mêmes raisons et méthodes qui avaient été à la base de la première guerre. Ces raisons relèvent au fond de la concurrence colonialiste et de l'apparition d'une jeune force colonialiste qui a voulu entamer une re-distribution du monde, d'où ses conflits avec les intérêts stables des empires colonialistes profondément implantés. L'exemple de l'ordre international a évolué et a trouvé une nouvelle impulsion après la deuxième guerre mondiale, à la création de l'ONU lors de la conférence de San Francisco, tenue du 25 avril au 26 juin 1945. Cette conférence a rassemblé tous ceux qui ont approuvé la déclaration de l'ONU du 10 janvier 1942 qui constitue un document de coopération contre l'Allemagne hitlérienne. La conférence a adopté une formulation d'accord connue sous le nom de Charte de l'ONU qui a été mise en application le 24 octobre 1945 et qui est devenue la loi constituante de l'Organisation internationale. Celle-ci a entrepris de mener ses activités en janvier 1946 à Londres; en 1952 elle a intégré son siège permanent à New York. Les formes du système international se sont évoluées par la suite; plusieurs organisations internationales, régionales et les institutions spécialisées ont vu le jour. Toutes représentent une forme claire de

l'idée du système international.

3. La Communauté Internationale

Le phénomène de la communauté internationale est relativement nouveau. Du point de vue des plus fermes supporters de ce concept, ce phénomène est le fruit de l'évolution de la récente révolution scientifique et technologique, de la révolution des communications, et de celles des informations. En fait, il existe une tendance positive évidente vers l'internationalisme de la communauté, tendance qui a une direction objective caractéristique par rapport à la globalisation du capitalisme nouveau qui s'effectue comme une opération obligatoire imposée par les monopoles internationaux et les transnationales, remplaçant par là le développement démocratique libre de la communauté internationale unique.

Le phénomène de la communauté internationale a traversé plusieurs étapes très similaires par la transposition de la communauté humaine de l'époque du barbarisme, de la souveraineté de la production naturelle vers une communauté civilisatrice où les relations sociales se sont évoluées d'une relation sanguine vers une relation régionale et ensuite nationale, dans le cadre d'un processus de petite production et d'un faible échange. Les communautés de ces civilisations - d'esclavage ou féodale - ne reconnaissent pas l'affiliation de la société ou du droit de citoyenneté et de l'appartenance du peuple que pour des classes limitées, à savoir, les classes supérieures. Le concept du peuple - au sein de ces communautés - écarte une large force sociale. Nous avons dans l'exemple de la culture politique grecque et des cultures orientales, les preuves répétées prouvant une telle supposition. Avec l'avènement de civilisations de grandes productions et du large échange, - capitaliste ou socialiste ou de libération nationale - la communauté humaine est devenue une communauté nationale et nous avons constaté l'apparition d'une union avec la nation en tant que communauté évidente et bien précise. C'est alors que l'on a reconnu à tous les peuples le droit de citoyenneté et la communauté politique et son alliance politique sont similaires à la communauté sociale et à son alliance. La communauté internationale a passé par diverses phases depuis l'existence et l'élargissement des relations internationales à travers le monde. Cette communauté était composée des Etats de la "métropole" ou de "l'Etat colonialiste père". C'est ainsi que le langage du régime international et la loi internationale ont connu, à part le concept de l'Etat, un autre concept, celui de territoire sous-mandat - sous tutelle, etc... jusqu'à la liquidation du colonialisme et chaque nation - quelle que soit sa taille - est devenue membre de la

communauté internationale.

4. Le Système International

Si la communauté internationale représente le cadre structurel des groupements humains, et si son union change conformément au degré de l'évolution sociale liée à l'évolution politico-économique, l'ensemble des relations y existant, juridiques et résidentielles, des conflits et des alliances sociaux, économiques et politiques, constituent le système général en place dans la société. Quand le système s'allie à la structure de la société, la stabilité prévaut, alors que dans le cas où le système et la structure de la société s'ébranlent, les troubles et le désordre règnent et sans aucun doute, mèneront au changement du système.

Le système international, à l'instar de la communauté internationale, est un phénomène récent en raison de l'union conditionnelle entre eux. Avant la création de la Société des Nations en tant que première organisation internationale, un certain genre de système international a prévalu dans le monde basé sur l'idée du conflit colonialiste violent et explosif. La création de la Société des Nations est venue pour compléter les aspects juridiques du système international et le transformer d'un système violent et explosif en un système concurrentiel au colonialisme, calme et fraternel. Toutefois, l'ébranlement du monde par la division effectuée par le colonialisme, l'élimination des forces capitalistes et de l'impérialisme naissant ont mené au déclenchement de la deuxième guerre mondiale dont la fin a vu la création d'un nouveau système international, à savoir les Nations-Unies dans lesquelles vint s'ajouter un nouveau jalon aux aspects du système international, basé sur le changement du concept de l'équilibre des forces pour former l'aspect économique aux côtés de celui de la force militaire et en troisième lieu, l'aspect idéologique qui a exprimé la nécessité de la coexistence pacifique parmi les divers aspects socio-économiques. Tous ces ajouts ont été réalisés grâce à la pression du mouvement de libération nationale et de la force du système socialiste et son déclenchement hors de son île isolée en Union Soviétique. Ce qui a permis la création d'une communauté internationale complète, la restructuration de la société internationale qui a reconnu l'indépendance de l'Etat et son caractère national ainsi que les conditions de l'indépendance ou plus concrètement, les conditions de l'acquisition de la citoyenneté au sein de la communauté internationale.

Il incombe toutefois, de noter que cette évolution est venue comme opération continue qui s'est concrétisée d'une manière plus précise à

la suite de la création de l'ONU. Ce n'est pas par hasard en examinant, d'une part la fondation de cette Organisation internationale et d'autre part sa profonde évolution, de constater qu'elle a été soumise au conflit entre deux concepts contradictoires:

Le premier porte sur l'équilibre de la force militaire et ses faiblesses qui mènent à l'idée de la polarisation internationale et il est certain que c'est cette compréhension qui a vu le jour au moment de la création de l'ONU en 1945

Le deuxième porte sur l'idée de l'égalité parmi les Etats sur la base de l'idée de l'équilibre des intérêts et qui mène au concept de la coexistence pacifique, à l'échange égalitaire, à l'intérêt interchangeable, à la concurrence idéologique, etc... C'est ce qui a été prouvé par l'évolution de l'Organisation elle-même. Le conflit entre les deux concepts a été personnifié par un groupe de contradictions pratiques, pour tenter de parvenir à une harmonisation à la suite de diverses situations, par exemple il y a eu tentative d'une telle harmonisation entre le principe de la "majorité" et celui de "l'unanimité".

Si on considère l'histoire des relations internationales, on constate qu'il existe une contradiction évidente entre le principe de la majorité et celui de l'unanimité. Ce dernier a prévalu dans les relations internationales lors de la phase du système international du conflit colonialiste impérial, et ce, puisque le principe de l'unanimité découle directement de celui de la souveraineté qui a accompagné la création de l'Etat national, Etat concurrentiel au capitalisme libre. Un Etat souverain ne se soumet pas à n'importe quelle activité le surpassant, et partant on ne peut lui imposer une décision donnée à laquelle il n'aurait pas contribué ou qui serait prise contre sa volonté. C'est ainsi que le principe de l'unanimité est considéré comme étant un principe asocial ou non démocratique en raison de l'évolution de la communauté internationale et élargissement de son affiliation à plusieurs états nationaux, naissants. Par contre, nous trouvons que le principe de la majorité réalise l'idée de la démocratie et de l'égalité et qui réagit favorablement aux évolutions objectives dans la structure de la communauté internationale; d'où le système international en tant que cadre supérieur à cette infrastructure sociale. Le principe de la majorité se base sur l'idée de l'équilibre des intérêts soit qu'il s'appuie sur une force ou sur le seul droit.

Il n'est pas étrange de constater que la Charte de l'ONU a essayé de trouver une formule de coexistence pacifique entre ces deux principes qui s'est reflétée pratiquement sur ce qu'on appelle la prise de

décision et entre l'opposition à l'adoption d'une résolution. Ce n'est pas par hasard que le Conseil de Sécurité fonctionne sur ces deux formules alors que l'Assemblée Générale ne repose que sur le principe de la majorité.

C'est ainsi que nous constatons que tous les membres de l'ONU (à savoir, la majorité des membres de la communauté internationale) jouissent des droits égaux et ont des droits égaux au sein de l'Assemblée Générale donc, au cœur de l'organe central à spécialisations internationales. Mais aux côtés de l'Assemblée Générale se trouve un organe limité, nous voulons parler du Conseil de Sécurité, où quelques Etats spécifiques jouissent d'une affiliation continue avec tous les privilèges qui en découlent, ce sont: la Chine, la France, l'URSS, le Royaume Uni et les Etats-Unis d'Amérique. Ce sont ces mêmes pays qui possèdent toutes les potentialités militaires qui les placent dans le camp des vainqueurs. C'est ainsi que nous constatons, dès le premier instant de la création de l'ONU, la cristallisation du conflit entre deux phases de l'évolution de la communauté internationale et celle du système international.

5. La Cristallisation des aspects du Système International après la deuxième Guerre Mondiale souligne la crise de l'ONU

Comme nous l'avons vu, les Nations-Unies ont été devancées par la formulation du système international qui a régné depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Dr. Boutros Boutros Ghali a écrit dans la revue "Politique internationale" en octobre 1965 que fait paraître l'institution journalistique Al Ahram au Caire: "le système international en tant qu'idée, organe et programme, ses bases, son existence et ses activités ont fait leur apparition avant l'explosion des trois révolutions qui ont changé la face du monde:

1. La mise en place d'un système international avant l'avènement de la révolution nucléaire, puisque l'ONU a été créée avant l'explosion de la première bombe atomique sur la ville d'Hiroshima, c'est pourquoi sa Charte ne fait pas mention de clauses ou de stipulations relatives à la création d'organes chargés de traiter tout ce qui touche à l'arme atomique. Toutes les organisations internationales créées par la suite ont suivi le même exemple et par conséquent n'ont pas été en mesure de suivre de près les diverses phases du progrès enregistré par cette arme.
2. La fondation du système international antérieure à la révolution qui a donné naissance au Tiers-Monde, ce qui a mené ce système et ses divers organes à ne pas tenir compte de ce nouveau bébé ni des lois régissant les relations entre les Etats, car le problème du

sous-développement menace plus de la moitié de l'humanité dont les éléments ne se sont cristallisés qu'à la suite de la mise en place du système international.

3. La création du système international qui a précédé la révolution de l'électronique et de la technologie qui a lié les diverses régions du monde par de nouveaux liens, chose qui n'a pas été prise en considération par le législateur international lors de l'élaboration des bases du système international".

Ce n'est pas par hasard que les Nations-Unies en tant que système international ont connu plusieurs crises car leur composition même a été réalisée en dehors de cette nouvelle structure internationale. Peu d'années après la création de l'ONU et en fait en 1949, la révolution socialiste a triomphé en Chine, qui de Chine nationale est devenue Chine populaire. Cet incident ordinaire représentant le droit de tout peuple à choisir le régime de gouvernement qu'il désire, a été rejeté par le système international puisque les Etats-Unis d'Amérique ont refusé ce changement. Ils ont mobilisé quelques pays capitalistes pour confirmer ce refus et le siège de la Chine a été accordé à un reste de régime, un petit Etat de sept millions d'âmes, alors qu'un Etat groupant plus de 700 millions d'âmes, plus habilité et plus éligible du point de vue légal, s'est vu dénier - pendant plus de vingt années, son siège au sein du Conseil de Sécurité. Par contre, il est étrange, voire anormal de la part de l'ONU, de constater que cette Organisation internationale a automatiquement passé le siège de l'URSS à la Russie, et ce, à la suite des changements politiques qui se sont déroulés dans ce pays vers la fin de 1991 sans accorder une pensée quelconque aux autres communautés composant l'Union Soviétique qui groupent quatorze autres Etats qui sont apparus sur l'arène internationale.

A la suite de la stabilité des caractéristiques du système international en vigueur dès le début des années soixante et qui a reflété les diversités idéologiques, nationales et géopolitiques, de la communauté internationale qui a évolué vers une seule et unique communauté, les mécanismes du système international n'ont pas été en mesure de faire face aux réalités de ce système, ce qui a mené à créer et à inventer d'autres cadres organisationnels internationaux reflétant ces réalités bien plus que ne le fait l'ONU avec la constitution des pactes militaro-économiques et le monde s'est divisé en trois blocs essentiels:

1. Le bloc des Etats capitalistes développés d'Europe, de l'Amérique et du Japon que l'on a appelé le Pacte de l'OTAN,

2. Le bloc des Etats socialistes européens, appelé Pacte de Varsovie,
3. Un mélange de la tendance générale que l'on a appelé les Etats de la libération nationale, du Non-Alignement, ou le Tiers Monde qui a groupé les Etats socialistes d'Asie, d'Amérique Latine et ceux de la libération nationale d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Les Etats de cette tendance ont essayé de créer d'autres formes d' action internationale unique dont la plus importante a été le groupe des soixante-dix-sept,...etc...

Avec l'écart de plus en plus large entre l'ONU en tant que système international et les réalités qui affronte ce dernier. Nombre de crises ont entouré l'ONU. La quinzième session de l'Assemblée Générale réunie en 1960 a enregistré ce fait, quand Nikita Khrouchtchev, Président de l'URSS a invité le monde à redresser l'ONU afin qu'elle soit à même d'être apte à confronter l'évolution de la réalité internationale de l'heure. Il a déclaré: "Les Nations-Unies se composent d'un certain nombre d'Etats membres appartenant au bloc militaire dominé par les Etats occidentaux aux côtés des Etats socialistes et des Etats neutres. Nous sommes convaincus que la justice et la logique exigent que l'organe exécutif de l'ONU ne soit pas représenté par une seule personne, à savoir le Secrétaire Général, mais plutôt par trois personnes, représentant les trois blocs majeurs que je viens de citer".

Les aspects de la crise de l'ONU ont revêtu des dimensions autres que structurelles. Un blocus financier et une crise économique, perpétrée par les Etats-Unis d'Amérique et quelques autres pays, ont été imposés en vue de faire pression sur l'Organisation internationale pour qu'elle devienne un instrument d'exécution de sa politique extérieure à caractère hégémonique. A cet égard, le Président Gamal Abdel Nasser a, dans son discours devant le Présidium soviétique, déclaré le 27 août 1965: "Je signale, à nouveau, la paralysie dont fait preuve l' ONU. Ce que nous désirons ainsi que tous ceux qui aspirent à la paix basée sur la justice, c'est un remède global aux maladies dont souffre cette Organisation, qui serait conforme aux aspirations de tous; par contre, nous avons été surpris par la crise financière qui a été sur le point de liquider l'Organisation même, et alors que nous demandions qu'elle s'élargisse pour qu'elle représente véritablement les forces mondiales influentes et notamment la Chine Populaire, nous avons constaté que pratiquement, l'Organisation est sur le point de s'étrangler".

La crise onusienne a continué son escalade en tant que crise structurelle découlant de sa non-réponse aux réalités du système

international existant. Cette crise se poursuit en raison du recours au veto, au droit d'opposition représentant essentiellement les intérêts militaires des Grandes Puissances. A cet égard, l'ex-Secrétaire Général, Dr Boutros Boutros Ghali, a déclaré: " Depuis leur création en 1945, les Nations-Unies ont été témoins du déclenchement d'au moins cent conflits dans diverses parties du monde, dont ont été victimes près de 20 millions de personnes sans pour cela être en mesure de s'opposer à ces crimes en raison du veto-279 fois-qui obstrue les activités du Conseil de Sécurité. C'est pourquoi, il incombe de mettre un terme à la guerre froide, pour que le veto disparaisse également".

Deuxièmement: Les Nations-Unies sont devenues- entre les mains d'un seul Etat - un instrument dans la phase que l'on appelle à tort celle du nouvel ordre mondial.

En 1991, le Président américain Georges Bush a utilisé cette nouvelle expression: "le nouvel ordre mondial" qui a été largement répandue par la suite. Loin de toute linguistique, le mot ordre en anglais signifie "commander" ou "l'ordre hiérarchique vertical"; il peut signifier également un ordre religieux ou une position cléricale. Il peut signifier aussi genre, modèle, position verticale, forme architecturale, demande de virement financier, demande commerciale, demande d'un produit, décoration militaire des frères selon leur rang de naissance; il peut aussi être un verbe signifiant ordonner, organiser, administrer, etc...

Par ailleurs, la langue anglaise comporte également un autre mot utilisé pour signaler les relations, les régimes sociaux, politiques et internationaux qui est "système" qui peut signifier: régime social, organe du corps, réseau, ordre hiérarchique, etc...

Il est étrange de constater les mots: Nouvel Ordre International ou Ordre Mondial, propagés par la politique américaine pour dire un système d'ordres. Ensuite sont venues les positions pratiques pour prouver que ce dont on parle ne s'éloigne pas de cette expression puisque les changements et les divergences objectifs ne sont pas pris en considération dans les relations internationales. Rien ne prévaut qu'une seule idéologie, celle capitaliste, bien plus, une seule couleur, celle du capitalisme violent ou nouveau libéralisme qui refuse la fonction de l'Etat socialiste. Le monde aujourd'hui est devenu un système avec un seul pôle qui, au mieux, tourne autour d'un groupe de sept grands pays industriels dirigés par les Etats-Unis d'Amérique tout en essayant de s'attirer la Fédération russe. D'après le concept américain, le monde nouveau selon le système international ne supporte qu'une idéologie telle celle de la libération nationale, ou celle

socialiste et ne peut supporter un système international secondaire exprimant les différends dans les intérêts ou idéologies ou différences géo-politiques des divers blocs internationaux. Les Nations-Unies sont devenues le cadre supérieur du régime international gouvernemental et non-gouvernemental, à une petite condition, de se soumettre à la volonté des décideurs du veto, à savoir les Etats-Unis d'Amérique.

Ce concept erroné et fallacieux du nouvel ordre international est exporté et diffusé volontairement ou forcément afin qu'il sème la confusion autour du concept véritable du nouvel ordre international dont les caractéristiques ont commencé à s'éclaircir dans la vie de la communauté internationale évoluant vers une seule communauté. De même que l'on avance la politique de globalisation en remplacement du mouvement de l'objectivité et de la démocratie vers le mondial. Ce concept vicieux est avancé pour remplacer le concept qui a pris la forme de mécanismes pour pousser l'objectivité vers le nouvel ordre mondial plus démocratique, exprimant davantage les réalités de la communauté internationale actuelle et se caractérisant par des aspects positifs et inactifs de la révolution scientifique et technologique récente, dans la composition d'une communauté mondiale unique - dans la création du processus productif, base matérielle de la prospérité du monde; dans l'apparition d'une conscience du monde sur la nécessité de la liquidation de l'arsenal nucléaire, l'arrêt de la course aux armements nucléaires et des armes de destruction massive, de la nécessité de redresser les séquelles socio-économiques de la loi sur le développement inégal qui fait le riche plus riche d'un côté de la communauté et le pauvre plus profondément enraciné dans la misère de l'autre côté de la communauté internationale; de la nécessité de se rendre compte des dangers cosmiques qu'ils soient environnementaux ou liés à des maladies plus dangereuses pour la santé générale ou des maladies sociales telles que le commerce des narcotiques et des drogues, etc..., liés également à l'importance de propager la démocratie, d'assurer les droits de l'homme pour tous les peuples du monde sans aucun écart ou discrimination de race, d'ethnie, de foi ou de situation géographique, etc..

C'est ainsi que se cristallise une tendance internationale essayant de dominer en propageant un groupe de faux concepts erronés en les faisant passer pour des vérités et des acquis réels, le plus important étant le pseudo-nouvel ordre mondial qui est en contradiction totale avec la réalité du système international actuel qui se renouvelle et évolue pour créer un véritable nouvel ordre mondial. Tels sont ces concepts:

1. Mettre fin à toutes les idéologies en maintenant une seule, l'idéologie capitaliste avec toutes les dimensions de l'impérialisme même mieux, plus évoluées que l'impérialisme, dans la direction du capitalisme barbare qui attaque le rôle de l'Etat social, l'idée du développement indépendant, les relations économiques internationales basées sur les intérêts mutuels qui éliminent la légitimité internationale de la révolution de libération nationale, de la démocratie nationale, etc..
2. Approfondir la signification de la globalisation à titre de remplacement du processus de transformation vers l'arène internationale, en faire un système obligatoire et mettre en place les mécanismes de sa création tels que les accords du Gatt et autres, et la suprématie de l'idée des organisations économiques internationales comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International pour que la politique de la stabilisation économique et l'ajustement structurel et de la privatisation deviennent la prescription du remède du développement dans le monde de la libération nationale et de la lutte pour l'indépendance sous toutes ses formes: militaire, culturelle, politique et économique.
3. Contenir l'idée et les caractéristiques de l'Etat national dans le monde de la libération et de l'indépendance, exercer une pression pour défigurer le développement indépendant du mécanisme de la communauté civile, consolider la composition de remplacement de façon à servir les politiques impérialistes que l'on appelle politiques des assistances internationales et leur tendance.
4. Propager des concepts erronés contradictoires à la réalité de la vie internationale et l'histoire réelle du monde en passant des concepts géo-politiques à ceux géo-économiques ou comme le conflit des civilisations à base géographique qui veut prétendre à l'unité de la civilisation atlantique face aux civilisations islamiques et confucianistes ou comme les guerres et les conflits qui ont pris fin dans les Etats du Nord développé, passés dans les pays du Sud liés au sous-développement, bien loin de la démocratie occidentale capitaliste, ou comme l'unification du monde basée sur la propagation de l'informatique internationale telle l'Internet, en considérant la base des informations recueillies avec des buts impérialistes comme étant une base d'informations artistiques neutres, ou comme la fin du principe de l'équilibre basée sur la force et l'édification d'un équilibre des intérêts ou comme insufflant, à nouveau, l'âme aux principes et aux politiques antagonistes du colonialisme ancien et nouveau à l'instar du domaine vital de l'Etat, des intérêts internationaux de la Grande Puissance ou en prétendant que l'Etat développé favorise et

protège les droits de l'Homme malgré la dualité ou la multiplicité des critères qui prévalent dans le monde d'aujourd'hui et notamment dans les pays développés; comme la création des forces de déploiement et d'intervention rapides supposées être le résultat d'un effort de coopération et d'assistance internationales dans le but de masquer leur caractère colonialiste flagrant...tel que des concepts et des facteurs faux, agressifs et avancés au monde, comme étant des vérités, voire de brillants acquis et succès en faveur du progrès et de la démocratie alors qu'ils sont bien loin de tout cela.

Ces aspects en vigueur aujourd'hui ne représentent aucunement le nouvel ordre international mais plutôt une agression contre l'ordre international actuel, basé sur les différends, les conflits nationaux, géopolitiques et culturels ou idéologiques. Toutefois, cet ordre a convenu que les méthodes de coexistence pacifique, de bon voisinage, de libération nationale, de liquidation du colonialisme, du renforcement de la coopération internationale, des relations d'intérêts mutuels et de paix, de la limitation de la propagation de l'armement nucléaire, de l'arrêt de la course aux armements nucléaires, constituent des mécanismes internationaux approuvés susceptibles de permettre à cet ordre international de progresser vers un ordre mondial souhaité basé sur des mécanismes plus évolués en faveur de la paix, de l'unité de l'humanité, de la lutte contre les dangers cosmiques et pour tirer profit de la révolution scientifique et technologique afin d'édifier une large base économique en tant qu'infrastructure pour l'égalité socio-économique de l'humanité, de la désintégration de la nature répressive de l'autorité nationale, de l'édification de l'autorité sur une base démocratique et sociale évoluant vers l'unité de la race humaine sans aucune distinction entre américain ou européen, entre asiatique ou africain, entre blanc ou noir, entre jaune ou de couleur, entre chrétien ou musulman, juif ou adepte de Confucius ou de Bouddha ou autre.

Si les Nations-Unies en tant que forme organisationnelle internationale ne peuvent répondre favorablement à l'évolution pour être conforme à la structure de l'ordre international existant, elles sont donc très sous-développées et sont incapables de suivre l'évolution de cet ordre vers les nouveaux horizons d'un tel ordre souhaité. C'est ainsi que tout appel pour les redresser passe par trois phases:

- **Phase I:** Redresser le mécanisme de façon à traiter les séquelles de l'affaiblissement de l'ordre international en place après la deuxième guerre mondiale qui avait mis fin aux politiques de la guerre froide en les remplaçant par celles de l'entente et du relâchement internationaux lors des années soixante-dix. Malgré le fait que les

politiques appliquées par le Président Reagan ont ravivé les politiques de la guerre froide et de la course aux armements, il incombe que les opérations de secours comprennent les mécanismes susceptibles de mettre un terme à la guerre froide non pas par la nationalisation et la liquidation des conflits internationaux, mais en les reconnaissant et en les traitant par le recours aux méthodes de paix et de coexistence internationale, en les entourant des relations basées sur l'égalité, les intérêts et l'assistance mutuels tout en garantissant à chaque peuple le droit de choisir le régime qui lui convient sur la base de l'option volontaire et démocratique.

- **Phase II:** Arranger les mécanismes de redressement de façon à les rendre conformes à l'évolution de l'ordre international existant depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

- **Phase III:** Prendre les mesures nécessaires pour entamer des mécanismes de redressement favorables à l'évolution nécessaire en faveur d'un nouvel ordre international.

Telle est notre opinion personnelle que cette étude essaye de souligner pour ce qui est d'un tel traitement de secours nécessaire.

(III) Le Redressement des Nations-unies est une nécessité pour sauver l'avenir de l'Ordre Mondial représentant la communauté internationale évoluée

Tel que souligné, les Nations-Unies représentent une idée supérieure de l'organisation internationale qui doit passer par l'ordre international qui règnerait sur la communauté internationale évoluant vers l'unité. Les Nations-Unies ont exprimé de par leur structure leur crise car elles ont représenté les intérêts des victorieux de la deuxième guerre mondiale et non pas ceux de la communauté internationale, pour la période de l'après-guerre qui a fait naître un ordre international se caractérisant par l'existence de conflits et de différends internationaux portant sur trois bases:

1. Des conflits géographiques et notamment selon un concept géo-politique.
2. Des conflits nationaux qui ont mené à la propagation de l'apparition de l'Etat national grâce au mouvement de libération nationale dirigé contre le colonialisme. C'est ainsi que cette forme étatique nouvelle a délimité les droits de la communauté internationale sur un même pied d'égalité et notamment ces petits Etats et non pas seulement la forme de l'Etat métropole colonialiste.
3. Des conflits économiques et sociaux qui sont liés par la forme et le

contenu à une méthode existante de la production ainsi qu'à une forme idéologique.

Cet ordre international a réussi à souligner l'importance de la coexistence pacifique parmi les nations, en dépit des conflits et différends traités selon des méthodes démocratiques et la tentative de faire échouer ou ébranler la crédibilité du concept selon lequel la guerre est le prolongement des méthodes pacifiques dans les réalisations des intérêts extérieurs de l'Etat et de souligner également que ces intérêts sont limités par ceux des autres Etats se basant ou non sur la force militaire ou économique et surtout pour ce qui est des Etats pauvres et en développement qui représentent la majorité des membres de la communauté internationale actuelle.

Il existe toutefois un revers évident dans les aspects, les méthodes et les mécanismes de l'ordre international qui a fait paraître la profondeur de la crise de l'ONU et qui a entravé la marche du redressement structurel qui a commencé par la réintégration de la Chine Populaire à son siège au sein du Conseil de Sécurité. Le mouvement de redressement avait avancé un projet de résolution pour la liquidation du colonialisme et lançant un appel en faveur de la création d'un nouvel ordre international économique, culturel et politique équitable, invitant à la démocratie internationale. Cette invitation a été avancée lors des réunions de l'Assemblée Générale de l'ONU et autres organes internationaux en 1973, 1974 et 1975.

Cette étude a adopté un point de vue à caractère momentané de secours basé sur trois axes:

1. Liquider les séquelles de l'effondrement de l'ordre international actuel ainsi que les entraves qui ont obstrué le processus d'amélioration de l'ONU qui avait commencé.
2. Poursuivre ce processus de façon à remédier au mauvais fonctionnement structurel, de façon à être apte aux critères de l'ordre international existant depuis la deuxième guerre mondiale et jusqu'à nos jours.
3. Réarranger les positions de l'ONU pour être conformes à l'évolution de l'ordre international vers la démocratie mondiale délimitée par des méthodes et des lois objectives qui investiraient la révolution scientifique et technologique en faveur de la poursuite de l'édification de la communauté internationale unifiée et des mécanismes de la production afin de jeter les bases matérielles de l'égalité et de la justice internationale.

Cette opération de redressement et d'ajustement à trois dimensions

visé à réaliser la reconnaissance des conflits et des différends internationaux avec tous ses aspects géo-politiques, nationaux, économique-sociaux et mettre l'accent sur la nécessité de résoudre ces conflits par les méthodes pacifiques en accordant la priorité et l'avantage au principe de la majorité internationale en annulant graduellement le système de l'unanimité internationale.

A cet égard, nous proposons pour la **phase I**:

a) Elargir l'adhésion permanente au Conseil de Sécurité de façon que le nombre de ses membres passe de cinq à neuf personnes tout en maintenant le principe du veto ou droit d'opposition. Trois de ces personnes seront élues sur une base nationale, c'est-à-dire que la représentation des Etats à forte densité populaire sera d'une seule personne... les Etats puissants du point de vue économique et militaire seront représentés par un seul membre, les Etats pauvres et en développement seront représentés par un seul membre. Trois membres seront élus pour représenter le monde sur la base de critères geo-politiques: Etats de l'Ouest et du Nord, un membre; les Etats du Nord et du Sud, un membre; Etats du Sud et de l'Ouest, un membre. Les trois autres seront élus sur la base de la représentation idéologique, c'est-à-dire les intérêts économique-sociaux contemporains. Une représentation pour les Etats capitalistes puissants; une autre pour les Etats socialistes; une troisième pour les Etats de la libération nationale. Le nombre des membres du Conseil de Sécurité s'élèvera à trois de façon à ce que, face aux membres permanents, il y ait neuf autres qui changeront selon des critères définis cités plus haut en tenant compte de l'intéchangeabilité de la représentation parmi les Etats du Sud-Ouest et du Nord-Est.

b) Que cette phase se poursuive pendant trois mandats du Secrétaire Général de façon qu'un Secrétaire Général assume sa position pour chaque session, sur la base des trois critères précédents.

c) Que l'Assemblée Générale de l'ONU prenne des décisions sur la base de la majorité et que ces résolutions jouissent d'un statut législatif supérieur aux résolutions du Conseil de Sécurité, que ce dernier se transforme essentiellement en Conseil Exécutif et que la Cour Internationale de Justice représente les trois organes tout en séparant les autorités internationales et passer du législatif à l'exécutif, et au juridique.

d) Que l'ONU soit financée sur la base du classement déjà cité plus haut, de façon que la première catégorie de chaque groupe verse la même quote-part que celle de la troisième catégorie et celle de la deuxième catégorie à condition que les quote-parts des trois

groupements dans le financement des forces de sécurité et des postes administratifs de l' ONU soient assurés dans ce financement.

e) Que le siège de l'ONU change selon la représentation des trois groupements cités plus haut et que les organes internationaux soient distribués sur la base de la plus large propagation internationale.

Phase II

A. Se base essentiellement sur l'annulation du Vêto ou du droit d'opposition et sur la nécessité d'élire tous les membres du Conseil de Sécurité tout en maintenant les mêmes critères précédents.

B. Elargir les caractéristiques de l'Assemblée Générale, appliquer le principe de la majorité dans la prise des résolutions; approuver la décision de la formulation de la majorité particulière et de maintenir la majorité des deux-tiers pour ce qui est des résolutions et des causes importantes.

C. Elargir la représentation et le pouvoir des ONG au sein de l' ONU.

D. Etendre cette phase sur trois mandats du Secrétaire Général, c'est-à-dire 15 ans.

Phase III

Elle se base essentiellement sur des critères futurs que connaîtra la communauté internationale évoluant vers le mondialisme, chose que nous ne pouvons prévoir aujourd'hui.

Il incombe de constater que tout développement sérieux doit émaner de la reconnaissance des conflits et des différends internationaux et doit être lié à des méthodes et des politiques visant à résoudre ces conflits internationaux sur une base pacifique et sur le principe du bon voisinage, de la dépendance mutuelle et des relations égales entre les Etats. Nul doute que le danger le plus grand entourant les relations internationales soit représenté par cette tendance qui désire remplacer l'évolution objective et démocratique libre en faveur d'un rapprochement international et la fusion au sein d'une communauté universelle unique, développée, démocratique, par une formule d'obligation de mécanisme de globalisation, du développement violent, appuyé par une force militaire ou économique, idéologique ou médiatique pour créer une société mondiale difforme. Ceci, en sus de la conception de commandement du nouvel ordre mondial entouré de beaucoup de publicité et notamment dans les médias américains et capitalistes et impérialistes en général en tant que personnification vivante de la déformation étrange de la communauté internationale et de l' ordre mondial actuel ■

Dr Walid Abdel Nasser*

Les Sanctions De L'ONU Au Cours De La Période Post- Guerre Froide**

INTRODUCTION

Depuis la fin de la Guerre froide entre les blocs de l'Est et de l'Ouest, le monde a été témoin d'une tendance de plus en plus croissante au sein de la part de la communauté internationale et notamment de l'ONU, les engageant dans des activités visant à résoudre les litiges et conflits soit entre les Etats, soit au sein des frontières d'un Etat souverain. Des observateurs ont interprété un tel développement comme étant une réflexion authentique de l'esprit et de la lettre de la Charte des Nations-Unies en général et du mandat du Conseil de Sécurité tel que stipulé dans les chapitres VI et VII de la Charte et qui n'a été possible que grâce à la fin de la Guerre Froide. Contrairement à la première tendance, un deuxième groupe a trouvé dans cette transformation dans le rôle de l'ONU une violation évidente des objectifs et principes stipulés dans le premier chapitre qui a souligné le principe de la souveraineté des Etats, ainsi que des chapitres VI et VII qui ont identifié les cas susceptibles de faire l'objet d'une intervention par l'ONU(1). L'évaluation de ces deux points de vue et d'autre dépasse le but de ce papier. Il est évident toutefois que les mesures prises par le Conseil de Sécurité au cours de quelques dernières années eu égard à l'intervention directe dans les Etats, les sous-régions et les régions, champs de conflits armés, ou l'imposition

* Docteur en Sciences politiques et relations internationales

** Original: Anglais. Traduit par Samia Tawfik

de sanctions à l'encontre d'un Etat donné, accusé de créer des situations qui peuvent ou qui ont menacé la paix et la sécurité internationales, ont quadruplé, traduisant ainsi un changement qualitatif et quantitatif dans le rôle des Nations-Unies à cet égard.

Comme mon professeur Dr George Abi Saab présentera un papier sur la question de l'"intervention dans les affaires intérieures des pays", je me limiterai ici à la question des sanctions. En fait, le mot "sanction" couvre une large variété de mesures. Ce qui nous intéresse ici, ce sont les sanctions imposées par les Nations-Unies- considérées légitimes par la communauté internationale et le Conseil de Sécurité qui les imposent en temps de guerre ou de paix.. Celles-ci peuvent être partielles ou globales, punitives, de représailles ou visant à changer le comportement des gouvernements ou des parties non-gouvernementales, sujets de ces sanctions qui sont de par leur nature collectives et partant, différentes des tribunaux de Nuremberg et de Tokyo qui ont jugé des individus accusés d' avoir commis des crimes de guerre(2).

Conformément à l'article 41 de la Charte des Nations-Unies, le Conseil de Sécurité peut demander aux Etats membres d'appliquer des mesures- communément dénommées sanctions- qui n'engagent aucunement l'utilisation des forces armées en vue de maintenir ou de restaurer la paix et la sécurité internationales. Cet article appartient au chapitre VII et les mesures mentionnées comportent également la cessation des relations économiques. Selon ce' article les sanctions ne sont pas imposées contre n'importe quel pays qui menace la paix et la sécurité internationales mais en fait elles sont prescrites comme alternative souhaitable à l'intervention militaire. Le Conseil de Sécurité invoque le Chapitre VII de la Charte pour imposer des sanctions dans onze cas: la Rhodésie du Sud, l'Afrique du Sud, l'Irak, la République Fédérale de Yougoslavie, les Serbes de la Bosnie, la Somalie, la Lybie, le Libéria, Haïti, l'Angola et le Rwanda. Aujourd'hui il existe six comités sur les sanctions au sein du Conseil de Sécurité concernant l'Irak, appliquées à la suite de la résolution No 661 (1990), contre la Lybie, suite à la résolution 748 (1992), au sujet de la Somalie, conformément à la résolution 751(1992), l'Angola, en application de la résolution 864(1993), et le Rwanda, conformément à la résolution 985 (1996)(3).

La question des sanctions étant très vaste, ce papier portera sur trois domaines spécifiques pertinents à cette question, à savoir l'impact humanitaire des sanctions, les repercussions de la mise en application des sanctions sur la tierce partie et enfin le mécanisme de

la révision des sanctions.

II.- L' impact humanitaire des sanctions.

Malgré le fait que les résolutions du Conseil de Sécurité qui ont imposé des sanctions sur l' Irak, Haïti et la République Fédérale de Yougoslavie contiennent des dispositions pour des exceptions relatives à des fournitures humanitaires et notamment pour ce qui est des médicaments et des produits alimentaires, la mise en application de ces exceptions rencontre plusieurs difficultés dont les lentes procédures de leur approbation qui, certaines fois, ont lieu au dépens de l'élément crucial, le temps. Il va sans dire que les sanctions portent gravement atteinte à des groupes vulnérables des populations et entravent les projets de développement à long et à moyen termes. En général, les populations des pays faisant l'objet de sanctions, souffrent de privations découlant des graves manquements.⁽⁴⁾

Le cas le plus frappant qui illustre les graves incidences humanitaires des sanctions est celui de l'Irak⁽⁵⁾. La résolution 661 du Conseil de Sécurité qui a imposé un embargo commercial global sur l'Irak a exempté les médicaments, les produits alimentaires et autres articles à caractère humanitaire et ce, conformément à la résolution 712 du 19 Septembre 1991 adoptée par le Conseil qui a autorisé la levée partielle de l'embargo pour permettre à l'Irak de vendre une partie de son pétrole, dont le prix permettrait l'achat de tels produits. Toutefois, la résolution a stipulé que l'Irak soit soumis à un contrôle stricte des Nations-Unies sur les contrats et recettes du pétrole. L'Irak n'a pas accepté les conditions stipulées dans cette résolution qui portent atteinte à sa souveraineté. Les rapports subséquents avancés par les organes de l'ONU et d'autres organisations internationales, régionales et non-gouvernementales ont révélé la détérioration de la situation humanitaire au sein de l'Irak, ce qui a amené le Conseil de Sécurité à adopter la résolution 986 du 14 avril 1995 permettant une levée partielle de l'embargo pour permettre à l'Irak de vendre jusqu' à 1 milliard de dollars américains de pétrole ainsi que des produits pétroliers tout les 90 jours et d'utiliser leurs revenus pour importer des articles humanitaires sous contrôle de l'ONU. La même résolution a assigné aux Nations-Unies la responsabilité de la distribution directe de ces produits dans les trois gouvernorats de Arbil, Suleymanya et Saleh Eldin hors du contrôle du gouvernement central; elle a également fixé la somme de 130 à 150 millions de dollars américains des recettes pétrolières pour les besoins humanitaires de ces trois gouvernorats. Après neuf mois d'hésitation de la part du gouvernement irakien, suivis par une période de trois mois de

pour parler entre le gouvernement et le Secrétariat des Nations-Unies, ces deux parties ont conclu un Mémoire d'Entente qui a codifié les arrangements pratiques par la mise en application de la résolution 986, communément citée en tant qu'Accord "le pétrole en échange de produits alimentaires"(6). Conformément à cette résolution, le flux des exportations de pétrole irakien a commencé le 10 décembre 1996 et le premier convoi de fournitures humanitaires devrait atteindre l'Irak vers la fin de mars 1997.

L'accord stipulé dans la résolution 986 a été proposé sur la base des justifications humanitaires avec une disposition sur son renouvellement après les premiers 180 jours une fois que la distribution équitable des livraisons humanitaires à l'intérieur de l'Irak serait rapporté au Conseil de Sécurité par le Secrétaire Général de l'ONU. Le renouvellement de cet accord semble probable en raison du grave niveau de détérioration de la situation humanitaire en Irak où la classe moyenne est obligée de vendre les propriétés familiales afin de survivre et où le taux de mortalité infantile a atteint un niveau alarmant. L'on se rappelle que la Déclaration du Sommet des Etats membres du Conseil de Sécurité publiée le 31 janvier 1992 a exprimé une grande préoccupation quant à la situation humanitaire de la population civile innocente de l'Irak. Sans engager un débat politico-idéologique sur la "responsabilité", il incombe de signaler que le déferlement des sanctions économiques internationales contre l'Irak - exemple de sanctions collectives a, sans aucun doute mené à une grave détérioration du niveau de vie: propagation épidémique des maladies, augmentation des taux de mortalité, graves déficits en nourriture, médicaments et autres besoins médicaux, ainsi que les besoins fondamentaux tels que fourniture d'eau avec effets négatifs à moyen et long termes sur les jeunes générations.(7) Il est à espérer que la mise en application continue et l'élargissement possible de l'Accord pétrole-nourriture peuvent arrêter totalement ou partiellement de tels effets, en attendant la levée totale de l'embargo pétrolier imposé sur l'Irak conformément au paragraphe 22 de la résolution 687 (1991) du Conseil de Sécurité.

III.- Impact des sanctions sur la tierce partie.

L'article 50 de la Charte des Nations-Unies autorise la tierce partie (le troisième pays) qui pourrait être le principal partenaire commercial du pays, faisant l'objet de sanctions, et partant qui confronte des problèmes économiques particuliers en raison de son engagement vis à vis de ces sanctions, à consulter le Conseil de Sécurité et, le comité des sanctions, afin de parvenir à des solutions à ces

problèmes. De tels effets secondaires, non intentionnels sur la tierce partie, ont poussé les diplomates, juristes, avocats et chercheurs à rechercher les moyens susceptibles de faire partager les coûts des sanctions par tous les pays membres de l'ONU ou l'organisation inter-gouvernementale qui impose des sanctions- au lieu que les seuls pays avoisinants du pays frappé les sanctions supportent ces frais, ou ces pays ayant de fortes relations commerciales et économiques avec le pays concerné. Depuis l'imposition des sanctions sur l'Irak en 1990, des efforts ont été intensifiés pour rechercher des moyens de compensation plus équitables pour les pays qui souffrent de plus en plus de leurs engagements vis-à-vis des sanctions, y compris la recherche d'un mécanisme similaire à celui du partage des charges du financement des opérations de maintien de la paix, pour faire face aux besoins de ce tierce pays conformément à l'esprit de l'Article 50 de la Charte. Le dilemme est que ce dernier doit être le premier à appuyer les sanctions pour qu'elles deviennent efficaces mais dans le même temps il doit en subir les effets négatifs. Dans le cadre des efforts en cours pour élaborer les propositions prévoyant la mise en place d'un mécanisme chargé d'examiner les incidences des sanctions, l'on essaye de transformer les sanctions d'un instrument non-discriminatoire en un instrument discriminatoire entre les mains de la communauté internationale⁽⁸⁾.

Le premier cas que nous allons signaler pour analyser les effets des sanctions sur le tierce Etat est, encore une fois, celui des sanctions imposées sur l'Irak. Pour la première fois dans l'histoire des Nations-Unies, ces sanctions ont été appliquées aux Etats membres. La résolution 669 (1990) du Conseil de Sécurité a autorisé les pays endommagés par l'application des sanctions, de présenter des demandes d'assistance au Conseil par le biais de son comité des sanctions, créé conformément à la résolution 661(1990) et à l'article 50 de la Charte. La compensation à un tel pays devrait être versée par le comité conjoint de coordination composé des pays industrialisés et des Etats membres du Conseil de coopération du Golfe.. Vingt et deux pays ont demandé une assistance au Conseil de Sécurité pour faire face aux problèmes économiques découlant de l'application des sanctions. Ce qui a mené à la création d'un groupe de travail à affiliation ouverte pour examiner les cas. La Jordanie a été en tête de liste, suivie par sept autres, ensuite par onze nouveaux pays et la liste s'est terminée par les demandes avancées par la Syrie et Djibouti. Le cas le plus important a été celui de la Jordanie qui a reçu le 24 septembre 1990 une mission des Nations-Unies, suivie par une autre le 17 octobre pour évaluer les pertes dues aux sanctions

dont les importations pétrolières et d'autres dûes à l'exportation dont le tourisme, le rapatriement des salaires, l'arrêt des dons koweïtiens et enfin le non-remboursement des dettes irakiennes. Bien que le Fonds Monétaire International n'ait fourni aucune assistance à la Jordanie, des arrangements favorables pour cette dernière ont été élaborés et approuvés par le Club de Paris, le Club de Londres et les banques régionales. Bien plus, une assistance bilatérale et des fournisseurs alternatifs d'importation ont été mis à la disposition d'Amman. Plus significatif encore est le fait que, la Jordanie a été exemptée de l'embargo sur le pétrole imposé sur l'Irak et a été autorisée à poursuivre ses importations ses besoins en pétrole de l'Irak non seulement à la lumière de sa haute dépendance sur ce pétrole, mais également en raison de la détérioration des relations bilatérales entre la Jordanie et les autres pays exportateurs de pétrole dans la région au cours de cette période⁽⁹⁾.

Le deuxième cas est celui des sanctions imposées sur la République Fédérale de Yougoslavie. Dans sa résolution 50/58 du 12 décembre 1995, l'Assemblée Générale de l'ONU a exprimé sa préoccupation quant aux problèmes économiques persistants confrontant les Etats et notamment ceux frontaliers avec la République Fédérale de Yougoslavie et les Etats souverains du Danube et les autres influencés négativement par la rupture de leurs relations économiques avec cette République, ainsi que la discontinuation des modes de transport et autres liens de communication dans cette partie de l'Europe. Par ailleurs, l'Assemblée a réaffirmé le besoin urgent pour une réponse concertée de la part de la communauté internationale pour traiter plus efficacement les problèmes économiques spéciaux des Etats affectés selon leur magnitude et l'impact adverse des sanctions sur ces Etats⁽¹⁰⁾.

Dans la même résolution, l'Assemblée Générale a renouvelé son appel aux institutions financières internationales pour qu'elles continuent à accorder une attention particulière aux problèmes économiques des Etats affectés, à leur impact social négatif et d'examiner les voies et moyens susceptibles de mobiliser et fournir les ressources à des conditions appropriées pour limiter les effets négatifs continus des sanctions sur ces Etats. L'Assemblée a invité les organes, les programmes et les institutions spécialisées de l'ONU à prendre en considération dans la programmation de ses activités de développement les besoins particuliers des Etats affectés, à examiner les moyens de leur fournir une assistance, comme elle a lancé un appel urgent à tous les Etats pour fournir une assistance technique, financière et matérielle aux Etats affectés. L'Assemblée Générale a

encouragé les Etats de la région à coopérer activement sur une base régionale allégeant ainsi dans une certaine mesure l'impact de ces sanctions (11).

Dans sa résolution 50/58 i, l'Assemblée a encouragé l'octroi de matériel, de produits alimentaires et autres formes d'assurance humanitaire à la Bosnie-Herzégovine et à la République Fédérale de Yougoslavie en les achetant aux pays affectés par les sanctions. Bien plus, elle a demandé au Secrétaire Général de l'ONU d'augmenter l'opportunité à ces pays de participer activement aux projets de reconstruction et de réhabilitation des régions frappées par la crise dans l'ex-Yougoslavie. Les tierces pays ont fait rapport au Secrétaire Général et au Président du comité des sanctions des pertes économiques et des frais découlant de la rupture des relations économiques avec la République Fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Ces pays comprennent la Bulgarie, la Hongrie et l'Ukraine. La suspension du régime des sanctions a ouvert la voie à la reprise graduelle des relations économiques avec la République Fédérale de Yougoslavie, allégeant ainsi le fardeau sur les Etats avoisinants et autres de la région qui ont été grandement touchés par la mise en application des sanctions pendant les dernières trois années de demi(12).

Il incombe également de mentionner dans cette partie que malgré le fait que les sanctions imposées sur la Libye (13) ont été la cause du déclin de son commerce avec les Etats avoisinants et d'autres dans la région, atteignant 50% dans le cas du commerce bi-latéral entre la Libye et le Maroc. Les résolutions imposant des sanctions à la Libye ne comportaient pas un dispositif quelconque pertinent aux tierces Etats confrontant des problèmes économiques particuliers découlant des sanctions (14).

IV.- Les mécanismes pour la révision des sanctions

Compte tenu de la nécessité de minimiser l'impact négatif et non planifié des sanctions soit sur les segments les plus faibles parmi les populations des pays visés ou sur les tierces parties, les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité ont entamé des consultations extensives entre eux et sont convenu d'une entente conjointe sur un document non officiel qui reconnaît le besoin de maintenir l'efficacité des sanctions imposées conformément à la Charte de l'ONU. Il a été décidé que la structure et la mise en application du système des sanctions à l'avenir pourraient différer selon la base des ressources des pays assujettis aux sanctions. Les considérations suivantes ont été prises en considération:

- Evaluer objectivement les conséquences humanitaires à court et à long terme des sanctions dans le contexte du système des sanctions et mettre à la disposition du Conseil de Sécurité ou du Secrétaire Général un rapport sur la situation humanitaire existant dans le pays sanctionné ou devant faire l'objet de sanctions. Le Département des Affaires Humanitaires (DHA) doit jouer un rôle de coordination à cet égard et il incombe d'assurer une assistance par les Etats, les agences et les organes inter-gouvernementaux et non-gouvernementaux pertinents.
- Dans les cas d'urgence ou dans des situations de force majeure, le Conseil de Sécurité et/ou le comité des sanctions peut reviser l'application des sanctions et prendre les actions appropriées en gardant à l'esprit la situation humanitaire;
- S'assurer que tous les Etats y compris les Etats visés seront autorisés à recevoir une assistance humanitaire sans aucune entrave et décourager les Etats visés d'obstruer l'octroi d'assistance humanitaire, mais doivent au contraire accorder leur soutien à cet égard.
- Faire en sorte d'assurer un examen rapide des aspects humanitaires par le comité des sanctions, et définir clairement les besoins médicaux ainsi que les produits alimentaires qui peuvent être fournis sans les procédures lentes prises par le comité des sanctions.

Les commentaires du Conseil de Sécurité sur le rapport du Secrétaire Général relative à la diplomatie préventive ont comporté des éléments relatifs aux sanctions, le Conseil a réitéré l'importance qu'il attache à la mise en application effective des mesures prises pour maintenir ou restaurer la paix et la sécurité internationales, dont les sanctions économiques. Il a affirmé que l'objectif de ces derniers n'est pas de châtier mais de modifier le comportement d'un pays ou d'une partie qui constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales. Il incombe d'autre part de fixer clairement les mesures devant être prises par ce pays ou cette partie dans les résolutions du Conseil de Sécurité imposant ces sanctions. De même il faudrait reviser périodiquement ces derniers et les lever quand les objectifs des résolutions du Conseil de Sécurité seraient réalisés. Le Conseil a demandé de prendre les mesures appropriées pour s'assurer que les fournitures humanitaires atteignent les populations affectées. Dans ses commentaires, le Conseil a invité à un examen approprié des demandes présentées par un pays avoisinant ou par d'autres Etats affectés par des problèmes économiques particuliers. Le Conseil a également exhorté le Secrétaire Général de renforcer les secteurs du

Secrétariat chargés des sanctions et de leurs divers aspects de façon que toutes les questions pré-citées soient traitées aussi efficacement et aussi rapidement que possible. Dans le même contexte, le Conseil de Sécurité a accordé une attention particulière aux dimensions régionales des sanctions en réaffirmant la signification qu'il attache au rôle que peuvent jouer les organisations et les arrangements régionaux pour aider à maintenir la paix et la sécurité internationales. Il a souligné la nécessité d'une coordination efficace entre les efforts déployés par ces organisations et ceux de l'ONU, conformément au Chapitre VII de la Charte. Les Etats membres du Conseil de Sécurité ont reconnu que les responsabilités, capacités, compétence et mandat des organisations et des arrangements régionaux sont différents, tels que reflétés dans leurs constitutions et autres documents pertinents. Ils ont particulièrement attiré l'attention sur les besoins du continent africain tout en encourageant le Secrétaire Général de l'ONU à favoriser les réunions de coopération entre les Nations-Unies et les organisations inter-gouvernementales et celles régionales (15).

V.- Conclusion

Lors de la Conférence tenue le 30 juillet 1996 à Paris aux fins de coordonner les efforts internationaux en vue de combattre le terrorisme, l'Allemagne, la France, le Japon et le Royaume Uni se sont opposés aux propositions américaines qui voulaient imposer des sanctions contre les soi-disant Etats "malveillants", est à dire les pays accusés d'appuyer les groupes terroristes, tels que l'Irak l'Iran, la Libye et le Soudan. Les français ont décrit cette approche relative aux sanctions comme étant simpliste et démodée alors que le ministre allemand des Affaires Etrangères, Klaus Kinkel, a répliqué en soulignant qu'isoler ces pays n'apporterait aucun résultat probant dans la lutte contre le terrorisme international(16).

Le cas des sanctions prises à l'encontre du Soudan, avec toute la prudence et le cours d'action réfléchi poursuivis par le Conseil de Sécurité, ainsi que la demande adressée par ce dernier au Secrétariat de l'ONU pour recevoir des rapports sur les repercussions humanitaires potentielles découlant des sanctions sur les populations civiles du Soudan, a prouvé qu'au moins pour sa part, le Conseil de Sécurité a révisé ses politiques eu égard au système des sanctions et essayé de tirer pour l'avenir des leçons utiles des expériences passées (17).

Les sanctions ont été perçues comme alternative au conflit armé. Elles ont été appliquées avec l'espoir d'un résultat rapide; toutefois,

leur durée et l'ampleur de leurs conséquences pour toutes les parties ont prouvé la difficulté de les anticiper pleinement. De même que les sanctions, d'une durée illimitée ou excessive, ouvrent la porte devant quelques pays pour ajouter de nouvelles demandes ou conditions qui n'existaient pas, à l'origine, dans les résolutions imposant les sanctions. La volonté politique des Etats membres du Conseil de Sécurité et notamment des Etats permanents, constitue un élément de première importance dans la détermination du résultat de la révision du processus des sanctions. C'est notamment le cas, puisque les résolutions et les dispositions qu'elles renferment peuvent, maintes fois faire l'objet d'interprétations ou de manipulations différentes pour servir les intérêts d'un pays ou d'un autre. Les membres du Conseil de Sécurité peuvent avoir et habituellement ont un ordre du jour coché, à part les objectifs déclarés des sanctions.

La délimitation la meilleure pour le cadre le plus efficace des priorités des Nations-Unies existe en fait lors de l'élaboration de nouvelles sanctions pour l'avenir ou de la révision d'anciennes. Un rôle plus élargi de l'Assemblée Générale des Nations-Unies ou du Secrétaire Général peut être envisagé à cet égard, tout en considérant l'objectif précis, limité, mesurable des sanctions. Bien que les sanctions collectives aient pour avantage de décourager la prise de sanctions unilatérales, l'on doit prendre en considération que les sanctions sont, en général, un instrument aveugle et que la communauté internationale ne doit les imposer que s'il n'existe plus un autre moyen pacifique susceptible de réaliser les objectifs désirés avec un certain degré de possibilité de concrétiser ces derniers. Les sanctions ne sont pas destinées à être profitables à une tierce partie aux dépens du pays faisant l'objet de ces sanctions, mais être plutôt un instrument de dissuasion à d'autres pays afin qu'ils ne suivent pas l'exemple de comportement du pays faisant l'objet de sanctions. Un examen et une évaluation réguliers des sanctions doivent se baser sur leurs objectifs d'origine ainsi que sur la situation humanitaire du pays sur lequel les sanctions sont imposées, et sur les pays avoisinants et autres dans la région. Plus grand devient le nombre des pays appuyant les sanctions, plus grande sera la possibilité qu'elles seraient, une fois réalisées, plus efficaces, plus équilibrées, plus objectives, plus impartiales.

Enfin il nous incombe de poser une dernière question très importante : est-ce par pur hasard ou coïncidence que les pays ayant fait l'objet des sanctions de la part de l'ONU appartiennent politiquement, voire géographiquement au Sud ?■

Références:

1- Charter of the United Nations (United Nations, New York).

See also:

Peter H. Kooijmans, "The Enlargement of the Concept "Threat to the Peace."

See also:

Dr Boutros Boutros Ghali. "Ways to Improve the United Nations International Herald Tribune, 17 August 1995.

See also:

Michael Littlejohas, "In Search of a Post Cold War United Nations, Financial Times, 16 August 1995.

See also:

Dr. Walid Abdelnasser, "The Notion of the Right to Humanitarian Intervention, "ALHAYAT, 22 May 1996. (in Arabic)

See also:

Dr. Walid Abdelnasser, "New Roles for the United Nations In Countries of the Third World "Al-Syassa Al-Dawliya, No. 122, October 1995. (in Arabic).

2- Robert Charvin, "L' Embargo," Nord-Sud XXI, No5, 1994.

See also:

Proceedings of Colloquium on "International Sanctions-Rational and Impacts," organized by the Institute for Global Leadership, Geneva, 7-8 November 1996.

See also:

SC/5361/31 January 1992

See also:

Dr. Vera Gowlland-Debbas "Security Council Enforcement Measures Under Chapter VII of the charter: A Legal Framework" .

See also:

Dr. Abdel Hussein Al Qutify, "Economic Embargo in International Relations", Al Syassa Al Dawliya, January 1967. (In Arabic)

3-Office of the Spokesman for the Secretary General, Use of Sanctions Under Chapter VII of the UN Charter, Revision 5, 4 October 1996.

See also :

Eric Berman, "UN sanctions and Iraq," The Earth Times, 17-31 January 1997.

4- Dair Newson, "Embargoes: An Imprecise Tool," Christian Science Monitor, 24 April 1996, p. 20.

See also:

Proceedings of Colloquium..., op.cit.

5- Security Council Resolutions 661, 706, 712 and 986

See also:

Office of the Spokesman ..., op.cit.

See also:

Abdel Amir Al-Anbari, "United Nations Sanctions Against Iraq "Al Mustakbal Al-Arabi, January 1997 (in Arabic).

6- Newson, op.cit.

See also:

Security Council Summit Statement . 31 January 1992.

See also:

Al-Anbari, op.cit.

See also:

Intervention of the President of the Arab Organization for Human Rights, Item 6 (Violation of Human Rights and Basic Freedoms), The United Nations Sub Commission for Prevention of Discrimination, 48th session, 5-30 August 1996.

See also:

Berman, op.cit.

7- The Proceedings of the Colloquium..., op.cit.

See also:

Bemoan , op.cit.

8- Dr. Hassan Naf'a, The United Nations After the End of the Cold War, Cairo: Al Ahram Center for Political and Strategic Studies, July 1992 (in Arabic)

See also:

The Proceedings of the Colloquium ..., op.cit.

9- General Assembly Resolution 50/58 E, 12 December 1991.

See also:

Report of the Secretary General, Economic Assistance to States affected by the implementation of the Security Council resolutions imposing sanctions against the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro), A/51/356, 13 September 1996.

See also:

OSCE, Report of the Copenhagen Round Table on UN Sanctions : the case of the Former Yugoslavia, Copenhagen, Denmark, 24-25 June 1990.

10-Ibid.

11-Ibid .

12- The Proceedings of the Colloquium ..., op.cit.

See also:

Conference on Euro-Mediterranean Cooperation :Post-Barcelona organized by the European Institute, Geneva University; 22-23 November 1996, Geneva.

13- S/1995/300. 13 April 1995.

14- S/PRST/1995/9. 22 February 1995.

15- Ben Macintyre, "Split on Sanctions,"The Times, 31 July 1996.

See also:

Middle East Economic Survey, 17 February 1997, page A 16.

See also

Dr. Ahmad Khalifa, Intervention On Item (6), The Sub Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, Geneva, 7 August 1996.

16- AFP, 19 Fevrier 1997.

See also:

Reuter, 29 January 1997.

Interventions du Quatrième Axe

Rapport du Rapporteur de l'Axe**

Cet Axe s'est étendu sur trois séances: la première, (dixième du Colloque), présidée par l'ambassadeur Omrane el-Shafeï, a compté deux intervenants, les Drs. Fatma Khafagui et Qassem Ahmed, qui ont présenté deux documents respectivement intitulés " Fin de la discrimination entre la femme et l'homme dans le monde " et "Vers un ordre humain libérateur ".

Suite à la présentation desdits documents, le président de la séance a ouvert les débats auxquels ont pris part douze orateurs.

Pour commencer, Dr. Laïla Abdel-Wahab a affirmé que dans le contexte des particularités, il est nécessaire d'aborder celle de la situation de la femme, reprochant ici aux réunions des intellectuels consacrées à débattre de l'identité culturelle, de traiter la question de la femme comme une question marginale. Ayant observé que les processus de réadaptation entraînent un grand nombre de femmes vers le domaine du travail, en raison du paupérisme accru, Dr. Abel-Wahab a souligné l'importance d'intégrer la question de la femme dans le cadre du processus de libération du monde des relations inégales.

Pour sa part, le Dr. Bernard Founou, a soulevé la question des enjeux majeurs dans les relations nord-sud existantes, faisant remarquer que

* Historien libanais.

** Original Anglais. Traduit par Stephanie Dejols

la présente réunion a révélé deux méthodes d'approche à cet égard. D'une part, il s'agit de les énoncer sur une base économique, en se situant dans le cadre de la modernité, et de l'autre sur celle d'un conflit confessionnel, sur un plan pré-modernité. Il a affirmé ensuite qu'énoncer le problème comme un conflit confessionnel nous ramènerait à des discussions antérieures à l'ère moderne.

De son côté, Dr. Fahmeyya Sharafel-Dine a estimé que l'échec de la modernisation dans le monde arabe fut le résultat de la non libération des relations sociales, dont celles de la femme et de l'homme. Elle a ensuite souligné que l'ensemble des sociétés arabes, avec leurs différentes couleurs politiques, ont adopté des lois positives dans les divers domaines de la vie humaine, à l'exception de celui de la famille et du rapport de la femme avec la société. Concluant, elle a affirmé la nécessité de se pencher sur la question de la libération de la femme, en tant que problème qui ne concerne pas les seules femmes mais bien plutôt la société entière.

M. Reichardt a quant à lui signalé que la question du conflit entre les civilisations a été débattue en Allemagne et que dans ce cadre une question s'était posée : l'Islam représentait-il un danger nouveau pour l'Occident après la chute de l'Union soviétique ? On s'est demandé à la même occasion, a-t-il ajouté, si l'Islam était compatible avec la constitution allemande, sachant notamment qu'il y a en Allemagne cinq millions de musulmans ? L'orateur a ensuite écarté l'éventualité d'une confrontation islamo-occidentale, ou d'un conflit entre les civilisations, si la conférence de l'OSPAA réussissait à réaliser l'entente entre ses participants.

M. Mohammed Ibrahim Mabrouk juge de son côté que l'opposition fondamentale a lieu entre les vrais islamistes et l'Occident laïque.

Pour sa part, M. Ali Abou Senn insiste sur la nécessité de définir le concept de civilisation, affirmant dans ce contexte l'inexistence de nos jours d'une civilisation occidentale, mais plutôt d'une civilisation mondiale moderne. Il fait remarquer que la seule et unique image que donne de lui l'Islam au pouvoir au Soudan, est celle d'un régime qui opprime la femme. Il s'étonne ensuite que les Musulmans en Europe n'aient trouvé d'autres formes d'expression de leur Islam et culture que l'envoi à leurs écoles de fillettes voilées ?

Dr. Rezkallah Hilane affirme quant à lui que la gauche arabe considère que la cause de la femme est celle de la société, ajoutant qu'il est aujourd'hui établi que la libération de la société ne conduit pas forcément à celle de la femme, ce qui implique de se pencher sur la question de la femme comme une question à part.

Le Dr. Magdi Qorqor estime quant à lui que la femme n'est pas mise à l'écart dans le monde arabe et islamique, même si par contre la liberté absolue de la femme n'existe pas. L'Islam, ajoute-t-il, sauvegarde sans conteste la dignité et les droits de la femme.

Mme. Seham Negm se demande de son côté si la culture arabe est aujourd'hui l'expression de la réalité?, soulignant que le fossé qui les sépare de la réalité rend les intellectuels incapables d'agir. Elle appelle ceux-ci à jeter les bases d'un nouveau contrat social dans leurs patries et à établir un dialogue arabe-arabe avant de regarder vers l'extérieur.

Dr. Fawzeyya Makhoul apporte trois points supplémentaires à l'exposé de Dr. Fatma Khafagui: tout d'abord l'affirmation mondiale de l'inexistence de différences physiologiques entre la femme et l'homme, ensuite que la femme joue le rôle fondamental dans le processus de procréation et que sans mère, l'homme ne serait pas, puisque c'est elle qui donne à l'enfant son bagage de valeurs.

M. Chawqi Galal pense que nous sommes tombés dans le piège que l'Occident américain nous avait tendu, en croyant que le combat à engager avait l'Islam pour cible. Nous nous en sommes pris à la pensée américaine, ajoute-t-il, sans songer à critiquer notre propre réalité, avant d'appeler la conférence à adopter une recommandation pour l'établissement d'une université intellectuelle afro-asiatique.

Pour sa part, le Dr. Magdi Youssef considère que la condition de la femme comme force productive marginalisée et réprimée devrait constituer l'élément majeur dans toute approche de la question de la femme.

Invitée ensuite par le président de la séance à commenter le débat, Dr. Fatma Khafagui souligne que l'enseignement et l'alphabétisation revêtent une importance primordiale pour la femme, sans constituer toutefois l'unique approche idéale du problème de sa libération. Elle attire ici l'attention sur le fait que l'enseignement accru de la femme dans les pays du Golfe n'en a pas pour autant amélioré son sort. Il est nécessaire d'agir à plusieurs niveaux, dit-elle avant d'affirmer que la seule solution réside dans la lutte de la femme et l'organisation de son action.

Présidée par le Dr. Bernard Founou, la deuxième séance (onzième du colloque) dans ce 4ème Axe a vu intervenir M. Abou-Bakr Rassoul de l'Organisation arabe du travail et Mme. Corinne Komar, qui ont présenté leurs documents respectivement intitulés "Vers un ordre humain libérateur" et "Vent du sud, dans le discours général sur les

Droits de l'homme ".

Suite à leur présentation, les débats ont été ouverts avec la participation de trois orateurs.

M. Helmi Shaarawi commence par mettre l'accent sur le besoin de rechercher les mécanismes d'entente ou de mésentente au niveau du Sud, estimant que l'intervention de Mme. Corinne avait transposé le débat sur un autre plan. En dépit de son expression d'un esprit humain et romantique, elle a, selon lui, maintenu le débat dans le contexte général de la problématique du Sud et l'a jeté dans une impasse. Ajoutant que le problème ne sera point résolu en situant les droits de l'homme dans le cadre du Sud dans son ensemble, il fait ensuite remarquer que les compagnies multinationales tentent aujourd'hui d'absorber les organisations non gouvernementales, maintenant que ces dernières se sont confinées dans les limites de la cause du développement. Il juge enfin que toute précipitation dans le cadre des ONG n'ouvrira guère la bonne voie pour un mouvement de solidarité afro-asiatique.

De son côté, M. Mohammed Fayek souligne que tous les peuples ont profité du caractère mondial des droits de l'homme. Dire que la particularité s'oppose au système des droits de l'homme vise à esquiver les contraintes de ce système, estime-t-il. Il distingue ensuite la mondialité des droits de l'homme d'une part et la démocratie de l'autre, qui, selon lui, doit se développer de l'intérieur et respecter la particularité. Se demandant alors si l'on était en train de se diriger vers une société plus humaine et plus équitable?, il affirme que, sous cette hégémonie d'un seul État, l'ordre international existant était dans l'incapacité de réaliser démocratie et justice. La mondialisation en cours se fait aux dépens des pauvres et l'imposition de la réforme structurelle a lieu en recourant à une répression plus grande. Il souligne en conclusion que l'oppression des droits de l'homme allait s'accroissant, au fur et à mesure que le processus de paix avance dans notre région, .

Dans le même sens, le Dr. Magdi Youssef fait remarquer que les pays indépendants sont aujourd'hui plus dépendants de leurs États colonisateurs d'antan et invite à réfléchir la question des droits de l'homme sous l'angle de ses rapports avec les mécanismes du marché.

Président de la troisième séance (douzième du colloque), de ce 4ème Axe, le Dr. Jack Hersh est brièvement intervenu pour souligner que l'idée que la mondialisation conduira à une réduction du rôle de l'État sur la scène internationale pourrait être une opinion hâtive. Il fait

observer que Samuel Huntington, en fait savant en politique et non en ethnologie et appartenant au groupe réaliste des politiciens américains, a réalisé l'existence d'un déséquilibre dans le rapport des forces qu'il fallait inévitablement maintenir. Son article publié dans le magazine " Foreign affairs " détermine les vrais problèmes auxquels sont confrontés les États-unis d'Amérique, au moment où, dans son dernier ouvrage, il invite les gens à conserver inchangées leurs cultures.

Le président de la séance donne ensuite la parole à l'ambassadeur Omrane el-Shafeï, qui présente son document intitulé " Les changements internationaux et leur impact sur les Nations-unies ", suivi du Dr. Georges Abi-Saab et son document "Principe d'immixtion dans les affaires intérieures ou extérieures des États", de M. Ahmed Charaf qui présente "La réforme des Nations-unies: une nécessité pour l'évolution de la société et de l'ordre internationaux" et enfin du Dr. Walid Abdel-Nasser et de son document ayant pour titre "Le code pénal des Nations-unies dans le monde de l'après-guerre froide". Les quatre documents présentés, le président de la séance appelle les participants aux débats auxquels prennent part onze orateurs.

Pour commencer le Dr. K.M.Khan affirme que la politique mise en œuvre par les Nations-unies vis-à-vis des États du Tiers-Monde en particulier devrait être débattue au niveau de l'ensemble de la communauté internationale, maintenant surtout que les États-unis utilisent l'organisation internationale comme une couverture pour faire adopter leurs sanctions imposées à l'encontre de l'Irak et de la Libye et usent de deux poids et deux mesures, avec notamment l'opposition récente de leur droit de veto en ce qui concerne le problème de Jérusalem. M. Khan se demande ensuite si le Conseil de sécurité restera une agence des Nations-unies ou bien deviendra-t-il, comme il se doit de l'être, représentatif de la communauté internationale toute entière?. Il appelle enfin à la présence de représentants d'Afrique, d'Amérique latine et du sous-continent indien en tant que membres permanents dudit Conseil.

Dr. Fawzeyya Makhlouf propose de son côté que le dialogue constructif qui se déroule au sein de ce Colloque puisse se poursuivre et qu'un Comité soit formé avec pour mission de soumettre des conceptions sur les possibilités de modifier les méthodes de travail de l'OSPAA.

Le Dr. Béchir Bakri affirme pour sa part que vaincre ce visage hideux de la mondialisation ne saurait être, à moins que ne soient réformés les mécanismes des Nations-unies et le système de représentation

des pays en son sein, appelant le Colloque à établir un cadre consultatif parallèle.

De son côté le Dr. Rezkallah Hilène se demande la raison pour laquelle les Nations-unies n'ont pas réussi par le passé?. Selon lui, c'est parce-que cette organisation s'est transformée en une arène de combat entre l'Est et l'Ouest, les États-unis lui imposant par la suite leur hégémonie. La solution des contradictions socio-économiques à l'échelle du monde, ne serait possible, affirme le Dr. Hilène, sans dépasser le système capitaliste en pleine décomposition.

Quant à lui, le Dr. Ahmed Barqawi affirme que le Colloque constitue une manifestation de rejet par les peuples d'Asie et d'Afrique et de leurs amis de l'injustice dont ils sont l'objet, appelant à créer un Comité de suivi de dix membres représentant divers groupements.

D'autre part, le Dr. Chahine insiste sur la nécessité de démocratiser le fonctionnement des Nations-unies, invitant le Colloque à adopter une recommandation en faveur de l'établissement d'une instance autre que le Conseil de sécurité.

Puis l'ambassadeur Ibrahim Makoubié appelle à la suppression du droit de veto au Conseil de sécurité, partant du fait que la démocratie signifie le gouvernement de la majorité. Il soutient ensuite que la guerre froide existe encore et que le monde ne vit pas en paix, avec ces petites guerres qui éclatent un peu partout et invite le Colloque à prendre position contre les injustices infligées aux peuples du continent africain et de faire sienne la proposition de créer un Fonds humanitaire dans le but de réparer les torts liés à la servitude endurée par les Africains.

Le Dr. Magdi Youssef met pour sa part l'accent sur la dimension idéologique du Droit international et pense que le racisme flagrant dans les résolutions onusiennes ont une justification idéologique.

Suit l'Ambassadeur Nabil Negm qui parle de la politique de deux poids et deux mesures, et exhorte à poursuivre l'appel en faveur de la réforme structurelle des Nations-unies et de son mécanisme de prise de décision, mettant ici en garde contre une tentative de la partie dominatrice d'exploiter une telle réforme. Abordant ensuite les graves conséquences du blocus imposé à l'Irak sur le plan humain, il souligne qu'il n'est guère suffisant de réviser la Charte des Nations-unies, mais qu'il incombe également de revoir la nature de nos relations, afin de renforcer notre rôle.

M. Ali Abou Senn affirme à son tour que parler de la réforme des Nations-unies n'est point chose nouvelle et invite à examiner la

convocation d'une nouvelle conférence, à l'instar de celle de Bandoung, appelant le Colloque à adopter une recommandation à ce sujet.

Dr. Fahmeyya Sharafeddine estime qu'il ne suffirait peut-être pas de créer un Comité de suivi, et appelle à l'établissement d'un réseau de réflexion sur des questions données, telles la jeunesse, la femme, l'environnement et les relations internationales, qui serait chargé de la collecte des informations et de leur coommunication aux parties intéressées.

Commentant le document du Dr. Ahmed Sharaf, le Dr. Magdi Abdel-Hafez a signalé qu'il existe une quatrième contradiction, philosophique, en sus des trois autres qui y sont énumérées■

CHAPITRE 5
Le Rapport Final

Le rapport final *

Des discussions d'envergure aux repercussions mondiales ont récemment porté sur le problème des civilisations et des cultures et des objectifs réels qui sousendent les diverses thèses les entourant, notamment celles ayant trait au conflit ou dialogue qui les opposent. Ces débats ont lieu tandis que nous approchons du vingt et unième siècle et que les penseurs et intellectuels sont préoccupés par les problèmes qui affectent leurs pays et de leurs perspectives d'avenir. La révolution technologique, scientifique et informatique offre à ceux qui en possèdent les éléments et les instruments des potentialités énormes et une puissance gigantesque. Le progrès réalisé dans ces secteurs est extrêmement accéléré et le fossé ne cesse de s'élargir entre ceux qui le possèdent et ceux qui sont encore incapables de s'en doter.

Compte tenu de l'importance de ces considérations, l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques, a estimé nécessaire d'organiser une conférence internationale sur le thème: " Un conflit de civilisations ou un dialogue de cultures?".

L'invitation a fait l'objet d'un accueil favorable et d'envergure de la part des penseurs et intellectuels du monde, qui lui ont accordé un vif intérêt.

La conférence a tenue ses assises au Caire, en République Arabe

** Original Arabe. Traduit par Nehad Salem

d'Egypte du 10 au 12 mars 1997. Y ont pris part trois cents participants, leaders et pionniers des mouvements intellectuels de leurs pays respectifs, historiens, économistes, philosophes, scientifiques, sociologues, écrivains, représentants des organisations gouvernementales et non gouvernementales, tant locales que régionales et internationales. Plus de cinquante études et recherches couvrant les quatre thèmes exposés dans le document de base y ont été présentées.

La conférence a été inaugurée par le Dr Mourad Ghaleb, président de l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques et président de la conférence. Les auteurs des recherches soumises ont ensuite présenté un résumé succinct de leurs études conformément à l'ordre d'examen des thèmes suivants débattus:

- 1- Le dialogue des civilisations au seuil du 21^{ème} siècle.
- 2- L'hégémonie occidentale et les particularismes culturels.
- 3- Le monde arabe et islamique et les peuples du Tiers Monde face à l'hégémonie occidentale.
- 4- Vers un nouvel ordre libérateur humain.

Voici un aperçu détaillé sur le déroulement des séances de la conférence et des vues et idées y échangées.

I: CIVILISATION ET CULTURE

La civilisation:

Plusieurs idées et opinions ont été formulées autour de la question du conflit des civilisations:

-La première estime que le dialogue et le conflit entre civilisations ne s'est jamais arrêté au cours de l'histoire ; que les civilisations comme des créatures vivantes naissent, se développent et disparaissent; que la civilisation n'est qu'un ensemble de connaissances reliées à la nature et à la société. Elle reflète ainsi la relation entre l'homme le lieu et le temps dans lesquels il vit. Il est par conséquent inéluctable que les civilisations se heurtent sous le poids de toute forme de despotisme.

-La deuxième souligne qu'il n'existe pas de différences énormes entre les définitions de la culture et de la civilisation. Cette dernière n'étant qu'une culture généralisée. D'ailleurs au sein de chaque civilisation, vivent plusieurs cultures en parfaite cohésion. Il n'y a pas de conflits de civilisations dans notre ère. L'essence et la base des conflits émane en fait des intérêts économiques.

-La troisième estime qu'il ne s'agit pas d'un conflit d'intérêts comme le souligne l'optique occidentale et que la civilisation islamique possède l'expérience de l'échange et du dialogue culturels, dont elle a su profiter; et enfin que la civilisation occidentale est raciste.

-La quatrième souligne que la pensée américaine domine la civilisation actuelle, qu'elle vide l'homme de ses sentiments et que l'idée de la finalité de tout, représente le fondement de la civilisation occidentale.

-La cinquième soutient que l'Occident possède une civilisation, qui n'est cependant pas unique. Il essaye en fait de la consacrer comme étant la seule capable d'assimiler la diversité culturelle et considère ses expériences comme étant cosmiques.

Quant au Sud, il recherche de nouveaux modèles: C'est la découverte de chaque civilisation dans la langue de ses auteurs et la réalisation d'une nouvelle mondialisation du monde.

-Selon la sixième il n'y a pas de civilisation occidentale, mais plutôt une civilisation mondiale moderne et que les temps où les civilisations étaient attribuées aux peuples sont révolus.

-La septième estime que l'Afrique est le berceau des civilisations, qu'il faut réhabiliter le peuple africain qui pendant trois siècles a été victime d'une extermination systématique.

-La huitième est d'avis que le conflit des civilisations est factice et que le thème même de la conférence nous enclave dans le cadre de la pensée américaine.

La culture

Au sujet des cultures l'opinion suivante a été formulée:

-La culture est une vision du monde ainsi qu'un instrument pour relever les défis et s'y adapter. Elle n'est pas l'expression d'une identité métaphysique. L'interaction culturelle est une expression de l'équilibre des forces entre les cultures et les peuples. Une nation qui se développe est capable d'assimiler les autres cultures.

Une culture supérieure peut avoir la suprématie sur d'autres cultures moindres par le biais de l'enseignement et de la langue. Elle peut éventuellement les détruire.

La culture ne se protège pas en se fermant sur elle-même mais plutôt par une interaction mutuelle. L'"exception culturelle" pour face à l'hégémonie ne constitue pas un retour à l'isolement mais donne plutôt naissance à de nouvelles ramifications de la culture internationale. Le

mariage des cultures est une question indispensable pour leur développement.

Le dialogue

Au sujet du dialogue deux points de vue se sont fait jour, à savoir:

Le premier souligne que pour faciliter le dialogue il est indispensable d'avoir une image de "l'autre", de son histoire, de ses ambitions, de ses rêves, de même qu'une vision auto-critique. Le dialogue peut être une expression de l'action, comme il peut être une atténuation de cette action, un contournement ou même un acte complémentaire.

Il est par conséquent nécessaire qu'un dialogue et une coopération étroite prévalent entre cultures. Il est, non moins, nécessaire de surmonter les conflits et parvenir à une situation non conflictuelle.

Le deuxième refuse les deux termes de "dialogue" et de "conflit" entre cultures et opte pour celui d'amalgame.

II . LA MONDIALISATION ET LES CARACTÉRISTIQUES INDIVIDUELLES

Cette question a été examinée sous divers angles :

Le premier souligne que:

Le monde vit aujourd'hui des transformations majeures: la fin de la guerre froide et le début d'une nouvelle ère dominée par la suprématie d'un seul pôle dont les valeurs ont désormais la préséance mondiale. Ces transformations majeures ont provoqué une sorte de scission avec l'ancien monde.

Le nouvel ordre mondial ne s'intéresse pas aux peuples pauvres, bien au contraire la mondialisation se fait à leur dépens.

La révolution technologique a lieu dans un sens unique. Or la technologie est une vision de même qu'un processus de production complet et intégré et n'est pas uniquement une utilisation d'instruments techniques. La question importante qui se pose est la suivante: Qui domine l'autre? La machine ou l'homme?.

Les problèmes provisoires et marginaux de la société capitaliste sont devenus structurels et fondamentaux dans la composition du nouvel ordre. Le problème de base du monde actuel se traduit par la richesse extrême des uns et la pauvreté des autres; par l'exploitation des ressources naturelles; par les problèmes de l'environnement notamment dans les pays du sud. Le modèle de développement capitaliste qui consiste à augmenter la production aboutit nécessairement à une augmentation de la consommation et en fin de

compte à la déperdition des ressources. Les pays indépendants sont aujourd'hui plus dépendants que dans le passé des pays qui les avaient colonisés.

Le deuxième met en relief ce qui suit:

Les problèmes sont exposés comme étant un conflit entre religions. On veut ainsi nous enfermer dans des polémiques qui ont précédé l'ère moderne, sachant que la suprématie de l'Occident est née de son dépassement du conflit des religions.

Le racisme est en escalade en Europe et y est concrétisé par la xénophobie et les prises de position anti-islamiques, en dépit du fait que pendant le siècle des Lumières prévalait en Europe une appréciation de l'Islam.

La confusion prévalant en Europe entre Islam et terrorisme est dictée par des préjugés préalables. Le terme islamophobie est tout indiqué pour décrire ce phénomène. L'Occident a voulu se créer un nouvel ennemi en l'occurrence l'Islam.

La pensée islamique souffre de trois crises, à savoir: une crise d'identité, une crise de légitimité et une crise de référence. L'intégrisme islamique est parvenu à transformer les agresseurs en victimes et à empêché les forces hostiles à la mondialisation dans les pays arabes d'adopter une position commune.

Le troisième reconnaît que:

Le Continent africain, le monde arabe et presque tous les pays islamiques sont considérés comme des régions marginalisées influencées par la mondialisation sans être capable de l'influer.

La mondialisation n'est pas un "destin" comme on qualifiait le colonialisme et il est dangereux de lui accorder une valeur plus grande qu'elle n'en mérite comme il est également dangereux d'en mimiser l'importance.

Le refus est un point de départ préalable pour résister au mondialisme et non pour l'ignorer. Il est impensable d'autre part, de résister à la mondialisation en s'y adaptant.

La mondialisation est une suprématie du capital. Les mouvements sociaux des pays occidentaux sont partie intégrante de la résistance manifestée contre la mondialisation capitaliste. Il est également possible que de nouveaux blocs volontaires se forment en face de l'hégémonie à l'instar du groupe Euro-Asiatique.

Les facteurs spirituels jouent un rôle pour résister à la mondialisation. Ils sont représentés par la totalité du patrimoine et non seulement par

la religion. Celle ci constitue d'ailleurs un acquis spirituel et n'est pas une propriété de l'Etat.

Le quatrième souligne que:

Le libéralisme et l'économie de marché représentent un danger pour la démocratie réelle qui ne peut être ni importée ni exportée. Les ajustements structurels sont d'autre part imposés en ayant recours à des mesures de répression supplémentaires.

Un monde dont le quart uniquement jouit de la prospérité ne peut constituer une base saine et stable pour la sécurité et la paix.

L'économie doit être placée au service des peuples. La mondialisation doit être disciplinée, le développement social assuré sur une base solide, l'expression des spécificités particulières de chaque communauté autorisée. Dans tout processus de développement, la culture, l'enseignement et le travail doivent être intégrés. Il faudra par ailleurs innover une technologie dotée d'une composante humaine et parvenir à une optique dialectique accomplie sur la relation entre l'individu et le groupe.

Il est nécessaire de résister à l'hégémonie américaine, grâce à une coalition des forces qui s'y opposent et réactiver les institutions internationales, les démocratiser et parvenir à des initiatives régionales.

Il faut entreprendre une mondialisation qui commence à partir de la base face à celle qui commence au sommet.

Un nouvel ordre humain libérateur se doit de permettre l'approfondissement d'un ensemble de données et de concepts:
L'enseignement et la culture - La formation et la rééducation
professionnelle des forces ouvrières - la participation populaire - la
démocratie - Le dialogue et la consultation - la coopération et
l'intégration internationale véritable - l'interdépendance sociale à
l'échelon international.

Dès l'aube de l'Histoire, l'Humanité a œuvré pour réaliser une société où prévalent justice et prospérité, un monde qui repose sur la justice pour la réalisation des objectifs pacifiques communs, un monde où tous pourront jouir des fruits du progrès et du développement scientifique et technologique.

III. LE MONDE ARABE ET ISLAMIQUE ET LES PEUPLES DU TIERS MONDE.

En ce qui concerne le monde arabe et islamique:

Pour répondre à Huntington, le conflit n'oppose pas Judaïsme et Christianisme d'une part et Islam de l'autre. L'Occident a persécuté et opprimé les Juifs d'Europe et a créé une identité qui est parvenue à exclure l'identité de l'autre. Le conflit semble ainsi être un conflit entre identités ou une agression contre l'identité.

Le conflit avec Israël n'est pas un conflit entre cultures, c'est un conflit pour l'existence même. Il est indispensable de parvenir à une solution démocratique non raciste de la cause palestinienne.

De nombreux obstacles entravent le développement de l'Etat dont celui de sa non intégration au sein de la société, celui de l'Etat Policier et surtout l'entrave extérieure celle de l'impérialisme israélien.

Afin de faire face à cette situation il est nécessaire d'établir un dialogue, d'une part entre les courants, nationaliste, Islamique éclairé, libéral nationaliste et socialiste et d'autre part un autre dialogue arabe - arabe pour formuler une initiative réaliste de la pensée post-moderniste avant de s'adresser à l'étranger. Il est capital de réexaminer la nature des relations unissant les Arabes pour qu'ils parviennent à renforcer leurs poids et efficacité comme il est également indispensable de poser les fondements d'un nouveau contrat social au sein de la nation.

Une prise de position positive au sujet des Droits de l'homme dans la nation arabe n'est pas moins importante pour que le citoyen Arabe dans ces contacts et actions soit inspiré par la confiance qui l'entoure.

Au sujet des peuples du Tiers Monde

Une solidarité internationale des peuples pour la paix et la démocratie est désormais indispensable, notamment celle des peuples d'Asie dont les civilisations Islamique, Bouddhiste et occidentale ont fusionné dans un même creuset.

L'esprit de Bandung doit être ravivé pour reformuler une nouvelle ligne de pensée face au néo-libéralisme et au profit du progrès de l'humanité.

Il est d'autre part indispensable de mettre sur pied une université afro-asiatique.

Il est non moins indispensable d'œuvrer pour la réalisation d'un nouveau monde et la concrétisation de la liberté de l'homme. Cette initiative peut voir le jour en une génération si les opprimés du monde conjugueraient leurs efforts face à la minorité anglo-américaine.

Une philosophie répondant à la liberté de l'homme s'avère indispensable pour confronter les philosophies libérale, existentialiste

et post-moderniste qui sont autant d'optiques voulant liquider l'histoire et effacer sa mémoire .

Non moins importante est la création d'un Fonds de Compensation qui puisse réparer les dommages encourus par les Africains comme séquelles de l'esclavage.

Iv. L'attitude Prise À L'égard De La Femme

Deux attitudes se sont fait jour:

1- Aucun espoir de progrès dans le monde arabe tant que la moitié de la société en la personne de la femme est encore asservie et que la discrimination est pratiquée contre ses droits.

2- La femme par ses attitudes pratiques et sa présence effective dans la société, a réfuté les arguments selon lesquels son rôle le plus noble et le plus important est celui qu'elle assume au sein de son foyer et de sa famille. Bien qu'en réalité c'est la mère qui constitue le vrai réservoir de valeurs et de connaissances de ses enfants.

En parlant de particularismes et de spécificités, il est nécessaire d'aborder le caractère particulier de la situation de la femme et ne pas la traiter comme une question marginale sous prétexte que la femme est une force productrice marginale et opprimée. La libération de la société n'aboutit pas nécessairement à la libération de la femme. Par conséquent sa cause doit être traitée séparément.

Les sociétés arabes, quelles que soient la diversité de leurs régimes politiques, adoptent des lois positives dans tous les secteurs de la vie, exception faite de celui de la famille et des relations entre hommes et femmes.

L'enseignement et l'alphabétisation sont importants mais ne représentent pas le chemin idéal pour résoudre le problème de la femme. La seule solution valable réside dans la lutte menée par la femme elle même. Il est indispensable que les femmes unissent leurs rangs.

La femme est devenue un membre secondaire en ce qui concerne la revendication des Droits de l'Homme. Sur la base de cette exclusion a été créée une optique particulière de ses droits à la vie.

L'autre opinion estime qu'il n'y a pas d'exclusion de la femme dans le monde arabe et islamique mais que par ailleurs , il ne faut pas lui accorder une liberté absolue: L'Islam lui sauvegarde et sa dignité et ses droits.

V: LES DROITS DE L'HOMME:

En Occident les Droits de l'Homme ont été acquis grâce à de multiples combats, auxquels ont pris part les pauvres. Ils sont devenus par la suite les droits des plus forts et des plus puissants, de ceux qui possèdent les privilèges et le pouvoir de définir leurs droits.

Il faut que les Droits de l'Homme soient transposés aux droits des communautés et des minorités.

VI: LES NATIONS - UNIES.

La Charte des Nations Unies prévoyait un monde meilleur à celui qui existait avant la deuxième guerre mondiale.

Toutefois l'Organisation des Nations Unies n'a pas réussi dans sa tâche et s'est vue transformée en scène de combat entre l'Est et l'Ouest. Après la fin de la guerre froide les Etats Unis y ont imposé leur hégémonie et s'en sont ensuite servi comme couverture pour protéger leurs intérêts.

On remarque d'ailleurs après la fin de la guerre froide, que les Nations Unies ont multiplié leurs sanctions, que quelques uns estiment contraires aux principes et objectifs du Chapitre Premier de la Charte, et caractérisées par leur aspect négatif dont les incidences affectent des tierces parties. Il ne faut pas oublier que tous les pays victimes des sanctions appartiennent au Sud. On remarque d'autre part que les résolutions du Conseil de Sécurité sont caractérisées par la politique des deux poids, deux mesures. Une explication idéologique en a été donnée l'attribuant au racisme indéniable qui marque ces résolutions.

Il est par conséquent indispensable d'oeuvrer pour faire revitaliser l'Organisation des Nations Unies et élaborer des plans pour sa réforme afin qu'elle devienne plus efficace. Dans ces tentatives il ne faut pas perdre de vue les contradictions et scissions qui prévalent sur le plan mondial: Des contradictions provoquées par les conflits sociaux et économiques; par les différends géopolitiques; par les conflits nationalistes et les divergences d'opinions, d'optique et de philosophie.

Un nouveau contrat des Nations Unies doit être conclu. De nouveaux principes sont indispensables pour faire face aux réalités nouvelles, de même qu'une nouvelle formule qui favorise la coexistence au sein de la diversité. Le respect de la multiplicité internationale aboutira nécessairement à une démocratie certaine dans les relations internationales. Démocratiser les Nations Unies et transformer

l'Assemblée Générale en un "Parlement Mondial" avec la participation des organisations non gouvernementales est, par conséquent, un objectif primordial.

Raviver l'Organisation des Nations Unies repose la question de sa réforme et de son mécanisme de prise de décision et présuppose la création d'un système de contrôle des sanctions. La mondialisation ne pourra être contrecarrée sans une telle réforme et sans que tous les peuples n'y soient représentés.

Dans ce contexte les trois points de vue suivants ont été exprimés:

Le premier souligne que l'Afrique, l'Amérique Latine et le sous-continent indien doivent être représentés au Conseil de Sécurité par des membres permanents, ce qui reviendrait à dire que le cadre du droit de veto soit élargi pour couvrir les pays du sud et que le Tiers Monde puisse contrecarrer le droit de veto.

Le deuxième estime que ce dernier doit être annulé puisque la démocratie est la traduction du droit de la majorité.

Le troisième favorise la création d'une nouvelle instance qui remplacerait le Conseil de Sécurité.

La création d'un cadre consultatif parallèle aux Nations Unies a été, par ailleurs, proposée.

VII. LE SUIVI DES ACTIVITÉS DE LA CONFÉRENCE.

Quelques participants ont mis en relief la nécessité, de suivre de près les idées et questions exposées au cours de la conférence; que la tâche de l'OSPAA ne soit pas limitée à la simple organisation de cette réunion.

La création d'un comité de dix membres représentant les diverses sociétés et communautés a été proposée: Il aurait pour tâche de formuler des plans et optiques diverses pour développer les mécanismes de l'Organisation et assurer une sorte de continuité des travaux de la conférence.

Une autre proposition a été formulée visant la création d'un réseau de réflexion sur des causes importantes telles que la jeunesse, la femme, l'environnement, les relations internationales. Sa tâche principale consisterait à regrouper les informations et données importantes qui seraient ainsi disponibles pour tous ceux qui s'y intéressent.

Cette réunion est un événement historique qui ne doit pas s'arrêter à ce stade. Le dialogue entamé entre nous doit être maintenu. Les

questions débattues ne sont pas aisées et non pas atteint leur point culminant. Nous ne pouvons pas les arrêter au statut actuel. Ce dialogue intellectuel, culturel, politique si fertile doit continuer car il peut offrir à nos peuples une perspective d'avenir et un projet futuriste.

Les brouillards sont épais, il vous revient de les dissiper pour un avenir meilleur pour nos peuples et pays■

Document de Travail*

Le monde traverse une phase transitoire entre un passé non encore révolu et un renouvellement dont les aspects définitifs ne se sont pas encore cristallisés. C'est ainsi qu'il existe un conflit entre les principales forces internationales quant au devenir, à l'objectif et à l'avenir de cette phase transitoire. Ce conflit oppose non seulement les grandes puissances les unes aux autres, mais également celles-ci aux petites nations et s'étend même parmi ces dernières dressant les unes contre les autres.

Ce conflit revêt en fait plusieurs aspects. Il a un aspect international, par suite des tentatives de domination sur les organisations internationales dirigées selon les intérêts de l'une des parties. Il peut également prendre l'aspect d'une alliance entre les grandes puissances en vue de coordonner leur hégémonie conjointe sur le monde, répartissant entre elles, les rôles et les parts. Une troisième forme du même conflit peut également être celui d'un conflit entre grandes puissances et petites nations en voie de développement et ce, par la tentative prise par les premières de gérer leurs crises aux dépens des petites nations leur imposant des politiques économique, sociale, culturelle et même parfois militaire.

** Original Arabe. Traduit par Samia Tawfik

L'effondrement du camp socialiste et l'expansion de l'économie de marché ont mené au déséquilibre international actuel. Cela n'empêche toutefois pas les peuples de rechercher une solution radicale sérieuse à l'inflation des diverses crises au niveau international, ainsi que des moyens de résistance et de confrontation communes à ces crises par la coopération, le dialogue et la coordination.

Ces conflits et ces crises revêtent de par le monde divers aspects: religieux, ethniques, tribaux et régionaux, sans parler des crises économiques au sein du système capitaliste mondial même qui fait face à une augmentation des indices du chômage, à une large disparité dans la distribution des revenus, à la détérioration du niveau de vie parmi la classe laborieuse, les paysans, les couches sociales moyennes et à la stagnation en raison de l'incapacité des pays en voie de développement à rembourser aux grandes puissances leurs dettes.

Il faut également tenir compte du danger découlant de l'interaction nucléaire, militaire et pacifique, des découvertes en matière de médecine et de science génétique qui permet une manipulation du corps humain et de ses organes; des dangers à l'environnement résultant de l'utilisation irrationnelle de la technologie dans le but d'acquérir le maximum de profits sans se préoccuper de la pollution de l'environnement et de l'effondrement de certains de ses éléments fondamentaux nécessaires à la vie de l'homme; sans parler de la propagation des maladies épidémiques meurtrières à travers le monde, de la détérioration des valeurs morales, la propagation des drogues, la prostitution et la vente des enfants, etc..

Ces défis doivent être confrontés au niveau international selon les diverses cultures et expériences, souvent différentes et contradictoires. Ce qui impose le dialogue entre ces cultures, quelles que soient leur source religieuse, leur visée philosophique, pour parvenir à une base d'entente minimale sur les plans intellectuel, pratique et celui des valeurs - qui seraient reconnus par les diverses cultures afin de préserver la dignité, les valeurs, la liberté, l'individualité de l'homme et d'assurer aux générations futures le droit à la vie, à la sécurité et au progrès.

C'est ainsi qu'apparaissent dans ce cadre diverses tendances intellectuelles visant à diagnostiquer et à expliquer la situation qui prévaut actuellement. D'aucuns et notamment dans le système capitaliste, libéral, mondial - estiment que l'histoire de l'humanité a atteint son point final et sa stabilité; ou signalent l'explosion des

conflits mondiaux sur une base religieuse, ou nationale ou l'éclatement du conflit essentiellement entre le nord capitaliste riche et le sud pauvre; ou la désintégration de l'unité de la civilisation actuelle en groupements nationaux ou régionaux conflictuels sans aucun lien général; ou alors l'accroissement des tendances autonomes et individuelles et la fin de l'autorité centrale, des idéologies, des valeurs globales et des principes généraux.

C'est ainsi que le monde se pose aujourd'hui beaucoup plus de questions qu'il n'entrevoit de réponses.

Nul doute que le Tiers Monde est celui qui souffre le plus de telles situations. Bien plus, c'est ce même tiers monde qui subit principalement les résultats de la gestion de la crise du système capitaliste et c'est sur les territoires de ce monde que se déroulent les conflits entre ses divers pays; c'est pourquoi il incombe aux pays du Tiers Monde de participer activement à partir de leurs propres expériences à la solution de ces questions et à trouver les réponses adéquates à leurs intérêts, leurs expériences et leur patrimoine en sus des intérêts du monde et de la civilisation de l'ensemble de l'humanité.

D'où la convocation de cette conférence International à l'invitation de l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques qui a tenu à assurer la participation d'intellectuels, de politiciens venant des pays arabes, africains, asiatiques et latino-américains, ainsi que d'autres venant de pays occidentaux s'intéressant aux questions de la phase transitoire que traverse le monde aujourd'hui et ce, dans le but de parvenir à une vision plus nette de ces causes ainsi qu'à des recommandations internationales susceptibles de devenir un point de départ pour une activité intellectuelle et pratique contribuant à la réalisation d'un nouvel ordre international où régneraient la légitimité démocratique, les droits fondamentaux de l'homme, le respect des divergences et des particularités religieuses, nationales et culturelles et où la paix, la justice, la volonté de progresser pour tous les peuples du monde seraient renforcées.

Ces objectifs ne sauraient se réaliser sans que soit assuré le concept même de dialogue dans le cadre du respect protégeant la liberté de s'opposer, rechercher, créer, et respecter l'opinion d'autrui quel que soit son point de vue intellectuel ou idéologique. Si ce concept est nécessaire à l'échelon individuel et collectif, il l'est encore plus au niveau des Etats nonobstant leur culture, leur idéologie et leur régime politique et économique.

Ce dialogue se doit d'être bien organisé positif dans son objectif, conditionné par une égalité relative entre les Etats et les peuples assurant un équilibre de leurs intérêts tout en lui garantissant un climat adéquat. Si l'une de ces conditions venait à manquer ou ne serait pas remplie, une partie internationale donnée pourrait alors dominer le dialogue, le contourner et ainsi imposer ses conditions et partant son hégémonie.

Une question restera posée: comment pouvoir agir eu égard à un conflit imposé par le centre à la périphérie, le riche au pauvre, le créateur à l'imitateur? Comment entamer un dialogue entre cultures de partenaires inégaux? Le dialogue se déroulera-t-il au niveau des intérêts, de la culture ou de l'image échangée tout au long de l'histoire? d'où viendra l'initiative? du fort vers le faible pour le désarmer et reproduire sa soumission? ou du faible vers le fort, poursuivant le mouvement de libération d'indépendance nationale afin de réaliser une égalité des chances et de la légitimité démocratique à l'échelle mondiale?

L'objectif de cette conférence est de tirer profit de ces cadres théoriques et de ces idées générales pour élaborer des concepts pratiques dans le but de réaliser un système international auquel nous désirons parvenir, qui comprendrait des mécanismes permettant d'aboutir à un dialogue ainsi que d'autres susceptibles de régler les différends et les conflits, les engageant dans une compétition positive offrant à l'ensemble de l'humanité un meilleur environnement ainsi que des intérêts de développement communs.

Intervenant dans un cadre international, cette conférence maintiendra toutefois sa spécificité arabe et tiers-mondiste; elle associera l'analyse scientifique à l'optique politique. Elle comprendra les axes suivants;

Premier axe: dialogue des civilisation à l'aube du 21^e siècle:

- dialogue des civilisation: d'une bi-polarité à une unipolarité.
- condition d'un dialogue des civilisations à la lumière du climat international actuel.
- Les grands changements politiques survenus en Europe Orientale et leurs répercussions sur l'arène internationale, et sur le Tiers Monde en particulier.
- Est-il possible d'avoir un dialogue égalitaire et une interaction entre la civilisation européenne sous toutes ses formes et les civilisation traditionnelles du Tiers Monde?

- Dans quelle mesure les valeurs contenues dans la Déclaration Universelle expriment-elles une même civilisation mondiale?
- La pratique d'un dialogue entre les civilisations nécessite-t-elle une définition universelle quant à la signification de ce qu'est une civilisation?
- Rôle de la culture aux niveaux de l'élite aussi bien que populaire dans le dialogue des civilisations.
- L'interaction entre les nations est-elle un dialogue civil ou un conflit entre les civilisations.

Deuxième axe: Hégémonie occidentale et particularités culturelles:

1- Au niveau Politique:

- imposition d'un modèle politique unique, à savoir la démocratie selon le mode occidental ou est-il naturel d'avoir plusieurs modèles considérant diverses particularités?
- Les bases d'une légitimité internationale et ingérence phénoménale dans les affaires intérieures des peuples.

2- Au niveau économique:

imposition du modèle économique globale (mondialisation de l'économie, les multinationales, les accords du GATT, les programmes d'ajustement structurel tels que prescrits par la Banque Mondiale et autres institutions de financement) ou perspectives d'avoir des modèles de développement économique selon des conditions spécifiques à chaque pays.

3- Au Niveau culturelle:

Imposition d'un même modèle culturel à travers le monde par le truchement du monopole et de la manipulation médiatique, informatique et la connaissance ou le besoin d'assurer le respect de la diversité culturelle en vue de promouvoir l'échange des expériences culturelles à travers le monde.

Emergence du racisme, du fascisme et du fanatisme religieux et ethnique à travers le monde en tant que manifestation de la xénophobie, le recours à la violence et au terrorisme contre les personnes de religion, d'opinion ou de race différentes, l'éveil de sentiments d'antagonisme contre les communautés arabes et islamiques autres ainsi que la diffamation de l'Islam par les médias.

Troisième axe: le monde arabo-islamique et les peuples du Tiers Monde face à la confrontation de l'hégémonie occidentale.

- Recours à la légitimité internationale - et tous ses fora - par les grands Etats - et notamment les Etats Unis - pour imposer un blocus et leurs politiques et intérêts sur eux (par exemple: Irak, Libye, Soudan, tentatives contre L'Iran, Cuba.. etc).
 - Recherch de mécanismes démocratiques pour assurer la légitimité internationale en faveur de tous les peuples de monde.
 - Mise en application des résolutions de L'ONU et des accords internationaux portant sur le retrait d'Israël des territoires arabes occupés et le droit du peuple Palestinien à l'auto-détermination et à l'établissement d'un propre Etat sur sa terre.
 - Monopole des grands Etats et de leurs satellites - tel Israël- sur les armes de destruction massive tout en accusant les pays de tiers Monde de terrorisme s'ils essayent de s'armer eux mêmes avec les moyens dont ils disposent pour libérer leur terre et sauvegarder leur indépendance.
- Quatrième axe: vers UN nouvel ordre humain de libération.
- Assurer la sécurité et la paix pour tous les peuples à travers le monde ainsi que la justice sociale en matière de relations internationales.
 - Amender et démocratiser la Charte de l'ONU afin de garantir une représentation équitable et une participation active des forces internationales ascendantes et des peuples du Tiers monde. ■

Liste des participants*

1. LA LIGUE ARAB ET SES INSTITUTIONS:

L'Organisation Arabe du Travail:

- Son Excellence Bakr Mahmoud Rassoul, Directeur Général, OAT
- Mohamad Dawoud Al Zeidy, Expert auprès de l'OAT,
- Iman Abdel Maqsood, Bureau du directeur général de l'OAT
- Elham Ghassal, Département de l'information et de la documentation de l'OAT

2. LE MINISTÈRE EGYPTIEN DES AFFAIRES ETRANGÈRES:

- Dr Magda Baraka, Bureau des Affaires des Assistances Etrangères
- L'Ambassadeur Mahmoud Qassem
- L'Ambassadeur Nabil Badr Conseiller du Ministre des Affaires Etrangères pour les affaires culturelles.
- L'Ambassadeur Choukri Fouad Assistant du ministre des Affaires Etrangères.

L'Institut Diplomatique:

- Dr Fayez Bektash, directeur de l'Institut
- M.Karim El Sadat, Attaché diplomatique

3. LE CORPS DIPLOMATIQUE ARABE:

Ambassade de l'Irak:

- Son Excellence l'ambassadeur Dr Nabil Negm, représentant permanent de l'Irak auprès de la Ligue des Etats arabes.

Ambassade de Syrie:

- Son Excellence l'ambassadeur Issa Darwish, ambassadeur de Syrie au Caire

* Original Arabe: Traduit Par Anhar Korra.

4. LE CORPS DIPLOMATIQUE ETRANGER:***Ambassade d'Arménie:***

-Son Excellence l'ambassadeur Edouard Nalbandian

Ambassade d'Azerbaïdjan:

-Son Excellence l'ambassadeur Israfil Vekilov, ambassadeur d'Azerbaïdjan au Caire

Ambassade de Chine:

-M. Li Ji, Attaché

-M.Tang Zhen Qi , conseiller du ministre.

Ambassade de Croatie:

-Son Excellence l'Ambassadeur Daniel Bucan, ambassadeur de Croatie au Caire

Ambassade de la Corée Démocratique:

-M.Hong Gi Ghol, Deuxième Secrétaire

Ambassade de Grèce:

-M.Chris Maniakis Grivas, Conseiller

Ambassade de l'Inde:

-M.Virendra Gupta, Ministre

Ambassade du Kazakhstan:

-Son Excellence Bulatkhan Tijan, ambassadeur du Kazakhstan au Caire.

Ambassade de Cuba:

-Mme Miriam Mugica Valdes, Premier Secrétaire

Ambassade de Corée:

-M.Sang Lyong Park, Premier Secrétaire

Ambassade de Russie:

-M.Vladimir Chertchienkov, Conseiller

-M.Andrei Zakharov, Conseiller

-M.Andrei Dmitriev, Attaché

Ambassade de l'Ouganda:

-Son excellence Ibrahim Mukiibi, ambassadeur d'Ouganda au Caire

Ambassade d'Ukraine:

-M.Victor Nagaichouk

-M.Sergly Hutsalo, Premier Secrétaire

-M.Andrey Sokorchouk, Troisième Secrétaire

Ambassade d'Ouzbékistan:

-Son Excellence Shamsuddin Babakhanov, ambassadeur d'Ouzbékistan au Caire

5. LES PERSONNALITÉS EGYPTIENNES:**a) Les partis politiques:*****Le parti du Travail:***

-L'ingénieur Ibrahim Shoukry , Président du Parti .

-Dr Magdi Qarqar, Secrétaire général adjoint

Liste des participants

- M.Kamal Habib, journaliste auprès du quotidien Al Chaabi
- M.Gamal Sultan membre du Secrétariat culturel
- DrMohamad Moro, membre du Secrétariat culturel
- M.Mohamad Mabrouk, membre du Secrétariat culturel
- Ingénieur Mohamad Maïmoun Sayed Ahmed

b) Les Organisations Non-Gouvernementales:

Al Nadeem Centre pour le traitement et la réadaptation psychologique des victimes de la violence:

- Dr Abdallah Mansour, Directeur Exécutif Union des Avocats Arabes:
- Dr Hosni Amin, directeur adjoint du Centre de recherches et Etudes juridiques .

Organisation Arabe des Droits de l'Homme:

- M. Mohamed Fayek, Secrétaire Général
- L'ambassadeur Taher Shash, Conseiller pour les Relations Etrangères
- L'ambassadeur Ibrahim Allam, Directeur Exécutif

Centre d'information du Monde Arabe:

- M.Hamdin Sabbahy, directeur

Centre de coordination entre les comités Arabes de Paix:

- M.Bahig Nassar, coordinateur

Centre Egyptien pour les Services Médicaux, Sociaux et Environnementaux:

- M.Salah Adly Abdel Hafiz, Directeur

Comité Egyptien pour le Développement Communautaire Local:

- Mme Mona Qorashi, Présidente du Conseil d'administration.

Comité Egyptien pour la Solidarité:

- M.Ahmad Hamroush, Président
- M.Mahmoud Tawfik, Secrétaire Général
- L'ambassadeur Ahmad Tawfik Khalil membre du Conseil
- Mme Wedad Metri, membre du Comité

Organisation Egyptienne pour les Droits de l'Homme:

- M.Mohamad Moneib, Secrétaire Général
- M.Mohamad Bassiouny, membre du Conseil
- M.Mohamad Awad Al Ghamry, Directeur de l'Unité de Recherches

Le PUGWASH Egyptien:

- Le Général Talaat Musalam, Vice-Président

Association Internationale pour les Etudes Inter-culturelles (IAIS)

- Le Dr Magdi Youssef, Président

Union Internationale pour les femmes journalistes et les communications de masse

- Mme Soad Khaled , Vice- président

c) Les Centres de Recherche:***Le Centre d'"Al Ahram" pour les Etudes politiques et stratégiques:***

-M. Al Sayed Yassin, consultant

Le Centre Arabe pour le Développement et les Etudes futures:

-M. Gamil Mattar, directeur

Le Centre Arabe de Recherche:

-M. Helmy Sharawy, Directeur

-Dr Yousry Mostapha, chercheur.

Le Centre du Caire pour les Etudes sur les Droits de l'Homme:

-M. Abu Bakr Faidallah Al-Alim, chercheur.

Le Centre de Recherche et d'Information de "Dar Al Tahrir":

-Dr. Fathi Abdel Fattah, Directeur.

-Mme Saneya Al Bhat, chercheur dans le domaine des Etudes Moyen- Orientales.

-Mme Salwa Mohieddine, chercheur dans le domaine des affaires internationales.

-Mme Azza Shalaby, Journaliste.

"Malet" Centre pour les Droits Economiques et Sociaux.

-M. Ahmad Sharaf, Directeur.

L'Institut National pour les Etudes Moyen-Orientales:

-Le Général Ali Ezz El Din, Vice- Président.

-Le Général Dr Ahmed Abdel Halim, Directeur de l'Unité des Recherches Stratégiques.

-Le Général Maher Khalifa, Directeur des Programmes et Recherches.

Le Centre National de Recherches:

-Le Dr Ragab Al Husseinji, Expert en Opinion Publique.

-Le Dr Kamal Moghith, chercheur dans le domaine de l'Education.

Forum du Tiers-Monde.

-Le Dr Ibrahim Saad Eddin, bureau du Moyen Orient.

(d) Les ONG de femmes***Le centre de recherche de la "nouvelle femme":***

-Dr Aida Seif Al Dawla.

L'Union de "la femme palestinienne":

-Mme Samira Abou Ghazala Président

-Mme Abla Al Dajani, Vice Président

-Mme Amal Agha, Président du Comité des Relations Intérieures:

-Mme Doris Franjeya, Présidente du Comité des Relations internationales

-Mme Fayhaaí Abdel Had, Président du Comité des Relations culturelles.

L'union Progressive de la femme: Le Parti d'Al Tajamul

-Mme Farida Al Naqash , Secrétaire Générale

L'Association de la Femme et de la Société

-Mme Siham Negm, Président du Conseil d'Administration.

Le Centre de Recherche de la femme "MAIAN"

-Mme Arab Lotfi, Directeur

(e) Les Professeurs d'Université.

-Le Dr Abdel Azim Anis, Professeur de Mathématiques, Université d'Ain Shams

-Le Dr Gawad Emara, Professeur auprès de l'Agence de l'Energie Nucléaire

-Le Dr Abdel Wahab el Messiri, Faculté de Lettres, Université d'Ain Shams.

-Le Dr Ahmed Abdel Halim Atteya, Département de philosophie , Faculté de Lettres, Université d'Ain Shams

-Le Dr Ahmad Abou Zeid, Département de Sociologie et d'Anthropologie, Faculté des Lettres, Université d'Alexandrie .

-Le Dr Ahmad Hussein Al-Ahwany, Département de Chimie, Faculté de Polytechnique, Université du Caire.

-Le Dr Anwar Abdel Malak Département de Philosophie, Faculté des Lettres, Université du Caire

-Le Dr Anwar Mogith, Département de Philosophie , Faculté de lettres, Université de Helwan.

-Le Dr Faisal Abdel Qader Younés Département de Psychologie , Directeur du Centre de Recherches Psychologiques, Faculté des Lettres , Université du Caire

-Le Dr Galal Amin , Professeur d'Economie , Université Américaine du Caire.

-Le Dr Hassan Hanafi, Departement de philosophie , Faculté des Lettres, Université du Caire.

-Le Dr Hassan Nafaia, Faculté d'Economie et de Sciences Politiques, Université du Caire.

-Le Dr Hossam Issa , Faculté de Droit Université Ain Shams

-Dr Laila Abdel Wahab , Département de Sociologie , Faculté des Lettres Université de Banha.

-Le Dr Magdi Abdel Hafez , Département de philosophie, Faculté des Lettres, Université de Helwan.

-Le Dr Mahmoud Abdel Fadil, Faculté d'Economie et de Sciences politiques, Université du Caire.

-Le Dr Mofid Shehab, Recteur de l'Université du Caire.

-Le Dr Mohamed Al Gawady, Faculté de Médecine, Université de Zagazig, Redacteur en chef du Journal Medical Egyptien .

-Le Dr Mona Tolba , Département de Langue Arabe, Faculté des

Lettres, Université d'Ain Shams.

-Le Dr Noran Al Gezeiry, Département de Philosophie, Faculté des Lettres, Université d'Ain Shams .

-Le Dr Olfat Al Roubi, Département de Langue Arabe, Faculté des Lettres, Université du Caire.

-Le Dr Safeya Magdi, Département de Psychologie ,Faculté des Lettres, Université du Caire.

-Le Dr Yomna Al Kholi , Département de Philosophie , Faculté des Lettres, Université du Caire.

(f) Les Personnalités Publiques:

-M. Abdel Hamid Hawas , écrivain et chercheur dans le domaine du folklore arabe.

-M. Adib Dimitry, penseur politique, expert en éducation.

-M. Sobhi Mansour, auteur et écrivain islamique .

-M. Ahmed Tohami Abdel Hay , chercheur politique .

-L' ambassadeur Ahmad Wagih Marzouq, ancien ambassadeur

-Le Dr Amir Aziz, Pharmacien

-Mme Eisha Abdel Ghaffar ,Président du Département Politique du Journal "Al Ahram"

-Le Dr Ekram Youssef ,ancien vice-président de l'Académie Sadat pour les Sciences Administratives.

-Le Dr Fawzeya Makhoulf, Chercheur, Doctorat en Psychologie clinique .

-Le Dr Georges Abi-Saab, Professeur auprès de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Genève.

-M. Hussein Mafaloum, penseur et chercheur

-L'Ingénieur Fawzy Habashy, architecte et penseur politique .

-Ibrahim Al Badrawi, avocat .

-Le Dr Ibrahim Helmy Abdel Rahman, ancien ministre de la planification et ancien directeur de l'ONUDI, à Vienne.

-M. Kamel Zoheiry, écrivain et penseur .

-M. Latif Farag, journaliste et traducteur .

-Dr Milad Hanna, Ingénieur et penseur politique

-Mme Magda Refafa, Directeur de la maison d'édition: "Qadaya Fekreya"

-M. Mahmoud Amin El Alem, écrivain et penseur ,

-M. Mohammad Hassanein Heikal, penseur et écrivain politique .

-M. Mohamad Sid Ahmad, écrivain politique

-M. Mohamad Youssef Al Guindi, directeur de la maison d'édition "Al Thaqafa Al Gadida"

-Mme Mona Anis, Redacteur en chef adjoint , Al Ahram Weekly

-Mme Mona Helmy ,écrivain

-M. Mostapha Al Hussein, écrivain

Liste des participants

- M. Mostapha Al Kholi, Maison d'édition "Al Nahr".
- M. Nabil Zaki, rédacteur en chef adjoint du journal "Al Akhbar".
- Le Dr Nawal Al Saadawi, romancière égyptienne, psychâtre et président de l'Association Internationale de Solidarité avec la Femme Arabe.
- L'Ambassadeur Omran El Shafei, ancien assistant du ministre égyptien des Affaires Etrangères et ancien Représentant Permanent de la République Arabe d'Egypte auprès du bureau des Nations Unies à Genève.
- Mme Rania Abdel Rahman El Assal, Etudiante (Etudes post-universitaires) Université d'Ain Shams
- M. Rushdi Abul Hassan, écrivain politique: Magazine Sabah Al Khair.
- L'Ingénieur Saad Al Tawil, ingénieur et penseur politique.
- M. Salah Zaki, Expert médiatique et consultant auprès du Conseil Supérieur pour la Maternité et l'Enfance.
- Le Dr Samir Amin, penseur égyptien, Directeur du "Forum du Tiers Monde", Dakar.
- Mme Samira Al Kilani, ancien Directeur des Programmes Culturels, Télévision d'Egypte.
- M. Chawki Galal, écrivain et traducteur.
- Le Dr Sherif Hatata, écrivain, romancier et médecin.
- Le Dr Shoukry Azer, médecin et penseur politique.
- L'Ambassadeur Wafai Hegazi, ancien assistant du ministre des Affaires Etrangères.
- Le Dr. William Al Mallah, médecin et penseur politique.
- Le Dr. Walid Abdel Nasser, Docteur en Science politique et Relations Internationales.
- M. Zarif Abdallah, avocat.

(6) LE MONDE ARABE

Algérie:

- Le Dr Ali Al-Kenz, Professeur algérien, Département de Sociologie, Université de Nantes, France.

Irak:

- M. Fakhri Karim, rédacteur en chef du magazine "Al Nahg" et directeur de la maison d'édition "Al Mada" de Syrie.
- Le Dr Isam Al-Khafaji, Le Centre d'économie politique internationale, Université d'Amsterdam, Hollande.

Jordanie:

"Al Urdun Al Jadid" Centre de recherches.

- M. Hani Horani, Directeur Général

Le Comité Jordanien pour la paix et la solidarité:

- M. Issa Madanat, Secrétaire Général

Le Comité Jordanien de Solidarité:

-M. Amal Issa Naffaï

Liban:

-M. Adib Neïma, chercheur .

-Le Dr Fahmeya Sharaf Edin Professeur auprès de l'Université du Liban, département de Pensée politique et sociale.

-M. Sanaaï Abu Shaqra , Rédacteur en chef du Magazine "Al Tariq"

Le Comité de Solidarité Libanais:

-M. Karim Morowa , membre du Comité.

Palestine:

-M. Abdel Qader Yassin, écrivain et penseur .

-Le Dr Ahmed Barqawi, Département de Philosophie Université de Damas.

-Le Dr Ahmad Sidqi Al Dajani, écrivain et penseur ,

-Le Dr Maher Al Sherif , écrivain et penseur .

Le Comité Palestinien pour la Paix et la Solidarité:

-Le Dr Marie Abdel Rahman , Secrétaire Général

Soudan:

-M. Al-Tigani Al Tayeb Babakr, écrivain et penseur .

-M. Bashir Al-Bakri , ancien ambassadeur

"Om Derman" Centre pour les études sur la femme:

-Mme Azza Al-Tigani Al Tayeb, directeur.

Le comité de Solidarité du Soudan:

-M. Abdallah Ebeid , Secrétaire Général

-M. Ali Abu Sinn, Secrétaire pour les Affaires Etrangères.

L'Organisation Soudanaise pour les Droits de l'Homme (Bureau du Caire)

-M. Ali Mahgoub Ali, Directeur Exécutif

Syrie:

-Le Dr Bourhane Ghalioune , écrivain et penseur

-Le Dr Qadri Gamil , Professeur auprès de l'Université de Damas

-Le Dr Rizkallah Hilan, chercheur dans le domaine des affaires économiques et sociales

-Le Dr Tayeb Tizini, Département de Philosophie, Université de Damas

Le Comité Syrien de Solidarité:

-M. Ahmad Al Asaïad, Vice- président du Comité et vice- président de l'OSPAA

-Le Dr Abdel Latif Omran , membre du comité

-Mme Sabah Al Hamawi , membre du comité

Yemen:

-Le Dr Mohamad Al Shahari , écrivain.

"MOG" Opposition Nationale du Yemen

- M. Abdel Rahman Al-Jafrit, Président
- M. Hazem Shoukri, membre du Comité Exécutif
- M. Fahd Nagi, bureau du Président.

(7) LES PERSONNALITÉS ÉTRANGÈRES:

Afrique:

Ethiopie:

- Mme Megdelawit Kidane, Groupe Inter- Africain , Services des réseaux des ONG

Cameroun:

- Le Professeur Bernard Founou Tchougoua, Directeur de recherches, Forum du Tiers Monde (Bureau Africain)

Afrique du Sud:

- M. Hein Marais , chercheur , Forum du Tiers-Monde .

Asie:

Afghanistan:

- Abdel Raqib Abdel Salim, Etudiant: Etudes post-universitaires Université d'Al Azhar.

Chine:

CPAPD: L'Association du peuple Chinois pour la paix et le désarmement

- M. Chen Jifeng, Secrétaire général
- M. Huang Xuehui , Chef de la division de Recherches .
- M. Du Gengi, chercheur Beijing n Chine

Inde:

- R.L. Komar, chercheur
- L'organisation "El Teller" (Bureau de Tunis):
- Mme Corinne Kumar, secrétaire général
- L'organisation islamique indo- arabe:
- M.K.M.Khan (PM), Président.
- IINS: L'Institut International pour les Etudes des Non-Alignés:
- Le Dr S.K.Sahni , Secrétaire cum Directeur

Malaisie:

- Le Dr Kassim Ahmad , écrivain et penseur .
- Le Dr Sayed Hussein Ali , écrivain et penseur .
- L'Association Malaise pour les Sciences sociales, Faculté d'économie et d'Administration- Université de Malaisie .
- Le Pr. Jomo K. Sundaram, Président

Philippines:

- M. George Aseniero, Chercheur / Directeur "Forum du Tiers Monde" (Bureau d'Asie)

Sri Lanka:

- Association de Solidarité Afro-Asiatique:
- M.A.A Marleen , Secrétaire.

Turquie:

La Fondation du Forum de Turquie et du Moyen- Orient
-Le Dr Fikret Baskaya, Président.

Europe:**Belgique:**

-Mme Ellen Brun; chercheur
-M. Jacques Hersh, Professeur au Centre de Recherche sur le Développement et des Relations Internationales, département du Développement et de la Planification- Université d'Aalborg

France:

-M. Daniel Cirera, responsable adjoint du département international, Parti Communiste Français
-Mme Elisabeth Greffier, enseignante de langue allemande à "Lysée School" au Caire
-M. Eric Rouleau, écrivain et ancien ambassadeur de France en Turquie
-Prof. Georges Labica, directeur de Recherches au Centre National Français de Recherche et ancien président du département de Philosophie à l'Université de Paris 10 (Nanterre)
- M. Gustave Massiah, président du Centre d' Etudes et d'Initiatives de Solidarité Internationale (CEDETIM)
- Mme Nadia Labica, enseignante en littérature française en France Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique (AFASPA):
-M. Octave Lepizzera, président régional pour l'Afrique (AFASPA) Confédération Générale du Travail:
-M. Jean Paul Escoffier, syndicaliste, Etudes et Recherches Economiques et sociales

Allemagne:

-Le Dr Achim Reichardt, Agent autorisé, Coordination du Projet allemand (GPC)
-Mme Claudia Beckman Département de Philosophie, Université de Bremen.
-Mme Hille Van Elst Zestdeutscher Rundfunk Köln (Radio Allemande Basée à Cologne) Paris, France
Le Service de Solidarité Internationale - SODI
-Le Dr Carl Ordnung, Président

Grèce:

Le Comité Grec de Solidarité:

-Mme Maria Gazi, Membre du comité
-Mme Tania Ganou , Membre du Comité .

Italie:

-Le père Giuseppe Scattolin, Professeur italien de Mysticisme

islamique, Institut Camboni du Caire
 -Mme Luciana Castellina, Président de la Commission de la
 Jeunesse, de l'Education et des Médias, Parlement Européen ,
 Bruxelles.

M.Sergio Lenci, chercheur

Punto Rosso:

-Mme Jeanette Charazy

-M.Marcel Charazy.

Hollande:

-Mme Soileh Padilla Mayer ,chercheur .

L'institut Transnational:

-Mme Fiona Dove , Directeur .

Espagne:

L'Organisation de Solidarité avec les peuples d'Amérique Latine,
 d'Asie et d'Afrique (OSPAAAL)-Espagne:

-Le Dr Jaime Ballesteros, Président .

Suède:

-Le Dr Anne Sofie Roald, professeur d'Histoire des Religions
 Département de Théologie et d'Etudes Religieuses, Université de
 Lund .

-Le Dr Jan Hjärpe, Professeur auprès de l'Université de Lund .

-Le Dr Ronny Ambjörnsson, Professeur d'Histoire des Idées,
 Université d'Umea.

-Le Dr Thomas Lundén , Professeur adjoint de Géographie Humaine,
 Université de Stockholm.

(D) USA et Canada:

Canada:

Le Centre des Etudes Arabes pour le développement:

-Le Dr Mohamad Mahmoud , Coordinateur Général.

-Le Dr Rashad Antonius, Assistant social, Président du Conseil des
 directeurs .

L'Agence Canadienne Internationale pour le Développement:

-Mme Heather Crowed Représentante de l'Agence

-M. Norman Cook , responsable des ONG auprès de l' Agence .

Les Alternatives :

- Le Dr Pierre Beaudet , Directeur Exécutif

Etats Unis d'Amérique:

-Le Dr Abbas Hamadani , Professeur d'Histoire , Université de
 Wisconsin, Milwaukee- USA.

(E)Le Commonwealth des Etats Indépendants:

Ouzbekistan:

-Le Dr Mortada Sayed Amrov , Département des Etudes Islamiques ,
 Université d'Etat de Tashkent pour les Etudes Orientales

-Le Dr Nigmatulla Ibragimov , Recteur de l'Institut d'Etat de Tashkent pour les Etudes Orientales, Université d'Etat de Tashkent pour les Etudes Orientales

Russie:

-Le Dr Alexandre Dzassokhov, Député de la Duma d'Etat, vice-président du groupe inter-parlementaire de la Fédération de Russie: L'Organisation Internationale "Stabilité et Consentement":

-Le Dr Gela Pataraya , premier vice-président .

-M. Andrei Soukharov, Responsable de la section internationale de l'organisation

La Société Russe de Solidarité et de Coopération des Peuples Afro-Asiatiques:

-M.Sergei Kampaneets, Premier Vice- Président

-Mme Rima Kazakova , Vice-Président

-Pr. Dr Anatoli Kutsenkov, Professeur auprès de l'Institut Oriental de l'Académie Russe des Sciences .

-M. Vladimir Turadjev, Rédacteur en chef adjoint du Magazine "Asie et Afrique d'aujourd'hui"

(F)Amérique Latine:

Mexique:

-Le Dr Anne Bar-Din, chercheur adjoint à plein temps, Université de Mexico

-Le Dr Pablo Gonzalez Casanova, directeur du Centro Investigaciones Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades (CEIICH), Ciudad universitaria, Mexico

Cuba:

L'Organisation de Solidarité des Peuples d'Amérique Latine , d'Afrique et d'Asie (OSPAAAL) pour Cuba:

-Dr Ramon Pez Ferro, Secrétaire Général.

(8) LES INSTITUTIONS DES NATIONS-UNIES ET LES ORGANISATIONS ETRANGÈRES EN EGYPTE:

Amnistie Internationale:

-Mme Ghada Al Safid- Section Arabe (Arabia)

Union Européenne:

-Mme Manal Kabil, Chargée de la Presse.

L'Institut International des Langues, ILI- Le Caire.

-Mme Avrova Cava

-Mme Patricia Culbert

L'UNESCO (Bureau du Caire):

-Le Dr Adnan Shihab-Eldin, Directeur du Bureau de l'Unesco au Caire.

-Mme Inas El-Ibrachi, Représentant National pour le patrimoine culturel.

Liste des participants

L'UNICEF (Bureau du Caire):

-Mme Fatma Khafagy, Département de la femme et du développement.

(9) LE SECRÉTARIAT PERMANENT DE L'OSPAA:

- Dr Mourad Ghaleb, Président
- M. Nouri Abdul Razzak, Secrétaire Général
- Dr Samandar Kalandarov, Secrétaire Général Adjoint et représentant du C E I (Commonwealth des Etats Indépendants)
- M.E.A. Vidyasekera, Coordinateur et représentant du Sri Lanka
- L'Ambassadeur Mohammad Sobeih, Représentant de la Palestine.
- M. Julien Randriamasivelo, représentant de Madagascar.
- L'Ambassadeur Moheb Al-Samra, représentant de l'Egypte
- M. Kamal Bahaa Eldin, Assistant du Président de l'OSPAA
- Le Dr FakhrY Labib, Directeur de la Section Information

(10) LA PRESSE ET LES MEDIA.

La conférence a fait l'objet d'une couverture d'envergure par la presse et les média tant égyptiens qu'arabes et internationaux.

Premièrement :

L'Information Egyptienne:

1: La Presse:

- a- Tous les quotidiens et journaux nationaux .
- b- Les journaux et les magazines des partis.
- c- Les journaux indépendants .

2: La Radiodiffusion et la Télévision Egyptiennes.

(la quasi-totalité des chaînes de radiodiffusion et de télévision)

Deuxièmement .

Les journaux et les magazines arabes:

Emirates Al Itihad-Kuweiti Al Itihad-Bahrain: Al Ayyan- Al Anbaa- Al Bayan- Al Guezira- Al Hayat- Al Raey- Al Raey Al Am- Al Raya- Al Riyad Al Siyaseya- Al Sharq- Al Awsat- Qatar: Al Sharq- Al Alam Al Youm- Oqaz- Al Qabas- Kul Al Arab- Al Mogtama Al Arabi- Al Misaa Al Guazareya- Al Madina Al Yamama

Troisièmement:

Les Agences de presse égyptiennes, arabes et internationales:

-Les Nouvelles du Moyent Orient- L'Agence des Nouvelles du Golf- L'Agence des Nouvelles du Qatar- L'Agence des Nouvelles de la Syrie- Agence des Nouvelles du Koweit- L'Agence des Nouvelles du Maroc- Reuters- United Press International- C.R.A.T.I.C.

Quatrièmement:

Les Radiodiffusions Arabes et Internationales:

- L'autorité de la Radio et de la Télévision Palestiniennes
- BBC
- Radio Russe
- Radio Suède

رقم الابداع ٩٧/١٥٠٦٠

I.S.B.N. 977-5363-07-1